ASSEMBLÉE NATIONALE

CONSTITUTION DU 4 OCTOBRE 1958

TABLES DES DÉBATS

TABLES DE LÉGISLATURE

CINQUIÈME LÉGISLATURE

2 avril 1973 - 2 avril 1978

TABLE NOMINATIVE

TOME IV

P à Z

CONGRÈS DU PARLEMENT

P

PALEWSKI (Jean-Paul)

Député des Yvelines
(2e circonscription)
(UDR).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 736).

S'inscrit au groupe d'union des démocrates pour la République [2 avril 1973] (p. 744).

Décédé le 10 décembre 1976 [*J.O.* du 12 décembre 1976] (p. 7163).

Son éloge funèbre est prononcé le 16 décembre 1976 (p. 9500, 9501).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [5 avril 1973] (p. 755), [2 avril 1974] (p. 1453), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à **réserver aux travaux de décoration un pourcentage de 1 % des crédits de construction ouverts aux administrations de l'Etat, aux départements, aux communes, ainsi qu'aux collectivités publiques dotées de l'autonomie administrative et financière** (n° **88**) [12 avril 1973].

— **Proposition de loi** tendant à **détacher la commune de Seraincourt du département du Val-d'Oise pour la rattacher au département des Yvelines** (n° **89**) [12 avril 1973].

— **Proposition de loi** relative à **l'entrée en jouissance de la pension de retraite des non-salariés non agricoles** (n° **90**) [12 avril 1973].

— **Proposition de loi** sur le **droit d'action en justice des associations de protection de la nature et de défense de l'environnement** (n° **91**) [12 avril 1973].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 1090), adopté par le Sénat, autorisant l'approbation de l'accord instituant le **laboratoire européen de biologie moléculaire,** signé à Genève le 10 mai 1973 (n° **1097**) [27 juin 1974].

— **Proposition de loi** relative aux **inventions des salariés** (n° **1938**) [29 octobre 1975].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 1871), adopté par le Sénat, autorisant la ratification de **l'arrangement de Vienne concernant la protection des caractères typographiques** et leur dépôt international (ensemble un règlement d'exécution) et du protocole à l'arrangement de Vienne concernant la protection des caractères typographiques et leur dépôt international relatif à la durée de la protection, fait à Vienne, le 12 juin 1973 (n° **1964**) [7 novembre 1975].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 1924) autorisant l'approbation de l'accord portant **création d'un fonds de soutien financier de l'organisation de coopération et de développement économique,** signé à Paris, le 9 avril 1975 (n° **2039**) [4 décembre 1975].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 2300) autorisant l'approbation de la **convention** sur la **prévention de la pollution des mers** résultant de l'immersion de déchets, ensemble trois annexes, ouverte à la signature à Londres, Mexico, Moscou et Washington du 29 décembre 1972 au 31 décembre 1973 (n° **2556**) [22 octobre 1976].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 2301) autorisant l'approbation de la **convention** pour la **prévention de la pollution marine d'origine tellurique,** ensemble deux

annexes et un acte final, ouverte à la signature à Paris du 4 juin 1974 au 30 juin 1975 (n° **2557**) [22 octobre 1976].

INTERVENTIONS

1973

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant la ratification de la convention entre la République française et la République tunisienne, relative à l'entraide judiciaire en matière pénale et à l'extradition, avec un protocole additionnel, signée à Paris le 28 juin 1972** (n° **192**). **Discussion générale** [26 avril 1973] (p. 940) : article de la convention concernant les impôts et taxes ; conditions d'application de la procédure des échanges de lettres en matière de fraude fiscale ; sa demande de précision sur la soumission des échanges de lettres à un vote du Parlement.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant la ratification de la convention européenne des droits de l'homme** (n° **743**). **Discussion générale** [20 décembre 1973] (p. 7264) : défense des libertés fondamentales après la première guerre mondiale ; convention universelle des droits de l'homme, acte politique et acte de foi que constitue la convention européenne des droits de l'homme ; (p. 7265) : édification de l'Europe et défense des droits de l'homme.

1974

— **Projet de loi relatif au dépôt des marques de fabrique** (n° **647**). **Discussion des articles** [18 juin 1974]. **Après l'Article premier** (p. 2754) : son amendement n° 4 : droit sur les marques collectives ; adopté ; après modification quant à la nature du droit.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant approbation de l'accord instituant le laboratoire européen de biologie moléculaire,** rapporteur (n° **1090**). **Discussion générale** [28 juin 1974] (p. 3189) : la création de ce laboratoire est indispensable pour réaliser les objectifs de la conférence européenne de biologie moléculaire.

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° **1180**). *Deuxième partie :*

Culture [30 octobre 1974] (p. 5631) : est d'accord sur les grandes lignes de la politique culturelle ; rénover la concertation ; modifier la composition des commissions des sites, des commissions régionales ou départementales où des fonctionnaires sont en majorité ; diffusion de la culture artistique auprès de tous les corps de fonctionnaires notamment auprès du corps des ingénieurs de l'équipement et auprès des élus ; (p. 5632) : la commission nationale du secteur sauvegardé ; la sauvegarde du paysage et la décoration des routes grâce à un 1 % soigneusement établi.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat,** (n° **1082**), **ratifiant l'accord avec l'Espagne relatif à l'abornement et à l'entretien de la frontière. Discussion générale** [21 novembre 1974] (p. 6921), rapporteur suppléant, présente le rapport de M. Inchauspé empêché.

— **Projet de loi portant création du centre national d'art et de culture Georges-Pompidou** (n° **950**). **Discussion générale** [3 décembre 1974] (p. 7306) : votera le projet ; le bâtiment et son environnement ; risques d'art officiel ; le rapport de la bibliothèque avec la Bibliothèque nationale ; le centre de création industrielle. **Discussion des articles. Article 4** (p. 7308) : la dualité de direction ; sur l'amendement n° 14 : participation des collectivités territoriales au conseil de direction.

1975

— **Projet de loi relatif à l'élimination des déchets et récupération des matériaux** (n° **1633**). **Discussion des articles** [6 juin 1975]. **Article 10** (p. 3837) : l'accumulation des déchets dans la région parisienne. **Explications de vote** (p. 3852) : harmoniser la loi sur l'élimination des déchets et la loi portant réforme de l'urbanisme quant aux droits reconnus aux associations.

— **Projets de loi portant réforme de l'urbanisme et de la politique foncière** (n° **1588** et n° **1881**). **Discussion des articles** [14 octobre 1975]. **Article 8 :** (p. 6828) : son amendement n° 203 : compléter le cinquième alinéa *d* par les mots : « ou dans un site inscrit à l'inventaire ou classé » ; adopté.

— **Projet de loi portant réforme du régime administratif de la ville de Paris** (n° **1869**). **Discussion des articles** [3 décembre 1975]. **Après l'Article 31** (p. 9279) : est opposé à l'amendement n° 141 de M. Fanton : impossibilité pour le préfet de Paris, qui sera en même temps préfet de l'Ile-de-France, d'exercer des arbitrages entre Paris et sa région.

— **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord portant création d'un fonds de soutien financier de l'OCDE** (n° **1924**), rapporteur. **Discussion générale** [10 décembre 1975] (p. 9629, 9630) : l'action rapide que réclament les tendances actuelles du commerce international ; le renforcement de la tendance au protectionnisme ; la nécessité de donner au fonds monétaire international les moyens de remplir sa tâche, le texte voté à Paris le 9 avril 1975 ; la ratification demandée au Parlement français ; l'importance du volume des fonds en cause et la façon dont sont établies les quote-parts ; (p. 9631) : le caractère

provisoire de la mesure ; la sécurité psychologique que le fonds financier de l'OCDE donnera aux Etats.

— **Projet de loi portant création et organisation de la région Ile-de-France** (n° **1867**). **Discussion générale** [18 décembre 1975] (p. 9966) : attire l'attention sur la superposition de Paris comme ville et de Paris comme capitale régionale ; se demande s'il n'eût pas été préférable de mettre Paris hors de la nouvelle région ; l'inexistence d'une solidarité entre l'Est et l'Ouest de la région parisienne ; (p. 9967) : une solution envisageable : le développement indépendant l'un de l'autre, de l'Est et de l'Ouest ; l'inconvénient qui risque de résulter d'une assemblée régionale trop nombreuse ; (p. 9979) : ses observations sur les autorisations données par les préfets en matière de dérogation d'implantation dans une région donnée.

1976

— **Projet de loi portant réforme de l'urbanisme** (n° **1881**). **Première lecture. Discussion générale** [6 avril 1976] (p. 1388) : les dispositions heureuses du projet ; son désaccord sur les dispositions relatives aux centres historiques urbains ; approuve la disposition permettant aux associations d'intervenir en justice. **Discussion des articles** [8 avril 1976] : **Article 15** (p. 1521) : souligne que dans le domaine des secteurs sauvegardés, la principale discussion provient d'une insuffisance de crédit ; [13 avril 1976] : **Article 15** (*suite*) (p. 1635) : se félicite que les secteurs sauvegardés continuent à relever d'une législation particulière ; (p. 1637) : sur l'amendement n° 14 de M. Masson et le sous-amendement n° 222 de M. Frédéric-Dupont, est favorable à l'intervention obligatoire de la commission des sites ; (p. 1639) : son amendement n° 77 : rédactionnel ; adopté. **Article 29** (p. 1649) : son amendement n° 78 : supprimer l'article ; le danger de lier l'opposabilité des servitudes à leur mention dans les plans d'occupation des sols ; (p. 1650) : considère qu'il vaut mieux supprimer l'article plutôt que d'aboutir à l'édification de constructions « horribles » défigurant les paysages ; amendement n° 78 retiré ; [14 avril 1976] : **Article 34** (*suite*) (p. 1721, 1722) : pense qu'il est bon que les associations puissent relever les infractions aux règles de l'urbanisme mais limiter le droit de saisir les tribunaux aux associations reconnues d'utilité publique ou dont la représentativité n'est pas contestée ; (p. 1726) : est d'accord avec l'amendement n° 390 de M. Fanton pour que seules les associations reconnues d'utilité publique puissent saisir la justice à condition que la notion de préjudice indirect soit introduite dans l'amendement. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [21 juin 1976] : **Article 15** (p. 4418) : ses amendements n° 56 et n° 57 n'admettant pas la dérogation-anticipation dans les mêmes conditions pour les secteurs sauvegardés et pour les POS ; souhaite conserver aux premiers leur régime actuel qui les protège mieux ; amendement n° 56 réservé ; (p. 4420) : amendement n° 57 adopté ; l'amendement n° 56, précédemment réservé, est adopté. **Article 18** (p. 4424, 4425) : estime que le Gouvernement devrait imposer aux industriels exploitant des carrières de reconstituer le paysage qu'ils détruisent ; [23 novembre 1976] : **Article 58** (p. 8593) : son amendement n° 59 qui n'est pas soutenu ; (p. 8594) : son amendement n° 60 qui n'est pas soutenu.

— **Projet de loi portant création et organisation de la région Ile-de-France** (n° **1867**). **Deuxième lecture. Discussion des articles** [20 avril 1976]. **Article 5** (p. 1910) : sur l'amendement n° 5 de M. Bourson, suite aux propos de M. Boscher, craint, lui aussi, le démantèlement de l'autorité de l'Assemblée régionale.

PAPET (Jean-Marcel)

Député des Hautes-Alpes
(2e circonscription)
(RI, puis R).

En remplacement le 13 mai 1973, de M. Dijoud, nommé membre du Gouvernement.

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [15 mai 1973] (p. 1276).

S'inscrit au groupe des républicains indépendants [17 mai 1973] (p. 1364).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [17 mai 1973] (p. 1364).

Membre de la commission de la production et des échanges [2 avril 1974] (p. 1454).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [2 avril 1975] (p. 1202).

Membre de la commission de la production et des échanges [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1465).

Membre de la commission d'enquête sur la pollution du littoral méditerranéen et sur les

mesures à mettre en œuvre pour la combattre et assurer la défense de la nature [28 juin 1974] (p. 3212).

INTERVENTIONS

1975

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**). *Deuxième partie :*

Agriculture. FORMA, BAPSA [5 novembre 1975] (p. 7935) : le maintien en montagne des agriculteurs qui y sont encore suppose la modernisation et la restructuration de ce type particulier d'agriculture ; il faut, en outre, créer en montagne des activités non agricoles, notamment touristiques, grâce aux contrats de pays.

PAPON (Maurice)

Député du Cher
(3e *circonscription*)
(*UDR, puis RPR*).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 733).

S'inscrit au groupe d'union des démocrates pour la République [2 avril 1973] (p. 744).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [5 avril 1973] (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Rapporteur général de cette commission [5 avril 1973] (p. 756), [4 avril 1974] (p. 1495), [3 avril 1975] (p. 1266), [6 avril 1976] (p. 1391), [5 avril 1977] (p. 1555).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1974 [12 décembre 1973] (p. 6916).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur la modernisation des bases de la fiscalité directe locale [18 décembre 1973] (p. 7163).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1974 [11 juillet 1974] (p. 3515).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant un prélèvement conjoncturel [13 décembre 1974] (p. 7872).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1975 [13 décembre 1974] (p. 7872).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1974 [19 décembre 1974] (p. 8188).

Chargé de suivre et de contrôler de façon permanente l'emploi des crédits inscrits au budget du centre national d'art et de culture Georges-Pompidou [17 avril 1975] (p. 1832).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1975 [27 mai 1975] (p. 3263).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi supprimant la patente et instituant une taxe professionnelle [27 juin 1975] (p. 4967).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1975 [12 septembre 1975] (p. 6257).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1976 [15 décembre 1975] (p. 9815).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1975 [18 décembre 1975] (p. 10009).

Membre du conseil supérieur du pétrole [15 avril 1976] (p. 1857), [20 avril 1976] (p. 1905).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1976 [9 juin 1976] (p. 3939).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi (n° 2388) relatif au contrôle de la concentration économique et à la répression des ententes illicites et des abus de position dominante [6 juillet 1976] (p. 5094).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant imposition des ressources provenant de plus-values assimilables à un revenu [9 juillet 1976] (p. 5247).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1976 [26 octobrçe 1976] (p. 7049).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1977 [14 décembre 1976] (p. 9396).

Vice-président de cette commission [14 décembre 1976] (p. 9396).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1976 [17 décembre 1976] (p. 9657).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au régime fiscal de la presse [17 décembre 1976] (p. 9657).

Membre de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi aménageant la taxe professionnelle [8 juin 1977] (p. 3599).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant règlement définitif du budget de 1975 [29 juin 1977] (p. 4473).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au contrôle de la concentration économique et à la répression des ententes illicites et des abus de position dominante [30 juin 1977] (p. 4560).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1978 [16 décembre 1977] (p. 8921).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'indemnisation des Français rapatriés d'outre-mer dépossédés de leurs biens [21 décembre 1977] (p. 9183).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à diverses dispositions en matière de prix [21 décembre 1977] (p. 9183).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1977 [21 décembre 1977] (p. 9184).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à **modifier et à compléter les dispositions de la loi n° 63-810 du 6 août 1963 pour l'amélioration de la production et de la structure foncière des forêts françaises** (n° **129**) [12 avril 1973].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi (n° 189) **portant règlement définitif du budget de 1971** (n° **362**) [24 mai 1973].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi (n° 461) **approuvant une convention conclue entre le ministre de l'économie et des finances et le gouverneur de la Banque de France** (n° **516**) [21 juin 1973].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi (n° 510) **habilitant le Gouvernement à proroger la suspension de la taxe sur la valeur ajoutée sur les ventes au détail de viandes de bœuf** (n° **532**) [26 juin 1973].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le **projet de loi de finances pour 1974** (n° 646) (n° **681**) [10 octobre 1973].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi, adopté par le Sénat, **avançant la date d'exigibilité du dernier acompte à payer en 1973 au titre de l'impôt sur les sociétés et autorisant le Gouvernement à émettre un emprunt bénéficiant de certains avantages fiscaux** (n° **688**) [10 octobre 1973].

— **Proposition de loi** tendant à **modifier et à compléter les dispositions de la loi n° 63-810 du 6 août 1963 pour l'amélioration de la pro-**

duction et de la structure foncière des forêts françaises (n° **699**) [16 octobre 1973].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le **projet de loi de finances rectificative pour 1973** (n° 781) (n° **800**) [29 novembre 1973].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi (n° 748) **modifiant la loi n° 73-7 du 3 janvier 1973 sur la Banque de France et approuvant une convention conclue entre le ministre de l'économie et des finances et le gouverneur de la Banque de France** (n° **817**) [5 décembre 1973].

— **Rapport,** fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de **proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1974** (n° 827) (n° **841**) [13 décembre 1973].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le **projet de loi de finances rectificative pour 1973** (n° 848), modifié par le Sénat (n° **859**) [18 décembre 1973].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi (n° 851) portant **règlement définitif du budget de 1972** (n° **1087**) [25 juin 1974].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances rectificative pour 1974** (n° 1110) (n° **1113**) [2 juillet 1974].

— **Rapport,** fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de **loi de finances rectificative pour 1974** (n° **1158**) [11 juillet 1974].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi (n° 1172) relatif au **remboursement** d'une nouvelle fraction des crédits de **taxe sur la valeur ajoutée** en faveur des **exploitants agricoles** (n° **1176**) [2 octobre 1974].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1975** (n° 1180) (n° **1230**) [11 octobre 1974].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi (n° 1236), modifié par le Sénat, relatif au **remboursement** d'une nouvelle fraction des crédits de **taxe sur la valeur ajoutée** en faveur des **exploitants agricoles** (n° **1237**) [15 octobre 1974].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi (n° 1274), adopté par le Sénat, instituant un **prélèvement conjoncturel** (n° **1342**) [27 novembre 1974].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi (n° 1328), adopté par le Sénat, relatif aux **opérations des entreprises d'assurances dommages** relevant des Etats membres de la Communauté économique européenne et tendant à simplifier la législation des assurances (n° **1343**) [28 novembre 1974].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances rectificative pour 1974** (n° 1340) (n° **1352**) [5 décembre 1974].

— **Rapport** fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de **loi de finances pour 1975** (n° **1406**) [16 décembre 1974].

— **Rapport** fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant un **prélèvement conjoncturel** (n° **1407**) [16 décembre 1974].

— **Rapport** fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du **projet de loi de finances rectificative pour 1974** (n° **1429**) [19 décembre 1974].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi (n° 1504) approuvant une **convention** conclue entre le **ministre de l'économie et des finances** et le gouverneur de la **Banque de France** (n° **1550**) [11 avril 1975].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi (n° 1617) relatif à l'octroi de la garantie de l'Etat à un **emprunt** groupés émis par des établissements de crédit (n° **1619**) [6 mai 1975].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances rectificative pour 1975** (n° 1570) (n° **1622**) [7 mai 1975].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du

plan, sur le projet de loi (n° 1405) portant **règlement définitif du budget de 1973** (n° **1643**) [15 mai 1975].

— **Rapport** fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de **loi de finances rectificative pour 1975** (n° **1684**) [28 mai 1975].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi (n° 1685) portant approbation d'un rapport sur l'orientation préliminaire du **VII^e Plan** (n° **1687**) [29 mai 1975].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances rectificative pour 1975** (n° 1740) (n° **1756**) [18 juin 1975].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi (n° 1680), adopté par le Sénat, modifiant les conditions de nationalité exigées pour l'exercice de la **profession bancaire** et de certaines professions financières, et relatif au fonctionnement des banques étrangères (n° **1757**) [18 juin 1975].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi (n° 1793), modifié au Sénat, portant approbation d'un rapport sur l'**orientation préliminaire du VII^e Plan** (n° **1818**) [27 juin 1975].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances rectificative pour 1975** (n° 1873) (n° **1874**) [9 septembre 1975].

— **Rapport** fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du **projet de loi de finances rectificative pour 1975** (n° **1876**) [12 septembre 1975].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plans, sur le projet de **loi de finances pour 1976** (n° 1880). — **Tome I : Rapport général. — Tome II : Examen de la première partie du projet de loi de finances - Conditions générales de l'équilibre financier. — Tome III : Examen de la deuxième partie du projet de loi de finances - Moyens des services et dispositions spéciales** (n° **1916**) [10 octobre 1975].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi (n° 1932) autorisant le Gouvernement à procéder en 1976, par ordonnances, à certains aménagements portant sur les acomptes d'**impôts directs** (n° **1984**) [18 novembre 1975].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances rectificative pour 1975** (n° 1980) (n° **2021**) [3 décembre 1975].

— **Rapport** fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de **loi de finances pour 1976** (n° **2068**) [16 décembre 1975].

— **Rapport** fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de **loi de finances rectificative pour 1975** (n° **2100**) [19 décembre 1975].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi (n° 2138) portant **ratification de l'ordonnance n° 76-217** du 5 mars 1976 relative à la **réduction du premier acompte d'impôt sur les sociétés** payable en 1976, et autorisant le report du paiement de l'impôt sur les revenus de 1974 dû par certains contribuables (n° **2142**) [2 avril 1976].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi (n° 2063) portant **règlement définitif du budget de 1974** (n° **2207**) [21 avril 1976].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi (n° 2135) portant aménagement du **monopole des tabacs** manufacturés (n° **2208**) [21 avril 1976].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances rectificative pour 1976** (n° 2147) (n° **2212**) [22 avril 1976].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi (n° 2206) portant **imposition** des ressources provenant de **plus-values** assimilables à un revenu (n° **2343**) [1^er juin 1976].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi (n° 2346) portant approbation du **VII^e Plan** de développement économique et social (n° **2350**) [3 juin 1976].

— **Rapport,** fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte

sur les dispositions restant en discussion du projet de **loi de finances rectificative pour 1976** (n° **2363**) [9 juin 1976].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi modifié (n° 2472) portant approbation du **VII^e Plan** de développement économique et social (n° **2475**) [7 juillet 1976].

— **Rapport,** fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant **imposition** des ressources provenant de **plus-values** assimilables à un revenu (n° **2479**) [9 juillet 1976].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1977** (n° 2524). — **Tome I : Rapport général. — Tome II : Examen de la première partie du projet de loi de finances - Conditions générales de l'équilibre financier. — Tome III : Examen de la deuxième partie du projet de loi de finances - Moyens des services et dispositions spéciales** (n° **2525**) [5 octobre 1976].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances rectificative pour 1976** (n° 2523) (n° **2526**) [6 octobre 1976].

— **Rapport,** fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de **loi de finances rectificative pour 1976** (n° **2560**) [26 octobre 1976].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances rectificative pour 1976** (n° 2630) (n° **2649**) [25 novembre 1976].

— **Rapport,** fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de **loi de finances pour 1977** (n° **2690**) [14 décembre 1976].

— **Rapport,** fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de **loi de finances rectificative pour 1976** (n° **2713**) [17 décembre 1976].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi (n° 2828) autorisant le Gouvernement à émettre un **emprunt** bénéficiant d'avantages fiscaux (n° **2861**) [5 mai 1977].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi (n° 2768) et la lettre rectificative (n° 2859) au projet de **loi de finances rectificative pour 1977** (n° **2903**) [18 mai 1977].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi (n° 2688) portant **règlement définitif du budget de 1975** (n° **2951**) [2 juin 1977].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi (n° 2769) accordant des **garanties de procédure aux contribuables en matière fiscale et douanière** (n° **2997**) [16 juin 1977].

— **Rapport,** fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant **règlement définitif du budget de 1975** (n° **3064**) [30 juin 1977].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi de finances pour (n° 3009) portant **règlement définitif du budget de 1975** (n° **3096**) [30 juin 1977].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi rejeté par le Sénat, en deuxième lecture, portant **règlement définitif du budget de 1975** (en vue de la lecture définitive) (n° **3113**) [30 juin 1977].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1978** (n° 3120). — **Tome I : Rapport général. — Tome II : Examen de la première partie du projet de loi de finances - Conditions générales de l'équilibre financier. — Tome III : Examen de la deuxième partie du projet de loi de finances - Moyens des services et dispositions spéciales** (n° **3131**) [5 octobre 1977].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi modifié par le Sénat (n° 3175) accordant des **garanties de procédure aux contribuables en matière fiscale et douanière** (n° **3280**) [7 décembre 1977].

— **Rapport** supplémentaire, fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi rejeté par le Sénat, en deuxième lecture, portant **règlement définitif du budget de 1975** (n° **3284**) [7 décembre 1977].

— **Rapport** fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de **loi de finances pour 1978** (n° **3356**) [15 décembre 1977].

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Suspension du recouvrement de la taxe conjoncturelle** [23 avril 1975] (p. 1996, 1997).

— **Conséquences de la déclaration de Rambouillet sur la situation monétaire** [19 novembre 1975] (p. 8645) : rôle du dollar dans l'ordre monétaire international.

— **Prix des voitures automobiles** [30 juin 1976] (p. 4947) : hausse du prix des automobiles, particulièrement à la Régie Renault.

— **Taxe professionnelle** [1er décembre 1976] (p. 8855) : prorogation nécessaire des délais d'exigibilité de la taxe professionnelle.

INTERVENTIONS

1973

— **Projet de loi portant règlement définitif du budget de 1971** (n° **189**), rapporteur général. **Discussion générale** [7 juin 1973] (p. 1865) : son rappel historique ; loi de règlement et contrôle parlementaire ; budget et conduite de la politique économique globale ; prévisions et réalités ; solde négatif du budget de 1971 en termes comptables ; moins-values dans les ressources ; (p. 1866) : impôts sur les sociétés et sur le revenu ; émission des rôles, VRTS, modicité des ajustements du projet de loi ; sa critique à l'égard des crédits des bourses et secours d'études ; programme Concorde ; crédits des équipements collectifs et politique de neutralité des finances publiques ; gestion budgétaire ; caractère tardif de certaines opérations de répartition ; (p. 1867) : imputations budgétaires irrégulières, fonds de concours, reports, gestion des autorisations de programme, plan quinquennal et budgets annuels ; rôle des rapporteurs spéciaux ; Cour des comptes ; adaptation de l'instrument budgétaire ; rationalisation des choix budgétaires. **Discussion des articles. Après l'Article 20** (p. 1934) : s'oppose à l'amendement de M. Servan-Schreiber tendant à la création d'une commission spéciale de contrôle des fonds publics ; dessaisissement de la commission des finances.

— **Projet de loi approuvant une convention conclue entre le ministre de l'économie et des finances et le gouverneur de la Banque de France** (n° **461**), rapporteur général. **Discussion générale** [26 juin 1973] (p. 2506) : dévaluation du dollar et diminution de la valeur de nos avoirs en devises ; nécessité d'un apurement ; opérations du fonds de stabilisation des changes de la Banque de France et du Trésor public ; (p. 2507) : souscription par la Banque de France de bons du Trésor sans intérêt sur quinze ans pour un montant égal à la perte de change enregistrée ; suggère que les opérations de cette nature soient comptabilisées à part dans les écritures de l'institut d'émission.

— **Projet de loi habilitant le Gouvernement à proroger la suspension de la TVA sur les ventes au détail de viandes de bœuf** (n° **510**), rapporteur général. **Discussion générale** [27 juin 1973] (p. 2550) : absence de M. Giscard d'Estaing ; objet du projet de loi ; amendement à la loi de finances de 1973 ; objectif de ralentissement de la hausse des prix ; bénéfice et coût de cette disposition fiscale ; stabilisation des prix de gros et de détail ; échec économique et erreur budgétaire que constitue cette expérience, non-répercussion sur les prix ; aggravation de la pression inflationniste ; caractère relatif de l'échec économique ; compensation par l'emprunt de la perte de recettes ; possibilité de couverture par les seules ressources fiscales indirectes ; caractère relatif de l'erreur budgétaire ; ponctions opérées par l'emprunt dans la masse monétaire ; inflation par la demande s'ajoutant à l'inflation par les coûts ; (p. 2551) : situation et perspective du marché de la viande de bœuf ; équilibre du système fiscal ; uniformisation de l'application de la TVA dans la CEE ; décision de la commission des finances de proposer l'adoption du texte sans modification. **Discussion de l'Article unique** (p. 2555) : son opposition à l'amendement de M. Villa ; (p. 2556) : ne s'associe pas à l'amendement de M. Lelong.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, avançant la date d'exigibilité du dernier acompte à payer en 1973 au titre de l'impôt sur les sociétés et autorisant le Gouvernement à émettre un emprunt bénéficiant de certains avantages fiscaux** (n° **687**), rapporteur général. **Discussion générale** [11 octobre 1973] (p. 4270) : caractère urgent des dispositions financières en cause ; impôt sur les sociétés ; mesures de lutte contre l'inflation ; problèmes de trésorerie des entreprises ; (p. 4271) : ses questions relatives aux tendances relevées dans l'enquête de l'INSEE en mai 1973, aux résultats de la politique du crédit, à l'amendement du Sénat, à l'emprunt envisagé par le Gouvernement ; conditions de gestion de cet emprunt ; réactions de la Bourse ; avantages fiscaux attachés au nouvel emprunt, exclusion de l'exonération des droits de succession ; taux d'intérêt fixé par voie réglementaire ; fait état des observations présentées par certains membres de la commission des finances.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° 646), rapporteur général. **Discussion générale** [23 octobre 1973] (p. 4660) : système axé sur l'expansion ; conditions économiques et de l'environnement international ; paradoxe de la situation actuelle ; inquiétudes et prospérité ; (p. 4661) : situation de la France dans le peloton de tête ; pari de l'économie ouverte ; jeu de la libre initiative ; l'inflation revers de cette prospérité, ses causes internationales ; dérèglement du système monétaire international ; profusion de liquidités ; coût des matières premières ; accroissement du taux d'intérêt ; accroissement de la demande en France ; glissement spectaculaire dans le secteur des prix ; cas du marché de la viande ; évidence structurelle : rapport de cause à effet entre prix et rémunérations ; fait économique : manque d'adaptation de l'offre et de la demande, conséquence psychologique : liquidité de l'épargne courante ; effets à long terme de l'inflation ; problème de la lutte contre l'inflation ; situation dans les pays étrangers ; efforts engagés en France ; programmation contractuelle des prix à mi-chemin de la liberté et du blocage ; (p. 4662) : caractère partiel de l'action entreprise, politique monétaire ; système de réserves bancaires obligatoires ; limites et dangers de cette politique ; caractéristiques du projet de budget pour 1974 ; enregistrement du dérapage des prix ; amendement de justice fiscale ; présentation en équilibre, problème de la structure et de la gestion des administrations ; progrès du budget de l'équipement ; débudgétisation ; exécution normale du Plan ; baisse relative des dépenses militaires ; crédits affectés à la solidarité nationale ; insuffisance de la revalorisation des rentes viagères ; budget de l'éducation nationale ; souhaite que le Parlement puisse être saisi d'un budget social de la Nation ; sous-évaluation des ressources du budget de 1974 ; caractéristiques de l'amendement de justice fiscale : réforme du barème ; normalisation de l'imposition des sociétés et de l'imposition des placements immobiliers et financiers ; (p. 4663) : rééquilibrage esquissé par cet amendement ; précisions de la commission des finances sur la retenue à la source ; amendement invitant le Gouvernement à présenter un projet complet ; rejet de l'article 11, réserves de la commission sur le mécanisme prévu ; aurait préféré un débat spécifique à une disposition de la loi de finances ; ses observations sur le principe de neutralité budgétaire, fonds d'action conjoncturelle ; incertitude demeurant sur l'évolution de la conjoncture ; situation au Moyen-Orient ; hypothèse de la poursuite dans notre pays d'une inflation interne ; lutte contre l'inflation ; l'insuffisance des moyens partiels ; nécessité d'une politique globale comportant une politique des coûts et revenus ; généralisation des contrats de progrès à l'ensemble de l'économie ; (p. 4664) : politique concertée ; caractère correct et honnête du budget de 1974, sa référence à Paul Valéry. **Répond** à M. Fillioud (p. 4678) : ses arguments contre l'adoption de la question préalable.

Première partie :

Discussion des articles [24 octobre 1973]. **Article premier** (p. 4735) : ses observations sur l'amendement de M. Boulay relatif à la perception de la taxe régionale additionnelle aux contributions directes locales, avis favorable de la commission, son désir d'être rassuré sur les intentions du Gouvernement à ce sujet. **Après l'Article premier** (p. 4739) : ses observations sur l'amendement de M. Boulloche, bouleversement de notre système fiscal, son caractère politique. **Article 2** (p. 4742) : ses observations sur l'amendement du Gouvernement reprenant l'ensemble des dispositions de l'amendement de justice fiscale, caractéristiques du nouveau barème, allégement de la charge des catégories les plus modestes, simplification pour les contribuables et pour l'administration, écarts de taux dans la pression fiscale, souhait de la commission des finances qu'ils n'excèdent pas cinq points, a été expressément chargé d'appeler l'attention du Gouvernement sur ce point ; (p. 4743) : ses observations sur le sous-amendement de M. Gosnat à l'article 2 B proposé par l'amendement du Gouvernement, tendant à exonérer de l'impôt sur le revenu toutes les personnes ayant un revenu net de frais professionnels inférieur à 1.000 F par mois ; son opposition aux dispositions proposées concernant l'avoir fiscal et le mode d'imposition des directeurs de sociétés, caractère de texte de classe du sous-amendement ; (p. 4745) : son sous-amendement à l'article 2 c proposé par l'amendement du Gouvernement, ses réserves sur la technique fiscale adoptée dans le texte, l'abattement de 20 % pièce maîtresse du système fiscal des salariés, suggère d'utiliser la suppression de l'abattement de 10 % sur les frais personnels ; (p. 4747) : sa crainte à l'égard de cette première atteinte à l'abattement de 20 % ; son accord sur le fond du problème concernant l'imposition des hauts revenus ; [25 octobre 1973] (p. 4755) : article 2 C proposé par l'amendement du Gouvernement ; sa mise au point à la suite des propos de M. Lamps, précise qu'il souhaite l'amélioration du mécanisme du quotient familial mais aucunement la condamnation du quotient familial ; (p. 4757) : son sous-amendement à l'article 2 d proposé par l'amendement du Gouvernement, ayant pour objet d'éviter la rétroactivité des dispositions prévues à l'article 2 d, ses

observations sur le sous-amendement de M. Audinot ; (p. 4758) : ses observations avant le vote sur l'article 2 e, suggestion de M. Marette en commission en vue de rendre plus sévère le taux d'imposition des plus-values à long terme réalisées sur les biens non amortissables, souhait de la commission d'être éclairée sur ce point ; (p. 4759) : son sous-amendement à l'article 2 f proposé par l'amendement du Gouvernement : propose que la majoration du prix d'acquisition des immeubles pour chaque année au-delà de la cinquième soit égale à la variation de l'indice national du coût de la construction ; sous-amendement de forme à l'article 2 g proposé par l'amendement du Gouvernement ; (p. 4767) : son sous-amendement à l'article 2 n proposé par l'amendement du Gouvernement, tendant au dépôt par le Gouvernement avant le 31 décembre 1976 d'un projet de loi instituant et organisant le recouvrement de l'impôt sur le revenu par voie de retenue à la source, ses arguments en faveur du sous-amendement, possibilité pour le Parlement de se prononcer en toute connaissance de cause ; ses observations sur le sous-amendement de M. Rabreau. Après l'article 2 n : présentation par le Gouvernement, au plus tard le 1er janvier 1978, d'une réforme de la fiscalité basée sur la notion de revenu minimum familial, avis défavorable de la commission bien que partageant les préoccupations de l'auteur ; ses réserves sur la rédaction du texte, son caractère de vœu ; (p. 4773) : ses observations sur le sous-amendement du Gouvernement à l'article 2 h ; mesures évitant de pénaliser certaines acquisitions du plan ; (p. 4774) : critère de l'achèvement des fondations, suppression de l'exonération partielle des droits de mutation à titre gratuit en faveur de biens ruraux loués par bail à long terme, relèvement de 100.000 à 175.000 F de l'abattement prévu pour la perception des droits de mutation, son sous-amendement ayant pour objet de distraire de l'actif successoral une partie de la valeur des résidences principales dans la limite de 300.000 F ; (p. 4778, 4779) : son sous-amendement à l'article 2 i proposé par l'amendement du Gouvernement tendant à la non-application de la rétroactivité aux accords dérogatoires de participation signés avant le 1er octobre 1973 ; (p. 4782) : contribution des provisions pour investissement au progrès économique, estime qu'il serait choquant de pénaliser aujourd'hui les entreprises qui ont été à l'avant-garde de la participation, reconduction des accords dérogatoires, demande le retrait du sous-amendement du Gouvernement ; sa réponse à M. Bernard Marie, clause de caducité des contrats dérogatoires en cas de modification de la législation fiscale contraire à l'esprit de participation. **Après l'Article 2** (p. 4784) : son amendement ayant pour objet de faire obligation au Gouvernement d'inclure dans le projet de loi de finances pour 1975 un barème de l'impôt sur le revenu dont les taux ne comporteront entre eux aucun écart supérieur à cinq points. **Article 6** (p. 4786) : ses arguments en faveur de l'amendement de M. Chauvet : report au 1er avril 1974 de l'augmentation des droits sur les alcools ; ses réserves à l'égard de l'amendement du Gouvernement : report au 1er février 1974 et augmentation des droits de 1 % ; suggère à M. Chauvet d'accepter la date du 1er février à condition que le Gouvernement renonce à une majoration supplémentaire. **Après l'Article 6** (p. 4793) : ses observations sur l'amendement de M. Mario Bénard : création d'une taxe annuelle forfaitaire de 1.000 F sur les sociétés qui ne déclarent pas de bénéfices, problème des sociétés ne déclarant pas de bénéfices, ses réserves sur l'efficacité de la mesure proposée, souhait de la commission des finances que le Gouvernement prenne des mesures plus efficaces ; (p. 4795) : sociétés victimes de circonstances conjoncturelles et sociétés « paravent » ; (p. 4797) : non-adoption par la commission des finances de l'amendement de M. Brocard et du sous-amendement de M. Ducray ; (p. 4802) : motifs du rejet par la commission des finances de l'amendement de M. Destremau sur les concours de pronostics ; avis favorable de la commission à l'application de l'article 119 du règlement. **Article 13** (p. 4805) : son amendement de suppression de l'article ; retrait de l'amendement après le dépôt d'un amendement du Gouvernement tendant à élever le taux d'augmentation des rentes viagères ; [26 octobre 1973] : **Article 14** (p. 4862) : ses arguments contre l'amendement de M. Juquin tendant à fixer à 1,5 % le taux de la participation des employeurs à la formation continue. **Après l'Article 14** (p. 4865) : s'oppose à l'amendement de M. Boulloche tendant à rétablir le prélèvement exceptionnel sur les établissements de crédit. **Article 11** (p. 4873) : son amendement de suppression de l'article, opposition de la commission des finances au principe de compensation démographique et aux conséquences financières. **Avant l'Article 12** (p. 4875) : ses observations sur l'amendement de MM. Peyret et Guermeur : attribution aux régimes déficitaires de recettes fiscales de l'Etat, présentation au Parlement du budget social de la nation ; souhaite que la date du 11 juin soit retenue pour le dépôt par le Gouvernement du projet de loi définissant le cadre de présentation annuelle du budget social de la nation ; (p. 4876) : répond à M. Boulloche ; son compte rendu du vote de la commission des finances ; son sous-amendement tendant au dépôt par le Gouvernement avant le 1er mai 1974 du projet

de loi définissant le cadre de présentation annuelle du budget social de la nation ; (p. 4877) : son sous-amendement de caractère technique. **Article 15** (p. 4896) : son accord avec l'amendement du Gouvernement ; engage ses collègues à voter cet article d'équilibre.

Deuxième partie :

Services du Premier ministre. — Section II : Jeunesse, sports et loisirs : Etat C. - Titre V [29 octobre 1973] (p. 5004) : son amendement tendant à réduire les autorisations de programme et les crédits de paiement : retard considérable pris par la loi de programme d'équipement sportif.

Transports. — I. Section commune. — II. Transports terrestres : Etat C. - Titre IV [30 octobre 1973] (p. 5056) : son amendement tendant à améliorer la présentation des versements d'égalisation des charges de la SNCF.

Développement industriel et scientifique : Etat C. - Titre V [6 novembre 1973] (p. 5224) : son amendement tendant à réduire les crédits de ce titre ; absence d'informations suffisantes sur la situation et les perspectives de l'IDI. **Etat C. - Titre VI** (p. 5386) : son amendement tendant à supprimer les crédits affectés au plan d'électronique civile.

Intérieur et rapatriés : Etat B. - Titre III [19 novembre 1973] (p. 6032) : son amendement tendant à réduire les crédits de ce titre : absence de dotation au titre de la subvention globale d'investissement. **Etat C. - Titre V** : son amendement tendant à réduire les crédits de ce titre. **Etat C. - Titre VI** : son amendement tendant à réduire les crédits de ce titre.

Services du Premier ministre. — Réformes administratives. Commissariat général du plan d'équipement et de la productivité [20 novembre 1973] (p. 6089) : vocation et compétence de la commission des finances en matière d'information du Parlement sur le plan.

Economie et finances. — II. Services financiers [20 novembre 1973]. **Article 41** (p. 6161) : son amendement de suppression ; souhaite l'autorisation péalable du ministre des finances pour la libération du secret professionnel des directeurs des services extérieurs des finances à l'égard du ministère public. **Après l'Article 42** (p. 6163) : s'oppose à l'amendement de M. Pierre Lelong : suppression de la patente sur les élevages avicoles et porcins sans sol.

Commission mixte paritaire [18 décembre 1973] (p. 7111) : modifications apportées par le Sénat ; travaux de la commission mixte paritaire ; amendement de justice fiscale ; plus-values dégagées lors de cessions de droits sociaux ; reventes d'immeubles ; droits de succession provisoires au titre de la participation ; retenue à la source ; aménagement du barème ; imposition forfaitaire annuelle des sociétés ; (p. 7112) : contribution des employeurs au financement de la formation professionnelle ; délai d'option pour le bénéfice réel agricole ; imposition des plus-values sur les terrains à bâtir ; taxation d'office à l'impôt sur le revenu ; définition du revenu déclaré ; taxe d'enlèvement des ordures ménagères ; surtaxe sur les eaux minérales ; taxe sur les spectacles de cinéma ; rétablissement de crédits supprimés par le Sénat ; budget de la jeunesse et des sports ; recettes auxiliaires des impôts dans les régions viticoles ; taxes parafiscales viticoles ; programme HLM ; investissements dans l'énergie nucléaire ; compensation démographique entre les régimes de sécurité sociale ; produit du droit de fabrication des alcools ; pensions des veuves de guerre ; crédits du CEA ; information sur les aides publiques aux entreprises du secteur industriel ; fonds d'indemnisation des rapatriés ; ses réflexions de portée générale ; (p. 7113) : politique de prévention et politique d'accompagnement ; ses observations sur la politique de lutte contre l'inflation. **Article 2** *h* : accepte les amendements du Gouvernement : non-indexation pour le calcul de la plus-value, et de M. Salle : délai d'acquittement de l'impôt porté de trois à cinq ans. **Article 2** *m* : s'oppose à l'amendement du Gouvernement sous-amendé par M. Salle : projet de loi concernant la retenue à la source pour le recouvrement de l'impôt sur le revenu. **Article 12 A** (p. 7138) : accepte l'amendement du Gouvernement : précision de la notion de régime complémentaire. **Article 15** (p. 7140) : ses observations sur l'amendement du Gouvernement tendant à reprendre le texte de l'article aux chiffres votés par l'Assemblée nationale modifié et complété ; (p. 7142) : ses objections quant aux dispositions relatives à l'acompte provisionnel de l'impôt sur le revenu ; mensualisation et égalité devant l'impôt ; répond aux arguments du Gouvernement ; amendement de la commission des finances non retenu par le Gouvernement ; suggère le versement spontané d'une somme supplémentaire de 10 % par ceux qui paient mensuellement l'impôt. **Après l'Article 39** (p. 7143) : ses observations sur l'amendement du Gouvernement ; demande que la non-augmentation des loyers soit compensée par un versement du Trésor en faveur des sociétés immobilières d'investissement.

— **Projet de loi sur la modernisation des bases de la fiscalité directe locale** (n° **637**), rapporteur pour avis. **Discussion des articles**

[4 décembre 1973] : **Avant l'Article premier** (p. 6569) : son amendement tendant à préciser que les trois contributions locales et la nouvelle taxe professionnelle seront perçues au profit des communes et des départements ; se rallie à l'amendement de M. Foyer ; [5 décembre 1973] : **Article 2** (p. 6621) : son amendement : évaluation de la valeur locative cadastrale des HLM locatives ; sa question relative à l'estimation des nouvelles valeurs locatives des HLM locatives par rapport à la valeur des logements du marché : **Article 4** (p. 6622) : son amendement tendant à préciser la qualité de personne à charge ; (p. 6623) : son amendement : non-prise en compte pour l'évaluation de la valeur locative des locaux annexes à l'habitation. **Article 9** (p. 6628) : son amendement : maintien du bénéfice des impositions supplémentaires pour les communes. **Art. 10** : son amendement : extension à la taxe foncière du principe de l'étalement des transferts ; (p. 6629) : se rallie aux sous-amendements du Gouvernement. **Après l'Article 11** (p. 6633) : son amendement tendant à subordonner l'application de la loi à la communication aux conseils municipaux des documents fiscaux correspondants ; (p. 6635) : son amendement : rapport du Gouvernement au Parlement sur l'application de la réforme et les transferts de charges constatés.

— **Projet de loi portant convention avec la Banque de France** (n° **748**), rapporteur général. **Discussion générale** [12 décembre 1973] (p. 6903) : dispositif technique du projet ; simplification des rapports entre le Trésor et la Banque de France ; variation automatique du montant maximum des concours de la Banque de France au Trésor ; rémunération des dépôts du Trésor à la Banque de France ; portée de la convention, ses réserves sur la modification des statuts de la Banque de France; information sur les concours de la Banque de France à l'Etat ; caisse des dépôts et prêts spéciaux à la construction ; intervention directe du Trésor sur le marché monétaire ; (p. 6905) : octroi des concours de la Banque de France à l'Etat et respect des prérogatives parlementaires ; loi de règlement ; votes de la commission des finances. **Discussion des articles. Après l'Article premier** (p. 6906) : son amendement : article spécial concernant les conséquences financières de la variation des taux de change (p. 6907) ; répond à M. Hamel. **Article 2** (p. 6908) : son amendement de suppression ; retrait, son amendement de clarification.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1973** (n° **781**), rapporteur général. **Première lecture. Discussion générale** [5 décembre 1973] (p. 6639) : ses observations sur la complexité du texte ; (p. 6640) : ses observations sur la méthode ; amendements concernant la pension de reversion de la femme fonctionnaire décédée ; son analyse du projet de loi ; complément de charges équilibré par des plus-values de ressources ; maintien de l'équilibre initial du budget ; gestion des crédits militaires ; prêts consentis par le Trésor aux entreprises nationales ; son analyse des recettes ; plus-values d'origine fiscale ; remboursements de prêts du FDES ; impôt sur les sociétés ; droits d'enregistrement ; TVA ; ses observations sur la déclaration du ministre de l'économie et des finances ; (p. 6641) : nécessité d'éviter le cumul des effets de la récession et de l'inflation ; caractère politique de la grève du 6 décembre (« petites phrases »). **Discussion des articles. Après l'Article 10** (p. 6655) : ses questions au Gouvernement sur la portée des aménagements apportés au code des pensions civiles et militaires ; souhait de la commission des finances, sur proposition de M. Marette, que soit supprimée la suspension des droits à pension associée à diverses sanctions d'ordre pénal ou disciplinaire. **Après l'Article 12** (p. 6659) : son avis défavorable à l'amendement de M. Sablé : extension aux DOM des dispositions concernant les courses de chevaux. **Article 15** (p. 6660) : son amendement : suppression de l'augmentation du taux de la redevance perçue par l'institut des vins de consommation courante ; répond au Gouvernement. **Transports. — III. Aviation civile : Titre III** (p. 6662) : son accord avec l'amendement de réduction de crédits de M. Boulloche : relogement provisoire de la direction de la météorologie nationale. **Article 18** (p. 6665) : s'oppose aux amendements de M. Boulloche : suppression des crédits supplémentaires pour l'aide militaire au Tchad. **Deuxième lecture. Discussion générale** [18 décembre 1973] (p. 7145) : expose les modifications apportées par le Sénat ; propose à l'Assemblée d'adopter le projet de loi dans le texte du Sénat.

1974

— **Projet de loi portant règlement définitif du budget de 1972** (n° **851**). **Discussion générale** [27 juin 1974] (p. 3004) : son rapport sur le projet de loi portant règlement définitif du budget.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1974** (n° **1110**), rapporteur général. **Discussion générale** [4 juillet 1974] (p. 3292) : l'accélération de la progression des prix ; (p. 3293) : les données fiscales ; l'action fiscale entreprise par le Gouvernement ; (p. 3294) : la priorité des exportations.

— **Projet de loi relatif au remboursement de la TVA aux exploitants agricoles** (n° **1172**). **Première lecture. Discussion générale** [3 octobre 1974] (p. 4728) : rappelle les inconvénients du butoir ; demande le relèvement des taux du remboursement forfaitaire ; (p. 4729) : les difficultés paysannes et la solidarité européenne ; (p. 4730) : nécessité de faire jouer la solidarité entre céréaliers et éleveurs. **Discussion des articles : Article premier** (p. 4754) : danger de l'amendement n° 4 de M. Josselin ; (p. 4756) : amendement n° 9 : ramène la quantité du remboursement au un huitième des crédits détenus par les agriculteurs ; adopté. **Article 2** (p. 4757) : amendement n° 10 : conformité avec le texte résultant de l'amendement n° 9 ; adopté. **Après l'Article 2** (p. 4757) : amendement n° 11 : augmentation des taux de remboursement forfaitaire ; adopté. **Deuxième lecture. Discussion générale** [17 octobre 1974] (p. 5156) : propose à l'Assemblée de voter le texte adopté par le Sénat abaissant de 200 à 150 F le seuil des remboursements.

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° **1180**), rapporteur général.

Discussion générale [22 octobre 1974] (p. 5290) : à travers le budget, il s'agit de juger une politique ; l'Assemblée doit apporter son concours au Gouvernement en votant le budget ; le rythme actuel de croissance est encore bon en France ; les deux handicaps : les prix et le déficit commercial ; les conséquences sur notre production intérieure brute de l'augmentation du prix du pétrole ; (p. 5293) : les réserves du rapporteur ont un caractère plus technique que politique ; comparer le budget initial au budget définitif ; présentation « contractée » des recettes ; corrélation entre certaines recettes nouvelles et certaines dépenses spécifiques ; (p. 5294) : l'évolution des dépenses de fonctionnement est supérieure à celle de la production intérieure brute ; analyse des prélèvements obligatoires sur l'économie ; l'insuffisance des crédits pour l'énergie ; (p. 5295) : les problèmes liés à l'indexation de l'épargne populaire ; félicite le Gouvernement de la décision prise pour le programme Ariane.

Première partie :

Discussion des articles [24 octobre 1974]. **Article 3** (p. 5401) : son amendement n° 11 : rattachement au foyer fiscal des enfants majeurs étudiants, etc. ; adopté. **Article 4** (p. 5405) : son amendement n° 12 : report au 1er février 1975 de la date d'effet de la majoration des droits ; adopté. **Article 5** (p. 5408) : son amendement n° 13 modérant la hausse de la taxe sur les véhicules de sociétés ; repoussé. **Article 8** (p. 5411) : son amendement n° 15 : bénéfice de la déduction pour dépenses d'isolation pour les constructions autorisées avant le 1er mai 1974 ; adopté. **Article 9** (p. 5412) : son amendement n° 16 ; suppression de l'article ; repoussé. **Article 14** (p. 5423) : son amendement n° 17 : garantir un minimum de recettes au fonds routier ; repoussé.

Deuxième partie :

Dépenses militaires, budgets annexes du service des essences et du service des poudres [12 novembre 1974]. **Avant l'Article 50** (p. 6211) : son amendement n° 83 demandant au Gouvernement un plan d'ensemble de réorganisation des armées ; retiré ; (p. 6113) : son amendement n° 84 demandant au Gouvernement un programme quinquennal à horizon glissant pour l'équipement en matériel des armées ; retiré.

Services du Premier ministre. — Section V : Commissariat général du plan d'équipement et de la productivité [19 novembre 1974] (p. 6713) : ses amendements n° 67 et n° 68 réduisant les crédits des titres III et IV ; rejetés.

Services généraux [19 novembre 1974] (p. 6766) : son amendement n° 87 après l'article 54 : les frais de la mission régionale pris en charge par le budget régional ; modifié par le sous-amendement n° 171 et adopté.

Economie et finances. — II. Services financiers [20 novembre 1974]. **Discussion générale** (p. 6879) : s'oppose à l'amendement n° 39 de M. Rigout concernant le recouvrement de l'actif successoral à récupérer.

Articles et articles additionnels non rattachés. — Seconde délibération (p. 6884) : l'avis favorable de la commission des finances aux amendements du Gouvernement lors de la seconde délibération de la loi de finances.

Commission mixte paritaire [19 décembre 1974] (p. 8146) ; rapporteur : présente les conclusions des travaux de la commission mixte paritaire.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, après déclaration d'urgence, relatif à l'institution d'un prélèvement conjoncturel** (n° **1274**). **Première lecture. Discussion générale** [3 décembre 1974] (p. 7312) : la lutte contre l'inflation ; analyse des causes de l'inflation et rôle des entreprises ; les responsabilités des pouvoirs publics ; utilisation dirigiste du prélèvement ; deux conditions posées par la commission des finances ; prélèvement provisoire et remboursable ; le taux, la marge ; les correctifs ; (p. 7313) : les exportations, critères d'assujettissement ; la part des entreprises non fixées et l'évolution des prix ; effet sur la productivité et la capacité des entreprises ; le

correctif de productivité forfaitaire ; opportunité au regard de la conjoncture ; décourager la consommation et encourager l'épargne ; (p. 7314) : les acomptes modulés ; les réclamations des entreprises devant la commission administrative du prélèvement ; la majorité de la commission des finances accepte le projet. **Discussion des articles** [4 décembre 1974] (p. 7404) : la position de la commission des finances. **Article premier** : son amendement n° 13 : remboursement du prélèvement conjoncturel ; adopté ; son amendement n° 14: autorisation annuelle du Parlement ; adopté. **Article 4** (p. 7407) : son amendement n° 16 : application aux entreprises d'au moins cent cinquante salariés ; adopté ; (p. 7409) : son amendement n° 20 : seuil d'assujettissement des sociétés filiales ; adopté ; (p. 7411) : le rôle du rapporteur pour les amendements adoptés en commission ; la situation des prestataires de service ; son amendement n° 23 : option entre exercices de référence ; adopté ; (p. 7415) : son amendement n° 24 : déduction des frais de mission et de réception ; (p. 7416) : rejeté ; [5 décembre 1974] : **Article 6** (p. 7458) : son amendement n° 25 : déduction des intérêts des comptes courants d'associés ; adopté ; (p. 7459) : son amendement n° 26 : exercice de référence et correctif « exportations » ; rejeté ; (p. 7460) : son amendement n° 27 corrigé : produits revendus en l'état à l'exportation ; adopté ; (p. 7461) : son amendement n° 28 ; (p. 7461) : régime des banques et sociétés d'assurances ; adopté. **Après l'Article 6** (p. 7463) : ses sous-amendements n° 30 : excédents des exercices antérieurs, et n° 32 : réserves étrangères ; (p. 7464) : adoptés. **Article 7** (p. 7464) : son amendement n° 33 : les conditions d'application des correctifs ; évolution du SMIC et salaires proches du SMIC ; (p. 7470) : taux en cas d'option entre années de référence ; adopté après modification ; l'amendement devient l'article 7. **Article 8** (p. 7471) : son amendement n° 36 ; coefficient de pondération tenant compte des qualifications ; adopté ; (p. 7472) : le cas des sociétés auxiliaires de matériel ; (p. 7473) : les accords de garantie de ressources. **Article 9** (p. 7473) : son amendement n° 40 : remboursement du prélèvement et affectation aux investissements ; adopté après modification. **Article 10** (p. 7473) : son amendement n° 41 à l'article 10 : procédure devant la commission du prélèvement ; adopté. **Article 11** (p. 7474) : son amendement n° 42: adjonction d'un membre du tribunal de commerce ; adopté. **Article 13** (p. 7475) : son amendement n° 43 : nombre des acomptes ; adopté ; son amendement n° 45 ; (p. 7476) : montant des acomptes ; adopté ; son amendement n° 46 : taux des pénalités ; adopté ; (p. 7477) : son amendement n° 47 : solde à acquitter ; adopté ; son amendement n° 48 : acomptes réduits en fonction de la conjoncture ; adopté. **Après l'Article 20** (p. 7479) : son amendement n° 55 : rapport au Parlement sur l'application de la loi ; dates de dépôt ; adopté après rectification. **Commission mixte paritaire** [19 décembre 1974] (p. 8144) : les principes essentiels retenus par l'Assemblée nationale ; remboursement, exonération des PME ; (p. 8145) : autorisation annuelle du prélèvement, acomptes modulés en fonction de la conjoncture ; les articles adoptés par la commission mixte paritaire dans le texte de l'Assemblée nationale ou dans une forme légèrement modifiée ; les modifications plus profondes : dispositions relatives aux exportations et à la participation des salariés, bénéfices des filiales étrangères exclues de la marge. **Article 6** *ter* : provisions mathématiques et commissions versées aux courtiers. **Article 7** : correctifs tenant compte des pertes constatées sur créances irrecouvrées. **Article 9** (p. 8145) : remboursement, même en cas de non-renouvellement du prélèvement ; la finalité économique du prélèvement ; son absence de caractère fiscal ; propose à l'Assemblée d'adopter le texte de la commission mixte paritaire.

— **Projet de loi relatif aux opérations des entreprises d'assurances dommages relevant des Etats membres de la Communauté économique européenne et tendant à simplifier la législation des assurances** (n° 1328). **Discussion générale** [5 décembre 1974] (p. 7431) : le contrôle public sur l'industrie de l'assurance et de la réassurance ; (p. 7432) : l'ouverture des frontières ; la libéralisation des opérations de réassurance à l'intérieur du Marché commun ; la liberté d'établissement : les directives communautaires de juillet 1973 ; le palier ultérieur : la libre prestation de service à l'intérieur de la Communauté européenne ; le projet de loi est une étape importante vers le Marché commun de l'assurance ; la suppression du répertoire, de l'agrément politique et du cautionnement de réciprocité ; la disparition des sociétés en commandite par actions et syndicats de garantie ; la libre disposition des actifs ; la réintégration dans le droit commun des mutuelles d'assurances maritimes subventionnées ; les simplifications accessoires aux textes régissant l'assurance ; le travail de codification actuellement en cours ; la commission propose l'adoption du projet de loi.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1974** (n° 1340). **Discussion générale** [10 décembre 1974] (p. 7576) : le deuxième collectif budgétaire de l'année ; un objet limité ; ajustement de crédits pour corriger les imprécisions du budget initial ; l'équilibre des comptes extérieurs ; l'évolution des prix ; l'emploi et

la croissance ; l'excédent des ressources budgétaires ; les plus-values fiscales dues à la progression de l'impôt sur les sociétés et de l'impôt sur les revenus ; les crédits supplémentaires à l'agriculture : aide à l'élevage et subvention à l'ONIBEV ; l'aide aux entreprises en difficulté ; les crédits aux régimes sociaux ; l'investissement industriel : construction navale, programme spatial, plan calcul ; (p. 7577) : la présentation du budget ; le fonds de développement économique et social ; l'excédent budgétaire ; les remboursements à la Banque de France ; les dividendes de l'inflation ; la commission des finances propose d'adopter le projet de loi. **Discussion des articles. Avant l'Article premier** (p. 7597) : le monopole des experts-comptables ; (p. 7599) : son sous-amendement n° 51 : référence au texte de 1965 sur l'ordre des experts-comptables et comptables agréés ; adopté ; les dangers de la « personnalisation » de la TVA. **Après l'Article 2** (p. 7601) : assujettissement à la taxe à l'essieu et à la vignette en cas de crédit-bail. **Article 3** (p. 7601) : la prorogation des dispositions sur les patentes et le recouvrement des impôts directs locaux — conforme aux intérêts des collectivités locales. **Article 8** (p. 7606) : amendement n° 16 : habilitation annuelle du Parlement pour la garantie de refinancement en devises des emprunts communautaires ; (p. 7607) : adopté. **Article 16** (p. 7610) : la loi garante de la liberté des communes ; son amendement n° 17 : nécessité d'une demande d'intégration des policiers municipaux dans la police nationale en cas d'étatisation ; adopté. **Article 18** (p. 7613) : son amendement n° 18 supprimant l'article 18 relatif au permis de chasse ; (p. 7615) : adopté par scrutin public. **Après l'Article 19** : son amendement n° 19 : annexe budgétaire indiquant les modifications de répartition et les annulations de crédits ; premier alinéa adopté, deuxième alinéa rejeté. **Territoires d'outre-mer** (p. 7620) : les intentions du Gouvernement concernant la délégation générale à l'information ; une modernisation de la structure fiscale de la Nouvelle-Calédonie.

1975

— **Projet de loi approuvant une convention conclue entre l'Etat et la Banque de France** (n° **1504**). **Discussion générale** [22 avril 1975] (p. 1904) ; la convention du 9 janvier 1975 : traduction d'une décision de principe prise par le Gouvernement sur le problème de l'or ; les droits de tirage spéciaux, nouvelle unité monétaire internationale ; comptabiliser l'or au prix du marché ; la rencontre de la Martinique de décembre 1974 entre les présidents des Etats-Unis et de la République française ; la nouvelle évaluation de nos réserves de changes ; le précédent de la convention du 17 décembre 1973 ; la variation contraire des éléments de changes figurant au bilan de la Banque de France et des concours de la Banque de France à l'Etat ; la politique du Gouvernement tendant à maîtriser l'inflation ; la neutralisation de la réévaluation des réserves. **Discussion des articles. Article premier** (p. 1905) : mise hors jeu des surplus. **Article 2** : affectation de la plus-value à un poste de réserve ; la réalisation de l'opération avant son approbation par le Parlement ; le manque de clarté de la nouvelle comptabilisation ; fixer des règles précises pour l'avenir ; s'interroger sur les raisons profondes de la réévaluation décidée par le Gouvernement ; le souci de véracité et souveraineté du Gouvernement ; la démocratisation de l'or, moyen d'éviter le monopole du dollar ; l'emploi préférable du terme « banalisation ».

— **Projet de loi relatif à l'octroi de la garantie de l'Etat à un emprunt groupé** (n° **1617**). **Discussion générale** [6 mai 1975] (p. 2359) : les mesures de relance décidées par le Gouvernement : assurer très rapidement le lancement de l'emprunt prévu à l'article 7 du projet de loi de finances rectificative ; la définition de l'investissement productif et son nécessaire encouragement ; les modalités de l'emprunt (p. 2360) : la bonne tenue du marché financier ; les besoins de financement des entreprises ; l'exemple d'EDF et des PTT ; l'abondance actuelle des liquidités ; le recours aux marchés étrangers.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1975** (n° **1570**). **Première lecture. Discussion générale** [13 mai 1975] (p. 2544) : le plan de relance économique, élément essentiel du projet de loi ; le rétablissement des prix, de l'équilibre commercial, du franc ; la rentrée du franc dans le « serpent communautaire » ; (p. 2545) : les objectifs à atteindre ; le constat d'échec dans le domaine de la production et de l'emploi ; les causes de l'évolution défavorable : une politique engagée avec retard ; des prévisions trop optimistes en ce qui concerne l'évolution française et l'évolution de nos principaux partenaires ; le trop grand respect de la théorie de « l'investissement cause de l'inflation » ; la nécessaire adaptation de la politique du Gouvernement ; le caractère inadapté de la relance par la consommation ; préparer la reprise de la production ; la relance par l'investissement ; (p. 2546) : le manque de qualification professionnelle, point de freinage à la reprise économique ; l'élévation du niveau de consommation grâce aux mesures prises par le Gouvernement ; aide aux agriculteurs ; majoration des prestations sociales, etc. ; le contenu du plan de relance : investissements publics sélectifs ; les

moyens de financement ; l'appel au marché financier par un emprunt de 5 milliards, l'utilisation du surplus de trésorerie ; les effets du plan de relance ; le rythme de la reprise ; s'en tenir à la stimulation des investissements légers ; réviser le dogme de la liaison « croissance-emploi » ; la préparation du VII[e] Plan ; (p. 2547) : une stimulation qui peut être insuffisante ; le degré d'endettement de maintes entreprises ; un climat redevenu favorable à l'épargne ; des rentrées fiscales s'effectuant à un rythme moins élevé ; les charges accrues du budget de l'Etat pour 1976 ; l'impossibilité d'aggraver la fiscalité ; un projet positif mais tardif qui doit s'inscrire dans la perspective du VII[e] Plan. **Discussion des articles. Avant l'Article premier ;** (p. 2567) : satisfaction de la commission des finances à la suite de la parution de l'annexe prévue par l'article 25 de la loi de finances rectificative pour 1974 ; sa constatation quant à l'absence de répartition du produit de la redevance de la radio-télévision. **Article premier** (p. 2568) : les souhaits de la commission des finances : entreprises louant des matériels de travaux publics; aide fiscale aux collectivités locales, crédit de TVA de certaines entreprises ; (p. 2570) : apporte son soutien à l'amendement n° 7 de M. Merette ; son amendement n° 4 : insérer les mots : « à 10 % du paiement comptant » ; son sous-amendement n° 18 : insérer les mots : « effectué pendant cette période » ; ne pas exclure du bénéfice de l'aide fiscale les commandes payés au comptant ; adoptés ; (p. 2571) ; son amendement n° 5 : nouvelle rédaction de la fin de la seconde phrase du deuxième alinéa du paragraphe I : ne pas écarter les commandes faisant l'objet de plusieurs acomptes ; adopté. **Etat A** (p. 2575) : appelle l'attention du Gouvernement sur les crédits nécessaires au rapatriement des Français du Cambodge et du Viet-Nam. **Article 8** (p. 2578) : son amendement n° 24 de forme ; adopté. **Commission mixte paritaire** [28 mai 1975] (p. 3293) : propose d'adopter à l'article 4 le texte de la commission mixte paritaire relatif aux crédits de la délégation générale à l'information.

— **Projet de loi portant règlement définitif du budget de 1973 (n° 1405). Discussion générale** [22 mai 1975] (p. 3012) : le projet de loi de règlement, instrument majeur du contrôle budgétaire ; les conclusions tirées de l'analyse globale du budget ; la progression de la production intérieure brute en 1973 ; (p. 3013) : la dégradation sur le plan des prix ; l'excédent budgétaire ; la progression des impôts directs ; l'attribution des crédits complémentaires offerts par la voie réglementaire ; procéder à des évaluations aussi rigoureuses que possible ; l'analyse interne de la gestion de l'année 1973 ; persistance d'imputations irrégulières ; modifications intervenues par voie réglementaire ; les observations de la Cour des comptes ; le problème des autorisations de programme ; la nouvelle forme de coopération instaurée entre l'Assemblée nationale et la Cour des comptes ; la production des concours financiers apportés par l'Etat aux entreprises, pièce importante pour l'exercice du contrôle *a posteriori ;* (p. 3014) : l'absence de politique d'ensemble en matière d'aide au secteur industriel ; (p. 3015) : son intervention relative à la réforme de la présentation des autorisations de programme ; (p. 3016) : demande que la présentation soit répartie en quatre colonnes. **Discussion des articles. Après l'Article 17** (p. 3086) : sur l'amendement n° 1, sa réponse à M. Boulloche ; soutient l'amendement n° 2 de M. Boulloche ; (p. 3087) : soutient l'amendement n° 3 de M. Boulloche.

— **Projet de loi portant orientation préliminaire du VII[e] Plan (n° 1685). Première lecture. Discussion générale** [3 juin 1975] (p. 3524) : les incertitudes qui réduisent le champ de la planification ; (p. 3525) : les contraintes majeures du VII[e] Plan : combler le déficit des comptes extérieurs, assurer le plein emploi, condition du progrès social ; l'action structurelle nécessaire pour combattre les maux dont nous souffrons ; le plan, expression d'une volonté ; le but à atteindre : une société marquée par la liberté et le progrès ; (p. 3526) : le plan, arme stratégique dans une situation mouvante ; un moyen de gérer le risque ; l'aide que le Gouvernement entend apporter à la croissance ; les problèmes qui s'opposent à celui-ci dans l'application du plan : l'inflation et l'équilibre extérieur, la répartition du revenu entre investissement et consommation, le financement de l'investissement et la rémunération de l'épargne des ménages, des entreprises et des administrations ; le maintien de l'équilibre des finances publiques et les menaces qui pèsent sur celui-ci ; ajouter le prix de la qualité de la vie et celui de la réduction des inégalités ; (p. 3527) : le rôle de l'agriculture au cours du VII[e] Plan ; les entreprises vecteurs de la croissance ; aller vers des économies d'énergie plus décisives ; la part de l'énergie nucléaire ; le redéploiement de l'industrie ; ne pas faire des entreprises les boucs émissaires de toutes les difficultés ; le prix de la qualité ; apporter nos soins à l'habitat et aux transports ; les exigences de l'opinion contre les nuisances ; mieux adapter les services collectifs à la décentralisation ; ne pas aboutir au démantèlement de l'Etat ; ne pas substituer aux « tyrans du pouvoir central » des « féodaux régionaux » ; la modification des comportements que néces-

site la décentralisation ; l'exigence nationale que constitue la politique familiale ; les menaces qui pèsent sur le dynamisme démographique de la France ; faire cesser la dégradation des allocations versées à la famille ; l'ambiance morale et sociale dégradée à laquelle est exposée la vie familiale ; mener une politique active de l'emploi notamment à l'égard des jeunes ; la formation professionnelle ; (p. 3529) : le VII[e] Plan, reflet d'une philosophie du changement et réforme permanente par des chemins de la liberté ; la nécessité d'une politique cohérente des revenus. **Discussion de l'Article unique** (p. 3746) : son amendement n° 1 : le plan, cadre cohérent des actions à conduire pour rétablir l'équilibre extérieur, assurer l'emloi et rechercher une croissance optimale ; réservé ; (p. 3748) : son amendement n° 3 : développer la recherche d'exploitation des ressources de la mer ; réservé ; (p. 3749) : son amendement n° 4 : redéployer l'appareil industriel en fonction notamment de la nécessité d'économiser l'énergie ; réservé ; (p. 3750) : son amendement n° 6 : insérer un nouveau paragraphe relatif à la sécurité publique ; introduire la sécurité publique dans l'énumération des services collectifs ; retiré ; (p. 3752) : son amendement n° 7 : prendre en compte les retards accumulés dans la modernisation des voies navigables ; retiré ; (p. 3752) : son amendement n° 8 : présenter les actions ayant pour effet de modifier la répartition du produit intérieur brut ; réservé ; (p. 3753) : son amendement n° 9 : information régulière de l'état d'exécution du plan donnée au Parlement et au Conseil économique et social ; réservé. **Deuxième lecture. Discussion générale** [27 juin 1975] (p. 4960) : indique les éléments contenus dans la lettre rectificative déposée par le Gouvernement ; propose d'adopter les modifications apportées à l'article unique.

— **Projet de loi portant suppression de la patente et institution d'une taxe professionnelle** (n° 1634). **Discussion des articles** [11 juin 1975] : **Article premier** (p. 3979) : rappelle que la commission des finances approuve le projet mais qu'elle souhaite que l'industrie ne soit pas pénalisée. **Article 2** (p. 3988) : son amendement n° 47 : exonération de la taxe professionnelle pour les régies des collectivités locales ; (p. 3991) : rappelle l'objet de son amendement n° 47 ; adopté ; (p. 3992) : son amendement n° 48 : maintenir le régime actuel d'exonération pour les activités portuaires publiques ; (p. 3993) : appelle également l'attention sur le problème des aéroports ; apporte de nouveaux arguments en faveur de son amendement n° 48 ; (p. 3994) : accepte que le problème des ports autonomes et des aéroports soit examiné à l'article 5 ; retiré ; son amendement n° 49 : maintien, en faveur des communes, du système actuel d'incitation fiscale à l'aménagement du territoire ; repoussé. **Article 4** (p. 4009) : son amendement n° 50 : supprimer l'exonération portant sur les lignes, câbles et canalisations extérieurs aux établissements lorsqu'il s'agit d'installations non souterraines postérieures au 1[er] janvier 1976 ; repoussé ; (p. 4011) : son amendement n° 51 : limiter l'avantage que confère le paragraphe 4 de l'article 4 quant à la valeur locative aux redevables dont les recettes annuelles n'excèdent pas les limites fixées pour l'application du régime du forfait ou de l'évaluation administrative ; retiré. **Article 5** (p. 4016) : son amendement n° 48 : exonération des ports maritimes et fluviaux ; adopté. **Article 7** (p. 4017) : son amendement n° 53 : report au 31 mars des déclarations prévues par la loi ; fait valoir, à l'appui de son amendement n° 53, qu'avec le système des acomptes, le recouvrement de l'impôt ne souffrira pas de retard ; adopté. **Article 8** (p. 4019) : son amendement n° 126 : supprimer le paragraphe 4 de l'article qui est inutile ; adopté. **Article 9** (p. 4020) : son amendement n° 55 : substituer le pourcentage de 40 % au pourcentage de 60 % ; adopté après substitution du pourcentage de 50 % à celui de 40 % ; son amendement n° 56 : substituer à la limite de 500 F, en ce qui concerne les cotisations imposant le versement d'un acompte, la somme de 3.000 F ; adopté ; (p. 4021) : son amendement n° 57 : permettre à un contribuable de réduire son acompte s'il estime que sa base d'imposition sera nettement inférieure à celle de l'année précédente ; adopté ; [12 juin 1975] : **Article 12** (p. 4050) : son amendement n° 58 : dépôt d'un projet de loi fixant, à compter du 1[er] janvier 1979, le mode de détermination des taux de la taxe professionnelle et des taxes foncières d'habitation en fonction de l'évolution constatée de leurs produits ; (p. 4053) : accepte la modification de son amendement n° 58 proposée par M. Foyer ; repoussé ; (p. 4055) : son amendement n° 153 : fixation par la loi de finances pour 1979 du mode définitif de détermination des taux de la taxe professionnelle en fonction de l'évolution constatée du produit des quatre impôts directs locaux ; adopté. **Article 16** (p. 4064) : son amendement n° 60 : répartition des ressources du fonds départemental ; repoussé. **Article 17** (p. 4069) : son amendement n° 62 : fixation par un décret en Conseil d'Etat des taux de réfaction applicables à la valeur locative des constructions et installations afin de tenir compte de la date de leur entrée dans l'entreprise ; adopté. **Seconde délibération. Article 4** (p. 4075) : estime que le sous-amendement n° 2 de M. Burckel à l'amendement n° 1 du Gouver-

nement fait revenir l'Assemblée sur une décision déjà prise.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1975** (n° **1740**). **Discussion générale** [23 juin 1975] (p. 4608) : la portée du projet de loi : le problème de l'emploi ; les mesures conjoncturelles spécifiques qu'appelle l'arrivée d'une nouvelle génération de jeunes ; le recrutement par anticipation de 15.000 agents dont 5.000 au titre des PTT ; la non-connaissance par la commission des finances de la répartition des recrutements ; (p. 4609) : l'affectation de l'équilibre financier déterminé par la loi de finances initiale.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant les conditions de nationalité exigées pour l'exercice de la profession bancaire et de certaines professions financières, et relatif au fonctionnement des banques** (n° **1680**). **Discussion générale** [25 juin 1975] (p. 4723) : l'aménagement de la législation en vigueur conformément au droit de libre établissement contenu dans le Traité de Rome ; (p. 4724) : la définition de la « banque étrangère » ; conclut à l'adoption du projet.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1975** (n° **1873**). **Première lecture. Discussion générale** [9 septembre 1975] (p. 6064) : l'identité des difficultés qu'affrontent les pays industriels ; l'absence de propositions relatives à une solution de rechange adaptée à la situation ; les caractères de celle-ci ; la fragilité des éléments positifs ; les éléments négatifs ; la baisse de l'activité économique ; (p. 6065) : le retard pris par les investissements et l'épargne énorme des ménages ; l'influence majeure des éléments extérieurs ; l'ampleur du plan du Gouvernement ; ses objectifs ; le soutien de la consommation ; (p. 6066) : l'action en faveur des entreprises ; les investissements collectifs ; le souci du Gouvernement de couvrir tous les secteurs industrialisés ; son souci de voir les crédits engagés très rapidement ; (p. 6067) : les atouts sérieux que comporte le plan : son opportunité, la politique monétaire et de finances publiques suivie par le Gouvernement, la concertation communautaire ; la nécessité d'une planification moderne ; les thèmes de réflexion que suscite la situation ; (p. 6068) : un enjeu qui débouche sur un projet de société. **Discussion des articles. Article premier** (p. 6170) : son amendement n° 1 : réserver le bénéfice de la mesure aux industriels dont les bases d'imposition pour 1974 sont constituées pour les 4/5 au moins de bénéfices industriels et commerciaux ; adopté après adoption du sous-amendement n° 25 du Gouvernement. **Article 2** (p. 6174) : son intervention sur l'article ; demande quelle sera l'incidence des mesures de taxation sur les entreprises de presse et le sort fait aux biens d'équipement fabriqués dans l'entreprise. **Après l'Article 2** (p. 6175) : estime inutile l'amendement n° 19 de M. Fillioud. **Article 4 : Etat B** (p. 6194) : s'oppose à l'amendement n° 24 de M. Cressard. **Après l'Article 10** (p. 6201) : est favorable à l'amendement n° 7 de M. Savary. **Article 12** (p. 6204) : est favorable à l'amendement n° 20 de M. Senès. **Article 13** (p. 6205, 6206) : s'oppose aux amendements n° 6 de M. Savary et n° 16 de M. Ducoloné ; urgence qui justifie l'article ; caractère très limité de la dérogation demandée par le Gouvernement ; (p. 6207) : son amendement n° 2 : possibilité d'engager les crédits d'équipement sans visa du contrôleur des dépenses engagées ; repoussé. **Article 15** (p. 6208) : indique que la commission a supprimé l'article 15 ; expose la façon dont ont été rapportés les débats de la session extraordinaire à la télévision ; (p. 6209) : le scandale que constitue une exposition des débats beaucoup plus favorable à l'opposition qu'à la majorité. **Après l'Article 15** (p. 6211) : indique l'opposition de la commission des finances à l'amendement n° 10 de M. Zuccarelli ; ne pas modifier le partage des attributions entre l'Etat et les régions par le biais d'un amendement. **Commission mixte paritaire** [12 septembre 1975] (p. 6252) : indique l'accord auquel est parvenue la commission mixte paritaire aux articles premier, 2, 2 *bis*, 11 et 13 ; (p. 6253) : informe l'assemblée du maintien de la suppression de l'article 15 par la commission mixte paritaire.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**).

Discussion générale [21 octobre 1975] (p. 7136) : la présentation, en équilibre, du budget français ; le retour à une relative neutralité budgétaire ; l'augmentation des dépenses de fonctionnement due à la création d'emplois nouveaux ; l'atteinte de l'équilibre subordonnée à la vérification des hypothèses de croissance ; (p. 7137) : le report de l'échéance des impôts sur le revenu et sur les sociétés payables en 1975 ; le problème de l'équilibre des budgets des PTT et de la sécurité sociale ; le caractère optimiste d'une prévision de croissance de 4,7 % ; la nécessaire adaptation du budget aux variations de la conjoncture ; la nécessité de connaître la politique à long terme envisagée par les pouvoirs publics ; les prélèvements opérés sur la production intérieure brute ; la faible dégradation du pouvoir d'achat des ménages ; la détérioration de la situation des entreprises ; (p. 7138) : les revendications relatives aux conditions de vie ; réfléchir sur le thème de « la nouvelle croissance » ; reconstituer l'épargne des entreprises ; mener une politique économique globale en s'abstenant de toute action structurelle ou catégorielle ; ne pas remplacer la croissance

par la stagnation ; les facultés exportatrices de la France ; veiller à ce que celle-ci reste maîtresse de son destin ; mieux répartir les activités entre les différentes régions françaises ; rétablir une saine concurrence ; (p. 7139) : réduire les inégalités ; équilibrer les comptes sociaux de la nation ; la nouvelle croissance, synonyme d'effort ; trouver une réponse aux questions que se posent les Français.

Première partie :

Discussion des articles [22 octobre 1975] : **Après l'Article premier** (p. 7246) : s'oppose à l'amendement n° 21 de M. Josselin ; constituerait un bouleversement du système fiscal qui mérite des études plus approfondies. **Article 2** (p. 7247) : la disparité créée au détriment des personnes seules par le jeu combiné de l'abattement pour personnes âgées et du quotient familial ; le problème de l'imposition des titulaires de pensions de retraite ; [23 octobre 1975] : **Avant l'Article 3** (p. 7263) : s'oppose à l'amendement n° 89 de M. Boulloche ; s'inquiète du sort des contribuables invalides. **Article 3** (p. 7265) : son amendement n° 4 : plafonner le bénéfice de la déduction prévue à l'article 3 au titulaire de revenus inférieurs à une certaine somme ; adopté. **Article 4** (p. 7265) : son amendement n° 5 : supprimer l'article 4 ; éviter de créer deux catégories d'œuvres dont les unes seraient favorisées les autres pas ; repoussé. **Après l'Article 5** (p. 7270) : s'oppose à l'amendement n° 40 de M. Vizet ; appelle l'attention du Gouvernement sur l'intérêt d'une réadaptation des seuils retenus dans la loi de finances. **Article 7** (p. 7274) : est favorable à l'amendement n° 101 du Gouvernement qui répond aux vœux de la commission des finances ; appelle l'attention sur la nécessité de relever les seuils. **Article 8** (p. 7276) : est défavorable à l'amendement n° 1 de M. Hardy ; fait observer cependant que les prix des alcools français les rendent peu compétitifs. **Article 9** (p. 7278, 7279) : ses amendements n°s 6 et 7 : utiliser le centime par litre que le Gouvernement voulait rendre aux consommateurs pour moduler les dispositions relatives aux provisions pour fluctuation des cours ; encourager la recherche et accroître la dotation du fonds routier ; (p. 7279) : constate que le Gouvernement refuse une taxe que l'Assemblée nationale lui offre ; craint que les affectations prioritaires de la recherche n'entravent la diversification des approvisionnements français ; regrette que le Gouvernement ait arrêté les dispositions fiscales sans connaître les conclusions de la commission d'étude ; estime que les amendements n°s 6 et 7 de la commission des finances assurent mieux l'avenir de la recherche pétrolière française ; repoussés. **Après l'Article 11** (p. 7290) : s'oppose à l'amendement n° 20 de M. Zeller ; éviter le risque d'une hausse du prix des eaux minérales. **Article 12** (p. 7291, 7292) : son amendement n° 9 : limitation de l'abattement forfaitaire pour les frais professionnels ; adopté ; (p. 7292) : s'oppose à l'amendement n° 32 de M. Lamps. **Article 14** (p. 7294) : son amendement n° 10 : insérer les mots : « de manière à réduire la dépense énergétique de la France » ; adopté ; (p. 7295) : son amendement n° 11 : substituer aux mots : « les deux tiers », le pourcentage « 70 % » ; son amendement n° 12 : remplacer le pourcentage « 70 % » par le pourcentage « 75 % » ; (p. 7296) : demande au Gouvernement de ne pas oublier l'Institut français du pétrole ; retire les amendements n° 11 et n° 12. **Article 15** (p. 7296) : son amendement n° 13 : supprimer l'article 15 ; repoussé ; (p. 7297) : son amendement n° 84 : rédactionnel ; adopté ; son amendement n° 85 : fixation du pourcentage prévu au paragraphe 3 de l'article 9 de la loi du 30 décembre 1974 à 13,1 % et 17,4 % ; adopté. **Article 19** (p. 7305) : son amendement n° 17 : clarifier les dispositions adoptées ; adopté ; son amendement n° 18 : rédactionnel ; adopté. **Article 20** (p. 7308) : son amendement n° 10 : supprimer l'article 20 ; l'absence de définition du fonds national du livre ; l'imprécision quant aux nouvelles structures des imprimeries de labeur et quant à l'assiette de la nouvelle taxe ; repoussé ; son amendement n° 123 : substituer au taux de 5 % le taux de 0,5 % ; adopté. **Article 23** (p. 7310) : se déclare favorable à l'amendement n° 114 du Gouvernement.

Deuxième partie :

Economie et finances. — I. Charges communes [19 novembre 1975] (p. 8706) : estime fondées certaines critiques de M. Boulloche relatives à l'actuelle présentation budgétaire ; pense que certaines dépenses ne peuvent être inscrites néanmoins au budget d'un ministère ; la nécessité d'un « nettoyage » du budget des charges communes. **Examen des crédits : Etat B - Titres III et IV** (p. 8709) : s'oppose à l'amendement n° 52 de M. Aumont. **Après l'Article 68** (p. 8715) : s'oppose à l'amendement n° 263 de M. Jans.

Articles et articles additionnels non rattachés [19 novembre 1975]. **Article 59** (p. 8729) : son amendement n° 76 : en matière d'impôts sur le revenu, soumettre les rentes prévues aux articles 276 et 294 du code civil au même régime que les pensions alimentaires ; adopté ; son amendement n° 77 : supprimer le paragraphe 2 de l'article 59 ; adopté ; son amendement n° 78 : considérer comme revenu imposable les rentes servies en vertu d'un contrat individuel d'assurance en cas de décès du chef de famille et en vue

d'assurer la subsistance de l'enfant durant ses études ; retiré au profit de l'amendement n° 256 du Gouvernement ; son amendement n° 79 : dans le paragraphe IV de l'article 59, substituer à la somme de « 12.000 F », la somme de « 18.000 F » ; adopté après modification portant la somme à « 15.000 F ». **Article 60** (p. 8732) : s'oppose aux amendements n°s 94 et 95 de M. Boulloche ; le caractère inopportun des dispositions envisagées à un moment où les entreprises manquent de fonds propres. **Après l'Article 61** (p. 8735) : s'oppose à l'amendement n° 3 de M. Cressard ; son amendement n° 86 : dépôt d'un projet de loi avant le 31 décembre 1976 tirant les conséquences, en matière de droit des sociétés, de la variation de la valeur de la monnaie depuis 1960 ; (p. 8736) : accepte une modification des termes de son amendement ; adopté ; son amendement n° 254 : publication chaque année par le Gouvernement des résultats du contrôle fiscal obtenu l'année précédente ; estime que cet amendement est mieux adapté que l'amendement n° 250 de M. Boulloche ; adopté ; (p. 8737) : sa réponse à M. Boulloche sur les réductions de déficit. **Après l'Article 72** (p. 8737) : demande si les contribuables locaux pourront s'acquitter de leur contribution mobilière en deux fois. **Après l'Article 74** (p. 8738) : s'oppose à l'amendement n° 189 de M. Pierre Joxe ; (p. 8739) : sur l'amendement n° 246 de M. Pierre Joxe, précise que la commission des finances a déjà reçu les renseignements que demande l'amendement. **Commission mixte paritaire** [16 décembre 1975] (p. 9856) : l'acceptation par la commission mixte paritaire du texte du Sénat pour l'article 2 *bis*, l'article 4, les paragraphes 1 et 1 *bis* de l'article 6 ; les modifications apportées à l'article 10 relatif à la taxation des films pornographiques ; l'acceptation de la rédaction du Sénat à l'article 14 ; (p. 9857) : l'acceptation de la rédaction du Sénat à l'article 16 *bis* et aux articles 19 et 20 ; les modifications apportées à l'article 25, à l'article 27 relatif à la contribution de la France à l'ONU ; l'adoption dans le texte du Sénat des articles 35, 37 et 39 ; la suppression de l'article 35 *bis* ; l'adoption des articles 43, 48, 51 dans le texte du Sénat ; la suppression de l'article 56 ; la nouvelle rédaction de l'article 59 relatif au régime fiscal des pensions versées en exécution d'un jugement de divorce ; l'acceptation du texte du Sénat pour l'article 60 à l'exception de certains paragraphes ; (p. 9859) : l'acceptation du texte du Sénat à l'article 60 *bis* ; la nouvelle rédaction de l'article 61 *bis* ; l'acceptation du texte du Sénat sur les autres articles, sauf à l'article 70 dont la rédaction de l'Assemblée nationale a été retenue ; (p. 9874) : demande la réserve de l'amendement n° 3 du Gouvernement ; approuve l'amendement n° 1 du Gouvernement.

— **Projet de loi autorisant le Gouvernement à procéder en 1976, par ordonnances, à certains aménagements portant sur les acomptes d'impôts directs (n° 1932). Discussion générale** [20 novembre 1975] (p. 8786) : les dispositions de l'article 38 de la Constitution ; l'action sur les prélèvements fiscaux, procédé courant de la politique conjoncturelle ; le paiement de l'impôt sur le revenu et l'impôt sur les sociétés par le jeu des acomptes ; le grossissement au début de l'année 1976 de la dette des contribuables par le jeu des reports d'impôts consentis par le plan de soutien ; (p. 8787) : le but du projet : modifier les échéances d'impôts par le jeu d'ordonnances ; les limites du projet : ne portent que sur les acomptes payables avant le 2 avril 1976 ; le projet, instrument de relance, si la conjoncture l'exige ; l'amendement de la commission tendant à fixer une date limite pour la prise des ordonnances. **Discussion des articles. Article premier** (p. 8790) : son amendement n° 1 : au début de l'article premier insérer les mots : « jusqu'au 15 mars 1976 » ; adopté. **Article 2** (p. 8792) : son amendement n° 2 : à la fin de l'article 2, substituer à la date du 30 avril 1976, la date du 2 avril 1976 ; adopté.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1975 (n° 1980). Discussion générale** [9 décembre 1975] (p. 9510) : la nécessité de quatre collectifs en 1975 et des mesures prises par les trois premières lois de finances rectificatives; les caractères particuliers de la quatrième loi de finances rectificative qui est présentée à l'Assemblée nationale ; (p. 9511) : le danger d'une multiplication des collectifs budgétaires ; l'absence de plus-value de recettes ; le cas de l'impôt sur les sociétés ; celui de l'impôt sur le revenu ; le montant des crédits ouverts par cette quatrième loi de finances rectificative ; les crédits consacrés à la SNCF ; les opérations d'ajustement concernant les crédits militaires ; les dispositions financières contenues dans le projet ; la modicité du déficit budgétaire pour 1975 ; (p. 9512) : l'effet du plan de relance dans le domaine de la consommation ; la situation plus inquiétante des investissements et de la balance extérieure ; l'insuffisante maîtrise de l'inflation ; la nécessité pour l'Etat d'emprunter ; la précaution des entrepreneurs en matière d'investissements productifs ; le problème de la réévaluation des bilans et des aides aux entreprises ; (p. 9513) : les besoins des entreprises en argent bon marché ; le problème de la rémunération de l'épargne à moyen et long terme ; la partie difficile à jouer dans le domaine économique ; la nécessité d'une confiance certaine dans le Gouvernement ; (p. 9529) : fait observer à M. Frelaut que l'indice des prix soviétique

n'inclut que les prix libres des kolkhoziens. **Discussion des articles. Article 2** (p. 9530, 9531) : son amendement n° 7 : substituer à la date du 31 décembre 1980 celle du 31 décembre 1977 ; adopté. **Article 5** (p. 9531) : son amendement n° 8 de forme ; adopté. **Après l'Article 6** (p. 9533) : s'oppose à l'amendement n° 31 de M. Hamel. **Article 8** (p. 9536) : sur les amendements n°s 29 de M. Mario Bénard et 33 défendus par M. Boudet : considère la complexité de l'article 8 ; la sagesse des amendements qui demandent la suppression de l'article. **Après l'Article 9** (p. 9542) : s'interroge sur l'emploi des fonds drainés par le crédit mutuel ; (p. 9543) : s'oppose à l'amendement n° 20 de M. Boudet. **Article 16** (p. 9546) : rappelle que la commission des finances partage les préoccupations de la commission de lois rappelées par M. Gerbet ; approuve l'amendement n° 18 de celui-ci. **Article 18** (p. 9547) : son amendement n° 12 : barème des redevances dues par les exploitants des installations nucléaires de base ; adopté. **Après l'Article 19** (p. 9550) : son sous-amendement n° 15 à l'amendement n° 4 du Gouvernement : substituer aux mots « soient maintenus » les mots « ne soient pas diminués », adopté ; son sous-amendement n° 16 à l'amendement n° 4 : remboursement des avances consenties ; adopté ; explique que les amendements n°s 21, 22, 23 du Gouvernement concernent des projets qui n'ont pas encore été examinés ; regrette cette procédure ; accepte néanmoins ses amendements ; (p. 9551) : son sous-amendement n° 24 à l'amendement n° 23 du Gouvernement ; adopté. **Commission mixte paritaire** [19 décembre 1975] (p. 10090) : les décisions de la commission mixte paritaire à l'article 2 ; (p. 10091) : aux articles 3, 4, 5, 9 *bis*, 19 *bis*, 19 *nonies*, 19 *ter*.

1976

— **Projet de loi portant réduction du premier acompte d'impôt sur les sociétés payables en 1976 et report du paiement de l'impôt sur les revenus de 1974 dû par certains contribuables** (n° **2138** rectifié), rapporteur général. **Discussion générale** [6 avril 1976] (p. 1370) : rappelle le report de certaines échéances fiscales ; la ratification demandée par le Gouvernement de l'ordonnance du 5 mars 1976 ; les justifications du Gouvernement : la difficulté de trésorerie des entreprises et l'accumulation excessive des échéances fiscales en mars-avril 1976 ; évoque le problème des délais de paiement accordés à des personnes privées notamment aux chômeurs ; fait observer les risques que comporte en matière d'action conjoncturelle la généralisation du paiement mensuel de l'impôt. **Discussion des articles** [6 avril 1976]. **Article premier** (p. 1376) : s'oppose à l'amendement n° 1 de M. Frelaut.

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique agricole** (n° **2223**) [27 avril 1976] (p. 2913) : constate la brutalité avec laquelle les caractères de l'agriculture française et sa place dans l'économie moderne se sont modifiés ; la vulnérabilité plus grande de l'activité agricole ; l'intervention sans cesse croissante de l'Etat pour éviter l'effritement des revenus des agriculteurs ; appelle de ses vœux une organisation professionnelle efficace ; redoute de la part des autorités de Bruxelles une gestion trop bureaucratique ; (p. 2194) : la nécessité de poursuivre une politique de soutien de l'élevage ; la diminution et le vieillissement de la population rurale dans certaines régions ; mener une politique globale susceptible de sauver les communes rurales, facteur essentiel de l'équilibre national ; développer l'amélioration des positions de l'agriculture française sur les marchés extérieurs ; réduire sa dépendance vis-à-vis de l'étranger en matière de protéines ; revaloriser le revenu agricole pour assurer le renforcement et l'adaptation de l'appareil de production.

— **Projet de loi portant règlement définitif du budget de 1974** (n° **2063**), rapporteur général. **Discussion générale** [28 avril 1976] (p. 2279) : constate que l'examen du projet de loi portant règlement définitif du budget tend à se réduire à une sorte de rituel ; (p. 2280) : rappelle qu'en 1974, les recettes de l'Etat ont augmenté considérablement tandis que les dépenses militaires étaient en décroissance et que les dépenses civiles en capital et ordinaire étaient en augmentation ; cite la progression du budget des PTT ; considère que le budget 1974 se solde par un fort excédent ; s'interroge sur l'opportunité de celui-ci en période de récession ; l'aggravation de l'inflation en 1974 ; la réaction du Gouvernement et la flottaison du franc ; la progression de la production intérieure brute en 1974 ; la valeur des informations chiffrées données par le Gouvernement ; (p. 2281) : les lacunes qui subsistent ; la gestion discrétionnaire des aides publiques aux entreprises ; demande s'il existe une politique industrielle d'ensemble ; les erreurs relevées dans le domaine de la gestion des crédits budgétaires qui sont eux-mêmes dénoncés par la commission des finances ; les observations adressées par cette commission au Gouvernement ; l'adoption de ces observations à l'unanimité ; le dépôt par la commission d'un amendement supprimant certains crédits complémentaires inscrits pour réparer les erreurs signalées par la Cour des comptes ; (p. 2282) : fait retrouver tout son sens à la loi de règlement. **Discussion des articles** [28 avril 1976]. **Article premier**

(p. 2288) : son amendement n° 1 : reprendre les abattements qui ont été opérés sur les crédits complémentaires demandés par le Gouvernement à l'article 3 ; réservé. **Article 3** (p. 2310, 2311) : son amendement n° 2 : retrancher du total des crédits complémentaires demandés pour couvrir l'excédent des dépenses sur ceux de ces crédits justifiés par des erreurs matérielles ; reconnaît le bien-fondé du principe de la séparation des ordonnateurs et des comptables ; (p. 2311) : rappelle que chaque année, la commission dénonce certaines irrégularités ; insiste sur la modération dont fait preuve la commission par son amendement n° 2 ; invite le Gouvernement à présenter, pour les exercices suivants, des solutions conformes à l'intérêt public ; amendement n° 2 adopté. **Article premier** (*suite*) : amendement n° 1 adopté par le fait de l'adoption de l'amendement n° 2. **Article 7** (p. 2334) : son amendement n° 3 : de coordination ; adopté. **Article 17** (p. 2353) : son amendement n° 4 : de conséquence ; adopté. **Arès l'Article 17** : précise que l'amendement n° 5 de M. Jean-Pierre Cot, qui n'a pas été soumis à l'examen de la commission des finances, reprend les recommandations de cette commission ; (p. 2354) : invite l'Assemblée à ne pas voter cet amendement parce qu'il n'apporte rien de nouveau, considère que seul l'amendement n° 8 mérite un vote favorable.

— **Projet de loi portant aménagement du monopole des tabacs manufacturés** (n° **2135**), rapporteur général. **Discussion générale** [29 avril 1976] (p. 2400) : un projet qui tend à aménager le monopole des tabacs ; le monopole reconnu au SEITA et sa situation contradictoire avec l'article 37 du Traité de Rome ; la suppression du monopole d'importation et de commercialisation et le maintien du monopole de fabrication et du privilège de vente exclusif au détail ; la commercialisation d'un grand nombre de produits étrangers assurée déjà par le SEITA ; l'énonciation des règles concernant l'agrément des fournisseurs étrangers ; (p. 2401) : l'harmonisation de l'article 8 avec le projet de lutte contre le tabagisme ; le remplacement du prélèvement préciputaire par un droit de consommation qui relèvera de la compétence du Parlement ; un projet qui n'implique aucun bouleversement du régime actuel. **Discussion des articles** [29 avril 1976]. **Article 8** (p. 2405) : son amendement n° 1 : harmoniser les dispositions du projet avec le projet de loi relatif à la lutte contre le tabagisme ; adopté. **Article 10** (p. 2406) : son amendement n° 2 : incorporer dans l'article 10 un dispositif que le Gouvernement avait mis en annexe ; assurer ainsi l'homogénéité du texte ; adopté. **Article 15** (p. 2406) : son amendement n° 3 : maintenir à leur taux actuel les droits de consommation perçus sur les tabacs consommés dans le département de la Corse ; (p. 2407) : se déclare favorable à l'amendement n° 5 de M. Debré défendu par M. Cerneau.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1976** (n° **2147**), **rapporteur général. Discussion générale** [4 mai 1976] (p. 2562) : note le changement de présentation budgétaire qui ne considère plus l'équilibre provisionnel mais l'équilibre d'exécution ; remarque que le collectif budgétaire est présenté en équilibre grâce aux économies portant sur les crédits de fonctionnement ; la charge que subissent les collectivités locales par le report du 15 septembre au 15 décembre de la nationalisation de certains CES ; (p. 2563) : l'insuffisante dotation du fonds d'équipement des collectivités locales compte tenu de l'évolution défavorable du VRTS ; le coût de l'abaissement de la TVA sur les médicaments ; les graves problèmes que soulève la restructuration de l'informatique ; le risque de compromettre l'indépendance nationale par la composition du comité technique chargé de la coordination entre la CII et Honeywell-Bull ; le transfert des pouvoirs de la commission de vérification des comptes de la nation à la Cour des comptes ; l'adoption du collectif par la commission des finances ; (p. 2564) : la situation de l'économie française ; la reprise par l'augmentation de la consommation des ménages ; la situation préoccupante du commerce extérieur ; l'efficacité de l'aide à l'investissement ; la crise monétaire et la sortie du serpent communautaire ; les tensions inflationnistes qui sont la cause de la crise du franc ; le déficit du commerce extérieur et la dévaluation ; la fragilité de l'économie française, résultat des charges qui pèsent sur l'Etat et les entreprises ; (p. 2565) : le grave problème de l'emploi ; la revalorisation du travail manuel ; le nécessaire relais des entreprises par l'Etat du fait de la baisse de l'autofinancement ; l'étroitesse du chemin entre le chômage et l'inflation ; les conditions qui doivent être réunies pour rattraper l'Allemagne fédérale : assurer la croissance, maîtriser l'inflation, pratiquer une politique volontariste des coûts et des revenus ; (p. 2568) : considère que les versements au fonds d'équipement des collectivités locales ne permettront pas d'atteindre l'objectif précédemment fixé. **Discussion des articles** [5 mai 1976]. **Article premier** (p. 2634) : manifeste son opposition aux amendements n°s 1 et 2 de M. Legrand. **Après l'Article premier** (p. 2635) : s'oppose à l'amendement n° 32 de M. Frelaut ; (p. 2636) : s'oppose à l'amendement n° 5 de M. Legrand défendu par M. Millet ; note que la procédure en matière de création de com-

missions d'enquêtes n'est pas respectée par l'amendement. **Article 2** (p. 2638) : rappelle que la commission des finances a voté l'article 2 ; demande que les critères spécifiques de répartition des crédits du fonds d'équipement des collectivités locales soient définis ; (p. 2640) : s'oppose à l'amendement n° 16 de M. Duffaut ; (p. 2641) : se déclare favorable à l'amendement n° 44 de M. Mario Bénard. **Après l'Article 2** (p. 2643) : s'oppose à l'amendement n° 42 de M. Defferre défendu par M. Duffaut qui bouleverserait l'émission des rôles ; accepte l'amendement n° 21 qui limite le sursis aux majorations imputables à la réforme de la taxe d'habitation aux groupements de communes ; demande que le Gouvernement propose des mesures permettant de ne pas recouvrer les cotisations de la taxe d'habitation lorsqu'elles sont trop fortement majorées ; est défavorable à l'amendement n° 36 de M. Frelaut. **Article 3** (p. 2656) : se félicite qu'un dialogue fructueux se soit instauré entre le Gouvernement et l'Assemblée sur le dossier de l'industrie de l'informatique ; reconnaît que le ministre de l'industrie a apporté des informations nouvelles ; insiste sur le rôle du comité technique qui sera chargé de la coordination entre la société française et le groupe américain, sur le recours à un arbitrage en cas de dissentiment entre les partenaires, sur le maintien de la majorité française au sein de la nouvelle compagnie d'informatique ; note que cette compagnie sera rentable à partir de 1980 ; (p. 2657) : souhaite obtenir des précisions sur la société dénommée CII Honeywell Bull International ainsi que sur la majorité qualifiée exigée pour certaines décisions au sein de la société CII Honeywell Bull ; invite l'Assemblée à adopter l'article 3 ; (p. 2660) : s'oppose à l'amendement n° 17 défendu par M. Jean-Pierre Cot ; estime que le débat a suffisamment éclairé l'Assemblée nationale. **Article 6** (p. 2664) : s'oppose à l'amendement n° 18 de M. Duffaut ; laisser la Cour des comptes organiser son travail en fonction des choix qui relèvent de la compétence prévue par l'article. **Après l'Article 7** (p. 2667) : son amendement n° 22 défendu par M. Bernard Marie ; adopté ; (p. 2668) : est défavorable à l'amendement n° 40 de M. Frelaut ; insiste néanmoins sur la forte progression de la taxe d'habitation qui est quelquefois insupportable pour des contribuables modestes. **Commission mixte paritaire** [17 juin 1976] (p. 4261) : expose les modifications apportées par le Sénat au texte voté par l'Assemblée ; fait connaître les décisions de la commission mixte paritaire ; sur l'article 2, indique que le Sénat a estimé préférable le maintien du lien existant entre la TVA payée sur les investissements par les communes et le versement effectué par le Trésor public ; la commission mixte paritaire se range à l'avis du Sénat ; sur l'article 2 *bis*, le Sénat a modifié la date et est suivi par la commission mixte paritaire ; sur l'article 6, le Sénat a accentué la rigueur du contrôle et l'autonomie de la Cour des comptes ; a étendu aux magistrats et aux fonctionnaires le pouvoir d'investigation des obligations de secret conférées aux magistrats de la Cour des comptes ; est suivi par la commission mixte paritaire ; sur l'article 7, le Sénat a précisé la date d'application de l'article 62 de la loi de finances pour 1976 ; est suivi par la commission mixte paritaire ; sur l'article 7 *bis*, le Sénat a ramené le tarif de la taxe spéciale à son taux antérieur ; est suivi par la commission mixte paritaire ; sur l'article 7 *ter*, la commission mixte paritaire a maintenu le texte de l'Assemblée nationale ; (p. 4264) : regrette la véhémence des propos de M. Frelaut ; estime contradictoire la revendication d'une pleine autonomie des communes et la réclamation de subventions de l'Etat plus importantes ; met ses espoirs dans les travaux de la commission Guichard, soit une nouvelle répartition des charges entre les collectivités locales et l'Etat.

— **Projet de loi portant imposition des ressources provenant de plus-values assimilables à un revenu** (n° **2206**), rapporteur général. **Première lecture. Discussion générale** [1er juin 1976] (p. 3566) : l'émotion suscitée par le projet ; examen critique du projet ; un projet ambigu ; un élargissement de l'assiette de l'impôt sur le revenu plus qu'une taxation de plus-values jusqu'ici non imposées ; (p. 3167) : projet artificiel ; même durée de détention pour les biens mobiliers et immobiliers ; conséquences économiques du projet ; imposition des actions mais exonération des obligations et des pièces d'or ; (p. 3568) : caractère négatif de l'abrogation de l'article 160 du code des impôts ; mauvaise solution du problème de la résidence secondaire ; un texte démoralisant et non un texte moralisateur ; les amendements de la commission ; préciser la notion de plus-value selon la nature des biens ; (p. 3569) : la plus-value a un caractère épisodique ; c'est un gain en capital ; distinguer les plus-values à court terme de celles à moyen et long terme ; fixation de seuils de franchise ; ne pas pénaliser le patrimoine en formation ; deux amendements : exonérer la première propriété ; tenir compte de la situation de famille ; (p. 3570) : assurer la cohérence du projet avec les objectifs économiques et sociaux ; exonérer les plus-values réinvesties ; modifier le titre ; harmoniser les premiers articles. **Rappel au règlement** (p. 3572) : rappel des articles 69 et 97 de la Constitution ; le rapporteur du Conseil économique et social ne doit pas faire état des travaux de la commission des finan-

ces ; (p. 3588) : est hostile à la question préalable ; [3 juin 1976] (p. 3721) : ses amendements ont été inspirés de la législation britannique. **Discussion des articles** [8 juin 1976] : **Avant l'Article premier** (p. 3855) : la commission repousse l'amendement n° 7 rectifié de M. Bonhomme car il obligerait à enquêter en permanence sur les biens de chacun ; (p. 3863) : indique que la commission a repoussé l'amendement n° 13 de M. Combrisson par crainte d'inquisition fiscale ; (p. 3864) : repousse l'amendement n° 83 de M. Leenhardt par crainte d'inquisition fiscale ; (p. 3865) : estime que l'affectation du produit de l'impôt sur le capital aux établissements régionaux est critiquable ; [9 juin 1976] (p. 3910) : s'oppose à l'amendement n° 8 de M. Rieubon défendu par M. Frelaut dont l'adoption découragerait l'épargne ; s'oppose à l'amendement n° 9 de M. Vizet défendu par M. Frelaut ; cet amendement défavoriserait l'épargne ; (p. 3911) : s'oppose à l'amendement n° 10 de M. Gosnat défendu par M. Duroméa car le système des provisions est indispensable ; (p. 3912) : s'oppose à l'amendement n° 11 de M. Lamps car le montant des jetons de présence a été limité ; s'oppose à l'amendement n° 15 de M. Bardol car le système d'amortissements dégressifs permet une politique d'investissements génératrice d'emplois ; (p. 3913) : s'oppose à l'amendement n° 14 de M. Combrisson qui est plus un manifeste qu'un amendement ; (p. 3914) : s'oppose à l'amendement n° 283 de M. Bardol non sur le fond mais parce qu'il s'agit d'une proposition étrangère au projet en discussion. **Article premier** (p. 3916) : son amendement n° 121 : séparer de l'article 2 la détermination de l'assiette de toutes les plus-values, en laissant dans l'article 2 celle des plus-values intégralement assimilées aux revenus ; (p. 3917) : en réponse à M. Bertrand Denis, indique que les travaux effectués par les propriétaires en personne sont traités à l'avant-dernier alinéa de l'amendement n° 121 ; ne demande pas la réserve de son amendement n° 121 ; (p. 3918) : indique que les dispositions de l'amendement n° 121 sont plus larges que celles du sous-amendement n° 298 en ce qui concerne les travaux effectués par les propriétaires ; repousse les sous-amendements n° 229 et n° 297 pour ne pas pénaliser ceux qui investissent leurs économies ; adopté. **Article 2** (p. 3920) : son amendement n° 122 concernant les plus-values à court terme ; adopté ; (p. 3930) : estime que tous les amendements à l'article 2 tombent du fait de l'adoption de son amendement n° 122, sauf, peut-être, les amendements n° 16 de M. Rigout et n° 242 de M. Mario Bénard ; (p. 3932) : s'oppose à l'amendement n° 16 de M. Rigout qui ouvrirait la porte à des manœuvres spéculatives. **Après l'Article 2** (p. 3933) : s'oppose à l'amendement n° 292 de M. Schloesing dans la mesure où il s'applique aux immeubles. **Article 3** (p. 3936) : repousse l'amendement n° 243 de M. Bénard qui remet en cause l'essentiel du système prévu ; [10 juin 1976] (p. 3953) : son amendement n° 123 : de coordination concernant les plus-values en capital ; adopté ; (p. 3954) : est favorable à l'amendement du Gouvernement concernant les conditions d'application de l'article 35 A ; (p. 3956) : accepte les trois sous-amendements de M. Mario Bénard ; (p. 3960) : son amendement n° 271 : de coordination ; adopté ; sur l'amendement n° 186 de M. Ginoux, déclare que l'Assemblée s'est prononcée sur la différence entre plus-values en capital et plus-values en réserves ; (p. 3961) : indique que l'article premier avait aussi été réservé devant la commission ; son amendement n° 125 : de simple coordination ; adopté ; (p. 3962) : son amendement n° 126 : détermination du prix d'acquisition ; adopté ; estime que les amendements n°s 127 et 298 sont complémentaires ; (p. 3966) : son amendement n° 128 rectifié : selon lequel le paiement peut être fractionné ou différé pendant une période de cinq ans ; s'oppose au sous-amendement n° 325 du Gouvernement à son amendement n° 128 rectifié car ce dernier a une portée plus générale ; (p. 3967) : accepte, à titre personnel, la suppression du mot « différé » dans l'amendement n° 128 rectifié ; (p. 3968) : explique la différence entre fractionnement et différemment ; son amendement n° 128 rectifié adopté ; (p. 3969) : repousse l'amendement n° 187 de M. Ginoux. **Article 4** (p. 3973) : s'oppose aux amendements de suppression n° 88 de M. Duffaut, n° 234 de M. Mesmin et n° 256 de M. Voisin, mais estime que le Gouvernement n'a pas tiré toutes les conséquences du principe selon lequel plus la durée de détention d'un bien est grande, moins la plus-value a le caractère d'un revenu ; (p. 3976) : son amendement n° 129 : la différence de traitement entre les terrains à bâtir et les valeurs mobilières quant aux dates d'exonération ; (p. 3978) : s'oppose à l'amendement n° 41 de M. Bernard Marie car il n'y aurait pas rétention des terrains ; s'oppose à l'amendement n° 280 de M. Zeller car il légiférerait pour l'éternité ; (p. 3979) : s'oppose à ce que l'amendement n° 280 de M. Zeller soit transformé en sous-amendement à son amendement n° 129 ; amendement n° 129 adopté ; [15 juin 1976] : **Article 5** (p. 4106) : son amendement n° 130 prévoyant un traitement égal pour le propriétaire d'une résidence principale et le propriétaire d'une résidence secondaire ; (p. 4107) : son sous-amendement n° 333 à l'amendement n° 330 du Gouvernement :

précisant le terme « secondaire » et spécifiant qu'aucune condition de durée ne s'applique lorsqu ela cession de la propriété est la conséquence d'un changement du lieu d'activité ou d'une mise à la retraite ; (p. 4108) : s'oppose aux amendements n° 89 de M. Duffaut, n° 18 de M. Bardol, n° 244 de M. Bénard et n° 269 de M. Lamps ; est favorable aux sous-amendements n° 299 de M. Marie et n° 324 de M. Chauvet ; indique que l'amendement n° 113 de M. Voisin est devenu l'amendement n° 130 ; (p. 4120) : accepte le sous-amendement n° 324 de M. Chauvet à son amendement n° 130 ; amendement n° 130 repoussé ; (p. 4121) : indique que la commission ne s'est pas prononcée sur le sous-amendement n° 336 ; (p. 4122) : accepte le sous-amendement n° 339 de M. Marie ; (p. 4123) : est favorable à l'amendement n° 330, mais demande au Gouvernement de s'engager à accepter l'amendement n° 146 à l'article 6 afin d'atténuer l'imposition en cas de cession de la première résidence secondaire imposable ; sous-amendement n° 333 modifié adopté ; s'oppose à l'amendement n° 269 rectifié de M. Lamps ; (p. 4124) : s'oppose aux amendements n° 5 de M. Godon et n° 267 de M. Mesmin ; son amendement n° 131 : de forme ; adopté ; est favorable à l'amendement n° 43 de M. Marie ; son amendement n° 132 : substituant aux mots « lieu d'activité » le mot « résidence » ; adopté ; (p. 4125) : son amendement n° 133 : exonérant les transactions de valeurs mobilières ou d'obligations au bout de dix ans ; (p. 4126) : s'oppose à l'amendement n° 313 de M. Frelaut ; s'oppose aux amendements n^{os} 209, 210 et 211 de M. Bas ; (p. 4128) : indique que la commission n'a pas examiné le sous-amendement n° 334 de M. Boscher à l'amendement n° 134 de M. Marette ; accepte de modifier son amendement n° 134 défendu par M. Marette ; son amendement n° 135 : réintroduisant les obligations dans le champ d'application de la loi ; [16 juin 1976] (p. 4188) : son amendement n° 133 précédemment réservé tendant à exonérer définitivement les valeurs mobilières au-delà de dix ans de détention ; adopté ; (p. 4190) : son amendement n° 136 supprimant toute limite dans le temps pour l'exonération relative aux titres cédés dans le cadre d'un engagement d'épargne à long terme ; adopté ; (p. 4191) : s'oppose à l'amendement n° 213 de M. Pierre Bas ; son amendement n° 137 tendant à étendre l'exonération des titres représentatifs de la participation des travailleurs aux fruits de l'expansion ou de l'actionnariat dans l'entreprise au-delà de la période d'indisponibilité prévue par la loi ; adopté ; (p. 4192) : son amendement n° 138 de synthèse tendant à exonérer les cessions de terrains à usage agricole ou forestier ; adopté ; (p. 4194) : s'oppose à l'amendement n° 22 de M. Pranchère et à l'amendement n° 92 de M. Pierre Joxe ; observe que les amendements suivants, du n° 104 au n° 222, sont largement couverts par l'amendement n° 318 adopté ; (p. 4196) : déclare que l'objet de l'amendement n° 105 de M. d'Aillières est bien couvert par son amendement n° 138 ; (p. 4197) : son amendement n° 140 tendant à exonérer les plus-values résultant de l'encaissement des indemnités d'assurance consécutives à un sinistre partiel ou total, sur un bien personnel, sous réserve de remploi dans un bien de même nature et dans un délai de cinq ans ; adopté ; son amendement n° 141 tendant à couvrir les échanges amiables de terrains ; souligne que l'amendement n° 103 de M. d'Aillières était plus restrictif que son amendement n° 141 ; adopté ; (p. 4198) : accepte la réserve de l'amendement n° 91 de M. Duffaut défendu par M. Jean-Pierre Cot ; repousse l'amendement n° 276 de M. Dousset ; (p. 4199) : accepte l'amendement n° 266 de M. Partrat ; (p. 4200) : s'oppose à l'amendement n° 189 de M. Ginoux qui viderait le texte de son contenu en ce qui concerne l'ensemble des opérations des chefs d'entreprise ; dit qu'il y a une méprise de sa part à propos de l'amendement n° 91 de M. Duffaut défendu par M. Jean-Pierre Cot. **Article 6** (p. 4202) : accepte l'amendement n° 94 de M. Duffaut qui est devenu l'amendement n° 142 de la commission ; amendement n° 142 repoussé ; (p. 4203) : son amendement n° 143 identique à l'amendement n° 192 de M. Ginoux ; devenu sans objet après adoption de l'amendement n° 214 de M. Pierre Bas ; (p. 4204) : s'oppose aux amendements n° 321 de M. Xavier Hamelin et n° 293 de M. Lamps ; (p. 4205) : repousse l'amendement n° 215 de M. Pierre Bas au profit de l'amendement n° 150 de portée plus générale ; (p. 4212) : son amendement n° 144 rectifié tendant à assurer l'inter-communicabilité entre les plus-values et les moins-values ; relève que M. Chauvet, un des auteurs de cet amendement, l'estime moins utile après le vote intervenu sur les obligations ; (p. 4213) : ne retient pas l'amendement n° 95 deuxième rectification de M. Duffaut ; (p. 4214) : déclare qu'il n'existe pas de situation de moins-values dans l'immobilier ; estime inutile de se battre contre l'ombre constituée par l'inter-communicabilité ; amendement n° 144 rectifié repoussé ; (p. 4215) : est favorable à l'amendement n° 295 de M. Mario Bénard ; (p. 4217) : son amendement n° 145 augmentant le seuil de ces abattements à 6.000 F ; devenu sans objet ; s'oppose à l'amendement n° 294 de M. Bardol soutenu par M. Lamps qui porte les abattements à un niveau trop élevé ; (p. 4218) : son amendement n° 146 tendant à accorder des abattements sur les plus-values réalisées sur la cession de la pre-

mière résidence secondaire passible de l'impôt ; déclare que les sous-amendements n° 340 de M. Sourdille et n° 337 de M. Chauvet à son amendement n° 146 n'ont pas été soumis à la commission des finances ; (p. 4219) : fait remarquer que son amendement n° 146 tient compte de la situation familiale des redevables ; adopté après adoption du sous-amendement n° 337 de M. Chauvet ; (p. 4220) : son amendement n° 147 portant de 50.000 F à 75.000 F l'abattement prévu au second alinéa du paragraphe III ; adopté ; (p. 4221) : s'oppose à l'amendement n° 107 de M. d'Aillières qui lui paraît sans objet ; (p. 4223) : s'oppose à l'amendement n° 304 de M. Marie et à l'amendement n° 288 de M. Gerbet car des exonérations ont déjà été établies pour la résidence principale ou pour la première résidence secondaire et pour les terrains agricoles ; (p. 4225) : s'oppose à l'amendement n° 289 de M. Gerbet ; (p. 4226) : son amendement n° 148 prévoyant que l'abattement particulier de 75.000 F est déjà dérogatoire et qu'il ne se cumulerait pas avec celui prévu à l'alinéa précédent ; adopté ; son amendement n° 149 présenté par M. Chauvet ; (p. 4227) : est plutôt favorable à l'amendement n° 54 de M. Marie ; (p. 4228) : son amendement n° 150 prévoyant la révision des seuils chiffrés visés par la loi en fonction de l'évolution de l'indice des prix à la consommation ; n'accepte pas le sous-amendement n° 305 de M. Marie à son amendement n° 150 ; accepte que son amendement n° 150 s'applique aux rapatriés ; amendement n° 150 adopté après adoption d'un sous-amendement verbal de M. Mario Bénard ; [17 juin 1976] : **Article 7** (p. 4269) : déclare que l'amendement n° 245 a été retiré en séance de la commission ; son amendement n° 151 : tendant à supprimer le paragraphe 2 de l'article 7 d'application trop difficile ; (p. 4270) : et qui contredirait la législation commerciale et la pratique boursière ; le Gouvernement doit trouver une autre solution pour les sociétés non cotées ; (p. 4271) : précise que le paragraphe 2 à l'article 7 concerne 300.000 sociétés ; invite M. Fourcade à trouver une formule plus satisfaisante ; adopté ; son amendement n° 152 : proposant une nouvelle rédaction du paragraphe 3 de l'article 7 tendant à exonérer les non-résidents ; s'oppose au sous-amendement n° 277 de M. Chinaud ; adopté. **Article 8** (p. 4273) : son amendement n° 154 : prix d'acquisition retenu pour le calcul de la plus-value ; adopté ; (p. 4274) : s'oppose à l'amendement n° 218 de M. Bas ; (p. 4275) : son amendement n° 155 : tendant à fixer les conditions de détermination de la plus-value sur cession de valeurs mobilières à revenu variable ou d'obligations s'inspirant de la législation anglo-saxonne ; (p. 4276) : estime que le sous-amendement n° 345 du Gouvernement ne serait acceptable que s'il tendait, non à se substituer au dernier alinéa, mais à s'y ajouter ; est prêt à abandonner la troisième des options prévues dans son amendement n° 155 ; (p. 4277) : indique que si le sous-amendement n° 345 du Gouvernement était repoussé, il le reprendrait sous une forme positive dans son amendement n° 155 ; (p. 4278) : son amendement n° 155 rectifié : dans lequel le texte du sous-amendement n° 345 du Gouvernement qui a été repoussé en raison de son côté négatif se substituerait au troisième alinéa de son amendement n° 155; adopté ; considère que l'amendement n° 60 de M. Marie tombe ; (p. 4279) : son amendement n° 156 : pièce essentielle du dispositif adopté par la commission tendant à ce que l'ensemble du portefeuille fasse l'objet d'un compte spécial d'investissements dont les modalités répondraient à la justice fiscale et qui constituerait une puissante incitation à l'investissement ; (p. 4280) : indique à M. Marie que le système du compte spécial d'investissements est optionnel ; souligne que le recours au compte d'investissement est une simple faculté et que les intéressés peuvent toujours rester sous le régime du droit commun ; (p. 4281) : approuve personnellement le sous-amendement n° 346 du Gouvernement ; (p. 4282) : indique que la commission aurait sans doute approuvé le sous-amendement n° 347 du Gouvernement ; approuve à titre personnel le sous-amendement n° 342 de M. Coulais ; amendement n° 156 modifié ; adopté ; (p. 4283) : son amendement n° 157 : rédactionnel ; adopté ; son amendement n° 158 soutenu par M. Marie sous le n° 61 ; (p. 4284) : estime que les amendements n° 17 de M. Pranchère, 69 de M. Maurice Cornette, 108 et 109 de M. Denis sont devenus sans objet du fait de l'exonération généralisée des terrains agricoles et forestiers décidée le 16 juin par l'Assemblée ; (p. 4285) : repousse l'amendement n° 219 de M. Bas bien qu'il appelle l'attention sur une lacune du texte ; (p. 4286) : indique que le mécanisme de l'amendement n° 265 de M. Boscher est techniquement inapproprié ; s'y oppose ; lève l'avis défavorable de la commission sur l'amendement n° 265 étant donné son acceptation par M. Fourcade. **Article 9** (p. 4292) : repousse l'amendement n° 99 de M. Duffaut ; (p. 4293) : son amendement n° 160 soutenu par M. Marette ; son amendement n° 161 : tendant à ramener de 4 à 2 % le taux de la taxe forfaitaire ; repoussé ; (p. 4297) : son amendement n° 162 : tendant à fixer le seuil d'exonération des ventes de bijoux, d'objets d'art, de collection et d'antiquité à 20.000 F ; (p. 4300) : son amendement n° 164 : soutenu par M. Icart : de forme ; adopté ; son amendement n° 165 ;

son amendement n° 166 : soutenu par M. Marie ; adopté ; amendement n° 165 devenu sans objet ; (p. 4301) : son amendement n° 167 soutenu par M. Icart ; modifié ; adopté. **Article 10** (p. 4302) : soutient l'amendement n° 319 corrigé de M. Chauvet ; (p. 4305) : soutient l'amendement n° 279 rectifié de M. Tissandier ; s'oppose à l'amendement n° 309 de M. Marie ; (p. 4306) : s'oppose à l'amendement n° 224 de M. Partrat ; (p. 4037) : s'oppose aux amendements n^{os} 27, 67, 225 et 264 car il considère que l'amendement n° 138 couvre les cas visés ; (p. 4309) : repousse l'amendement n° 270 de M. Charles Bignon ; (p. 4310) : soutient l'amendement n° 266 de M. Voisin ; repousse l'amendement n° 71 de M. Charles Bignon. **Article 11** (p. 4312) : repousse l'amendement n° 100 de M. Duffaut soutenu par M. J.-P. Cot ; son amendement n° 169 : supprimant les trois premiers alinéas du paragraphe 2 de l'article 11 ; adopté ; son amendement n° 170 : animé par un souci de cohérence ; adopté ; (p. 4313) : s'oppose à l'amendement n° 101 de M. Duffaut défendu par M. Boulloche ; (p. 4314) : considère l'amendement n° 202 de M. Ginoux sans objet ; est favorable à la discussion de l'article 12. **Article 12** (p. 4315) : estime utile la précision apportée par l'amendement n° 74 de M. Marie défendu par M. Charles Bignon ; [22 juin 1976] : **Avant l'Article premier** (*suite*) (p. 4459) : s'oppose à l'amendement n° 249 rectifié de M. Charles Bignon car le report à un comité n'est pas opportun, l'amendement se justifiant moins qu'au moment où il a été déposé ; (p. 4460) : ne se prononce pas sur le sous-amendement n° 286 de M. Limouzy car est opposé à l'amendement n° 249 de M. Charles Bignon. **Article premier** (*suite*) (p. 4462) : son amendement n° 120 visant à reformuler l'article premier conformément à la doctrine générale de la commission distinguant les plus-values à court terme assimilables à des revenus et les plus-values en capital ; (p. 4463) : s'oppose à l'amendement n° 182 car il pose le court terme à un an quelle que soit la nature des biens ; (p. 4464) : soutient le sous-amendement n° 317 de M. Marette ; amendement n° 120 adopté ; (p. 4466) : repousse l'amendement n° 242 de M. Bénard ainsi que l'amendement n° 291 de M. Schloesing. **Seconde délibération du projet de loi. Article 2 A** (p. 4475) : accepte l'amendement n° 1 du Gouvernement. **Article 5** (p. 4476) : accepte l'amendement n° 2 du Gouvernement mais compte tenu de la modification introduite par le sous-amendement n° 7 ; (p. 4477) : repousse le sous-amendement n° 9 de M. J.-P. Cot nuisible aux crédits de l'Etat. **Article 6** (p. 4478) : accepte l'amendement n° 3 du Gouvernement sous réserve de l'adoption de son sous-amendement n° 6 ; indique que pour les abattements et franchises le Gouvernement ne fait que revenir au chiffre proposé par la commission ; son sous-amendement n° 6 : retenir le chiffre de 30.000 F pour les immeubles et 20.000 F pour les meubles ; adopté. **Article 9** (p. 4479) : accepte l'amendement n° 4 du Gouvernement ; son sous-amendement n° 8 : remplacer le taux de 15 % par celui de 12 % ; adopté. **Article 10** (p. 4479) ; accepte l'amendement n° 5 du Gouvernement. **Commission mixte paritaire. Discussion générale** [9 juillet 1976] (p. 5236) : indique que le Sénat a adopté le texte voté par l'Assemblée et les quatorze articles restant en discussion ; les amendements adoptés par le Sénat tendant à substituer aux mots « plus-values » le mot « bénéfice » ; le souhait de la commission de revenir au terme « plus-values » ; (p. 5237) : le compromis trouvé pour l'immobilier ; les compléments apportés au système du compte spécial d'investissement ; le compromis pour les terrains à usage forestier ; le calcul de la plus-value sur les valeurs mobilières ; (p. 5238) : deux amendements d'origine sénatoriale exonérant les lotissements faits à titre occasionnel par des particuliers et permettant l'imputation sur les plus-values des moins-values réalisées sur les marchés à terme des bourses de commerce dans la limite d'un an ; les plus-values professionnelles ; l'article 13 nouveau prévoyant un rapport sur l'application de la présente loi ; demande d'adopter le texte de la commission mixte paritaire ; (p. 5239) : indique que la formule « modification de famille » est le résultat d'un compromis avec les sénateurs.

— **Projet de loi portant approbation du VII^{e} Plan de développement économique et social** (n° 2346), rapporteur général. **Première lecture. Discussion générale** [23 juin 1976] (p. 4551) : le caractère différent du VII^{e} rendez-vous quinquennal ; une conjoncture particulière ; la difficulté de découvrir dans le VII^{e} Plan une risposte à la crise ; une présentation séduisante, mais qui risque d'avoir un effet démobilisateur ; l'absence de netteté des moyens requis pour atteindre les objectifs définis ; (p. 4552) : l'articulation des objectifs du VII^{e} Plan; l'accent mis sur la nécessité d'une plus équitable répartition des fruits de la croissance ; un arbitrage indispensable dans l'emploi des moyens ; le développement de l'exportation ; la réduction de moitié du solde des exportations indivisibles ; l'avis de M. Barre croyant en l'action des petites et moyennes entreprises ; la nécessité de réviser le plan dans le cas où l'environnement international ne permettrait pas d'atteindre l'objectif fixé ; la croissance des investissements productifs ; la nécessité de résoudre le problème de l'indexation de l'épargne ; le rôle pilote que doit jouer le secteur public ; l'attitude des experts qui

critiquent la priorité donnée aux investissements productifs ; (p. 4553) : la croissance de la consommation des ménages ; la dérobade devant la consommation collective ; le transfert accru aux collectivités locales sans les ressources correspondantes ; la nécessité de rétablir un meilleur équilibre entre les grandes villes et les villes petites et moyennes ; l'aléatoire maîtrise de l'inflation ; les menaces sur l'équilibre des finances publiques ; les tensions sur l'emploi ; les finances des collectivités locales, des entreprises nationales, des services périphériques de l'Etat, de la sécurité sociale ; (p. 4554) : l'absence d'esquisse de la réforme de l'administration de l'Etat ; l'absence de précisions sur la manière dont les dépenses militaires s'intégreront dans l'ensemble des dépenses du Plan ; le « chômage d'incohérence » qui n'est qu'un aspect du problème de l'emploi ; l'action sur les conditions de l'emploi ; l'exécution du Plan ; la nouveauté que constituent les programmes d'action prioritaires associant les dépenses d'investissement et les dépenses de fonctionnement ; un effort représentant le treizième du budget général de l'Etat ; la réserve quant aux conclusions du rapporteur spécial sur l'emploi, M. Frelaut ; la contradiction entre le programme d'action prioritaire pour l'industrialisation de la construction et le développement des petites et moyennes entreprises de l'artisanat ; (p. 4555) : la disproportion entre la dotation du programme d'amélioration de l'équipement téléphonique et celle accordée à la famille ; la considération que mérite ce plan chiffré qui gagnerait à être complété par un échéancier ; un bon instrument au service d'une société libre, marquée par la concertation. **Discussion de l'article unique** [29 juin 1976] (p. 4868) : est favorable à l'amendement n° 2 de M. Fouchier à condition qu'il s'agisse bien d'extraction de houille ; (p. 4869) : s'oppose à l'amendement n° 3 de M. Fouchier dans un souci d'une politique des échanges cohérente ; accepte de mentionner le machinisme agricole parmi les secteurs dignes d'intérêt, mentionnés au troisième alinéa de la page 25 de l'annexe ; (p. 4870) : s'oppose à l'amendement n° 4 de M. Fouchier ; est satisfait par le sous-amendement n° 29 de M. Fouchier ; (p. 4871) : s'oppose à l'amendement n° 18 de M. Boulloche ; estime préférable de donner à l'IDI des moyens supplémentaires ; (p. 4872) : approuve l'amendement n° 19 de M. Josselin ; (p. 4873) : soutient l'amendement n° 25 de M. Josselin ; (p. 4874) : s'oppose à l'amendement n° 20 de M. Boulloche qu'il juge peu réaliste ; (p. 4875) : s'oppose à l'amendement n° 22 de M. Boulloche ; (p. 4876) : est favorable à l'amendement n° 5 de M. Fouchier ; se demande si une telle mesure n'aurait pas une incidence sur un nombre de logements construits ; s'oppose à l'amendement n° 23 de M. Le Pensec défendu par M. Jean-Pierre Cot car un amendement ne peut porter atteinte à la loi de 1972, ou l'unité nationale est en cause ; (p. 4877) : est favorable à l'amendement n° 14 de M. Fouchier ; est favorable à l'amendement n° 16 rectifié de M. Glon ; (p. 4883) : soutient l'amendement n° 1 réinsérant dans le texte les moyens permettant d'atteindre les objectifs fixés ; soutient l'amendement n° 11 de M. Partrat réintroduisant dans le projet un échéancier annuel de crédits ; (p. 4885) : indique que la commission était favorable à l'amendement n° 17 de M. Hamel ; n'est pas convaincu par l'argumentation de M. Durafour ; est favorable à l'amendement n° 12 de M. Sprauer défendu par M. Grussenmeyer ; (p. 4887) : s'oppose à l'amendement n° 15 de M. Xavier Deniau ; (p. 4888) : est favorable à l'amendement n° 7 de M. Fouchier ; indique que la commission n'a pas examiné le sous-amendement n° 28 de M. Mesmin défendu par M. Montagne ; indique que la commission est favorable à l'amendement n° 8 de M. Fouchier ; (p. 4889) : est favorable à l'amendement n° 26 de M. Hamel ; (p. 4892) : est favorable à l'amendement n° 27 de M. Briane ; (p. 4893) : approuve l'amendement n° 9 de M. Fouchier ; (p. 4894) : est favorable à l'amendement n° 10 de M. Fouchier. **Deuxième lecture. Discussion générale** [7 juillet 1976] (p. 5127) : les treize modifications apportées au projet par le Gouvernement et correspondant aux préoccupations que l'Assemblée nationale a partagées avec le Sénat : les exportations, l'agriculture, la vie familiale, le logement, le plan d'occupation des sols, les collectivités locales, le rôle des consommateurs, la gestion des programmes d'action prioritaire, l'emploi, l'extension de recours judiciaires ; (p. 5128) : le renforcement du potentiel scientifique du pays ; propose d'adopter ces modifications contenues dans les deux lettres rectificatives du Gouvernement.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1976** (n° **2523**), rapporteur général. **Discussion générale** [12 octobre 1976] (p. 6504) : la capacité de M. Barre à mener une politique économique et sociale différente de celle de ses prédécesseurs ; les conditions économiques et politiques au succès du plan Barre ; les fonctions budgétaire et économique du collectif ; la couverture financière de l'aide aux agriculteurs victimes de la sécheresse ; les trois fonctions de l'agriculture française, la réévaluation des recettes dans l'exécution du budget en cours ; la majoration d'impôts ; (p. 6505) : le regrettable « impôt sécheresse » ; la présentation budgétaire ; la répartition égale des charges ; l'effort de justice fiscale ; l'ambiguïté à propos des charges et des ressources ; la fonction

économique du collectif ; les problèmes de la SNCF, de la RATP, des HLM ; le prix de l'eau ; les finances locales ; (p. 6506) : les comptes de la nation pour 1976 ; l'analyse gouvernementale de l'inflation insuffisamment approfondie ; la thérapeutique proposée portant sur la monnaie, les prix, les revenus, le budget 1977, les réformes de structures, le blocage des prix, le retour à l'équilibre budgétaire, la pression fiscale, le relais par la demande privée d'investissements de la demande publique affaiblie, la constitution d'un fonds d'action conjoncturelle ; (p. 6507) : les actions dans le domaine de la concurrence ; pronostic pour 1977 : la stagnation relative des investissements ; les mérites du plan Barre ; une action globale cohérente et continue ; l'impuissance des politiques monétaire et budgétaire ; le couple prix-revenus ; une planification plus stricte ; la faible croissance de la production ; l'absence d'emballement de la demande intérieure ; l'absence d'expansion excessive de la consommation ; l'aggravation des équilibres extérieurs ; les difficultés durables de l'emploi ; les conséquences du ralentissement économique : la baisse de la consommation, la dégradation de l'investissement productif, l'aggravation du sous-emploi ; la vigilance gouvernementale ; la lutte des classes en France ; le devoir d'arbitrage de l'Etat entre les intérêts catégoriels. **Discussion des articles** [14 octobre 1976]. **Avant l'Article premier** (p. 6616) : la reprise des investissements productifs, source de notre redressement économique et financier ; la méthode de travail logique et rationnelle proposée par le Premier ministre ; s'oppose aux amendements n° 38 de M. Combrisson et n° 85 de M. Duffaut défendu par M. Leenhardt ; (p. 6618) : repousse l'amendement n° 36 de M. Villon défendu par M. Rigout car la participation du FEOGA relève de l'autorité communautaire, car la liste des entreprises ayant bénéficié de la sécheresse n'a pas été précisée ; (p. 6619) : s'oppose à l'amendement n° 52 de M. Pranchère défendu par M. Rigout ; repousse l'amendement n° 37 de M. Frelaut défendu par M. Lamps. **Article premier** (p. 6620) : s'oppose aux amendements n° 76 et n° 77 de M. Goulet et n° 60 de M. Combrisson qui détruiraient l'équilibre financier réalisé au sein du collectif ; (p. 6621) : s'oppose à l'amendement n° 7 de M. Charles Bignon car les plus-values sont des revenus ; son amendement n° 18 rectifié défendu par M. Chauvet ; (p. 6622) : son amendement n° 19 : conditions de la non-application du supplément d'imposition aux personnes sans emploi et aux retraités ; s'oppose à l'amendement n° 62 de M. Combrisson ; s'oppose au sous-amendement n° 83 du Gouvernement ; (p. 6623) : demande à ses collègues d'être attentifs au sous-amendement n° 83 rectifié du Gouvernement ; amendement n° 19 modifié par le sous-amendement n° 83 du Gouvernement ; adopté ; indique que la commission des finances s'est divisée sur l'amendement n° 70 de M. Mesmin et que cet amendement n'a pas reçu d'avis ; est favorable à l'amendement n° 73 de M. Besson ; (p. 6624) : son amendement n° 20 soutenu par M. Chauvet ; son amendement n° 21 : application de la majoration aux retraités dans un délai de trois mois après la date de mise en recouvrement du rôle ; défend son amendement n° 21 ; récuse la difficulté de préciser, sur le rôle, le délai de paiement ; la mauvaise information des retraités ; le caractère marginal des ressources basculées sur 1977 (p. 6625) : indique que la disposition proposée est celle adoptée en 1974 lors de la majoration exceptionnelle de l'impôt sur le revenu ; amendement n° 21 ; adopté ; s'oppose à l'amendement n° 63 de M. Combrisson ; son amendement n° 22 soutenu par M. Mario Bénard ; (p. 6626) : accepte l'amendement n° 74 de M. Defferre défendu par M. Houteer ; (p. 6627) : s'oppose à l'amendement n° 75 de M. Jalton ; (p. 6628) : l'erreur matérielle qui s'est glissée dans le sous-amendement du Gouvernement spécifiant que les dispositions favorables aux retraités, aux chômeurs et aux pensionnés ne s'appliquent qu'aux personnes dont les revenus nets de 1976 n'excèdent pas 70.000 F ; demande dans quelles conditions les contribuables devront payer l'impôt ; souligne l'importance de l'assurance donnée par M. Durafour sur le paiement de l'impôt en 1976. **Après l'Article premier** (p. 6629) : s'oppose à l'amendement n° 39 rectifié de M. Frelaut défendu par M. Vizet. **Article 2** (p. 6632) : son amendement n° 23 défendu par M. Montagne ; (p. 6633) : s'oppose aux amendements n° 53 de M. Lemoine défendu par M. Rigout, n° 8 de M. Guermeur et n° 15 de M. Maurice Cornette défendu par M. de Poulpiquet ; manifeste sa désapprobation devant la méthode proposée par le Gouvernement dans le texte initial ; est favorable à l'amendement n° 67 du Gouvernement ; recommande à l'Assemblée de voter l'amendement n° 67. **Article 3** (p. 6643) : s'oppose à l'amendement n° 40 de M. Vizet et à l'amendement n° 55 de M. Duffaut défendu par M. Josselin ; s'oppose à l'amendement n° 41 de M. Vizet ; s'oppose à l'amendement n° 42 de M. Vizet. **Article 4** (p. 6645) : s'oppose à l'amendement n° 34 de M. Vauclair défendu par M. Glon car le montant de la vignette est déductible du bénéfice imposable de l'entreprise, car les véhicules utilitaires sont nombreux ; (p. 6646) : adopte les amendements n° 9 et n° 10 du Gouvernement ; est favorable au sous-amendement n° 24 de M. Ginoux ; souhaiterait que l'Assemblée se prononce d'abord sur le sous-

amendement n° 87 de M. Icart ; son amendement n° 25 défendu par M. Crépeau ; (p. 6647) : soutient son amendement n° 25 ; indique que la commission n'a pas eu à connaître du sous-amendement n° 89 de M. Crépeau. **Article 5** (p. 6648) : s'oppose à l'amendement n° 43 de M. Gosnat défendu par M. Lamps. **Après l'Article 5** (p. 6649) : son amendement n° 26 défendu par M. Mesmin. **Article 6** : son amendement n° 27 défendu par M. Josselin. **Article 7** (p. 6651) : s'oppose aux amendements n° 45 de M. Rieubon défendu par M. Frelaut et n° 57 de M. Duffaut défendu par M. Gaudin ; indique que la commission n'a pas examiné l'amendement n° 86 de M. Duffaut. **Article 8** (p. 6654) : la difficile situation financière des organismes d'HLM et des collectivités locales ; la situation des sociétés immobilières conventionnées ; les garanties de l'Etat ; (p. 6656) : s'oppose à l'amendement n° 80 de M. Magaud ; son amendement n° 28 : exclusion du système de blocage et de plafonnement des loyers de certains baux à longue durée ; indique les différences entre les amendements n° 28 et n° 69 de M. Briane ; (p. 6658) : est favorable à l'amendement n° 69 de M. Briane ; amendement n° 28 ; repoussé ; est opposé à l'amendement n° 81 de M. Magaud ; est opposé à l'amendement n° 51 de M. Canacos. **Article 9** (p. 6659) : est défavorable à l'amendement n° 61 de M. Fouchier ; (p. 6660) : son amendement n° 29 : substitution d'un système de contrôle du prix de l'eau au système de plafonnement ; retire son amendement n° 29 ; (p. 6661) : est favorable à l'amendement n° 6 de M. Charles Bignon. **Article 10** (p. 6662) : son amendement n° 30 : application des dispositions de l'article aux transports routiers intérieurs ; adopté ; son amendement n° 31 défendu par M. de Rocca Serra ; (p. 6663) : son amendement n° 32 : extension du champ d'application de l'article aux transports intérieurs par batellerie ; adopté. **Après l'Article 10** (p. 6664) : est favorable à l'amendement n° 11 du Gouvernement ; son sous-amendement n° 33 défendu par M. Marette ; (p. 6665) : s'oppose au sous-amendement n° 84 de M. Zeller ; souligne que la commission a émis un avis favorable à une majorité très juste sur le sous-amendement n° 35 de M. Chauvet ; s'oppose au sous-amendement n° 13 de M. Marette ; (p. 6666) : repousse l'amendement n° 58 de M. Duffaut défendu par M. Pierre Joxe, contraire à la philosophie du projet gouvernemental. **Après l'Article 11** (p. 6667) : estime que l'amendement n° 59 de M. Duffaut défendu par M. Pierre Joxe est sans objet ; repousse l'amendement n° 64 de M. Frelaut ; les distorsions créées par l'application de la nouvelle taxe locale ; la nécessité d'approfondir le sujet lors de l'examen du projet de loi de finances pour 1977 ; (p. 6668) : s'oppose à l'amendement n° 79 de M. Duffaut défendu par M. Jean-Pierre Cot. **Commission mixte paritaire** [26 octobre 1976] (p. 7016) : les douze articles restant en discussion : les dispositions relatives à la contribution exceptionnelle des exploitants agricoles ; les autres dispositions fiscales ; la vignette ; (p. 7017) : l'impôt sur le revenu, la contribution exceptionnelle des sociétés, les dégrèvements de la taxe foncière, le raccordement à un réseau de distribution d'eau chaude, les mesures non fiscales : le blocage et le plafonnement des loyers, le prix de l'eau, les transports urbains, le blocage des plus hauts salaires, le moratoire des dettes des agriculteurs ; souhaite que le Gouvernement ne modifie pas substantiellement les dispositions d'un accord délicat à réaliser.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**), rapporteur général. **Discussion générale** [20 octobre 1976] (p. 6781) : une politique budgétaire tendant à rétablir l'équilibre des finances publiques ; (p. 6782) ; un instrument de lutte contre l'inflation et de soutien à l'économie ; le retour à l'équilibre, à la modération des dépenses ; l'artifice de présentation du Gouvernement ; la décélération des investissements ; la progression des crédits de fonctionnement ; l'importance « énorme » des crédits de personnel ; les efforts d'économie limités par les structures mêmes du budget ; un budget de fonctionnement ; la révision des services votée conformément aux demandes réitérées du Parlement ; la nécessité d'une réforme de l'administration, d'un changement des méthodes, d'une révision des engagements de l'Etat ; les actions prioritaires : l'effort entrepris en faveur des transferts sociaux, les crédits de la défense nationale, le respect de la priorité définie dans la loi de programmation militaire ; amertume devant les crédits prévus pour les affaires étrangères ; la régression de notre dispositif culturel et de nos moyens de coopération ; la diminution de la voix de la France sur les ondes ; la modération de la pression fiscale ; la progression des recettes grâce à l'augmentation du produit de la TVA ; un effort de présentation des tarifications du budget ; un équilibre budgétaire menacé par des « déficits périphériques » : ceux de la sécurité sociale, des collectivités locales, de plusieurs entreprises nationales ; le gaspillage des médicaments ; dépenses de sécurité sociale, capacité économique et démographique ; l'accroissement des besoins des collectivités locales ; les aberrations révélées par l'application de la réforme de la fiscalité locale ; la nécessité de solutions d'urgence ; (p. 6783) : les besoins globaux d'emprunt des entreprises nationales ; les déficits d'exploitation ; les investissements ; la gestion problématique des

entreprises nationales du secteur concurrentiel ; des errements condamnables ; la participation du budget à la lutte contre l'inflation ; le plafonnement des hauts salaires ; la modification du barème de l'impôt sur le revenu selon des taux différents ; les mesures incitatrices et dissuasives pour contenir la progression des prix ; la répercussion de la baisse du taux de TVA au niveau du consommateur ; le prélèvement conjoncturel ; (p. 6784) : ne pas préjuger de la culpabilité des entreprises ; les risques de fléchissement de l'activité économique ; la stagnation inquiétante de l'investissement ; l'insuffisante réévaluation des bilans ; les dispositions qui devraient accompagner le FAC ; les PAP se traduisant par des inscriptions de crédits dans les budgets ; les éléments positifs du budget de 1977 : la cohérence, les mesures de soutien, la traduction de certaines orientations définies comme prioritaires dans le VII[e] Plan ; un budget prisonnier des structures budgétaires, victime d'un excès d'inflation ; la nouvelle liberté d'action du budget quand interviendra la stabilisation des prix ; la participation impérative du budget actuel au rétablissement des finances publiques ; (p. 6785) : les aléas extérieurs ; un budget difficile par les économies qu'il impose, sérieux par l'équilibre qu'il prévoit, courageux par les prélèvements fiscaux qu'il opère, promoteur par son orientation vers les options du VII[e] Plan.

Première partie :

Discussion des articles [21 octobre 1976] : **Après l'Article premier** (p. 6857) : indique que la commission n'a pas examiné l'amendement n° 52 rectifié de M. Combrisson ; s'oppose à l'amendement n° 98 de M. Duffaut défendu par M. Savary, ainsi qu'à l'amendement n° 23 rectifié de M. Bonhomme défendu par M. Fanton ; indique que la commission n'a pas examiné l'amendement n° 53 rectifié de M. Combrisson ; (p. 6868) : indique que la commission des finances n'a pas été saisie de l'amendement n° 183 de M. Jean-Pierre Cot défendu par M. Lamps ; souligne que cet amendement est présenté par le PSRG et le PCF ; souligne que cet amendement présente une collection de trois mesures déjà examinées séparément ; des mesures qui vont à contre-courant ; stagnation des investissements dans les entreprises ; (p. 6869) : les arguments de réunion publique utilisés par M. Jean-Pierre Cot ; les problèmes des collectivités locales ; les règles de l'amortissement ; la part d'autofinancement des entreprises ; (p. 6870) : l'endettement des entreprises. **Article 2** (p. 6873) : s'oppose à l'amendement n° 3 de M. Lamps ; (p. 6874) : indique que l'amendement n° 131 n'a pas été examiné en commission ; (p. 6876) : s'oppose à l'amendement n° 4 de M. Rieubon ; n'a pu examiner l'amendement n° 184 de M. Zeller ; (p. 6877) : repousse l'amendement n° 5 gagé sur la suppression de l'avoir fiscal ; les deux situations des retraités ; son amendement prévoyant des dispositions particulières en faveur des retraités qui auraient été frappés par la majoration exceptionnelle instaurée par le collectif ; la suppression de l'abattement de 10 % ; une situation choquante ; (p. 6878) : son amendement n° 37 soutenu par M. Marette ; adopté ; s'oppose à l'amendement n° 77 de M. Claude Weber ; une manière plus réaliste de traiter le cas des invalides ; (p. 6879) : est favorable à l'amendement n° 110 du Gouvernement ; (p. 6882) : indique que les sous-amendements à l'amendement n° 110 n'ont pas été examinés ; (p. 6884) : n'a pas examiné le sous-amendement n° 181 de M. Commenay ; (p. 6887) : proteste contre les conditions dans lesquelles s'exerce le travail parlementaire ; regrette que la commission des finances ait été dans l'impossibilité matérielle et intellectuelle de se prononcer sur la série de sous-amendements soumis à l'Assemblée ; un mauvais travail ; approuve le sous-amendement n° 195 de M. J.-P. Cot ; [22 octobre 1976] : **Après l'Article 2** (p. 6926) : s'oppose à l'amendement n° 9 de M. Combrisson ; indique que l'amendement n° 93 de M. Zeller n'a pas été examiné par la commission des finances ; critique cette procédure ; (p. 6929) : indique que la commission des finances n'a pas eu à connaître l'amendement n° 49 de M. Vizet. **Article 3** (p. 6931) : son rapport remplaçant le projet et en exposant les motifs résumant l'intervention de chacun ; ne peut pas laisser dire à M. Mesmin que son rapport n'est pas objectif ; son amendement n° 38 tendant à supprimer l'article 3 ; amendement n° 38 réservé ; (p. 6932) : est favorable à l'amendement n° 101 de M. Duffaut et à l'amendement n° 94 de M. Zeller ; s'oppose aux amendements n° 97 de M. Charles Bignon et n° 31 de M. Marie ; informe M. Marie que son amendement n° 31 a été défendu en son absence par M. Chauvet ; (p. 6933) : indique que la commission n'a pas été saisie de l'amendement n° 111 de M. Goulet. **Après l'Article 3** (p. 6935) : indique que la commission n'a pas examiné l'amendement n° 95 de M. Zeller. **Après l'Article 4** (p. 6942) : indique que la commission des finances n'a pas examiné l'amendement n° 96 de M. Zeller ; le problème des rémunérations trop élevées versées aux dirigeants de sociétés ; le problème éternel des revenus connus et des revenus moins connus ; souhaite que la commission des finances trouve bientôt une inspiration originale grâce à l'entrée de M. Zeller en son sein ; la commission des finances, une dure école du sens

des responsabilités. **Article 5** (p. 6943) : les dispositions préconisées initialement à l'encontre de l'objectif poursuivi ; une taxation qui a été fort mal répartie ; critique la taxation d'un seul des éléments du train de vie énumérés par l'article 168 du code général des impôts ; la nécessité d'une combinaison de deux ou plusieurs des éléments du train de vie prévus par l'amendement n° 109 de M. Icart ; (p. 6945) : son amendement n° 39 supprimant l'article 5 ; (p. 6946) : demande à l'Assemblée de ne pas voter l'amendement n° 39 qu'il ne peut retirer puisqu'il a été voté par la commission des finances et de se réserver pour l'amendement n° 109 rectifié ; amendement n° 39 ; adopté. **Après l'Article 5** : son opinion personnelle sur le sous-amendement n° 196 de M. Zeller : un coup d'épée dans l'eau ; suggère à M. Zeller de traiter le problème des pavillons de complaisance dans le cadre de l'article 13 ; (p. 6947) : accepte le sous-amendement n° 192 de M. Turco ; s'oppose à l'amendement n° 50 de M. Vizet du fait du gage financier prévu. **Avant l'Article 6** (p. 6948) : son avis défavorable sur l'amendement n° 12 rectifié de M. Combrisson ; l'erreur de jugement sur la TVA qui est un prélèvement sur les achats et non un impôt sur les consommations finales ; rejette la contrepartie proposée ; cite M. Jacques Attali quant à l'endettement des entreprises. **Après l'Article 6** (p. 6949) : est défavorable à l'amendement n° 13 de M. Frelaut. **Article 7** (p. 6950) : est défavorable à l'amendement n° 14 rectifié de M. Pranchère. **Article 8** (p. 6951) : s'oppose à l'amendement n° 15 de M. Combrisson ; (p. 6953) : son amendement n° 40 : l'exigibilité du paiement des acomptes prévu à l'article 15 de la loi n° 74-1169 du 30 décembre 1974 ; le système choquant du Gouvernement d'un point de vue psychologique et économique ; (p. 6954) : la seule ressource des entreprises : le recours à l'emprunt bancaire ; les premières réactions de la commission des finances : supprimer l'article 8 ; le Gouvernement, gendarme à certains carrefours délicats ; ne pas forcément verbaliser ; les dérapages de prix ; suit le Gouvernement sur le principe mais critique le système mis en place en matière de paiement des acomptes et de pénalisations ; le problème du franchissement du seuil ; son amendement n° 43 fixant des correctifs pour le calcul du prélèvement ; son amendement n° 44 tendant à rendre aux redevables les garanties dont ils sont en droit de bénéficier dans la procédure de prélèvement ; ses amendements n° 41 et n° 42 de forme ; est défavorable à l'amendement n° 84 de M. Hamel et n° 83 de M. Gantier, n° 15 de M. Combrisson ; (p. 6955) : le ralliement de M. Durafour à la formule proposée par la commission des finances ; le débat sur la norme ; les limites de tolérance de l'inflation ; recommande à l'Assemblée de se rallier à la formule proposée par M. Durafour ; l'indice des prix des cinq premiers mois de 1977 affecté dans le sens de la baisse par la diminution du taux de TVA ; (p. 6956) : ne pas prendre en considération la progression de la masse monétaire ; le choix psychologique du Gouvernement vis-à-vis du taux d'inflation ; l'acceptation par le Gouvernement des garanties de procédure prévues par la commission des finances ; se rallie à titre personnel à la proposition du Gouvernement concernant le sursis au versement ; à la demande du Gouvernement, application de l'article 44 de la Constitution en ce qui concerne le vote de l'article 8 modifié par l'amendement n° 197 du Gouvernement ; [26 octobre 1976] : **Article 10** (p. 6984) : est défavorable à l'amendement n° 18 de M. Gosnat ; l'impôt forfaitaire de 1.000 F, une mesure de moralisation fiscale ; (p. 6985) : s'oppose à l'amendement n° 36 de M. Mario Bénard ; l'importance du crédit pendant trois ans, créateur d'entreprises nouvelles ; la difficulté de créer une entreprise. **Article 11** (p. 6989) : une législation extrêmement complexe ; des motifs historiques et non logiques ; des droits au fondement discutable ; propose d'appeler l'amendement n° 27 de M. Hardy avant les autres ; (p. 6991) : un problème difficile à régler ; la perte de recettes qu'entraînerait l'adoption des amendements n°s 27, 28 et 102 rectifié ; les distorsions internes présentées par le barème ; des recettes faciles ; demande au Gouvernement de procéder à une refonte du barème ; retire l'amendement n° 28 ; n'a pas examiné l'amendement n° 102 rectifié ; (p. 6993) : s'oppose à l'amendement n° 86 de M. Balmigère ; s'oppose à l'amendement n° 87 de M. Balmigère ; (p. 6994) : repousse l'amendement n° 34 de M. Grussenmeyer ; (p. 6995) : s'oppose à l'amendement n° 34 en vertu de l'article 40 de la Constitution. **Après l'Article 12** (p. 6996) : ne présente pas d'objections à l'amendement n° 201 du Gouvernement **Article 13** (p. 6997) : est défavorable à l'amendement n° 74 rectifié de M. Frelaut qu'il n'a pas examiné ; sur l'amendement n° 74 rectifié, un problème de pure technique rédactionnelle ; (p. 6998) : n'a pas examiné l'amendement n° 194 de M. Neuwirth ; son amendement n° 45 soutenu par M. Partrat ; retiré ; (p. 7008) : n'a pu examiner les sous-amendements n°s 204 rectifié, 207 et 208 ; (p. 7009) : accepte le sous-amendement n° 210 de M. Foyer. **Article 8** (*suite*) (p. 7011) : les contre-propositions de la commission des finances retenues ; reconnaissance par le Gouvernement que sa méthode procédait d'un préjugé défavorable non justifié envers les entreprises ; la suppression de l'automaticité du versement des acomptes ; le

seuil d'enclenchement ; le taux de déclenchement de sortie ; le pourcentage ajouté dans le calcul de la marge ; le ralliement à la thèse de la commission des finances pour la procédure de recours ; les principes de base de la loi de 1974, un mécanisme assez ésotérique. **Article 15** (p. 7023) : est défavorable aux amendements n°s 19 et 103. **Article 16** (p. 7025) : son amendement n° 46 tendant à supprimer l'article 16 ; s'élève contre les modalités choisies, contre le financement des besoins par la création d'une taxe affectée ; le rôle de la commission des finances ; l'application de la taxe sur la reprographie ; les doutes qu'il éprouve à l'égard de cette procédure ; une question de principe ; les missions du centre de la musique et de la danse, une excellente intention ; la mauvaise rédaction de l'article 16 ; (p. 7026) : prévoir les moyens budgétaires permettant à l'Etat de mener la politique culturelle de son choix et au Parlement d'exercer normalement son pouvoir de contrôle ; demande au ministère de l'économie et des finances de renoncer aux taxes affectées ; adopté. **Article 17** (p. 7027) : son amendement n° 47 tendant à supprimer l'article 17 ; une procédure d'affectation des ressources non conforme aux dispositions de l'ordonnance du 2 février 1959 ; adopté. **Article 18** (p. 7029) : s'oppose à l'amendement n° 20 de M. Pranchère ; rappelle que la Communauté économique européenne interdit la TVA au taux zéro ; critique le caractère irréaliste de la suppression des provisions pour fluctuation des cours. **Après l'Article 18** (p. 7030) : est favorable à l'amendement n° 106 de M. Duffaut ; les difficultés dans l'application des réformes, des taxes locales. **Article 20** (p. 7034) : son amendement n° 48 tendant à supprimer l'article 20 ; son profond mécontentement face aux perspectives de majoration des rentes viagères en 1977 ; (p. 7035) : une situation grave ; l'insuffisance des taux de majoration ; les inégalités introduites dans les tranches les plus récentes ; l'incertitude quant au mode de calcul des majorations dans le futur ; (p. 7036) : sa déception quant à l'amendement n° 202 ; est choqué par la référence normative de 6,5 % ; prendre en considération l'aspect humain ; faire plus en faveur des rentiers-viagers âgés de moins de soixante-cinq ans ou de moins de soixante ans s'ils sont inaptes au travail, ou veuves titulaires d'une pension de réversion ; ne peut retirer son amendement n° 48 de suppression ; indique que la discussion aurait dû modifier le sens de son vote ; amendement n° 48 adopté. **Article 21** (p. 7037) : s'oppose à l'amendement n° 56 de M. Juquin ; taux de participation effective et contribution locale des employeurs à la formation permanente ; l'enquête menée sur l'emploi des ressources relatives à la formation professionnelle continue. **Avant l'Article 22** (p. 7037) : indique que la commission des finances n'a pas examiné l'amendement n° 37 de M. Lamps ; (p. 7048) : indique que la commission des finances n'a pas examiné l'amendement n° 135 de M. Vizet, que des amendements semblables avaient reçu un avis défavorable ; n'a aucune observation à formuler sur l'amendement n° 212 du Gouvernement.

Deuxième partie :

Equipement. — Logement [27 octobre 1976]. **Examen des crédits. Article 46** (p. 7142) : son amendement n° 157 soutenu par M. Torre ; (p. 7143) : son amendement n° 158 soutenu par M. Torre ; amendements n° 157 et n° 158 adoptés ; son amendement n° 159 soutenu par M. Torre ; adopté ; son amendement n° 160 soutenu par M. Torre ; adopté ; son amendement n° 161 soutenu par M. Torre ; adopté ; son amendement n° 162 soutenu par M. Torre ; adopté.

Santé publique et action sociale [29 octobre 1976]. **Examen des crédits** (p. 7301) : son amendement n° 146 défendu par M. Crépeau ; repoussé.

Agriculture. — FORMA, BAPSA. Examen des crédits [5 novembre 1976]. **Article 69** (p. 7618) : son amendement n° 176 soutenu par M. Pranchère ; repoussé.

Culture. Examen des crédits [5 novembre 1976]. **Etat B. - Titre III** (p. 7665) : son amendement n° 141 défendu par M. Josselin ; repoussé. **Titre IV** (p. 7666) : son amendement n° 142 défendu par M. Josselin ; repoussé. **Etat C. - Titre V** : son amendement n° 149 de réduction ; repoussé. **Titre VI** : son amendement n° 150 de réduction ; repoussé. **Article 33** : son amendement n° 155 défendu par M. Josselin tendant à supprimer l'article 33 ; adopté.

Radiodiffusion et télévision. Examen des crédits [16 novembre 1976]. **Article 50** (p. 8089) : son amendement n° 163 soutenu par M. Le Tac ; repoussé.

Industrie et recherche. Examen des crédits [17 novembre 1976]. **Etat B. - Titre III** (p. 8146) : son amendement n° 143 soutenu par M. Schloesing ; adopté.

Services du Premier ministre. — V. Commissariat général du plan d'équipement et de la productivité. — I. Services généraux : aménagement du territoire. — V. Commissariat général du plan d'équipement et de la productivité. Examen des crédits [18 novembre 1976]. **Etat B. - Titre III** (p. 8273) : son amendement n° 145 de réduction défendu par M. Boulloche ; repoussé ; (p. 8274) : son amendement n° 14 5de réduction défendu

par M. Boulloche ; repoussé ; son amendement n° 152 de réduction défendu par M. Boulloche ; repoussé.

Intérieur. Examen des crédits [19 novembre 1976]. **Article 51** (p. 8352) : son amendement n° 164 soutenu par M. Fossé ; adopté.

Taxes parafiscales. Examen des crédits [20 novembre 1976]. **Article 42 : Etat E** (p. 8471) : son amendement n° 156 supprimant les lignes 1 à 77 soutenu par M. Vizet ; retiré ; (p. 8476) : une restructuration sérieuse des industries de l'imprimerie de labeur impossible tant que durera la dictature de la fédération du livre.

Articles et articles additionnels non rattachés. Examen des crédits [20 novembre 1976]. **Article 26** (p. 8510) : est opposé à l'amendement n° 223 de M. Duffaut malgré la valeur des arguments ; le FAC ; assortir les autorisations de programme de crédits de paiement ; l'intérêt de tenir prêts des projets susceptibles d'être mis en œuvre immédiatement ; (p. 8511) : donne son accord à la suppression de la dernière phrase de l'article 26 ; s'oppose à l'amendement n° 215 de M. Dubedout ; la négation du FAC. **Avant l'Article 53** (p. 8516) : s'oppose à l'amendement n° 82 de M. Frelaut ; (p. 8517) : s'oppose à l'amendement n° 266 de M. Poperen ; conteste les deux affirmations de cet amendement ; l'appréciation possible par le Parlement de la portée du régime du bénéfice consolidé ; les fondements juridiques du régime. **Article 53** (p. 8519) : s'oppose à l'amendement n° 128 de M. Marette ; son amendement n° 165 augmentant le montant de la décote modifiant la limite de l'abattement à la huitième tranche ; s'oppose à l'amendement n° 226 de M. Duffaut ; (p. 8520) : s'en remet à la sagesse de l'Assemblée sur la proposition transactionnelle du Gouvernement sur l'amendement n° 165 ; adopté. **Article 54** : son amendement n° 166 fixant un délai pour la mise en application de l'article 54 ; accepte le report au 30 juin 1977 proposé par le Gouvernement ; amendement n° 166 modifié ; adopté. **Article 55** (p. 8521) : la complexité de l'amendement n° 63 de M. Bardol ; s'y oppose ; son amendement n° 167 tendant à rendre les dispositions du Gouvernement plus incitatives ; adopté après modification par le sous-amendement n° 293 de M. Icart. **Article 56** (p. 8522) : s'oppose à l'amendement n° 65 de M. Vizet ; soutient l'amendement n° 261 de M. Ribes faisant entrer dans le champ d'application de l'article 56 les créations de sociétés ; l'amendement n° 261, une mesure marginalement incitatrice à la constitution de nouvelles sociétés ; adopté. **Article 57** (p. 8523) : son amendement n° 168 soutenu par M. Ginoux ; adopté ; son amendement n° 169, conséquence de l'amendement n° 168 ; adopté ; son amendement n° 170 ayant le même objet que l'amendement n° 168 ; adopté ; (p. 8524) : est favorable à l'amendement n° 85 de M. Ginoux ; le dispositif du Gouvernement incomplet et ne permettant pas d'arriver à une vérité comptable ; (p. 8525) : préserver l'homogénéité dans la présentation des comptes des entreprises ; les précautions prises par la constitution de la réserve de réévaluation. **Article 58** (p. 8529) : s'oppose à l'amendement n° 80 de M. Bardol ; son amendement n° 171 précisant la date du décret pris en Conseil d'Etat ; accepte la modification de date demandée par le Gouvernement ; amendement n° 171 rectifié ; adopté. **Article 60** (p. 8532) : s'oppose à l'amendement n° 227 de M. Duffaut ; précise que la commission n'a pas examiné les amendements n° 273 rectifié de M. Donnez et n° 274 de M. Bonhomme ; indique que la commission n'a pas été saisie de l'amendement n° 272 de M. Ferretti. **Article 61** (p. 8533) : son amendement n° 173 soutenu par M. Marette ; n'a pas examiné le sous-amendement n° 66 de M. Gosnat ; ne retire pas le troisième alinéa de son amendement n° 173 concernant l'exportation ; (p. 8534) : s'oppose à l'amendement n° 66 rectifié de M. Gosnat ; troisième alinéa de l'amendement n° 173 ; adopté. **Article 62** : s'oppose à l'amendement n° 67 de M. Combrisson ; (p. 8535) : son amendement n° 174 tendant à la suppression du premier paragraphe de l'article 62 ; la mise en place d'une fiscalité régionale ; le rapport Guichard ; la lutte contre l'inflation ; l'absence de fiscalité régionale proprement dite à l'origine ; le laxisme du Gouvernement ; adopté. **Après l'Article 62** (p. 8536) : est favorable à l'amendement n° 29 de M. Dronne. **Après l'Article 65** (p. 8537) : son amendement n° 175 soutenu par M. Marette ; repoussé ; (p. 8540) : s'oppose à l'amendement n° 130 de M. Marette ; s'oppose à l'amendement n° 64 de M. Lamps ; (p. 8541) : est favorable à l'amendement n° 117 de M. de Rocca Serra ; n'a pas délibéré sur le sous-amendement n° 287 de M. Cerneau ; (p. 8542) : est favorable à l'amendement n° 262 de M. Mario Bénard. **Après l'Article 72** (p. 8544) : s'oppose à l'amendement n° 231 de M. J.-P. Cot ; indique que la commission n'a pas délibéré de l'amendement n° 286 de M. Bouvard.

Seconde délibération [20 novembre 1976] (p. 8549) : l'avis favorable de la commission pour l'ensemble des amendements du Gouvernement, n'a pas analysé l'amendement rétablissant les crédits pour les rapatriés ; analyse des amendements gouvernementaux. **Article 2** (p. 8550) : ses sous-amendements n^{os} 16, 17, 15.

Commission mixte paritaire [15 décembre 1976] (p. 9420, 9421) : les 44 articles votés de manière différente par l'Assemblée nationale et le Sénat ; les neuf dispositions nouvelles ; les modalités et la publicité de l'imposition sur le revenu ; l'imputation des déficits fonciers ; la rémunération des personnes contrôlant une fraction importante du capital d'une société ; la taxe exceptionnelle sur certains éléments du train de vie ; la soumission au taux majoré de la TVA des opérations d'achat, d'importation et de vente portant sur le caviar ; le prélèvement conjoncturel ; la majoration des droits sur les alcools ; la taxe sanitaire et d'organisation des marchés des viandes ; (p. 9422) : la majoration et l'imposition des rentes viagères ; l'augmentation des crédits affectés ; la réduction de la subvention destinée au centre Georges-Pompidou ; les taxes parafiscales ; la prime pour l'amélioration de l'habitat collectif ; la redevance radiotélévision ; les modalités de répartition du FECL ; (p. 9423) : la représentation des agglomérations nouvelles au sein des conseils municipaux ; l'abattement sur le montant imposable des revenus correspondant à des dividendes ; la majoration des coefficients d'amortissement dégressifs ; la déductibilité des dividendes de sociétés cotées en Bourse ; exploitants agricoles et bénéfices réels ; les centres de gestion agréés aux membres des professions libérales ; le plafonnement des frais généraux des entreprises déductibles ; le plafond des ressources fiscales des régions ; les ressources des chambres de métier ; l'exonération de la taxe professionnelle ; la majoration du tarif maximal de la surtaxe sur les eaux minérales ; (p. 9424) : l'exonération de l'impôt sur les spectacles pour les associations agréées ; les cas de perception d'une patente *prorata temporis* : le délai concernant l'incorporation au capital d'une société coopérative agricole ; la réserve de réévaluation ; la taxe instituée au profit du BAPSA ; le mode de répartition des cotisations sociales agricoles ; l'annexe annuelle au projet de loi de finances relative aux taxes parafiscales ; le statut des centres industriels bénéficiant de taxes parafiscales ; le système évolutif de répartition du VRTS ; la retraite mutualiste pour les titulaires de la carte de combattant ; la condition d'âge des veuves des grands invalides pour bénéficier d'une majoration spéciale pour les soins donnés à leur époux ; une allocation complémentaire aux veuves titulaires de la pension ; (p. 9429) : la position de la CMP sur l'article relatif aux droits sur les alcools.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1976** (n° **2630**), rapporteur général. **Première lecture. Discussion générale** [9 décembre 1976] (p. 9123, 9124) : un problème de présentation ; l'ampleur des ajustements et de leur nature ; ses doutes sur la maîtrise par le Gouvernement du budget de fonctionnement ; le blocage budgétaire ; l'exemple des créations d'emplois et des entreprises nationales ; le problème des choix ; ses doutes quant à la politique suivie pour les programmes de l'aéronautique civile ; les tarifs dans le domaine de l'énergie et des transports ; le problème du financement des entreprises publiques ; (p. 9125) : l'équilibre du collectif ; les remboursements de prêts du Trésor ; l'emprunt libératoire ; le déficit réel du budget de 1975 ; le budget de 1976 pénalisé ; le montant du déficit pour les deux années 1975 et 1976 ; déficit et lutte contre l'inflation ; la dette extérieure ; limiter la propression de la dépense publique ; contrôler les administrations ; le caractère indifférencié des abattements de crédit proposés ; (p. 9126): selon le Gouvernement, constat ou ajustement ; la responsabilité du Gouvernement ; l'amendement sur la taxe professionnelle ; les correctifs nécessaires ; les solutions possibles ; le report de la date d'exigibilité de la majoration de la taxe professionnelle ; la correction du système même de cette taxe. **Discussion des articles** [9 décembre 1976]. **Avant l'Article premier** (p. 9151) : s'oppose à l'amendement n° 7 de M. Vizet. **Article premier** (p. 9151) : s'oppose à l'amendement n° 6 de M. Millet. **Article 2** (p. 9152) : son amendement n° 22 : rédactionnel ; adopté. **Article 3** (p. 9155) : s'oppose à l'amendement n° 21 de M. Duffaut. **Après l'Article 3** (p. 9159) : sur l'amendement n° 42 du Gouvernement, indique que la commission des finances a toujours demandé que les dispositions fiscales soient replacées dans leur contexte économique ; demande quelles dispositions particulières seront prises pour assurer un règlement rapide des remboursements ; demande quels seront les délais de règlement ; demande quelle législation sera appliquée en 1977 ; (p. 9163) : son amendement n° 23 prévoyant que les sommes indûment perçues par l'administration fiscale au titre de la majoration exceptionnelle soient remboursées aux contribuables par imputation sur la cotisation fiscale en 1977 ; (p. 9164) : accepte le sous-amendement n° 56 à son amendement n° 23 ; adopté ; (p. 9166) : estime que l'amendement n° 32 de M. Neuwirth représente une amélioration des relations entre l'administration fiscale et les contribuables ; songer à une refonte de la législation fiscale et non seulement des règles de procédure ; la proposition de création d'une magistrature fiscale. **Avant l'Article 4** (p. 9167) : s'oppose à l'amendement n° 2 de M. Gosnat. **Article 4** (p. 9168) : son amendement n° 24 tendant à supprimer l'article 4 ; la réduction du montant de l'aide à la construction ; l'absence de concertation entre les pouvoirs publics et les

organisations intéressées par l'aide à la construction ; adopté. **Après l'Article 4** (p. 9169) : s'oppose à l'amendement n° 3 de M. Gosnat. **Après l'Article 5** (p. 9170) : s'oppose à l'amendement n° 5 de M. Legrand qui s'apparente à une proposition de résolution ; s'oppose à l'amendement n° 20 de M. Chauvet ; (p. 9171) : s'oppose à l'amendement n° 31 de M. Porelli ; (p. 9172) : est favorable à l'amendement n° 35 de M. Guilliod. **Article 6 et Etat A** (p. 9174) : son amendement n° 25 de réduction ; l'absence de maîtrise par le Gouvernement de ses dépenses publiques ; une réduction laissant au Gouvernement la faculté d'aménager les économies au mieux des intérêts publics ; invite le Gouvernement à procéder à des économies ; les crédits correspondent à des dépenses faites ou engagées ; amendement n° 25 ; repoussé. **Titre III** (p. 9176) : s'oppose à l'amendement n° 15 de M. Duffaut. **Titre IV** (p. 9177) : s'oppose à l'amendement n° 16 de M. Duffaut ; l'intérêt de nos liaisons maritimes. **Article 7** (p. 9178) : son amendement n° 26 de réduction ; repoussé. **Article 8** (p. 9180) : son amendement n° 27 de réduction ; repoussé. **Article 9** : son amendement n° 28 de réduction ; repoussé. **Article 10** (p. 9181) : son amendement n° 29 de réduction ; repoussé. Article 11 : s'oppose à l'amendement n° 17 de M. Duffaut. **Après l'article 11** (p. 9182) : s'oppose à l'amendement n° 18 de M. Duffaut ; le caractère confidentiel du document relatif au recouvrement des recettes fiscales et non fiscales. **Commission mixte paritaire** [17 décembre 1976] (p. 9614) : les trois groupes de mesures prévues par le texte de la CMP ; les DDOF ; les dispositions fiscales ou foncières de la fiscalité ; la taxe professionnelle ; le texte adopté par l'Assemblée nationale retenu pour la taxe professionnelle ; (p. 9615) : son observation relative à la procédure ; les amendements discutés devant le Sénat soumis directement à la CMP sans que l'Assemblée nationale ait eu l'occasion d'en discuter ; proposera à la commission des finances que ces textes fassent l'objet d'une discussion en deuxième lecture ; (p. 9618) : commente l'allusion de M. Sablé sur les votes intervenus en CMP.

1977

— **Projet de loi autorisant le Gouvernement à émettre un emprunt bénéficiant d'avantages fiscaux** (n° **2828**), rapporteur général. **Discussion générale** [10 mai 1977] (p. 2576) : l'urgence attachée au lancement de l'emprunt proposé ; l'autorisation parlementaire de l'émission ; les besoins nés du déficit budgétaire ; les raisons du choix opéré par le Gouvernement ; le financement non inflationniste du déficit budgétaire ; le financement des déficits d'exécution des lois de finances pour 1975 et 1976 à l'aide de ressources monétaires ; les caractéristiques de l'endettement de l'Etat ; les conséquences économiques de l'emprunt ; création d'une concurrence entre les émissions ; la faveur donnée aux obligations par rapport aux actions ; les caractéristiques de l'emprunt ; sa durée ; (p. 2577) : la garantie du capital par référence à l'unité de compte européenne ; les avantages fiscaux ; l'abattement spécifique des intérêts de l'emprunt ; les plus-values de remboursement ; le prélèvement libératoire ; la couverture des dépenses courantes par le procédé de l'emprunt ; les conséquences sur l'épargne ; les avantages conférés à l'emprunt. **Discussion des articles. Article premier** (p. 2581) : son amendement n° 1 : nouvelle rédaction de l'article premier ; le caractère clair et précis de la rédaction proposée par la commission ; adopté. **Article 2** (p. 2582) : son amendement n° 2 : suppression des dispositions relatives à la limitation de l'abattement prévu pour l'assiette de l'impôt sur le revenu dû au titre de l'année 1977 ; adopté ; son amendement n° 3 : suppression de la référence à l'article 157 (3°) du code général des impôts ; adopté.

— **Projet de loi aménageant la taxe professionnelle** (n° **2869**). **Discussion des articles** [17 mai 1977]. **Article premier** (p. 2822) : son amendement n° 2 défendu par M. Icart ; adopté.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1977** (n° **2768**), rapporteur général. **Discussion générale** [24 mai 1977] (p. 2916) : la multiplication des lois de finances rectificatives ; la présentation de deux collectifs budgétaires en un seul ; les caractéristiques de la présentation du collectif ; l'évolution des charges constatées en 1976 ; les demandes de crédits ; la rectification des évaluations budgétaires ; la charge d'intérêts de la dette publique ; les ajustements effectués en faveur des entreprises nationales ; (p. 2917) : les contraintes tarifaires et d'exploitation des entreprises publiques ; les conditions financières de la mise en œuvre du projet de train à grande vitesse Paris-Lyon ; la montée de la technostructure ; les ajustements liés aux constats faits en 1976 en matière d'emploi, de formation professionnelle et de compensation démographique des régimes de sécurité sociale ; les modalités de couverture de l'ensemble des dépenses résultant de la mise à jour du budget de 1977 ; l'objet de la lettre rectificative ; le programme du Gouvernement ; les mesures en faveur des personnes âgées, des familles, de l'emploi des jeunes ; le recrutement des 20.000 vacataires ; le développement des actions d'insertion professionnelle ; la prise en charge par l'Etat des

cotisations patronales des jeunes de moins de vingt-cinq ans à la recherche d'un premier emploi ; la prise en charge des apprentis ; l'incitation des départs en retraite ; la majoration des crédits d'équipement : le blocage de la réalisation de nombreuses opérations locales découlant de l'insuffisance des crédits ; (p. 2918) : le financement des charges du programme gouvernemental ; les conséquences financières de l'emprunt : « l'opération vérité » constituée par la lettre rectificative ; l'effort de solidarité nationale. **Discussion des articles** [25 mai 1977]. **Article premier : Etat A** (p. 3007) : l'inscription des crédits budgétaires relatifs au dégrèvement de la taxe de la sécurité sociale dans la première loi de finances rectificative présentée au Parlement. **Avant l'Article 2** (p. 3009) : s'interroge sur le rapport existant entre les interventions des orateurs et l'article 2 du projet de loi. **Après l'Article 2** (p. 3013) : la prise en compte par le Gouvernement de l'observation de la commission sur la forme de l'amendement ; les créations d'emplois ; l'application du texte à un problème économique purement interne ; propose une modification du sous-amendement n° 13 du Gouvernement ; son sous-amendement n° 14 à l'amendement n° 1 du Gouvernement : modification des modalités d'attribution des prêts ; adopté. **Article 2 *bis*** : la modification de l'amendement présenté par M. Gosnat.

— **Projet de loi portant règlement définitif du budget de 1975** (n° **2688**), rapporteur général. **Première lecture. Discussion générale** [8 juin 1977] (p. 3515) : l'importance de l'examen des lois de règlement ; la politique budgétaire menée en 1975 ; la crise ; la diminution du produit intérieur brut en volume ; la politique « indiciaire » ; les incidences budgétaires des diverses mesures de relance de l'économie ; le programme de développement de l'économie ; le déficit du budget ; le niveau des recettes nettes ; l'absence de connaissance exacte du rendement de l'IRPP ; la part des impôts sur la consommation et la part des impôts sur le revenu ; les dépenses effectives du budget général ; l'utilisation du budget de 1975 comme instrument privilégié pour relancer l'économie ; la gestion des crédits ; l'augmentation des reports à la gestion de l'année suivante et les dépassements de crédits ; (p. 3516) : l'explication des reports de crédits ; l'appréciation de la Cour des comptes sur la consommation des crédits ; le niveau des ordonnancements ; la non-utilisation, quinze mois après l'adoption du Plan, de près d'un tiers des crédits de paiement d'investissement ; l'engagement des autorisations de programme ; le dépassement des crédits ; la non-demande à l'occasion d'un collectif des crédits demandés dans la loi de règlement ; la variété des irrégularités des imputations budgétaires ; l'assistance apportée par la Cour des comptes en matière de contrôle des lois de finance et de l'exécution du budget ; les progrès des investigations de la Cour ; la collaboration de la Cour et du Parlement ; la difficulté du suivi de la gestion des autorisations de programme ; le problème de la tenue d'une comptabilité claire des autorisations de programme ; réaliser une comptabilité contradictoirement par les ordonnateurs et les comptables ; le redéploiement d'un crédit d'autorisations de programme anciennes effectuées par le ministre de la défense à l'occasion de la discussion du projet de budget pour 1977 ; l'appréciation de ce redéploiement par la Cour des comptes ; (p. 3517) : le pouvoir des administrations en matière de répartition des aides des entreprises publiques ; le rapport du Parlement sur les fonds publics alloués à titre d'aide aux entreprises publiques ; la nécessité de présenter une récapitulation et une synthèse des aides ; l'insuffisance du chapitre consacré aux crédits d'action de politique industrielle ; les opérations du CIASI ; l'imprécision du chapitre relatif aux industries agricoles et alimentaires ; les différés de versements d'intérêts et d'amortissements auxquels donnent lieu les prêts du FDES ; l'élaboration de règles strictes d'octroi des fonds publics aux entreprises industrielles ; développer l'action du FDES en faveur des petites et moyenens entreprises ; la remise de créances du FDES au profit de la caisse centrale de crédit coopératif. **Discussion des articles. Article 15** (p. 3584) : son amendement n° 2 de suppression ; la situation financière de la caisse centrale de crédit coopératif ; la faillite de sa filiale TRANSCAUP ; l'enquête de la Cour des comptes ; l'imputation des fautes commises à la direction de l'établissement ; l'absence de sanctions des auteurs des fautes ; la nécessité d'un contrôle plus étroit ; l'appréciation de la Cour des comptes sur les risques entretenus par les engagements du crédit coopératif ; le rejet par la commission de l'article 15 du projet de loi ; (p. 3586) : indique qu'il n'a pas le pouvoir de retirer un amendement de la commission ; la responsabilité des pouvoirs publics ; les activités de certalnes filiales de la caisse ; l'apurement du bilan ; la responsabilité d'autorité de tutelle ; l'importance du crédit coopératif ; amendement n° 2 adopté. **Article 17** (p. 3587) : son amendement n° 3 : modification rédactionnelle ; adopté. **Après l'Article 18** (p. 3588) : l'avis favorable de la commission des finances sur l'amendement n° 1 du Gouvernement. **Deuxième lecture. Discussion générale** [30 juin 1977] (p. 4535) : l'historique de la procédure relative à l'article 15 ; le rejet par l'Assemblée de l'article ; le vote du Sénat ; la position de

la commission mixte paritaire ; le contrôle élaboré par le Gouvernement à l'occasion de la discussion des lois de règlement ; l'exercice des droits de contrôle budgétaire du Parlement ; le rapport de l'inspection générale des finances. **Discussion des articles. Article 17** (p. 4536) : son amendement n° 1 de régularisation ; adopté. **Troisième lecture. Discussion générale** [13 décembre 1977] (p. 8663) : l'amendement du Gouvernement tendant à rétablir le concours du Trésor à la caisse centrale de crédit coopératif ; la perte enregistrée par le crédit coopératif ; les responsabilités mises en cause ; la responsabilité personnelle de l'ancien PDG du crédit coopératif ; la transmission par la Cour des comptes à la cour de discipline budgétaire des irrégularités commises ; la responsabilité des dirigeants de la société « La construction moderne française », de l'entreprise générale coopérative du bâtiment, de la société TRANSCAUP ; la responsabilité des autorités de tutelle ; (p. 8664) : le rapport de l'inspection générale des finances ; le caractère peu onéreux de la solution relative à l'apurement des dettes constatées ; contrôler la gestion du crédit coopératif ; réorganiser sa tutelle ; rapprocher le crédit coopératif d'un autre établissement à statut légal spécial ; l'intérêt du contrôle *a posteriori* du Parlement par la voie des lois de règlement budgétaire. **Discussion des articles. Article 15** (p. 8666) : l'avis favorable de la commission sur l'amendement n° 1 du Gouvernement. **Article 17** (p. 8667) : l'avis favorable de la commission sur l'amendement n° 2 du Gouvernement.

— **Projet de loi relatif au contrôle de la concentration économique et à la répression des ententes illicites et des abus de position dominante** (n° **2388**). **Lettre rectificative n° 2754. Discussion des articles** [9 juin 1977]. **Article 21 : Article 53 de l'ordonnance n° 45-1483 du 30 juin 1945** (p. 3643) : son amendement n° 45 soutenu par M. Gantier ; repoussé. **Article 59 de l'ordonnance n° 45-1483 du 30 juin 1945** (p. 3646) : son amendement n° 46 : non-soumission de l'exercice de l'action publique et de l'action civile à la publication des décisions ministérielles prises en application des articles 53, 54 et 55 de l'ordonnance ; adopté.

— **Projet de loi accordant des garanties de procédure aux contribuables en matière fiscale et douanière** (n° **2769**), rapporteur général. **Discussion générale** [22 juin 1977] (p. 4058) : le divorse entre les citoyens et leur administration ; la haute qualité de l'administration française ; le rôle grandissant des techniciens dans les structures administratives ; (p. 4059) : la technostructure ; la réflexion sur les conditions de l'exercice du pouvoir dans les états industriels modernes ; la réconciliation des Français et de leur administration ; la nécessité de réformes plus vastes et plus décisives ; le code général des impôts ; l'obscurité et la complexité du texte ; la formation des textes par stratifications successives ; le code des douanes ; l'élaboration occasionnelle des textes ; leur expression hermétique ; la lenteur d'évolution des textes ; le caractère souvent incohérent et illogique des règles ; le contentieux fiscal ; les conséquences pour les contribuables ; le caractère dépassé de certaines prérogatives ; la mauvaise répartition de la charge contributive ; la fraude ; la nécessité de clarifier les textes ; la nécessité d'une vaste réforme fiscale ; la nature de la fiscalité nouvelle ; (p. 4060) : le principe d'une grande réforme de la fiscalité ; dépasser une conception purement fiscaliste de la fiscalité ; la prise en compte des facteurs moraux, sociaux, économiques et politiques ; la fraude légale ; les transferts sociaux ; la situation des entreprises ; les facteurs économiques ; la taxe professionnelle ; l'imposition des plus-values ; la fixation à 100 % de l'avoir fiscal en Allemagne ; les facteurs politiques ; conjuguer la fiscalité et la liberté ; les orientations principales de la réforme fiscale ; la détermination du système fiscal en fonction des finalités économiques, sociales et politiques recherchées ; le rééquilibre des impôts directs et indirects ; l'intégration, dans une conception globale, des charges contributives, des impôts locaux et des charges sociales ; l'harmonisation des procédures fiscales et des compétences juridictionnelles ; les précautions dans la réécriture du code général des impôts ; former les contribuables à leur devoir fiscal ; la portée du texte ; (p. 4061) : la limitation de ces objectifs ; l'alignement du droit fiscal sur le droit général ; le champ d'application de l'infraction fiscale et du comité du contentieux fiscal ; la limitation des mesures à la phase juridictionnelle ; les améliorations proposées ; les amendements de la commission ; la réforme de la taxation d'office ; la notification aux contribuables ; le pouvoir d'intervention de la commission départementale pour les affaires contentieuses portant sur moins de 300.000 F de droit ; l'audition du contribuable par les magistrats ; les conditions de détermination de l'assiette des impôts ; le risque de fraude ; la nécessité de procédures de contrôle ; (p. 4062) : les différents cas sur lesquels la commission des finances n'a pas déposé d'amendements ; la clarification du langage ; le problème du refus des expertises ; l'indépendance du droit pénal et du droit fiscal établie par la jurisprudence de la Cour de cassation ; l'application de l'article 39 du code général des impôts ; Montesquieu. **Discussion**

des articles [23 juin 1977]. **Article premier** (p. 4109) : l'avis défavorable de la commission des finances sur l'amendement n° 27 de M. Rieubon ; son amendement n° 1 : suppression des dispositions de l'application de la loi au 1er octobre 1977 ; devenu sans objet ; l'avis favorable de la commission des finances sur les amendements proposés par la commission des lois ; son amendement n° 2 rectifié : modification de la composition de la commission des infractions fiscales ; la signification d'inspecteurs généraux des finances au sein de la commission des infractions fiscales ; (p. 4111) : l'avis de la commission des finances sur l'amendement n° 34 de M. Lauriol ; la présence des inspecteurs généraux des finances ; amendement n° 2 rectifié adopté ; l'accord de la commission des finances sur l'amendement n° 35 de M. Lauriol ; (p. 4112) : son amendement n° 3 : possibilité pour le ou les contribuables intéressés ou de leur représentant d'être entendus par la commission des infractions fiscales ; la présentation d'un mémoire de défense ; l'information de la commission ; (p. 4113) : l'amendement n° 54 de M. Claudius-Petit ; l'appréciation par la commission des infractions fiscales des informations ou des arguments donnés par le contribuable concerné ; amendement n° 3 repoussé. **Après l'Article premier** (p. 4114) : l'avis défavorable de la commission des finances sur l'amendement n° 37 de M. Lauriol ; les conséquences sur l'action de la commission des infractions fiscales de la saisine des dossiers actuellement en instance ; (p. 4115) : l'avis défavorable de la commission des finances sur l'amendement n° 56 rectifié de M. Boulloche ; l'institution de l'automaticité de la saisine ; l'objet du projet de loi ; son amendement n° 4 : conditions et modalités d'application de la procédure d'imposition d'office ; l'indistincte application de la sanction de la taxation d'office ; (p. 4116) : la réserve de la procédure de la taxation d'office aux cas dans lesquels la carence du contribuable ou sa mauvaise foi sont manifestes ; la justification de l'amendement n° 4 ; la limitation de la taxation d'office aux cas les plus graves ; amendement n° 4 adopté ; (p. 4117) : son amendement n° 5 : assistance par un conseil des contribuables au cours des vérifications de comptabilité ou au cours des vérifications approfondies de leur situation fiscale d'ensemble ; adopté ; son amendement n° 62 : information des redevables par l'administration de la nature et des motifs détaillés du redressement envisagé ; demande au ministre de prier l'administration de s'adresser aux contribuables en langage clair ; amendement n° 62 adopté. **Article 2** (p. 4117) : son amendement n° 6 : prise en compte dans l'établissement de la récidive de la promulgation de la présente loi ; devenu sans objet (p. 4118) ; son amendement n° 7 : non-application des dispositions sauf le cas de faute personnelle à ceux qui font profession d'accomplir pour autrui des formalités de douane ; adopté. **Article 3** (p. 4118) : son amendement n° 8 : doublement du taux maximal en cas de récidive ; adopté. **Article 4** (p. 4118) : l'avis défavorable de la commission des finances sur l'amendement n° 40 de M. Lauriol ; le caractère paradoxal de la limitation du pouvoir d'application du juge ; son amendement n° 9 : modification rédactionnelle ; adopté. **Article 5** (p. 4119) : son amendement n° 10 : suppression de certaines restrictions aux pouvoirs du tribunal, relatives à la confiscation des moyens de transport ; accepte le sous-amendement n° 65 du Gouvernement ; amendement n° 10 adopté après adoption du sous-amendement n° 65 du Gouvernement ; l'avis favorable de la commission des finances sur l'amendement n° 41 de M. Lauriol ; les conséquences d'une éventuelle adoption de cet amendement ; (p. 4120) : son amendement n° 11 : modification rédactionnelle ; adopté ; son amendement n° 12 : nouvelle rédaction du troisième alinéa de l'article 430 du code des douanes ; adopté ; les raisons de l'avis défavorable de la commission des lois sur l'amendement n° 26 de M. Hector Rolland. **Article 6** (p. 4120) : son amendement n° 13 : rédaction plus générale de l'article 6 ; repoussé ; (p. 4121) : l'avis non défavorable de la commission des finances sur l'amendement n° 43 de M. Lauriol ; son amendement n° 14 : suppression de l'arsenal des sanctions prévues par l'article 6 du retrait temporaire du permis de conduire un véhicule automobile ; (p. 4122) : l'absence d'avis de la commission des finances sur les amendements nos 44, 45 et 46 de M. Lauriol et n° 64 du Gouvernement ; amendement n° 14 repoussé ; (p. 4123) : son amendement n° 15 : application des articles 1750 et 1817 du code général des impôts aux délits commis antérieurement à l'entrée en vigueur de la présente loi ; adopté ; (p. 4124) : l'avis favorable de la commission des finances sur l'amendement n° 48 de M. Lauriol. **Article 7** (p. 4124) : se déclare favorable à l'amendement n° 31 de M. Icart. **Article 8** (p. 4124) : l'avis défavorable de la commission des finances sur l'amendement n° 57 de M. Boulloche ; (p. 4128) : son amendement n° 16 : modalités d'instruction et d'obtention des demandes de remise de sanctions fiscales ; adopté ; son amendement n° 17 de coordination ; devenu sans objet. **Après l'Article 8** (p. 4128) : l'avis favorable de la commission des finances sur l'amendement n° 50 de M. Lauriol ; l'avis favorable de la commission des finances sur l'amendement n° 51 de

M. Lauriol. **Avant l'Article 9** (p. 4129) : l'accroissement des garanties des contribuables face à l'administration fiscale. **Article 9** (p. 4130) : son amendement n° 18 : l'audition des contribuables intéressés ou de leur représentant par le comité de contentieux fiscal, douanier et des changes ; l'objectivité de l'information du comité de contentieux fiscal ; les avantages de la procédure orale sur la procédure écrite pour la consultation des contribuables ; amendement n° 18 repoussé ; (p. 4131) : son amendement n° 19 : suppression du recours au comité de contentieux en matière de contributions indirectes, et de douanes en cas de dépôt de plaintes par l'administration ; adopté ; son amendement n° 20 : suppression de la présence des inspecteurs généraux des finances au sein du comité de contentieux ; adopté ; (p. 4132) : le non-examen par la commission des finances du sous-amendement n° 67 de M. Gerbet ; l'avis favorable de la commission des finances sur l'amendement n° 60 de M. Boulloche ; son amendement n° 21 : publication du rapport annuel du comité de contentieux ; adopté ; son amendement n° 22 : suppression des dispositions relatives à la date d'application de l'article ; devenu sans objet. **Article 10** (p. 4133) : l'avis favorable de la commission des finances sur l'amendement n° 53 de M. Lauriol. **Après l'Article 10** (p. 4133) : son amendement n° 23 : conditions dans lesquelles les comités départementaux des impôts indirects et des douanes sur le chiffre d'affaires peuvent émettre des avis sur les propositions de transactions de remises n'excédant pas certaines limites ; le champ d'application du comité de contentieux ; la prise en compte des demandes s'appliquant à des sommes inférieures à 300.000 F ; (p. 4134) : l'adoption de l'amendement n° 23 à l'unanimité par la commission des finances ; l'éventuel embouteillement des commissions départementales ; les difficultés d'organisation de l'administration ; amendement n° 23 ; repoussé ; l'avis favorable de la commission sur l'amendement n° 61 rectifié de M. Boulloche. **Titre** (p. 4135) : la position du groupe RPR sur le projet de loi. **Deuxième lecture. Discussion générale** [13 décembre 1977] (p. 8667) : les modifications apportées par le Sénat affectant le fond, la forme du texte ; l'amélioration des garanties bénéficiant au contribuable vis-à-vis de l'administration fiscale et douanière. **Discussion des articles. Article premier** *bis* **A** (p. 8668) : son amendement n° 2 : modification rédactionnelle ; adopté ; le non-examen par la commission de l'amendement n° 15 de M. Dehaine ; (p. 8669) : le rejet par la commission de l'amendement n° 1 de M. Neuwirth. **Article premier** *bis* (p. 8670) : le non-examen par la commission de l'amendement n° 16 de M. Dehaine ; (p. 8671) : le non-examen par la commision de l'amendement n° 19 du Gouvernement. **Article premier** *quater* : le non-examen par la commission de l'amendement n° 4 de M. Lauriol. **Article premier** *quinquies* : le non-examen par la commission de l'amendement n° 5 de M. Lauriol ; la nature de la décision prise par l'administration ; (p. 8672) : le caractère facultatif de la réponse de l'administration ; son amendement n° 3 : modification rédactionnelle ; devenu sans objet. **Article 5** : le non-examen par la commission des amendements n° 6 et n° 7 de M. Lauriol. **Article 5** *ter* (p. 8673).

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° 3120), rapporteur général. **Discussion générale** [12 octobre 1977] (p. 6077) : un budget d'accompagnement de la politique économique en cours ; (p. 6078) : budget et politique conjoncturelle ; la marge laissée aux décisions nouvelles ; les efforts budgétaires ; la progression du budget militaire ; le sort privilégié réservé au budget des affaires étrangères et de la justice ; le relèvement des crédits de paiement ; les dotations des programmes d'action prioritaire ; l'augmentation de la masse des ressources fiscales ; le prélèvement supplémentaire sur l'IRPP ; l'abattement de 10 % sur les retraites et les pensions ; le sort des travaux relatifs à l'étude et à la révision des comptes des entreprises nationales ; la prévision d'un déficit ; la couverture du déficit ; l'inévitable réadaptation des mesures budgétaires au regard des résultats des échéances politiques ; les taux de croissance pour 1977 et pour 1978 ; la médiocrité de l'environnement international ; (p. 6079) : l'ampleur et le devenir des problèmes de la France ; la crise pétrolière ; ses conséquences ; les résultats de l'action conjoncturelle ; les contraintes de temps de cette action ; la dégradation de l'emploi, prix de l'assainissement économique ; la stiuation conjoncturelle de l'Allemagne fédérale et de la Grande-Bretagne ; les conséquences d'une relance massive de la consommation ; la corrélation qui unit le taux d'expansion et l'équilibre extérieur ; (p. 6080) : l'ignorance par les mécanismes keynésiens des tensions des comportements inflationnistes et des problèmes liés à l'ouverture des économies sur l'extérieur ; la responsabilité des pouvoirs publics en matière de réorganisation des structures ; le rythme de la croissance ; le problème fondamental d'adaptation de l'économie aux nouvelles conditions du monde ; les menaces qui pèsent sur l'avenir de la France, les préoccupations des programmes électoraux ; la définition d'une politique démographique pour l'Occident ; la nécessité d'une politique d'approvisionnement en matières premières et en énergie

pour l'Europe ; (p. 6081) : la stratégie à définir devant l'industrialisation rapide des pays du tiers-monde ; le bouleversement de la division internationale du travail ; le risque d'un retour au protectionnisme ; la définition de la politique de l'emploi ; les conséquences de la mobilité du travail ; les solutions au problème de l'emploi ; l'interdiction de licencier ; la réduction du temps de travail ; l'ajustement de l'offre et de la demande d'emploi ; la mise en place d'une nouvelle stratégie économique ; l'émergence d'un état de guerre permanent ; l'exacerbation des nationalismes ; la sauvegarde de l'indépendance et du niveau de vie des Français.

Première partie :

Discussion des articles [13 octobre 1977] : **Article 4** (p. 6135) : son amendement n° 13 : modification rédactionnelle ; adopté. **Après l'Article 5** (p. 6136) : l'avis défavorable de la commission sur l'amendement n° 27 de M. Boulloche. **Article 6** (p. 6137) : les raisons qui ont motivé l'amendement n° 5 de M. Chinaud ; le rejet par la commission des finances de l'amendement n° 28 de M. Boulloche. **Avant l'Article 10** : la définition des produits de première nécessité ; la nature de l'impôt sur la fortune proposé par l'amendement n° 56 de M. Vizet ; (p. 6138) : l'avis probablement défavorable de la commission des finances sur l'amendement n° 56 ; le non-examen de l'amendement n° 57 de M. Frelaut par la commission des finances. **Après l'Article 10** (p. 6140) : le non-examen de l'amendement n° 38 de M. Boudon par la commission. **Article 11** : l'irrecevabilité du dispositif de taxation nationale proposé par l'amendement n° 1 rectifié de M. Pranchère ; la surcompensation à laquelle aboutirait l'élévation des taux des remboursements forfaitaires ; le caractère européen de la taxe instituée par l'amendement n° 1 rectifié de M. Pranchère ; (p. 6141) : l'opposabilité de l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° 1 rectifié. **Article 13** : l'opposition de la commission à l'amendement n° 60 de M. Rieubon ; la situation financière des entreprises. **Article 15** (p. 6142) : son amendement n° 16 de suppression ; les raisons qui ont milité en faveur du rejet de l'article 15 par la commission des finances ; repoussé. **Article 17** (p. 6143) : son amendement n° 17 de suppression ; les raisons qui ont milité en faveur de la suppression de l'article 17 ; repoussé ; (p. 6144) : le rejet par la commission de l'amendement n° 61 de M. Frelaut ; la capacité financière des entreprises françaises. **Après l'Article 18** (p. 6145) : le non-examen par la commission de l'amendement n° 63 de M. Ducoloné. **Article 19** (p. 6147) : le rejet par la commission de l'amendement n° 64 de M. Gosnat ; les conséquences de la suppression du régime des provisions pour reconstitution de gisements sur la recherche pétrolière française ; (p. 6148) : l'avis favorable de la commission sur l'article 19. **Après l'Article 20** (p. 6149) : le rejet par la commission de l'amendement n° 33 de M. Boulloche. **Article 23** : l'avis favorable de la commission sur l'amendement n° 125 du Gouvernement ; la compensation des pertes pour les collectivités découlant de la suppression de la taxe départementale et communale sur les ventes publiques de biens meubles corporels. **Article 24** : le non-examen par la commission de l'amendement n° 126 du Gouvernement. **Article 27** (p. 6150) : le non-examen par la commission de l'amendement n° 66 de M. Rieubon ; l'adoption par la commission de l'article 27 ; le non-examen par la commission de l'amendement n° 35 de M. Boulay. **Après l'Article 29** (p. 6151) : le non-examen par la commission de l'amendement n° 69 rectifié de M. Berthelot ; la position négative de la commission sur le relèvement des taxes affectées à la formation professionnelle [18 octobre 1977]. **Avant l'Article 2** (*suite*) (p. 6202) : le blocage du système fiscal français ; la nécessité d'un examen d'un projet d'ensemble de réformes fiscales ; l'avis défavorable de la commission sur l'amendement n° 47 de M. Boulloche ; (p. 6204) : la nécessité d'un examen préalable d'une réforme globale de la fiscalité française ; le rejet par la commission de l'amendement n° 49 de M. Combrisson. **Article 2** (*suite*) : le relèvement du barème de l'impôt ; l'unification des conditions d'imposition des différentes catégories de contribuables ; l'institution d'un abattement de 10 % sur les pensions et retraites ; (p. 6206) : l'avis défavorable de la commisison sur les amendements n° 110 rectifié de M. Combrisson et n° 22 de M. Boulloche ; la remise en cause du système du quotient familial par l'amendement n° 50 du M. Rieubon ; l'avis défavorable de la commission sur cet amendement. **Rappel au règlement de M. Bertrand Denis** (p. 6207) : l'avis défavorable de la commission sur l'amendement n° 51 de M. Combrisson ; (p. 6208) : le vote hostile du groupe communiste sur l'amendement déposé par la majorité relatif à l'abattement de 10 % sur les retraites et les pensions ; indique qu'il demandera un scrutin public sur l'amendement n° 111 de M. Bardol ; (p. 6209) : le rejet par la commission de l'amendement n° 52 de M. Bardol ; le rejet par la commission de l'amendement n° 23 de M. Boulloche ; l'opposition de la commission à l'amendement n° 53 de M. Pranchère ; (p. 6210) : l'opposition de la commission à l'amendement n° 24 de M. Boulloche ; le rejet par la commission de l'amendement n° 54 de M. Combrisson. **Après**

l'Article 2 (*suite*) (p. 6211) : les raisons de l'opposition à la commission à l'amendement n° 55 de M. Lamps. **Fait personnel de M. Bardol** : l'opposition de M. Bardol à l'amendement n° 40 déposé par le rapporteur général. **Article 3** (p. 6223) : le caractère déloyal de l'acte de M. Bardol ; l'hostilité du groupe communiste à l'amendement déposé par la majorité ; (p. 6225) : son amendement n° 12 : abattement de 10 % en faveur des contribuables titulaires de pensions ou de retraites et augmentation de l'imposition forfaitaire annuelle due par les personnes morales imposables à l'impôt sur les sociétés et majoration de certains tarifs de droits de timbres et taxes ; l'accroissement de la pression fiscale consécutive au départ à la retraite ; la nécessité de plafonner l'avantage prévu ; le maintien des dispositions prévues en faveur des personnes âgées de plus de soixante-cinq ans ; (p. 6226) : le gage financier de la moins-value proposé ; (p. 6227) : l'avis défavorable de la commission sur le sous-amendement n° 120 de M. Bardol à son amendement n° 12 ; (p. 6228) : le non-examen par la commission du sous-amendement n° 143 du Gouvernement à son amendement n° 12 ; la complication et l'alourdissement du fait de l'amendement du dispositif fiscal existant ; demande à la majorité qui a voté l'amendement de la commission de repousser le sous-amendement n° 143 du Gouvernement ; l'avis défavorable de la commission sur le sous-amendement n° 121 corrigé de M. Bardol à son amendement n° 12 ; le non-examen par la commission du sous-amendement n° 141 du Gouvernement à son amendement n° 12 ; (p. 6230) : l'avis défavorable de la commission sur l'amendement n° 26 corrigé de M. Franceschi ; le niveau élevé des dépenses à engager ; l'importance des ressources venant en compensation des dépenses ; (p. 6231) : les conditions de présentation de son amendement n° 12 et de l'amendement n° 26 corrigé de M. Franceschi ; amendement n° 12 adopté par scrutin public après adoption du sous-amendement n° 141 du Gouvernement. **Article 7** (p. 6235) : l'avis défavorable de la commission sur l'amendement n° 103 de M. Lauriol ; (p. 6237) : le non-examen par la commission de l'amendement n° 131 du Gouvernement ; l'absence d'objection de la part de la commission sur l'amendement n° 132 du Gouvernement. **Après l'Article 7** : le non-examen par la commission de l'amendement n° 133 du Gouvernement. **Article 8** (p. 6238) : son amendement n° 14 de suppression ; le caractère fictif de l'avantage proposé par le Gouvernement ; retiré. **Article 9** (p. 6239) : son amendement n° 15 de suppression ; le caractère improvisé des dispositions relatives à la taxe sur certains éléments du train de vie ; la reconduction d'un texte de nature exceptionnelle ; la non-connaissance des bases taxables et du produit de l'imposition ; amendement n° 15 ; repoussé (p. 6241) : le non-examen par la commission de l'amendement n° 148 rectifié de M. Gantier. **Article 10** (*suite*) (p. 6242) : l'avis défavorable de la commission sur l'amendement n° 12 de M. Bertrand Denis et sur le sous-amendement n° 145 de M. Mario Bénard ; le non-examen par la commission de l'amendement n° 114 rectifié de M. Corrèze. **Article 18** (p. 6245) : le rejet par la commission de l'amendement n° 62 rectifié de M. Vizet ; son amendement n° 18 : institution de la contribution exceptionnelle à la charge des institutions financières en date de 1978 ; adopté ; le non-examen par la commission de l'amendement n° 147 de M. Charles Bignon ; (p. 6246) : le rejet par la commission de l'amendement n° 31 de M. Boulloche ; son amendement n° 19 : fixation à 30.000 F du montant de l'abattement ; repoussé ; l'avis défavorable de la commission sur l'amendement n° 113 corrigé de M. Daillet ; (p. 6247) : le rejet par la commission de l'amendement n° 32 rectifié de M. Boulloche. **Article 21** (p. 6248) : l'avis défavorable de la commission sur les amendements n° 34 de M. Boulloche et n° 65 de M. Pranchère ; la nature de l'activité du législateur de 1977 (p. 6249) : son amendement n° 20 : suppression des dispositions législatives relatives à l'imposition aux sociétés et aux collectivités publiques d'une vignette spéciale pour leurs véhicules ; adopté. **Après l'Article 24** (p. 6250) : l'avis favorable de la commission sur l'amendement n° 115 de M. Partrat. **Après l'Article 25** : le non-examen par la commission de l'amendement n° 14 de M. Robert Fabre. **Après l'Article 28** (p. 6255) : l'avis favorable de la commission sur l'amendement n° 44 de M. Maurice Cornette ; les contraintes subies par le Gouvernement français à Bruxelles ; le non-examen par la commission du sous-amendement n° 144 du Gouvernement à l'amendement n° 44 de M. Maurice Cornette. **Après l'Article 30** (*suite*) (p. 6260) : l'opposition de la commission à l'amendement n° 123 de M. Bertrand Denis. **Article 32** (p. 6261) : l'insuffisance de l'effort de l'Etat en matière de rentes viagères ; (p. 6263) : le non-examen par la commission des amendements n^{os} 136, 137, 138 et 139 du Gouvernement ; le non-examen par la commission de l'amendement n° 151 de M. Mario Bénard.

Deuxième partie :

Budget annexe des monnaies et médailles. Examen des crédits [21 octobre 1977]. **Article 40** (p. 6501) : son amendement n° 88 soutenu par M. Combrisson : suppression de la ligne budgétaire relative aux monnaies et médailles ; repoussé. **Article 41** :

son amendement n° 89 soutenu par M. Combrisson : suppression des dispositions relatives au budget annexe des monnaies et médailles ; repoussé.

Taxes parafiscales. Examen des crédits [21 octobre 1977]. **Article 51 : Etat E. - Ligne 34** (p. 6522) : son amendement n° 91 soutenu par M. Vizet : suppression de la taxe sur les produits de l'horticulture florale, ornementale et des pépinières ; (p. 6523) : repoussé par scrutin public.

Industrie, commerce et artisanat. — I. Industrie. — Examen des crédits [15 novembre 1977] : **Etat B. - Titre IV** (p. 7452) : son amendement n° 85 soutenu par M. Plantier : réduction de crédits ; repoussé.

Equipement et aménagement du territoire - logement. Examen des crédits [17 novembre 1977]. **Article 57** (p. 7599) : son amendement n° 92 de suppression soutenu par M. Torre ; repoussé.

Services du Premier ministre. Services généraux : services divers. Journaux officiels. Secrétariat général de la défense nationale. Conseil économique et social. Examen des crédits. Secrétariat général de la défense nationale [18 novembre 1977] : **Etat B. - Titre III** (p. 7699) : son amendement n° 86 soutenu par M. Ribadeau Dumas : réduction de crédit ; repoussé. **Etat C. - Titre V :** son amendement n° 87 soutenu par M. Ribadeau Dumas : réduction des autorisations de programme et des crédits de paiement ; repoussé.

Comptes spéciaux du Trésor. Examen des crédits [18 novembre 1977]. **Article 43** (p. 7737) : son amendement n° 90 soutenu par M. Savary : définition des secteurs d'affectation du FSIR ; devenu sans objet. **Après l'Article 77** (p. 7738) : son amendement n° 99 soutenu par M. Savary : soumission des sociétés ou groupes de sociétés exerçant une activité dans les domaines de l'informatique au contrôle économique et financier de l'Etat ; repoussé.

Articles et articles additionnels non rattachés [18 novembre 1977]. **Après l'Article 59** (p. 7743) : l'avis défavorable de la commission sur l'amendement n° 73 de M. Frelaut. **Article 60** (p. 7744) : le non-examen par la commission de l'amendement n° 201 de M. Besson ; la crise des finances locales ; le blocage de l'évolution des mécanismes de répartition du VRTS ; (p. 7746) : l'avis défavorable de la commission sur l'amendement n° 74 de M. Frelaut. **Article 61** (p. 7747) : l'avis défavorable de la commission sur l'amendement n° 167 de M. Boulloche. **Après l'Article 61** (p. 7751) : l'avis défavorable de la commission sur l'amendement n° 168 rectifié de M. Boulloche ; le caractère discriminatoire des dispositions de l'amendement ; (p. 7752) : l'avis défavorable de la commission sur l'amendement n° 169 de M. Boulloche ; la raison d'être des dispositions fiscales prises en faveur des comptes bloqués. **Article 63** (p. 7753) : son amendement n° 93 soutenu par M. Chauvet : modalités de plafonnement des valeurs nettes réévaluées des immobilisations ; adopté ; (p. 7754) : l'avis défavorable de la commission sur l'amendement n° 170 de M. Boulloche ; son amendement n° 94 : éléments devant être précisés par un décret en Conseil d'Etat fixant les conditions d'application de l'article ; adopté ; son amendement n° 95 : possibilité offerte aux contribuables de réévaluer librement leurs actifs dans les conditions du droit commun ; (p. 7755) : la faculté offerte aux entreprises de procéder à une réévaluation libre postérieurement à la réévaluation légale ; repoussé ; son amendement n° 96 : absence d'effet de la réévaluation sur l'assiette des impôts locaux ; adopté ; (p. 7756) : le non-examen par la commission de l'amendement n° 243 du Gouvernement. **Article 65 :** le non-examen par la commission de l'amendement n° 244 du Gouvernement. **Après l'Article 65 :** son amendement n° 97 soutenu par M. Dehaine : conditions de revalorisation de la TVA en cas d'application du régime simplifié de liquidation des taxes sur le chiffre d'affaires ; adopté. **Article 67** (p. 7757) : l'accord de la commission sur l'amendement n° 245 du Gouvernement ; l'article 52 de la loi d'orientation du commerce et de l'artisanat relatif à l'aide publique aux entreprises en vue de leur conversion ; (p. 7758) : l'avis défavorable de la commission sur l'amendement n° 172 de M. Boulloche ; les avantages de la procédure de l'agrément ; la disparité des communes. **Après l'Article 67** (p. 7759) : l'avis défavorable de la commission sur l'amendement n° 36 de M. Madrelle et sur l'amendement n° 124 de M. Vizet ; l'ambiguïté de l'expression « domaine privé » ; le caractère non dissuasif de la taxe sur la publicité ; (p. 7760) : les raisons ayant justifié le rejet par la commission de l'amendement n° 77 de M. Frelaut. **Après l'Article 70** (p. 7761) : l'avis défavorable de la commission sur l'amendement n° 164 de M. Frelaut ; la modification de la taxe d'habitation ; la surimposition des salariés ; l'avis défavorable de la commission sur l'amendement n° 156 de M. Notebart ; (p. 7762) : l'avis défavorable de la commission sur l'amendement n° 166 de M. Frelaut ; le non-examen par la commission de l'amendement n° 234 de M. Le Theule ; (p. 7763) : le non-examen par la commission des amendements n°s 246 du Gouvernement et 249 de M. Debré. **Après l'Article 72** (p. 7764) : l'avis favorable de la commission sur l'amendement n° 179 de M. Chauvet.

Crédits et articles réservés [18 novembre 1977]. **Article 71** (p. 7765) : l'avis défavorable de la commission sur l'amendement

n° 180 de M. Gilbert Faure ; la remise en question du vote réalisé sur les recettes du budget.

Articles de récapitulation [18 novembre 1977]. **Seconde délibération. Article 3** (p. 7772) : l'application de l'abattement de 10 % sur le montant des pensions ou des retraites dans la limite de 3.000 F. **Article 33** (p. 7777) : la concertation entre le Gouvernement et le Parlement.

Commission mixte paritaire [15 décembre 1977] (p. 8781) : les travaux de la commission mixte paritaire ; l'encadrement des effets du quotient familial sur l'impôt sur le revenu ; la pratique par les contribuables retraités d'un abattement de 10 % sur le montant de leur pension ; le rejet de l'exclusion du bénéfice de l'abattement des retraités de moins de soixante ans ayant repris une activité rémunérée ; l'application du taux majoré de la TVA aux opérations de crédit-bail portant sur les locations de longue durée de voitures ; la majoration du droit de timbre ; la limitation de l'application de l'abattement de 20 % pour le calcul de l'impôt sur le revenu pour certains dirigeants salariés de sociétés ; l'abattement accordé aux adhérents des centres de gestion agréés ; la franchise et la décote en matière de TVA bénéficiant aux organismes et œuvres sans but lucratif ; la taxe sur les éléments du train de vie ; l'application du taux réduit de la TVA sur les prestations de logement fournies par les hôtels non homologués de tourisme et les locations en meublé ; l'application du taux majoré de la TVA aux produits de parfumerie ; (p. 8782) : les avantages accordés aux nouvelles entreprises ; la contribution exceptionnelle à la charge des institutions financières ; l'aménagement des droits de succession et de donation en ligne directe ou entre époux ; la taxation des plus-values pour les opérations réalisées dans le cadre d'une expropriation pour cause d'utilité publique ; la fixation du prélèvement sur le produit de la taxe intérieure sur les produits pétroliers au profit du FSIR ; la taxe sur les produits forestiers ; la recherche de ressources complémentaires pour le développement du sport ; l'habilitation du fonds national d'aide au sport de haut niveau à aider les clubs sportifs ; le prélèvement sur les produits du loto ; son affectation au crédit de la jeunesse et des sports ; la majoration des rentes viagères ; le plafond d'imposition des arrérages de rentes viagères ; la répartition du produit de la redevance sur les récepteurs de télévision ; la suppression du fonds d'égalisation des charges de la région Ile-de-France ; la répartition inégalitaire des dotations du FECL entre les collectivités bénéficiaires ; (p. 8783) : la réévaluation des immobilisations amortissables ; l'application du régime simplifié des taxes sur le chiffre d'affaires ; l'exonération des organismes d'HLM de la taxe départementale sur les espaces verts ; l'exonération de la taxe sur les salaires au profit des services départementaux de lutte contre l'incendie ; (p. 8791) : l'absence d'avis de la CMP sur l'amendement n° 1 du Gouvernement.

PAQUET (Aimé)

Député de l'Isère
(1re circonscription)
(RI).

Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'aménagement du territoire, de l'équipement, du logement et du tourisme du 12 avril 1973 au 27 février 1974, puis médiateur.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 734).

S'inscrit au groupe des républicains indépendants [2 avril 1973] (p. 745).

Président du groupe des républicains indépendants [2 avril 1973] (p. 745).

Est nommé secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'aménagement du territoire, de l'équipement, du logement et du tourisme (deuxième Gouvernement Messmer). Décret du 12 avril 1973 [*J.O.* du 13 avril 1973] (p. 4331).

Le président de l'Assemblée nationale prend acte de la cessation, le 12 mai 1973, de son mandat de député [15 mai 1973] (p. 1276).

Il est mis fin, sur présentation de la démission du Gouvernement, à ses fonctions de secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'aménagement du territoire, de l'équipement, du logement et du tourisme (deuxième Gouvernement Messmer). Décret du 27 février 1974. [*J.O.* du 28 février 1974] (p. 2316).

Est nommé médiateur. Décret du 21 juin 1974. [*J.O.* du 22 juin 1974] (p. 6636).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [5 avril 1973] (p. 755).

DÉPOTS

Dépôt du rapport annuel d'activité du médiateur pour 1974 [25 avril 1975] (p. 2156), pour 1975 [7 mai 1976] (p. 2833), pour 1976 [6 avril 1977].

QUESTIONS

Réponses en qualité de secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'aménagement du territoire, de l'équipement, du logement et du tourisme :

• *aux questions d'actualité de :*

— **M. Péronnet : Etalement des vacances** [22 juin 1973] (p. 2466, 2467) : octroi de prestations intéressantes à des prix réduits aux touristes hors saison ; relèvement des prestations vieillesse ; problème des loisirs.

— **M. Baumel : Sécurité des poids lourds** [22 juin 1973] (p. 2468) : mesures tendant à diminuer les risques inhérents à la circulation des poids lourds et les dangers entraînés par le transport de matières dangereuses.

• *aux questions orales sans débat de :*

— **M. Barrot** (n° **1823**) : **Equipement touristique montagnard** [22 juin 1973] (p. 2475, 2476) : développement de l'hôtellerie familiale en espace rural ; dispositions du plan neige ; équipement des régions de petite et moyenne montagne.

— **M. Brochard** (n° **2485**) : **Accidents de la circulation** [22 juin 1973 (p. 2481) : mesures prises pour réduire le nombre de ces accidents ; limitation de vitesse ; port de la ceinture de sécurité ; équipement des poids lourds.

• *aux questions d'actualité de :*

— **M. Weber : TVA appliquée aux terrains de camping** [29 juin 1973] (p. 2707) : son intervention auprès du ministre des finances pour que le camping-caravaning et l'hôtellerie soient soumis au même taux de TVA.

— **M. Alain Vivien : Personnel de la mission d'aménagement de Melun-Sénart** [29 juin 1973] (p. 2700) : causes de la grève des services de cette mission d'aménagement ; diversité des statuts des agents.

— **M. Mario Bénard : Prolifération des terrains de camping** [29 juin 1973] (p. 2714).

— **M. Méhaignerie : Entreprises dans les villes nouvelles** [29 juin 1973] (p. 2714, 2715) : politique gouvernementale en matière d'implantations d'emplois dans la région parisienne ; effort fait en faveur de la décentralisation industrielle.

INTERVENTIONS

En qualité de secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'aménagement du territoire, de l'équipement, du logement et du tourisme :

1973

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la défense contre les eaux** (n° **357**). **Discussion générale** [14 juin 1973] (p. 2149) : améliorations apportées par le Sénat ; rappel de la législation relative à la défense contre les eaux ; possibilité de création d'organismes mixtes ; bénéfice des possibilités accordées aux associations syndicales privées ; entretien des ouvrages ; allégements des procédures administratives ; ses observations sur la proposition de loi de M. Bignon ; nature réglementaire des dispositions qu'elle contient ; donne l'assurance que le Gouvernement en tiendra compte dans les décrets d'application ; rejet par la commission des dispositions adoptées par le Sénat et relatives aux baux ruraux. **Discussion des articles. Avant l'Article premier** (p. 2151) : ses observations sur le déroulement du débat : demande la discussion de l'amendement tendant à la suppression de l'article 15 *bis* introduit par le Sénat. **Article premier** (p. 2152) : ses observations sur l'amendement de M. Garcin, problème de l'aide de l'Etat, sa réponse à M. Cazenave sur les travaux envisagés au bassin d'Arcachon ; (p. 2153) : crédits des ministères de l'agriculture et de l'équipement, son acceptation d'une référence à l'aide éventuelle de l'Etat, sa réponse à M. Garcin sur la réalisation de l'autoroute d'Aubagne, possiblité d'un recours devant les tribunaux administratifs, son opposition à l'amendement de M. Garcin, son inutilité compte tenu de la jurisprudence administrative sur les dommages causés par un ouvrage public, son caractère dangereux pour les éventuelles victimes d'un dommage, s'en remet au vote de l'Assemblée. **Article 4** (p. 2154) : ses observations sur l'amendement de M. Bignon, accepte l'amendement. **Article 5** *bis* (p. 2155) : ses observations sur l'amendement introduit par le Sénat, conditions de son adoption, son acceptation du texte du Sénat après vote du sous-amendement de M. Eberhard, s'en remet à la sagesse de l'Assemblée, réforme du statut du fermage. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [28 juin 1973]. **Article premier** (p. 2625) : arguments en faveur du retrait de l'amendement de M. Garcin.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux unions d'associations syndicales** (n° **356**). **Discussion générale** [14 juin 1973] (p. 2156) : s'en remet aux propos du rapporteur.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° **646**). *Deuxième partie :*

Aménagement du territoire, équipement, logement et tourisme. — Tourisme [15 novembre 1973] (p. 5809) : civilisation des vacances et des loisirs ; (p. 5810) : rend hommage aux

rapporteurs et à l'action de M. Anthonioz ; tourisme richesse économique ; son effet multiplicateur sur l'ensemble de l'économie ; attitude restrictive des Etats-Unis à l'égard du développement du tourisme à l'étranger ; effort de promotion du tourisme à l'étranger ; balance des paiements ; phénomène des vacances ; droit aux vacances et aux loisirs ; exigence politique et sociale de la civilisation des loisirs ; politique sociale du tourisme ; démocratisation des vacances et accès plus facile des familles aux loisirs ; annonce le dépôt d'un amendement du Gouvernement tendant à augmenter les crédits du secrétariat d'Etat ; intervention du FIAT, crédits affectés aux maisons familiales de vacances ; (p. 5811) : aide à la pierre et aide à la personne, réorientation de l'aide à l'hôtellerie ; aide à l'hôtellerie « une étoile » et « deux étoiles » et à l'hôtellerie familiale et rurale ; banalisation des hébergements ; fiscalité des locations en meublé de vacances ; étalement des vacances dans le temps ; travaux du conseil supérieur du tourisme ; stations pilotes ; expériences régionalisées ; action d'information ; aide aux personnes du troisième âge à accéder aux loisirs ; expérience d'aménagement du calendrier scolaire par région ; étalement des vacances dans l'espace ; aménagement de l'espace rural ; missions interministérielles ; (p. 5812) : aide aux collectivités locales dans leur effort d'équipement touristique ; retour à l'espace rural ; annonce le dépôt d'un amendement du Gouvernement tendant à la progression des crédits destinés à cette action rurale ; action de montagne ; crédits d'aide à la petite et moyenne montagne ; équipement des petites stations ; association des populations locales et des élus locaux à l'élaboration de la politique touristique ; action de regroupement dans le cadre de la régionalisation ; moyens du commissariat général au tourisme ; formation des hommes ; rôle de l'Etat face aux besoins de loisirs et de vacances ; (p. 5813) : budget de décollage ; droit aux vacances et qualité de la vie ; (p. 5820) : répond aux orateurs ; ses propos à l'adresse de l'opposition ; sa réponse à M. Jean-Pierre Cot sur le tourisme social, objectifs et moyens du tourisme social et de l'hôtellerie familiale ; sa réponse à MM. Briane, Virgile Barel et Cot sur la réalisation des objectifs du plan, intervention du FIAT ; sa réponse à MM. Alduy, Brochard, Barel, Bernard-Reymond, Pierre Weber et Sauzedde sur la TVA applicable à l'hôtellerie de préfecture et à l'hôtellerie de luxe ; son intention de poursuivre ses démarches pour que l'hôtellerie de plein air soit assujettie au taux de la TVA de 7 % comme les hôtels classés, préfère que l'hôtellerie de préfecture s'oriente dans la voie de la promotion, paiement de la TVA par les communes ; sa réponse à M. Cot sur les gîtes ruraux dans le département de la Savoie ; (p. 5821) : sa réponse à M. Pierre Weber sur le problème des maisons mobiles ; sa réponse à M. Péronnet sur les agences de voyages, annonce le dépôt avant le printemps 1974 d'un projet de loi qui donnera toutes garanties aux touristes ; sa réponse à M. Alduy sur les problèmes du thermalisme ; sa réponse à M. Sauzedde sur les comités régionaux, programme commun et tourisme social ; sa réponse à M. Jean-Pierre Cot : augmentation des crédits du tourisme social, maîtrise foncière.

PARTRAT (Roger)

Député de la Loire
(4e circonscription)
(UC, puis RCDS).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 734).

S'inscrit au groupe d'union centriste [2 avril 1973] (p. 745).

S'inscrit au nouveau groupe des réformateurs, des centristes et des démocrates sociaux [10 juillet 1974] (p. 3489).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [5 avril 1973] (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202).

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre de la commission d'enquête sur les pratiques des sociétés pétrolières en France [28 juin 1974] (p. 3212).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux économies d'énergie [17 octobre 1974] (p. 5207).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1975 [27 mai 1975] (p. 3263).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1975 [12 septembre 1975] (p. 6257).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de

loi de finances rectificative pour 1976 [9 juin 1976] (p. 3939).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant imposition des ressources provenant de plus-values assimilables à un revenu [9 juillet 1976] (p. 5247).

Membre de la commission d'enquête sur l'utilisation des fonds publics alloués aux entreprises privées ou publiques de construction aéronautique [4 novembre 1976] (p. 7553).

Président de cette commission [10 novembre 1976] (p. 7910).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1977 [14 décembre 1976] (p. 9396).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier [26 mai 1977] (p. 3126).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant règlement définitif du budget de 1975 [29 juin 1977] (p. 4473).

DÉPOTS

— **Proposition de loi relative à certains personnels de la navigation aérienne (n° 742)** [31 octobre 1973].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1976** (n° 1880). — Budgets civils. — **Annexe n° 32 : Services du Premier ministre. I. Services généraux - Fonction publique** (n° **1916**) [10 octobre 1975].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1977** (n° 2524). — Budgets civils. — **Annexe n° 36 : Services du Premier ministre. I. Services généraux - Fonction publique** (n° **2525**) [5 octobre 1976].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1978** (n° 3120). — Budgets civils. — **Annexe n° 35: Services du Premier ministre - Fonction publique** (n° **3131**) [5 octobre 1977].

QUESTIONS

• *question orale sans débat :*

— (n° **2400**) : **Contrôleurs aériens** [15 juin 1973] (p. 2224, 2226, 2227) : atténuation des sanctions prises ; institution d'une procédure de conciliation évitant le renouvellement d'événements aussi regrettables que ceux de février.

• *question au Gouvernement :*

— **Situation de certains officiers contrôleurs de la navigation aérienne** [12 juin 1974] (p. 2613).

• *questions orales avec débat de :*

— **MM. Labbé** (n° **14998**), **Carpentier** (n° **15162**), **Berthelot** (n° **15168**), **Bégault** (n° **15297**), **Cabanel** (n° **15345**) : **Problèmes de l'emploi** [11 décembre 1974] (p. 7707, 7708) : les aspects nouveaux revêtus par l'inflation depuis l'automne 1973 ; la nécessité de prendre des mesures sélectives et ponctuelles ; relance du bâtiment et des travaux publics ; le projet relatif à l'indemnisation due en cas de licenciement collectif ; l'aide nécessaire aux régions engagées dans un effort de rénovation de leurs structures industrielles (vallée de l'Ondaine) ; examen de la possibilité de retraite à soixante ans.

• *questions au Gouvernement :*

— **Garantie de salaire aux travailleurs privés d'emploi** [12 novembre 1975] (p. 8163) : nombre des bénéficiaires de cette garantie ; durée moyenne de chômage des salariés couverts par cet accord ; situation des salariés n'ayant pas retrouvé d'emploi au terme de la période de couverture.

— **Tension de l'électricité industrielle** [23 juin 1976] (p. 4547, 4548) : les conséquences des décisions prises par EDF pour la reprise économique.

— **Diffusion d'une déclaration du Président de la République par la télévision soviétique** [27 octobre 1976] (p. 7097) : coupures pratiquées dans cette déclaration.

— **Situation de l'emploi dans la vallée de l'Ondaine** [10 novembre 1976] (p. 7878) : l'annonce par la société Creusot-Loire de la suppression de 600 emplois dans son établissement industriel de l'Ondaine.

INTERVENTIONS

1973

— **Projet de loi tendant à assurer, en cas de règlement judiciaire ou de liquidation des biens, le paiement des créances résultant du contrat de travail (n° 636). Discussion des articles** [22 novembre 1973]. **Article 7** (p. 6265) : défend l'amendement de M. Berthelot : créances des caisses de congés payés.

1974

— **Projet de loi d'amnistie (n° 1058). Discussion des articles** [20 juin 1974]. **Après l'Article 11** (p. 2846) : son amendement n° 6 relatif aux officiers contrôleurs de la navigation aérienne ; retiré au profit de l'amendement n° 31 de M. Gerbet.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1974 (n° 1110). Discussion générale** [4 juillet 1974] (p. 3318) : indique l'approbation générale des députés centristes sur les objectifs fixés ; l'inflation est un facteur puissant de désintégration sociale ; (p. 3319) : demande la promotion d'une véritable politique de l'épargne.

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° 1180).

Discussion générale [22 octobre 1974] (p. 5321) : l'examen du budget doit être l'occasion de cerner les graves incertitudes de l'avenir immédiat ; (p. 5322) : doute de l'utilité économique de la stérilisation d'une partie des dépenses publiques ; problèmes de l'emploi ; lancer un emprunt national indexé sur les prix mais assorti d'un taux d'intérêt réduit.

1975

— **Projet de loi portant orientation préliminaire du VII^e plan (n° 1685). Discussion générale** [5 juin 1975] (p. 3720) : la rupture que constitue le VII^e plan ; (p. 3721) : la crise pétrolière ; l'entrée des jeunes dans la vie professionnelle ; les mesures structurelles à prendre ; le plan, guide dans le monde de l'incertain ; la priorité fondamentale que constitue l'emploi ; l'aménagement de l'âge de la retraite et de la durée du travail ; rechercher une stratégie tournée vers la création d'emplois qualifiés ; la reconversion industrielle de certaines régions ; améliorer la situation des travailleurs manuels ; stimuler l'utilisation de notre potentiel agricole ; pratiquer une politique industrielle dynamique ; regénérer nos petites et moyennes entreprises ; éviter le saupoudrage en matière d'investissement ; (p. 3722) : poser le problème des sociétés multinationales ; maîtriser l'inflation et redonner confiance à des placements à long terme ; protéger l'épargne populaire au moyen de l'indexation ; faire du progrès économique un instrument d'épanouissement de l'homme ; le problème des priorités ; revoir le système des cotisations et des prestations sociales ; le problème de la décentralisation des responsabilités et de l'aménagement du territoire ; le rôle essentiel des collectivités locales ; apporter une plus grande souplesse dans le recours aux instruments de la politique économique ; approfondir les voies d'une véritable planification participative.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° 1880).

Discussion générale [21 octobre 1975] (p. 7151) : juge trop modeste l'hypothèse de croissance retenue par le Gouvernement ; redoute que ce défaut d'ambition ne nuise au redressement de la situation de l'emploi ; (p. 7152) : approuve la modération de la politique fiscale proposée ; souhaite une intensification de la lutte contre l'évasion fiscale ; regrette que la famille ait été quelque peu oubliée par le projet du Gouvernement ; demande la suppression de certains privilèges fiscaux.

Deuxième partie :

Services du Premier ministre. — Services généraux. — Fonction publique, rapporteur spécial [3 novembre 1975] (p. 7756, 7757) : la possibilité pour l'Etat de suivre l'évolution en nombre et en structure de son personnel ; le nombre des agents auxiliaires et vacataires ; leur progressive titularisation ; la politique de recrutement de l'Etat ; le rôle de l'administration dans l'avenir ; l'augmentation inégale du pouvoir d'achat des fonctionnaires ; le nouveau contrat en cours de négociation ; (p. 7758) : la nécessaire connaissance des rémunérations annexes touchées par les fonctionnaires ; les rapports entre emplois publics et emplois privés ; faire assurer par l'Etat une meilleure protection des fonctionnaires contre les menaces dont ils sont victimes dans l'exercice de leurs fonctions.

Travail [4 novembre 1975] (p. 7855) : consentir un effort particulier en faveur de l'emploi des jeunes ; l'abaissement de l'âge de la retraite ; (p. 7856) : les actions prioritaires à conduire.

Explications de vote sur l'ensemble du projet [19 novembre 1975] (p. 8745) : adapter la procédure budgétaire ; un budget qui est de nature à favoriser la relance ; le vote positif des réformateurs.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la protection des locaux à usage d'habitation (n° 1512). Discussion des articles** [27 novembre 1975]. **Après l'Article 8** (p. 9025) : son amendement n° 13 : maintenir la possibilité d'attribuer par voie de réquisition des logements à des personnes expulsées ou mal logées jusqu'au 1^er janvier 1980 ; adopté.

1976

— **Projet de loi portant imposition des ressources provenant de plus-values assimilables à un revenu (n° 2206). Discussion générale** [2 juin 1976] (p. 3644) : le débat politique est fondamental ; le renvoi en commission serait une manœuvre dilatoire ; tous les groupes

sont partisans de l'incorporation des revenus du capital dans les revenus imposables ; s'il faut écarter l'imposition directe du capital difficile techniquement, les réformateurs approuvent l'imposition des plus-values proposée par le Gouvernement, mais il faut revoir l'ensemble du régime fiscal applicable au patrimoine et prévoir l'indexation de l'épargne populaire ; (p. 3645) : le projet paraît très éloigné des conclusions de la commission Monguilan et de celles du Conseil économique et social du fait du caractère ambigu de son objectif ; mieux vaudrait frapper avant tout les plus-values à court terme ; un projet trop partiel et technocratique, ce qui nuit à son efficacité ; les modifications proposées par la commission des finances ; l'exonération de la première cession d'un bien par un ménage ; des taux différents suivant la nature de l'opération ; l'exonération totale de la résidence principale peut être injuste ; (p. 3646) : nécessité d'inclure les obligations dans le champ d'application du projet ; éviter de trop compliquer la gestion d'un patrimoine mobilier, tel est le sens d'un amendement du rapporteur général de la commission et des trois groupes de la majorité ; ne pas pénaliser les revenus professionnels pour ne pas faire obstacle au développement des PME ; nécessité de la réforme. **Discussion des articles** [10 juin 1976] : **Article 3** (p. 3967) : approuve la position de M. Papon sur l'amendement n° 128 rectifié ; n'est pas favorable au sous-amendement n° 325 du Gouvernement ; [15 juin 1976] : **Article 5** (p. 4124) : soutient l'amendement n° 267 rectifié de M. Mesmin concernant les titulaires de parts de sociétés civiles immobilières ; retiré ; (p. 4127) : son amendement n° 139 : exonération des apports à des sociétés dont le capital n'est pas divisé en actions ; repoussé ; (p. 4129) : insiste pour que l'amendement n° 135 de M. Papon soit adopté du fait d'un problème moral provenant de l'inflation ; demande un scrutin public sur cet amendement ; [16 juin 1976] : (p. 4195) : soutient l'amendement n° 104 de M. Marie prévoyant que l'exonération n'est accordée pour les terres agricoles en état de fermage que lorsque celles-ci font l'objet d'un bail à long terme ; (p. 4196) : retire l'amendement n° 104 ; (p. 4197) : son amendement n° 222 tendant à exonérer les apports faits à certains groupements agricoles ; retire son amendement n° 222 ; (p. 4199) : son amendement n° 226 tendant à exonérer les ménages les plus modestes, les pensionnés non assujettis à l'impôt sur le revenu ; adopté. **Article 6** (p. 4214) : s'oppose à la déductibilité totale des moins-values de l'ensemble des plus-values ; déclare que l'on ne peut pas traiter de la même façon plus-values et moins-values immobilières et plus-values et moins-values mobilières ; souhaite que la commission des finances reconsidère la question pour parvenir à une solution transactionnelle ; (p. 4227) : son amendement n° 223 qu'il retire au profit de l'amendement n° 149 de la commission ; [17 juin 1976] : **Article 10** (p. 4306) : son amendement n° 224 tendant à préciser que les plus-values réalisées dans le cadre d'une activité forestière sont exonérées ; retiré ; (p. 4307) : son amendement n° 225 tendant à étendre le bénéfice de l'exonération aux « paysans-ouvriers » ; (p. 4308) : demande la réserve de son amendement n° 225 jusqu'au vote sur l'amendement n° 168 ; réservé ; (p. 4309) : retire son amendement n° 225 ; [22 juin 1976] : **Titre** (p. 4467) : son amendement n° 268 modifiant le titre, mettant l'accent sur le caractère exceptionnel de l'imposition et en couvrant les deux formes ; (p. 4468) : retire son amendement n° 268 ; propose d'écrire « assimilées » à la place d'assimilables ; retiré. **Explications de vote** [23 juin 1976] (p. 4539) : l'introduction d'un principe nouveau dans la législation fiscale ; la preuve des attitudes réformatrices de la majorité ; juge équitable que la collectivité reçoive une part des plus-values réalisées le plus souvent grâce à un effort collectif ; la discussion a permis de lever les ambiguïtés ; son groupe s'est efforcé d'améliorer les dispositions proposées dans un sens de justice fiscale sans violer les exigences de l'économie ; les dispositions satisfaisantes des amendements qui n'ont pas vidé le projet de sa substance ; les progrès qui restent à faire.

— **Projet de loi portant approbation du VII^e Plan de développement économique et social (n° 2346). Discussion générale** [24 juin 1976] (p. 4668) : approbation pour la conception générale du Plan ; interrogation sur l'inflation et l'emploi ; regret devant le manque de précision dans les choix prioritaires ; interrogation sur les chances de réalisation des objectifs qualitatifs prévus dans le Plan ; la nécessité de la rigueur, de la volonté de l'imagination et de la solidarité. **Discussion de l'Article unique** [29 juin 1976] (p. 4883) : son amendement n° 11 soutenu par M. Papon. **Rappel au règlement** [20 octobre 1976] (p. 6811) : prolongation de la séance de nuit jusqu'à l'heure prévue.

— **Projet de loi de finances pour 1977 (n° 2524). Discussion générale** [20 octobre 1976] (p. 6809) : la priorité de maîtriser l'inflation pour retrouver le chemin d'un développement économique rapide et équilibré ; les dispositions d'ordre structurel permettant une reprise durable et forte de l'économie ; la marge étroite entre l'inflation et la récession ; le sens à attribuer au FAC ; le caractère destructeur du dérèglement du système monétaire international, en matière de politique agricole commune ; les choix se présentant à la société

française : entre libéralisme et collectivisme, entre une société libre, ouverte sur le monde économique extérieur et une société autarcique ; la faiblesse actuelle de l'incitation à investir ; le sous-emploi des capacités de production ; l'endettement ; les mesures modestes en faveur de l'investissement des entreprises ; nécessité de réexaminer l'ensemble des dispositifs d'aide à l'investissement, à la protection de l'épargne ; crainte devant le dispositif d'encadrement des crédits ; le problème de l'emploi, notamment des jeunes ; (p. 6810) : un effort d'imagination et d'innovation en faveur de l'emploi ; critique de l'assiette des cotisations sociales fondées sur les salaires ; une législation inadaptée ; envisager la prise en charge par le budget de l'Etat des cotisations sociales relatives à l'emploi d'un jeune pendant un ou deux ans ; inquiétude devant le nombre décroissant de créations d'entreprises ; les problèmes de l'équité fiscale ; distinguer la fraude fiscale de l'évasion fiscale ; l'examen des exonérations et privilèges fiscaux ; se félicite du travail des commissions des finances des deux assemblées concernant l'imposition sur le capital et la clarification de notre fiscalité ; un effort important à entreprendre d'économies budgétaires.

Première partie :

Discussion des articles [21 octobre 1976] : **Après l'article premier** (p. 6859) : souhaite savoir quelle suite sera donnée à la proposition du Gouvernement de transmettre aux deux commissions des finances du Parlement le soin d'examiner toutes les propositions tendant à la création d'un impôt sur le capital ; est favorable au principe de la création d'un impôt sur les grosses fortunes ; les impositions existantes sur le capital ; demande un débat sans détour. **Article 2** (p. 6886) : son sous-amendement n° 179 proposant que les dispositions ne s'appliquent de manière transitoire que dans les communes dont la population dépasse 30.000 habitants ; retiré ; [26 octobre 1976] : **Article 13** (p. 6998) : les chiffres dans le rapport de la commission des finances très éloignés de ceux cités par M. Durafour à propos de l'amendement n° 194 de M. Neuwirth ; soutient l'amendement n° 45 de M. Papon concernant le droit annuel auquel sont soumis les utilisateurs ou propriétaires de navires de plaisance battant pavillon étranger autre que celui d'un pays de la CEE ; une lacune importante dans notre législation ; un amendement de moralisation ; (p. 7000) : serait disposé à retirer l'amendement n° 45 de M. Papon ; souhaiterait que des dispositions soient prises dès 1977 ; (p. 7001) : rendre impossible à nos compatriotes le recours à des pavillons de complaisance ; amendement n° 45 retiré ; (p. 7009) : l'amendement n° 204 rectifié, de moralisation ; souhaite que les nouvelles dispositions concernent davantage les personnes de nationalité française.

Deuxième partie :

Services du Premier ministre. — Section I. — Services généraux : Fonction publique et formation professionnelle. — Services divers, rapporteur spécial de la commission des finances pour la fonction publique [15 novembre 1976] (p. 7954) : un budget important dont il est peu tenu compte dans la dotation du chapitre 31-94 ; les décisions nouvelles ; les principales dispositions prises en 1976 ; l'amélioration des conditions de vie et de travail des agents de l'Etat ; leur répartition régionale ; leur taux de mobilité ; la création de 60.000 emplois ; l'insuffisance des créations d'emplois ; le plan d'intégration ; les auxiliaires ; le recours à des agents non titulaires ; la politique contractuelle ; les femmes ; les rémunérations ; la progression notable du pouvoir d'achat ; (p. 7955) : les structures des rémunérations dans la fonction publique ; les rémunérations annexes ; le rapport Martin ; l'administration française, un facteur de permanence et de stabilité dans l'histoire de la nation ; les vacataires ; le développement des services sociaux ; la protection de l'Etat aux fonctionnaires victimes d'agression ; le recrutement.

1977

— **Communication du Gouvernement sur son programme** (n° **2823**). **Explications de vote** [28 avril 1977] (p. 2284) : le choix devant lequel se trouve la majorité ; l'adhésion du groupe des réformateurs, des centristes et des démocrates sociaux à l'action gouvernementale ; le refus de toute démagogie ; l'absence de priorité entre lutte contre l'inflation et lutte pour l'emploi ; l'application des mesures proposées ; le soutien à l'emploi des PME ; la signification de l'approbation du groupe des réformateurs ; sa vigilance lors du débat sur la politique familiale ; l'action du Parlement ; la pression des centrales syndicales ; la conversion du parti communiste ; le mythe sacré du programme commun ; (p. 2285) : les nationalisations ; la confiance du groupe des réformateurs, des centristes et des démocrates socaux dans l'action gouvernementale.

— **Projet de loi instituant le complément familial** (n° **2829**). **Explications de vote** [1er juin 1977] (p. 3283, 3284) : les positions du groupe des réformateurs en matière de politique familiale ; la nécessité d'un aménagement du système fiscal et d'une réforme en profondeur du régime de protection sociale ; l'importance de l'effort entrepris malgré ses lacunes et ses insuffisances ; la nécessité d'une réflexion d'ensemble sur les objectifs d'une politique familiale globale.

— **Projet de loi autorisant l'approbation des dispositions annexées à la décision du conseil des Communautés européennes du 20 septembre 1976 et relatives à l'élection des représentants à l'Assemblée des communautés européennes au suffrage universel direct** (n° **2920**). **Discussion générale** [14 juin 1977] (p. 3750) : l'importance du choix pour l'avenir de la France ; l'attente des peuples européens ; le nationalisme, l'adversaire à vaincre ; la nature politique de l'Europe ; la réalisation de progrès substantiels ; le manque d'application concrète des projets ; la nécessité d'une prise de conscience de la communauté de destin et d'action que représente l'Europe ; (p. 3751) : l'orientation des politiques communes ; les conséquences d'une action démocratique européenne ; l'identification de la réalité politique de l'Europe avec sa réalité démocratique ; l'Europe, communauté de nations ; la poursuite de la construction européenne ; la préservation de l'indépendance nationale, caractéristique du projet de loi ; l'avis du conseil constitutionnel ; l'union européenne.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° **3120**). *Première partie :*

Discussion des articles [18 octobre 1977]. **Article 18** (p. 6247) : l'exonération du chiffre d'affaires réalisé à l'exportation par les institutions financières ; la simplicité de la mise en œuvre d'une telle mesure. **Après l'Article 24** (p. 6250) : son amendement n° 115 : majoration des abattements relatifs à la fixation de certains droits de succession ou de donation ; adopté. **Après l'Article 25** (p. 6251) : le problème des mineurs reconvertis ; le nombre de ces mineurs dans le département de la Loire.

Deuxième partie :

Equipement et aménagement du territoire. — Transports. — IV. **Aviation civile et météorologie** [17 novembre 1977] (p. 7617) : le rapport de la commission d'enquête chargée d'examiner l'utilisation des fonds publics alloués aux entreprises de construction aéronautique ; la politique aéronautique définie par le Premier ministre ; le programme Concorde ; l'atterrissage du Concorde à New York ; (p. 7618) : le développement du programme Airbus ; créer une famille d'avions ; le rôle des compagnies aériennes dans la définition des programmes d'aviation civile ; le nombre élevé d'appareils différents intégrés dans la flotte de la compagnie Air France ; la coopération entre Air France et Air Inter ; l'équilibre entre les activités de la SNIAS et de la société AMD-BA ; le contrôle de l'Etat sur les choix industriels de la société AMD-BA ; l'opportunité de la relance de la fabrication du Nord 262 ; les difficultés de la SNIAS ; le rôle des sociétés de sous-traitance ; les modalités d'attribution des crédits de l'Etat aux sociétés de construction aéronautique ; promouvoir les recherches des sociétés de moyenne importance ; la situation des contrôleurs de la navigation aérienne ; les conditions d'exercice de leur droit de grève ; (p. 7619) : le vote du budget de l'aviation civile par le groupe des réformateurs.

Services du Premier ministre. — Services généraux : Fonction publique, rapporteur spécial de la commission des finances [18 novembre 1977] (p. 7700) : la politique des rémunérations dans la fonction publique ; la politique contractuelle ; l'absence d'intervention d'un accord salarial en 1977 ; (p. 7701) : les observations de la commission des finances ; l'évolution des rémunérations ; la progression du pouvoir d'achat ; le resserrement de l'éventail hiérarchique des rémunérations ; le problème des rémunérations annexes ; la nature des indemnités ; les indemnités touchées par les corps techniques ; le rapport Martin ; les conditions d'application du plan de résorption de l'auxiliariat ; l'évolution des crédits des services sociaux ; l'application de la loi du 23 novembre 1957 relative à la priorité d'emploi en faveur des travailleurs handicapés ; la mensualisation des pensions des agents retraités de l'Etat ; le problème du rapprochement systématique des conjoints fonctionnaires ; les créations d'emplois dans la fonction publique ; la subvention de l'école nationale d'administration.

Commission mixte paritaire [15 décembre 1977] (p. 8784) : le vote à l'unanimité d'un amendement visant à alléger les droits sur les petites successions et à créer une tranche d'imposition au taux de 25 % pour les successions les plus importantes ; le rejet de cet amendement par le Sénat et la CMP ; l'effet des dispositions proposées.

PASCAL (Jean)

Député du Morbihan
(3e circonscription)
(RPR).

En remplacement de M. Hervé Laudrin, décédé le 19 mars 1977.

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [*J.O.* du 22 mars 1977] (p. 1560), [2 avril 1977] (p. 1458, 1462).

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 29 mars 1977] (p. 1725), [2 avril 1977] (p. 1462).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures en faveur de l'emploi [21 juin 1977] (p. 4020).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'amélioration de la situation des conjoints survivants [28 juin 1977] (p. 4392).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant certaines dispositions du livre V du code de la santé publique relatives aux préparateurs en pharmacie et aux règles générales de la pharmacie d'officine [28 juin 1977] (p. 4392).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant un congé parental d'éducation [28 juin 1977] (p. 4392).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant certaines dispositions du titre premier du code du travail relatives au contrat d'apprentissage [30 juin 1977] (p. 4561).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux régimes de protection sociale des ministres des cultes et membres des congrégations religieuses [21 décembre 1977] (p. 9184).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant dispositions particulières applicables aux salariés candidats ou élus à l'Assemblée nationale ou au Sénat [21 décembre 1977] (p. 9184).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la généralisation de la sécurité sociale [21 décembre 1977] (p. 9185).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant et complétant certaines dispositions de la loi n° 76-535 du 30 juin 1975 relative aux institutions sociales et médico-sociales et de la loi n° 70-1318 du 31 décembre 1970 portant réforme hospitalière et portant dérogation, à titre temporaire, pour certains établissements hospitaliers publics ou participant au service public hospitalier, aux règles de tarification ainsi que, pour les soins donnés dans ces établissements, aux modalités de prise en charge [21 décembre 1977] (p. 9185).

PASQUIER (Nicole)

Secrétaire d'Etat auprès du ministre du travail, chargée de l'emploi féminin du 10 janvier 1978 au 31 mars 1978.

Est nommée secrétaire d'Etat auprès du ministre du travail, chargée de l'emploi féminin (deuxième Gouvernement Barre). Décret du 10 janvier 1978 [*J.O.* du 11 janvier 1978] (p. 299).

Il est mis fin à ses fonctions de secrétaire d'Etat auprès du ministre du travail, chargée de l'emploi féminin (Gouvernement Barre). Décret du 31 mars 1978 [*J.O.* du 1er avril 1978] (p. 1407).

PEIZERAT (Georges)

Député de la Savoie
(2e circonscription)
(UC, puis RCDS).

En remplacement le 6 mai 1973 de M. Joseph Fontanet, nommé membre du Gouvernement.

S'inscrit au groupe union centriste [9 mai 1973] (p. 1103).

S'inscrit au nouveau groupe des réformateurs, des centristes et des démocrates sociaux [10 juillet 1974] (p. 3489).

Donne sa démission de son mandat de député.

L'Assemblée prend acte de cette démission [11 juillet 1974] (p. 3513).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [18 mai 1973] (p. 1429), [2 avril 1974] (p. 1453).

INTERVENTIONS

1973

— **Projet de loi d'orientation du commerce et de l'artisanat** (n° **496**). **Discussion des articles** [19 octobre 1973]. **Avant l'Article 49** (p. 4607) : défend l'amendement de M. Claudius-Petit tendant à habiliter la caisse de prêts aux organismes HLM à accorder des prêts aux artisans pour la reconversion dans les zones de rénovation.

— **Projet de loi portant modifications de l'ordonnance n° 59-126 du 7 janvier 1959 modifiée tendant à favoriser l'association ou l'intéressement des travailleurs à l'entreprise, de l'ordonnance n° 67-693 du 17 août 1967 modifiée relative à la participation des salariés aux fruits de l'expansion des entreprises et de l'ordonnance n° 67-694 du 17 août 1967 relative aux plans d'épargne d'entreprise** (n° **641**). **Discussion des articles** [28 novembre 1973]. **Après l'Article 7** (p. 6442) : son amendement tendant à permettre l'extension de l'accord.

PELLETIER (Monique)

Secrétaire d'Etat auprès du garde des sceaux, ministre de la justice du 10 janvier 1978 au 31 mars 1978.

Est nommée secrétaire d'Etat auprès du garde des sceaux, ministre de la justice (deuxième Gouvernement Barre). Décret du 10 janvier 1978 [*J.O.* du 11 janvier 1978] (p. 299).

Il est mis fin à ses fonctions de secrétaire d'Etat auprès du garde des sceaux, ministre de la justice (Gouvernement Barre). Décret du 31 mars 1978 [*J.O.* du 1er avril 1978] (p. 1407).

PERETTI (Achille)

Député des Hauts-de-Seine
(6e circonscription)
(UDR, puis RPR).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 737).

S'inscrit au groupe d'union des démocrates pour la République [2 avril 1973] (p. 745).

Est nommé membre du Conseil constitutionnelle par décision du Président de l'Assemblée nationale [*J.O.* du 23 février 1977] (p. 1036).

L'Assemblée nationale prend acte de la cessation, le 4 mars 1977, de son mandat de député [*J.O.* du 5 mars 1977] (p. 1223), [2 avril 1977] (p. 1458, 1462).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [5 avril 1973] (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi supprimant la patente et instituant une taxe professionnelle [27 juin 1975] (p. 4967).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour le projet de loi autorisant la visite des véhicules en vue de la recherche et de la prévention des infractions pénales [16 décembre 1976] (p. 9551).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant répression du port irrégulier d'armes, d'uniformes de police ou de gendarmerie ainsi que de l'usage d'insignes ou de documents [16 décembre 1976] (p. 9551).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi garantissant l'indemnisation de certaines victimes de dommages corporels résultant d'une infraction [20 décembre 1976] (p. 9810).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'organisation de la Nouvelle-Calédonie et dépendances [20 décembre 1976] (p. 9810).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à **réglementer l'exercice du droit de grève par des personnels des compagnies de navigation assurant des liaisons régulières avec les parties non continentales du territoire métropolitain et avec les départements et territoires d'outre-mer** (n° **310**) [10 mai 1973].

— **Proposition de loi constitutionnelle** tendant à **réviser la Constitution en vue d'instaurer un régime présidentiel** (n° **346**) [10 mai 1973].

— **Proposition de loi constitutionnelle** tendant à **modifier l'article 28 de la Constitution** (n° **631**) [2 octobre 1973].

— **Proposition de loi constitutionnelle** tendant à **rectifier le titre XI et à supprimer les titres XII et XIII de la Constitution** (n° **632**) [2 octobre 1973].

— **Proposition de loi constitutionnelle** tendant à **modifier l'article 43 de la Constitution** (n° **633**) [2 octobre 1973].

— **Proposition de loi constitutionnelle** tendant à **réviser les articles 23 et 25 de la Constitution** (n° **634**) [2 octobre 1973].

— **Proposition de loi organique** tendant à **modifier l'ordonnance n° 58-1099 du 17 novembre 1958 portant loi organique pour l'application de l'article 23 de la Constitution, l'ordonnance n° 58-1065 du 7 novembre 1958 portant loi organique relative à la composition et à la durée des pouvoirs de l'Assemblée nationale et l'ordonnance n° 58-1097 du 15 novembre 1958 portant loi organique relative à la composition du Sénat et à la durée du mandat des sénateurs** (n° **635**) [2 octobre 1973].

— **Proposition de loi** tendant à **préciser les conditions d'application du privilège applicable aux courses de taureaux en cas de tradition ininterrompue** (n° **1044**) [6 juin 1974].

— **Proposition de loi** tendant à **modifier certaines dispositions du code électoral** (n° **1524**) [11 avril 1975].

— **Proposition de loi organique** tendant à **limiter le cumul des mandats** (n° **1835**) [28 juin 1975].

— **Proposition de loi** tendant à **supprimer le vote par correspondance et à faciliter le vote par procuration** (n° **1861**) [30 juin 1975].

— **Proposition de résolution** tendant à **compléter l'article 91 du règlement de l'Assemblée nationale** (n° **2033**) [3 décembre 1975].

— **Proposition de loi** tendant à **compléter le code électoral en vue de limiter les dépenses exposées par les candidats aux élections législatives** (n° **2170**) [7 avril 1976].

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Rapts d'enfants** [25 juin 1975] (p. 4712) : demande les peines les plus lourdes contre les auteurs de prises d'otages et de rapts d'enfants.

— **Incendies de forêts** [23 juin 1976] (p. 4548) : interdiction de fumer et d'allumer des feux en forêt.

INTERVENTIONS

1973

— **Projet de loi d'orientation du commerce et de l'artisanat** (n° **353**). **Discussion des articles** [12 octobre 1973]. **Article 26** (p. 4370, 4371) : son intervention dans la discussion de l'amendement de M. Poperen tendant à confier aux municipalités l'élaboration des règlements et des cahiers des charges relatifs aux commerces non sédentaires.

1974

— **Propositions de loi relatives à la lutte contre le proxénétisme** (n° **93, 231**). **Discussion des articles** [18 juin 1974]. **Article unique** (p. 2747) : demande un projet de loi qui organise une véritable lutte contre le proxénétisme.

1975

— **Projet de loi portant réforme du divorce** (n° **1560**). **Discussion des articles** [3 juin 1975]. **Article premier** (*suite*) : **Article 280-1 du code civil** (p. 3495) : son amendement n° 299 : supprimer toute indemnité à l'époux fautif ; repoussé.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat après déclaration d'urgence, portant développement de l'éducation physique et du sport** (n° **1728**). **Discussion des articles** [3 octobre 1975]. **Article 3** (p. 6550) : souhaite que les groupes scolaires les plus importants bénéficient de maîtres spécialisés dans l'enseignement de l'éducation physique.

— **Projet de loi portant réforme de l'urbanisme et de la politique foncière** (n° **1588**) **Discussion générale** [9 octobre 1975] (p. 6706) : interroge le ministre des finances sur l'évolution des taux d'intérêts imposés aux communes. **Discussion des articles** [14 octobre 1975]. **Article 5** (p. 6816) : souligne l'importance de cet article en ce qui concerne la surdensité ; (p. 6817) : l'exemple de la ville de Neuilly ; fait le bilan des résultats qui seront obtenus en application de l'article 5 ; (p. 6818) : sa question relative aux prix des loyers dans les immeubles neufs.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**). *Deuxième partie :*

Intérieur [13 novembre 1975] (p. 8284) : les efforts faits en faveur des collectivités locales ; le climat d'insécurité et l'insuffisance des effectifs de la police ; (p. 8285) : les responsabilités des maires en cas de troubles ; les charges des communes en matière de santé et d'éducation ; les pouvoirs trop restrictifs des maires ; (p. 8286) : procéder à une véritable décentralisation.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la protection des locaux à usage d'habitation** (n° 1512). **Discussion générale** [27 novembre 1975] (p. 9011) : interroge le secrétaire d'Etat au logement sur l'application de la loi relative à la vente d'HLM.

— **Projet de loi portant réforme du régime administratif de la ville de Paris** (n° 1869). **Discussion des articles** [3 décembre 1975]. **Articles 22, 23, 24** (p. 9274) : considère avec M. Fanton qu'il faut donner au maire de Paris un nombre d'adjoints suffisant ; indique qu'il ne comprend pas que le nombre des mandats du maire de Paris soit limité.

1976

— **Projet de loi portant réforme de l'urbanisme** (n° 1881). **Discussion des articles** [14 avril 1976]. **Après l'Article 54** (p. 1744) : son amendement n° 158 : prescriptions spéciales en matière d'édification de clôtures ; adopté. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [23 novembre 1976]. **Article 54** (p. 8585) : est opposé à l'amendement n° 105 de M. La Combe et aux deux sous-amendements n° 110 et n° 111 de M. Masson ; les promoteurs se retranchant derrière l'architecte.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1976** (n° 2147). **Discussion générale** [4 mai 1976] (p. 2569) : se doit de constater que le VRTS a varié dans des proportions importantes ; regrette que celui-ci ne soit versé qu'avec retard.

— **Proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à compléter la loi n° 73-6 du 3 janvier 1973 instituant un médiateur** (n° 1892). **Discussion des articles** [2 décembre 1976]. **Article 5** (p. 8908) : estime que le Gouvernement a raison sur l'amendement n° 10.

PÉRONNET (Gabriel)

Député de l'Allier
(4e circonscription)
(RDS, puis RCDS)

Secrétaire d'Etat auprès du ministre de la qualité de la vie (environnement) du 8 juin 1974 au 28 octobre 1974.

Secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (fonction publique) du 29 octobre 1974 au 25 août 1976.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 733).

S'inscrit au groupe des réformateurs démocrates sociaux [2 avril 1973] (p. 745).

Est nommé secrétaire d'Etat auprès du ministre de la qualité de la vie (environnement) (Gouvernement Chirac). Décret du 8 juin 1974 [*J.O.* du 9 juin 1974] (p. 6179).

Le président de l'Assemblée nationale prend acte de la cessation, le 8 juillet 1974, de son mandat de député [9 juillet 1974] (p. 3405, 3430).

Est nommé secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (fonction publique) (Gouvernement Chirac). Décret du 29 octobre 1974 [*J.O.* du 30 octobre 1974] (p. 11035).

Il est mis fin à ses fonctions de secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (fonction publique) (Gouvernement Chirac). Décret du 29 octobre 1974 [*J.O.* du 26 août 1976] (p. 5116).

Elu le 21 novembre 1976 en remplacement de M. Chabrol, démissionnaire.

L'Assemblée prend acte de son élection [23 novembre 1976] (p. 8568, 8605).

S'inscrit au groupe des réformateurs, des centristes et des démocrates sociaux [23 novembre 1976] (p. 8605).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [5 avril 1973] (p. 755), [2 avril 1974] (p. 1453).

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [24 novembre 1976] (p. 8671), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [5 avril 1973] (p. 756), [4 avril 1974] (p. 1494).

Représentant titulaire de l'Assemblée nationale à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [13 juin 1973] (p. 2072).

Donne sa démission de membre titulaire de l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [14 juin 1974] (p. 2720).

Membre de la commission de contrôle et de gestion financière de l'ORTF [18 décembre 1973] (p. 7163).

Représentant titulaire à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [24 novembre 1976] (p. 8671), [25 novembre 1976] (p. 8681).

DÉPOTS

— **Proposition de résolution** tendant à la **création d'une commission d'enquête sur l'utilisation des avions Mirage vendus à la Libye** (n° 240) [2 mai 1973].

— **Proposition de loi** relative à la **réglementation de la profession de visiteur médical** (n° **373**) [24 mai 1973].

— **Proposition de loi** tendant à **élever à la dignité de maréchal de France à titre posthume le général d'armée Pierre Kœnig** (n° **664**) [2 octobre 1973].

— **Proposition de loi** tendant à **modifier la loi n° 70-632 du 15 juillet 1970 relative à une contribution nationale à l'indemnisation des Français dépossédés de biens situés dans un territoire antérieurement placé sous la souveraineté, le protectorat ou la tutelle de la France, en vue d'une indemnisation complète des rapatriés et spoliés** (n° **716**) [16 octobre 1973].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 443) autorisant l'**approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Zaïre sur la protection des investissements, signée le 5 octobre 1972** (n° **780**) [27 novembre 1973].

— **Proposition de résolution** tendant à modifier les dispositions de l'**article 39 du règlement** de l'Assemblée nationale relatives à la **composition des bureaux des commissions** (n° **936**) [2 avril 1974] (p. 1449).

— **Proposition de loi** relative au **statut de la ville de Paris** (n° **1005**) [6 juin 1974].

— **Projet de loi** portant modification de l'article 36 du **code de la famille et de l'aide sociale** (n° **1487**) [2 avril 1975].

— **Projet de loi** portant modification de l'**ordonnance n° 59-244** du 4 février 1959 relative au **statut général des fonctionnaires** (n° **1488**) [2 avril 1975].

— **Avis,** présenté au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le projet de **loi de finances pour 1978** (n° 3120). — **Tome IV : Section air** (n° **3150**) [11 octobre 1977].

QUESTIONS

En qualité de député :

• *question d'actualité :*

— **Ratification de la convention européenne des droits de l'homme** [11 mai 1973] (p. 1217) : son regret de voir la France attendre vingt-trois ans pour ratifier cette convention.

• *question orale sans débat de :*

— **M. Michel Durafour** (n° **603**) **: Situation du téléphone** [11 mai 1973] (p. 1219) : les imperfections du réseau téléphonique, de son financement et de son fonctionnement ; (p. 1222) : l'insuffisance de l'effort entrepris par le Gouvernement.

• *question d'actualité :*

— **Etalement des vacances** [22 juin 1973] (p. 2466, 2467, 2468).

• *question orale avec débat :*

— (n° **5168**) **: Evénements du Proche-Orient** [17 octobre 1973] (p. 4476, 4477) : position du Gouvernement dans le nouveau conflit israélo-arabe ; mesures préconisées en vue d'un règlement pacifique ; supériorité en nombre et en matériel des Arabes ravitaillés par l'Union soviétique ; guerre d'usure s'installant dans cette région et provoquant l'escalade entre Russes et Américains ; Mirages libyens ; chars livrés à l'Arabie séoudite ; embargo total sur toutes les armes destinées au Proche-Orient ; l'effet de « la petite phrase » sur l'opinion publique ; (p. 4510) : résolution n° 242 des Nations unies ; réponse d'Israël au mémorandum Jarring.

• *question d'actualité :*

— **Installation de micros dans les locaux d'un journal** (*Le Canard enchaîné*) [7 décembre 1973] (p. 6788, 6790).

Réponses en qualité de secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (fonction publique :

• *aux questions au Gouvernement de :*

— **M. Xavier Deniau : Salaires et indemnités des personnels de direction des sociétés publiques ou parapubliques** [13 novembre 1974] (p. 6280).

— **M. Bonhomme : Grève du secteur public** [11 décembre 1974] (p. 7674).

• *aux questions orales sans débat de :*

— **M. Kalinsky** (n° **24707**) **: Titularisation des agents non titulaires de l'Etat** [12 décembre 1975] (p. 9755) : l'ensemble des mesures tendant à résorber l'auxiliarat ; les mesures particulières intéressant les instituteurs remplaçants et les maîtres auxiliaires du second degré.

— **M. de Broglie** (n° **24705**) **: Equilibre interne des régions** [12 décembre 1975] (p. 9757) : les raisons pour lesquelles les circonscriptions d'action régionale ont été conservées dans la loi du 5 juillet 1972 ; les possibilités d'ajustement par voie de décret en Conseil d'Etat.

• *aux questions au Gouvernement de :*

— **M. Forni : Liberté d'opinion des foncnaires** [12 mai 1976] (p. 2924, 2925) : en application de l'article 2 de la Constitution, l'article 13 du statut des fonctionnaires

garantit à ceux-ci le respect de leurs opinions politiques, philosophiques et religieuses ; le principe de la neutralité du service public.

— **M. Donnez : Affectation des fonctionnaires dans le département du Nord** [26 mai 1976] (p. 3501) : le devoir de l'administration du pourvoir les postes vacants sur l'ensemble du territoire ; l'institut régional de l'administration publique de Lille ; l'augmentation du nombre des fonctionnaires dans le Nord.

— **M. Bénard : Mise en cause du classement des élèves de l'école nationale d'administration** [2 juin 1976] (p. 3631, 3632) : la condamnation par le Gouvernement des attaques portées contre l'ENA ; le désaveu de leur auteur par ses amis politiques et par les élèves de l'ENA ; l'interdiction par le statut général de la fonction publique de mentionner les opinions politiques des fonctionnaires dans leur dossier.

• *aux questions orales sans débat de :*

— **M. Chandernagor** (n° **29612**) : **Inondations à Aubusson** [18 juin 1976] (p. 4374, 4375) : indemnisation des sinistrés.

— **M. Neuwirth** (n° **29815**) : **Application de la loi Roustan** [18 juin 1976] (p. 4375, 4376) : les modalités d'application de la loi du 30 décembre 1921, modifiée en 1970, prévoyant une procédure de mutation privilégiée pour permettre de rapprocher les époux fonctionnaires.

En qualité de député :

• *question au Gouvernement :*

— **Prix des produits pétroliers** [1er décembre 1976] (p. 8854) : importance des conséquences d'une éventuelle hausse des prix du pétrole ; propositions françaises faites à La Haye en vue de l'élaboration d'une politique européenne de l'énergie.

INTERVENTIONS

En qualité de député :

1973

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° **646**). *Deuxième partie :*

Affaires étrangères [12 novembre 1973] (p. 5581) : inexistence de l'Europe face au conflit du Proche-Orient ; rappel des crises internationales ayant, depuis 1945, placé le monde au bord de la guerre ; domination exercée par les deux grandes puissances ; situation défavorable de l'Europe mise à l'écart d'un conflit dont elle est la victime par le biais de son approvisionnement en pétrole ; accords Brejnev-Nixon du 22 juin 1973 et leurs conséquences ; situation d'insécurité de l'Europe ; (p. 5582) : signes encourageants au regard de la construction de l'union politique européenne ; déclaration du Président de la République ; communiqué des Neuf sur le Proche-Orient, ses réserves sur ce texte ; opportunité de l'initiative du chef de l'Etat de proposer la réunion d'un sommet européen ; révélation de l'inexistence politique de l'Europe à l'occation de la crise du Proche-Orient et de la politique des Etats-Unis et de l'URSS ; ses observations sur le caractère unilatéral de la déclaration du Président de la République, problème de l'inflation et position de nos partenaires ; attitude de l'opinion publique à l'égard de l'Europe ; sa référence à Emile Flourens, ministre des affaires étrangères de 1887 à 1889 ; rôle du Parlement.

Aménagement du territoire, équipement, logement et tourisme. — Tourisme [15 novembre 1973] (p. 5816) : absence de prise de conscience de l'importance du secteur du tourisme ; souhaite un véritable débat sur le tourisme et les loisirs ; budget de routine, ministère du tourisme et des loisirs, tourisme social et objectif du VIe Plan, situation de l'équipement hôtelier, pénurie des hôtels de catégorie moyenne à Paris, harmonisation des taux de TVA, retard de l'aménagement de la côte aquitaine, modernisation des stations thermales, tarifs du trafic aérien intérieur, étalement des vacances ; (p. 5817) : insuffisance des informations données aux touristes étrangers ; sa question sur les projets de réforme de la qualification professionnelle dans les métiers du tourisme et sur la réglementation des agences et bureaux de voyage.

Santé publique et sécurité sociale [16 novembre 1973] (p. 5935) : insuffisance de l'aide financière accordée au thermalisme ; son analyse des crédits consacrés au thermalisme ; statut des établissements thermaux et aide de l'Etat ; capital thermal français ; thermalisme et mise en valeur des régions ; modernisation insuffisante des équipements ; subventions et prêts du FDES ; conséquences du blocage des prix et du poids des charges fiscales ; demande que soient revues les conditions d'intervention du FDES dans le secteur thermal ; relèvement des tarifs pratiqués dans l'industrie thermale ; circulaire de la direction générale des prix.

— **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre la France et le Zaïre sur la protection des investissements** (n° **443**), rapporteur. **Discussion générale** [12 décembre 1973] (p. 6908) : investissements français au Zaïre ; portée de la convention par rapport à l'accord de 1962 entre les Etats-Unis et le Zaïre et au régime de la loi de finances recti-

ficative du 24 décembre 1971 ; garantie et protection des investissements, intérêt de la convention.

— **Proposition de résolution de M. Mitterrand et plusieurs de ses collègues, tendant à créer une commission d'enquête sur les écoutes téléphoniques** (n° **721**) [14 décembre 1973] (p. 7057) : sa référence aux conclusions du rapport de la commission sénatoriale d'enquête ; technique des écoutes téléphoniques ; affaire du *Canard enchaîné ;* (p. 7058) : progrès des procédés d'écoute et respect des libertés publiques ; demande une législation non équivoque de l'écoute téléphonique ; problème des écoutes sauvages ; (p. 7059) : se rallie à la proposition de loi déposée par les sénateurs ; crise de l'Etat ; soutient la demande de création d'une commission d'enquête parlementaire.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant la ratification de la convention européenne des droits de l'homme** (n° **743**). **Discussion générale** [20 décembre 1973] (p. 7265) : ses observations sur les reports d'échéance de la discussion de la convention ; sa référence à la réponse du Gouvernement à une note du 21 janvier 1972 du secrétaire général de l'ONU relative à la ratification des pactes internationaux concernant les droits de l'homme ; sa référence à MM. Rivero et Weil sur le manque d'autonomie de la théorie des libertés publiques et, *a fortiori,* de celle des droits de l'homme en droit français ; absence de statut des droits de l'homme en France ; sa référence à l'ouvrage de M. Roger Errera *Les Libertés à l'abandon,* inconvénients dus au retard apporté par la France à la ratification de la convention ; (p. 7266) : influence des sciences et des techniques sur le droit, droit au respect de la vie privée ; regrette que la France n'ait pas pris l'initiative d'une mise à jour de la convention.

En qualité de secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (fonction publique) :

1974

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° **1180**). *Deuxième partie :*

Services du Premier ministre. — Economie et finances. — Fonction publique [15 novembre 1974] (p. 6479) : présente les principales actions du Gouvernement en matière de gestion de la fonction publique ; le ministre doit tenir compte de la rigidité de la grille des traitements ; (p. 6480) : les revendications des organisations syndicales passent sous silence divers avantages perçus par les fonctionnaires ; la situation dans les PTT ; les négociations en matière de rémunérations ; (p. 6481) : relèvement du salaire minimum ; fusion des deux dernières zones d'indemnité de résidence ; projet d'une expérience de paiement mensuel des pensions de retraite ; problème des fonctionnaires de la catégorie A ; la volonté du Gouvernement de résorber l'auxiliariat ; (p. 6482) : bilan des actions de formation professionnelle. **Répond aux orateurs** (p. 6489) : le rapport de la commission sur les effectifs doit être remis en avril 1975.

1975

— **Projet de loi portant modification de l'ordonnance du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires** (n° **1488** rectifié) et **projet de loi portant modification de l'article 36 du code de la famille et de l'aide sociale** (n° **1487** rectifié). **Première lecture. Discussion générale commune** [22 avril 1975] (p. 1922) : égalité de tous devant la loi ; l'Etat premier employeur de France : la prise en compte au moment de l'entrée dans la fonction publique des charges familiales et sociales ; la promotion féminine dans l'administration ; le renforcement à la tendance égalitaire ; la nomination de femmes comme ambassadeur, conseiller d'Etat, inspecteur des finances ; le recrutement de l'école polytechnique et l'élimination de toutes inégalités dans la carrière des fonctionnaires par la réforme de l'article 7 du statut général ; l'attribution du bénéfice du recul de limite d'âge aux personnes supportant effectivement des charges de famille ; l'élévation de l'âge auquel sont ouverts les recrutements dans la fonction publique ; la politique des conditions de travail dans la fonction publique. **Modification de l'ordonnance du 4 février 1959. Discussion des articles. Article premier** (p. 1923) : s'oppose à l'amendement n° 9 de Mme Thome-Patenôtre ; (p. 1924) : s'oppose à l'amendement n° 5 de M. Renard ; ses observations sur l'amendement n° 1 corrigé de M. Burckel. **Article 2** : ses observations sur les amendements proposés ; leur caractère réglementaire. **Modification de l'article 36 du code de la famille et de l'aide sociale. Discussion de l'article unique** (p. 1926) : accepte la première phrase de l'amendement n° 16 de M. Burckel ; s'oppose à la seconde qui apporterait un avantage à une femme ayant abandonné son enfant ; (p. 1927) : s'oppose à l'amendement n° 2 de M. Burckel ; (p. 1929) : s'oppose à l'amendement n° 9 de M. Richard ; importance des femmes dans la population active totale ; absence de rapport entre l'amendement et le projet de loi. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [20 mai 1975]. **Article 2** (p. 2889, 2890) : son intervention relative à la mise en disponibilité des fonctionnaires ; demande à l'Assemblée nationale de rejeter l'amendement défendu par M. J. Piot ; (p. 2890) : sa réponse à M. Hamel. **Troisième lecture. Discussion générale** [28 juin 1975] (p. 4984) : demande à l'Assemblée nationale de voter le texte adopté par le Sénat.

— **Projet de loi relatif à la limite d'âge des fonctionnaires de l'Etat (n° 1175). Discussion générale** [24 juin 1975] (p. 4649) : la définition de la limite d'âge ; l'objectif du Gouvernement : entraîner un rajeunissement des corps de hauts fonctionnaires ; (p. 4651) : manifeste l'accord du Gouvernement pour le renvoi en commission du texte, mais s'oppose à son retrait de l'ordre du jour ; [20 novembre 1975] (p. 8799) : les objectifs du Gouvernement : réduire les inégalités, offrir des emplois aux jeunes diplômés, en finir avec certaines disparités ; le caractère surprenant de l'émotion que soulève le texte ; (p. 8800) : la volonté d'élargir le recrutement opéré par l'ENA ; accepte la limite à soixante-huit ans proposée par la commission des lois ; apporte des précisions sur les mesures transitoires ; le souci du Gouvernement d'assurer un meilleur service de l'Etat. **Discussion des articles : Article premier** (p. 8801) : s'oppose à l'amendement n° 2 de M. Frédéric-Dupont ; (p. 8802) : sur les amendements n° 4 de M. Soustelle, n° 12 de M. Gerbet et n° 21 de M. Claudius-Petit, se demande s'il n'y a pas une marque de défiance envers les générations montantes ; s'oppose aux dérogations contenues dans les amendements ; [21 novembre 1975] **Article premier** (*suite*) (p. 8870) : accepte l'amendement n° 12 de la commission relative au Collège de France mais repousse toutes les autres propositions de dérogation. **Article 2** (p. 8872) : s'oppose à l'amendement n° 3 de M. Frédéric-Dupont ; le recul de la limite d'âge de deux ans par enfant à charge créerait une discrimination paradoxale. **Article 3** (p. 8873) : demande que la date de dépôt de l'échéancier soit fixée au 1er janvier 1976. **Après l'Article 4** (p. 8875) : s'oppose à l'amendement n° 1 de M. Frédéric-Dupont qui créerait pour les hauts fonctionnaires, anciens combattants, une situation trop favorable par rapport aux autres agents de l'Etat ; (p. 8876) : son amendement n° 18 : calcul de la pension maintenant le bénéfice des droits acquis ; adopté ; (p. 8876) : son amendement n° 19 : abrogation de la règle dite de l'écrêtement pour le calcul des pensions de retraite ; adopté ; (p. 8877) : attribution de l'honorariat. **Deuxième délibération du projet de loi** [26 novembre 1975] (p. 8974) : rappelle que le maintien en activité jusqu'à soixante-dix ans des hauts fonctionnaires constitue un privilège particulier par rapport à la situation normale des autres agents de l'Etat ; la nécessité d'ouvrir les emplois de la fonction publique aux jeunes diplômés ; le texte des articles adoptés au cours de la séance du 21 novembre 1975 institue de nouveaux privilèges en faveur des hauts fonctionnaires. **Discussion des articles. Article premier** (p. 8975) : le Gouvernement est hostile à un recul de la limite d'âge de deux ans par enfant à charge qui ne bénéficierait qu'aux hauts fonctionnaires ; (p. 8976) : sur l'amendement n° 2 du Gouvernement, indique qu'il n'est pas possible de maintenir une disposition qui autoriserait des discriminations individuelles en matière de limite d'âge ; (p. 8978) : le calcul des droits à pension pour les fonctionnaires terminant leur carrière aux échelons lettres supérieures ; (p. 8980) : prend l'engagement d'étudier rapidement le problème des validations des années d'internat et de clinique pour les médecins soumis au statut général de la fonction publique ; (p. 8977) : l'inspection générale de l'instruction publique. **Commission mixte paritaire** [19 décembre 1975] (p. 10116) : rappelle que l'Assemblée nationale peut revenir au texte qu'elle avait précédemment voté. **Discussion des articles** (p. 10117) : son amendement n° 1 : supprimer le troisième alinéa de l'article premier ; considère qu'il ne peut y avoir de dérogation que pour le Collège de France ; s'engage, pour les professeurs de médecine, à assurer la validation des années d'internat ; rappelle que ces professeurs bénéficient d'un système de rémunération privilégié ; adopté ; (p. 10118) : son amendement n° 2 : supprimer les quatrième, cinquième et sixième alinéas de l'article 3 ; supprimer aussi les dispositions dérogatoires concernant les magistrats de la Cour des comptes ; adopté ; rappelle à M. Gerbet que les effectifs de la Cour des comptes se sont accrus et que tous les postes sont pourvus ; (p. 10119) : son amendement n° 3 : supprimer le dernier alinéa de l'article 3 relatif aux fonctionnaires ayant servi dans la résistance ; rappelle que le préjudice subi par ces fonctionnaires a déjà été corrigé ; en réponse à M. Savary, considère que le problème évoqué par son amendement n° 3 doit rester technique et qu'il convient d'éviter toute discrimination ; adopté ; (p. 10120) : son amendement n° 4 : supprimer le second alinéa de l'article 5 ; supprimer ainsi la disposition prévue par la commission mixte paritaire pour le calcul de la retraite qui constitue une entorse non justifiable ; adopté. **Deuxième lecture** [20 décembre 1975] (p. 10180) : annonce qu'il a demandé aux responsables intéressés de se réunir afin de mettre au point avec lui-même la prise en charge de l'internat et du cliniquat ; (p. 10181) : accepte les amendements de la commission. **Discussion des articles. Article premier** (p. 10181) : son amendement n° 1 : supprimer le troisième alinéa de l'article premier ; adopté. **Article 3** (p. 10181) : son amendement n° 2 : supprimer les alinéas 4 à 6 de l'article 3 ; adopté.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**). *Deuxième partie :*

Services du Premier ministre. — Services généraux. — Fonction publique [3 novem-

bre 1975] (p. 7765) : la mission du secrétariat d'Etat ; (p. 7766) : l'importance des négociations salariales annuelles ; l'accord du 1er février 1975 ; le pouvoir d'achat des fonctionnaires ; la majoration des traitements les plus bas ; l'indemnité de résidence ; la réforme de la catégorie B ; l'établissement d'un plan de revalorisation des indices de la catégorie A ; (p. 7767) : le nombre des agents non titulaires ; le plan de titularisation ; le recrutement des auxiliaires ; leur protection sociale ; le calcul de la pension de tous les fonctionnaires tués dans l'exercice de leurs fonctions ; la formation continue des fonctionnaires ; la révision du régime applicable aux fonctionnaires des départements d'outre-mer ; le cas des rémunérations accessoires ne provenant pas de crédits budgétaires ; le supplément familial de traitement ; (p. 7768) : l'intérêt de la grille indiciaire ; les recrutements régionaux de fonctionnaires ; le travail à mi-temps ; la création d'un cinquième institut régional d'administration ; l'expérience de paiement mensuel des pensions ; le régime des horaires variables ; les problèmes liés à l'anonymat de l'administration ; (p. 7769) : son hommage à l'administration française.

— **Modification de l'ordre du jour prioritaire** [21 novembre 1975] (p. 8878) : demande le report de la suite de la discussion et du vote sur le projet de loi relatif à la limite d'âge des fonctionnaires.

1976

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant modification de l'ordonnance n° 59-244 du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires** (n° 1991). **Première lecture. Discussion générale** [30 avril 1976] (p. 2523): les deux articles de validation contenus dans le projet ; le nombre considérable de candidats à la fonction publique ; le principe de l'aménagement du fonctionnement des jurys de concours; la disposition contenue dans de nombreux statuts particuliers relative à la prise en compte pour la sélection du fonctionnaire candidat à l'avancement de son dossier individuel ; l'arrêt Gourcy du Conseil d'Etat du 19 juin 1974 ; les avis préalables auxquels avait recours l'administration avant de décider du recours au dossier individuel ; (p. 2524) : mieux définir chaque mode de recrutement et de promotion des fonctionnaires ; mettre en place un cadre suffisamment souple répondant aux nécessités des différents corps. **Discussion des articles** [30 avril 1976]. **Article premier** (p. 2524) : demande que sur l'amendement n° 1 de M. Burkel il renonce à prévoir des examens d'admission à concourir en faveur des personnes qui ne présenteraient pas les titres requis, pratique qui alourdirait les procédures de recrutement ; (p. 2525) : sur les observations de M. Fontaine, juge qu'il ne faut pas confondre concours interne et concours externe. **Article 2** (p. 2526) : son sous-amendement n° 12 à l'amendement n° 3 de M. Burkel : permettre d'organiser des concours internes sans que soient ouverts parallèlement des concours externes ; repoussé ; son sous-amendement n° 13 : renvoyer aux statuts particuliers le soin de définir les conditions dans lesquelles les agents de droit public auront accès aux concours ; adopté ; (p. 2527) : son sous-amendement n° 14 : permettre que le recrutement interne puisse s'effectuer par la voie d'une inscription sur une liste d'aptitude après avis de la commission administrative paritaire et à la suite d'une sélection organisée sous forme d'examen professionnel ; permettre au jury de compléter son appréciation par la consultation des dossiers individuels des candidats ; première partie du sous-amendement n° 14 ; adoptée ; deuxième partie repoussée. **Article 3** (p. 2529) : son amendement n° 15 : prévoir que l'appréciation du jury est complétée par la consultation des dossiers individuels des candidats ; devenu sans objet par adoption de l'amendement n° 8 de M. Burkel. **Deuxième lecture. Discussion générale** [30 juin 1976] (p. 4957) : indique qu'il acceptera les amendements de la commission des lois. **Discussion des articles** [30 juin 1976]. **Article premier** (p. 4959) : repousse l'amendement n° 7 de M. Fontaine qui alourdirait beaucoup trop la procédure d'accès à la fonction publique ; (p. 4960) : est d'accord avec le sens général de l'amendement n° 1 de M. Bouvard ; craint que la notion de collectivité publique ne donne naissance à un contentieux ; préférerait que soit écrit « les collectivités locales » ; indique que le Gouvernement n'entend nullement organiser la défection des meilleurs agents des collectivités locales ; accepte la proposition de M. Foyer. **Article 2** (p. 4961) : accepte l'amendement n° 2 de M. Bouvard ; est favorable à l'amendement n° 3 ; demande de rejeter l'amendement n° 5 rectifié ; (p. 4962) : accepte l'amendement n° 4. **Article 3** : s'oppose à l'amendement n° 6 de M. Alain Bonnet.

En qualité de député :

1977

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° 3120). *Deuxième partie :*

Culture et environnement. — II. **Environnement** [20 octobre 1977] (p. 6433) : la conformité du budget aux ambitions affichées ; la masse des moyens ; l'accroissement des autorisations de programme ; les dotations du FIANE ; la stabilité des autres postes ; les résultats de la politique gouvernementale en

matière de défense de l'environnement ; la régression des pollutions ; le poids sur le budget des opérations anciennes ; l'augmentation des responsabilités directes de gestion du ministère ; la nécessité d'un programme de développement clair des actions du ministère ; la nécessité d'un programme de développement clair des actions du ministère ; les relations entre écologie et économie ; le commencement du temps des ressources finies ; le défaut de larges moyens d'information ; le rôle des mouvements écologiques ; doter le ministère d'un service de l'innovation écologique ; la nécessité de mettre en place un grand ministère de l'environnement autonome ; (p. 6434) : l'émergence d'une nouvelle conscience écologique des Français.

Santé publique et sécurité sociale [3 novembre 1977] (p. 6962) : les crédits affectés au thermalisme ; la situation du thermalisme en France ; l'inutilisation en totalité du potentiel d'accueil ; le problème des équipements et de leur modernisation ; les subventions aux établissements thermaux ; le remboursement par la sécurité sociale des cures thermales ; le rétablissement du système de remboursement antérieur au 16 novembre 1976 ; l'enseignement de l'hydrologie ; la recherche thermale ; l'INSERM ; l'image de marque des stations thermales.

Crédits militaires. — Budget annexe du service des essences, rapporteur pour avis de la commission de la défense nationale pour la section air [9 novembre 1977] (p. 7231) : le budget de la section Air ; l'état de l'armée de l'air ; (p. 7232) : la place grandissante laissée à la stratégie indirecte ; les possibilités de l'armée de l'air ; les forces aériennes stratégiques ; trouver un successeur au Mirage IV ; la défense aérienne ; la mise en place de sections de missiles Crotale en vue de protéger les bases aériennes ; la conduite des opérations de recherche et de sauvetage civil ; le caractère polyvalent de la force aérienne tactique ; l'activité du transport aérien militaire ; l'opération du Zaïre ; l'évolution du budget de l'air ; la priorité accordée au Mirage 2000 ; l'activité de l'armée de l'air.

Equipement et aménagement du territoire. — Transports. — IV. Aviation civile et météorologie [17 novembre 1977] (p. 7622) : le développement des exploitations des secteurs de technologie ; le moteur CFM 56 ; le programme Concorde ; la rentabilité de l'opération Concorde ; (p. 7623) : la rentabilité pour l'utilisateur, l'industriel ; les avantages nationaux du programme Concorde ; le développement du moteur CFM 56 ; le succès de l'Airbus ; le nouveau programme d'avion moyen courrier équipé de moteurs CFM 56 ; la coopération européenne.

PETIT (Camille)

Député de la Martinique
(1re circonscription)
(UDR, puis RPR).

Secrétaire de l'Assemblée nationale.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 737).

S'inscrit au groupe d'union des démocrates pour la République [2 avril 1973] (p. 744).

Est élu secrétaire de l'Assemblée nationale [3 avril 1973] (p. 748, 749), [2 avril 1975] (p. 1198, 1200).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [5 avril 1973] (p. 756).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [2 avril 1974] (p. 1453).

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [2 avril 1975] (p. 1202).

Membre de la commission de la production et des échanges [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1465).

Membre suppléant du conseil de surveillance de la Caisse centrale de coopération économique [18 mai 1973] (p. 1429).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur la modernisation des bases de la fiscalité directe locale [18 décembre 1973] (p. 7163).

DÉPOTS

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de résolution (n° **518**) tendant à **instituer une commission d'enquête parlementaire sur le fonctionnement des établissements d'hébergement collectif d'enfants mineurs, visés aux articles 95 et suivants du code de la famille et de l'aide sociale** (n° **730**) [26 octobre 1973].

— **Proposition de loi** tendant à modifier l'article 403 du **code général des impôts** (n° **3093**) [30 juin 1977].

QUESTIONS

• *question orale sans débat :*

— (n° 38079) : **Définition du rhum** [17 juin 1977] (p. 3972, 3973) : le projet de règlement d'administration publique préparé par le ministère de l'agriculture concernant la définition des eaux-de-vie et du rhum ; conséquences sur les ressources des DOM de la baisse de consommation du rhum.

INTERVENTIONS

1973

— **Projet de loi d'orientation du commerce et de l'artisanat** (n° 496). **Discussion des articles** [10 octobre 1973]. **Article 14** (p. 4243) : application de cette loi aux artisans et commerçants des DOM ; attire l'attention du ministre sur la protection sociale de ces catégories professionnelles qui sont les seules à ne pas bénéficier actuellement d'une couverture sociale dans les DOM ; non-parution des décrets d'application de la loi du 12 juillet 1966, modifiée par la loi du 6 janvier 1970 instituant pour les commerçants et artisans l'assurance maladie ; non-parution des décrets d'application de la loi du 3 juillet 1972 sur l'assurance des travailleurs indépendants non agricoles ; demande instamment que cette loi d'orientation soit l'occasion de régler ce double problème ; demande l'extension aux artisans et commerçants des allocations familiales dont bénéficient dans les DOM toutes les autres catégories professionnelles ; souhaite connaître le délai de parution des règlements concernant les DOM.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° 646). *Deuxième partie :*

Départements d'outre-mer [26 octobre 1973] (p. 4934) : ses observations sur les crédits ; actions à entreprendre dans le domaine économique ; mesures spécifiques ; réforme régionale ; coordination des actions à tous les niveaux d'élaboration et de développement des projets ; dispositions du Marché commun ; productivité de la main-d'œuvre ; actions communes de développement dans les trois départements français d'Amérique ; promotion industrielle et artisanale ; approfondissement de la départementalisation ; (p. 4935) : sous-emploi de la jeunesse ; difficultés de la culture de la canne à sucre ; usine de Sainte-Marie ; progrès dans le domaine social ; situation des retraités civils et militaires ; aide à la migration volontaire ; enseignement aux Antilles.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1973** (n° 781). **Discussion des articles** [5 décembre 1973]. **Article 12** (p. 6659) : garantie de l'Etat pour les prêts à moyen terme d'accession à la propriété dans les DOM.

1974

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° 1180). *Deuxième partie :*

Départements d'outre-mer [13 novembre 1974] (p. 6261) : ses observations relatives à la régionalisation dans les DOM et à la coordination des investissements publics ; nationaliser le secteur de l'électricité.

1975

— **Projet de loi relatif à l'extension de l'allocation de logement aux DOM** (n° 1600). **Discussion générale** [23 mai 1975] (p. 3175) : une allocation particulièrement attendue ; la faiblesse des justifications en faveur de l'exclusion de l'allocation de logement à caractère social ; intégrer cette allocation dans le projet de loi ; l'utilité de l'aide au déménagement ; être attentif aux dispositions ouvrant droit à l'application de la loi ; l'attente de la publication des textes relatifs au maintien des avantages sociaux aux travailleurs privés d'emploi ; la volonté de favoriser l'accession à la propriété ; tenir compte du coût de la construction dans les DOM ; aider les plus défavorisés à bénéficier de logements sociaux ; la nouvelle étape de la départementalisation sociale constituée par le projet de loi ; l'hostilité résolue des Martiniquais à toute autonomie pouvant les séparer de la France.

— **Projet de loi relatif à la nationalisation de la production et de la distribution de l'électricité dans les DOM** (n° 1639). **Discussion générale** [23 mai 1975] (p. 3197) : les questions écrites de l'orateur relatives à la nationalisation de l'électricité dans les DOM ; (p. 3198) : réduire la durée nécessaire pour l'alignement des tarifs ; la prise en charge par EDF des investissements publics ; les prêts de la caisse centrale de coopération économique et la subvention du FIDOM ; le sous-emploi endémique des DOM ; le problème de l'intégration du personnel actuellement en service ; créer auprès de la direction régionale d'EDF un comité composé des élus des représentants du personnel. **Discussion des articles. Après l'Article 4** (p. 3204) : son amendement n° 9 : prévoir l'alignement des tarifs sur la métropole pour le 1er janvier 1980 ; retiré.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° 1880). *Deuxième partie :*

Départements d'outre-mer [13 décembre 1975] (p. 8264) : le rituel de l'inventaire des difficultés des DOM ; (p. 8265) : le caractère endémique du chômage ; maintenir les productions agricoles traditionnelles ; appliquer pleinement la régionalisation ; l'hostilité des Martiniquais à l'égard du Programme commun.

1976

— **Projet de loi portant approbation du VII^e Plan de développement économique et social** (n° 2346). **Discussion générale** [24 juin 1976] (p. 4623) : les 50.000 chômeurs dans les DOM ; l'aggravation de la hausse des prix ; satisfaction devant le programme d'action prioritaire consacré à la départementalisation économique ; la priorité du développement de l'emploi dans les DOM ; la nécessité de mesures efficaces d'incitation à l'industrialisation ; l'effort poursuivi par le VII^e Plan en matière de logement et d'hygiène sociale ; inquiétude devant la situation de l'emploi aux Antilles ; souhaite que les instances nationales et communautaires assument enfin leurs responsabilités à l'égard de ces régions.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° 2524). *Deuxième partie :*

Départements d'outre-mer [19 novembre 1976] (p. 8376) : les difficultés économiques ; l'inflation, l'emploi ; (p. 8377) : l'emploi en Martinique ; les moyens d'action possibles ; repenser le système économique ; le progrès social ; le chômage et son indemnisation ; les ressources naturelles ; la création prioritaire d'antennes industrielles dépendant de l'Etat aux Antilles ; Renault ; l'urgence de la réforme foncière.

1977

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° 3120). *Deuxième partie :*

Départements d'outre-mer [3 novembre 1977] (p. 6923) : le retard apporté à l'application des mesures sociales relatives aux allocations familiales, à l'allocation de logement et au complément familial ; la stagnation de l'économie des DOM ; le chômage ; la mévente à l'exportation du rhum ; l'urgence de la transformation des structures foncières ; le FIDOM ; (p. 6924) : la décentralisation économique ; les retard d'exécution du VII^e Plan, la non-programmation d'actions d'hygiène publique ; l'intégration des DOM dans le Marché commun.

— **Projet de loi instituant le complément familial dans les départements d'outre-mer** (n° 3213). **Discussion générale** [6 décembre 1977] (p. 8285) : l'application du complément familial dans les DOM ; les réserves exprimées par l'assemblée départementale de la Martinique ; la condition d'attribution du complément familial ; (p. 8286) : l'effet nataliste des allocations familiales ; le montant du complément familial ; l'abaissement de la durée du travail ouvrant droit à l'attribution du complément familial ; l'action de la V^e République en faveur des enfants et des familles dans les DOM ; la départementalisation.

— **Projet de loi relatif à la protection de la maternité dans les départements d'outre-mer** (n° 3232). **Discussion générale** [6 décembre 1977] (p. 8290) : l'importance dans les DOM des problèmes de la mère et de l'enfant ; l'octroi d'une prime aux femmes attendant un enfant ; (p. 8291) : les caractéristiques des décrets d'application de la loi.

— **Projet de loi relatif aux régimes d'assurance maladie, invalidité, vieillesse, applicables aux ministres des cultes et membres des congrégations religieuses** (n° 3227). **Discussion des articles** [6 décembre 1977]. **Article 8** (p. 8308) : insérer dans la dénomination des caisses l'expression « serviteurs des cultes ».

PEYREFITTE (Alain)

Député de la Seine-et-Marne
(4^e circonscription)
(UDR).

Ministre chargé des réformes administratives du 5 avril 1973 au 27 février 1974.

Ministre des affaires culturelles et de l'environnement du 1^er mars 1974 au 27 mai 1974.

Garde des sceaux, ministre de la justice du 30 mars 1977 au 31 mars 1978.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [5 avril 1973] (p. 755).

Est nommé ministre chargé des réformes administratives (deuxième Gouvernement Messmer). Décret du 5 avril 1973 [*J.O.* du 6 avril 1973] (p. 3899).

Le président de l'Assemblée nationale prend acte de la cessation, le 5 mai 1973, de son mandat de député [9 mai 1973] (p. 1102).

Il est mis fin, sur présentation de la démission du Gouvernement, à ses fonctions de ministre chargé des réformes administratives (deuxième Gouvernement Messmer). Décret du 27 février 1974. [*J.O.* du 28 février 1974] (p. 2316).

Est nommé ministre des affaires culturelles et de l'environnement (troisième Gouverne-

ment Messmer). Décret du 1er mars 1974. [*J.O.* du 2 mars 1974] (p. 2419).

Il est mis fin, sur la présentation de la démission du Gouvernement, à ses fonctions de ministre des affaires culturelles et de l'environnement (troisième Gouvernement Messmer). Décret du 27 mai 1974 [*J.O.* du 28 mai 1974] (p. 5796).

Est nommé garde des sceaux, ministre de la justice (deuxième Gouvernement Barre). Décret du 30 mars 1977 [*J.O.* du 31 mars 1977] (p. 1756).

Il est mis fin à ses fonctions de garde des sceaux, ministre de la justice (deuxième Gouvernement Barre). Décret du 31 mars 1978 [*J.O.* 1er avril 1978] (p. 1407).

DÉPOTS

En qualité de ministre des affaires culturelles et de l'environnement :

— **Projet de loi** portant **création du centre national d'art et de culture Georges-Pompidou** (n° **950**) [4 mai 1974].

En qualité de garde des sceaux, ministre de la justice :

— **Projet de loi** modifiant les articles 11, 17 et 54 de la **loi n° 71-1130** du 31 décembre 1971 portant **réforme de certaines professions judiciaires et juridiques** (n° **2996**) [15 juin 1977].

— **Projet de loi** instaurant la **gratuité des actes de justice devant les tribunaux civils et administratifs** (n° **3177**) [2 novembre 1977].

— **Projet de loi** relatif à la prévention et au traitement des difficultés des **entreprises** (n° **3214**) [15 novembre 1977].

QUESTIONS

Réponses en qualité de ministre chargé des réformes administratives :

• *aux questions d'actualité de :*

— **M. Rossi : Découpage régional** [15 juin 1973] (p. 2215, 2216) : consultation systématique de tous les conseils généraux dont les départements sont concernés.

— **M. Xavier Deniau : Création des régions** [7 décembre 1973] (p. 6786, 6787) : désignation aux conseils régionaux ; contentieux existant sur les limites de régions de Normandie et de Provence-Côte d'Azur ; date de réunion des conseils régionaux ; comités économiques et sociaux ; publication au début de 1974 du décret relatif à la coopération des régions.

Réponses en qualité de garde des sceaux, ministre de la justice :

• *aux questions au Gouvernement de :*

— **M. Barel : Affaires Klaus Barbie et Paul Touvier** [1er juin 1977] (p. 3262) : réponse écrite sur l'affaire Touvier.

— **M. Laurissergues : Assassinat de Reims** [8 juin 1977] (p. 3494) : déplore la mort d'un travailleur victime du fanatisme ; ouverture d'une information judiciaire ; les réquisitions du parquet seront sans faiblesse.

— **M. Andrieux : Attentat de Reims** [8 juin 1977] (p. 3497) : l'exceptionnelle gravité de ce drame ; l'enquête judiciaire en cours établira les faits au vu desquels le Gouvernement prendra les mesures nécessaires.

— **M. Max Lejeune : Moyens de défense contre les agressions** [29 juin 1977] (p. 4417, 4418) : instructions données aux parquets pour que les agresseurs soient jugés avec sévérité ; définition de la légitime défense.

— **M. Montagne : Permissions de sortie des détenus de droit commun** [2 novembre 1977] (p. 6840) : choix des juges de l'application des peines ; augmentation de 24 % du budget de la justice pour 1978 ; décisions du comité d'études sur la violence (collégialiser ; instituer une procédure d'appel).

— **M. Bonhomme : Application de la peine de mort** [9 novembre 1977] (p. 7219) : les permissions de sortir ; le faible pourcentage d'accidents ; favoriser la réinsertion sociale du détenu à l'approche de sa libération ; l'abolition souhaitable de la peine de mort est impossible dans la période d'insécurité actuelle ; risque de provoquer des réactions d'autodéfense.

— **M. Juquin : Extradition de Klaus Croissant** [23 novembre 1977] (p. 7835, 7836) : respect des règles de droit par le Gouvernement français ; décision du Gouvernement de suivre l'avis de la chambre d'accusation ; application de la convention d'extradition franco-allemande de 1951 ; respect du droit d'asile par la France (114.000 réfugiés) ; garantie des libertés des citoyens en République fédérale d'Allemagne.

• *à la question orale sans débat de :*

— **M. Juquin** (n° **42455**) : **Extradition de Klaus Croissant** [25 novembre 1977] (p. 7952, 7953, 7954, 7955) : respect de la convention franco-allemande d'extradition de 1951 et du droit d'asile (114.000 réfugiés politiques en France) ; nécessité de réagir contre le terrorisme international ; non-application de la convention franco-allemande aux criminels de guerre.

• *aux questions au Gouvernement de :*

— **M. Forni : Suspension de fonctions d'un magistrat et rattachement administratif du ministère public** [30 novembre 1977] (p. 8049) : l'extradition de Me Croissant ; le manquement de Mlle Guémann à l'obligation de réserve ; dément l'hypothèse absurde d'un rattachement du ministère public au ministère de l'intérieur.

— **M. Boyer : Recouvrement public des pensions alimentaires** [30 novembre 1977] (p. 8052) : efficacité des procédures mises en place par la loi de 1973 et par la loi de 1975 ; texte tendant à réprimer l'organisation frauduleuse de l'insolvabilité ; création d'un fonds de garantie des pensions alimentaires.

• *à la question orale sans débat de :*

— **M. Claudius-Petit (n° 42473) : Protection de la propriété artistique** [2 décembre 1977] (p. 8216, 8217) : la loi de 1957 protège les auteurs de toutes les œuvres de l'esprit ; le jugement concluant à la protection des maquettes et non des esquisses.

• *aux questions au Gouvernement de :*

— **M. Chevènement : Respect du droit d'asile** [7 décembre 1977] (p. 8342, 8343) : l'impossibilité de construire une Europe unie si les justices des neufs pays s'ignorent.

— **M. de Kerveguen : Contrôle des permissions de sortie accordées aux détenus** [14 décembre 1977] (p. 8708, 8709) : l'ordonnance de 1958 instituant le système des permissions de sortie ; composition de la commission d'application des peines.

INTERVENTIONS

En qualité de ministre chargé des réformes administratives :

1973

— **Projet de loi de finances pour 1974 (n° 646).** *Deuxième partie :*

Services du Premier ministre. — Réformes administratives. — Commissariat général au plan d'équipement et de la productivité [20 novembre 1973] (p. 6078) : « administrations de missions » ; crédits du commissariat général au plan ; (p. 6080) : non-révision du VIe Plan ; taux élevé de croissance de la production nationale atteint au cours des trois premières années ; réussite des objectifs principaux du plan ; objectif de solidarité sociale ; plan et inflation ; ses observations sur le taux de réalisation des équipements collectifs ; modification de la structure des financements ; recours aux emprunts et efforts des collectivités locales ; écarts entre les taux d'exécution du plan pour divers secteurs et pour diverses régions ; consultation du Parlement sur le VIIe Plan ; ses réserves sur l'opportunité d'un débat d'orientation avant les travaux des commissions de modernisation ; préparation technique et position des partenaires sociaux ; non-intangibilité du rapport sur les grands choix ; plan et opinion publique ; plan et croissance ; plan et régionalisation, association des assemblées régionales à l'élaboration du plan, dialogue avec les représentants de l'Etat ; mission du plan ; budget du ministère des réformes administratives, volonté informatrice et excessive centralisation bureaucratique ; nécessité de décentraliser les décisions et les responsabilités, participation des citoyens ; loi du 5 juillet 1972 sur les régions, départements et action de déconcentration, déconcentration et effort de décentralisation ; rapports de l'Etat et des collectivités locales ; rapports de l'administration avec le public, esprit de « marketing », simplification des procédures et du langage administratif ; création d'une délégation interministérielle aux réformes administratives ; (p. 6087) : répond aux orateurs ; ses réponses à M. Ansquer sur la présentation au Parlement d'un bilan d'exécution du plan, à M. Bouvard sur les moyens de son ministère et sur l'intervention de non-fonctionnaires, à M. Valleix sur l'association du Parlement aux travaux d'élaboration du Plan, à M. d'Aillères sur les sessions des conseils régionaux et sur les transferts de charges ; (p. 6088) : ses réponses à M. Josselin sur les PRDE et sur le programme concernant la Bretagne, à M. Bécam sur la simplification des formalités et sur les régions, à M. Odru sur l'organisation de la région parisienne et sur la région, à M. Caro sur la région, à M. Hamel sur la planification européenne ; (p. 6090) : répond à M. Hamel sur les méthodes de préparation du VIIe Plan ; infléchissement des méthodes pour tenir compte de la mise en place des régions, participation.

En qualité de garde des sceaux, ministre de la justice :

1977

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la responsabilité civile et à l'obligation d'assurance des propriétaires de navires pour les dommages résultant de la pollution par les hydrocarbures (n° 2200). Discussion générale** [14 avril 1977] (p. 1794) : l'objet du projet de loi ; (p. 1795) : la convention de Bruxelles du 29 novembre 1969 ; l'application de la convention aux navires transportant une cargaison de 2 000 tonnes au moins ; la convention de 1971 relative au fonds international d'indemnisation ; les projets en cours

sur le plan international en vue d'étendre le champ d'application de la convention de 1969 ; (p. 1798) : le dépôt du rapport de M. Achille-Fould sur les opérations d'immersion ; l'extension de la convention de 1969 à des substances dangereuses ou toxiques autres que les hydrocarbures ; (p. 1799) : l'élaboration d'un instrument juridique instituant un régime de responsabilité objectif ; le retard du dépôt du projet de loi ; l'objet du projet de loi, la vérification et la sanction de l'obligation d'assurance ; le dépôt d'un projet de loi sur les pavillons de complaisance ; les dispositions juridiques relatives à la répression des actes de pollution marine ; le régime de réparation des dommages ; indique à M. Virgile Barel que le Gouvernement ne pourrait intervenir qu'à la demande des autorités italiennes. **Discussion des articles. Article 5** (p. 1800) : l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 2 de M. Baudouin. **Article 7** : l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 1 de M. Baudouin. **Article 9** (p. 1800, 1801) : son amendement n° 3 : application de la loi au département de Saint-Pierre-et-Miquelon et à Mayotte ; adopté.

— **Projet de loi permettant aux magistrats participant aux sessions de formation d'assister aux délibérés des juridictions** (n° **2512**). **Première lecture. Discussion générale** [21 avril 1977] (p. 2048) : l'importance de l'effort gouvernemental en matière de développement de la formation permanente des magistrats ; le rôle consultatif de la présence des magistrats en formation aux délibérés des juridictions ; (p. 2049) : la participation des greffiers en chef aux activités des juridictions. **Discussion de l'article unique. Après l'Article unique** : son amendement n° 1 : participation aux activités des juridictions des greffiers en chef subissant une formation probatoire avant leur nomination en qualité de magistrats ; adopté ; son amendement n° 2 : modalités d'astreinte des greffiers en cours de formation au secret professionnel ; adopté. **Titre** : son amendement n° 3 : modification du titre ; retiré. **Deuxième lecture. Discussion générale** [28 juin 1977] (p. 4353) : le ralliement du Gouvernement à la position de la commission des lois.

— **Projet de loi modifiant l'alinéa 4 de l'article 175 du code pénal** (n° **2653**). **Discussion générale** [4 mai 1977] (p. 2450) : les problèmes de gestion des petites communes qui pourraient naître de l'application rigoureuse de l'article 175 du code pénal ; l'assouplissement du texte de l'article ; l'augmentation du plafond du montant des marchés.

— **Projet de loi relatif au contrat de groupement momentané d'entreprises** (n° **2432**). **Discussion générale** [4 mai 1977] (p. 2452) : le rôle des PME dans l'économie française ; leur accession aux marchés publics ; l'adoption de la proposition de loi sur la sous-traitance ; les dangers de l'absence de réglementation de la cotraitance ; la responsabilité des membres des groupements momentanés d'entreprises ; (p. 2453) : les exceptions à la règle de la responsabilité des entreprises vis-à-vis du maître de l'ouvrage à hauteur de leurs propres engagements ; l'opposition de la commission à la solidarité obligatoire ; l'absence de justification de certaines craintes exprimées en commission sur l'utilité du projet. **Discussion des articles. Article 3** (p. 2454) : son amendement n° 9 : extension de la responsabilité individuelle des membres du groupement ; l'opposition du Gouvernement à l'amandement n° 1 rectifié de M. Inchauspé ; l'engagement de la responsabilité du mandataire commun sur l'ensemble de la réalisation ; la réduction, par l'introduction d'un article 3 *bis* nouveau, de la tentation des grandes entreprises d'user de la formule du groupement d'entreprises pour échapper aux règles régissant la sous-traitance ; amendement n° 9 adopté. **Après l'Article 3** (p. 2456) : son amendement n° 8 : modalités de règlement des frais communs exposés pour l'exécution du contrat et des créances individualisées ; (p. 2457) : l'adoption d'un dispositif similaire à celui qui a été adopté pour les marchés publics ; un dispositif qui ménage les intérêts des cotraitants et ceux du maître de l'ouvrage ; l'association du milieu professionnel à l'élaboration du cahier des clauses administratives générales ; amendement n° 8 adopté.

— **Proposition de loi organique tendant à modifier l'article 5 de l'ordonnance n° 58-1065 du 7 novembre 1958 portant loi organique relative à la composition et à la durée des pouvoirs de l'Assemblée nationale** (n° **1401**). **Discussion générale** [26 mai 1977] (p. 3115) : les arguments développés par M. Jacques Chirac lors du débat d'octobre 1974 ; l'utilité de la réforme ; les objections relatives au texte du projet de révision constitutionnelle déposé par le Gouvernement en 1974 ; la dénaturation du principe de l'incompatibilité des fonctions législatives et exécutives ; la mise en question du principe de non-rétroactivité des lois ; (p. 3116) : l'atteinte à la dignité du suppléant ; les caractéristiques de la proposition de loi déposée par M. Charles Bignon ; la non-remise en question de principes constitutionnels ; l'absence de remise en question de la rétroactivité des lois ; la disparition de l'objection relative à l'éviction automatique du suppléant. **Exception d'irrecevabilité** (p. 3118) : l'absence d'effet pour la présente

législature de la proposition de loi de M. Charles Bignon ; la vérification de la constitutionnalité de la proposition de loi par le Conseil constitutionnel. **Discussion de l'article unique** (p. 3121) : la remise en question de la portée du texte par l'amendement n° 1 de M. Bolo ; demande à l'Assemblée de repousser cet amendement. **Après l'Article unique** : son amendement n° 2 : application des dispositions de l'article à partir du prochain renouvellement de l'Assemblée nationale ; adopté.

— **Proposition de loi adoptée par le Sénat, n° 261, tendant à compléter l'article 6 de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires en vue de préciser les moyens d'action des commissions d'enquête et de contrôle et proposition de loi, n° 1532, tendant à modifier et à compléter l'article 6 de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires. Première lecture. Discussion générale** [2 juin 1977] (p. 3344) : le pouvoir d'enquête et de contrôle reconnu aux assemblées parlementaires françaises ; l'ordonnance du 17 juin 1958 ; l'approbation par le Gouvernement du principe de la proposition de loi ; le dispositif de la proposition de loi ; les sanctions applicables aux témoins « récalcitrants » ; la comparution des fonctionnaires ; l'amendement du Gouvernement distinguant les fonctionnaires suivant la nature des responsabilités qu'ils assument. **Discussion de l'article unique. Avant l'Article unique** (p. 3347) : le caractère raisonnable de l'amendement n° 1 de M. Gerbet ; les possibilités de prolongation jusqu'au quinzième jour de la session ordinaire qui suit ; l'acceptation par le Gouvernement du sous-amendement n° 10 de M. Julien Schvartz. **Article unique** (p. 3348) : l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 2 de M. Gerbet ; l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 3 de M. Gerbet ; l'accord du Gouvernement sur la modification proposée par M. Foyer ; l'avis défavorable du Gouvernement sur l'amendement n° 11 rectifié de M. Julien Schvartz ; (p. 3349) : la non-opposabilité du secret fiscal en ce qui concerne les documents de service ; la publication du rapport de la commission d'enquête ; s'en remet à la sagesse de l'Assemblée sur l'amendement n° 13 de M. Julien Schvartz ; (p. 3350) : son sous-amendement n° 20 à l'amendement n° 4 de M. Gerbet : sanctions applicables en cas de non-comparution des témoins ; adopté ; s'en remet à la sagesse de l'Assemblée sur l'amendement n° 5, deuxième rectification de M. Gerbet ; (p. 3351) : son amendement n° 19 rectifié : accompagnement par un supérieur hiérarchique des agents de l'Etat convoqués qui ne sont pas secrétaire général, directeur ou chef de service d'administration centrale ; le principe hiérarchique ; la distinction entre fonctionnaire d'autorité et fonctionnaire de rang inférieur ; retire son amendement n° 19 rectifié ; (p. 3352) : l'accord du Gouvernement n° 6 de M. Gerbet. **Après l'Article unique** : l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 7 de M. Gerbet. **Article unique** (*suite*) (p. 3353) : demande à l'Assemblée de repousser les amendements n° 14 de M. Julien Schvartz et n° 16, troisième rectification de M. Forni ; (p. 3355) : demande à l'Assemblée de repousser l'amendement n° 14 de M. Julien Schvartz. **Après l'Article unique** (*suite*) (p. 3356) : s'en remet à la sagesse de l'Assemblée sur l'amendement n° 8 de M. Gerbet : le ralliement du Gouvernement à l'amendement n° 18 de M. Gerbet. **Deuxième lecture. Discussion générale** [28 juin 1977] (p. 4354) : l'approbation par le Gouvernement de la position de la commission. **Discussion des articles. Article premier** (p. 4354) : s'en remet à la sagesse de l'Assemblée sur l'amendement n° 1 de M. Gerbet ; s'en remet à la sagesse de l'Assemblée sur l'amendement n° 2 de M. Gerbet. **Article 2** (p. 4355) : l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 4 de M. Gerbet. **Troisième lecture. Discussion générale** [30 juin 1977] (p. 4542) : l'absence d'objection du Gouvernement sur le texte voté par les deux assemblées.

— **Levée de séance** [2 juin 1977] (p. 3356) : discussion de la proposition de loi n° 898 tendant à modifier l'article L 17 du code de la route.

— **Aménagement de l'ordre du jour** [16 juin 1977] (p. 3884) : l'accord du Gouvernement sur la demande du président de la commission des lois de discuter prioritairement de la proposition de loi relative à l'indivision conventionnelle ; le temps d'intervention des orateurs.

— **Proposition de loi tendant à abroger l'article 1873-4, alinéa 3, du code civil relatif à l'indivision conventionnelle** (n° 2953). **Discussion générale** [16 juin 1977] (p. 3885) : les conditions du ralliement de Gouvernement à la proposition de loi. **Discussion des articles. Article 2** : l'accord du Gouvernement sur le retrait de l'article 2.

— **Proposition de loi tendant à modifier l'article L 17 du code de la route, afin de sanctionner plus sévèrement les conducteurs en état d'ivresse qui ont provoqué des accidents mortels** (n° 2844). **Discussion générale** [16 juin 1977] (p. 3893) : le vote de lois importantes à l'initiative des parlementaires ; la maîtrise de l'ordre du jour par le Gouvernement ; l'article 48 de la Constitution ; l'ar-

ticle 89 du règlement ; la prise de conscience des drames de la route ; l'inspiration de la proposition de loi ; le caractère trop rigoureux de la rédaction initiale ; la modification de l'article L 15 du code de la route ; la faculté offerte aux juridictions d'annuler le permis de conduire ; la rigueur des dispositions à l'égard des conducteurs les plus dangereux pour la sécurité routière ; ses réserves sur les modalités de l'annulation obligatoire du permis de conduire ; l'amendement du Gouvernement relatif aux modalités d'annulation du permis de conduire ; (p. 3894) : la politique législative en matière d'infractions routières ; l'individualisation des procédures et des sanctions ; refondre l'ensemble de la législation des infractions routières ; concilier une réaction sociale efficace et égale pour tous avec le respect des droits de la défense ; l'amende ; l'attribution de points d'inaptitude ; la contestation de l'existence de l'infraction devant une juridiction de l'ordre judiciaire ; l'élargissement de la gamme des sanctions offertes aux tribunaux. **Discussion des articles. Article premier** (p. 3896) : son amendement n° 1 : suppression des dispositions relatives aux modalités de sollicitation d'un nouveau permis de conduire et modalités de sollicitation d'un nouveau permis de conduire après examen médical et psychotechnique ; l'avis défavorable du Gouvernement sur les amendements n° 7 et n° 8 rectifié de M. Gerbet ; (p. 3897) : la faculté offerte en cas d'annulation du permis de conduire de permettre aux personnes sanctionnées d'être relevées de cette annulation ; amendement n° 1 adopté. **Article 3** : s'en remet à la sagesse de l'Assemblée sur l'amendement n° 9 de M. Daillet ; (p. 3893) : l'éventualité d'une annulation par le Conseil constitutionnel de la disposition proposée par M. Daillet ; l'éventualité de l'intervention du parquet ; l'amendement de M. Claudius-Petit ; la définition du sabot de Denver ; le double emploi réalisé par l'article 3 du projet de loi avec l'article L 76 du code des débits de boissons ; la mise à jour du code de la route ; la mise en conformité de l'article L 3 du code de la route avec les principes précédemment posés par le Conseil constitutionnel ; (p. 3899) : l'action du procureur de la République ; son amendement n° 10 : modalités de contrôle et de dépistage du taux d'imprégnation alcoolique des automobilistes ; l'article L 76 du code des débits de boissons ; l'article 66 de la Constitution ; l'esprit qui préside au dépôt par le Gouvernement de son amendement n° 10 ; (p. 3900) : l'avis défavorable du Gouvernement sur le sous-amendement de M. Daillet à l'amendement n° 10 ; amendement n° 10 adopté. **Après l'Article 3** : son amendement n° 11 ; suppression de l'annulation automatique du permis de conduire en cas de changement selon la procédure simplifiée par l'ordonnance pénale ; la loi du 3 janvier 1972 ; la loi du 11 janvier 1971 ; les droits du contrevenant ; l'objet de l'amendement n° 11 du Gouvernement ; le traitement des contraventions relevées pour excès de vitesse ; (p. 3901) : l'insuffisance des moyens du ministère de la justice pour absorber le traitement des contraventions ; l'impossibilité pour le juge de prononcer, en cas de procédure simplifiée de l'ordonnance pénale, des mesures suspensives ; le maintien de la plénitude du pouvoir des juges ; la pérennité des effets de la loi de 1975 ; amendement n° 11 adopté.

— **Projet de loi relatif aux sociétés anonymes à participation ouvrière** (n° **2431**). **Discussion générale** [21 juin 1977] (p. 4014) : le petit nombre d'entreprises ayant choisi la formule de la société coopérative de main-d'œuvre ; la loi Chéron de 1917 ; l'attachement et le succès des entreprises ayant choisi la formule des sociétés coopératives de main-d'œuvre ; l'ampleur du projet de loi ; la difficile conciliation entre les aspirations des salariés et les impératifs d'une gestion moderne et efficace des entreprises ; la proposition de loi Edgar Faure tendant à instituer les sociétés à gestion participative ; demande à l'Assemblée de bien vouloir voter le texte. **Discussion des articles. Article 2 : Article 76 de la loi du 24 juillet 1867** (p. 4015) : l'avis favorable du Gouvernement sur l'amendement n° 1 rectifié de M. Inchauspé ; son opposition à l'amendement n° 6 de M. Gissinger soutenu par M. Caille ; l'utilité d'un équilibre entre les actions en capital et les actions en travail. **Article 76-1 de la loi du 24 juillet 1867** (p. 4016) : l'avis défavorable du Gouvernement à l'amendement n° 9 de M. Forni soutenu par M. Delehedde ; laisser aux partenaires sociaux la faculté de choisir le système le plus opportun ; l'avis défavorable du Gouvernement à l'amendement n° 8 de M. Gissinger soutenu par M. Caille. **Article 76-2 de la loi du 24 juillet 1867** (p. 4017) : l'acceptation par le Gouvernement de l'amendement n° 3 de M. Inchauspé. **Article 76-3 de la loi du 24 juillet 1867** : l'avis favorable du Gouvernement sur l'amendement n° 4 de M. Inchauspé. **Après l'Article 3** : l'avis favorable du Gouvernement sur l'amendement n° 10 de M. Inchauspé.

— **Proposition de loi organique, adoptée par le Sénat, tendant à compléter les articles L O 319 et L O 320 du code électoral** (n° **2975**). **Discussion générale** [23 juin 1977] (p. 4102) : l'examen par le Conseil constitutionnel de la constitutionnalité du texte modifiant la composition et la durée des pouvoirs

de l'Assemblée nationale ; la proposition de loi émanant du Sénat ; la nécessité de distinguer pour le Sénat les cas différents selon le mode d'élection ; le problème du remplacement des sénateurs élus au scrutin proportionnel ; l'hypothèse envisagée par M. Fanton ; (p. 4103) : l'objet de la proposition de loi ; l'absence de modification du statut des suppléants ; l'exercice d'un nouveau mandat en cas d'abandon de sièges.

— **Projet de loi modifiant les articles 11, 17 et 54 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques (n° 2996). Discussion générale** [23 juin 1977] (p. 4104) : les conditions d'accession à la profession d'avocat ; le système de formation des avocats ; la mise en place d'un groupe de travail chargé de faire des propositions ; la durée des études dans les pays de la Communauté européenne ; la qualité du service rendu par la profession d'avocat ; l'afflux d'étudiants vers la profession d'avocat en l'absence de réforme ; l'adoption de mesures similaires pour les conseils juridiques ; (p. 4105) : la demande unanime de la réforme par les organisations professionnelles ; la réunion d'un groupe de travail sur l'élaboration du décret relatif à la formation professionnelle ; la sélection des maîtrises permettant d'accéder à la profession d'avocat ; le maintien de l'égalité en dignité et en qualité entre la formation de l'avocat et celle du magistrat ; le respect des droits de la défense. **Discussion des articles. Article premier** (p. 4106) : la parité entre les magistrats et les avocats ; la concertation entre le Gouvernement et les organisations professionnelles ; la représentativité des bâtonniers ; l'avis favorable du Gouvernement sur l'amendement n° 1 de M. Foyer. **Après l'Article premier** (p. 4106) : l'avis favorable du Gouvernement sur l'amendement n° 2 de M. Foyer ; (p. 4107) : la procédure d'admission à la profession d'avocat ; assurer un équilibre ; la formation d'avocat et celle de magistrat ; la création du groupe de travail ; (p. 4108) : le rejet par le rapporteur de la commission des lois de l'amendement n° 4 déposé à titre personnel : le cas des conseils juridiques salariés ; la pénalisation des jeunes avocats collaborateurs ; les différences séparant la notion de salarié et la notion d'assujetti à la sécurité sociale. **Après l'Article 2** (p. 4109) : s'en remet à la sagesse de l'Assemblée sur l'amendement n° 3 de M. Foyer.

— **Propositions de loi tendant à interdire la publication et la diffusion de certains sondages d'opinion en période électorale (n° 267, n° 2790, n° 2791, n° 2854, n° 2896). Première lecture. Discussion générale** [28 juin 1977] (p. 4359) : la valeur de la proposition de loi ; l'influence des sondages électoraux ; le respect de la démocratie ; le droit à l'information ; (p. 4360) : la nécessité d'élaborer un code de déontologie en matière de publication et de réalisation des sondages ; la déontologie de la profession ; la déontologie de la publication ; l'interdiction de la publication ; le droit des citoyens à l'information ; le vote unanime de la proposition de loi de MM. Dailly et Pams ; le problème de la durée de l'interdiction ; limiter l'interdiction à une semaine avant chaque tour de scrutin. **Discussion des articles. Avant l'Article premier** (p. 4360) : l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 1 de M. Lauriol ; (p. 4361) : s'en remet à la sagesse de l'Assemblée sur l'amendement n° 35 de M. Guermeur ; son sous-amendement n° 52 à l'amendement n° 2 de M. Lauriol : application de la loi aux sondages relatifs aux élections des représentants à l'Assemblée des Communautés européennes ; son sous-amendement n° 22 à l'amendement n° 2 de M. Lauriol ; assimilation des opérations de simulation de vote réalisées à partir de sondages d'opinion, aux sondages d'opinion pour l'application de la loi ; s'en remet à la sagesse de l'Assemblée sur l'amendement n° 2 de M. Lauriol et sur le sous-amendement n° 36 de M. Guermeur ; (p. 4363) : sous-amendement n° 52 adopté ; sous-amendement n° 22 repoussé ; l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 3 de M. Lauriol ; les conséquences sur l'économie de la proposition de loi de l'adoption de l'amendement n° 50 de M. Leenhardt ; demande à l'Assemblée d'adopter l'amendement n° 4 de M. Lauriol ; (p. 4364) : l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 4 de M. Lauriol ; s'en remet à la sagesse de l'Assemblée sur le sous-amendement n° 37 de M. Guermeur ; l'hostilité du Gouvernement au sous-amendement n° 29 de M. Villa ; s'en remet à la sagesse de l'Assemblée sur le sous-amendement n° 38 de M. Guermeur ; (p. 4365) : l'accord du Gouvernement sur le sous-amendement n° 49 de M. Villa et sur l'amendement n° 5 de M. Lauriol ; l'avis défavorable du Gouvernement sur le sous-amendement n° 30 de M. Villa ; son sous-amendement n° 23 à l'amendement n° 6 de M. Lauriol : mise à la disposition de la commission des sondages des éléments ayant servi à la réalisation de la publication ou de la diffusion des sondages dans des conditions et pour une durée fixée par voie réglementaire ; repoussé ; (p. 4366) : l'hostilité du Gouvernement à l'amendement n 31 de M. Villa ; l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 7 de M. Lauriol ; (p. 4367) : l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 8 de M. Lauriol ; l'avis favorable du Gouverne-

ment à l'amendement n° 31 de M. Villa ; son avis favorable à l'amendement n° 9 de M. Lauriol ; l'avis favorable du Gouvernement sur l'amendement n° 10 de M. Lauriol ; (p. 4368) : reprend le sous-amendement n° 44 de M. Guermeur à l'amendement n° 11 rectifié de M. Lauriol étendant le contrôle de la commission des sondages aux conditions de publication et de diffusion, retiré ; son sous-amendement n° 24 à l'amendement n° 12 rectifié de M. Lauriol : publication des mises au point en cas de diffusion des sondages en violation des dispositions de la loi ; son sous-amendement n° 25 à l'amendement n° 12 rectifié de M. Lauriol : diffusion des mises au point par les sociétés nationales de radiodiffusion et de télévision ; les modalités de diffusion des mises au point par les sociétés nationales de radiodiffusion et de télévision ; l'article 16 de la loi n° 74-696 du 7 août 1974 ; l'accord du Gouvernement sur la modification proposée par M. Foyer ; sous-amendement n° 24 adopté ; (p. 4369) : demande le retrait du second alinéa de l'amendement n° 13 de M. Lauriol en raison de son irrecevabilité ; l'avis favorable du Gouvernement sur l'amendement n° 14 de M. Lauriol. **Article premier** (p. 4370) : son sous-amendement n° 26 à l'amendement n° 15 de M. Lauriol : réduction à une semaine de l'interdiction de publication des sondages ; les arguments militant en faveur d'une réduction de l'interdiction à une semaine ; l'opposition du Gouvernement à l'amendement n° 34 de M. Villa ; sous-amendement n° 26 repoussé ; (p. 4371) : son amendement n° 27 : substitution au mot « sondages » du mot « opérations » ; adopté ; l'avis défavorable du Gouvernement à l'amendement n° 54 de M. Foyer. **Avant l'Article 2** (p. 4372) : l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 18 de M. Lauriol. **Article 2** : son sous-amendement n° 28 à l'amendement n° 19 de M. Lauriol : modification des infractions susceptibles de sanctions ; devenu sans objet. **Après l'Article 2** : son sous-amendement n° 51 à l'amendement n° 20 de M. Lauriol : caractère facultatif des modalités d'application de la loi ; adopté. **Deuxième lecture. Discussion générale** [30 juin 1977] (p. 4548) : l'adoption d'une proposition de loi par le Sénat à l'unanimité de ses membres en 1972 ; son ralliement à la formule transactionnelle proposée par le Gouvernement ; (p. 4549) : l'assimilation faite entre les sondages électoraux et les sondages relatifs à la peine de mort et à l'exercice du droit de grâce ; les conditions d'exercice du droit de grâce.

— **Proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à modifier la loi n° 72-652 du 11 juillet 1972 relative aux sociétés coopératives de commerçants détaillants** (n° **2864**). **Discussion générale** [28 juin 1977] (p. 4373) : la rétrocession des fonds de commerce aux membres des coopératives ; l'autorisation des coopératives à incorporer à leur capital tout ou partie des ristournes bloquées en comptes courants individualisés ; l'abrogation de dispositions de la loi du 11 juillet 1972. **Discussion des articles. Article premier** (p. 4373) : l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 1 de M. Richomme.

— **Projet de loi relatif à l'informatique et aux libertés** (n° **2516**). **Première lecture. Discussion générale** [4 octobre 1977] (p. 5787) : la liberté ; le droit au secret ; le pouvoir que représente la détention de l'informatique ; l'attitude à avoir face à l'informatique ; (p. 5788) : l'organisation de la libre circulation des informations ; l'action du Gouvernement en matière de respect de la vic privée et des libertés ; la commission « informatique et libertés » ; le rapport Tricot ; les éléments du rapport Tricot retenus par le Gouvernement ; les raisons de l'ajournement de trois candidats au concours d'entrée à l'école nationale de la magistrature ; la circulaire Messmer interdisant les interconnexions informatiques ; les conditions de création des fichiers administratifs ; (p. 5789) : la mise en place de la commission nationale ; la réglementation de la collecte et de l'enregistrement des données ; le système SAFARI ; l'extension de l'application des mesures prévues par la loi aux fichiers manuels ; compléter les législations nationales par une réglementation internationale ; l'application de la loi aux fichiers automatisés des organisations politiques, syndicales ou religieuses et aux sociétés de presse. **Discussion des articles. Article premier** (p. 5790) : le rejet par le Gouvernement de l'amendement n° 33 de M. Forni ; s'en remet à la sagesse de l'Assemblée sur l'amendement n° 1 de M. Villa ; s'en remet à la sagesse de l'Assemblée sur l'amendement n° 34 de M. Forni. **Article 3** (p. 5791) : demande à l'Assemblée de rejeter l'amendement n° 2 de M. L'Huillier. **Après l'Article 3** (p. 5792) : demande à l'Assemblée de repousser l'amendement n° 3 de M. Maisonnat ; l'opposition du Gouvernement à l'adoption des amendements n° 4 de M. Kalinsky et n° 40 de M. Forni ; la prudence de la rédaction de l'amendement n° 40 ; (p. 5793) : le regroupement des dispositions pénales à la fin du projet de loi. **Avant l'Article 4** : la non-distribution de l'amendement n° 103 de M. Foyer ; (p. 5798) : l'accord du Gouvernement sur l' amendement n° 103 de M. Foyer. **Article 4** : l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 104 de M. Foyer. **Article 5** : le rejet par le Gouver-

nement de l'amendement n° 42 de M. Forni. **Article 6** (p. 5803) : son insatisfaction quant à l'amendement transactionnel proposé par la commission ; la composition de la commission nationale de l'informatique ; les conséquences d'une représentation des parlementaires au sein de la commission nationale de l'informatique ; le domaine d'action de la commission ; l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 150 de M. Bernard Marie ; les garanties offertes par cet amendement ; (p. 5804) : l'éventualité du choix d'un professeur de l'enseignement supérieur ou d'un avocat au titre des personnalités qualifiées ; (p. 5805) : l'indépendance du rapporteur et du président de la commission informatique et libertés ; le droit de présentation ; la non-acceptation par le Gouvernement de l'amendement n° 49 de M. Forni ; (p. 5806) : le désaccord du Gouvernement sur l'amendement n° 50 de M. Forni ; la confusion des notions de compétence et d'intérêt réalisée par l'amendement n° 52 de M. Forni ; s'en remet à la sagesse de l'Assemblée sur les amendements n° 107 de M. Foyer et n° 53 de M. Forni ; (p. 5807) : s'en remet à la sagesse de l'Assemblée sur l'amendement n° 108 de M. Foyer. **Après l'Article 6** : le désaccord du Gouvernement sur l'amendement n° 6 de M. Villa. **Article 7** : l'absence de nécessité de suppression des commissaires du Gouvernement. **Article 8** (p. 5808) : le désaccord du Gouvernement sur l'amendement n° 56 de M. Forni ; l'opposition du Gouvernement à l'amendement n° 57 de M. Forni ; s'en remet à la sagesse de l'Assemblée sur les amendements n° 109 de M. Foyer et n° 59 de M. Forni. **Article 9** (p. 5809) : demande à l'Assemblée de repousser l'amendement n° 60 de M. Forni ; l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 110 de M. Foyer. **Article 10** (p. 5810) : la présentation annuelle d'un rapport au Président de la République ; renouvelle son désaccord sur l'amendement n° 62 de M. Forni. **Après l'Article 10** (p. 5811) : l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 111 de M. Foyer ; son désaccord quant à l'amendement n° 63 et au sous-amendement n° 149 de M. Forni à l'amendement n° 111 de M. Foyer ; [5 octobre 1977] : **Article 11** (p. 5848) : la non-acceptation par le Gouvernement de l'amendement n° 65 de M. Forni. **Après l'Article 11** : les objections du Gouvernement à l'amendement n° 8 de M. Maisonnat ; demande un scrutin public sur l'amendement n° 8. **Article 12** (p. 5849) : demande la réserve de l'article. **Après l'Article 12** : la non-acceptation par le Gouvernement de l'amendement n° 11 de M. Kalinsky. **Article 14** (p. 5850) : les problèmes de coordination que posera l'adoption de l'amendement n° 113 de M. Foyer. **Article 15** (p. 5851) : demande à l'Assemblée de repousser l'amendement n° 71 de M. Forni. **Après l'Article 15** (p. 5852) : le refus du Gouvernement de voir la commission nationale de l'informatique étendre le domaine de la loi ; l'inclusion des fichiers informatisés dans le domaine de la loi ; propose une nouvelle rédaction de l'amendement n° 114 de M. Foyer. **Article 16** (p. 5853) : l'utilité de l'amendement n° 115 de M. Foyer. **Article 17** (p. 5854) : l'opposition du Gouvernement à l'amendement n° 72 de M. Forni ; l'accueil favorable du Gouvernement à l'amendement n° 116 de M. Foyer. **Article 18** (p. 5856) : l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 17 modifié de M. Villa ; son amendement supprimant les dispositions relatives à la fixation par la commission nationale de l'informatique des catégories de traitements ne comportant pas manifestement de risques d'atteinte à la vie privée ; adopté. **Après l'Article 18** (p. 5857) : l'opposition du Gouvernement à l'amendement n° 18 de M. Maisonnat ; l'opposition du Gouvernement à l'amendement n° 75 de M. Forni. **Article 19** (p. 5858) : l'opposition du Gouvernement à l'amendement n° 76 de M. Forni ; les raisons motivant le désaccord du Gouvernement sur les amendements n° 120 et n° 121 de M. Foyer ; (p. 5859) : les dispositions du Privacy Act ; les conséquences de l'adoption de l'amendement n° 120 de M. Foyer ; les dispositions de l'article 19 du projet de loi. **Après l'Article 19** (p. 5860) : les raisons d'ordre structurel et fonctionnel qui motivent l'opposition du Gouvernement à l'adoption de l'amendement n° 121 de M. Foyer. **Article 20** (p. 5861) : l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 122 de M. Foyer. **Article 12** (*suite*) (p. 5867) : l'opposition du Gouvernement aux amendements n° 67 de M. Forni et n° 9 de M. Kalinsky ; le désaccord du Gouvernement sur l'amendement n° 112 de M. Foyer ; déclare que le Gouvernement est prêt à étudier une formule donnant satisfaction à la commission, où serait nécessaire l'avis conforme du Conseil d'Etat ; (p. 5868) : les distinctions apportées dans les législations étrangères entre fichiers privés et fichiers publics ; la soumission pour avis, à la commission nationale de l'informatique, des traitements ; les garanties offertes par le projet de loi ; (p. 5869) : son amendement : subordination à un avis conforme du Conseil d'Etat de l'annulation de l'avis défavorable de la commission nationale de l'informatique ; adopté. **Après l'Article 12** (*suite*) : l'opposition du Gouvernement à l'amendement n° 11 de M. Kalinsky. **Après l'Article 13** (*suite*) (p. 5870) : l'opposition du Gouvernement à l'amendement n° 14 de M. Maisonnat ; l'organisation de l'information des comités

d'entreprise. **Après l'Article 14** (*suite*) (p. 5871) : le caractère inutile et contradictoire de l'amendement n° 70 de M. Forni. **Article 21** (p. 5871) : l'opposition du Gouvernement aux amendements n° 79 de M. Forni et n° 20 de M. Maisonnat. **Avant l'Article 23** (p. 5873) : l'opposition du Gouvernement à l'amendement n° 22 de M. Kalinsky ; l'absence de réelle précision apportée par l'amendement n° 123 de M. Foyer ; l'opposition du Gouvernement à l'amendement n° 151 de M. Claudius-Petit. **Article 23** (p. 5874) : l'opposition du Gouvernement aux amendements n° 81 de M. Forni et n° 125 de M. Foyer ; l'opposition du Gouvernement aux amendements n° 23 de M. Villa, n° 126 de M. Foyer et n° 82 de M. Forni ; le caractère inapplicable des dispositions proposées ; (p. 5875) : la différence quant au fond entre le texte du projet et les amendements proposés ; la non-similitude des expressions « communication » et « connaissance ». **Article 24** : s'en remet à la sagesse de l'Assemblée sur l'amendement n° 127 de M. Foyer. **Article 25** (p. 5876) : l'opposition du Gouvernement à l'amendement n° 86 de M. Forni ; (p. 5877) : son amendement n° 147 : dispositions de coordination ; adopté ; l'opposition du Gouvernement à l'amendement n° 16 de M. Kalinsky. **Article 26** (p. 5878) : le désaccord du Gouvernement sur l'amendement n° 129 de M. Foyer ; (p. 5879) : s'en remet à la sagesse de l'Assemblée sur le sous-amendement n° 130 de M. Foyer, à l'amendement n° 27 de M. Villa ; l'opposition du Gouvernement à l'amendement n° 28 de M. Maisonnat ; (p. 5880) : l'opposition du Gouvernement aux amendements n° 85 de M. Forni et n° 131 de M. Foyer. **Après l'Article 26** (p. 5881) : l'opposition du Gouvernement à l'amendement n° 29 de M. Maisonnat ; s'en remet à la sagesse de l'Assemblée sur l'amendement n° 132 de M. Foyer. **Avant l'Article 27** : l'opposition du Gouvernement à l'amendement n° 87 de M. Forni. **Article 28** (p. 5882) : l'opposition du Gouvernement à l'amendement n° 89 de M. Forni ; (p. 5883) : l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 134 de M. Foyer. **Article 29** : s'en remet à la sagesse de l'Assemblée sur les amendements n° 135 de M. Foyer et n° 92 de M. Forni. **Après l'Article 29** (p. 5884) : demande à l'Assemblée de repousser l'amendement n° 95 de M. Forni ; s'en remet à la sagesse de l'Assemblée pour les amendements n^{os} 139, 140, 141 de M. Foyer, et n° 97 de M. Forni. **Article 30** (p. 5885) : l'opposition du Gouvernement à l'amendement n° 98 de M. Forni ; son accord sur l'amendement n° 142 de M. Foyer ; l'opposition du Gouvernement à l'amendement n° 31 de M. Kalinsky. **Article 36** (p. 5887) : l'opposition du Gouvernement à l'amendement n° 146 de M. Forni ; l'inutilité d'une modification des dispositions de l'article 36. **Après l'Article 36** : la nécessité d'une mention expresse pour que la loi s'applique dans les départements d'outre-mer ; (p. 5888) : son amendement n° 153 : application de la loi à Mayotte et aux territoires d'outre-mer ; adopté. **Commission mixte paritaire** [21 décembre 1977] (p. 9153) : l'opposition du Gouvernement à la composition de la commission de l'informatique et des libertés telle qu'elle est présentée par la CMP ; le rôle de la commission ; le rôle du parlementaire ; (p. 9154) : indique qu'il demandera un scrutin public sur l'amendement relatif à la composition de la commission de l'informatique et des libertés ; (p. 9156) : son amendement n° 1 : composition de la commission « informatique et libertés » ; adopté ; son amendement n° 2 : modification rédactionnelle ; l'accord du Gouvernement sur la proposition rédactionnelle de M. Lauriol ; amendement n° 2 rectifié adopté. **Troisième lecture. Discussion générale** (p. 9176) : la composition de la commission nationale de l'informatique et des libertés ; l'interprétation par le Sénat des amendements déposés par le Gouvernement ; la résignation du Gouvernement à un retour au texte de la commission mixte paritaire ; les conditions de vote du texte. **Discussion des articles. Article 6** (p. 9177) : l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 1 de M. Gerbet. **Article 12** (p. 9178) : l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 2 de M. Gerbet. **Article 23** : l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 3 de M. Gerbet. **Article 28** (p. 9179) : l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 4 de M. Gerbet.

— **Proposition de résolution** tendant à **modifier les articles 39, 142 et 143 du règlement de l'Assemblée nationale** (n° **1494**). **Discussion générale** [5 octobre 1977] (p. 5847) : un texte qui concerne directement l'Assemblée nationale.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° **3120**). *Deuxième partie :*

Budgets annexes de la Légion d'honneur et de l'ordre de la Libération [25 octobre 1977] (p. 6561) : l'augmentation du budget de la Légion d'honneur ; les résultats obtenus par les maisons d'éducation ; la mise à la disposition du ministère de la culture et de l'environnement du château et du parc d'Ecouen ; l'ouverture d'un contingent supplémentaire de croix de chevaliers de la Légion d'honneur en faveur des anciens combattants de la guerre de 1914-1918 ; l'attribution d'un traitement aux bénéficiaires de l'ordre de la Légion d'honneur ; le budget de l'ordre de la Libé-

ration ; (p. 6562) : les entorses à la réglementation de la Légion d'honneur ; la possibilité d'être promu dans la Légion d'honneur en raison de faits nouveaux ; l'attribution d'un traitement aux légionnaires ; l'objectif de réduction de l'effectif des légionnaires ; l'ouverture d'un contingent spécial de croix supplémentaires.

Débat préparatoire en commission élargie à l'examen des crédits du ministère de la justice. Débat du 20 octobre 1977 [*J.O.* Débats du 25 octobre 1977] (p. 6562) : l'augmentation du budget du ministère de la justice ; la part du budget de la justice dans l'ensemble des budgets civils de l'Etat ; le nombre des créations d'emplois ; (p. 6563) : la priorité donnée au service judiciaire ; la situation des greffes ; les créations d'emplois affectés au fonctionnement des juridictions ; le problème de la gratuité de la justice ; la priorité apportée au rétablissement du service pénitentiaire ; la situation du personnel pénitentiaire ; les crédits affectés à l'éducation surveillée ; (p. 6568) : la gratuité du service public de la justice ; les propositions du comité d'études sur la violence ; les relations entre le justiciable et la justice ; la poursuite énergique de la délinquance astucieuse ; la complexité du système du coût de la justice ; le non-recouvrement d'amendes pénales ; l'augmentation des amendes frappant la délinquance astucieuse ; le problème du versement des droits d'enregistrement frappant les mutations de propriété ; l'institution d'un forfait pour les frais de justice en matière pénale ; (p. 6569) : l'institution des juges uniques ; la modification du statut du corps des magistrats ; l'entrée et la sortie des magistrats dans le corps ; la création de deux demi-promotions à l'ENM ; la mise en place de conciliateurs ; le nombre élevé de candidats ; le remboursement de leurs frais de mission ; l'allégement de la tâche des greffiers ; les difficultés de recrutement de secrétaires dactylographes ; l'intégration des greffiers en chef non licenciés en droit ; le transfert à l'Etat des charges de fonctionnement de l'ordre judiciaire ; le rapport Guichard ; l'automatisation du bureau d'ordre de Nanterre ; la constitution d'un groupe de travail ; l'indemnisation des victimes de la violence et de l'insécurité dans les lieux publics et les bals ; les instructions relatives au recours systématique à la procédure de flagrant délit ; les études relatives à la répression du délit de port d'armes ; l'aide judiciaire ; la situation de l'ARAJUFA ; (p. 6571) : l'indemnisation des avocats commis d'office ; les solutions proposées par les avocats ; les délais de mise au point du régime complémentaire d'assurance vieillesse des avocats ; les honoraires des avocats ; les équipements de l'administration pénitentiaire ; la raison des modicités des autorisations de programme et de l'importance des crédits de paiement en matière d'équipement pénitentiaire ; le rapport entre les prévenus et les condamnés dans les prisons ; le recours au contrôle judiciaire ; (p. 6572) : les récidives constatées après les libérations conditionnelles ; l'affaire de l'ENM ; le nombre d'éducateurs à la prison de Fleury-Mérogis ; l'intégration de la police judiciaire au sein du ministère de la justice ; le fonctionnement du conseil supérieur de l'administration pénitentiaire ; l'application des recommandations du comité d'études sur la violence ; la mise en place et la compétence de la cour d'appel de Versailles ; les poursuites contre les sectes politico-religieuses ; la sécurité dans les palais de justice ; (p. 6573) : indique qu'il fournira aux orateurs auxquels il n'a pas été répondu des réponses par voie écrite.

Justice [25 octobre 1977] (p. 6578) : l'évolution des crédits budgétaires de la justice ; le coût de la justice ; les grandes masses financières du budget de la justice ; un budget de fonctionnement ; la place modeste de l'investissement ; la répartition des crédits entre l'administration centrale et les juridictions et les services pénitentiaires et de l'éducation surveillée ; l'attitude des Français vis-à-vis de la justice ; (p. 6579) : la garantie de la sécurité des citoyens ; restaurer la confiance de l'opinion publique ; la nécessité de simplifier les procédures ; l'importance des créations d'emplois ; le travail des greffes ; la réorganisation des greffes ; les effectifs des tribunaux ; l'expérience des conciliateurs ; l'ouverture de l'accès à la justice ; la généralisation des procédures de requêtes ; (p. 6580) : les progrès de l'aide judiciaire ; les renforcements du service d'information et d'accueil des usagers ; la gratuité administrative des procédures judiciaires civiles ; l'amélioration des services rendus par les professions judiciaires et juridiques ; la priorité donnée à l'administration pénitentiaire ; l'amélioration de la condition des personnels ; le statut des personnels médicaux ; les créations d'emplois ; l'effort en matière d'équipement ; les établissements pénitentiaires soumis à restauration ; l'ajustement de la justice pénale à la criminalité moderne ; la grande criminalité ; la loi relative à l'indemnisation des victimes de dommages corporels ; l'équipement de l'éducation surveillée ; (p. 6581) : l'augmentation des crédits de fonctionnement de l'éducation surveillée ; les problèmes posés par les juridictions de la jeunesse ; l'institution de la gratuité du service public de la justice ; (p. 6590) : indique qu'il répondra par écrit à certaines questions posées lors de la séance de la commission élargie ; la physionomie générale du budget ; les crédits

affectés à l'éducation surveillée ; la nécessité de priorités ; l'augmentation des moyens financiers ; le problème des délais de citation ; (p. 6591) : la mise à l'étude de la simplification des délais ; les créations d'emplois ; l'obligation de réserve des magistrats ; la création d'un groupe de travail sur ce sujet ; la position du Gouvernement sur l'attentat dont ont fait l'objet les locaux du syndicat de la magistrature ; l'organisation d'un concours de conception pour la construction normalisée d'équipements pénitentiaires ; le rattachement du tribunal de Nanterre au ressort de la cour d'appel de Versailles ; l'augmentation des saisies et des expulsions sous l'effet du chômage ; l'article 1244 du code civil sur le bénéfice de délais de paiement ; le problème des suicides dans les prisons ; (p. 6592) : le contrôle des publications ; la réinsertion des détenus libérés ; l'action des associations privées ; l'aide à la construction de centres d'accueil ; les permissions de sortie ; la réalisation d'une étude sur les incidences de ces permissions ; les propositions du comité d'études sur la violence ; l'introduction d'un représentant du ministère public au sein de la commission d'application des peines ; l'instauration d'un examen ; les décisions des juges de l'application des peines en matière de permission de sortie ; la mise au point d'un projet de loi d'équipement pénitentiaire ; la réalisation de la parité de carrière entre les personnels de surveillance et le corps des gardiens de la paix ; la violence ; l'indemnisation des dommages matériels consécutifs à un attentat par explosif ; l'extension du système mis en place par la loi du 3 janvier 1977 ; la modification de la législation sur les assurances ; le terrorisme ; (p. 6593) : la dimension internationale du terrorisme ; l'importance du travail du comité d'études sur la violence ; les caractéristiques de la délinquance ; la concrétisation des recommandations du comité ; les projets de loi en préparation ; la création d'un comité d'application des conclusions du rapport. **Examen des crédits. Article 79** (p. 6594) : la loi de 1972 relative à l'aide judiciaire ; les conditions d'indemnisation des avocats commis d'office.

— **Proposition de loi portant réforme du titre IV du livre premier du code civil : « Des absents »** (n° **3208**). **Discussion générale** [22 novembre 1977] (p. 7802) : la réforme du code civil ; le développement littéraire sur l'absence ; (p. 7803) : inadéquation de la législation à l'évolution de la société moderne ; le droit actuel ; les améliorations proposées au régime actuel ; l'assouplissement des règles présidant à la gestion des biens des personnes disparues ; le raccourcissement des délais ; les effets du jugement déclaratif d'absence. **Discussion des articles. Article premier : Article 115 du code civil** (p. 7804) : l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 1 de M. Foyer. **Article 125 du code civil** (p. 7805) : l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 2 de M. Foyer. **Article 128 du code civil :** l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 3 de M. Foyer. **Article 10** (p. 7806) : son amendement n° 4 : dispositions abrogées ; adopté. **Deuxième lecture. Discussion générale** [20 décembre 1977] (p. 9071) : invite l'Assemblée nationale à voter le texte de la proposition de loi modifiée. **Discussion des articles. Article premier** (p. 9072) : le caractère amiable du partage prévu à l'article 116, alinéa 2, du texte voté par le Sénat.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux astreintes prononcées en matière administrative** (n° **2936**). **Première lecture. Discussion générale** [22 novembre 1977] (p. 7807) : les dispositions du texte ; la création d'astreintes pour obliger les administrations à s'exécuter ; le caractère incitatif de l'astreinte ; le mécanisme des astreintes ; le rôle du Conseil d'Etat en matière de prononciation des astreintes ; les différences du projet avec les règles de l'astreinte en droit privé ; le caractère partiel des sommes revenant au requérant ; l'impossibilité d'exiger de l'administration l'instantanéité d'exécution. **Discussion des articles. Avant l'Article premier** (p. 7809) : l'opposition de l'article 37 à l'amendement n° 1 de M. Gerbet ; le décret du 29 décembre 1962 portant règlement général de la comptabilité publique ; (p. 7810) : l'impossibilité pour les comptables de procéder au paiement en méconnaissance de l'imputation comptable de la dépense ; la séparation du domaine législatif du domaine réglementaire ; la saisine éventuelle du Conseil constitutionnel par le Gouvernement. **Article 2** (p. 7811) : l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 2 de M. Gerbet. **Titre :** l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 3 de M. Gerbet. **Deuxième lecture. Discussion générale** [21 décembre 1977] (p. 9153) : l'opposition du Gouvernement à un amendement de rétablissement de l'article premier nouveau. **Discussion des articles. Titre :** l'opposition du Gouvernement à l'amendement n° 2 de M. Gerbet.

— **Proposition de loi modifiant l'article 8 de la loi n° 67-6 du 3 janvier 1967 tendant à permettre la suppression du régime juridique auquel sont soumis certains terrains communaux, notamment ceux dénommés « parts de marais » ou « parts ménagères »** (n° **3209**). **Discussion des articles** [22 novembre 1977] (p. 7813) : la suppression du régime juridique des « parts de marais » ; la modification de l'objet de l'offre préférentielle ; la modification

des bénéficiaires de l'offre ; l'article 8 de la loi du 3 janvier 1967.

— **Proposition de loi relative aux statuts nouveaux de l'entreprise : titre premier (articles premier à 17) : dispositions relatives à la société anonyme à gestion participative (n° 3236). Discussion générale** [1er décembre 1977] (p. 8142) : les rapports entre la proposition de loi et les conclusions du rapport du comité Sudreau ; la loi Chéron de 1917 relative aux SAPO ; l'originalité de la société anonyme à gestion participative ; l'attitude du PC et du PS face à la proposition de loi ; l'initiative parlementaire ; la participation. **Discussion des articles. Article premier : Article 250-2 de la loi n° 66-536 du 24 juillet 1966** (p. 8144) : s'en remet à la sagesse de l'Assemblée sur l'amendement n° 20 rectifié de M. Edgar Faure ; son amendement n° 1 : modalités de composition des conseils de surveillance ; devenu sans objet. **Article 250-3 de la loi n° 66-536 du 24 juillet 1966** (p. 8145) : son amendement n° 2 : modalités d'élection des représentants des salariés au conseil de surveillance ; les dangers représentés par la limitation de l'application de la loi à une ou plusieurs catégories de salariés ; les conditions dans lesquelles doit être tentée l'expérience de la participation ; (p. 8146) : limiter l'exclusion de certaines catégories de personnels à la participation aux organes dirigeants ; propose un sous-amendement à l'amendement n° 13 de M. Edgar Faure relatif à la participation aux organes dirigeants ; adopté. **Après l'Article 250-3 de la loi n° 66-536 du 24 juillet 1966 :** son amendement n° 3 : règles législatives du fonctionnement de l'assemblée générale des salariés ; s'en remet à la sagesse de l'Assemblée sur le sous-amendement n° 17 de M. Foyer ; amendement n° 3 adopté après adoption du sous-amendement n° 17 de M. Foyer. **Article 250-4 de la loi n° 66-536 du 24 juillet 1966 :** son amendement n° 4 : modification rédactionnelle ; adopté après adoption de la modification proposée par M. Bignon. **Article 250-5 de la loi n° 66-536 du 24 juillet 1966** (p. 8147) : son amendement n° 5 : éléments de la quotepart du bénéfice distribuable de l'exercice revenant au salarié ; le cumul des droits à la participation ; s'en remet à la sagesse de l'Assemblée sur le sous-amendement n° 21 de M. Edgar Faure à son amendement n° 5 ; amendement n° 5 adopté après adoption du sous-amendement n° 21 de M. Edgar Faure ; (p. 8148) : la portée du texte en cas d'adoption de l'amendement n° 14 de M. Edgar Faure ; le problème posé par les droits des travailleurs aux bénéfices distribués sur les plus-values. **Article 250-6 de la loi n° 66-536 du 24 juillet 1966** (p. 8149) : son amendement n° 6 : durée de présence dans l'entreprise nécessaire pour bénéficier des dividendes de travail et modalités de répartition des dividendes de travail ; l'avis favorable du Gouvernement sur le sous-amendement n° 18 de M. Foyer à son amendement n° 6 ; amendement n° 6 adopté après adoption du sous-amendement n° 18 de M. Foyer. **Après l'Article 250-6 de la loi n° 66-536 du 24 juillet 1966 :** son amendement n° 7 : modalités de distribution des dividendes de travail ; s'en remet à la sagesse de l'Assemblée sur le sous-amendement n° 22 de M. Edgar Faure à son amendement n° 7 ; amendement n° 7 adopté après adoption du sous-amendement n° 22 de M. Edgar Faure. **Article 250-7 de la loi n° 66-536 du 24 juillet 1966 :** son amendement n° 8 de coordination ; adopté ; (p. 8150) : son amendement n° 9 : conditions dans lesquelles l'effectif maximum du conseil de surveillance peut être dépassé ; adopté après adoption du sous-amendement n° 19 de M. Foyer. **Article 250-8 de la loi n° 66-536 du 24 juillet 1966 :** son amendement n° 10 : conditions de quorum et de majorité dans lesquelles l'assemblée générale des salariés peut modifier les dispositions des statuts concernant la gestion participative et des droits qui en découlent ; adopté. **Après l'Article 2 :** son amendement n° 11 : protection des représentants des salariés au conseil de surveillance ; adopté après adoption de la modification proposée par M. Offroy ; son amendement n° 12 : application des dispositions relatives au crédit d'impôt aux dividendes de travail ; adopté ; (p. 8151) : l'avis défavorable du Gouvernement sur l'amendement n° 15 de M. Edgar Faure. **Seconde délibération. Article premier : Article 250-5 de la loi n° 66-536 du 24 juillet 1966 :** la complication des dispositions de l'amendement n° 14 ; (p. 8152) : son amendement n° 1 : caractère facultatif de l'extension des droits appartenant aux salariés sur les bénéfices distribués à l'ensemble des plus-values des éléments de l'actif social ; adopté.

— **Projet de loi instaurant la gratuité des actes de justice devant les tribunaux civils et administratifs (n° 3177). Discussion générale** [2 décembre 1977] (p. 8252) : la gratuité des actes de justice devant les tribunaux civils et administratifs ; les relations des usagers et de la justice ; la condition de justiciable ; la responsabilité de l'Etat ; la situation des auxiliaires de justice ; les conditions de publication des textes d'application de la loi ; la modalité de la présentation du projet de loi ; le coût budgétaire de la réforme ; les avantages pour les justiciables ; le problème des expertises devant les tribunaux ; (p. 8253) : la rénovation de l'aide judiciaire ; la suppression de la perception par l'avocat des redevances, des droits et des taxes d'Etat ; l'indé-

pendance professionnelle des auxiliaires de la justice ; le recouvrement du droit de plaidoirie ; la retraite des avocats ; la délivrance gratuite des copies des pièces de procédure ; la portée de la gratuité de la justice. **Discussion des articles. Article premier** (p. 8254) : son amendement n° 19 : substitution à la notion de gratuité des actes de justice de la notion de gratuité du service public de la justice ; la portée de la réforme ; adopté. **Article 7** (p. 8255) : son amendement n° 23 : modification rédactionnelle ; son amendement n° 24 : non-soumission du droit fixe de procédure à la charge de la partie civile ; amendement n° 23 retiré ; amendement n° 24 adopté. **Article 9** : son amendement n° 25 : non-soumission des actes des secrétariats des juridictions judiciaires et administratives à toute autre taxe prévue par le CGI ; adopté ; son amendement n° 26 : modalités de perception d'un droit forfaitaire pour la délivrance en matière civile et administrative des ampliations ; adopté. **Article 10** : son amendement n° 27 : dispense de l'enregistrement des actes d'huissier de justice et assimilation à décision de justice de la signification du protêt de chèque et des certificats de non-paiement de chèques postaux ; (p. 8256) : le refus par le Gouvernement d'étendre l'exonération à l'ensemble des actes d'huissier accomplis préalablement à une instance ; l'avis de la commission de couvrir des actes se rattachant à l'instance ; l'exonération des actes d'huissier dans la mesure où ils se rattachent à une instance ; amendement n° 27 adopté après adoption du sous-amendement de M. Gerbet ; (p. 8257) : l'avis défavorable du Gouvernement sur l'amendement n° 11 de M. Gerbet. **Article 12** : son amendement n° 28 : fixation par décret en Conseil d'Etat des modalités de versement par les avocats d'une contribution équivalente au droit de plaidoirie ; adopté. **Après l'Article 12** : l'inopportunité d'un renvoi à un règlement d'administration publique ; les modalités de publication des décrets d'application du texte de la loi ; demande à l'Assemblée de rejeter l'amendement n° 33 de M. Gerbet. **Article 13** (p. 8258) : son amendement n° 29 : fixation par décret en Conseil d'Etat des modalités d'adaptation de la législation applicable aux départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de Moselle ; réservé. **Article 14** : préférait au système proposé par la commission l'augmentation des taux maxima des amendes ; s'en remet à la sagesse de l'Assemblée sur l'amendement n° 13 de M. Gerbet. **Avant l'Article 18** (p. 8259) : son amendement n° 30 : application des dispositions des titres I et II de la loi aux TOM ; adopté. **Article 18** : les conséquences de la réforme des greffes ; le respect des engagements du Gouvernement ; la fonctionnarisation des greffes ; (p. 8260) : le sort des greffiers titulaires de la charge cessant leur activité au 1er avril 1978 et non-taxation des indemnités au titre de l'imposition sur les plus-values ; son amendement n° 31 : modalités d'application des dispositions relatives aux conseils de prud'hommes ; réservé ; l'application de la loi du 30 novembre 1965 ; la fonctionnarisation des greffes ; l'examen des dossiers d'indemnisation par les commissions d'évaluation ; (p. 8261) : le problème de la constitution des dossiers d'indemnisation. **Article 3** (*suite*) : son amendement n° 35 : non-soumission à la charge des parties de frais postaux des secrétariats des conseils de prud'hommes ; son amendement n° 20 : mise à la charge de l'Etat des frais postaux des secrétariats des conseils de prud'hommes ; amendement n° 20 retiré ; amendement n° 35 adopté. **Avant l'Article premier** (*suite*) (p. 8262) : son amendement n° 18 : substitution de la notion de gratuité à celle de gratuité du service public de la justice ; retiré. **Article 4** (*suite*) : son amendement n° 21 : suppression du paiement des frais de justice devant le conseil de prud'hommes ; le projet de réforme du statut des secrétaires et secrétaires adjoints des conseils de prud'hommes ; adopté ; son amendement n° 22 : conditions dans lesquelles il est perçu des redevances égales au coût des procédures en cas de décisions du tribunal de grande instance en l'absence de tribunal de commerce ; adopté. **Article 13** (*suite*) (p. 8263) : son amendement n° 29 : fixation par décret en Conseil d'Etat des modalités d'application de la législation aux départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle ; adopté. **Article 18** (*suite*) : son amendement n° 31 : modalités d'application des dispositions relatives aux conseils de prud'hommes ; adopté ; la participation de l'Etat au soutien de la charge supplémentaire supportée par les collectivités locales en raison de la fonctionnarisation des greffes. **Titre** : demande à la commision de retirer son amendement n° 14. **Commission mixte paritaire** [20 décembre 1977] (p. 9069) : demande à l'Assemblée d'adopter la rédaction retenue par la commission mixte paritaire.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la répression de l'organisation frauduleuse de l'insolvabilité** (n° 3224). **Discussion générale** [9 décembre 1977] (p. 8542) : la délinquance « astucieuse » ; le sentiment de l'opinion publique sur les formes nouvelles de la délinquance économique ; les procédés frauduleux les plus courants ; le développement des situations de fausse insolvabilité ; la réalisation concrète des recommandations nos 36 et 37 du rapport « Réponse à la violence » ; les dispositions préventives et répressives du projet de loi ; le champ d'application du projet ; l'exclusion des créanciers contractuels ;

l'exception prévue pour les créances d'aliments. **Discussion de l'article unique** (p. 8545) : le risque encouru par l'extension du champ d'application de la loi aux créances contractuelles ; l'opposition du Gouvernement à l'amendement n° 2 de M. Bolard ; la situation des personnes réellement insolvables ; les pressions exerçables par les organismes de crédit. **Après l'Article unique** (p. 8546) : son objection à toute extension du champ d'application de la loi.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant réforme de la procédure pénale sur la police judiciaire et le jury d'assises (n° 3222). Discussion générale** [20 décembre 1977] (p. 9048) : le report par le Gouvernement de la réforme du secret de l'instruction à la suite des objections émises par le Sénat ; les dispositions relatives à la police judiciaire ; l'insécurité ; l'accroissement des effectifs des officiers, agents de police judiciaire ; le jury d'assises ; la généralisation de l'application du principe du tirage au sort à la constitution des jurys d'assises ; (p. 9049) : l'augmentation des effectifs des officiers et des agents de police judiciaire. **Discussion des articles. Articles premier à 6** (p. 9049) : le report de la discussion des dispositions relatives au secret de l'instruction. **Article 8** : son amendement n° 1 : faculté offerte aux inspecteurs de police comptant au moins deux ans de services effectifs en tant que titulaire d'obtenir la qualité d'officier de police judiciaire ; adopté. **Article 9** (p. 9050) : son amendement n° 2 de coordination ; adopté. **Article 10** : son amendement n° 3 : personnes ayant la qualité d'agent de police judiciaire ; la reconnaissance de la qualité d'agent de police judiciaire aux enquêteurs de la police nationale sous réserve de certaines conditions ; l'exercice par le ministre de la justice d'un contrôle sur les garanties de formation des officiers de police judiciaire ; (p. 9051) : les conditions dans lesquelles les anciens enquêteurs pourront devenir agents de police judiciaire ; amendement n° 3 adopté. **Article 17** : son amendement n° 4 : conditions d'attribution de la qualité d'officier ou d'agent de police judiciaire aux fonctionnaires du corps des commandants et officiers de paix et aux gradés et gardiens de la paix de la police nationale ; adopté après adoption du sous-amendement n° 5 rectifié de M. Gerbet. **Article 19 : Article 257 du code de procédure pénale** (p. 9052) : l'avis favorable du Gouvernement sur l'amendement n° 6 de M. Gerbet. **Article 22** (p. 9054) : la proportion de crimes commis par les hommes et par les femmes ; la proportion d'hommes détenus dans les prisons ; l'égalité entre le nombre d'hommes et de femmes constituant les jurys ; (p. 9055) : l'avis défavorable du Gouvernement sur l'amendement n° 26 de M. Foyer. **Article 23 : Article 263 du code de procédure pénale** : l'avis favorable du Gouvernement sur les amendements n^{os} 7 et 8 de M. Gerbet. **Article 265 du code de procédure pénale** (p. 9056) : l'avis favorable du Gouvernement sur l'amendement n° 9 de M. Gerbet. **Article 266 du code de procédure pénale** (p. 9057) : son amendement n° 24 : modalités de tirage au sort des jurés ; retiré ; son amendement n° 25 : condition de remplacement des jurés par tirage au sort au sein d'une liste de jurés de même sexe ; retiré ; l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 10 rectifié de M. Gerbet. **Article 27 : Article 291 du code de procédure pénale** (p. 9058) : l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 11 de M. Gerbet. **Article 292 du code de procédure pénale** : l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 12 de M. Gerbet. **Après l'Article 28** (p. 9059) : l'avis défavorable du Gouvernement sur l'amendement n° 23 de M. Forni. **Article 28** *bis* : la protection des jurés contre les menaces visant leur personne ; admettre que des jurés puissent être choisis à huit clos ; les menaces dont font l'objet les jurés de Troyes. **Avant l'Article 29** (p. 9060) : l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 16 de M. Gerbet. **Après l'Article 30** (p. 9061) : l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 17 de M. Gerbet.

— **Projet de loi modifiant le titre IX du livre III du code civil** (n° 348). **Commission mixte paritaire** [20 décembre 1977] (p. 9063) : la lenteur d'examen du texte ; mieux préciser le régime des nullités ; (p. 9068) : son amendement n° 1 : suppression des dispositions de l'article 1385 du code civil relative aux modalités d'établissement des statuts, réservé ; son amendement n° 2 : motifs pour lesquels peut être prononcée la nullité d'une société ; conditions sur l'amendement n° 3 de M. Foyer ; amendement n° 2 retiré ; amendement n° 1 précédemment réservé adopté.

— **Proposition de loi tendant à modifier la compétence d'attribution des juridictions d'Alsace-Lorraine en matière de règlement judiciaire et de liquidation des biens** (n° 2890). **Discussion générale** [20 décembre 1977] (p. 9071) : la suppression des difficultés de procédure spécifiques aux départements d'Alsace-Lorraine en matière de faillite.

— **Proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à modifier les articles 342 et 342-6 du code civil relatifs aux modalités de mise en œuvre de l'action à fins de subsides** (n° 2632). **Discussion générale** [21 décembre 1977] (p. 9157) : les conditions de

l'exercice de l'action à fins de subsides. **Discussion des articles. Après l'Article premier** (p. 9158) : l'opposition du Gouvernement à l'amendement n° 1 de M. Marc Masson ; l'inconduite notoire de la mère.

PEYRET (Claude)

Député de la Vienne (3e circonscription) (UDR).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 737).

S'inscrit au groupe d'union des démocrates pour la République [2 avril 1973] (p. 744).

Décédé le 7 juillet 1975 [*J.O.* du 8 juillet 1975] (p. 7033), [9 septembre 1975] (p. 6056, 6074).

Son éloge funèbre est prononcé [2 octobre 1975] (p. 6410, 6411).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [5 avril 1973] (p. 755), [2 avril 1974] (p. 1453), [2 avril 1975] (p. 1202).

Vice-président de cette commission [5 avril 1973] (p. 755), [4 avril 1974] (p. 1495).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation du commerce et de l'artisanat (n° **496**) [15 juin 1973] (p. 2238).

Président de cette commission [19 juin 1973] (p. 2296).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation du commerce et de l'artisanat [18 décembre 1973] (p. 7163).

Vice-président de cette commission [19 décembre 1973] (p. 7232).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux licenciements pour cause économique [20 décembre 1974] (p. 8271).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'interruption volontaire de la grossesse [20 décembre 1974] (p. 8271).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à **modifier l'article 63 du code pénal relatif à l'assistance aux personnes en péril** (n° **22**) [12 avril 1973].

— **Proposition de loi** tendant à **modifier l'article 1017 du code rural sur la composition des conseils d'administration de la mutualité sociale agricole** (n° **23**) [12 avril 1973].

— **Proposition de loi** relative à la **sécurité sociale des lycéens de plus de vingt ans** (n° **23**) [12 avril 1973].

— **Proposition de loi** tendant à **accorder le bénéfice de la pension normale à 50 % aux femmes assurées ayant atteint l'âge de cinquante-cinq ans** (n° **25**) [12 avril 1973].

— **Proposition de loi** tendant à **l'institution d'un régime de base unique de protection sociale** (n° **26**) [12 avril 1973].

— **Proposition de loi** tendant à **modifier le calcul du prix de revient** (n° **27**) [12 avril 1973].

— **Proposition de loi** tendant à **réformer le régime des travailleuses familiales** (n° **28**) [12 avril 1973].

— **Proposition de loi** relative **à l'attribution d'une rente viagère aux veuves des accidentés du travail** (n° **29**) [12 avril 1973].

— **Proposition de loi** tendant à **l'institution d'un fonds national d'accession à la propriété agricole** (n° **30**) [12 avril 1973].

— **Proposition de loi** relative à **l'intégration de l'enseignement technique dans l'obligation éducative et à son articulation avec la vie active** (n° **31**) [12 avril 1973].

— **Proposition de loi** relative à la **lutte contre le bruit et étendant le champ d'application de la loi du 19 décembre 1917 concernant les établissements dangereux, insalubres ou incommodes** (n° **32**) [12 avril 1973].

— **Proposition de loi** instituant un **fonds national de solidarité pour les handicapés** (n° **33**) [12 avril 1973].

— **Proposition de loi** relative à **l'assurance vieillesse du régime général de la sécurité sociale** (n° **34**) [12 avril 1973].

— **Proposition de loi** institutant un **fonds pour l'adaptation du commerce indépendant** (n° **35**) [12 avril 1973]. Retrait de cette proposition [4 mai 1973] (p. 1071).

— **Proposition de loi** relative **aux accidents du travail** (n° **36**) [12 avril 1973].

— **Proposition de loi** tendant à préciser les **conditions de participation des syndicats aux**

élections professionnelles et les conditions de représentativité des organisations syndicales sur le plan national (n° **37**) [12 avril 1973].

— **Proposition de loi d'orientation du commerce** (n° **38**) [12 avril 1973].

— **Proposition de loi d'orientation pour le secteur des métiers** (n° **39**) [12 avril 1973].

— **Proposition de loi** portant **nationalisation des collèges d'enseignement général et d'enseignement secondaire** (n° **40**) [12 avril 1973].

— **Proposition de loi** relative à l'**institution d'une pension de veuve et à diverses autres mesures en faveur des veuves** (n° **41**) [12 avril 1973].

— **Proposition de loi** relative à la **libre concurrence et à la défense du consommateur contre les monopoles, les oligopoles, les ententes abusives et les abus de positions dominantes dans le commerce et la distribution** (n° **42**) [12 avril 1973].

— **Proposition de loi** tendant à **modifier l'article 3 de la loi n° 46-1173 du 23 mai 1946 portant réglementation des conditions d'accès à la profession de coiffeur** (n° **136**) [12 avril 1973].

— **Proposition de loi** relative à la **pension de réversion accordée au conjoint survivant** (n° **136**) [12 avril 1973].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi (n° 273), rejetée par le Sénat, tendant à **créer un conseil supérieur de l'information sexuelle, de la régulation des naissances et de l'éducation familiale** (n° **351**) [17 mai 1973].

— **Proposition de loi** tendant à **faire bénéficier les engagés volontaires de la guerre 1939-1945, les combattants volontaires de la Résistance ainsi que les membres des FFL de l'assimilation de leurs périodes de services effectifs à des trimestres d'assurance pour la détermination des pensions de vieillesse de la sécurité sociale** (n° **465**) [14 juin 1973].

— **Proposition de loi** relative à la **libération de la femme dans le cadre d'une politique de la famille** (n° **466**) [14 juin 1973].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi (n° 522), modifiée par le Sénat en deuxième lecture, tendant à **créer un conseil supérieur de l'information sexuelle, de la régulation des naissances et de l'éducation familiale** (n° **533**) [26 juin 1973].

— **Proposition de loi** tendant à **permettre aux titulaires des pensions de réversion de bénéficier de l'allocation-logement** (n° **546**) [28 juin 1973].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi (n° 621), modifiée par le Sénat en troisième lecture, tendant à **créer un conseil supérieur de l'information sexuelle, de la régulation des naissances et de l'éducation familiale** (n° **622**) [30 juin 1973].

— **Proposition de loi** relative au **règlement judiciaire** (n° **793**) [28 novembre 1973].

— **Proposition de loi** tendant à la **modification des conditions d'obtention de l'allocation servie par le fonds national de solidarité** (n° **794**) [28 novembre 1973].

— **Proposition de loi** relative au **régime de retraite des conjoints survivants** (n° **795**) [28 novembre 1973].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur : I. Le projet de loi (n° 455) relatif à l'**interruption volontaire de la grossesse.** — II. Les propositions de loi : 1° (n° 207) tendant à **abroger les lois réprimant l'avortement et à instaurer une nouvelle réglementation de l'interruption de grossesse ;** 2° (n° 372) tendant à **modifier les articles L 161-1 du code de la santé publique et 317 du code pénal relatifs à l'avortement ;** 3° (n° 464) **concernant la contraception et l'avortement ;** 4° (n° 466) relative à la **libération de la femme dans le cadre d'une politique de la famille ;** 5° (n° 469) relative à la **diffusion des méthodes de contraception et à l'interruption volontaire de grossesse** (n° **826**) [7 décembre 1973]

— **Proposition de loi** tendant à la **modification de la loi du 12 juillet 1966 relative au régime des pensions de retraites des marins** (n° **892**) [20 décembre 1973].

— **Proposition de loi** étendant la **participation des travailleurs à la gestion des entreprises** (n° **977**) [30 mai 1974].

— **Proposition de loi** relative à la **réforme de l'adoption plénière** (n° **978**) [30 mai 1974].

— **Proposition de loi** relative à la **garantie d'un minimum de ressources annuelles** (n° **1306**) [6 juin 1974].

— **Proposition de loi** relative à la **libre concurrence** et à la défense du consommateur contre les monopoles, les obligopoles, les ententes abusives et les abus de positions dominantes dans la production, le commerce et la distribution (n° **1040**) [6 juin 1974].

— **Proposition de loi** instituant un **statut de la mère de famille** (n° **1069**) [19 juin 1974].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 1073), adopté par le Sénat, étendant l'**aide sociale** à de nouvelles catégories de bénéficiaires et modifiant diverses dispositions du **code du travail** ainsi que l'article 51 de la **loi n° 70-1318** du 31 décembre 1970 portant **réforme hospitalière** (n° **1193**) [8 octobre 1974].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi (n° 102) tendant à compléter l'article L 310 du **code de la sécurité sociale** afin d'assouplir les conditions d'attribution de l'indemnité correspondant à l'**assistance d'une tierce personne** (n° **1226**) [10 octobre 1974].

— **Proposition de loi** relative à l'**interruption volontaire de la grossesse** (n° **1262**) [23 octobre 1974].

— **Proposition de loi** relative à la modification du **régime d'assurance vieillesse des travailleurs non salariés des professions industrielles et commerciales** (n° **1354**) [5 décembre 1974].

— **Proposition de loi** relative à l'**extension du régime de protection sociale des étudiants aux lycéens âgés de dix-huit ans** (n° **1355**) [5 décembre 1974].

— **Proposition de loi** tendant à exonérer les retraités du paiement des **cotisations** dues au titre des **assurances maladie, maternité, invalidité, décès** (n° **1441**) [19 décembre 1974].

— **Proposition de loi** tendant à réformer le **code du service national** (n° **1521**) [11 avril 1975].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 1480) tendant à la **généralisation de la sécurité sociale** (n° **1568**) [24 avril 1975].

QUESTIONS

• *questions orales sans débat :*

— (n° **1407**) : **Téléphone rural** [29 juin 1973] (p. 2721, 2722) : participation financière trop lourde des ruraux ; nécessité d'instituer un système de péréquation entre le réseau urbain et le réseau rural.

— (n° **548**) de M. Julia : **Retraite progressive,** en qualité de suppléant [29 juin 1973] (p. 2721).

INTERVENTIONS

1973

— **Proposition de loi, rejetée par le Sénat, tendant à créer un conseil supérieur de l'information sexuelle, de la régulation des naissances et de l'éducation familiale** (n° **273**), rapporteur. **Deuxième lecture. Discussion générale** [14 juin 1973] (p. 2128) : fait l'historique du texte ; (p. 2129) : ses principales dispositions : création d'un conseil supérieur de l'information sexuelle, de la régulation des naissances et de l'éducation familiale ; missions de ce conseil ; avis donné sur les conventions passées par l'Etat avec les associations et organismes intéressés ; décision de la commission de proposer à l'Assemblée d'adopter ce texte sans modification ; opportunité d'un examen rapide par le Sénat ; opposition de la commission à tous les amendements déposés sur ce texte ; souhait de la commission que son dispositif soit mis en place de toute urgence avant l'adoption du projet relatif à l'interruption volontaire de la grossesse. **Discussion des articles. Article 2** (p. 2137) : ses observations sur le rejet par la commission de tout amendement à ce texte. **Troisième lecture. Discussion générale** [28 juin 1973] (p. 2613) : modifications apportées par le Sénat, aide apportée par l'Etat aux associations et organismes intéressés, tutelle du ministre de la santé publique à l'égard du conseil supérieur, représentation du ministre de la justice, administrations concernées par le texte, représentation féminine, caisses nationales d'assurance maladie, mutualité agricole ; information des jeunes, incompétence du conseil supérieur en matière d'adoption, amendement de la commission supprimant toute référence à l'adoption, responsabilité des couples. **Discussion des articles. Article 2** (p. 2614) : son amendement tendant à replacer le conseil supérieur sous la tutelle du Premier ministre, retrait de l'amendement ; son amendement tendant à assurer la représentation des diverses caisses nationales d'assurance maladie et de la mutualité sociale agricole, se rallie à l'amendement du Gouvernement, retrait de son amendement ; sa réponse à M. Millet : absence de dépôt de ses amendements sur le bureau de l'Assemblée ; procédure d'adoption des amendements en commission. **Article 3** (p. 2615) : son amendement relatif à la définition des organismes intéressés ; (p. 2616) : son amendement tendant à exclure l'adoption des compétences du conseil supérieur, son amendement introduisant la notion de responsabilité des couples.

— **Propositions de loi relatives à la retraite anticipée pour les anciens prisonniers de guerre** (n°s **137, 164, 381, 410**). **Discus-**

sion des articles [28 juin 1973]. **Article premier** (p. 2637) : son amendement tendant à l'extension du texte à tous les anciens combattants ; (p. 2638) : revendique au nom de son groupe l'antériorité dans le dépôt de sa proposition de loi n° 665 ; caractère spontané de cette initiative ; pathologie des anciens combattants.

— **Projet de loi d'orientation du commerce et de l'artisanat** (n° **496**). **Discussion générale** [2 octobre 1973] (p. 3960) : fait l'historique du projet de loi ; insiste sur le fait que le projet est d'initiative parlementaire ; ses observations sur le rôle du Parlement ; ses réserves sur l'interprétation des statistiques distinguant les projets et les propositions de loi ; rappelle les propositions de loi relatives au commerce et à l'artisanat déposées sur les bureaux de l'Assemblée et du Sénat ; amendement introduit par l'Assemblée à l'article 2 du texte relatif à l'aide spéciale compensatrice ; propositions de loi d'orientation du commerce et de l'artisanat élaborées par le groupe UDR ; rapports des commissions spéciales concernant ces propositions ; intérêt manifesté par les députés pour le monde du commerce et de l'artisanat ; ses observations sur certains propos tenus par le ministre du commerce et de l'artisanat ; travaux et auditions de la commission spéciale ; son hommage aux trois rapporteurs ; doctrine de la commission spéciale ; ses amendements en matière fiscale, souhait de la commission que le Gouvernement reprenne à son compte ses orientations dans le projet de budget pour 1974 ; ses amendements et ses orientations en matière sociale ; dispositions économiques contenues dans le projet ; caractère novateur de l'article 21 du projet de loi ; (p. 3961) : pouvoirs des commissions d'urbanisme commercial et liberté d'établissement ; division de la commision sur cette affaire ; débat relatif à la publication et à la réglementation des barèmes d'écart, à la réglementation de la vente à perte. **Discussion des Articles** [5 octobre 1973] : **Article 35** (p. 4155) : son amendement tendant à faciliter l'action de la partie civile ; [10 octobre 1973] : **Après l'Article 15** (p. 4244) : défend ses deux amendements : structures hybrides établies par la loi du 12 juillet 1966 ; difficultés des caisses mutuelles régionales pour assumer leur autonomie de gestion ; rôle des organismes conventionnés et de la caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs non salariés ; ses rapports avec les trois mutuelles régionales ; pouvoir de contrôle ; accroissement du déficit budgétaire ; conditions d'exercice du contrôle médical pour les caisses mutuelles régionales ; souhaite que le contrôle médical des CNR soit directement rattaché à la Canam ; son amendement tendant à réorganiser le contrôle ; (p. 4246) : transfert annoncé par le ministre de la santé publique d'un point et demi de la cotisation de la tranche prestations familiales au profit de l'assurance vieillesse ; application aux artisans et commerçants ; augmentation des cotisations globales versées par les commerçants et artisans à titre personnel ; situation différente des salariés des professions libérales ; problème d'harmonisation à régler ; demande la révision des cotisations personnelles d'allocations familiales pour tenir compte du rajustement de la cotisation de l'assurance vieillesse. **Avant l'Article premier** (p. 4255) : son amendement affirmant le droit à l'égalité des chances des commerçants individuels et des artisans dans le domaine économique ; protection sociale égale à celle des autres catégories professionnelles ; régime fiscal non discriminatoire ; [12 octobre 1973] : **Article 24** (p. 4366) : souhaite la discussion de l'article 25 avant de passer à l'article 24. **Seconde délibération** (p. 4629) : ses observations avant le vote sur l'ensemble du projet, avantages apportés aux commerçants et aux artisans, dispositions visant le domaine social ; (p. 4630) : dispositions visant le domaine économique, commissions départementales d'urbanisme commercial, modernisation des entreprises, formation domaine fiscal, invite l'Assemblée à adopter l'ensemble du texte ; [19 octobre 1973] : **Après l'Article 12** (p. 4613) : son amendement : exonération des droits de mutation, retrait.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° 646). *Première partie :*

Discussion des articles [24 octobre 1973. **Avant l'Article 12** (p. 4875) : son amendement tendant au financement d'une compensation par l'attribution aux régimes déficitaires de recettes fiscales de l'Etat ; dépôt par le Gouvernement avant le 1er juillet 1974 d'un projet de loi définissant le cadre de présentation annuelle du budget social de la nation.

— **Projet de loi** relatif à l'**interruption volontaire de grossesse** (n° **455**). **Discussion générale** [13 décembre 1973] (p. 6945), rapporteur ; évoque la mort d'une jeune femme de Rouen à la suite de manœuvre abortives ; drame social qui remet en cause les normes de la morale ; intervention du doyen Milliez devant le groupe de travail montrant la difficulté du problème ; arguments d'ordre religieux ou éthique en face de faits effrayants ; bilan médical catastrophique : des centaines de femmes mortes, des milliers d'autres invalides; (p. 6946): les 1.000 à 1.500 avortements quotidiens clandestins, chiffres de l'INED (Institut national d'études démographiques) ; conditions très restrictives de l'avortement thérapeutique actuellement autorisé ; conséquences de l'avortement clandestin : stérilité, trau-

matisme psychologique, poursuites pénales ; injustice que constitue l'avortement clandestin du fait de l'ignorance des milieux défavorisés en ce qui concerne l'information contraceptive ; tardive application de la loi Neuwirth ; motivations sociales et économiques de l'avortement ; injustice financière et pénale de la situation actuelle ; poursuites qui s'attachent aux femmes de milieu modeste mais ne pénètrent pas dans les cliniques des beaux quartiers ; (p. 6947) : inégalité entre les femmes ; exemples étrangers ; taux de récidive à New York et en Grande-Bretagne ; risque de prématurité lié aux avortements répétés ; risque de commercialisation ; encombrement des services hospitaliers ; comparaison entre les secours donnés aux accidentés de la route et les secours à donner aux « accidentés de la route de la vie » ; risque qu'une libéralisation facilite la débauche, risque illusoire si l'on considère les conditions de vie des femmes avortées : faible salaire du mari, mauvaises conditions de logement des familles nombreuses ; argument biologique et sa relativité ; argument juridique : existence de l'enfant dès sa conception ; attitude de l'Eglise vis-à-vis du fœtus ; comportement médical ; (p. 6948) : rôle des Eglises : donner des directives à leurs fidèles ; rôle de l'Etat : ne pas imposer à l'ensemble des citoyens une loi correspondant aux opinions religieuses d'une partie d'entre eux ; respect de la vie : les obligations vis-à-vis de certaines situations de détresse ; attitude de la société à l'égard des inadaptés profonds, des enfants abandonnés ; l'avortement, ultime recours, résultat d'un échec qui autorise de nouvelles démissions masculines ; vote de mesures de prévention, de dissuasion et de protection de la maternité ; législation nouvelle qui devra se situer entre le caractère exagérément répressif de la législation antérieure et le laxisme d'une libéralisation totale ; décision prise par la commission des affaires culturelles : aide à la famille, attribution d'un salaire familial, aide à l'adoption sans favoriser l'abandon, développement de l'information en matière de régulation des naissances ; (p. 6949) : souhait du rapporteur : faire de l'avortement un acte médical dont la décision doit appartenir à la femme seule ; ni liberté totale, ni statu quo mais modification d'une législation amorale parce qu'elle recouvre des activités lucratives et parce qu'elle est transgressée par le corps médical et par la magistrature, d'où un discrédit pour les institutions ; nécessité d'organiser la tolérance et l'action, et d'ouvrir à chacun le chemin d'une décision responsable et personnelle ; nécessité de trouver une solution française, le moindre mal pour la France de 1973 ; mots de Mirabeau à la Constituante : « Gardez-vous de demander du temps, le malheur n'en accorde jamais ».

1974

— **Projet de loi relatif à la pharmacie vétérinaire** (n° **645**). **Discussion des articles** [13 juin 1974]. **Article L 612 du code de la santé publique** (p. 2651) : son amendement n° 31 proposant d'étendre aux syndicats et coopératives d'éleveurs le régime prévu pour les groupements de producteurs ; sans objet. **Article L 612 du code de la santé publique** (p. 2654) : son amendement n° 32 : composition paritaire de la commission d'agrément ; sans objet ; (p. 2659) : son amendement n° 34 : limite de la responsabilité du vétérinaire ; retiré. **Article L 617-15 du code de la santé publique** (p. 2676) : son amendement n° 36 prévoyant une mise en vigueur au bout de cinq ans ; non retenu.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'extension de l'aide sociale** (n° **1073**) rapporteur. **Discussion générale** [11 octobre 1974] (p. 5020) : son rapport est présenté par M. Brocard.

— **Projet de loi relatif à la compensation entre régimes de base de sécurité sociale** (n° **1177**). **Discussion générale** [15 octobre 1974] (p. 5065) : le projet n'institue pas le régime unique de protection sociale ; rappel de sa proposition de loi n° 1215 déposée lors de la précédente législature ; (p. 5066) : le projet ne vise que la consolidation des avances consenties en 1974 ; nécessité de réaliser la fiscalisation partielle de la sécurité sociale ; les raisons pour lesquelles le texte initial du Gouvernement n'est pas acceptable ; le Parlement doit pouvoir examiner le budget sociale. **Discussion des articles** [16 octobre 1974]. **Article premier** (p. 5097) : son sous-amendement n° 27 à l'amendement n° 24 du Gouvernement : mise en œuvre immédiate du principe de généralisation de la sécurité sociale ; adopté. **Après l'Article 2** (p. 5106) : son amendement n° 21 : sort particulier des entreprises de main-d'œuvre ; la proposition de loi Cousté ; adopté après rectification et avec le sous-amendement de M. Fanton.

— **Projet de loi relatif à l'interruption volontaire de grossesse** (n° **1297**). **Discussion générale** [27 novembre 1974] (p. 7086) : rappelle ses propres propositions en matière d'interruption de grossesse ; la loi Neuwirth est un des piliers de l'arsenal dissuasif de l'avortement ; demande à nouveau que soit voté un statut de la mère de famille (p. 7087) : lorsque la loi est bafouée, il en résulte un discrédit pour les institutions ; les avortements clandestins ; (p. 7088) : se félicite de la volonté du projet de maintenir le caractère médical à l'intervention ; fait confiance au dialogue avec le médecin ; (p. 7089) : l'avor-

tement ne peut être le critère de la promotion de la femme : ultime recours il est parfois aussi un moindre dommage ; prendre en compte davantage le respect de l'être humain que le respect de la vie ; [28 novembre 1974] : **Discussion des articles. Article 3** (p. 7214) : son amendement n° 76 « établissements de soins » ; retiré ; (p. 7221) : son amendement n° 78 : le premier médecin doit désigner un confrère s'il ne pratique pas lui-même l'avortement ; repoussé. **Article 7** (p. 7235) : son amendement n° 38 affirmant que l'avortement est un acte médical bénéficiant des prérogatives rattachées à cette qualification ; repoussé. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [19 décembre 1974]. **Article 3** (p. 8127) : montre les dangers d'exiger une confirmation écrite de la demande.

— **Discussion d'une motion de censure** [17 décembre 1974] (p. 7992) : parle en son nom personnel ; d'accord avec le préambule de la motion ; l'analyse incomplète d'une situation économique et sociale dramatique ; les perspectives d'un million de chômeurs au printemps ; le programme commun n'est pas une solution actuelle au problème ; le règne de la technostructure ; ne participe pas au scrutin ; émet un vote de défiance constructive.

1975

— **Projet de loi relatif à la pharmacie vétérinaire** (n° **1337**). **Deuxième lecture. Discussion des articles** [17 avril 1975]. **Article 2 : Article L 612 du code de la santé publique** (p. 1782) : son amendement n° 29 : pour les élevages familiaux ou de montagne, prévoir une consultation de vétérinaire sans obligation de visite ; repoussé. **Article L 617-6 :** son amendement n° 8 : insérer le mot « virulents » après les mots « d'origine microbienne » ; existence des vaccins avirulents ; retiré.

— **Projet de loi tendant à la généralisation de la sécurité sociale** (n° **1480**), rapporteur. **Discussion générale** [29 avril 1975] (p. 2200): l'exclusion du bénéfice de la sécurité sociale, marque de l'injustice ; le plan français de 1945 ; les articles 22 et 25 de la Déclaration universelle des droits de l'homme ; le code européen de sécurité sociale ; la place faite à la garantie d'un minimum social en fonction des besoins des individus ; le projet en discussion, étape de plus dans l'œuvre de réforme sociale entreprise par le général de Gaulle ; l'ordonnance du 4 octobre 1945 ; les particularismes socio-professionnels et le refus de l'unité de structures ; l'intervention de textes successifs tendant à une protection sociale de l'ensemble de la population ; une protection sociale ni générale, ni uniforme ; le maintien d'un certain type de pauvreté ; (p. 2201) : favoriser la réinsertion des exclus ; obtenir une croissance civilisée, la suppression du carcan juridique enserrant la femme ; l'absence de statut social pour la mère de famille ; obtenir un droit à la sécurité sociale commun à tous les Français ; l'effort accompli en matière d'organisation des prestations et cotisations ; la généralisation, opération complémentaire de l'harmonisation ; le nécessaire réexamen du financement du régime de sécurité sociale ; le problème de la part respective de l'Etat et des régimes de sécurité sociale dans le financement des prestations sociales ; la création d'un budget annexe des prestations sociales ; le dépassement du budget de l'Etat par le budget social de la nation ; le projet en discussion, étape vers une généralisation totale de la sécurité sociale ; l'appartenance à un régime obligatoire d'assurance vieillesse de toute personne exerçant une activité professionnelle ; (p. 2202) : la reconnaissance à tous d'un droit aux prestations familiales ; l'application de la réforme pour le 1er juillet 1975 ; (p. 2202) : un projet incomplet ; l'ajournement de la généralisation des régimes d'assurance maladie et maternité ; l'imperfection de l'assurance volontaire et de l'aide sociale ; (p. 2203) : l'ignorance par la loi de certains groupes : lycéens de dix-huit ans, concubins ; le problème des « polypensionnés » ; assouplir les conditions de durée d'immatriculation au titre d'assurance invalidité ; amorcer une véritable politique familiale ; une situation nouvelle créée par l'inflation et « la baisse catastrophique » de la natalité ; nécessité d'une plus large consultation entre médecins et caisses ; aboutir à la généralisation de l'assurance maladie et maternité avant le 1er juillet 1978 et à une généralisation rapide de la sécurité sociale qui précédera l'harmonisation des différents régimes. **Discussion des articles. Avant l'Article premier** (p. 2214) : son amendement n° 8 : assujettissement à un régime obligatoire des personnes ne bénéficiant pas de la sécurité sociale ; adopté. **Article premier** : son amendement n° 10 : après « n'ayant jamais occupé un emploi salarié », ajouter « sauf de manière occasionnelle » ; (p. 2215) : accepte une modification du Gouvernement ; adopté. **Article 2** : son amendement n° 13 : supprimer les mots « au sens de l'article L 285 du code de la sécurité sociale » ; ne pas viser seulement un assujetti au régime général ; adopté ; (p. 2216) : son amendement n° 14 : substituer aux mots « fixé par voie réglementaire » les mots « d'un mois » ; fixer un

délai identique à celui retenu en matière d'inscription à l'agence nationale pour l'emploi ; repoussé. **Article 3** : son amendement n° 15 : substituer aux mots « est fixé par décret en Conseil d'Etat » les mots « fixée par décret en Conseil d'Etat, est d'au moins un an » ; repoussé ; son amendement n° 18 de forme ; adopté ; son amendement n° 20 de forme ; adopté ; son amendement n° 21 : bénéfice de la sécurité sociale aux enfants d'une personne divorcée assujettie à la sécurité sociale, mais n'en ayant pas la charge ; adopté. **Article 4** : son amendement n° 23 : après les mots « a droit aux prestations en nature de l'assurance maternité », insérer les mots « et ouvre droit » ; adopté. **Après l'Article 5** (p. 2218) : son amendement n° 25 : assurance maternité attribuée dans les mêmes conditions que l'assurance maladie ; adopté ; son amendement n° 26 : rattachement des ayants droit à plusieurs régimes d'assurance vieillesse au régime auquel ils étaient rattachés en fin d'activité ; (p. 2219) : aplanir les nombreuses difficultés dues à la règle du plus grand nombre d'annuités ; adopté. **Après l'Article 6** : son amendement n° 27 : date de la permutation d'adhésion à l'assurance sociale volontaire ; supprimer le délai d'un an et l'exigibilité des cinq années de cotisations antérieures en cas d'adhésion tardive ; repoussé ; (p. 2220) : son amendement n° 28 : maintien obligatoire dans le régime de l'assurance volontaire ; repoussé ; son amendement n° 30 : jeunes de moins de vingt ans poursuivant leurs études ; offrir aux jeunes de dix-huit ans la faculté d'opter pour le maintien d'ayants droit des parents ; repoussé ; (p. 2221) : son amendement n° 66 : rétablissement dans leurs droit des personnes n'ayant pu se conformer à la réglementation en vigueur ; humaniser les rapports entre les caisses et les assurés ; retiré au profit de l'amendement n° 74 de M. J. Blanc. **Article 11** (p. 2222) : son amendement n° 40 : supprimer au deuxième alinéa les mots « dans les conditions fixées par la voie réglementaire » ; repoussé ; son amendement n° 41 : substituer aux mots « pourra prévoir » le mot « prévoiera » ; devenu sans objet par adoption de l'amendement n° 57 de M. Laborde ; son amendement n° 42 : ajouter les mots « et disposant de ressources inférieures à un plafond ; ; adopté, après remplacement du mot « plafond » par « un certain montant ». **Après l'Article 12** (p. 2223) : s'oppose à l'amendement n° 7 de M. Legrand : ses amendements n^{os} 47, 48, 50, 51, 52 : modifier la législation en faveur des familles ; (p. 2224) : estime leur adoption inopportune, compte tenu des autres amendements déclarés irrecevables ; repoussés.

PHILIBERT (Louis)

Député des Bouches-du-Rhône
(9^{e} circonscription)
(PSRG).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 733).

S'inscrit au groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche [2 avril 1973] (p. 745).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [5 avril 1973] (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1465).

Membre de la commission d'enquête sur la pollution du littoral méditerranéen et sur les mesures à mettre en œuvre pour la combattre et assurer la défense de la nature [28 juin 1974] (p. 3212).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à autoriser les **anciens déportés ou internés résistants ou politiques** à faire liquider leur **retraite** à l'âge de cinquante-cinq ans au taux applicable à l'âge de soixante-cinq ans (n° **1223**) [9 octobre 1974].

QUESTIONS

— (n° **410**) : **Contrôleurs aériens** [15 juin 1973] (p. 2224, 2226) : gravité des sanctions prises contre certains délégués syndicaux.

— (n° **33579**) : **Situation financière de l'université de Provence** [26 novembre 1976] (p. 8773, 8774) : s'interroge sur les mesures envisagées par Mme le secrétaire d'Etat pour éviter la fermeture de l'université de Provence Aix-Marseille I ; insuffisance de la dotation budgétaire.

INTERVENTIONS

1973

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° **3120**). *Deuxième partie :*

Intérieur et rapatriés [19 novembre 1973] (p. 6016) : problèmes du transfert des charges de l'Etat aux départements et communes ; difficultés financières des collectivités locales ; (p. 6017) : TVA et emprunts ; baisse du taux des subventions de l'Etat ; refus du pouvoir de réviser les barèmes ; scandale de la TVA ; transfert de charges au profit

de l'Etat et au détriment des collectivités locales, TVA sur les travaux routiers dans le département des Bouches-du-Rhône ; problème des emprunts et dettes des collectivités locales ; personnels des préfectures rémunérés par les finances locales ; financement de l'aide sociale ; sa référence à la réponse du ministre des affaires sociales à sa question écrite (*J.O.* du 13 mai 1971) ; les finances locales instrument d'allégement du budget national, dépendance des collectivités locales envers l'Etat ; ordonnance de 1959 sur la réforme de la fiscalité des collectivités locales ; (p. 6018) : le ministre de l'intérieur « ministre du maintien de l'ordre et de la police ».

1977

— **Projet de loi modifiant certaines dispositions du titre premier du livre premier du code du travail relatives au contrat d'apprentissage** (n° **2686**). **Discussion des articles** [27 juin 1977]. **Article 7** (p. 4254) : soutitent le sous-amendement n° 30 de M. Carpentier à l'amendement n° 22 du Gouvernement : calcul des cotisations sur les bases du salaire réel ; devenu sans objet.

PIANTA (Georges)

Député de Haute-Savoie
(2e circonscription)

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 736).

S'inscrit au groupe des républicains indépendants [2 avril 1973] (p. 745).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [5 avril 1973] (p. 755), [2 avril 1974] (p. 1453), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Représentant de l'Assemblée nationale à l'Assemblée parlementaire des Communautés européennes [13 juin 1973] (p. 2072), [3 juin 1975] (p. 3569), [31 mai 1977] (p. 3241).

DÉPOTS

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi **autorisant la ratification de la convention portant création d'un Institut universitaire européen, de l'acte final joint et du protocole sur les privilèges et immunités de l'Institut universitaire européen, signés à Florence le 19 avril 1972** (n° **412**) 24 mai 1973].

QUESTIONS

• *question au Gouvernement :*

— **Dificultés de la Banque de Baud à Evian** [10 novembre 1976] (p. 7878) : situation dramatique des clients de cette banque.

INTERVENTIONS

1973

— **Projet de loi autorisant la ratification de la convention portant création d'un Institut universitaire européen, de l'acte final joint et du protocole sur les privilèges et immunités de l'Institut universitaire européen, signés à Florence le 19 avril 1972** (n° **194**), rapporteur. **Discussion générale** [14 juin 1973] (p. 2139) : durée des travaux préparatoires ; difficultés de réalisation de l'Europe universitaire; conception d'une université concentrée géographiquement et administrativement ou coopération inter-universitaire ; projet d'université européenne inclus dans le traité instituant l'Euratom ; projet d'institut autonome et permanent présenté par la commission de l'Euratom ; rejet de ce projet par les gouvernements ; création en octobre 1959 d'un comité intérimaire ; non-acceptation du rapport du comité prévoyant une université à compétence limitée et à l'autonomie réduite ; groupe de travail sur la coopération culturelle et universitaire créé après le sommet de Paris du 10 février 1961 ; déclaration des chefs d'Etat et de gouvernement à Bonn le 18 juillet 1961 ; coopération entre universités nationales ; projet de création d'une université européenne à Florence ; constitution de groupes de travail ; absence de résultats concrets ; évolution de l'idée d'institut universitaire européen ; réunion des ministres de l'éducation nationale des Six à Bruxelles le 16 novembre 1971 ; signature de la convention à Florence le 19 avril 1972 ; ses observations sur la convention ; enseignement et recherche au niveau le plus élevé ; nature de l'enseignement ; conditions d'admission ; possibilité d'octroi de bourses ; situation de l'institut hors du cadre juridique des communautés ; ses organes collectifs ; (p. 2140) : ses organes individuels ; autonomie administrative et scientifique ; pouvoirs du conseil académique ; procédure de modification de la convention ; possibilité d'adhésion des nouveaux Etats membres ; compromis intervenu sur le problème linguistique et sur les problèmes financiers ; clé de répartition pour les dépenses de fonctionnement ; examen du texte par la commission des affaires étrangères ; observations formulées par la commission ; reconnaissance mutuelle des diplômes ; politique universitaire européenne.

PICQUOT (André)

Député de Meurthe-et-Moselle (NI, puis RI, puis R).

En remplacement de M. Christian Fouchet, décédé le 11 août 1974.

L'Assemblée prend acte de ce remplacement. [*J.O.* 14 août 1974] (p. 8547), [2 octobre 1974] (p. 4662).

N'appartient à aucun groupe. [*J.O.* 14 août 1974] (p. 8537), [2 octobre 1974] (p. 4675).

S'inscrit au groupe des républicains indépendants [8 octobre 1974] (p. 4871).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [12 novembre 1974] (p. 6230), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

QUESTIONS

• *question au Gouvernement :*

— **Profil de la route nationale n° 4** [6 novembre 1974] (p. 5939) : virage du Grand-Gué à la sortie d'Ecrouves.

INTERVENTIONS

— **Observations** sur le déroulement du scrutin sur l'ensemble du projet de loi relatif à la protection de la nature [27 avril 1976] (p. 2167).

PIDJOT (Roch)

Député de la Nouvelle-Calédonie (RDS, puis RCDS, puis NI).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 737).

S'inscrit au groupe des réformateurs démocrates sociaux [2 avril 1973] (p. 745).

Cesse d'appartenir au groupe des réformateurs, des centristes et des démocrates sociaux [20 décembre 1976] (p. 9811).

N'appartient à aucun groupe [20 décembre 1976] (p. 9811).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [5 avril 1973] (p. 756).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 23 février 1974] (p. 2154), [2 avril 1974] (p. 1451).

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 23 février 1974] (p. 2154), [2 avril 1974] (p. 1451, 1453).

Cesse d'appartenir à cette commission [28 juin 1974] (p. 3212).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration de la République [28 juin 1974] (p. 3212), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 23 décembre 1976] (p. 7406).

Membre suppléant du comité directeur du fonds d'investissement pour le développement économique et social des territoires d'outre-mer (FIDESTOM) [18 mai 1973] (p. 1429).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi garantissant l'indemnisation de certaines victimes de dommages corporels résultant d'une infraction [20 décembre 1976] (p. 9810).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'organisation de la Nouvelle-Calédonie et dépendances [20 décembre 1976] (p. 9810).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'élection des représentants à l'Assemblée des Communautés européennes [30 juin 1977] (p. 4560).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'organisation de la Polynésie française [30 juin 1977] (p. 4560).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à modifier les articles 2 et 7 de la loi n° 52-1310 du 10 décembre 1952, modifiée, relative à la composition et à la formation de l'assemblée territoriale de la Nouvelle-Calédonie et dépendances [30 juin 1977] (p. 4553, 4561).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** relative au **régime de la presse de langue locale en Nouvelle-Calédonie** (n° **405**) [24 mai 1973].

— **Proposition de loi supprimant le rattachement du collège électoral français des Nouvelles-Hébrides à la Nouvelle-Calédonie et dépendances pour les élections législatives** (n° **522**) [28 juin 1973].

— **Proposition de loi** tendant à l'**abrogation des lois n° 69-4 du 3 janvier 1969 modifiant la réglementation minière en Nouvelle-Calédonie et n° 69-6 du 3 janvier 1969 portant régime fiscal de certains investissements dans le territoire de la Nouvelle-Calédonie** (n° **570**) [28 juin 1973].

— **Proposition de loi** portant la **scolarité obligatoire de quatorze à seize ans dans les territoires d'outre-mer** (n° **648**) [2 octobre 1973].

— **Proposition de loi** fixant les **garanties fondamentales des fonctionnaires civils en service dans les territoires d'outre-mer** et modifiant la **loi n° 50-772** du 30 juin 1950 fixant les conditions des soldes et des indemnités des fonctionnaires civils et militaires relevant du ministère de la France d'outre-mer, les conditions du recrutement, des mises en congé ou à la retraite de ces mêmes fonctionnaires (n° **1143**) [10 juillet 1974].

— **Proposition de loi** tendant à l'abrogation de la **loi n° 63-1246** du 21 décembre 1963 portant réorganisation du **conseil de Gouvernement de la Nouvelle-Calédonie** ainsi que des **lois n° 69-4** du 3 janvier 1969 modifiant la **réglementation minière en Nouvelle-Calédonie** et **n° 69-6** du 3 janvier 1969 portant régime fiscal de certains investissements dans le territoire de la Nouvelle-Calédonie (n° **1151**) [10 juillet 1974].

— **Proposition de loi** tendant à doter la **Nouvelle-Calédonie** et dépendances d'un nouveau **statut** (n° **1710**) [5 juin 1975].

— **Proposition de loi** tendant à doter la **Nouvelle-Calédonie** et dépendances d'un nouveau **statut** (n° **3071**) [30 juin 1977].

Retrait de cette proposition [19 décembre 1977] (p. 9022).

— **Proposition de loi** tendant à doter la **Nouvelle-Calédonie** et dépendances d'un nouveau **statut** (n° **3304**) [14 décembre 1977].

QUESTIONS

• *questions orales sans débat :*

— (n° **28197**) : **Enseignement privé en Nouvelle-Calédonie** [23 avril 1976] (p. 2141) : mesures envisagées par le Gouvernement pour que les rapports entre le territoire et les établissements d'enseignement privé soient régis par une convention.

— (n° **39161**) : **Imposition des retraités en Nouvelle-Calédonie** [24 juin 1977] (p. 4214, 4215) : révision de la loi n° 76-1234 du 29 décembre 1976 ayant pour objet de modifier les conditions d'imposition des Français à l'étranger et des personnes n'ayant pas leur domicile en France ; assurer le respect des compétences de l'assemblée territoriale.

• *question au Gouvernement :*

— **Mutation d'un inspecteur de l'enseignement** [23 novembre 1977] (p. 7838) : sanction représentée par la mutation de M. Gau ; son souci d'adapter l'enseignement du français à la culture mélanésienne.

INTERVENTIONS

1973

— **Projet de loi modifiant certaines dispositions du code du service national** (n° **360**). **Discussion des articles** [13 juin 1973]. **Article premier** (p. 2080) : son amendement sur la prolongation de la limite d'âge d'incorporation de vingt-deux à vingt-six ans pour les jeunes gens résidant dans les T.O.M.

1974

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1974** (n° **1110**) [4 juillet 1974] (p. 3332) : expose les difficultés financières de la Nouvelle-Calédonie ; interroge le Gouvernement sur les mesures fiscales en faveur de la société Le Nickel.

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° **1180**). *Deuxième partie :*

Territoires d'outre-mer [13 novembre 1974] (p. 6286) : son intervention est lue par M. Sanford ; suppression de l'indemnité d'éloignement des fonctionnaires ; la convention fiscale entre la Nouvelle-Calédonie et la société Le Nickel ; la détérioration du climat politique de la Nouvelle-Calédonie.

1975

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**). *Deuxième partie :*

Territoires d'outre-mer [4 novembre 1975] (p. 7804) : la réforme fiscale intervenue en Nouvelle-Calédonie ; (p. 7805) : l'échec de la politique du Gouvernement dans ce territoire ; les conséquences de la loi Billotte ; le projet de statut préparé pour ce territoire ; les options constitutionnelles prises par le conseil de gouvernement ; la demande d'indépen-

dance évoquée en 1975 ; (p. 7807, 7808) : le refus du Gouvernement de consulter la population par référendum ; donne lecture de l'intervention de M. Sanford ; la volonté de la Polynésie de gérer elle-même ses propres affaires ; son opposition au projet de statut du Gouvernement.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif au régime fiscal de certains investissements dans le territoire de la Nouvelle-Calédonie** (n° **2007**). **Discussion générale** [10 décembre 1975] (p. 9596) : l'échec des lois antérieures, qui n'ont pas permis le développement de la Nouvelle-Calédonie ; la nécessité de résoudre les problèmes de la Nouvelle-Calédonie avec les Calédoniens hostiles à la départementalisation. **Discussion des articles. Article premier** (p. 9598) : son amendement n° 1 : abrogation de la loi du 3 janvier 1969 ; repoussé. **Après l'Article 3** (p. 9598) : son amendement n° 2 : permettre à l'assemblée territoriale de fixer une quote-part au moins égale à 15 % des ressources ; repoussé. **Explications de vote** (p. 9599) : considère que la réforme est trop timide ; votera contre le projet de loi.

1976

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**). *Deuxième partie :*

Territoires d'outre-mer [19 novembre 1976] (p. 8400) : les problèmes de la Nouvelle-Calédonie ; leur complexité ; une phase très difficile en particulier sur le plan financier ; le jeu de la solidarité nationale ; l'aide apportée aux anciens territoires d'outre-mer autrefois indépendants ; les structures du territoire ne correspondant plus à l'aspiration de la majorité de la population ; sa proposition de loi sur le nouveau statut de la Nouvelle-Calédonie ; (p. 8401) : le dilemme du Gouvernement : départementalisation ou indépendance ; le refus de cette alternative ; le rejet de la départementalisation ; refus d'un changement de dénomination au profit de la départementalisation ; la position de l'assemblée territoriale ; le régime communal de la Nouvelle-Calédonie et de ses dépendances ; le FIP ; l'allégement de la tutelle ; l'emprunt ; la loi Debré et le déficit budgétaire ; les lois Billotte inefficientes ; la solidarité nationale tendant à se concrétiser par une aide à l'enseignement privé ; l'aide financière ; porter remède à la condition mélanésienne ; le désir de la population vers l'autonomie interne. **Examen des crédits** (p. 8404) : indique qu'il s'abstient en raison de l'insuffisance des crédits dans tous les votes qui vont avoir lieu.

— **Projet de loi relatif à l'organisation de la Nouvelle-Calédonie et dépendances** (n° **1950**). **Discussion générale** [13 décembre 1976] (p. 9274) : les aspirations de la majorité électorale ; la consultation de 1975 ; le projet gouvernemental à l'encontre des vœux exprimés par l'assemblée teritoriale ; sa proposition de loi n° 1710 tendant à doter le territoire de la Nouvelle-Calédonie de la personnalité juridique et de l'autonomie interne ; (p. 9275) : le refus par la population calédonienne d'une disposition transitoire contenue dans l'article 69 du projet et qui porte atteinte à la Constitution ; la suppression de certaines compétences territoriales, notamment de l'état civil. **Discussion des articles** [13 décembre 1976]. **Avant l'Article premier** (p. 9277) : son amendement n° 43 : la communauté fondée par la République et le peuple de la Nouvelle-Calédonie et dépendances ; un préambule rappelant l'origine du contrat et l'appartenance de la Nouvelle-Calédonie à une communauté française ; repoussé. **Article premier** : son amendement n° 44 indiquant que le territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances constitue un territoire d'outre-mer sans préjuger l'évolution ultérieure des institutions ; sa représentation spécifique au Parlement à l'exclusion du condominium franco-britannique des Nouvelles-Hébrides ; le rattachement des citoyens français des Nouvelles-Hébrides au collège de la Nouvelle-Calédonie depuis 1951 ; repoussé. **Article 2** (p. 9278) : son amendement n° 45 : la délégation du haut-commissaire en ce qui concerne l'enseignement secondaire ; repoussé ; (p. 9279) : son amendement n° 46 indiquant que le président du conseil de Gouvernement est chef du territoire et a sous son autorité les services publics territoriaux ; repoussé. **Article 4** (p. 9280) : son amendement n° 49 : l'exécution du pouvoir réglementaire du haut-commissaire ; repoussé. **Article 5** (p. 9281) : sur l'amendement n° 6 de M. Piot, souci de conserver l'autonomie budgétaire actuelle. **Article 7** (p. 9282) : son amendement n° 50 : définition des pouvoirs de l'Etat dans les domaines de la souveraineté nationale ; repoussé. **Article 8** (p. 9283) : son amendement n° 51 indiquant que le conseil de Gouvernement se compose du président élu et de ministres au nombre de six à huit ; repoussé. **Article 9** (p. 9284) : son amendement n° 52 s'opposant au scrutin proportionnel pour l'élection du conseil de Gouvernement ; repoussé ; son amendement n° 53 devenu sans objet. **Article 22** (p. 9286) : son amendement n° 54 indiquant que les débats du conseil n'ont rien de secret sauf exception ; repoussé. **Article 25** (p. 9289) : souligne que les amendements n°s 15 et 16 de M. Piot ont été adoptés par la commission. **Article 30** (p. 9292) : son amendement n° 56 : le retour aux institutions avant fonctionné de 1956 à 1964 ; repoussé. **Article 31** : son amendement n° 57 : coordination des divers secteurs par le président du conseil de Gouvernement ; n'a plus d'objet. **Après l'Article 48** (p. 9305) :

son amendement n° 59 indiquant que les conseillers territoriaux bénéficient de l'immunité pendant les sessions ; demande quel type de tutelle sur les collectivités locales sera exercé en Nouvelle-Calédonie ; repoussé. **Article 52** (p. 9308) : son amendement n° 75 reprenant les dispositions du statut actuel ; déplore que ses amendements à l'article 49 aient été délaissés sans objet ; repoussé. **Article 53** (p. 9309) : son amendement n° 76 précisant le droit d'initiative des conseillers territoriaux ; repoussé. **Article 60** (p. 9311) : son amendement n° 77 : la mise en cause de la responsabilité d'un seul des membres du conseil de Gouvernement ; l'adoption de cette motion à la majorité absolue ; repoussé. **Articles 61 à 67** (p. 9312) : se réjouit que la commission ait accepté les amendements de suppression des articles 61 à 67. **Article 3** (*suite*) : son amendement n° 47 : de coordination ; adopté ; son amendement n° 48 établissant la possibilité de constituer des collectivités locales de droit territorial ; repoussé. **Article 68** (p. 9313) : s'oppose à l'amendement n° 100 de M. Franceschi. **Article 51** (*suite*) (p. 9314) : demande si dans l'amendement n° 48 de M. Foyer il s'agit de francs métropolitains ou de francs CFP. **Explications de vote** [13 décembre 1976] (p. 9315) : ne s'associe pas à l'approbation du texte qui viole les engagements solennels pris par le Gouvernement lors de l'option de la Nouvelle-Calédonie en faveur de la libre détermination du choix de son statut, qui modifie les dispositions de caractère constitutionnel en matière de statut des personnes relevant du droit coutumier ; la régression des institutions territoriales ; le manque de réalisme politique ; les futures contestations ; la population axée sur l'autonomie interne ; l'absence du dialogue réclamé par le vote du 5 octobre 1976 ; votera contre le projet de loi n° 1950. **Commission mixte paritaire** [20 décembre 1976] (p. 9777) : un texte allant à l'encontre de la volonté des Néo-Calédoniens ; sa proposition de loi n° 1710 tendant à doter le territoire d'un statut d'autonomie interne ; l'appui du groupe réformateur ; n'approuve pas le texte du projet ; un maintien déguisé de statut colonial inacceptable ; le pouvoir réglementaire renforcé du haut-commissaire ; l'élargissement des compétences de l'Etat ; la simple fonction d'animation et de contrôle du conseil de Gouvernement ; les insuffisances du nouveau statut ; les difficultés à faire appliquer ce statut ; les nouvelles solutions qu'envisageront les Calédoniens ; l'ouverture de la perspective dangereuse de l'indépendance ; votera contre le projet.

1977

— **Projet de loi modifiant le régime communal dans le territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances** (n° **2418**). **Discussion générale** [20 avril 1977]. **Question préalable** (p. 1985) : oppose la question préalable ; l'absence de consultation de l'assemblée territoriale sur le projet de loi ; les dispositions de l'article 74 de la Constitution ; la référence du Gouvernement à l'article 33 de la Constitution ; la spécificité du territoire calédonien ; question préalable repoussée ; (p. 1987) : indique que les différents projets de loi relatifs à la Nouvelle-Calédonie n'ont pas atteint leurs objectifs ; la mainmise plus ferme du pouvoir central sur la Nouvelle-Calédonie. **Discussion des articles. Après l'Article premier** (p. 1989) : son sous-amendement n° 59 à l'amendement n° 3 de M. Piot : uniformisation des modes d'élection des conseillers municipaux ; repoussé ; son sous-amendement n° 60 à l'amendement n° 3 de M. Piot : protection des conseillers municipaux au cours des trajets de leur domicile au lieu de réunion du conseil municipal ; repoussé. **Explications de vote** (p. 2000) : l'absence de véritable pouvoir de gestion et d'administration décentralisé en faveur des Calédoniens ; indique qu'il votera contre le projet de loi. **Deuxième lecture. Discussion générale** [29 juin 1977] (p. 4432) : l'attribution d'une réelle autonomie aux communes du territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances ; les différences ethniques, sociologiques et politiques ; le pouvoir des maires ; la non-consultation de l'assemblée du territoire ; son vote négatif.

— **Proposition de loi tendant à modifier les articles 2, 7 et 10 de la loi n° 52-1310 du 10 décembre 1952, modifiée, relative à la composition et à la formation de l'assemblée territoriale de la Nouvelle-Calédonie et dépendances** (n° **2888**). **Discussion générale** [8 juin 1977]. **Question préalable** (p. 3591) : les considérants de sa question préalable ; la consultation de l'assemblée territoriale ; la division de la Nouvelle-Calédonie en deux blocs raciaux ; la faveur faite à la classe dominante ; le courant européen favorable au scrutin proportionnel ; repoussée ; (p. 3593) : le caractère détestable d'une modification de la loi électorale à la veille d'une consultation ; l'inscription à l'ordre du jour de la proposition de loi ; donner une majorité d'élus à un parti minoritaire ; (p. 3594) : l'inégalité des ressources ; la faveur donnée à une classe dominante minoritaire ; les arguments des auteurs de la proposition de loi ; la nécessité de la réforme électorale ; l'effritement de l'assemblée territoriale ; le découpage actuel des circonscriptions électorales ; le nouveau découpage proposé ; le poids électoral de Nouméa ; le sacrifice de l'équilibre et de l'entente ethnique à la raison politique ; les dangers et les limites du scrutin majoritaire ; l'émergence en Europe d'un courant favorable au scrutin proportion-

nel ; les caractéristiques du système proposé ; la non-représentation des partis n'obtenant pas plus de 10 % du nombre des électeurs inscrits ; le refus opposé par l'assemblée territoriale à toute modification du mode d'élection de ses membres ; (p. 3595) : la leçon de l'histoire et de ses décolonisations ratées. **Discussion des articles. Article 2** (p. 3597) : la division de la Nouvelle-Calédonie en deux blocs raciaux ; l'apartheid ; la mise en question de la démocratie ; (p. 3598) : le vœu de l'assemblée territoriale sur le maintien du statu quo ; son vote négatif. **Deuxième lecture. Discussion générale** [29 juin 1977] (p. 4438) : le rejet de la proposition de loi par le Sénat ; les réactions suscitées par le texte ; le refus à deux reprises de l'assemblée territoriale de s'associer à toute modification du mode d'élection de ses membres ; le rapport Lafleur ; le découpage de la Nouvelle-Calédonie ; les déclarations de Monseigneur Ménager ; l'avis de la commission politique du synode catholique de Nouméa ; le point de vue de l'église évangélique de Nouméa ; le nombre de signataires qu'a reçus la pétition des défenseurs de la proposition de loi ; l'éventualité de troubles sociaux et de blocage des institutions ; (p. 4438) : le caractère discriminatoire de la proposition de loi. **Commission mixte paritaire** [30 juin 1977] (p. 4555) : le non-respect du règlement de l'Assemblée nationale ; les risques encourus en cas d'adoption de la proposition de loi ; l'inopportunité du découpage des circonscriptions ; le développement d'une politique de cloisonnement et de ségrégation ; la situation des Mélanésiens ; le bénéfice des dispositions de la loi ; la participation des Mélanésiens à la vie sociale ; les dispositions du rapport Lafleur ; (p. 4556) : la mise en route d'un processus d'indépendance. **Troisième lecture. Question préalable** [13 décembre 1977] (p. 8690, 8691) : la proposition de loi n° 2888 relative à la composition et à la formation de l'assemblée territoriale de la Nouvelle-Calédonie ; le rejet par l'ancienne assemblée territoriale de toute modification du mode d'élection de ses membres ; la motion de la nouvelle assemblée territoriale demandant de surseoir à toute action parlementaire modifiant le mode de scrutin actuel ; soumettre le texte tendant à modifier le mode de scrutin à l'avis préalable de l'assemblée territoriale ; le déroulement des dernières élections sous le régime de l'ancienne loi électorale ; question préalable adoptée par scrutin public.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'organisation de la Polynésie française (n° 3032). Discussion des articles** [29 juin 1977]. **Article 62** (p. 4460) : la confusion intervenue sur le vote de l'amendement n° 6 de M. Krieg.

— **Projet de loi modifiant l'ordonnance n° 59-227 du 4 février 1959 relative à l'élection des députés à l'Assemblée nationale** représentant les territoires d'outre-mer (n° 3119). **Discussion générale** [6 octobre 1977] (p. 5916) : la situation des ressortissants français des Nouvelles-Hébrides ; l'indépendance du territoire en 1980 ; le rattachement des ressortissants français à la circonscription des îles Wallis et Futuna ; l'exode des Wallisiens et Futuniens. **Discussion de l'article unique. Article unique** (p. 5917) : son amendement n° 1 : rattachement des électeurs français des Nouvelles-Hébrides à la circonscription électorale de Wallis et Futuna ; repoussé.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° 3120). *Deuxième partie :*

Territoires d'outre-mer [3 novembre 1977] (p. 6946) : le bilan de la gestion gouvernementale à l'égard de la Nouvelle-Calédonie ; la situation économique ; les promesses non tenues ; (p. 6947) : l'évolution des crédits du FIDES ; les compétences de l'assemblée territoriale en matière d'enseignement privé ; la nécessité d'investissements supplémentaires ; l'autonomie interne ; l'inadéquation du statut voté le 28 décembre 1976 ; l'absence de pouvoirs de l'assemblée territoriale en matière de politique de l'emploi ; sa proposition de loi tendant à doter la Nouvelle-Calédonie d'une véritable autonomie ; les perspectives des élections territoriales du 11 septembre 1977.

— **Projet de loi modifiant l'article L 167-1 du code électoral** (n° 3115). **Discussion des articles** [23 novembre 1977] (p. 7843) : l'utilisation de la langue tahitienne sur les antennes de la radio et de la télévision en Polynésie française.

PIGNION (Lucien)

Député du Pas-de-Calais
(3e circonscription)
(PSRG).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 735).

S'inscrit au groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche [2 avril 1973] (p. 745).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [5 avril 1973] (p. 755), [2 avril 1974] (p. 1453), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner en deuxième lecture le projet de loi n° 275 complétant certaines dispositions du titre premier du livre VI du code rural relatif au statut du fermage et du métayage et de l'article 27 modifié de la loi n° 62-933 du 8 août 1962 complémentaire à la loi d'orientation agricole [4 mai 1973 (p. 1071).

Représentant suppléant de l'Assemblée nationale à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [13 juin 1973] (p 2072).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'éducation [30 juin 1975] (p. 5082).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux conventions entre les caisses d'assurance maladie du régime général de la sécurité sociale, du régime agricole et du régime des travailleurs non salariés des professions non agricoles et les praticiens et auxjliaires médicaux [30 juin 1975] (p. 5082).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux laboratoires d'analyses de biologie médicale et à leur directeurs et directeurs adjoints [30 juin 1975] (p. 5083).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures en faveur de l'emploi [21 juin 1977] (p. 4020).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à accorder la qualité de **pupille de la nation** aux enfants des militaires tués accidentellement en temps de paix (n° **1526**) [11 avril 1975].

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Situation du service de santé scolaire** [18 décembre 1974] (p. 8040).

— **Grève à la céramique de Beugin-la-Comté (Pas-de-Calais)** [28 avril 1976] (p. 2250) : recherche d'une solution acceptable pour les deux parties.

• *questions orales sans débat :*

— (n° **28690**) : **Franchise postale des centres de documentation pédagogique** [14 mai 1976] (p. 3082, 3083) : demande que la franchise postale dont bénéficient ces centres, notamment celui du Pas-de-Calais, soit rétablie.

— (n° **30017**) : **Instituts universitaires de technologie** [25 juin 1976] (p. 4720).

• *question au Gouvernement :*

— **Communiqué du secrétariat d'Etat aux universités** [30 juin 1976] (p. 4954) : les attaques injustifiées du secrétariat d'Etat aux universités envers les directeurs et présidents d'IUT.

• *question orale sans débat :*

— (n° **3226**) : **malfaçons de construction à Saint-Pol-sur-Ternoise** [8 octobre 1976] (p. 6489, 6490, 6491) : le conflit opposant les accédants à la propriété de Saint-Pol-sur-Ternoise au groupe immobilier Maison familiale de Cambrai ; la mise en conformité avec les règlements de construction.

• *question au Gouvernement :*

— **Elèves français d'écoles belges** [15 décembre 1976] (p. 9414) : attribution de bourses aux enfants dont les familles sont nécessiteuses.

• *questions orales sans débat :*

— (n° **38398**) : **Modalités d'application de la loi sur l'architecture** [27 mai 1977] (p. 3183, 3184, 3185) : conditions de délivrance du titre d'agréé en architecture, application de l'article 37 de la loi du 3 janvier 1977 ; mise en place des commissions régionales ; situation des maîtres d'œuvre.

— (n° **38790**) : **Restructuration de la recherche pédagogique** [10 juin 1977] (p. 3706, 3707) : le décret du 3 août 1976 ; la séparation contestable de la recherche et de la documentation ; INRP et CNDP ; la suppression du CRESAS ; la véritable censure risquant de s'exercer sur les publications et les domaines de recherche.

INTERVENTIONS

1973

— **Déclaration de M. le ministre de l'éducation nationale sur les orientations de la politique de l'éducation nationale** (n° **442**) [5 juin 1973] (p. 1762) : finalité de l'éducation nationale ; loi d'orientation du second degré ; application des textes élaborés par de

services ; moyens matériels et humains des corps intermédiaires ; propositions concernant la préscolarisation en milieu rural ; seuil permettant la création d'une classe maternelle ; situation dans le département du Pas-de-Calais ; fermetures d'écoles ; projets chiffrés concernant le milieu rural ; tiers temps pédagogique ; réforme des disciplines fondamentales ; cours de recyclage et d'information ; dérogations, rigueur observée par les services de l'éducation nationale ; (p. 1763) : scolarité obligatoire jusqu'à seize ans ; extension des compétences du ministère de l'éducation nationale ; préscolarisation ; exode des jeunes ; situation dans la région minière du Ternois.

— **Projet de loi d'orientation du commerce et de l'artisanat** (n° 496). **Discussion des articles** [18 octobre 1973]. **Article 41** (p. 4552) : ses observations sur la rédaction de l'article.

— **Projet de loi de finances pour 1974.** *Deuxième partie :*

Agriculture et développement rural. — FORMA, BAPSA [7 novembre 1973] (p. 5274) : estime que le budget de l'enseignement agricole est un budget de croisière ; problème de la formation des jeunes en milieu agricole ; sa référence au deuxième rapport d'exécution du VI[e] Plan paru en mai 1973, chapitre « Education nationale », avertissement de l'Institut national de recherche agronomique pour le soja : insuffisance des créations d'emploi ; sa demande d'explication sur la baisse en francs constants des crédits de paiement de la section « Investissements » du budget de l'enseignement agricole, baisse en francs constants des crédits d'entretien ; (p. 5275) : budget de l'enseignement agricole le plus faible de ces dix dernières années ; non-publication du projet de carte scolaire agricole ; fermeture des cours professionnels polyvalents ruraux du domaine public, de maisons familiales, solutions à apporter pour les familles les plus modestes ; insuffisance des moyens du lycée agricole de Saint-Michel-sur-Ternoise dans le Pas-de-Calais ; moyens de formation des maîtres ; sa demande de précision sur la manière dont s'exerce l'enseignement alterné, instruction et milieu familial ; souhaite connaître les intentions du ministre au regard de l'éducation et de la formation des jeunes en milieu rural.

1974

— **Projet de loi relatif à la pharmacie vétérinaire** (n° 645). **Discussion des articles** [13 juin 1974]. **Article 2 : article L. 617-14 du code de la santé publique** (p. 2674) : ses observations sur l'amendement n° 89 de M. Darinot.

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° 1180). *Deuxième partie :*

Education et enseignement préscolaire [5 novembre 1974] (p. 5874) : évoque la situation difficile de la recherche pédagogique ; formation continue dans les enseignements élémentaires ; le nombre d'enfants de quatorze à seize ans dont la scolarisation est mal assurée ; le budget de 1975 aggravera le déficit en professeurs ; le budget est bien insuffisant face aux revendications de l'ensemble des personnels.

Agriculture. — FORMA, BAPSA [7 novembre 1974] (p. 6043) : les difficultés des betteraviers ; l'alignement sur les prix européens ; la taxe du BAPSA ; l'asphyxie de l'enseignement agricole public ; (p. 6044) : les emplois créés ; l'appel aux vacataires ; les élèves refusés par manque de place ; les promesses non tenues ; les fermetures d'établissements ; la carte scolaire ; l'égalité de traitement entre les enseignements public et privé ; (p. 6045) : les maisons familiales ; la formation continue ; la pratique de l'alternance ; la ségrégation scolaire ; la formation féminine ; refuse le budget.

1975

— **Projet de loi relatif à l'éducation** (n° 1736). **Discussion générale** [18 juin 1975] (p. 4374) : un projet étriqué ; l'absence de principes psycho-pédagogiques et de mesures permettant d'atténuer les inquiétudes des enseignants ; le refus de l'égalité des chances ; prévoir une culture générale élevée ; (p. 4375) : la suspicion dans laquelle on tient les maîtres de l'enseignement public ; la « perfide manœuvre » tendant à rabaisser l'école laïque par l'absence de toute doctrine ; l'article « Laïcité et neutralité » de Jaurès.

— **Rappel au règlement** [19 juin 1975] (p. 4409) : demande à M. Haby, ministre de l'éducation, de retirer les propos qu'il a tenus à son égard.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif au développement de l'éducation physique et du sport** (n° 1728). **Après déclaration d'urgence, discussion générale** [2 octobre 1975] (p. 6436) : signale que l'éducation nationale s'attache à aider les sportifs de haut niveau en facilitant leur entraînement. **Discussion des articles** [3 octobre 1975]. **Article premier** (p. 6538) : la volonté du groupe socialiste de participer à la discussion sur le projet de loi ; sa recherche de l'intérêt de l'enfant ; regrette que les amendements concernant l'équipement aient été rejetés en vertu de l'article 40 de la Constitution.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**). *Deuxième partie :*

Santé publique et action sociale. Explication de vote [28 octobre 1975] (p. 7467) : demande comment seront donnés au service de santé scolaire les moyens dont il a besoin.

Education [12 novembre 1975] (p. 8192) : les effets de l'incohérence des politiques successives menées à l'égard de l'enseignement du second degré ; (p. 8193) : l'absence de toute amélioration en matière de formation professionnelle des enseignants ; le caractère purement formel des critiques de la majorité.

1976

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant diverses mesures de protection sociale de la famille** (n° **2220**). **Discussion des articles** [19 mai 1976]. **Article 9** (p. 3225) : son amendement n° 92 devant être défendu par M. Laborde.

— **Projet de loi portant institution d'un repos compensateur en matière d'heures supplémentaires de travail** (n° **2259**). **Discussion générale** [30 juin 1976] (p. 4934) : est favorable au repos compensateur ; un texte insuffisant, d'application compliquée ; des amendements proposant de limiter le nombre des heures supplémentaires ; déclare que la position du groupe socialiste sera fonction du sort des amendements. **Discussion des articles** [30 juin 1976]. **Avant l'article premier** (p. 4936) : soutient l'amendement n° 47 de M. Laurent ; repoussé. **Article premier** (p. 4937) : son amendement n° 48 qualifiant le repos compensateur d'intégral et d'obligatoire ; son amendement n° 49 semblable à l'amendement n° 35 de M. Carlier ; repoussé ; (p. 4939) : son amendement n° 51 tombe; son amendement n° 52 supprimant la première phrase du quatrième alinéa de l'article premier ; repoussé ; (p. 4940) : sur l'amendement n° 33 de M. Brocard, demande ce qu'il se passera en cas de désaccord entre le salarié et l'employeur ; (p. 4943) : son amendement n° 53 devient sans objet. **Article 5** (p. 4965) : son amendement n° 54 concernant le monde rural ; devenu sans objet ; son amendement n° 55 : devenu sans objet ; (p. 4966) : indique que son amendement n° 57 tombe ; son amendement n° 58 supprimant la première phrase du quatrième alinéa de l'article 5 ; repoussé ; (p. 4957) : retire son amendement n° 59.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**). *Deuxième partie :*

Agriculture. — FORMA, BAPSA [4 novembre 1976] (p. 7547) : la rude épreuve des éleveurs ; l'avenir incertain des producteurs de lait ; l'augmentation du prix des aliments du bétail ; la gêne qui en est résultée pour les producteurs et les coopératives ; les conséquences de l'incorporation de la poudre de lait et de la caution sur les prix ; les contradictions du ministre ; la lutte des exploitants familiaux ; (p. 7548) : relèvement plus sensible de l'aide à la consommation de lait écrémé liquide ; la nécessité d'accorder la grille de prix annuelle garantissant aux producteurs le prix indicatif ; la sélection animale et la prophylaxie ; la brucellose ; la tuberculose ; la fièvre de Malte ; l'absence de primes d'abattage des bêtes brucelliques ; prend note de l'inscription des crédits d'abattage dans le projet de loi de finances rectificative pour 1977 ; le porc ; l'existence d'une agriculture se rapprochant de l'entreprise industrielle ; les industries agro-alimentaires ; demande les intentions du ministre pour parvenir à une politique agricole commune assainie.

Education [18 novembre 1976] (p. 8237) : ses angoisses devant « son dédoublement » ; les problèmes municipaux et la présentation flatteuse du budget de l'éducation ; la participation communale ; budget d'investissement, budget de fonctionnement ; les problèmes de personnel des CES fraîchement nationalisés ; l'environnement éducatif des élèves ; les professeurs ; l'auxiliariat ; les effectifs de classes ; la formation des maîtres ; (p. 8238) : le malaise des enseignants ; le décalage entre les déclarations et les réalités.

1977

— **Projet de loi relatif au bilan social de l'entreprise** (n° **2755**). **Discussion générale** [11 mai 1977] (p. 2655) : la réforme de l'entreprise ; le seuil d'application du projet de loi ; (p. 2656) : l'élaboration d'un bilan social dans toutes les entreprises employant au moins 50 salariés ; les modalités d'application du bilan social ; son contenu ; les textes d'application du projet de loi ; l'insuffisance des indications chiffrées de la politique du personnel ; la sincérité des bilans sociaux ; les contrôles de la responsabilité du chef d'entreprise en ce qui concerne la présentation du bilan ; les amendements du PSRG tendant à corriger certaines insuffisances du projet de loi ; l'importance du domaine réglementaire ; les lenteurs de la mise en œuvre des recommandations de la commission Sudreau ; (p. 2657) : l'application du programme commun de gouvernement de la gauche. **Discussion des articles. Article premier : Article L 438-1 du code du travail** (p. 2666) : le refus du Gouvernement du seuil de 50 salariés ; le cas de l'entreprise Bâtimétal à Auchel ; la suffisante structuration des entreprises de 300 employés. **Article L 438-4 du code du travail** (p. 2672) : sou-

tient l'amendement n° 25 de M. Gau : fixation d'un bilan social particulier à chaque établissement dont l'effectif est d'au moins 50 salariés ; repoussé.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° 3120). *Deuxième partie :*

Travail [14 novembre 1977] (p. 7354) : l'incapacité gouvernementale à dominer le problème de l'emploi des jeunes, le chômage des jeunes ; le manque de qualification des jeunes ; les incohérences du système éducatif ; la loi Royer ; le nombre de places disponibles pour les stagiaires ; le respect de l'ordonnance de 1967 sur la déclaration des offres d'emploi ; les problèmes éducatifs ; le recensement des offres ; le plan socialiste de création d'emplois ; les avis des personnalités compétentes ; mener une politique globale des réformes à entreprendre.

PIMONT (Louis)

Député de la Dordogne
(2e circonscription)
(PSRG).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 733).

S'inscrit au groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche [2 avril 1973] (p. 745).

Décédé le 9 novembre 1975 [*J.O.* 11 novembre 1975] (p. 11614).

Son éloge funèbre est prononcé [13 novembre 1975] (p. 8253, 8254).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [5 avril 1973] (p. 755), [2 avril 1974] (p. 1433).

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [2 avril 1975] (p. 1220).

INTERVENTIONS

1973

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° 646). *Deuxième partie :*

Anciens combattants et victimes de guerre. Voir l'intervention de M. Edmond Vacant [9 novembre 1973] (p. 5534).

PINAY (Antoine)

Médiateur.

Rapport annuel d'activité du médiateur pour 1973 fait en application de l'article 14 de la loi du 3 janvier 1973 [2 avril 1974] (p. 1448).

Sa démission est acceptée, décret du 21 juin 1974 [*J.O.* du 22 juin 1974] (p. 6636).

PINTE (Etienne)

Député de la Seine-et-Marne
(4e circonscription)
(UDR, puis RPR).

Secrétaire de l'Assemblée nationale.

En remplacement, le 6 mai 1973, de M. Peyrefitte (Alain), nommé membre du Gouvernement.

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [9 mai 1973] (p. 1103).

S'inscrit au groupe d'union des démocrates pour la République [9 mai 1973] (p. 1103).

Secrétaire de l'Assemblée nationale [2 avril 1976] (p. 1273).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [15 mai 1973] (p. 1276), [2 avril 1974] (p. 1453), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre de la commission de contrôle et de gestion financière de l'ORTF [18 décembre 1973] (p. 7163).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'éducation [30 juin 1975] (p. 5082).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux conventions entre les caisses d'assurance maladie du régime général de la sécurité sociale, du régime agricole et du régime des travailleurs non salariés des professions non agricoles et les praticiens et auxiliaires médicaux [30 juin 1975] (p. 5082).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les

dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux laboratoires d'analyses de biologie médicale et à leurs directeurs et directeurs adjoints [30 juin 1975] (p. 5083).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux conditions d'accès à la retraite de certains travailleurs manuels [19 décembre 1975] (p. 10152).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification des titres II et IV du livre IX du code du travail et relatif au contrôle du financement des actions de formation professionnelle continue [20 décembre 1975] (p. 10183).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi concernant l'intervention des travailleuses familiales et des aides ménagères dans le cadre de l'aide sociale à l'enfance [20 décembre 1975] (p. 10183).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant certaines dispositions du chapitre III du titre IV du livre premier du code du travail relatives au paiement des créances résultant du contrat de travail en cas de règlement judiciaire ou de liquidation des biens [20 décembre 1975] (p. 10183).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi, adopté par le Sénat, portant réforme de l'aide au logement (n° 2631) [19 novembre 1976] (p. 8431).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme de l'aide au logement [20 décembre 1976] (p. 9809).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur l'architecture [20 décembre 1976] (p. 9810).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant certaines dispositions du titre premier du code du travail relatives au contrat d'apprentissage [30 juin 1977] (p. 4561).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au bilan social de l'entreprise [30 juin 1977] (p. 4561).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à modifier certaines dispositions du livre V du **code de la santé publique** relatif à la **pharmacie** (n° **1665**) [20 mai 1975].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi (n° 1665) tendant à modifier certaines dispositions du livre V du **code de la santé publique** relatif à la **pharmacie** (n° **1725**) [6 juin 1975].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 1949), concernant l'intervention des **travailleuses familiales** et des aides ménagères dans le cadre de l'aide sociale à l'enfance (n° **1996**) [20 novembre 1975].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi, modifiée par le Sénat (n° 1914), tendant à modifier certaines dispositions du livre V du **code de la santé publique** relatif à la **pharmacie** (n° **2051**) [10 décembre 1975].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi, adopté avec modifications par le Sénat en deuxième lecture (n° 2117), concernant l'intervention des **travailleuses familiales** et des aides ménagères dans le cadre de l'aide sociale à l'enfance (n° **2121**) [20 décembre 1975].

— **Rapport** fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi concernant l'**intervention des travailleuses familiales** dans le cadre de l'aide sociale à l'enfance (n° **2123**) [20 décembre 1975].

— **Proposition de loi** modifiant l'article 8 de la **loi n° 67-6** du 3 janvier 1967 tendant à permettre la suppression du régime juridique auquel sont soumis certains terrains communaux, notamment ceux dénommés « **parts de marais** » ou « parts ménagères » (n° **2539**) [13 octobre 1976].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 2829) instituant le **complément familial** (n° **2924**) [25 mai 1977].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi, modifié par le Sénat

(n° 3006), instituant le **complément familial** (n° **3026**) [23 juin 1977].

— **Avis,** présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de **loi de finances pour 1978** (n° 3120). — **Tome VII : Education** (n° **3148**) [11 octobre 1977].

INTERVENTIONS

1974

— **Projet de loi relatif à l'interruption volontaire de grossesse** (n° **1297**). **Discussion générale** [27 novembre 1974] (p. 7085) : se refuse à exploiter des chiffres et des exemples étrangers ; l'avortement est un échec collectif et un échec de notre société ; (p. 7085) : les mérites du texte.

1975

— **Proposition de loi relative à l'exercice de la pharmacie** (n° **1665**), rapporteur. **Première lecture. Discussion générale** [18 juin 1975] (p. 4349) : l'inadaptation de certaines dispositions du livre V du code de la santé publique relatives à la pharmacie ; l'arrêt Houles du Conseil d'État ; (p. 4350) : les propositions contenues dans le rapport : accorder au préfet la possibilité d'organiser les services de garde ; permettre aux héritiers d'un pharmacien de maintenir l'officine ouverte pendant un an ; prolonger le délai de remplacement en cas d'obligations militaires et de succession ; régir les spécialités pharmaceutiques destinées à l'exportation. **Deuxième lecture. Discussion générale** [16 décembre 1975] (p. 9836, 9837) : les modifications apportées par le Sénat ; le rétablissement par cette assemblée de la possibilité de prolongation en cas de force majeure et sans limitation de temps du délai d'ouverture des officines ; propose de maintenir le rétablissement auquel le Sénat a procédé. **Discussion des articles. Article 3** (p. 9838) : s'oppose à l'amendement n° 1 de M. Millet.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, concernant l'intervention des travailleuses familiales et des aides ménagères dans le cadre de l'aide sociale à l'enfance** (n° **1949**). **Première lecture. Discussion générale** [16 décembre 1975] (p. 9826) : les difficultés rencontrées par les travailleuses familiales ; la mise en cause de l'existence même de cette profession ; l'insuffisance de leur nombre ; leur rôle ; (p. 9827) : les difficultés qu'elles rencontrent ; les éléments nouveaux qu'apporte le projet ; le renforcement des notions de prévention et de solidarité nationale par la prise en charge par l'Etat d'une partie des frais de fonctionnement ; (p. 9828) : les propositions de la commission des affaires culturelles relatives à la suppression du recours à l'aide ménagère à domicile ; les perspectives encourageantes qu'ouvre un projet qui reste néanmoins insuffisant. **Discussion de l'article unique. Article unique** (p. 9833) : son amendement n° 4 : supprimer les mots « ou d'une aide ménagère » ; adopté ; (p. 9833, 9834) : estime que l'amendement n° 3 de Mme Chonavel ne s'oppose pas à l'action des associations des travailleuses familiales. **Après l'article unique** (p. 9834) : son amendement n° 8 : obligation pour les caisses d'allocations familiales et d'assurance maladie de prévoir d'affecter une proportion de leurs ressources au financement des interventions des travailleuses familiales ; (p. 9835) : sa réponse aux observations du Gouvernement ; retire son amendement. **Titre** (p. 9836) : son amendement n° 5 : nouvelle rédaction du titre ; adopté. **Deuxième lecture. Discussion générale** [20 décembre 1975] (p. 10166) : propose de revenir au texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale. **Discussion de l'article unique. Article unique** : son amendement n° 1 : supprimer les mots « ou d'une aide ménagère » au début du texte proposé pour l'article 53-1 du code de la famille ; adopté. **Titre** (p. 10167) : son amendement n° 2 : modification du titre ; adopté. **Commission mixte paritaire** [20 décembre 1975] (p. 10171, 10172) : indique la commission mixte paritaire a adopté un amendement transactionnel prévoyant le recours au service d'une aide ménagère pour prolonger l'intervention des travailleuses familiales.

1976

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant diverses mesures de protection sociale de la famille** (n° **2220**). **Première lecture. Discussion générale** [18 mai 1976] (p. 3151) : projet du Gouvernement décevant, limité, disparate ; (p. 3152) : nécessité d'une véritable politique familiale globale basée sur la substitution de la notion de solidarité à celle d'égalitarisme ; l'harmonisation des activités professionnelles et familiales des parents en vue de l'épanouissement de chacun des membres de la famille ; le souci de clarté financière ; trois étapes pour un redéploiement des prestations familiales ; la priorité aux familles nombreuses, notamment celles de plus de trois enfants ; la création d'une allocation parentale différente d'un salaire maternel discriminatoire ; l'instauration d'un revenu minimum familial garanti à la hauteur du SMIC ; en matière de logements, une politique globale est nécessaire ; une réforme profonde de son financement ; deux réformes indispensables : celle de l'allocation de logement, celle des

normes retenues pour la prime à la construction ; la nécessaire adaptation des équipements collectifs aux besoins vers des équipements à usage polyvalent, vers un développement des centres sociaux, vers une réforme de l'aide à la personne ; une adaptation du temps aux obligations des parents ; un aménagement des horaires de travail : travail à temps partiel, horaires variables ; un développement de l'information, source de participation à la vie de la cité. **Discussion des articles** [19 mai 1976]. **Article 2** (p. 3215) : les allocations déjà fixées par référence au SMIC ; demande au Gouvernement de faire un effort. **Après l'Article 3** *ter* (p. 3218) : son amendement n° 109 : la subrogation dans les droits de l'allocataire créancier d'aliments à l'égard de l'époux débiteur, des organismes débiteurs de l'allocation de parent isolé ; adopté ; son amendement n° 110 permettant d'alléger les contrôles directs effectués auprès des allocataires ; précise que le contrôle ne sera pas effectué instantanément ; accepte la modification par M. Aubert de son amendement n° 110 ; amendement n° 110 modifié adopté. **Article 4** (p. 3220) : soutient l'amendement n° 18 de Mme Missoffe visant à porter à quinze jours le délai prévu de huit jours ; repoussé. **Article 13** (p. 3226) : indique qu'il avait déposé un amendement qui a été refusé, amendement qui visait à accorder aux mères adoptives un congé lorsqu'elles ont un enfant de moins de trois ans. **Avant l'Article 17** (p. 3231) : soutient l'argumentation de M. de Bennetot sur l'article 17. **Après l'Article 17** (p. 3233) : son amendement n° 114 qui est la conséquence de l'amendement n° 52 rectifié de Mme Missoffe, qui permet d'étendre à certains jeunes gens les dispositions relatives à la qualification de soutien de famille ; repoussé. **Seconde délibération du projet** [20 mai 1976]. **Article 2** (p. 3270) : demande à Mme Veil de définir les prestations spéciales qui ont « le caractère de remboursement de frais ». **Deuxième lecture. Discussion des articles** [28 juin 1976]. **Article 13** (p. 4795) : rappel au règlement : proteste contre le refus opposé par la commission des finances à son amendement déposé en première lecture tendant à étendre le congé postnatal aux mères adoptives ; demande au président de saisir le bureau afin que l'article 98 du règlement soit appliqué d'une manière convenable. **Article 17 A** (p. 4796) : son amendement n° 9 étendant la reconnaissance de la qualité de soutien de famille aux jeunes gens pères de famille ayant au moins deux enfants à charge après l'âge de vingt-deux ans ; précise que seuls neuf cents pères de famille seraient visés ; (p. 4797) : indique qu'il ne considérait pas uniquement les jeunes gens incorporés pendant leur vingt-troisième année ; déclare que ses amendements n° 9 et n° 10 s'inscrivaient dans une politique familiale et ne se fondaient guère sur les besoins du ministère de la défense ; maintient son amendement n° 9 ; repoussé ; son amendement n° 10 d'harmonisation ; retire son amendement n° 10.

— **Projet de loi portant imposition des ressources provenant de plus-values assimilables à un revenu** (n° **2206**). **Discussion des articles** [9 juin 1976] : **Article 2** (p. 3920) : son amendement n° 76 : est lié à un amendement à l'article premier ; il faut se référer à la dernière mutation à titre onéreux en ce qui concerne les mutations à titre gratuit ; repoussé ; [10 juin 1976] : **Article 4** (p. 3977) : retire son amendement n° 79 au profit de l'amendement n° 129 de M. Papon ; (p. 3980) : souhaite voter d'abord sur l'amendement n° 129 de M. Papon ; [16 juin 1976] : **Article 5** (*suite*) (p. 4198) : retire son amendement n° 80. **Article 6** (p. 4227) : son amendement n° 81 concernant la plus-value dégagée par la réalisation de biens fonciers à usage agricole ; retire son amendement n° 81 ; [22 juin 1976] : **Article premier** (*suite*) (p. 4464) : retire son amendement n° 75.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant réforme de l'aide au logement** (n° **2631**). **Discussion générale** [14 décembre 1976] (p. 9370) : se prononce contre l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Canacos ; l'égalité devant la loi ; ne pas confondre égalité et égalitarisme ; la sélectivité dans les aides ; (p. 9371) : la remise en cause de la notion de conventionnement ; les droits ouverts par des conventions en matière de sécurité sociale, d'enseignement, de relations de travail ; (p. 9384) : ses questions contre l'application de la réforme, quant à son efficacité ; le montant de l'aide ; le surloyer ; sa question sur la vente des appartements par les sociétés d'HLM ; le contenu des conventions en matière d'environnement et des normes d'habitabilité des logements familiaux ; parkings et espaces verts ; l'adaptation aux besoins culturels ; la recherche de logements individuels ; une réforme profonde et heureuse quant au financement du logement ; les inégalités de l'aide à la pierre ; l'aide personnalisée au logement ; l'accession à la propriété ; la brimade des familles nombreuses ; la diminution de la moyenne des pièces par logement HLM ; (p. 9385) : un texte portant en lui les germes de l'espoir. **Discussion des articles** [15 décembre 1976] : **Avant l'Article premier** (p. 9460) : le conseil de l'aide personnalisée au logement créé par le Sénat ; le conseil national de l'aide au logement ; les raisons de sa création ; [16 décembre 1976] : **Article 3** (p. 9492) : souhaite la fin de la

différence existant dans les versements des allocations familiales sous condition de ressources selon que les femmes travaillent ou non ; l'allocation parentale ; s'oppose à l'amendement n° 58 de M. Bécam ; (p. 9497) : souhaite substituer aux mots « pouvoir solvabilisateur » le terme de « valeur ». **Après l'Article 3** (p. 9503) : un seul conseil dans un souci d'efficacité ; souhaite un conseil national consulté sur la révision annuelle du barème et sur le barème lui-même ; souhaite des mesures destinées à lutter contre la ségrégation et à la réhabilitation de l'habitat existant ; souhaite que l'amendement n° 48 de M. Bécam vienne immédiatement après l'article premier qui institue l'aide personnalisée au logement. **Article 7** (p. 9510) : son amendement n° 42 tendant à limiter la contribution de la caisse nationale d'allocations familiales au financement de l'aide personnalisée au logement ; le problème des transferts de charges ; les charges indues ; l'importance de l'aide au logement ; ne souhaite pas plafonner le montant des allocations de logement ou l'aide personnalisée au logement financée par la caisse nationale d'allocations familiales ; repoussé. **Article 16** (p. 9520) : la promesse de M. Fourcade sur la lutte contre la ségrégation et pour l'amélioration de l'habitat existant. **Article 17** (p. 9532) : son sous-amendement tendant à substituer dans l'amendement n° 85 de M. Bécam le mot « locataire » au mot « preneur » ; adopté. **Après l'Article 17** : son sous-amendement n° 143 à l'amendement n° 88 de M. Bécam indiquant que la cession à titre onéreux ou à titre gratuit faite sans avertir l'acheteur de l'existence d'une convention liant le bailleur à l'Etat, doit faire l'objet d'une pénalité frappée de nullité ; adopté. **Article 22** (p. 9535) : indique que l'amendement n° 90 corrigé de M. Bécam devient sans objet dans la mesure où l'article 17 *bis* n'a pas de conséquence sur la convention. **Article 24** (p. 9537) : sa question sur les offices d'HLM.

1977

— **Projet de loi instituant le complément familial** (n° 2829), rapporteur. **Discussion générale** [31 mai 1977] (p. 3211) : l'annonce par le Gouvernement d'un contrat de progrès en faveur des familles ; (p. 3212) : les hésitations du Gouvernement quant à la définition d'une véritable politique familiale ; les caractéristiques du texte proposé ; la philosophie d'une véritable politique familiale ; l'objet des allocations familiales ; leur caractère de complément de revenu ; l'évolution ultérieure des prestations familiales ; leur non-rattachement à un indice valable de prix ou de salaire ; la réponse à des besoins particuliers ou à des situations catégorielles ; leur distribution sous conditions de ressources ; la compensation financière entre les branches excédentaires des allocations familiales et les autres branches déficitaires de la sécurité sociale ; la finalité de la politique familiale ; la substitution progressive d'une politique sociale à une politique familiale ; le choix entre la transformation de la politique familiale en politique sociale ou de la soumission des prestations familiales à l'impôt ; le problème du financement de la politique familiale ; l'influence sur la masse réservée à la famille de l'existence ou de l'absence de compensations entre les caisses ; le montant des excédents cumulés ; les ordonnances de 1967 ; (p. 3213) : l'analyse du projet de loi instituant le complément familial ; son montant ; le plafond de ressources ; le coût de la mesure ; ses éléments positifs ; la simplification des prestations familiales ; la prise en compte de certaines situations spécifiques ; l'harmonisation des régimes ; la suppression de l'opposition entre la femme au foyer et celle qui travaille ; la priorité donnée à l'aide de certaines familles ; son caractère progressif ; les inconvénients du complément familial ; le maintien du critère des ressources ; l'absence d'indexation garantie du montant de la prestation sur les prix ou sur les salaires ; la faiblesse de ce montant ; ses conséquences sur la prise de congé sans solde ; l'accentuation des disparités entre les familles ayant des revenus très voisins ; le maintien des droits acquis ; les effets de seuil ; la non-progression du nombre des bénéficiaires de l'assurance vieillesse obligatoire ; les conditions de réalisation de l'harmonisation entre le régime des salariés et des non-salariés ; les améliorations apportées par la commission au texte ; l'article 42 de la Constitution ; le déplafonnement total des revenus donnant droit au complément familial ; (p. 3214) : l'intégration du complément familial dans le revenu soumis à l'impôt ; l'aménagement du quotient familial ; la proposition de la commission de supprimer par étape les conditions de ressources et la réalisation d'une réforme fiscale ; la nécessité de combler les lacunes de la législation applicable aux « mono-parentaux » ; la compensation des effets de seuil tenant à l'âge ; le versement des allocations différentielles pour les familles se trouvant entre les plafonds d'exclusion ; le relèvement des plafonds de 10 % ; les autres solutions examinées par la commission ; la proposition par la commission d'une augmentation uniforme de 10 % des allocations familiales au 1er janvier prochain ; les propositions dont la commission souhaite la reprise au compte du Gouvernement ; les amendements déposés par la commission ; (p. 3238) : l'ambition du RPR pour la France ;

le caractère global de la politique de la famille à mener ; favoriser l'épanouissement de la cellule familiale ; l'action du Gouvernement de M. Jacques Chirac en faveur des familles ; les dix mesures proposées par le RPR pour la famille ; la création d'un congé-éducation rémunéré ; le statut social de la mère de famille ; l'amélioration des allocations familiales ; le développement du travail à temps partiel ; l'accès au logement ; (p. 3239) : la révision de la fiscalité touchant à la famille : faire bénéficier les parents isolés d'un régime particulier ; les mesures à prendre en faveur des parents d'enfants handicapés ; faire bénéficier les orphelins de père et de mère de la solidarité nationale ; l'amélioration de l'environnement de la famille ; le montant financier de l'effort gouvernemental. **Discussion des articles** [1er juin 1977]. **Rappel au règlement de M. Fanton** (p. 3272, 3273) : l'interprétation de l'article 40 de la Constitution ; la recevabilité devant le Sénat d'amendements déclarés irrecevables par la commission des finances ; la demande du président de l'Assemblée nationale à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, de rapporter le texte d'une proposition de résolution socialiste modifiant le règlement sur l'irrecevabilité des amendements. **Article 2** (p. 3275) : l'adoption par la commission de l'amendement n° 2 de M. Delaneau ; le salaire de base retenu pour l'évolution du plafond de ressources ; le choix gouvernemental en matière de mode d'évaluation des ressources ; (p. 3276) : son amendement n° 6 : suppression de la majoration de 50 % du complément familial pour les familles mono-parentales ; sa compensation par une majoration équivalente du montant de l'allocation d'orphelin ; le caractère réglementaire de l'augmentation de l'allocation d'orphelin ; l'équivalence des termes de « foyer mono-parental » et de « parent isolé » ; adopté ; (p. 3278) : la reprise par le Gouvernement des amendements proposés par la commission ; l'aggravation de la situation de certaines familles en raison des effets de seuils ; l'avis favorable de la commission sur l'amendement n° 13 du Gouvernement ; l'avis favorable de la commission sur l'amendement n° 14 du Gouvernement. **Article 5** (p. 3278, 3279) : son amendement n° 8 : compensation pluriannuelle après avis du comité consultatif de la famille des charges représentées par les enfants et indexation des prestations familiales sur l'augmentation des prix ; l'accord de la commission sur le sous-amendement n° 17 du Gouvernement ; la revalorisation des prestations familiales. **Article 11** (p. 3280) : l'approbation par la commission de l'amendement n° 15 du Gouvernement ; l'avis favorable de la commission sur l'amendement n° 16 du Gouvernement ; son amendement n° 9 : extension de l'affiliation obligatoire à l'assurance vieillesse aux femmes ayant à charge un enfant handicapé ; indique qu'il lui est difficile de retirer l'amendement n° 9 de la commission ; adopté. **Après l'Article 13** (p. 3281) : son amendement n° 11 : soumission à l'impôt sur le revenu des personnes physiques du montant revalorisé des prestations familiales au plus tard au 1er janvier 1983 ; le déplafonnement progressif des prestations familiales et leur intégration par étapes dans l'ensemble des revenus soumis à impôt ; retiré. **Deuxième lecture. Discussion générale** [28 juin 1977] (p. 4340) : les modifications apportées par le Sénat au projet de loi ; l'équilibre entre la femme qui exerce une activité professionnelle et celle qui reste au foyer ; le cadre et les critères d'évolution des prestations familiales ; l'assurance vieillesse obligatoire des mères de famille ; la présentation d'un rapport par le Gouvernement sur une politique globale de compensation des charges familiales ; l'augmentation des prestations familiales ; leur revalorisation à nouveau au 1er janvier 1978 ; l'adaptation du complément familial aux DOM ; le statut de la mère de famille ; (p. 4341) : demande au nom de la commission, à l'Assemblée d'adopter le texte voté par le Sénat.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° **3120**). *Deuxième partie :*

Education, rapporteur pour avis [27 octobre 1977] (p. 6714) : l'évolution du budget du ministère de l'éducation ; l'évolution des dépenses de fonctionnement ; la progression des crédits alloués aux CFA ; l'évolution des dépenses d'équipement ; les dépenses de personnel ; l'attribution aux chefs d'établissement du second degré d'une indemnité de responsabilité de direction ; le problème des enseignants chargés de la formation des maîtres dans le domaine de l'audio-visuel ; la poursuite de la politique de titularisation ; l'amélioration de la situation des personnels de l'enseignement privé (p. 6715) : le reclassement dans le secteur public des services effectués par les enseignants dans l'enseignement privé ; l'harmonisation des situations et des statuts entre l'enseignement public et l'enseignement privé ; l'instauration de liens contractuels ; la gratuité ; les transports scolaires ; l'effort accompli par l'Etat dans ce domaine ; la construction des « unités pédagogiques modulaires » ; la mobilité des enseignants ; le problème des bourses scolaires ; le principe de la gratuité ; la suppression des bourses dans le premier cycle du second degré ; l'évolution des crédits d'investissement ; l'adaptation du parc immobilier à l'évolution démographique ; la mise en place d'une politique de polyvalence des établissements scolaires.

— **Proposition de loi modifiant l'article 8 de la loi n° 67-6 du 3 janvier 1967 tendant à permettre la suppression du régime juridique auquel sont soumis certains terrains communaux, notamment ceux dénommés « parts de marais » ou « parts ménagères » (n° 3209). Discussion générale** [22 novembre 1977] (p. 7812) : le régime juridique des « parts de marais » ; le dispositif de la loi du 3 janvier 1967 ; la politique communale de restructuration foncière ou de remembrement ; (p. 7813) : les propositions de la commission.

PIOT (Jacques)

Député de l'Yonne
(3e circonscription)
(UDR, puis RPR).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 737).

S'inscrit au groupe d'union des démocrates pour la République [2 avril 1973] (p. 744).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [5 avril 1973] (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Vice-président de cette commission [5 avril 1973] (p. 756), [4 avril 1974] (p. 1495), [3 avril 1975] (p. 1266), [6 avril 1976] (p. 1391), [5 avril 1977] (p. 1555).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner en deuxième lecture le projet de loi n° 275 complétant certaines dispositions du titre premier du livre VI du code rural relatif au statut du fermage et du métayage et de l'article 27 modifié de la loi n° 62-933 du 8 août 1962 complémentaire à la loi d'orientation agricole [4 mai 1973] (p. 1071).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour la proposition de loi tendant à préciser que l'article 7 du décret n° 72-561 du 3 juillet 1972 s'applique à tous les baux commerciaux à renouveler avant le 1er janvier 1975 [10 octobre 1973] (p. 4263).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur la modernisation des bases de la fiscalité directe locale [18 décembre 1973] (p. 7163).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant amnistie [10 juillet 1974] (p. 3490).

Chargé d'une mission temporaire auprès de M. le garde des sceaux, ministre de la justice [18 décembre 1974] (p. 8040).

Il est mis fin à sa mission temporaire auprès de M. le garde des sceaux, ministre de la justice [20 juin 1975] (p. 4568).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi supprimant la patente et instituant une taxe professionnelle [27 juin 1975] (p. 4967).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les disposition restant en discussion du projet de loi portant réforme du divorce [30 juin 1975] (p. 5082).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'indépendance du territoire des Comores [30 juin 1975] (p. 5083).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme du régime administratif de la ville de Paris [18 décembre 1975] (p. 10009).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif au statut de la magistrature [18 décembre 1975] (p. 10009).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la limite d'âge des fonctionnaires de l'Etat [18 décembre 1975] (p. 10009).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargé de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant certaines dispositions du code électoral et du code de l'administration communale [18 décembre 1975] (p. 10010).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la protection des occupants de locaux à usage d'habitation [20 décembre 1975] (p. 10184).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales en vue de supprimer les rémunérations allouées sous forme de tantièmes [20 décembre 1975] (p. 10184).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la sous-traitance [20 décembre 1975] (p. 10184).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner les propositions de loi (n° 2080) de MM. Foyer, Labbé, Chinaud et Max Lejeune ; (n° 2128) de M. Georges Marchais et plusieurs de ses collègues ; (n° 2131) de M. Defferre et plusieurs de ses collègues, sur les libertés [J.O. du 8 janvier 1976] (p. 288), [2 avril 1976] (p. 1278).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'organisation de Saint-Pierre-et-Miquelon [8 juillet 1976] (p. 5172).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant certaines dispositions du code électoral [9 juillet 1976] (p. 5247).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à l'organisation de l'indivision [18 novembre 1976] (p. 8431).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le titre IX du livre III du code civil [19 novembre 1976] (p. 8431).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi garantissant l'indemnisation de certaines victimes de dommages corporels résultant d'une infraction [20 décembre 1976] (p. 9810).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'organisation de la Nouvelle-Calédonie et dépendances [20 décembre 1976] (p. 9810).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant l'article 15 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques [20 décembre 1976] (p. 9811).

Membre de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi aménageant la taxe professionnelle [8 juin 1977] (p. 3599).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'organisation de la Polynésie française [30 juin 1977] (p. 4560).

Membre suppléant de la commission paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'élection des représentants à l'Assemblée des Communautés européennes [30 juin 1977] (p. 4560).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à modifier les articles 2 et 7 de la loi n° 52-1310 du 10 décembre 1952, modifiée, relative à la composition et à la formation de l'Assemblée territoriale de la Nouvelle-Calédonie et dépendances [30 juin 1977] (p. 4553, 4561).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instaurant la gratuité des actes de justice devant les juridictions civiles et administratives [21 décembre 1977] (p. 9183).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'information et à la protection des consommateurs en matière d'opération de crédit [21 décembre 1977] (p. 9183).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'informatique et aux libertés [21 décembre 1977] (p. 9185).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction [21 décembre 1977] (p. 9186).

DÉPOTS

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 196) **modifiant l'article 12 de la loi n° 61-814 du 29 juillet 1961**

conférant aux îles Wallis et Futuna le statut de territoire d'outre-mer (n° **234**) [26 avril 1973].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 347), adopté par le Sénat, relatif à la **discipline et au statut des notaires et de certains officiers ministériels** (n° **441**) [5 juin 1973].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 413), modifié par le Sénat, **modifiant l'article 12 de la loi n° 61-814 du 29 juillet 1961 conférant aux îles Wallis et Futuna le statut de territoire d'outre-mer** (n° **452**) [7 juin 1973].

— **Proposition de loi** tendant à **proroger le délai prévu par l'article 18 de la loi n° 72-3 du 3 janvier 1972 sur la filiation** (n° **482**) [14 juin 1973].

— **Rapport,** fait au nom de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi n° 275 (n° 644) [2 octobre 1973], modifié par le Sénat, **complétant certaines dispositions du titre premier du livre VI du code rural relatif au statut du fermage et du métayage et de l'article 27 modifié de la loi n° 62-933 du 8 août 1962 complémentaire à la loi d'orientation agricole** (n° 644) [2 octobre 1973].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi constitutionnelle (n° 639), portant **modification de l'article 6 de la Constitution** (n° **689**) [10 octobre 1973].

— **Proposition de loi** tendant à proroger le délai prévu par l'**article 17 de la loi n° 68-5 du 3 janvier 1968, portant réforme du droit des incapables majeurs** (n° **714**) [16 octobre 1973].

— **Rapport,** fait au nom de la commission spéciale, sur le projet de loi, modifié par le Sénat en deuxième lecture, tendant à **modifier diverses dispositions relatives à l'indemnité viagère de départ et aux cumuls et réunions d'exploitations agricoles** (n° **868**) [19 décembre 1973].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de résolution (n° 981) tendant à la **création d'une commission d'enquête** sur l'utilisation des crédits destinés à la construction et au fonctionnement du **paquebot « France »** et sur les conditions de l'exploitation future du navire (n° **1099**) [27 juin 1974].

— **Avis,** présenté au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le **projet de loi de finances pour 1975** (n° 1180). — **Tome IV : Départements d'outre-mer** (n° **1234**) [11 octobre 1974].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de résolution (n° 1238) tendant à la **création d'une commission d'enquête parlementaire** sur la **gestion du paquebot « France »,** et sur les conditions dans lesquelles s'effectue l'étude des solutions possibles d'exploitation pour le pavillon français des trafics maritimes avec l'Extrême-Orient (n° **1336**) [22 novembre 1974].

— **Proposition de loi** tendant à compléter la **loi n° 67-533** du 3 juillet 1967 relative à la **Cour de cassation** (n° **1348**) [3 décembre 1974].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 1348) tendant à compléter la **loi n° 67-523** du 3 juillet 1967 relative à la **Cour de cassation** (n° **1393**) [12 décembre 1974].

— **Avis,** présenté au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de **loi de finances pour 1976** (n° 1880). — **Tome IV : Départements d'outre-mer** (n° **1920**) [10 octobre 1975].

— **Rapports sur des pétitions** [13 novembre 1975] (p. **8339, 8341, 8342**).

— **Avis,** présenté au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de **loi de finances pour 1977** (n° 2524). — **Tome V : Territoires d'outre-mer** (n° **2533**) [12 octobre 1976].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 1950) relatif à **l'organisation de la Nouvelle-Calédonie et dépendances ;** la proposition de loi (n° 1710) tendant à doter la **Nouvelle-Calédonie et dépendances** d'un nouveau statut (n° **2682**) [9 décembre 1976].

— **Rapport,** fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à **l'organisation de la Nouvelle-Calédonie et dépendances** (n° **2727**) [20 décembre 1976].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 2418) et la lettre rectificative (n° 2756) modifiant le **régime communal dans le territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances** (n° **2759**) [2 avril 1977].

— **Rapports sur des pétitions** [25 avril 1977] (p. 2166, 2167).

— **Rapports sur des pétitions** [25 mai 1977] (p. 3045, 3046).

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi n° 2888 tendant à modifier les articles 2, 7 et 10 de la loi n° 52-310 du 10 décembre 1952, modifiée, relative à la composition et à la formation de l'**Assemblée territoriale de la Nouvelle-Calédonie et dépendances** (n° **2952**) [2 juin 1977].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi, modifié par le Sénat (n° 3005), modifiant le **régime communal** dans le territoire de la **Nouvelle-Calédonie** et dépendances (n° **3022**) [23 juin 1977].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi, rejetée par le Sénat (n° 3016), tendant à modifier les articles 2 et 7 de la **loi n° 52-1310** du 10 décembre 1952, modifiée, relative à la composition et à la formation de l'**Assemblée territoriale de la Nouvelle-Calédonie** et dépendances (n° **3044**) [28 juin 1977].

— **Rapport,** fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur la proposition de loi tendant à modifier les articles 2 et 7 de la **loi n° 52-1310** du 10 décembre 1952, modifiée, relative à la composition et à la formation de l'**Assemblée territoriale de la Nouvelle-Calédonie** et dépendances (n° **3111**) [30 juin 1977].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi organique (n° 3118) modifiant l'**ordonnance n° 58-1065** du 7 novembre 1958 portant loi organique relative à la **composition et à la durée des pouvoirs de l'Assemblée nationale (territoires d'outre-mer)** (n° **3143**) [5 octobre 1977].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 3119) modifiant l'**ordonnance n° 59-227** du 4 février 1959 relative à l'**élection des députés à l'Assemblée nationale représentant les territoires d'outre-mer** (n° **3144**) [5 octobre 1977].

— **Avis,** présenté au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de **loi de finances pour 1978** (n° 3120). — **Tome V : Territoires d'outre-mer** (n° **3151**) [11 octobre 1977].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi modifié par le Sénat (n° 3176) modifiant l'**ordonnance n° 59-227** du 4 février 1959 et la **loi n° 66-1023** du 29 décembre 1966 relatives à l'**élection des députés à l'Assemblée nationale représentant les territoires d'outre-mer** (n° **3261**) [24 novembre 1977].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 3218) portant **intégration des fonctionnaires du cadre de complément de la police de Nouvelle-Calédonie** dans la police nationale (n° **3281**) [7 décembre 1977].

QUESTIONS

• *question orale sans débat :*

— (n° **27752**) : **Tracé de la future ligne ferroviaire Paris-Lyon** [9 avril 1976] (p. 1612) : les inconvénients de ce tracé ; la possibilité de réaliser de sérieuses économies en portant la ligne existante à quatre voies.

• *question au Gouvernement :*

— **Suppression de la brigade de gendarmerie de Villeneuve-la-Guyard** [5 octobre 1977] (p. 5844, 5845) : organisation des brigades autonomes de gendarmerie en milieu rural, en particulier dans l'Yonne.

INTERVENTIONS

1973

— **Projet de loi modifiant l'article 12 de la loi n° 61-814 du 29 juillet 1961 conférant aux îles Wallis et Futuna le statut de territoire d'outre-mer** (n° **196**), rapporteur. **Première lecture. Discussion générale** [26 avril 1973] (p. 943) : détermination de la rémunération des membres de l'assemblée territoriale ; conséquences de ce texte ; alignement sur le régime juridique en vigueur en Nouvelle-Calédonie ; règles de non-

cumul ; délibération de l'assemblée territoriale du 20 mai 1972 ; faiblesse des ressources budgétaires du territoire ; fixation par décret du montant de l'indemnité ; réglementation stricte du cumul ; sa proposition de suppression de l'interdiction du cumul et ses limites. **Discussion des articles. Article unique** : son amendement tendant à la suppression de la règle de non-cumul (p. 944). **Deuxième lecture. Discussion générale** [14 juin 1973] (p. 2158) : mensualisation de l'indemnité perçue par les membres de l'assemblée territoriale, règle de non-cumul, amendement de l'Assemblée, modifications apportées par le Sénat.

— **Proposition de loi tendant à mettre à la disposition du public les espaces verts publics et privés du territoire de la ville de Paris et à assurer leur protection définitive. Discussion générale** [15 mai 1973] (p. 1249) : conflit de compétence entre la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République et la commission de la production et des échanges ; saisine de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, en application de l'article 85, alinéa 1, du règlement, compétence de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, pour connaître de la proposition de loi de M. Bernard Lafay ; problème d'administration générale des collectivités locales ; dispositions engageant les finances locales ; sa demande de rejet d'une commission spéciale et de confirmation de la compétence de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant statut des notaires et de certains officiers ministériels** (n° 347), rapporteur. **Discussion générale** [7 juin 1973] (p. 1938) : discipline des officiers ministériels ; portée nouvelle de l'interdiction temporaire et de la démission d'office ; renforcement des droits de la défense ; aménagements en vue de favoriser le développement des professions ; participation des clercs de notaire à la réception des actes authentiques ; problème de la restructuration des études de notaire. **Discussion des articles. Article 7** (p. 1943) : son amendement : autorisation aux organismes professionnels de faire appel de l'ordonnance du président du tribunal. **Article 11** (p. 1944) : son amendement : délai limitant à quinze jours la durée de l'interdiction ; (p. 1945) : répond à M. Foyer ; se rallie à l'amendement de M. Gerbet.

— **Projet de loi constitutionnelle portant modification de l'article 6 de la Constitution (n° 639)**, rapporteur. **Discussion générale** [16 octobre 1973] (p. 4404) : ses observations sur le septennat ; caractère de l'élection présidentielle ; conséquences de la modification introduite en 1962 ; raisons qui militent en faveur d'une réduction du mandat présidentiel ; nécessité d'inflexions quelquefois très sensibles aux intentions initiales ; sollicitation plus fréquente de l'adhésion du peuple ; avantage sur le plan démocratique de la réduction du mandat présidentiel ; s'interroge sur la réduction qu'il convient de lui apporter ; définit la portée de la réforme ; ses réserves sur la concomitance entre les mandats législatif et présidentiel ; (p. 4405) : évoque le résultat d'un sondage effectué par la Sofres en mars 1972 ; importance de la consultation présidentielle ; estime que le projet de révision n'aura pas pour effet de favoriser la concomitance des élections ; adoption à la majorité sans modification par la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République du projet de révision constitutionnelle. **Discussion des articles** [16 octobre 1973]. **Article premier** (p. 4431) : ses arguments contre l'adoption des amendements de MM. de Broglie et Gerbet tendant à éviter la simultanéité des élections présidentielles et des élections législatives ; (p. 4432) : ses arguments contre l'adoption de l'amendement de M. Donnez tendant à limiter à deux le nombre des mandats consécutifs du Président de la République.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° **646**). *Deuxième partie :*

Affaires culturelles [9 novembre 1973] (p. 5505) : parlant pour M. Foyer, déplore le coup fatal reçu par la musique sacrée depuis la réforme liturgique ; (p. 5508) : le chant grégorien, le chant polyphonique, le sort des chœurs de Saint-Eustache ; la messe chantée dominicale dans la chapelle de Versailles et l'expérience faite au Mont-Saint-Michel.

— **Projet de loi relatif à l'indemnité viagère de départ et à l'aménagement du régime des cumuls**, rapporteur (n° **275**). **Deuxième lecture. Discussion générale** [12 décembre 1973] (p. 6871) : réforme de l'IVD ; son analyse du projet à la suite de son examen par le Sénat ; indemnité complémentaire de restructuration (ICR), majoration des avantages vieillesse et portée sociale de l'IVD ; effort budgétaire en faveur des « IVD, soixante - soixante-cinq ans » ; directives communautaires, diminution de l'offre des terres agricoles ; simplification de la législation, mesure de généralisation de l'IVD complément de retraite ou non ; (p. 6872) : caractère partiellement rétroactif de la législation nouvelle, engagement pris par le Gouvernement lors de la conférence annuelle agricole. **Discussion des articles Article premier A** (p. 6881) : son amendement de suppression ; **Article premier B** (p. 6883) :

son sous-amendement : critère de distance entre l'exploitation du cédant et celle du cessionnaire ; (p. 6888) : ses observations sur les sous-amendements ; son sous-amendement : conditions d'application du principe de rétroactivité. **Troisième lecture. Discussion générale** [19 décembre 1973] (p. 7214) : expose les modifications apportées par le Sénat ; demande à l'Assemblée d'adopter le texte voté par le Sénat.

1974

— **Projet de loi relatif aux groupements fonciers agricoles** (n° **809**). **Discussion générale** [11 juin 1974] (p. 2589) : le projet est un compromis entre l'intérêt des agriculteurs et celui des apporteurs de capitaux ; distorsion fiscale de 14 % en faveur des SAFER en cas d'achat de terres destinées à un GFA et de 4,80 % en faveur des personnes physiques en cas d'achat de parts avant trois ans.

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° **1180**). *Deuxième partie :*

Départements d'outre-mer, rapporteur pour avis [12 novembre 1974] (p. 6221) : importance de l'action à mener en matière de formation professionnelle ; le problème de la réforme foncière ; l'aide indirecte aux agriculteurs qui s'installent ; (p. 6223) : consacrant une part élevée de leur budget à l'aide sociale, les communes ne peuvent réaliser les programmes d'investissements.

1975

— **Projet de loi portant modification de l'ordonnance du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires** (n° **1488** *rectifié*), rapporteur suppléant. **Deuxième lecture. Discussion générale** [20 mai 1975] (p. 2889) : donne connaissance de son rapport. **Discussion des articles. Article 2** : son amendement n° 1 : reprendre pour l'article 2 le texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale ; repoussé.

— **Projet de loi portant suppression de la patente et institution d'une taxe professionnelle** (n° **1634**). **Discussion des articles** [11 juin 1975] (p. 3978) : demande une suspension de séance afin d'examiner des amendements précédemment déclarés irrecevables.

— **Projet de loi portant remembrement des exploitations rurales** (n° **946**), rapporteur pour avis. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [18 juin 1975]. **Article 2** (p. 4357) : son amendement n° 2 : supprimer les dispositions instituant le fonds de concours ; craint que ne soit créée une procédure de remembrement concurrente de la procédure de droit commun ; repoussé ; son amendement n° 3 : rétablissement de la déclaration d'utilité publique ; repoussé. **Article 3** (p. 4358) : son amendement n° 4 : alignement de la définition du terrain à bâtir retenue par le code rural sur celle de l'ordonnance du 23 octobre 1958 modifiée par la loi du 11 juillet 1972 ; adopté. **Article 11** (p. 4359) : son amendement n° 6 : supprimer l'article 11 ; adopté.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**). *Deuxième partie :*

Territoires d'outre-mer [4 novembre 1975] (p. 7808) : la Nouvelle-Calédonie et la nécessité d'accentuer une promotion mélanésienne sur le plan économique et social, civique et moral ; la nécessité d'une réforme agraire et d'une industrialisation raisonnable.

Départements d'outre-mer, rapporteur pour avis [13 novembre 1975] (p. 8244) : le nombre insuffisant des magistrats dans les départements d'outre-mer ; le fonctionnement de l'aide judiciaire ; l'effort d'équipement des services judiciaires ; la mauvaise organisation de la juridiction administrative ; la politique de « départementalisation » ; (p. 8245) : instituer une mission régionale auprès de chacun des préfets ; les inquiétudes soulevées par l'accord de Lomé ; la départementalisation sociale ; la notion de « statut adapté ».

Débat préparatoire en commission élargie à l'examen des crédits du ministère de la Justice. Débat du 12 novembre 1975 [*J.O.* Débats du 17 novembre 1975] (p. 8517) : fait part au garde des sceaux de l'anxiété des justiciables de l'Yonne désormais rattachés à la cour d'appel de Dijon.

1976

— **Projet de loi portant réforme de l'urbanisme** (n° **1881**). **Discussion des articles** [14 avril 1976]. **Article 55** (p. 1747) : son amendement n° 324 défendu par M. Fanton.

— **Projet de loi relatif à la prévention et à la répression de la pollution marine par les opérations d'immersion effectuées par les navires et aéronefs** (n° **1502**). **Deuxième lecture. Discussion des articles** [18 juin 1976]. **Article premier** (p. 4388) : demande la réserve de l'amendement n° 3 du Gouvernement ; la réserve est de droit.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1976** (n° **2523**). **Discussion générale** [12 octobre 1976] (p. 6521) : la dégradation de l'image de l'agriculture ; la réalité et l'ampleur d'une catastrophe sans précédent ; la crise dans l'agriculture ; l'exercice de la solidarité nationale ; critique de l'impôt de solida-

rité qui risque de couper la France en deux ; l'emprunt, une meilleure solution ; critique de la référence au chiffre d'affaires pour asseoir la contribution exceptionnelle prévue pour certains agriculteurs ; les aides à l'agriculture ; (p. 6522) : une compensation de revenu ou une indemnisation de la sécheresse ? la répartition des aides ; un état des pertes ; la situation individuelle de certains exploitants ; les négociations des prix agricoles au niveau européen ; le danger d'un affaiblissement de notre agriculture ; l'indépendance alimentaire ; la considération méritée par l'agriculture.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° 2524). *Deuxième partie :*

Débat préparatoire en commission élargie à l'examen des crédits du ministère de la justice. Services judiciaires [2 novembre 1976] (p. 7362) : le rôle de la gendarmerie dans l'établissement des procurations.

Territoires d'outre-mer, rapporteur pour avis [19 novembre 1976] (p. 8397) : un budget en régression ; les bouleversements juridiques ; l'évolution institutionnelles des TOM ; les Comores ; Mayotte ; l'accession des Afars et des Issas à l'indépendance ; le condominium des Nouvelles-Hébrides ; l'évolution statutaire des autres TOM ; un projet de loi modifiant le statut de la Nouvelle-Calédonie ; la promotion des Mélanésiens ; (p. 8398) : le Fidil ; ramener le calme dans la Polynésie française ; les préférences de Wallis et Futuna pour leur statut actuel.

— **Projet de loi relatif à l'organisation de la Nouvelle-Calédonie et dépendances** (n° 1950), rapporteur. **Première lecture. Discussion générale** [13 décembre 1976] (p. 9270) : l'absence de consensus sur le contenu du projet ; les deux conceptions de l'autonomie ; la proposition de loi de MM. Pidjot et Sanford ; les attributions du président du conseil du gouvernement ; le pouvoir exécutif local ; l'avis de l'assemblée territoriale ; les soucis du Gouvernement ; un effort de clarification formelle et de simplification ; l'évolution statutaire de la Nouvelle-Calédonie sur trois périodes ; (p. 9271) : la loi du 21 décembre 1963 portant réorganisation du conseil de gouvernement ; le projet actuel : le désir de révision de l'équilibre des institutions territoriales ; l'imprécision du rôle du haut commissaire ; les compétences de l'Etat ; la création d'une région de la Nouvelle-Calédonie. **Discussion des articles** [13 décembre 1976]. **Avant l'Article premier** (p. 9277) : s'oppose à l'amendement n° 43 de M. Pidjot. **Article premier** : son amendement n° 1 tendant à couvrir tout oubli éventuel ; adopté ; s'oppose à l'amendement n° 44 de M. Pidjot. **Article 2** (p. 9278) : s'oppose à l'amendement n° 101 de M. Franceschi ; s'oppose à l'amendement n° 45 de M. Pidjot ; (p. 9279) : le maintien du double rôle dévolu au haut commissaire ; s'oppose à l'amendement n° 46 de M. Pidjot ; s'oppose aux amendements n°s 103 et 104 de M. Franceschi ; (p. 9280) : s'oppose à l'amendement n° 49 de M. Pidjot ; s'oppose à l'amendement n° 105 de M. Franceschi. **Article 5** : son amendement n° 3 rédactionnel ; adopté ; son amendement n° 4 rectifié : rédactionnel ; adopté ; son amendement n° 5 de coordination ; adopté ; (p. 9281) : son amendement n° 6 : autonomie en matière budgétaire ; une seule lecture ; adopté ; s'oppose à l'amendement n° 107 de M. Franceschi. **Article 6** : s'oppose à l'amendement n° 108 de M. Franceschi ; **Article 7** (p. 9282) : son amendement n° 7 rectifié : définition des compétences de l'Etat de manière limitative ; s'oppose à l'amendement n° 50 de M. Pidjot ; (p. 9283) : s'oppose au sous-amendement n° 80 de M. Franceschi à son amendement n° 7 ; s'oppose au sous-amendement n° 109 de M. Franceschi à son amendement n° 7 ; son amendement n° 7 rectifié adopté après adoption du sous-amendement n° 147 du Gouvernement. **Article 8** : s'oppose à l'amendement n° 51 de M. Pidjot qui tendrait à un régime d'autonomie interne ; son amendement n° 8 rectifié instituant un vice-président ; adopté ; (p. 9284) : s'oppose à l'amendement n° 110 de M. Franceschi. **Article 9** : s'oppose à l'amendement n° 82 de M. Franceschi ; est opposé à l'amendement n° 52 de M. Pidjot. **Article 10** : est favorable à l'amendement n° 111 de M. Franceschi ; (p. 9285) : s'oppose à l'amendement n° 112 de M. Franceschi. **Article 20** : s'oppose à l'amendement n° 113 de M. Franceschi. **Article 21** (p. 9286) : son amendement n° 11 indiquant que le président ne participe pas au vote ; adopté après adoption du sous-amendement n° 86 de M. Franceschi. **Article 22** : son amendement n° 12 indiquant que les débats du conseil n'ont rien de secret sauf exception ; adopté ; (p. 9287) : s'oppose à l'amendement n° 87 de M. Franceschi ; soutient l'amendement n° 145 de M. Lauriol : remplaçant les mots « crimes et délits commis » par les mots « infractions commises » ; la responsablité des conseillers de gouvernement ; demande à M. Foyer de le délier de son devoir de rapporteur car il est tenté de soutenir l'amendement n° 87 de M. Franceschi ; est favorable à l'amendement n° 115 de M. Franceschi. **Article 23** : son amendement n° 13 : l'indemnité de représentation pour le vice-président ; adopté. **Article 24** (p. 9288) : s'oppose à l'amendement n° 88 de M. Franceschi ; s'oppose à l'amendement n° 89 de M. Franceschi. **Article 25** : son amendement n° 14 : rédactionnel ; adopté ; son amendement n° 15 : une définition complète des compétences du conseil de gouvernement ;

retiré au profit de l'amendement n° 90 de M. Franceschi ; (p. 9289) : son amendement n° 16 précisant que le cadre territorial de l'enseignement secondaire et technique est visé par l'article 26 ; adopté ; s'oppose à l'amendement n° 118 de M. Franceschi ; s'oppose à l'amendement n° 119 de M. Franceschi ; son amendement n° 17 confiant au vice-président du conseil de gouvernement la mission d'assurer la représentativité du territoire quand surgit un litige avec l'Etat ; adopté ; (p. 9290) : s'oppose à l'amendement n° 122 de M. Franceschi. **Article 26** : s'oppose à l'amendement n° 123 de M. Franceschi ; son amendement n° 18 supprimant le deuxième alinéa de l'article 26 ; adopté. **Article 27** : s'oppose à l'amendement n° 124 de M. Franceschi. **Article 17** (*suite*) (p. 9291) : son amendement n° 10 tendant à supprimer l'article 17 ; adopté. **Après l'Article 27** : son amendement n° 19 rectifié : la requête du vice-président et des conseillers de gouvernement ; adopté. **Article 28** : son amendement n° 20 supprimant l'article 28 ; adopté. **Avant l'Article 29** : son amendement n° 21 reprenant le deuxième alinéa de l'article 26 qui a été supprimé ; adopté. **Article 29** : son amendement n° 22 rédactionnel ; adopté. **Article 30** (p. 9292) : s'oppose à l'amendement n° 56 de M. Pidjot. **Article 31** : s'oppose à l'amendement n° 57 de M. Pidjot ; son amendement n° 23 : rédactionnel ; accepte l'amendement n° 127 de M. Franceschi comme un sous-amendement à son amendement n° 23 ; amendement n° 23 adopté après adoption de l'amendement n° 127 de M. Franceschi considéré comme sous-amendement. **Article 32** (p. 9301) : son amendement n° 24 supprimant les mots « et sachant lire, écrire, parler couramment le français » ; adopté ; s'oppose à l'amendement n° 130 de M. Franceschi ; souligne que le délai de droit commun est de six mois. **Article 33** (p. 9302) : s'oppose à l'amendement n° 131 de M. Franceschi. **Article 35** (p. 9303) : s'oppose à l'amendement n° 133 de M. Franceschi. **Article 44** (p. 9304) : accepte l'amendement n° 134 de M. Franceschi. **Article 45** : s'oppose à l'amendement n° 135 de M. Franceschi. **Article 46** : s'oppose à l'amendement n° 136 de M. Franceschi. **Article 47** (p. 9305) son amendement n° 25 rectifié : rédactionnel ; adopté ; s'oppose au sous-amendement n° 137 de M. Franceschi. **Article 48** : son amendement n° 26 supprimant le premier alinéa de l'article 48 ; adopté. **Après l'Article 48** : s'oppose à l'amendement n° 59 de M. Pidjot. **Article 49** (p. 9307) : son amendement n° 28 supprimant la liste exhaustive du domaine de compétence de l'assemblée territoriale ; adopté. **Article 50** : s'oppose à l'amendement n° 138 de M. Franceschi. **Article 51** (p. 9308) : son amendement n° 29 tendant à supprimer l'énumération des sanctions complémentaires ; réservé avec l'article 51. **Article 52** : ses amendements n^{os} 30 et 31 ajoutant deux cas de consultation obligatoire ; adoptés. **Article 53** (p. 9309) : son amendement n° 32 : la communication des propositions des membres de l'Assemblée ; adopté ; son amendement n° 33 supprimant le deuxième alinéa de l'article 53 ; adopté ; la fin de certaines pratiques administratives souhaitées par l'amendement n° 76 de M. Pidjot. **Article 48** (*suite*) (p. 9310) : son amendement n° 27 : de coordination ; adopté. **Avant l'Article 54** : son amendement n° 34 : l'initiative des dépenses ; adopté. **Article 59** (p. 9311) : s'oppose à l'amendement n° 142 de M. Franceschi. **Article 60** : s'oppose à l'amendement n° 77 de M. Pidjot ; son amendement n° 35 substituant à la majorité des trois cinquièmes la majorité absolue pour l'adoption de la motion de censure ; adopté. **Articles 61 à 67** (p. 9312) : la proposition de la commission de supprimer les articles 61 à 67 car cette sorte de demi-région n'est pas satisfaisante pour la Nouvelle-Calédonie. **Article 3** (*suite*) : son amendement n° 2 : de coordination ; adopté ; s'oppose à l'amendement n° 48 de M. Pidjot. **Article 13** (*suite*) (p. 9313) : son amendement n° 9 : de coordination ; adopté. **Article 68** : s'oppose à l'amendement n° 100 de M. Franceschi. **Article 51** (*suite*) (p. 9314) : son amendement n° 29 précédemment réservé devient sans objet. **Commission mixte paritaire** [20 décembre 1976] (p. 9776) : l'exercice des compétences d'Etat par le haut commissaire ; les pouvoirs de tutelle du haut commissaire sur les actes des autorités territoriales ; la limitation du domaine de la compétence de l'Etat ; le maintien du droit commercial et de la procédure pénale ; le secrétariat du conseil de gouvernement ; (p. 9777) : le refus de maintenir au vice-président du conseil de gouvernement la voix prépondérante en matière de partage ; la représentation du territoire en cas de litige avec l'Etat ; le pouvoir consultatif ; l'assemblée territoriale ; la procédure d'exception en matière budgétaire.

1977

— **Projet de loi modifiant le régime communal dans le territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances** (n° 2418), rapporteur. **Première lecture. Discussion générale** [20 avril 1977] (p. 1983) : l'alignement de l'administration communale de Nouvelle-Calédonie sur le régime métropolitain ; l'opportunité du débat ; l'option du Gouvernement en faveur du dépôt d'une lettre rectificative ; l'absence de consultation de l'assemblée territoriale ; l'article 74 de la Constitution ; la position du Gouvernement ; la spécificité calédonienne ;

l'extension du code des communes ; (p. 1984) : les conditions d'application du code des marchés des collectivités locales, du code de l'administration communale et du code des communes ; les principales extensions relatives à l'organisation communale ; les extensions en matière de finances communales ; le renforcement de l'autonomie des organes administrants ; la présentation retenue par le projet de loi. **Discussion des articles. Article premier** (p. 1988) : son amendement n° 1 rectifié : application de certaines dispositions du code des communes aux communes de Nouvelle-Calédonie et dépendances ; adopté. **Après l'Article premier** : son amendement n° 2 corrigé : extension des dispositions relatives au nom des communes et aux limites territoriales, chef-lieu et aux fusions de communes ; adopté ; (p. 1989) : son amendement n° 3 : application à la Nouvelle-Calédonie des dispositions du code des communes relatives aux organes de la commune ; adopté ; l'avis défavorable de la commission sur les sous-amendements n°s 59 et 60 de M. Pidjot ; (p. 1990) : son amendement n° 4 : réserves relatives à l'octroi aux maires de la Nouvelle-Calédonie de pouvoirs de police ; adopté ; son amendement n° 5 : application du droit commun en matière de création de communes ; l'avis défavorable de la commission sur le sous-amendement n° 58 de M. A. Vivien ; adopté ; son amendement n° 6 : extension générale des règles sur la création des syndicats de communes ; adopté ; (p. 1991) : son amendement n° 7 : extension des dispositions relatives aux finances communales ; adopté ; son amendement n° 8 : extension des dispositions relatives aux dépenses budgétaires des communes ; adopté ; (p. 1992) : son amendement n° 9 : extension des dispositions relatives aux recettes ; adopté ; son amendement n° 10 : extension des règles de comptabilité ; adopté ; son amendement n° 11 : de coordination ; adopté ; son amendement de coordination n° 12 ; adopté ; son amendement n° 13 : extension des dispositions relatives au personnel communal ; adopté ; l'avis défavorable de la commission sur le sous-amendement n° 53 de M. A. Vivien. **Article 2** (p. 1993) : son amendement de suppression n° 14 ; adopté. **Article 3** : son amendement de suppression n° 15 ; adopté. **Article 4** : son amendement de suppression n° 16 ; adopté. **Article 5** (p. 1994) : son amendement de suppression n° 17 ; adopté. **Article 6** : son amendement n° 18 de suppression ; adopté. **Article 7** : son amendement n° 19 de suppression ; adopté. **Article 8** : son amendement de suppression n° 20 ; adopté. **Article 9** : son amendement n° 21 de suppression ; adopté. **Article 10** : son amendement de suppression n° 22 ; adopté. **Article 11** : son amendement de suppression n° 23 ; adopté. **Article 12** : son amendement de suppression n° 24 ; adopté. **Article 13** (p. 1995) : son amendement n° 25 de suppression ; adopté. **Article 14** : son amendement de suppression n° 26 ; adopté. **Article 15** : son amendement n° 27 de suppression ; adopté. **Article 16** : son amendement de suppression n° 28 ; adopté. **Article 17** : son amendement de suppression n° 29 ; adopté. **Article 18** : son amendement de suppression n° 30 ; adopté. **Article 19** : son amendement de suppression n° 31 : adopté. **Article 22** (p. 1996) : son amendement de suppression n° 34 ; adopté. **Article 24** : son amendement n° 36 de suppression ; adopté. **Article 25** : son amendement de suppression n° 37 ; adopté. **Article 26** : son amendement de suppression n° 38 ; adopté. **Article 27** : son amendement de suppression n° 39 ; adopté. **Article 28** : son amendement n° 40 de suppression ; adopté. **Article 29** : son amendement de suppression n° 41 ; adopté. **Article 30** : son amendement de suppression n° 42 ; adopté. **Article 31** : son amendement de suppression n° 43 ; adopté. **Article 32** (p. 1997) : son amendement n° 44 de suppression ; adopté. **Article 34** : son amendement n° 45 : modification de forme ; adopté ; son amendement n° 46 de coordination ; adopté. **Article 35** : l'avis défavorable de la commission à l'amendement n° 55 de M. A Vivien. **Article 36** : son amendement de coordination n° 61 ; adopté. **Article 37** (p. 1998) : son amendement de coordination n° 62 ; adopté. **Après l'Article 37** : l'avis favorable de la commission sur l'amendement n° 56 de M. A. Vivien. **Article 38** (p. 1999) : son amendement n° 47 : abrogation des dispositions de la loi n° 69-5 du 3 janvier 1969 relatives à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances ; adopté ; son amendement n° 48 : suppression de l'abrogation du décret du 8 mars 1879 ; adopté. **Après l'Article 39** (p. 2000) : son amendement n° 49 soutenu par M. Foyer ; adopté. **Deuxième lecture. Discussion générale** [29 juin 1977] (p. 4432) : son rapport soutenu par M. Foyer.

— **Proposition de loi tendant à modifier les articles 2, 7 et 10 de la loi n° 1310 du 10 décembre 1952, modifiée, relative à la composition et à la formation de l'assemblée territoriale de la Nouvelle-Calédonie et dépendances** (n° 2888), rapporteur. **Première lecture. Discussion générale** [8 juin 1977] (p. 3589) : l'aménagement du régime électoral de l'assemblée territoriale de la Nouvelle-Calédonie ; ses raisons ; l'efficacité de la nouvelle organisation institutionnelle ; les inconvénients d'une balkanisation des groupes politiques ; la loi du 10 décembre 1952 ; (p. 3590) : la loi du 26 juillet 1957 ; la consultation de l'assemblée territoriale en application de l'article 74 de la Constitution ;

la prise de position de cette assemblée contre toute modification du système électoral actuel ; le principe d'un scrutin de liste à deux tours avec listes bloquées ; l'attribution des sièges en deux phases ; la modification des circonscriptions électorales ; la prise en compte dans le regroupement des circonscriptions du facteur géographique ; la répartition des sièges entre les trois nouvelles circonscriptions. **Motion de renvoi en commission** (p. 3597) : le rejet par la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République de la motion de renvoi en commission déposée par M. Kalinsky. **Deuxième lecture. Discussion générale** [29 juin 1977] (p. 4435) : son rapport soutenu par M. Jean Foyer. **Discussion des articles. Article 2** (p. 4439) : son amendement n° 1 soutenu par M. Foyer ; adopté. **Commission mixte paritaire,** rapporteur [30 juin 1977] (p. 4554) : les dispositions adoptées par la commission mixte paritaire [13 décembre 1977] (p. 8689) : les conclusions de la commission mixte paritaire ; la modification du mode d'élection de l'assemblée territoriale ; la réforme du mode de scrutin ; les dispositions retenues par la commission mixte paritaire ; le problème d'émergence d'une majorité au sein de l'assemblée territoriale. **Question préalable de M. Roch Pidjot** (p. 8690) : l'absence d'arguments juridiques sur lesquels se fonderait la question préalable ; la composition de l'assemblée territoriale.

— **Projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1065 du 7 novembre 1958 portant loi organique relative à la composition et à la durée des pouvoirs de l'Assemblée nationale (territoires d'outre-mer)** (n° **3118**), rapporteur. **Discussion générale** [6 octobre 1977] (p. 5911) : la modification des ordonnances du 7 novembre 1958 et du 4 février 1959 ; les raisons qui militent en faveur de l'augmentation de la représentation parlementaire en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie française ; l'évolution démographique de ces deux territoires ; le problème posé par le découpage des circonscriptions électorales ; les caractéristiques du découpage de la Polynésie ; le déséquilibre en faveur de l'Est du territoire ; (p. 5912) : le découpage de la Nouvelle-Calédonie ; le rattachement des ressortissants français des Nouvelles-Hébrides à la circonscription de l'Est.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° **3120**). *Deuxième partie :*

Débat préparatoire en commission élargie à l'examen des crédits du ministère de la justice. Débat du 20 octobre 1977 [*J.O.* Débats du 25 octobre 1977] (p. 6565) : l'étude de la création d'un centre de prévention en Polynésie ; (p. 6566) : la création d'un poste de magistrat dans le condominium des Nouvelles-Hébrides.

Justice [25 octobre 1977] (p. 6589) : la progression du budget de la justice ; la priorité donnée au renforcement en personnel des services judiciaires ; les crédits affectés à l'éducation surveillée ; (p. 6590) : la gratuité des actes de procédure ; la simplification du langage judiciaire ; l'ouverture d'un service de l'information et des relations publiques ; le renforcement des structures d'accueil des usagers ; les conditions du vote du budget de la justice par le groupe RPR.

Territoires d'outre-mer, rapporteur pour avis [3 novembre 1977] (p. 6911) : son rapport lu par M. Lauriol.

— **Projet de loi modifiant l'ordonnance n° 59-227 du 4 février 1959 relative à l'élection des députés à l'Assemblée nationale représentant les territoires d'outre-mer** (n° **3119**). **Première lecture. Discussion de l'article unique** [6 octobre 1977]. **Article unique** (p. 5917) : l'avis défavorable de la commission sur l'amendement n° 1 de M. Pidjot. **Après l'Article unique :** son amendement n° 2 : dispositions abrogées ; adopté. **Deuxième lecture. Discussion générale** [1er décembre 1977] (p. 8136) : la fixation à cinq du nombre des députés représentant les territoires d'outre-mer ; les modifications de pure forme apportées par le Sénat.

— **Projet de loi portant intégration des fonctionnaires du cadre de complément de la police de Nouvelle-Calédonie dans la police nationale** (n° **3218**), rapporteur. **Discussion générale** [8 décembre 1977] (p. 8447) : l'intégration dans la police nationale de la totalité des fonctionnaires de police de Nouvelle-Calédonie; l'objet de la réforme ; l'entrée en vigueur de la loi ; l'adoption par la commission du projet de loi. **Discussion des articles. Article premier** (p. 8448) : son amendement n° 1 : substitution du mot « promulgation » au mot « publication » ; adopté.

— **Projet de loi tendant au développement de la concertation dans les entreprises avec le personnel d'encadrement** (n° **3203**). **Discussion des articles** [12 décembre 1977]. **Article 2** (p. 8622) : demande un scrutin public, au nom du groupe du rassemblement pour la République, sur l'amendement n° 1 de M. Caille.

PLANEIX (Joseph)

Député du Puy-de-Dôme
(3e circonscription)
(PSRG).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 735).

S'inscrit au groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche [2 avril 1973] (p. 745).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [5 avril 1973] (p. 755), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

QUESTIONS

• *question au Gouvernement :*

— **Situation sociale en Auvergne** [18 juin 1975] (p. 4363) : situation chez Cegedur-Pechiney et Ducellier ; chômage chez Olier et Sifle.

• *question orale sans débat :*

— (n° 29060) : **Emploi à l'imprimerie Tardy - Quercy - Auvergne** [21 mai 1976] (p. 3381).

INTERVENTIONS

1974

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° **1180**). *Deuxième partie :*

Agriculture. — FORMA, BAPSA [8 novembre 1974] (p. 6140) : son amendement n° 128 relatif aux crédits du fonds d'action rurale ; rejeté (p. 6141).

1976

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**). *Deuxième partie :*

Crédits militaires. — Budget annexe du service des essences. Examen des crédits [8 novembre 1976]. **Crédits militaires. Article 27** (p. 7761) : son amendement n° 243 de réduction défendu par M. Aumont.

PLANTIER (Maurice)

Député des Pyrénées-Atlantiques
(2e circonscription)
(UDR, puis RPR)

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 735).

S'inscrit au groupe d'union des démocrates pour la République [2 avril 1973] (p. 744).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [5 avril 1973] (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre de la commission de gestion du fonds spécial d'investissement routier [15 juin 1973] (p. 2212).

Membre de la commission d'enquête sur la situation de l'énergie en France [28 juin 1974] (p. 3212).

Président de cette commission [4 juillet 1974] (p. 3365).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1975 [27 mai 1975] (p. 3263).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1975 [12 septembre 1975] (p. 6257).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant imposition des ressources provenant de plus-values assimilables à un revenu [9 juillet 1976] (p. 5247).

Membre de la commission d'enquête sur l'utilisation des fonds publics alloués aux entreprises privées ou publiques de construction aéronautique [4 novembre 1976] (p. 7553).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier [26 mai 1977] 3126).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant, **à l'occasion du cinquante-cinquième anniversaire du 11 novembre 1918,** à **promulguer une amnistie générale, fût-ce à titre posthume, pour les anciens combattants de 1914-1918 et à les rétablir dans les dignités, décorations et distinctions acquises à titre exceptionnel durant la grande guerre** (n° **124**) [12 avril 1973].

— **Proposition de loi** tendant à **renforcer les peines applicables aux trafiquants de drogue qui, en raison de leur activité professionnelle ou bénévole, exerçent une influence particulière sur la jeunesse** (n° **125**) [12 avril 1973].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1974** (n° 646). — **Annexe n° 6 : Equipement** (Crédits du ministère de l'aménagement du territoire, de l'équipement, du logement et du tourisme) (n° **681**) [10 octobre 1973].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1975** (n° 1180). — **Annexe n° 17 : Equipement** (n° **1230**) [11 octobre 1974].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1976** (n° 1880). — Budgets civils : Equipement. — **Annexe n° 17 : Equipement** (n° **1916**) [10 octobre 1975].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1977** (n° 2524). — Budgets civils : Equipement. — **Annexe n° 16 : Equipement** (n° **2525**) [5 octobre 1976].

— **Proposition de loi** tendant à compléter la **loi du 13 juillet 1930** relative aux **contrats d'assurance** afin de réaliser une meilleure protection des victimes de dommages (n° **2783**) [13 avril 1977].

— **Proposition de loi** tendant à compléter l'article L. 164-6 du **code des communes** afin de permettre au bureau du **conseil de district** d'agir par délégation du conseil pour le règlement de certaines affaires (n° **2984**) [15 juin 1977].

— **Proposition de loi** tendant à compléter la **loi du 8 août 1962 (n° 69-933) complémentaire à la loi d'orientation agricole** par une disposition instituant un droit de préemption en faveur des exploitants agricoles dont les exploitations sont susceptibles de disparaître ou d'être déséquilibrées gravement en raison d'expropriations en vue de la réalisation de grands ouvrages publics (n° **3130**) [5 octobre 1977].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1978** (n° 3120). — Budgets civils : **Annexe n° 17 : Equipement et aménagement du territoire - Equipement** (n° **3131**) [5 octobre 1977].

QUESTIONS

• *questions orales avec débat de :*

— **MM. d'Aillières** (n° **19586**), **Le Theule** (n° **19715**), **Villon** (n° **19718**), **Max Lejeune** (n° **19761**), **Chevènement** (n° **19796**) : **Problèmes de défense** [21 mai 1975] (p. 2974) : l'unanimité sur le concept de l'indépendance nationale ; la volonté de se servir de l'armement nucléaire français ; le caractère pacifique de la France ; le problème de la gendarmerie ; (p. 2975) : ce qu'elle représente dans les campagnes ; son « décrochage » par rapport aux autres armes ; améliorer le régime statutaire de la gendarmerie.

• *questions au Gouvernement :*

— **Politique industrielle de la DATAR** [25 juin 1975] (p. 4714) : fermeture envisagée par Charbonnages de France ; l'usine « Etylène Plastique » ; renouvellement du contrat passé avec la Société nationale des pétroles d'Aquitaine.

— **Examens à l'université de Pau** [9 juin 1976] (p. 3906) : examens de la faculté de droit de Pau ; possibilité d'organiser une session d'examens en juillet.

— **Reclassement du personnel de l'usine CDF - Chimie de Mont** [11 mai 1977] (p. 2645) : le problème de la reconversion de la région de Lacq ; la fermeture d'une importante usine des Charbonnages de France.

INTERVENTIONS

1973

— **Déclaration du ministre des anciens combattants et victimes de guerre sur la situation du monde combattant** (n° **281**) [10 mai 1973] (p. 1149) : évoque le plan quadriennal

proposé par l'UFAC, la nécessité pour les parlementaires de connaître avant le vote du budget le nombre des ayants droit de chaque catégorie et leur moyenne d'âge ; souhaite que le ministre des finances fasse droit à cette requête ; demande que le ministre de la santé publique rappelle aux caisses de retraite les dispositions concernant la pathologie spéciale des anciens prisonniers de guerre ; complexité des conditions à remplir pour se voir reconnaître la qualité d'ancien combattant ; souhaite que les décorations gagnées à titre exceptionnel soient rendues aux anciens de 1914-1918, condamnés civils ou politiques, à l'occasion du cinquante-cinquième anniversaire de l'armistice ; rappelle la proposition de loi qu'il a déposée en ce sens.

— **Projet de loi de finances pour 1973** (n° **646**). *Deuxième partie :*

Aménagement du territoire, équipement et urbanisme, rapporteur spécial [14 novembre 1973] (p. 5711) : budget globalement bon, création d'emplois nouveaux, augmentation des crédits pour la formation et le recyclage des personnels, l'action sociale, personnel payé sur des crédits de travaux, secteur routier ; ses observations sur l'indice de productivité applicable aux autoroutes ; (p. 5712) : voirie urbaine et réseau de rase campagne, financement des autoroutes, souhait de la commission des finances d'un programme complémentaire d'autoroutes portant sur 1.500 kilomètres, liaison du Sud-Ouest au réseau autoroutier européen, situation des ports, voies navigables « réseau Freycinet » ; hommage de la commission à l'Institut géographique national ; ses observations sur le projet de décentralisation de l'Institut et amendements de MM. Gosnat et Robert-André Vivien ; observations de MM. Debré et Mario Bénard sur la décentralisation du contrôle des dépenses. **Etat C - Titre VI** : ses observations sur les amendements de MM. Gosnat et Robert-André Vivien: transfert de l'Institut géographique national ; commission chargée par le Gouvernement d'étudier le problème ; demande une solution qui satisfasse le désir légitime du personnel et qui tienne compte des impératifs technique et financier en jeu ; rejet des deux amendements par la commission des finances, de l'économie générale et du plan.

Protection de la nature et de l'environnement [20 novembre 1973] (p. 6069) : parc national des Pyrénées occidentales ; sauvegarde de la faune et de la flore ; souhaite la réintroduction de bouquetins ibériques ; maison d'écologie ; maintien de la vie agricole et pastorale ; compensations aux communes et aux populations ayant cédé leurs terrains ; non-déblocage de crédits des ministères de l'intérieur des P et T et des affaires culturelles ; maintien dans la voirie nationale de la route du col de Portalet.

Comptes spéciaux du Trésor, rapporteur spécial. **Examen des crédits** [20 novembre 1973]. **Article 26** (p. 6129) : ses arguments en faveur du rejet de l'amendement de réduction des crédits de M. Boulay ; rappelle la répartition des crédits du FSIR en faveur des voiries nationales, départementales et communales.

— **Projet de loi donnant vocation à la qualité de combattant aux personnes ayant participé aux opérations effectuées en Afrique du Nord, entre le 1er janvier 1952 et le 2 juillet 1962. Discussion générale** [11 décembre 1973] (p. 6835) : égalité vis-à-vis des générations du feu précédentes ; défend la fixation par décret des conditions d'attribution de la carte ; situation des soldats cités à l'ordre avec attribution de la croix de guerre ou de la croix de la valeur militaire ; demande la modification de l'article R 224 du code des pensions ; anciens prisonniers de guerre.

1974

— **Projet de loi d'amnistie** (n° **1058**). **Discussion des articles** [20 juin 1974]. **Article 9** (p. 2840) : son amendement n° 16 non soutenu.

— **Projet de loi relatif à la consultation des Comores** (n° **1187**) [17 octobre 1974]. **Discussion générale** (p. 5172) : s'oppose à la consultation île par île.

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° **1880**). *Deuxième partie :*

Equipement et urbanisme. — Equipement, rapporteur spécial [15 novembre 1974] (p. 6516) : la commission des finances constate avec regret le report de certaines autoroutes de liaison ; le fonds spécial d'investissement routier ; que les départements qui prennent à leur charge l'entretien des voies navigables secondaires puissent percevoir directement les redevances des usagers ; mieux rentabiliser les investissements dans le domaine des voies navigables ; situation des ingénieurs TPE ; (p. 6518) : imprimerie de l'institut géographique national ; protestation contre la lenteur mise par le ministère des finances à répondre au questionnaire budgétaire. **Examen des crédits. Avant l'Article 50** (p. 6567) : son sous-amendement n° 173 à l'amendement n° 172 du Gouvernement : perception des péages sur les voies navigables limités aux seules collectivités publiques concessionnaires, adopté, en même temps que l'amendement n° 172 du Gouvernement.

— **Projet de loi donnant vocation à la qualité de combattant aux personnes ayant**

participé aux opérations effectuées en Afrique du Nord entre le 1er janvier 1952 et le 2 juillet 1962. Deuxième lecture (n° 943) [21 novembre 1974] (p. 6914) : demande l'attribution de la carte d'ancien combattant à tout titulaire d'une « citation à l'ordre ».

— **Projet de loi relatif à l'interruption volontaire de grossesse** (n° **1297**). **Discussion générale** [28 novembre 1974] (p. 7163) : la loi de 1920 est mauvaise ; d'ores et déjà par la contraception l'avortement des premiers jours se trouve autorisé ; il n'est pas possible d'aller plus loin car au-delà de l'ovule fécondé il y a l'être humain.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat après déclaration d'urgence, portant institution d'un prélèvement conjoncturel** (n° **1274**). **Discussion générale** [4 décembre 1974] (p. 7394) : les technocrates de l'économie ; votera le texte ; les intérêts des comptes courants.

1975

— **Projet de loi portant suppression de la patente et institution d'une taxe professionnelle** (n° **1634**). **Discussion des articles** [11 juin 1975] : **Article premier** (p. 3981) : estime que l'amendement n° 2 de M. Burckel compliquera encore le problème des syndicats de communes. **Article 2** (p. 3982) : s'étonne du sort réservé à certains amendements déclarés irrecevables ; [12 juin 1975] : **Article 12** (p. 4047) : sa question au Gouvernement sur la possibilité donnée aux syndicats de communes de prélever la taxe professionnelle ; (p. 4052) : son sous-amendement n° 110 : fixation d'une limite plus élevée pour les groupements de communes ; devenu sans objet. **Article 16** (p. 4057) : évoque le cas des communes qui ont entrepris des investissements importants du fait de patentes exceptionnelles ; (p. 4063) : son amendement n° 117 : prise en charge par le fonds départemental de la taxe professionnelle de la part des annuités de remboursement due à raison des emprunts engagés par les communes antérieurs au 1er janvier 1976 qui a été précédemment couverte par cet excédent ; repoussé ; (p. 4066) : suggère d'employer la formule « groupements de communes déterminés par un règlement d'administration publique ».

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1975** (n° **1873**). **Discussion des articles : Article 8** [10 septembre 1975] (p. 6199) : demande que l'on tienne compte dans le budget de 1976 de la prise en charge par les départements des routes nationales déclassées.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**). *Deuxième partie :*

Equipement et urbanisme, rapporteur spécial [24 novembre 1975] (p. 7358) : la modicité des crédits pour 1976 ; le non-achèvement de la liaison Rhin-Rhône ; l'effort sur les seules tâches d'entretien ; donner la priorité aux liaisons routières régionales et inter-régionales ; l'exemple de la liaison Bayonne-Pau-Toulouse-Narbonne ; (p. 7359) : rétablir, dans le cadre du budget, l'équilibre entre les régions remis en cause par le plan de relance de septembre 1975 ; majorer la subvention aux départements suite au déclassement du réseau national secondaire ; (p. 7378) : ses observations sur l'autoroute A 4. **Examen des crédits : Article 69** (p. 7384) : rappelle que la commission des finances a accepté l'article 69 ; espère une majoration de 10 % des crédits de l'article.

— **Modification de l'ordre du jour prioritaire** [21 novembre 1975] (p. 8879) : report de la suite de la discussion et du vote sur le projet de loi relatif à la limite d'âge des fonctionnaires.

— **Projet de loi portant approbation de la programmation militaire pour les années 1977-1982** (n° **2268**). **Discussion générale** [25 mai 1976] (p. 3416) : l'utilité de la force nucléaire ; maintenir sa crédibilité ; (p. 3417) : son caractère d'arme anti-cités ; poursuivre les études nécessaires à la construction d'engins plus perfectionnés plutôt que de construire immédiatement le sixième sous-marin nucléaire lance-engins ; disposer également de forces conventionnelles crédibles donc modernes et bien équipées ; les engagements qui sont les nôtres, hors la défense du territoire national ; le problème de la comptabilité du financement du projet avec ses objectifs ; la menace d'une subversion intérieure.

— **Projet de loi portant imposition des ressources provenant de plus-values assimilables à un revenu** (n° **2206**). **Discussion générale** [3 juin 1976] (p. 3702) : le sujet doit être envisagé avec plus de calme d'autant que la petite propriété a été supprimée en URSS ; nécessité d'une taxation des plus-values mais imperfection du projet ; les idées de M. Delmas Marsalet étaient meilleures ; (p. 3703) : des modulations doivent intervenir pour faire triompher la justice fiscale ; le Gouvernement ne doit pas se guider d'abord sur le rendement de l'impôt nouveau ; le Parlement a le devoir d'amender ; un vote bloqué serait injustifiable ; l'Assemblée doit avoir le sens des concessions ; l'orateur votera le projet en espérant qu'il sera amendé car il va dans le sens d'une fiscalité moderne.

— **Rappel au règlement** [7 juillet 1976] (p. 5133) : tenue vestimentaire du public dans les tribunes.

— **Projet de loi relatif à la nationalité française dans le territoire français des Afars et des Issas** (n° **2405**). **Discussion générale** [7 juillet

1976] (p. 5140) : son expérience personnelle du territoire français des Afars et des Issas ; (p. 5141) : estime ahurissant que l'on donne la nationalité française trois mois avant l'accession à l'indépendance ; n'est pas entièrement convaincu par les explications de M. Stirn car il estime possible de donner le droit de vote sans accorder la nationalité française. **Discussion de l'Article unique** [7 juillet 1976]. **Avant l'Article unique** (p. 5142) : déclare qu'il s'abstiendra dans le vote de tous les amendements. **Article unique** (p. 5144) : annonce qu'il s'abstient sur l'amendement n° 6 de M. Foyer ; (p. 5145) : s'étonne qu'aucun Afar ou Issa ne soit présent lors du débat.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1976** (n° 2523). **Discussion des articles** [14 octobre 1976]. **Article premier** (p. 6623) : estime logique soit de se tenir à l'amendement n° 19 de M. Papon, soit de relever très nettement le seuil établi par M. Barre dans son sous-amendement n° 83.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° 2524). *Première partie :*

Discussion des articles [21 octobre 1976]. **Article 2** (p. 6885) : n'est pas partisan de retirer le sous-amendement n° 116 car la publicité doit être totale.

Deuxième partie :

Equipement (équipement et urbanisme), rapporteur spécial [27 octobre 1976] (p. 7076) : les routes, les autoroutes, les ports, les voies navigables ; des moyens d'intervention réduits ; l'amputation due à l'érosion monétaire ; le fonds d'action conjoncturelle ; la volonté du Gouvernement de respecter intégralement les engagements figurant dans les PAP ; les trois PAP : la sécurité routière, la liaison mer du Nord-Méditerranée, le désenclavement de l'Ouest, du Sud-Ouest et du Massif central ; augmentation parallèle des budgets de fonctionnement et d'équipement ; des conséquences dangereuses ; la création de postes nouveaux ; leur rémunération ; les titularisations ; les voies de communications routières ; les investissements peu nombreux ; les autoroutes ; les péages ; l'extension des péages aux voies expresses ; (p. 7077) ; l'article 71, une astuce budgétaire ; les voies navigables ; les ports maritimes ; l'IGN ; ses missions ; son statut administratif. **Examen des crédits. Après l'Article 70** (p. 7114) : son amendement n° 213 rectifié ; le régime de la concession d'une route expresse ; les déviations ; le péage prévu sur les voies expresse ; les pouvoirs de l'établissement public régional ; la possibilité donnée aux établissements publics régionaux, aux conseils généraux ou aux communes d'instituer un péage prévue par l'amendement n° 213 rectifié ; (p. 7115) : la possibilité et non l'obligation de prélever un péage ouverte par l'amendement n° 213 rectifié ; retire son amendement n° 213 rectifié. **Article 71** (p. 7116) : accepte l'amendement n° 220 du Gouvernement.

Budgets annexes de la légion d'honneur et de l'ordre de la Libération [2 novembre 1976] (p. 7325) : la rapidité d'attribution aux anciens combattants de 1914-1918 de la légion d'honneur.

Justice [2 novembre 1976] (p. 7344) : l'extension prévue des tribunaux d'instance et le ralentissement de la justice sensible dans les procédures civiles ; la possibilité d'attribuer, par décret, aux tribunaux d'instance en matière de réparation d'accidents de la circulation, la compétence illimitée en premier ressort ; l'augmentation du nombre de juges d'instance ; les avocats.

Coopération [9 novembre 1976] (p. 7798) : considérer comme un devoir pour la France l'application de la politique de coopération définie en 1960 par le général de Gaulle ; le peu de stabilité de la politique de coopération en France ; le statut contractuel des personnels ; (p. 7799) : l'accueil des étudiants africains dans les facultés ; la formation de techniciens ; les conditions de séjour des étudiants en France ; le FAC ; l'ACSEMA.

1977

— **Projet de loi aménageant la taxe professionnelle** (n° 2869). **Discussion générale** [17 mai 1977] (p. 2807) : le prélèvement exclusif par les maires d'impôts directs ; le caractère insupportable de l'imposition de la taxe professionnelle en raison de son caractère d'impôt de répartition ; le remplacement de la taxe professionnelle par une imposition de quotité sur la TVA ; indique qu'il ne votera pas de nouveau le texte.

— **Rappel au règlement** [15 juin 1977] (p. 3801) : articles 16 et 52 du règlement ; souveraineté du Parlement.

— **Propositions de loi tendant à interdire la publication et la diffusion de certains sondages d'opinion en période électorale** (nos 267, 2790, 2791, 2854, 2896). **Deuxième lecture. Explications de vote** [30 juin 1977] (p. 4551) : son abstention lors du vote de l'ensemble de la proposition de loi.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° 3120). *Deuxième partie :*

Budgets annexes de la légion d'honneur et de l'ordre de la Libération [25 octobre 1977] (p. 6561) : l'ouverture d'un nouveau contingent spécial de croix de la légion d'honneur en faveur des anciens combattants de la guerre

1914-1918 ; la perception d'un traitement par les titulaires de la légion d'honneur ; accorder un traitement à tous ceux qui ont reçu la croix de la légion d'honneur à titre militaire.

Anciens combattants [28 octobre 1977] (p. 6811) : le problème du rapport constant ; (p. 6812) : les solutions proposées par Clemenceau aux problèmes de son époque ; la réunion d'une commission pour débattre du problème du rapport constant ; le droit des déportés à une pension ; le caractère légitime de l'attribution des pensions de guerre.

Industrie, commerce et artisanat. — I. Industrie [15 novembre 1977] (p. 7427) : le devenir de la zone de Lacq ; les inquiétudes suscitées par la situation des entreprises Aquitaine-Chimie, Péchiney et la Chimie de Mont ; les difficultés de la société ATO-Aquitaine-Total-Organico ; le gisement de Lacq ; (p. 7428) : l'action de la SNEA ; l'activité de CDF-Chimie ; les déclarations du Gouvernement sur la création d'emplois dans l'entreprise CDF-Chimie. **Examen des crédits. — Etat B. - Titre IV** (p. 7452) : soutient l'amendement n° 85 de M. Papon : réduction de crédits ; la réduction de la subvention de conversion des Houillères nationales ; la fermeture d'une usine de la société CDF-Chimie dans la région de Lacq ; la restructuration d'EMC avec l'entreprise CDF-Chimie ; les déclarations du président et du directeur de CDF-Chimie ; (p. 7453) : les sanctions envisagées par le Gouvernement à l'encontre du président du directoire de CDF-Chimie ; amendement n° 85 repoussé.

Equipement, aménagement du territoire et urbanisme, rapporteur spécial pour l'équipement [16 novembre 1977] (p. 7515) : les autorisations de programme : le fonds d'action conjoncturelle ; l'utilisation conjoncturelle des autorisations de programme ; la majoration des crédits de paiement ; l'accroissement des effectifs du ministère ; les subventions accordées aux ports fluviaux et maritimes ; le « dégraissement » des dépenses de personnel ; (p. 7516) : la réalisation des PAP ; les crédits prévus pour les voies navigables ; la poursuite du développement du réseau autoroutier et des opérations de désenclavement régional ; la réduction du volume d'engagement des travaux pour l'entretien des routes, pour les renforcements coordonnés et pour la voirie urbaine ; le niveau des crédits alloués aux départements ; l'imputation des dépenses de voirie des collectivités locales ; le budget affecté aux voies navigables ; (p. 7517) : l'utilisation du secteur des travaux publics comme un moyen d'intervention conjoncturelle; le problème du statut des auxiliaires rémunérés sur fonds de travaux ; l'adoption des crédits du ministère de l'équipement par la commission. **Examen des crédits. Article 36. - Etat C. - Titre VI** (p. 7550) : le non-examen par la commission de l'amendement n° 225 de M. Valleix. **Après l'Article 78 :** le transfert aux départements du réseau national secondaire ; l'identification budgétaire de la subvention aux départements relatifs à la voirie ; l'affectation de la subvention au ministère de l'intérieur.

— **Projet de loi relatif à l'indemnisation des Français rapatriés d'outre-mer dépossédés de leurs biens** (n° 3179). **Discussion générale** [29 novembre 1977] (p. 8015) : son audience parmi les rapatriés d'outre-mer ; les conditions de ses votes ; le champ d'application du projet de loi ; le problème de la vente à vil prix ; l'évaluation des biens.

PLOUX (Suzanne)

Député du Finistère
(6e circonscription)
(UDR).

Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale du 12 avril 1973 au 27 juin 1974.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 734).

S'inscrit au groupe d'union des démocrates pour la République [2 avril 1973] (p. 744).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [5 avril 1973] (p. 756).

Est nommée secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale (deuxième Gouvernement Messmer). Décret du 12 avril 1973 [*J.O.* du 13 avril 1973] (p. 4331).

Le président de l'Assemblée nationale prend acte de la cessation, le 12 mai 1973, de son mandat de député [15 mai 1973] (p. 1275).

Il est mis fin, sur présentation de la démission du Gouvernement, à ses fonctions de secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale (deuxième Gouvernement Messmer). Décret du 27 février 1974 [*J.O.* du 28 février 1974] (p. 2316).

INTERVENTIONS

En qualité de secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale :

1973

Déclaration de M. le ministre de l'éducation nationale sur les orientations de la politique de l'éducation nationale (n° **442**) : [6 juin 1973] (p. 1833) : préscolarisation, action restant à entreprendre ; (p. 1834) : rôle décisif de la préscolarisation, son extension prévue à tous les enfants dans les cinq ans, distorsion dont souffre le monde rural dans ce domaine, sentiment de frustration des ruraux, expériences qui seront tentées à partir de la prochaine rentrée scolaire, implications de ce plan de scolarisation, constructions, créations de postes, aménagement des transports scolaires, prévention des accidents, difficultés de la préscolarisation dans les zones de montagne, efforts accomplis en faveur des handicapés, construction dans les CES de sections d'éducation spécialisée, dépistage précoce des handicaps, collaboration avec le ministère de la santé publique.

— **Projet de loi modifiant certaines dispositions du code du service national** (n° **360**). **Commission mixte paritaire** [31 juin 1973] (p. 2744) : s'en remet à la sagesse de l'Assemblée s'agissant des conclusions de la commission mixte paritaire.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° **646**). *Deuxième partie :*

Education nationale [13 novembre 1973] (p. 5635) : écoles maternelles ; (p. 5636) : expériences d'enseignement pré-élémentaire, nécessité d'une programmation, cassure entre l'école maternelle et le cycle élémentaire, scolarisation des enfants inadaptés, groupes d'aide psycho-pédagogiques, médecine scolaire action sociale en faveur des fonctionnaires ; (p. 5675): répond aux orateurs, ses réponses à MM. Gissinger et Zeller : préscolarisation en Alsace, Goulet : préscolarisation dans l'Orne, Desanlis et Cabanel : scolarisation des handicapés et des inadaptés, construction en 1974 d'une école de perfectionnement à la Ferté-Macé (Orne), progrès accomplis en matière de préscolarisation.

POMPIDOU (Georges)

Président de la République
Décédé le 2 avril 1974.

Son éloge funèbre est prononcé le 4 avril 1974 (p. 1493, 1494).

DÉPOTS

— **Message de M. le Président de la République** (n° 3) [3 avril 1973] ;

— **Projet de loi constitutionnelle** portant **modification de l'article 6 de la Constitution** (n° **639**) [2 octobre 1973].

PONCELET (Christian)

Député des Vosges
(3e circonscription)
(UDR).

Secrétaire d'Etat auprès du ministre du travail, de l'emploi et de la population du 12 avril 1973 au 27 février 1974.

Secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre chargé de la fonction publique du 1er mars 1974 au 27 mai 1974.

Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie et des finances (budget) du 8 juin 1974 au 25 août 1976, du 27 août 1976 au 29 mars 1977.

Secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (relations avec le Parlement) du 1er avril 1977 au 26 septembre 1977.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 737).

S'inscrit au groupe d'union des démocrates pour la République [2 avril 1973] (p. 744).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [5 avril 1973] (p. 756).

Est nommé secrétaire d'Etat auprès du ministre du travail, de l'emploi et de la population (deuxième Gouvernement Messmer). Décret du 12 avril 1973 [*J.O.* du 13 avril 1973] (p. 4331).

Le président de l'Assemblée nationale prend acte de la cessation, le 12 mai 1973, de son mandat de député [15 mai 1973] (p. 1276).

Il est mis fin, sur présentation de la démission du Gouvernement, à ses fonctions de secrétaire d'Etat auprès du ministre du travail, de l'emploi et de la population (deuxième Gouvernement Messmer). Décret du 27 février 1974 [*J.O.* du 28 février 1974] (p. 2316).

Est nommé secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la fonction publique (troisième Gouvernement Messmer). Décret du

1er mars 1974 [*J.O.* du 2 mars 1974] (p. 2419).

Il est mis fin, sur la présentation de la démission du Gouvernement, à ses fonctions de secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la fonction publique (troisième Gouvernement Messmer). Décret du 27 mai 1974 [*J.O.* du 28 mai 1974] (p. 5796).

Est nommé secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie et des finances (budget) (Gouvernement Chirac). Décret du 8 juin 1974. [*J.O.* du 9 juin 1974] (p. 6179).

Il est mis fin à ses fonctions de secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie et des finances (budget) (Gouvernement Chirac). Décret du 25 août 1976 [*J.O.* du 26 août 1976] (p. 5116).

Est nommé secrétaire d'Etat auprès du ministre délégué à l'économie et aux finances (budget) (premier Gouvernement Barre). Décret du 27 août 1976 [*J.O.* du 28 août 1976] (p. 5196).

Il est mis fin à ses fonctions de secrétaire d'Etat auprès du ministre délégué à l'économie et aux finances (budget) (premier Gouvernement Barre). Décret du 29 mars 1977 [*J.O.* du 30 mars 1977] (p. 1741).

Est nommé secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (relations avec le Parlement) (deuxième Gouvernement Barre). Décret du 1er avril 1977 [*J.O.* du 2 avril 1977] (p. 1852).

Elu sénateur le 25 septembre 1977 [*J.O.* Débats Sénat du 6 octobre 1977] (p. 2243).

Donne sa démission de secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (relations avec le Parlement) (deuxième Gouvernement Barre). Décret du 26 septembre 1977 [*J.O.* du 27 septembre 1977] (p. 4707).

DÉPOTS

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1974** (n° **1110**) [28 juin 1974].

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° **1180**) [2 octobre 1974].

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1974** (n° **1340**) [26 novembre 1974].

— **Projet de loi** portant **règlement définitif du budget de 1973** (n° **1405**) [16 décembre 1974].

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1975** (n° **1570**) [24 avril 1975].

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1975** (n° **1740**) [11 juin 1975].

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1975** (n° **1873**) [9 septembre 1975].

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**) [2 octobre 1975].

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1975** (n° **1980**) [14 novembre 1975].

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1976** (n° **2147**) [2 avril 1976].

— **Projet de loi** portant diverses **dispositions d'ordre économique et financier** (n° **2148**) [2 avril 1976].

— **Projet de loi** portant **imposition** des ressources provenant de **plus-values** assimilables à un revenu (n° **2206**) [20 avril 1976].

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1976** (n° **2523**) [2 octobre 1976].

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**) [2 octobre 1976].

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1976** (n° **2630**) [19 novembre 1976].

— **Projet de loi portant règlement définitif du budget de 1975** (n° **2688**) [13 décembre 1976].

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1977** (n° **2768**) [2 avril 1977].

QUESTIONS

Réponses en qualité de secrétaire d'Etat auprès du ministre du travail, de l'emploi et de la population :

• *aux questions orales sans débat de :*

— **M. Gaudin : Conflit à la société Pechiney** [11 mai 1973] (p. 1217, 1218, 1219) : l'historique de ce conflit ; le rôle de l'inspecteur du travail ; le rôle de l'Etat.

• *aux questions orales sans débat de :*

— **MM. Ralite** (n° **1457**), **Carpentier** (n° **1791**) : **Licenciements aux usines Babcock** [30 mai 1973] (p. 1693) : mesures prises pour assurer le reclassement des travailleurs licenciés de Babcock-Atlantique.

• *aux questions d'actualité de :*

— **M. Simon-Lorière : Dépôt du projet de loi sur l'amélioration des conditions de travail** [15 juin 1973] (p. 2213, 2214) : suggestions présentées par le Conseil économique et social ; comité d'entreprise.

— **M. Gayraud : Importations de vins** [15 juin 1973] (p. 2214, 2215).

• *à la question orale sans débat de :*

— **M. Vizet** (n° **2104**) [15 juin 1973] (p. 2232, 2233) : **Licenciements dans une entreprise de Palaiseau (Société française de fabrication de machines-outils FFMO).**

• *à la question d'actualité de :*

— **M. Feix : Grève des cimenteries** [28 novembre 1973] (p. 6428, 6429).

Réponses en qualité de secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie et des finances (budget) :

• *aux questions au Gouvernement de :*

— **M. Hamel : Utilisation des travaux de la Cour des comptes** [26 juin 1974] (p. 2971) : commission chargée de surveiller les suites données aux observations formulées par la Cour des comptes.

— **M. Neuwirth : Dépôts dans les caisses d'épargne** [26 juin 1974] (p. 2972).

— **M. Joanne : Revalorisation des rentes viagères** [26 juin 1974] (p. 2973, 2974).

— **M. Audinot : Prêts du Crédit agricole aux agriculteurs victimes d'intempéries** [30 octobre 1974] (p. 5620).

— **M. Vacant : Réorganisation des services du cadastre** [30 octobre 1974] (p. 5626).

— **M. Boisdé : Sort des petites et moyennes entreprises** [18 décembre 1974] (p. 8044) : fonctionnement des comités départementaux ; modification des normes pour l'encadrement du crédit ; remise en vigueur de l'article 8 du statut de la caisse nationale des marchés.

— **M. Jean-Claude Simon : Séparation des ordonnateurs et des comptables dans le cadre départemental** [18 décembre 1974] (p. 8046).

— **M. Aubert : Conséquences de la grève des PTT sur les échéances fiscales** [18 décembre 1974] (p. 8048).

— **M. Jean-Claude Simon : Remplacement de la patente par la taxe professionnelle** [7 mai 1975] (p. 2459).

— **M. Grussenmeyer : Taux de TVA applicable aux spectacles organisés par certaines associations** (sportives, culturelles et folkloriques) [7 mai 1975] (p. 2461).

• *aux questions orales sans débat de :*

— **M. Delaneau** (n° **18144**) : **Rapatriés d'Algérie** [7 mai 1975] (p. 2463, 2464) : recherches relatives aux disparus d'Afrique du Nord ; négociations tendant à permettre aux anciens harkis, devenus citoyens Français, de se rendre en Algérie ; règlement des dossiers de retraites et d'indemnisation.

— **M. Schvartz** (n° **18808**) : **Rentiers viagers du secteur public à capital aliéné** [7 mai 1975] (p. 2465) : système de revalorisation ; impossibilité d'indexer les rentes viagères.

— **M. Pierre Joxe** (n° **19427**) : **Impôts locaux** [7 mai 1975] (p. 2466, 2467) : la loi du 31 décembre 1973 portant modernisation des bases de la fiscalité directe locale ; la fixation de nouvelles valeurs locatives ; la possibilité pour les communes de les corriger en appliquant des abattements familiaux et des abattements à la base ; la procédure de dégrèvements gracieux.

— **M. Boulloche** (n° **19232**) : **Commerce de la France avec l'Iran** [4 juin 1975] (p. 3662, 3663) : affaire de la Cofranimex ; construction d'une usine d'éthylène ; construction du métro de Téhéran ; adoption du procédé Secam ; contrat concernant les voies ferroviaires obtenu par un consortium européen ; accords Renault.

— **M. Daillet** (n° **20273**) : **Protection des acquéreurs de pavillons individuels** [4 juin 1975] (p. 3664) : dépôt d'un projet dans ce sens en octobre prochain.

— **M. Michel Debré** (n° **19869**) : **Statut des mères de famille** [20 juin 1975] (p. 4569) : la baisse du taux de fécondité ; le prochain dépôt par l'INSEE d'un rapport sur l'influence de la politique familiale sur la natalité ; la revalorisation additionnelle des prestations familiales au titre du contrat de progrès ; (p. 4570) : les mesures tendant à reconnaître aux femmes des droits propres en matière de retraite ; réexamen global de la politique familiale dans le cadre du VII[e] Plan.

— **M. Pierre Bas** (n° **20134**) : **Situation démographique** [20 juin 1975] (p. 4572) : gravité des conséquences d'une chute de la croissance démographique ; le rapport demandé à l'INSEE sur l'influence de la politique familiale sur la natalité ; difficulté des prévisions relatives à l'évolution démographique.

— **M. Claude Gerbet** (n° **12734**) : **Remboursement aux assurés sociaux des frais de soins pour maladie** [20 juin 1975] (p. 4574) : problèmes complexes posés par les modalités de paiement des frais de soins pour maladie.

— **M. R.-A. Vivien** (n° **20483**) : **Revalorisation des rentes viagères** [20 juin 1975] (p. 4576, 4577) : étude par une commission spéciale du problème de la revalorisation des rentes viagères grâce à l'imposition sur les plus-values.

• *aux questions au Gouvernement de :*

— **M. Aubert : Mesures en faveur des rapatriés d'Algérie** [25 juin 1975] (p. 4713, 4714) : décisions prises par le Gouvernement.

— **M. Houteer : Intégration des personnels de l'ex-ORTF** [25 juin 1975] (p. 4720) : retransmission des débats de l'Assemblée nationale à la télévision ; modalités de l'intégration de ces personnels soumises à des organismes paritaires.

— **M. Seitlinger : Salaires des travailleurs frontaliers** [15 octobre 1975] (p. 6912, 6913) : le Gouvernement n'envisage pas de retenir la suggestion relative au prélèvement éventuel sur les bénéfices des fluctuations des taux de change.

• *à la question orale sans débat de :*

— **M. Bertrand Denis** (n° **24326**) : **Restitution de la T.V.A en cas de vol** [5 décembre 1975] (p. 9442) : possibilité pour l'entreprise lésée de s'assurer contre les risques de vol.

• *aux questions au Gouvernement de :*

— **M. Franceschi : Baisse du taux de rémunération des livrets de caisse d'épargne** [17 décembre 1975] (p. 9908) : nécessité d'orienter l'épargne vers les équipements productifs et collectifs ; relèvement du plafond des livrets A et des livrets d'épargne logement.

— **M. Glon : Difficultés des chefs d'entreprise** [17 décembre 1975] (p. 9912) : mesures prises en faveur des entreprises à l'occasion du plan de développement économique ; les prêts à taux bonifié ; augmentation de la contribution de l'Etat à l'indemnisation du chômage total et partiel ; octroi d'avances remboursables à l'UNEDIC.

— **M. Bonhomme : Aménagement des marges de production dans la chapellerie** [14 avril 1976] (p. 1718) : les difficultés de la chapellerie ; la réglementation des prix ; l'accord de programmation du 1er juin 1974 ; la discussion du nouvel avenant pour la saison 1976-1977.

• *aux questions orales sans débat de :*

— **M. Mauger** (n° **29772**) : **Situation des agriculteurs vendéens** [11 juin 1976] (p. 4046, 4047) : la compétence de la caisse nationale de Crédit agricole pour la répartition des crédits aux caisses régionales ; les problèmes particuliers de la Vendée.

— **M. Baumel** (n° **32344**) : **Taux de la taxe d'habitation** [15 octobre 1976] (p. 6703) : les bases d'imposition homogènes instituées par le nouveau système.

• *à la question au Gouvernement de :*

— **M. Bayou : Mesures fiscales prises en faveur des rapatriés** [24 novembre 1976] (p. 8639) : imputation de la majoration exceptionnelle dont les rapatriés sont redevables sur l'indemnisation qui leur est due.

• *aux questions orales sans débat de :*

— **M. Glon** (n° **34270**) : **Prix des aliments du bétail** [17 décembre 1976] (p. 9610) : l'arrêté du 13 décembre 1976 : la baisse autoritaire est une mesure technique entraînée par la fin du régime communautaire d'incorporation obligatoire de poudre de lait.

— **M. Sainte-Marie** (n° **33638**) : **Situation scolaire de Pessac** [17 décembre 1976] (p. 9611) : les réalisations effectuées depuis trois ans dans l'enseignement secondaire et dans l'enseignement primaire.

— **M. Robert-André Vivien** (n° **34481**) : **Régime fiscal des périodiques politiques** [22 avril 1977] (p. 2096, 2097, 2098) : le problème posé par les périodiques politiques ne peut pas être isolé du contexte général de la loi sur la fiscalité de la presse ; les difficultés soulevées par la « catégorisation » des publications ; étude du problème de l'assimilation de certains périodiques aux quotidiens ; le rapport du président de la fédération ne fait pas l'unanimité dans la profession.

Réponses en qualité de secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (relations avec le Parlement) :

• *aux questions au Gouvernement de :*

— **M. Chinaud : Suppression éventuelle de la publicité de marque à la télévision** [4 mai 1977] (p. 2422) : les dispositions législatives précises régissant le régime de la publicité à la télévision ; la suppression de la publicité entraînerait une perte de recettes d'un milliard et une augmentation de 40 % de la redevance.

— **M. Voisin : Droit d'antenne à la télévision** [11 mai 1977] (p. 2644) : l'organisation des programmes réalisés par les responsables des chaînes de télévision ; la représentation de l'Assemblée nationale aux conseils d'administration de chaque société de programme ; temps de parole de certains leaders politiques.

— **M. Forni : Conditions d'établissement de l'ordre du jour** [25 mai 1977] (p. 2998) : fixation de l'ordre du jour par la conférence des présidents ; libéralisme du Gouvernement ; dispositions de la Constitution sur l'ordre du jour prioritaire.

— **M. Mayoud : Situation des personnels de radio et télévision régionale** [15 juin 1977] (p. 3796, 3797) : la situation des animateurs de radio régionale ; la régularisation de leur situation juridique ; les conflits de personnel de la station de Lyon.

• *aux questions orales sans débat de :*

— **M. Leroy** (n° **38902**) : **Situation de la presse** [17 juin 1977] (p. 3966, 3967, 3968) : l'attachement du Gouvernement à la liberté de la presse et à son pluralisme ; la réforme du régime fiscal de la presse (loi du 29 décembre 1976) ; répartition équitable de la publicité de l'Etat ; mesures de réorganisation nécessaires ; importance de la presse contrôlée par le parti communiste.

— **M. Robert-André Vivien** (n° **34482**) : **Application de la loi sur la radiodiffusion et la télévision** [24 juin 1977] (p. 4217, 4218, 4219) : les résultats de la réforme ; les rapports entre les sociétés de télévision et la SFP ; les rapports entre le cinéma et la télévision ; les problèmes de la publicité à la télévision ; position du Gouvernement sur l'affaire des « Echos ».

INTERVENTIONS

En qualité de secrétaire d'Etat auprès du ministre du travail, de l'emploi et de la population :

1973

— **Projet de loi relatif à la répression des trafics de main-d'œuvre** (n° **344**). **Discussion générale** [21 juin 1973] (p. 2374) : politique d'ensemble intéressant les travailleurs immigrés ; ampleur et complexité du problème ; travaux de la commission de la main-d'œuvre étrangère ; conditions de vie des travailleurs immigrés ; comparaison avec la législation sociale des autres pays industrialisés ; intervention du groupe interministériel permanent pour la résorption de l'habitat insalubre ; action du fonds d'action sociale pour les travailleurs migrants ; accroissement du nombre des logements ; accueil des travailleurs en provenance de Yougoslavie ; convention entre le fonds d'action sociale et l'union interprofessionnelle du logement ; efforts réalisés pour la formation des travailleurs immigrés ; projet de loi facilitant l'accès de ces travailleurs aux fonctions de délégué syndical ; (p. 2375) : avantages en matière scolaire et de transport ; condition familiale des immigrés ; immigration clandestine, renforcement du contrôle aux frontières ; incitation au contrôle dans les pays de départ ; circulaire du 22 juin 1972 ; suppression de la coïncidence de la durée des titres de séjour et de travail ; contrôle de l'application par les entreprises de la réglementation en vigueur ; sort des étrangers en situation irrégulière ; dispositions du projet de loi ; (p. 2376) : consultation des partenaires sociaux ; commission de la main-d'œuvre étrangère ; comité supérieur de l'emploi ; situation des travailleurs issus des DOM-TOM ; trafics frontaliers ; recommandations préparées par la commission de Bruxelles. **Discussion des articles. Avant l'Article premier** (p. 2377) : ses observations sur l'amendement de M. Kalinsky, remise en cause de l'ensemble de la politique d'immigration. **Après l'Article premier** : ses observations sur l'amendement de M. Kalinsky, non-abrogation de la loi du 3 janvier 1972, différence entre l'agence nationale de l'emploi intermédiaire et les entreprises de travail temporaire gestionnaires ; (p. 2378) : dispositions à venir pour renforcer le contrôle de ces entreprises temporaires, projet d'enquête auprès des directions régionales du travail, conventions entre organisations syndicales et entreprises de travail temporaire.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° **646**). *Deuxième partie :*

Travail, emploi et population [5 novembre 1973] (p. 5831) : ses remerciements aux rapporteurs ; fait le point sur la participation des salariés aux fruits de l'expansion ; (p. 5832) : ordonnances de 1959 et de 1967 ; moyens mis à la disposition de la participation ; amélioration des conditions de travail ; agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail ; effort de sensibilisation de l'inspection du travail à ces questions ; action d'information et de conseil dans les régions Rhône-Alpes et du Nord ; groupes de travail constitués pour permettre de déboucher sur des réformes concrètes ; groupe chargé de faire des suggestions en matière d'accidents du travail ; association des salariés et des cadres à la vie de l'entreprise ; groupe de travail interministériel sur les modifications à apporter au droit des sociétés ; (p. 5833) : mise en place de la mensualisation ; décret d'application du 23 février 1973 ; allocation complémentaire ; indique qu'un rapport d'ensemble sur la mensualisation sera adressé à l'Assemblée avant la fin de l'année ; économie de participation.

— **Projet de loi** relatif à l'**amélioration des conditions de travail. Première lecture. Discussion générale** [22 novembre 1973] (p. 6260) : ses remerciements à M. Dary, rapporteur du Conseil économique et social, et aux rapporteurs ; (p. 6261) : problème de l'adaptation du travail à l'homme ; groupe de travail chargé d'étudier cette question ; avis du Conseil économique et social ; consultation de tous les partenaires sociaux ; création de structures de dialogue ; comité d'entreprise et commission

spéciale ; agence pour l'amélioration des conditions de travail ; (p. 6262) : institut national de recherche et de sécurité ; mesures intéressant les conditions matérielles d'exécution du travail ; comités d'hygiène et de sécurité ; prévention des accidents du travail ; pouvoirs de l'inspecteur du travail ; qualité de la vie au travail ; horaires et situations individuelles ; travail à temps réduit et diminution des charges de sécurité sociale ; (p. 6278) : conception des usines; revalorisation des tâches ouvrières; commission sur les accidents du travail ; (p. 6279) : conditions d'application du système des horaires variables ; travail posté et travail de nuit ; (p. 6279) : sa réponse à M. Chinaud : participation et autorité dans l'entreprise ; désignation du président de la commission spéciale prévue par le projet ; sa réponse à M. Le Pensec sur la portée du projet et sur les moyens de l'appliquer ; médecine du travail ; sa réponse à M. Andrieux sur les conditions de travail des ouvriers ; visite du Premier ministre à la Régie Renault ; accidents du travail ; situation des travailleurs immigrés ; (p. 6280) : horaires variables ; sa réponse à M. Julia sur les contraintes imposées aux entreprises par l'amélioration des conditions de travail ; travaux de l'institut national de la recherche sur la sécurité ; fondation européenne chargée d'étudier l'amélioration des conditions de travail ; absentéisme dans les entreprises ; participation ; sa réponse à M. Gau sur l'agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail ; rôle des personnes des comités d'hygiène et de sécurité ; travail à la chaîne ; rôle du comité d'entreprise ; sa réponse à M. Cornette : travail dans les usines à feu continu et concertation européenne ; (p. 6282) : sa réponse à M. Le Foll sur l'agence nationale, les horaires individualisés et la paiement des heures supplémentaires ; sa réponse à M. Zeller sur le travail à temps partiel ; le rôle du comité d'entreprise, la décentralisation de l'agence ; sa réponse à M. d'Harcourt sur sa proposition de loi tendant à l'amélioration des conditions de travail ; répond à la suggestion de M. Zeller : mesure législative sur la limitation du salaire au rendement ; **Discussion des articles** [27 novembre 1973]. **Article premier** (p. 6362) : ses arguments en faveur du rejet de l'amendement de M. Simon-Lorière : compétence du comité d'entreprise et de la commission spéciale pour l'amélioration des conditions de travail ; soutient la thèse du Gouvernement : création d'une commission spéciale uniquement dans les entreprises occupant 300 salariés ou plus ; (p. 6363) : ses assurances à M. Simon-Lorière ; son engagement de faire procéder en 1974 à une enquête sur les raisons de non-création de comités d'entreprise ; ses observations sur l'amendement de M. Fontaine ; s'en remet à la sagesse de l'Assemblée, ses arguments en faveur du retrait de l'amendement de M. Simon-Lorière : travail de nuit ; (p. 6364) : ses observations sur l'amendement de MM. Pujol et Cazenave relatif aux modalités de consultation des comités d'entreprise ; s'en remet à la sagesse de l'Assemblée ; (p. 6365) : ses arguments en faveur du retrait de l'amendement de M. Zeller relatif aux modifications des cadences et des normes de travail ; s'oppose à l'amendement de M. Zeller : consultation du comité d'entreprise sur tout projet d'aménagement affectant la sécurité du travail ; s'oppose à l'amendement de MM. Gau et Le Pensec : consultation par le comité de personnes extérieures à l'entreprise ; problèmes posés au regard du secret de l'entreprise ; (p. 6366) : s'oppose à l'amendement de M. Simon-Lorière relatif à l'harmonisation des attributions de la commission spéciale avec celles du comité d'hygiène et de sécurité ; ses arguments en faveur du retrait de l'amendement de MM. Gau et Le Pensec : application de la nouvelle législation aux entreprises comptant de 50 à 300 salariés ; (p. 6367) : ses arguments contre l'amendement de MM. Gau et Le Pensec : fréquence des réunions du comité d'entreprise et de la commission spéciale ; s'oppose à l'amendement de M. Berthelot tendant à faire présider la commission spéciale par un membre élu du comité d'entreprise ; s'oppose à l'amendement de M. Legrand tendant à permettre la constitution de la commission spéciale dans les entreprises où n'existe pas de comité d'entreprise. **Article 2** (p. 6368) : s'oppose à l'amendement de MM. Gau et Le Pensec tendant à subordonner l'octroi d'avantages aux entreprises aux actions menées pour améliorer les conditions de travail ; (p. 6369) : son accord sur l'amendement de M. Simon-Lorière : attribution des marchés publics et actions relatives à l'amélioration des conditions de travail. **Article 3** (p. 6369) : s'oppose à l'amendement de M. Andrieux relatif à la composition de la commission spéciale ; (p. 6370) : son accord avec l'amendement de M. Simon-Lorière tendant à l'indemnisation des suppléants qui assistent à la commission spéciale en présence des titulaires ; (p. 6371) : ses réserves sur l'amendement de MM. Brocard et Chinaud : limite du crédit d'heures pour participer aux séances de la commission spéciale ; s'oppose à l'amendement de M. Andrieux : non-amputation du crédit d'heures dont disposent les délégués du personnel et les délégués syndicaux qui siégeront à la commission spéciale ; (p. 6372) : sa réponse à M. Fontaine sur le crédit d'heures des membres participant aux réunions de la commission spéciale ; ses arguments à l'encontre de l'amendement de M. Rolland : limite au nombre d'heures consacrées aux visites de l'en-

treprise ; son amendement sur ce point ; (p. 6373) : ses arguments à l'encontre de l'amendement de M. Chinaud : fixation de la durée des visites de l'entreprise par convention collective. **Après l'Article 3** (p. 6375, 6376) : s'oppose aux amendements de MM. Simon-Lorière et Le Meur : sanctions applicables aux infractions aux dispositions relatives au fonctionnement de la commission spéciale. **Article 5** (p. 6377) : son accord sur l'amendement de M. Rolland visant les organismes de représentation du personnel autres que les comités d'entreprise. **Article 7** (p. 6378) : s'oppose à l'amendement de M. d'Harcourt tendant à définir les tâches de l'agence nationale ; s'oppose aux amendements de MM. Le Foll et Gau : mission de l'agence nationale. **Article 8** (p. 6379) : s'oppose à l'amendement de MM. Gau et Le Pensec : composition et direction du conseil d'administration de l'agence nationale ; se rallie à l'amendement de M. Rolland : rôle du directeur de l'agence nationale ; (p. 6380) : ses arguments en faveur du retrait de l'amendement de M. Rolland : procédure de nomination du directeur de l'agence nationale. **Après l'Article 10** (p. 6380) : l'amendement de M. Gau : suppression des dispositions de l'article 2 de l'acte dit loi du 28 août 1942 sur la réduction des cadences dans les entreprises. **Article 11** (p. 6383) : s'oppose aux amendements de MM. Legrand et Gau : extension de la protection des délégués des comités d'hygiène et de sécurité aux petites et moyennes entreprises. **Après l'Article 11** (p. 6384) : s'oppose à l'amendement de MM. Gau et Le Pensec : création et composition des comités d'hygiène et de sécurité ; (p. 6885) : s'oppose aux amendements de MM. Le Meur et Gau : possibilité pour le comité d'hygiène et de sécurité de faire interrompre des travaux ; moyens existants en vue d'éviter les accidents du travail ; (p. 6386) : s'oppose à l'amendement de M. Gau : réglementation en cas d'une constatation d'une cause de danger imminent ; sa réponse à M. Gau. **Art. 12** : s'oppose à l'amendement de M. Gau : homologation de l'efficacité des appareils. **Après l'Article 12** (p. 6387) : s'oppose à l'amendement de M. Le Meur : limitation du travail en continu et de nuit. **Article 13** : s'oppose à l'amendement de M. Simon-Lorière : pouvoirs de contrôle des inspecteurs du travail en matière d'hébergement des travailleurs ; son souhait de ne pas restreindre les possibilités d'intervention de l'inspecteur du travail. **Avant l'Article 14** (p. 6388) : s'oppose à l'amendement de M. d'Harcourt tendant à réduire la durée maximale du temps de travail ; problème fondamental relatif à l'amélioration des conditions de travail ; étude de cette question par les services de son ministère. **Article 14** (p. 6389) : son amendement tendant à soumettre l'introduction des horaires individualisés à l'appréciation de l'inspecteur du travail ; s'oppose à l'amendement de M. Gau : activités syndicales et système d'horaires variables ; (p. 6390) : s'oppose à l'amendement de M. Legrand : aménagement des horaires de travail et garantie d'exercice des droits syndicaux. **Article 15** (p. 6391) : s'oppose à l'amendement de MM. Gau et Le Pensec : postes de travail concernés par le travail à temps réduit ; modalités de rémunération du travail à temps réduit; ses arguments en faveur du retrait de l'amendement de M. d'Harcourt : priorité à horaires de travail réduit pour les postes particulièrement pénibles ; (p. 6392) : s'oppose aux amendements de MM. Le Meur et Le Pensec : aménagement des horaires de travail réduits et opposition du comité d'entreprise. **Article 16** (p. 6393) : ses arguments en faveur du retrait de l'amendement de M. Gau : base de calcul du salaire identique pour le travail à temps plein ou à temps partiel. **Article 17** (p. 6393) : s'oppose aux amendements de suppression de l'article. **Article 19** (p. 6394) : accepte l'amendement de M. Simon-Lorière : insertion des dispositions du projet dans le code de la sécurité sociale par décret en Conseil d'Etat ; (p. 6395) : répond à M. Gerbet sur la rédaction de l'article 19. **Après l'Article 3** : en seconde délibération s'oppose à l'amendement de M. Simon-Lorière ; (p. 6396) : après le vote du projet, constate qu'aucun député n'a voté contre. **Commission mixte paritaire** [19 décembre 1973] (p. 7210) : ses arguments en faveur de l'adoption du texte de la commission mixte paritaire.

— **Projet de loi portant modification de l'ordonnance n° 59-126 du 7 janvier 1959 modifiée tendant à favoriser l'association ou l'intéressement des travailleurs à l'entreprise, de l'ordonnance n° 67-693 du 17 août 1967 modifiée relative à la participation des salariés aux fruits de l'expansion des entreprises et de l'ordonnance n° 67-694 du 17 août 1967 relative aux plans d'épargne d'entreprise** (n° 641). **Première lecture. Discussion générale** [28 novembre 1973] (p. 6433) : ordonnance de 1959 sur la participation et son application ; ordonnance du 17 août 1967 et ses résultats ; modifications apportées par le projet de loi pour une plus grande participation des salariés à la gestion et aux résultats de l'entreprise ; contrats d'intéressement dans le cadre du comité d'entreprise ou de l'assemblée générale du personnel de l'entreprise ; liberté de choix des partenaires sociaux quant à leurs rapports ; procédure d'homolo-

gation et rôle du centre d'études des revenus et des coûts (CERC) ; contrats dérogatoires ; (p. 6434) : information des salariés ; sanctions fiscales ; ses observations sur les responsabilités respectives en cas de désaccord ; plan d'épargne ; portée du projet de loi ; (p. 6439) : répond aux orateurs ; ses réponses à M. Caille sur les conditions de formation des salariés, l'extension du champ d'application de l'ordonnance de 1967 ; à M. Chevènement sur les résultats de l'ordonnance de 1959 ; à M. Le Foll sur le bilan de l'application de l'ordonnance de 1967 et les contrats de participation ; à M. Chevènement sur l'attitude des dirigeants socialistes quand ils étaient au pouvoir ; à M. Bouvard sur la portée de la réforme ; à M. Le Foll sur l'attitude des ouvriers à l'égard de la participation. **Discussion des articles. Article premier** (p. 6439) : s'oppose à l'amendement de M. Gau : suppression de la possibilité pour l'employeur de conclure directement un contrat avec le personnel dans les entreprises employant moins de 50 salariés ; son sous-amendement à l'amendement de M. Caille tendant à la consultation des délégués du personnel sur les contrats proposés par le chef d'entreprise. **Article 2** (p. 6440) : s'oppose aux amendements : exonérations fiscales et régularité de la situation des entreprises au regard des législations fiscale et sociale ; leur caractère strictement réglementaire ; ses assurances à leurs auteurs. **Article 4** (p. 6441) : s'oppose à l'amendement de M. Gau : retrait de l'homologation à la demande d'une organisation syndicale signataire. **Article 6** : s'oppose à l'amendement de M. Le Foll : répartition égale de la prime d'intéressement entre tous les salariés ; s'en remet à la sagesse de l'Assemblée pour l'amendement de M. Caille : suppression des conditions de présence et d'ancienneté pour le bénéfice de la participation. **Article 7** (p. 6442) : s'oppose à l'amendement de M. Caille, caractère réglementaire. **Après l'Article 7** : s'oppose aux amendements de MM. Le Foll et Le Meur tendant à supprimer les déductions fiscales accordées aux entreprises au titre de la participation ; s'oppose à l'amendement de M. Gau : contrôle de la législation du travail dans les entreprises ; (p. 6443) : accepte l'amendement de MM. Peizerat et Lelong tendant à permettre l'extension de l'accord. **Article 8** : s'oppose à l'amendement de M. Valenet : rôle du centre d'études des revenus et des coûts. **Article 9** : s'oppose à l'amendement de M. Gau : suppression des contrats directs entre l'employeur et le personnel ; son sous-amendement à l'amendement de M. Caille : participation des délégués du personnel à l'élaboration des contrats. **Après l'Article 11** : s'oppose à l'amendement de M. Le Foll : liberté des salariés à l'égard du plan d'épargne. **Deuxième lecture. Discussion générale** [19 décembre 1973] (p. 7205) : ses arguments en faveur de l'adoption du texte voté par le Sénat.

— **Projet de loi relatif à la souscription ou à l'acquisition d'actions de sociétés par leurs salariés (n° 642). Première lecture. Discussion générale** [28 novembre 1973] (p. 6445) : étape dans le développement progressif de la politique de participation ; ordonnances de 1959 et 1967 ; insuffisance de la notion de bénéfice fiscal ; bilan des accords de participation ; politique de l'actionnariat ; actionnariat chez Renault et dans les entreprises du secteur public ; sociétés privées concernées par le projet ; émission d'actions réservées aux salariés dans des conditions préférentielles ; dispositions fiscales ; (p. 6446) : conditions de pratique de l'actionnariat dans les secteurs public et privé ; déductions fiscales au profit des salariés et versements complémentaires de l'entreprise ; annonce le dépôt de textes complémentaires ; élargissement du champ d'application de l'actionnariat ; projet concernant l'inclusion des sociétés coopératives ouvrières de production dans la politique d actionnariat ; sa référence au général de Gaulle et au Président de la République ; (p. 6449) : répond à M. Carpentier : intérêts sur les sommes bloquées ; (p. 6456) : répond aux orateurs ; sa réponse à M. Hamelin : possibilités offertes par le projet ; ses suggestions ; problème de la coopération ouvrière ; situation des filiales des entreprises nationalisées ; sa réponse à M. Carpentier sur la participation et la portée du projet de loi ; le niveau des salaires et le délai de présence du salarié dans l'entreprise ; sa réponse à M. Ralite sur les mouvements sociaux dans le pays ; (p. 6457) : Régie Renault ; sa réponse à M. Cornette sur la valeur sociale du projet de loi et l'information des actionnaires ; sa réponse à M. Martin sur la portée du projet de loi ; la formation permanente. **Discussion des articles. Article premier** (p. 6458) : sa réponse à M. Chinaud ; étude par le Gouvernement des conditions dans lesquelles l'actionnariat pourrait être étendu à toutes les entreprises : (p. 6459) : demande la réserve de l'amendement de codification de M. Lauriol ; accepte l'amendement annoncé par M. Foyer tendant à autoriser le Gouvernement à procéder par décret à la codification nécessaire ; ses arguments en faveur du retrait de l'amendement de M. Lauriol : établissement d'une liste opérations de Bourse ; (p. 6460, 6461) : des sociétés hors cote par la commission des accepte l'amendement de M. Hamelin tendant à n'admettre dans le champ d'application de la loi que des entreprises économiquement solides ; accepte l'amendement de

M. Hamelin tendant à préciser le rôle du fonds commun de placement ; accepte les amendements de codification de M. Lauriol. **Article 2** (p. 6461) : accepte l'amendement de M. Lauriol après modification de la rédaction proposée par le Gouvernement ; (p. 6462) : accepte l'amendement de M. Lauriol tendant à préciser les conditions dans lesquelles les salariés peuvent souscrire à l'augmentation du capital. **Article 5** (p. 6463) : accepte l'amendement de M. Hamelin : rôle du gestionnaire du fonds de placement, et la modification apportée par M. Lauriol. **Article 6** (p. 6463) : s'oppose à l'amendement de forme de M. Hamelin : versement complémentaire de la société. **Article 8** (p. 6464) : ses observations sur l'amendement de M. Lauriol : exécution sur les actions en cas de non-paiement par les salariés ; s'en remet à la sagesse de l'Assemblée ; accepte l'amendement de forme de M. Lauriol. **Article 10** (p. 6465) : ses observations sur l'amendement de M. Hamelin : égalité des actionnaires ordinaires et salariés au regard du prix de souscription ; avantages nouveaux aux salariés ; s'en remet à la sagesse de l'Assemblée ; (p. 6466) : accepte l'amendement de M. Lauriol : détermination du prix de souscription sur rapport du commissaire aux comptes. **Article 3** : accepte l'amendement de M. Hamelin : fixation du prix de souscription des actions par l'assemblée générale extraordinaire. **Article 13** : accepte l'amendement de forme de M. Hamelin. **Après l'Article 13** (p. 6467) : s'oppose à l'amendement de M. Bernard Marie : émission d'obligations convertibles en actions destinées à être souscrites par les salariés. **Article 14** (p. 6469) : s'oppose à l'amendement de M. Lepage : modalités d'acquisition d'actions en bourse par les salariés ; accepte les amendements de forme de MM. Hamelin et Lauriol ; s'oppose à l'amendement de M. Lauriol : fonds de placement seul chargé de gérer les droits acquis par les salariés ; accepte l'amendement d'harmonisation de M. Hamelin : intervention du gestionnaire du fonds commun de placement. **Article 15** : accepte l'amendement de M. Hamelin : information du gestionnaire du fonds commun de placement. **Article 16** : accepte l'amendement de M. Hamelin : contrôle des commissaires aux comptes sur les sommes versées. **Article 17** : accepte l'amendement de M. Hamelin : rôle du gestionnaire du fonds commun de placement ; (p. 6470) : son accord avec l'amendement de M. Lepage : point de départ au premier versement du délai d'incessibilité des actions ; s'en remet à la sagesse de l'Assemblée. **Article 22** : son amendement : accession des salariés au conseil de surveillance dans les entreprises du secteur public. **Après l'Article 22** : accepte l'amendement de M. Hamelin : caractère impératif de l'information des salariés par le comité d'entreprise ou une commission spéciale ; (p. 6471) : accepte l'amendement de M. Lauriol tendant à prévoir la codification du projet de loi. **Commission mixte paritaire** [19 décembre 1973] (p. 7206) : accord du Gouvernement avec le texte adopté par la commission mixte paritaire ; demande son adoption sans amendement ; (p. 7207, 7208) : répond aux propos de M. Lauriol.

En qualité de secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie et des finances (budget) :

1974

— **Projet de loi relatif à l'accord de coopération avec l'union monétaire ouest-africaine** (n° **842**). **Discussion générale** [14 juin 1974] (p. 2729) : présente le projet de loi ; la liberté des transferts entre la France et les six Etats de l'union monétaire de l'Ouest africain : les modalités de fonctionnement de la banque centrale sont modifiées ; renforcement de la solidarité monétaire et de la souveraineté des Etats partenaires ; le plafond des avances aux Trésors nationaux est porté de 15 à 20 % des recettes fiscales.

— **Projet de loi portant règlement définitif du budget de 1972** (n° **851**). **Discussion générale** [27 juin 1974] (p. 3006) : présente le projet de règlement définitif.

— **Projet de loi relatif à la révision des valeurs locatives** (n° **935**). **Discussion générale** [2 juillet 1974] (p. 3235) : indique que ce texte pose les bases de modernisation des impôts locaux ; (p. 3236) : les trois niveaux de la réévaluation ; propriétés bâties et propriétés non bâties. **Discussion des articles. Article 8** (p. 3244) : en réponse à M. Fontaine précise les conditions d'introduction dans les DOM des dispositions relatives aux impôts directs locaux.

— **Projet de loi relatif au remboursement de la TVA aux exploitants agricoles** (n° **1172**). **Discussion générale** [3 octobre 1974] (p. 4730) : le texte examiné s'inscrit dans le dispositif mis en place pour lutter contre les difficultés conjoncturelles ; (p. 4731) : technique du remboursement proposé ; évaluation des sommes ainsi mises à la disposition de l'agriculture ; le budget intéresse 50.000 agriculteurs ; (p. 4747) : les barèmes de remboursement ont été calculés pour inciter les agriculteurs à s'assujettir à la TVA ; (p. 4748) : l'activité de l'ONIBEV ;

situation des serristes. **Discussion des articles. Avant l'Article premier** (p. 4752, 4753) : contre l'amendement n° 1 de M. Rigout, l'amendement n° 3 de M. Antagnac qui n'ont pas leur place dans un texte limité. **Article premier** (p. 4754) : réponse à M. Brocard : impossibilité de rembourser la TVA aux agriculteurs ayant cessé leur activité ; réponse à M. Bayou sur la fiscalité du vin ; (p. 4755) : difficultés techniques de l'amendement n° 4 de M. Josselin ; (p. 4756) : favorable à l'amendement n° 9 de M. Papon. **Article 2** (p. 4757) : abaissement du crédit de référence.

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° **1180**). *Deuxième partie :*

Services du Premier ministre. — Information [25 octobre 1974] (p. 5500) : s'élève contre les propos de M. Fillioud relatifs « aux cocottes en papier » du Premier ministre ; (p. 5503) : s'oppose à l'amendement n° 2 de M. Fillioud ; sur l'amendement n° 65, titre III, état B, de M. Robert-André Vivien : moyens de rétablir la situation financière de l'agence France-Presse.

Commerce et artisanat [29 octobre 1974] (p. 5530) : annonce que la taxe pour frais de chambres de métiers sera augmentée en 1975 par un article additionnel à la loi de finances.

Qualité de la vie. — I. Environnement [30 octobre 1974] (p. 5661) : justifie l'utilisation des crédits du FIANE ; répond à M. Godon sur son rappel au règlement relatif à l'incidence des grèves.

Commission mixte paritaire [19 décembre 1974] (p. 8185) : indique que le Gouvernement fait sien le texte établi par la commission mixte paritaire et propose à l'Assemblée de l'adopter ; passe en revue les cinq mesures adoptées par le Sénat sur proposition du Gouvernement ; (p. 8140) : indique que la procédure suivie par le Gouvernement devant le Sénat n'est pas contraire à l'article 39 de la Constitution.

— **Projet de loi relatif aux opérations des entreprises d'assurances dommages relevant des Etats membres de la Communauté économique européenne et tendant à simplifier la législation des assurances** (n° **1328**). **Discussion générale** [5 décembre 1974] (p. 7432) : l'instauration d'un marché commun de l'assurance ; la liberté d'établissement des entreprises d'assurances de dommages ; le projet de code des assurances ; quelques simplifications à la législation des assurances ; la suppression du répertoire et de l'agrément ; la disparition des sociétés en commandite par actions et des syndicats de garantie ; la libre disposition des actifs ; la réintégration au droit commun des mutuelles d'assurances maritimes subventionnées.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat après déclaration d'urgence, portant institution d'un prélèvement conjoncturel** (n° **1274**). **Commission mixte paritaire** [19 décembre 1974] (p. 8145) : le remboursement du prélèvement prévu à l'article 9 ; le prélèvement représente un dispositif conjoncturel adapté aux perspectives de 1975, provisoire et dissuasif ; il a le caractère d'une épargne forcée.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux infractions en matière de chèques** (n° **1268**). **Commission mixte paritaire** [20 décembre 1974] (p. 8262) : met en garde l'Assemblée contre l'obligation pour les banques de garantir les chèques inférieurs à 100 F ; danger pour les petits comptes.

1975

— **Projet de loi relatif à l'octroi de la garantie de l'Etat à un emprunt groupé** (n° **1617**). **Discussion générale** [6 mai 1975] (p. 2360) : le soutien aux investissements productifs, objet du projet de loi de finances rectificative, se prononcer au plus tôt sur l'emprunt groupé prévu dans ce projet ; mettre rapidement à la disposition des entreprises les financements prévus ; (p. 2361) : ne pas laisser le marché financier dans l'attente de cet emprunt ; la place très large faite aux petites et moyennes entreprises ; un emprunt garanti par l'Etat ; les conditions de son émission ; son but : financer les investissements à caractère industriel. **Réponses aux orateurs** (p. 2363) : la situation du marché financier ; limiter notre endettement extérieur ; mettre à la disposition des entreprises des moyens de financement attractifs ; la capacité productive de l'industrie française ; la constitution du groupement des petites et moyennes entreprises ; leur part dans l'attribution du produit de l'emprunt ; l'aide aux sociétés de développement régional.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif au Crédit maritime mutuel** (n° **1289**). **Première lecture. Discussion générale** [6 mai 1975] (p. 2370) : la politique de modernisation du Gouvernement dans le domaine des institutions financières et des activités maritimes ; la progression constante de l'avance annuelle du FDES ; le Crédit maritime mutuel, établissement financier à part entière ; renforcer ses structures ; élargir son champ d'activité ; lui permettre d'effectuer toute opération bancaire ; renforcer le contrôle de son fonctionnement ; (p. 2371) : ne pas admettre un élargissement de son rôle à l'ensemble des activités économiques du littoral ; maintenir son caractère mutualiste. Ses réponses aux

orateurs (p. 2380) : le problème de la bonification d'intérêts et de la fiscalité ; les difficultés des artisans-pêcheurs ; apporter des solutions satisfaisantes aux problèmes ; le contrôle du ministre chargé de la marine marchande sur les caisses du Crédit maritime mutuel ; les concours du FDES. **Discussion des articles. Article premier** (p. 2381) : ses observations sur l'amendement n° 8 de M. Guermeur. **Après l'Article 3 et Article 4** (p. 2383) : s'oppose à l'amendement n° 12 de M. Guermeur ; caractère réglementaire de l'amendement ; s'engage à en insérer les dispositions dans le décret d'application ; (p. 2384) : s'oppose à l'amendement n° 13 de M. Guermeur. **Article 8** (p. 2386) : sur l'amendement n° 19 de M. Offroy, s'engage à ce que le décret d'application ne soit pas restrictif ; (p. 2387) : répond à M. Bardol ; s'oppose à l'amendement n° 20 de M. Josselin ; interdire l'entrée à tout non-artisan équivaudrait à supprimer toute extension possible des caisses. **Article 10** : accepte l'amendement de M. Josselin. **Article 15** (p. 2389) : accepte l'amendement n° 17 de M. Guermeur sous réserve que le délai de six mois soit ramené à un mois. **Deuxième lecture. Discussion générale** [27 juin 1975] (p. 4956) : souligne l'actualité du projet ; s'engage à faire paraître rapidement les décrets d'application.

— **Projet de loi portant règlement définitif du budget de 1973** (n° **1405**). **Discussion générale** [22 mai 1975] (p. 3014) : les efforts déployés pour apporter au Parlement les éléments d'information dont il a besoin ; le respect des délais en matière de présentation de la loi de règlement ; le rapport sur les aides aux entreprises industrielles ; le problème de l'aide fournie sous la forme de l'exonération de patente ; la faible consommation des crédits ; l'exclusion du rapport sur les aides ; les interventions de l'Etat en tant qu'actionnaire ; la coopération entre la commission des finances, de l'économie générale et du plan et la Cour des comptes ; le contexte économique de 1973 ; (p. 3015) : la croissance de la production intérieure brute ; l'évolution défavorable des prix ; la réduction des tensions inflationnistes au moyen de la politique budgétaire ; le résultat global d'exécution du budget ; la conformité de l'exécution du budget aux prévisions ; la diminution des reports de crédit ; la gestion des autorisations de programme ; l'organisation de la mensualisation du paiement des pensions et retraites ; (p. 3016) : sa réponse à M. Papon sur la présentation des autorisations de programme ; (p. 3019) : Ses réponses aux orateurs : son assurance quant à l'établissement d'un tableau comparatif relatif aux aides aux entreprises industrielles ; la progression comparée des dépenses militaires et des dépenses de l'éducation nationale ; la sous-évaluation des recettes ; les félicitations données par M. Hamel et ses reproches adressés à certains fonctionnaires. **Discussion des articles** (p. 3085). **Après l'Article 17** : s'oppose à l'amendement n° 1 de M. Boulloche ; faiblesse des crédits inscrits au chapitre 67-01 ; nombre important des opérations destinées aux seules communes rurales ; l'inutilisation de ces crédits à des fins politiques ; (p. 3086) : s'oppose à l'amendement n° 2 de M. Boulloche ; indication des annulations de crédit données à la commission des finances ; considérations pratiques qui vont à l'encontre de l'amendement ; (p. 3087) : demande le retrait de l'amendement n° 3 de M. Boulloche ; s'engage à faire publier la quasi-totalité des arrêtés modifiant la répartition des crédits.

— **Demande de constitution d'une commission spéciale pour l'examen du projet de loi supprimant la patente et instituant une taxe professionnelle** (n° **1634**) [27 mai 1975] (p. 3247) : étude approfondie du texte par les commissions permanentes saisies ; risque de retarder l'examen de ce texte en créant une commission spéciale.

— **Projet de loi portant suppression de la patente et institution d'une taxe professionnelle** (n° **1634**). **Discussion générale** [10 juin 1975] (p. 3935) : ses réponses aux orateurs ; le problème du maintien de l'exonération pour les établissements d'enseignement libre ; (p. 3936) : le caractère très sérieux des études statistiques menées en vue de l'élaboration du projet ; l'importance des allégements prévus ; la difficulté d'appréhender le bénéfice comme base d'imposition ; le plan quinquennal présenté au Sénat relatif aux finances des collectivités locales ; la meilleure distribution de la charge fiscale due au projet de loi ; le premier pas vers le remboursement de la TVA aux collectivités locales ; le regroupement des communes ; éviter des écarts excessifs entre communes ; (p. 3937) : l'exagération des erreurs dans le calcul de la taxe d'habitation ; l'absence d'incidence de la taxe professionnelle sur la décentralisation industrielle ; l'incitation au regroupement communal ; le problème du report de la charge fiscale sur la taxe d'habitation ; l'écrêtement des patentes exceptionnelles ; le problème du lien qui doit exister entre les quatre impôts locaux ; le plafonnement de l'augmentation de la taxe professionnelle ; (p. 3938) : le problème des ressources des communes de montagne ; la mise en place très rapide du plan quinquennal ; la non-pénalisation des petites communes rurales ; l'aide apportée aux agriculteurs ; l'impossibi-

lité d'asseoir un impôt local sur le chiffre d'affaires.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1975** (n° **1740**). **Discussion générale** [23 juin 1975] (p. 4609) : le deuxième projet de loi de finances rectificative, instrument en faveur de l'emploi des jeunes ; la situation de l'emploi ; les orientations principales de l'effort visant à résorber le nombre important de demandeurs d'emploi ; l'élévation du taux des bourses ; les incitations données aux employeurs afin d'anticiper sur le mouvement de reprise de l'embauche des jeunes ; (p. 4610) : l'amélioration des conditions d'admission à l'allocation d'aide publique en ce qui concerne les jeunes à la recherche d'un premier emploi ; la création par anticipation des emplois figurant en mesures nouvelles dans le projet de loi de finances pour 1976 ; la sollicitation de l'autorisation du Parlement ; le nombre des recrutements et la priorité accordée aux P et T ; le financement des créations d'emplois ; (p. 4615) : sa réponse aux orateurs.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant les conditions de nationalité exigées pour l'exercice de la profession bancaire et de certaines professions financières, et relatif au fonctionnement des banques** (n° **1680**). **Discussion générale** [25 juin 1975] (p. 4724) : rappelle que le projet a été établi en application d'une directive de la Commission européenne ; supprimer toute pratique restrictive limitant l'exercice par des étrangers de la profession bancaire.

— **Proposition de loi tendant à étendre au corps des identificateurs de l'institut médico-légal le bénéfice des dispositions de la loi n° 50-328 du 17 mars 1950 accordant aux agents des réseaux souterrains des égouts des avantages spéciaux pour l'ouverture du droit à pension** (n° **1010**). **Discussion générale** [25 juin 1975] (p. 4723) : insiste sur le caractère pénible des tâches confiées aux identificateurs de l'institut médico-légal.

— **Projet de loi relatif au recouvrement public des pensions alimentaires** (n° **1650**). **Deuxième lecture. Discussion générale** [28 juin 1975] (p. 5008) : indique que le Gouvernement s'oppose, comme le rapporteur, aux modifications apportées par le Sénat aux articles 1, 2 et 14.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**). *Deuxième partie :*

Crédits militaires. — Budget annexe du service des essences. Examen des crédits [30 octobre 1975]. **Article 42** (p. 7645) : ses observations sur les dispositions de l'article.

Budget annexe de l'Imprimerie nationale [31 octobre 1975] (p. 704) : la période de changement qu'a subie l'Imprimerie nationale et la mise en place de l'usine de Douai ; (p. 7705) : le recrutement de nouveaux agents ; la compétence du personnel ; la modernisation des ateliers de Paris ; l'avenir de l'Imprimerie nationale.

Budget annexe des monnaies et médailles [31 octobre 1975] (p. 7706) : l'augmentation des recettes ; les besoins de la circulation métallique et l'augmentation de la frappe ; les crédits d'investissement et l'accroissement de la capacité de production de l'usine de Peyssac ; la demande croissante de monnaie.

Intérieur. Examen des crédits [13 novembre 1975] : **Article 73** (p. 8317) : rappelle les dispositions de l'article 73 ; accepte l'amendement n° 83 de M. Fossé ; propose son sous-amendement n° 248 : sous réserve que la commune ait pris toutes mesures pour recouvrer auprès des auteurs des désordres les sommes destinées à l'indemnisation des victimes ; adopté.

Services du Premier ministre. — Information [19 novembre 1975] (p. 8692) : sa réponse relative aux propos de M. Chevènement sur le rachat des actions de *L'Est républicain ;* précise que les transactions boursières ont été parfaitement régulières.

— **Aménagement de l'ordre du jour prioritaire** [31 octobre 1975] (p. 7703) : discussion des budgets annexes de l'Imprimerie nationale et des monnaies et médailles.

— **Modification de l'ordre du jour prioritaire** [7 novembre 1975] (p. 8107) : examen du budget de la jeunesse et des sports et du budget du tourisme.

— **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord portant création d'un fonds de soutien financier de l'OCDE** (n° **1924**). — **Discussion générale** [10 décembre 1975] (p. 9631) : le choc pétrolier qui a caractérisé la fin de l'année 1974 ; le risque d'un déséquilibre financier des pays industriels ; (p. 9632) : l'intérêt que garde le fonds de soutien malgré l'amélioration de la situation ; l'amélioration générale des perspectives économiques ; la fragilité de l'équilibre global qui a été retrouvé et qui rend nécessaire un mécanisme d'assurance contre une détérioration brutale des comptes extérieurs ; la manière dont sont financés les déficits ; l'importance de la quote-part, mais la limitation dans le temps du mécanisme qui a été mis au point ; (p. 9633) : la nature des créances sur le fonds ; les conditions auxquelles seront soumis les prêts de celui-ci ; l'esprit de solidarité qui anime le texte ; (p. 9634) : répond à M. Odru que l'OCDE

compte des membres qui ne sont pas des pays capitalistes ; indique à M. Hamel que les pays qui ne respecteraient pas les règles du FMI risqueraient de s'exclure du fonds de soutien. **Discussion de l'Article unique** (p. 9635) : en réponse à M. Boulloche, estime que la répartition des quotes-parts est conforme au principe de solidarité ; rappelle que la France fait un effort tout particulier en faveur des pays en voie de développement.

1976

— **Projet de loi portant règlement définitif du budget de 1974** (n° 2063). **Discussion générale** [28 avril 1976] (p. 2282) : son hommage à la Cour des comptes : rappelle que la politique du Gouvernement a été adaptée à une situation difficile ; la préoccupation majeure qu'a constituée l'inflation ; la majoration exceptionnelle en 1974 de l'impôt sur le revenu ; la contribution exceptionnelle de la charge des sociétés ; les plus-values tirées des impôts de consommation ; l'assainissement de la trésorerie de l'Etat grâce à la gestion anti-inflationniste ; (p. 2283) ; rappelle que, selon la Cour des comptes, la gestion des crédits a été conforme aux règles du droit budgétaire et à la comptabilité publique ; les critiques techniques de la Cour relatives notamment à l'imputation de frais de fonctionnement sur les crédits d'équipement ; la volonté du Gouvernement de mettre un terme à des errements anciens ; sa réponse à M. Hamel relative aux sanctions à appliquer aux fonctionnaires qui ont pu se rendre coupables d'erreurs ; à l'intention de M. Bardol, précise que, dans sa réponse à M. Hamel, il n'a pas voulu mettre en cause l'intégrité des fonctionnaires ou des élus locaux ; aborde la critique de la Cour des comptes concernant les modifications apportées *a posteriori*, la constitution de réserves, l'ajournement de certaines affectations ; annonce que la Cour des comptes devrait bénéficier dorénavant d'un délai plus long pour examiner les documents budgétaires ; considère sans conséquence financière l'imprécision en matière d'impôts directs ; (p. 2284) : ses observations sur les fonds de concours ; rappelle qu'un rapport sur les prêts de l'Etat a été présenté à la demande du Parlement ; répond au reproche de « laxisme » relatif à la gestion des crédits de la formation professionnelle ; explique les raisons pour lesquelles les versements à la SNCF ont pu être sous-évalués ; rappelle qu'en matière de gestion des autorisations de programme, il existe une comptabilité spéciale des investissements de l'Etat ; ne pas aboutir, en la matière, à une excessive complexité ; estime que les erreurs ont été minimes et que le résultat d'ensemble est satisfaisant ; précise les progrès qui seront prochainement réalisés ; (p. 2286) : remercie M. Duffaut de la modération de ses propos ; rappelle que, pour lutter contre l'inflation, il a fallu prendre des mesures difficiles ; précise les raisons de l'augmentation de la dette de l'Etat ; à M. Bardol, précise que les recettes ont progressé afin de casser l'inflation — en réponse aux observations de M. Bardol, précise que le taux d'inflation pour 1974 aurait pu atteindre 20 % si des mesures n'avaient pas été prises par le Gouvernement. **Discussion des articles** [28 avril 1976]. **Article premier** (p. 2288-2289) : expose l'origine des erreurs qui se sont introduites dans les chiffres budgétaires et que l'amendement n° 1 de M. Papon tend à corriger ; estime qu'on ne peut voir là une mauvaise gestion de l'Etat ; demande que cet amendement soit repoussé. **Article 3** (p. 2311) : considère que les erreurs reprochées au Gouvernement portent essentiellement sur la rémunération des personnels ; promet de poursuivre l'action engagée ; demande que l'amendement n° 2 soit repoussé. **Après l'Article 17** (p. 2354) : sur l'amendement n° 5 de M. Jean-Pierre Cot, considère que le Gouvernement a pleinement informé le Parlement sur l'utilisation des crédits du fonds de développement économique et social ; sur l'amendement n° 6 de M. Duffaut défendu par M. Jean-Pierre Cot, indique que les recettes provenant de l'impôt sur le revenu des personnes physiques seront individualisées dans le budget 1977 ; (p. 2355) : précise sur l'amendement n° 7 de M. Duffaut défendu par M. Jean-Pierre Cot qu'une étude pour l'amélioration des fonds de concours est actuellement réalisée ; sur l'amendement n° 8 de M. Duffaut défendu par M. Jean-Pierre Cot, rappelle que la somme en litige est minime et qu'il a donné des instructions pour que l'on s'en tienne à un respect rigoureux des règles budgétaires.

— **Projet de loi portant aménagement du monopole des tabacs manufacturés** (n° 2135). **Discussion générale** [29 avril 1976] (p. 2401) : un projet qui réforme un très ancien dispositif fiscal ; l'incompatibilité des règles anciennes avec l'article 37 du Traité de Rome ; (p. 2402) : la situation inchangée du régime de la culture du tabac et du monopole de la fabrication ; des aménagements qui ne portent que sur la commercialisation ; un prix de vente et des conditions faites aux débitants qui seront les mêmes en France ; l'organisation d'une concurrence loyale entre producteurs ; la conclusion entre le SEITA et ses concurrents éventuels de contrats par lesquels le SEITA sera leur intermédiaire en France ; la modernisation de la fiscalité sur le tabac ; (p. 2403) : le nouveau régime de la TVA ; (p. 2404) : indique que le concours du SEITA producteur sera maintenu ; espère donner satisfaction à M. Fontaine lors de la

discussion de son amendement. **Discussion des articles** [29 avril 1976]. **Article 15** (p. 2407) : accepte l'amendement n° 3 de M. Papon défendu par M. de Rocca Serra qui maintient le statu quo fiscal en Corse ; accepte l'amendement n° 5 de M. Debré défendu par M. Cerneau.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1976** (n° **2147**). **Discussion des articles** [5 mai 1976]. **Article premier** (p. 2633) : déclare ne pas traiter de la nationalisation de l'industrie pharmaceutique ; répond à M. Bisson sur les remboursements de TVA ; déclare à M. Fontaine que les DOM bénéficieront aussi de la réduction de la TVA sur les produits pharmaceutiques ; (p. 2634) : indique à M. Legrand que le taux zéro de TVA pour les produits pharmaceutiques est contraire aux recommandations de la commission d'harmonisation fiscale de Bruxelles ; précise que le Gouvernement veillera à ce qu'il y ait répercussion au niveau des prix de l'abaissement du taux de T.V.A. **Après l'Article premier** (p. 2635) : s'oppose à l'amendement n° 32 de M. Frelaut ; (p. 2636)) : sur l'amendement n° 33 de M. Frelaut, indique que le Gouvernement a fait un effort important au bénéfice des collectivités locales ; (p. 2637) : précise qu'un rapport a été établi sur l'industrie pharmaceutique et que le Gouvernement étudie les suites à lui donner. **Article 2** (p. 2638) : rappelle l'effort accompli par le Gouvernement par la création du fonds d'équipement des collectivités locales ; indique que les critères de répartition seront ultérieurement définis ; (p. 2639) : explique qu'il est apparu que le critère de répartition suivant le montant de la TVA versée par les communes n'était pas pleinement équitable ; précise que la commission Guichard est chargée d'étudier ce problème complexe ; rappelle à M. Duffaut que la répartition des crédits se fera suivant les mêmes règles que l'année précédente ; dit à M. Charles Bignon qu'il souhaite qu'un débat s'instaure sur les finances locales ; (p. 2641) : insiste sur l'importance du versement au fonds d'équipement des collectivités locales ; affirme qu'une dotation sera sans doute consacrée aux départements ; s'oppose aux amendements n[os] 16 de M. Duffaut, 43 de M. Charles Bignon et 44 de M. Mario Bénard ; (p. 2642) : en réponse aux observations de M. Charles Bignon, estime anormal d'affecter les sommes versées par le fonds d'équipement des collectivités locales aux remboursements des capitaux empruntés ; (p. 2644) : sur l'amendement n° 21 défendu par M. Le Theule, considère que la réforme de décembre 1973 ne s'est pas traduite partout par des majorations ; juge impossible de revenir sur des rôles en cours d'élaboration ; (p. 2645) : accepte l'amendement n° 21 défendu par M. Le Theule sous réserve que le report se limite au 1[er] janvier 1977 ; déclare partager avec M. Duffaut le souci de voir les contribuables victimes d'erreurs en obtenir rectification ; s'engage vis-à-vis de M. Le Theule à proposer dans la loi de finances pour 1977 de nouvelles dispositions. **Article 6** (p. 2663) : donne à M. Julien Schvartz des précisions sur les moyens dont dispose la Cour des comptes ; (p. 2664) : craint que l'amendement n° 26 de M. Duffaut ne limite les possibilités d'intervention de la Cour des comptes ; demande à M. Duffaut de retirer son amendement n° 18 ; précise que la Cour des comptes agit en toute liberté et qu'on ne peut lui imposer de contrôler systématiquement toutes les entreprises publiques ; (p. 2666) : en réponse à M. Hamel précise que la Cour des comptes va prochainement dresser l'inventaire de ses besoins en personnel. **Article 7** (p. 2666, 2667) : accepte l'amendement n° 13 de M. Gerbet sous réserve que le chiffre 5.000 soit remplacé par le chiffre 3.000. **Après l'Article 7** (p. 2667) : sur l'amendement n° 22 de M. Bernard Marie s'en remet à la sagesse de l'Assemblée ; (p. 2668) : affirme que le Gouvernement envisage la mensualisation des impôts locaux ainsi qu'une meilleure information des contribuables ; (p. 2669) : sur l'amendement n° 24 de M. Corrèze s'en remet à la sagesse de l'Assemblée. **Article 8** : son amendement n° 31 : étendre au Sénat la mesure permettant déjà aux députés de recruter un collaborateur permanent ; (p. 2670) : précise à M. Ginoux, que l'agence pour l'amélioration des conditions de travail est en liaison avec les comités existant dans les entreprises employant plus de 350 salariés ; indique que les crédits supplémentaires sont destinés à la valorisation du travail manuel. **Article 9** (p. 2671) : en réponse à M. Gissinger, déclare qu'il s'entretiendra avec le ministre de l'industrie afin que soient satisfaits les besoins des mines de potasse d'Alsace.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux pénalités sanctionnant diverses infractions en matière d'assurance** (n° **2177**). **Discussion générale** [30 juin 1976] (p. 4974) : l'harmonisation de la réglementation française en matière d'assurance avec les dispositions résultant d'une directive communautaire ; la publication d'un code attendu du droit des assurances.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1976** (n° **2523**). **Discussion des articles** [14 octobre 1976]. **Article 9** (p. 6660) : l'utilisation du crédit de paiement de 80 millions de francs prévu aux collectivités pour les travaux hydrauliques ; indique que l'Etat ne prendra pas à son compte les charges qu'aura à supporter le budget communal en raison de la diminution du prix de l'eau ; les possibilités de dérogation.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° 2524). *Deuxième partie :*

Budget annexe des monnaies et médailles [15 novembre 1976] (p. 7981) : l'équilibre du budget ; la progression du programme de fabrication des monnaies françaises ; précise les conditions d'achat du métal ; l'importance des modifications apportées au budget en cours d'année ; l'augmentation des dépenses de fonctionnement ; l'extension de l'établissement de Pessac ; l'augmentation du parc des presses monétaires ; l'extension du hall ouest de l'usine ; l'aménagement des ateliers de fabrication des flans d'argent ; l'organisation d'expositions temporaires ; demande à l'Assemblée d'adopter le budget.

Budget annexe de l'Imprimerie nationale [15 novembre 1976] (p. 7983) : l'usine de Douai ; l'amélioration de l'efficacité de l'établissement d'Etat ; l'avenir de l'usine de Paris ; la fabrication de l'annuaire téléphonique ; l'important programme de réaménagement et d'extension des équipements sociaux ; la régularisation des plans de charge ; la poursuite du programme de développement des activités du livre ; l'ouverture d'un crédit pour la construction à Douai d'un magasin destiné au regroupement des opérations de stockage et de gestion des imprimés ; souhaite l'adoption du budget.

Taxes parafiscales [20 novembre 1976] (p. 8452) : la parafiscalité ; sa remise en ordre ; les travaux de la commission administrative de réforme des taxes parafiscales entrepris en liaison avec la Cour des comptes ; rend hommage au président Cabanne et aux membres de la commission ; la suppression de huit taxes ; l'abaissement de certains taux ; la diffusion du rapport ; (p. 8453) : la concertation avec des organismes bénéficiaires ; la volonté de concertation avec les professions ; demande à l'Assemblée de voter l'état E ; (p. 8454) : la suppression de la taxe parafiscale de l'imprimerie de labeur ; procéder à une profonde refonte de la parafiscalité ; le rapport de la commission Cabanne. **Examen des crédits** [20 novembre 1976]. **Article 42, état E** (p. 8471) : s'oppose à l'amendement n° 156 de M. Papon qui conduirait à priver de leurs ressources tous les organismes qui bénéficient du produit d'une taxe parafiscale ; estime que la commission des finances doit retirer son amendement afin de ne pas conduire à l'asphyxie certains centres techniques ; (p. 8472) : précise à M. Bardol que la taxe frappant les fuels lourds n'est pas née de l'état E ; les difficultés d'EDF ; demande à M. Bardol de retirer son amendement n° 289 ; indique qu'il a demandé à la Cour des comptes de procéder à l'étude de la réforme de la parafiscalité ; les conclusions intéressantes de la commission Cabanne ; précise à M. Baudouin qu'un amendement du Gouvernement a pour but de répondre à ses souhaits et d'augmenter légèrement les ressources du centre technique de la fonderie ; son amendement n° 281 relatif au centre technique de la fonderie ; adopté ; (p. 8473) : son amendement n° 282 : cotisations des entreprises ressortissant de l'association des centres techniques de la mécanique ; la légère augmentation des ressources prévue ; ne pas grossir démesurément l'importance de la décision ; précise l'objectif du Gouvernement d'abaisser le poids du prélèvement obligatoire constitué par la parafiscalité ; une rémunération plus équitable des services rendus par les centres ; amendement n° 282 adopté ; (p. 8474) : son amendement n° 285 : taxe sur les textiles versée à l'union des industries textiles ; le CIRIT et l'institut textile ; réduire le prélèvement parafiscal ; l'objectif du Gouvernement tendant à maintenir le taux de la taxe textile à 0,44 % en supprimant la taxe finançant le centre de la teinturerie et du nettoyage ; le contrôle sur le fonctionnement du CIRIT ; amendement n° 285 adopté ; (p. 8475) : son amendement n° 283 : cotisation des entreprises ressortissant du centre technique de l'industrie du papier, du carton et de la cellulose ; adopté ; son amendement n° 284 : cotisation des industries et négociants de l'horlogerie ressortissant du comité professionnel interrégional et du centre technique ; le rapprochement du CETEHOR et du CPIM ; les raisons du taux de la nouvelle taxe ; une augmentation sensible des ressources des centres ; (p. 8476) : la partie de la taxe affectée à la restructuration industrielle ; adopté ; sur l'amendement n° 269 de M. Ginoux estime que l'inquiétude de l'auteur est légitime ; observe que la profession a dans l'ensemble bien répondu à la taxe ; les seuils d'assujettissement ; l'espoir d'une amélioration du recouvrement ; l'aide apportée aux entreprises par un système de gestion automatisé ; le versement à l'institut professionnel de recherche ; la prime de mobilité géographique ; laisser la taxe faire ses preuves ; la modification des textes constitutifs dans le sens souhaité par M. Ginoux. **Après l'Article 70** (p. 8477) : sur l'amendement n° 224 de M. Boulloche, rappelle son accord pour un contrôle du Parlement à périodes régulières ; estime la périodicité annuelle excessive ; propose un examen exhaustif tous les trois ans ; demande à M. Boulloche de retirer son amendement ; (p. 8478) : son amendement n° 277 tendant à l'approbation des statuts des centres techniques créés par la loi n° 48-1228 du 22 juillet 1948 par le ministre de l'industrie ; le renouvellement des dirigeants des centres ; la limitation des mandats des dirigeants ; la limite d'âge ; obtenir une harmonisation du statut des centres avec celui des sociétés ;

demande à l'Assemblée d'adopter son amendement ; adopté.

— **Projet de loi relatif au régime fiscal de la presse** (n° **2298**). **Première lecture. Discussion générale** [24 novembre 1976] (p. 8642) : tenir compte des impératifs des libertés publiques et des contraintes des finances publiques ; une conciliation des points de vue ; la concertation avec la profession ; la portée et les limites de la procédure de la table ronde ; son origine ; la critique de la fiscalité de la presse ; (p. 8643) : un texte qui tient compte des conclusions de la table ronde ; ne pas le dénaturer ; la nécessité de la réforme du régime fiscal de la presse unanimement admise ; les deux volets de cette réforme : la TVA et l'article 39 *bis* du CGI ; mettre un terme aux abus des provisions ; TVA et concentration ; le pourcentage de publicité dans les recettes totales ; le passage d'un système hétérogène et inégalitaire à un l'absence de pénalisation pour la presse ; la catégorisation ; limiter l'aide publique à une catégorie de titres ; (p. 8644) : la catégorisation par le contenu ; le critère de la périodicité ; l'option ouverte entre l'assujettissement à la T.V.A. et le maintien dans l'exonération ; les engagements internationaux en matière de TVA ; (p. 8647) : la qualité des représentants de la presse siégeant à la table ronde ; les contraintes exercées par le Gouvernement sur certains journaux ; l'aide à *l'Humanité ;* (p. 8648) : presse et publicité ; souligne que le projet n'a pas pour but d'encourager les publications qui reçoivent une forte publicité ; l'attente par la presse de la réforme de la fiscalité; question préalable repoussée; (p. 8658) : la catégorisation de la presse en fonction de la périodicité ; les difficultés d'autres critères ; (p. 8659) : la difficulté de la catégorisation par le contenu ; la bonne volonté du Gouvernement ; les publications disparues sous la IV^e^ et la V^e^ République ; l'article 39 *bis* du CGI ; l'impact de la réforme sur *l'Humanité ;* la liberté de la presse en France. **Discussion des articles** [24 novembre 1976]. **Article 2** (p. 8660) : son amendement n° 11 : l'option entre la TVA ou l'exonération pour les publications non quotidiennes ; (p. 8661) : la charge supplémentaire entraînée; (p. 8662) : le caractère irritant de la catégorisation de la presse ; l'appréciation du contenu ; (p. 8663) : le refus des représentants de la presse à la table ronde de se livrer à une discrimination selon le contenu ; demande le retrait des sous-amendements n° 20 de M. Fillioud et n° 22 de M. Gosnat ; engagera des négociations avec les intéressés le moment venu ; (p. 8664) : la catégorisation par le contenu proposée par le Gouvernement ; la demande de la table ronde d'une catégorisation par la périodicité ; la bonne volonté du Gouvernement ; amendement n° 11 adopté. **Article 3** (p. 8665) : son amendement n° 12 de forme ; adopté. **Article 4** : son amendement n° 13 ; les droits à déduction des entreprises ; le remboursement de la TVA pour les éditeurs qui n'auraient pas exercé l'option ; (p. 8666) : amendement n° 13 adopté ; son amendement n° 23 : l'extension du régime des entreprises nouvelles ; adopté. **Article 5** : est favorable à l'amendement n° 3 de M. Robert-André Vivien ; son amendement n° 14 : l'extension de la dispense de paiement de la TVA pour les opérations d'entremise portant sur des publications pour lesquelles les éditeurs n'auront pas exercé l'option pour l'assujettissement ; amendement n° 14 adopté ; est favorable à l'amendement n° 4 de M. Robert-André Vivien. **Article 6** (p. 8667) : son amendement n° 15 levant une ambiguïté ; la presse syndicale et mutualiste considérée comme périodique ainsi que les périodiques de groupements sportifs ; amendement n° 15 adopté. **Article 7** : son amendement n° 24 ; des mesures de moralisation dans l'utilisation de l'article 39 *bis* du CGI ; (p. 8668) : refuse de donner aux dispositions de l'article 39 *bis* du CGI un caractère permanent ; amendement n° 24 adopté. **Article 8** (p. 8669) : son amendement n° 16 de forme ; indique que la loi s'appliquera dès le 1^er^ janvier 1977 ; amendement n° 16 adopté. **Commission mixte paritaire** [17 décembre 1976] (p. 9622) : les conclusions de la table ronde ; l'allongement d'un an de la période transitoire ; le problème délicat de la catégorisation par le contenu ; le problème des critères permettant de définir les périodiques dits politiques ; l'application de la loi dès le 1^er^ janvier 1977.

— **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier** (n° **2148**). **Discussion générale** [30 novembre 1976] (p. 8785) : la procédure des DDOF ; ses avantages ; (p. 8786) : des articles correspondant à un souci de simplification administrative améliorant la situation des personnels, validant certaines situations juridiques ; l'absence d'innovations de portée majeure. **Discussion des articles** [30 novembre 1976]. **Article premier** (p. 8788) : éviter un non-sens. **Article 6** (p. 8789) : son amendement n° 43 : le paiement d'intérêts moratoires dus au contribuable à la suite d'instances fiscales ; (p. 8790) : l'impossibilité d'exonérer de la pénalité de 10 % tous les contribuables qui déposent une réclamation ; la rapidité des dégrèvements ; retire son amendement n° 43 qui est repris par M. Foyer. **Article 10** (p. 8792) : son amendement n° 44 ; la garantie accordée par l'Etat ; simplifier les mesures administratives ; accepte de retirer le second alinéa de son amendement n° 44 ; amendement n° 44 ainsi modifié adopté. **Après l'Article 10** (p. 8793) :

la nécessité d'étudier à fond les problèmes soulevés par l'amendement n° 25 de M. Foyer. **Article 11** (p. 8794) : soumettra au ministre des PTT la suggestion de M. Fontaine sur le relèvement des sommes payées à domicile par le préposé aux PTT. **Article 13** (p. 8796) : les différences entre emprunt du ministère des PTT et emprunt d'Etat ; (p. 8797) : le caractère industriel et commercial des PTT. **Article 15** (p. 8798) : son amendement n° 49 : rédactionnel ; adopté ; **Article 18** (p. 8801) : l'étude de la procédure d'extension du paiement mensuel des retraites. **Article 20** *bis* (p. 8802) : les engagements du Gouvernement vis-à-vis des attachés de la ville de Paris ; leur statut ; s'oppose à l'amendement n° 29 de M. Foyer ; les droits acquis ; (p. 8803) : le maintien des droits acquis ; ne pas préjuger du nouveau statut des attachés communaux ; les garanties de ces attachés ; demande d'invoquer l'article 34 de la Constitution au cas où l'amendement n° 29 ne serait pas retiré. **Après l'Article 20** *bis* (p. 8804) : l'application normale de l'article 31 de la loi du 7 août 1974 relative à la radiodiffusion et à la télévision ; un souci de justice. **Article 22** (p. 8805) : l'article 22 plus général que l'amendement n° 47 de M. Foyer permettant d'éviter un contentieux dans l'avenir. **Article 22** *bis* (p. 8806) : prendre en considération une partie de l'ancienneté de l'agent dans le cadre B pour la projeter dans certains corps de catégorie A ; reprend la modification proposée par M. Ferretti ; son amendement n° 45 substituant à la date du 1er janvier 1976 celle du 1er juillet 1976 ; adopté. **Avant l'Article 23** (p. 8808) : le danger d'improviser des dispositions pénales à l'occasion d'un projet de loi portant diverses dispositions de caractère économique et financier ; la répression des discriminations fondées sur des critères raciaux. **Article 23** (p. 8811) : les contradictions entre les jugements des tribunaux administratifs et ceux de l'ordre judiciaire ; régler un problème d'incompatibilité de jurisprudence ; l'opportunité de la non-exécution d'un jugement par l'Etat ; la défaillance du système ; l'absence de recours contre un locataire solvable et récalcitrant ; (p. 8812) : les manifestations possibles. **Article 25** (p. 8813) : le rapport du VRTS plus élevé que celui de la taxe locale. **Article 28** (p. 8813) : l'article 28 réparateur d'un oubli concernant le président du conseil d'administration. **Après l'Article 30** (p. 8814) : la protection des victimes d'accidents causés par des piétons ; la nécessité d'une étude ; (p. 8815) : accepte l'amendement n° 31 de M. Gerbet ; reprend la proposition de M. Gerbet tendant à accorder aux magistrats la possibilité de calculer leur retraite sur l'indice qu'ils auraient atteint avant l'abaissement de la limite d'âge sous la forme de son amendement n° 52 ; adopté ; (p. 8816) : reprend à son compte l'amendement n° 50 ; son sous-amendement n° 53 limitant l'exercice de l'action prévue par l'amendement n° 50 aux trois mois suivant la publication de la présente loi ; adopté. **Article 30** *ter* (p. 8817) : l'organisation de l'examen du permis de chasser ; les droits d'inscription similaires.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant les règles de territorialité et les conditions d'imposition des Français de l'étranger ainsi que des autres personnes non domiciliées en France** (n° **2550**). **Discussion générale** [7 décembre 1976] (p. 9032) : les règles de territorialité de l'impôt sur le revenu ; des problèmes complexes ; l'importance des conventions fiscales ; les conventions internationales ; la position en France des contribuables étrangers et la fraude fiscale ; la lutte contre la fraude fiscale ; éviter des imprécisions profitant aux fraudeurs ; l'imposition des Français s'expatriant à l'étranger ; les Français travaillant à l'étranger ; un texte en préparation depuis longtemps. **Discussion des articles** [7 décembre 1976]. **Article 7** (p. 9035) : les inconvénients de l'amendement n° 6 de M. Mario Bénard ; accepte l'amendement n° 7 de M. Mario Bénard mais dépose un sous-amendement ; adopté. **Article 9** (p. 9036) : son amendement n° 24 précisant que l'expression « séjours à l'étranger » exclut les travailleurs frontaliers ; (p. 9043) : l'assiette d'imposition, domaine de la loi ; la durée des séjours pour les services commerciaux ; adopté ; (p. 9044) : n'accepte pas l'amendement n° 11 de M. Mario Bénard pour des raisons de forme ; son amendement n° 21 plus précis que l'amendement n° 11 de M. Mario Bénard ; l'exonération fiscale ; répond à M. Marette sur le cas d'un soudeur de pipelines ; amendement n° 21 adopté. **Article 13** (p. 9046) : son amendement n° 22 : l'inapplication de la taxation aux organismes étrangers à but non lucratif ; adopté. **Article 14** (p. 9047) : son amendement n° 23 précisant que le versement des retenues à la source sera accompagné de la remise d'une déclaration prévoyant le recouvrement des sommes ; adopté. **Article 15** (p. 9047) : la notion de représentation d'un contribuable en matière fiscale ; le délai de trente jours un peu court. **Article 16** (p. 9048) : l'abrogation de l'article 164-1 du CGI ; (p. 9049) : l'impact de la mesure sur les Etats-Unis ; demande à l'Assemblée de voter à l'unanimité l'abrogation de l'article 164-1 du CGI ; la souveraineté du pays ; (p. 9050) : la réunion des experts franco-américains ; demande à M. Gantier de retirer son amendement n° 20.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1976** (n° **2630**). **Discussion générale** [9 dé-

cembre 1976] (p. 9132) : les deux objectifs fondamentaux de la loi du 29 juillet 1975 ; la modernisation de la patente ; (p. 9133) : les erreurs commises lors de la préparation et de la discussion du projet de loi ; l'enquête sur 40.000 entreprises ; le critère de dégrèvement et de délai de paiement ; l'augmentation d'au moins 70 % ; les responsabilités ; rend hommage à ses collaborateurs ; ne pas se laisser aller à un jugement d'ensemble sur l'administration française ; souhaite que soit repoussée la question préalable. **Discussion des articles** [9 décembre 1976]. **Article 4** (p. 9168) : l'incohérence de MM. Cot et Nilès ; les ressources du FNAL ; ne pas accroître la charge supportée par les entreprises ; les préoccupations sociales ; les auteurs du texte ayant adopté le 1 % ; s'oppose à l'amendement n° 24 de M. Papon. **Article 6** (p. 9173) : la culture ; les finances des collectivités locales ; le versement du reliquat du VRTS ; (p. 9174) : l'abattement forfaitaire et linéaire de l'amendement n° 25 de M. Papon ; les ouvertures de crédits correspondant à des dépenses inéluctables ; la croissance des dépenses de l'Etat ; une loi de finances rectificative de constat ; un souci de rigueur ; la difficulté de prendre l'engagement formel de publier un arrêté d'annulation, correspondant à un complément d'économie supplémentaire ; souhaite que M. Papon retire son amendement n° 25 ; (p. 9175) : la concertation avec la commission des finances. **Article 6, Etat A - Titre III** (p. 9176) : s'oppose à l'amendement n° 15 de M. Duffaut. **Titre IV** (p. 9177) : s'oppose à l'amendement n° 16 de M. Duffaut.

En qualité de secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (Relations avec le Parlement) :

1977

— **Associe le Gouvernement** à l'hommage rendu à la mémoire de M. Albert Bignon [5 avril 1977] (p. 1539).

— **Associe le Gouvernement** à l'hommage rendu à la mémoire de M. l'abbé Hervé Laudrin [5 avril 1977] (p. 1539).

— **Associe le Gouvernement** à l'hommage rendu à la mémoire de M. Louis Le Sénéchal [12 avril 1977] (p. 1706).

— **Associe le Gouvernement** à l'hommage rendu à la mémoire de M. Jean de Broglie [12 avril 1977] (p. 1706).

— **Associe le Gouvernement** à l'hommage rendu à la mémoire de M. Bernard Lafay [12 avril 1977] (p. 1706).

— **Associe le Gouvernement** à l'hommage rendu à la mémoire de M. Aymeric Simon-Lorière [3 mai 1977] (p. 2359).

— **Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête parlementaire chargée d'examiner les conditions dans lesquelles ont lieu des importations « sauvages » de diverses catégories de marchandises** (n° **2757**). **Discussion générale** [18 mai 1977] (p. 2874) : le caractère inacceptable du développement des échanges internationaux dans certains secteurs ; l'attitude du Gouvernement ; son action auprès de la commission de Bruxelles ; la nécessité de la mise en place d'une politique de normes et de qualité des produits ; l'institution rapide de mécanismes de sauvegarde des secteurs menacés ; l'accord du Gouvernement sur la création de la nouvelle commission d'enquête.

PONIATOWSKI (Michel)

Député du Val-d'Oise
(1re circonscription)
(RI).

Ministre de la santé publique et de la sécurité sociale du 5 avril 1973 au 27 février 1974, du 1er mars 1974 au 27 mai 1974.

Ministre d'Etat, ministre de l'intérieur du 28 mai 1974 au 26 août 1976, du 27 août 1976 au 29 mars 1977.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 737).

S'inscrit au groupe du parti des républicains indépendants [2 avril 1973] (p. 745).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [5 avril 1973] (p. 755).

Est nommé ministre de la santé publique et de la sécurité sociale (deuxième Gouvernement Messmer). Décret du 5 avril 1973 [*J.O.* du 6 avril 1973] (p. 3899).

Le président de l'Assemblée nationale prend acte de la cessation, le 5 mai 1973, de son mandat de député [9 mai 1973] (p. 1102).

Il est mis fin, sur présentation de la démission du Gouvernement, à ses fonctions de ministre de la santé publique et de la sécurité sociale (deuxième Gouvernement Messmer). Décret du 27 février 1974 [*J.O.* du 28 février 1974] (p. 2316).

Est nommé ministre de la santé publique et de la sécurité sociale (troisième Gouvernement Messmer). Décret du 1er mars 1974 [*J.O.* du 2 mars 1974] (p. 2419).

Il est mis fin, sur la présentation de la démission du Gouvernement, à ses fonctions de ministre de la santé publique et de la sécurité sociale (troisième Gouvernement Messmer). Décret du 27 mai 1974 [*J.O.* du 28 mai 1974] (p. 5796).

Est nommé ministre d'Etat, ministre de l'intérieur (Gouvernement Chirac). Décret du 28 mai 1974 [*J.O.* du 29 mai 1974] (p. 5851).

Il est mis fin à ses fonctions de ministre d'Etat, ministre de l'intérieur (Gouvernement Chirac). Décret du 25 août 1976 [*J.O.* du 26 août 1976] (p. 5116).

Est nommé ministre d'Etat, ministre de l'intérieur (premier Gouvernement Barre). Décret du 27 août 1976 [*J.O.* du 28 août 1976] (p. 5196).

Il est mis fin à ses fonctions de ministre d'Etat, ministre de l'intérieur (premier Gouvernement Barre). Décret du 29 mars 1977 [*J.O.* du 30 mars 1977] (p. 1741).

DÉPOTS

En qualité de ministre de la santé publique et de la sécurité sociale :

— **Projet de loi** modifiant et simplifiant les **conditions et la procédure d'attribution de l'allocation des mineurs handicapés et de l'allocation aux handicapés adultes** (n° **353**) [17 mai 1973].

— **Projet de loi** relatif à l'**interruption volontaire de grossesse** (n° **455**) [7 juin 1973].

— **Projet de loi d'orientation du commerce et de l'artisanat** (n° **496**) [15 juin 1973].

— **Projet de loi** modifiant le **livre V du code de la santé publique et relatif à la pharmacie vétérinaire** (n° **645**) [2 octobre 1973].

— **Projet de loi** relatif aux **laboratoires d'analyses de biologie médicale** (n° **750**) [9 novembre 1973].

— **Projet de loi** portant **diverses améliorations et simplifications en matière de pensions ou allocations des veuves, des mères de famille et des personnes âgées** (n° **776**) [22 novembre 1973].

— **Projet de loi** modifiant les **articles L. 792 et L. 893 du code de la santé publique** (n° **777**) [22 novembre 1973].

— **Projet de loi** relatif à la **situation des détenus au regard de l'assurance vieillesse** (n° **872**) [19 décembre 1973].

— **Projet de loi** modifiant la loi **n° 67-1176** du 28 décembre 1967 relative à la **régulation des naissances** (n° **937**) [2 avril 1974].

— **Projet de loi** portant diverses mesures de **protection sociale de la mère et de la famille** (n° **949**) [2 mai 1974].

— **Projet de loi d'orientation en faveur des personnes handicapées** (n° **951**) [10 mai 1974].

En qualité de ministre d'Etat, ministre de l'intérieur :

— **Projet de loi** tendant à fixer à dix-huit ans l'**âge de la majorité électorale** (n° **1059**) [13 juin 1974].

— **Projet de loi** portant **réorganisation de la Corse** (n° **1413**) [17 décembre 1974].

— **Projet de loi** portant modification des dispositions du **code électoral** relatives à l'**élection des députés** à l'Assemblée nationale (n° **1415**) [17 décembre 1974].

— **Projet de loi** portant modification des dispositions du **code électoral** relatives à l'**élection des sénateurs** (n° **1416**) [17 décembre 1974].

— **Projet de loi** organique modifiant les dispositions du **code électoral** relatives à la **composition de l'Assemblée nationale** (n° **1414**) [17 décembre 1974].

— **Projet de loi** portant création et **organisation de la région Ile-de-France** (n° **1867**) [30 juin 1975].

— **Projet de loi** modifiant les dispositions du code électoral relatives à l'élection des membres du **conseil de Paris** et des **conseillers municipaux de Lyon et de Marseille** (n° **1868**) [30 juin 1975].

— **Projet de loi** portant réforme du régime administratif de la **ville de Paris** (n° **1869**) [30 juin 1975].

— **Projet de loi** modifiant certaines dispositions du **code électoral** et du **code de l'administration communale** (n° **1981**) [17 novembre 1975].

— **Projet de loi** portant répression du **port irrégulier d'armes, d'uniformes** de police ou de gendarmerie ainsi que de l'usage d'**insignes** ou de **documents** (n° **2180**) [13 avril 1976].

— **Projet de loi** modifiant certaines dispositions du **code électoral** (n° **2257**) [30 avril 1976].

— **Projet de loi** autorisant le Gouvernement à modifier par ordonnance les **circonscriptions pour l'élection des membres de la chambre des députés du Territoire français des Afars et des Issas** (n° **2559**) [26 octobre 1976].

— **Projet de loi** organisant une consultation de la population du **territoire français des Afars et des Issas** (n° **2607**) [5 novembre 1976].

— **Projet de loi** relatif à l'organisation de Mayotte (n° **2667**) [7 décembre 1976].

QUESTIONS

Réponses en qualité de ministre de la santé publique et de la sécurité sociale :

• *aux questions d'actualité de :*

— **M. Neuwirth : Régulation des naissances** [11 mai 1973] (p. 1211, 1212) : l'existence d'organismes d'information spécialisés ; la publication d'une liste de 600 établissements reconnus ; la création de centres des problèmes de la naissance ; la vaccination contre la rubéole ; la création d'un institut de la naissance ; la révision de la loi de 1920.

— **MM. Haesebroeck, Baillot et Labbé : Origine de la grève des agents de la sécurité sociale** [30 mai 1973] (p. 1674, 1675) : différend entre certains syndicats et l'union nationale des caisses de sécurité sociale, recrutement d'auxiliaires.

• *aux questions orales sans débat de :*

— **M. Frédéric-Dupont** (n° **1307**) : **Pensions des femmes divorcées** [15 juin 1973] (p. 2227).

— **Mme Chonavel** (n° **1055**) : **Prestations familiales** [22 juin 1973] (p. 2472, 2473) : amélioration de la protection sociale des familles ; mesures déjà prises par le Gouvernement ; institution d'un statut social de la mère de famille ; relèvement prochain du plafond des allocations familiales.

— **M. Simon** (n° **1735**) : **Difficultés de l'adoption** [22 juin 1973] (p. 2474).

— **M. Tissandier** (n° **4829**) : **Service national des étudiants en médecine** [14 décembre 1973] (p. 7069, 7070) : importance particulière accordée par le Gouvernement aux services d'urgence sur la route ; création des services d'aide médicale d'urgence (SAMU et SMUR) ; détachement des médecins du contingent par le service de santé des armées.

Réponses en qualité de ministre d'Etat, ministre de l'intérieur :

• *aux questions au Gouvernement de :*

— **M. Kalinsky : Hausse des prix et budgets communaux** [12 juin 1974] (p. 2609).

— **Mme de Hauteclocque : Statut de la ville de Paris** [12 juin 1974] (p. 2613, 2614).

— **M. André-Georges Voisin : Missions régionales** [12 juin 1974] (p. 2615) : intention du Gouvernement de déposer un projet de loi d'orientation redéfinissant la répartition des charges et des ressources entre les collectivités locales et l'Etat.

— **M. Robert-André Vivien : Augmentation des effectifs de police** [19 juin 1974] (p. 2784, 2785).

— **M. Labarrère : Fichiers des renseignements généraux** [19 juin 1974] (p. 2787).

— **M. Chandernagor : Désignation du nouveau médiateur** [26 juin 1974] (p. 2967, 2968). : indépendance politique du médiateur.

— **M. Boulloche : Accords Citroën-Peugeot** [26 juin 1974] (p. 2968).

— **M. Fizbin : Gestion de la ville de Paris** [26 juin 1974] (p. 2970) : réexamen du projet de voie express sur la rive gauche.

— **M. Claude Labbé : Attitude de la presse à l'occasion de la visite du chah d'Iran** [26 juin 1974] (p. 2971).

— **M. Simon-Lorière : Transfert de la préfecture du Var de Draguignan à Toulon** [2 octobre 1974] (p. 4665).

• *à la question orale sans débat de :*

— **M. Macquet** (n° **13417**) : **Manifestations de violence** [9 octobre 1974] (p. 4901) : surveillance des bals publics.

• *aux questions au Gouvernement de :*

— **M. Gaudin : Transfert de la préfecture du Var à Toulon** [23 octobre 1974] (p. 5347).

— **M. Ballanger : Propos du ministre de l'intérieur au sujet du parti communiste** [23 octobre 1974] (p. 5348).

— **M. Méhaignerie : Aménagement du territoire et villes nouvelles** [23 octobre 1974] (p. 5352).

— **M. Forni : Fonctionnement de la justice** [6 novembre 1974] (p. 5936).

— **Mme Constans : Condition féminine** [13 novembre 1974] (p. 6281, 6282) : nomination de la première femme sous-préfet

de France ; ouverture aux femmes du concours pour le recrutement de commissaire de police et personnel féminin des préfectures.

— **M. Porelli : Assassinat d'un jeune Algérien** [13 novembre 1974] (p. 6282, 6283).

— **M. Carlier : Calamités atmosphériques dans l'Ouest et le Nord - Pas-de-Calais** [20 novembre 1974] (p. 6790).

— **M. Le Douarec : Crues de la Vilaine** [20 novembre 1974] (p. 6792).

— **M. Eloy : Récolte des pommes de terre et des betteraves dans le Nord et le Pas-de-Calais** [11 décembre 1974] (p. 7674).

• *à la question orale sans débat de :*

— **M. Gaudin** (n° 15343) : **Incidents de Draguignan** [11 décembre 1974] (p. 7678, 7679, 7680, 7681) : l'avis favorable donné par le Conseil d'Etat à la décision de transfert de la préfecture à Toulon ; déséquilibre démographique existant entre l'arrondissement de Draguignan et celui de Toulon ; occupation de la préfecture ; intervention de la police sept heures après les premiers incidents ; mesures mises au point par le Gouvernement pour relancer l'emploi à Draguignan (transfert des services administratifs et installations d'industries).

• *aux questions au Gouvernement de :*

— **M. Claude Labbé : Suspension d'un préfet** (M. Gandouin, préfet de la Sarthe) [16 avril 1975] (p. 1732).

— **M. Bertrand Denis : Lutte contre la criminalité** [16 avril 1975] (p. 1732, 1733) : ralentissement de la progression de la criminalité ; augmentation des effectifs de la police ; le problème des prises d'otages ; les conditions d'ouverture du feu ; l'intervention de policiers en civil.

— **M. Ligot : Politique à l'égard des petites villes** [23 avril 1975] (p. 1999, 2000) : nécessité de consolider l'emploi pour conserver la population sur place.

— **M. Ansart : Revendications des travailleurs d'Usinor** [7 mai 1975] (p. 2456).

— **M. Boudet : Publication des résultats du recensement de 1975** [7 mai 1975] (p. 2459).

— **M. Wagner : Indemnisation des sinistrés de Goussainville** [14 mai 1975] (p. 2644) : accident du Tupolev 144 au salon aéronautique de 1973.

— **M. Huguet : Aide de l'Etat aux communes sinistrées de la région Nord** [27 mai 1975] (p. 2935).

— **M. Rickert : Effectifs de la police de Strasbourg** [28 mai 1975] (p. 3287).

— **M. Frelaut : Réforme des finances locales** [28 mai 1975] (p. 3290, 3291) : remboursement du VRTS et de la TVA ; plan de cinq ans élaboré pour réorganiser les finances locales.

— **M. Forni : Agissements de policiers espagnols sur le territoire français** [4 juin 1975] (p. 3654) : les instructions très fermes données par lui au préfet ; expulsion de réfugiés basques troublant l'ordre public.

— **M. Jean-Claude Simon : Calcul du versement représentatif de la taxe sur les salaires** (résidences secondaires) [4 juin 1975] (p. 3659).

— **M. Bouvard : Agressions contre des personnes âgées dans le Morbihan** [4 juin 1975] (p. 3661).

— **M. Odru : Attentats perpétrés sur le territoire national** [11 juin 1975] (p. 3975) : volonté du Gouvernement de n'admettre aucune intervention sur son territoire ni des forces de police espagnoles ni des réfugiés.

— **M. Mitterrand : Ecoutes téléphoniques** [11 juin 1975] (p. 3977) : aucune écoute de journalistes, d'hommes politiques ou de syndicalistes n'a eu lieu depuis la nomination de ce Gouvernement ; les règles appliquées en France sont plus strictes que celles fixées par la convention européenne de 1964 ; les écoutes, inévitables pour la recherche de la criminalité et de la sécurité du territoire, sont absolument exclues pour des raisons politiques ; possibilité pour une mission parlementaire de visiter le centre de Boullay-les-Troux.

— **M. Dronne : Sort des anciens harkis** [25 juin 1975] (p. 4713) : création de la commission chargée d'étudier les problèmes posés par la situation des Français rapatriés d'origine islamique.

— **M. Ballanger : Provocations patronales** [25 juin 1975] (p. 4717) : l'accident de voiture arrivé à Clichy aux manifestants des Câbles de Lyon.

— **M. Carpentier : Programmes d'équipement en faveur de l'Auvergne et du Limousin** [25 juin 1975] (p. 4719) : la situation très préoccupante du point de vue démographique de la région du Massif Central.

— **M. Bastide : Camps de harkis** [25 juin 1975] (p. 4720) : suppression progressive de ces camps.

— **M. Fillioud : Activités du centre d'écoutes téléphoniques de Boullay-les-Troux** [8 octobre 1975] (p. 6651) : décision du Gouvernement d'accepter la visite d'une délégation composée du président de la commission des lois et du président de la commission de la défense nationale.

— **M. Dupuy : Découpage cantonal** [8 octobre 1975] (p. 6652) : approbation par les

conseils généraux et le Conseil d'Etat du redécoupage de 1973 (exemple du Val-d'Oise).

— **M. Frédéric-Dupont : Indemnisation des victimes d'incidents sur les Champs-Elysées à Paris** [8 octobre 1975] (p. 6657) : les dégâts causés par de petites bandes incontrôlées de gauchistes et de pillards ; remboursement par l'Etat à la municipalité des sommes versées par celle-ci à titre d'indemnisation.

• *à la question orale sans débat de :*

— **M. Dronne** (n° **22742**) : **Violence et pornographie** [10 octobre 1975] (p. 6786, 6787) : les actions de la police et de la gendarmerie visant à prévenir la criminalité ; renforcement des moyens de la police ; problèmes posés par le fonctionnement de la justice ; les effets indiscutables de la diffusion de la violence ; les excès en matière de pornographie ; la volonté du Gouvernement de remédier aux excès actuels ; concilier les libertés d'expression avec le respect de la dignité de la personne humaine.

• *aux questions au Gouvernement de :*

— **M. Villa : Expulsions de locataires** [22 octobre 1975] (p. 7216) : exécution des décisions des tribunaux par les préfets en tenant compte de la situation sociale des intéressés.

— **M. Robert Vizet : Manifestations au cours du trentième anniversaire du commissariat à l'énergie atomique** [29 octobre 1975] (p. 7534) : violence des réactions des manifestants mêlés aux personnes invitées pour célébrer le 30e anniversaire du CEA.

— **M. Kalinsky : Grève du personnel d'Air France** [29 octobre 1975] (p. 7535) : défense du droit à la liberté du travail.

— **M. Boulloche : Répression des manifestations lors du trentième anniversaire du commissariat à l'énergie atomique** [29 octobre 1975] (p. 7536) : agressivité des manifestants.

— **M. Naveau : Aggravation du chômage dans la région Fourmies - Avesnes** [5 novembre 1975] (p. 7883) : inscription de la région d'Avesnes dans la liste des douze contrats de pays ; révision du système des aides et des primes industrielles.

— **M. Voisin : Rôles respectifs du département et de la région** [5 novembre 1975] (p. 7885) : loi du 5 juillet 1972 relative à la région ; le rôle des établissements publics régionaux ; participation des présidents de conseils généraux aux travaux de la commission administrative régionale.

— **M. Ducoloné : Révision des listes électorales** [12 novembre 1975] (p. 8165) : campagne menée par la presse, la radio et la télévision pour inciter les électeurs à s'inscrire.

— **M. Delorme : Dénomination de la région Provence - Côte d'Azur** [19 novembre 1975] (p. 8643) : publication du décret relatif à la dénomination de la région « Provence - Alpes - Côte d'Azur » dès l'avis favorable du conseil régional et des conseils généraux.

• *à la question orale sans débat de :*

— **M. Chambaz** (n° **24526**) : **Atteintes aux libertés individuelles** [5 décembre 1975] (p. 9434, 9435, 9436) : la volonté du Gouvernement de maintenir le respect absolu des libertés publiques ; la marche sur l'Espagne, seule manifestation interdite depuis dix-huit mois ; raisons des poursuites contre ceux qui invitent les jeunes du contingent à la révolte.

• *aux questions au Gouvernement de :*

— **M. Coulais : Maintien de l'ordre public** [10 décembre 1975] (p. 9613) : volonté du Gouvernement de respecter et de faire respecter la loi républicaine ; citation du *Républicain lorrain* du 4 décembre 1975 invitant les soldats à constituer des comités clandestins de caserne.

— **M. Briane : Action de la police dans la répression du banditisme** [17 décembre 1975] (p. 9911) : les résultats exceptionnels obtenus par l'ensemble des corps de la police.

— **M. Legendre : Emploi dans le Hainaut-Cambrésis** [17 décembre 1975] (p. 9912) : étude par la DATAR de l'implantation d'un nouvel ensemble d'industries dans la région.

— **M. de Poulpiquet : Naufrage de l'*Olympic Bravery*** [7 avril 1976] (p. 1441, 1442) : l'enquête maritime en cours ; la responsabilité financière de l'armateur.

— **M. Guermeur : Naufrage de navires pétroliers** [7 avril 1976] (p. 1444) : les moyens juridiques, techniques et financiers d'éviter le renouvellement de l'affaire du pétrolier échoué sur les côtes d'Ouessant ; la modification du décret de 1961 ; la mise en place d'un organisme interministériel d'intervention ; la réglementation de la navigation.

— **M. Le Pensec : Lutte contre la pollution marine** [7 avril 1976] (p. 1448) : les mesures à prendre pour prévenir la pollution par les pétroliers ; la nécessité de modifier les règles internationales ; l'intervention de pilotes spécialisés dans les zones à forte circulation de navires.

— **M. Flornoy : Budgets communaux** [21 avril 1976] (p. 1956) : les modifications des conditions d'attribution du VRTS.

— **M. Ginoux : Expulsions de travailleurs étrangers** [21 avril 1976] (p. 1957) : les motifs des expulsions ; l'expulsion de 85 Pakistanais rentrés irrégulièrement en France et ayant occupé l'ambassade du Pakistan et le secrétariat d'Etat à l'immigration ; l'affaire

de la Sonacotra ; la volonté de la grande majorité des populations étrangères de vivre en France dans le calme.

— **M. Krieg : Troubles provoqués à Paris par des manifestations** [21 avril 1976] (p. 1959) : le principe libéral du droit de manifestation ; l'action des éléments incontrôlés ; les nombreuses interpellations opérées ; les mesures prises pour éviter que le droit de manifestation donne lieu à des destructions.

— **M. Ralite : Violation des libertés** [21 avril 1976] (p. 1960, 1961) : le caractère humoristique de cette question posée par un député communiste ; le respect des libertés par la France ; les violences visant à détruire une société libre et démocratique.

— **M. Chevènement : Expulsion de travailleurs immigrés** [21 avril 1976] (p. 1962, 1963) : l'absence totale de lien entre les expulsions motivées par des violences et les élections ; demande à M. Chevènement de retirer les mots « calomnieuse et raciste » ; les mesures d'expulsion ne sont prises qu'à regret, au cas où les institutions de la République ne sont pas respectées.

— **M. Franceschi : Commémoration du massacre du peuple arménien perpétré en 1915** [28 avril 1976] (p. 2251) : la nécessité d'une surveillance à la suite des attentats contre les ambassades et consulats turcs.

— **M. Le Pensec : Réfugiés basques assignés à résidence** [5 mai 1976] (p. 2630) : le maintien du calme au pays basque français ; les réfugiés politiques en France doivent s'abstenir de toute activité politique ; termes de l'engagement signé par les réfugiés basques espagnols à leur entrée en France.

— **M. Andrieu : Respect de la liberté de la presse** [12 mai 1976] (p. 2925) : la police a agi dans le cadre des prescriptions du code de procédure pénale relatives aux perquisitions et aux saisies.

— **M. Coulais : Politisation de l'administration** [19 mai 1976] (p. 3189, 3190) : hommage du Gouvernement au travail, à l'efficacité et au dévouement de l'immense majorité des fonctionnaires ; l'obligation de réserve ; l'action d'une petite minorité tentant de faire passer la politique avant la loi et le service du parti avant celui de l'Etat ; citation de textes de la fédération du parti socialiste (« militer dans la fonction publique », « la lutte pour le contrôle dans le secteur public ») ; le Gouvernement saura faire respecter les obligations prévues par la loi et par le statut de la fonction publique.

— **M. Maujoüan du Gasset : Maintien de l'ordre public** [2 juin 1976] (p. 3633, 3634) : le respect du droit de manifester ; les mesures prises lors de manifestations de destruction ; la difficulté de prévenir les attentats terroristes ; le Gouvernement ne fait pas de différence entre criminalité politique et criminalité de délinquance.

— **M. Alain Bonnet : Problèmes financiers des collectivités locales** [16 juin 1976] (p. 4186) : les mesures prises : remboursement de la TVA sur les régies, création du fonds d'équipement des collectivités locales, mise en place de la taxe professionnelle, augmentation du VRTS et du montant des prêts.

— **M. Peretti : Incendies de forêts** [23 juin 1976] (p. 4548) : les mesures prises par les préfets ; l'interdiction de fumer en forêt.

— **M. Fanton : Situation des attachés d'administration de la ville de Paris** [6 octobre 1976] (p. 6384) : application de la loi du 31 décembre 1975 portant réforme du statut de Paris ; recherche d'une solution avec les représentants des attachés d'administration.

— **M. Frédéric-Dupont : Parité de traitement entre la gendarmerie et la police** [6 octobre 1976] (p. 6385) : création d'une commission présidée par M. Racine chargée d'étudier le problème de l'égalité de traitement entre police en tenue, police en civil et gendarmerie.

— **M. Villa : Commission de répartition des personnels de la ville de Paris** [13 octobre 1976] (p. 6548) : loi du 31 décembre 1975 ; maintien des droits acquis des personnels ; problème posé par les attachés d'administration.

— **M. Chevènement : Meeting organisé par des syndicats de police** [20 octobre 1976] (p. 6775) : le problème de la parité entre la gendarmerie et la police ; l'alignement de la police en civil ; inscription des crédits nécessaires au budget de 1977 ; étude par la commission Racine de la réforme de fond des structures de la police.

— **Mme de Hauteclocque : Parité indiciaire entre la gendarmerie et la police** [20 octobre 1976] (p. 6778, 6779) : réalisation de l'alignement pour la police en tenue et pour la police en civil.

— **M. Guermeur : Pollution pétrolière** [20 octobre 1976] (p. 6779, 6780) : le naufrage du *Boehlen* à proximité de l'île de Sein ; l'intervention rapide des secours ; les inconvénients des moyens chimiques de lutte contre la pollution ; indemnisation des pêcheurs.

— **M. de Rocca Serra : Indemnisation des sinistrés en Corse** [3 novembre 1976] (p. 7419) : ouverture d'un secours d'urgence ; intervention du fonds de secours aux victimes des sinistres ; aide aux collectivités locales.

— **M. Gantier : Constitution de fichiers statistiques et politiques** [3 novembre 1976] (p. 7419) : prochain dépôt d'un projet de loi protégeant les libertés individuelles et fixant

des limites à l'utilisation de l'informatique dans les ministères, les sociétés privées et les municipalités ; la SOGIR, société de gestion et d'information rationnelle créée en 1971 par le parti communiste français.

— **M. Tourné : Lutte contre les incendies de forêts** [10 novembre 1976] (p. 7882, 7883) : l'action de prévention conduite en association avec les collectivités locales ; limitation du reboisement en résineux.

— **M. Clérambeaux : Subventions aux communautés urbaines** [10 novembre 1976] (p. 7883) : majoration du taux de ces subventions pour équipement ; cas des communautés créées antérieurement au décret du 24 décembre 1971.

— **M. Boudet : Inscriptions sur les listes électorales** [24 novembre 1976] (p. 8635, 8636) : les mesures de publicité prises à la radio et dans les mairies.

— **M. Cermolacce : Centre d'hébergement clandestin de Marseille** [24 novembre 1976] (p. 8637) : raisons de l'ouverture du centre d'Arenc : éviter aux étrangers expulsés à leur sortie de prison, et aux personnes faisant l'objet de procédure de refoulement un séjour en maison d'arrêt.

— **M. Dalbera : Jeunes molestés par la police** [1er décembre 1976] (p. 8852) : des sanctions seront prises si des actes de brimade ont été exercés ; la mission de la police : assurer la sécurité et la liberté des Français.

• *aux questions orales sans débat de :*

— **M. Juquin** (n° **33534**) **: Traitements informatiques et exercice des libertés** [3 décembre 1976] (p. 8990) : mise en œuvre d'une politique de protection des citoyens contre tout risque d'utilisation abusive des traitements automatisés des informations nominatives ; le cas de la SOGIR créée par le parti communiste ; nécessité de voter rapidement une loi comportant toutes les garanties et tous les contrôles réclamés par M. Juquin.

— **M. Mayoud** (n° **33758**) **: Maintien des services publics dans les zones à faible peuplement** [3 décemboe 1976] (p. 8992, 8993) : les instructions données dans une circulaire de juillet 1974 ; les mesures relatives aux écoles, aux recettes-perceptions ; la création de services polyvalents dans les bureaux de poste ; l'action menée dans le monde rural en application du VIIe Plan ; logement, tourisme, rénovation rurale.

• *aux questions au Gouvernement de :*

— **M. Ducoloné : Déclaration du ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur** [15 décembre 1976] (p. 9414) : officines menant une campagne contre le Président de la République.

— **M. Commenay : Situation des sinistrés du Sud-Ouest** [15 décembre 1976] (p. 9418, 9419) : examen des dossiers d'indemnisation ; réparation des équipements publics.

INTERVENTIONS

En qualité de ministre de la santé publique et de la sécurité sociale :

1973

— **Proposition de loi tendant à préciser la situation des sous-agents d'assurances et des mandataires non patentés des sociétés d'assurances au regard de la sécurité sociale** (n° **239**). **Deuxième lecture. Discussion générale** [9 mai 1973] (p. 1099) : critères d'affiliation des mandataires non patentés au régime général, notion d' « activité habituelle et suivie » ; accord du Gouvernement sur le texte du Sénat ; aménagements proposés ; cas de l'activité de démarchage accessoire d'une autre profession ; extension de la protection sociale ; critères d'affiliation des mandataires et des sous-agents ; nécessité d'un effort d'unification ; annonce une étude d'ensemble.

— **Proposition de loi, rejetée par le Sénat, tendant à créer un conseil supérieur de l'information sexuelle, de la régulation des naissances et de l'éducation familiale** (n° **273**). **Deuxième lecture. Discussion générale** [14 juin 1973] (p. 2129) : appui du Gouvernement à la proposition de loi de M. Neuwirth ; nécessité de l'information sexuelle ; réforme de la loi de 1920 et problème de la prévention ; nécessité de développer la contraception ; risques présentés par l'interruption de grossesse ; méthode Karman ; conséquences psychologiques de l'avortement ; rejet de l'idée que l'avortement est une méthode normale de régulation des naissances ; mesures importantes prévues par le Gouvernement en faveur des familles et des femmes célibataires ; situation non satisfaisante en matière de politique de contraception et de régulation des naissances ; (p. 2130) : faible diffusion des techniques modernes de régulation des naissances ; caractère éducatif de l'information sur les problèmes de la naissance ; méthodes d'action des organismes habilités à diffuser cette information ; inclusion prochaine des centres de planification ou d'éducation familiale dans le cadre de la protection maternelle et infantile ; nouveau bureau chargé de la planification familiale au ministère de la santé publique ; qualification des personnels ; étude actuellement menée afin de préciser le type de formation à donner aux personnels ; modification du programme de formation des sages-femmes ; étude pour la formation de conseil-

lers conjugaux et familiaux ; méthodes de régulation des naissances ; amélioration des moyens contraceptifs ; crédits du budget pour 1974 afin d'aider les associations œuvrant en faveur de la prévention ; mission du conseil supérieur de l'information sexuelle ; (p. 2136) : ses réponses aux orateurs ; dispositions concernant la famille accompagnant le projet de loi sur l'interruption de grossesse ; pratique de l'avortement dans les pays de l'Est ; responsabilité du groupe communiste dans le retard apporté à la discussion de ce texte ; (p. 2137) : liberté d'informer pour les associations quelle que soit leur orientation ; nécessité d'une formation spéciale pour les personnels des centres dont dispose l'Etat ; aspect familial des actes du ministère de la santé publique ; sa résolution de faire appliquer pleinement la loi ; son désir de voir les femmes largement représentées au sein du conseil supérieur ; son intention de proposer au Sénat un amendement en ce sens ; souhaite que le projet de loi relatif à l'interruption de grossesse soit voté au moins en première lecture au cours de la présente session. **Discussion des articles. Article 2** (p. 2137) : retire son amendement ; (p. 2138) : ses observations sur les amendements présentés ; son accord sur certaines dispositions proposées ; souhaite cependant que la proposition de loi soit renvoyée au Sénat dans le texte voté par l'Assemblée en première lecture sans anticiper sur sa véritable deuxième lecture. **Troisième lecture** [28 juin 1973] (p. 2614) : accepte la rédaction de la commission à l'exception d'amendements. **Discussion des articles. Article premier** : sa réponse à M. Claudius-Petit sur les modifications apportées par le Sénat ; élargissement de la disposition visant les associations. **Article 2** : son opposition à l'amendement du rapporteur ; opportunité du rattachement du conseil supérieur au ministère de la santé publique ; (p. 2615) : son amendement tendant à assurer la représentation des caisses nationales d'assurances maladie, d'allocations familiales et de la mutualité sociale agricole. **Article 3** : accepte les amendements du rapporteur.

— **Projet de loi modifiant et simplifiant les conditions et la procédure d'attribution de l'allocation des mineurs handicapés et de l'allocation aux handicapés adultes** (n° 353). **Discussion générale** [21 juin 1973] (p. 2363) : loi du 13 juillet 1971, caractère trop strict des conditions d'octroi des prestations ; simplification de la réglementation ; suppression de la condition de ressources pour les mineurs handicapés, de la condition d'inaptitude au travail pour les handicapés adultes ; (p. 2364) : accord du Gouvernement sur le principe de rétroactivité ; nouvelle rédaction de l'article 2 ; préparation d'un projet de loi d'orientation ; (p. 2367) : ses observations sur les amendements à l'article premier ; l'accord du Gouvernement sur l amendement n° 2 ; son opposition à l'amendement n° 3 sur la prise en charge en internat ; ses conséquences financières, son caractère prématuré ; (p. 2368) : assure M. Briane que le problème sera examiné avec la plus grande attention.

— **Propositions de loi relatives à la retraite anticipée pour les anciens prisonniers de guerre** (n°s **137, 164, 381, 410**). **Discussion générale** [28 juin 1973] (p. 2633) : pathologie de la captivité ; assouplissement des conditions de déclaration d'inaptitude des anciens prisonniers de guerre ; anciens prisonniers de guerre et anciens combattants ; problème financier ; échelonnement des mesures prévues ; décret d'application avant le 1er janvier 1974. **Discussion des articles. Article premier** (p. 2637) : demande la réserve du vote sur l'article. **Article 2** (p. 2638) : demande la réserve du vote sur l'article. **Article 3** : demande la réserve du vote sur l'article. **Article 4** : son amendement : décret d'application avant le 1er janvier 1974 ; fixation des modalités et des dates de mise en œuvre de ces dispositions ainsi que des moyens nécessaires pour couvrir les dépenses supplémentaires ; (p. 2639) : première mesure dès le premier semestre 1974 ; sa demande de vote bloqué (article premier dans la rédaction de la commission incluant l'amendement de M. Peyret, articles 2 et 3 et article 4 dans la rédaction résultant de l'amendement du Gouvernement).

— **Projet de loi d'orientation du commerce et de l'artisanat** (n° 496). **Première lecture. Discussion des articles** [10 octobre 1973] : **Article 7** (p. 4234) : mesures sociales du projet de loi d'orientation ; (p. 4235) : prolongement d'un important travail législatif ; solidarité plus affirmée entre tous les bénéficiaires de la sécurité sociale ; accentuation des tendances à l'harmonisation de tous les régimes de la sécurité sociale ; principes d'orientation contenus dans l'article 7 du projet ; principe de l'harmonisation progressive du régime des commerçants et artisans avec le régime général en vue d'assurer une protection de base unique ; insiste sur le fait que l'harmonisation doit se faire en respectant les structures propres aux artisans et commerçants ; prochaines propositions de ces derniers pour une nouvelle organisation administrative de leur régime de vieillesse ; rajustement par étapes des prestations assurance vieillesse, ajustement du niveau des retraites ; rattrapage de 7 % à compter du 1er janvier 1974 ; souligne l'effort qu'une telle mesure représente pour les autres régimes sociaux ; charge supportée par la solidarité nationale ; (p. 4238) : conséquences de l'évolu-

tion démographique de la catégorie des artisans et des commerçants ; solidarité imposant des transferts entre les régimes ; montant des cotisations versées à l'Organic et à la Cancava ; aides extérieures apportées à ces organismes ; leur financement par la contribution de solidarité des sociétés, par les compensations démographiques entre régimes et par une subvention de l'Etat ; (p. 4239) : précise les engagements du Gouvernement pour la première étape du 1er janvier 1974 ; l'alignement immédiat des prestations de base des assurances maladie sur celles du régime général, rattrapage de l'assurance vieillesse ; (p. 4240) : sa réponse aux propos de M. Bardol sur la mise en œuvre de la solidarité nationale ; précise que les problèmes de financement de la sécurité sociale seront débattus à l'occasion de l'examen de l'article 11 du projet de loi de finances. **Après l'Article 7** (p. 4241) : ses observations sur les amendements ; problème des critères et des modalités techniques de l'allégement éventuel des charges sociales pesant sur les entreprises employant beaucoup de main-d'œuvre ; décision du Gouvernement de saisir le Conseil économique et social ; propose une rédaction permettant d'attendre l'avis du Conseil économique et social ; sa réponse à M. Marette sur la révision de l'assiette des charges sociales ; problème posé au niveau de l'ensemble de l'économie par la saisine du Conseil économique et social ; (p. 4242) : sa réponse à M. Cazenave ; caractère d'orientation de l'article 7 ; recherche de l'équité entre les entreprises modernes qui ont peu de charges de main-d'œuvre et les industries traditionnelles. **Article 13** : difficultés de la réglementation actuelle ; lien très étroit entre le droit à la prestation et le paiement de la cotisation ; amendement de la commission : estime qu'il relève du domaine réglementaire ; indique que les termes en seront repris dans le décret d'application. **Article 14** (p. 4243) : sa réponse à M. Camille Petit ; précise que les décrets sont prêts pour l'extension aux D.O.M. des nouvelles dispositions concernant les artisans et les commerçants ; prochaine transmission pour avis aux conseils généraux intéressés ; précise à M. Guermeur que le remboursement des frais de transport en ambulance au retour des consultations sera prévu par les règlements d'application de la loi. **Après l'Article 15** (p. 4244) : son sous-amendement relatif aux conditions d'exercice du contrôle médical et tendant à solliciter l'avis du haut comité médical de la sécurité sociale ; (p. 4245) : ses observations sur l'amendement de MM. Aumont et Darinot relatif au plafond et à la progressivité des cotisations ; question du déplafonnement à étudier pour l'ensemble des régimes, de même que pour la progressivité ; l'engagement du Gouvernement de remplacer le régime des tranches par un régime proportionnel ; (p. 4246) : sa réponse à M. Brocard sur sa demande d'exonération des cotisations pour les retraités non actifs, commerçants et artisans ; coût exceptionnellement élevé de cette mesure ; financement proposé tendant à une augmentation de la contribution de solidarité des sociétés ; précise que le Gouvernement est disposé à envisager au moins une première étape tendant à accroître le nombre des artisans et des commerçants retraités qui sont exonérés des cotisations d'assurance maladie ; ses observations sur l'amendement de M. Brocard ; estime possible d'envisager la création d'un régime complémentaire facultatif qui fonctionnera selon un système de capitalisation ; sa réponse à M. Peyret sur le problème de l'alignement des taux des cotisations d'allocations familiales ; consultation des responsables des caisses ; (p. 4247) : ses observations sur l'amendement de M. Brocard relatif au rapprochement progressif des prestations familiales de celles servies aux salariés du régime général ; coût de cette mesure ; écart entre les prestations ; réalisation de l'alignement par étapes ; estime sage de ne pas fixer dès maintenant le calendrier des réalisations ; [19 octobre 1973] : **Après l'Article 15** (p. 4614) : ses observations sur l'amendement de MM. Houël et Bardol : exonération des cotisations d'assurance maladie au bénéfice des commerçants et artisans retraités ; son amendement : décret fixant le plafond de ressources à 7.000 F pour les retraités seuls et à 10.000 F pour les ménages. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [6 décembre 1973]. **Article 7** (p. 6708) : s'oppose à l'amendement de MM. Massot et Aumont : inclusion du terme « travailleurs non salariés des professions non agricoles » ; accepte l'amendement de M. Brocard : caractère progressif de l'harmonisation des régimes sociaux. **Article 7** *bis* : se rallie à l'amendement de M. Brocard tendant à reprendre la rédaction adoptée en première lecture. **Article 15** *bis* (p. 6712) : s'oppose à l'amendement de M. Peyret défendu par M. Guillermin : statut des médecins conseils et contrôle médical ; accepte les amendements de M. Brocard : organisation du contrôle médical, inclusion de l'expression « praticiens conseils ». **Article 15** *quater* : son amendement : modalités de fixation des cotisations des assurés. **Article 15** *quater* **1** : accepte l'amendement de M. Neuwirth : alignement des cotisations d'assurance maladie-maternité des assurés retraités non actifs sur le régime général.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° 646). *Première partie :*

Discussion des articles [26 octobre 1973]. **Article 11** (p. 4866) : objectifs du système de sécurité sociale créé en 1945 ; généralisation

de la sécurité sociale quant aux risques et quant aux personnes et subsistance de régimes spéciaux ; morcellement des régimes et dégradation du coefficient démographique ; (p. 4867) : évoque les solutions possibles ; intégration dans le régime général ; maintien du *statu quo* ou alignement sur le régime général ; première étape vers l'alignement ; définition d'une prestation sociale minimale et garantie à tous les Français, quelle que soit leur caisse de rattachement ; établissement d'une solidarité financière pour toutes les branches de la sécurité sociale et pour l'ensemble des régimes ; expose le mécanisme de compensation prévu par l'article 11 ; effectifs de chaque régime et prestation minimale servie ; conséquences de la compensation pour les régimes et pour l'Etat ; (p. 4868) : mesures prises pour diminuer les charges du régime général ; fiscalisation partielle du régime général avec l'affectation des droits de fabrication sur l'alcool ; transfert à l'aide sociale des charges afférentes aux hospitalisés permanents ; transfert de 1,5 point de cotisation de la branche des prestations familiales à celle de l'assurance vieillesse ; financement des régimes spéciaux ou autonomes ; subventions de l'Etat aux régimes de sécurité sociale ; principaux bénéficiaires ; solidarité interne à la sécurité sociale entre tous les régimes et solidarité nationale s'exprimant par des subventions d'Etat ; nécessité de la réforme de compensation proposée ; (p. 4869) : souhaite le regroupement dans un même document de l'ensemble des dépenses incluses dans le budget social de la nation et un débat annuel au Parlement sur ce document ; (p. 4873) : s'oppose aux amendements de suppression de l'article de MM. Papon, Lamps et Boulloche ; établissement par l'article d'un minimum social garanti à tous les Français ; solidarité entre les régimes. **Avant l'Article 12** (p. 4876) : accepte l'amendement de MM. Peyret et Guermeur tendant à l'insertion d'un article 11 nouveau ; présentation annuelle d'un budget social de la nation ; définition des conditions dans lesquelles sera achevée en 1978 la mise en place d'un régime de base minimum unique de protection sociale ; (p. 4877) : propose de fixer au 1er juin 1974 la date limite du dépôt du projet de loi du Gouvernement définissant le cadre de présentation annuelle du budget social de la nation ; accepte le sous-amendement technique de M. Papon.

Deuxième partie :

Santé publique et sécurité sociale [16 novembre 1973] (p. 5914) : son analyse du budget social de la nation ; politique de transferts sociaux ; son analyse des crédits pour 1974 ; renforcement de l'action contre les causes de mortalité ; crédits de la recherche cardio-vasculaire ; lutte contre le cancer ; (p. 5915) : lutte contre l'alcoolisme ; accidents de la circulation et du travail et mise en place des systèmes d'aide médicale urgente (SAMU) ; politique de prévention sanitaire et sociale ; médecine de prévention ; industrialisation et inadaptations nouvelles ; priorité budgétaire aux équipements sociaux de prévention ; droit à la prévention sanitaire et sociale ; renforcement des contrôles de l'état sanitaire des plages et des eaux publiques ; projet de loi relatif à la pharmacie vétérinaire ; projets relatifs aux produits cosmétiques et aux produits d'hygiène ménagers ; campagne de vaccination contre la rubéole ; politique de sectorisation en matière de psychiatrie ; protection de l'enfance, de la mère et de la famille ; (p. 5916) : centres de planification et d'éducation familiale et dispositif de la PMI ; médecine périnatale et surveillance prénatale ; institut de la naissance ; protection maternelle et infantile ; centres d'action médico-sociale précoce, puériculture, santé scolaire, statut des mères de famille ; programme de Provins et nouvelles tranches de crèches et leur financement ; aides financières accordées aux familles et politique du « contrat de progrès » ; allocation de rentrée scolaire ; politique d'humanisation des hôpitaux ; rééquilibre régional des équipements ; (p. 5917) : efforts de rattrapage (Aquitaine - Midi - Pyrénées - Nord) ; implantations de médecins ; cartes hospitalières et sanitaires régionales ; projet de loi d'orientation relatif aux handicapés ; projet de loi relatif aux centres d'hébergement et à la lutte contre l'inadaptation sociale ; protection sociale des veuves et suppression de l'interdiction du cumul des pensions ; protection sociale des personnes âgées et programme finalisé ; humanisation des hospices et étude d'un système de tarification particulier ; minimum social garanti pour les personnes âgées ; loi-cadre sur les personnes âgées ; recherche médicale ; crédits de l'INSERM ; (p. 5918) : ses observations sur les crédits budgétaires d'équipement et sur les possibilités d'emprunt en réponse à M. Dubedout, rapporteur spécial ; prêt proposé par la caisse nationale d'assurance maladie ; spécialisation des équipements ; qualité technique des constructions ; effectifs et formation du corps médical ; personnel de direction des hôpitaux ; (p. 5919) : personnel hospitalier ; mesures prises en faveur des infirmières ; écoles d'infirmières ; instituts régionaux de formation professionnelle des personnels de santé ; rémunérations et primes des personnels ; situation du personnel social et politique de formation coordonnée autour des instituts régionaux de formation des travailleurs sociaux ; disparités des rémunérations entre secteurs public et privé de l'action sociale ; effectifs des services extérieurs ; harmonisation des

régimes sociaux et solidarité ; garantie d'une protection sociale minimale ; allégement de la tutelle de l'Etat ; rapprochement des guichets et des usagers ; simplification des formalités ; (p. 5920) : économie et progrès social ; priorité aux moins favorisés ; prix de la santé et du progrès social ; (p. 5929) : indique à M. Millet que des moyens seront accordés au professeur Demos dans ses travaux de recherche concernant la myopathie ; centre de recherche de Meaux ; (p. 5936) : répond à M. Le Foll sur l'importance du budget social du pays ; (p. 5939) : répond à Mme Chonavel et à M. Dubedout sur le financement des crèches ; (p. 5952) : majorations concernant l'emprunt ; taux d'exécution du plan ; directeurs d'hôpitaux ; budget d'action sociale ; sa réponse à M. Dubedout sur le transfert d'un point de l'allocation familiale vers l'assurance vieillesse ; ses réponses à M. Bisson sur le regroupement des concours budgétaires ; (p. 5953) : à M. Blanc sur la formation du personnel social ; pharmaciens inspecteurs ; handicapés adultes ; sa réponse à M. Legrand sur la création d'un office public d'information médicale et les moyens du service de pharmacie ; ses réponses à M. Rossi sur la situation des infirmières ; à M. Desanlis sur l'action récursoire des caisses de sécurité sociale ; à M. Millet sur la myopathie ; le projet d'hôpital privé de Marne-la-Vallée et l'Institut Pasteur ; à M. Benoist sur les dépenses médicales, les effectifs des médecins, l'industrie pharmaceutique ; (p. 5994) : à MM. Morellon et Péronnet sur le statut des hôpitaux thermaux et les mesures en faveur du thermalisme ; à M. Le Foll sur le centre hospitalier de Saint-Brieuc ; à Mme Chonavel sur le problème des crèches ; à M. Gissinger sur la prise en charge des handicapés hospitalisés permanents ; à M. Cornet sur les médecins généralistes ; à M. André Laurent sur le problème des inadaptés et des handicapés ; à M. Donnez sur le prix de journée hospitalier ; à M. Grussenmeyer sur le régime spécial de l'Alsace ; à M. Mauroy sur les crédits de la santé publique ; à M. Bouvard sur les hôpitaux de Ploermel et de Malestroit ; à M. Godon sur le centre de transfusion de Poissy ; à M. Le Meur sur le relèvement du minimum vieillesse ; à M. Laborde sur la prévention ; à M. Louis Joxe sur les hôpitaux à Lyon ; à M. Lepage sur la coordination du régime militaire de sécurité sociale avec les autres régimes. **Etat C - Titre VI** (p. 5955) : amendement de la commission des finances : propose une solution transactionnelle ; priorité de son ministère dans l'utilisation des crédits du FAC. **Après l'Article 45** (p. 5956) : son amendement tendant à introduire un article additionnel : délais de publication des décrets d'application de la loi portant réforme hospitalière.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1973** (n° **781**). **Discussion des articles** [5 décembre 1973]. **Après l'Article 10** (p. 6657) : son amendement tendant à supprimer la référence à l'obligation alimentaire pour l'octroi des prestations du FNS ; (p. 6658) : ses réponses à M. Josselin : problème de l'aide sociale ; à M. Bertrand Denis : plafond de ressources des ménages et des personnes seules ; à M. Xavier Deniau : plafond de récupération des allocations du FNS.

— **Projet de loi relatif à l'interruption volontaire de grossesse** (n° **455**). **Discussion générale** [13 décembre 1973] (p. 6942) : évoque la nécessité de considérer la santé de la femme, de la mère et de l'enfant ; juge la loi de 1920 en face des faits et des drames quotidiens ; évoque l'injustice qui permet aux personnes aisées de franchir les frontières alors que les autres en sont réduites aux moyens sordides ; application de la loi de 1920 qui aurait envoyé depuis cinquante-trois ans plus de quinze millions de femmes en prison ; complications immédiates de l'avortement clandestin ; complications précoces et complications tardives ; stérilité ; conséquences démographiques qu'entraînerait une libéralisation de l'avortement ; diminution du taux de natalité en France ; transfert de la fécondité des populations autochtones vers les populations immigrées ; (p. 6943) : retour de certains Etats de l'Est européen à une législation de contrôle après une période de libéralisation totale ; la solution à rechercher qui doit s'appuyer sur trois principes fondamentaux : l'information, la dissuasion, la protection de la santé de la mère en cas d'interruption de grossesse ; vote de la loi Neuwirth en 1968 ; insuffisance de l'information ; nécessité d'une véritable politique de régulation des naissances ; moyens nouveaux prévus au budget de 1974 pour la développer ; création de 200 établissements avant la fin de l'année pour dispenser l'information sexuelle ; parution imminente du décret d'application concernant le conseil supérieur de l'information sexuelle ; création de 160 centres de planification et d'éducation familiale avant la fin de 1974 ; lutte contre la stérilité ; création d'un institut de la naissance à l'hôpital de la Salpêtrière ; dissuasion de l'interruption de grossesse et mesures en faveur des mères de famille, des mères seules et de l'adoption ; (p. 6944) : accroissement des allocations familiales à partir du 1er janvier 1974 ; allocation en faveur des enfants en âge de scolarité ; développement des aides à caractère nataliste ; allocation de logement ; mesures fiscales en faveur des familles dans la loi de finances pour 1974 ; construction de nouveaux hôtels maternels ; création d'un office de l'adoption destiné à

coordonner l'action des œuvres privées et celle des directions départementales d'action sanitaire et sociale ; protection de la santé physique de la mère en cas d'avortement ; acte d'interruption qui doit être le fait du médecin et pratiqué dans un milieu médical ; dangers de l'avortement répété pour les enfants survenant après plusieurs avortements ; prise de décision par la femme après avis de deux médecins ; nécessité de trouver une solution humaine raisonnable et libérale ; [14 décembre 1973] (p. 7037) : s'oppose à la consultation proposée par M. Raymond Dronne comme n'étant prévue par aucun texte législatif ou constitutionnel.

— **Proposition de loi, adoptée par le Sénat, relative à l'étendue de l'action récursoire des caisses de sécurité sociale en cas d'accident occasionné à un assuré social par un tiers** (n° 258). **Discussion générale** [18 décembre 1973] (p. 7157) : modification du principe selon lequel l'indemnité mise à la charge du tiers doit être intégralement affectée à due concurrence au remboursement des dépenses exposées par les caisses pour verser les prestations légales ; (p. 7158) : proposition s'insérant dans un ensemble important de réformes que le Gouvernement va prendre en faveur des mutilés du travail et des handicapés ; prévention et modernisation du contentieux des accidents du travail. **Discussion des articles. Article premier** (p. 7159) : son accord avec l'amendement de la commission ; ses observations sur les sous-amendements de MM. Gerbet et Donnez. **Article premier** *bis* (p. 7161) : accepte l'amendement de forme de M. Barrot et le sous-amendement de M. Gerbet. **Article 2** : accepte l'amendement de suppression de M. Barrot. **Après l'Article 2** : s'en remet à la sagesse de l'Assemblée quant à l'amendement de M. Donnez relatif au champ d'application de la loi.

— **Projet de loi modifiant les articles L 792 et L 893 du code de la santé publique (personnel hospitalier)** (n° 777). **Discussion générale** [20 décembre 1973] (p. 7255) : statut du personnel des établissements à caractère social ; rôle du secteur public en faveur des handicapés et des inadaptés ; uniformisation des statuts des personnels ; exception visant les personnels des maisons de retraite rattachés au bureau d'aide sociale de Paris ; s'oppose à la modification suggérée par la commission des affaires culturelles à l'article 2. **Discussion des articles. Article 2** (p. 7256) : ne s'oppose pas à l'amendement de forme de M. Lepage. **Article 3** (p. 7257) : s'en remet à la sagesse de l'Assemblée quant à l'amendement de forme de M. Lepage. **Article 4** : remercie M. Lepage du retrait de son amendement.

En qualité de ministre d'Etat, ministre de l'intérieur :

1974

— **Projet de loi fixant la majorité à dix-huit ans** (n° **1059**). **Discussion générale** [25 juin 1974] (p. 2912) : présente le projet de loi ; mettre en accord la place de la jeunesse dans la société et sa capacité politique ; réaliser un équilibre harmonieux au sein du corps électoral ; les voix se comptent et ne se jaugent pas ; la logique du seuil des dix-huit ans ; le grand nombre de textes qui déjà l'ont retenu.

— **Proposition de loi organique relative à l'élection des sénateurs** (n° **1094**). **Discussion générale** [8 octobre 1974] (p. 4855) : incidences des résultats du recensement de 1968 sur la représentation sénatoriale ; (p. 4856) : pondérer la représentation en tenant compte des régions les moins peuplées ; le système proposé par le Sénat revient à donner valeur législative au mode de calcul ; le Gouvernement préfère la fixation par la loi du nombre de sièges.

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° **1180**). *Deuxième partie :*

Intérieur [19 novembre 1974] (p. 6721) : l'analyse des crédits ; la sécurité des citoyens incombe à la police nationale ; (p. 6722) : la création d'un bureau national de prévention criminelle ; la lutte contre la délinquance traditionnelle et « en col blanc » ; les effectifs de la police ; les vacataires ; l'îlotage ; ouverture de commissariats et postes de police ; le logement des policiers ; les services de nuit ; la formation des policiers ; l'indemnité pour travaux des dimanches et jours fériés ; création d'emplois hors échelle A ; la protection civile ; les incendies de forêt ; (p. 6723) : les Canadair ; comité départemental de coordination des secours routiers ; la situation des sapeurs-pompiers ; la formation des sapeurs-pompiers volontaires et des secouristes ; liberté du travail et droit de grève ; liberté de la presse ; code des libertés fondamentales ; simplification des formalités administratives ; (p. 6724) : les tribunaux administratifs ; effectifs des magistrats ; échelle indiciaire des présidents de tribunaux ; droit d'asile ; regroupement communal ; le rôle des régions ; le statut du district de la région parisienne ; le statut de Paris ; le conseil national des services publics départementaux et communaux ; le « service conseil des maires » ; le statut des maires ; le recrutement, la formation et le statut des personnels communaux ; (p. 6725) : les cadres des préfectures ; les finances locales ; le remplacement de la patente par une taxe professionnelle ; l'endettement des com-

munes ; la subvention globale d'équipement ; le versement représentatif de la taxe sur les salaires ; la nationalisation des établissements du second degré ; le ramassage scolaire ; hommage à son prédécesseur chargé de l'aménagement du territoire, M. Olivier Guichard ; (p. 6726) : les primes de développement régional ; les contrats de localisation ; la décentralisation du secteur tertiaire ; les emplois féminins ; les chantiers d'aménagement ; les métropoles d'équilibre ; les villes nouvelles ; les contrats de villes moyennes ; une politique des petites villes ; l'aménagement de l'espace rural et de la montagne ; (p. 6727) : les services publics ruraux ; les missions d'aménagement régional ; la protection du littoral ; création d'un conservatoire de l'espace littoral ; les subventions d'équipement aux collectivités locales : assainissement, plans de circulation et transports collectifs, constructions publiques ; (p. 6745) : le remplacement des grévistes par des policiers au centre de tri des Hauts-de-Seine ; plaisanterie ou provocation ; (p. 6759) : les attributions du ministre de l'intérieur ; le regroupement communal ; le fonds spécial d'investissement routier ; analyse des crédits ; (p. 6760) : les schémas d'aménagement de l'Aquitaine et du Languedoc ; la DATAR (Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale) ; la concertation avec les élus locaux et les partenaires sociaux ; la réforme des procédures d'enquêtes publiques ; les relations entre l'Etat et les régions ; des contrats globaux et pluriannuels d'investissement ; recrutement de vacataires pour la police ; l'indemnité d'habillement ; l'indemnité de sujétions spéciales ; la promotion des brigadiers ; le recrutement de femmes ; la création d'emplois de préfecture ; bilan d'exécution des plans régionaux d'équipement et de développement ; les contrats de villes moyennes ; les équipements sociaux sur les chantiers de Fos, de Dunkerque et du Tricastin ; le cadre de vie pour les petites villes et les bourgs ; les contrats de localisation ; la décentralisation des établissements d Etat ; les régions de mono-industrie ; le projet Safari ; (p. 6761) : le code des libertés individuelles ; la taxe d'habitation ; la subvention globale d'équipement ; le versement représentatif de la taxe sur les salaires ; la nationalisation des établissements scolaires ; les subventions pour les routes nationales secondaires ; les locaux de police ; les réserves foncières ; le statut futur de la capitale ; la formation des policiers ; les effectifs ; les patrouilles de nuit ; création d'un bureau national de criminalité ; l'îlotage ; les brigades de surveillance nocturne ; la progression de la criminalité ; les créations d'emplois ; (p. 6762) : la situation des policiers municipaux ; les effectifs de police dans le Val-de-Marne ; les crédits de matériels ; la coopération intercommunale ; les communautés urbaines ; la situation des agents communaux ; le remplacement de la patente par la taxe professionnelle ; le comité technique paritaire de la police nationale ; les détachements de policiers ; l'intervention de la police dans les centres de tri postal ; la carte des aides ; le logement des policiers ; le vapocraqueur dans le Nord ; l'industrialisation de la région marseillaise ; (p. 6763) : la concertation avec les élus ; le rôle des régions ; les crédits d'équipement délégés à la région ; la coopération interrégionale ; les emprunts régionaux européens ; la protection civile ; le vote par correspondance ; le développement des zones frontalières ; la Moselle ; les responsabilités de l'Etat et des collectivités locales ; les inondations dans l'Ouest ; le fonds de secours aux victimes des sinistres et calamités ; l'industrialisation en zone rurale dans l'Anjou ; l'action de la DATAR pour les villes moyennes et petites ; le sort des Français mulsulmans ; la réforme des finances locales ; les personnels de police retraités ; l'efficacité de la politique d'aménagement du territoire ; la région parisienne ; (p. 6764) : la Bretagne ; les villes nouvelles de la région parisienne, Cergy-Pontoise ; les pays de l'Adour ; les métropoles d'équilibre : Toulouse et Bordeaux ; l'aménagement du territoire en pays rural ; les contrats de pays ; la zone industrielle de la plaine de l'Ain ; la région Rhône - Alpes ; les chantiers de construction de centrales nucléaires ; les rapatriés ; l'agence nationale pour l'indemnisation des Français d'outre-mer.

1975

— **Associe le Gouvernement** à l'hommage rendu par l'Assemblée nationale à la mémoire du Président Pompidou [2 avril 1975] (p. 1198).

— **Projet de loi portant réorganisation de la Corse (n° 1413). Discussion générale** [3 avril 1975] (p. 1246) : l'objet limité du projet de loi ; les difficultés de la Corse : faiblesse de ses ressources humaines et absence de ressources minières ou industrielles rentables ; volonté des Corses de rester dans leur île ; caractère malaisé des communications ; nécessité de renforcer les structures administratives par la création de deux départements ; (p. 1248) : superficie et population suffisantes pour assurer la viabilité de deux départements ; l'ampleur des progrès accomplis dans le domaine économique ; la charte du développement : arrêter le dépeuplement de l'intérieur, favoriser l'extension des activités touristiques ; (p. 1249) : assurer la formation des hommes ; la création d'une université à Corte (p. 1256) : **Réponses aux orateurs** : l'amélioration de l'administration de la Corse ; la poursuite de l'ac-

tion économique par d'autres moyens que les moyens administratifs ; l'absence de toute opération politique dans le projet du Gouvernement. **Discussion des articles. Article premier :** (p. 1257) : son intervention sur l'amendement n° 1 de M. Gerbet ; l'approbation donnée par le conseil général aux noms de Golo et Liamone. **Après l'Article 13** (p. 1260) : s'oppose à l'amendement n° 4 de M. Gerbet, refuse l'augmentation du nombre des conseillers régionaux.

— **Projet de loi relatif à l'élection des sénateurs** (n° 1416). **Discussion de l'article unique** [3 avril 1975]. **Après l'Article unique** (p. 1264) : son intervention sur le sous-amendement n° 3 de M. de Rocca Serra à l'amendement n° 1 de M. Gerbet.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant conservatoire de l'espace littoral** (n° 1402). **Discussion générale** [25 avril 1975] (p. 2145) : densité d'occupation des 7.000 kilomètres du littoral français ; le rôle économique moderne du littoral ; veiller à ce que certaines catégories favorisées n'en aient pas le monopole ; réserver aux activités économiques et au tourisme la place qui leur revient ; préserver le littoral par un aménagement en profondeur ; les schémas d'aménagement du littoral ; (p. 2146) : le renforcement des directives données aux préfets ; acquérir de manière irréversible des sites pour les ouvrir au public sans les urbaniser ; le conservatoire du littoral, un établissement public à caractère administratif ; nécessité d'un décret en Conseil d'Etat pour aliéner les immeubles de son domaine ; un fonctionnement décentralisé ; une association des administrations, du Parlement, des élus locaux ; les conseils de rivage ; la concession des terrains acquis à des collectivités ; un organisme léger aux moyens financiers variés ; prévoir une subvention annuelle de 30 millions de francs permettant l'acquisition de 1.000 hectares. **Réponses aux orateurs** (p. 2150) : les dépenses considérables que demande la défense du littoral ; l'objet précis du conservatoire : l'acquisition de terrains menacés par la spéculation ; les moyens financiers du nouvel établissement ; créer à côté des sites naturels des ensembles de loisirs ; l'intervention utile des SAFER ; les conseils de rivage, seuls compétents pour les propositions d'acquisition ; (p. 2151) : le développement du tourisme, une des principales préoccupations du conservatoire ; gestion des propriétés du conservatoire remises aux collectivités locales ; la réticence de l'office national des forêts pour ouvrir certaines forêts au public. **Discussion des articles. Article premier** (p. 2151) : s'oppose à l'amendement n° 2 de M. Charles Bignon ; le rôle du conservatoire ne peut être la défense contre la mer ; ses moyens financiers limités ; (p. 2152) : révision de la loi de 1807 en 1973 ; nécessaire examen du problème en liaison avec le ministère de l'équipement et les élus ; (p. 2153) : s'oppose aux amendements n° 21 de M. Porelli et n° 26 de M. de Poulpiquet ; propose un amendement prévoyant l'avis des conseils municipaux ; adopté. **Article 2** (p. 2157) : accepte l'amendement n° 20 de M. Raymond ; (p. 2158) : accepte l'amendement n° 10 et le sous-amendement n° 28 de M. Raymond. **Après l'Article 2 :** sur l'amendement n° 11 de M. Raymond, estime que l'amendement porte atteinte au pouvoir d'initiative des maires. **Article 4** (p. 2159) : s'oppose aux amendements n° 12 de M. Raymond et n° 29 de M. Baudoin ; caractère réglementaire des amendements ; s'engage à reprendre dans le décret d'application les dispositions des amendements ; s'oppose à l'amendement n° 30 de M. Baudoin ; (p. 2160) : son amendement n° 33 ; substituer aux mots « des conseils régionaux et des assemblées locales » les mots « des représentants des conseils régionaux, des comités économiques et sociaux et des instances délibérantes des collectivités locales » ; adopté ; s'oppose à l'amendement n° 25 de M. Dalbera ; s'oppose à l'amendement n° 14 de M. Raymond ; s'engage à en reprendre les dispositions dans le décret d'application ; (p. 2161) : s'oppose à l'amendement n° 18 de M. Mesmin : réserver les conseils de rivage aux membres élus par les assemblées délibérantes des collectivités locales et des régions ; s'oppose à l'amendement n° 27 de M. de Poulpiquet ; risque de paralysie du conservatoire en cas de droit de veto reconnu aux communes ; (p. 2162) : s'oppose à l'amendement n° 16 de M. Raymond : fonctionnement correct du mécanisme relatif à la redevance départementale d'espaces verts ; ne pas apporter de limite à l'action des conseils régionaux. **Titre :** son hommage à M. Guichard, auteur du projet de loi.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° 1880). *Deuxième partie :*

Intérieur [13 novembre 1975] (p. 8277) : la procédure de la commission élargie ; la préoccupation de la sécurité ; le niveau relatif de la délinquance par rapport aux autres pays ; le nombre de créations d'emplois dans la police ; l'hommage qu'il rend à ce corps ; la formation des policiers et la revalorisation de leur condition ; (p. 8278) : renforcer l'arsenal législatif ; la diminution des accidents de la route ; la lutte contre les incendies de forêt ; les améliorations réalisées en faveur des collectivités locales ; la politique d'aménagement du territoire ; (p. 8279) : tenir compte d'une économie nationale dominée par le tertiaire ; (p. 8286) : la nouvelle politique d'aménagement du territoire ; le cas des zones fronta-

lières ; ne pas sacrifier l'Est à l'Ouest ; la réforme des finances locales ; la très mauvaise gestion de la commune de Vienne dont M. Mermaz est le maire ; (p. 8287) : le déficit énorme apparu dans cette ville ; l'éventualité d'une mise sous tutelle de cette commune ; l'impartialité du Gouvernement dans le domaine des contrats de ville moyenne et dans le cas du découpage électoral ; (p. 8288) : les transferts des charges des collectivités locales vers l'Etat ; le renforcement considérable des effectifs de police ; les dommages causés dans les communes en cas de troubles ; l'allégement de la tutelle et la réforme du régime des subventions ; (p. 8293) : les projets relatifs à la montagne ; le développement équilibré de l'Ouest ; l'effort fait en faveur des collectivités locales ; (p. 8294) : le problème des subventions et des emprunts ; la priorité donnée à l'Ouest et la politique des contrats de pays ; le financement du fonds d'équipement des collectivités locales ; l'institution d'un minimum garanti par habitant pour le VRTS ; (p. 8312) : les primes de développement régional ; (p. 8313) : la sécurité sur les plages ; les orientations de la politique de rénovation rurale ; les résultats des derniers recensements ; les créations d'emplois ; la formation des personnels de police ; le recul de la criminalité ; l'intervention de la police dans les entreprises ; police et maintien de l'ordre ; les contrats de pays ; la situation des personnels de police ; la réhabilitation des zones minières ; l'augmentation du recrutement des personnels de préfectures ; (p. 8314) : l'absence de tutelle de l'Etat sur les conseils régionaux ; les contrats de pays ; l'aide au Cambrésis ; le problème de la dévitalisation des zones rurales ; les mesures importantes prises en faveur des policiers ; les engagements du Gouvernement relatifs au Massif central ; la distinction entre faute de service et faute personnelle. **Examen des crédits. — Etat C - Titre VI** (p. 8316) : s'oppose à l'amendement n° 235 de M. Mermaz ; les inconvénients que présente l'amendement pour les petites communes. **Après l'Article 73** (p. 8318) : s'oppose à l'amendement n° 245 de M. Mermaz.

Débat préparatoire en commission élargie à l'examen des crédits du ministère de l'intérieur. Débat du 6 novembre 1975 [*J.O.* du 13 novembre 1975]. **Collectivités locales** (p. 8322) : ses réponses aux questions de M. Gerbet ; les critères de répartition du fonds d'équipement des collectivités locales; la décroissance possible du VRTS compte tenu de l'évolution de la masse salariale ; les rapports entre les collectivités locales et l'Etat ; (p. 8323) : le problème des subventions sectorielles ; la trésorerie des collectivités locales et les prêts qui leur sont accordés ; (p. 8324) : l'imbrication entre le VRTS et le FECL ; le problème réel que posent les délais nécessaires au financement et à l'exécution des travaux publics ; la réforme d'ensemble des finances locales ; la question des contrats de pays ; résoudre les problèmes pratiques qui se posent dans chaque zone géographique de façon à y maintenir la population, caractères de la nouvelle politique d'aménagement du territoire ; le plan de développement du Massif central ; le plan des zones de montagne ; les programmes relatifs à la façade atlantique et aux régions frontalières ; (p. 8325) : les critères pris en considération pour la conclusion de contrats de pays ; la différence entre les contrats de pays et les plans d'aménagement ruraux ; (p. 8325) : sa réponse à M. Lagorce relative à la couleur politique des villes avec lesquelles ont été conclus des contrats de pays et à qui sont attribuées des subventions exceptionnelles ; (p. 8327) : les retards dans le domaine des subventions d'équipement ; le problème du remboursement par l'Etat des charges d'aide sociale ; les charges de personnel des communes de la Réunion ; les problèmes de la montagne ; les relais de télévision ; la lutte contre la dévitalisation des zones rurales et le maintien de certains services administratifs ; (p. 8328) : les subventions sectorielles de l'éducation nationale ; les problèmes de l'assainissement ; la patente et la taxe professionnelle ; les CEG non inscrits sur la carte scolaire ; le fonds d'équipement des collectivités locales ; (p. 8330) : les produits du VRTS ; les avantages financiers accordés aux collectivités locales ; leur situation financière ; la charge moyenne d'un citadin ; poursuivre la réforme engagée sur le plan des finances locales ; le problème de la cohérence entre crédits d'adduction d'eau et crédits d'assainissement ; (p. 8331) : le problème des villes nouvelles et de la décentralisation ; l'établissement de la nouvelle carte des aides ; le problème des calamités publiques. **Sécurité** (p. 8332) : les efforts dans le domaine de la sécurité civile ; les accidents de la route ; l'efficacité des Canadairs ; (p. 8333) : le problème de la formation des équipages des Canadairs ; le projet de loi relatif à l'indemnisation des pompiers communaux volontaires ; le développement de la criminalité ; l'ilôtage ; les opérations de police entreprises en vue d'assurer une meilleure sécurité ; (p. 8334) : la formation des policiers ; les effectifs en fonction dans l'administration centrale ; le problème du logement des policiers ; la protection du bénévolat civique ; les Canadairs ; la création d'une école de cadets de la police ; (p. 8334) : sa réponse à M. Frédéric-Dupont relative au service interdépartemental de protection civile ; (p. 8335) : l'étatisation de la police municipale du Cateau ; le remplacement de l'Alouette II de la base de Granville ; la situation des veuves des policiers tués.

— **Projet de loi portant réforme du régime administratif de la ville de Paris** (n° **1869**). **Discussion générale** [2 décembre 1975] (p. 9183) : l'orientation prise par le Président de la République visant à doter la capitale d'un statut libéral ; l'historique de l'administration parisienne et les caractéristiques du système actuel ; (p. 9184) : un projet qui répond aux exigences de l'autonomie et de l'efficacité ; un maire élu pour six ans mais ne pouvant exercer que deux mandats ; le nombre des adjoints ; les compétences du conseil de Paris en tant que conseil municipal ; le problème de la commission permanente ; la déconcentration dont bénéficieront les arrondissements ; le maintien du système budgétaire actuel ; la double nature de Paris, à la fois département et commune ; la situation des personnels ; l'intégration pure et simple des administrateurs ; (p. 9185) : l'importance de la novation que constitue le projet ; (p. 9205) : l'accord du Gouvernement sur certaines propositions de la commission des lois ; le respect des droits acquis par le personnel ; les responsabilités qui incomberont au préfet de police ; le rattachement de la ville à un département ; (p. 9206) : les limites à apporter aux responsabilités des arrondissements ; l'hommage qui doit être rendu aux préfets qui ont eu la responsabilité de la capitale ; l'importance de la réforme qui va permettre de préciser les responsabilités en matière de gestion municipale ; sa réponse à la question de M. Fiszbin portant sur le personnel de l'assistance publique ; (p. 9207) : le maintien des pouvoirs de police entre les mains du préfet de police ; les pouvoirs qui seront reconnus aux commissions d'arrondissement ; sa réponse à une nouvelle question de M. Fiszbin portant sur le personnel de l'assistance publique ; la responsabilité municipale ; le fonctionnement des services dans le cadre du nouveau statut. **Discussion des articles. Avant l'Article premier** (p. 9209) : s'oppose à l'amendement n° 136 de M. Clérambeaux : ne pas démembrer la capitale ainsi que le propose l'amendement ; (p. 9209, 9210) : sur l'amendement n° 80 de M. Fanton, demande que l'on ne modifie pas la présentation du projet de loi ; précise qu'il accepte l'amendement sous certaines conditions ; considère que la rédaction du projet est la plus simple qui soit ; [3 décembre 1975] : **Article 6** (p. 9268) : demande la réserve de l'article 6. **Article 7** (p. 9270) : accepte l'amendement n° 89 présenté par M. Fanton. **Articles 22, 23, 24** (p. 9274) : demande la réserve de l'article 22 ; observe que le projet a été discuté dans un climat de concertation ; expose les raisons qui l'amènent à demander la réserve de l'article 22. **Après l'Article 24** (p. 9276) : sur les amendements n° 163 de M. Fiszbin et n° 147 de M. Mesmin à l'amendement n° 61 de Mme de Hauteclocque, précise que Paris sera une commune de droit commun, sauf en qui concerne son régime financier et le régime de police qui lui sera appliqué ; rappelle le nombre des manifestations qui se déroulent dans la capitale ; (p. 9277) : réserver au seul préfet de police les tâches de maintien de l'ordre ; évoque les conflits de compétence auxquels M. Fanton a fait allusion entre le préfet de police et le préfet de Paris. **Après l'Article 28** (p. 9278) : s'oppose à l'amendement n° 167 de M. Fiszbin. **Après l'Article 31** (p. 9279) : sur l'amendement n° 141 de M. Fanton : estime qu'une même personne ne peut assumer à la fois les fonctions de préfet de police et de préfet de la région Ile-de-France ; partage l'avis de M. Palewski sur l'impossibilité, pour une même autorité de procéder à des arbitrages ; s'oppose à l'amendement ; (p. 9280) : sa réponse à M. Fanton sur les syndicats interdépartementaux dont fait partie la ville de Paris. **Article 33** (p. 9282) : rappelle à l'intention de M. Clérambeaux que les subventions sectorielles attribuées aux communes seront désormais globalisées ; souligne que le régime de l'emprunt global est un progrès dans le domaine des finances locales. **Article 37** (p. 9284, 9285) : est hostile à l'amendement n° 168 de M. Kalinsky ; (p. 9285) : reconnaît que le contrôle financier n'est pas indispensable sur le budget de fonctionnement ; insiste pour que les futurs élus n'engagent pas un trop grand nombre d'employés municipaux. **Article 40** (p. 9291) : déclare une nouvelle fois que le personnel de l'assistance publique n'est pas concerné par le projet ; accepte l'amendement n° 128 de la commission ; (p. 9292) : est favorable quant au fond, à l'amendement n° 180 de M. de la Malène mais estime qu'il est de nature réglementaire. **Article 42** (p. 9295) : est d'accord pour procéder à une intégration pure et simple et non en surnombre des administrateurs, agents supérieurs et attachés d'administration de la ville de Paris ; s'oppose à l'amendement n° 172 de M. Dalbera qui repousse cette intégration ; accepte les amendements n° 66 et n° 67 de M. Fanton ; (p. 9294, 9295) : estime que l'amendement n° 172 de M. Dalbera municipaliserait un personnel qui tient à son tsatut d'Etat ; (p. 9295) : est favorable à l'amendement n° 68 de M. de la Malène ; (p. 9296) : manifeste son accord à l'amendement n° 69 de M. Fanton. **Article 43** (p. 9298) : accepte la partie de l'amendement n° 72 de M. Fanton relative aux droits acquis mais non celle qui a trait à l'avancement et à la durée des carrières. **Après l'Article 43** (p. 9300) : s'oppose à l'amendement n° 39 de M. Clérambeaux et à l'amendement n° 171

de M. Villa ; accepte l'amendement n° 73 de M. Marcus ; (p. 9302) : en réponse à l'intervention de M. Fanton, annonce qu'il demandera au préfet de Paris de faire connaître aux personnels intéressés les décisions prises à leur sujet par l'Assemblée nationale. **Article 6** (*suite*) (p. 9304) : son amendement n° 182 : substituer au chiffre de « 100 » élus au conseil de Paris, celui de « 109 » ; adopté. **Article 22** (*suite*) (p. 9306) ne s'oppose pas aux amendements n° 78 et n° 79 de M. Bas. **Article 24** (*suite*) (p. 9308) : repousse les amendements présentés sur l'article, sauf l'amendement n° 103 défendu par M. Fanton [4 décembre 1975] : **Article 25** (*suite*) (p. 9348) : s'oppose aux amendements n° 139 de M. Fanton et n° 164 de M. Baillot : ne pas démembrer l'autorité du maire et du conseil de Paris ; est favorable à l'amendement n° 64 de M. Bas sous condition que la commission d'arrondissement ait un caractère consultatif. **Après l'Article 25** (p. 9353) : accepte l'amendement n° 65 de M. Bas ; s'oppose à l'amendement n° 165 de Mme Moreau. **Article 26** (*suite*) (p. 9354) : son sous-amendement n° 185 à l'amendement n° 74 de M. Fanton : nullité des avis et propositions de la commission d'arrondissement sur des affaires étrangères à sa compétence ; adopté. **Article 46** (*suite*) (p. 9356) : s'associe à l'hommage rendu par M. Fanton aux maires et maires adjoints de Paris ; sa demande transmise au ministre de l'économie et des finances tendant à autoriser leur affiliation à la caisse des agents contractuels de l'Etat ; (p. 9356) : précise, en réponse à M. Fanton, qu'il fera tout pour que les mesures bénéficiant aux maires et maires adjoints soient rétroactives.

— **Projet de loi modifiant les dispositions du code électoral relatives à l'élection des membres du conseil de Paris et des conseillers municipaux de Lyon et de Marseille** (n° **1868**). **Discussion générale** [4 décembre 1975] (p. 9360) : indique que la répartition des sièges entre les 109 conseillers de Paris a été faite en fonction des arrondissements ; l'abandon de la notion de secteur remplacée par celle d'arrondissement ou de groupe d'arrondissements. **Tableau n° 2** : répartition par arrondissement ou groupe d'arrondissements des membres du conseil de Paris ; (p. 9362) : son amendement n° 12 : nouvelle répartition par arrondissement ; préoccupation du Gouvernement de donner une animation minimum aux petits arrondissements ; le cas du quinzième arrondissement ; adopté. **Tableau n° 3** : répartition par arrondissement des conseillers municipaux de Lyon ; (p. 9364) : explique les raisons de l'accroissement du nombre des conseillers de Paris, raisons que l'on ne rencontre pas à Lyon et à Marseille ; envisagera néanmoins avec attention le problème soulevé par l'amendement n° 10 de M. Soustelle.

— **Projet de loi modifiant certaines dispositions du code électoral et du code de l'administration communale** (n° **1981**). **Première lecture. Discussion générale** [4 décembre 1975] (p. 9368) : la recherche par le droit électoral français, à la fois, d'une participation et d'une sincérité maxima ; (p. 9369) : un projet qui tend à éviter les manipulations auxquelles peut donner lieu la révision des listes électorales ; la subordination de l'inscription à la volonté de l'intéressé ; la modification de la composition des commissions chargées de la révision des listes ; le terme mis aux abus du vote par correspondance ; les exemples apportés par le ministre en la matière ; (p. 9370) : le recours au seul vote par procuration ; l'élargissement prévu du nombre des autorités habilitées à établir les procurations ; les pouvoirs donnés au juge de l'élection afin de rendre effective l'annulation pour fraude ; un projet qui a pour ambition de renforcer la moralité publique ; (p. 9378) : les préoccupations du Gouvernement ; les personnes habilitées à établir les procurations ; (p. 9379) : les efforts pour inciter les électeurs à se faire inscrire sur les listes électorales ; l'impossibilité constitutionnelle d'un vote obligatoire. **Discussion des articles. Article premier** (p. 9379) : s'oppose à l'amendement n° 3 de M. Villa. **Article 2** (p. 9380) : sa réponse aux observations de M. Bertrand Denis. **Après l'Article 2** (p. 9380) : sur l'amendement n° 9 défendu par M. Limouzy, estime qu'il n'est pas opportun d'étendre les possibilités d'inscription ou de radiation d'office sur les listes électorales. **Article 3** (p. 9383) : annonce que fin 1976 le fichier électoral de l'INSEE permettra de vérifier les listes électorales ; (p. 9383, 9384) : sur l'amendement n° 15 de M. Limouzy et le sous-amendement n° 25 de M. de Rocca Serra, fait valoir la faiblesse du nombre des officiers de police judiciaire ; (p. 9384) : maintient que l'amendement n° 15 serait très difficile à appliquer ; accepte que d'anciens officiers de police judiciaire soient désignés pour cette mission ; maintient ses objections ; (p. 9385) : met en garde l'Assemblée contre le vote de dispositions inapplicables ; souhaite donner aux magistrats la possibilité de désigner pour établir les procurations d'anciens hauts fonctionnaires en cas d'indisponibilité d'un officier de police judiciaire. **Après l'Article 9** (p. 9387) : sur l'amendement n° 21 de M. Limouzy et le sous-amendement oral de M. de Rocca Serra, préfère aux termes « sans droit » les termes « sans motif légitime » ; (p. 9388) : doute que l'amendement n° 23 de M. Aubert ait sa place dans le projet de loi ; s'engage néanmoins à étudier le

problème soulevé. **Commission mixte paritaire** [19 décembre 1975] (p. 10086) : d'accord sur le texte de la commission mixte paritaire ; demande cependant la suppression, à l'article premier, de l'expression « ainsi que leurs enfants ».

— **Projet de loi portant création et organisation de la région Ile-de-France** (n° **1867**). **Discussion générale** [18 décembre 1975] (p. 9976) : l'alignement progressif des institutions de la région parisienne sur le régime du droit commun ; les raisons qui ont amené le Gouvernement à proposer un nouvel établissement public à la place du district ; le caractère exécutoire des décisions du conseil régional ; l'existence d'un comité économique et social ; le rôle tout particulier de la région dans la politique des espaces verts et dans celle des transports ; (p. 9977) : le rôle des deux assemblées régionales dans le développement de la région ; l'attribution à celles-ci des ressources fiscales du district et de la taxe sur les permis de conduire ; l'importance des charges financières constituées par les transports ; les moyens supplémentaires donnés pour la constitution d'espaces verts ; s'élève contre l'accusation de « charcutage électoral » émise par M. Paul Laurent ; juge que le préfet de région est le représentant impartial de l'Etat ; (p. 9978) : estime injustifiés les reproches faits au Président de la République en matière de régionalisation ; s'étonne que les communistes ne fassent pas confiance aux élus pour désigner les représentants de la région ; estime en réponse à M. Palewski que la liberté implique toujours certains risques ; se refuse à suivre M. Alain Vivien qui désirerait créer un quatrième niveau d'administration ; sa réponse à M. Boscher sur le terme « Ile-de-France » ; indique que les problèmes posés par la politique de la santé seront examinés à fond ; (p. 9979) : mieux équilibrer la population française sans vider pour autant la région parisienne de sa substance ; (p. 9980) : sa réponse à M. Pierre Bas sur l'organisation du comité permanent. **Discussion des articles. Article premier** (p. 9983) : sur l'amendement n° 1 de M. Boscher, objecte que l'appellation Ile-de-France est traditionnelle et qu'elle répond au vœu des habitants. **Article 2** (p. 9985) : s'oppose aux amendements n° 17 de M. Alain Vivien et n° 48 de M. Villa qui tendent à créer une situation d'exception. **Article 3** (p. 9987) : précise que la disposition mise en cause par l'amendement n° 51 de M. Kalinsky ne fait que reprendre une disposition qui régit déjà le fonctionnement du district ; demande à M. Boscher de retirer son amendement n° 2. **Article 6** (p. 9990) : estime qu'on ne peut supprimer le syndicat des transports parisiens sans étude préalable. **Après l'article 6** (p. 9991) : pense que le problème de l'assistance publique de Paris n'entre pas dans le cadre du débat. **Article 10** (p. 9993) : sur l'amendement n° 14 de M. Boscher admet que la région s'associe aux collectivités locales pour gérer un service, mais non qu'elle le gère seule. **Après l'Article 10** (p. 9993) : son sous-amendement oral à l'amendement n° 6 de M. Boscher : aux mots « il est établi » substituer les mots « il peut être établi » ; adopté ; (p. 9994) : s'oppose à l'amendement n° 58 de M. Jans et à l'amendement n° 19 de M. Alain Vivien ; ne veut pas d'un conseil régional qui serait « un petit parlement ». **Article 12** (p. 9995) : s'oppose à l'amendement n° 45 de M. Franceschi. **Article 17** (p. 9998) : son amendement n° 86 : limitation des possibilités des observations du Gouvernement sur la section d'investissements du budget de la région ; adopté. **Article 27** (p. 10004) : s'oppose à l'amendement n° 72 de M. Combrisson.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant réforme du régime d'indemnisation des sapeurs-pompiers communaux non professionnels victimes d'un accident survenu ou d'une maladie contractée en service commandé** (n° **1934**). **Discussion générale** [17 décembre 1975] (p. 9930) : l'importance du projet qui remédie à une situation injuste ; mieux mettre en valeur les actes d'héroïsme des sapeurs-pompiers ; l'existence d'une commission nationale paritaire ; (p. 9931) : sa réponse à M. Aumont relative au cas d'un pompier blessé en service commandé. **Discussion des articles. Après l'Article premier** (p. 9931) : rappelle que l'amendement n° 1 de M. Sauvaigo est de nature réglementaire. **Après l'Article 3** (p. 9931) : demande le retrait de l'amendement n° 5 de M. Sauvaigo ; (p. 9932) : demande le retrait de l'amendement n° 6 de M. Sauvaigo.

— **Projet de loi organique, adopté par le Sénat, sur le vote des Français établis hors de France** (n° **1922**). **Discussion générale** [17 décembre 1975] (p. 9919, 9920) : un projet de loi qui a le mérite de la souplesse ; le faible nombre des pays étrangers qui se sont déclarés hostiles à l'établissement de centres de vote sur leur territoire ; la possibilité de déceler immédiatement les doubles inscriptions éventuelles ; se déclare scandalisé par les propos de Mme Constans relatifs au nouveau découpage des cantons de la région parisienne. **Discussion des articles. Après l'Article 10** (p. 9923) : s'oppose à l'amendement n° 12 de M. Jean-Pierre Cot. **Après l'Article 15** (p. 9924) : juge inapplicable l'amendement n° 14 de M. J.-P. Cot ; (p. 9925) : s'oppose à l'amendement n° 15 de M. J.-P. Cot ; accepte l'amendement n° 16 de M. J.-P. Cot sous réserve de son sous-amendement : supprimer le troisième alinéa de l'amendement ; adopté ; (p. 9926) :

sa réponse aux propos de M. Cot relatifs à la consultation des procès-verbaux et des listes d'émargement ; juge qu'il faudra prévoir des dispositions particulières pour assurer une transmission rapide des listes d'émargement et des procès-verbaux.

— **Proposition de loi, adoptée par le Sénat, portant modification du code de l'administration communale** (n° 1649). **Discussion générale** [17 décembre 1975] (p. 9915, 9916) : rappelle les imperfections du système de financement du centre de formation des personnels communaux ; les progrès qu'apporte la proposition de loi ; les études en cours relatives à la décentralisation de la formation de ces personnels.

1976

— **Associe le Gouvernement** à l'éloge funèbre de M. Michel Jacquet prononcé par M. Edgar Faure, président de l'Assemblée nationale [20 avril 1976] (p. 1905).

— **Ses observations sur le rappel au règlement de M. Chandernagor** [12 mai 1976] (p. 2932) : rappelle que la police judiciaire n'obéit qu'au code pénal ; la recherche des photos, objet de la question de M. Andrieu, a été ordonnée par un juge.

— **Projet de loi modifiant certaines dispositions du code électoral** (n° 2257). **Première lecture. Discussion générale** [6 juillet 1976] (p. 5072) : un projet qui étend aux élections cantonales la règle déjà applicable pour les élections législatives et municipales dans les villes de 30.000 habitants ; la fixation à 15 % du pourcentage minimum des suffrages requis pour se présenter au deuxième tour ; une clarification des données politiques du deuxième tour ; l'élimination des marchandages ; (p. 5073) : l'absence de modifications de la nature du mode de scrutin majoritaire à deux tours ; la liberté des candidatures au premier tour ; la division en secteurs électoraux de Nice et Toulouse du fait de l'importance de leur population ; acceptera divers amendements présentés par la commission. **Discussion des articles** [6 juillet 1976] : **Avant l'Article premier** (p. 5078) : considère que l'amendement n° 1 de M. Villa défendu par M. Garcin est irrecevable ; (p. 5079) : observe sur l'amendement n° 30 de M. Donnez que le maintien du nombre des députés entraîne un redécoupage électoral, que l'amendement est irrecevable si l'on change le nombre des députés. **Article premier** (p. 5085) : demande la réserve de l'article premier jusqu'avant la discussion de l'article 8. **Avant l'Article 2** : s'oppose à l'amendement n° 3 de M. Bustin défendu par M. Garcin. **Article 2** (p. 5086) : repousse l'amendement n° 4 de M. Kalinsky ; accepte le seuil de 10 % pour les élections cantonales ; rappelle à M. Fanton que le seuil de 10 % se justifie pour les cantonales du fait du nombre des abstentions ; (p. 5087) : repousse l'amendement n° 22 de M. Kalinsky. **Après l'Article 2** : repousse l'amendement n° 5 de M. Waldeck L'Huillier ; (p. 5088) : est favorable à l'amendement n° 25 de M. Aubert. **Article 3** (p. 5089) : s'oppose à l'amendement n° 6 de M. Barel défendu par M. Garcin ; indique que les découpages ont été faits très impartialement pour Paris, Marseille et Lyon ; pense que le titulaire doit être remplacé par quelqu'un qui réponde à son choix personnel sur l'amendement n° 10 de M. Fanton ; accepte l'amendement n° 10 complété par l'amendement n° 12. **Article 5** (p. 5090) : repousse l'amendement n° 7 de M. Villa défendu par M. Kalinsky ; demande la réserve de l'amendement n° 11 de M. Fanton. **Article 6** (p. 5091) : est favorable à l'amendement n° 12 rectifié de M. Fanton. **Après l'Article 7** : pense que la bonne gestion n'est pas une question de nombre ; ses propositions quant au nombre des conseillers municipaux dans les villes de plus de 100.000 habitants par un amendement n° 31 du Gouvernement ; amendement n° 31 du Gouvernement devenu sans objet après adoption de l'amendement n° 26 de M. Aubert défendu par M. Fanton. **Article 4** (*suite*) (p. 5092) : rejette l'amendement n° 24 de M. Lazzarino défendu par M. Garcin ; (p. 5093) : approuve les amendements n° 27 et n° 28 de M. Aubert ; [7 juillet 1976] : **Article premier** (*suite*) (p. 5132) : son amendement n° 32 tendant à substituer au pourcentage de 15 % le pourcentage de 12,50 % ; adopté ; (p. 5133) : est opposé à l'amendement n° 20 de M. Kalinsky. **Article 5** (*suite*) : son amendement n° 33 substituant au pourcentage de 15 % le pourcentage de 12,50 % ; adopté. **Titre** (p. 5134) : accepte l'amendement n° 18 de M. Fanton. **Commission mixte paritaire. Discussion générale** [9 juillet 1976] (p. 5233) : approuve les propositions de la commission mixte paritaire ; précise que les dispositions retenues à l'article 7 *bis* auront pour effet d'augmenter de douze le nombre des conseillers municipaux de Nice et de Toulouse.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° 2524). *Deuxième partie :*

Intérieur [18 novembre 1976] (p. 8279) : les transferts ; les améliorations en matière de rémunérations, de placements indiciaires et de régimes indemnitaires pour les personnels de police ; la sécurité des citoyens ; la

sécurité civile ; la Soufrière ; les Canadair ; la formation des sapeurs-pompiers ; la sécurité routière ; les rapatriés et notamment les retraités ; (p. 8280) : les anciens adhérents de l'organisme de prévoyance et de solidarité patronale du commerce et de l'industrie d'Algérie ; la protection des Français contre la délinquance et la criminalité ; la violence ; les prises d'otages ; le métro parisien ; la recrudescence des attentats par explosifs ; le port d'armes ; la visite des véhicules automobiles par les forces de police et de gendarmerie ; les tâches de maintien de l'ordre ; rend hommage à la police ; la gendarmerie ; la formation des personnels de police ; (p. 8281) : la situation des tribunaux administratifs ; les moyens d'action de la police ; les problèmes des collectivités locales : un système moderne de ressources financières ; le renforcement des moyens des collectivités locales pour accroître leur autonomie de gestion ; le VRTS ; l'étude de sa répartition ; TVA et collectivités locales ; le FECL ; la taxe d'habitation ; la taxe professionnelle ; renforcer les moyens des collectivités locales ; (p. 8282) : la globalisation des délégations de crédits d'équipement ; l'augmentation du nombre des subventions aux niveaux régional et départemental ; la gestion financière des communes ; les rôles respectifs de l'Etat et des collectivités locales ; le rapport Guichard, un rapport d'expert n'engageant pas la responsabilité du Gouvernement ; les DOM-TOM ; les projets de statut ; le VRTS représentatif et non pas assis sur les salaires ; (p. 8294) : la restructuration des services sociaux ; [19 novembre 1976] (p. 8346) : la répartition des tâches entre l'Etat et les collectivités locales ; le FECL ; la nationalisation accélérée des CES et des CEG ; le programme de Mâcon ; la commission Guichard ; (p. 8347) : l'action du Gouvernement en faveur des collectivités locales ; le VRTS ; la parité des rémunérations de la police et de la gendarmerie ; la commission Racine ; les suspensions de permis de conduire ; les accidents de la route ; la déconcentration des décisions de financement des écoles primaires ; la dévitalisation des zones rurales ; la taxe d'habitation ; la taxe professionnelle ; les dépenses de formation professionnelle de la police ; le logement des policiers ; l'augmentation du nombre des sapeurs-pompiers ; leur formation ; (p. 8348) : le rapport Guichard ; l'évolution de la criminalité ; le parc immobilier de la police nationale ; les véhicules de police ; les effectifs de police ; l'amélioration des rémunérations ; les écoles de police ; les rémunérations des personnels des tribunaux administratifs ; les rapatriés ; le terrorisme ; les crédits de formation professionnelle de la police ; la remise en état de la voirie et des réseaux divers des cités minières ; l'intervention directe des régions en faveur des opérations de créations d'emplois ; les subventions d'équipement des communautés urbaines ; l'indemnisation et la réinstallation des rapatriés ; (p. 8349) : la situation des personnels de la ville de Paris ; l'arbitrage du Premier ministre quant au statut des attachés municipaux de la ville de Paris ; la départementalisation des dépenses de fonctionnement des prud'hommes ; les collectivités locales ; leurs moyens d'équipement et de gestion ; la charte définissant les rapports de l'Etat et des collectivités locales ; le statut et la rémunération des personnels de police ; les départements et territoires d'outre-mer ; les statuts proposés pour la Nouvelle-Calédonie et la Polynésie. **Examen des crédits** [19 novembre 1976]. **Etat B - Titre IV** (p. 8350) ; l'absence de réduction de l'aide financière de l'Etat ; les parcs naturels régionaux ; la démoustication. **Article 51** (p. 8351) : le FECL ; (p. 8352) : s'oppose à l'amendement n° 61 de M. Frelaut ; accepte l'amendement n° 164 de M. Papon. **Après l'Article 51** (p. 8353) : accepte l'amendement n° 258 de M. Boulay. **Article 72** (p. 8353) : le VRTS, un prélèvement sur la fiscalité nationale ; (p. 8354) : le retour possible à la taxe locale. **Après l'Article 72** (p. 8354) : est favorable à l'amendement n° 257 de M. Limouzy ; l'alignement de l'allégement de la tutelle des départements sur celui intervenu pour les communes.

Débat préparatoire en commission élargie à l'examen des crédits du ministère de l'intérieur. Débat du 28 octobre 1976 [*J.O.*, Débats du 20 novembre 1976] (p. 8355) : les grandes lignes du projet de budget ; les objectifs : assurer la sécurité des Français face aux malfaiteurs ; les progrès obtenus ; l'évolution de la criminalité ; (p. 8356) : la sécurité dans le métro ; la sécurité civile ; la Soufrière ; la sécheresse ; les feux de forêts ; les Canadair ; la sécurité routière ; les recrutements ; l'alignement des personnels de police et de la gendarmerie ; l'effort en faveur des collectivités locales ; la modernisation de la fiscalité locale ; la révision des bases d'imposition ; créer des ressources prélevées sur celles de l'Etat pour alimenter les budgets locaux ; (p. 8357) : le VRTS ; le FECL ; le renforcement des moyens des collectivités locales ; l'intégration de certains personnels départementaux ; la prise en charge de la responsabilité des communes en cas d'émeutes ; l'option pour la TVA ; promouvoir la fonction publique locale ; le centre de formation des personnels communaux ; la formation professionnelle continue ; les rôles de l'Etat et des collectivités locales ; le rapport Guichard ; (p. 8358) : la diffusion du rapport Guichard ; la rémunération des personnels de police en civil et

des personnels en tenue ; l'action de la police et de la gendarmerie ; l'affaire Matencio ; la sécurité dans le métro ; la sécurité urbaine ; la pollution marine ; les possibilités d'action concrètes ; les dégradantes biochimies ; TVA et ordures ménagères ; (p. 8359) : la taxation des services publics ; la taxation de l'eau ; (p. 8360) : les conséquences de l'application du taux unique départemental ; les disparités ; les majorations atteignant 400 % ; la note du Premier ministre à ce sujet ; le rapport Guichard fondamental ; la délinquance juvénile ; l'évolution du nombre des délinquants ; l'abaissement de l'âge de la délinquance ; le partage des charges entre l'Etat et les collectivités locales, notamment les départements ; la dotation du FECL ; les VRTS ; la dévitalisation des zones rurales et des zones de montagne ; le régime de travail des pompiers professionnels ; la lutte contre les incendies ; (p. 8363) : les augmentations des effectifs budgétaires des tribunaux administratifs ; les prud'hommes et leur réforme ; la nationalisation des centres de secours contre l'incendie ; son coût ; les Canadair ; le problème des Transall ; le rapport Guichard et la région ; l'entretien des routes primaires et des routes secondaires ; (p. 8364) : la police en tenue ; les routes des régions de montagne et de zones déshéritées ; la police en civil ; les structures générales de la police étudiées par la commission Racine ; le budget des rapatriés ; les mesures nouvelles ; l'hommage de M. Lauriol à la police ; la recrudescence des cambriolages ; l'autoprotection ; l'action du commissaire de La Celle-Saint-Cloud ; les réseaux ; le « casse » de Nice ; les craintes de M. Claudius-Petit quant au rapport Guichard ; les conseils de prud'hommes ; le VRTS ; les écoutes téléphoniques et leur contrôle ; les deux types d'écoutes ; son attitude vis-à-vis des écoutes ; (p. 8365) : les buts de l'écoute ; l'internement des aliénés ; la secte Moon.

— **Projet de loi relatif à l'organisation de la Nouvelle-Calédonie et dépendances** (n° **1950**). **Discussion générale** [13 décembre 1976] **(p. 9271)** : la Nouvelle-Calédonie, terre française ; le statut départemental, un cadre trop étroit et inadapté ; ne pas confondre unité nationale et uniformité nationale ; un statut réaliste et de large décentralisation.

PONS (Bernard)

Député du Lot
(2e circonscription)
(UDR puis RPR).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 734).

S'inscrit au groupe d'union des démocrates pour la République [2 avril 1973] (p. 744).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [5 avril 1973] (p. 755), [2 avril 1974] (p. 1454).

A donné sa démission de cette commission [4 juillet 1974] (p. 3271).

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [4 juillet 1974] (p. 3271), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proroger un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1974 [19 décembre 1974] (p. 8188).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1975 [18 décembre 1975] (p. 10009).

Membre titulaire du conseil supérieur des prestations sociales agricoles [16 décembre 1976] (p. 9551), [17 décembre 1976] (p. 9612).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier [26 mai 1977] (p. 3126).

DÉPOTS

— **Rapport**, fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1977** (n° 2524). — Budgets civils. — **Annexe n° 46 : Prestations sociales agricoles** (n° **2525**) [5 octobre 1976].

— **Proposition de loi** tendant à créer un **livret de caisse d'épargne** d'un montant plafonné revalorisé en fonction de la variation de l'indice des prix à la consommation (n° **2792**) [13 avril 1977].

— **Proposition de loi** tendant à assurer la réorganisation des **urgences médico-chirurgicales** en complétant la **loi n° 70-1318** du 31 décembre 1970 portant réforme hospitalière (n° **2900**) [18 mai 1977].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1977** (n° 3120). — Budgets civils. — **Annexe**

n° 46 : Prestations sociales agricoles (n° **3131**) [5 octobre 1977].

— **Proposition de loi** tendant à modifier **l'article L. 487 du code de la santé publique** (n° **3187**) [3 novembre 1977].

— **Proposition de loi** tendant à modifier l'article 56-III de la **loi n° 70-318** du 31 décembre 1970 portant **réforme hospitalière**, modifié par la **loi n° 73-3** du 2 janvier 1973 (n° **3251**) [24 novembre 1977].

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Conséquences de l'institution de la taxe professionnelle** [10 novembre 1976] (p. 7878-7879) : augmentation considérable de l'imposition de nombreuses petites entreprises de main-d'œuvre et de transports.

— **Fermeture de cabinets médicaux** [17 novembre 1976] (p. 8161) : manifestations des médecins à la suite des mesures de déconventionnement prises par la sécurité sociale ; application de l'article 32 de la Convention nationale prévoyant la conciliation en cas de conflit.

— **Situation des établissements d'hospitalisation privés** [23 novembre 1977] (p. 7822) : la nationalisation silencieuse de la médecine ; difficultés des établissements d'hospitalisation privés ; majoration des tarifs ; assouplissement des procédures de dérogation.

INTERVENTIONS

1973

— **Projet de loi relatif à l'interruption volontaire de grossesse** (n° **455**). **Discussion générale** [13 décembre 1973] (p. 6971) : attaque le côté archaïque et inhumain de la loi de 1920 et l'injustice qui permet aux seules femmes fortunées de tourner la loi ; déclare qu'il a été le complice d'une effroyable hypocrisie, car les femmes sont toujours seules dans une telle situation et la loi interdit au médecin de leur apporter assistance ; son appréciation de l'avortement : une chose effroyable, un échec qu'il faut tout faire pour voir disparaître.

1974

— **Discussion d'une motion de censure** [25 janvier 1974] (p. 428) : commente l'action du Gouvernement dans le domaine de l'agriculture.

— **Projet de loi relatif au remboursement de la TVA aux exploitants agricoles** (n° **1173**). **Discussion générale** [3 octobre 1974] (p. 4738) : la distorsion entre l'évolution des prix industriels et celle des prix agricoles ; félicite le ministre de l'agriculture pour les résultats obtenus à Bruxelles.

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° **1180**). *Deuxième partie :*

Santé publique et action sociale [29 octobre 1974] (p. 5549) : renforcer la lutte contre les principales causes de mortalité ; pour un effort de recherche, le budget de la santé, parent pauvre ; des équipements sociaux développés au détriment des équipements sanitaires ; l'humanisation des hôpitaux ; répartition des crédits entre les hôpitaux ; des engagements répétés et non encore tenus ; l'autorité de tutelle, véritable gestionnaire des hôpitaux ; revoir le statut des hôpitaux publics ; les directions de l'action sanitaire et sociale; les écoles d'infirmières; l'effort restant à accomplir pour l'hospitalisation, surtout en faveur des hôpitaux de moyenne et petite importance ; des améliorations considérables pour ce budget ; la concertation avec les médecins ; (p. 5550) : nous voterons les crédits de ce budget.

Agriculture. — FORMA, BAPSA [7 novembre 1974] (p. 6025) : un programme ambitieux; la politique agricole commune ; la clause de sauvegarde ; l'augmentation des prix agricoles en cours d'année ; le bilan des dernières années; alléger le conseil des ministres de la CEE ; (p. 6026) : l'enseignement agricole ; les écoles vétérinaires ; la recherche ; l'INRA ; associer les organisations professionnelles et les directeurs départementaux à la politique agricole ; la composition des SAFER ; la reconnaissance des organisations syndicales.

Budget annexe des postes et télécommunications [20 novembre 1974] (p. 6805) : évoque la grève qui dure depuis cinq semaines ; s'étonne des différences entre deux feuilles de paye ; parle des angoissantes conditions de travail dans les centres de tri et des effectifs ; remercie le ministre de ses efforts ; (p. 6814) : déclare que le groupe UDR votera le budget qui représente un effort sans précédent en faveur du téléphone.

— **Projet de loi relatif à l'interruption volontaire de grossesse** (n° **1297**). **Discussion générale** [27 novembre 1974] (p. 7112) : dénonce avec force les pressions du Conseil national de l'ordre des médecins sur les parlementaires ; commentaires, critiques de la lettre émanant de cet organisme ; (p. 7113) : le drame des avortements clandestins ; les femmes en état de légitime défense ; médecin, il se refuse à faire entendre à la tribune, pour répondre au docteur Feït, l'enregistrement de l'arrêt du cœur d'une mère de huit enfants.

1975

— **Projet de loi relatif aux laboratoires d'analyses de biologie médicale** (n° 750). **Discussion générale** [15 avril 1975] (p. 1641) : le respect des normes par les établissements publics.

— **Projet de loi, adopté après déclaration d'urgence par le Sénat, relatif au permis de chasser** (n° 1555). **Discussion des articles** [24 avril 1975]. **Après l'Article 8** *bis* (p. 2077) : son soutien à l'amendement n° 15 de M. de Poulpiquet : apporter une protection meilleure aux gardes.

— **Projet de loi portant suppression de la patente et institution d'une taxe professionnelle** (n° 1634). **Discussion générale** [10 juin 1975] (p. 3913) : la nécessité et la complexité du projet ; le problème des « mono-industries » implantées dans les petites communes ; les exonérations : celles relatives aux coopératives agricoles ; la création d'un fonds départemental de la taxe professionnelle ; la volonté du Gouvernement de regrouper les communes; le « patriotisme communal » ; les déclaration de Georges Pompidou relatives au maintien des structures communales ; la demande faite par les communes de récupérer la TVA appliquée à leurs équipements.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° 1880). *Deuxième partie :*

Santé publique et action sociale [28 octobre 1975] (p. 7441, 7442) : le problème de l'industrie pharmaceutique ; l'effort de recherche entrepris par cette industrie ; (p. 7443) : les réformes en matière de procédure de mise sur le marché et de fixation des prix ; les recherches sur le cancer ; (p. 7444) : faire de la recherche cancérologique une haute priorité ; prévoir une conférence des chefs d'Etat européens à ce sujet.

1976

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° 2524). *Deuxième partie :*

Agriculture. — **FORMA, BAPSA,** rapporteur spécial pour le BAPSA [4 novembre 1976] (p. 7511) : la prestation nouvelle favorisant l'arrêt des agricultrices à la naissance d'un enfant ; le BAPSA ; l'AMEXA, les prestations médicales ; la pension d'invalidité ; les prestations familiales ; le financement des prestations sociales ; les cotisations; leur évolution inégale; la participation de la profession ; l'INSEE ; le décret du 15 avril 1976 ; l'article 68 du projet de loi de finances ; (p. 7512) : l'AMEXA ; les cotisations complémentaires ; la loi du 24 décembre 1974 ; l'harmonisation des régimes ; l'assurance invalidité ; les prestations familiales ; l'assiette des cotisations; l'AMEXA et les retraités inactifs.

1977

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° 3120). *Deuxième partie :*

Agriculture. — **FORMA, BAPSA,** rapporteur spécial pour le BAPSA [26 octobre 1977] (p. 6624) : les caractéristiques du BAPSA ; l'harmonisation des prestations familiales ; l'augmentation de la consommation médicale ; (p. 6625) : la nécessité d'une réforme du régime d'assurances vieillesse agricole ; l'étude de la modification des règles du cumul d'une pension personnelle et d'une pension de réversion ; la retraite des agriculteurs ; les ressources du BAPSA.

— **Proposition de loi relative à l'enseignement hospitalier des étudiants en pharmacie et aux liaisons hospitalo-universitaires pharmaceutiques** (n° 2855 rectifié). **Discussion des articles** [13 décembre 1977]. **Article premier** (p. 8687) : son amendement n° 3 : participation à l'enseignement des pharmaciens des hôpitaux et des médecins biologistes hospitalo-universitaires ; (p. 8688) : le risque de séparation de la médecine et de la pharmacie en cas d'adoption du sous-amendement n° 4 de M. Delong à son amendement n° 3 ; adopté.

POPEREN (Jean)

Député du Rhône
(13e circonscription)
(PSRG).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 736).

S'inscrit au groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche [2 avril 1973] (p. 745).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [5 avril 1973] (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1465).

Membre de la commission d'enquête sur les pratiques des sociétés pétrolières en France [28 juin 1974] (p. 3212).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi (n° 2388) relatif au contrôle de la concentration économique et à

la répression des ententes illicites et des abus de position dominante [6 juillet 1976] (p. 5094).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au contrôle de la concentration économique et à la répression des ententes illicites et des abus de position dominante [30 juin 1977] (p. 4560).

DÉPOTS

— **Avis,** présenté au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de **loi de finances pour 1974** (n° 646). — VIII. **Services financiers** (concurrence et INC) (n° **686**) [10 octobre 1973].

— **Rapport,** fait au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 782) sur l'**aménagement du monopole des scories Thomas** (n° **825**) [6 décembre 1973].

— **Proposition de loi** sur la **concurrence** (n° **900**) [20 décembre 1973].

— **Avis,** présenté au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de **loi de finances pour 1975** (n° 1180). — X. **Services financiers** (concurrence et INC) (n° **1235**) [11 octobre 1974].

— **Avis,** présenté au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de **loi de finances pour 1976** (n° 1880). — **Tome X : Services financiers** (concurrence et INC) (n° **1921**) [10 octobre 1975].

— **Avis,** présenté au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de **loi de finances pour 1977** (n° 2524). — **Tome X : Concurrence** (n° **2534**) [12 octobre 1976].

— **Avis,** présenté au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de **loi de finances pour 1978** (n° 3120). — **Tome VIII : Consommation** (n° **3152** [11 octobre 1977].

QUESTIONS

• *question orale sans débat :*

— (n° **2412**) : **Situation de l'entreprise Berliet** [29 juin 1973] (p. 2719, 2720).

• *question orale avec débat :*

— (n° **5283**) : **Evénements du Proche-Orient** [17 octobre 1973] (p. 4476) : moyens dont la France dispose pour rétablir la paix ; droit à une assise territoriale pour la nation arabe comme pour la nation d'Israël ; reconnaissance du droit des Palestiniens ; résolution 242 de l'ONU ; embargo total sur les armes destinées aux pays engagés directement ou indirectement dans le conflit (p. 4483, 4484) ; problème palestinien ; recherche d'une négociation directe ; reconnaissance d'un Etat d'Israël assortie de garanties sérieuses (p. 4509, 4510).

• *question orale sans débat :*

— (n° **5302**) : **Taux du crédit immobilier** [14 décembre 1973] (p. 7071, 7072).

• *questions au Gouvernement :*

— **Garantie de l'emploi** [12 juin 1974] (p. 2609).

— **Fermeture d'une usine de biscottes** (usine Gringoire, à Mantes-la-Ville) [16 octobre 1974] (p. 5090).

• *questions orales avec débat :*

— (n° **15545**) : **Activité des sociétés pétrolières** [18 décembre 1974] (p. 8048, 8065) : la nécessité de tenir la représentation nationale au courant des intentions du Gouvernement ; (p. 8066) : le scandale du régime fiscal des compagnies pétrolières ; l' « épais mystère » des prix ; le rapport de la commission technique des ententes ; le système de répartition des marchés administratifs ; la régénération des huiles usagées ; (p. 8067) : la nécessité d'exploiter au maximum toutes nos ressources traditionnelles ; la nationalisation d'Elf et de la CFP (Compagnie française des pétroles).

— **de MM. Boudet** (n° **18971**), **Falala** (n° **19360**), **Ducoloné** (n° **19428**), **Coulais** (n° **19952**), **Gau** (n° **19963**) : **Problèmes de l'emploi** [4 juin 1975] (p. 3684) : situation de l'industrie textile ; (p. 3685) : la concentration et la décentralisation nationales (exemple de Rhône-Poulenc qui préfère vendre des brevets plutôt que des produits) ; les solutions préconisées par la gauche ; relance de l'activité économique par le développement de la consommation intérieure.

— (n° **23089**) : **Chômage à Naphtachimie** [28 novembre 1975] (p. 9139, 9140) : déroulement des séances consacrées aux questions orales ; contrôle nécessaire de l'utilisation par les entreprises des crédits attribués par la loi de finances rectificative du 11 septembre 1975 ; mise en chômage partiel injustifié d'une partie du personnel de Naphtachimie ; mise en application de la nationalisation de Rhône-Poulenc préconisée par le programme commun.

• *questions au Gouvernement :*

— **Licenciements chez Rhône-Poulenc** [7 avril 1976] (p. 1447) : les mesures envisagées par le Gouvernement pour obliger Rhône-Poulenc à assurer la sécurité de l'emploi ; la nationalisation de Rhône-Poulenc de-

mandée dans le programme commun de la gauche.

— **Situation de l'entreprise Claude** [23 juin 1976] (p. 4545) : le non-respect des promesses d'ITT au ministère de l'industrie ; nécessité de maintenir les usines Claude en activité et d'éviter la mainmise de Philips-Mazda sur cette entreprise.

— **Négociations dans la sidérurgie** [11 mai 1977] (p. 2640) : la poursuite, par le patronat de la sidérurgie, de la réalisation de son plan de liquidation (fermeture du haut fourneau Usinor-Thionville envisagée pour le 31 décembre 1977) ; nécessité d'ouvrir des négociations tripartites patronat-syndicats-Gouvernement.

— **Situation de l'emploi à Rhône-Poulenc-Textile** [21 décembre 1977] (p. 9148) : nécessité d'amener la direction du trust Rhône-Poulenc à renoncer à son plan de démantèlement et de chômage ; nationalisation de Rhône-Poulenc.

INTERVENTIONS

1973

— **Projet de loi d'orientation du commerce et de l'artisanat** (n° 496). **Première lecture. Discussion générale** [2 octobre 1973] (p. 4032) : effet salutaire des dernières élections ; refus des voix, pour la majorité, de beaucoup d'artisans et de commerçants ; situation minoritaire dans le pays de la majorité parlementaire ; estime que ce qui est en cause, c'est la fonction de l'artisanat ; sa place dans le développement harmonieux de l'économie nationale et de la société française ; loi d'opportunité politique alors que s'imposeraient des réformes profondes ; asphyxie du secteur de l'artisanat ; demande des organisations professionnelles que soit expressément inscrite dans la loi la détaxe sur la future taxe spéciale pour les artisans travaillant seuls ou avec un apprenti sous contrat ; estime que la justice fiscale est une des clés du problème économique ; ses interrogations sur la réforme fiscale et sur la réforme de la patente ; aggravation du texte par la majorité, dépôt d'un amendement n° 8 sur l'article 5 ; hostilité de la majorité à la véritable justice fiscale ; est en faveur des dispositions que souhaitent les organisations professionnelles et qui sont inscrites dans le programme commun de la gauche ; est partisan de forfaits établis sur la base des monographies professionnelles ; sa question au ministre du commerce et au ministre des finances sur leur attitude au sujet de l'article 33 *ter* proposé par la commission ; (p. 4033) : établissement par cet article de prix planchers ; nécessité d'appliquer les textes déjà existants pour les ventes à perte ; tendance à opposer les salariés aux petits producteurs et aux petits distributeurs indépendants ; ligne de partage passant à son avis entre, d'un côté, le gros négoce expropriateur et, de l'autre, le petit commerce de détail ; augmentation des grandes surfaces et responsabilités dans cette évolution ; dictature des monopoles ; les groupes bancaires et les sociétés capitalistes, adversaires communs des commerçants et des consommateurs ; souhait des consommateurs de conserver la qualité du service et du produit ; mise en cause de la politique générale du Gouvernement ; féodalités du négoce de gros des gros transporteurs ; le corporatisme, alibi d'une politique de classe ; dispositions de l'article 23 concernant les commissions départementales d'urbanisme commercial ; dessaisissement de l'administration préfectorale ; caractère typiquement corporatif de cette disposition ; politique pratiquée par Méline à l'égard de la paysannerie ; absence de dispositions dans le projet de loi sur l'établissement de circuits courts entre la production et la distribution de détail ; (p. 4034) : nécessité de soutenir davantage les commerçants non sédentaires ; union des travailleurs du commerce et de l'artisanat avec l'ensemble des salariés. **Discussion des articles** [11 octobre 1973] : **Article 23** (p. 4305) : son amendement relatif à la composition de la commission départementale d'urbanisme commercial ; (p. 4309) : son amendement : représentation des coopératives de consommateurs à la commission d'urbanisme commercial ; retrait ; [12 octobre 1973] : **Article 22** (p. 4349) : s'oppose à un ajournement du débat. **Article 26** (p. 4369) : son amendement tendant à confier aux municipalités l'élaboration des règlements et des cahiers des charges relatifs aux commerces non sédentaires ; (p. 4370) : répond aux arguments du Gouvernement ; (p. 4371) : maintient son amendement ; [18 octobre 1973] : **Après l'Article 36** (p. 4528) : son amendement tendant à faciliter l'octroi de prêts aux commerçants indépendants pour reconversion ou installation. **Deuxième délibération** [19 octobre 1973]. **Article 23** (p. 4625, 4626) : son amendement relatif à la composition de la commission départementale d'urbanisme commercial, ses observations, rôle des collectivités locales, des organisations de consommateurs. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [6 décembre 1973] : **Article 36** (p. 6727) : son amendement tendant à préciser les droits des associations de consommateurs ; [7 décembre 1973] : **Article 23** (p. 6770) : ses amendements : modalités de désignation des membres des commissions départementales d'urbanisme commercial ; (p. 6771) : répond au Gouvernement.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° 646). *Deuxième partie :*

Education nationale [14 novembre 1973]. **Etat B - Titre III** (p. 5697) : son amendement tendant à la réduction des crédits de ce titre, titularisation des assistants contractuels des INSA.

Economie et finances. — II. Services financiers, rapporteur pour avis [20 novembre 1973] (p. 6150) : hausse des prix, bilan des mesures d'abaissement des taux de la TVA, opinion publique et inflation ; sa référence au rapport de l'OCDE (deuxième trimestre 1973) ; politique de lutte contre l'inflation et politique des prix ; (p. 6151) : ses observations sur la politique de programmation des prix, insuffisance des procédés mis au point pour réduire l'inflation, causes de l'inflation, part modeste prise par la hausse des salaires, augmentation des profits, prix des produits pétroliers et anticipation de la hausse au niveau de la distribution ; répercussions de cette mesure sur l'augmentation du prix ; problème de la concurrence, prix et taux d'autofinancement ; intervention de l'Etat et règles de la concurrence, contribution de l'Etat à la mise en place des monopoles, fusion Pechiney-Ugine Kuhlmann, New Deal et ses conséquences, problème de certaines nationalisations, commission technique de la concurrence ; (p. 6152) : organisation de consommateurs ; proposition de la commission des finances de doubler les crédits qui leur sont consacrés ; Institut national de la consommation.

— **Projet de loi sur l'aménagement du monopole des scories Thomas** (n° 782), rapporteur. **Discussion générale** [12 décembre 1973] (p. 6901) : production et consommation des scories Thomas en France et dans la CEE, Société nationale pour la vente des scories Thomas (SNST) ; article 37 du traité de Rome sur les monopoles nationaux et harmonisation du système de commercialisation de ces produits ; nécessité de trouver un système de péréquation nouveau en faveur des agriculteurs des régions éloignées. **Discussion des articles. Article premier** (p. 6902) : son amendement de forme. **Article 3** : son amendement : péréquation des frais de transport.

1974

— **Projet de loi relatif aux économies d'énergie** (n° 1178). **Discussion générale** [4 octobre 1974] (p. 4810) : doute de l'efficacité du dispositif proposé ; la faillite de deux politiques : celle de l'énergie et celle de l'habitat urbain ; (p. 4811) : la stratégie américaine et la baisse en dollars constants du prix du pétrole ; portée de la crise libyenne de 1970 ; le prix du pétrole est un prix politique ; (p. 4812) : le programme de construction de centrales nucléaires ; le projet accentue la pente monopoliste de la loi de 1928 ; il ne touche pas aux profits des grandes sociétés. **Discussion des articles. Article premier** (p. 4830) : amendement n° 15 : attributions prioritaires en cas de pénurie aggravée ; repoussé. **Article 2** (p. 4832) : amendement n° 17 : contrats de chauffage ; repoussé. **Article 4** (p. 4833) : amendement n° 18 : suppression de l'article ; gaspillage dû à la pose des compteurs ; repoussé.

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° 1180). *Deuxième partie :*

Industrie et recherche [14 novembre 1974] (p. 6367) : irresponsabilité du ministre de l'industrie dans la politique industrielle reflet de la politique économique générale ; (p. 6368) : la concentration et le développement des sociétés multinationales constituent l'objectif fondamental de la politique du Gouvernement ; (p. 6369) : relance du débat sur les nationalisations ; analyse de certaines difficultés ponctuelles.

Economie et finances. — II. Services financiers, rapporteur pour avis [20 novembre 1974] (p. 6867) : évoque le problème des prix et les sanctions prévues aux manquements des entreprises soumises à un régime de prix concertés ; évoque l'institut national de la consommation et demande qu'il dispose, dans les départements et les localités, d'un relais constitué par des organisations de consommateurs ; déplore les pressions exercées sur l'institut national de la consommation ; (p. 6868) : évoque l'extension des pouvoirs de la commission technique des ententes et la condamnation de la pratique des barèmes professionnels ; signale que la concurrence joue au seul niveau des remises accordées à la clientèle par rapport au prix du barème.

— **Rappel au règlement** [21 novembre 1974] (p. 6918) : demande au secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères d'intervenir pour la libération de deux Français détenus au Tchad.

1975

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique de l'énergie** (n° 1641) [14 mai 1975] (p. 2657) : le bilan des erreurs du pouvoir ; le démantèlement de notre industrie charbonnière ; l'intégration des secteurs industriels français aux sociétés multinationales ; la grave décision de fusion de la CII et d'Honeywell-Bull ; le rapport Mesmin ; aller vers la voie de la diversification ; la baisse de la consommation du charbon au cours des derniers mois ; (p. 2658) : le désir du Gouvernement de ne

faire aucune peine aux pétroliers ; le maintien des prévisions de démantèlement du secteur charbonnier ; garantir un approvisionnement pétrolier diversifié ; la possibilité d'espérer davantage de l'hydro-électricité ; l'aménagement de cinq chutes entre Génissiat et Loyettes ; nécessité de réduire la part du nucléaire dans les prévisions faites pour 1985 ; la menace que constituent les mutilations infligées à la nature ; n'avancer le programme d'équipement nucléaire qu'au rythme de l'affermissement de la maîtrise de cette technique ; les incidents survenus aux Etats-Unis ; le danger de l'accumulation des éléments radioactifs ; la vigoureuse protestation des populations ; le caractère indispensable d'une agence de sécurité ; (p. 2659) : la nécessité de certaines nationalisations prévues dans le programme commun ; le glissement vers la privatisation ; l'exemple du CEA ; la nationalisation des grandes entreprises, condition d'une véritable politique nucléaire ; multiplier les unités de production de moindre dimension ; subordonner l'économie à l'homme.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**). *Deuxième partie :*

Economie et finances. — II. Services financiers, rapporteur pour avis [19 novembre 1975] (p. 8718) : les organisations de consommateurs ; leur absence de moyens ; le rôle de l'institut national de la consommation ; (p. 8719) : les mesures à prendre en faveur des associations ; la crainte de l'orateur de voir le ministre du commerce empêcher le jeu normal de la concurrence ; demande un débat sur la politique d'aide à la restructuration des grandes entreprises. **Discussion des crédits. Titre IV** (p. 8724) : son amendement n° 264 : réduire les crédits relatifs à l'aide aux associations de consommateurs afin de marquer l'insuffisance de ces crédits ; repoussé.

Articles et articles additionnels non rattachés [19 novembre 1975]. **Article 60** (p. 8733) : son amendement n° 265 : ne proroger que d'un an les dispositions fiscales prises en faveur des restructurations et fusions des entreprises ; repoussé.

— **Projet de loi modifiant les dispositions du code électoral relatives à l'élection des membres du conseil de Paris et des conseillers municipaux de Lyon et de Marseille** (n° **1868**). **Discussion générale** [4 décembre 1975] (p. 9364) : **Tableau n° 3 :** répartition par arrondissements des conseillers municipaux de Lyon ; son amendement n° 9 : répartition nouvelle des soixante et un conseillers d'arrondissements de Lyon ; juge anormal qu'il n'y ait aucun élu de gauche dans le conseil municipal de Lyon ; ajuster la représentation au chiffre réel de la population ; repoussé.

1976

— **Industries de l'informatique et du nucléaire. — Réunion élargie de la commission de la production et des échanges** [8 avril 1976] (p. 1530) : émet quelques réserves quant à la procédure suivie dans la réunion ; (p. 1632) : indique au ministre qu'il souhaiterait avoir une connaissance complète du mode de calcul qui a permis d'évaluer le passif de la CII ainsi que les conditions d'indemnisation des actionnaires minoritaires.

— **Projet de loi portant approbation du VII^e^ Plan de développement économique et social** (n° **2346**). **Discussion générale** [23 juin 1976] (p. 4578) : l'insignifiance des passages concernant la politique industrielle de la France ; (p. 4579) : le plan vicié par la contradiction au centre des systèmes capitalistes ; un plan de la suraccumulation du capital et de l'investissement ; la politique énergétique du Gouvernement, exemple de ce gâchis d'investissements ; l'internationalisation croissante de notre appareil de production ; l'intégration de l'économie française au camp atlantique ; le caractère de politique étrangère des grandes décisions prises dans le domaine industriel ; (p. 4580) : les moyens que le programme commun mettrait en œuvre : une planification démocratique appuyée sur une maîtrise du secteur industriel et du secteur bancaire ; le blocage des prix industriels ; la réorientation de l'investissement et de l'appareil productif ; le développement d'un puissant secteur de l'équipement et de la machine-outil.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**). *Deuxième partie :*

Articles et articles additionnels non rattachés [20 novembre 1976]. **Avant l'Article 53** (p. 8516) : son amendement n° 266 soutenu par M. Brugnon ; repoussé.

1977

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, complétant et modifiant le code minier** (n° **1688**). **Discussion des articles** [12 avril 1977]. **Après l'Article 7** (p. 1726) : son sous-amendement n° 47 défendu par M. Billoux ; (p. 1727) : la diminution de la valeur réelle du prélèvement ; l'existence de petits gisements ; indique que son sous-amendement n° 47 unifie le barème pour les hydrocarbures liquides ou gazeux ; le sort réservé aux prélèvements effectués au profit des collectivités locales ; (p. 1728) : indique que le Parlement légifère pour les situations qui peuvent survenir ou qu'il décide de susciter ; sous-amendement n° 47 repoussé.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant la loi n° 68-1181 du 30 décembre 1968**

relative à l'exploration du plateau continental et à l'exploitation de ses ressources naturelles (n° **2385**). **Discussion générale** [13 avril 1977] (p. 1765) : le prélèvement effectué par l'Etat et les collectivités locales sur les revenus tirés de l'exploitation des richesses en pétrole et en gaz ; l'exonération par le Gouvernement des sociétés pétrolières de toute contribution significative ; les charges fiscales de la CFP et de la SNEA ; les subventions de l'IFP ; les redevances prélevées sur les sociétés pétrolières à l'occasion de l'exploitation des gisements domestiques ; (p. 1766) : la non-exonération des centrales électriques EDF de la taxe professionnelle ; rappelle l'opposition du Gouvernement à l'amendement déposé à l'article 31 du code minier ; la rente procurée à la SNEA par le gisement de Lacq ; la position du Gouvernement sur l'harmonisation du régime des redevances à terre et sur le plateau continental.

— **Projet de loi relatif au contrôle de la concentration économique et à la répression des ententes illicites et des abus de position dominante** (n° **2388**). **Lettre rectificative** (n° **2754**). **Discussion générale** [9 juin 1977] (p. 3616) : l'évolution dialectique du libéralisme ; (p. 3617) : la production par l'Etat d'un barrage de papier ; l'établissement des prix ; un texte de circonstance ; le projet de contrôle des concentrations à l'étude à la commission de Bruxelles ; la liste des réformes abandonnées par le Gouvernement ; la restauration des profits ; la mise en place d'un instrument de dialogue entre l'Etat et les grandes entreprises ; la procédure de contrôle de certaines concentrations économiques ; le caractère tardif de la mise en place de ce contrôle ; l'accélération des opérations de concentration au cours de ces dernières années ; les déclarations de M. Lasry ; l'incitation de l'Etat à la concentration ; la possibilité pour les entreprises qui fusionnent de réévaluer leur bilan en franchise d'impôt ; l'examen par MM. Jenny et Weber de la base idéologique de la politique gouvernementale favorable aux concentrations ; la concentration, instrument de politique industrielle ; (p. 3618) : la timidité et l'inadaptation des mécanismes ; la non-surveillance de la constitution de conglomérats financiers ; le rôle prééminent du ministre de l'économie et des finances ; les dispositions de la législation allemande ; la faiblesse du délai de réflexion de la commission sur les risques provoqués par les concentrations ; le recul du Gouvernement devant la déclaration obligatoire ; les modifications des sanctions en matière d'ententes illicites et d'abus de position dominante ; les déclarations du Premier ministre sur l'inadaptation des sanctions du régime actuel ; la faiblesse des pouvoirs publics ; les affaires relatives aux ententes pétrolières et au secteur de la régénération des huiles usées ; le mauvais fonctionnement de la justice ; les conséquences de la mise en place d'un mécanisme d'amendes administratives ; la suppression pour les personnes physiques des délits économiques ; les caractéristiques de la procédure de répression des ententes et des positions dominantes ; l'article 419 du code pénal ; l'amélioration du sort des victimes ; les amendements déposés par M. Gantier ; la suppression de l'article 419 du code pénal ; (p. 3619) : la non-saisine par les municipalités de la commission de la concurrence ; l'unité de l'Etat ; l'esprit dominant dans l'établissement d'une politique économique vis-à-vis de la concurrence ; les thèses concurrentialistes ; l'école non concurrentialiste ; les pouvoirs de la direction générale des prix ; le renforcement des pouvoirs du président de la commission de la concurrence ; sa nomination ; l'exigence d'établir une politique de la concurrence ; la liberté de choix des consommateurs ; le programme commun du Gouvernement ; le plan ; le comportement des entreprises dans le marché ; le mécanisme de sanction des délits économiques ; la responsabilité des dirigeants ; la société libérale avancée. **Discussion des articles. Après l'Article premier** (p. 3628) : son sous-amendement n° 74 soutenu par M. Leenhardt à l'amendement n° 3 de M. Le Theule ; repoussé. **Article 2** (p. 3631) : son sous-amendement n° 75 à l'amendement n° 5 de M. Le Theule soutenu par M. Leenhardt ; repoussé ; son sous-amendement n° 76 soutenu par M. Leenhardt ; repoussé ; son sous-amendement n° 77 soutenu par M. Lenhardt ; repoussé. **Article 6** (p. 3634) : son amendement n° 57 : caractère obligatoire de la déclaration faite par les entreprises ; les contrôles de l'administration ; repoussé ; (p. 3635) : son amendement n° 58 : suppression des dispositions relatives à la déclaration des actes ou des conventions sujets à contrôle ; repoussé. **Article 7** : son amendement n° 59 : soumission obligatoire par le ministre chargé de l'économie à la commission de la concurrence du cas des entreprises ayant souscrit une déclaration ; repoussé. **Article 9** (p. 3637) : son amendement n° 60 : devenu sans objet. **Article 10** : son amendement n° 61 : de suppression ; adopté. **Après l'Article 10** (p. 3638) : son amendement n° 62 : application du projet de loi aux concentrations par croissance interne ; la nécessité de prendre en compte les concentrations par croissance interne ; la suppression de tout moyen d'action de la commission chargée d'examiner les ententes illicites ; adopté. **Article 11** : son amendement n° 63 : de suppression ; adopté. **Article 12** : son amendement n° 64 : de suppression ; adopté. **Article 13** (p. 3639) : son amendement n° 65 : de suppression ; adopté. **Article 15** : son amendement n° 66 : fixation à cinq millions de francs du plafond de la sanction pécuniaire ; les per-

sonnes habilitées à se prononcer sur la gravité d'une sanction administrative ; réservé. **Après l'Article 16 :** son amendement n° 67 : publication par la commission de la concurrence dans son rapport annuel des avis rendus sur les opérations de concentration et dans le cadre du contrôle des effets sur la concurrence des concentrations par croissance interne ; repoussé. **Avant l'Article 17 :** son amendement n° 68 soutenu par M. Leenhardt ; repoussé ; son amendement n° 69 soutenu par M. Leenhardt ; repoussé ; (p. 3641) : son amendement n° 70 soutenu par M. Josselin ; repoussé. **Article 15** (*suite*) : son amendement n° 66 précédemment réservé : devenu sans objet. **Article 21 : Article 53 de l'ordonnance n° 45-1483 du 30 juin 1945** (p. 3643) : son amendement n° 71 : suppression du texte proposé pour l'article 53 de l'ordonnance ; devenu sans objet. **Article 55 de l'ordonnance n° 45-1483 du 30 juin 1945 :** son amendement n° 72 : de suppression ; devenu sans objet. **Article 57 de l'ordonnance n° 45-1483 du 30 juin 1945** (p. 3645) : son amendement n° 73 : de suppression ; devenu sans objet. **Explications de vote** (p. 3648) : le vote hostile du groupe du PSRG.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° 3120). *Deuxième partie :*

Equipement et aménagement du territoire. — Equipement, aménagement du territoire et urbanisme [16 novembre 1977] (p. 7534) : le développement des voies de communication ; le cas de la partie orientale de la région lyonnaise ; (p. 7535) : le sort des projets d'infrastructure routière ; l'accès aux zones industrielles ; la réalisation des voies LY 6, LY 13, CD 300 ; le problème des péages ; le rachat du péage sur l'autoroute de dégagement A 43 ; la réalisation d'une déviation à hauteur de Saint-Bonnet - Saint-Laurent-de-Mure.

Economie et finances. — II. Services financiers, rapporteur pour avis pour la consommation [18 novembre 1977] (p. 7716) : l'adoption des crédits par la commission de la production ; le problème de la hausse des prix ; la loi Royer ; la réforme des circuits de distribution ; le PAP n° 18 ; le rôle de l'INC ; le rôle des associations de consommateurs ; permettre aux représentants des centrales syndicales d'être représentés au sein du conseil d'administration de l'INC ; la politisation croissante des organisations de consommateurs ; (p. 7717) : l'intégration des associations de défense des consommateurs dans le dispositif gouvernemental de lutte contre les prix ; l'opération « Boîte postale 5000 » ; (p. 7723) : la nature des thèmes qu'il a évoqués lors de la présentation de son rapport au nom de la commission de la production ; le caractère politique de son intervention ; l'insuffisance des aides accordées aux organisations de consommateurs ; la composition du conseil d'administration de l'INC ; l'opération « Boîte postale 5000 ».

PORELLI (Vincent)

Député des Bouches-du-Rhône (11e circonscription) (C).

Secrétaire de l'Assemblée nationale.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 733).

S'inscrit au groupe communiste [2 avril 1973] (p. 745).

Est élu secrétaire de l'Assemblée nationale [2 avril 1974] (p. 1448, 1450).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [5 avril 1973] (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1465).

Membre de la commission d'enquête sur les pratiques des sociétés pétrolières en France [28 juin 1974] (p. 3212).

Membre de la commission d'enquête sur l'organisation et les pratiques du commerce de la viande [22 octobre 1974] (p. 5326).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi, adopté par le Sénat, portant réforme de l'aide au logement (n° **2631**) [19 novembre 1976] (p. 8431).

DÉPOTS

— **Avis,** présenté au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de **loi de finances pour 1974** (n° 646). — **Tome XXII. Marine marchande** (n° **686**) [10 octobre 1973].

— **Avis,** présenté au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de **loi de finances pour 1975** (n° 1180). — **Tome XX. Marine marchande** (n° **1235**) [11 octobre 1974].

— **Rapport,** fait au nom de la commission de la production et des échanges, sur la proposition de loi (n° 583) tendant à assurer le

développement du **tourisme** social et familial (n° **1810**) [26 juin 1975].

— **Avis**, présenté au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de **loi de finances pour 1976** (n° **1880**). — **Tome XX : Marine marchande** (n° **1921**) [10 octobre 1975].

— **Proposition de loi** tendant à permettre aux communes de voter des **indemnités de fonction aux conseillers municipaux** autres que le maire et les adjoints (n° **2940**) [1er juin 1977].

QUESTIONS

• *question orale sans débat :*

— (n° **374**) : **Problème de l'emploi à Fos-sur-Mer** [2 mai 1973] (p. 972, 973, 974).

• *question d'actualité :*

— **Crise de l'emploi dans les Bouches-du-Rhône** [29 juin 1973] (p. 2717, 2718) : problème de Fos.

• *questions orales avec débat de :*

— **MM. Charles Bignon** (n° **11204**), **Josselin** (n° **11311**), **Rigout** (n° **11324**), **d'Harcourt** (n° **11329**), **Bertrand Denis** (n° **11466**), **Daillet** (n° **11509**) : **Prix agricoles** [19 juin 1974] (p. 2803) : proposition communiste de réduire au taux zéro la T.V.A. sur la viande ; situation difficile des producteurs de fruits et légumes du Midi ; nécessité de réviser le règlement européen des fruits et légumes et de faire jouer la clause de sauvegarde.

• *question au Gouvernement :*

— **Assassinat d'un jeune Algérien** [13 novembre 1974] (p. 6282).

• *questions orales avec débat de :*

— **MM. Schvartz** (n° **14742**), **Marchais** (n° **15138**), **Ginoux** (n° **15503**), **Coulais** (n° **15504**), **Poperen** (n° **15545**) : **Activité des sociétés pétrolières** [18 décembre 1974] (p. 8078) : le pillage des ressources des pays producteurs par les compagnies ; le calcul du prix du pétrole ; la défense, par le Gouvernement, des intérêts des grandes firmes multinationales contre les intérêts de la population et du pays.

• *question au Gouvernement :*

— **Ralentissement de l'activité à Fos-sur-Mer** [23 avril 1975] (p. 1996).

• *questions orales avec débat de :*

— **MM. Bayou** (n° **8**), **Millet** (n° **18986**), **Mayoud** (n° **18988**), **Antoune** (n° **19001**), **Maurice Cornette** (n° **19006**) : **Agriculture et viticulture** [23 avril 1975] (p. 2020) : difficultés de l'agriculture méditerranéenne ; marasme de la production des fruits et légumes ; indemnisation des producteurs des régions sinistrées ; les importations abusives.

— **MM. Boudet** (n° **18971**), **Falala** (n° **19360**), **Ducoloné** (n° **19428**), **Coulais** (n° **19952**), **Gau** (n° **19963**) : **Problèmes de l'emploi** [4 juin 1975] (p. 3685) : réduction de l'activité de la sidérurgie de Fos ; (p. 3686) : nécessité d'un changement complet de système ; nationalisation de Solmer.

• *question au Gouvernement :*

— **Exonération de la taxe d'habitation** [13 octobre 1976] (p. 6547) : rétablissement de cette exonération pour les personnes âgées les plus défavorisées et pour les personnes non assujetties à l'impôt sur le revenu.

• *questions orales sans débat :*

— (n° **38396**) : **Ateliers SNCF d'Arles** [27 mai 1977] (p. 3187, 3188) : menaces de fermeture pesant sur ces ateliers ; aggravation du chômage dans les Bouches-du-Rhône ; situation florissante des ateliers privés de matériel roulant (société Ferijos).

— (n° **42899**) : **Situation de l'emploi à la Solmer** [16 décembre 1977] (p. 8887, 8888) : décision de l'entreprise sidérurgique Solmer à Fos de mettre 6.000 employés en chômage conjoncturel ; la politique de profits de Solmer au détriment des contribuables et des salariés ; nécessité d'une nationalisation de la sidérurgie.

INTERVENTIONS

1973

— **Proposition de loi tendant à réglementer la location du droit de pêche aux groupements de marins-pêcheurs professionnels dans certains étangs salés privés du littoral** (n° **268**). **Deuxième lecture. Discussion des articles** [28 juin 1973]. **Article 2** (p. 2628) : ses observations sur les conséquences qu'aurait l'adoption des sous-amendements de M. de Gastines ; infériorité des marins-pêcheurs face aux grandes sociétés, cas de Pechiney.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° **646**). *Deuxième partie :*

Transports. — IV. **Marine marchande**, rapporteur pour avis [30 octobre 1973] (p. 5075) : place de la France dans le domaine des constructions navales ; part importante des pétroliers et dangers d'une spécialisation excessive ; son inquiétude quant à la conjoncture à moyen et long terme ; situation des petits chantiers ; inégalité dans la répartition des subventions de l'Etat ; conséquences de l'expansion excessive des capacités de production mondiale ; politique de la construction navale ; état d'exécution des objectifs du VIe Plan dans le secteur de la marine de commerce ; situation de l'emploi au commerce ; déficit de la balance

des frets et passages ; demande un nouveau plan de relance ; affaire du *Korrigan ;* s'interroge sur la capacité des dirigeants des compagnies françaises de navigation à prévoir à temps l'évolution du trafic ; lutte contre les pavillons de complaisance ; harmonisation européenne des charges sociales ; suppression des ententes tarifaires des pays transporteurs ; pêches maritimes françaises et dégradation de la balance des produits de la mer ; (p. 5076) : nécessité de moderniser la flotte de pêche ; taux de croissance de la pêche artisanale ; conservation des espèces ; réglementation de la pêche ; position du comité central des pêches maritimes ; pollution de la mer ; affaire des « boues rouges » en Corse ; recherches de l'Institut scientifique et technique des pêches maritimes ; maladie des huîtres plates de Bretagne Nord ; regrette l'absence de mesure nouvelle au titre des dépenses de fonctionnement de l'ISTPM ; problèmes sociaux et humains des marins-pêcheurs ; régime des pensions ; rattrapage Forner ; situation des veuves de marins victimes d'un accident professionnel ; inégalité engendrée par l'application du décret du 7 octobre 1968 (surclassements catégoriels) en raison du principe de non-réoactivité ; sécurité des hommes ; drame de la drague *Cap de la Hague ;* nécessité d'appliquer les règlements ; (p. 5077) : porte à la connaissance de l'Assemblée un fait portant atteinte aux droits du Parlement ; sa référence à l'article 164, paragraphe IV, de l'ordonnance n° 58-1374 du 30 décembre 1958 ; refus du ministre des transports de communiquer au rapporteur deux notes sur les compagnies maritimes d'économie mixte ; (p. 5080) : ses observations sur la distinction faite par le ministre des transports entre la notion de document interne et la notion de document de service.

Aménagement du territoire, équipement et urbanisme [14 novembre 1973] (p. 5727) : ses observations sur les orientations du financement public ; complexe de Fos ; syndicat communautaire d'aménagement et produit du VRTS ; mesures de financement visant la commune de Saint-Louis-du-Rhône ; absence de régime financier particulièrement intéressant pour les communes concernées par l'industrialisation de Fos ; effort accompli par le Gouvernement en faveur des grandes sociétés multinationales ; prix des ventes de terrains aux sociétés Solmer et Pechiney-Ugine Kuhlmann ; avantages fiscaux consentis à ces sociétés ; taux de remboursement des emprunts contractés auprès du FDES ; avantages douaniers ; privatisation des quais ; (p. 5728) : privation des dockers du bénéfice de la loi du 6 septembre 1947 ; taxes prélevées par le port autonome de Marseille ; atteinte à la liberté du travail, pollution engendrée par Solmer ; situation des travailleurs qui ont construit Fos au regard de l'emploi ; étude de l'OREAM sur l'emploi ; sa proposition de création d'un fonds de concours financé au profit des communes et payé par les grandes entreprises qui ont choisi Fos.

Comptes spéciaux du Trésor. Examen des crédits [20 novembre 1973]. **Après l'Article 45** (p. 6127) : soutient l'amendement de M. Savary tendant à la représentation du Parlement au conseil de direction du FDES ; souhaite des informations sur les conditions du prêt accordé par l'Etat à la Solmer, à Fos.

1974

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° **1180**). *Deuxième partie :*

Universités [6 novembre 1974] (p. 5924) : un tel budget se rejette en bloc ; le malthusianisme culturel et scientifique frappe l'indépendance nationale ; la répartition des étudiants est marquée par l'anarchie et le déséquilibre constant ; le renforcement de la sélection encore aggravé par les mesures prises à l'égard de l'université de Vincennes ; (p. 5925) : nombre d'universités sont en faillite potentielle ; une politique à bout de souffle et qui menace l'avenir ; la politique proposée par le programme commun de la gauche.

Agriculture. — FORMA, BAPSA [7 novembre 1974] (p. 6037) : les caisses de retraites complémentaires des salariés de l'agriculture ; l'évolution démographique des salariés agricoles ; la part du financement de l'Etat.

Transports. — IV. **Marine marchande,** rapporteur pour avis [18 novembre 1974] (p. 6660) : analyse des crédits ; la construction navale ; concertation des chantiers navals ; l'aide aux petits et moyens chantiers ; leur plan de charge ; l'armement au commerce ; l'emploi ; le déficit de la balance des frets maritimes ; le plan de croissance 1976-1980 ; la rentabilité des moyens et petits navires ; l'achat de navires sur cales ou d'occasion ; (p. 6661) : le conseil supérieur de la marine marchande et l'exécution du plan de croissance ; le désarmement du *France ;* la commission parlementaire d'enquête ; le marché des croisières ; l'abus de conférences maritimes ; les droits des marines nationales des pays « chargeurs » ; l'accord entre la France et l'Algérie ; l'acheminement du pétrole sous pavillon national ; les pêches maritimes ; la conférence de Caracas ; le déficit du commerce extérieur des produits de la pêche ; l'organisation du marché ; l'Institut scientifique et technique des pêches maritimes ; l'apprentissage maritime ; les retraites ; la pension de réversion ; l'application du décret du 7 octobre 1968 ; les maisons de retraite pour marins ;

la commission de la production a donné à la majorité un avis favorable.

Intérieur [19 novembre 1974] (p. 6749) : l'aménagement du territoire réalisé au profit des grandes firmes multinationales : exemple du plan Etat-sidérurgie en faveur d'Usinor ; l'implantation à Dunkerque d'un steam-cracking ; autre exemple : la société Solmer à Fos ; l'extension de la zone industrialo-portuaire de Fos ; la pollution ; les propositions du groupe communiste pour cette région ; la centralisation ; (p. 6750) : le groupe communiste rejette les crédits ; (p. 6763) : le chômage dans les Bouches-du-Rhône.

1975

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant conservatoire de l'espace littoral** (n° 1402). **Première lecture. Discussion générale** [25 avril 1975] (p. 2149) : la contribution du Gouvernement au « saccage » des grands espaces du littoral ; l'exemple de l'Aquitaine et du Languedoc-Roussillon, de l'étang de Berre et du golfe de Fos ; les murailles de béton dressées par les promoteurs ; l'exemple de Bormes-les-Mimosas, de Cannes-Mandelieu et de la baie des Anges ; adapter les statuts de l'office national des forêts à la protection du littoral ; caractère centralisateur et antidémocratique du projet ; (p. 2150) : le régime et le rôle du conservatoire ; « la privatisation scandaleuse du bord de mer » ; le conservatoire, organisme autoritaire sans efficacité réelle. **Discussion des articles. Article premier** (p. 2152) : son amendement n° 21 : prévoir l'accord des collectivités locales concernées ; repoussé. **Deuxième lecture. Explications de vote** [25 juin 1975] (p. 4722) : l'abstention du groupe communiste.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1975** (n° 1873). **Discussion des articles** [10 septembre 1975]. **Article 4** (p. 6189) : l'insuffisance du crédit ouvert pour le port de Fos. **Article 10** (p. 6200) : l'aide avantageuse de l'Etat en faveur de la sidérurgie ; le cas de Solmer ; la non-traduction de l'aide en création d'emplois ; la nationalisation des trusts sidérurgiques, seule solution valable.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° 1880). *Deuxième partie :*

Industrie et recherche [6 novembre 1975] (p. 8013) : l'incapacité pour le capitalisme de résoudre les problèmes qui se posent en France ; la faveur de l'Etat pour la concentration industrielle ; (p. 8014) : les milliards donnés aux grandes entreprises ; l'exemple de la sidérurgie ; la diminution des emplois dans ce secteur ; la lutte des travailleurs et des communistes contre les monopoles et l'application du programme commun.

Transports. — IV. **Marine marchande,** rapporteur pour avis [14 novembre 1975] (p. 8431, 8432) : la situation des chantiers navals ; l'aide du Gouvernement aux grandes sociétés de construction ; l'aide en faveur des gros armateurs ; faire la part plus large à la compagnie nationale et une plus grande rigueur à l'égard des pavillons de complaisance ; l'adoption par la majorité de la commission de la production du projet de budget de la marine marchande.

1976

— **Projet de loi relatif à la prévention et à la répression de la pollution marine par les opérations d'immersion effectuées par les navires et aéronefs** (n° 1502). **Discussion des articles** [21 avril 1976]. **Article premier** (p. 1991) : défend l'amendement n° 17 de M. Barel : immobilisation du navire ou de l'aéronef à titre conservatoire ; repoussé. **Explications de vote** [21 avril 1976] (p. 2001) : l'abstention du groupe communiste.

— **Projet de loi relatif à la prévention et à la répression de la pollution de la mer par les opérations d'incinération** (n° 1923). **Discussion générale** [22 avril 1976] (p. 2029) : considère l'imprécision qui est la marque du projet ; les difficultés d'application auxquelles il se heurtera ; l'insuffisance des sanctions envisagées ; (p. 2030) : la nécessité d'un changement de système. **Discussion des articles** [22 avril 1976]. **Article 8** (p. 2032) : son amendement n° 9 : renforcement des sanctions prévues ; repoussé. **Article 12** (p. 2034) : son amendement n° 10 : différencier la responsabilité du capitaine de celle du propriétaire du navire ; retiré. **Explications de vote** [22 avril 1976] (p. 2035) : pense que les sanctions prévues sont insuffisantes ; l'abstention du groupe communiste.

— **Projet de loi relatif à la protection de la nature** (n° 1565). **Discussion des articles** [22 avril 1976]. **Article premier** (p. 2062) : son amendement n° 115 défendu par M. Dutard. **Après l'Article premier** (p. 2073) : son amendement n° 1 soutenu par M. Dutard. **Avant l'Article 3** (p. 2073) : son amendement n° 116 défendu par M. Dutard. **Article 3** (p. 2074) : son amendement n° 117 défendu par M. Dutard ; son amendement n° 118 défendu par M. Gouhier. **Après l'Article 5** (p. 2076) : son amendement n° 120 défendu par M. Dutard ; repoussé. **Article 6** (p. 2082) : son amendement n° 121 défendu par M. Gouhier ; adopté ; son amendement n° 122 défendu par M. Gouhier ; retiré. **Article 8** (p. 2083) : son amendement n° 5 défendu par M. Dutard ; repoussé.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1976 (n° 2147). Discussion générale** [4 mai 1976] (p. 2586) : la situation dramatique de l'agriculture méridionale ; réclame des mesures de sauvegarde en faveur des producteurs de tomates de conserve ; critique les mesures prises en faveur du Maroc ; s'inquiète de l'entrée de l'Espagne dans le marché commun ; la politique à appliquer dans le secteur des primeurs ; réclame la discussion d'une loi-cadre pour sauvegarder l'agriculture française.

— **Projet de loi relatif au développement de la prévention des accidents du travail (n° 2209). Discussion des articles** [13 mai 1976]. **Article premier** (p. 2970) : son sous-amendement n° 91 soutenu par Mme Moreau ; adopté. **Article 6** (p. 2982) : soutient l'amendement n° 97 de M. Gouhier concernant les conditions d'hébergement du personnel de chantier ; repoussé. **Article 9** (p. 2986) : son amendement n° 101 défendu par M. Andrieux ; repoussé. **Article 10** (p. 2987) : son amendement n° 102 soutenu par M. Berthelot ; repoussé. **Article 11** (p. 2988) : son amendement n° 103 soutenu par M. Andrieux ; repoussé.

— **Projet de loi portant approbation du VII^e Plan de développement économique et social (n° 2346). Discussion générale** [24 juin 1976] (p. 4609) : la domination du grand capital, cause de la crise affectant l'aménagement du territoire ; le redéploiement des grandes entreprises contre l'économie française ; la mauvaise organisation du marché du travail ; l'utilisation démagogique du système de la qualité de la vie ; l'aggravation des conditions d'existence des Français ; le problème du financement des équipements par les collectivités locales ; (p. 4610) : le caractère antidémocratique du plan.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**). *Deuxième partie :*

Services du Premier ministre. — V. **Commissariat général du plan d'équipement et de la productivité.** — I. **Services généraux : Aménagement du territoire** [18 novembre 1976] (p. 8259) : le gâchis des forces productives engendré par une politique de soutien inconditionnel au grand capital : les mutations ; le redéploiement à l'étranger ; pays sous-développés et monopole ; Pechiney ; Fos ; le cas de la Lorraine ; (p. 8260) : la loi Boscher ; les mirages de Fos ; nationaliser la sidérurgie ; le programme commun.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1976 (n° 2630). Discussion des articles** [9 décembre 1976]. **Après l'Article 3** (p. 9163) : soutient l'amendement n° 39 rectifié de M. Combrisson exonérant de la taxe d'habitation les personnes âgées de plus de soixante-cinq ans et qui ne sont pas imposables sur le revenu des personnes physiques ; repoussé ; soutient l'amendement n° 36 de M. Vizet proposant un abattement de 20 % sur la taxe d'habitation pour les personnes âgées de plus de soixante-cinq ans assujetties aux deux premières tranches de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et les titulaires de la carte d'invalidité ou de cécité ; repoussé. **Après l'Article 5** (p. 9170) : son amendement n° 31 affectant le produit de la taxe intérieure de consommation applicable aux carburants au conseil général des Bouches-du-Rhône ; le chômage dans le département des Bouches-du-Rhône ; (p. 9171) : accorder aux collectivités locales touchées par le problème de Fos ce qui a été accordé au port autonome de Marseille ; la contribution des pétroliers ; repoussé.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant réforme de l'aide au logement** (n° **2631**). **Discussion des articles** [16 décembre 1976]. **Article 7** (p. 9508) : son amendement n° 22 défendu par M. Canacos ; devenu sans objet ; (p. 9510) : son amendement n° 23 défendu par M. Canacos ; devenu sans objet.

1977

— **Déclaration du Gouvernement sur la situation et les perspectives de la sidérurgie française** (n° **2809**). [19 avril 1977] (p. 1920) : le caractère global de la crise de la sidérurgie ; les sommes prêtées par l'Etat à la Solmer ; la non-régularisation des actes de transfert de propriété de l'Etat à la Solmer ; les raisons de la générosité de l'Etat ; les conditions d'exploitation des hauts fourneaux mis en place à Fos ; le chômage dans le département des Bouches-du-Rhône ; les activités actuelles de l'ancien délégué à l'aménagement du territoire ; (p. 1921) : les prévisions contenues dans le livre blanc de l'OREAM paru en 1969 ; l'association du groupe communiste de l'Assemblée nationale à l'action des travailleurs d'Usinor et de Sacilor ; (p. 1975) : le paiement par la société Solmer des terrains achetés à l'Etat.

— **Projet de loi autorisant le Gouvernement à émettre un emprunt bénéficiant d'avantages fiscaux** (n° **2828**). **Discussion générale** [10 mai 1977] (p. 2580) : le drame des centaines de milliers de travailleurs privés d'emploi ; le nombre élevé d'entreprises touchées de plein fouet par la crise ; les ateliers Terrin ; le secteur de la réparation navale ; Gervais-Danone.

— **Déclaration du Gouvernement sur les problèmes de la mer** (n° **2960**) [7 juin 1977] (p. 3446) : la place occupée par la flotte française sur le plan mondial ; les conséquences de la mise à l'écart de la France des grands courants d'échanges ; l'aide généreuse accordée à l'armement français ; (p. 3447) : la lutte des banques d'affaires et des groupes d'armement ;

la position du Gouvernement sur l'offre publique d'achats relative à une compagnie d'armement ; la liaison avec la Corse ; la lutte contre les pavillons de complaisance ; le conflit du *Montego ;* les propositions du parti communiste français.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° 3120). *Deuxième partie :*

Services du Premier ministre. — V. Commissariat général du plan [19 octobre 1977] (p. 6353) : l'opposition de l'article 40 à un amendement déposé par le groupe communiste relatif à l'établissement d'une subvention de fonctionnement affectée au CREDOC ; le caractère centralisateur autoritaire et contraire à l'intérêt de la nation de la volonté de planification du Gouvernement ; le développement de l'austérité pour les masses populaires ; la crise de l'emploi dans la région Provence - Alpes - Côte d'Azur ; (p. 6354) : les propositions communistes relatives à la démocratisation du plan ; la décentralisation des centres de décision ; l'élection d'assemblées régionales au suffrage universel ; l'association des travailleurs à la gestion des entreprises nationalisées ; le plan démocratique.

Travail [14 novembre 1977] (p. 7357) : les crédits relatifs aux travailleurs immigrés ; le cas de l'entreprise Sotrast-Solepremo de Fos-sur-Mer ; (p. 7358) : les relations entre le chômage et l'immigration ; le chômage et la société française ; l'opposition du Conseil d'Etat à la suspension de l'immigration familiale ; la politique gouvernementale ; les propositions de loi communistes relatives au statut et à la liberté des travailleurs immigrés ; les réformes à entreprendre ; la démocratisation de l'office national de l'immigration ; l'égalité des droits.

POSADO (Pascal)

Député des Bouches-du-Rhône (4e circonscription) (C).

En remplacement de M. François Billoux, décédé le 14 janvier 1978.

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [*J.O.* du 17 janvier 1978] (p. 396).

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 30 janvier 1978] (p. 542).

POSTEL-VINAY (André)

Secrétaire d'Etat auprès du ministre du travail (travailleurs immigrés) du 8 juin 1974 au 23 juillet 1974.

Est nommé secrétaire d'Etat auprès du ministre du travail (travailleurs immigrés) (Gouvernement Chirac). Décret du 8 juin 1974 [*J.O.* du 9 juin 1974] (p. 6179).

Donne sa démission [*J.O.* du 23 juillet 1974] (p. 7715).

INTERVENTIONS

1974

— **Proposition de loi relative à l'article L. 495 du code de la sécurité sociale (silicose)** (n° 419). **Discussion générale** [18 juin 1974] (p. 2750) : existence d'un projet de loi déposé devant le Sénat sur les maladies professionnelles et les accidents du travail ; ne pas retarder toutefois l'adoption d'une mesure intéressante ; l'amendement n° 1 du Gouvernement relatif à la durée minimale de vie commune. **Discussion des articles. Article premier** (p. 2752) : amendement n° 5 du Gouvernement : la pension est due quelle que soit la date de constatation de l'affection, adopté ; amendement n° 1 du Gouvernement : durée minimale du mariage ; accepte de ne pas la fixer par voie réglementaire ; durée minimale de deux ans ; amendement adopté à la suite de cette modification. **Article 2** (p. 2753) : amendement n° 2 du Gouvernement : suppression de l'article 2 de la proposition en raison de son incidence sur la méthode de financement des prestations ; adopté.

POUDONSON (Roger)

Secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (fonction publique) du 8 juin 1974 au 29 octobre 1974.

Est nommé secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (fonction publique) (Gouvernement Chirac). Décret du 8 juin 1974 [*J.O.* du 9 juin 1974] (p. 6179).

Donne sa démission [*J.O.* du 30 octobre 1974] (p. 11035).

INTERVENTIONS

1974

— **Proposition de loi organique relative à l'élection des sénateurs dans les départements de la métropole et dans les départements d'outre-mer** (n° 1241). **Deuxième lecture. Discussion générale** [17 octobre 1974] (p. 5203-5204) : soutient les amendements de la commission. Le Sénat attendra les résultats du prochain recensement.

POUJADE (Robert)

Député de la Côte-d'Or
(1re circonscription)
(UDR).

Ministre de la protection de la nature et de l'environnement du 5 avril 1973 au 27 février 1974.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 733).

S'inscrit au groupe d'union des démocrates pour la République [2 avril 1973] (p. 744).

Est nommé ministre de la protection de la nature et de l'environnement (deuxième Gouvernement Messmer). Décret du 5 avril 1973 [*J.O.* du 6 avril 1973] (p. 3899).

Le Président de l'Assemblée nationale prend acte de la cessation, le 5 mai 1973, de son mandat de député [9 mai 1973] (p. 1102).

Il est mis fin, sur présentation de la démission du Gouvernement, à ses fonctions de ministre de la protection de la nature et de l'environnement (deuxième Gouvernement Messmer). Décret du 27 février 1974 [*J.O.* du 28 février 1974] (p. 2316).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [5 avril 1973] (p. 755).

DÉPOTS

En qualité de ministre de la protection de la nature et de l'environnement :

— **Projet de loi complétant et modifiant le titre I du livre III du code rural sur la chasse et la loi n° 68-918 du 24 octobre 1968 sur la chasse maritime** (n° **753**) [9 novembre 1973].

QUESTIONS

Réponses en qualité de ministre de la protection de la nature et de l'environnement :

• *à la question orale de :*

— **M. Zuccarelli** (n° **1225**) : **Pollution de la Méditerranée par les boues rouges** [30 mai 1973] (p. 1688, 1689, 1690) : nécessité d'assurer une protection globale de la Méditerranée.

• *à la question d'actualité de :*

— **M. Cazenave : Pollution de la mer** [15 juin 1973] (p. 2217, 2218) : politique d'aide financière du Gouvernement dans le domaine de la lutte contre la pollution ; action des agences financières de bassin ; attribution de crédits du FIANE au bassin d'Arcachon.

INTERVENTIONS

En qualité de ministre de la protection de la nature et de l'environnement :

1973

— **Discussion sur la demande de constitution d'une commission spéciale** [19 novembre 1973] (p. 6038) : décision de l'Assemblée, s'oppose à la demande de constitution d'une commission spéciale pour l'examen du projet de loi n° 753 relatif à la chasse.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° **646**). *Deuxième partie :*

Protection de la nature et de l'environnement [20 novembre 1973] (p. 6061) : définition d'une politique de l'environnement à moyen terme et préparation du VIIe Plan ; rend hommage aux rapporteurs ; environnement et fonctions productives ; prévention de la pollution ; travail réglementaire et loi du 19 novembre 1917 ; réduction des pollutions industrielles ; programmes et contrats de branche ; (p. 6062) : programmes à caractère régional et programmes globaux ; intégration du coût de l'antipollution dans les circuits économiques concernés ; agences financières de bassin ; projet de taxe parafiscale sur les carrières de granulats ; problème des déchets ; redevance d'espaces verts ; dioxyde de soufre ; action vis-à-vis des fonctions collectives ; appel à la responsabilité écologique ; consultation d'experts en écologie pour l'établissement des documents d'urbanisme et des grands projets sur le littoral ; projets d'urbanisme et paysages ; (p. 6063) : autoroutes, études évaluant les conséquences des projets de la puissance publique sur le patrimoine naturel ; plans d'occupation des sols et sauvegarde du littoral, capital « montagne » ; sauvegarde de terrains d'action vierges, paysages de qualité, loi du 16 juillet 1971 instituant les « zones pittoresques » ; aide architecturale aux constructeurs, centre national d'études et de recherche du paysage ; subventions du Fonds d'intervention et d'action pour la nature et l'environnement (FIANE), équipes mobiles ; politique des villes moyennes et qualité de l'environnement ; aménagement de rues pour piétons ; équilibre entre parties construites et zones naturelles ; (p. 6064) : moyens de fonctionnement du ministère de l'environnement ; moyens de l'autonomie ; mission et attributions du ministère ; moyens en personnel ; son opposition à la création de services extérieurs nouveaux ; appel au concours des services de l'Etat ;

action administrative au niveau des régions et des départements ; délégués régionaux à l'environnement ; ateliers régionaux des sites et paysages ; ses observations sur l'aide apportée par les services extérieurs des autres ministères ; analyse les crédits budgétaires et leur ventilation par grands objectifs ; (p. 6065) : action nouvelle intéressant les réserves naturelles ; parcs de vision et parcs zoologiques ; aides aux parcs naturels régionaux ; modalités d'aide à la protection des sites naturels ; comptes écologiques de la nation et préparation du VII[e] Plan ; crédits, rôle et interventions du FIANE ; villes moyennes ; zone minière Pas-de-Calais ; évolution de la part que d'autres budgets consacrent à la protection de la nature ; (p. 6066) : évaluation de l'effort du budget de l'Etat en matière d'environnement ; comptes budgétaires de l'Etat et des collectivités locales ; croissance et amélioration de l'environnement. **Réponses aux orateurs** (p. 6072) : à M. de Montesquiou sur les problèmes de l'urbanisme ; le label « Architecture » et le statut des gardes-chasse ; à MM. Wagner et Kalinsky sur les espaces boisés de l'Est parisien, à MM. Feït, Godon et Glon sur les relations entre forêt et environnement ; à M. Kalinsky sur les nuisances dans le département du Val-de-Marne ; à M. Nungesser sur les problèmes de l'autoroute A 4 ; à MM. Kalinsky et Wagner sur le bruit autour des aéroports (Orly et Toussus-le-Noble) ; à M. Hausherr sur l'évaluation des sels résiduaires des mines de potasse d'Alsace et sur l'assainissement de la nappe phréatique ; à M. Rieubon sur la lutte contre la pollution dans la région de Fos ; à MM. Alloncle, Alex Raymond et Weisenhorn sur les conventions internationales et la politique européenne de l'environnement ; à MM. Denis, Boudon, de Montesquiou, Barel, Legendre et Cressard sur les problèmes de formation et d'information ; à Mme Fritsch sur le financement de l'Institut écologique de Lorraine ; les systèmes allemand et français de contrôle des établissements classés ; l'attitude de ses services ; à M. Plantier sur le problème des zones périphériques des parcs nationaux.

POULPIQUET (Gabriel de)

Député du Finistère
(3[e] *circonscription*)
(*UDR, puis RPR*).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 734).

S'inscrit au groupe d'union des démocrates pour la République [2 avril 1973] (p. 744).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [5 avril 1973] (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1465).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner en deuxième lecture le projet de loi n° 275 complétant certaines dispositions du titre premier du livre VI du code rural relatif au statut du fermage et du métayage et de l'article 27 modifié de la loi n° 62-933 du 8 août 1962 complémentaire à la loi d'orientation agricole [4 mai 1973] (p. 1071).

Membre de la commission d'enquête sur l'organisation et les pratiques du commerce de la viande [22 octobre 1974] (p. 5326).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1974 [19 décembre 1974] (p. 8188).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au permis de chasser [29 avril 1975] (p. 2228).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à **garantir le revenu des producteurs de lait par l'organisation du marché** (n° **184**) [12 avril 1973].

— **Rapport,** fait au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° **1555**) relatif au **permis de chasser** (n° **1564**) [23 avril 1975].

— **Rapport** fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au **permis de chasser** (n° **1601**) [29 avril 1975].

— **Proposition de loi** tendant à la coordination de la **politique des structures agricoles** et de l'action des **sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural** (SAFER) (n° **3240**) [24 novembre 1977].

QUESTIONS

• *question orale sans débat :*

— (n° **773**) : **Constructions dans les sites classés** [11 mai 1973] (p. 1230) : la sévérité

excessive des administrations et des commissions relevant des affaires culturelles (p. 1230, 1231).

• *questions d'actualité :*

— **Limitation de vitesse** [22 juin 1973] (p. 2469).

— **Remboursement des prêts à la construction** [26 octobre 1973] (p. 4878, 4879).

• *question au Gouvernement :*

— **Revenu des éleveurs** [12 juin 1974] (p. 2614) : dégradation des prix de la viande bovine et de la viande porcine sur les marchés français.

• *questions orales avec débat de :*

— **MM. Charles Bignon** (n° **11204**), **Josselin** (n° **11311**), **Rigout** (n° **11324**), **d'Harcourt** (n° **11329**), **Bertrand Denis** (n° **11466**), **Daillet** (n° **11509**) : **Prix agricoles** [19 juin 1974] (p. 2799).

• *questions au Gouvernement :*

— **Réanimation de l'économie** [23 avril 1975] (p. 1999).

— **Activité des SAFER** [25 juin 1975] (p. 4715, 4716) : exercice abusif du droit de préemption des SAFER en particulier de la SAFER de Bretagne.

• *question orale sans débat :*

— (n° **24440**) : **Droit de préemption des SAFER** [5 décembre 1975] (p. 9438, 9439) : les abus des SAFER ; l'utilité du prochain dépôt d'un projet de loi à ce sujet.

• *question au Gouvernement :*

— **Naufrage de l'Olympic Bravery** [7 avril 1976] (p. 1441) : l'organisation de la lutte contre la pollution d'Ouessant ; dispositions juridiques et techniques envisagées par le Gouvernement pour éviter le renouvellement de telles circonstances ; l'indemnisation des victimes.

• *question orale sans débat :*

— (n° **29541**) : **Crédits aux artisans** [11 juin 1976] (p. 4044) : nécessité d'accorder rapidement des crédits aux artisans ; dégagement des crédits du fonds de développement économique et social ; attribution d'une dotation supplémentaire de 100 millions de francs.

• *questions au Gouvernement :*

— **Crédits aux bâtiments d'élevage** [30 juin 1976] (p. 4949) : les difficultés rencontrées par les agriculteurs du Finistère pour obtenir des subventions pour la construction de bâtiments d'exploitation, d'étables ou de porcheries.

— **Taxe professionnelle** [27 octobre 1976] (p. 7099) : le poids excessif de la taxe professionnelle sur les petites et moyennes entreprises.

• *question orale sans débat :*

— (n° **34256**) : **Situation de l'emploi en Bretagne** [17 décembre 1976] (p. 9607, 9608) : les difficultés de l'emploi dues au tassement de l'activité industrielle ; nécessité d'accélérer la décentralisation industrielle et administrative.

• *question au Gouvernement :*

— **Taxe de coresponsabilité** [13 avril 1977] (p. 1759) : modulation nécessaire de cette taxe ; réévaluation du prix du lait en fonction de l'augmentation du coût à la production.

• *question orale sans débat :*

— (n° **37483**) : **Organisation du marché de la viande chevaline** [13 mai 1977] (p. 2767, 2768) : problèmes de l'élevage du cheval de trait et de selle ; dépôt nécessaire d'un projet de loi tendant à protéger et organiser le marché de la viande chevaline.

• *question au Gouvernement :*

— **Baisse du prix du poulet** [16 novembre 1977] (p. 7500) ; les difficultés des abattoirs de poulets en raison de la baisse de 5 % du prix à la production.

• *question orale sans débat :*

— (n° **40190**) : **Application de la loi sur l'architecture** [2 décembre 1977] (p. 8219) : la nécessité de modifier le décret du 3 mars 1977 refusant aux entreprises du bâtiment ayant un bureau d'études le droit d'être dispensées du recours à un architecte si la construction n'excède pas 250 mètres carrés de surface habitable.

INTERVENTIONS

1973

— **Déclaration du ministre de l'agriculture et du développement rural sur les récentes délibérations du conseil de ministres des Communautés européennes** (n° **277**) [4 mai 1973] (p. 1058) : souligne la déception des agriculteurs français devant la position de nos partenaires sur la fixation des prix ; (p. 1059) : la difficulté de l'unification des prix agricoles à cause de l'instabilité monétaire ; demande que la Bretagne soit incluse dans la liste des régions défavorisées ; évoque le problème du lait ; rappelle sa proposition de loi tendant à rétablir le système du « quantum » pour le paiement du lait ; souhaite une organisation du marché de la pomme de terre.

— **Déclaration du Gouvernement sur les orientations de la politique urbaine** (n° 354) [18 mai 1973] (p. 1397) : crédits d'aide à l'accession à la propriété des maisons individuelles ; décentralisation industrielle et administrative ; aide à la construction ; délais d'obtention des primes avec prêt du Crédit foncier ; conditions d'application du décret du 24 janvier 1972 ; situation financière difficile de beaucoup de candidats à la construction ; demandes de primes en instance dans le département du Finistère ; prêts différés ; problèmes de l'architecture ; (p. 1398) : sa référence à une circulaire préfectorale dans le département du Finistère tendant à uniformiser les constructions ; protestations qui se sont élevées ; demande un assouplissement de ces dispositions ; rigidité des plans d'urbanisme ou d'occupation des sols ; nécessité de dérogations ; création d'un fonds de compensation afin d'indemniser les propriétaires dont les terrains sont dévalués.

— **Déclaration de M. le ministre de l'éducation nationale sur les orientations de la politique de l'éducation nationale** (n° 442) [6 juin 1973] (p. 1832) : frais de scolarité, imprécision et insuffisance des mesures annoncées par le Gouvernement ; champ d'application de la gratuité des transports et des fournitures scolaires ; gratuité de l'enseignement primaire et du premier cycle de l'enseignement secondaire ; répartition plus équitable des bourses ; nécessité de relever le niveau du barème, disparité actuelle entre les enfants des établissements d'enseignement technique publics et privés ; sa question au ministre sur les refus de bourses faute de crédits alors qu'existaient des dotations budgétaires non consommées ; difficultés tenant à la concentration des établissements scolaires ; cartes scolaires ; insuffisance des crédits dans le département du Finistère.

— **Projet de loi habilitant le Gouvernement à proroger la suspension de la TVA sur les ventes au détail de viande de bœuf** (n° 510). **Discussion de l'Article unique** [27 juin 1973] (p. 2556) : ses arguments contre l'adoption de l'amendement de M. Lelong.

— **Rappel au règlement** [4 octobre 1973] (p. 4048) : protestations contre les méthodes de travail de l'Assemblée.

— **Projet de loi d'orientation du commerce et de l'artisanat** (n° 496). **Discussion des articles** [10 octobre 1973] : **Article 15** (p. 4243) : sort qui sera réservé aux artisans et commerçants ayant des arriérés de cotisations ; (p. 4244) : souhaite connaître les intentions du Gouvernement à ce sujet ; [11 octobre 1973] : **Article 11** (p. 4279) : sort des petits artisans qui sont dans l'incapacité de vendre leur fonds et dont la clientèle a été accaparée par des concurrents ; [18 octobre 1973] : **Avant l'Article 41** (p. 4541) : ses arguments en faveur du préapprentissage, maisons familiales rurales ; nécessité d'apprendre aux jeunes un métier manuel dès l'âge de quatorze ans ; **Article 41** (p. 4551) : son sous-amendement tendant à la possibilité d'option pour le contrat d'apprentissage dès l'âge de quinze ans.

— **Rappel au règlement** [17 octobre 1973] (p. 4476) : agissements dont il a été victime au cours de l'été.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° 646). *Deuxième partie :*

Education nationale [13 novembre 1973] (p. 5650) : éducation des enfants et formation des maîtres ; insuffisance des constructions scolaires (CEG et CES) ; situation dans le Finistère ; ses réserves sur la répartition des implantations ; demande de création de postes supplémentaires ; problèmes financiers qui se posent à l'enseignement privé ; ses réserves sur la répartition des crédits de bourses ; demande qu'il soit remédié aux inégalités en matière de bourses.

Aménagement du territoire, équipement, logement et tourisme. — Logement [15 novembre 1973] (p. 5788, 5789) : situation critique de nombreuses entreprises du bâtiment et ses causes ; conditions d'attribution des prêts et taux d'intérêt ; augmentation du taux de l'escompte avec effet rétroactif pour certains prêts ; suppression des primes et ses conséquences ; sa demande de précision sur le remplacement des primes par des prêts bonifiés du Crédit agricole ; ses observations sur la répartition des crédits HLM.

Commission mixte paritaire [18 décembre 1973] (p. 7126) : ressources permettant de suspendre la taxe intérieure sur le fuel domestique et d'accorder des déductions de la TVA ; situation des pêcheurs et des maraîchers ; sa question d'actualité à ce sujet.

— **Rappel au règlement** [12 décembre 1973] (p. 6899) : suppression de l'ordre du jour des questions d'actualité.

— **Projet de loi relatif à l'interruption volontaire de grossesse** (n° 455). **Discussion générale** [14 décembre 1973] (p. 7040) : estime que sanctionner l'avortement, ce serait s'attaquer à ses causes, prendre des mesures spéciales en faveur des femmes en situation difficile ; estime le projet trop incomplet pour qu'il puisse le voter tel quel et se prononce pour la motion de renvoi afin qu'une véritable loi de la famille soit soumise au Parlement.

— **Rappel au règlement** [18 décembre 1973] (p. 7124) : intervention de M. Frèche et respect de l'ordre du jour.

1974

— **Rappel au règlement** [19 juin 1974] (p. 2782) : retransmission des questions au Gouvernement par la télévision.

— **Rappel au règlement** [2 octobre 1974] (p. 4664) : débat sur les problèmes agricoles.

— **Projet de loi relatif au remboursement de la TVA aux exploitants agricoles** (n° **1172**). **Discussion générale** [3 octobre 1974] (p. 4746) : les difficultés des éleveurs pour amortir les investissements ; nécessité de créer une commission chargée de contrôler les importations de viande. **Discussion des articles. Avant l'Article premier** (p. 4753) : sur l'amendement de M. Antagnac : demande au Gouvernement de faire connaître ses intentions en matière de revenu agricole.

— **Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'organisation et la pratique du commerce de la viande** (n° **1168**). **Discussion générale** [18 octobre 1974] (p. 5277) : rappelle qu'il est à l'origine de la proposition de résolution ; souligne que l'une des causes principales de la désorganisation du marché des viandes réside dans des importations inconsidérées. **Discussion de l'Article unique** (p. 5278) : son amendement n° 1 tendant à étendre la compétence de la commission d'enquête aux importations d'œufs et de poulets ; adopté.

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° **1180**).

Discussion générale [22 octobre 1974] (p. 5324) : la situation tragique des éleveurs ; (p. 5325) : la crise de l'élevage affecte les départements de l'Ouest ; les incohérences des importations de viande.

Deuxième partie :

Culture [30 octobre 1974] (p. 5635) : évoque les difficultés qu'il rencontre dans ses relations avec les services du secrétariat d'Etat dans le Finistère.

— **Projet de loi relatif à l'interruption volontaire de grossesse** (n° **1297**). **Discussion générale** [27 novembre 1974] (p. 7136) : juge le projet inacceptable ; la justice devrait être clémente devant la détresse de la mère mais impitoyable devant l'action de tous ceux qui profitent de l'avortement ; les conditions d'ouverture de ce débat font du vote de chacun une action politique, ce qui est regrettable.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1974** (n° **1340**), rapporteur pour avis. **Discussion des articles** [10 décembre 1974]. **Article 18** (p. 7611) : le permis de chasse ; les dispensés d'examen ; l'adhésion à une fédération départementale ; la fourchette de cotisation ; les redevances cynégétiques ; les dégâts du gros gibier ; les droits de timbre ; (p. 7612) : le visa annuel du permis ; la séparation des trois types de permis ; avis favorable de la commission. **Seconde délibération** (p. 7635) : constate que l'amendement du Gouvernement relatif aux permis de chasse reprend l'essentiel des amendements de la commission.

1975

— **Projet de loi portant modification du statut du fermage** (n° **1171**). **Discussion des articles** [10 avril 1975] (p. 1501) : sur l'amendement n° 55 de M. Villon et n° 139 de M. Darinot : fait part de son inquiétude quant à la révision des prix au cours du bail. **Article 16** (p. 1522) : sur l'amendement n° 112 de M. Lavielle : insiste sur le danger d'exclusion des ouvriers et des marins pêcheurs de la profession d'agriculteur à temps partiel.

— **Projet de loi portant remembrement des exploitations rurales** (n° **946**). **Discussion générale** [11 avril 1975] (p. 1597) : préjudices graves causés par le remembrement aux propriétaires et exploitants ; dommages irréparables causés au sol ; l'urgence d'une réforme des méthodes ; (p. 1598) : un projet qui ne répond pas au mal ; la nécessité du remembrement. **Discussion des articles. Article 4** (p. 1612) : son amendement n° 36 : immeubles à utilisation non agricole et de valeur vénale différente ; repoussé. **Après l'Article 9** (p. 1614) : son amendement n° 18 : durée des opérations de remembrement ; adopté.

— **Projet de loi adopté après déclaration d'urgence par le Sénat, relatif au permis de chasser** (n° **1555**), rapporteur. **Première lecture. Discussion générale** [24 avril 1975] (p. 2065) : l'indispensable réforme de la chasse ; le nombre très important des chasseurs ; la raréfaction du gibier ; le vote de l'article 22 de la loi de finances rectificative pour 1974 instituant le permis de chasser ; le contrôle annuel du permis ; la lutte contre le braconnage ; l'amélioration des conditions de délivrance et de visa du permis ; le problème de la visite médicale, la présentation d'un extrait du casier judiciaire, la garantie de l'assurance obligatoire, la répression des infractions et du braconnage ; (p. 2066) : le retrait du permis de conduire ; les autres peines prévues ; un projet qui ne s'attaque pas à l'essentiel ; les conditions mêmes de l'exercice de la chasse ; modifier les statuts des fédérations départementales des chasseurs ; revoir la réglementation des départements et territoires d'outre-mer ; la situation de la Guyane. **Discussion des articles. Article premier** (p. 2070) : s'oppose à l'amendement n° 2 de M. Ribes qui doit trouver sa place dans une réglementation sur l'emploi des armes ; (p. 2071) : son amendement n° 7 : accorder un délai de vingt-quatre

heures pour présenter le permis ; retiré. **Article 2** (p. 2072) : son amendement n° 8 : possibilité de subordonner le permis de chasser à la présentation d'un extrait de casier judiciaire ou d'un certificat médical ; repoussé ; (p. 2073) : son amendement n° 9 : répartition des redevances payées par les étrangers ; adopté ; s'oppose à l'amendement n° 21 de M. Chauvet ; (p. 2074) : son amendement n° 10 : couverture des risques du fait des chiens ; adopté. **Article 3** : son amendement n° 11 de forme ; adopté. **Article 6** (p. 2075) : son amendement n° 4 et son sous-amendement n° 22 : donner la possibilité aux gendarmes de chasser sur le territoire dont ils ont la surveillance ; adopté ; son amendement n° 12 : permettre aux gardes champêtres de chasser sur la commune qu'ils surveillent ; repoussé. **Article 8** *bis* : son amendement n° 13 : cas des départements du Haut-Rhin, Bas-Rhin, Moselle ; adopté ; son amendement n° 14 : suspension du permis de conduire pour infraction commise en véhicule ; son extension aux passagers ; adopté. **Après l'Article 8** *bis* (p. 2076) : son amendement n° 15 : gardes recrutés par l'office national de la chasse ; intégration dans ce corps des gardes-chasse commissionnés, des gardes en fonctions depuis au moins trois ans ; adopté. **Article 10** (p. 2078) : son amendement n° 5 : limite d'âge du lieutenant de louveterie fixée à soixante-douze ans ; adopté. **Article 11** : son amendement n° 16 de forme ; adopté ; (p. 2079) : son amendement n° 17 : supprimer l'attribution gratuite du permis de chasse aux inscrits maritimes ; adopté. **Article 16** : son amendement n° 18 de forme ; adopté. **Après l'Article 20** (p. 2080) : son amendement n° 19 : unification de la chasse au gibier d'eau dans un délai d'un an ; adopté ; son amendement n° 20 : dépôt dans les six mois d'un projet de loi relatif à l'organisation de la chasse en France ; retiré. **Commission mixte paritaire,** rapporteur [30 avril 1975] (p. 2277) : l'adoption par la commission mixte paritaire du texte adopté par l'Assemblée pour les articles 3, 6, 8 *bis*, 11 et 16 ; les modifications aux articles 2, 9 et 10 ; la rédaction nouvelle de l'article 8 *ter* relatif aux gardes-chasse ; la suppression de l'article 18 *bis*.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant création du conservatoire de l'espace littoral** (n° **1402**). **Discussion des articles** [25 avril 1975]. **Article premier** (p. 2152) : son amendement n° 26 : prévoir l'accord du conseil municipal de la commune intéressée ; les dangers du texte ; (p. 2153) : la catastrophe que connaissent certaines côtes due à des fonctionnaires irresponsables ; retiré au profit de l'amendement du Gouvernement. **Article 4** (p. 2159) : apporte son soutien à l'amendement n° 12 de M. Raymond. **Article 5** (p. 2161) : son amendement n° 27 : accorder le droit de veto aux conseils municipaux des communes concernées par une opération ; repoussé.

— **Projet de loi relatif à l'éducation** (n° **1736**). **Discussion générale** [17 juin 1975] (p. 4304) : son rappel au règlement : considère le programme de travail de l'Assemblée nationale comme peu raisonnable et demandé qu'il soit modifié. **Discussion des articles** [19 juin 1975]. **Article 3** (p. 4444) : son amendement n° 95 : ajouter le mot « patriotique » après le mot « civique » ; la nécessité d'apprendre aux jeunes à respecter le drapeau français ; adopté.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1975** (n° **1873**). **Discussion générale** [10 septembre 1975] (p. 6132) : le poids de l'administration et ses inconséquences ; (p. 6133) : la généralisation du mécontentement des populations ; mettre bon ordre aux agissements des administrations ; maintenir la liberté du travail face aux agissements de quelques-uns ; (p. 6134) : l'impossibilité pour les députés de la majorité de s'exprimer par le biais de la télévision, de la radio et de la presse ; le défaut d'emploi des crédits votés par les assemblées locales.

— **Projets de loi portant réforme de l'urbanisme et de la politique foncière** (n° **1588** et n° **1881**). **Discussion générale commune** [8 octobre 1975] (p. 6675) : le projet n'aura que peu d'impacts dans les zones rurales ; en ville, le changement se traduira par l'augmentation du coût des appartements, le prix du sol étant payé à chaque étage ; aimerait que le Gouvernement précise sa politique d'aménagement du territoire en particulier en zone rurale ; souligne combien la procédure d'instruction du permis de construire constitue souvent un frein au développement de la construction ; la spéculation à la périphérie des villes a souvent des incidences sur les communes rurales. **Discussion des articles** [17 octobre 1975]. **Article 93** (p. 7061) : évoque le cas de personnes expropriées depuis plusieurs années et qui n'ont pas encore été indemnisées. **Avant l'Article 95** (p. 7064) : son amendement n° 395 : subordonner à l'intervention d'une délibération favorable du conseil municipal pour certaines superficies l'exercice du droit de préemption dans les communes ne disposant pas d'un plan d'occupation des sols ; (p. 7065, 7066) : sensible aux propositions du Gouvernement, accepte de retirer son amendement.

— **Projet de loi étendant aux détenus libérés le bénéfice de l'allocation d'aide publique aux travailleurs privés d'emploi et modifiant l'article L 351-4 du code du travail** (n° 1482).

Discussion générale [26 novembre 1975] (p. 8969) : demande qu'on limite l'octroi de l'allocation aux délinquants primaires ; souligne la sévérité de la répression pour des intempérances passagères qui aboutit à des retraits inconsidérés de permis de conduire. **Discussion de l'Article unique** [27 novembre 1975] (p. 9006) : reprend le sous-amendement n° 6 de M. Gerbet : exclusion du bénéfice de l'aide des récidivistes.

1976

— **Projet de loi portant réforme de l'urbanisme** (n° **1881**). **Première lecture. Discussion des articles** [7 avril 1976] : **Article 6** (p. 1461) : son amendement n° 204 : possibilité de dérogations exceptionnelles en matière de règles et servitudes définies par un POS pour des adaptations rendues nécessaires par la nature du sol ; repoussé ; (p. 1464) : son amendement n° 352 : possibilité d'une révision des POS cinq ans après leur adoption ; révision obligatoire dix ans après ; retiré. **Article 11** (p. 1477) : son amendement n° 353 : accorder une indemnité de remploi au propriétaire qui doit vendre à la suite d'une réserve ; [8 avril 1976] : **Article 11** (*suite*) (p. 1490) : souhaite soutenir son amendement n° 353 : après le mot « expropriation » insérer les mots « y compris une indemnité de remploi » ; devenu sans objet par rejet de l'amendement n° 314 de M. Lauriol ; (p. 1491) : son amendement n° 354 : prévoir que si l'acquisition n'a pas été réalisée dans le délai de trois ans, la levée de réserve interviendra dans le mois suivant la mise en demeure adressée au préfet par l'intéressé ; adopté. **Après l'Article 6** (*suite*) (p. 1500) : retire son sous-amendement n° 366 à l'amendement n° 86 de M. Fanton ; son sous-amendement n° 367 : faire en sorte que le transfert de COS puisse s'opérer non seulement dans la même zone mais également dans d'autres zones classées, dans la municipalité, zones constructibles ; repoussé ; (p. 1501) : proteste contre la distribution trop tardive des amendements. **Article 5** (*suite*) (p. 1503) : se déclare contre la suppression du huitième alinéa de l'article 5 ; [13 avril 1976] : **Après l'Article 18** (p. 1640) : juge dangereux l'amendement n° 252 de M. Icart. **Article 38** (p. 1662) : prend la défense des citoyens qui, ayant obtenu un permis de construire, se voient condamnés à abattre la maison qu'ils ont fait édifier ; [14 avril 1976] : **Article 34** (*suite*) (p. 1721) : son amendement n° 205 : supprimer l'article 34 ; donner le dernier mot aux élus en matière d'urbanisme ; (p. 1722) : retire son amendement au profit de l'amendement n° 390 de M. Fanton. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [23 novembre 1976]. **Article 53** *bis* (p. 8586) : propose de rétablir l'article 53 *bis* supprimé par le Sénat ; son importance pour les zones rurales. **Article 54** (p. 8588) : les protestataires devant le permis de construire ; de trop grandes restrictions dans les conditions d'obtention du permis de construire ; (p. 8589) : le prix des terrains ; le problème des conditions d'implantation de constructions légères. **Article 58** (p. 8593) : faciliter l'obtention du permis de démolir. **Article 62** (p. 8599) : l'absurdité du ravalement tous les dix ans ; l'aspect lamentable de certains immeubles neufs ; ne votera pas un article qui est une absurdité.

— **Projet de loi relatif à la protection de la nature** (n° **1565**). **Première lecture. Discussion générale** [22 avril 1976] (p. 2057) : un projet qui touchera particulièrement la Bretagne et son littoral ; ne pas porter atteinte sous prétexte de protection de la nature au droit de propriété et aux activités économiques d'une région ; (p. 2058) : demande comment seront délimitées les zones protégées et quel sera le rôle des maires et des associations ; la paralysie que peuvent provoquer des mesures contraignantes ; réglementer d'une façon plus sévère la vente d'insecticides et de fongicides. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [11 juin 1976]. **Article 5** *octies* (p. 4063) : sur l'amendement n° 17 du Gouvernement, se demande qui est chargé d'appliquer les textes sur la divagation des chiens. **Article 22 A** (p. 4072) : ses sous-amendements n° 26 et n° 27 à l'amendement n° 21 de M. Corrèze tendant à permettre la chasse des faisans, canards et perdrix d'élevage ; sous-amendement n° 26 retiré ; sous-amendement n° 27 adopté.

— **Projet de loi portant imposition des ressources provenant de plus-values assimilables à un revenu** (n° **2206**). **Discussion des articles** [10 juin 1976] : **Article 3** (p. 3953) : retire son amendement n° 241 corrigé ; [16 juin 1976] : **Article 5** (*suite*) (p. 4194) : demande que les gens ayant une double activité, dont certains pêcheurs, aient les mêmes avantages que les agriculteurs. **Article 6** (p. 4220) : rappelle l'augmentation rapide du coût de la construction qui rend illusoires beaucoup de plus-values nominales.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1976** (n° **2523**). **Discussion générale** [13 octobre 1976] (p. 6554) : se prononcera en fonction du sort des amendements déposés ; (p. 6555) : nécessité d'un langage de vérité ; l'amenuisement de la collaboration entre Parlement et Gouvernement ; critique des technocrates ; le blocage des courroies de transmission ; la difficulté à déterminer qui est responsable ; critique de la répartition de l'aide aux agriculteurs en fonction du nombre de têtes d'animaux ; critique du plafond éta-

bli selon un critère géographique ; l'augmentation du prix de l'eau ; les usines de saumon ; les causes de l'inflation : le gâchis de la sécurité sociale, le gel des terrains ; (p. 6556) : la taxe de 1.000 F par cheval de selle, la taxe sur les petits bateaux de plaisance. **Discussion des articles** [14 octobre 1976]. **Article 2** (p. 6632) : défend l'amendement n° 15 de M. Maurice Cornette : substitution de la notion de bénéfice à celle de chiffre d'affaires ; (p. 6633) : maintient son amendement n° 15 ; retiré.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**). *Première partie :*

Discussion des articles [21 octobre 1976] : **Article 2** (p. 6885) : son sous-amendement n° 188 prévoyant que les mesures contenues à l'amendement n° 110 du Gouvernement ne s'appliquent que dans les agglomérations comptant plus de 25.000 habitants et après une véritable réforme fiscale ; l'insuffisance du personnel dans les petites communes ; (p. 6886) : la zizanie créée dans les communes ; retiré ; [22 octobre 1976] : **Article 5** (p. 6943) : les répercussions négatives de l'impôt proposé à l'article 5 ; la solution sage de la commission des finances retenant trois éléments du train de vie ; le problème de la définition de l'élément du train de vie.

Deuxième partie :

Agriculture. — **FORMA, BAPSA** [5 novembre 1976] (p. 7608) : les bâtiments d'élevage ; la diminution des crédits des SAFER ; un contrôle plus strict des actions des SAFER ; les effets de la sécheresse ; la faiblesse des crédits d'équipement ; la priorité à donner aux adductions d'eau et à l'irrigation.

Education [18 novembre 1976] (p. 8236) : des CES plus petits ; les CEG dans les localités petites ou moyennes ; le cas du Finistère ; les classes primaires ; les écoles maternelles ; enseignants, titulaires et contractuels ; (p. 8237) : les enseignants et la gauche.

1977

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, complétant et modifiant le code minier** (n° **1688**). **Discussion des articles** [12 avril 1977] : **Article 17 : Article 83 du code minier** (p. 1730) : son amendement n° 9 non soutenu. **Article 18** (p. 1733) : son amendement n° 10 non soutenu. **Article 22** (p. 1738) : son amendement n° 11 : non soutenu ; son amendement n° 12 : non soutenu ; [13 avril 1977] : **Article 24 : Article 132 du code minier** (p. 1761) : son amendement n° 13 : information systématique des maires quant aux conclusions des recherches ; adopté.

— **Projet de loi aménageant la taxe professionnelle** (n° **2869**). **Discussion générale** [17 mai 1977] (p. 2306) : les résultats aberrants auxquels ont conduit les critères servant de base à l'assiette de l'impôt ; la sensibilité des Français à la justice fiscale ; la présentation en 1976 d'une réforme à la sauvette ; (p. 2807) : la non-maîtrise par les collectivités locales de leurs ressources ; l'attente d'un texte vraiment étudié ; conteste le refus opposé en vertu de l'article 40 de la Constitution à un amendement tendant à réduire la taxe professionnelle pour les entreprises saisonnières ; les conséquences de l'application de la taxe professionnelle en cas d'acquisition d'une moissonneuse-batteuse et en matière d'assujettissement des navires français de commerce. **Discussion des articles. Après l'Article 4** (p. 2825) : l'absence de précisions relatives à la nature des entreprises industrielles faisant l'objet d'exonérations ; les conséquences fiscales de la suppression de l'exonération.

— **Projet de loi relatif à la mise en valeur des terres incultes** (n° **2847**). **Discussion des articles** [30 juin 1977]. **Article premier** (p. 4496) : son amendement n° 4 : nouvelle rédaction de l'article 39 du code rural ; non soutenu.

— **Projet de loi portant modification de l'article 7 de la loi n° 62-933 du 8 août 1962 complémentaire à la loi d'orientation agricole, relatif au droit de préemption des sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural** (n° **3116**). **Discussion générale** [7 décembre 1977] (p. 8376) : les SAFER, instrument privilégié de la politique foncière agricole ; (p. 8377) : préciser le cadre exact des actions des SAFER ; le droit de préemption ; le droit de propriété ; les critères d'attribution des préemptions des SAFER ; modifier la composition des SAFER et des commissions des cumuls ; mettre un terme aux abus des SAFER. **Discussion des articles. Avant l'Article premier. Rappel au règlement** (p. 8384) : demande un report de la discussion du projet de loi relatif aux SAFER étant donné le dépôt tardif de nombreux amendements. **Article premier** (p. 8387) : son amendement n° 35 : exercice du droit de préemption en faveur de l'installation des agriculteurs et de l'agrandissement des exploitations existantes ; les priorités de la politique foncière ; l'installation des jeunes agriculteurs ; (p. 8389) : donner la possibilité aux SAFER de justifier leur droit de préemption par une meilleure répartition des terres ; amendement n° 35 repoussé ; son sous-amendement n° 36 à l'amendement n° 9 de M. Bizot : caractère contraignant du développement de l'équilibrage économique des exploitations ; obliger les SAFER à terminer les opérations commencées ; sous-

amendement n° 36 repoussé ; (p. 8391) : l'imprécision de la législation sur les SAFER. **Article 2** (p. 8395) : son amendement n° 37 soutenu par M. Xavier Deniau : droit de retrait de la vente des vendeurs ; repoussé. **Article 4** (p. 8398) : son amendement n° 38 soutenu par M. Xavier Deniau : non-application du droit de préemption aux acquisitions réalisées par les petits exploitants ou leur épouse ayant une double activité ; repoussé ; (p. 8399) : son amendement n° 39 : non-application du droit de préemption en cas d'acquisitions d'exploitations par les aides familiaux ; devenu sans objet. **Après l'Article 4** (p. 8403) : son amendement n° 40 rectifié soutenu par M. Xavier Deniau : délai de recevabilité des actions en justice contestant les décisions de préemption et de rétrocession prises par les SAFER ; retiré. **Après l'Article 5** (p. 8406) : son amendement n° 41 soutenu par M. Xavier Deniau : biens pouvant être cédés par les bénéficiaires d'une attribution de terres par les SAFER ; repoussé ; son amendement n° 82 soutenu par M. Xavier Deniau : confirmation du motif « de prix excessif » par l'administration des domaines ; repoussé ; son amendement n° 43 soutenu par M. Xavier Deniau : statut et conditions de rémunération des personnels et agents fonciers travaillant pour le compte des SAFER ; repoussé ; son amendement n° 44 soutenu par M. Xavier Deniau : responsabilité du président et du directeur des SAFER en cas d'infraction à l'esprit et à la lettre de la loi ; retiré.

POUTISSOU (André)

Député du Rhône
(10e circonscription)
(PSRG).

Elu le 21 novembre 1976 en remplacement de M. Mathieu, démissionnaire.

L'Assemblée prend acte de son élection [23 novembre 1976] (p. 8568, 8605).

S'inscrit au groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche [30 novembre 1976] (p. 8830).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [25 novembre 1976] (p. 8710), [2 avril 1977] (p. 1464).

QUESTIONS

• *question orale sans débat :*

— (n° 33988) : **Licenciements à la société Cincinnati-Milacron** [10 décembre 1976] (p. 9242, 9243) : la politique de cette firme internationale : transfert à l'étranger des activités les plus rentables.

• *questions au Gouvernement :*

— **Permissions agricoles** [15 juin 1977] (p. 3800) : nécessité de ces permissions spéciales.

— **Fermeture d'un centre sportif à Villefranche-sur-Saône** [5 octobre 1977] (p. 5840) : insuffisance des subventions.

— **Licenciements à la société Gillet-Thaon à Genay et à Villefranche-sur-Saône (Rhône)** [16 novembre 1977] (p. 7496) : la situation alarmante de cette société ; la menace de chômage pesant sur 290 salariés.

INTERVENTIONS

1977

— **Projet de loi relatif au bilan social de l'entreprise** (n° 2755). **Discussion générale** [11 mai 1977] (p. 2657) : la définition du contenu réel du projet par arrêté ministériel ; la non-création d'obligations nouvelles ; les attributions actuelles du comité d'entreprise en matière sociale ; (p. 2658) : le seuil d'application des dispositions du projet de loi ; un projet qui n'apporte rien de nouveau sur le plan des droits des comités d'entreprise ; l'objectif du projet de loi ; l'absence de volonté gouvernementale de s'attaquer aux vrais problèmes ; les lenteurs de la prise en compte des dispositions contenues dans le rapport Sudreau.

— **Projet de loi portant modification de l'article 7 de la loi n° 62-933 du 8 août 1962 complémentaire à la loi d'orientation agricole, relatif au droit de préemption des sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural** (n° 3116). **Discussion générale** [7 décembre 1977] (p. 8379) : la mission des SAFER ; le contrôle du prix des terres ; l'augmentation du prix d'acquisition des terres ; les problèmes posés par les cumuls d'exploitation ; la non-application du droit de préemption aux acquisitions de terrains d'une superficie inférieure à 5.000 mètres carrés ; la maîtrise de l'utilisation du foncier.

PRANCHÈRE (Pierre)

Député de la Corrèze
(1re circonscription)
(C).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 733).

S'inscrit au groupe communiste [2 avril 1973] (p. 745).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [5 avril 1973] (p. 755), [2 avril 1974] (p. 1454).

Cesse d'appartenir à cette commission [4 juillet 1974] (p. 3271).

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [4 juillet 1974] (p. 3271), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner en deuxième lecture le projet de loi n° 275 complétant certaines dispositions du titre premier du livre VI du code rural relatif au statut du fermage et du métayage et de l'article 27 modifié de la loi n° 62-933 du 8 août 1962 complémentaire à la loi d'orientation agricole [4 mai 1973] (p. 1071).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à la **création d'un type nouveau de prêts spéciaux du crédit agricole à 2 % d'intérêt, destiné à l'installation des jeunes agriculteurs et au développement des exploitations familiales** (n° **404**) [24 mai 1973].

— **Proposition de loi** tendant à **prolonger le versement des allocations familiales pour les jeunes jusqu'au terme de leur apprentissage** (n° **489**) [14 juin 1973].

— **Proposition de loi** tendant à **faire bénéficier les jeunes agriculteurs et les artisans ruraux de permissions à l'occasion des travaux agricoles** (n° **758**) [14 novembre 1973].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1975** (n° 1180). — **Annexe n° 3 : Agriculture - Dépenses en capital** (n° **1230**) [11 octobre 1974].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1976** (n° 1880). — Budgets civils. — **Annexe 12 : Economie et finances - FORMA** (n° **1916**) [10 octobre 1975].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1977** (n° 2524). — Budgets civils. — **Annexe n° 3 : Agriculture - Dépenses en capital** (n° **2525**) [5 octobre 1976].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1978** (n° 3120). — Budgets civils. — **Annexe 4 : Agriculture - FORMA et ONIBEV** (n° **3131**) [5 octobre 1977].

QUESTIONS

• *question orale sans débat :*

— (n° **2188**) : **Ecoles rurales** [14 décembre 1973] (p. 7072, 7073) : nécessité d'ouvrir des écoles maternelles dans les communes rurales, spécialement en Corrèze.

• *questions orales avec débat de :*

— **M. Rigout** (n° **11324**) : **Prix agricoles,** en qualité de suppléant [19 juin 1974] (p. 2792, 2793) : institution de prix agricoles minima garantis réclamés par les députés communistes et le Modef ; nécessité de faire face à la crise touchant le vin, les pommes de terre et la viande bovine ; intervention nécessaire de l'ONIBEV ; arrêt de toute importation ; suppression du montant compensatoire sur les exportations ; réduction au taux zéro de la TVA sur toutes les viandes ; aide à l'agriculture de montagne ; proposition de loi du groupe communiste tendant à fixer des prix agricoles minima ; (p. 2799) : revalorisation du prix de la viande bovine ; application totale de la clause de sauvegarde ; livraisons de viande aux populations du Sahel.

— **MM. Labbé** (n° **14998**), **Carpentier** (n° **15162**), **Berthelot** (n° **15168**), **Bégault** (n° **15297**), **Cabanel** (n° **15345**) : **Problèmes de l'emploi** [11 décembre 1974] (p. 7698) : la flambée de chômage en Corrèze ; (p. 7699) : les normaliens sans poste ; les tanneries d'Annonay ; les revendications des travailleurs (garantie et progression du pouvoir d'achat, des salaires, des retraites, des prestations familiales et sociales, abaissement de l'âge de la retraite).

— **MM. Boudet** (n° **18971**), **Falala** (n° **19360**), **Ducoloné** (n° **19428**), **Coulais** (n° **19952**), **Gau** (n° **19963**) : **Problèmes de l'emploi** [4 juin 1975] (p. 3698) : le chômage en Corrèze ; développement de l'activité des arsenaux et de la manufacture d'armes de Tulle ; priorité à donner aux établissements nationaux pour l'étude et la fabrication des armements de l'armée française ; (p. 3699) : développement du secteur des fabrications civiles ; relance de la marine marchande.

• *question au Gouvernement :*

— **Situation de l'entreprise Poutrex, à Argentat** [5 novembre 1975] (p. 7883) : mesures envisagées pour garantir l'emploi et les droits des salariés dans cette entreprise.

INTERVENTIONS

1973

— **Déclaration du ministre de l'agriculture et du développement rural sur les récentes délibérations du conseil des ministres des Communautés européennes** (n° **277**) [4 mai 1973] (p. 1064) : conditions d'existence des exploitants familiaux agricoles ; inquiétude des producteurs après les négociations de Luxembourg ; disparition des exploitations agricoles ; cite des chiffres concernant le Limousin ; évoque la dégradation en chaîne des activités liées à l'agriculture ; demande une nouvelle politique agricole, la fin des pratiques discriminatoires à l'encontre des petits et moyens producteurs ; (p. 1065) : conditions d'octroi de la dotation d'installation ; insuffisance du nombre des bénéficiaires ; discrimination dans le cadre des opérations groupées d'aménagement foncier (OGAF) ; difficultés des producteurs de lait, écoulement des stocks de fromage de garde Cheddar ; nécessité d'indemniser les victimes des orages de l'été 1971 ; difficultés de l'agriculture en montagne ; annonce le dépôt d'une proposition de loi visant à la création d'un type nouveau de prêts spéciaux du Crédit agricole destinés à l'installation des jeunes agriculteurs, les raisons de ce dépôt ; la situation en Italie et en Allemagne, les conditions d'octroi, les bénéficiaires de ces nouveaux prêts, les moyens de financement des bonifications d'intérêt.

— **Projet de loi modifiant certaines dispositions du code du service national** (n° **360**). **Discussion des articles** [13 juin 1973]. **Article 2** (p. 2084) : son amendement tendant à substituer une commission départementale à la commission régionale ; composition de la commission ; (p. 2085) : son amendement : audition par la commission des jeunes gens intéressés et du maire de la commune.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° **646**). *Première partie :*

Discussion des articles [25 octobre 1973]. **Après l'Article 6** (p. 4800) : son amendement visant les achats spéculatifs notamment de terrains agricoles effectués en France par des sociétés ou des ressortissants étrangers ; achat de vignobles de grand cru, terrains acquis dans le Midi et en Corse par des sociétés immobilières allemandes, braderie du sol national, installation des jeunes agriculteurs ; mesure de sauvegarde de l'intérêt national.

Deuxième partie :

Agriculture et développement rural. — FORMA, BAPSA [6 novembre 1973] (p. 5240) : ses sérieuses réserves sur la politique agricole du Gouvernement ; son soutien à la paysannerie en lutte pour défendre ses conditions d'existence ; climat de la discussion budgétaire en 1972 et climat actuel ; rassemblements de producteurs, manifestations d'Ussel et de Moulins ; notion de revenu brut et notion de pouvoir d'achat réel ; dégradation du pouvoir d'achat des agriculteurs ; augmentation constante des coûts de production et des charges ; renchérissement du crédit et lutte contre l'inflation ; non-responsabilité des paysans et des salariés dans la hausse des prix ; réserves obligatoires frappant le crédit agricole et conséquences de cette stérilisation pour l'équipement de notre agriculture ; possibilité de pratiquer une autre politique du crédit ; prêts spéciaux du crédit agricole pour l'installation des jeunes agriculteurs, pour l'agrandissement et la modernisation des exploitations ; prêt dont bénéficient les paysans italiens ; insuffisance du crédit pour bonification d'intérêts ; retard pris sur la bonification des prêts spéciaux de l'élevage en cours ; exemple de la Corrèze, retard pris dans le domaine de l'aide aux bâtiments d'élevage ; (p. 5242) : augmentation de la fiscalité agricole ; accroissement des charges sociales ; demande l'institution immédiate d'une détaxe compensant intégralement l'augmentation de prix des carburants utilisés par l'agriculture ; hausse des prix des aliments du bétail ; culture des plantes riches en protéines ; coût du machinisme agricole ; baisse des prix des produits agricoles ; responsabilité du Gouvernement dans la baisse du prix de la viande bovine à la production « clause de pénurie » ; réduction des exportations de jeunes bovins vers l'Italie ; pénétration du marché par l'Irlande ; action de la SIBEV ; prix des veaux à la foire de Saint-Léonard ; mesures demandées par le comité du Guéret, impuissance de l'ONIBEV ; prix du lait ; revenus des producteurs de fruits ; chute des cours de la noix ; viticulture ; menace de réduction de la production sucrière française ; ses observations sur la présentation budgétaire ; faiblesse des crédits pour les équipements agricoles et ruraux ; demandes de la fédération nationale des CUMA ; enseignement agricole et recherche ; indemnisation des sinistrés des orages de l'été 1971 en Corrèze ; avenir du personnel du ministère de l'agriculture ; rejet par la majorité de la modulation de la taxe sur les céréales ; obstacles à l'inscription des propositions de loi de son groupe ; propositions du programme commun de gouvernement de la gauche ; sauvegarde et maintien de la propriété paysanne ; sa référence à un extrait du livre de Georges Marchais « Le Défi démocratique ». **Etat B - Titre III** [7 novembre 1973] (p. 5341) : son intervention dans la discussion de l'amendement de M. Bonhomme tendant à supprimer la dotation d'installation aux jeunes agriculteurs, dotation

d'installations. argument électoral de l'UDR : proteste contre les conditions de détermination de la surface minimum d'installation ; absence de désaveu du plan Védel ; prend acte que c'est du groupe de l'UDR qu'est venue la proposition de suppression de la dotation d'installation ; vote de son groupe contre l'amendement ; (p. 5342) : son opposition à la politique de la majorité depuis quinze ans ; prêts du crédit agricole à taux réduit institués en 1946 sur proposition des députés communistes.

Taxes parafiscales [20 novembre 1973] (p. 6092) : ses réflexions sur les taxes parafiscales sur la chasse et la pêche ; disproportion entre la contribution des chasseurs et pêcheurs et l'aide de l'Etat ; demande l'augmentation de la contribution financière de l'Etat ; redevance ORTF et financement des relais de télévision dans les zones d'ombre.

1974

— **Projet de loi de finances rectificative** (n° **1110**). **Discussion des articles** [4 juillet 1974]. **Article premier** (p. 3336) : sur l'article attire l'attention du Gouvernement sur les licenciements spécialement dans la tannerie.

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° **1180**). *Deuxième partie :*

Agriculture. — FORMA, BAPSA, rapporteur spécial [7 novembre 1974] (p. 5998) : l'insuffisance des crédits d'équipement; l'exécution du VI[e] Plan ; l'accentuation de la crise agricole ; la garantie des prix ; la contribution de l'agriculture à l'équipement commercial ; le retard des crédits aux bâtiments d'exploitation ; l'insuffisance des crédits aux industries agricoles et alimentaires ; les entrepôts frigorifiques et le stockage de la viande ; insuffisance de la recherche; les importations de soja ; le remembrement ; les SAFER et le prix de la terre ; les aménagements hydrauliques ; (p. 5999) : les prêts du crédit agricole ; l'encadrement du crédit ; l'électrification rurale ; l'exode rural ; le contrôle de l'Assemblée sur le fonds de rénovation rurale ; la commission des finances n'a pas suivi son rapporteur et a adopté à la majorité les dépenses en capital ; la dotation supplémentaire lors de la conférence annuelle ; [8 novembre 1974] (p. 6130) : l'exécution du VI[e] Plan ; (p. 6142, 6143) : son amendement n° 89 tendant à moduler le taux de la taxe de solidarité sur les céréales et les oléagineux ; rejeté par scrutin public.

1975

— **Projet de loi portant modification du statut du fermage** (n° **1171**). **Discussion des articles** [10 avril 1975]. **Article 7** (p. 1501) : son amendement n° 56 : supprimer le troisième alinéa de l'article 7 relatif au nouvel examen des quantités de denrées entrant dans la fixation des prix des baux ; (p. 1502) : toute révision du prix du fermage ne peut être fonction que d'une augmentation de la productivité qui est le résultat du travail et des dépenses du preneur ; repoussé.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1975** (n° **1570**). **Discussion générale** [13 mai 1975] (p. 2561) : l'offensive brutale contre le pouvoir d'achat des travailleurs ; le rapport sur l'orientation préliminaire du VII[e] Plan ; quinze milliards et demi offerts en cadeau aux grandes entreprises ; la grave crise qui frappe de plein fouet les exploitants agricoles ; la situation dégradée des petits exploitants ; assurer aux agriculteurs un pouvoir d'achat normal ; les promesses de M. Giscard d'Estaing durant la campagne présidentielle ; la situation des producteurs de viande porcine ; l'insuffisance du relèvement des prix ; le marasme des différents marchés ; l'augmentation des bénéfices nets des sociétés situées en aval de l'agriculture ; l'urgence d'une organisation des marchés ; la provocation que constitue le maintien de certaines importations ; le poids de l'Europe des monopoles sur les cours de la viande ; l'écrasante responsabilité du Gouvernement ; garantir un revenu minimum aux éleveurs ; l'état dramatique du marché du vin ; l'existence de solutions ; la détérioration du marché des produits laitiers et du marché des céréales ; (p. 2562) : faire cesser les importations de céréales dans la CEE à des prix inférieurs aux prix communautaires ; les difficultés créées par le mode de fixation des montants compensatoires ; réduire les coûts de production ; alléger la charge de la TVA ; ramener la TVA au taux zéro sur les produits alimentaires de grande nécessité ; indemniser les producteurs atteints par les gelées dévastatrices ; les graves menaces des « accords méditerranéens » sur les producteurs de fruits ; la proposition d'une forte réduction de la production horticole sous serre ; la diminution de la population des communes rurales ; l'institution d'un prêt spécial du crédit agricole ; la revalorisation de la dotation d'installation aux jeunes agriculteurs. **Discussion des articles** (p. 2573). **Avant l'Article 3 :** son amendement n° 10 ; exonération de la TVA pour le fuel utilisé pour l'agriculture; exclusion du droit à déduction en matière de TVA ; accorder une aide supplémentaire aux agriculteurs ; repoussé. **Article 3 :** son amendement n° 2 ; porter à 8 % le taux de remboursement forfaitaire en matière de TVA pour les exploitants agricoles ; exclure du droit à déduction en matière de TVA les taxes frappant certains

coûts ; taux de remboursement égal à 8 % en RFA ; repoussé.

— **Projet de loi portant orientation préliminaire du VII^e Plan** (n° **1685**). **Discussion générale** [3 juin 1975] (p. 3553) : la dégradation que va subir l'agriculture dans le VII^e Plan ; l'émigration massive qui vide les campagnes ; la baisse alarmante du nombre des jeunes qui s'installent à la terre ; la progression du célibat masculin ; le silence du rapport sur l'évolution des revenus agricoles ; leur dégradation ; la politique agricole du Marché commun, moyen de pression sur la paysannerie ; les effets négatifs de la compression du pouvoir d'achat sur la modernisation des exploitations agricoles ; (p. 3554) : les objectifs de sa politique agricole ; l'aggravation de la situation des petits et moyens paysans que suppose le VII^e Plan.

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère de la France** [27 juin 1975] (p. 4942) : l'émotion soulevée à Tulle par la décision de ne plus commémorer le 8-Mai ; la volonté du groupe communiste de défendre l'honneur de la France ; demande l'extradition de Klaus Barbie et la dissolution des associations d'anciens SS ; se prononce pour la construction de l'Europe des travailleurs.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1975** (n° **1873**). **Discussion des articles : Article 8** [10 septembre 1975] (p. 6199) : la saturation du réseau routier ; l'insuffisance des ressources budgétaires ; la nécessité d'un plan d'ensemble du Massif central.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**). *Deuxième partie :*

Agriculture. FORMA, BAPSA, rapporteur spécial [5 novembre 1975] (p. 7874) : s'étonne du fait que seuls les crédits accordés au FORMA servent de support à l'examen par le Parlement de la politique de régulation des marchés agricoles ; les crédits du budget des charges communes ne permettent pas au Parlement de se prononcer en toute connaissance de cause ; la plupart des interventions se font en application de règlements européens négociés à Bruxelles ; la position de la République fédérale d'Allemagne et de la Grande-Bretagne face à la politique agricole commune ; (p. 7875) : s'inquiète des déclarations de M. Cheysson relatives à la modulation de certaines productions européennes afin d'ouvrir plus largement la CEE à l'importation des produits méditerranéens ; l'agriculture apparaît comme un secteur dominé dont les revenus dépendent de plus en plus des groupes industriels ; bilan de la politique des retraits ; FORMA, ONIBEV ; les distributions de lait en poudre ; mettre en œuvre sans retard une politique d'aide aux pays du tiers-monde.

1976

— **Projet de loi portant réduction du premier acompte d'impôt sur les sociétés payable en 1976 et report du paiement de l'impôt sur les revenus de 1974 dû par certains contribuables** (n° **2138** rectifié). **Discussion des articles** [6 avril 1976]. **Après l'Article premier** (p. 1377) : son amendement n° 2 : déduction à titre définitif du premier versement de l'acompte provisionnel pour l'impôt sur le revenu exigible le 15 avril pour les chômeurs, les sinistrés agricoles et les familles en difficulté ; report de versement pour les autres contribuables dont le revenu annuel imposable est inférieur à trente mille francs ; repoussé.

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique agricole** (n° **2223**) [27 avril 1976] (p. 2201) : l'accentuation dangereuse du vieillissement de la population active agricole met en évidence que l'exode rural touche essentiellement les jeunes vivant de l'agriculture ; la diminution du nombre des exploitations agricoles ; les graves conséquences de la politique de sélectivité à outrance ; améliorer la dotation d'installation des jeunes agriculteurs ; créer une allocation d'attente pour les aides familiaux se destinant à devenir chef d'exploitation ; remédier à l'anarchie du marché foncier ; (p. 2202) : mettre en place un type nouveau de prêts du crédit agricole afin de permettre l'installation des jeunes agriculteurs ; les conditions de financement de l'agriculture ; prendre des mesures en vue d'améliorer le cadre de vie de l'habitat rural.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1976** (n° **2147**). **Discussion générale** [4 mai 1976] (p. 2592) : le rachat de la firme Honeywell-Bull et les annulations de crédit qui ont aggravé les difficultés dans de nombreux secteurs ; (p. 2593) : le caractère inadmissible de telles diminutions face aux besoins de l'agriculture française ; l'hostilité du ministre aux prêts bonifiés consentis par le crédit agricole ; l'affectation des sommes collectées par le crédit agricole au financement des grands groupes industriels ; les mesures draconiennes que le Gouvernement prépare à l'encontre de l'agriculture.

— **Projet de loi portant approbation de la programmation militaire pour les années 1977-1982** (n° **2268**). **Discussion générale** [25 mai 1976] (p. 3430) : un Gouvernement qui détourne de plus en plus l'armée de sa mission de défense nationale pour la mettre au service d'exigences stratégiques étrangères ; l'abandon de la défense tous azimuts et l'intégration accélérée de la France dans le cadre

atlantique ; la reconversion révélatrice de l'évolution dans le secteur de l'armement ; le retour camouflé à l'OTAN ainsi que le prouve la coopération en matière d'armement ; (p. 3431) : l'alignement de la France sur la conception stratégique et tactique de ses partenaires de l'Alliance atlantique, conséquence de la standardisation des équipements militaires ; la subordination des études et des recherches françaises à une autorité supranationale dominée par les Etats-Unis ; l'hypothèse de la dotation des forces françaises du char allemand Léopard ; la cession au marchand de canons Krupp du secteur français des aciers spéciaux ; la France, marchepied de l'Allemagne de l'Ouest ; la baisse d'activité des arsenaux ; le risque de faire passer les intérêts des importateurs étrangers avant les besoins exprimés par les forces françaises du fait d'une politique d'exportation à outrance ; les ambiguïtés qui subsistent sur l'impact industriel du projet ; la dotation de l'armée en fusils automatiques MAS 5,56 mm ; la politique d'autoritarisme renforcé menée par le ministre de la défense à l'égard des personnels civils de la défense nationale ; l'imposition d'un statut aux techniciens d'études et de fabrications ; la détérioration de la situation des personnels ; le refus de tenir compte des démarches des retraités ; (p. 3432) : conserver le rôle primordial des établissements de la défense nationale dans le domaine de la construction des armes mais développer aussi les activités civiles en liaison avec la qualification technique des personnels et des moyens employés par ces établissements ; la possibilité pour les arsenaux de construire des bateaux de gros tonnage ; nationaliser le secteur d'armement privé ; la nécessité de nationaliser l'industrie aérospatiale ; la gravité de la situation de la défense de la France ; la déclaration du Président de la République relative à une intervention au Liban et le coup porté à l'autorité de la France ; bâtir une défense sur une armée démocratique basée sur la conscription ayant pour mission exclusive de protéger l'intégrité du territoire national.

— **Projet de loi portant imposition des ressources provenant de plus-values assimilables à un revenu** (n° **2206**). **Discussion des articles** [16 juin 1976] : **Article 5** (p. 4193) : son amendement n° 22 destiné à protéger les propriétaires modestes, dont les cultivateurs à temps partiel, en exonérant tous les biens fonciers agricoles dont le revenu cadastral ne dépasse pas 4.140 F ; (p. 4194) : estime que son amendement n° 22 apporte une précision importante : le maintient ; repoussé ; (p. 4197) : son amendement n° 20 concernant les échanges amiables ; considère les deux amendements n° 103 de M. d'Aillières et n° 20 complémentaires ; amendement n° 20 adopté. **Article 6** (p. 4226) : son amendement n° 25 défendu par M. Dutard ; [17 juin 1976] : **Article 8** (p. 4284) : son amendement n° 17 soutenu par M. Dutard ; retiré. **Explications de vote** [23 juin 1976] (p. 4539) : une mauvaise loi ; critique l'attitude de la majorité ; rappelle les critiques de son groupe contre le projet ; rappelle que l'objet du projet est resté le même : étendre les bases de l'imposition sur le revenu ; ironise sur la rentrée sans gloire dans le rang de la majorité ; l'agression du Gouvernement contre la petite propriété, fruit du travail et de l'épargne que les communistes continueront à défendre.

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique générale** (n° **2527**) [7 octobre 1976] (p. 6441) : la grève et les manifestations du 7 octobre 1976 ; les problèmes de l'agriculture : la baisse du revenu des agriculteurs, la sécheresse, la décapitalisation du cheptel, la perte de 50 % des disponibilités fourragères, les difficultés du secteur des engrais ; (p. 6442) : les carences en matière d'assurance-calamités ; une politique de laisser-faire et d'abandon ; le recensement possible des ressources en eau ; la diminution des investissements en agriculture ; la nécessité d'un rattrapage et de garantie des revenus des agriculteurs ; accorder aux agriculteurs des prix garantis ; réduire les coûts de production ; opposition à la méthode utilisée pour l'indemnisation immédiate des dommages causés par la sécheresse ; le financement possible des mesures proposées par une participation du budget de l'Etat, par une part de la cotisation versée par la France au FEOGA.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1976** (n° **2523**). **Discussion des articles** [14 octobre 1976]. **Avant l'Article premier** (p. 6619) : son amendement n° 52 soutenu par M. Rigout.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**). *Première partie :*

Discussion des articles [22 octobre 1976] : **Article 7** (p. 6950) : son amendement n° 14 rectifié défendu par M. Dutard ; repoussé ; [26 octobre 1976] : **Article 18** (p. 7029) : son amendement n° 20 ramenant au taux zéro la TVA perçue sur les fuels à usage agricole, supprimant les provisions pour fluctuation des cours des sociétés pétrolières ; l'importance des taxes dans le prix du fuel ; la situation dramatique de la trésorerie de nombreux exploitants familiaux ; les privilèges exorbitants accordés aux sociétés pétrolières ; la commission d'enquête sur M. Dassault ; souligne la possibilité de ramener la TVA perçue sur les fuels à usage agricole au taux zéro ; (p. 7030) : les précédents concernant la vian-

de ; le débat sur les sociétés pétrolières ; amendement n° 20 repoussé.

Deuxième partie :

Agriculture. — FORMA, BAPSA, rapporteur spécial pour les dépenses en capital [4 novembre 1976] (p. 7502) : les investissements agricoles délibérément sacrifiés ; le FDES ; l'insuffisance des moyens destinés à la modernisation ; le financement direct par les aides et subventions ; les besoins en matériel et installations ; les travaux hydrauliques ; (p. 7503) : l'amélioration des structures foncières ; les SAFER ; le recours croissant au crédit ; l'endettement des agriculteurs ; le crédit agricole ; les exploitants familiaux ; modernisation des exploitations et amélioration du confort ; l'électrification rurale ; le Limousin ; les dramatiques conséquences pour l'agriculture de l'adoption de ce budget ; (p. 7539) : précise à M. Maisonnat les positions gouvernementales évolutives quant aux zones de montagne ; les indemnités aux exploitations des communes classées en 1976 ; demande au ministre ses intentions pour 1975 ; les zones défavorisées ; leur examen à Bruxelles ; [5 novembre 1976] (p. 7612) : la réponse du ministre sur les zones de montagne ; le décret n° 76-395 du 28 avril 1976 ; le décret du 20 février 1974 ; les remboursements du FEOGA. **Examen des crédits** [5 novembre 1976]. **Article 69** (p. 7618) : soutient l'amendement n° 176 de M. Papon tendant à supprimer l'article 69 ; la taxe d'usage des abattoirs publics ; (p. 7619) : l'application des textes sur les abattoirs ; les conséquences de l'article 69 ; le cas de différents départements ; la SICA Centre-Sud ; l'abattoir de Tulle - Argentat ; le marché de la viande ; (p. 7620) : la modification de la répartition de la taxe d'usage ; les abattoirs publics ; la suppression d'abattoirs par l'article 69 ; (p. 7621) : une étude approfondie sur les abattoirs ; amendement n° 176 repoussé. **Après l'Article 69** : la réponse de M. Bonnet quant à sa question sur les crédits de rénovation rurale ; le problème des critères de choix des élus ; (p. 7622) : les différents élus ; le mode de consultation des élus. **Article 67** (p. 7623) : son amendement n° 68 soutenu par M. Balmigère ; repoussé. **Article 68** (p. 7624) : son amendement n° 69 soutenu par M. Rigout ; repoussé.

Débat préparatoire en commission élargie à l'examen des crédits du ministère de l'agriculture, rapporteur spécial. Débats du 4 novembre 1976 (*J.O.*, Débats du 5 novembre 1976) (p. 7634) : la diminution des crédits d'équipement et son incidence sur la plan Massif central.

Crédits militaires. — Budget annexe du service des essences [8 novembre 1976] (p. 7746) : l'esprit de démission nationale : les conséquences néfastes sur notre industrie d'armement et sur nos arsenaux ; l'Alliance atlantique ; le très faible niveau des autorisations de programme ; l'annulation de la commande de trente AMX 30 ; la programmation compromise pour l'armée de l'air ; (p. 7747) : la marine ; l'industrie d'armement ; le groupement indépendant européen ; les déclarations du général Méry ; les arsenaux ; les constructions navales ; Dassault, Matra et Thomson ; la hausse des prix ; l'entreprise de liquidation de la réglementation du statut et des décrets sur les salaires ; les techniciens d'études et de fabrication.

— **Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 72-12 du 3 janvier 1972 relative à la mise en valeur pastorale dans les régions d'économie montagnarde** (n° **1845**). **Discussion générale** [17 décembre 1976] (p. 9626) : la politique de la montagne ; la création des groupements pastoraux ; l'érosion continuelle de l'indemnité spéciale de montagne ; la perte de valeur de la prime à l'unité de gros bétail ; la pluriactivité en zone de montagne ; (p. 9627) : les agriculteurs retraités ; le haut Morvan ; la dépopulation ; la Corrèze ; les zones de piémont ; la prime de deux centimes au litre de lait ; l'aide spéciale rurale pour la création d'emplois ; la poursuite de la désertification de la montagne ; pour une politique globale de la montagne ; le rôle des agriculteurs ; le rôle des SAFER ; la modernisation des exploitations ; la promotion sur les marchés des produits concernés ; les prix ; la sélection au niveau du crédit ; les problèmes des éleveurs ; des mesures trop ponctuelles en matière de prix et en matière de prêts ; la prétendue politique en faveur des exploitants familiaux ; la situation des agriculteurs de zones de montagne ; (p. 9628) : le problème foncier ; les responsabilités du pouvoir actuel ; les SAFER ; le problème des baux ruraux ; la politique foncière ; la proposition de loi-cadre du groupe communiste pour l'agriculture.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1977** (n° **2768**). **Lettre rectificative** (n° **2859**). **Discussion des articles** [25 mai 1977]. **Article 2** (p. 3011) : le recul du financement des investissements agricoles et ruraux ; la dégradation de la situation de l'électrification rurale ; le plan « Massif central » ; la nécessité du développement du financement parapublic du crédit agricole ; le montant des prêts du crédit agricole et du crédit agricole mutuel.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° **3120**). *Première partie :*

Discussion des articles [13 octobre 1977] : **Article 11** (p. 6140) : son amendement n° 1 rectifié : augmentation des taux du rembour-

sement forfaitaire dont bénéficient les exploitants agricoles non assujettis à la TVA ; l'institution d'une taxe sur les produits oléagineux provenant des pays tiers n'appartenant pas à la CEE ; les conditions de remboursement de la TVA aux agriculteurs soumis au régime du forfait ; la taxation des importations des graisses végétales et des graisses oléagineuses provenant des pays tiers n'appartenant pas à la CEE ; demande un scrutin public sur son amendement ; (p. 6141) : la taxation des graisses végétales et des produits oléagineux en provenance de l'extérieur ; les modalités d'institution de la taxe de coresponsabilité sur les produits laitiers ; amendement n° 1 rectifié déclaré irrecevable. **Article 30** (p. 6151) : les restrictions existant dans la répartition des carburants détaxés dont sont victimes les petites exploitations agricoles situées dans les zones de montagne et défavorisées ; l'attribution de carburant détaxé pour les tracteurs à essence ; la suppression des attributions de tickets d'essence détaxée inférieures à 100 litres ; [18 octobre 1977] : **Article 2** (*suite*) (p. 6209) : son amendement n° 53 : extension des mesures de déduction pour frais de garde d'enfants à toutes les mères de famille ayant une activité professionnelle permanente et assimilation des rémunérations des dirigeants d'entreprises à des revenus non salariaux ; le problème posé par la garde des enfants ; l'insuffisance du nombre des crèches ; le statut des assistantes maternelles ; demande au nom du groupe communiste un scrutin public sur son amendement ; (p. 6210) : l'insuffisance de la politique gouvernementale de la natalité ; la situation des rémunérations dans le département de la Corrèze ; repoussé par scrutin public. **Article 18** (p. 6245) : soutient l'amendement n° 62 rectifié de M. Vizet : institution d'un impôt sur l'actif net des banques et établissements financiers ; l'exclusion du champ d'application de l'amendement au crédit agricole, au crédit mutuel et aux caisses d'épargne ; repoussé. **Article 21** (p. 6248) : son amendement n° 65 : de suppression ; l'inopportunité de la pénalisation préférentielle des véhicules de cinq à sept chevaux ; la conception du Gouvernement en matière d'automobiles ; le caractère d'outil de travail de l'automobile ; l'évolution de la taxe intérieure sur les carburants ; l'alourdissement de la fiscalité frappant l'automobile ; la poursuite du racket des sociétés pétrolières ; le bénéfice des cinq premières compagnies américaines réalisé au cours du premier semestre 1977 ; rejeté par scrutin public. **Article 28** (p. 6252) : son amendement n° 67 soutenu par M. Villon : plafonnement de l'application de la majoration du taux de la taxe du fonds forestier national et annulation des suspensions de perception de la taxe sur les bois importés ; repoussé.

Deuxième partie :

Agriculture. — FORMA, BAPSA, rapporteur spécial pour le FORMA et l'ONIBEV [26 octobre 1977] (p. 6622) : les marchés agricoles et leurs orientations ; le rôle du FORMA et de l'ONIBEV ; le marché commun agricole ; les montants compensatoires ; l'augmentation de la contribution de la France à la politique agricole commune ; l'élargissement de la CEE vers les pays méditerranéens ; redonner au FORMA son rôle de coordination ; le problème du stock des produits laitiers ; (p. 6623) : la taxe de coresponsabilité sur le lait ; l'article 34 de la Constitution ; le dessaisissement du Parlement en matière d'impôt ; la non-saturation du marché intérieur du lait ; l'extension de la distribution gratuite des produits laitiers ; la conversion d'une partie du troupeau laitier vers la production de viande ; la revalorisation des primes accordées pour les veaux ; la situation des producteurs de pommes de terre ; la situation de la production de la noix de Grenoble et du Périgord ; le développement des productions de protéines ; la dégradation de la balance commerciale agro-alimentaire ; la nécessité d'un soutien de l'ONIBEV à l'élevage des veaux ; l'intervention de l'ONIBEV dans l'engraissement des jeunes bovins gras ; l'offensive de la CEE contre les éleveurs français ; sauvegarder la production nationale de viande ; son intervention à titre personnel ; (p. 6677) : la situation de l'élevage français ; la concurrence de la RFA sur le marché italien de la viande rouge ; les raisons de cette position concurrentielle ; les déclarations de M. Gundelach ; la taxe de coresponsabilité ; le déficit croissant en viande de porc ; l'identification pérenne ; les propositions du Parti communiste.

Crédits militaires. — Budget annexe du service des essences [9 novembre 1977] (p. 7268) : l'affaiblissement des établissements nationalisés d'armement par rapport au secteur privé ; l'évolution des effectifs ; la loi de programmation militaire ; la régression du pouvoir d'achat des ouvriers ; le problème des retraités ; la nécessité d'une autre politique ; les propositions communistes.

PRÉAUMONT (Jean de)

Député de Paris
(23e circonscription)
(UDR, puis RPR).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 736).

S'inscrit au groupe de l'union des démocrates pour la République [2 avril 1973] (p. 744).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [5 avril 1973] (p. 755), [2 avril 1974] (p. 1453), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre de la commission de contrôle et de gestion financière de l'ORTF [18 décembre 1973] (p. 7163).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la radiodiffusion et à la télévision [28 juillet 1974] (p. 3942).

Membre de la commission d'enquête chargée d'examiner les conditions de délivrance de certaines autorisations de démolir et de construire dans les secteurs sauvegardés de la ville de Paris [6 novembre 1974] (p. 5988).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux conventions entre les caisses d'assurance maladie du régime général de la sécurité sociale, du régime agricole et du régime des travailleurs non salariés des professions non agricoles et les praticiens et auxiliaires médicaux [30 juin 1975] (p. 5082).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'éducation [30 juin 1975] (p. 5082).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux laboratoires d'analyses de biologie médicale et à leurs directeurs et directeurs adjoints [30 juin 1975] (p. 5083).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner les propositions de loi (n° 2080) de MM. Foyer, Labbé, Chinaud et Max Lejeune ; (n° 2128) de M. Georges Marchais et plusieurs de ses collègues ; (n° 2131) de M. Defferre et plusieurs de ses collègues, sur les libertés [*J.O.* du 17 janvier 1976] (p. 498), [2 avril 1976] (p. 1278).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** portant **modifications de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales** (n° **290**) [10 mai 1973].

— **Proposition de loi** tendant à **réglementer les charges locatives** (n° **291**) [10 mai 1973].

— **Avis,** présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de **loi de finances pour 1974** (n° 646). — **Tome XVIII : Office de radiodiffusion-télévision française** (n° **682**) [10 octobre 1973].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 1161) relatif à la **radiodiffusion et à la télévision** (n° **1162**) [23 juillet 1974].

— **Rapport,** fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la **radiodiffusion et à la télévision** (n° **1166**) [28 juillet 1974].

— **Avis,** présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de **loi de finances pour 1975** (n° 1180). — **Tome XX : ORTF** (n° **1231**) [11 octobre 1974].

— **Avis,** présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de **loi de finances pour 1976** (n° 1880). — **Tome XX : RTF** (n° **1917**) [10 octobre 1975].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi (n° 1534) tendant à faciliter l'**accession des salariés à la propriété des locaux d'habitation** destinés à leur usage personnel et la construction d'immeubles locatifs d'entreprise (n° **2054**) [11 décembre 1975].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi, modifiée par le Sénat (n° 2194), tendant à faciliter l'**accession des salariés à la propriété** et à la location des locaux d'habitation destinés à leur usage personnel (n° **2270**) [6 mai 1976].

— **Avis,** présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de **loi de finances pour 1977** (n° 2524). — **Tome XIX : Radiodiffusion et télévision** (n° **2530**) [12 octobre 1976].

— **Avis,** présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de **loi de finances pour 1978**

(n° 3120). — **Tome XX : RTF** (n° 3148) [11 octobre 1977].

QUESTIONS

• *questions orales avec débat de :*

— **MM. Robert-André Vivien** (n° **11619**), **Chambaz** (n° **11716**), **Audinot** (n° **11776**), **Fillioud** (n° **11782**), **Chinaud** (n° **11785**) et **Daillet** (n° **11797**) : **ORTF** [26 juin 1974] (p. 2984) : défense du monopole de l'ORTF ; nécessité d'une politique globale du personnel.

INTERVENTIONS

1973

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° **646**). *Deuxième partie :*

Office de radiodiffusion-télévision française, rapporteur pour avis [26 octobre 1973] (p. 4908) : ses observations sur l'application de la loi du 3 juillet 1972 sur les programmes et sur la redevance ; situation du monopole ; maintien de l'unité et institution de structures véritablement décentralisées ; ses observations sur les programmes ; (p. 4909) : tendance à la surinformation ; ses observations sur le recouvrement et la gestion de la redevance.

1974

— **Projet de loi relatif à la radiodiffusion et à la télévision** (n° **1161**), rapporteur. **Discussion générale** [23 juillet 1974] (p. 3653) : rappelle le chemin parcouru en matière d'organisation de la radio et de la télévision ; (p. 3654) : le projet proposé ne marque aucune rupture ; permanence de la notion de service public ; développement des virtualités déjà contenues dans la loi du 29 juillet 1972 ; (p. 3659) : s'oppose à l'adoption de la question préalable ; (p. 3738) : s'oppose au renvoi en commission. **Discussion des articles. Article premier** (p. 3740) : contre les amendements n° 10 de M. Cousté, n° 112 de M. Chambaz et n° 30 de MM. Fillioud et Chevènement ; (p. 3741) : amendement n° 3 : caractère indépendant et commercial de l'établissement public de diffusion ; adopté. **Article 2** (p. 3745) : contre l'amendement n° 68 de M. Marette, contre l'amendement n° 148 de M. Le Tac : frais de décentralisation. **Article 6** (p. 3764) : son amendement n° 5 de pure forme (sans objet) ; (p. 3765) : sur l'amendement n° 150 de M. Bolo : la coordination sera réalisée par la location d'antenne. **Article 11** (p. 3778) : amendement n° 6 rectification matérielle ; adopté. **Article 18** (p. 3792) : amendement n° 155 : consolidation pour 1975 du plafond de recettes publicitaires défini par le contrat ORTF-Etat en 1971 ; adopté. **Article 19** (p. 3794) : contre l'amendement n° 122 de M. Ralite : distinction des droits acquis et des rémunérations ; contre l'amendement n° 55 de M. Fillioud : un statut commun des personnels ramènerait à une unité de gestion ; (p. 3796) : amendement n° 12 : décret en Conseil d'Etat ; adopté ; (p. 3797) : amendement n° 13 : respect des droits acquis (devenu sans objet après adoption de l'amendement n° 171 du Gouvernement). **Article 23** (p. 3807) : amendement n° 15 : maintien des régimes plus favorables ; adopté.

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° **1188**). *Deuxième partie :*

Radiodiffusion et télévision, rapporteur pour avis [15 novembre 1974] (p. 6492) : le Parlement n'est pas en possession d'une véritable proposition de répartition de la redevance ; s'interroge sur le système proposé par la loi du 7 août 1974 ; la différence entre télévision publique et télévision privée s'estompe partout dans le monde ; (p. 6994) : le débat budgétaire aurait dû prendre en compte la situation transitoire des nouveaux mécanismes et des nouvelles structures ; la commission a donné un avis favorable à l'autorisation de percevoir la redevance mais sous bénéfice d'inventaire.

1975

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**). *Deuxième partie :*

Radiodiffusion et télévision, rapporteur pour avis [18 novembre 1975] (p. 8583) : l'inapplication de la loi du 7 août 1974 due à la phase transitoire que la radio-télévision connaît à l'heure actuelle ; (p. 8584) : les cahiers des charges ; la saturation du public en ce qui concerne les émissions d'information ; donner aux Français la radio et la télévision qu'ils attendent.

— **Proposition de loi tendant à faciliter l'accession des salariés à la propriété des locaux d'habitation destinés à leur usage personnel et à la construction d'immeubles locatifs d'entreprise** (n° **1534**), rapporteur. **Discussion générale** [19 décembre 1975] (p. 10144, 10145) : l'institution au sein des entreprises de comités d'information susceptibles de permettre aux salariés de mieux connaître leurs possibilités d'accéder à la propriété ; la fixation d'un seuil à 300 salariés ; propose l'adoption du rapport. **Discussion des articles. Article 2** (p. 10148) : est favorable à l'amendement n° 2 du Gouvernement. **Article 4 :** son sous-amendement à l'amendement n° 3 du Gouvernement : à la fin de l'amendement n° 3 supprimer les mots « et personnel » ; adopté.

1976

— **Proposition de loi tendant à faciliter l'accession des salariés à la propriété et à la location des locaux d'habitation destinés à leur usage personnel** (n° 1534), rapporteur. **Deuxième lecture. Discussion générale** [13 mai 1976] (p. 2965) : présente les modifications apportées par le Sénat : une définition plus libérale des prioritaires ; une limitation par décret du nombre des membres de la commission d'information et d'aide au logement ; invite l'Assemblée à adopter la proposition de loi dans le texte du Sénat ; (p. 2967) : refuse de répondre aux observations de M. Andrieu.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° 2524). *Deuxième partie :*

Radiodiffusion et télévision, rapporteur pour avis [16 novembre 1976] (p. 8067) : la répartition de la redevance sur la publicité ; la réforme de 1974 ; les programmes ; les organismes de télévision et de radio ouverts à la concurrence ; (p. 8068) : la correction des programmes vis-à-vis de l'audience ; l'importance de la publicité ; la loi de 1974 ; l'évolution des télévisions et radios étrangères ; l'avis favorable de la commission à la perception de la redevance.

1977

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° 3120). *Deuxième partie :*

Radiodiffusion et télévision, rapporteur pour avis [16 novembre 1977] (p. 7481) : le bilan de la réforme ordonnée par la loi du 7 août 1974 ; les contraintes héritées du système antérieur ; la notion de service public ; l'institution des cahiers des charges ; (p. 7482) : l'intérêt de la réforme ; la création télévisuelle ; la rigidité des rapports entre la SFP et les sociétés de programmation ; la création d'une instance arbitrale ; l'avis favorable de la commission sur le projet de budget.

PRINGALLE (Claude)

Député du Nord
(16e circonscription)
(RPR).

En remplacement de M. Jacques Legendre, nommé membre du Gouvernement.

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [3 mai 1977] (p. 2360, 2388).

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [3 mai 1977] (p. 2388).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [4 mai 1977] (p. 2460).

QUESTIONS

• *question au Gouvernement :*

— **Développement des installations téléphoniques, notamment dans le Cambrésis** [22 juin 1977] (p. 4055) : politique suivie par l'administration des PTT en matière d'équipement téléphonique.

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° 3120). *Deuxième partie :*

Education [27 octobre 1977] (p. 6738) : la nationalisation des établissements du second degré ; donner une priorité à la dotation des établissements en personnel non enseignant ; les problèmes de l'intendance ; le cas de l'académie de Lille ; la situation des personnels de service ; la nécessité de création de nouveaux postes ; la création d'équipes mobiles d'ouvriers professionnels ; (p. 6739) : doter tous les établissements d'un nombre suffisant de postes de personnel non enseignant.

PUJOL (Marcel)

Député des Bouches-du-Rhône
(1re circonscription)
(UDR, puis App. UDR, puis RPR).

En remplacement le 6 mai 1973 de M. Joseph Comiti, nommé membre du Gouvernement.

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [9 mai 1973] (p. 1103).

S'inscrit au groupe d'union des démocrates pour la République [9 mai 1973] (p. 1103).

S'apparente au groupe d'union des démocrates pour la République [15 mai 1973] (p. 1276).

Cesse d'être apparenté au groupe du rassemblement pour la République [20 décembre 1976] (p. 9811).

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [20 décembre 1976] (p. 9811).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [15 mai 1973] (p. 1276).

Donne sa démission de membre de cette commission [7 novembre 1973] (p. 5345).

Membre de la commission de la production et des échanges [7 novembre 1973] (p. 5345), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1465).

Membre de la commission d'enquête sur la pollution du littoral méditerranéen et sur les mesures à mettre en œuvre pour la combattre et assurer la défense de la nature [28 juin 1974] (p. 3212).

QUESTIONS

• *question au Gouvernement :*

— **Allocation différentielle aux chômeurs** [5 mai 1976] (p. 2625) : situation des travailleurs licenciés pour causes économiques auxquels un emploi à un salaire inférieur est proposé.

• *question orale sans débat :*

— (n° **28454**) : **Situation des harkis** [7 mai 1976] (p. 2828, 2829, 2830) : le problème de l'indemnisation des rapatriés ; l'application rapide des mesures prises en faveur des harkis ; la situation au camp de Jouques ; la nécessité d'aider à leur intégration dans la communauté française.

• *question au Gouvernement :*

— **Difficultés de gestion de certaines sociétés coopératives** [16 juin 1976] (p. 4182) : scandale touchant plusieurs coopératives de construction de la région marseillaise.

INTERVENTIONS

1973

— **Projet de loi relatif au versement destiné aux transports en commun** (n° **447**). **Discussion des articles** [21 juin 1973]. **Article premier** (p. 2390) : soutient l'amendement de M. Hamel tendant à porter de 9 à 50 salariés le seuil à partir duquel la taxe pourra être imposée aux entreprises.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° **646**). *Deuxième partie :*

Intérieur et rapatriés [19 novembre 1973] (p. 6029) : ses observations sur l'application de la loi du 15 juillet 1970 : contribution nationale à l'indemnisation des rapatriés ; indemnisation et érosion de la monnaie ; souhaite une révision de la grille dégressive et du chiffre maximal d'indemnité, cumul des patrimoines ; indemnisation et prestations de reclassement ; prêts de réinstallation ; demande l'augmentation des crédits d'indemnisation.

— **Projet de loi relatif à l'amélioration des conditions de travail** (n° **636**). **Discussion des articles** [27 novembre 1973]. **Article premier** (p. 6364) : son amendement relatif aux modalités de consultation des comités d'entreprise.

1974

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° **1180**). *Deuxième partie :*

Industrie et recherche [14 novembre 1974] (p. 6381) : maintenir le libéralisme du système économique tout en essayant de lutter contre la crise ; (p. 6382) : défense et illustration des petites et moyennes entreprises ; le rejet des grèves politiques.

1976

— **Projet de loi relatif au développement de la prévention des accidents du travail** (n° **2209**). **Discussion des articles** [13 mai 1976]. **Article 5** (p. 2977) : son amendement n° 149 soutenu par M. Glon ; repoussé ; (p. 2980) : son amendement n° 150 soutenu par M. Glon. **Article 14** (p. 3000) : son amendement n° 153 soutenu par M. Glon ; retiré. **Article 23** (p. 3011) : son amendement n° 157 soutenu par M. Glon ; repoussé.

Q

QUENTIER (René)

Député de l'Oise
(4e circonscription)
(UDR).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 735).

S'inscrit au groupe d'union des démocrates pour la République [2 avril 1973] (p. 744).

Décédé le 18 novembre 1976 [*J.O.* du 19 novembre 1976] (p. 6658).

Son éloge funèbre est prononcé le 1er décembre 1976 (p. 8848, 8849).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [5 avril 1973] (p. 755), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant certaines dispositions du code du service national [29 juin 1973] (p. 2726).

R

RABREAU (Michel)

Député de la Loire-Atlantique
(7e circonscription)
(UDR, puis RPR).

En remplacement, le 6 mai 1973, de M. Olivier Guichard, nommé membre du Gouvernement.

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [9 mai 1973] (p. 1103).

N'appartient à aucun groupe [9 mai 1973] (p. 1103).

S'inscrit au groupe d'union des démocrates pour la République [10 mai 1973] (p. 1173).

Donne sa démission de son mandat de député.

L'Assemblée prend acte de cette démission [11 juillet 1974] (p. 3513).

Député en remplacement, le 28 septembre 1976, de M. Olivier Guichard, nonmé membre du Gouvernement.

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [*J.O.* du 29 septembre 1976] (p. 5765), [2 octobre 1976] (p. 6304, 6306).

S'inscrit au groupe d'union des démocrates pour la République [8 octobre 1976] (p. 6495).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [15 mai 1973] (p. 1276), [2 avril 1974] (p. 1453), [15 octobre 1976] (p. 6714), [2 avril 1977] (p. 1464).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à une **réforme de la fiscalité basée sur la notion de revenu minimum familial** (n° **784**) [28 novembre 1973].

— **Proposition de loi** tendant à modifier le mode de **désignation des délégués du personnel communal** à la commission paritaire nationale, aux commissions paritaires communales et intercommunales (n° **2937**) [1er juin 1977].

— **Proposition de loi** portant organisation du **droit à bâtir** dans les communes où s'applique un plan d'occupation des sols (n° **3184**) [3 novembre 1977].

QUESTIONS

• *question au Gouvernement :*

— **Restauration des vitraux de Chartres** [3 novembre 1976] (p. 7421).

INTERVENTIONS

1973

— **Projet de loi d'orientation du commerce et de l'artisanat** (n° **496**). **Discussion des articles** [4 octobre 1973] : **Article 5** (p. 4049) : ses observations sur l'article, son caractère vague et imprécis ; (p. 4050) : estime possible que soient précisées dès maintenant les étapes de l'unification progressive des modes d'imposition des revenus des salariés et de ceux des artisans et commerçants ; discrimination tenant à l'abattement de 20 % dont bénéficient les traitements et salaires ; souhaite que le Gouvernement précise ses intentions ; [10 octobre 1973] : **Avant l'Article premier** (p. 4257) : ses observations sur l'amendement de M. Bignon ; estime superflue l'affirmation d'un droit qui est déjà inscrit dans la Constitution.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° **646**). **Discussion générale** [20 octobre 1973] (p. 4683) : justice sociale et justice fiscale ; société solidaire ; disparités ; mesures sociales du programme de Provins ; ne votera pas l'article qui prévoit la réduction progressive du taux de la prévision pour investissements ; rôle incitatif et égalitaire de l'impôt ; réduction des privilèges fiscaux ; allégement de la TVA ; consommation et équipements collectifs ; politique des revenus ; ses arguments en faveur d'un revenu minimum familial garanti (p. 4684).

Première partie :

Discussion des articles [25 octobre 1973]. **Article 2** (p. 4767) : son sous-amendement après l'article 2 n proposé par l'amendement du Gouvernement tendant à la présentation par le Gouvernement au plus tard le 1er janvier 1978 d'une réforme de la fiscalité basée sur la notion de revenu minimum familial ; garantie aux familles d'un minimum de ressources ; droit des familles à disposer des moyens nécessaires pour vivre décemment ; fixation, dès à présent, de l'objectif à atteindre ; choix politique à effectuer ; sa lettre au Président de la République et la réponse favorable du chef de l'Etat.

1974

— **Projet de loi relatif à l'organisation interprofessionnelle laitière** (n° **952**). **Discussion des articles** [27 juin 1974]. **Article 2** (p. 3105) : son amendement n° 14 créant une taxe sur les huiles pour financer le fonctionnement de l'organisation professionnelle laitière ; déclaré irrecevable.

1977

— **Projet de loi aménageant la taxe professionnelle** (n° **2869**). **Discussion générale** [17 mai 1977] (p. 2803) : le problème de la répartition de la charge de l'impôt entre les assujettis d'une même commune ; la pénalisation des entreprises qui investissent et créent des emplois ; (p. 2804) : le projet de loi n° 931 déposé par M. Valéry Giscard d'Estaing ; la suppression de la référence aux bénéfices après l'enquête-simulation réalisée par la chambre de commerce et d'industrie de Lille-Roubaix-Tourcoing ; les arguments développés en 1975 par M. Fourcade pour supprimer la référence au bénéfice net ; les moyens à mettre en œuvre pour réduire les conséquences sur des grandes entreprises de l'introduction du bénéfice dans l'établissement de l'assiette ; indique qu'il votera le texte à contrecœur.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° 3120). *Première partie :*

Discussion des articles [18 octobre 1977]. **Article 7** (p. 6232) : les conditions exigées des commerçants et artisans pour le bénéfice de l'abattement de 20 % ; l'obligation de l'adhésion à un centre de gestion ; le plafonnement du montant du chiffre d'affaires ; le plafonnement du bénéfice ; la réservation aux seules sociétés civiles professionnelles du bénéfice de l'abattement de 20 % ; l'opposition de l'article 40 de la Constitution ; la nécessité d'abaisser le plafond du chiffre d'affaires ; la mise en œuvre de la justice sociale et fiscale.

RADIUS (René)

Député du Bas-Rhin
(1re circonscription)
(UDR, puis RPR, puis apparenté RPR).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 736).

S'inscrit au groupe d'union des démocrates pour la République [2 avril 1973] (p. 744).

Cesse d'appartenir au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 29 mars 1977] (p. 1725), [2 avril 1977] (p. 1462).

S'apparente au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 1er octobre 1977] (p. 4788), [3 octobre 1977] (p. 5768).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [5 avril 1973] (p. 755), [2 avril 1974] (p. 1453), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Représentant titulaire de l'Assemblée nationale à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [13 juin 1973] (p. 2072).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à **rendre applicables dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle les dispositions de la loi du 12 avril 1941 relative à la production, au commerce, à l'utilisation des chevaux et mulets** (n° **92**) [12 avril 1973].

— **Proposition de loi** tendant à **habiliter les associations constituées pour la lutte contre le proxénétisme à exercer les droits reconnus à la partie civile devant les juridictions répressives** (n° **93**) [12 avril 1973].

— **Rapport d'information,** fait au nom des représentants de l'Assemblée nationale, à l'**assemblée consultative du Conseil de l'Europe** et à l'**assemblée de l'union de l'Europe occidentale** sur l'activité de ces deux assemblées au cours de leurs 25e et 19e sessions ordinaires respectives (1973-1974), fait en application de l'article 29 du règlement et présenté à la commission des affaires étrangères (n° **1461**) [19 décembre 1974].

— **Rapport d'information,** fait en application de l'article 29 du règlement au nom des délégués de l'Assemblée nationale, à l'**assemblée consultative du Conseil de l'Europe** et à l'**assemblée de l'union de l'Europe occidentale** sur l'activité de ces deux assemblées au cours de leurs 26e et 20e sessions ordinaires respectives (1974-1975) (n° **1724**) [6 juin 1975].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 2152), autorisant l'approbation de la **convention** additionnelle à la convention du 4 juillet 1969 entre la **République française** et la **République fédérale d'Allemagne** au sujet de l'**aménagement du Rhin entre Strasbourg-Kehl et Lauterbourg-Neuburgweier,** signée à Bonn le 16 juillet 1975 (n° **2296**) [13 mai 1976].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 2773), autorisant l'approbation de l'accord général sur les privilèges et immunités du **Conseil de l'Europe,** fait à Paris le 2 septembre 1949 (ensemble un accord complémentaire du 18 mars 1950 et quatre protocoles additionnels des 6 novembre 1952, 15 décembre 1956, 6 mars 1959 et 16 décembre 1961) (n° **3267**) [30 novembre 1977].

INTERVENTIONS

1975

— **Projet de loi relatif au protocole portant amendement de la convention unique sur les stupéfiants** (n° **1510**). **Discussion générale** [22 mai 1975] (p. 3110) : l'effort du Conseil de l'Europe dans la lutte contre la toxicomanie ; l'harmonisation des législations européennes ; (p. 3111) : les facteurs favorables à une coopération plus intense sur le plan européen ; les propositions du Président Pompidou en août 1971 ; les efforts entrepris dans le cadre du Conseil de l'Europe ; la nécessaire intensification des efforts du Gouvernement pour susciter une politique européenne de lutte contre la drogue.

1976

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**). *Deuxième partie :*

Affaires étrangères [9 novembre 1976] (p. 7833) : la majoration des contributions internationales obligatoires ; le problème du Conseil de l'Europe ; le problème de l'achèvement du bâtiment qui doit abriter le Conseil de l'Europe ; rend hommage aux ministres des affaires étrangères qui se sont succédés.

1977

— **Projet de loi autorisant l'approbation des dispositions annexées à la décision du conseil des Communautés européennes du 20 septembre 1976 et relatives à l'élection des représentants à l'Assemblée des Communautés européennes au suffrage universel direct** (n° **2920**). **Discussion générale** [14 juin 1977] (p. 3749) : le processus de construction institutionnelle ; la situation du débat dans une dynamique qui coïncide avec le mouvement même de la construction européenne ; (p. 3750) : la prise de conscience par les peuples européens de leur solidarité ; les contradictions auxquelles l'Europe est en proie ; l'absence de volonté politique ; la stimulation des gouvernements dans leur recherche des voies et des moyens d'une Europe plus cohérente et plus efficace par l'élection de l'Assemblée des Communautés au suffrage universel direct ; l'émergence d'une légitimité ; l'indépendance des Etats.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° **3120**). *Deuxième partie :*

Affaires étrangères [8 novembre 1977] (p. 7177) : l'élargissement et le renforcement du Conseil de l'Europe ; l'adhésion de l'Espagne ; le rôle du Conseil de l'Europe ; la convention européenne et des droits de l'homme et la charte sociale européenne ; le resserrement des liens entre l'Europe des Neuf et l'Europe située en dehors des Communautés ; (p. 7178) : l'inadéquation du projet de budget et du Conseil de l'Europe ; les ressources absorbées par les coûts afférents à l'entretien du nouveau bâtiment du Conseil de l'Europe ; la conférence de Belgrade ; les conséquences financières de l'adhésion de l'Espagne ; l'application des politiques élaborées au sein du Conseil de l'Europe.

RALITE (Jack)

Député de la Seine-Saint-Denis
(3e circonscription)
(C).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 737).

S'inscrit au groupe communiste [2 avril 1973] (p. 745).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [5 avril 1973] (p. 755), [2 avril 1974] (p. 1453), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre de la délégation parlementaire consultative de l'ORTF [15 juin 1973] (p. 2212).

Membre de la commission de contrôle et de gestion financière de l'ORTF [18 décembre 1973] (p. 7163).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la radiodiffusion et à la télévision [28 juillet 1974] (p. 3942).

Membre de la délégation parlementaire pour la radiodiffusion-télévision française [22 octobre 1974] (p. 5326), [23 octobre 1974] (p. 5353).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'éducation [30 juin 1975] (p. 5082).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux conventions entre les caisses d'assurance maladie du régime général de la sécurité sociale, du régime agricole et du régime des travailleurs non salariés des professions non agricoles et les praticiens et auxiliaires médicaux [30 juin 1975] (p. 5082).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux laboratoires d'analyses de biologie médicale et à leurs directeurs et directeurs adjoints [30 juin 1975] (p. 5083).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner les propositions de loi, (n° 2080) de MM. Foyer, Labbé, Chinaud et Max Lejeune, (n° 2128) de M. Georges Marchais et plusieurs de ses collègues, (n° 2131) de M. Defferre et plusieurs de ses collègues, sur les libertés [19 décembre 1975] (p. 10152).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification des titres II et V du livre IX du code du travail et relative au contrôle du financement des actions de formation professionnelle continue [20 décembre 1975] (p. 10183).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi concernant l'intervention des travailleuses familiales et des aides ménagères dans le cadre de l'aide sociale à l'enfance [20 décembre 1975] (p. 10183).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant certaines dispositions du chapitre III du titre IV du livre premier du code du travail relatives au paiement des créances résultant du contrat de travail en cas de règlement judiciaire ou de liquidation des biens [20 décembre 1975] (p. 10183).

Membre du conseil d'administration de l'établissement public de diffusion [5 octobre 1976] (p. 6334), [6 octobre 1976] (p. 6382).

Démissionnaire de ce conseil d'administration [15 novembre 1976] (p. 7973).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur l'architecture [20 décembre 1976] (p. 9810).

DÉPOTS

— **Avis,** présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de **loi de finances pour 1974** (n° **646**). — **Tome II : Affaires culturelles-cinéma** (n° **682**) [10 octobre 1973].

— **Avis,** présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de **loi de finances pour 1975** (n° 1180). — **Tome VI : Culture - cinéma** (n° **1231**) [11 octobre 1974].

— **Avis,** présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de **loi de finances pour 1976** (n° 1880). — **Tome V : Culture - cinéma** (n° **1917**) [10 octobre 1975].

— **Proposition de loi** tendant à la modification de certains articles de la loi d'orientation de **l'enseignement supérieur** du 12 novembre 1968 (n° **2462**) [30 juin 1976].

— **Avis,** présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de **loi de finances pour 1977** (n° 2524). — **Tome II : Culture - cinéma** (n° **2530**) [12 octobre 1976].

— **Avis,** présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de **loi de finances pour 1978** (n° 3120). — **Tome V : Culture et environnement - cinéma** (n° **3148**) [11 octobre 1977].

QUESTIONS

• *question d'actualité :*

— **Création artistique** [11 mai 1973] (p. 1216, 1217).

• *questions orales avec débat de :*

— **MM. Fillioud** (n° **900**), **Leroy** (n° **1188**), **de Broglie** (n° **1242**), **Flornoy** (n° **1243**), **Michel Durafour** (n° **1262**), **Claudius-Petit** (n° **1265**) : **Liberté d'expression et de création** ; conception du ministre sur son rôle ; réactions des artistes et des créateurs contre les déclarations de M. Druon [23 mai 1973] (p. 1501, 1502).

• *question orale sans débat :*

— (n° **1457**) : **Licenciements aux usines Babcock** [30 mai 1973] (p. 1692) : la politique suivie par le Gouvernement en matière de centrales nucléaires, le problème de l'emploi dans l'Ouest (p. 1693, 1694).

• *question d'actualité :*

— **Construction d'une caserne à Aubervilliers** ; sauvegarde des espaces verts ; construction d'un CHU [29 juin 1973] (p. 2710).

• *questions orales avec débat de :*

— **MM. Robert-André Vivien** (n° **11619**), **Chambaz** (n° **11716**), **Audinot** (n° **11776**), **Fillioud** (n° **11782**), **Chinaud** (n° **11785**), **Daillet** (n° **11797**) : **ORTF** : gravité du problème social à l'intérieur de l'Office ; rapports entre l'Office et Thomson-CSF ; droit pour le Parlement de se prononcer sur l'ensemble des réformes en cours ; possibilité pour les partis politiques et les grandes organisations syndicales de s'exprimer régulièrement sur les antennes de l'ORTF [26 juin 1974] (p. 2986).

• *question au Gouvernement :*

— **Licenciements et mutations pour délit d'opinion** (arsenal de Brest, ORTF) [30 octo- 1974] (p. 5623, 5624).

• *questions orales avec débat de :*

— **MM. Labbé** (n° **14998**), **Carpentier** (n° **15162**), **Berthelot** (n° **15168**), **Bégault** (n° **15297**), **Cabanel** (n° **15345**) : **Problèmes de l'emploi** [11 décembre 1974] (p. 7711) : la crise de l'emploi dans la Seine-Saint-Denis ; (p. 7712) : l'inauguration du Centre de formation professionnelle pour adultes à Stains.

• *question au Gouvernement :*

— **Suppression de concours et de postes dans l'enseignement** [4 juin 1975] (p. 3656).

• *questions orales avec débat de :*

— **MM. Boudet** (n° **18971**), **Falala** (n° **19360**), **Ducoloné** (n° **19428**), **Coulais** (n° **19952**), **Gau** (n° **19963**) : **Problèmes de l'emploi** [4 juin 1975] (p. 3692) : le chômage des agents de maîtrise, techniciens, cadres et chercheurs ; la situation dévaluée des intellectuels ; la position du parti communiste ; (p. 3693) : alliance des travailleurs manuels et intellectuels.

• *questions au Gouvernement :*

— **Situation des assistants de l'enseignement supérieur** [11 juin 1975] (p. 3976) : grève administrative des assistants en droit ; réforme des carrières de l'enseignement supérieur.

— **Signature des conventions collectives dans les sociétés de radiodiffusion et de télévision** [10 décembre 1975] (p. 9617) : interprétation de l'article 15 des conventions collectives des sociétés de radio ; report de l'échéance du 31 décembre 1975 pour le renouvellement des conventions collectives.

• *question orale sans débat :*

— (n° **24981**) : **Suspension des poursuites et saisies** [19 décembre 1975] (p. 10077, 10078) : situation des familles atteintes par la crise (cas de familles occupant un grand ensemble de la région parisienne et dont les ressources sont inférieures à 10 F par jour et par personne).

• *questions au Gouvernement :*

— **Potentiel industriel national** [14 avril 1976] (p. 1714-1715) : son inquiétude devant la politique industrielle du Gouvernement qui conduit à céder des pans entiers de l'industrie française de pointe aux trusts américains ou ouest-allemands ; les revendications et suggestions des travailleurs.

— **Violation des libertés** [21 avril 1976] (p. 1960-1961) : les inquiétudes exprimées par les magistrats invités par la commission spéciale des libertés devant les « bavures actuelles » à propos des libertés individuelles ; l'attachement du peuple français à la liberté.

— **Suppléance des instituteurs en congé** [2 juin 1976] (p. 3636) : non-respect de l'obligation scolaire dans la Seine-Saint-Denis (10.000 enfants sans maîtres, 137 suppléants renvoyés).

— **Suppression de postes dans l'enseignement** [9 juin 1976] (p. 3904) : le licenciement de 137 enseignants suppléants en Seine-Saint-Denis ; la nécessité de donner à ce dépar-

tement le nombre de remplaçants nécessaires pour assurer la scolarité obligatoire légale.

• *questions orales sans débat :*

— (n° **29908**) : **Création artistique et littéraire,** en qualité de suppléant de M. Chambaz [18 juin 1976] (p. 4377, 4378, 4379) : insuffisance du budget de la culture ; la situation au théâtre de Reims, à la maison de la culture de Créteil, au plateau Beaubourg, à l'Opéra ; la ségrégation et les coups portés à la création par le régime.

— (n° **31767**) : **Instituts universitaires de technologie** [8 octobre 1976] (p. 6493, 6494) : protestation contre les dernières décisions prises par les IUT (suppressions d'emplois, réduction de la déduction d'heures complémentaires) ; l'acharnement du secrétaire d'Etat contre les IUT ; dépôt par le groupe communiste d'une proposition de loi concernant l'enseignement supérieur.

• *question au Gouvernement :*

— **L'école et l'éducation nationale** [4 mai 1977] (p. 2425) : les déclarations de M. Haby sur le concours que l'école doit apporter « à la marche de l'économie nationale telle qu'elle est » ; critique de la ségrégation scolaire ; l'union pluraliste autour du programme commun.

• *questions orales sans débat :*

— (n° **38840**) : **Situation des maîtres auxiliaires** [10 juin 1977] (p. 3708, 3709) : nécessité de débloquer les crédits pour assurer, à la rentrée, l'emploi des auxiliaires et leur offrir, en créant des postes, la possibilité d'être titularisés.

— (n° **42943**) : **Situation de l'emploi à Aubervilliers, Stains et La Courneuve** [16 décembre 1977] (p. 8880, 8881, 8882, 8883) : rôle néfaste de la DATAR ; spéculation foncière des grands groupes capitalistes ; critique de la politique industrielle et sociale du Gouvernement ; cas de l'entreprise Babcock.

INTERVENTIONS

1973

— **Projet de loi d'orientation du commerce et de l'artisanat** (n° **496**). **Discussion des articles** [18 octobre 1973]. **Avant l'article 41** (p. 4550) : expose les raisons de l'hostilité de son groupe à l'esprit et à la lettre de cet article ; sa mise au point sur l'enseignement polytechnique dans les pays socialistes (cas de la RDA) ; remise en cause de la prolongation de la scolarité ; misère de l'enseignement technique ; échec de la réforme de 1959 ; ses arguments contre l'article 41. **Article 41** (p. 4548, 4549) : défend l'amendement de M. Andrieux tendant à supprimer l'article 41.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° **646**). *Deuxième partie :*

Services du Premier ministre. Section I. — Information [26 octobre 1973] (p. 4901) : grève des ouvriers du livre, « petite lettre » d'origine ministérielle sur les émissions de France-Culture ; liberté essentielle qu'est le droit à l'information ; (p. 4902) : presse écrite et liberté de choix des lecteurs ; sa question relative à l'application du décret du 13 mars 1973 au journal *l'Humanité,* liberté d'opinion des journalistes ; ses observations sur l'information gouvernementale ; documentation française et comité interministériel pour l'information ; sa question sur la publication du document « L'envol de la France dans les années 80 », réalisé par le Hudson Institute ; OPA sur l'audio-visuel ; Sofirad ; agence Havas ; empire pompidolien de l'information et empire Hachette ; propos de M. Malaud à la biennale internationale de l'information au Touquet le 20 juin 1973 ; son vote contre le budget de l'information et son environnement.

Affaires culturelles, rapporteur pour avis [9 novembre 1973] (p. 5480) : présente l'avis de la commission des affaires culturelles sur le budget du cinéma qu'il aurait souhaité rejeter pour son compte personnel ; déplore l'insuffisance d'informations et le retard apporté aux questions posées par le rapporteur pour avis ; évoque le recul du cinéma français face à l'internationalisation de la production ; la concentration des industries cinématographiques ; la constitution d'un secteur monopolistique ; l'intervention de la censure économique ; la ségrégation du public ; (p. 5481) : la lourdeur de la fiscalité qui frappe le cinéma ; (p. 5481) : l'union générale cinématographique ; demande le taux réduit de TVA pour le cinéma ; l'affectation d'un fonds de soutien du cinéma pour la totalité de ses recettes ; une aide à la distribution et une aide pour les petits exploitants des petites salles ; précise la part des arguments personnels et de ceux de la commission dans le cours de son intervention ; déclare que la commission des affaires culturelles a adopté les crédits du cinéma.

— **Rappel au règlement** [27 novembre 1973] (p. 6382) : rejet par la conférence des présidents de la demande de son groupe tendant à l'organisation d'un débat sur l'approvisionnement de la France en pétrole.

— **Projet de loi relatif à la souscription ou à l'acquisition d'actions de sociétés par leurs salariés** (n° **642**). **Discussion générale** [28 novembre 1973] (p. 6449) : manifestations du Mans contre la vie chère ; énumère les luttes

multiformes menées depuis le 1er novembre ; (p. 6450) : conflit Lip ; revendications de ces mouvements ; absence de revendications concernant la possession d'actions ; propos de M. Fanton sur « La République des fonctionnaires » ; caractère chimérique du projet de loi ; solutions avancées par le programme commun de la gauche ; sa référence à la loi Chéron du 26 avril 1917 et à un « Essai sur l'association du capital et du travail par l'actionnariat ouvrier » du comte de Briey, édité en 1914 ; propos tenus sur l'actionnariat (Napoléon III, J. Chaban-Delmas, Pétain, Aristide Briand, Pompidou et Giscard d'Estaing) ; exploitation de l' « actionnaire » ; son absence de pouvoir réel dans l'entreprise ; (p. 6452) : sa référence à un article de *l'Usine nouvelle* du 10 juin 1971 sur l'actionnariat et les grèves chez Renault ; programme du conseil national de la Résistance ; son analyse critique du projet de loi ; sa référence à des propos de M. Ceyrac, président du CNPF, sur l'épargne ; actionnariat et besoins de l'accumulation capitaliste ; sa référence à un article de M. Montjoie, commissaire général au Plan (*le Monde,* 16 décembre 1969) : appel à la collaboration de classe : programme commun et ses alliés ; autodéfense du capitalisme monopoliste d'Etat ; caractère fictif de la démocratie dans l'entreprise ; garantie des intérêts des petits porteurs par le programme commun ; actionnariat et renforcement de la propriété privée du capital ; programme commun et préservation de la propriété individuelle ; vote de son groupe contre le projet ; système des « parts » des salariés à l'usine Sonolor de La Courneuve ; (p. 6457) : sa référence à une déclaration de M. Paul Laurent à la télévision (perte de valeur des actions de la régie Renault).

— **Projet de loi relatif à l'interruption volontaire de grossesse** (n° 455). **Discussion générale** [14 décembre 1973] (p. 7028) : rappelle les heures consacrées par l'Assemblée et la commission à l'étude de ce problème ; estime que les femmes attendent l'abrogation immédiate de la loi de 1920 ; cite la revue *Etudes* de la Compagnie de Jésus ; estime qu'il s'agit d'un « décor de morale » ; (p. 7029) : voit dans l'avortement un ultime recours ; cite *Témoignage chrétien* ; critique l'encouragement à l'abandon ; rappelle que la loi répressive n'aura rien réglé et que l'attitude des juges a été très différente selon les cas et les époques ; déclare attendre la discussion des 25 propositions de loi déposées par le groupe communiste en faveur des femmes ; cite le colloque de la société générale des prisons, de mars 1917 ; (p. 7030) : rappelle l'hostilité envers le docteur Lamaze lorsqu'il proposa l'accouchement sans douleur ; l'hostilité rencontrée à l'Assemblée consultative d'Alger par la proposition communiste demandant le droit de vote pour les femmes ; cite les difficultés qu'ont eues à voir le jour le droit au divorce et la contraception ; rappelle qu'en Union soviétique l'avortement a été vécu comme une sorte de contraception, ce qu'il ne veut pas ; (p. 7031) : déplore l'inscription tardive du projet de loi à l'ordre du jour ; rappelle le témoignage d'une femme publié par *l'Humanité* ; cite Aragon ; ne se reconnaît pas le droit sur la vie ou la liberté de ceux qui ont d'autres opinions que lui ; cite le professeur Milliez évoquant « le devoir d'empêcher un suicide de l'autre ».

— **Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête sur les écoutes téléphoniques** (n° 721). **Discussion générale** [14 décembre 1973] (p. 7059) : « Watergate français » ; crise politique et crise morale du pouvoir ; explications données par le Gouvernement sur l'affaire du *Canard enchaîné;* critique la réponse de M. Comiti ; demande de commissions d'enquête de son groupe ; bulletin relatif à l' « adversaire intérieur » ; crédits d'Etat aux établissements Coder de Marseille ; centre Beaubourg ; fraude fiscale des sociétés ; (p. 7060) : demande de création d'une commission d'enquête déposée par le président de son groupe sur les atteintes aux libertés fondamentales ; contrôle des élus de la nation sur le Gouvernement ; (p. 7064) : répond à M. Marcellin : personnalisation abusive du débat ; nature des manifestations du 6 décembre ; défi policier à la gauche et défi démocratique du programme commun.

1974

— **Proposition de loi relative au statut des journalistes pigistes** (n° 182). **Discussion générale** [27 juin 1974] (p. 3112) : historique de la lutte des journalistes pigistes pour l'amélioration de leurs garanties sociales.

— **Projet de loi relatif à la Radiodiffusion et à la télévision** (n° 1161). **Discussion générale** [24 juillet 1974] (p. 3717) : le projet renforce la tutelle du pouvoir sur l'Office (p. 3718) ; les dangers des pouvoirs donnés au ministère des finances pour la répartition de la redevance ; les atteintes à la liberté de création (p. 3719) ; la société de production devra s'aligner sur l'activité des sociétés privées ou disparaître ; l'autoritarisme chemine tout au long du projet, les téléspectateurs sont exclus du conseil d'administration ; (p. 3736) : défend la motion de renvoi en commission déposée par le groupe communiste, faiblesse des raisons du secrétaire d'Etat ; citations tirées du rapport Nora ; le Parlement ne peut voter sur un canevas après avoir discuté dans

le brouillard. **Discussion des articles : Article 2** (p. 3747) : amendement n° 114 : téléspectateurs représentés au conseil d'administration et désignation du président du conseil d'administration ; repoussé ; (p. 3748) : amendement n° 115 : élection du président par le conseil d'administration, repoussé. **Article 3** (p. 3750) : contre l'amendement n° 166 du Gouvernement : refus des trasnferts de charges aux collectivités locales. **Article 4** (p. 3760) : sur l'amendement n° 71 de M. Chevènement : rattachement des orchestres. **Article 9** (p. 3873) : son amendement n° 120 : la production doit être confiée à une société nationale ; repoussé ; (p. 3773) : son amendement n° 121 : les sociétés d'économie mixte ne doivent pas détenir d'actions de la société de production ; repoussé ; (p. 3774) : son amendement n° 123 : les sociétés d'économie mixte ne pourront être majoritaires (sans objet après adoption de l'amendement n° 153 de M. Chambaz). **Article 10** (p. 3775) : son amendement n° 124 : suppression de la tutelle du Premier ministre ; repoussé. **Après l'Article 10** (p. 3776) : son amendement n° 163 : contrôle de la commission de vérification des entreprises publiques ; repoussé. **Article 11** (p. 3777) : son amendement n° 125 : suppression de l'article 11 qui crée les cahiers des charges « fourre-tout » et libère l'appel aux ressources publicitaires ; repoussé ; (p. 3780) : son amendement n° 126 : suppression du dernier alinéa de l'article 11 ; repoussé. **Article 18** (p. 3791) : amendement n° 128 : suppression de l'article 18 ; (p. 3791) : amendement n° 129 : plafonnement des ressources publicitaires à 33 % du montant de la redevance ; repoussé. **Après l'Article 18** (p. 3793) : amendement n° 130 : mise à la charge des promoteurs des dispositifs anti-nuisance ; repoussé. **Article 19** (p. 3794) : amendement n° 132 : droits acquis des personnels ; repoussé par scrutin public. **Après l'article 19** (p. 3800) : amendement n° 133 : droits acquis des contractuels ; repoussé. **Article 20** (p. 3800) : amendement n° 134 : suppression de l'article 20 : personnels assurant un service minimum ; repoussé. **Article 22** (p. 3802) : amendement n° 135 : droits acquis des personnels temporaires ; repoussé. **Article 25** (p. 3810) : amendement n° 138 : suppression de toute date limite pour l'élaboration des conventions collectives ; repoussé. **Article 26** (p. 3812) : amendement n° 140 : constitution d'un comité interentreprises ; repoussé.

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° **1180**). *Deuxième partie :*

Services du Premier ministre. — Information [25 octobre 1974] (p. 5495) : s'inquiète du développement de l'empire élyséen de l'information ; élève une triple protestation concernant les licenciements dans l'information télévisée ; (p. 5496) : passe en revue les raisons qui ont contribué à alourdir les charges de la presse et de l'imprimerie ; la campagne d'information sur les économies d'énergie révèle la nature de propagande d'Etat du travail entrepris par la délégation générale à l'information ; (p. 5502) : la publicité des organismes gouvernementaux et le journal *l'Humanité*.

Culture, rapporteur pour avis [30 octobre 1974] (p. 5603) : la majorité de la commission, conforme à la majorité gouvernementale, a donné un avis favorable aux crédits du cinéma ; un mini-budget d'assistance ; la liberté de création vécue par nos créateurs : René Allio, Jean-Louis Bertucelli, Michel Drach, Costa Gavras ; (p. 5603) : la création assimilée à une marchandise soumise à la dictature de la rentabilité ; maintien de la censure clandestine, budget dérisoire des avances sur recettes, rôle des commanditaires et des banques, monopole de diffusion de la CFDC ; la qualité cinématographique est trop subjective pour devenir un critère d'Etat ; (p. 5604) : la liberté de création c'est la reconnaissance de la notion « d'écart » entre une œuvre nouvelle et le public ; cinéma d'essai et cinéma de ligne ; l'IDHEC est en danger ; la fermeture des studios de Boulogne-Billancourt ; la misère des archives cinématographiques de Bois-d'Arcy ; promotion d'un véritable cinéma national ; des mesures urgentes : réduction des impôts et des charges pesant sur le cinéma, relèvement de la subvention au fonds de soutien, suppression de la censure, rétablissement de la commission consultative du cinéma au centre national du cinéma.

Radiodiffusion et télévision. Examen des crédits [15 novembre 1974]. **Article 30** (p. 6513) : sur l'article, craint du fait de l'insuffisance d'information qu'un détournement de la redevance ne soit préparé par le moyen de la société de production. **Commission mixte paritaire** (n° **1497**) [7 décembre 1974] (p. 8139) : ses observations relatives aux activités musicales et en particulier au sort de l'Opéra studio.

— **Projet de loi relatif à l'interruption volontaire de la grossesse** (n° **1297**). **Discussion générale** [28 novembre 1974] (p. 7186) : après le « décor de morale » présenté lors du débat de 1973, on nous tend aujourd'hui le « décor national » ; mais qu'a fait le Gouvernement de ce réservoir sans fin dont parlait Péguy ; (p. 7187) : que signifie la qualité de la vie pour les enfants, les adolescents ; les enfants d'Aubervilliers ont besoin d'un autre amour que celui d'une dame de charité ; le désir de procréer existe chez les jeunes ; il

faut s'interroger sur les raisons pour lesquelles il ne se réalise pas ; (p. 7188) : le couple roi est l'obligation morale par excellence. **Discussion des articles. Article 3** (p. 7214) : sur l'amendement n° 22 de M. Berger et de la commission, craint que le mot « avortement » ne cache des intentions péjoratives ; contre l'amendement n° 76 de M. Peyret : qualification trop vague des « établissements de soins » ; (p. 7220) : son amendement n° 49 supprimant la confirmation écrite ; repoussé ; (p. 7221) : ses amendements nos 50 et 51 relatifs à la délivrance d'un certificat ; repoussé.

— **Discussion d'une motion de censure** [17 décembre 1974] (p. 7986) : les libertés grignotées ; la liberté d'exploiter ; le chômage ; les interventions policières ; le rétablissement du délit d'opinion ; le code de la police des libertés ; la répression dans l'armée et dans l'enseignement ; la santé menacée ; la suspension de magistrats ; la censure et la répression à l'ORTF ; les libertés communales et départementales étranglées ; le refus du dialogue avec le Modef, le Cid-Unati et les associations de défense ; la capitulation de Fort-de-France ; les règles de l'unanimité ; (p. 7987) : les armes fournies à Pinochet ; les libertés syndicales ; la police des salaires ; la liberté des trusts multinationaux ; par qui les hommes sont-ils aliénés ? la répression culturelle ; le parti communiste garant des libertés ; l'interdiction des *Amants d'Avignon* à la télévision ; (p. 7988) : les libertés prises avec les statistiques : le pouvoir d'achat ; la balance commerciale ; le programme commun et les libertés.

1975

— **Projet de loi relatif aux conventions entre caisses d'assurance maladie, praticiens et auxiliaires médicaux** (n° **1642**). **Première lecture. Discussion des articles** [13 juin 1975]. **Article premier** (p. 4197) : présente l'amendement n° 11 de M. Millet qui tend à exiger la signature de l'organisation la plus représentative ; repoussé. **Deuxième lecture. Explications de vote** [27 juin 1975] (p. 4966) : le groupe communiste votera contre.

— **Projet de loi relatif à l'éducation** (n° **1736**). **Première lecture. Discussion générale** [17 juin 1975] (p. 4303) : son rappel au règlement ; proteste contre la façon dont a été interrompu par le président de séance M. Chambaz, au cours de son intervention relative à un fait personnel ; [18 juin 1975] (p. 4371) : l'élimination du caractère scientifique de l'enseignement ; la thèse du grand patronat sur l'école chargée de former des mentalités industrielles ; le rôle de décor donné à la création artistique et au sport ; la volonté d'imposer aux enfants l'idéologie dominante ; le caractère fondamental des sciences, de l'histoire et de la philosophie ; (p. 4372) : la conception du Président de la République en matière de philosophie ; l'aggravation de la situation scolaire ; l'ignorance, par le projet Giscard-Haby de la conception globale de la culture ; la proposition de loi déposée en 1973 par le groupe communiste ; le contenu de son exposé des motifs. **Discussion des articles : Avant l'Article premier** [19 juin 1975] (p. 4411, 4412) : son amendement n° 6 : expliciter les termes de laïcité et de liberté ; proteste contre la manière dont le ministre a attaqué, au cours du débat précédent, M. Chambaz ; repoussé. **Article premier** (p. 4419) : le trompe-l'œil que constitue l'amendement n° 123 du Gouvernement ; rappelle que le groupe communiste a déposé un amendement parfaitement clair auquel a été opposé l'article 40 de la Constitution ; (p. 4423) : juge contrairement au Gouvernement qu'il est bon d'introduire dans le texte la notion d'éducation permanente. **Après l'Article 3** (p. 4445) : son amendement n° 10 : faire de l'éducation artistique un élément constitutif de l'éducation ; reproche au Gouvernement de ne voir dans l'éducation artistique qu'un simple accessoire. **Article 12** (p. 4467) : son amendement n° 20 : organisation à tous les niveaux d'une gestion démocratique tripartite ; repoussé. **Article 15** (p. 4473) : son amendement n° 21 : définition d'un type d'éducation, reconnaissance du droit syndical aux lycéens, exercice de l'information politique ; reproche au pouvoir de se décharger de ses responsabilités sur les directeurs ; repoussé. **Commission mixte paritaire** [30 juin 1975] (p. 5058) : rappelle les raisons de l'hostilité du groupe communiste : un projet qui subordonne l'école aux exigences des grands monopoles ; (p. 5059) : l'accroissement du transfert des charges au détriment des collectivités locales et des familles.

— **Projet de loi portant modification de l'article 29 de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur** (n° **1754**). **Discussion générale** [23 juin 1975] (p. 4598) : l'existence d'une sélection sauvage ; la situation de l'université française ; l'attaque du Gouvernement contre la science ; la situation dramatique du budget de l'enseignement supérieur ; (p. 4599) : la multiplication des actions autoritaires ; la répression dans les entreprises ; la volonté du Gouvernement d'aboutir à l'institution d'un *numerus clausus* ; la modification de l'article 14 de la loi d'orientation proposée par M. Sourdille et la remise en cause de la cogestion ; (p. 4600) : des universités confrontées à la pénurie et à l'autoritarisme ; la volonté de mettre les universités françaises au service du grand patro-

nat ; les économies qui seront faites aux dépens de la recherche ; un Gouvernement incapable de donner au pays l'enseignement supérieur dont il a besoin ; les sept mesures immédiates proposées par le groupe communiste pour sauvegarder l'enseignement supérieur. **Discussion des articles. Avant l'Article unique** (p. 4606) : s'oppose à l'amendement n° 3 de M. Sourdille et au sous-amendement n° 14 du Gouvernement ; la volonté du Gouvernement de limiter les droits des étudiants. **Titre** (p. 4607) : sa question au Gouvernement sur l'application de la circulaire Dischampt.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1975** (n° **1740**). **Discussion générale** [23 juin 1975] (p. 4614) : l'absence de création de postes dans l'enseignement ; les dix-huit mesures proposées par le groupe communiste en ce qui concerne l'éducation nationale.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif au Crédit maritime mutuel** (n° **1289**). **Deuxième lecture. Explications de vote** [27 juin 1975] (p. 4957) : le groupe communiste s'abstient.

— **Projet de loi portant orientation préliminaire du VII^e Plan** (n° **1685**). **Deuxième lecture. Explications de vote** [27 juin 1975] (p. 4962) : indique que le groupe communiste vote contre le projet de loi.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1975** (n° **1873**). **Discussion des articles. Article 15** [10 septembre 1975] (p. 6208) : constate la volonté du Gouvernement de faire entériner sa politique de la radio-télévision ; le déficit des sociétés ; demande des explications sur la répartition des deux milliards destinés aux sociétés ; sa position en faveur de la liberté de l'information ; son refus d'une information purement présidentielle ; son hostilité à l'article 15.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**). *Première partie :*

Discussion des articles. Article 10 [23 octobre 1975] (p. 7282) : estime que l'article 10 tend à instaurer un véritable proxénétisme d'Etat ; l'exutoire recherché par le Gouvernement dans la pornographie pour étouffer les luttes populaires ; (p. 7283) : la décision du groupe communiste de ne pas participer à un scrutin truqué. **Article 20** (p. 7307) : dénonce les méfaits du capitalisme sur l'édition ; rappelle le manifeste publié par le parti communiste ; le vote hostile du groupe communiste sur l'article 20. **Article 24** (p. 7310) : son amendement n° 103 : supprimer l'article 24 ; s'élève contre un article qui abroge implicitement les textes relatifs à la formation professionnelle continue, repoussé.

Deuxième partie :

Culture, rapporteur pour avis [3 novembre 1975] (p. 7728) : l'insuffisance du budget ; la place occupée par le cinéma pornographique ; la nécessité de protéger les enfants et les adolescents ; le coup porté aux libertés publiques ; l'absence de liberté de création ; (p. 7729) : la vente de l'UGC à l'industrie privée ; la suppression de l'ORTF ; la poursuite de la politique de l'UGC par la SFP ; (p. 7730) : la mise du cinéma français sous la coupe de l'industrie américaine ; la négation par la SFP du rôle de créateur artistique ; la possibilité d'une autre politique ; permettre au cinéma et à la télévision de jouer leur rôle éducatif et culturel.

Education [12 novembre 1975] (p. 8180) : le conformisme des rapporteurs issus de la majorité ; le budget pour 1976, budget d'austérité ; le caractère dérisoire des subventions en matière de création de classes maternelles ; la participation minime de l'Etat dans le domaine des nationalisations des CES et dans celui des manuels ; le vote hostile du groupe communiste ; (p. 8182) : le préjudice que constitue pour la classe ouvrière la politique gouvernementale ; la formation de manœuvres pour le patronat ; la formation des maîtres ; la limitation des libertés par le Gouvernement ; (p. 8183) : offrir aux enfants un savoir élargi leur ouvrant les portes de la vie.

Commission mixte paritaire [16 décembre 1975] (p. 9864) : le « mauvais coup » asséné au cinéma français par les articles 10 et 10 *bis* de la loi de finances ; la nécessité de défendre la liberté.

— **Rappel au règlement** [3 novembre 1975] (p. 7731) : teneur de son rapport sur le projet de loi de finances pour 1976 : cinéma.

— **Projet de loi relatif à la sécurité sociale des écrivains, des compositeurs de musique et des artistes créateurs peintres, graveurs, illustrateurs et graphistes** (n° **1733**). **Discussion générale** [25 novembre 1975] (p. 8896) : estime que ce projet a été arraché par une lutte de plusieurs années menée par les créateurs ; la proposition de loi du groupe communiste déposée dès 1961 ; le projet n'apporte qu'une solution imparfaite aux problèmes concrets ; le refus de faire contribuer l'Etat à la couverture sociale des artistes est révélateur ; l'unicité de la profession d'auteur ; critique des dispositions relatives à l'assiette des cotisations, à l'absence de compensation et au mode de gestion des nouveaux organismes ; le financement des charges par les employeurs devrait reposer non sur la seule notion de diffusion des œuvres mais sur celle d'exploitation ; au total, une loi d'assistance plutôt qu'une véritable loi de sécurité sociale. **Discussion des articles.**

Article premier (p. 8899) : son amendement n° 38 : élargissement de la définition d'écrivain compte tenu des pratiques et des techniques actuelles ; repoussé ; (p. 8904) : son amendement n° 42 : progressivité de la cotisation des éditeurs en fonction du chiffre d'affaires ; repoussé ; (p. 8911) : son amendement n° 46 : consultation pour la préparation de décrets en Conseil d'Etat des organisations syndicales et professionnelles ; repoussé. **Avant l'Article 2** (p. 8912) : son amendement n° 48 : invite le Gouvernement à déposer avant le 1er janvier 1976 un projet de loi relatif à la création des centres nationaux du livre, de la musique et des arts ; repoussé. **Après l'Article 3** : sur l'amendement n° 23 de M. Simon-Lorière, proteste contre le report au 1er janvier 1977 de la mise en application du nouveau régime ; (p. 8918). **Explications de vote** : le groupe communiste ne votera pas une si petite loi sociale.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1975** (n° **1980**) [9 décembre 1975]. **Discussion des articles** : **Article 20** (p. 9554) : l'insuffisance des mesures prises en faveur de l'université ; la sous-administration des CES ; les faveurs accordées à l'enseignement privé. **Article 21** (p. 9557) : considère très insuffisant le rattrapage apporté aux affaires culturelles ; la situation de la musique ; le nombre très insuffisant des conservatoires ; (p. 9558) : les ressources de l'opéra-studio.

1976

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1976** (n° **2147**). **Discussion générale** [4 mai 1976] (p. 2577) : les annulations de crédit contenues dans le projet de loi de finances rectificative ; l'exemple de l'éducation ; (p. 2578) : la réduction des subventions du fonds d'équipement pour les constructions scolaires ; la recherche pédagogique ; la mutilation du budget de l'agriculture, de celui du secrétariat d'Etat aux universités ; des crédits de la culture ; (p. 2579) : les diminutions constatées dans le domaine de la création artistique, de la lecture, du livre, des spectacles, de l'enseignement de l'art dramatique ; une mini-discussion budgétaire qui fait préfigurer le VIIe Plan ; la nécessité d'un collectif budgétaire pour la culture ; la possibilité de maintien des engagements en matière de maternelles.

— **Déclaration du Gouvernement sur la réforme de l'entreprise** (n° **2275**) [11 mai 1976] (p. 2872) : précise, dans la lecture d'un tract syndical, le non-respect des droits syndicaux dans l'usine Simca-Chrysler de Poissy ; s'inquiète de l'absence de M. Stoleru ; (p. 2873) : les violences perpétrées par un commando de la CFT sur deux ouvriers de la CGT ; la représentativité de la CFT ; précise les modalités, les questions de l'interrogatoire auquel sont soumis certains travailleurs du centre de tri PTT de Paris-Nord ; indique les cas d'agression dont ont été victimes les travailleurs ; les caractéristiques chez Peugeot de l'engagement des cadres vis-à-vis de l'entreprise ; (p. 2874) : la violation des libertés existantes ; le développement des libertés contenues dans la proposition de loi communiste sur les libertés.

— **Rappel au règlement** [1er juin 1976] (p. 3565-3566) : retard dans la mise en distribution du rapport d'information (n° 2316) sur des projets de décrets pris en application de la loi du 11 juillet 1975 relative à l'éducation.

— **Discussion d'une motion de censure** [19 octobre 1976] (p. 6744) : l'enfance et sa scolarité ; les inégalités scolaires ; (p. 6745) : le sort d'un fils de travailleur à l'école en 1976 ; la ségrégation à l'école ; l'augmentation des moyennes d'effectifs par classes ; la politique scolaire du Gouvernement, gâcheuse d'enfants ; La Courneuve, Aubervilliers ; (p. 6746) : la scolarité des enfants de France ; une singulière approche de la démocratie pluraliste ; le refus par le Gouvernement d'un impôt sur le capital ; critique du quotient familial.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**). *Première partie :*

Discussion des articles [26 octobre 1976]. **Article 16** (p. 7024) : une nouvelle taxe sur la culture concernant les magnétophones ; un procédé inacceptable ; des appareils déjà lourdement taxés ; demande un taux réduit de TVA pour les magnétophones ; la critique de la politique culturelle du pouvoir ; le festival de musique de Royan ; les conservatoires de musique ; l'IRCAM ; l'Opéra ; l'Opéra-Studio ; l'Atelier lyrique du Rhin ; les compositeurs de musique ; (p. 7026) : son amendement n° 54 tendant à supprimer l'article 16 ; le budget de la musique, un budget de misère ; la crise de l'Opéra ; les orchestres de l'ORTF ; la création d'impôts sur lesquels il n'y a aucune garantie de contrôle ; la compensation des pertes que les compositeurs et auteurs auraient subies ; les préjudices causés par la Sacem ; adopté.

Deuxième partie :

Culture, rapporteur pour avis pour le cinéma [5 novembre 1976] (p. 7645) : le cinéma et les professionnels ; l'intelligentsia et la culture ; comment sauver le cinéma ; les maux du

cinéma ; l'argent ; le sens du profit ; la concentration de l'exploitation et de la programmation; (p. 7646) : le cas de la Seine-Saint-Denis ; les crédits bancaires ; le pool production et ses « audaces » dans le cinéma commercial sans risque ; les circuits « Art et essai » ; la législation antipornographique ; son aspect financier : production et institutionnalisation du film pornographique ; l'exportation aléatoire du cinéma français ; l'écart des solutions nationales ; le secrétariat européen du cinéma ; la création ; le cinéma français, malade de l'argent ; 5,7 cent millièmes du budget de l'Etat ; le transfert de certaines charges du fonds de soutien ; l'équipement ; les crédits ; un budget dérisoire ; les programmes ; la diffusion des films ; la pression au niveau du contenu ; cinéma et mouvement social ; la non-pluralité ; la présence envahissante du cinéma américain sur les écrans français ; (p. 7647) : le public : le coût d'une sortie au cinéma ; ses goûts ; le niveau de vie ; le rapport Reverdy sur le cinéma ; le changement souhaitable proposé par le programme commun ; la galerie de la tapisserie nationale à Beauvais ; guérir le cinéma de l'argent, du profit, de l'absence provoquée du public, de la culpabilisation des cinéastes ; changer de pouvoir.

Universités [10 novembre 1976] (p. 7863) : la respectabilité des universités ; la recherche ; (p. 7864) : la politique universitaire du pouvoir peu crédible ; un budget maquillé, de gâchis sociaux, larguant l'intérêt national, source d'autoritarisme ; la chorégraphie budgétaire ; les enseignants du supérieur ; Malakoff et Nanterre ; les heures complémentaires ; le dénigrement des universitaires ; les IUT ; l'abandon des études par un jeune sur deux ; l'enquête de l'UNEF ; le logement ; la nourriture ; les loisirs ; leur situation universitaire ; (p. 7865) : les bourses ; les filières sacrifiées ; les IUT et la Cour des comptes ; la recherche ; l'alerte des personnalités scientifiques ; le coup porté à la recherche universitaire ; la DGRST ; le CNESER ; les subventions aux syndicats étudiants ; les IUT ; (p. 7866) : les nominations des directeurs de ces IUT ; le directeur de l'IUT de Saint-Etienne ; l'UER dérogatoire à Nanterre et à Amiens ; l'évacuation ; le texte de la loi d'orientation à la corbeille ; l'opposition des scientifiques ; le conseil d'administration de Paris-III ; les bibliothécaires ; les docteurs ès lettres d'Etat ; le modèle Garaces ; recherche et profit. **Examen des crédits. Après l'Article 72** (p. 7888) : indique que le groupe communiste est opposé à l'amendement n° 256 de M. Guermeur ; les insultes de Mme Saunier-Seïté ; la réception par le groupe communiste des délégations de nombreuses universités ; (p. 7889) : cite le général de Gaulle.

Radiodiffusion et télévision [16 novembre 1976] (p. 8082) : la loi du 7 août 1974 ; la qualité ; l'interview de M. Barre par « Télé 7 Jours » ; la SOFRES ; les programmes télévisés ; la SFP ; l'INA ; le magistère moral de Mme Giroud ; (p. 8083) : les chaînes atteintes de « sondagite » ; le mépris du peuple par le Gouvernement ; le coup porté par le capital à la création ; les écoles formant les professionnels de la création ; l'IDHEC ; l'Opéra et la Comédie-Française ; les monopoles ; la mission impérative de chaque chaîne de réaliser des dramatiques et des documentaires de création ; (p. 8084) : la SFP ; la proposition de loi du groupe communiste : plus d'idées interdites ; (p. 8087) : les émissions historiques ; les sciences ; la littérature.

Education [17 novembre 1976] (p. 8200) : les transferts de charges ; la désinvolture de M. Papon à l'égard du Parlement ; les fournitures scolaires ; examine leur gratuité.

— **Projet de loi relatif au régime fiscal de la presse** (n° **2298**). **Discussion générale** [24 novembre 1976] (p. 8653) : le pluralisme de façade ; le groupe Hersant touchant 16 % des lecteurs de quotidiens en France ; (p. 8654) : le groupe Hersant et les deux quotidiens corréziens absorbés ; *le Figaro* partout ; l'ordonnance du 26 août 1944 bafouée ; l'empire d'Hachette ; les pages de plusieurs journaux d'opinion qui ont disparu ; la concentration ; la mort régulière d'un certain nombre de journaux ; le problème du pluralisme ; le *Patriote de Toulouse* ; les autres feuilles « démocratiques » ; la presse communiste touchée ; *la Croix* ; *Réforme* ; la presse chrétienne ; la suppression de l'ORTF ; la position de M. Giscard d'Estaing ; la main basse sur les principaux moyens d'information imagés ou écrits ; les méthodes favorisant la concentration ; l'évolution des tarifs postaux ; (p. 8655) : l'article 39 *bis* du CGI ; le prix du papier ; critique du critère de périodicité en ce qui concerne la TVA ; la perte pour les périodiques ; le taux zéro de la TVA, véritable aide à la presse ; l'attitude du Gouvernement vis-à-vis de *l'Humanité* ; garantir la pluralité, symbole de la liberté ; M. Hersant et le programme commun ; la réflexion déontologique sur la liberté d'expression ; (p. 8656) : l'affaire Hersant ; la circulation des idées ; le débat démocratique ; la politique Giscard-Barre ; *l'Humanité,* quotidien de la presse ouvrière ; les journaux d'usine ; la censure ; les comptes de *l'Humanité* ; (p. 8657) : *le Figaro* et l'Elysée ; la commission des libertés et le problème de la presse ; ses auditions ; le rejet d'une TVA sur la presse ; l'atteinte apportée par le Gouvernement à la liberté de la presse ; les témoignages foulés aux pieds ; la proposition communiste que le projet de

loi soit soumis à la commission spéciale sur les libertés ; l'appareil de M. Lecat ; (p. 8658) : les dessous de l'information ; la charte communiste des libertés ; (p. 8659) : le groupe Hersant et la pluralité de la presse.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1976** (n° **2630**). **Discussion des articles** [9 décembre 1976]. **Article 5** (p. 9169) : sur l'article 5, évoque la grève actuelle des artistes interprètes à la radio et à la télévision ; les artistes bafoués lors des débats de juillet 1974 supprimant l'ORTF ; artistes et marchands ; la négociation des protocoles sur le droit du travail des artistes interprètes ; la qualité du travail des artistes ; l'invitation à multiplier les créations radiotélévisées.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant réforme de l'aide au logement** (n° **2631**). **Discussion générale** [15 décembre 1976] (p. 9444) : la pauvreté ; le cas de La Courneuve ; radiographie de la vie de cette cité appelée « Cité des Quatre Mille » ; la dimension médicale de la pauvreté ; le surpeuplement des logements ; la lutte de cette population ; les luttes de locataires de très nombreuses cités HLM ; (p. 9446) : la réponse insuffisante du projet de loi ; les inexactitudes des textes ; les bonnes paroles ; les souhaits des locataires d'HLM. **Discussion des articles** [16 décembre 1976]. **Article 3** (p. 9490) : son amendement n° 15 soutenu par M. Canacos ; devenu sans objet ; (p. 9492) : son amendement n° 16 soutenu par M. Canacos ; repoussé. **Article 9** (p. 9512) : son amendement n° 24 soutenu par M. Canacos ; repoussé.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, sur l'architecture** (n° **2618**). **Première lecture. Discussion générale** [17 décembre 1976] (p. 9649) : proteste contre les conditions du débat sur l'architecture ; critique des tours ; le coût des logements ; (p. 9650) : les procédés industrialisés de construction ; les problèmes de la ville d'Aubervilliers ; l'absence d'éléments en faveur des logements, des écoles, des espaces verts à vocation sportive ; l'avis du conseil économique et social sur la qualité de l'habitat ; la loi foncière du 31 décembre 1975 et la spéculation immobilière ; la loi foncière, l'aide à la pierre, l'aide au logement, une loi contre la qualité architecturale ; la « réformette » des finances locales ; (p. 9651) : la réforme de l'urbanisme ; le décret sur l'ingénierie ; la réforme Guichard ; les textes de référence ayant présidé au saccage de nombreux quartiers de Paris ; Paris livré à l'affairisme ; le rôle de la Compagnie financière de Suez ; les cas Rives-Henrys et Granet ; la réponse monopoliste au début de la révolution scientifique et technique dans le domaine de l'architecture ; la modification des moyens d'intervention des grands dans la construction ; (p. 9652) : l'absence de moyens donnés aux architectes ; les conséquences de la loi pour l'architecte indépendant et l'architecte salarié ; la caution de la banque-architecte ; la qualité architecturale ; le recours obligatoire à l'architecte ; le conseil d'architecture et d'urbanisme ; l'ordre des architectes ; souligne que le projet ne changera rien ; un projet qui ignore l'urbanisme et ne donne aucun moyen financier nouveau ; promouvoir le beau ; le rôle de l'architecte et du conseil d'architecture et d'urbanisme ; l'utilité publique, concept plus productif que l'intérêt public ; la banque-architecte institutionnalisée ; la conservation des aspects les plus rétrogrades de l'ordre ; l'éclatement de la profession ; la formation des architectes ; les difficultés financières de Promoca ; l'enseignement de l'architecture ; le taux d'encadrement des étudiants ; les problèmes de certaines unités pédagogiques parisiennes ; la recherche ; (p. 9653) : l'architecte de notre temps ; l'évolution vers l'intellectuel collectif ; des profils différents d'architecte ; la place pour plusieurs formes d'exercice de la profession ; la réorientation de la politique urbaine prévue par le programme commun ; indique que le groupe communiste votera contre le projet de loi. **Discussion des articles** [18 décembre 1976]. **Article premier** (p. 9675) : l'amendement n° 144 de M. Claudius-Petit manquant d'ambition ; la fonction sociale irremplaçable de l'architecture ; (p. 9676) : son amendement n° 66 devenu sans objet ; le coup porté au texte du Sénat par l'amendement n° 144 de M. Claudius-Petit ; l'abandon de toutes les définitions concrètes de la création et de la pratique architecturales ; (p. 9677) : la suppression des conditions d'établissement de la qualité architecturale par l'amendement n° 144 ; soutient l'amendement n° 68 de M. Chambaz faisant référence à l'enseignement de l'architecture ; (p. 9678) : le niveau de la formation ; l'enseignement de l'architecture régi par décret depuis 1968 ; la ségrégation ; le caractère complexe, complet et important de son amendement n° 68 ; le caractère de la profession de l'architecte ; la place de l'enseignement de l'architecture ; repoussé. **Article 3** (p. 9695) : soutient l'amendement n° 69 de M. Dalbera tendant à avertir les autorités administratives qui ont délivré le permis de construire ; (p. 9696) : repoussé. **Article 4** (p. 9703) : son amendement n° 70 sur l'insertion harmonieuse du modèle dans le milieu environnant; rétablir, face aux modèles, une concertation possible entre l'acheteur et l'architecte ; amendement reporté à l'article 4 *bis* ; (p. 9704) : la notion de conseil. **Article 4** *bis* (p. 9706) : son amendement n° 70 : le recours

au maître d'ouvrage, à l'architecte ou au conseil d'architecture ou d'urbanisme ; repoussé. **Article 5** (p. 9709) : souhaite une publication rapide du texte. **Article 6** (p. 9711) : s'interroge sur le rôle du conseil. **Article 7** (p. 9712) : le problème du financement. **Avant l'Article 8** : son amendement n° 71 soutenu par M. Baillot ; repoussé. **Article 8** (p. 9717) : soutient l'amendement n° 73 de Mme Moreau permettant aux architectes d'exercer leur profession hors de toute contrainte de l'ordre ; repoussé. **Article 11** (p. 9719) : soutient l'amendement n° 74 de Mme Constans supprimant le sixième alinéa de l'article 11 ; une discrimination entre les différentes sociétés ; adopté ; (p. 9720) : soutient l'amendement n° 88 de Mme Constans s'opposant au caractère obligatoire de l'inscription à un tableau régional des architectes ; les sociétés d'architectes ; les libertés d'exercice ; repoussé. **Article 13** (p. 9725) : soutient l'amendement n° 76 de Mme Moreau supprimant la discrimination instituée par la fin du septième alinéa de l'article 13 ; repoussé. **Article 16** (p. 9731) : son amendement n° 78 tendant à supprimer l'article 16 ; repoussé. **Article 18** (p. 9733) : soutient l'amendement n° 80 de Mme Constans tendant à supprimer l'article 18 ; devenu sans objet. **Article 19** : son amendement n° 81 soutenu par M. Baillot ; repoussé. **Article 20** (p. 9734) : soutient l'amendement n° 82 de M. Chambaz ; délégation de trois représentants de l'assemblée régionale au conseil régional de l'ordre des architectes ; repoussé ; (p. 9736) : soutient l'amendement n° 83 de M. Dalbera indiquant qu'un décret prévoit le financement de l'ordre par un prélèvement automatique sur toutes les opérations de construction et que le financement est assuré régionalement ; retiré. **Article 25** (p. 9737) : soutient l'amendement n° 85 de Mme Constans : compétence des juridictions de droit commun pour le manquement au devoir professionnel ; repoussé. **Article 32** (p. 9742) : soutient l'amendement n° 86 de M. Dupuy : l'accessibilité des missions de formation et de promotion aux maîtres d'œuvre et aux agréés en architecture ; retiré. **Article 34** (p. 9743) : demande pourquoi le Gouvernement ne prend en considération que le maître d'œuvre patron et non pas le maître d'œuvre salarié ; l'exclusion de la notion de salarié ; (p. 9744) : l'illogisme de l'amendement n° 87 repris par M. Bourson. **Explications de vote** [18 décembre 1976] (p. 9748) : indique que le groupe communiste votera contre l'ensemble du projet de loi. **Commission mixte paritaire** [20 décembre 1976] (p. 9782) : le vote négatif du parti communiste ; l'absence de moyens financiers ; le mouvement important des comédiens à la télévision ; le pouvoir de tutelle de Mme Giroud ; une grève sans négociation réelle ; un lock-out possible de la SFP. **Rappel au règlement** [20 décembre 1976] (p. 9795) : proteste contre le dépôt d'une proposition de loi visant à modifier le statut de l'Agence France-Presse.

1977

— **Communication du Gouvernement sur son programme** (n° 2823) [27 avril 1977] (p. 2244) : le séminaire ministériel de Rambouillet ; la réflexion sur la survie du système gouvernemental ; (p. 2245) : « le tramway nommé pouvoir » ; les mesures en faveur des personnes âgées et des jeunes sans emploi ; la suppression de postes dans la fonction publique et de chantiers scolaires à Aubervilliers ; la recherche d'un vocabulaire ; l'effort gouvernemental de propagande ; la Sofirad ; *le Figaro ; l'Express ;* le réembauchage du journaliste Patrick Duval ; la nature du débat ; la discussion sur le programme commun ; le vote de M. Debré ; (p. 2246) : le refus de la confiance par le groupe communiste.

— **Demande de suspension de séance** [28 juin 1977] (p. 4334) : s'associe à la demande de suspension de séance de M. Mexandeau ; (p. 4335) : l'évolution du vote des travailleurs chrétiens.

— **Proposition de loi relative à la liberté de l'enseignement** (n° 2980). **Discussion générale** [28 juin 1977] (p. 4385) : les conditions d'inscription du projet de loi à l'ordre du jour ; la position du groupe parlementaire communiste ; une opération de diversion ; les difficultés de la population française ; les problèmes auxquels sont confrontés les enfants fréquentant l'école ; l'inadaptation de l'école ; (p. 4386) : la ségrégation sociale et le chômage des jeunes ; la réforme Giscard-Haby ; une opération de division ; l'audience de la majorité ; la convergence entre les positions des chrétiens et celles des communistes ; l'exemple d'une réunion à Aubervilliers ; le financement de la réforme ; la taxation des constructions de l'enseignement public ; la démarche du parti communiste ; le droit à l'éducation reconnu à tous ; l'existence d'un enseignement confessionnel hérité de l'histoire ; les éléments d'une démarche démocratique ; le programme commun ; le vote hostile du groupe communiste.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° 3120). *Deuxième partie :*

Culture et environnement. — I. **Culture,** rapporteur pour avis pour le cinéma [20 octobre 1977] (p. 6399) : le film de Bertrand Tavernier *Les Enfants gâtés ;* les décisions de justice concernant la cinémathèque française ; la société Auvidulis ; la mise en péril du patri-

moine « images » du pays ; la monopolisation de la distribution par trois grands groupes propriétaires de salles ; (p. 6400) : la nécessité d'améliorer la concurrence et de reconsidérer la structure des salles françaises ; les déclarations du ministre sur l'évaluation des résultats du système de l'avance sur recettes ; ses déclarations lors de la campagne des élections municipales sur l'abaissement du taux de la TVA relatif aux activités cinématographiques ; le bilan désastreux des cinq dernières années en matière de cinéma, la nécessité de favoriser le développement de la liberté de création, de la démocratie sociale, de la démocratie économique et de la démocratie politique ; la création de centres régionaux du cinéma ; le rejet par les commissaires membres de la majorité de son rapport ; (p. 6407) : son intervention à titre personnel ; la mise de la culture en état de « veille » ; l'augmentation réelle du budget ; un « budget-confetti » ; la réalité des priorités gouvernementales ; la charte culturelle bretonne ; la réalité de la participation de l'Etat au financement des équipements culturels de la ville de Brest ; le sens des interventions des différents ministres lors des derniers débats budgétaires ; (p. 6408) : le transfert de subventions entre le centre dramatique d'Aubervilliers et les travaux relatifs à une église ; la mise en péril de l'héritage culturel ; la gêne ressentie par le pouvoir à l'égard de la création ; cite différentes personnalités à propos de la culture ; (p. 6409) : le contexte de la citation de M. Poniatowski sur la qualification des intellectuels ; les déclarations des responsables des représentants des maisons de la culture ; le blocage de l'excédent de crédits affectés au TNP ; la réforme du statut de l'Opéra ; l'aspiration des hommes à la création ; les déclarations des dirigeants du parti communiste français sur l'élévation du niveau culturel et le rôle de la liberté en matière culturelle ; les idées développées par Georges Marchais en matière de politique culturelle ; l'origine des difficultés des travailleurs à participer au développement culturel ; les dispositifs du projet de budget du PCF relatif à la culture ; le relèvement des salaires ; (p. 6410) : la fréquentation du centre Beaubourg par les travailleurs ; le caractère déterminant des questions financières ; la création d'emplois supplémentaires dans les services publics ; le remboursement de la TVA sur les équipements conçus par les collectivités locales ; le supplément de crédits affectés à la culture ; la priorité à donner à la création ; l'effort des villes administrées par des représentants du parti communiste français en matière de création culturelle ; (p. 6421) : en tant que rapporteur pour avis indique qu'il faisait allusion dans son intervention au 1 % des crédits que les formations musicales devaient consacrer à la création ; l'erreur de sténotypie à l'origine du troncage de la citation du ministre de la culture. **Examen des crédits : Etat D - Titre III** (p. 6424) : le vote hostile du groupe communiste. **Après l'Article 73** (p. 6425) : ses deux sous-amendements, à titre personnel : mise en place de la réforme du régime d'imposition à la TVA de l'industrie cinématographique en 1978 et application du taux de TVA à 7,6 %.

Rappel au règlement [20 octobre 1977] (p. 6430, 6431) : l'irrecevabilité qui a été opposée aux deux sous-amendements qu'il a déposés sur l'amendement n° 117 de M. Robert-André Vivien dans le budget de la culture.

Universités. Examen des crédits [8 novembre 1977]. **Etat B - Titres III et IV - Etat C - Titres V et VI** (p. 7142) : le vote hostile du groupe communiste.

Radiodiffusion et télévision. Examen des crédits [16 novembre 1977]. **Etat E, ligne 82** (p. 7507) : son amendement n° 163 : suppression de la ligne 82 ; le financement des sociétés de radio et de télévision ; les recettes de TVA ; le subventionnement par l'Etat de l'établissement public de diffusion ; les attentats ; les rapports entre l'industrie et la télévision ; le sous-emploi des créateurs ; l'avoir fiscal ; repoussé ; (p. 7510) : le sérieux des propositions financières du parti communiste français ; la suppression de l'avoir fiscal ; le vote hostile du groupe communiste sur la ligne 82 de l'état E.

— **Projet de loi modifiant l'article L 167-1 du code électoral** (n° **3115**). **Discussion générale** [23 novembre 1977] (p. 7840) : la prise en considération de l'originalité des TOM-DOM ; le pluralisme qui doit présider à l'organisation de la campagne électorale sur les antennes de radio, télévision ; l'uniformité de l'information ; la proposition par M. Georges Marchais d'un débat à la télévision avec M. Raymond Barre ; la répartition du temps d'antenne entre la majorité et l'opposition selon les périodes de l'année 1977 ; la manière dont sont rendues compte sur les antennes les propositions du parti communiste français relatives aux libertés, à la dénonciation de la pauvreté ; (p. 7841) : la manière dont a été rendu compte le projet de contre-budget proposé par le parti communiste français ; la proposition de journées sans information ; l'opinion des Français sur le contenu politique des émissions de télévision ; le droit de réponse politique des partis d'opposition ; l'organisation des débats dans le respect de la pluralité des partis, des organisations et des courants de pensée ; l'organisation par la télévision régionale de débats avec les élus et les représentants de la population ; l'élimination

de tout interdit professionnel pour être journaliste à la télévision ; la nécessité d'une réponse positive du Premier ministre à la proposition d'un débat télévisé avec M. Georges Marchais.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1977** (n° **3205**). **Discussion générale** [1er décembre 1977] (p. 8111) : la politique d'austérité du Gouvernement ; (p. 8112) : la proposition de nouveaux « itinéraires de formation » ; les stages des jeunes en entreprises ; l'expérience réalisée au sein de l'entreprise Tailleur à Aubervilliers ; l'enseignement technique ; les propositions communistes en matière de formation et d'enseignement ; la situation de l'enseignement dans le département de la Seine-Saint-Denis trois mois après la rentrée scolaire ; (p. 8113) : le problème de la sécurité des constructions scolaires ; l'incendie du lycée Corneille à La Celle-Saint-Cloud ; le cas du CES Politzer de Bagnolet ; les dispositions des différents procès-verbaux de la commission auxiliaire de sécurité de Bagnolet ; l'amendement déposé par le groupe communiste relatif à la sécurité des constructions scolaires. **Discussion des articles. Avant l'Article premier** (p. 8113) : son amendement n° 9 : suppression de la taxe sur les salaires pour les organismes sociaux et abrogation des dispositions du CGI relatives à l'avoir fiscal ; la maîtrise d'ouvrages de l'Etat en matière de constructions scolaires ; l'impossibilité pour les collectivités locales ou les architectes de s'opposer au modèle de construction défini par l'Etat ; (p. 8114) : les dispositions d'une lettre signée du préfet des Hauts-de-Seine adressée au député-maire de Colombes ; la suppression de la taxe sur les salaires pour les organismes sociaux ; repoussé. **Après l'Article 5** (p. 8116) : son amendement n° 8 : abrogation des dispositions du CGI relatives à l'avoir fiscal ; l'action du Gouvernement pour résoudre le problème des conditions de sécurité et les malfaçons dans les établissements scolaires ; (p. 8117) : l'insuffisance des crédits affectés aux constructions scolaires ; repoussé.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction** (n° **3199**). **Discussion générale** [19 décembre 1977] (p. 8971) : la maison individuelle ; le scandale des « chalandonettes » ; la responsabilité du Gouvernement ; l'attribution de prêts sans intérêt avec différé d'amortissement sur cinq ans aux acquéreurs des « chalandonettes » ; (p. 8972) : la demande de la constitution d'une commission d'enquête ; le problème de la cité du Clos-Saint-Lazare.

RAYMOND (Alex)

Député de la Haute-Garonne
(4e circonscription)
(PSRG).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 734).

S'inscrit au groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche [2 avril 1973] (p. 745).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [5 avril 1973] (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1465).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi, adopté par le Sénat, portant réforme de l'aide au logement (n° 2631) [19 novembre 1976] (p. 8431).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme de l'urbanisme [20 décembre 1976] (p. 9809).

Membre de la commission d'enquête chargée d'examiner les conditions dans lesquelles ont lieu des importations sauvages de diverses catégories de marchandises [24 mai 1977] (p. 2952).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant certaines dispositions de la loi du 29 octobre 1974 relative aux économies d'énergie [30 juin 1977] (p. 4561).

DÉPOTS

— **Avis**, présenté au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de **loi de finances pour 1974** (n° 646). — **Tome XVII : Environnement** (n° **686**) [10 octobre 1973].

— **Rapport**, fait au nom de la commission de la production et des échanges, sur la proposition de loi (n° 709) relative aux **sociétés anonymes coopératives d'habitations à loyer modéré** (n° **871**) [19 décembre 1973].

— **Proposition de loi** tendant à **l'indemnisation des riverains de l'aéroport de Roissy-en-France** (n° **996**) [6 juin 1974].

— **Avis**, présenté au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de **loi de finances pour 1975** (n° 1180). — **Tome XV : Environnement** (n° **1235**) [11 octobre 1974].

— **Rapport**, fait au nom de la commission de la production et des échanges, sur les propositions de loi : 1° (n° 300) tendant à **rétablir les sociétés coopératives d'HLM** de location-attribution parmi les organismes d'HLM ; 2° (n° 677) tendant à **compléter la législation relative aux sociétés coopératives** d'habitations à loyer modéré ; 3° (n° 709) relative aux **sociétés anonymes coopératives d'HLM** (n° **1906**) [8 octobre 1975].

— **Avis**, présenté au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de **loi de finances pour 1976** (n° 1880). — **Tome XV : Environnement** (n° **1921**) [10 octobre 1975].

— **Rapport** supplémentaire, fait au nom de la commission de la production et des échanges, sur les propositions de loi : 1° (n° 300) tendant à **rétablir les sociétés coopératives d'HLM** de location-attribution parmi les organismes d'HLM ; 2° (n° 677) tendant à **compléter la législation relative aux sociétés coopératives** d'habitation à loyer modéré ; 3° (n° 709) relative aux **sociétés anonymes coopératives d'habitations à loyer modéré** (n° **2405**) [5 décembre 1975].

— **Avis**, présenté au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de **loi de finances pour 1977** (n° 2524). — **Tome XV : Environnement** (n° **2534**) [12 octobre 1976].

— **Avis**, présenté au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de **loi de finances pour 1978** (n° 3120). — **Tome XVII : Environnement** (n° **3152**) [11 octobre 1977].

QUESTIONS

• *question d'actualité :*

— **Travailleurs dans l'aéronautique** [29 juin 1973] (p. 2715, 2716) : position du Gouvernement au sujet du rythme de production de Concorde.

• *question au Gouvernement :*

— **Menace sur l'emploi dans l'industrie aéronautique** [2 octobre 1974] (p. 4669).

• *questions orales avec débat de :*

— **MM. Boudet** (n° **18971**), **Falala** (n° **19360**), **Ducoloné** (n° **19428**), **Coulais** (n° **19952**), **Gau** (n° **19963**) : **Problèmes de l'emploi** [4 juin 1975] (p. 3687) : situation de l'aéronautique civile ; diminution des effectifs de la SNIAS ; lancement d'un « cargo airbus », d'un « cargo passagers » et d'un bombardier à eau pour la protection civile ; (p. 3688) : projet de nationalisation des usines Dassault ; fermeture éventuelle de l'usine de Déols.

• *question au Gouvernement :*

— **Développement de la construction aéronautique** [25 juin 1975] (p. 4720) : octroi à la SNIAS de moyens financiers permettant d'assurer la commercialisation de Concorde et les projets d'études d'un avion civil européen.

• *question orale sans débat :*

— (n° **27775**) : **Recrutement d'élèves pilotes de ligne** [9 avril 1976] (p. 1612, 1613) : les conséquences de la suppression du concours du recrutement d'élèves pilotes de ligne en 1976-1977 interrompant la formation de 250 candidats navigants techniques, en stage, à l'école nationale de l'aviation civile ; (p. 1614) : son inquiétude sur l'avenir de notre aviation ; le risque pour la France de devenir dépendante des USA ; les tergiversations relatives au Concorde ; l'arrêt de la chaîne de construction de Caravelle ; la nécessité d'un débat sur l'aéronautique.

• *questions au Gouvernement :*

— **Centre national d'études spatiales** [2 juin 1976] (p. 3638) : les menaces de chômage pesant sur le personnel du CNES de Toulouse ; les mesures envisagées pour éviter l'aggravation du chômage dans la région toulousaine et le démantèlement d'un établissement public national.

— **Taxe professionnelle et taxe d'habitation** [24 novembre 1976] (p. 8638, 8639) : situation difficile de nombreuses familles à la suite de la hausse de la taxe d'habitation.

— **Achat de Boeing 737** [6 avril 1977] (p. 1578) : le remplacement éventuel des Caravelle par des Boeing 737 à Air France ; les projets français de construction aéronautique.

— **Prise de participation de l'Etat dans le capital de certaines sociétés aéronautiques et fabrication du Nord 262** [16 novembre 1977] (p. 7497) : la non-application de la décision du Gouvernement d'une prise de participation de l'Etat dans le capital de la Société des avions Dassault ; la nécessité de relancer la fabrication du Nord 262.

• *question orale sans débat :*

— (n° **42864**) : **Fabrication de l'avion Nord 262** [9 décembre 1977] (p. 8530, 8531) : relance de la fabrication de cet appa-

aéronautique ; évaluation des possibilités de reil indispensable à la survie de l'industrie vente (150 ou 200 avions).

INTERVENTIONS

1973

— **Projet de loi relatif au versement destiné aux transports en commun** (n° **447**). **Discussion générale** [21 juin 1973] (p. 2388) : discussion de la loi du 12 juillet 1971 (versement transport dans la région parisienne) ; proposition de loi de son groupe ; charges des transports pour les collectivités locales ; augmentations d'impôts et de tarifs en province, syndicat intercommunal des transports de l'agglomération de Toulouse ; problème de la participation de l'Etat aux déficits des transports de province ; demande une politique d'ensemble des transports urbains ; implantation des industriels en province ; souhaite un seuil de population fixé à 150.000 habitants ; (p. 2389) : parcs de stationnement, priorité des transports en commun, perception de la taxe et subventions de l'Etat ; sa référence à une enquête sur les transports collectifs urbains dans les pays européens (*Revue des transports publics urbains et régionaux,* septembre 1972). **Discussion des articles. Après l'Article 6** (p. 2399) : son amendement tendant à l'extension à l'ensemble des salariés quelle que soit leur résidence de la prime spéciale mensuelle de transport instituée dans la région parisienne ; (p. 2400) : répond au Gouvernement.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° **646**). *Deuxième partie :*

Transports. — III. **Aviation civile** [30 octobre 1973] (p. 5064) : difficultés du secteur de l'aviation civile et de l'aéronautique ; ses préoccupations eu égard à la stagnation des dépenses en capital, réduction des crédits concernant les équipements des aéroports et des routes aériennes en métropole, retard de la France dans ce domaine, stagnation des recherches ; son désaccord avec M. Baudis, rapporteur spécial sur la décroissance de l'effort de l'Etat consenti aux programmes Concorde, Mercure et Airbus ; estime que compte tenu des difficultés de commercialisation, l'effort de l'Etat aurait dû être maintenu en 1974, état des commandes concernant Concorde, difficultés du programme de production, problème de l'emploi à Toulouse en 1974 ; (p. 5065) : nécessité de crédits budgétaires dans l'attente de commandes fermes plus importantes, blocage d'une partie des crédits de l'aviation civile au fonds d'action conjoncturelle, programme Mercure ; sa référence au rapport de la Cour des comptes ; inquiétude de la Cour quant aux avances sur crédits budgétaires consenties sans intérêt à la société Marcel Dassault, crédits nécessaires aux entreprises nationales ; déplore l'absence des efforts nécessaires dans le budget pour 1974 ; sa question relative à la commercialisation et à la coordination européenne ; problème de l'avenir de nos industries ; plan de charge de la SNIAS à Toulouse ; avantages dont bénéficient les industries privées en matière d'aviation militaire, organisation européenne du marché des avions civils, Airbus, achat d'appareils américains par les compagnies aériennes européennes ; sa question au ministre sur les raisons de cette situation, absence d'ouverture en ce qui concerne la diversification de nos productions ; s'interroge sur la réorganisation de la SNIAS et sur ses raisons ; (p. 5066) : qualité des bureaux d'études, situation des contrôleurs de la navigation aérienne et de la météorologie ; ses réserves sur la réforme de structure envisagée en ce qui concerne la météorologie ; souhaite une coopération plus étroite direction-syndicat.

Protection de la nature et environnement [19 novembre 1973] (p. 6042) : en qualité de rapporteur pour avis : ses observations sur la réorganisation du ministère de l'environnement ; son analyse des crédits, rôle d'incitation du budget ; crédits des autres ministères consacrés à l'environnement, taxe parafiscale sur les aérodromes (nuisances d'Orly et de Roissy) ; action législative et réglementaire ; protection de la nature ; projet de loi sur la chasse ; souhaite une politique plus contraignante ; mesures de lutte contre le bruit ; actions sectorielles et contrats de branches ; subventions accordées par les agences financières de bassin ; (p. 6043) : marge d'autofinancement des industriels, stations d'épuration des agglomérations, élimination des déchets et taxe d'enlèvement ; pollution de l'air ; politique des parcs nationaux et régionaux ; sa question au nom de M. Boulay sur la situation du parc des volcans dans le Puy-de-Dôme, espaces verts ; souhaite la mise en place d'un fonds européen de lutte contre les pollutions ; affaire des boues rouges ; Fos et dégazage des pétroliers ; protection de la nature problème civique.

1974

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° **1180**). *Deuxième partie :*

Qualité de la vie. — **I. Environnement,** rapporteur pour avis [30 octobre 1974] (p. 5643) : l'environnement ramené à un secrétariat d'Etat sans grands moyens ; l'éparpillement des crédits entre différents ministères ; la proportion excessive des contractuels ; un budget particu-

lièrement touché par l'austérité ; les risques de disparition du FIANE ; (p. 5644) : souhaite un meilleur équilibre entre les dépenses de fonctionnement et les dépenses d'action ; la loi-cadre sur le bruit ; le projet de loi antigaspillage ; la part contributive des collectivités locales ; cas des parcs régionaux ; la majorité de la commission a donné un avis favorable.

Equipement et urbanisme. — Equipement [16 novembre 1974] (p. 6548) ; marque son inquiétude devant l'insuffisance des crédits d'aménagement du canal du Midi ; porter le gabarit de cette voie à 1.300 tonnes.

Transports. — I. Section commune. — III. Aviation civile [18 novembre 1974] (p. 6649) : l'évolution des crédits ; les programmes de construction aéronautique ; les études ; le Concorde ; (p. 6650) : Airbus ; Mercure ; le moteur de 10 tonnes ; les hélicoptères SA 365 et SA 350 ; les pré-études ; les crédits d'études ; le Concorde ; l'aide à la vente ; la subvention à Air France pour l'achat de trois Concorde ; la version améliorée ; le débat sur l'avenir de l'aéronautique ; la météorologie ; le centre national d'études spatiales ; (p. 6651) : la démocratisation des transports ; la nationalisation de Dassault et de Turboméca ; la coopération européenne.

1975

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant conservatoire de l'espace littoral** (n° **1402**), rapporteur pour avis. **Première lecture. Discussion générale** [25 avril 1975] (p. 2146) : substituer à la recherche du profit un critère d'aménagement fondé sur les besoins ; gravité de la situation à la lumière du rapport de la DATAR de novembre 1973 ; le conservatoire : un établissement public d'Etat ; l'exemple du National Trust britannique ; les activités nouvelles : tourisme de masse, complexes industriels ; l'urbanisation du littoral ; la multiplication des conflits ; le développement de la spéculation ; la présentation tardive du projet ; (p. 2147) : ses imperfections ; le problème des moyens financiers ; assurer au sein de l'établissement une place aux représentants des associations spécialisées ; rendre plus efficaces les procédures existantes ; appliquer strictement l'article L 160-5 du code de l'urbanisme. **Discussion des articles : Article premier** (p. 2153) : s'oppose à l'amendement n° 26 de M. de Poulpiquet ; ne pas entraver l'action du conservatoire. **Article 2** (p. 2156) : son amendement n° 7 de forme ; adopté ; son amendement n° 8 : supprimer les possibilités particulières d'aliénation des immeubles du conservatoire au profit des collectivités publiques ; adopté ; (p. 2157) : son amendement n° 20 : impossibilité en cas d'acquisition de biens par voie amiable de verser des indemnités pour servitudes existantes ; avis conforme de la commission de contrôle d'opérations immobilières en cas de prix supérieurs au montant fixé par décret ; adopté ; son amendement n° 10 : gestion des immeubles du conservatoire par des collectivités locales, établissements ou associations : prévoir le mode de gestion du patrimoine du conservatoire ; (p. 2158) : adopté après adoption de son sous-amendement n° 78 : remplacer les mots « associations d'intérêt public spécialisées » par « associations spécialisées agréées à cet effet ». **Après l'Article 2** : son amendement n° 11 : prévoir une procédure rigoureuse de modification du plan d'occupation des sols dans les zones d'intervention du conservatoire ; repoussé. **Article 4** (p. 2159) : son amendement n° 12 : après les mots « et des personnalités qualifiées » ajouter « choisies au sein des associations... » ; retiré ; (p. 2160) : son amendement n° 14 : possibilité pour le conseil d'administration d'entendre toute personne utile à son information ; retiré. **Article 5** (p. 2161) : son amendement n° 15 : audition des maires des communes concernées quand ils le demandent ; adopté. **Après l'Article 6** : son amendement n° 16 : insérer dans le code de l'urbanisme un article L 142-3 *bis* ; impossibilité pour les départements de détenir au titre de la redevance prévue à l'article L 142-2 des réserves supérieures aux recettes encaissées au cours des trois années précédentes ; versement de tout excédent au conservatoire ; (p. 2162) : insuffisante utilisation par les départements de la redevance d'espaces verts ; pénaliser les départements peu actifs ; accroître les ressources du conservatoire ; repoussé. **Deuxième lecture. Discussion générale** [25 juin 1975] (p. 4721) : pense que seule une véritable réforme foncière permettrait de protéger le littoral français ; l'insuffisance des mesures qui vont être adoptées, les abus qui pourront cependant être évités.

— **Projets de loi portant réforme de l'urbanisme et de la politique foncière** (n^os^ **1588** et **1881**). **Discussion générale commune** [7 octobre 1975] (p. 6615) : estime que le projet ne stoppera pas la véritable spéculation qui s'opère à la périphérie des grandes villes ; en attendant la municipalisation des sols, propose le blocage du prix des terrains à bâtir.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**). *Deuxième partie :*

Qualité de la vie. — I. Environnement, rapporteur pour avis [7 novembre 1975] (p. 8080) : la diminution de fait des crédits de l'environnement : le manque de personnel du service de l'inspection des établissements classés ; le faible nombre des bureaux départe-

mentaux de l'environnement ; (p. 8081) : la compromission des actions du ministère du fait de l'insuffisance de ses moyens ; l'avis défavorable de la commission de la production. **Examen des crédits : Etat B - Titre III** (p. 8104) : rappelle que la commission de la production a pris une position défavorable afin de protester contre l'insuffisance des crédits.

Transports. — III. **Aviation civile** [14 novembre 1975] (p. 8411) : l'inexistence de structures et de programmes permettant à l'aéronautique française de s'assurer une place favorable en Europe et vis-à-vis des Etats-Unis ; (p. 8412) : la situation alarmante des sociétés ; exception de la société Dassault ; l'instabilité qui règne dans les états-majors des sociétés aéronautiques ; l'exemple de la SNIAS ; l'état de déshérence où se trouve l'aérospatiale ; (p. 8413) : l'éventualité d'une privatisation du secteur aéronautique ; la place de l'aéronautique dans notre développement industriel ; la médiocrité du climat social ; (p. 8413) : le budget de l'aviation civile reflet d'une mauvaise politique. **Examen des crédits. — Etat C - Titre V** (p. 8427, 8428) : ses observations sur l'amendement n° 249 de M. Kalinsky. **Après l'Article 73** (p. 8428) : son amendement n° 228 : insérer un article additionnel afin d'améliorer le contrôle des marchés conclu par Aéroport de Paris ; repoussé ; (p. 8429) : son amendement n° 229 : prévoir un article additionnel relatif aux conditions d'occupation des terrains appartenant à Aéroport de Paris ; repoussé.

— **Proposition de loi relative aux sociétés coopératives d'HLM** (n° 300), rapporteur. **Discussion générale** [15 décembre 1975] (p. 9805) : l'esprit de la loi du 16 juillet 1971 ; permettre aux coopératives de continuer dans le cadre de cette loi à jouer un rôle important dans la construction sociale.

1976

— **Rappel au règlement** [24 juin 1976] (p. 4653) : inscription au VII[e] Plan de la modernisation du canal du Midi.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° 2524). *Deuxième partie :*

Transports. — III. **Aviation civile** [28 octobre 1976] (p. 7183) : le budget de 1976 triste, celui de 1977 sinistre ; la dégradation ; (p. 7184) : Concorde ; question sur des versions dérivées ; les chances de vente à différents pays ; la coopération au sein d'Airbus Industrie ; l'absence de garantie pour les fabrications en série ; l'esquisse d'une esquisse de politique aéronautique française ; l'accord Mac Donnell-Dassault-Douglas et Airbus ; la situation vis-à-vis de Dassault insupportable ; la construction aéronautique française absente du marché international ; la situation des compagnies aériennes ; (p. 7185) : les besoins européens ; moyens courriers ; les longs courriers ; la concurrence du Mercure 200 et de l'Airbus B 10 ; la SNECMA ; le bureau d'étude de la SNIAS ; les élèves pilotes ; les licenciements à Latécoère et à Ratier ; le Mercure ; la Corvette ; la nationalisation de Dassault.

Qualité de la vie. — **I. Environnement,** rapporteur pour avis [3 novembre 1976] (p. 7464) : l'adhésion apportée à l'environnement ; des moyens d'ensemble diminués ; (p. 7465) : la faiblesse des structures administratives contrastant avec l'ambition des réformes législatives lancées depuis deux ans ; l'insuffisance des moyens par rapport aux ambitions affichées ; les agents de l'administration de l'environnement ; la délégation régionale pour les départements de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Guyane ; les décrets d'application des lois votées, toujours attendus, concernant les lois du 15 juillet 1975, 7 juillet et 19 juillet 1976 ; la lutte contre la pollution industrielle ; la protection du patrimoine naturel insuffisamment assurée ; l'affectation peu opportune des moyens d'intervention notamment en matière de pollution industrielle ; son avis favorable.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1976** (n° 2630). **Discussion des articles** [9 décembre 1976]. **Après l'Article 3** (p. 9161) : soutient l'amendement n° 52 de M. Duffaut reportant la date limite du paiement des taxes d'habitation au 1[er] avril 1977 ; les causes des majorations anormales constatées par certains assujettis à la taxe professionnelle ; le sous-amendement du PSRG à l'amendement n° 42 du Gouvernement déclaré irrecevable ; repoussé.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant réforme de l'aide au logement** (n° 2631). **Commission mixte paritaire** [20 décembre 1976] (p. 9786) : souhaite le maintien du texte de la CMP sur l'article 28 A ; s'oppose à l'amendement du Gouvernement qui laisse la place à toutes les interprétations ; (p. 9792) : s'oppose aux amendements n° 1 et n° 2 du Gouvernement ; un texte flou et dangereux. **Explications de vote** (p. 9793) : indique que le PSRG vote contre le projet.

1977

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, complétant et modifiant le code minier** (n° 1688). **Discussion des articles** [12 avril 1977]. **Avant l'Article 5** (p. 1723) : son amendement n° 43 soutenu par M. Maurice Legendre ; repoussé. **Avant l'Article 21** (p. 1735) : son sous-

amendement n° 40 soutenu par M. Maurice Legendre à l'amendement n° 35 du Gouvernement ; retiré.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant certaines dispositions de la loi du 29 octobre 1974 relative aux économies d'énergie** (n° 3007). **Discussion des articles** [28 juin 1977]. **Avant l'Article premier A** (p. 4288) : son sous-amendement n° 52 à l'amendement n° 7 de M. Guermeur : traitement par le projet de loi des contrats publics de concession ou d'affermage des installations de chauffage ou de climatisation ; repoussé. **Article 2. Article 3 *bis* de la loi du 29 octobre 1974** (p. 4298) : son amendement n° 1 : fixation à deux ans de la durée restant à courir à compter de la date d'entrée en application de l'article excepté pour les contrats arrivant normalement à expiration dans ce délai ; repoussé ; son amendement n° 2 : possibilité d'établir un avenant en cas de substitution à l'énergie précédemment utilisée d'une énergie nouvelle ou de récupération ; retiré ; (p. 4311) : son amendement n° 3 : application aux contrats de concession ou d'affermage des dispositions des paragraphes I, IV, V et VI ; (p. 4312) : ne pas faire échapper les contrats visés au paragraphe VII aux obligations de transparence ; devenu sans objet. **Après l'Article 2** (p. 4313) : le vote hostile du groupe socialiste en cas d'absence de précisions relatives aux centrales nucléaires ; (p. 4315) : les conditions de l'adoption de l'amendement n° 23 du Gouvernement. **Explications de vote** (p. 4316) : le caractère restrictif, partiel et contradictoire du projet de loi ; les aspects positifs du projet de loi ; le vote favorable du groupe du PSRG sur le projet de loi.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° 3120). *Deuxième partie :*

Culture et environnement. — II. **Environnement**, rapporteur pour avis pour l'environnement [20 octobre 1977] (p. 6428) : l'évolution et le montant des crédits du département de l'environnement ; l'évolution des autorisations de programme ; le nombre des agents du département de l'environnement ; la faiblesse des effectifs au niveau des services extérieurs ; l'isolement des délégués régionaux ; l'insuffisance du nombre des ateliers régionaux des sites et des paysages ; (p. 6429) : la prédominance des subventions par rapport aux autres formes d'actions du ministère ; l'affectation budgétaire de ces subventions ; les sommes affectées à la construction du barrage de Villerest ; l'utilisation discutable des fonds du FIANE.

Intérieur [2 novembre 1977] (p. 6868) : l'absence d'établissement dans la ville de Colomiers d'un commissariat de police.

Equipement et aménagement du territoire. — Logement [17 novembre 1977] (p. 7589) : les conséquences de la limitation des hausses de loyers HLM au 1er février 1978 ; la date d'application de la mesure ; la dégradation du patrimoine social locatif ; établir des compensations financières.

Equipement et aménagement du territoire. — Transports. — IV. Aviation civile et météorologie [17 novembre 1977] (p. 7620) : l'industrie aéronautique ; la politique gouvernementale définie par M. Raymond Barre ; le projet de budget ; l'évolution des dépenses ordinaires ; la sécurité de la circulation aérienne ; le contentieux relatif aux sanctions prises en 1973 à l'égard des contrôleurs de la navigation aérienne ; le budget d'investissement de la météorologie ; (p. 7621) : le transfert des services de la météorologie à Toulouse ; l'évolution des dépenses en capital ; l'atterrissage de Concorde à New York ; le programme Concorde ; les autorisations de vol Paris-Tokyo, Londres-Melbourne ; les études relatives au supersonique de la deuxième génération ; le développement de nouvelles versions de l'Airbus ; le moteur CFM 56 ; l'aéronautique européenne ; les crédits affectés au développement du nouvel avion moyen-courrier ; la motorisation des avions Falcon par des moteurs français ; le développement de bombardiers à eau ; le sort de la firme Micro-Turbo de Toulouse ; la situation de la SNIAS ; (p. 7622) : la situation des entreprises Ratier et Latécoère ; le centre de révision de Toulouse ; les crédits affectés au budget de l'aviation civile ; la participation de l'Etat à la constitution d'une holding dans la Société Dassault ; la relance de la construction du Nord 262 ; la nécessité d'un débat parlementaire sur l'aéronautique ; le vote hostile du groupe des socialistes et des radicaux de gauche sur le projet de budget de l'aviation civile. **Examen des crédits. Etat B - Titres III et IV. — Etat C - Titres V et VI** (p. 7628) : le vote hostile du groupe socialiste.

— **Projet de loi relatif à l'indemnisation des Français rapatriés d'outre-mer dépossédés de leurs biens** (n° 3179). **Discussion des articles** [30 novembre 1977]. **Article premier** (p. 8062) : la déclaration d'irrecevabilité de plusieurs amendements du groupe du PSRG ; l'utilisation de la procédure du vote bloqué ; le principe de l'indemnisation ; le droit à l'indemnisation des rapatriés ; le problème des ventes à vil prix ; (p. 8063) : la réintégration dans le champ de l'indemnisation des enfants des ressortissants étrangers sous certaines conditions de résidence.

RAYNAL (Pierre)

Député du Cantal
(2e circonscription)
(UDR, puis RPR).

Secrétaire de l'Assemblée nationale.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 733).

S'inscrit au groupe d'union des démocrates pour la République [2 avril 1973] (p. 744).

Elu secrétaire de l'Assemblée nationale [2 avril 1974] (p. 1448, 1450).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [5 avril 1973] (p. 755).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202).

Cesse d'appartenir à cette commission [10 juin 1975] (p. 3943).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [10 juin 1975] (p. 3943).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au statut des associés d'exploitation et à la modification de l'assurance vieillesse des personnes non salariées agricoles [29 juin 1973] (p. 2727).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à assurer, en cas de règlement judiciaire ou de liquidation des biens, le paiement des créances résultant du contrat de travail [13 décembre 1973] (p. 6978).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant amnistie [10 juillet 1974] (p. 3490).

Membre de la commission d'enquête sur l'organisation et les pratiques du commerce de la viande [22 octobre 1974] (p. 5326).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant création du centre national d'art et de culture Georges-Pompidou [20 décembre 1974] (p. 8272).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux conditions d'accès à la retraite de certains travailleurs manuels [19 décembre 1975] (p. 10152).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification des titres II et V du livre IX du code du travail et relative au contrôle du financement des actions de formation professionnelle continue [20 décembre 1975] (p. 10183).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi concernant l'intervention des travailleuses familiales et des aides ménagères dans le cadre de l'aide sociale à l'enfance [20 décembre 1975] (p. 10183).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant certaines dispositions du chapitre III du titre IV du livre premier du code du travail relatives au paiement des créances résultant du contrat de travail en cas de règlement judiciaire ou de liquidation des biens [20 décembre 1975] (p. 10183).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'organisation de Saint-Pierre-et-Miquelon [8 juillet 1976] (p. 5172).

Membre de la commission d'enquête sur l'utilisation des fonds publics alloués aux entreprises privées ou publiques de construction aéronautique [4 novembre 1976] (p. 7553).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour le projet de loi autorisant la visite des véhicules en vue de la recherche et de la prévention des infractions pénales [16 décembre 1976] (p. 9551).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant répression du port irrégulier d'armes, d'uniformes de police ou de gendar-

merie ainsi que de l'usage d'insignes ou de documents [16 décembre 1976] (p. 9551).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi garantissant l'indemnisation de certaines victimes de dommages corporels résultant d'une infraction [20 décembre 1976] (p. 9810).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'organisation de la Nouvelle-Calédonie et dépendances [20 décembre 1976] (p. 9810).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant l'article 15 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques [20 décembre 1976] (p. 9811).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'informatique et aux libertés [21 décembre 1977] (p. 9185).

DÉPOTS

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 333), modifiant et simplifiant les **conditions et la procédure d'attribution de l'allocation des mineurs handicapés et de l'allocation aux handicapés adultes** (n° **456**) [7 juin 1973].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 1095), adoptée par le Sénat, tendant à modifier le tableau annexé à l'**article LO 276 du code électoral** relatif à la **répartition des sièges de sénateur** entre les séries (n° **1184**) [2 octobre 1974].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 1093), adoptée par le Sénat, tendant à abroger les **articles L 279 et L 346 du code électoral,** ainsi que le tableau annexé, fixant le **nombre de sénateurs représentant les départements** (n° **1185**) [2 octobre 1974].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi organique (n° 1094), adoptée par le Sénat, tendant à modifier les **articles LO 274 et LO 345 du code électoral** relatifs à l'**élection des sénateurs** dans les départements de la métropole et dans les départements d'outre-mer (n° **1186**) [2 octobre 1974].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi organique (n° 1241), adoptée avec modification par le Sénat, en deuxième lecture, tendant à modifier les **articles LO 274 et LO 345 du code électoral** relatifs à l'**élection des sénateurs** dans les départements de la métropole et dans les départements d'outre-mer (n° **1249**) [17 octobre 1974].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 1242), adoptée avec modification par le Sénat, en deuxième lecture, tendant à abroger les **articles L 279 et L 346 du code électoral** ainsi que le tableau annexé, fixant le **nombre de sénateurs représentant les départements** (n° **1250**) [17 octobre 1974].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 1243), adoptée avec modification par le Sénat, en deuxième lecture, tendant à modifier le tableau n° 5 annexé à l'**article LO 276 du code électoral** relatif à la **répartition des sièges de sénateurs entre les séries** (n° **1251**) [17 octobre 1974].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi organique, adoptée avec modifications par le Sénat, en troisième lecture (n° 2191), tendant à modifier l'**article LO 274 du code électoral** relatif à l'**élection des sénateurs dans les départements** (n° **2356**) [3 juin 1976].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi, adoptée avec modifications par le Sénat, en troisième lecture (n° 2192), tendant à modifier le tableau n° 6 annexé à l'article L 279 **du code électoral** fixant le nombre **des sénateurs représentant les départements** (n° **2357**) [3 juin 1976].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi, adoptée avec modifi-

cations par le Sénat (n° 2193), tendant à modifier le tableau n° 5 annexé à l'article LO 276 du **code électoral** relatif à la **répartition des sièges de sénateurs entre les séries** (n° **2358**) [3 juin 1976].

QUESTIONS

• *question au Gouvernement :*

— **Exportations de bétail vers l'Italie** [12 mai 1976] (p. 2930) : la décision unilatérale du Gouvernement italien, ses répercussions pour notre production de jeunes bovins et des régions comme le Massif central.

INTERVENTIONS

1973

— **Projet de loi modifiant et simplifiant les conditions et la procédure d'attribution de l'allocation des mineurs handicapés et de l'allocation aux handicapés adultes** (n° **353**). **Discussion générale** [21 juin 1973] (p. 2362), rapporteur, simplification de la législation sociale ; décrets du 8 mars 1973 ; complément législatif à ces décrets ; suppression de la condition de ressource pour les mineurs handicapés ; (p. 2363) : avis favorable de la commission à l'alignement de ce régime sur celui des allocations familiales ; simplification de la procédure d'attribution de l'allocation aux handicapés adultes ; suppression de la condition d'inaptitude au travail ; maintien de l'intervention de la commission d'orientation des infirmes ; problème des handicaps spécifiques ; des infirmes ayant un taux inférieur à celui fixé pour l'attribution de l'allocation ; préparation d'une loi d'orientation ; principes de la solidarité nationale, de l'insertion sociale et de l'autonomie des handicapés ; caractère transitoire du projet de loi ; l'approbation de la commission sous réserve d'un amendement à l'article premier ; l'absence de rétroactivité ; les dispositions de l'article 3 ; nécessité de prévoir une modification de cet article ; (p. 2367) : ses observations sur les amendements à l'article premier ; l'imprécision de la rédaction du second alinéa de l'article L 543-3 du code de la sécurité sociale ; l'adoption de ces amendements par la commission.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° **646**). *Deuxième partie :*

Agriculture et développement rural. — FORMA et BAPSA [7 novembre 1973] (p. 5317) : situation actuelle de l'élevage dans son département ; effondrement des cours ; politique de l'élevage menée par les agriculteurs et charges qui en découlent ; suggère la mise en place d'une politique d'engraissement dans les zones concernées ; politique de l'exportation ; suggère la création d'un fonds national de propagande et de promotion de la viande, ONIBEV ; crédits du fonds d'action rurale ; objectifs d'une politique de la montagne ; (p. 5318) : Massif central, BAPSA et compensation démographique ; part des charges incombant à la profession ; régime de l'inaptitude ; problème de la retraite ; accidents du travail des exploitants agricoles.

— **Projet de loi sur la modernisation des bases de la fiscalité directe locale** (n° **637**). **Discussion des articles** [4 décembre 1973] : **Article premier** (p. 6571) : révision cadastrale des propriétés non bâties dans les régions de montagne ; son inquiétude quant à la charge de la fiscalité locale pesant sur les éleveurs ; suggère la diminution des coefficients d'adaptation des prairies.

1974

— **Proposition de loi organique relative à l'élection des sénateurs,** rapporteur (n° **1094**). **Première lecture. Discussion générale** [8 octobre 1974] (p. 4854) : présente les réserves de la commission des lois sur le texte voté par le Sénat ; système électoral et démographique ; (p. 4855) : rapport nécessaire entre le nombre de communes de chaque département et celui des sénateurs pour respecter l'article 24 de la Constitution ; danger de faire constater l'effectif du Sénat par simple décret ; conséquences de la réalisation d'un recensement sur la représentation nationale. **Discussion des articles. Article premier** (p. 4857) : amendement n° 1 (fixation à 286 du nombre des sénateurs métropolitains) ; adopté. **Article 2** (p. 4858) : amendement n° 2 (fixation à huit du nombre des sénateurs des départements d'outre-mer) ; adopté. **Article 3** (p. 4858) : amendement n° 3 (les sièges supplémentaires seront pourvus par série) ; adopté. **Deuxième lecture. Discussion générale** [17 octobre 1974] (p. 5202) : la commission propose de revenir au texte adopté en première lecture. **Discussion des articles. Article premier** (p. 5203) : son amendement n° 1 : reprise du texte adopté en première lecture ; adopté. **Article 2** (p. 5203) : amendement n° 2 : reprise du texte adopté en première lecture ; adopté. **Article 3** (p. 5203) : reprise du texte adopté en première lecture (devenu sans objet après adoption de l'amendement n° 4 de M. Voisin).

— **Proposition de loi organique fixant le nombre de sénateurs représentant les départements,** rapporteur (n° **1093**). **Première lecture** [8 octobre 1974]. **Discussion générale** (p. 4858) : le texte présenté est la conséquence de la proposition de loi organique n° 1094. **Discussion des articles : Article premier :** amendement n° 1 : modification du nombre des sénateurs ; adopté. **Titre :** amendement n° 2 ; adopté. **Deuxième lecture. Discussion**

de l'Article unique [17 octobre 1974] (p. 5205) : ses amendements nos 1 et 2 proposant le retour au texte voté en première lecture ; adoptés.

— **Proposition de loi fixant la répartition des sièges de sénateurs entre les séries,** rapporteur (n° **1095**). **Première lecture** [8 octobre 1974]. **Discussion générale :** cette proposition de loi est la conséquence des textes n° 1094 et n° 1093. **Discussion de l'Article unique :** amendement n° 1 : mise en conformité de l'article unique avec les textes déjà adoptés ; adopté. **Deuxième lecture. Discussion de l'Article unique** [17 octobre 1974] (p. 5205) : son amendement n° 1 : reprise du txete adopté en première lecture ; adopté.

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° **1180**). *Deuxième partie :*

Commerce et artisanat [29 octobre 1974] (p. 5524) : atténuer les effets de la lutte contre l'inflation ; harmonisation des régimes fiscaux ; encadrement du crédit ; déduction de la TVA payée en amont ; les entreprises du bâtiment et des travaux publics souffrent des retards de paiement de l'administration ; votera le budget.

1976

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique agricole** (n° **2223**) [28 avril 1976] (p. 2264) : exprime le souhait que la conférence annuelle se tienne avant que les choix budgétaires ne soient définitivement arrêtés ; les difficultés de l'élevage ovin et de l'agriculture de montagne en général ; l'insuffisance de l'augmentation du prix du lait ; la nécessité de freiner l'exode rural ; renforcer le développement d'emplois par la création d'ateliers artisanaux ou de petites industries ; (p. 2265) : combattre, par tous moyens, la sensation d'éloignement et d'isolement physique et psychologique des jeunes foyers d'agriculteurs.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant diverses mesures de protection sociale de la famille** (n° **2220**). **Discussion générale** [18 mai 1976] (p. 3160) : une politique familiale dans le monde rural ; revalorisation des prestations familiales ; simplification des aides ; mesures spécifiques dans les régions défavorisées.

— **Proposition de loi organique tendant à modifier l'article LO 274 du code électoral relatif à l'élection des sénateurs dans les départements** (n° **2191**), rapporteur. **Troisième lecture. Discussion générale** [30 juin 1976] (p. 4975) : propose à l'Assemblée d'adopter le texte du Sénat ; la divergence des solutions primitivement choisies ; le ralliement du Sénat en troisième lecture à la position de l'Assemblée ; le recensement de l'année précédente ; l'absence de modification de la composition du collège sénatorial ; l'augmentation de trente-trois du nombre des sénateurs représentant les départements.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**). *Deuxième partie :*

Agriculture. — FORMA, BAPSA [4 novembre 1976] (p. 7339) : l'indemnisation des victimes de la sécheresse, un élément positif et important ; la dégradation constante de l'environnement européen ; le revenu agricole ; le budget de 1977 peu à la hauteur des ambitions des agriculteurs ; deux priorités : l'installation des jeunes et la situation des femmes ; l'agriculture de montagne ; le Massif central ; ramener les jeunes à la terre ; la prime d'installation, élément d'incitation ; un effort prioritaire en matière de primes ; souhaiterait un effort spécial en matière de prêts spéciaux et modulés ; la formation préalable des hommes ; la situation du personnel d'encadrement des établissements d'enseignement et de formation professionnelle agricole ; lycée agricole ; ENIL ; l'enseignement privé ; les maisons familiales rurales ; leur manque de crédits ; souhaiterait un supplément de 20 millions ; (p. 7540) : la condition des femmes ; maintien et prospérité de l'exploitation familiale, facteurs de développement de l'agriculture propres à endiguer l'exode rural.

— **Projet de loi modifiant la loi n° 72-657 du 13 juillet 1972 instituant des mesures en faveur de certaines catégories de commerçants et artisans âgés** (n° **2430**). **Discussion générale** [20 décembre 1976] (p. 9797) : la loi du 13 juillet 1972 ; demande pourquoi limiter dans le temps l'application de l'aide spéciale compensatrice ; (p. 9798) : son vœu de voir supprimer la disposition réduisant d'un tiers le montant de l'aide spéciale compensatrice en cas de dispense d'âge ou de durée ; son souhait d'application rapide du texte ; le rôle du commerce et de l'artisanat ; le plan Massif central ; l'avenir du commerce et de l'artisanat rural.

1977

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° **3120**). *Deuxième partie :*

Industrie, commerce et artisanat. — II. **Commerce et artisanat** [19 octobre 1977] (p. 6370) : l'implantation des commerçants et artisans dans les zones rurales ; la nécessité de développer des mesures incitatives d'installation ; la création de zones d'activité artisanales ; le problème des cotisations d'assurances maladie des retraités ; l'harmonisation des ré-

gimes fiscaux des salariés et des non-salariés ; (p. 6371) : l'assiette de la taxe professionnelle sur les salaires ; le problème posé par le salaire fiscal de la femme ; appréhender dans son ensemble le problème posé par la situation des épouses d'artisans et de commerçants ; la situation des jeunes ; l'encouragement de l'installation des jeunes.

Equipement et aménagement du territoire. — Transports. — II. Section commune. — III. Transports terrestres [17 novembre 1977] (p. 7607) : le désenclavement du Cantal ; la desserte de nouvelles liaisons par la SNCF ; le prolongement du rapide « Le Bourbonnais » jusqu'à Naussargues ; les conditions de transport sur la ligne Paris-Béziers ; le maintien des lignes secondaires ; les conséquences de la suppression des liaisons régulières entre les gares SNCF et les divers chefs-lieux de canton ; (p. 7608) : la coordination entre l'action des ministères des PTT et de celui des transports ; le rôle de service public de la SNCF.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction** (n° **3199**). **Discussion des articles** [19 décembre 1977]. **Avant l'Article 12 : Article L 242-1 du code des assurances** (p. 9008) : son amendement n° 2 : sanctions applicables aux ententes conclues entre les sociétés admises à pratiquer l'assurance-construction ; devenu sans objet.

RÉGIS (Pierre)

Député des Yvelines
(2e circonscription)
(RPR).

En remplacement de M. J.-P. Palewski décédé le 10 décembre 1976.

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [10 décembre 1976] (p. 9249), [13 décembre 1976] (p. 9269).

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [16 décembre 1976] (p. 9551).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [2 avril 1977] (p. 1465).

DÉPOTS

— **Rapport,** fait au nom de la commission de la production et des échanges, sur la proposition de loi (n° 2902) modifiant et complétant la **loi n° 68-1 du 2 janvier 1968** tendant à valoriser l'activité inventive et à modifier le régime des **brevets d'invention** (n° **3217**) [16 novembre 1977].

INTERVENTIONS

1977

— **Projet de loi sur le contrôle des produits chimiques** (n° **2620**). **Discussion des articles** [26 mai 1977]. **Article 9** (p. 3104) : la nécessité de distinguer quant aux personnes sanctionnées la nature des peines applicables.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° **3120**). *Deuxième partie :*

Anciens combattants [28 octobre 1977] (p. 6813) : les difficultés rencontrées par les orphelins de guerre âgés et malades ; les textes réglementaires applicables ; l'attitude de l'administration ; (p. 6814) : l'application de la loi de 1917 ; l'extinction du caractère privilégié de la créance des pupilles de la nation lors de l'atteinte de la majorité ; les conséquences du décret du 29 août 1955 ; l'application des dispositions de l'article D 432 du code des pensions aux orphelins de guerre.

— **Proposition de loi modifiant et complétant la loi n° 68-1 du 2 janvier 1968 tendant à valoriser l'activité inventive et à modifier le régime des brevets d'invention** (n° **3217**), rapporteur. **Discussion générale** [24 novembre 1977] (p. 7865) : la nature de « l'invention » ; le rôle du brevet ; l'incitation à la recherche ; le droit des brevets ; l'évolution des demandes de brevets ; l'internationalisation de la législation applicable aux brevets ; la proposition de loi de M. Foyer ; l'amélioration des dispositions de la loi du 2 janvier 1968 ; l'harmonisation du régime du brevet français et celui des brevets européens et communautaires ; l'originalité des dispositifs de la proposition de loi ; (p. 7866) : la simplification et la clarification des dispositions applicables aux brevets ; l'insertion dans le droit national de la notion de « licence de droit » ; la réserve des droits acquis par les licenciés éventuels ; la « décorrectionnalisation » de la contrefaçon en matière de brevet. **Discussion des articles. Avant l'Article premier** (p. 7870) : l'avis favorable de la commission sur l'amendement n° 1 du Gouvernement ; le non-examen par la commission de l'amendement n° 24 de M. Boulloche. **Article premier** (p. 7871) : l'avis favorable de la commission sur l'amendement n° 2 du Gouvernement. **Article 2** : l'avis favorable de la commission sur l'amendement n° 3 du Gouvernement. **Après l'Article 2** : le non-examen par la commission de l'amendement n° 25 de M. Boulloche. **Article 4 : Article 9 de la loi**

n° 68-1 du 2 janvier 1968 (p. 7872) : l'accord de la commission sur l'amendement n° 4 du Gouvernement. **Article 10 de la loi n° 68-1 du 2 janvier 1968** (p. 7873) : l'adoption par la commission de l'amendement n° 5 du Gouvernement. **Article 9** : le pouvoir de l'institut national de la propriété industrielle de rejeter une demande de brevet ; le système français de délivrance des brevets ; (p. 7874) : la limitation du pouvoir de rejet au cas où l'invention serait dépourvue de nouveauté ou lorsque cette absence de nouveauté serait manifeste ; l'analyse de la demande de brevet en cas de négligence, par le demandeur, de présentation d'observations de nouvelles recommandations lorsque le rapport documentaire mentionne des antériorités ; les conséquences de l'instauration d'un examen préalable ; le non-examen par la commission sur l'amendement n° 26 de M. Boulloche ; l'avis favorable de la commission sur l'amendement n° 6 du Gouvernement ; (p. 7875) : son sous-amendement n° 22 à l'amendement n° 7 du Gouvernement : suppression des dispositions relatives au pouvoir de rejet de l'administration au cas où une demande de brevet comporterait un élément manifestement étranger à la description de l'invention ; sous-amendement n° 22 repoussé. **Article 11 : Article 18 de la loi n° 68-1 du 2 janvier 1968** (p. 7876) : l'avis favorable de la commission sur l'amendement n° 8 du Gouvernement. **Article 19 de la loi n° 68-1 du 2 janvier 1968** : l'accord de la commission sur l'amendement n° 9 du Gouvernement ; le non-examen par la commission de l'amendement n° 27 de M. Boulloche ; l'avis favorable de la commission sur l'amendement n° 10 du Gouvernement. **Article 12** (p. 7877) : le non-examen par la commission de l'amendement n° 29 de M. Boulloche. **Article 15** (p. 7878) : l'avis favorable de la commission sur les amendements n° 11 et n° 12 du Gouvernement. **Article 24** (p. 7879) : la suppression des dispositions relatives à l'habilitation du directeur de l'institut national de la propriété industrielle à présenter des observations au tribunal dans toute action en nullité d'un brevet ; l'indépendance du pouvoir judiciaire ; le risque de mise en question de la sérénité du débat judiciaire ; la nature réglementaire de la disposition. **Article 25** (p. 7880) : le non-examen par la commission de l'amendement n° 23 du Gouvernement. **Article 26** (p. 7881) : la « décorrectionalisation » de la contrefaçon des brevets ; le système en vigueur ; la proposition de la commission d'une sanction administrative *a priori*. **Article 28** (p. 7882) : l'avis favorable de la commission sur l'amendement n° 13 du Gouvernement. **Article 30** : l'avis favorable de la commission sur l'amendement n° 14 du Gouvernement. **Article 33** : l'avis favorable de la commission sur l'amendement n° 15 du Gouvernement ; (p. 7883) : le rejet par la commission de l'amendement n° 16 du Gouvernement. **Article 34** : l'avis favorable de la commission sur l'amendement n° 17 du Gouvernement. **Article 38** (p. 7884) : le non-examen par la commission de l'amendement n° 30 de M. Foyer. **Après l'Article 39** : l'avis favorable de la commission sur les amendements n° 18 et n° 19 du Gouvernement. **Article 43** (p. 7885) : l'avis favorable de la commission sur l'amendement n° 20 du Gouvernement. **Après l'Article 43** : son amendement n° 21 : application de la loi dans les TOM ; l'avis favorable de la commission sur le sous-amendement de M. Foyer à son amendement n° 21 ; amendement n° 21 adopté après adoption du sous-amendement de M. Foyer. **Seconde délibération. Article 2 *bis* (nouveau)** (p. 7886) : l'avis favorable de la commission sur l'amendement n° 1 du Gouvernement.

RÉJAUD (Raymond)

Député de Seine-Maritime
(6e circonscription)
(UDR, puis RPR).

En remplacement, le 28 septembre 1976, de M. Antoine Rufenacht nommé membre du Gouvernement.

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [*J.O.* du 29 septembre 1976] (p. 5765), [2 octobre 1976] (p. 6304, 6306).

S'inscrit au groupe d'union des démocrates pour la République [8 octobre 1976] (p. 6495).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [15 octobre 1976] (p. 6714).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [2 avril 1977] (p. 1464).

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Mise en fiche des Havrais** [17 novembre 1976] (p. 8612) : demande de la liste des élèves aux chefs d'établissement de la région par un adjoint du maire du Havre.

— **Assujettissement des non-salariés retraités à la cotisation d'assurance maladie** [5 octobre 1977] (p. 5844) : calcul du plafond de res-

sources au-dessous duquel les artisans et commerçants retraités bénéficient d'une exonération de la cotisation d'assurance maladie.

RENARD (Roland)

Député de l'Aisne
(4e circonscription)
(C).

Secrétaire de l'Assemblée nationale.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 733).

S'inscrit au groupe communiste [2 avril 1973] (p. 745).

Elu secrétaire de l'Assemblée nationale [2 avril 1975] (p. 1198, 1200).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [5 avril 1973] (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre de la commission de contrôle et de gestion financière de l'ORTF [18 décembre 1973] (p. 7163).

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes de l'Assemblée [4 avril 1974] (p. 1494), [3 avril 1975] (p. 1327).

Cesse d'appartenir à cette commission [4 avril 1975] (p. 1327).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi, adopté par le Sénat, portant réforme de l'aide au logement (n° **2631**) [19 novembre 1976] (p. 8431).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** relative à l'**application dans le temps des dispositions de la loi n° 73-42 du 9 janvier 1973 déterminant les naturalisés auxquels ne s'appliquent pas les incapacités prévues à l'article 81 du code de la nationalité** (n° **487**) [14 juin 1973].

— **Avis**, présenté au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de **loi de finances pour 1975** (n° 1180). — III. **Fonction publique** (n° **1234**) [11 novembre 1974].

— **Proposition de loi** visant à inclure les **établissements forestiers et agricoles** de toute nature dans le champ d'application du **code du travail** et à affilier leurs salariés au régime général de sécurité sociale (n° **2169**) [7 avril 1976].

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Situation de l'emploi dans le Tarn** [21 mai 1975] (p. 2936).

— **Discussions salariales dans la fonction publique** [5 octobre 1977] (p. 5842) : responsabilité du Gouvernement dans la rupture des négociations.

INTERVENTIONS

1973

— **Ordre du jour complémentaire** [5 juin 1973] (p. 1754) : Explique le vote de son groupe ; non-inscription de la proposition de loi adoptée par le Sénat reconnaissant la qualité d'ancien combattant aux militaires ayant servi en AFN ; sa protestation contre le rejet ; refus du Gouvernement d'inscrire ce texte à l'ordre du jour de l'Assemblée ; demande un scrutin public sur l'ordre du jour complémentaire.

— **Projet de loi relatif à l'extension des accords de retraite et de prévoyance concernant les salariés des professions agricoles** (n° 444). **Discussion générale** [27 juin 1973] (p. 2566) : insuffisance du projet ; situation défavorable des salariés de la production agricole ; principe de l'égalité sociale entre les travailleurs des secteurs agricole et non agricole ; attitude du patronat agricole ; conditions de la concertation entre le Gouvernement et les organisations agricoles ; attitude de la FNSEA ; salaire mensuel à 1.100 F ; parité avec l'ouvrier de l'industrie sur le plan des salaires et du temps de travail ; qualification de l'ouvrier agricole ; capacité des exploitations importantes à supporter l'accroissement des charges ; retraite au taux plein à soixante ans ; situation des régimes de retraite en agriculture ; discrimination tenant à la durée du travail en exploitation ; protocole d'accord sur l'assurance chômage ; demande d'intégration des salariés agricoles à l'UNEDIC ; (p. 2567) : mensualisation ; droits syndicaux en agriculture; protocole des accords de Varenne de 1968 ; propositions de loi du groupe communiste.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° 646). *Deuxième partie :*

Agriculture et développement rural. — FORMA, BAPSA [7 novembre 1973] (p. 5319) : revendications des salariés des professions agricoles ; leur demande de charte ; revendications élaborées dans cette charte ; durée du travail hebdomadaire ; rémunération des heures supplémentaires ; proposition de loi de son groupe tendant à l'application de la législation sur les quarante heures ; (p. 5320) : non-discussion du rapport ; concentration des propriétés agricoles et diminution du nombre des salariés agricoles ; leur mode de travail et de vie ; programme commun de la gauche ; droit des salariés agricoles à vivre mieux.

Services du Premier ministre. — Economie et finances. — Fonction publique [16 novembre 1973] (p. 5896) : malaise de la fonction publique ; critiques contenues dans le rapport pour avis de la commission des lois ; grèves des personnels ; ses observations sur un télégramme adressé aux préfets par M. Dijoud ; volonté de manipuler les agents de l'Etat et leurs organisations syndicales ; question adressée par M. Juquin au Premier ministre au sujet de cette intervention ministérielle ; (p. 5897) : front syndical face à l'Etat patron ; demandes restées sans suite des fédérations CGT et CFDT ; contentieux de la fonction publique ; représentativité des organisations non signataires de l'accord salarial de 1973 ; retard des traitements des fonctionnaires sur les rémunérations des secteurs nationalisé et privé ; problème des agents de l'Etat non titulaires ; proposition de loi de son groupe pour la titularisation des auxiliaires ; démantèlement du service public ; durée hebdomadaire maximale du travail ; organismes paritaires ; situation des retraités ; (p. 5898) : demande la discussion du projet de loi relatif à la réversibilité de la pension de la femme fonctionnaire décédée ; œuvres sociales ; droits syndicaux ; démocratisation de la fonction publique ; vote de son groupe contre ce budget.

— **Projet de loi relatif aux combattants d'Afrique du Nord** (n° 723). **Discussion générale** [11 décembre 1973] (p. 6833) : retard apporté dans le dépôt du projet ; titre de reconnaissance de la nation ; déclaration de M. Pompidou lors de la campagne présidentielle ; proposition de loi adoptée par le Sénat ; proposition de loi de son groupe ; barrage juridique opposé par le Gouvernement ; regrette la non-participation des parlementaires aux travaux de la commission d'étude ; décret d'application fixant les conditions d'attribution de la carte ; domaine législatif et domaine réglementaire ; avis du conseil constitutionnel ; caractère restrictif de l'article premier ; demande la suppression de l'article 4 ; (p. 6834) : volonté de son groupe d'apporter des correctifs au projet ; estime qu'il appartient au Parlement de définir les critères d'attribution. **Discussion des articles. Article premier** (p. 6846) : son sous-amendement : définition de la notion d'action de combat ; sa demande de scrutin public sur ce sous-amendement.

— **Projet de loi donnant vocation à la qualité de combattant aux personnes ayant participé aux opérations effectuées en Afrique du Nord,** entre le 1er janvier 1952 et le 2 juillet 1962 (n° 943). **Première lecture. Discussion générale** [28 juin 1974] (p. 3196) : déplore que des dispositions essentielles du projet soient en fait renvoyées à un texte réglementaire. **Deuxième lecture. Explications de vote** [21 novembre 1974] (p. 6917) : le critère des six actions de combat écarte du bénéfice du texte bon nombre d'anciens d'Afrique du Nord ; marque sa préférence pour le critère d'appartenance à une unité militaire ayant connu au moins neuf actions de feu ; le groupe communiste votera néanmoins le texte.

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° 1180). *Deuxième partie :*

Anciens combattants [13 novembre 1974] (p. 6299) : les critères d'application de délivrance de la carte de combattant d'Afrique du Nord ; la notion d'action de combat.

Services du Premier ministre. — Economie et finances. — Fonction publique, rapporteur pour avis [15 novembre 1974] (p. 6477) : le mécontentement se généralise dans la fonction publique ; le retard des rémunérations des fonctionnaires ne cesse de s'aggraver ; nécessité d'intégrer l'indemnité de résidence dans le traitement servant au calcul des pensions ; réversion de la pension de la femme fonctionnaire ; mensualisation des pensions ; (p. 6473) : situation des non-titulaires à l'égard des garanties du droit du travail ; un véritable dispositif de protection sociale s'impose en faveur de ces catégories ; l'égalité des hommes et des femmes dans la fonction publique n'est qu'une affirmation de principe ; confier la responsabilité des services sociaux aux fonctionnaires ; (p. 6479) : les critiques faites au statut de la fonction publique méconnaissent volontairement les insuffisances de l'organisation administratives.

1975

— **Projet de loi portant modification de l'ordonnance du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires** (n° 1488 *rectifié*) **et projet de loi portant modification de l'article 36 du code de la famille et de l'aide sociale** (n° 1487 *rectifié*). **Discussion générale commune.** [22 avril 1975] (p. 1916) : crise que traverse la fonction publique ;

l'année internationale de la femme ; assurer la promotion des femmes ; faire disparaître les discriminations ; (p. 1917) : la portée limitée du projet ; la discrimination dont les femmes sont victimes ; prévoir des mesures préférentielles permettant aux femmes de passer des concours internes ; accorder aux femmes fonctionnaires une disponibilité spéciale pour raison familiale ; la maternité, obstacle à la promotion des femmes fonctionnaires ; appliquer sans restriction les dispositions de la circulaire du 22 août 1974 sur la maternité ; maintenir les primes de congé de maternité ; créer des crèches. **Discussion des articles. Modification de l'ordonnance du 4 février 1959. Article premier** (p. 1923) : son amendement n° 5 : dérogation après consultation des organismes paritaires et du conseil supérieur de la fonction publique ; repoussé. **Article 2** (p. 1924) : son amendement n° 6 : disponibilité spéciale pour raison familiale ; repoussé.

— **Projet de loi portant réforme du divorce** (n° **1560**). **Discussion des articles** [4 juin 1975]. **Article 8** (p. 3634) : son amendement n° 61 : les sanctions pénales ne peuvent être prises par décret ; repoussé.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1975** (n° **1740**). **Discussion générale** [23 juin 1975] (p. 4610) : un projet démagogique ; la poursuite de la récession et le développement du chômage ; le renforcement du soutien aux monopoles ; l'aggravation des conditions de travail dans les administrations ; l'existence d'un chômage massif ; l'accélération des distorsions entre les branches, résultat de la politique de soutien au profit des monopoles ; le refus par le Gouvernement de prendre les mesures immédiates capables de lutter contre le chômage.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1975** (n° **1873**). **Discussion des articles** [10 septembre 1975]. **Article 3** (p. 6176) : créer 200.000 emplois nouveaux dans le secteur public ; répondre aux besoins des administrations.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**). *Deuxième partie :*

Services du Premier ministre. — Services généraux : Fonction publique [3 novembre 1975] (p. 7762) : un budget insuffisant pour les travailleurs de la fonction publique ; l'utilisation abusive par le Gouvernement de sa politique contractuelle ; (p. 7763) : l'incohérence du système des rémunérations ; l'indispensable renforcement des effectifs ; la résorption de l'auxiliariat.

Agriculture. — FORMA, BAPSA [5 novembre 1975] (p. 7926) : ses observations relatives à la condition très dure de 700.000 salariés agricoles ; demande la stricte application de la législation du travail à ces oubliés.

— **Projet de loi relatif à la réduction de la durée maximale du travail** (n° **2005**). **Discussion des articles** [10 décembre 1975]. **Article 3** (p. 9648) : son amendement n° 3 : les dispositions de l'article 212-7 du code du travail sont applicables à tous les salariés ; repoussé.

1976

— **Projet de loi relatif au développement de la prévention des accidents du travail** (n° **2209**). **Discussion des articles** [13 mai 1976]. **Article 16** (p. 3003) : soutient l'amendement n° 107 de suppression de l'article 16 de M. Lucas ; repoussé ; (p. 3004) : soutient l'amendement n° 108 de M. Lucas substituant aux mots « auteur de l'infraction » le mot « employeur » ; repoussé. **Article 26** (p. 3014) : regrette que les dispositions prises en faveur des salariés de l'industrie et du commerce ne soient pas étendues aux travailleurs agricoles ; souligne le retard de la législation sociale et de son application concernant les travailleurs agricoles qui sont pourtant soumis à de graves et fréquents accidents du travail ; son amendement n° 112 faisant bénéficier fonctionnaires et agents publics des dispositions proposées ; repoussé.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant diverses mesures de protection sociale de la famille** (n° **2220**). **Discussion générale** [18 mai 1976] (p. 3164) : les inégalités envers les femmes fonctionnaires ; la nécessaire promotion des femmes dans la fonction publique ; réaffirmer le rôle social de la maternité qui est actuellement un obstacle au déroulement de la carrière ; consultation du conseil supérieur de la fonction publique et des organisations syndicales ; la promotion des femmes grâce à des transformations profondes.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**). *Deuxième partie :*

Services du Premier ministre. — Section I. — Services généraux : Fonction publique et formation professionnelle. — Services divers [15 novembre 1976] (p. 7967) : le statut général des fonctionnaires ; l'accord salarial de 1976 ; l'augmentation des traitements ; l'INSEE ; les mesures spécifiques en faveur des bas salaires ; (p. 7968) : l'intégration d'une partie de l'indemnité de résidence ; la politique contractuelle, une illusion ; la détérioration du pouvoir d'achat ; les rémunérations accessoires, source de confusion ; les agents non titulaires ; « l'opération titularisation » prévue par le décret du 8 avril 1976 ; la nécessité de solutions réalistes et globales ;

les retraites ; le taux de la pension de réversion ; les accusations portées contre certains fonctionnaires pour manquements à la discrétion professionnelle et à l'impartialité ; la modification des règles des concours ; la « chasse aux sorcières » dans la Communauté économique européenne ; les enquêtes politico-policières ; le système des Berufsverbote en RFA.

Commission mixte paritaire [15 décem- les licenciements massifs, notamment dans la sidérurgie ; les salaires à EDF-GDF ; l'indice de prix de l'INSEE ; les charbonnages visés ; la politique contractuelle.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant réforme de l'aide au logement** (n° **2631**). **Discussion des articles** [16 décembre 1976]. **Article 6** (p. 9507) : son amendement n° 19 soutenu par M. Canacos ; retiré. **Article 11** (p. 9518) : son amendement n° 25 soutenu par M. Canacos ; retiré. **Article 15** (p. 9520) : son amendement n° 26 ; retiré.

1977

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1977** (n° **2768**). **Lettre rectificative** (n° **2859**). **Discussion des articles** [25 mai 1977]. **Article 2** (p. 3010) : la situation des exploitants agricoles familiaux ; le sort des salariés de l'agriculture ; la mise au chômage des deux tiers des gemmeurs d'Aquitaine ; le relèvement du SMIC ; le rattachement des salariés de l'agriculture au code du travail et au régime général de sécurité sociale ; l'abaissement de l'âge de la retraite ; la formation professionnelle.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, instituant des modalités exceptionnelles d'accès aux corps de fonctionnaires** (n° **2877**). **Discussion générale** [23 juin 1977] (p. 4136) : le chômage des cadres, des ingénieurs-cadres et techniciens ; un projet qui ne s'attaque pas aux causes réelles du chômage ; le recrutement de 20.000 vacataires ; la résorption des auxiliaires ; la proposition de loi du groupe communiste tendant à la titularisation des agents non titulaires de l'Etat ; (p. 4137) : les objectifs du Gouvernement ; augmenter le nombre de créations d'emplois ; le rejet du texte par le conseil supérieur de la fonction publique ; les revendications des cadres ; le vote hostile du groupe communiste.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant l'article 4 de la loi de finances rectificative pour 1961 n° 61-825 du 29 juillet 1961** (n° **3037**). **Discussion générale** [29 juin 1977] (p. 4429) : un projet qui porte atteinte aux libertés de la fonction publique ; l'absence de consultation du conseil supérieur de la fonction publique ; la loi du 29 juillet 1961 ; les différentes circulaires émanant du Gouvernement ; la jurisprudence ; la notion de service fait ; la législation de l'inégalité ; les atteintes aux libertés d'opinion et d'expression des fonctionnaires ; les rapports entre le Gouvernement et la fonction publique ; (p. 4430) : l'article 70 de la déclaration des libertés du parti communiste ; le statut des fonctionnaires ; l'institution d'organismes paritaires ; le rôle mineur que ceux-ci sont amenés à jouer ; les conditions d'une gestion démocratique de l'administration ; le vote hostile du groupe communiste.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° **3120**). *Deuxième partie :*

Services du Premier ministre. — Services généraux : Fonction publique [18 novembre 1977] (p. 7709) : la politique contractuelle : la dégradation des conditions de vie des fonctionnaires ; la situation des retraités ; la non-perception de la pension de réversion par les conjoints de femmes fonctionnaires décédées avant le 24 décembre 1973 ; la titularisation des auxiliaires ; l'opération d'embauche de 20.000 vacataires ; le phénomène de l'auxiliariat ; les créations d'emplois nécessaires ; les atteintes aux libertés dans la fonction publique ; (p. 7710) : la loi sur le « service fait » ; l'obligation de réserve ; l'affaire Philippe de Reilhan.

RENOUARD (Isidore)

Député d'Ille-et-Vilaine
(4e circonscription)
(RI).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 734).

S'inscrit au groupe des républicains indépendants [2 avril 1973] (p. 745).

Décédé le 18 avril 1975 [*J.O.* du 20 avril 1975] (p. 4111), [22 avril 1975] (p. 1904).

Son éloge funèbre est prononcé le 23 avril 1975 (p. 1992, 1993).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [5 avril 1973] (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202).

Membre de la commission d'enquête sur la pollution du littoral méditerranéen et sur les

mesures à mettre en œuvre pour la combattre et assurer la défense de la nature [28 juin 1974] (p. 3212).

Membre du conseil supérieur de la coopération [28 novembre 1974] (p. 7240).

DÉPOTS

— **Avis,** présenté au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de **loi de finances pour 1974** (n° 646). — **Territoires d'outre-mer** (n° **686**) [10 octobre 1973].

— **Avis,** présenté au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de **loi de finances pour 1975** (n° 1180). — **Tome XXIII : Territoires d'outre-mer** (n° **1235**) [11 octobre 1974].

— **Rapport,** fait au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 1282), adopté par le Sénat, organisant un **régime de garantie contre les calamités agricoles dans les départements d'outre-mer** (n° **1302**) [19 novembre 1974].

— **Rapport,** fait au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 1421), adopté avec modification par le Sénat en deuxième lecture, organisant un régime de **garantie contre les calamités agricoles dans les départements d'outre-mer** (n° **1432**) [19 décembre 1974].

INTERVENTIONS

1973

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° **646**). *Deuxième partie :*

Territoires d'outre-mer, rapporteur pour avis [31 octobre 1973] (p. 5144) : territoire des Afars et des Issas ; équipement du port de Djibouti; ses réserves sur l'urgence de ces investissements portuaires ; baisse du trafic des pétroliers ; diminution du trafic franco-éthiopien ; hausse des trafics routiers ; sous-emploi dans l'ensemble du territoire ; situation agricole et alimentaire des Comores ; crédit d'aide technique aux pêcheurs des Comores dans le cadre du VI[e] Plan ; construction d'un aérodrome ; perspectives d'évolution politique des Comores ; crise économique que connaît la Nouvelle-Calédonie ; difficultés du marché du nickel et dévaluation du dollar ; diminution de la production de viande ; insuffisance de l'animation touristique ; agrandissement d'un hôtel de luxe à Nouméa par la société Château-Royal ; ses réserves sur l'opportunité du prêt consenti pour cette opération ; efforts des pouvoirs publics en faveur du soutien de la conjoncture ; sortie de capitaux privés ; (p. 5145) : son inquiétude quant à l'avenir des Nouvelles-Hébrides ; formation d'élites locales anglophones ; poids économique et proximité de l'Australie ; estime indispensable un vigoureux effort de la France pour maintenir sa présence après l'autonomie ; efforts des services de l'agriculture de Polynésie ; développement du tourisme et création d'activités de service ; tourisme de luxe et dégradation de la qualité des rapports humains avec la population ; situation de la pêche à Saint-Pierre-et-Miquelon ; société de pêche et de congélation (SPEC) ; projet de remplacement par une société privée Interpêche ; subventions du FIDES ; équipement du bateau *Croix de Lorraine.*

1974

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° **1180**). *Deuxième partie :*

Commerce et artisanat [29 octobre 1974] (p. 5525) : félicite le ministre au nom des républicains indépendants ; le maintien du commerce indépendant et des artisans ruraux ; la situation des artisans du bâtiment, particulièrement en Bretagne ; les contrôles fiscaux et les contrôles de prix.

Territoires d'outre-mer, rapporteur pour avis [13 novembre 1974] (p. 6272) : ses observations relatives à la situation dans chacun des territoires ; demande l'exonération des bénéfices industriels et commerciaux investis sur place en Polynésie.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, sur les calamités agricoles dans les départements d'outre-mer,** rapporteur (n° **1282**). **Première lecture. Discussion générale** [22 novembre 1974] (p. 6964) : la loi du 10 juillet 1964 fixant le régime de garantie contre les calamités agricoles en métropole, inadaptée dans les départements d'outre-mer : agriculteurs non assurés exclus du bénéfice de la loi, la non-couverture du risque de cyclone, procédure mal adaptée à l'agriculture ; le libéralisme du projet de loi ; la notion de calamité agricole ; l'autonomie de fonctionnement du fonds ; les ressources du fonds ; le prélèvement sur les bénéfices du groupement d'intérêt bananier ; les taxes parafiscales sur les produits agricoles ; la subvention de l'Etat ; les conditions pour bénéficier du fonds ; l'incitation au regroupement et à l'organisation des producteurs ; la modernisation de l'agriculture. **Discussion des articles. Article 2** (p. 6970) : son amendement de forme n° 9 ; adopté ; (p. 6971) : son amendement n° 10 : délai de reconnaissance d'une calamité agricole ; adopté. **Article 3** (p. 6973) : son amendement n° 18 : taxes sur l'importation de produits agricoles ou alimentaires dans les départements

d'outre-mer ; adopté. **Article 4** (p. 6974) : son amendement n° 11 supprimant le dernier alinéa de cet article : taux d'indemnisation des agriculteurs assurés ou non assurés ; adopté. **Article 6** (p. 6975) : son amendement n° 12 de coordination ; adopté. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [19 décembre 1974] (p. 8152) : la commission approuve le texte adopté par le Sénat ; déplore l'application de l'article 40 à un amendement tendant à l'indemnisation des agriculteurs ne bénéficiant pas du fonds de garantie des calamités agricoles. **Article 4** (p. 8153) : son amendement n° 1 tendant à l'indemnisation des petits agriculteurs ne bénéficiant pas du fonds ; repoussé.

RÉTHORÉ (Raymond)

Député de la Charente
(1re circonscription)
(App. UDR, puis app. RPR).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 733).

S'apparente au groupe d'union des démocrates pour la République [2 avril 1973] (p. 745).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [5 avril 1973] (p. 755), [2 avril 1974] (p. 1453), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

INTERVENTIONS

1973

— **Déclaration du ministre des affaires étrangères sur la politique étrangère de la France** (n° **501**) [20 juin 1973] (p. 2332) : souligne que la sécurité de la France est liée à l'amitié franco-soviétique ; rappelle sa dénonciation des accords de Munich ; (p. 2333) : la nécessité pour l'Allemagne fédérale d'accepter les nouvelles frontières de l'Oder-Neisse, pour la France de reconnaître l'Allemagne de l'Est, le retour de l'Allemagne de l'Est à la conception millénaire qui ignorait l'unité allemande ; la reconnaissance de la RDA, élément de consolidation de la paix ; évoque les principes tracés par le général de Gaulle ; souligne les échos éveillés par son nom en URSS ; cite un ouvrage publié à Moscou sur l'ancien chef de l'Etat ; en appelle aux leçons de l'histoire.

1975

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère de la France** [27 juin 1975] (p. 4939) : le voyage de M. Strauss à Pékin et la renaissance des aspirations nationalistes de l'Allemagne ; son émotion face à la suppression de la commémoration du 8 mai ; (p. 4940) : la volonté des hommes d'outre-Rhin d'entraîner la France vers d'autres alliances ; écouter la voix d'outre-tombe du général de Gaulle.

1977

— **Projet de loi autorisant l'approbation des dispositions annexées à la décision du conseil des communautés européennes du 20 septembre 1976 et relatives à l'élection des représentants à l'assemblée des communautés européennes au suffrage universel direct** (n° **2920**). **Discussion générale** [15 juin 1977] (p. 3820) : le maintien de la paix ou la marche vers la guerre ; le refus par l'Allemagne des frontières de la défaite ; (p. 3821) : la nature des revanchards allemands ; les articles de l'hebdomadaire *Quick* ; son vote contre les accords de Munich ; ses déclarations à M. Daladier ; l'attitude des députés radicaux socialistes sur les accords de Munich ; les réactions de MM. Doriot et Déat à ces déclarations ; les déclarations de Louis XVI à propos de la réunion des Etats généraux ; les déclarations de Mirabeau ; l'attitude de M. Helmut Schmidt ; (p. 3822) : la création de l'Europe ; l'Europe des Pyrénées jusqu'à l'Oural ; la position du général de Gaulle.

RIBADEAU-DUMAS (Roger)

Député de la Drôme
(1re circonscription)
(UDR, puis RPR).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 734).

S'inscrit au groupe d'union des démocrates pour la République [2 avril 1973] (p. 744).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [5 avril 1973] (p. 755).

Donne sa démission de membre de cette commission [2 mai 1973] (p. 755).

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [2 mai 1973] (p. 978), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1976 [9 juin 1976 (p. 3939).

DÉPOTS

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1974** (n° 646). — **Annexe n° 24 : Services du Premier ministre. — I. Services généraux (formation professionnelle et services divers). — IV. Secrétariat général de la défense nationale** (n° **681**) [10 octobre 1973].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1975** (n° 1180). — **Annexe n° 30 : Services du Premier ministre. — I. Services généraux (formation professionnelle et services divers). — III. Secrétariat général de la défense nationale** (n° **1230**) [11 octobre 1974].

— **Rapport** d'information fait en application de l'article 145 du règlement au nom de la commission des finances sur les résultats de la politique de **formation professionnelle en France** (n° **1625**) [7 mai 1975].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1976** (n° 1880). — **Annexe 31 : Services du Premier ministre. — I. Services généraux (formation professionnelle, services divers). — III. SGDN** (n° **1916**) [10 octobre 1975].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1977** (n° 2524). — Budgets civils. — **Annexe n° 35 : Services du Premier ministre.** — I. Service généraux (formation professionnelle, services divers). — III. **SGDN** (n° **2525**) [5 octobre 1976].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1978** (n° 3120). — Budgets civils. — **Annexe n° 34 : Services du Premier ministre.** — I. Services généraux (formation professionnelle, promotion sociale, services divers). — III. **SGDN** (n° **3131**) [5 octobre 1977].

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Situation de l'arboriculture** [23 avril 1975] (p. 1997, 1998) : situation dans la Drôme et dans l'Ardèche.

— **Situation de l'emploi à la Boulonnerie de Valence** [5 novembre 1975] (p. 7886) : les propositions de reprise faites par certains groupes.

INTERVENTIONS

1973

— **Déclaration de M. le ministre de l'éducation nationale sur les orientations de la politique de l'éducation nationale** (n° **442**) [6 juin 1973] (p. 1818) : moyen de combat politique que constitue l'école ; faits survenus en province ; annexion de l'école par certains adultes pour lutter contre la majorité politique ; combat politique dans l'exercice de leurs fonctions ; rôle de l'école ; ses finalités ; lutte pour l'emploi ; télévision ; mass media ; enseignement de masse ; rôle des professeurs (p. 1819) : nature de la pédagogie ; liberté des esprits ; intolérance et annexion politique ; information des jeunes ; conséquences des grèves ; démocratisation de l'enseignement ; égalité des chances.

1974

— **Projet de loi relatif à l'organisation interprofessionnelle laitière** (n° **952**). **Discussion générale** [27 juin 1974] (p. 3092) : souhaite que le Gouvernement ne se dégage pas, à la faveur de ce texte, des responsabilités qui sont les siennes.

— **Projet de loi de finances rectificative** (n° **1110**). **Discussion générale** [4 juillet 1974] (p. 3328) : souhaite que le Gouvernement oblige les banques à réduire leurs marges.

1975

— **Projet de loi portant réforme du divorce** (n° **1560**). **Discussion générale** [29 mai 1975] (p. 3343) : un projet qui ne tient compte que de l'aspect civil et non de l'aspect religieux ; (p. 3344) : structurer l'action des conseillers conjugaux et des chambres de la famille ; l'importance des tâches qui seront confiées aux juges du tribunal délégués pour les questions matrimoniales ; créer des équipes pluridisciplinaires pour seconder ce juge ; accorder la possibilité de demander le divorce pour rupture de la vie commune à l'époux n'ayant pas quitté le domicile conjugal ; rendre le divorce

plus facile pour l'époux abandonné ; le problème des pensions alimentaires et des secours entre époux.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**). *Deuxième partie :*

Services du Premier ministre. — Services généraux. — Formation professionnelle et promotion sociale. — Services divers. — Journaux officiels. — Secrétariat général de la défense nationale. — Conseil économique et social, rapporteur spécial [19 novembre 1975] (p. 8626) : les crédits de la documentation française, du médiateur, du secrétariat général de la défense nationale ; (p. 8627) : les crédits du fonds de la formation professionnelle et la promotion sociale ; envisager une augmentation du taux de participation des employeurs au financement de la formation professionnelle ; poursuivre l'effort entrepris en faveur des jeunes ; développer les moyens de formation des centres publics ; renforcer les attributions et moyens des comités d'entreprise en matière de formation professionnelle.

1976

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1976** (n° **2147**). **Discussion générale** [4 mai 1976] (p. 2586) : considère que la question la plus importante est celle de la durée de la reprise ; craint que la perspective de la réévaluation des bilans ne suffise pas à maintenir les investissements ; (p. 2587) : souligne la reprise de l'inflation ; amener les Français à comprendre les efforts nécessaires pour ne pas tomber sous la domination de l'Allemagne.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**). *Deuxième partie :*

Services du Premier ministre. — Section I. — Services généraux : Fonction publique et formation professionnelle. — Services divers, rapporteur spécial pour la formation professionnelle et la promotion sociale [15 novembre 1976] (p. 7957) : la loi du 16 juillet 1971 ; la formation professionnelle ; l'emploi ; les jeunes ; les contrats d'emploi-formation ; l'Agence nationale pour l'emploi ; la formation des femmes ; la formation des immigrés ; (p. 7958) : les crédits du chapitre 43-03 ; les crédits de contrôle des formations ; la participation des employeurs à la formation ; les comités d'entreprise.

Services du Premier ministre. — I. Services généraux : Services divers. — II. Journaux officiels. — III. Secrétariat général de la défense nationale. — IV. Conseil économique et social, rapporteur spécial pour les services divers et le secrétariat général de la défense nationale [17 novembre 1976] (p. 8147) : la documentation française ; le médiateur ; le secrétariat général de la défense nationale ; (p. 8148) : le médiateur, promoteur de réformes ; ses pouvoirs ; les conseils de défense ; la réflexion sur la défense ; la défense civile.

1977

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° **3120**). *Deuxième partie :*

Travail, rapporteur spécial pour la formation professionnelle [14 novembre 1977] (p. 7330) : les crédits consacrés à la formation professionnelle ; l'effort en faveur des dépenses de fonctionnement des centres et des rémunérations des stagiaires ; les crédits de contrôle et d'équipement ; le renforcement du contrôle de l'utilisation des fonds de la participation par les entreprises ; la diminution des crédits d'équipement du fonds de la formation professionnelle ; les modifications de nature législative et contractuelle intervenues en matière de formation professionnelle ; le renforcement de la concertation avec les partenaires sociaux ; la déconcentration de la politique de formation ; (p. 7331) : la gestion des crédits de la formation professionnelle ; l'amélioration apportée à la gestion des crédits de fonctionnement du fonds de la formation professionnelle en 1977 ; la liaison entre emploi et formation ; les actions spécifiques en faveur des jeunes et des femmes ; la mise de la formation professionnelle au service de l'emploi ; l'adoption des crédits de la formation professionnelle par la commission des finances.

Services du Premier ministre. — Services généraux. — Services divers. — Journaux officiels. — Secrétariat général de la défense nationale. — Conseil économique et social, rapporteur spécial pour les services divers et le secrétariat général de la défense nationale [18 novembre 1977] (p. 7696) : améliorer les moyens de la Documentation française ; lier l'examen des crédits du secrétariat général de la défense nationale à celui des crédits militaires ; les crédits du SGDN ; l'insuffisance de ses moyens ; le programme civil de défense ; la répartition des autorisations de programme de 1977 ; l'inexistence d'une politique de défense ; les déclarations du chef de l'Etat devant l'IHEDN (Institut des hautes études de défense nationale) ; (p. 7697) : l'élaboration du plan d'investissement non militaire de la défense ; la protection des populations ; la nature interministérielle de l'examen de la réorganisation des structures de l'armée de terre ; le maintien de deux zones de défense pour une seule région militaire ; la surveillance de la zone économique

des 200 milles ; le GICAMA ; le rejet par la commission des finances des crédits du SGDN. **Examen des crédits. Secrétariat général de la défense nationale. — Etat B - Titre III** (p. 7699) : soutient l'amendement n° 86 de M. Papon : réduction de crédit ; l'absence de politique de défense civile ; repoussé. **Etat C - Titre V** : soutient l'amendement n° 87 de M. Papon : réduction des autorisations de programme et des crédits de paiement ; l'insuffisance de la dotation budgétaire du secrétariat général de la défense nationale ; repoussé. **Après l'Article 36** (p. 7700) : son amendement n° 236 : communication au Parlement avant le 1er avril 1978 du programme de construction de bâtiments et d'acquisition d'avions nécessaire pour assurer la surveillance de la zone économique des 200 milles ; le caractère interministériel de la surveillance de la zone des 200 milles ; amendement n° 236 retiré.

RIBES (Pierre)

Député des Yvelines
(7e circonscription)
(UDR, puis RPR).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 736).

S'inscrit au groupe d'union des démocrates pour la République [2 avril 1973] (p. 744).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [5 avril 1973] (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Vice-président de cette commission [3 avril 1975] (p. 1266), [6 avril 1976] (p. 1391), [5 avril 1977] (p. 1555).

Membre de la commission supérieure des caisses d'épargne [11 mai 1973 (p. 1202).

Membre de la commission de contrôle de la gestion du service public du téléphone [30 octobre 1973] (p. 5095).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1974 [12 décembre 1973] (p. 6916).

Membre de la commission d'enquête sur l'organisation et les pratiques du commerce de la viande [22 octobre 1974] (p. 5326).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1975 [13 décembre 1974] (p. 7872).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet du loi instituant un prélèvement conjoncturel [13 décembre 1974] (p. 7872).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1975 (27 mai 1975] (p. 3263).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1975 [12 septembre 1975] (p. 6257).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1976 [15 décembre 1975] (p. 9815).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1975 [18 décembre 1975] (p. 10009).

Chargé d'une mission temporaire auprès du Premier ministre [*J.O.* du 15 mai 1976] (p. 2916), [18 mai 1976] (p. 3132).

Fin de cette mission [9 novembre 1976] (p. 7819).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1976 [26 octobre 1976] (p. 7049).

Membre titulaire de la commission mixte chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1977 [14 décembre 1976] (p. 9396).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au régime fiscal de la presse [17 décembre 1976] (p. 9657).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1976 [17 décembre 1976] (p. 9657).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant les règles de territorialité et les conditions d'imposition des Français de l'étranger ainsi que des autres personnes non domiciliées en France [20 décembre 1976] (p. 9810).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant règlement définitif du budget de 1975 [29 juin 1977] (p. 4473).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1978 [16 décembre 1977] (p. 8921).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'indemnisation des Français rapatriés d'outre-mer dépossédés de leurs biens [21 décembre 1977] (p. 9183).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à diverses dispositions en matière de prix [21 décembre 1977] (p. 9183).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1977 [21 décembre 1977] (p. 9184).

DÉPOTS

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1974** (n° 646). — **Annexe n° 40 : Postes et télécommunications** (n° **681**) [10 octobre 1973].

— **Proposition de loi** relative aux **critères de représentativité des organisations syndicales** (n° **901**) [20 décembre 1973].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1975** (n° 1180). — **Annexe n° 44 : Postes et télécommunications** (n° **1230**) [11 octobre 1974].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1976** (n° 1880). — Budgets civils. — Budgets annexes. — **Annexe n° 44 : Postes et télécommunications** (n° **1916**) [10 octobre 1975].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1977** (n° 2524). — Budgets civils. — **Annexe n° 45 : Postes et télécommunications** (n° **2525**) [5 octobre 1976].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1978** (n° 3120). — Budgets civils. — **Annexe n° 45 : Postes et télécommunications** (n° **3131**) [5 octobre 1977].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances rectificative pour 1977** (n° 3124) (n° **3233**) [23 novembre 1977].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances rectificative pour 1977** (n° 3205) (n° **3234**) [23 novembre 1977].

— **Rapport,** fait au nom de la commission mixte paritaire sur les dispositions restant en discussion du projet de **loi de finances rectificative pour 1977** (n° **3390**) [20 décembre 1977].

QUESTIONS

• *question d'actualité :*

— **Personnel des centres téléphoniques** [8 juin 1973] (p. 1995, 1996).

• *question au Gouvernement :*

— **Absentéisme des instituteurs et institutrices des Yvelines** [4 mai 1977] (p. 2423) : situation dans la région de Mantes ; les inconvénients de la suppression progressive du volant de remplaçants constitué par les auxiliaires.

INTERVENTIONS

1973

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° **646**). *Deuxième partie :*

Postes et télécommunications, rapporteur spécial [19 novembre 1973] (p. 5976) : progression des crédits ; ses observations sur l'autonomie du budget des P et T ; son analyse de l'évolution des masses budgétaires ; télécommunications et prévisions du VI[e] plan ; ses observations sur la crise du téléphone ; (p. 5977) : contrôle des prix et des matériels du CNET ; politique d'abaisse-

ment du taux d'autofinancement et ses résultats ; organisation administrative des télécommunications ; programmes concernant la poste ; amélioration des conditions de travail du personnel ; sécurité des personnels et des fonds ; modernisation des services financiers ; automatisation ; s'élève contre le déficit des chèques postaux ; son amendement en 1971 tendant à la réalisation de l'équilibre du service au 1er janvier 1974 ; progression du déficit ; taxe de tenue de compte ; chèques postaux face à la concurrence ; automatisation et charge des emprunts ; engagement gouvernemental d'apurer la situation des chèques postaux ; tarifs préférentiels pour le transport et la distribution de la presse ; sa protestation contre le principe qui consiste à imposer aux P et T une charge d'intérêt général ; (p. 5978) : problème du « déficit de presse » ; problème de personnel, insuffisance des créations d'emplois, sous-rémunérations ; problème de financement ; capacité d'emprunt du budget annexe des P et T au bénéfice des télécommunications et déficits d'exploitations des autres branches ; avances remboursables ; demande des mesures exceptionnelles en 1974 ; suppression des servitudes financières ; mise en application de programme dépassant le plan.

1974

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° **1180**). *Deuxième partie :*

Budget annexe des postes et télécommunications, rapporteur spécial [20 novembre 1974] (p. 6772) : les conséquences du conflit des dernières semaines aux PTT ; le déficit structurel permanent des PTT entraîné par le transport et la distribution de la presse et les résultats négatifs des chèques postaux ; l'effort d'investissement dans le budget pour 1975 : investissements de la poste et automatisation du tri, investissements de télécommunications ; (p. 6773) : l'automatisation des centres de chèques ; l'acuité des problèmes de personnels, jeunes et appartenant aux catégories les plus basses, la faiblesse des salaires, les conditions de travail pénibles ; (p. 6774) : l'auxiliariat, l'issue de la grève et le projet de protocole ; le catalogue hétéroclite de mesures catégorielles ; l'adoption par la commission des finances, avant la grève, des crédits du budget annexe des PTT; (p. 6813) : rend hommage à tous les personnels de la poste, des télécommunications et des services financiers ; rappelle que les effectifs sont nécessaires au succès de l'action menée et demande qu'il soit procédé en 1975 au recrutement complémentaire d'effectifs nécessaire ; (p. 6814) : s'oppose, au nom de la commission des finances, à l'amendement n° 183 de MM. Wagner et Corrèze.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat après déclaration d'urgence, portant institution d'un prélèvement conjoncturel** (n° **1274**) [5 décembre 1974] (p. 7466) : taux du prélèvement en cas d'option entre années de référence.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1974** (n° **1340**). **Discussion des articles** [10 décembre 1974]. **Avant l'Article premier** (p. 7598) : son sous-amendement n° 44 : sociétés membres de l'ordre des experts-comptables ; adopté ; son sous-amendement de forme n° 45 ; adopté ; (p. 7599) : son sous-amendement n° 46 : accès des comptables agréés au titre d'expert-comptable ; adopté.

1975

— **Projet de loi, adopté par le Sénat après déclaration d'urgence, relatif au permis de chasser** (n° **1555**). **Discussion des articles** [24 avril 1975]. **Article premier** (p. 2070) : son amendement n° 2 : exiger un permis de chasse pour tout maniement d'armes de chasse ; à côté de la protection de la faune se pose également le danger que représente tout maniement d'armes de chasse ; repoussé.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**). *Deuxième partie :*

Postes et télécommunications, rapporteur spécial [18 novembre 1975] (p. 8550) : la nette progression du budget des PTT ; l'augmentation des autorisations de programme ; (p. 8551) : l'automatisation des chèques postaux ; les créations d'emplois ; la progression des dépenses de fonctionnement ; le déficit de la poste et des chèques postaux ; (p. 8552) : l'information du Parlement quant aux moyens de financement auxquels le Gouvernement entend recourir.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1975** (n° **1980**). **Discussion des articles** [9 décembre 1975]. **Après l'Article 19** (p. 9548) : son amendement n° 13 : simplification du permis de chasser ; adopté ; (p. 9549) : indique que l'amendement n° 1 du Gouvernement traduit l'engagement de celui-ci lors du protocole d'accord de 1974 ; (p. 9551) : apporte son soutien à l'amendement n° 28 du Gouvernement. **Article 24** (p. 9560) : le problème de l'équilibre financier des budgets annexes des PTT ; le souhait de la commission des finances de voir adopter des réformes conformes à l'orthodoxie budgétaire.

1976

— **Projet de loi portant réforme de l'urbanisme** (n° **1881**). **Discussion des articles** [7 avril 1976]. **Article 9** (p. 1468, **1469**) :

son amendement n° 208 ; supprimer le second alinéa du texte proposé pour l'article L 123-4 du code de l'urbanisme ; conserver la procédure actuelle ou tout au plus réduire les délais en vigueur ; remercie le ministre de ses explications ; retire son amendement. **Article 11** (p. 1476) : défend l'amendement n° 314 de M. Lauriol : accorder l'indemnité de remploi au propriétaire qui subit une servitude de réserve sur son bien.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux établissements dangereux, insalubres ou incommodes** (n° 1753). **Discussion des articles** [15 avril 1976]. **Article 8** (p. 1838) : son amendement n° 103 défendu par M. Charles Bignon.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° 2524). *Première partie :*

Discussion des articles [21 octobre 1976] : **Article 2** (p. 6880) : aimerait comprendre le sens de l'amendement n° 110 du Gouvernements ; et celui des mots « portée de la publicité » ; (p. 6881) : se borne à demander à M. Durafour la finalité de l'amendement n° 110 ; [22 octobre 1976] : **Article 3** (p. 6932) : défend l'amendement n° 111 de M. Goulet ; l'application des dispositions fiscales actuelles aux propriétaires d'immeubles ayant fait l'objet de travaux exécutés dans le cadre d'une opération groupée de restauration immobilière ; la réhabilitation des quartiers anciens avec maintien de la population existante ; son ossature : la loi du 4 août 1962 dite « loi Malraux » ; amendement n° 111 adopté.

Deuxième partie :

Postes et télécommunications, rapporteur spécial pour les postes et télécommunications [19 novembre 1976] (p. 8406) : les accroissements des masses budgétaires du budget ; la priorité des PTT ; les PAP ; l'effort nécessaire sur l'équipement téléphonique ; la progression des équipements électroniques ; priorité, croissance et développement des télécommunications ; les centres de tri automatique ; l'amélioration des techniques de gestion des services financiers ; l'effort social ; le budget des PTT, premier budget civil français ; (p. 8407) : les auxiliaires ; leur titularisation ; les problèmes financiers ; le budget annexe ; la dette des PTT ; la nécessité d'accroître l'autofinancement ; la rémunération au juste prix des charges imposées ; le déficit de presse ; les déficits comptabilisés des chèques postaux ; les déficits de l'acheminement de la presse ; (p. 8408) : son amendement tendant à la création de deux budgets annexes distincts ; ne souhaite pas un démantèlement des PTT. **Examen des crédits** [19 novembre 1976] (p. 8429) : indique que la commission n'a pas été saisie de l'amendement n° 275 de M. Maurice Blanc. **Après l'Article 72 :** soutient l'amendement n° 177 de M. Papon créant un budget annexe des chèques postaux et de la caisse nationale d'épargne ; indique que cet amendement n'est pas un démantèlement de la maison « PTT » ; la signification d'un « déficit sensible » ; le déficit ; indique que le ministre a traité le problème d'ensemble du financement du budget annexe ; retiré.

Articles et articles additionnels non rattachés [20 novembre 1976]. **Article 56** (p. 8522) : son amendement n° 261 soutenu par M. Papon ; adopté.

1977

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° 3120). *Première partie :*

Discussion des articles [18 octobre 1977]. **Article 7** (p. 6236) : l'impossibilité pour l'administration de faire face aux 700.000 demandes d'adhésions aux centres de gestion agréés ; les distorsions introduites par la fiscalité actuelle ; la liste des ratios devant figurer dans les dossiers de gestion des adhérents aux centres de gestion ; la nécessité d'appliquer l'article 5 de la loi d'orientation du commerce et de l'artisanat.

Deuxième partie :

Jeunesse et sports [7 novembre 1977] (p. 7087) : la modicité du budget du secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports ; l'insuffisance des effectifs des professeurs d'éducation physique et sportive ; le cas de la région mantaise ; le non-respect de la durée minimale de l'enseignement de l'éducation sportive dans le secondaire ; la création à temps complet d'un poste officiel de conseiller technique de rugby dans le département des Yvelines. **Examen des crédits. Avant l'Article 61 et après l'Article 78** (p. 7101). **Rappel au règlement :** le caractère sans objet de l'amendement n° 159 de M. Destremau et du sous-amendement n° 202 de M. Masson ; indique qu'il est prêt à retirer son amendement n° 186 ; (p. 7102) : son amendement n° 186 rectifié : institution d'un prélèvement de 5 % sur les sommes engagées à chacun des tirages du loto national et répartition des fonds par le comité mixte paritaire prévu par la loi du 29 octobre 1975 ; l'avis favorable de la commission des finances sur son amendement n° 186 rectifié ; retiré.

Budget annexe des postes et télécommunications, rapporteur spécial [15 novembre 1977] (p. 7399) : le déficit des services financiers ; l'évolution du budget des PTT ; (p. 7400) : la priorité donnée aux investissements dans le secteur des télécommunications ; l'évolution du parc d'abonnés ; le délai

de raccordement ; l'effort d'équipement en matière sociale ; l'automatisation des centres de tri ; le niveau satisfaisant des créations d'emplois ; le déblocage du problème de la titularisation des auxiliaires ; la politique des rémunérations ; l'incidence financière des exonérations de taxes et de la création d'un réseau d'appel d'urgence en faveur des personnes âgées ; la taxation détaillée des communications téléphoniques ; le problème du déficit des chèques postaux ; le relèvement du taux de rémunération des avoirs mis à la disposition du Trésor ; (p. 7401) : le déficit d'acheminement de la presse ; les aléas de la politique des PTT en matière de tarifs ; la couverture des emprunts nécessaires à la réalisation de l'équilibre d'exploitation ; l'acceptation par le Trésor du placement des bons PTT à court terme ; les conséquences du recours aux financements extérieurs ; l'information du Parlement sur les moyens de financement des PTT ; l'apparition des subventions d'équilibre au budget général ; l'adoption par la commission des finances du projet de budget.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1977** (n° **3205**), rapporteur. **Première lecture. Discussion générale** [1er décembre 1977] (p. 8104) : son rapport commun aux deux projets de loi de finances rectificative pour 1977 présenté lors de la discussion du projet n° 3124. **Exception d'irrecevabilité de M. Pierre Joxe** (p. 8109) : précise que la commission n'a pas eu à se prononcer sur cette exception d'irrecevabilité. **Discussion des articles. Avant l'Article premier** (p. 8114) : l'avis défavorable de la commission sur l'amendement n° 9 de M. Ralite. **Article premier** : son amendement n° 2 : de suppression ; les difficultés d'interprétation de l'article premier relatif au paiement de la taxe sur les salaires par les entreprises non redevables de la taxe sur la valeur ajoutée en vertu d'une interprétation formellement admise par l'administration ; (p. 8115) : le cas des laboratoires d'analyses médicales ; la nouvelle formule de constitution des laboratoires ; retiré. **Après l'Article premier** (p. 8116) : le non-examen par la commission de l'amendement n° 13 du Gouvernement. **Après l'Article 5** : l'avis défavorable de la commission sur l'amendement n° 8 de M. Ralite ; (p. 8118) : l'avis favorable de la commission sur l'amendement n° 4 rectifié de M. Drouet ; le non-examen par la commission de l'amendement n° 14 du Gouvernement ; l'amélioration des conditions d'imposition à la taxe communale sur la publicité. **Article 15** (p. 8120) : son amendement n° 3 : augmentation de 50 % du montant des redevances sur les installations nucléaires ; l'équilibre budgétaire du CEA ; le non-paiement des redevances ; la nécessité du triplement du montant de cette redevance ; adopté. **Après l'Article 16** : l'avis favorable de la commission sur l'amendement n° 11 du Gouvernement ; (p. 8121) : l'avis favorable de la commission sur l'amendement n° 12 du Gouvernement ; le non-examen par la commission du sous-amendement n° 21 de M. Boulloche ; (p. 8123) : l'avis défavorable de la commission sur l'amendement n° 19 de M. Dhinnin ; les observations de la commission ; le non-examen par la commission de l'amendement n° 20 de M. Corrèze. **Etat A - Titre III. — Equipement** (p. 8131) : le non-examen par la commission de l'amendement n° 17 de M. Canacos. **Commission mixte paritaire** [20 décembre 1977] (p. 9106) : la mise en place d'une taxe spécifique due par les exploitants d'emplacements publicitaires ; les modifications apportées par le Sénat au texte voté ; les propositions de la CMP ; la fixation du plancher de la pension de réversion accordée à la veuve d'un fonctionnaire ou d'un militaire décédé des suites d'un attentat ou d'un acte de dévouement ; l'harmonisation des dispositions concernant les pensions de retraite des femmes fonctionnaires ; l'intégration dans la fonction publique des personnels de l'agence nationale pour l'indemnisation des Français d'outre-mer ; (p. 9107) : les conditions d'exercice par le président des assemblées parlementaires intéressées du droit de préemption de l'Etat ; la non-soumission à l'enregistrement des mandats sous seing privé donnés aux intermédiaires des opérations portant sur des immeubles ; le rétablissement des crédits supprimés par le Sénat.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1977** (n° **3124**), rapporteur. **Discussion générale** [1er décembre 1977]. Son rapport commun aux deux lois de finances rectificatives nos 3124 et 3205 (p. 8104) : le nombre des lois de finances votées durant la législature ; l'évolution de l'exécution des lois de finances ; la gestion des finances publiques en 1977 ; la mise en doute de la constatation de plus-values fiscales ; la conjoncture ; la situation monétaire ; (p. 8105) : la défense de l'équilibre extérieur ; la situation de l'économie ; la situation des prix ; les justifications *a posteriori* de l'évolution des prix ; la politique des prix ; le dispositif des deux projets de loi de finances rectificative ; la ratification de trois décrets d'avance pris par le Gouvernement ; le niveau de la charge nette du collectif ; l'augmentation du découvert budgétaire ; les mesures financées ; la nature des recettes ; le remboursement par la caisse centrale de crédit hôtelier des prêts accordés par le FDES ; les autres recettes à caractère exceptionnel ; la moins-value de recettes enregistrée ; (p. 8106) : les observations de la commission ; la définition des redevables de la taxe sur les salaires ; le

problème des redevances dues pour le contrôle de sécurité des installations nucléaires ; la création d'un organisme chargé du contrôle et de la sécurité des installations nucléaires, de l'étude de leur implantation et de l'information de l'opinion ; l'incertitude qui préside à l'évolution de l'économie internationale.

— **Projet de loi relatif à diverses dispositions en matière de prix** (n° 3147). **Discussion des articles** [8 décembre 1977]. **Article 7** (p. 8442) : son sous-amendement n° 77 à l'amendement n° 70 du Gouvernement : modification de pure forme ; adopté ; son amendement n° 78 rectifié à l'amendement n° 70 du Gouvernement : plafonnement de l'augmentation à 78 % de celle qui résulterait du libre jeu du coefficient correctif contractuel ; adopté.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° 3120). **Commission mixte paritaire** [15 décembre 1977] (p. 8791) : l'activité des centres de gestion agréés ; les conditions d'adhésion aux centres ; la remise en cause des attributions réservées aux experts-comptables et comptables agréés ; la définition des PME ou PMI.

RIBIÈRE (René)

Député du Val-d'Oise
(4e circonscription)
(UDR, puis NI).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 737).

S'inscrit au groupe d'union des démocrates pour la République [2 avril 1973] (p. 744).

Cesse d'appartenir au groupe d'union des démocrates pour la République [18 décembre 1974] (p. 8084).

N'appartient à aucun groupe [18 décembre 1974] (p. 8084).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [5 avril 1973] (p. 755), [2 avril 1974] (p. 1453).

Cesse d'appartenir à cette commission [19 décembre 1974] (p. 8188).

Membre de la commission des affaires étrangères [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation du commerce et de l'artisanat (n° 496) [15 juin 1973] (p. 2238).

Membre de la commission chargée d'examiner les demandes d'autorisation de jeux [19 octobre 1973] (p. 4636).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à **réparer les dommages résultant des servitudes « non aedificandi » frappant les terrains situés en bordure des routes et autoroutes** (n° 337) [10 mai 1973].

QUESTIONS

• *question au Gouvernement :*

— **Rapports franco-soviétiques** [22 octobre 1975] (p. 7216) : les risques de remise en cause de la bonne entente franco-soviétique.

INTERVENTIONS

1973

— **Déclaration de M. le ministre des affaires étrangères sur la politique étrangère de la France** (n° 501) [19 juin 1973] (p. 2278) : son inquiétude devant le rapprochement soviéto-américain ; contrôle de plus en plus étroit par les deux super-grands de leur zone d'influence ; partage du monde ; négociations multilatérales en cours ; collusion active entre les deux super-puissances ; (p. 2279) : attitude des Américains à l'égard des pourparlers préparatoires d'Helsinki ; négociation de Vienne sur la réduction des forces ; accords SALT ; conséquences pour l'Europe occidentale ; opposition des Russes et des Américains à la CEE ; consolidation de la double hégémonie ; menace politique et militaire contre l'Europe développée par M. Kissinger dans son livre *Les malentendus transatlantiques ;* complaisance de la majorité de nos partenaires européens face aux pressions américaines ; démobilisation de l'opinion publique de l'Europe occidentale ; pressions soviétiques pour obtenir un droit de regard sur les affaires ouest-européennes ; poids de la Russie sur l'Europe occidentale ; solitude de la France dans l'Europe ; son rôle dans le monde d'aujourd'hui ; son attachement à l'insertion de l'économie française dans le cadre occidental ; ses critiques des mobiles proposés par la gauche ; nécessité de préserver notre originalité, de développer notre politique méditerranéenne ; l'impératif d'une grande politique italienne ; (p. 2280) : entrée nécessaire de

l'Espagne dans le Marché commun ; intérêts de la France prioritaires par rapport aux préjugés idéologiques ; visite du Président de la République en Chine populaire ; soutien de la Chine au Marché commun et à l'indépendance de l'Europe ; négociations commerciales dans le cadre du GATT ; menace d'une crise monétaire ; avis du conseil économique et social sur ce problème ; nécessité d'une détermination politique des responsables français, d'une meilleure information des Français.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° **646**). *Deuxième partie :*

Affaires étrangères [12 novembre 1973] (p. 5577) : absence de l'Europe dans le conflit du Proche-Orient ; raisons profondes et durables de cette absence ; puissances passées de certains pays européens ; conditions objectives qui fondent le rôle d'une nation sur la scène internationale ; nécessité pour l'Europe d'avoir les moyens de jouer à nouveau un rôle ; problème de la sécurité ; responsabilité de la défense assumée dans les années 1950 par les Etats-Unis ; supériorité nucléaire américaine ; remise en cause de ce schéma par l'égalité nucléaire entre les Etats-Unis et l'URSS ; accords Nixon-Brejnev sur la prévention des guerres nucléaires ; (p. 5578) : conditions de plus en plus restrictives de l'engagement militaire américain en Europe ; difficultés commerciales des Etats-Unis ; lien établi par eux avec le maintien de leurs troupes en Europe ; coup porté à la crédibilité de l'alliance ; limitation de leurs risques en Europe ; similitude entre les équipes Nixon et Kennedy ; nécessité pour les Européens de tirer les conséquences d'une évolution inéluctable ; ses réserves sur la défense européenne ; son scepticisme sur la possibilité d'augmenter sensiblement les budgets de défense en Europe compte tenu de l'état d'esprit de l'opinion publique ; difficultés de réalisation d'une association nucléaire franco-britannique ; obstacle constitué par le statut de la RFA ; attitude de l'URSS ; exigence d'une autorité politique unique tenant à la nature même de l'arme nucléaire ; approvisionnement de l'Europe en énergie ; optimisme et imprévoyance qui ont régné pendant des années ; situation différente aux Etats-Unis de celle de l'Europe ; situation de dépendance de l'Europe ; (p. 5579) : opposition des intérêts américains et européens en Méditerranée orientale ; avantage retiré de la crise actuelle par les intérêts protectionnistes américains ; possibilité pour la France de résister aux pressions ; ses réserves sur une autorité confédérale ou fédérale en Europe ; avantage de notre liberté de manœuvre ; nécessité pour l'Europe d'être porteuse d'un projet de civilisation ; clefs de l'avenir détenues pour longtemps encore par les Etats nationaux.

1975

— **Projet de loi relatif à l'éducation** (n° **1736**). **Discussion générale** [18 juin 1975] (p. 4370) : les conditions inacceptables dans lesquelles a lieu le débat ; la fiction selon laquelle les syndicats d'enseignants et les parents d'élèves sont les seuls partenaires démocratiques de l'administration ; l'absence de garantie quant à la survie des études classiques ; la fusion illégale des filières ; le projet de loi : un catalogue de bonnes intentions ; les effets pernicieux de la prudence du ministre ; l'absence de doctrine en matière de recrutement des maîtres ; (p. 4371) : l'absence de doctrine sur le contenu des programmes ; l'accès des bacheliers à l'enseignement supérieur.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1975** (n° **1873**). **Discussion générale** [10 septembre 1975] (p. 6122) : le contraste entre l'effort publicitaire du Gouvernement et la médiocrité de la politique menée ; l'absence de tout projet à moyen ou long terme ; l'absence d'équipe ministérielle unie ; le désordre monétaire international ; le « laisser-aller » et la légèreté du Gouvernement.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**).

Discussion générale [21 octobre 1975] (p. 7152) : un projet de budget qui ne comporte aucune vue d'avenir ; l'absence de liens entre le budget et le plan de relance ; l'absence de prise en compte du relèvement du prix du pétrole ; les démentis apportés par les faits aux prévisions du Gouvernement ; le caractère peu vraisemblable d'une reprise fondée sur une évolution de la situation économique aux Etats-Unis ; (p. 7153) : l'avenir des exportations françaises ; le difficile financement des réformes sociales ; l'existence possible d'un volant permanent de chômeurs ; la gravité de la menace du chômage ; l'aggravation de la fiscalité.

Deuxième partie :

Affaires étrangères [29 octobre 1975] (p. 7566) : le délabrement matériel et moral du ministère des affaires étrangères ; la réforme du corps diplomatique ; clarifier les missions du Quai d'Orsay ; (p. 7567) : diversifier les carrières ; faire assurer la défense du ministère par le Président de la République.

Industrie et recherche [6 novembre 1975] (p. 8007) : la balkanisation de la recherche ; le plan-calcul ; (p. 8008) : les activités spatiales ; l'abandon des recherches dans le domaine des télécommunications et de l'audiovisuel ; le dépècement du CEA ; prendre conscience de l'importance de la recherche à l'occasion de la crise économique.

Education [12 novembre 1975] (p. 8188) : la détérioration de la condition enseignante ; les pratiques en matière d'affectation des maîtres ; adopter une politique cohérente dans le domaine du recrutement et de la formation des maîtres ; (p. 8189) : les contradictions entre les déclarations du ministre et celles du secrétaire d'Etat aux universités ; la création de la catégorie d'instituteurs titulaires remplaçants ; la politique d'expédients pratiquée par le ministère de l'éducation.

Intérieur [13 novembre 1975] (p. 8301) : la politisation de la DATAR ; l'absence de mesures en matière d'infrastructures et de décentralisation ; (p. 8302) : l'emprise de l'Etat sur le pays par le moyen de la DATAR.

Transports. — III. Aviation civile [14 novembre 1975] (p. 8420) : les nuisances imposées par le trafic aérien aux riverains des aéroports ; la situation de l'aéroport Charles-de-Gaulle ; les moyens propres à remédier aux inconvénients résultant de l'implantation de cet aéroport ; (p. 8421) : le cas de la piste n° 2.

Commerce extérieur [18 novembre 1975] (p. 8547) : la structure de nos ventes à l'étranger ; leur concentration géographique ; la France n'est pas une grande puissance économique mondiale ; les préjugés trop libéraux des autorités ; l'incapacité de l'initiative privée de s'adapter aux besoins du marché mondial ; (p. 8548) : l'absence de toute vue d'ensemble dans la politique gouvernementale.

Rappel au règlement [12 novembre 1975] (p. 8168) : difficultés pour les non-inscrits d'obtenir la parole pendant les séances réservées aux questions au Gouvernement ; impossibilité où il s'est trouvé de poser une question relative à la formation des maîtres de l'enseignement du second degré.

1976

— Déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère (n° **2269**) [6 mai 1976] (p. 2729) : un gouvernement qui n'a pas tiré toutes les conséquences de la crise occidentale ; le sacrifice de l'intérêt national pour des raisons électoralistes ; les échecs des conférences qu'elle a réunies ; des dirigeants français qui s'en remettent aux Etats-Unis pour diriger le monde ; (p. 2730) : l'effacement de la France devant l'Allemagne ; l'UDR prisonnière de ses choix de 1974 ; faire passer l'indépendance de la France avant son bien-être.

— Projet de loi portant approbation de la programmation militaire pour les années 1977-1982 (n° 2268). **Discussion générale** [25 mai 1976] (p. 3415) : le déclassement de notre armement nucléaire et le retour de nos forces sous les ordres d'un commandement unifié ; la baisse de la crédibilité de notre dissuasion nucléaire du fait des décisions récemment prises ; la diminution du nombre des régiments Pluton ; les restrictions apportées à la dissuasion maritime ; l'interruption de notre programme d'explosion aérienne ; la baisse des crédits consacrés à la recherche ; (p. 3416) : la réduction d'un tiers des dépenses consacrées aux armements nucléaires ; ajuster le volume de nos troupes à celui de leurs armes par une volonté radicale de réduction des effectifs passant par l'adoption d'un service court ; le changement complet et malheureux de l'orientation de notre politique de défense ; la fin de la protection de l'Europe par les Etats-Unis ; la volonté de ces derniers de voir l'Europe se préparer à des batailles dont l'atome serait exclu ; les conséquences résultant du choix opéré en faveur d'une armée classique, nombreuse et médiocrement équipée ; la nécessité, dans ces conditions, de réintégrer l'OTAN.

— Projet de loi portant imposition des ressources provenant de plus-values assimilables à un revenu (n° **2206**). **Discussion générale** [2 juin 1976] (p. 3674) : il y a contradiction entre les déclarations du Président de la République et celles du ministre des finances sur l'incidence de l'impôt ; en réalité le projet pénalisera l'argent actif au profit de l'argent passif ; favorisera les fortunes acquises ; freinera les initiatives ; les effets sur la bourse risquent d'être négatifs et de décourager les petits porteurs ; le projet découragera la création des PME ; (p. 3675) : le projet défavorise les nouveaux riches ; ne votera pas le texte.

— Projet de loi de finances pour 1977 (n° **2524**). *Deuxième partie :*

Transports. — III. Aviation civile [28 octobre 1976] (p. 7187) : la deuxième piste de l'aéroport de Roissy ; la vallée de Montmorency ; la station thermale d'Enghien ; la situation financière critique de l'aéroport de Paris ; le sous-emploi de la première aérogare et de la première piste de Roissy ; le déficit d'exploitation de l'aéroport de Paris ; les vols de nuit ; l'activité de l'aérodrome du Bourget ; la redevance de bruit ; (p. 7188) : le caractère inadmissible du maintien en service de l'aéroport du Bourget ; l'avantage des riverains de Toussus-le-Noble ; pour une réglementation communautaire de la redevance de bruit.

Crédits militaires. — Budget annexe du service des essences [8 novembre 1976] (p. 7743) : la propagande militaire ; pas de concordance entre les déclarations du Gouver-

nement et ses décisions concrètes ; l'entraînement des troupes et le développement de nos forces nucléaires ; la rémunération des personnels militaires ; le malaise du contingent et celui des cadres ; le désœuvrement ; les carburants ; la diminution de l'activité ; les études, recherches et prototypes ; les forces nucléaires ; l'effort des supergrands ; la déplorable réorganisation de l'armée de terre, la dégénérescence de notre marine, la limitation des moyens de l'armée de l'air ; (p. 7744) : l'absence de crédibilité ; un effort technique insuffisant ; souhaite des crédits supplémentaires pour les forces nucléaires ; le sixième sous-marin nucléaire ; une attitude cohérente à l'égard des moyens nucléaires tactiques ; l'ASMP ; les missiles de croisière ; une organisation nucléaire en trois volets : des forces stratégiques, une armée de métier et le contingent.

Affaires étrangères [9 novembre 1976] (p. 7829) : l'Europe ; le traité de Rome ; la conférence de La Haye de décembre 1969 ; l'union économique et monétaire ; (p. 7830) : le plan Fouchet ; M. Monnet ; le conseil européen ; la construction de l'Europe ; l'élection de l'Assemblée européenne ; l'Europe supranationale.

1977

— **Communication du Gouvernement sur son programme** (n° **2823**) [26 avril 1977] (p. 2151) : le remaniement ministériel ; le danger des prédictions en matière économique ; le refus du Président de la République d'instituer un impôt sur la fortune acquise ; le patronage électoral du Président de la République ; les insuffisances de la politique économique et sociale du Gouvernement ; (p. 2152) : le chômage ; les résultats de la politique étrangère ; l'indépendance nationale ; le rôle monétaire et économique des Etats-Unis ; Concorde ; l'insuffisance des dotations en carburant de l'armée ; la modification de la loi électorale ; indique qu'ayant rejoint le mouvement des démocrates, il ne pourra accorder sa confiance au Gouvernement.

— **Projet de loi autorisant l'approbation des dispositions annexées à la décision du conseil des Communautés européennes du 20 septembre 1976 et relatives à l'élection des représentants à l'Assemblée des Communautés européennes au suffrage universel direct** (n° **2920**). **Discussion générale** [14 juin 1977] (p. 3744) : l'absence d'ambiguïté des éléments relatifs à la compétence de l'Assemblée européenne ; les déclarations de nos partenaires européens ; l'aspect juridique du problème ; l'indépendance de la France ; la mise en œuvre de l'article 138 du Traité de Rome ; l'attitude du Gouvernement ; le recul de la construction européenne ; l'attitude du Gouvernement lors de l'engagement des travaux relatifs à la définition des modalités de l'élection au suffrage universel de l'Assemblée des Communautés européennes ; les concessions réalisées par le Gouvernement ; (p. 3745) : l'effacement de l'identité européenne ; la faiblesse de l'adhésion populaire à l'entreprise européenne ; son opposition à une politique étrangère sans consistance et sans volonté.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° **3120**). *Deuxième partie :*

Affaires étrangères [8 novembre 1977] (p. 7173) : la nature de la situation diplomatique internationale ; la manière dont a été abordé publiquement par un ancien premier ministre le problème de l'élargissement de la Communauté économique européenne ; la conception du RPR sur l'Europe ; la conception des partis centristes ; les critiques réalisées par le Président de la République sur la politique américaine ; l'association du Gouvernement à la campagne sur le respect des droits de l'homme en URSS ; la détente et la coopération avec les pays de l'Est ; (p. 7174) : l'état de l'instrument diplomatique ; la réforme du ministère des affaires étrangères ; la viabilité de la « géographisation » des services.

Crédits militaires. — Budget annexe du service des essences [9 novembre 1977] (p. 7261) : le contexte stratégique international ; les types de conflits envisageables ; les préoccupations des deux grands ; (p. 7262) : la nécessité d'une véritable politique de défense ; la nature des agressions potentielles ; mettre en place de nouvelles structures de défense du territoire ; l'information des Français sur les problèmes du nucléaire ; la mise en service du missile M 4 ; l'OTAN ; l'état des études sur des missiles de croisière et sur un moteur d'avion militaire d'une nouvelle génération ; les relations entre les deux grands et leurs alliés ; la possibilité d'une Europe indépendante.

Equipement et aménagement du territoire. — Transports. — IV. Aviation civile et météorologie [17 novembre 1977] (p. 7623) : les nuisances dues aux avions ; l'utilisation de la piste n° 1 de l'aéroport de Roissy-en-France ; le développement des activités nocturnes de Roissy ; la vallée de Montmorency ; (p. 7624) : l'utilisation éventuelle de la piste n° 2 de Roissy ; le pourcentage d'utilisation de Roissy 1 ; son hostilité au maintien en service de l'aéroport du Bourget ; l'état des négociations sur l'adoption d'une réglementation communautaire de redevance de bruit.

RICHARD (Lucien)

Député de la Loire-Atlantique (8e circonscription) (App. UDR, puis App. RPR).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 734).

S'apparente au groupe d'union des démocrates pour la République [2 avril 1973] (p. 745).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [5 avril 1973] (p. 755), [2 avril 1974] (p. 1453), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le code du travail en ce qui concerne la résiliation du contrat de travail à durée indéterminée [29 juin 1973] (p. 2727).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** portant **création d'un comité national de gestion des œuvres sociales du personnel des communes et des établissements publics communaux et intercommunaux** (n° 94) [12 avril 1973].

— **Proposition de loi** tendant à **compléter les articles 1106-6 et 1106-8 du code rural relatifs au calcul des cotisations en matière d'assurances des exploitants agricoles** (n° 95) [12 avril 1973].

— **Proposition de loi** tendant à **instituer le contrôle technique obligatoire des véhicules automobiles** (n° 96) [12 avril 1973].

— **Proposition de loi** tendant à **modifier les modalités de répartition entre les communes intéressées des frais d'établissement et de fonctionnement des centres d'enseignement agricole** (n° 97) [12 avril 1973].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 344) relatif à la **répression des trafics de main-d'œuvre** (n° 439) [30 mai 1973].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 449) relatif à **la retraite de réversion prévue à l'article 1122 du code rural** (n° 525) [22 juin 1973].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi, modifié par le Sénat (n° 693), relatif à la **retraite de réversion prévue à l'article 1122 du code rural et à la retraite de réversion des conjoints survivants des membres de la famille des chefs d'exploitations agricoles** (n° 779) [23 novembre 1973].

QUESTIONS

• *question d'actualité :*

— **Transports scolaires** [30 mai 1973] (p. 1676) : l'interdiction faite aux associations familiales et aux associations de parents d'élèves de créer de nouveaux réseaux de transports scolaires ; la révision nécessaire du décret du 4 mai 1973 (p. 1676, 1677, 1678).

• *question au Gouvernement :*

— **Modalités d'intervention de la Coface** [6 novembre 1974] (p. 5939) : difficultés rencontrées par les entreprises exportatrices pour obtenir la garantie de la Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur.

• *questions orales sans débat :*

— (n° **28590**) : **Allocations aux adultes handicapés** [7 mai 1976] (p. 2830, 2831) : l'application de la loi n° 75-534 d'orientation en faveur des personnes handicapées ; retard dans la parution du décret relatif à la commission technique d'orientation et de reclassement professionnel ; nécessité de rectifier le décret créant l'allocation aux handicapés adultes.

— (n° **37509**) : **Difficultés rencontrées par les viticulteurs du Val de Loire** [29 avril 1977] (p. 2345, 2346) : application de l'article 24 du règlement communautaire du 17 mai 1976 ; ramener le montant des prestations d'alcool vinique à un taux tenant compte de l'impossibilité pour ces viticulteurs de distiller les déchets de vendanges.

— (n° **42360**) : **Charges sociales des entreprises de main-d'œuvre** [16 décembre 1977] (p. 8888, 8889, 8890) : nécessité de modifier l'assiette servant de base au calcul des cotisations ; institution d'une contribution de solidarité nationale calculée en pourcentage de la valeur ajoutée par l'entreprise.

INTERVENTIONS

1973

— **Projet de loi relatif à la répression des trafics de main-d'œuvre** (n° 344). **Discussion générale,** rapporteur [14 juin 1973] (p. 2158) : entreprises spécialisées dans la location de main-d'œuvre ; travail tempo-

raire ; travail clandestin ; exploitation des salariés par certains employeurs ; zones de grands travaux et régions frontalières ; trafic de main-d'œuvre ; responsabilité de l'employeur ; protection des salariés ; conditions légales et limites du prêt de main-d'œuvre ; imprécision de la législation quant à la notion de trafic de main-d'œuvre ; (p. 2159) : arrêt de la cour de cassation du 31 janvier 1901, affaire Loup contre Bœuf ; difficulté de qualification de marchandage abusif ; notion de préjudice subi par l'employé ; amendement de la commission à l'article premier ; interdiction des prêts à but lucratif ne répondant pas aux conditions fixées par la loi du 3 janvier 1972 ; mise de salariés à la disposition provisoire d'un tiers ; limites à apporter à cette tolérance ; refonte de l'article 37 de la loi du 3 janvier 1972 ; extension de la surveillance administrative ; service après-vente ; législation concernant les travailleurs immigrés ; cas des travailleurs algériens ; convention franco-algérienne du 27 décembre 1968 ; contrat de travail temporaire ; certificat de résidence ; (p. 2160) : remboursement par les travailleurs étrangers des frais occasionnés par leur entrée en France ; redevance versée à l'office national d'immigrations et due par l'employeur ; moyens de l'administration pour assurer la protection du travailleur immigré ; cas particulier du placement des artistes du sepectcale, loi du 26 décembre 1969 ; contrôle des entreprises ; rôle des inspecteurs du travail et des inspecteurs des lois sociales en agriculture ; amendement de M. Simon-Lorière ; nécessité d'une répression sévère. **Discussion des articles** [21 juin 1973]. **Avant l'Article premier** (p. 2376) : ses observations sur l'amendement de M. Kalinsky ; l'inutilité de cet amendement. **Article premier** : son amendement tendant à inclure le terme « marchandage ». **Après l'Article premier** : ses observations sur l'amendement de M. Kalinsky. **Article 2** (p. 2378) : son amendement tendant à préciser le contenu exact de l'interdiction formulée à l'article 37 de la loi du 3 janvier 1972 ; son amendement rédactionnel ; ses deux amendements de forme. **Article 5** : son amendement tendant à préciser les pouvoirs des agents chargés du contrôle de l'application de la loi ; son amendement relatif au rôle de contrôle des officiers et agents de police judiciaire. **Après l'Article 5** (p. 2379) : amendement confiant à un décret pris en Conseil d'Etat l'incorporation de la loi dans le nouveau code du travail.

— **Projet de loi relatif à la retraite de réversion prévue à l'article 1122 du code rural** (n° **449**), rapporteur. **Première lecture. Discussion générale** [27 juin 1973] (p. 2557) : droit à pension des veuves d'exploitants agricoles ; alignement du régime des non-salariés agricoles sur le régime général ; décret du 11 décembre 1972 sur la retraite de réversion à cinquante-cinq ans ; situation défavorable des veuves d'exploitants agricoles par rapport aux autres catégories ; crédits prévus par la loi de finances pour 1973 dans le cadre du BAPSA ; (p. 2558) : article 1122 du code rural ; application de la circulaire du 10 juillet 1958 ; suppression des conditions restrictives concernant les veuves âgées de soixante-cinq ans ; retraite personnelle ; retraite de réversion à cinquante-cinq ans ; niveau des ressources personnelles ; décret du 1er avril 1964 sur les conditions d'évaluation des ressources pour les veuves de cinquante-cinq ans et plus. **Discussion des articles. Article premier** : son amendement : suppression des conditions tenant à l'âge du mari décédé. **Article 2** (p. 2561) : son amendement : fixation par décret des modalités d'estimation des ressources personnes ; son amendement : fixation par décret des modalités d'appréciation de durée du mariage. **Deuxième lecture. Discussion générale** [29 novembre 1973] (p. 6480, 6481) : rappelle l'économie du projet voté en première lecture ; amendements adoptés par le Sénat ; extension du champ d'application du texte aux conjoints survivants des aides familiaux ; conditions de l'attribution du bénéfice de la retraite de réversion ; raisons de l'application de la loi à partir du 1er janvier 1973 ; projet de loi concernant les droits des veuves, des mères de famille et des personnes âgées ; demande des assurances quant à l'extension de ces mesures au régime des exploitants agricoles ; demande la révision des modalités de calcul du plafond des ressources comme critère d'attribution de la pension de réversion ; demande la parution rapide des décrets d'application. **Discussion des articles. Article 4** (p. 6482) : ses observations sur l'amendement du Gouvernement fixant au 1er juillet 1973 la rétroactivité de la retraite de réversion des conjoints survivants des aides familiaux ; soutient l'amendement sous réserve de l'assurance de la publication rapide des décrets d'application.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° **646**). *Deuxième partie :*

Agriculture et développement rural. — FORMA, BAPSA [7 novembre 1973] (p. 5273) : sécurité des jeunes agriculteurs et statut du fermage ; accession à la propriété foncière ; prêt avec bonification d'intérêt et manque de disponibilité des caisses régionales de crédit agricole ; proposition de loi de son groupe tendant à créer un fonds national d'accession à la propriété ; apport de capitaux extérieurs ; nantissement des parts du groupement foncier agricole ; possibilité pour les SAFER d'acquérir momentanément les parts des groupements fonciers agricoles ; plan d'épargne foncière ; modicité des crédits affec-

tés au remembrement ; sa demande de précisions sur cet important problème de structures ; pension de réversion des veuves à cinquante ans ; (p. 5274) : sa référence à son rapport sur le projet de loi n° 449 ; situation des veuves d'exploitants qui continuent l'œuvre de leur mari décédé ; souhaite une décote sur les cotisations à l'AMEXA versées pour les veuves dirigeant de petites exploitations ; sa proposition de loi en ce sens ; sa référence à des propos du ministre relatifs à un projet de décret ; souhaite la publication de ce décret ; difficultés d'application de la réglementation concernant la brucellose ; implantation à Nantes de la quatrième école vétérinaire ; sa référence aux propos tenus en Loire-Atlantique par le secrétaire d'Etat à l'agriculture.

Dépenses militaires (art. 20 et 21), Budgets annexes du Service des essences et du Service des poudres et Article 46 [8 novembre 1973]. **Article 46** (p. 5436) : conséquences qu'entraînerait le vote positif de l'article 46 ; son amendement tendant à éviter la spoliation des retraités ; coût de la mesure ; estime indispensable l'engagement du Gouvernement à ne pas modifier le taux actuel des cotisations prélevées sur les pensions de retraites.

1974

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° **1180**). *Deuxième partie :*

Agriculture. — FORMA, BAPSA [8 novembre 1974] (p. 6111) : la desserte en eau potable ; les maisons familiales ; (p. 6112) : l'école vétérinaire de Nantes ; l'IVD ; la retraite vieillesse des non-salariés.

— **Projet de loi relatif à l'interruption volontaire de grossesse** (n° **1297**). **Discussion des articles** [28 novembre 1974]. **Article 4** (p. 7230) : son amendement n° 60 : exigence que l'enfant à naître risque d'être atteint d'une affection d'une particulière gravité ; le cas des enfants mongoliens et le risque que crée, pour l'apparition de nombreux handicapés, l'autorisation des avortements à répétition ; repoussé.

— **Projet de loi relatif aux mesures en faveur des handicapés** (n° **951**). **Discussion générale** [13 décembre 1974] (p. 7840) : rappelle la législation antérieure ; (p. 7841) : rappelle les mesures que prévoit le projet de loi de 1957 ; espère que les moyens financiers suffiront mais demande qui financera l'allocation aux handicapés adultes ; s'inquiète de la composition des commissions départementales de l'éducation spéciale ; insiste sur la nécessité de la prévention et signale la vaccination contre la rubéole ; votera le texte.

1975

— **Projet de loi portant modification de l'ordonnance du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires** (n° **1488** *rectifié*) et **projet de loi portant modification de l'article 36 du code de la famille et de l'aide sociale** (n° **1487** *rectifié*). **Discussion générale commune** [22 avril 1975] (p. 1917) : des projets qui répondent aux préoccupations de promotion de la femme et du développement d'une politique familiale libérale ; revenir sur certains points à la rédaction actuelle de l'article 36 du code de la famille et de l'aide sociale ; (p. 1918) : ne pas retenir la notion restrictive de « charge effective » ; maintenir la rédaction actuelle de l'article 36 en ce qui concerne la dérogation du principe du recul d'âge ; faire bénéficier de ce recul tout candidat ayant la charge d'une personne handicapée ; étendre ce bénéfice aux candidats qui ont reçu la charge d'enfants ; caractère souhaitable d'un recul de deux ans par enfant à charge ; regrette que le texte ne concerne que l'admission dans le secteur public. **Discussion des articles. Modification de l'article 36 du code de la famille et de l'aide sociale. Article unique** (p. 1926) : son amendement n° 18 : dispositions applicables aux personnes ayant élevé trois enfants ; devenu sans objet ; (p. 1927) : son amendement n° 7 : substituer aux mots « certaines activités », les mots « certains services » ; adopté. **Après l'Article unique** (p. 1929) : son amendement n° 9 : insérer à l'article L. 323-36 du code du travail les mots « et mères » ; repoussé.

— **Projet de loi portant orientation préliminaire du VII^e^ Plan** (n° **1685**). **Discussion générale** [3 juin 1975] (p. 3547) : l'intérêt du plan triennal ; les orientations proposées résultat d'une large concertation entre élus et groupes sociaux professionnels ; le moment difficile où se situent les réflexions sur le Plan ; la réduction des inégalités ; (p. 3548) : mettre en œuvre une meilleure connaissance des revenus afin de diminuer les impôts indirects ; la création d'emplois ; industrialiser les régions à croissance démographique ; prévoir l'implantation d'équipements lourds ; le rétablissement de l'équilibre de la balance commerciale ; l'augmentation des matières premières ; tenir compte des aspirations de nos concitoyens ; envisager une réduction progressive de la durée du travail ; faciliter l'accès aux joies de la culture.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**). *Deuxième partie :*

Agriculture. — FORMA, BAPSA [5 novembre 1975] (p. 7917) : considère que l'aménagement de l'espace rural est une priorité

absolue pour enrayer la diminution de la population rurale ; souhaite que l'on favorise les implantations industrielles en zone rurale ; demande que toutes les veuves, chefs d'exploitation, bénéficient d'une réduction de la cotisation AMEXA, que les retraités soient exonérés du paiement de la cotisation d'assurance maladie et bénéficient gratuitement des examens de santé de la mutualité ; signale le retard dont souffre l'implantation à Nantes de la quatrième école vétérinaire.

1976

— **Projet de loi portant approbation du VII[e] Plan de développement économique et social** (n° **2346**). **Discussion générale** [24 juin 1976] (p. 4616) : l'importance d'un document comme le VII[e] Plan ; la vigueur de la reprise de l'économie ; les difficultés rencontrées dans le maintien des équilibres fondamentaux ; un taux de croissance élevé ; la difficulté de la lutte contre l'inflation qui doit éviter l'excès de rigueur et de laxisme d'une voie étroite ; la nécessité d'une coopération entre les pouvoirs publics et les partenaires sociaux ; (p. 4617) : la nécessité du désenclavement de l'ouest de la France ; le programme proposé par les régions de l'ouest ; approbation de la finalité du plan.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**).

Discussion générale [20 octobre 1976] (p. 6810) : l'inflation, fléau structurel ; le budget de 1977, instrument de lutte anti-inflationniste ; une lutte contre l'inflation différente de celle conduite en 1972 ; (p. 6811) : un contrôle des prix et des revenus souple et limité dans le temps ; le problème de levée du blocage ; vigilance envers certains secteurs ; l'équilibre de l'emploi et de la croissance des investissements au centre du débat ; la relance du marché du travail ; la difficulté de la sidérurgie française ; les problèmes du franc ; les aléas du système monétaire international ; parer au renchérissement et aux fluctuations des prix des produits importés ; le budget austère qui s'impose.

Deuxième partie :

Agriculture. — FORMA, BAPSA [4 novembre 1976] (p. 7536) : l'agriculture, grande richesse de la France, les espoirs fondés sur l'Europe verte ; leur réalisation partielle ; la menace pesant sur le système des prix ; les montants compensatoires ; le problème préoccupant des excédents de poudre de lait ; souhaite des gouvernements des Neuf une volonté plus strictement européenne ; juguler les menaces les plus immédiates ; la proposition allemande visant à plafonner les dépenses de garantie du FEOGA ; les dangers présentés par l'entrée de l'Espagne dans l'Europe ; le coup sévère porté par le budget de 1977 à l'effort de modernisation et à l'amélioration des structures ; la diminution des crédits de remembrement, des adductions d'eau ; l'insuffisance des crédits de l'enseignement agricole privé ; (p. 7537) : la législation sociale agricole ; les veuves de chefs d'exploitation ; l'Amexa ; l'incidence de l'abaissement de l'âge de la majorité sur la situation des veuves ; la nécessité d'une mesure exonérant les veuves de 50 % de leur assurance maladie pour 1977.

1977

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° 3120).

Discussion générale [12 octobre 1977] (p. 6089) : les conséquences de l'ouverture des frontières sur la situation économique nationale ; le bilan économique d'ensemble ; les obstacles au redressement économique ; l'âpreté de l'environnement international ; les effets sur l'Europe en matière de concurrence des discussions américano-nippones ; la nature de l'évolution interne des pays européens ; la politique agricole commune ; (p. 6090) : le problème de la pratique des montants compensatoires monétaires ; le volume des investissements français ; les difficultés de la petite industrie de main-d'œuvre notamment dans le secteur de la chaussure et du textile ; l'étude par le Gouvernement de la diminution des charges sociales grevant les entreprises de main-d'œuvre ; réduire la vulnérabilité internationale de l'économie française.

Deuxième partie :

Agriculture. — FORMA, BAPSA [26 octobre 1977] (p. 6631) : l'étude des demandes d'adhésion de trois Etats européens à la CEE ; les montants compensatoires ; la disparition des principes fondateurs de la politique agricole commune ; l'institutionnalisation des changes flottants ; le problème posé par l'élargissement de la CEE ; les conséquences sur le monde agricole de l'élargissement ; le non-aboutissement des demandes françaises de révision des réglementations pour les productions vitivinicoles, fruitières et méditerranéennes.

RICHOMME (Jacques)

Député du Calvados
(RI, puis R).

En remplacement, le 29 juin 1974, de M. Michel d'Ornano nommé membre du Gouvernement.

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [2 juillet 1974] (p. 3233, 3247).

S'inscrit au groupe des républicains indépendants [2 juillet 1974] (p. 3248).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [3 octobre 1974] (p. 4759), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux forclusions encourues durant la période d'interruption du service postal, ainsi qu'à la prorogation et à la suspension de divers délais [20 décembre 1974] (p. 8271).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la revalorisation de certaines rentes allouées en réparation du préjudice causé par un véhicule terrestre à moteur et portant diverses dispositions d'ordre civil [20 décembre 1974] (p. 8271).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant la loi n° 72-10 du 3 janvier 1972 relative à la prévention et à la répression des infractions en matière de chèques [20 décembre 1974] (p. 8272).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme du divorce [30 juin 1975] (p. 5082).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'indépendance du territoire des Comores [30 juin 1975] (p. 5083).

Membre suppléant du conseil d'administration du conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres [15 avril 1976] (p. 1857). [20 avril 1976] (p. 1905).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant création et organisation de la région d'Ile-de-France [29 avril 1976] (p. 2419).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à l'organisation de l'indivision [19 novembre 1976] (p. 8431).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le titre IX du livre III du code civil [19 novembre 1976] (p. 8431).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi, adopté par le Sénat, portant réforme de l'aide au logement (n° 2631) [19 novembre 1976] (p. 8431).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour le projet de loi autorisant la visite des véhicules en vue de la recherche et de la prévention des infractions pénales [16 décembre 1976] (p. 9551).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant répression du port irrégulier d'armes, d'uniformes de police ou de gendarmerie ainsi que de l'usage d'insignes ou de documents [16 décembre 1976] (p. 9551).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant l'article 15 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques [20 décembre 1976] (p. 9811).

Membre de la commission paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi aménageant la taxe professionnelle [8 juin 1977] (p. 3599).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à modifier les articles 2 et 7 de la loi n° 52-1310 du 10 décembre 1952, modifiée, relative à la composition et à la formation de l'Assemblée territoriale de la Nouvelle-Calédonie et dépendances [30 juin 1977] (p. 4553, 4561).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'information et à la protection des consommateurs en matière d'opérations de crédit [21 décembre 1977] (p. 9183).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instaurant la gratuité des actes de justice devant les juridictions civiles et administratives [21 décembre 1977] (p. 9183).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'informatique et aux libertés [21 décembre 1977] (p. 9185).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction [21 décembre 1977] (p. 9186).

DÉPOTS

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi adopté par le Sénat (n° 1948) relatif à certaines formes de **transmission des créances** (n° **2146**) [2 avril 1976].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi, adoptée par le Sénat (n° 2864), tendant à modifier la **loi n° 72-652** du 11 juillet 1972 relative aux **sociétés coopératives de commerçants détaillants** (n° **3045**) [28 juin 1977].

— **Proposition de loi** tendant à compléter les titres premier et deuxième du **livre VI du code rural** (n° **3138**) [5 octobre 1977].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi (n° 2890) tendant à modifier la **compétence d'attribution des juridictions d'Alsace-Lorraine** en matière de règlement judiciaire et de liquidation des biens (n° 3353) [14 décembre 1977].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi adopté par le Sénat (n° 3199) relatif à la **responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction** (n° **3368**) [15 décembre 1977].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi adopté avec modifications en deuxième lecture par le Sénat (n° 3444) relatif à la **responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction** (n° **3452**) [21 décembre 1977].

— **Rapport,** fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la **responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction** (n° **3454**) [21 décembre 1977].

INTERVENTIONS

1975

— **Projet de loi portant réforme du divorce** (n° **1560**). **Discussion générale** [29 mai 1975] (p. 3347) : apporter les solutions aux problèmes de l'époux délaissé et des enfants ; protéger le mariage et la famille ; les barrières indispensables prévues par le projet de loi ; rendre le constat de rupture le moins préjudiciable possible pour les intéressés ; prévoir un débat sur les orientations d'une politique familiale moderne ; (p. 3348) : affirmer la caducité de plein droit des donations et des avantages matrimoniaux ; revoir le problème des réversions de pension ; le problème des enfants.

— **Projet de loi relatif à l'éducation** (n° **1736**). **Discussion des articles** [19 juin 1975]. **Article premier** (p. 4417) : voit dans l'article une preuve de l'importance du projet de loi ; insiste sur la nécessité de donner une place prioritaire aux familles.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**). *Deuxième partie :*

Commerce et artisanat [29 octobre 1975] (p. 7522) : une progression trop modeste des crédits ; la formation professionnelle ; mieux protéger le commerce de détail de la concurrence ; l'aide aux commerçants âgés ; l'expérience lancée dans le Massif central ; le problème des forfaits ; soutenir les PME.

Education [12 novembre 1975] (p. 8204) : les charges du fonctionnement des classes maternelles dans les communes rurales ; la nationalisation des établissements ; les groupements d'action pédagogique ; (p. 8205) : la médecine scolaire ; l'insuffisance des crédits destinés à l'enseignement privé.

— **Projet de loi organique relatif au statut de la magistrature** (n° **1174**). **Discussion des articles** [26 novembre 1975]. **Article premier** (p. 8986) : son amendement n° 19 alignant l'âge de la retraite des magistrats hors hiérarchie sur celui des magistrats hors hiérarchie de la cour de cassation ; devient sans objet. **Article 3** (p. 8987) : son sous-amendement n° 23 à l'amendement n° 10 de M. Gerbet ; retiré.

1976

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à certaines formes de transmission des créances** (n° **1948**), rapporteur. **Discussion générale** [30 avril 1976] (p. 2530) : un projet qui tend à lutter contre les abus auxquels donne lieu la transmission des créances hypothécaires ; l'interdiction de la pratique du billet à ordre notarié établi au porteur ; la réglementation stricte de la transmission par endossement des titres à ordre. **Discussion des articles. Article premier** (p. 2531) : son amendement n° 1 : contenu de la copie exécutoire ; adopté après adoption du sous-amendement n° 7 du

Gouvernement. **Article 2** (p. 2532) : son amendement n° 2 : suppression de l'interdiction des copies exécutoires à ordre en représentation de certaines créances ; adopté. **Après l'Article 2** : son amendement n° 3 : conditions dans lesquelles peut être créée une copie exécutoire à ordre ; adopté. **Article 5** (p. 2533) : son amendement n° 4 : cas de domiciliation du débiteur chez le notaire ; adopté. **Article 8** : son amendement n° 5 rédactionnel ; adopté. **Après l'Article 16** (p. 2534) : son amendement n° 6 : application des dispositions de la loi aux territoires d'outremer ; adopté.

— **Projet de loi relatif au développement de la prévention des accidents du travail** (n° 2209). **Discussion générale** [12 mai 1976] (p. 2950, 2951) : la lutte contre un fléau effrayant ; la prise de conscience des partenaires sociaux complétant prévention et répression ; les efforts déjà accomplis ; l'utilité de la notion de responsabilité de l'entreprise comme personne morale ; le principe de la personnalité des peines ; la critique du transfert de responsabilité civile opérée par l'article 13 ; souligne qu'il ne suffit pas de prévenir mais qu'il faut guérir.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant diverses mesures de protection sociale de la famille** (n° 2220). **Discussion générale** [19 mai 1976] (p. 3203) : la famille reste une institution privilégiée de la société ; caractère prioritaire des mesures devant redresser la natalité ; les tensions de la vie familiale dues à l'évolution du rôle de la femme ; l'aide aux femmes qui souhaitent mener de front vie familiale et activité professionnelle ; ne pas pénaliser les familles nombreuses ; déception devant les mesures du Gouvernement, mais vote favorable.

— **Projet de loi portant imposition des ressources provenant de plus-values assimilables à un revenu** (n° 2206). **Discussion générale** [3 juin 1976] (p. 3723) : malgré la campagne d'intoxication, une large majorité de l'Assemblée est favorable à la taxation des plus-values ; le Gouvernement aurait dû mieux informer l'opinion publique, mais le projet va dans le sens des réformes que la France attend ; sous réserve de quelques assouplissements visant à mieux tenir compte des situations des familles modestes, notamment des petites résidences, des situations des agriculteurs, problème des biens fonciers agricoles ; (p. 3724) : le texte mérite qu'on le vote parce qu'il est juste.

— **Projet de loi relatif à la protection de la nature** (n° 1565). **Deuxième lecture. Discussion des articles** [11 juin 1976]. **Article 13** *bis* (p. 4068) : son amendement n° 11 : instauration d'un droit de « non-chasse » ; (p. 4069) : retire son amendement n° 11.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° 2524). *Deuxième partie :*

Equipement, logement [27 octobre 1976] (p. 7132) : les orientations données par *Démocratie française* ; la réforme de l'aide à la personne ; une année de transition ; l'insuffisance des crédits ; la liste d'attente pour les logements construits à l'aide de « prêts spéciaux immédiats » ; le Calvados ; transformer les PIC en PSI ; le coût de la construction, de la charge foncière ; budget de transition constituant la première pierre d'une réforme importante.

Commerce et artisanat [10 novembre 1976] (p. 7906) : un budget en très nette progression ; la loi du 27 décembre 1973 ; le commerce de détail ; le rôle de l'artisanat ; l'apprentissage; les primes ; la prise en charge par l'Etat des cotisations patronales pour les apprentis ; l'harmonisation des différents régimes sociaux ; les femmes d'artisans ; la fiscalité ; les forfaits ; la taxe professionnelle ; les tracasseries administratives.

Education [17 novembre 1976] (p. 8187) : la rentrée 1976-1977 ; les écoles maternelles ; les situations conflictuelles à des fins politiques ; (p. 8188) : les axes d'intervention définis par les PAP ; les transports scolaires ; la réalisation des objectifs du programme de progrès ; les constructions d'écoles maternelles nouvelles ; les bourses ; les créations de postes ; la gestion des personnels ; l'auxiliariat ; les instituteurs remplaçants ; la suppression des filières dans le premier cycle ; la nouvelle pédagogie ; la dimension culturelle des enseignements.

— **Projet de loi portant réforme de l'urbanisme** (n° 1881). **Deuxième lecture. Discussion des articles** [23 novembre 1976]. **Article 53** *bis* (p. 8587) : son amendement n° 76 allant dans le même sens que l'amendement n° 53 de M. Fanton et plus clair ; devient sans objet après adoption de l'amendement n° 53 modifié de M. Fanton.

— **Proposition de loi relative à l'exploitation des voitures dites de petite remise** (n° 1717). **Deuxième lecture. Discussion des articles** [1er décembre 1976]. **Article premier** (p. 8878) : préfère la rédaction du Sénat à l'amendement n° 2 de M. Bignon.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant réforme de l'aide au logement** (n° 2631). **Discussion générale** [14 décembre 1976] (p. 9391) : une grande réforme sociale ; son utilité ; aurait souhaité une loi cadre définissant une politique plus globale de l'habitat ;

les privilèges fiscaux ; souhaite une aide accrue accordée aux jeunes ménages, augmentée à chaque naissance ; (p. 9392) : la politique de réhabilitation de l'habitat ancien ; l'amélioration de la qualité des constructions ; la phase de mise en œuvre de la réforme. **Discussion des articles** [16 décembre 1976]. **Article 19 A** (p. 9534) : son amendement n° 145 devenu sans objet. **Article 19 :** son amendement n° 146 devenu sans objet.

— **Proposition de loi relative à l'organisation de l'indivision** (n° **262**), rapporteur suppléant de la commission mixte paritaire. **Commission mixte paritaire** [16 décembre 1976] (p. 9529) : le régime de l'indivision primaire ; les sept articles du code civil restant en discussion ; l'indivision conventionnelle.

1977

— **Projet de loi instituant le complément familial** (n° **2829**). **Discussion générale** [31 mai 1977] (p. 3237) : la nécessité d'une politique globale de la famille ; le caractère ponctuel des mesures gouvernementales ; un projet qui s'engage dans la voie de la simplification administrative ; le choix des mères de famille entre la vie professionnelle et la vie familiale ; le maintien du critère de ressources pour l'attribution du complément familial ; indique qu'il ne serait pas opposé à prendre en compte le montant du complément familial dans les revenus imposables ; la faiblesse du montant du complément familial ; les effets du projet de loi.

— **Déclaration du Gouvernement sur les problèmes de la mer** (n° **2960**) [7 juin 1977] (p. 3443) : l'enjeu représenté par les ressources océaniques ; la prévention et la lutte contre la pollution ; le caractère général d'une politique de la mer ; le processus de dégradation du milieu marin ; les nuisances traditionnelles ; le développement d'accords internationaux universels ; les risques de pollution entraînés par l'exploitation des fonds marins ; (p. 3444) : les nuisances du futur ; la convention de protection de la Méditerranée élaborée lors de la conférence de Barcelone ; la définition d'un droit de la mer adapté aux conditions économiques ; les caractéristiques de la politique de lutte contre la pollution à mener ; faire en sorte qu'au niveau national, un organisme soit chargé de définir et de mettre en œuvre une politique globale de la mer ; (p. 3445) : l'action concrète du ministre en faveur de la lutte contre la pollution de la baie de Seine.

— **Proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à modifier la loi n° 72-652 du 11 juillet 1972 relative aux sociétés coopératives de commerçants détaillants** (n° **2864**), rapporteur. **Discussion générale** [28 juin 1977] (p. 4372) : la loi du 11 juillet 1972 ; l'élargissement des services rendus par les coopératives à leurs adhérents ; la rétrocession des fonds de commerce par les coopératives à leurs membres ; l'autorisation des coopératives à incorporer à leur capital tout ou partie des ristournes bloquées en comptes courants individualisés. **Discussion des articles. Article premier** (p. 4373) : son amendement n° 1 : fixation du délai maximum de rétrocession à sept ans ; adopté.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° **3120**). *Deuxième partie :*

Education [27 octobre 1977] (p. 6731) : la priorité donnée à l'éducation ; le projet de budget ; la gratuité des manuels scolaires ; la faiblesse des crédits affectés à l'attribution des bourses ; le respect des actions soutenues par le VII[e] Plan ; les crédits en faveur de la préscolarisation ; la progression importante des crédits relatifs à la création d'ateliers ; le nombre des constructions neuves dans l'enseignement du second degré ; la stabilisation des effectifs globaux.

Jeunesse et sports [7 novembre 1977] (p. 7090) : la politique du sport ; l'insuffisance des ressources affectées à l'animation socio-éducative et sportive ainsi qu'aux équipements ; la formation des instituteurs ; les créations d'emplois ; les clubs ; la création des concours de pronostics ; les conditions de son vote.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux astreintes prononcées en matière administrative** (n° **2936**). **Discussion générale** [22 novembre 1977] (p. 7808) : la pratique de l'astreinte en matière civile et en matière de droit public ; l'absence de voie d'exécution forcée à l'encontre des personnes publiques ; la procédure mise en place par le décret du 30 juillet 1963 ; la publication de la partie du rapport du Conseil d'Etat relative à l'exécution des décisions juridictionnelles ; les pouvoirs du médiateur ; la loi du 11 juillet 1975 ; la jurisprudence du Conseil d'Etat.

— **Projet de loi portant modification de l'article 7 de la loi n° 62-933 du 8 août 1962 complémentaire à la loi d'orientation agricole, relatif au droit de préemption des sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural** (n° **3116**). **Discussion des articles** [7 décembre 1977]. **Article 4** (p. 8397) : son amendement n° 34 : non-application du droit de préemption en cas de première acquisition lorsque l'acquéreur prend l'engagement d'exploiter pour une durée minimum de quinze ans ; non soutenu.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la responsabilité et à l'assurance dans le do-**

maine de la construction (n° **3199**), rapporteur **Première lecture. Discussion générale** [19 décembre 1977] (p. 8967) : l'évolution de l'activité de la construction ; la puissance du système de garantie des dommages consécutifs à la construction ; le délai de règlement des sinistres ; la dilution des responsabilités ; la charge anormale des primes d'assurance ; la réforme proposée ; la valorisation des engagements contractuels ; les conditions d'examen du texte ; l'insertion d'un nouveau régime des responsabilités ; l'introduction d'un nouveau régime d'assurance obligatoire ; (p. 8968) : la suppression de la notion de présomption de responsabilité ; le problème posé par la réception de l'ouvrage ; l'assurance de dommages ; l'avis favorable de la commission des lois sur le projet sous réserve de l'adoption de ses amendements. **Discussion des articles. Article premier** (p. 8976) : son amendement n° 82 : responsabilité de tous les constructeurs d'un ouvrage envers le maître ou le locateur de l'ouvrage ; adopté ; (p. 8977) : l'avis défavorable de la commission sur l'amendement n° 43 de M. Gilbert Mathieu. **Article 2 : Article L 1792-1 du code civil** (p. 8978) : son amendement n° 83 : définition des personnes réputées locateurs de l'ouvrage ; adopté. **Article L 1792-2 du code civil** (p. 8979) : son amendement n° 84 : définition des éléments d'équipement; adopté. **Article L 1792-3 du code civil** : son amendement n° 9 : modification rédactionnelle; adopté. **Article L 1792-4 du code civil** (p. 8980) : son amendement n° 10 : responsabilité solidaire du fabricant de l'ouvrage aux obligations mises à la charge du locateur d'ouvrage; devenu sans objet. **Article L 1792-6 du code civil** (p. 8981) : son amendement n° 11 : conditions dans lesquelles est prononcée la réception ; (p. 8983) : le non-examen par la commission de l'amendement n° 90 du Gouvernement ; son avis favorable à titre personnel ; amendement n° 11 repoussé ; l'avis défavorable de la commission sur l'amendement n° 45 de M. Gilbert Mathieu et sur l'amendement n° 91 du Gouvernement ; son amendement n° 12 : modification rédactionnelle ; repoussé ; (p. 8984) : son amendement n° 13 : suppression de toute remise en cause de la réception ; sa modification rédactionnelle sur l'amendement ; amendement n° 13 modifié adopté ; le rejet par la commission de l'amendement n° 47 de M. Gilbert Mathieu ; son amendement n° 14 de coordination ; adopté ; le rejet par la commission de l'amendement n° 48 rectifié de M. Gilbert Mathieu ; (p. 8985) : la nature contradictoire de l'amendement n° 49 de M. Gilbert Mathieu. **Article 2 *bis*** : son amendement n° 15 de suppression ; les inconvénients présentés par l'extension de l'objet de la retenue de garantie ; adopté. **Article 3** (p. 8986) : son amendement n° 16 rectifié : nouvelle rédaction de l'article 2270 du code civil relatif au délai de prescription ; (p. 8987) : l'opportunité de disposer que l'assignation en référé ne fasse que suspendre le délai de prescription ; premier alinéa de l'amendement n° 16 rectifié ; adopté ; second alinéa de l'amendement n° 16 rectifié ; repoussé ; amendement n° 16 rectifié ; adopté après adoption du sous-amendement n° 92 du Gouvernement. **Après l'Article 5** (p. 8988) : son amendement n° 97 : soumission des personnes contractantes de construction de maisons individuelles aux obligations des locateurs d'ouvrage ; adopté. **Article 6** (p. 8989) : l'avis défavorable de la commission sur l'amendement n° 54 de M. Gilbert Mathieu ; son amendement n° 17 : réputation incluse dans les contrats de louage d'ouvrage des prescriptions relatives aux exigences minimales requises en matière d'isolation thermique ; devenu sans objet ; (p. 8990) : son amendement n° 18 : suppression de la référence de la notion de réception ; le rejet par la commission de l'amendement n° 55 de M. Gilbert Mathieu ; l'absence de vote sur l'amendement n° 17 ; l'institution d'un régime exclusif pour l'isolation phonique ; amendement n° 18 repoussé ; (p. 8991) : son amendement n° 19 : suppression des dispositions relatives à la fixation à un mois de la garantie offerte par le vendeur ou le promoteur immobilier ; repoussé. **Article 7** (p. 8996) : son amendement n° 21 de coordination ; adopté ; l'avis défavorable de la commission sur l'amendement n° 57 de M. Gilbert Mathieu ; son amendement n° 86 : éléments sur lesquels l'avis du contrôleur technique doit porter ; propose une modification de l'amendement n° 86 prenant en considération la sécurité des personnes ; adopté. **Article 8** (p. 8997) : son amendement n° 23 de coordination. **Article 9** : son amendement n° 24 : possibilité pour les bureaux de contrôle de réaliser des études de recherche ; adopté ; son amendement n° 25 de coordination. **Avant l'Article 7** : son amendement n° 20 : nouvelle rédaction de l'intitulé du titre II ; adopté. **Article 11 : Article L 241-1 du code des assurances** : le non-examen par la commission de l'amendement n° 69 de M. Mesmin ; (p. 8998) : son amendement n° 26 : extension de l'obligation d'assurance au fabricant d'éléments du gros œuvre ; adopté ; (p. 8999) : le non-examen par la commission de l'amendement n° 98 de M. Mesmin ; son amendement n° 27 : exclusion de l'obligation d'assurance des constructions à usage agricole ou industriel ; retiré ; (p. 9000) : son amendement n° 28 : conditions de justification de la souscription du contrat d'assurance ; retiré. **Article L 241-2 du code des assurances** (p. 9001) : son amendement n° 29 : suppression de la référence au maître de l'ouvrage ; son amendement n° 87 de coordination ; amendements n° 29 et n° 87 adoptés. **Article L 242-1 du**

code des assurances : son amendement n° 30 : modification rédactionnelle ; son amendement n° 31 : modification rédactionnelle ; adoptés ; (p. 9002) : le rejet par la commission de l'amendement n° 61 rectifié de M. Gilbert Mathieu ; son amendement n° 88 de coordination ; adopté après adoption de la modification proposée par M. Foyer ; (p. 9003) : le rejet par la commission de l'amendement n° 62 de M. Gilbert Mathieu. **Article L 242-2 du code des assurances** (p. 9004) : son amendement n° 35 de coordination ; adopté. **Avant l'Article L 242-3 du code des assurances** : son amendement n° 36 rectifié de coordination ; adopté. **Article L 243-1 du code des assurances** : le rejet par la commission de l'amendement n° 64 de M. Gilbert Mathieu. **Article L 243-6 du code des assurances** (p. 9005) : son amendement n° 37 : action directe des victimes des dommages contre l'assureur au cas où le responsable se trouve en règlement judiciaire ou en liquidation de biens ; adopté. **Après l'Article 11** (p. 9006) : le rejet par la commission de l'amendement n° 68 de M. Gilbert Mathieu. **Avant l'Article 12** (p. 9007) : le rejet par la commission de l'amendement n° 70 de M. Gilbert Mathieu ; son caractère superfétatoire. **Article L 242-1 du code des assurances** : son amendement n° 34 : suppression des dispositions relatives à la séparation entre les assureurs du risque dommages et du risque responsabilité ; la libéralisation du marché de l'assurance ; adopté. **Article 12** (p. 9008) : son amendement n° 38 de suppression : la définition du maître de l'ouvrage ; adopté. **Article 13** : son amendement n° 39 : modification rédactionnelle ; adopté ; le rejet par la commission de l'amendement n° 65 de M. Gilbert Mathieu ; son amendement n° 89 de coordination ; adopté ; son amendement n° 40 : fixation par décret en Conseil d'Etat des conditions dans lesquelles il est procédé à la réception des ouvrages ; adopté. **Article 14** (p. 9009) : application de la loi à l'ensemble des contrats relatifs aux chantiers ; adopté. **Deuxième lecture. Discussion générale** [21 décembre 1977] (p. 9168) : les modifications de forme apportées par le Sénat au projet de loi ; la rédaction de l'article 1792 du code civil. **Discussion des articles. Article premier** (p. 9169) : son amendement n° 7 : responsabilité des constructeurs d'ouvrages ; adopté après adoption du sous-amendement proposé par le Gouvernement. **Article 2** (p. 9171) : son amendement n° 8 rectifié : personnes réputées constructeurs d'ouvrages ; adopté ; le non-examen par la commission de l'amendement n° 2 de M. Gilbert Mathieu. **Article 5** *bis* (p. 9172) : son amendement n° 9 de coordination ; adopté. **Article 11** (p. 9173) : son amendement n° 10 : conditions de souscription de l'assurance-dommages ; adopté ; son amendement n° 11 : suppression des dispositions de l'article L 242-1 du code des assurances relatives aux provisions en matière d'assurance-dommages ; (p. 9174) : l'objet de l'amendement n° 11 : adopté ; son amendement n° 12 : suppression des dispositions relatives à l'habilitation de toutes les entreprises d'assurances agréées à prendre en charge les risques relatifs aux travaux de bâtiments ; adopté. **Article 12** (p. 9175) : son amendement n° 13 de suppression ; adopté. **Article 13** : son amendement n° 14 : éléments devant être définis par les décrets en Conseil d'Etat fixant les modalités d'application de la loi ; adopté. **Commission mixte paritaire** (p. 9179) : la nature de la responsabilité du constructeur de l'ouvrage.

— **Proposition de loi tendant à modifier la compétence d'attribution des juridictions d'Alsace-Lorraine en matière de règlement judiciaire et de liquidation des biens** (n° **2890**), rapporteur. **Discussion générale** [20 décembre 1977] (p. 9070) : le maintien en vigueur par la loi du 1er juin 1924 de la législation locale ; les règles particulières concernant la procédure des règlements judiciaires et des liquidations de biens ; la plénitude de compétence, en matière de règlement judiciaire et de liquidation des biens, conférée au tribunal de grande instance ; demande à l'Assemblée d'adopter la proposition de loi.

RICKERT (Ernest)

Député du Bas-Rhin
(2e circonscription)
(UDR, puis NI)

Secrétaire de l'Assemblée nationale.

En remplacement, le 6 mai 1973, de M. Bord (André), nommé membre du Gouvernement.

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [9 mai 1973] (p. 1103).

S'inscrit au groupe d'union des démocrates pour la République [9 mai 1973] (p. 1103).

Est élu secrétaire de l'Assemblée nationale [2 avril 1975] (p. 1198 et 1200).

Cesse d'appartenir au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 30 mars 1977] (p. 1750), [2 avril 1977] (p. 1462).

N'appartient à aucun groupe [*J.O.* du 30 mars 1977] (p. 1750).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [15 mai 1973] (p. 1276).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [2 avril 1974] (p. 1453), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre de la commission d'enquête chargée d'examiner les conditions de délivrance de certaines autorisaitons de démolir et de construire dans les secteurs sauvegardés de la ville de Paris [22 octobre 1974] (p. 5326).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au développement de l'éducation physique et du sport [9 octobre 1975] (p. 6736).

DÉPOTS

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 1728), adopté par le Sénat, relatif au développement de l'**éducation physique et du sport** (n° **1879**) [2 octobre 1975].

— **Rapport** fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au développement de l'**éducation physique et du sport** (n° **1908**) [9 octobre 1975].

— **Avis,** présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de **loi de finances pour 1976** (n° 1880). — **Tome X : Qualité de la vie - Jeunesse et sports** (n° **1917**) [10 octobre 1975].

— **Avis,** présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de **loi de finances pour 1977** (n° 2524). — **Tome XI : Qualité de la vie - Jeunesse et sports** (n° **2530**) [12 octobre 1976].

— **Avis,** présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de **loi de finances pour 1978** (n° 3120). — **Tome IX : Jeunesse et sports** (n° **3148**) [11 octobre 1977].

QUESTIONS

• *question au Gouvernement :*

— **Effectifs de la police de Strasbourg** [28 mai 1975] (p. 3287).

• *question orale sans débat :*

— (n° **24843**) : **Personnes handicapées** [12 décembre 1975] (p. 9758 et 9759) : calendrier d'application de la loi d'orientation du 30 juin 1975 ; composition des commissions d'éducation spéciale ; allocations pour mineurs et adultes handicapés à plus de 80 % ; conditions d'attribution du complément à l'allocation d'éducation spéciale ; coût d'application de la loi d'orientation.

INTERVENTIONS

1973

— **Projet de loi relatif au versement destiné aux transports en commun** (n° **447**). **Discussion générale** [21 juin 1973] (p. 2386) : se prononce pour l'amendement tendant à fixer à 250.000 habitants le seuil de population des communes ou communautés visées par la loi ; réduction de tarifs ; coordination des transports ; répartition du solde du versement ; problème de la TVA ; (p. 2387) : sa suggestion relative à une aide spécifique aux collectivités et établissements intéressés (quote-part du taux de progression du VRTS).

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° **646**). **Discussion générale** [24 octobre 1973] (p. 4730) : impératifs de la croissance mis en cause par l'inflation ; fluctuations irrationnelles des cours des principales monnaies ; mesures anti-inflationnistes que comporte le projet de loi ; ses réserves sur la répartition des charges découlant de ces dispositions ; sa crainte d'un ralentissement dans le secteur du bâtiment ; désaffection à l'égard de la construction et politique du Gouvernement ; conséquences des dispositions financières contenues dans le projet de loi ; suppression de crédits pour les logements neufs ; accroissement des taux d'intérêt pour l'accession à la propriété ; situation de grave mévente ; calcul des augmentations de charges effectué par la Chambre syndicale des promoteurs d'Alsace ; cherté de l'argent et suppression de certains avantages fiscaux ; (p. 4731) : s'interroge sur la réalisation du programme de Provins pour ce qui est de la construction des logements ; augmentation des prix de revient ; du prix réel de la main-d'œuvre en Alsace ; migration en Allemagne des ouvriers qualifiés ; financement des programmes d'HLM ; qualité de la construction ; mesures à prendre pour éviter le chômage dans cette branche ; exode des ouvriers d'Alsace vers l'Allemagne ; agences de recrutement de main-d'œuvre ; surenchère en matière de salaires ; crise de la construction sociale ; ses craintes quant au chômage ; demande que des mesures soient prises pour remédier à cette situation.

Deuxième partie :

Justice [31 octobre 1973] (p. 5124) : priorité à la modernisation du secteur judiciaire ; évolution des délits ; technique du délit : milieu rural et cités-dortoirs ; crise de la justice ; insuffisance des augmentations de crédits ; développement de la délinquance nouvelle en sus de la délinquance traditionnelle ; (p. 5125) : situation des effectifs dans la magistrature ; insuffisance des effectifs des greffes ; excès de la centralisation ; ses réserves sur l'implantation à Bordeaux de l'Ecole nationale de la magistrature ; souhaite la création de nouvelles écoles dans différentes régions ; ses réserves sur la valeur du recrutement latéral ; rémunération des magistrats ; vétusté des locaux des tribunaux en Alsace ; insuffisance des moyens de travail ; situation des services pénitentiaires ; centre pénitentiaire d'Haguenau ; projet de construction d'une prison à l'Elsau ; absence d'équipement permettant d'adapter l'exécution de la peine à la gravité du délit ; indulgence des magistrats à l'égard des jeunes ; caractère dépassé de notre système pénal ; actualisation de l'éventail des peines applicables ; formation professionnelle et réinsertion sociale des détenus ; travail pénal et rémunération des détenus ; (p. 5126) : insuffisance des postes d'agents de probation ; ses réserves sur l'institution d'un magistrat d' « accueil » ; rôle de l'avocat ; consultations gratuites à la mairie de Strasbourg.

1974

— Projet de loi de finances pour 1975 (n° 1180). *Deuxième partie :*

Commerce et artisanat [29 octobre 1974] (p. 5521) : note les effets des restrictions du crédit sur la trésorerie des entreprises ; les dépôts de bilan ; les trésoriers-payeurs généraux, « infirmiers » des entreprises ; l'aide spéciale compensatrice et l'aide sur fonds spéciaux ; (p. 5522) : la multiplicité des taux de TVA ; la taxe conjoncturelle ; étude d'équipement commercial ; indemnité d'attente d'emploi ; l'artisanat dans les départements de l'Est ; la grève des PTT.

Santé publique et action sociale [29 octobre 1974] (p. 5555) : le troisième âge ; (p. 5556) : humanisation des impôts ; maintien à domicile ; proposition de loi de M. Aubert visant à garantir aux personnes âgées 75 % du SMIC ; associations et clubs du troisième âge ; réduction pour personnes âgées à charge ; incidence de la grève des PTT.

Qualité de la vie. — Jeunesse et sports [31 octobre 1974] (p. 5692) : amère déception devant le manque de professeurs ; le difficile reclassement des diplômés d'éducation physique sans débouchés ; assurer par un plan le rattrapage des besoins en enseignants d'éducation physique et sportive et le respect de l'horaire réglementaire ; la réduction des stages du CREPS de Strasbourg ; les crédits déconcentrés ne profitent pas aux petites villes et aux clubs ; la TVA sur les activités extérieures des associations marque la fin du bénévolat ; l'anémie du sport français ; la suppression des cours du samedi matin et leur report au mercredi ; la disparition probable de l'ASSU.

Travail [4 novembre 1974] (p. 5810) : souhaite la création d'un secrétariat d'Etat aux personnes âgées ; l'insuffisance des retraites, la non-rétroactivité des lois créent du fait des pensions déjà liquidées, des inégalités ; la pension de réversion des veuves et l'interdiction du cumul ; la proposition de loi de M. Aubert tendant à garantir aux personnes âgées 75 % du SMIC ; prévoir un barème de dégrèvement pour la taxe d'habitation ; (p. 5811) : votera le budget.

— Projet de loi relatif aux mesures en faveur des handicapés (n° 951). Discussion générale [13 décembre 1974] (p. 7837, 7838) : demande le remplacement du mot « handicapé » par les mots « personne handicapée » ; signale l'écart entre le coût de la loi tel que le ministre le chiffre et tel que les associations l'évaluent et demande quelles seront les priorités prévues en cas d'insuffisance des moyens ; s'inquiète de la formation du personnel et de la mise en œuvre d'un programme de recherche ; attire l'attention sur l'Alsace et les problèmes que posera le retrait de plusieurs congrégations prenant en charge l'enfance inadaptée ; votera le projet de loi.

1975

— Projet de loi relatif aux laboratoires d'analyses de biologie médicale (n° 750). Discussion générale [15 avril 1975] (p. 1643) : nécessité de garde-fous contre d'éventuels abus ; rôle prépondérant des laboratoires d'analyses médicales ; importance sociale, professionnelle et économique de la profession de biologiste ; (p. 1644) : une fonction qui doit demeurer une profession libérale ; reconnaître les droits acquis jusqu'au 9 décembre 1973 ; créer un ordre propre aux biologistes ; élaborer une convention régissant les rapports entre la profession et la sécurité sociale ; garantir aux usagers une médecine plus juste et plus sûre ; des dispositions nouvelles peuvent ne pas être étendues aux laboratoires des hôpitaux publics.

— Déclaration du Gouvernement sur la politique de l'énergie [14 mai 1975] (p. 2680) :

la place prise par l'énergie nucléaire dans le choix d'un type de société ; la lenteur des recherches en matière d'énergie nouvelle ; le problème de la construction et du fonctionnement des centrales nucléaires ; (p. 2681) : l'orientation et la localisation des centrales ; la perte d'énergie résultant de ce fonctionnement ; le problème du stockage des déchets ; harmoniser cette politique avec nos voisins Suisses et Allemands ; cas de l'Alsace et du Rhin ; les modifications du milieu naturel ; les tours de refroidissement de Fessenheim ; rechercher l'équilibre écologique et climatique du fossé rhénan.

— **Projet de loi portant suppression de la patente et institution d'une taxe professionnelle** (n° **1634**). **Discussion générale** [10 juin 1975] (p. 3930) : l'effort entrepris par le Gouvernement ; l'inégalité de la taxe professionnelle due à son caractère indiciaire ; la valeur locative, source d'inégalité ; établir des barèmes d'amortissement ; baser la taxe sur la valeur ajoutée ; le problème des exonérations ; l'absence d'allégements pour les commerçants ; le mécontentement dû aux réductions accordées aux coopératives agricoles ; (p. 3931) : le décrochage de la taxe professionnelle par rapport aux autres taxes locales.

— **Projet de loi relatif à l'éducation** (n° **1736**). **Discussion générale** [17 juin 1975] (p. 4313) : la volonté de dénigrer tout effort du Gouvernement ; organiser de vrais enseignements de soutien ; le problème des maîtres auxiliaires ; (p. 4314) : la baisse continue du recrutement des jeunes manuels en Alsace ; fixer à quinze ans l'âge d'entrée en apprentissage artisanal ; relancer l'artisanat en Alsace-Lorraine.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif au développement de l'éducation physique et du sport** (n° **1728**), rapporteur. **Première lecture. Après déclaration d'urgence, discussion générale** [2 octobre 1975] (p. 6415) : les difficultés que le secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports a courageusement affrontées ; la nécessité de se tenir à une égale distance de l'étatisation et du bénévolat intégral ; la diversité des formes du sport ; le sport spectacle, le sport de loisir et le sport de compétition ; félicite le secrétaire d'Etat d'avoir déposé un projet qui a le mérite d'exister ; l'organisation et le développement du sport qui sont sous-tendus dans le projet de loi ; l'insuffisance des moyens qui paralyse les progrès en matière de sport ; le rythme trop lent de création des centres d'animation sportive ; (p. 6416) : les solutions qu'apporte le projet grâce à la participation demandée aux groupements sportifs ; approuve les dispositions qui tendent à diviser l'ASSU en plusieurs organismes ; la frontière que trace le projet entre le sport amateur et le sport professionnel ; le combat mené contre l'amateurisme dit « marron » ; l'insuffisance des mesures envisagées dans ce sens ; aider plus efficacement les sportifs de haut niveau ; la demi-mesure que constitue le recours à la formule de la société d'économie mixte ; réclame que des dispositions soient prises en faveur des dirigeants et animateurs des clubs sportifs ; (p. 6417) : souhaite que le plein emploi des installations soit facilité ; demande de meilleures liaisons entre le sport civil et l'armée ; insiste pour que les moyens financiers nécessaires à l'application du projet de loi soient dégagés ; (p. 6425) : indique que la commission a repoussé la question préalable déposée par le groupe communiste ; précise que le budget de la jeunesse et des sports va augmenter de 17 %. **Discussion des articles** [3 octobre 1975]. **Article premier** (p. 6358) : s'oppose à l'amendement n° 38 de M. Hage qu'il considère comme un vœu pieux ; (p. 6539) : son amendement n° 2 : à la fin du premier alinéa de l'article premier, après les mots « avec le concours », supprimer le mot « éventuel » ; adopté ; son amendement n° 3 : rappeler les rôles respectifs du mouvement sportif ; adopté. **Article 2** (p. 6541) : son amendement n° 4 : compléter la deuxième phrase de l'article 2 par le mot « initiale » ; adopté. **Article 3** (p. 6550) : son amendement n° 6 : proposer une nouvelle présentation de l'article 3 et affirmer le principe de la gratuité des activités physiques et sportives durant la période de la scolarité obligatoire ; adopté. **Article 5** (p. 6551) : son amendement n° 7 : prévoir l'affiliation obligatoire des associations sportives universitaires à la nouvelle fédération nationale ; adopté. **Article 7** (p. 6553) : s'oppose à l'amendement n° 28 de M. Capdeville ; ne pas établir de concurrence entre les disciplines universitaires et les titulaires du brevet d'Etat. **Article 8** (p. 6556) : s'oppose à l'amendement n° 29 de M. Madrelle ; rappelle que la commission est favorable à la fusion de l'institut national des sports et de l'école nationale des sports et de l'éducation physique ; son amendement n° 8 : interdépendance des activités du futur institut national des sports ; adopté. **Article 12** (p. 6562) : son amendement n° 9 : conférer aux fédérations « affinitaires » la possibilité d'organiser des compétitions ; adopté. **Article 13** (p. 6563) : son amendement n° 10 : contrôles médicaux des membres des groupements sportifs et des fédérations ; repoussé. **Article 14** : son amendement n° 65 : après le premier alinéa de l'article, insérer les mots « le comité national olympique et sportif français reconnaît la qualité d'amateur » ; adopté. **Après l'Article 14** (p. 6566) : son amendement n° 11 : pose le principe du droit de tout militaire à la pratique du sport civil ; repoussé. **Article 15** (p. 6568) : son amendement n° 13 : nouvelle rédaction du

paragraphe 1 de l'article 15 ; délibération du comité d'entreprise sur les conditions d'application des aménagements d'horaire et sur les modalités d'aide au développement des activités sportives dans l'entreprise ; devenu sans objet par l'adoption de l'amendement n° 51 modifié de M. Delaneau. **Article 16** (p. 6570) : son amendement n° 64 : clarifier et préciser la rédaction de l'article 16 ; adopté. **Après l'Article 16** : son amendement n° 59 : compléter les dispositions relatives à la promotion sociale des sportifs de compétition en instituant une coresponsabilité du sport de compétition, de l'Etat et du mouvement sportif ; adopté après adoption du sous-amendement n° 81 de M. J.-P. Cot. **Article 20** (p. 6571) : son amendement n° 15 : supprimer le deuxième alinéa de l'article ; adopté. **Article 21** : son amendement n° 16 : prévoir l'utilisation optimale de tous les équipements sportifs publics, et notamment des équipements annexés à des établissements d'enseignement ; retiré au profit d'une nouvelle rédaction proposée par le Gouvernement. **Article 22** (p. 6573) : son amendement n° 62 : de forme ; adopté. **Commission mixte paritaire** [14 octobre 1975] (p. 6810, 6811) : les modifications apportées par l'Assemblée nationale au texte voté en première lecture par le Sénat ; les décisions de la commission mixte paritaire.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**). *Deuxième partie :*

Qualité de la vie. — **II. Jeunesse et sports,** rapporteur pour avis [7 novembre 1975] (p. 8109) : la progression sensible des crédits ; la création de 900 postes de professeurs d'éducation physique ; établir un plan pluriannuel de recrutement ; l'insuffisance du montant du franc-élève ; (p. 8110) : les critères d'attribution des subventions aux clubs participant à l'éducation sportive ; la réduction des crédits consacrés aux associations de jeunes ; l'opportunité d'une quatrième loi de programme d'équipement ; la valeur des équipements légers. **Examen des crédits. Article 35** (p. 8133) : pense que le sous-amendement n° 230 du Gouvernement à l'amendement n° 70 de M. Coulais n'est pas conforme à la loi d'octobre 1975. **Après l'Article 73** (p. 8134) : son amendement n° 157 : prévoir un article additionnel obligeant le Gouvernement à déposer chaque année un rapport sur l'application du programme quinquennal de recrutement des professeurs ; (p. 8135) : ne comprend pas l'opposition du Gouvernement à son amendement ; repoussé.

1976

— **Projet de loi portant approbation de la programmation militaire pour les années 1977-1982** (n° **2268**). **Discussion générale** [25 mai 1976] (p. 3437) : un plan qui ne néglige aucun des aspects du problème ; la fixation des crédits de la défense à 20 % du budget de 1982 ; le souci d'assurer aux personnels des armées un cadre de vie convenable ; leur faire bénéficier des primes accordées aux autres fonctionnaires ; appelle l'attention du Gouvernement sur la circonspection à recommander à l'égard des engagés volontaires ; le mécontentement des appelés résultant d'une inoccupation ; veiller attentivement à l'instruction du contingent ; le manque de moyens financiers dans le domaine de la modernisation des locaux militaires ; la faveur de l'orateur à l'amendement de MM. Cressard et Le Theule relatif à la construction d'un sixième sous-marin nucléaire lance-engins.

— **Projet de loi portant imposition des ressources provenant de plus-values assimilables à un revenu** (n° **2206**). **Discussion générale** [2 juin 1976] (p. 3675) : ne votera le projet dans son état actuel, bien qu'il en approuve le principe, car il n'y a aucune discrimination entre les gains en capital et les profits régulièrement réalisés ; l'exonération devrait s'étendre aussi aux résidences secondaires ; la taxation de certaines plus-values est insuffisante.

— **Projet de loi portant approbation du VII^e^ Plan de développement économique et social** (n° **2346**). **Discussion générale** [29 juin 1976] (p. 4859) : l'absence d'un PAP consacré au sport ; une volonté d'effort appréciable en faveur du sport à l'école ; une continuité dans la politique de loisirs des jeunes ; une lacune en matière d'équipements ; la nécessité de la coordination du financement ; l'oubli de l'équipement sportif.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**). *Deuxième partie :*

Qualité de la vie. — **II. Jeunesse et sports,** rapporteur pour avis [3 novembre 1976] (p. 7405) : la faible croissance du budget ; un budget de transition ; le niveau de développement de l'initiation sportive ; (p. 7406) : l'ouverture de la piscine et de la patinoire aux jeunes de l'école maternelle, une expérience positive, mais coûteuse pour les collectivités locales ; les six heures hebdomadaires d'éducation physique à l'école ; la création de postes ; les centres d'animation sportive ; le système de répartition des crédits alloués aux établissements scolaires ; les rapports entre l'Etat et le mouvement sportif ; la formation de cadres sportifs et l'aide financière aux clubs et aux fédérations ; l'application de la loi du 29 octobre 1975 ; les petits équipements polyvalents ruraux ou de quartier ; les

clubs du troisième âge ; les expériences de Strasbourg ; la politique de la jeunesse ; l'information et les centres de documentation ; les crédits des maisons de jeunes et de la culture.

Travail [15 novembre 1976] (p. 8023) : veuvage et situation des veuves ; l'allocation parentale ; la responsabilité matérielle et morale des enfants assumée par la veuve devenue chef de famille ; les retraites ; le bénéfice de la pension de réversion ; la politique sociale concernant les veuves civiles.

1977

— **Projet de loi instituant le complément familial** (n° **2829**). **Discussion générale** [31 mai 1977] (p. 3230) : le progrès que constitue l'attribution du complément familial ; la nécessité d'une révision de la fixation d'un critère de ressources ; le caractère arbitraire de l'application du plafond ; l'attribution de l'allocation différentielle ; le problème des seuils ; le coût financier du complément familial ; (p. 3231) : faire en sorte que le complément familial permette à la mère de famille de choisir entre une activité professionnelle et l'éducation de ses enfants ; la non-insertion du projet du Gouvernement dans une politique familiale d'ensemble ; la nécessité d'une réforme globale de la sécurité sociale menée avec un esprit de rigueur.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° **3120**). *Deuxième partie :*

Jeunesse et sports, rapporteur pour avis [7 novembre 1977] (p. 7062) : le budget du secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports ; les priorités données aux dépenses de fonctionnement sur le budget d'équipement ; le relais indispensable des collectivités locales ; la priorité donnée au sport scolaire ; l'attitude adoptée à l'égard de la jeunesse et des activités socio-éducatives ; le budget de la jeunesse ; l'animation ; la répartition des subventions affectées au FONJEP, aux maisons de jeunes et de la culture et aux associations ; la relance de la coopération internationale ; la création d'emplois d'enseignants ; (p. 7063) : les disparités existant entre les différents établissements ; le problème des ressources extra-budgétaires ; le mouvement sportif ; donner des moyens au sport français de compétition ; les jeux Olympiques de Moscou ; l'avis de la commission des affaires culturelles sur l'institution de concours de pronostics et l'augmentation du prélèvement sur le PMU. **Examen des crédits. Avant l'Article 61 et après l'Article 78** (p. 7102) : son amendement n° 130 : modification des taux de prélèvement sur les jeux d'argent ; retiré.

RIEUBON (René)

Député des Bouches-du-Rhône (10e circonscription) (C).

Secrétaire de l'Assemblée nationale.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 733).

S'inscrit au groupe communiste [2 avril 1973] (p. 745).

Est élu secrétaire de l'Assemblée nationale [2 avril 1975] (p. 1198, 1200).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [5 avril 1973] (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre de la commission d'enquête sur la pollution du littoral méditerranéen et sur les mesures à mettre en œuvre pour la combattre et assurer la défense de la nature [28 juin 1974] (p. 3212).

Membre suppléant du conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche [23 avril 1975] (p. 2034), [7 mai 1976] (p. 2833).

DÉPOTS

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1974** (n° 646). — **Annexe n° 23 : Protection de la nature et de l'environnement** (n° **681**) [10 octobre 1973].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1975** (n° 1180). — **Annexe n° 26 : Environnement** (crédits du ministère de la qualité de la vie) (n° **1230**) [11 octobre 1974].

— **Proposition de loi** tendant à étendre la **faculté de représentation devant les juridictions pénales** (n° **1317**) [20 novembre 1974].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1976** (n° 1880). — Budget civils : Qualité de la vie. — **Annexe n° 26 : Environnement** (n° **1916**) [10 octobre 1975].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du

plan, sur le projet de **loi de finances pour 1977** (n° 2524). — Budgets civils : Qualité de la vie. — **Annexe n° 30 : Environnement** (n° **2525**) [5 octobre 1976].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1978** (n° 3120). — Budgets civils. — **Annexe n° 10 : Culture et environnement - Environnement** (n° **3131**) [5 octobre 1977].

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Contrôle des aides publiques accordées aux grandes sociétés** [8 octobre 1975] (p. 6653) : problèmes d'emploi de la région Fos-Etang de Berre.

— **Indice des prix de mars** [5 mai 1976] (p. 2629) : les déclarations contradictoires du ministre de l'économie en matière d'indice des prix ; les 12 % de hausse risquant d'être atteints en 1976 ; inscription à l'ordre du jour de la proposition de résolution tendant à la constitution d'une commission d'enquête sur les opérations financières des sociétés pétrolières.

— **Grève à l'usine Naphta-Chimie de Martigues-Lavéra** [14 décembre 1977] (p. 8705) : revendications du personnel en matière de sécurité.

INTERVENTIONS

1973

— **Déclaration du Gouvernement sur les orientations de la politique urbaine** (n° **354**) [18 mai 1973] (p. 1393) : ses observations sur l'opération de Fos ; retards accumulés dans les aménagements d'infrastructure ; atermoiements du pouvoir et pression des gros investisseurs ; conditions de vie déplorables des travailleurs ; problèmes de logement et d'équipement scolaire qui se posent aux municipalités de la région ; néo-colonialisme économique, social et politique ; action des municipalités d'opposition de Martigues, Port-de-Bouc et Saint-Louis-du-Rhône ; pression fiscale due aux urbanisations nouvelles ; prêts consentis à la société Solmer ; aide à la sidérurgie, à la société Usinor ; profits des grands monopoles ; demande une nouvelle orientation ; sa conception du complexe de Fos ; industries lourdes et industries de transformation ; créations d'emplois ; construction d'un train de laminage à froid ; port autonome ; ses inquiétudes quant à la pollution causée par l'industrie lourde ; rappelle l'existence d'autres centres industriels de la région ; (p. 1394) : risques encourus par une telle concentration d'industries polluantes ; destruction des espaces verts et équilibre écologique ; phénomènes de « smog » dans le site de Fos ; émanations d'anhydride sulfureux ; desseins des visionnaires technocratiques ; limites de la capacité d'accueil du site de Fos ; ses réserves sur le projet de construction d'une nouvelle centrale EDF dans ce secteur ; équilibre écologique et humain du site ; moyens financiers des municipalités ; blocages provoqués par la loi Boscher ; sauvegarde de la nature et de l'environnement ; Fos pour les hommes et non pour le profit.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° **646**). *Première partie :*

Discussion des articles [24 octobre 1973] **Article 2** (p. 4743) : son sous-amendement à l'article 2 B proposé par l'amendement du Gouvernement et visant à exonérer de l'impôt sur le revenu toutes les personnes dont le revenu net de frais professionnels est inférieur à 1.000 F par mois.

Deuxième partie :

Protection de la nature et de l'environnement, rapporteur spécial [19 novembre 1973] (p. 6038) : mission et moyens du ministère de l'environnement ; partage des crédits et indépendance du ministère de l'environnement ; analyse la progression des crédits ; crédits de la recherche ; (p. 6039) : « droit de regard du ministre dans les autres ministères » ; effectif, pollution des eaux par les rejets domestiques, pollution industrielle ; subventions aux industries polluantes et subventions aux collectivités locales ; crédits pour les espaces verts et les parcs ; crédit de protection de la nature et PNB ; projets des monopoles et charge financière de l'élimination des nuisances ; raffinerie Esso-Standard à Fos, pollution des eaux, pollution domestique et budgets de publicité des diffuseurs de poudre à laver, d'assainissement de l'étang de Berre et du golfe de Fos, opération Fos et protection de la nature ; (p. 6040) : usines de bioxyde de titane dans la région du Mans et de Calais ; boues rouges, énergie nucléaire ; aide aux collectivités locales, moyens d'action par rapport aux besoins ; observations faites en commission par MM. Alain Bonnet, Mario Bénard, de Rocca Serra, Weinman, Denvers, Icart, Savary, Lamps ; sa question relative à la ratification de la convention de Londres. **Seconde délibération** [20 novembre 1973] : **Après l'Article 13** (p. 6171) : son amendement : fixation du taux de 1,5 % pour la taxe de formation professionnelle.

1974

— **Projet de loi portant règlement définitif du budget de 1972** (n° **851**). **Explications de vote** [27 juin 1974] (p. 3011) : le groupe communiste votera contre l'adoption du projet de loi.

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° **1180**). *Deuxième partie :*

Qualité de la vie. — I. Environnement, rapporteur spécial [30 octobre 1974] (p. 5639) : constate le caractère de plus en plus agressif à l'égard du milieu naturel de notre système de production et de consommation ; souhaite faire du ministère de la qualité de la vie un grand ministère ; ce n'est pas encore la doctrine du Gouvernement : crédits et effectifs insuffisants ; analyse des crédits ; subventions aux grands barrages, tel celui de Naussac ; (p. 5640) : faiblesse des dotations au regard des besoins : subventions des parcs nationaux et dépenses en capital du FIANE, progression inférieure à celle du budget général ; régression par rapport à 1974 sans crédits ; « la charte de la qualité de la vie » deviendra un document d'archives ; quatre observations adoptées par la commission pour une politique globale de lutte contre la pollution : accord en cours avec Pechiney-Ugine-Kuhlmann ; l'exemple de Fos ; les contrats de branche ; l'aide sélective ; les agences de l'air ; la lutte contre la pollution de la mer par les hydrocarbures et les rejets nocifs : obtenir le respect des conventions internationales civiles dans nos eaux territoriales ; la pollution par les raffineries ; l'exemple d'Esso à Fos-sur-Mer ; la pollution par les métaux lourds notamment le mercure : deux usines entre Calais et Le Havre, l'usine chimique de Marckolsheim ; le programme de centrales nucléaires d'EDF ; les déboires des centrales américaines ; l'évacuation des déchets ; le réchauffement des eaux ; la modification des équilibres écologiques ; d'autres solutions pour pallier notre déficit d'énergie ; réduire les pollutions domestiques ; les charges supportées par les communes ; la commission a adopté les crédits de l'environnement.

Comptes spéciaux du Trésor [20 novembre 1974] (p. 6854) : évoque le problème de l'emploi au sein de l'industrie aéronautique et le climat d'insécurité qui règne au sein de la SNIAS de Marignane et à la SNECMA ; (p. 6855) : évoque le problème de Concorde et de l'avion Corvette ainsi que la fabrication d'avions de type Canadair par l'Aérospatiale ; déclare que son groupe votera contre l'article 33 du projet de loi de finances.

1975

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**).

Discussion générale [21 octobre 1975] (p. 7153) : les conséquences dramatiques de la crise du capitalisme pour les Français ; le nombre infime de chômeurs aidés ; le chômage des jeunes ; (p. 7154) : l'aggravation de la sous-consommation ; la disparition des petites entreprises ; le caractère négatif de la croissance ; l'incapacité du plan de relance à maintenir l'activité des grandes entreprises ; l'exemple de la région de Fos, de la Lorraine et du Nord ; le maintien des profits des trusts ; (p. 7155) : une politique au service du capitalisme ; le recours au programme commun.

Première partie :

Discussion des articles [23 octobre 1975]. **Article 4** (p. 7266) : son amendement n° 24 : supprimer l'article 4 ; ne pas favoriser l'évasion fiscale ; repoussé ; (p. 7267) : son amendement n° 25 : déductibilité dans la limite de 1,5 % du revenu imposable des dons faits à des œuvres humanitaires d'intérêt général ; repoussé.

Deuxième partie :

Qualité de la vie. — I. Environnement, rapporteur spécial [7 novembre 1975] (p. 8078) : l'insuffisance des crédits inscrits au budget de l'environnement ; la lenteur avec laquelle les programmes sont lancés ; l'insuffisance de certains secteurs prioritaires ; la faiblesse des moyens d'intervention FIANE ; l'urgence d'une protection de la nature ; les dispositions exagérément favorables dont bénéficient les industriels ; la dégradation du milieu marin ; (p. 8079) : les inquiétudes résultant du développement de l'électricité nucléaire ; le traitement des déchets radioactifs ; le caractère excessif des dépenses supportées par les collectivités locales ; la nécessité d'une dotation budgétaire plus importante ; (p. 8101) : ses observations sur les propos tenus par le ministre de la qualité de la vie relative au problème nucléaire. **Examen des crédits. Etat C - Titre VI** (p. 8105) : son amendement n° 68 : réduire les crédits de paiement du FIANE afin de dénoncer les décalages entre crédits et autorisations de programme ; repoussé.

1976

— **Projet de loi portant imposition des ressources provenant de plus-values assimilables à un revenu** (n° **2206**). **Discussion des articles** [9 juin 1976]. **Avant l'Article premier** (p. 3909) : son amendement n° 8 défendu par M. Frelaut ; repoussé.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1976** (n° **2523**). **Discussion des articles** [14 octobre 1976]. **Article 7** (p. 6650) : son amendement n° 45 soutenu par M. Frelaut.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**). *Première partie :*

Discussion des articles [21 octobre 1976] : **Article 2** (p. 6875) : son amendement n° 4 soutenu par M. Vizet ; repoussé ; (p. 6876) : son amendement n° 5 soutenu par M. Bardol ; repoussé ; [26 octobre 1976] : **Article 15** (p. 7022) : son amendement n° 19 augmentant le prélèvement opéré sur le produit de la taxe intérieure sur les produits pétroliers ; un taux de 25 % ; la perte de recettes pour le FSIR ; le réalisme de son amendement ; la défense des collectivités locales et des usagers de la route ; repoussé.

Deuxième partie :

Qualité de la vie. — I. **Environnement,** rapporteur spécial [3 novembre 1976] (p. 7461) : la structure administrative de gestion de l'environnement ; l'augmentation dérisoire des crédits ; les crédits interministériels ; des mouvements en personnel faibles ; (p. 7462) : le manque de structuration existant sur le plan local ou régional ; l'inspection des établissements classés ; la faiblesse des effectifs des ateliers de sites et de paysages ; l'action financière de l'Etat pour la sauvegarde des milieux naturels ; les apports du FIANE ; l'action antipollution ; l'épuration des eaux usées ; la planification de l'usage de l'eau ; l'absence d'une politique de l'eau ; la protection des espaces maritimes ; l'affaire de la Montedison ; la conférence de Barcelone ; le bioxyde de titane ; les hydrocarbures ; la responsabilité des conservatoires du littoral ; le parc national des îles d'Hyères ; la fédération des parcs naturels de France ; les personnels des parcs natures régionaux ; leur statut ; les réserves naturelles ; (p. 7463) : la protection des forêts ; les incendies ; la flottille des Canadairs ; la protection de l'environnement et le programme nucléaire ; la répartition des responsabilités entre le ministère de la qualité de la vie et le ministère de l'industrie et de la recherche ; le stockage et le traitement des déchets ; se donner les moyens d'une politique.

Agriculture. — **FORMA, BAPSA** [4 novembre 1976] (p. 7549) : les industries agro-alimentaires ; la diminution du revenu des agriculteurs ; la sécheresse ; l'Allemagne et l'Angleterre loin devant la France pour les industries agro-alimentaires ; la mainmise américaine pour l'alimentation du bétail ; le soja ; les chercheurs de BP à Lavéra ; (p. 7550) : demande au ministre d'intervenir pour endiguer la fuite des capitaux à l'étranger et le pillage de nos richesses économiques.

— **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier** (n° **2148**). **Discussion des articles** [30 novembre 1976]. **Article 11** (p. 8794) : une mise à jour réaliste ; son amendement n° 19 devant éviter les pratiques dont les conséquences sont graves pour les salariés. **Après l'Article 11 :** son amendement n° 19 obligeant les entreprises à virer les salaires sur un compte bancaire au plus tard le 20 du mois ; la non-discrimination entre salariés payés par chèque ou autrement ; repoussé. **Avant l'Article 23** (p. 8808) : souhaite que l'amendement n° 28 vise également l'option politique. **Article 28** (p. 8813) : l'article 28, une astuce pour accroître la concentration capitaliste ; son amendement n° 21 tendant à supprimer l'article 28 ; repoussé.

1977

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1977** (n° **2768**), **lettre rectificative** (n° **2859**). **Discussion générale** [24 mai 1977] (p. 2940) : la dégradation du pouvoir d'achat des travailleurs ; la croissance des bénéfices des sociétés ; la hausse des prix ; l'évolution de l'indice de la CGT ; l'étude de l'OCDE sur les inégalités de revenus ; le rapport du conseil national des impôts sur l'inégalité des revenus fiscaux ; les caractéristiques de la misère ; l'implantation de Rhône-Poulenc en Asie du Sud-Est ; la fermeture de l'usine de production de protéines à base de substrats de pétrole de BP France ; la pauvreté en France ; le programme commun ; les propositions communistes en matière économique et sociale ; leur réalisme ; le vote négatif du groupe communiste. **Discussion des articles** [25 mai 1977]. **Avant l'Article 2** (p. 3009) : soutient l'amendement n° 10 de M. Vizet : réduction du taux de la TVA sur les produits de consommation courante, abrogation du prélèvement libératoire sur les produits de placement à revenu fixe, du régime spécial de taxation des profits de construction spéculatifs et des dispositions relatives à l'avoir fiscal ; repoussé. **Article 2** *bis* (p. 3013) : soutient l'amendement n° 11 de M. Gosnat : institution d'une taxe de 5 % sur le chiffre d'affaires hors taxes des compagnies pétrolières exerçant leurs activités en France ; l'augmentation du prix des carburants ; les profits des sociétés pétrolières ; amendement n° 11 repoussé.

— **Projet de loi accordant des garanties de procédure aux contribuables en matière fiscale et douanière** (n° **2769**). **Première lecture. Discussion générale** [22 juin 1977] (p. 4069) : un texte qui fait croire au public qu'il est enfin à l'abri de tout arbitraire administratif ; la suspicion qui pèse sur les fonctionnaires de l'administration des impôts ; (p. 4070) : le caractère pré-électoraliste du projet ; l'absence de garanties supplémentaires pour

les contribuables de bonne foi ; l'allongement des procédures ; la nécessité d'une fiscalité juste et démocratique ; l'insuffisance du nombre d'agents du fisc et de magistrats fiscaux ; renforcer les effectifs ; l'insuffisance des prestations de services du cadastre ; la mise en cause de la responsabilité de l'administration ; la privatisation des missions du service du cadastre ; la fraude fiscale ; les fraudeurs ; les montants de la fraude fiscale ; la demande de vérification du groupe Amaury ; l'affaire De Vathaire ; la modification de l'objet de la commission d'enquête parlementaire sur l'affaire Dassault ; (p. 4071) : la rigueur de l'application des textes à l'égard des travailleurs modestes ; la proportion de sociétés ne déclarant pas de bénéfices ; la justice fiscale entre les diverses catégories de redevables ; l'action de M. Giscard d'Estaing comme ministre de l'économie et des finances ; l'assentiment de la majorité ; le coût de la spéculation monétaire ; les profits réalisés sur stocks par la société Total ; l'implantation étrangère des grandes industries françaises ; les propositions du groupe communiste ; l'imposition du capital et des grosses fortunes ; les autres mesures ; l'importance des impôts indirects ; le refus de l'association du groupe communiste au vote du projet de loi. **Discussion des articles** [23 juin 1977]. **Article premier** (p. 4109) : son amendement n° 27 soutenu par M. Vizet ; repoussé. **Article 9** (p. 4131) : son amendement n° 28 soutenu par M. Vizet ; repoussé. **Deuxième lecture. Explications de vote** [13 décembre 1977] (p. 8676) : le vote hostile du groupe communiste sur le projet de loi.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° 3120). *Première partie :*

Discussion des articles [13 octobre 1977] : **Article 13** (p. 6141) : son amendement n° 60 soutenu par M. Lamps : abrogation des articles du CGI relatifs à l'avoir fiscal ; repoussé par scrutin public. **Article 27** (p. 6150) : son amendement n° 66 soutenu par M. Frelaut : fixation à 25 % du taux de prélèvement sur le produit de la taxe intérieure sur les produits pétroliers affecté au FSIR et abrogation des dispositions du CGI relatives à l'avoir fiscal ; repoussé ; [18 octobre 1977]. **Article 2** (*suite*) (p. 6206) : son amendement n° 50 : plafond de l'atténuation d'impôt sur le revenu résultant de la prise en compte des enfants à charge ; abrogation des dispositions du CGI relatives à l'avoir fiscal ; repoussé par scrutin public.

Deuxième partie :

Culture et Environnement. — II. **Environnement,** rapporteur spécial pour l'environnement [20 octobre 1977] (p. 6425) : les déclarations du Président de la République relatives à l'écologie ; la faiblesse des moyens du budget général affecté à la défense de l'environnement ; le rythme d'augmentation des crédits de l'environnement ; l'augmentation élevée des dépenses en capital ; le rythme de progression des crédits de paiement ; le plafonnement des autorisations de programme ; l'apparition de graves difficultés de paiement en 1979 ; l'effectif budgétaire du ministère ; (p. 6426) : l'effectif disponible des services de l'environnement ; le manque d'orthodoxie de la présentation budgétaire ; la nature des dotations du FIANE ; l'insuffisance des moyens de contrôle de la pollution industrielle ; le manque d'informations objectives du rapporteur sur la nature et le montant de l'aide publique versée à l'industrie pour la dépollution ; les contrats de branche ; la revalorisation des crédits consacrés aux grands barrages de régularisation ; le barrage de Naussac ; le barrage de Villerest ; le barrage de Bancalie ; l'absence d'une véritable politique générale des ressources hydrauliques ; les aides à l'épuration de l'eau ; la programmation pluriannuelle des agences de bassin ; l'intervention de l'Etat dans le secteur des déchets ; les problèmes posés par les pollutions d'origine sonore et atmosphérique ; la protection de la mer ; les crédits prévus pour le réseau national de surveillance et d'observation de la pollution ; la publication des décrets ; l'application de la loi sur la protection de la nature et du cadre de vie ; (p. 6427) : les crédits affectés aux parcs nationaux ; le maintien par le FIANE de l'aide au fonctionnement au-delà de la troisième année ; les subventions d'équipement ; les dotations relatives aux espaces verts ; la régression des ressources consacrées aux opérations de création d'aménagement des terroirs forestiers ; les moyens de fonctionnement de l'atelier central d'urbanisme ; les crédits affectés à la conservation du littoral ; le rejet en première lecture par la commission du projet de budget ; l'adoption des crédits en deuxième lecture. **Examen des crédits** [20 octobre 1977]. **Etat C - Titre V** (p. 6444) : le non-examen par la commission de l'amendement n° 155 de M. Alloncle.

— **Projet de loi relatif à l'indemnisation des Français rapatriés d'outre-mer dépossédés de leurs biens** (n° 3179). **Explications de vote** [30 novembre 1977] (p. 8088) : les déclarations du Premier ministre relatives à la nature du débat et au dispositif du projet de loi ; les propositions du groupe communiste ; le dépôt d'une proposition de loi en 1968 ; la position du groupe communiste lors de la discussion de la loi de 1970 ; l'article 40 de la Constitution ; (p. 8089) : la générosité du Gouvernement à l'égard des monopoles ; le vote hostile du groupe communiste.

RIGOUT (Marcel)

Député de la Haute-Vienne
(2e circonscription)
(C).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 737).

S'inscrit au groupe communiste [2 avril 1973] (p. 745).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [5 avril 1973] (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1465).

Membre de la commission d'enquête sur l'organisation et les pratiques du commerce de la viande [22 octobre 1974] (p. 5326).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au permis de chasser [29 avril 1975] (p. 2228).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'organisation interprofessionnelle agricole [27 juin 1975] (p. 4967).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification du statut du fermage [28 juin 1975] (p. 5022).

Membre de la commission d'enquête chargée d'examiner les conditions dans lesquelles ont lieu des importations sauvages de diverses catégories de marchandises [24 mai 1977] (p. 2952).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant au **rétablissement de la distillation en franchise de dix litres d'alcool pur par récoltant** (n° **376**) [24 mai 1973].

— **Proposition de loi** tendant à **modifier la dénomination de l'ONIBEV, à améliorer et élargir son rôle afin de garantir un revenu minimum aux producteurs de lait, de viande bovine, ovine et porcine** (n° **402**) [24 mai 1973].

— **Proposition de loi** tendant à garantir aux exploitants familiaux des **prix agricoles** correspondant au coût des charges de production et à limiter la croissance de ce dernier (n° **1043**) [6 juin 1974].

— **Proposition de résolution** tendant à la **création d'une commission d'enquête parlementaire** sur les conditions dans lesquelles sont organisés les **circuits de distribution** de **la viande** et **des fruits et légumes** du stade de la production à celui de la vente au détail (n° **1173**) [2 octobre 1974].

— **Proposition de loi** tendant à modifier la **loi du 2 août 1960** relative à l'**enseignement** et à la **formation professionnelle agricole** en vue de les rattacher au ministère de l'éducation nationale (n° **1455**) [19 décembre 1974].

— **Proposition de loi** tendant à rénover la **politique forestière** de la France (n° **2540**) [13 octobre 1976].

QUESTIONS

• *question orale avec débat :*

— (n° **11324**) : **Prix agricoles** [19 juin 1974] (p. 2790).

• *questions au Gouvernement :*

— **Licenciement de journalistes à la Radiotélévision** [27 novembre 1974] (p. 7099).

— **Majorité requise au sein de la Communauté** [18 décembre 1974] (p. 8042).

— **Reprise des importations de viande bovine** [30 avril 1975] (p. 2273, 2274).

— **Planification agricole** [25 juin 1975] (p. 4717, 4718) : les silences du Gouvernement sur l'orientation à moyen terme de sa politique agricole ; le principe de la préférence communautaire.

— **Fixation des prix agricoles** [17 décembre 1975] (p. 9909) : opposition des organisations professionnelles aux propositions dérisoires faites à Bruxelles pour la fixation des prix agricoles pour la prochaine campagne.

— **Retards dans l'attribution des aides à l'agriculture** [24 novembre 1976] (p. 8636, 8637) : difficultés des agriculteurs victimes de la sécheresse.

— **Conditions d'attribution de l'allocation de vieillesse du fonds national de solidarité** [25 mai 1977] (p. 3000) : nécessité de relever le plafond de l'actif successoral ; situation défavorable de certains petits agriculteurs ayant pris leur retraite sans avoir cessé toute exploitation.

— **Organisation communautaire du marché du mouton** [30 novembre 1977] (p. 8050) : risques de l'extension du système britannique aux neuf pays membres de la CEE ; application de la règle de l'unanimité à Bruxelles.

INTERVENTIONS

1973

— **Rappel au règlement** [25 avril 1973] (p. 888) : débat de politique agricole ; déplore que l'Assemblée n'ait été ni consultée ni informée des négociations en cours à Bruxelles.

— **Déclaration du ministre de l'agriculture et du développement rural sur les récentes déclarations du conseil des ministres des Communautés européennes** (n° 277) [3 mai 1973] (p. 1008) : regrette que le Parlement n'ait pas été consulté avant la phase ultime des négociations ; dramatisation de cette négociation par le ministre de l'agriculture ; alignement de ce dernier sur les exigences de nos partenaires ; insuffisance du prix du lait ; nécessité de revenir à l'unicité des prix européens ; estime que le ministre n'apporte rien aux producteurs ; rappelle que pour la viande bovine le prix garanti après augmentation demeure inférieur de 10 % à celui pratiqué sur le marché ; rappelle les demandes du MODEF concernant l'exonération des taxes parafiscales pour les plus petits producteurs ; rappelle la proposition du groupe communiste en matière agricole ; (p. 1009) : prix agricoles correspondant aux charges réelles ; réduction des profits des grandes affaires alimentaires ; défense de l'exploitation familiale ; aide directe aux exploitants familiaux par allégement des charges sociales et fiscales ; conteste les statistiques de l'INSEE concluant à une augmentation du pouvoir d'achat de l'agriculture en 1972 ; conclut qu'en dix ans le pouvoir d'achat de l'agriculture n'a cessé de se dégrader ; évoque le problème des structures ; rappelle la disparition de 700.000 exploitations petites et moyennes ; l'exploitation des paysans par les groupes monopolistes ; (p. 1010) : évoque la loi d'orientation ; les discriminations dans l'attribution des prêts du Crédit agricole, le fonctionnement de l'IVD, l'ouverture du Marché commun à une zone atlantique dominée par les firmes multinationales ; critique la nouvelle Charte atlantique proposée par M. Nixon ; demande au Gouvernement l'abrogation du dispositif législatif et réglementaire fondé sur la sélection : aide à l'élevage, installation des jeunes, octroi de l'IVD, prêts bonifiés du Crédit agricole ; évoque les onze propositions de loi sur l'agriculture proposées par le groupe communiste ; (p. 1011) : se prononce pour le droit de propriété et sa transmission par héritage ; la compatibilité des exploitations familiales avec l'économie socialiste.

— **Projet de loi relatif au statut des associés d'exploitation et à la modification de l'assurance vieillesse des personnes non salariées agricoles** (n° 198). **Discussion des articles** [15 mai 1973]. **Après l'Article 6** (p. 1267) : son soutien à l'amendement de M. Cointat.

— **Déclaration du Gouvernement sur les orientations de la politique urbaine (n° 354)** [18 mai 1973] (p. 1396) : sa question au ministre sur les incitations au développement de l'économie et des équipements collectifs dans les villes moyennes ; cas de Guéret et de Saint-Junien.

— **Proposition de loi tendant à créer un conseil supérieur de l'information sexuelle, de la régulation des naissances et de l'éducation familiale** (n° 273). **Troisième lecture. Discussion des articles** [28 juin 1973]. **Article 2** (p. 2615) : sa protestation quant aux conditions de discussion des amendements.

— **Discussion d'une motion de censure** [9 octobre 1973] (p. 4199) : la politique agricole du Gouvernement ; sa malfaisance et son incohérence ; sa politique en matière d'élevage, la baisse des cours de la viande bovine ; (p. 4199) : baisse sans répercussion sur les prix de détail ; la mévente, l'application de la « clause de pénurie » et les importations excessives de viande provenant des pays tiers ; la société interprofessionnelle du bétail et des viandes ; les achats italiens ; le refus de stocker de la viande ; la mise en place de la SIBEV ; la nécessité de mener une autre politique pour résoudre la crise de l'élevage ; la plate-forme revendicative des organisations professionnelles agricoles du centre de la France et les treize propositions de loi déposées par le groupe communiste en faveur d'une agriculture moderne fondée sur l'exploitation familiale ; le vote de la censure.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° 646). *Première partie :*

Discussion des articles [25 octobre 1973]. **Article 8** (p. 4802) : ses remarques sur l'article, taux du prélèvement sur les produits pétroliers attribué au fonds spécial d'investissement routier, plus-values de recettes et montant des crédits affectés au FSIR ; son amendement déclaré irrecevable, tendant à supprimer toute répercussion de la hausse des prix des produits pétroliers sur le prix de l'essence et du fuel domestique.

Deuxième partie :

Agriculture et développement rural. — FORMA, BAPSA [7 novembre 1973] (p. 5333) : programme commun de Gouvernement, dépôt par son groupe de treize propositions de loi sur la défense de l'agriculture fondée sur l'exploitation familiale.

Aménagement du territoire, équipement et urbanisme [14 novembre 1973] (p. 5737) : financement public et super-profits de quelques sociétés privées, situation du réseau routier et conditions de circulation ; ses observations sur le transfert au secteur privé de la construction des autoroutes, sur le rythme de construction des autoroutes, profits des sociétés concessionnaires et prise en charge par l'Etat des infrastructures non rentables, apport négatif de la liberté de taxation des péages, caractère autoritaire des décisions relatives aux tracés choisis, dégradation des axes secondaires ; ses observations sur le transfert au département de la charge de l'entretien de routes nationales ; nécessité d'un effort prioritaire de l'Etat afin d'adapter les routes à l'augmentation du parc automobile ; coût des accidents corporels, fiscalité de l'automobile et détournement de destination des fonds publics ; ses questions relatives aux subventions aux départements qui ont accepté le transfert des routes nationales secondaires ; (p. 5738) : différences de taux de participation des villes pour la réalisation de travaux de déviation de routes nationales en tissu urbain, au montant de la dotation budgétaire du fonds spécial d'investissement routier.

Comptes spéciaux du Trésor [20 novembre 1973]. **Après l'Article 45** (p. 6126) : s'oppose aux amendements tendant à majorer la redevance perçue par le fonds national pour le développement des adductions d'eau dans les communes rurales ; demande une augmentation des subventions de l'Etat.

— **Rappel au règlement** [30 octobre 1973] (p. 5081) : juge « inadmissible » la réponse du ministre des transports aux observations de M. Hamel : refus du ministre de communiquer une note au rapporteur pour avis de la commission de la production et des échanges ; mépris à l'égard des prérogatives du Parlement ; document de service et document interne ; demande instamment au président de saisir le bureau de l'Assemblée de cette atteinte intolérable au droit d'information et de contrôle du Parlement.

— **Rappel au règlement** [8 novembre 1973] (p. 5377) : sur les conditions d'exercice du contrôle parlementaire ; propos de M. Hamel sur le non-respect des droits de contrôle du Parlement ; son désir de voir trancher le problème au fond ; sa demande de réunion et de délibération du bureau.

— **Projet de loi sur la modernisation des bases de la fiscalité directe locale** (n° **637**). **Discussion des articles** [4 décembre 1973]. **Article premier** (p. 6572) : s'étonne du retrait de l'amendement de M. Weinman tendant à limiter les effets de la révision foncière des propriétés non bâties dans les zones de montagne ; (p. 6573) : son rappel au règlement : ses observations sur les conditions d'irrecevabilité de l'amendement de M. Bernard-Reymond ; abus de pouvoir.

— **Rappel au règlement** [11 décembre 1973] (p. 6839) : déclarations de M. Vertadier, secrétaire d'Etat à l'intérieur sur l'affaire du *Canard enchaîné*.

— **Projet de loi relatif à l'indemnité viagère de départ et à l'aménagement du régime des cumuls. Première lecture. Discussion des articles** [12 décembre 1973]. **Article 1 B** (p. 6890) : explique la demande de scrutin public de son groupe sur le sous-amendement de M. de Gastines : modalités d'établissement de la prime d'apport structurel. **Troisième lecture** [19 décembre 1973] (p. 7215) : explique l'abstention de son groupe dans le vote sur l'ensemble du projet.

1974

— **Projet de loi relatif à la pharmacie vétérinaire** (n° **645**). **Explications de vote** [13 juin 1974] (p. 2681) : abstention du groupe communiste.

— **Projet de loi relatif à l'organisation interprofessionnelle laitière** (n° **952**). **Discussion des articles** [27 juin 1974]. **Article 2** (p. 3105) : son amendement tendant à supprimer l'article en raison de l'importance des cotisations qu'il autorise ; retiré ; (p. 3110) : indique que le groupe communiste ne votera pas le projet de loi.

— **Projet de loi de finances rectificative** (n° **1110**). **Discussion des articles** [4 juillet 1974]. **Article 7** (p. 3357) : sur l'article déplore que les agriculteurs aient été oubliés dans le collectif budgétaire.

— **Rappel au règlement** [23 juillet 1974] (p. 3647) : la demande du groupe communiste au Premier ministre de présenter au Parlement un ensemble de mesures agricoles durant la présente session extraordinaire.

— **Rappel au règlement** [23 juillet 1974] (p. 3647) : proteste contre le refus du Gouvernement de consacrer une partie de la session extraordinaire à l'examen des difficultés du monde agricole.

— **Rappel au règlement** [24 juillet 1974] (p. 3758) : souligne que la décision de réunir l'ensemble de la commission des finances et de la commission de la production et des échanges pour entendre le Premier ministre sur les problèmes agricoles n'a aucune base réglementaire.

— **Projet de loi relatif au remboursement de la TVA aux exploitants agricoles** (n° **1172**).

Discussion générale [3 octobre 1974] (p. 4735) : les chambres d'agriculture estiment à huit milliards la baisse du pouvoir d'achat ; (p. 4736) : au sein du Marché commun les prix agricoles ne sont pas calculés sur la base des charges de production les conséquences du resserrement du crédit ; l'évolution inquiétante du marché foncier ; critiques à l'égard du FEOGA ; alignement de notre système fiscal sur le système allemand. **Discussion des articles. Avant l'Article premier** (p. 4751) : amendement n° 1 demande un « plan de sauvegarde du revenu des exploitants agricoles familiaux » ; repoussé.

— **Rappel au règlement** [16 octobre 1974] (p. 5090) : non-inscription à l'ordre du jour de sa proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête portant sur l'organisation et les pratiques du commerce de la viande.

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° **1180**). *Deuxième partie :*

Agriculture. — FORMA, BAPSA [7 novembre 1974] (p. 6019) : la baisse des revenus, surtout des éleveurs ; l'aggravation de l'endettement ; les profits des grandes sociétés capitalistes : en amont, les fournisseurs d'engrais : Saint-Gobain et Pechiney-Ugine-Kuhlmann, en aval : le groupe laitier Gervais-Danone et le groupe sucrier Béghin-Say ; l'indépendance économique de la France remise en cause ; demande des mesures nationales ; le plan d'urgence en sept points soumis en juin par le groupe communiste ; l'évolution positive des mesures sociales et la régression des équipements productifs et collectifs ruraux ; (p. 6020) : les cotisations sociales ; les versements de la France au FEOGA ; les dépenses du BAPSA et de l'IVD ; les équipements collectifs ne profitent pas seulement à l'agriculture ; l'utilisation des crédits du fonds d'action rurale, de l'office des forêts et de l'enseignement privé ; l'enseignement agricole public et la recherche agronomique ; le saupoudrage des investissements productifs ; le potentiel économique de l'agriculture sacrifié ; le remembrement ; les bâtiments d'exploitation ; la nécessité d'une politique sociale nationale ; l'ère de la « ruralité » ; un budget qui aggrave la crise ; le programme commun définit une politique agraire nouvelle fondée sur l'exploitation familiale et la coopération volontaire ; (p. 6021) : ne votera pas le budget ; [8 novembre 1974] (p. 6139) : explique la demande de scrutin public du groupe communiste sur le titre V de l'état C : le revenu agricole ; les équipements productifs et collectifs ruraux ; l'enseignement privé ; (p. 6143) : soutient l'amendement n° 89 de M. Pranchère relatif aux céréales ; (p. 6144) : s'oppose à l'amendement n° 129 rectifié du Gouvernement relatif aux exonérations de cotisations et demande l'exonération de tous les bénéficiaires de l'allocation ou de la retraite vieillesse ; son amendement n° 48 relatif à l'assujettissement des gros agriculteurs au paiement des cotisations d'assurance maladie des exploitants ; (p. 6145) : l'amendement n'est pas adopté.

Economie et finances. — II. Services financiers [20 novembre 1974] (p. 6879) : défend son amendement n° 39 demandant qu'il n'y ait pas lieu à récupération lorsque l'actif successoral est égal ou inférieur à 100.000 F ; il évoque l'augmentation du prix des terres agricoles et du prix de la construction ; adopté.

1975

— **Projet de loi portant modification du statut du fermage** (n° **1171**). **Première lecture. Discussion générale** [8 avril 1975] (p. 1394) : les entorses graves subies par le statut du fermage depuis 1958 ; les propositions de loi du groupe communiste ; (p. 1395) : l'existence de nombreux petits propriétaires ; les garanties nécessaires à accorder aux preneurs : limitation du droit de reprise, possibilité de convertir un métayage en fermage, aider à l'amélioration de l'habitat ; les lacunes du projet ; ses dangers en matière de fixation du prix du fermage : fixation des bases par les préfets, possibilité de modifier les prix par la voie réglementaire ; l'accroissement considérable des coûts de production et la diminution des revenus ; l'impossibilité pour le preneur d'obtenir une révision des prix ; un projet qui ne répond pas aux revendications des fermiers et métayers. **Discussion des articles : Article 4** (p. 1408) : son amendement n° 50 : fixer à au moins vingt jours, en cas d'adjudication, le délai d'envoi de la convocation au bénéficiaire du droit de préemption ; adopté ; son amendement n° 51 : permettre en cas d'adjudication au bénéficiaire du droit de préemption qui estime que le prix est exagéré, de saisir le tribunal paritaire ; repoussé. **Article 5** (p. 1409) : son amendement n° 52 : supprimer l'article 5 ; possibilité pour le bailleur grâce aux articles 5 et 14 du projet, de se soustraire à ses obligations ; repoussé ; [10 avril 1975] : **Article 7** (p. 1497) : son amendement n° 54 : supprimer l'article 7 ; caractère peu convaincant de l'argument justifiant la suppression de la référence 1939 ; le prix des fermages n'est pas la raison de l'hésitation des bailleurs à mettre en fermage leurs exploitations ; la suppression de toute limitation du prix des fermages ; la référence « 1939 » expression codifiée de la fertilité naturelle des sols ; ne pas laisser à l'autorité administrative le soin de fixer une quantité de denrées servant de base au calcul des fermages ; repoussé ; (p. 1503) : ses observations

sur l'amendement n° 43 de M. Bizet ; craint que les personnes morales de droit public soient accusées de favoritisme ; (p. 1504) : son amendement n° 58 : supprimer tout décret en Conseil d'Etat pour l'application de l'article 7 ; craint de voir aggraver par décret la situation des preneurs ; repoussé ; (p. 1505) : ses explications de vote sur l'article 7 ; souci du groupe communiste de s'opposer à la libération du prix du fermage. **Article 9** (p. 1511) : son amendement n° 60 : accorder un délai de grâce supplémentaire au preneur évincé ; exemple d'un arrêt récent au tribunal paritaire de Limoges ; repoussé. **Article 13** (p. 1517) : son sous-amendement n° 63 à l'amendement n° 133 du Gouvernement ; repoussé. **Après l'Article 13** (p. 1518) : s'oppose aux amendements n°s 35 de M. Bizet et 89 de M. Gerbet. **Article 14** : son amendement n° 64 : supprimer l'article 14 ; ne pas permettre au bénéficiaire du droit de reprise d'échapper aux obligations prévues en la matière ; repoussé ; (p. 1519) : son intervention sur l'article ; restriction considérable apportée aux garanties accordées au fermier par l'exercice du droit de reprise sous couvert d'un regroupement foncier ; vote hostile du groupe communiste. **Article 16** (p. 1521) : son amendement n° 65 : au premier alinéa de l'article 846 du code rural, supprimer les mots « à la date de la notification du congé » ; entraves apportées à la réintégration du preneur sous couvert d'empêcher les cumuls ; repoussé. **Article 18** (p. 1531) : son intervention sur l'article ; transfert indéfini de la charge des investissements aux preneurs. **Article 19** (p. 1532) : son intervention sur l'article. **Deuxième lecture. Discussion générale** [17 juin 1975] (p. 4263) : le problème particulièrement grave du prix des fermages ; la dégradation du revenu des fermiers ; un texte qui va livrer ceux-ci aux exigences de la grande propriété foncière ; un projet qui tend vers une hausse générale des prix des fermages. **Discussion des articles. Article 2** (p. 4264) : son amendement n° 1 : rendre obligatoire la signification de l'identité de l'acquéreur au preneur dans tous les cas ; repoussé. **Article 6** (p. 4266) : son amendement n° 2 : ne pas laisser peser en permanence l'incertitude ou l'insécurité sur le preneur sous prétexte de donner des garanties au propriétaire mineur ; repoussé. **Article 7** (p. 4267) : son amendement n° 3 : dresser un garde-fou contre la majoration du prix des fermages ; invoque l'accroissement des plus-values foncières ainsi que les efforts des preneurs pour améliorer la productivité de l'exploitation ; (p. 4268) : souhaite une fixation du prix des baux par référence à la productivité naturelle des sols ; en réponse au Gouvernement, fait valoir que le texte est très différent du compromis intervenu entre les organisations professionnelles ; repoussé ; (p. 4269) : retire son amendement n° 5 ; estime que certains baux ont encore un caractère féodal ; son amendement n° 6 : rédactionnel ; adopté. **Article 12** (p. 4272) : retire son amendement n° 9 au profit de l'amendement n° 53 de M. Méhaignerie. **Article 16** (p. 4275) : son amendement n° 11 : ne pas faire dépendre la sanction de la faute de la situation de la victime, sanctionner dans tous les cas la violation de la loi ; devenu sans objet par adoption de l'amendement n° 25 de M. Bizet. **Article 18** *bis* (p. 4277) : son amendement n° 14 : supprimer l'article 18 *bis* ; repoussé. **Article 19** son amendement n° 15 : en cas de désaccord entre les parties, prévoir que la fraction ne peut excéder un cinquième ; (p. 4278) : s'élève contre l'opposition systématique aux amendements du groupe communiste; repoussé.

— **Projet de loi portant remembrement des exploitations rurales** (n° **946**). **Première lecture. Discussion des articles** [11 avril 1975]. **Article premier** (p. 1600) : son amendement n° 9 : consulter les exploitants par référendum ; repoussé. **Après l'Article premier** (p. 1604) : son amendement n° 10 : composition de la commission communale de réorganisation foncière et de remembrement ; repoussé ; (p. 1609) : son amendement n° 11 : ratification des décisions de la commission communale de réorganisation foncière par les exploitants ; repoussé. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [18 juin 1975]. **Article 9** *bis* (p. 4359) : regrette que le Sénat ait supprimé l'article 9 *bis* qui fixait un délai de cinq ans pour l'exécution des travaux connexes. **Explications de vote** (p. 4360) : note l'absence d'engagement sur la mise en œuvre des travaux connexes ; l'abstention du groupe communiste.

— **Projet de loi relatif à la pharmacie vétérinaire** (n° **1337**). **Deuxième lecture. Discussion générale** [17 avril 1975] (p. 1777) : la France pays de la Communauté européenne qui a le moins de vétérinaires ; garantir la santé publique et protéger les consommateurs ; ne pas confier le monopole de la distribution à une catégorie donnée ; moraliser ce type de production par la nationalisation de la grande production pharmaceutique ; tenir compte des intérêts des agriculteurs ; opérer la classification des produits vétérinaires dangereux ; privilégier les actions sanitaires préventives ; (p. 1778) : sauvegarder les intérêts du corps vétérinaire ; tenir compte des intérêts des agriculteurs ; apporter une garantie réelle aux consommateurs ; portée limitée du texte proposé ; mettre un terme à la situation actuelle par la nationalisation des « trusts de la pharmacie ». **Discussion des articles. Article 2 : Article L 614 du code de la santé publique** (p. 1784) : ses observations sur l'amendement n° 9 de M. Denis. **Article L 617-14** (p. 1786) :

son amendement n° 16 ; porter de cinq à dix ans le délai accordé aux laboratoires et colporteurs pour continuer à exercer leur profession ; repoussé.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'organisation interprofessionnelle agricole** (n° **1747**). **Discussion générale** [25 juin 1975] (p. 4732) : demande les raisons pour lesquelles le Gouvernement n'invoque pas la clause de sauvegarde intracommunautaire. **Discussion des articles. Article 2** (p. 4737) : son amendement n° 11 : faire en sorte que les accords garantissant aux producteurs des prix rémunérateurs ; retiré ; (p. 4738) : sur l'amendement n° 5 de M. Méhaignerie, se prononce en faveur de l'arbitrage obligatoire. **Après l'Article 5** (p. 4742) : son amendement n° 13 : possibilité de faire jouer la clause de sauvegarde communautaire aussi longtemps que des règles d'organisation des marchés analogues à celles prévues dans la présente loi ne seront pas appliqués dans toute la Communauté européenne ; repoussé. **Explications de vote** (p. 4742) : un cadre vide qui comporte des risques de corporatisme ; le vote hostile du groupe communiste.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1975** (n° **1873**). **Discussion des articles** [10 septembre 1975]. **Article premier** (p. 6169) : le refus par le Gouvernement d'étendre le bénéfice de l'article premier aux exploitants agricoles de départements sinistrés.

— **Rappel au règlement** [4 novembre 1975] (p. 7829, 7830) : modification apportée à l'ordre du jour de l'Assemblée afin de permettre au débat de la commission des lois élargie de se dérouler sans que l'Assemblée siège en séance publique ; mauvaises conditions dans lesquelles le budget de l'agriculture sera discuté.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**). *Deuxième partie :*

Agriculture. — FORMA, BAPSA [5 novembre 1975] (p. 7896) : le système libéral avancé exerce une pression croissante sur l'exploitation familiale dont les conséquences sont à la fois l'aggravation de l'exode rural et la baisse du revenu moyen ; le Marché commun provoque d'énormes gâchis, qu'il s'agisse de la distillation du vin ou des retraits de fruits et légumes ; la politique agricole commune est devenue une véritable machine de guerre contre l'agriculture française ; le projet de budget ne contient aucun élément susceptible de redresser la situation ; le parti communiste propose de garantir le revenu et d'organiser les marchés ; les solutions du programme commun permettront d'alléger la charge qui pèse sur les jeunes exploitants. **Explications de vote** (p. 7949) : demande un scrutin public sur les crédits du titre IV ; le groupe communiste refusera le budget.

Industrie et recherche [6 novembre 1975] (p. 8025) : l'absence de mesures ayant permis le maintien des PME ; les multiples difficultés que celles-ci rencontrent ; le développement aberrant des importations ; l'exemple de la ganterie ; établir un système de compensation entre les grandes sociétés et les PME.

— **Projet de loi relatif à la sécurité sociale des écrivains, des compositeurs de musique et des artistes créateurs peintres, graveurs, illustrateurs et graphistes** (n° **1733**). **Discussion des articles** [25 novembre 1975]. **Article premier** (p. 8912) : rappel au règlement : proteste contre la façon dont certains amendements ont été mis aux voix.

— **Rappel au règlement** [9 décembre 1975] (p. 9523) : demande un vote sur l'ordre du jour.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1975** (n° **1980**). **Discussion des articles** [9 décembre 1975]. **Après l'Article 9** (p. 9541) : regrette que les dispositions contenues dans l'amendement n° 1 du Gouvernement n'aient pas été discutées avec les organisations syndicales ; leur caractère restrictif par rapport aux engagements du Gouvernement. **Article 24** (p. 9560) : juge que les crédits inscrits seront insuffisants, notamment dans le domaine de la construction de nouveaux centres de tri dans la région parisienne ; le problème de l'augmentation des tarifs postaux ; le déficit des PTT, conséquence des faveurs accordées aux trusts.

1976

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique agricole** (n° **2223**) [27 avril 1976] (p. 2176) : l'incapacité de l'agriculture familiale française et la dépendance potentielle de l'alimentation française vis-à-vis de l'étranger ; (p. 2177) : la baisse du pouvoir d'achat des agriculteurs ; la poursuite de l'exode rural à un rythme élevé et le faible nombre de nouvelles installations ; le vieillissement du potentiel humain ; la rupture des équilibres naturels qui s'ensuivra ; le Marché commun comme source de difficultés et de menaces ; la fixation, à Bruxelles, de prix au niveau le plus bas ; les exigences du lobby du soja dans la question de la poudre de lait ; le recul des exploitations agricoles françaises, conséquence de l'acceptation par le Gouvernement de la remise en cause du principe de la préférence communautaire ; l'insuffisance des mesures prises pour résoudre la crise viticole ; (p. 2178) : le sacrifice de l'agriculture, résul-

tat du redéploiement de l'économie française vers les pays en voie de développement ; la trop grande tolérance des pouvoirs publics à l'égard des importations ; l'abandon progressif du soutien des marchés agricoles ; le refus de prendre des mesures nationales propres à compenser le manque à gagner résultant du faible niveau des prix fixé à Bruxelles ; la nécessité de majorer les prix et réduire les charges pour éviter une nouvelle baisse du revenu agricole ; les grandes lignes d'une politique agricole nouvelle ; conserver la maîtrise de la politique agricole tout en recherchant la plus large coopération internationale ; (p. 2179) : garantir un revenu décent aux producteurs ; améliorer leur protection sociale et leur cadre de vie ; maîtriser le marché foncier.

— **Projet de loi portant imposition des ressources provenant de plus-values assimilables à un revenu** (n° **2206**). **Discussion générale** [1er juin 1976] (p. 3591) : la moitié des terres agricoles soumises au droit commun ; (p. 3592) : le patrimoine de centaines de milliers de petits exploitants menacé ; le projet vise les agriculteurs. **Discussion des articles** [9 juin 1976] : **Article premier** (p. 3915) : rappel au règlement : proteste contre la réserve de l'article premier car celui-ci pose le principe de la loi ; il doit être discuté en premier ; de nombreux amendements aux articles ultérieurs interférant avec ceux qui ont été déposés à l'article premier ; la réserve ne devrait pouvoir être demandée qu'au moment du vote sur l'article premier ; souhaite connaître les raisons du Gouvernement. **Article 2** (p. 3930) : pense que son amendement n° 16 doit être discuté ; (p. 3932) : précise que son amendement n° 16 vise les terres agricoles proches des villes ; critique l'argument de M. Marette concernant la spéculation ; repoussé ; [17 juin 1976] : **Article 10** (p. 4306) : son amendement n° 27 soutenu par M. Dutard ; réservé puis retiré.

— **Projet de loi portant approbation du VIIe Plan de développement économique et social** (n° **2346**). **Discussion générale** [23 juin 1976] (p. 4577) : le caractère indispensable d'une politique à long terme en agriculture ; la place importante de l'agriculture dans l'économie française ; la nécessité de tirer des leçons de la crise de l'agriculture ; l'absence d'orientation sérieuse des auteurs du VIIe Plan ; le drainage des fruits du travail paysan vers les grands secteurs industriels et bancaires ; la remise en cause du financement des investissements agricoles par la suppressdion des prêts bonifiés ; (p. 4578) : la livraison de nos producteurs à la concurrence étrangère ; la soumission de leurs intérêts à ceux des trusts internationaux et du grand capital ; l'incapacité du VIIe Plan à mettre un terme à l'exode rural ; son incapacité à sauvegarder notre territoire agricole, à réduire les disparités, à assurer à l'agriculture un avenir conforme aux intérêts de la nation.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1976** (n° **2523**). **Discussion des articles** [14 octobre 1976]. **Avant l'article premier** (p. 6617) : défend l'amendement n° 36 de M. Villon : financement de l'indemnisation accordée aux agriculteurs ; insuffisance de l'aide prévue ; le financement de l'aide sans recourir à l'impôt ; (p. 6618) : la participation du FEOGA ; le soutien artificiel des « monnaies vertes » ; les interventions possibles du Gouvernement auprès des autorités communautaires ; (p. 6619) : souligne que M. Barre connaît la liste des entreprises ayant bénéficié de la sécheresse ; amendement n° 36 repoussé ; défend l'amendement n° 52 de M. Pranchère permettant aux agriculteurs de ne payer l'impôt sur le revenu au titre de 1975 qu'en avril 1977 ; le cas de l'Ouest ; prend acte que M. Barre donnera des instructions aux TPG pour examiner les demandes de délai déposées par les agriculteurs ayant des difficultés de trésorerie ; souhaite que soit prise en compte la situation de tous les ouvriers et paysans ; repoussé. **Article 2** (p. 6631) : défend l'amendement n° 53 de M. Lemoine : la substitution à la notion de recettes agricoles ou de chiffre d'affaires, de la notion de revenu brut des exploitations ; (p. 6633) : maintient son amendement n° 53 ; réservé.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**). *Deuxième partie :*

Agriculture. — FORMA, BAPSA [4 novembre 1976] (p. 7520) : la situation catastrophique des agriculteurs ; la baisse de leur pouvoir d'achat ; l'endettement ; (p. 7521) : la sécheresse ; la rupture du processus d'exploitation ; la disparité des revenus entre régions ; une politique radicalement contraire aux promesses électorales ; un budget d'abandon ; un budget falsifié ; se réfère au programme commun ; aller vers un régime unique de sécurité sociale ; l'enseignement secondaire et supérieur ; le FEOGA ; (p. 7522) : les interventions dont a bénéficié l'agriculture en 1976-1977 ; les interventions agri-monétaires, une déviation grave de l'institution ; les indications de M. Lardinois ; des excédents et des restitutions moins élevés ; le BAPSA ; une diminution en francs constants ; les exploitants familiaux ; le foncier ; l'absence de moyens des SAFER ; la faiblesse de l'équipement et de la modernisation ; la politique du crédit ; l'endettement ; les prêts bonifiés ; le crédit agricole ; les prix et le pouvoir d'achat ; (p. 7523) : la

prophylaxie ; les industries agro-alimentaires ; l'aménagement rural ; le domaine foncier. **Examen des crédits** [5 novembre 1976]. **Article 68** (p. 7624) : soutient l'amendement n° 69 de M. Pranchère ; le réexamen des tranches de revenus cadastraux ; le remplacement de l'article 1106-8 du code rural ; repoussé.

1977

— **Communication du Gouvernement sur son programme** (n° **2823**) [27 avril 1977] (p. 2237) : le dossier des calamités naturelles ; (p. 2238) : les dégâts occasionnés par la vague de gel ; l'examen par l'Assemblée de la proposition de loi modifiant le régime de garantie contre les calamités agricoles ; le dossier des prix et des revenus des agriculteurs ; la baisse du revenu agricole ; les causes de cette baisse ; l'absence de mesures de compensation à caractère social ; l'endettement des agriculteurs ; la situation des viticulteurs du Languedoc ; le dossier européen ; la fixation des prix et des montants compensatoires ; la pression nord-américaine à la baisse des prix alimentaires ; l'ambition des Etats-Unis de s'assurer la maîtrise absolue du marché agricole mondial ; la politique de « braderie » de l'agriculture ; (p. 2239) : développer les exportations de denrées agricoles ; les méfaits de la politique communautaire sur l'agriculture ; mettre en place un mécanisme de soutien aux productions ; les actions urgentes à mener.

— **Projet de loi aménageant la taxe professionnelle** (n° **2869**). **Explications de vote** [17 mai 1977] (p. 2828) : le vote négatif du groupe communiste.

— **Fixation de l'ordre du jour** [24 mai 1977] (p. 2930) : observations sur l'ordre du jour complémentaire ; se félicite de la non-inscription à l'ordre du jour de la proposition de loi organique de M. Gerbet sur l'obligation de réserve des magistrats ; discussion commune des propositions de loi ayant le même objet que celle de M. Labbé (retraite des femmes).

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° **3120**). *Première partie :*

Discussion des articles [18 octobre 1977]. **Après l'Article 28** (p. 6255) : son opposition au sous-amendement n° 144 du Gouvernement à l'amendement n° 44 de M. Maurice Cornette ; son soutien à l'amendement n° 44 ; (p. 6256) : l'affectation des recettes procurées par le relèvement de la taxe sur les huiles d'origine végétale ; le niveau d'augmentation des cotisations sociales des agriculteurs. **Après l'Article 30** (p. 6258) : l'opposition des communistes au fléau de l'alcoolisme ; le refus au Parlement de la possibilité de débattre sur le problème ; l'hypocrisie des arguments relatifs à la défense de la santé de la nation ; (p. 6259) : le dépôt par le groupe communiste d'une proposition de loi identique à l'amendement n° 123 de M. Bertrand Denis ; les textes réglementaires ayant restreint le nombre des producteurs admis au bénéfice de la distillation en franchise ; la demande par le groupe communiste d'un scrutin public.

Deuxième partie :

Agriculture. — FORMA, BAPSA [26 octobre 1977] (p. 6627) : le caractère illusoire, insuffisant et électoraliste du budget ; l'évolution des masses budgétaires ; (p. 6628) : le décalage entre les mesures acquises et les mesures nouvelles ; les actions qui font l'objet de priorités ; le bilan de l'agriculture ; l'évolution des revenus des agriculteurs ; leur endettement ; la dégradation du problème foncier ; l'accélération de l'exode rural ; le déficit de la balance commerciale agro-alimentaire ; l'iniquité de la taxe de coresponsabilité sur le lait ; l'élargissement de la Communauté économique européenne ; les propositions du groupe communiste ; assurer aux exploitants familiaux un revenu garanti ; l'organisation des marchés ; l'amélioration des conditions de production des exploitations de type familial ; la décentralisation et la démocratisation des SAFER ; améliorer le cadre de vie des agriculteurs et des ruraux ; (p. 6629) : le vote hostile du groupe communiste. **Examen des crédits : Etat C - Titre V** (p. 6687) : la demande par le groupe communiste d'un scrutin public. **Après l'Article 41** : son amendement n° 162 : affectation au financement du BAPSA du produit de l'augmentation de la taxe sur les huiles et corps gras d'origine végétale ; la taxe de coresponsabilité sur le lait ; l'évolution du revenu agricole ; la demande du groupe communiste d'un scrutin public sur l'amendement ; déclaré irrecevable.

Equipement et aménagement du territoire. — Equipement, aménagement du territoire et urbanisme [16 novembre 1977] (p. 7532) : le projet de budget ; le développement de la concentration industrielle ; (p. 7533) : le VI[e] Plan ; l'insuffisance des moyens en matière d'équipement ; les créations d'emplois ; la situation d'insécurité des ouvriers des parcs des ponts et chaussées ; les menaces de mise au chômage des travailleurs des bureaux d'études d'urbanisme ; le sort des travailleurs de l'institut géographique national ; l'évolution des crédits de l'IGN ; le budget du ministère de l'équipement ; les dépenses de fonctionnement ; la politique d'aménagement des territoires ; la politique massive de transferts de charges ; les charges supportées par les départements en matière de voirie ; la réorganisation du service de navigation Paris-Est ; l'abandon par l'Etat du système autoroutier ; le plan d'équipement routier breton ; mettre en place une nouvelle politique d'aménagement du

territoire ; (p. 7534) : la mise en œuvre d'une nouvelle politique économique ; les nationalisations ; la promotion de la région.

— **Rappel au règlement** [30 novembre 1977] (p. 8055) : position des parlementaires communistes français à l'Assemblée européenne (amendement visant à plafonner les dépenses garanties du FEOGA).

— **Projet de loi portant modification de l'article 7 de la loi n° 62-933 du 8 août 1962 complémentaire à la loi d'orientation agricole, relatif au droit de préemption des sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural** (n° **3116**). **Discussion des articles** [7 décembre 1977]. **Avant l'Article premier** (p. 8381) : son amendement n° 47 : limitation de la zone d'action des SAFER aux départements ; les missions des SAFER ; leur décentralisation ; amendement n° 47 repoussé ; (p. 8382) : son amendement n° 48 : dispositions, relatives à la composition des SAFER, nécessaires à leur agrément ; la démocratisation du fonctionnement des SAFER ; réconcilier les agriculteurs avec les SAFER ; (p. 8383) : améliorer la justice des décisions des SAFER ; repoussé ; son amendement n° 49 : modalités de rétrocession en propriété et à bail des biens acquis par les SAFER ; l'accession à la propriété des jeunes agriculteurs sans héritage ; repoussé. **Article premier** (p. 8388) : la nécessité d'indiquer que la réalisation de l'équilibrage économique des exploitations se fasse par étape ; (p. 8391) : son amendement n° 50 ; devenu sans objet. **Après l'Article premier** (p. 8395) : son amendement n° 51 : fixation en Conseil d'Etat des conditions de publicité des opérations de rétrocession et conditions de notification des décisions motivées des SAFER ; repoussé. **Article 4** (p. 8401) : son amendement n° 52 : conditions d'application du droit de préemption aux acquisitions de terrains d'une surface inférieure à 500 mètres carrés ; devenu sans objet. **Après l'Article 4** (p. 8402) : son amendement n° 53 : fixation annuelle du prix moyen des terres par région naturelle par le tribunal paritaire des baux ruraux ; repoussé ; (p. 8403) : son amendement n° 54 corrigé : suppression des dispositions législatives relatives à l'obligation de la SAFER d'acquérir lors des ventes par adjudication les terres aux prix fixés par les tribunaux ; repoussé. **Titre** (p. 8407) : son amendement n° 55 : modification du titre ; la portée limitée du texte ; le sort des amendements déposés par le groupe communiste ; amendement n° 55 retiré.

— **Projet de loi relatif à la mensualisation et à la procédure conventionnelle** (n° **3355**). **Discussion générale** [19 décembre 1977] (p. 9014) : les conditions d'examen du texte ; le caractère électoraliste du projet de loi ; l'accord interprofessionnel du 14 décembre 1977 ; l'exclusion de nombreuses catégories de salariés du champ d'application du projet ; les conditions d'une véritable généralisation de la mensualisation ; (p. 9015) : les problèmes posés par les contre-visites médicales réalisées à l'initiative du patronat ; le refus de l'assimilation des accidents de trajet aux accidents de travail pour la prise en compte des délais d'indemnisation ; la faculté de salaires forfaitaires ; les indemnités de licenciement ; la suppression du droit des organisations syndicales non signataires d'un accord ou d'une convention de s'opposer à leur extension ; le vote hostile du groupe communiste.

— **Projet de loi tendant au développement de la concertation dans les entreprises avec le personnel d'encadrement** (n° **3202**). **Deuxième lecture. Explications de vote** [20 décembre 1977] (p. 9099) : le vote hostile du groupe communiste.

— **Projet de loi relatif à diverses dispositions en matière de prix** (n° **3147**). **Commission mixte paritaire. Explications de vote** [20 décembre 1977] (p. 9106) : le vote hostile du groupe communiste.

— **Projet de loi relatif aux régimes d'assurance maladie, invalidité, vieillesse, applicables aux ministres des cultes et membres des congrégations religieuses** (n° **3227**). **Commission mixte paritaire. Explications de vote** [20 décembre 1977] (p. 9110) : l'abstention du groupe communiste.

RIQUIN (Jean)

Député des Yvelines
(5e circonscription).
(RI).

En remplacement le 9 juillet 1974 de M. Bernard Destremau nommé membre du Gouvernement.

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [9 juillet 1974] (p. 3405, 3430).

S'inscrit au groupe des républicains indépendants [9 juillet 1974] (p. 3431).

L'Assemblée prend acte de sa démission de député le 2 octobre 1976 (p. 6304, 6307).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [3 octobre 1974] (p. 4759).

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278).

QUESTIONS

• *question orale sans débat :*

— (n° 29138) : **Association de jeunes Français à la construction de l'Europe** [21 mai 1976] (p. 3387, 3388) : demande des précisions sur l'importance des associations de jeunesse et sur les crédits consacrés à l'association des jeunes Français à la construction de l'Europe, par le secrétariat d'Etat à la jeunesse.

INTERVENTIONS

1974

— **Projet de loi relatif à l'interruption volontaire de grossesse** (n° **1297**). **Discussion générale** [27 novembre 1974] (p. 7140) : voudrait faire connaître à l'Assemblée des réflexions pratiques d'un médecin généraliste ; (p. 7141) : approuve le rôle de dissuasion offert au médecin et au service social ; imprécision de la notion de « détresse » ; le délai de dix semaines est trop long ; les mesures sociales d'accompagnement sont insuffisantes ; la part insuffisante faite à l'information et à la diffusion de la contraception.

1975

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant statut général des militaires** (n° **1907**). **Discussion générale** [17 octobre 1975] (p. 7079) : proteste contre les conditions dans lesquelles s'ouvre le débat ; le décalage dont souffrent depuis longtemps les militaires ; (p. 7080) : le soutien des républicains indépendants aux efforts du Gouvernement en faveur du rattrapage ; le caractère notable de l'effort consenti sur le plan financier ; l'accélération des carrières ; demande l'application aux sous-officiers retraités de l'échelle 3 des mesures prévues en faveur de ceux de l'échelle 4.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**). *Deuxième partie :*

Qualité de la vie. — II. **Jeunesse et sports** [7 novembre 1975] (p. 8126) : le budget de 1976 : budget de stagnation ; l'absence de moyens financiers permettant l'application de la loi sur le développement du sport ; trouver des ressources dans l'organisation de concours de pronostics sur les matchs de football ; (p. 8127) : invoque un sondage favorable aux concours de pronostics effectués parmi les députés ; rappelle qu'il ne votera pas le budget de la jeunesse et des sports à l'image d'autres députés républicains indépendants.

RIVIÈRE (Paul)

Député de la Loire
(6e circonscription)
(UDR, puis RPR).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 734).

S'inscrit au groupe d'union des démocrates pour la République [2 avril 1973] (p. 744).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [5 avril 1973] (p. 755), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Représentant titulaire de l'Assemblée nationale à l'Assemblée consultative du conseil de l'Europe [13 juin 1973] (p. 2072).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant certaines dispositions du code du service national [29 juin 1973] (p. 2726).

DÉPOTS

— **Avis,** présenté au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de **loi de finances pour 1974** (n° 646). — **Tome III : Section commune et budgets annexes des essences et des poudres** (n° **684**) [10 octobre 1973].

— **Avis,** présenté au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de **loi de finances pour 1975** (n° 1180). — **Tome III : Section commune et budgets annexes des services des essences et des poudres** (n° **1233**) [11 octobre 1974].

— **Avis,** présenté au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de **loi de finances pour 1976** (n° 1880). — **Tome III : Section commune et budget annexe du service des essences** (n° **1919**) [10 octobre 1975].

— **Avis,** présenté au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de **loi de finances pour 1977** (n° 2524). — **Tome III : Section commune et budget annexe du service des essences** (n° **2532**) [12 octobre 1976].

— **Avis,** présenté au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de **loi de finances pour 1978** (n° 3120). — **Tome III : Section commune et budget annexe du service des essences** (n° 3150) [11 octobre 1977].

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Barrage de Villerest** (Loire) [17 décembre 1975] (p. 9910) : étude des effets de la construction du barrage sur l'environnement et le micro-climat.

— **Politique de défense** [9 juin 1976] (p. 3905) : s'inquiète de l'évolution de la politique militaire française qui paraît s'écarter des principes définis par le général de Gaulle et tendre vers une intégration atlantique en matière d'armement ; la recherche nécessaire d'une coopération au sein de l'Union de l'Europe occidentale ; le respect de l'indépendance nationale et de l'indépendance européenne.

INTERVENTIONS

1973

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° **646**). *Deuxième partie :*

Dépenses militaires (art. 20 et 21), Budgets annexes du Service des essences et du Service des poudres et article 46, rapporteur pour avis [8 novembre 1973] (p. 5397) : crise de personnel dans le service de santé ; refus de signature de l'acte spécial d'engagement ; refus de certains étudiants de devenir médecins militaires ; ses réserves sur la mesure qui consisterait à n'autoriser les démissions que durant la première année ; coordination entre les hôpitaux des armées et de la santé publique ; carte sanitaire ; non-publication du décret sur la participation du service de santé des armées au service public hospitalier ; service d'information et des relations publiques des armées ; prêt des appelés ; (p. 5398) : régime financier de la caisse de sécurité sociale militaire ; demande des retraités du remboursement du trop-perçu pour la période intermédiaire du 1er octobre 1968 au 30 septembre 1972, arrêt du Conseil d'Etat « Huchard » ; estime que le remboursement de ce supplément doit être effectué ; budget du service des essences et événements du Proche-Orient ; budget des poudres.

1974

— **Projet de loi relatif à l'interruption volontaire de grossesse** (n° **1297**). **Discussion générale** [27 novembre 1974] (p. 7145) : s'interroge sur le droit qu'avait l'Etat d'édicter dans ce domaine des mesures aussi graves que celles contenues dans les lois de 1832, 1920 et 1939 ; propose l'abrogation de l'article 317 du code pénal ; la création de centres d'information ; ne pourra pas voter le texte. **Discussion des articles** [28 novembre 1974]. **Article premier** (p. 7228) : son amendement n° 82 tendant à abroger les alinéas 3, 4 et 5 de l'article 317 du code pénal ; repoussé.

1975

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**). *Deuxième partie :*

Crédits militaires. — Budget annexe du service des essences, rapporteur pour avis [30 octobre 1975] (p. 7608) : l'absence de création de poste au SDECE ; faiblesse de l'encadrement du service de santé ; (p. 7609) : la reconduction des crédits du budget annexe des essences ; la suppression du budget annexe des poudres ; la situation des ouvriers de la société nationale des poudres et explosifs.

1976

— **Projet de loi portant approbation de la programmation militaire pour les années 1977-1982** (n° **2268**). **Discussion générale** [20 mai 1976] (p. 3311) : le double objet de la défense : marquer la volonté d'indépendance nationale et doter le pays d'un instrument diplomatique ; la conformité du projet avec la politique définie par le général de Gaulle ; le maintien du caractère national de la défense française ; l'extension donnée à la notion de dissuasion qui doit comporter tous les moyens de résistance de l'atome à l'armée populaire ; (p. 3312) : la position irréaliste de la « sanctuarisation » atomique de la France ; combiner notre défense avec celle des Etats qui constituent l'Europe ; la signification du retrait de l'OTAN : marquer le rôle international de notre pays sans avoir à se soumettre à la protection militaire des Etats-Unis ; le rôle de coordination que devrait avoir le comité permanent des armements créé au sein de l'Union de l'Europe occidentale ; convaincre les Etats européens de la nécessité d'une défense européenne, indépendante des Etats-Unis et constituant le second pilier de l'Alliance Atlantique ; demande des précisions sur l'adhésion de la France au groupe européen de programme qui devrait se substituer à l'Eurogroupe.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**). *Deuxième partie :*

Crédits militaires. — Budget annexe du service des essences, rapporteur pour avis pour

la section commune et pour le budget annexe du service des essences [8 novembre 1976] (p. 7725) : les problèmes de personnel se posant à la délégation ministérielle pour l'armement ; les personnels civils ; les ingénieurs ; les ouvriers temporaires ; la situation critique du service de santé ; la rénovation de l'hôpital du Val-de-Grâce ; la modernisation de l'hôpital Bégin ; le SDECE ; le problème de la rémunération des personnels militaires en service à l'étranger ; le budget annexe des essences ; les carburants ; un budget insuffisant pour les dépenses d'équipement ; un avis favorable à l'adoption des crédits du titre V ; (p. 7754) : l'avis défavorable de la commission de la défense nationale à l'adoption des crédits du titre V du budget de la défense ; les ambiguïtés contenues dans la loi de programmation ; les principes posés par le général de Gaulle remis en cause dans la pratique ; la force de dissuasion ; l'abandon de la mise en place d'un sous-marin nucléaire, d'un escadron de missiles et d'un régiment Pluton ; des tâtonnements incohérents ; la recherche ; la FNSCEA ; le nucléaire ; les armes classiques ; la modernisation de ces forces non assurée ; les hésitations dans les choix ; l'absence de décision sur le volume et la valeur des moyens.

Affaires étrangères [9 novembre 1976] (p. 7834) : le dialogue entre pays développés et pays en développement, une question qui constitue un enjeu essentiel de la politique étrangère de notre pays ; les négociations Nord-Sud ; (p. 7835) : la conférence Nord-Sud ; pour la France, le dialogue entre le Tiers-Monde et le monde industrialisé représente non seulement une vocation mais aussi une nécessité ; les propositions de la France en ce domaine ; les difficultés rencontrées.

1977

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° 3120). *Deuxième partie :*

Anciens combattants [28 octobre 1977] (p. 6802) : le droit au respect et à la considération de la nation des anciens combattants ; la qualité d'ancien combattant des anciens d'Afrique du Nord ; la retraite anticipée ; la parité du régime des retraites ; le rapport constant ; la nécessité d'une étude ; l'augmentation du taux normal des pensions des veuves ; la situation des veuves des mutilés civils de guerre.

Crédits militaires. — Budget annexe du service des essences, rapporteur pour avis pour la section commune et le service des essences [9 novembre 1977] (p. 7231) : la réforme statutaire des officiers d'administration ; les personnels civils de la délégation générale pour l'armement ; l'évolution du pouvoir d'achat ; le service de santé ; le SDECE ; les crédits « Recherche, études, développement » ; le problème nucléaire ; la portée du programme M 4 ; la construction du sixième SNLE ; le budget annexe des essences ; l'avis favorable de la commission de la défense nationale à l'adoption du titre III de la section commune ; son avis défavorable à l'adoption des crédits du titre V de cette même section.

RIVIÉREZ (Hector)

Député de la Guyane
(UDR puis RPR).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 737).

S'inscrit au groupe d'union des démocrates pour la République [2 avril 1973] (p. 744).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [5 avril 1973] (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202).

Membre de la commission des affaires étrangères [2 avril 1976] (p. 1278).

Cesse d'appartenir à cette commission [7 avril 1976] (p. 1480).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [7 avril 1976] (p. 1480), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre titulaire du conseil de surveillance de la caisse centrale de coopération économique [18 mai 1973] (p. 1429).

Représentant de l'Assemblée nationale à l'assemblée parlementaire des communautés européennes [13 juin 1973] (p. 2072), [3 juin 1975] (p. 3569), [31 mai 1977] (p. 3241).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour la proposition de loi tendant à préciser que l'article 7 du décret n° 72-561 du 3 juillet 1972 s'applique à tous les baux commerciaux à renouveler avant le 1er janvier 1975 [10 octobre 1973] (p. 4263).

Membre du comité directeur du fonds d'investissement des départements d'outre-mer [16 octobre 1973] (p. 4441).

Chargé d'une mission temporaire auprès du garde des sceaux, ministre de la justice, et du ministre de la santé publique et de la sécurité sociale, décret du 14 janvier 1974 [*J.O.* du 15 janvier 1974] (p. 556), [22 janvier 1974] (p. 306).

Membre du conseil supérieur de l'adoption [24 octobre 1975] (p. 7358).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi (n° 2388) relatif au contrôle de la concentration économique et à la répression des ententes illicites et des abus de position dominante [6 juillet 1976] (p. 5094).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au contrôle de la concentration économique et à la répression des ententes illicites et des abus de position dominante [30 juin 1977] (p. 4560).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à **modifier l'article 80 du code pénal, l'article 216 du code de justice militaire et l'article 35 de la loi n° 63-23 du 15 janvier 1963 afin de mieux assurer le respect des libertés individuelles dans le cas d'infraction contre la sûreté de l'Etat** (n° **115**) [12 avril 1973].

— **Avis,** présenté au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 743), adopté par le Sénat, autorisant la **ratification de la convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales et de ses protocoles additionnels numéros 1, 3, 4 et 5** (n° **850**) [14 décembre 1973].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur les propositions de loi (n° 468) tendant à abroger les dispositions de la **loi n° 64-650** du 2 juillet 1964 et de la **loi n° 71-458** du 17 juin 1971 portant atteinte au **droit de grève des personnels de la navigation aérienne** ; (n° 742) relative à certains personnels de la navigation aérienne (n° **1371**) [5 décembre 1974].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi adoptée par le Sénat (n° 265) tendant à compléter l'article 363 du **code civil** relatif à l'**adoption** (n° **2302**) [14 mai 1976].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi adopté par le Sénat (n° 2197) modifiant certaines dispositions relatives à l'**adoption** ; les propositions de loi : (n° 978) relative à la réforme de l'adoption plénière, (n° 1361) tendant à la création d'un Institut supérieur de l'adoption, (n° 1902) tendant à la modification de la législation relative à l'adoption (n° **2303**) [14 mai 1976].

QUESTIONS

• *question d'actualité :*

— **Personnel du centre spatial de la Guyane** [11 mai 1973] (p. 1213, 1214) : l'abandon du projet Europa II affectant la Guyane tout entière ; les mesures nécessaires pour permettre au centre de reprendre toute son activité.

INTERVENTIONS

1973

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° **646**). *Deuxième partie :*

Départements d'outre-mer [26 octobre 1973] (p. 4933) : approfondissement de la départementalisation sur le plan social et sur le plan économique ; allocations familiales des travailleurs indépendants non agricoles ; parité globale ; harmonisation en matière d'allocations familiales ; (p. 4934) : alignement du régime général sur le régime des fonctionnaires ; commissariat pour la promotion des investissements privés ; missionnaire pour les affaires économiques de la Guyane ; régionalisation ; (p. 4938) : rappel au règlement : rang d'inscription de M. Cot dans la discussion générale.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant la ratification de la convention européenne des droits de l'homme,** rapporteur pour avis (n° 743). **Discussion générale** [20 décembre 1973] (p. 7262) : insertion des droits sociaux dans notre droit ; progrès réalisés en France sur ce point ; (p. 7263) : institutions garantissant les droits et les libertés du citoyen ; droits de l'inculpé ; droit à réparation contre l'Etat pour les fautes commises par les services judiciaires ; ses observations sur les réserves présentées par le Gouvernement ; réserves sur les articles 5 et 6 de la convention au regard des règles de discipline militaire ; réserve concernant le statut de l'ORTF ; réserve relative au droit des temps de crise (art. 16 de la Constitution) ; approbation de cette réserve par le doyen Prelot, affaire Lawless ;

ses observations sur le sens et la portée de la réserve présentée par le Gouvernement ; (p. 7264) : problème du recours individuel ; exceptions à la règle voulant que les parties soient des Etats : novation que constitue la possibilité de recours individuel devant une juridiction ; une commission ou un organisme international contre nos lois ou contre des actes de Gouvernement ; portée de ce texte ; combats pour les droits de l'homme.

1974

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° **1180**). *Deuxième partie :*

Départements d'outre-mer [12 novembre 1974] (p. 6256) : les crédits pour les DOM demeurent importants ; le problème de l'emploi demeure préoccupant ; (p. 6257) : mobiliser l'épargne locale et hâter l'industrialisation ; (p. 6257) : la situation en Guyane est angoissante.

— **Projet de loi portant diverses mesures de protection sociale de la mère de famille** (n° **949**). **Discussion générale** [6 décembre 1974] (p. 7521) : souhaite l'harmonisation des régimes de prestations sociales métropolitain et outre-mer ; les familles des DOM ne bénéficieront pas des allocations postnatales et des allocations pour frais de garde ; l'obligation de travail constitue du fait du chômage un obstacle au versement de l'allocation d'orphelin et de l'allocation de rentrée scolaire ; s'inquiète du temps nécessaire pour aboutir à une harmonisation des régimes ; les chantiers de chômage ; demande l'assimilation totale pour ce qui concerne le régime des allocations familiales.

— **Projet de loi relatif aux mesures en faveur des handicapés** (n° **951**). **Discussion des articles** [19 décembre 1974]. **Article 46** (p. 8106) : l'harmonisation des réglementations ; métropole et outre-mer ; l'allocation d'éducation spéciale.

1975

— **Projet de loi relatif à l'extension de l'allocation de logement aux DOM** (n° **1600**). **Discussion générale** [23 mai 1975] (p. 3173) : les progrès sociaux accomplis grâce à la V^e^ République ; accorder une allocation aux travailleurs involontairement privés d'emploi ; poursuivre la départementalisation sociale inachevée ; améliorer la situation des familles ; l'absence de lien entre la progression de la natalité et le service des prestations sociales ; ne pas lier l'allocation de logement à la condition de l'exercice d'une activité professionnelle ; le drame du chômage dans les départements d'outre-mer ; (p. 3174) : donner au Gouvernement la faculté de déterminer les conditions du maintien de l'allocation de logement après la perte de l'emploi ; la nécessité d'appliquer dans les départements d'outre-mer l'ordonnance de 1967 relative à l'aide aux travailleurs sans emploi. **Discussion des articles. Après l'Article premier** (p. 3178) : sur l'amendement n° 7 de M. Ibéné : caractère réglementaire de l'amendement ; prévoir des mesures provisoires d'application des normes.

— **Projet de loi relatif à la nationalisation de la production et de la distribution de l'électricité dans les DOM** (n° **1639**). **Discussion générale** [23 mai 1975] (p. 3196) : l'absence de consultation des conseils généraux ; le souhait d'une adoption rapide du texte ; le cas particulier de la Guyane ; l'intégration des personnels des entreprises nationalisées dans le personnel d'EDF ; réserver une priorité d'embauche au personnel de la régie de l'eau existant en Guyane ; (p. 3197) : le centre professionnel de Kourou ; s'attacher à la préformation des jeunes des départements d'outre-mer ; prévoir au sein d'EDF un tableau local de mutations ; la suggestion de M. Ibéné relative à l'intervention d'un comité de gestion au niveau des directions des services d'électricité ; décider une unification des tarifs dans un délai plus court que celui prévu. **Discussion des articles. Après l'Article 4** (p. 3204) : son intervention sur l'amendement n° 5 de M. Weber ; envisager des observateurs des collectivités locales auprès des organismes de l'EDF.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**). *Deuxième partie :*

Travail [4 novembre 1975] (p. 7842) : l'inégalité dont sont victimes les départements d'outre-mer en matière de prestations sociales ; l'aide aux travailleurs sans emploi dans ces départements ; réaliser l'égalité sociale entre les DOM et la métropole.

Départements d'outre-mer [13 novembre 1975] (p. 8259) : le grand intérêt du plan de développement de la Guyane ; aider son développement agricole ; régler le problème du fret ; accompagner ce plan d'un développement du peuplement ; (p. 8260) : associer les élus à sa mise en œuvre ; faire l'inventaire des possibilités et des moyens de développement ; mettre en place un véritable cadre d'investissement.

1976

— **Projet de loi portant approbation du VII^e^ Plan de développement économique et social** (n° **2346**). **Discussion générale** [24 juin 1976] (p. 4621) : le sous-emploi endémique frappant 25 % de la population active des

DOM ; la nécessité de la « départementalisation économique » et de « la départementalisation sociale » ; les inégalités en matière d'aide aux travailleurs sans emploi ; le caractère national du « plan Guyane » ; le rayonnement qui en découlera pour la France ; son indépendance économique accrue tant en produits cellulosiques qu'en ressources minières ou maritimes ; nécessité de mener les divers efforts de front ; ne pas négliger l'infrastructure ; l'effort considérable que la nation doit consentir par le canal du budget, par l'affectation d'une partie du produit de l'emprunt d'Etat, par un appel à la Banque européenne de développement ; (p. 4622) : par le recours au Fonds d'action régionale de la CEE ; la nécessité de repenser les instruments du développement ; la création souhaitable d'une société nationale d'aménagement de la Guyane.

— **Projet de loi relatif à la zone économique au large des côtes du territoire de la République** (n° **2410**). **Discussion générale** [1er juillet 1976] (p. 5006) : se félicite d'appartenir à la République ; craint que les DOM ne soient oubliés dans l'application de l'article 5 ; (p. 5007) : les moyens de faire respecter la loi ; les problèmes de la pêche en Guyane ; la recherche d'un accord avec le Brésil sur la pêche de la crevette ; souhaite que les entreprises de pêche française découvrent les départements et les territoires d'outre-mer.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**). *Deuxième partie :*

Agriculture. — FORMA, BAPSA [4 novembre 1976] (p. 7529) : l'agriculture guyanaise, une affaire nationale ; approuve le recensement des terres exploitables ; les problèmes posés par l'appartenance de la Guyane au Marché commun ; ce département considéré comme zone défavorisée par ses partenaires européens ; le FORMA ; le décret attribuant des indemnités d'installation aux agriculteurs par le canal du FASASA ; la vocation sucrière et bananière du département ; le partage du marché français de la banane ; revendique le droit d'un contingent national ; le problème de la formation des hommes.

Travail [15 novembre 1976] (p. 8001) : la même législation en France que dans les vieilles colonies de la Guyane, de la Martinique et de la Guadeloupe et de la Réunion ; les retards existants ; les allocations prénatales et postnatales ; (p. 8002) : le rapprochement du régime d'allocations familiales avec celui de la métropole ; l'allocation de mère isolée ; l'aide publique ; le système des chantiers de chômage ; aider les jeunes à la recherche d'un emploi en métropole ; l'ASSEDIC.

Départements d'outre-mer [19 novembre 1976] (p. 8382) : la sérénité souhaitable du débat sur les DOM ; un débat dépassé sur l'autonomie, l'autodétermination et la départementalisation ; la décolonisation déjà effectuée ; les problèmes de justice sociale et fiscale ; les monopoles ; l'erreur du PC à la fête de *l'Humanité ;* le programme commun et l'autodétermination ; la situation de la Corse et de la Bretagne ; un carrefour de métissage ; la disparité en matière d'allocations familiales ; les problèmes économiques ; les Antilles ; la France métropolitaine et la Guyane ; ses souhaits ; l'association des élus à la mission interministérielle ; (p. 8383) : l'absence de retard dans le développement des infrastructures nécessaires pour les entreprises forestières ; la participation des Guyanais à la réalisation du plan.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant certaines dispositions relatives à l'adoption** (n° **2197**), rapporteur. **Discussion générale** [2 décembre 1976] (p. 8909) : l'avis du conseil supérieur de l'adoption ; sa composition ; (p. 8910) : la loi parfaite de 1966 portant réforme de l'adoption ; mieux préserver l'intérêt de l'efant ; la différence d'âge entre l'adoptant et l'adopté ; le problème de la vie familiale ; la procédure ; l'adoption plénière de l'enfant du conjoint ; les enfants abandonnés ; les articles 347, 349 et 350 du code civil ; (p. 8911) : l'approvisionnement de la conception des droits de l'enfant ; le besoin d'affection de l'enfant ; le groupe de travail animé par le professeur Lelong ; équilibrer les droits des parents ; consacrer d'abord les droits de l'enfant ; le problème de la famille. **Discussion des articles** [2 décembre 1976]. **Avant l'Article premier** (p. 8915) : s'oppose à l'amendement n° 15 de M. Dronne ; son amendement n° 1 précisant que l'adoption peut être demandée après cinq ans de mariage par deux époux non séparés de corps ; (p. 8916) : son amendement n° 2 abaissant le seuil d'adoption par une personne seule à trente ans ; adopté. **Après l'Article premier** (p. 8917) : son amendement n° 3 fixant à treize ans l'âge auquel l'adopté doit consentir personnellement à son adoption plénière ; l'évolution de la notion de responsabilité ; adopté. **Article 3** (p. 8917) : son amendement n° 4 : rédactionnel ; adopté. **Article 4** (p. 8918) : s'oppose à l'amendement n° 10 de Mme Constans ; son amendement n° 20 insérant les mots : « dans la mesure où ils le pouvaient » dans le troisième alinéa de l'article 4 après les mots : « avec lui » ; demande à titre personnel à l'Assemblée de ne pas adopter l'amendement n° 20 ; la nécessité d'une procédure rapide ; (p. 8919) : un allongement de la procédure ; repoussé ; (p. 8920) : s'oppose à l'amendement n° 12 de Mme Constans ; la circulaire

du 30 avril 1974. **Article 5** (p. 8922) : s'oppose à l'amendement n° 13 de M. Kalinsky ; s'oppose à l'amendement n° 19 de M. Forni. **Après l'Article 7** (p. 8923) : son amendement n° 21 soutenu par M. Foyer ; adopté.

1977

— **Projet de loi instituant le complément familial** (n° **2829**). **Discussion générale** [31 mai 1977] (p. 3229) : le problème du complément familial dans les départements d'outre-mer ; le combat mené pour développer les allocations familiales ; (p. 3230) : le texte de la motion n° 4 adoptée en octobre 1976 par une réunion des caisses d'allocations familiales des DOM ; les disparités existant en matière d'allocation familiales ; les écarts subsistant dans le domaine de l'emploi ; les progrès considérables de la protection sociale sous la V^e^ République.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° **3120**). *Deuxième partie :*

Agriculture. — **FORMA, BAPSA** [26 octobre 1977] (p. 6669) : le PAP relatif au développement de l'agriculture en Guyane ; l'inexistence d'une caisse régionale de crédit agricole en Guyane ; la formation des hommes ; le niveau des formations dispensées par le centre de formation de Guyane ; la publication du décret créant le service d'utilité agricole et de développement ; les besoins de la Guyane en matière de formation.

Départements d'outre-mer [3 novembre 1977] (p. 6918) : les caractéristiques du projet de budget ; le FIDOM ; (p. 6919) : la décentralisation et la déconcentration des investissements publics ; l'intervention du ministère de la culture ; les relations entre la CEE et les DOM ; l'éligibilité des DOM au FEDER et au FEOGA et au fonds social ; la visite d'un membre de la commission de la CEE aux Antilles ; la production de sucre ; le niveau des prix ; le plan Guyane ; l'implantation d'un grand complexe forestier ; la formation professionnelle ; la nécessité d'élaborer un schéma directeur ; l'action du Gouvernement en faveur des DOM-TOM ; (p. 6920) : l'application de la formule de l'autonomie interne ; le programme commun.

Travail [14 novembre 1977] (p. 7355) : l'inapplication de la législation sociale dans les TOM-DOM ; la non-extension de l'ordonnance de 1967 sur l'aide publique aux travailleurs sans emploi aux départements d'outre-mer ; les chantiers de chômage ; la mise en place de l'agence nationale pour l'emploi en Guyane et Guadeloupe ; les efforts réalisés en matière de protection sociale.

ROCCA SERRA (Jean-Paul de)

Député de la Corse
(3^e^ circonscription)
(UDR, puis RPR).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 733).

S'inscrit au groupe d'union des démocrates pour la République [2 avril 1973] (p. 744).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [5 avril 1973] (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre titulaire du comité directeur du fonds d'investissement pour le développement économique et social des territoires d'outre-mer (FIDESTOM) [18 mai 1973] (p. 1429).

Membre du comité directeur du fonds d'investissement des départements d'outre-mer [9 octobre 1973] (p. 4206).

Membre du comité consultatif des lignes de Corse [29 novembre 1973] (p. 6499).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1974 [12 décembre 1973] (p. 6916).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1975 [13 décembre 1974] (p. 7872).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant un prélèvement conjoncturel [13 décembre 1974] (p. 7872).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la limite d'âge des fonctionnaires de l'Etat [18 décembre 1975] (p. 10009).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif au statut de la magistrature [18 décembre 1975] (p. 10009).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant certaines dispositions du code

électoral et du code de l'administration communale [18 décembre 1975] (p. 10010).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant imposition des ressources provenant de plus-values assimilables à un revenu [9 juillet 1976] (p. 5247).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1976 [26 octobre 1976] (p. 7049).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier [26 mai 1977] (p. 3126).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant règlement définitif du budget de 1975 [29 juin 1977] (p. 4473).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'indemnisation des Français rapatriés d'outre-mer dépossédés de leurs biens [21 décembre 1977] (p. 9183).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à diverses dispositions en matière de prix [21 décembre 1977] (p. 9183).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1977 [21 décembre 1977] (p. 9184).

DÉPOTS

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1974** (n° 646). — Annexe n° 13 : **Départements d'outre-mer** (crédits du ministère des départements et territoires d'outre-mer). — **Annexe n° 30 :** Territoires d'outre-mer (crédits du ministère des départements et territoires d'outre-mer) (n° **681**) [10 octobre 1973].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1975** (n° 1180). — **Annexe n° 10 : Départements d'outre-mer. — Annexe n° 35 : Territoires d'outre-mer** (crédits du ministère des départements et territoires d'outre-mer) (n° **1230**) [11 octobre 1974].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi (n° 752) rendant applicables dans les territoires d'outre-mer les dispositions du titre III de l'ordonnance n° 67-838 du 28 septembre 1967 portant **réforme du crédit aux entreprises** (n° **1671**) [21 mai 1975].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1976** (n° 1880). — Budgets civils. — **Annexe 10 : Départements d'outre-mer. — Annexe 36 : Territoires d'outre-mer** (n° **1916**) [10 octobre 1975].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 2007), relatif au **régime fiscal** de certains investissements dans le territoire de la **Nouvelle-Calédonie** (n° **2042**) [4 décembre 1975].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1977** (n° 2524). — Budgets civils : Intérieur. — **Annexe n° 26 : Départements d'outre-mer. — Annexe n° 27 : Territoires d'outre-mer** (n° **2525**) [5 octobre 1976].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 2253), relatif à la déclaration aux instituts d'émission des **cotisations** dues aux organismes de **sécurité sociale** dans les territoires d'outre-mer (n° **2803**) [14 avril 1977].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1978** (n° 3120). — Budgets civils. — **Annexe n° 27 : Intérieur - Départements d'outre-mer. — Annexe n° 28 : Intérieur - Territoires d'outre-mer** (n° **3131**) [5 octobre 1977].

QUESTIONS

• *question au Gouvernement :*

— **Indemnisation des sinistrés en Corse** [3 novembre 1976] (p. 7418, 7419) : dégâts causés par les pluies diluviennes d'octobre.

INTERVENTIONS

1973

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° **646**). *Deuxième partie :*

Départements d'outre-mer, rapporteur spécial [26 octobre 1973] (p. 4925) : ses observations sur les crédits proposés pour 1974 ; sa crainte d'une diminution des moyens du ministère ; mesures nouvelles concernant le département de la Réunion ; caractère préoccupant de la situation de nos DOM ; échec du plan de relance de l'industrie sucrière à la Martinique ; insuffisance de l'industrialisation ; résultats positifs quant au développement du tourisme et à l'accroissement des capacités d'accueil ; aménagements des tarifs d'Air-France sur les Antilles ; finalité de notre politique ; (p. 4926) : observations formulées par la commission des finances sur la proposition de M. Michel Debré ; application de l'article 9 de la loi du 24 décembre 1971 qui exonère fiscalement les bénéfices métropolitains réinvestis dans les DOM ; respect du principe de la parité globale ; crédits du service militaire adapté ; politique de migrations.

Transports. — IV. **Marine marchande** [30 octobre 1973] (p. 5091) : relations maritimes entre la Corse et le continent ; rapport Longeau ; projet de construction d'un grand paquebot ; financement de l'opération ; ses conséquences sur le niveau des tarifs ; majoration des frais d'approche sur la Corse sans réunion du comité consultatif des horaires et des tarifs ; demande une réunion de ce comité ; (p. 5092) : modulation des tarifs ; sur fret grevant les ports secondaires.

Territoires d'outre-mer, rapporteur spécial [31 octobre 1973] (p. 5142) : progression du budget des TOM pour 1974 ; ses remerciements au ministre ; conséquences financières des initiatives prises et orientation vers l'avenir ; augmentation de la dotation du FIDES ; coût réel de la prise en charge par l'Etat de 60 % des rémunérations des fonctionnaires polynésiens ; suggère que l'Etat prenne en charge pour tous les territoires une part ou la totalité des rémunérations des fonctionnaires territoriaux plutôt que d'augmenter les subventions d'équilibre versées aux assemblées territoriales ; situation économique de la Nouvelle-Calédonie ; difficultés de la société Le Nickel ; émet le vœu que la population autochtone participe plus largement à la prospérité du territoire ; efforts accomplis sur le plan social aux Comores ; territoire français des Afars et des Issas ; travaux d'assainissement de la ville de Djibouti ; dommages causés par le récent séisme ; développement du tourisme en Polynésie ; perspectives ouvertes par le développement de la pêche ; équipements réalisés à Wallis et Futuna ; déplore la désaffection croissante de la population des Nouvelles-Hébrides pour l'agriculture ; souhaite que l'élevage y soit davantage encouragé ; (p. 5143) : construction d'un aérodrome à Saint-Pierre-et-Miquelon ; sa demande de précisions quant aux crédits d'aide pour l'équipement hôtelier dans les territoires d'outre-mer ; crédits de recherche concernant les terres australes et antarctiques.

Comptes spéciaux du Trésor [20 novembre 1973]. **Après l'Article 45** (p. 6128) : s'oppose à l'amendement de M. Alfonsi : transfert au conseil régional de la Corse des attributions du comité de gestion du fonds d'expansion économique de la Corse ; sa question au Gouvernement sur la restitution des taxes indûment perçues sur les alcools et la circulation des viandes.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux appellations d'origine en matière viticole** (n° **725**). **Discussion des articles** [29 novembre 1973]. **Article 4** (p. 6497) : problèmes des viticulteurs corses ; souhaite l'accélération des aides promises ; se rallie à l'amendement de M. Zuccarelli.

1974

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° **1180**). *Deuxième partie :*

Département d'outre-mer, rapporteur spécial [12 novembre 1974] (p. 6219) : le montant nominal des crédits augmente trop faiblement ; le service militaire adapté et le Bumidom ; progrès dans le domaine social mais stagnation au plan économique ; (p. 6220) : la concurrence des nouveaux pays africains associés à la CEE ; le prix du sucre ; souhaite l'inclusion des programmes de développement d'outre-mer dans ceux de la DATAR ; (p. 6221) : l'ouverture des transports aériens aux lignes étrangères ; la Guyane ; la situation économique outre-mer justifie un cri d'alarme.

Territoires d'outre-mer, rapporteur spécial [13 novembre 1974] (p. 6269) : les ondes de choc de l'inflation mondiale secouent les territoires ; instabilité des prix mondiaux des matières premières qui constituent la richesse des TOM ; (p. 6270) : la prise en charge directe des fonctionnaires territoriaux par l'Etat ; aviation civile ; réalisation des objectifs du Plan ; les problèmes majeurs qui se posent à chaque territoire ; le désenclavement de Saint-Pierre-et-Miquelon.

Transports. — III. **Aviation civile** [18 novembre 1974] (p. 6657) : contre l'amendement n° 70 de M. Baudis réduisant des crédits pour l'aérodrome de Moroni ; nos liens avec les Comores. — IV. **Marine marchande** [18 novembre 1974] (p. 6676) : la desserte de la Corse ; le principe de la continuité territoriale ; le trafic des marchandises ; la transméditerranéenne ; les tarifs de fret ; (p. 6677) : la desserte des ports secondaires.

Comptes spéciaux du Trésor [20 novembre 1974] (p. 6854) : déclare que le fonds

d'expansion économique de la Corse est géré en consultation avec les élus. **Commission mixte paritaire** [19 décembre 1974] (p. 8139) : ses observations relatives au financement des opérations de démoustication.

1975

— **Projet de loi portant réorganisation de la Corse** (n° **1413**). **Discussion générale** [3 avril 1975] (p. 1255) : les deux entités géographiques de la Corse ; l'insuffisance de son appareil administratif ; la viabilité des deux départements ; le nombre insuffisant des conseillers régionaux.

— **Projet de loi relatif à l'élection des sénateurs** (n° **1416**). **Discussion de l'article unique** [3 avril 1975]. **Après l'Article unique** (p. 1263) : son sous-amendement n° 3 à l'amendement n° 1 de M. Gerbet ; prévoir la démission de conseiller général détenu par le sénateur élu dans l'un des deux départements de la Corse qu'il n'aurait pas choisi ; ne pas se trouver dans la situation où un sénateur du sud de la Corse serait président du conseil général du département du Nord ; retiré.

— **Projet de loi portant réforme du crédit aux entreprises dans les territoires d'outre-mer** (n° **752**). **Discussion générale** [22 mai 1975] (p. 3011) : rendre applicables aux territoires d'outre-mer les dispositions relatives à la législation du crédit à moyen terme ; les objectifs de la réforme de 1967 ; l'importance du volume des crédits à moyen terme dans les territoires d'outre-mer ; (p. 3012) : la simplification des formes de souscription et de mobilisation sans effet sur l'encadrement des opérations de crédit ; l'absence d'institut d'émission dans le territoire français des Afars et des Issas.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**). *Deuxième partie :*

Territoires d'outre-mer, rapporteur spécial [4 novembre 1975] (p. 7796) : l'interrogation que pose le projet de budget des territoires d'outre-mer ; les besoins des TOM et leur sous-évaluation possible par les ministères techniques ; la difficulté de cerner l'évolution des besoins ; le souhait de la commission des finances d'une meilleure présentation des comptes ; (p. 7797) : les inégalités de développement en Nouvelle-Calédonie ; les innovations fiscales intervenues dans ce territoire ; la reconversion en Polynésie ; l'obligation faite aux agents de l'Etat d'assurer un service de trois ans dans les territoires du Pacifique.

Départements d'outre-mer, rapporteur spécial [13 novembre 1975] (p. 8241, 8242) : les progrès de la « départementalisation » ; l'évolution moins rapide dans le domaine économique ; le ralentissement de l'inflation galopante ; le problème de l'agriculture dans les départements d'outre-mer ; l'exécution du VI[e] Plan ; instituer une certaine forme de continuité territoriale ; le plan de développement de la Guyane ; (p. 8243) : l'insuffisante augmentation des crédits du FIDOM ; la faiblesse de l'effort d'investissement ; l'autorisation accordée par le Marché commun en matière d'aide aux producteurs de sucre ; la faiblesse des résultats dans le domaine industriel ; la progression de l'économie des départements antillais ; le problème de l'emploi à la Réunion ; (p. 8244) : l'expansion des cultures destinées à la consommation locale ; l'initiative dont a fait preuve le Gouvernement en Guyane.

— **Projet de loi modifiant certaines dispositions du code électoral et du code de l'administration communale** (n° **1981**). **Discussion générale** [4 décembre 1975] (p. 9377) : l'impérieuse nécessité de mettre fin à la fraude électorale ; les abus auxquels a donné lieu le vote par correspondance ; un projet qui ne résout pas le problème du vote des nombreux citoyens corses résidant sur le continent ; élargir de ce fait le vote par procuration ; les amendements que l'orateur a déposés. **Discussion des articles. Article 3** (p. 9383) : son sous-amendement n° 25 à l'amendement n° 15 de M. Limouzy : faire obligation aux officiers de police judiciaire de se déplacer pour établir les procurations s'ils ont affaire à des personnes incapables de se déplacer ; (p. 9384) : en réponse aux observations du Gouvernement, fait valoir qu'il est absolument indispensable de permettre aux grabataires de voter par procuration ; (p. 9385) : propose que l'on emploie la formule « les officiers de police judiciaire ou leurs délégués » ; adopté après rectification. **Après l'Article 9** (p. 9837) : fait observer qu'il arrive qu'un assesseur ou un délégué trouble l'ordre public ; demande que l'on ajoute à l'amendement n° 21 de M. Limouzy les mots : « sans droit » ; son sous-amendement oral adopté après rectification par le Gouvernement.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif au régime fiscal de certains investissements dans le territoire de la Nouvelle-Calédonie** (n° **2007**), rapporteur. **Discussion générale** [10 décembre 1975] (p. 9594) : l'importance du projet compte tenu du marché mondial du nickel ; les ressources considérables de la Nouvelle-Calédonie ; l'impossibilité actuelle d'amortir les installations lourdes ; la nécessité d'une réforme d'ensemble ; l'institution d'un impôt sur les bénéfices ; (p. 9595) : les autres mécanismes soumis à la validation de l'Assemblée ; la garantie que devra apporter l'Etat au

système jusqu'en 1982. **Discussion des articles. Article premier** (p. 9598) : s'oppose à l'amendement n° 1 de M. Pidjot. **Après l'Article 3** (p. 9598) : sur l'amendement n° 2 de M. Pidjot, indique que la procédure proposée n'a pas été adoptée par l'assemblée territoriale de Nouvelle-Calédonie.

1976

— **Projet de loi portant aménagement du monopole des tabacs manufacturés** (n° **2135**). **Discussion des articles** [29 avril 1976]. **Article 15** (p. 2406, 2407) : explique les raisons pour lesquelles a été déposé l'amendement n° 3 présenté par M. Papon et relatif au maintien à leur taux actuel des droits de consommation perçus sur les tabacs consommés dans le département de la Corse.

— **Projet de loi portant approbation du VII^e^ Plan de développement économique et social** (n° **2346**). **Discussion de l'Article unique** [29 juin 1976] (p. 4877) : sur l'amendement n° 16 rectifié de M. Glon, souligne la place particulière de la Corse parmi les régions éloignées ; souligne la nécessité de continuité territoriale pour les DOM ; (p. 4878) : ses remarques sur les programmes d'action prioritaires relatifs aux DOM et le programme décennal de développement économique de la Corse ; énumère les difficultés actuelles de la Corse et regrette les insuffisances du programme concernant la Guyane ; la rénovation rurale de la Corse ; nécessité d'un apaisement psychologique et nécessité d'une nouvelle politique du tourisme et de la formation ; le besoin d'enracinement de la jeunesse ; le rôle de la Somivac dans l'exécution des diverses opérations d'aménagement agricole et d'équipements hydrauliques.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1976** (n° **2523**). **Discussion des articles** [14 octobre 1976]. **Article 10** (p. 6662) : défend l'amendement n° 31 de M. Papon : extension du champ d'application de l'article aux transports maritimes de marchandises entre la métropole et les DOM ; refuse de retirer son amendement n° 31 ; repoussé.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**). *Première partie :*

Discussion des articles [26 octobre 1976]. **Article 17** (p. 7028) : l'absence d'ambiguïté dans la loi de finances pour 1968 en ce qui concerne les ressources du fonds d'expansion économique de la Corse ; l'évaluation insuffisante des ressources ; les engagements pris par le Gouvernement ; les inconvénients des amendements n^os^ 104 et 105.

Deuxième partie :

Départements d'outre-mer, rapporteur spécial [19 novembre 1976] (p. 8367) : un budget préservé ; les transferts des crédits afférents à Saint-Pierre-et-Miquelon et à Mayotte ; la solidarité ; (p. 8368) : la départementalisation des Antilles et de la Réunion ; les crédits du Bumidom ; la démographie ; le budget d'équipement insuffisant ; le FIDOM ; Guadeloupe, Martinique et Réunion ; les DOM et la politique étrangère ; la politique à Bruxelles : garantie de prix et éligibilité au FEOGA ; le développement démographique en régression ; les chantiers de travail en Guadeloupe ; (p. 8369) : la Guyane ; le Plan Barre ; Saint-Pierre-et-Miquelon et son statut ; Mayotte et son statut, ses moyens de développement ; une action plus ambitieuse pour les DOM ; le problème des transports maritimes. **Examen des crédits. Etat B - Titre III** (p. 8394) : l'argumentation spécieuse de M. Alain Vivien sur l'amendement n° 271 ; repousse cet amendement.

Territoires d'outre-mer, rapporteur spécial de la commission des finances, pour les territoires d'outre-mer [19 novembre 1976] (p. 8395) : les modifications institutionnelles ; l'autodétermination des Comores ; Mayotte ; la création du département de Saint-Pierre-et-Miquelon ; les cinq territoires ; le condominium des Nouvelles-Hébrides ; le processus menant à l'indépendance de Djibouti ; la conjoncture mondiale et la Nouvelle-Calédonie ; la relève du centre d'expérimentation du Pacifique en Polynésie ; les ressources de la mer ; (p. 8396) : le ralentissement du tourisme ; la crise du coprah aux Nouvelles-Hébrides ; la dépendance alimentaire de Wallis-et-Futuna ; l'effort du budget en faveur des TOM ; le problème de l'information ; un déplacement progressif dans la politique financière de l'Etat outre-mer ; le renforcement des moyens mis à la disposition des communes de Polynésie ; le FIDES ; les problèmes des finances des TOM ; l'intervention directe des ministères techniques dans les TOM à partir de 1977 ; (p. 8397) : le fonds d'aide au développement de l'intérieur et des îles de la Nouvelle-Calédonie ; le double effort de rééquilibrage sur les plans économique et financier ; le Fidil.

Articles et articles additionnels non rattachés [20 novembre 1976]. **Après l'Article 65** (p. 8540) : son amendement n° 117 soutenu par M. Sablé ; adopté après adoption du sous-amendement n° 287 de M. Cerneau.

1977

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la déclaration aux instituts d'émission des cotisations dues aux organismes de sécurité sociale dans les territoires d'outre-mer** (n° **2253**), rapporteur. **Discussion générale** [20 avril 1977] (p. 1979) : l'institution dans les

territoires d'outre-mer d'un dispositif de surveillance de l'endettement des entreprises à l'égard des organismes de sécurité sociale ; la responsabilité confiée par la loi du 2 décembre 1945 au conseil national du crédit ; le caractère incomplet de la surveillance de l'endettement ; l'originalité des organismes de sécurité sociale des territoires d'outre-mer ; l'adoption du projet de loi par la commission.

— **Projet de loi de finances pour 1978 (n° 3120)**. *Deuxième partie :*

Départements d'outre-mer, rapporteur spécial [3 novembre 1977] (p. 6908) : l'absence d'information de la commission relative à la législation applicable à Saint-Pierre-et-Miquelon et aux mesures de départementalisation sociale ; les caractéristiques du projet de budget de 1978 ; la contraction des programmes d'équipement ; la croissance parallèle des dépenses de fonctionnement ; la réduction de la part locale du FIDOM ; l'évolution des crédits consacrés au BUMIDOM ; les mesures à prendre relatives à la Réunion ; l'évolution de la croissance démographique ; la progression de l'investissement industriel et touristique ; (p. 6909) : la départementalisation sociale ; les conditions d'attribution de l'allocation de logement ; la conception des chantiers de chômage ; le ralentissement de la hausse des prix ; l'évolution des tarifs de frets et d'électricité ; l'amélioration de la productivité des cultures ; l'action du FIDOM, FORMA et FEOGA ; le développement de l'élevage à la Réunion ; la situation fiscale défavorable du rhum ; la proposition de loi de M. Camille Petit ; le programme spécifique de développement de la Guyane ; le PAP n° 7 ; l'intégration de Saint-Pierre-et-Miquelon au régime administratif et social de la métropole ; les dérogations au droit commun métropolitain ; l'application de la législation métropolitaine à Mayotte ; (p. 6910) : l'aide financière consacrée à Mayotte ; l'adoption des crédits par la commission.

Territoires d'outre-mer, rapporteur spécial [3 novembre 1977] (p. 6939) : l'indépendance de Djibouti ; l'activité économique des TOM ; la situation du marché du nickel, du marché du coprah ; l'essor du tourisme ; la situation du marché de l'emploi ; la situation monétaire dans les TOM ; la progression de la masse monétaire ; (p. 6940) : le niveau des importations ; l'évolution des prix et des échanges ; l'intervention des pouvoirs publics au soutien de l'activité par le financement de travaux d'équipement ; les charges supportées par le budget de l'Etat au titre des TOM ; les dépenses civiles de fonctionnement ; les dépenses d'équipement ; l'évolution des crédits de paiement ; le budget de la direction des TOM ; la reconduction des charges de gestion et de subvention aux finances locales ; la prise en charge à 80 % des rémunérations des agents des corps de fonctionnaires de la Polynésie ; le budget d'équipement ; les ressources du FIDES ; les grands axes de la rénovation des structures ; la réanimation de l'économie rurale ; diversifier le développement de l'investissement productif ; (p. 6941) : le rôle de l'investissement public ; l'assainissement des finances locales ; les facteurs durables de faiblesse des TOM ; la mise en œuvre d'une solidarité sans réserve.

ROGER (Emile)

Député du Nord
(14e circonscription)
(C).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 735).

S'inscrit au groupe communiste [2 avril 1973] (p. 745).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [5 avril 1973] (p. 756).

Cesse d'appartenir à cette commission [31 octobre 1973] (p. 5155).

Membre de la commission des affaires étrangères [31 octobre 1973] (p. 5155), [2 avril 1974] (p. 1453).

Cesse d'appartenir à cette commission [3 octobre 1974] (p. 4759).

Membre de la commission de la production et des échanges [3 octobre 1974] (p. 4759), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1465).

Membre du comité consultatif de l'utilisation de l'énergie [4 mai 1973] (p. 1051).

Représentant titulaire de l'Assemblée nationale à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [13 juin 1973] (p. 2072).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi (n° **2388**) relatif au contrôle de la concentration économique et à la répression des ententes illicites et des abus de position dominante [6 juillet 1976] (p. 5094).

Représentant suppléant à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [20 novembre 1976] (p. 8557) ; [23 novembre 1976] (p. 8568).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à **modifier l'article L 495 du code de la sécurité sociale relatif à la rente servie au conjoint en cas de maladie professionnelle** (n° **419**) [30 mai 1973].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 812) autorisant la **ratification de la convention** entre le Gouvernement de la **République française** et le **Conseil fédéral suisse** concernant une **rectification de la frontière** entre le département de la Haute-Savoie et le canton de Genève, signée à Paris le 10 juillet 1973 (n° **1118**) [4 juillet 1974].

INTERVENTIONS

1973

— **Déclaration du ministre de l'économie et des finances sur la politique économique, financière et monétaire** (n° **361**) [24 mai 1973] (p. 1568) : évoque l'aggravation des problèmes de l'emploi, l'augmentation du nombre des demandeurs d'emploi, le développement du travail temporaire, l'aggravation des problèmes régionaux, dans les centres industriels mais aussi dans les zones rurales, rappelle le déclin de la petite et de la moyenne paysannerie, les difficultés de la jeunesse, la croissance accélérée des migrations frontalières, la politique d'aménagement du territoire partie intégrante de la politique économique globale des grandes sociétés capitalistes, les socles portuaires d'industries lourdes, éléments de la stratégie des grands groupes à dominante multinationale, estime que les industries renforcent considérablement les déséquilibres de l'emploi, se prononce pour une autre politique, celle du programme commun.

1974

— **Proposition de loi relative à l'article L 495 du code de la sécurité sociale (silicose)** (n° **419**). **Discussion générale** [18 juin 1974] (p. 2751) : législation de 1946 qui plaçait la France à l'avant-garde ; les nouvelles formes de silicose ; les améliorations apportées par le décret du 17 octobre 1957.

— **Projet de loi autorisant la ratification de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Conseil fédéral suisse concernant une rectification de la frontière entre le département de la Haute-Savoie et le canton de Genève,** signée à Paris le 10 juillet 1973 (n° **812**). **Discussion générale** [3 octobre 1974] (p. 4726) : cette convention se propose d'améliorer le contrôle de police et de douane sur la route blanche qui relie Chamonix et Genève.

1976

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux établissements dangereux, insalubres ou incommodes** (n° **1753**). **Discussion générale** [15 avril 1976] (p. 1824) : les problèmes des terrils et crassiers dans les bassins miniers ; les mesures à prendre en ce domaine.

— **Projet de loi portant approbation du VII^e^ Plan de développement économique et social** (n° **2346**). **Discussion générale** [23 juin 1976] (p. 4580) : l'aggravation de la politique de l'insertion maximale de l'économie française dans le système capitaliste ; ses désastreuses conséquences sur l'indépendance économique et sur l'emploi ; l'assujettissement de l'économie française aux Etats-Unis et à la République fédérale d'Allemagne ; les petites et moyennes entreprises, premières victimes de cette politique ; (p. 4581) : la nécessité de développer les PME.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**). *Deuxième partie :*

Industrie et recherche [16 novembre 1976] (p. 8110) : donner la priorité à la création d'emplois industriels ; son recul actuel ; (p. 8111) : le nombre sans cesse croissant des cessations d'activité ; le peu d'emplois créés par les investissements ; la recrudescence du chômage ; l'argent public mis à la disposition des groupes industriels ; la stratégie américaine par rapport à l'industrie française ; IBM ; Honeywell ; ITT ; ATT ; le GRESI.

1977

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, complétant et modifiant le code minier** (n° **1688**). **Discussion générale** [12 avril 1977] (p. 1717) : l'exploitation et la sauvegarde des ressources naturelles ; la conservation des gisements ; la gestion des ressources du sous-sol ; la pratique à grande échelle de la politique de stérilisation de ces ressources ; la nécessité d'une autre politique énergétique ; la revalorisation de la profession et des salaires miniers ; prendre en considération les suggestions des élus des bassins miniers à propos des questions de sécurité ; les condi-

tions d'exploitation d'un terril se situant sur le territoire de la commune qu'il administre. **Discussion des articles. Article 2** (p. 1723) : indique qu'il remplace M. Legrand ; la non-application des dispositions du code minier aux mineurs de barytine.

— **Proposition de loi relative à l'organisation de la sécurité sociale dans les mines** (n° **2116**). **Discussion des articles** [23 juin 1977]. **Article premier** (p. 4151) : les conséquences dommageables pour les mineurs et pour l'entreprise du décret du 18 septembre 1948 ; l'insuffisance actuelle de la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles ; la surdité professionnelle ; (p. 4152) : les lésions ostéo-articulaires provoquées par l'emploi des marteaux pneumatiques ; la nécessité de transférer la gestion des risques d'accidents du travail et de maladies professionnelles à un organisme neutre.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° **3120**). *Deuxième partie :*

Industrie, commerce et artisanat. — I. Industrie [15 novembre 1977] (p. 7441) : la situation de l'industrie du Nord et du Pas-de-Calais ; l'évolution de l'emploi ; la liquidation des houillères ; le recul du pouvoir d'achat ; la nécessité d'une relance de la production par le marché intérieur ; les réserves charbonnières ; (p. 7442) : la rentabilité des exploitations charbonnières.

ROHEL (Jean-Claude)

Député du Finistère
(RI, puis R).

En remplacement, le 9 juillet 1974, de M. Pierre Lelong, nommé membre du Gouvernement.

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [9 juillet 1974] (p. 3405, 3430).

S'inscrit au groupe des républicains indépendants [23 juillet 1974] (p. 3663).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [25 octobre 1974] (p. 5506), [2 avril 1975] (p. 1202).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Donne sa démission de membre de cette commission (*J.O.* du 24 septembre 1977) (p. 4686) [3 octobre 1977] (p. 5769).

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan (*J.O.* du 24 septembre 1977) (p. 4686) [3 octobre 1977] (p. 5769).

Membre de la commission d'enquête sur l'organisation et les pratiques du commerce de la viande [22 octobre 1974] (p. 5326).

DÉPOTS

— **Avis**, présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de **loi de finances pour 1977** (n° 2524) : **Tome IV : Agriculture - Enseignement agricole** (n° **2530**) [12 octobre 1976].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1978** (n° 3120). — Budgets civils. — **Annexe n° 22 : Equipement et aménagement du territoire - Marine marchande** (n° **3131**) [5 octobre 1977].

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Liaisons maritimes entre la Bretagne et le Royaume-Uni** [21 mai 1975] (p. 2940) : les relations Roscoff-Plymouth assurées par une compagnie franco-britannique ; installation d'une compagnie allemande : la TT Line sur cette ligne.

— **Construction aéronautique civile** [9 juin 1976] (p. 3906) : les perspectives de coopération avec les Britanniques dans le domaine de la construction aéronautique civile (Airbus).

— **Boycottage d'un navire français** [17 novembre 1976] (p. 8161) : opposition des dockers britanniques au déchargement d'un bateau français.

— **Agréés en architecture** [11 mai 1977] (p. 2644) : application de l'article 37 de la loi n° 77-2 relative à l'architecture.

— **Attentat contre un relais de télévision** [26 octobre 1977] (p. 6639) : mesures envisagées pour éviter le renouvellement d'actes de sabotage comme celui de Pré-en-Pail en Mayenne.

INTERVENTIONS

1974

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° **1180**). *Deuxième partie :*

Education et enseignement préscolaire [5 novembre 1974] (p. 5842) : ses observations relatives à la trop grande taille de l'administration de l'éducation ; les effectifs des classes du secondaire ; la formation des maîtres ; (p. 5843) : l'amélioration de l'orientation scolaire ; situation de l'enseignement privé catholique ; le forfait prévu s'est dévalorisé au fil des années ; l'enseignement des langues régionales.

1975

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**). *Deuxième partie :*

Qualité de la vie. — III. Tourisme [12 novembre 1975] (p. 8156) : les possibilités touristiques offertes par les campagnes ; l'hébergement en milieu rural, en villages de vacances et en camping ; le caractère excessif du taux de TVA frappant la petite hôtellerie.

Education [12 novembre 1975] (p. 8178) : l'insuffisance des crédits consacrés à l'orientation scolaire dans les établissements du premier cycle ; (p. 8179) : le choix trop limité de séries offert par de nombreux lycées ; réduire les différences entre établissements de grandes villes et établissements de petites villes de province ; les critères d'attribution des bourses ; la lourdeur des effectifs dans certaines classes de l'enseignement privé ; conserver la langue et la culture de la Bretagne ; (p. 8180) : le problème de la formation permanente ; le problème des taux de TVA concernant la construction de locaux scolaires ; le vote positif des républicains indépendants.

Universités [17 novembre 1975] (p. 8506) : demande pour la jeune université de Brest des moyens acrus en matière de recherche.

— **Projet de loi relatif à la sécurité sociale des écrivains, des compositeurs de musique et des artisans créateurs peintres, graveurs, illustrateurs et graphistes** (n° **1733**). **Première lecture. Discussion des articles** [25 novembre 1975]. **Article premier** (p. 8901) : attire l'attention sur les problèmes soulevés par les conditions de travail des artistes de l'Opéra et notamment des chanteurs.

1976

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique agricole** (n° **2223**) [27 avril 1976] (p. 2189) : faire en sorte que l'agriculture française atteigne le niveau correspondant à son développement ; l'élimination de bon nombre de handicaps par le rattrapage historique de l'agriculture entrepris ces dernières années ; faire de la France une grande puissance agricole ; appuyer résolument, et de façon prioritaire, la jeune agriculture ; les données de base de l'agriculture française ; le bilan positif de la période 1970-1975 ; le rattrapage économique en longues périodes ; (p. 2190) : les aspects positifs du VII[e] Plan ; les avantages inattaquables de la politique agricole commune ; les actions directes et indirectes en matière sociale ; le soutien de l'effort d'investissement ; l'attitude du Gouvernement sur le financement global de l'agriculture dans le cadre du VII[e] Plan ; la nécessité d'une politique de décloisonnement de la production agricole et d'une politique prioritaire en faveur de la jeune agriculture ; (p. 2191) : les moyens d'une politique spécifique d'emplois en agriculture ; la nécessité d'une politique de la commercialisation agricole ; l'inscription de la politique agricole dans une politique d'aménagement de l'espace français.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**). *Deuxième partie :*

Agriculture. — FORMA, BAPSA, rapporteur pour avis pour l'enseignement agricole [4 novembre 1976] (p. 7506) : le budget de l'enseignement agricole pour 1977, une mauvaise et vieille tradition ; une politique en « coup d'accordéon » ; la crise de l'enseignement vétérinaire ; les besoins de 1980 ; les crédits de promotion collective ; les transports scolaires ; les bourses ; (p. 7607) : l'enseignement supérieur ; les subventions aux maisons familiales ; l'enseignement agricole privé ; les disparités statutaires des personnels ; les conseillers d'éducation ; le renforcement des formations techniques ; le BEPA ; les deux caractéristiques du budget ; la carte scolaire ; la finalité de l'enseignement agricole ; sa qualité.

Universités [10 novembre 1976] (p. 7869) : la crédibilité et le prestige des universités ; de la rigueur et de la clarté ; (p. 7870) : les erreurs en matière de recrutement ; le personnel ; la transformation de postes d'assistants en postes de maîtres assistants ; le patrimoine ; Paris ; province ; le CNRS ; la sélection ; les laboratoires ; l'action sociale ; les critères d'attribution des crédits de fonctionnement aux universités, les IUT.

1977

— **Projet de loi portant dérogation, en ce qui concerne certains marins des départements d'outre-mer et du territoire d'outre-mer de la Polynésie française, à diverses dispositions du code des pensions de retraite des marins et du décret-loi du 17 juin 1938** (n° **2554**). **Discussion générale** [12 avril 1977] (p. 1713) :

l'extension des dispositions du projet de loi aux pêcheurs artisans métropolitains pratiquant des pêches saisonnières comme il en existe en Bretagne ; la décision prise par le gouvernement irlandais d'interdire la pratique du chalutage dans les eaux territoriales irlandaises.

— **Communication du Gouvernement sur son programme** (n° **2823**) [27 avril 1977] (p. 2239) : l'efficacité et la justice du plan de redressement ; la bataille de l'emploi ; la nécessité d'une politique de la famille ; l'effort gouvernemental en la matière ; le niveau de la majoration des allocations familiales ; les conséquences de l'inflation sur les budgets des familles ; (p. 2240) : la date d'entrée en application du projet de loi instituant un complément familial ; le caractère fondamental d'une réforme du système fiscal ; les effets néfastes des plafonds de ressources ; remettre en question les différentes composantes de la politique familiale ; instituer un système d'allocation prenant en compte l'enfant à charge et les droits de la personne ayant à charge l'enfant ; le coût pour les familles des dépenses des caisses d'allocations familiales.

— **Proposition de loi relative à la liberté de l'enseignement** (n° **2980**). **Discussion générale** [28 juin 1977] (p. 4384) : la défense et la promotion de toutes les libertés ; la Déclaration des droits de l'homme ; (p. 4385) : la loi Debré ; ses résultats ; l'actualisation de la loi ; la parité pour les maîtres de l'enseignement public et de l'enseignement associé ; l'amélioration du contrat d'association ; l'accès de l'enseignement privé à des financements privilégiés ; le financement public de l'école publique ; le financement public de l'enseignement privé ; la privatisation de l'enseignement en France.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° **3120**). *Deuxième partie :*

Agriculture. — **FORMA, BAPSA** [26 octobre 1977] (p. 6656) : le financement de l'agriculture française ; le poids excessif du foncier ; le coût élevé des investissements ; la modernisation des exploitations ; la situation de la Bretagne ; l'action de l'Etat en matière de subventions et de bonifications ; la nécessité de la sélectivité de l'aide de l'Etat ; les délais d'attente dans les caisses de crédit agricole ; l'introduction d'une législation nouvelle sur la limitation des ateliers hors sol ; (p. 6657) : l'élargissement de la CEE.

Education [27 octobre 1977] (p. 6722) : le caractère effectif de la réforme Haby ; la finalité de la réforme ; la promotion des enseignements ; le projet éducatif du parti socialiste ; les thèses du programme commun ; la nationalisation ; la proposition de loi Guermeur ; le rapport Mexandeau ; (p. 6723) : les sondages en faveur de l'enseignement privé ; le financement de la formation permanente des maîtres et des ateliers ; les choix gouvernementaux en matière d'éducation ; le projet de budget pour 1978 ; les actions en faveur des CFA ; l'informatisation des procédures d'octroi des bourses nationales d'étude du second degré ; les créations d'emplois ; la faiblesse du niveau des bourses ; les crédits affectés aux transports scolaires ; le problème du ramassage scolaire dans les zones rurales.

Universités [8 novembre 1977] (p. 7135) : l'action du secrétariat d'Etat aux universités ; la démocratisation de l'enseignement supérieur ; l'évolution du nombre des étudiants ; les grandes écoles ; les étudiants étrangers ; la concentration des universités dans la région parisienne ; (p. 7136) : le projet de budget pour 1978 ; la qualité de la recherche ; la transformation d'emploi de maître assistant en maître de conférences ; l'effort de restructuration ; l'action en faveur du CNRS ; la politique en faveur des personnels ; la revalorisation des bourses ; la rénovation des enseignements du second cycle.

Equipement et aménagement du territoire. — Transports. — V. **Marine marchande,** rapporteur spécial [17 novembre 1977] (p. 7629) : l'évolution des trafics maritimes internationaux et nationaux ; l'évolution des crédits ; les crédits consacrés à l'administration générale ; les crédits consacrés à la police maritime ; les crédits affectés à la lutte contre les pollutions marines ; l'action culturelle et sociale ; l'enseignement et l'apprentissage maritime ; (p. 7630) : le budget du régime social ; la stabilisation de la part de l'action économique dans l'ensemble du budget ; l'évolution des pêches maritimes et des cultures marines ; l'aggravation du déséquilibre des échanges extérieurs ; l'évolution de la flotte française ; la construction navale ; la régression du carnet de commandes ; les mesures d'aides ; les observations de la commission des finances ; la majoration des crédits de la SNSM (Société nationale de sauvetage en mer) et de l'AGEAM (Association de gérance des établissements de l'apprentissage maritime) ; engager des études tendant à établir une corrélation entre les pensions et les rémunérations des marins ; la réduction des échanges de produits de la mer ; l'aide aux armateurs de pêche ; l'extension de l'assurance prospection aux services maritimes ; le soutien conjoncturel de la construction navale ; l'adoption du projet de budget par la commission des finances.

ROLLAND (Hector)

Député de l'Allier
(1re circonscription)
(UDR, puis RPR).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 733).

S'inscrit au groupe d'union des démocrates pour la République [2 avril 1973] (p. 744).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [5 avril 1973] (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1465).

Membre de la commission d'enquête sur les pratiques des sociétés pétrolières en France [28 juin 1974] (p. 3212).

Chargé d'une mission temporaire auprès de M. le Premier ministre [18 décembre 1974] (p. 8040).

Il est mis fin à sa mission temporaire auprès de M. le Premier ministre [20 juin 1975] (p. 4568).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à **faire du 8 mai un jour férié** (n° **185**) [12 avril 1973].

— **Proposition de loi** tendant à **modifier les dispositions relatives aux élections professionnelles afin de permettre aux électeurs de voter, dès le premier tour de scrutin, pour des listes autres que celles présentées par les organisations syndicales** (n° **667**) [2 octobre 1973].

— **Proposition de loi** tendant à **rendre applicable l'ordonnance n° 67-693 du 17 août 1967 relative à la participation des salariés aux fruits de l'expansion des entreprises à toutes les entreprises employant habituellement cinquante salariés ou plus** (n° **668**) [2 octobre 1973].

— **Proposition de loi** tendant à assurer une meilleure **protection des animaux** (n° **964**) [30 mai 1974].

— **Proposition de loi** visant à permettre de conférer l'**honorariat** aux **anciens conseillers généraux** ayant exercé leurs fonctions pendant au moins vingt-quatre ans dans le même département (n° **2648**) [25 novembre 1976].

— **Proposition de loi** tendant à compléter le **code électoral** afin d'interdire la publication et la diffusion des **sondages d'opinion** pendant le mois qui précède les élections des députés, des conseillers généraux et des conseillers municipaux (n° **2790**) [13 avril 1977].

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Propagande politique dans les universités** (université de Vincennes, école normale supérieure) [20 novembre 1974] (p. 6793).

— **Revalorisation des rentes viagères** [8 octobre 1975] (p. 6656) : insuffisance de cette revalorisation.

— **Réunions politiques dans les établissements scolaires** [26 novembre 1975] (p. 8957): les réunions organisées par le parti communiste ; l'indispensable respect de la neutralité scolaire.

INTERVENTIONS

1973

— **Déclaration du ministre de l'agriculture et du développement rural sur les récentes délibérations du conseil des ministres des Communautés européennes** (n° **277**) [3 mai 1973] (p. 1017) : souligne la hiérarchisation indispensable entre les prix des productions végétales et ceux des productions animales ; souhaite le développement de l'élevage, de la production de viande bovine ; la mise en place rapide de l'office de la viande ; évoque de nouveaux financements de l'élevage, les prêts spéciaux à l'élevage ; estime insuffisants les crédits affectés à ces prêts ; demande l'accroissement des moyens du Crédit agricole.

— **Projet de loi relatif au droit de licenciement** (n° **197**). **Discussion des articles** [29 mai 1973]. **Article 5 : Article 24 q du code du travail** (p. 1630) : soutient l'amendement de M. Boudet : distinction entre les fautes de l'employeur — forme et fond — dans la procédure de licenciement. **Article 24 s** (p. 1634) : son amendement tendant à porter à 51 le seuil retenu dans l'article.

— **Projet de loi modifiant certaines dispositions du code du service national** (n° **360**). **Discussion générale** [12 juin 1973] (p. 2052) : adoption de la loi Debré à la quasi-unanimité ; caractère prémédité de l'agitation ; le vote de la gauche en 1970 ; attitude de Jaurès et de Blum face au budget de la défense nationale en 1913 et en 1937 ; (p. 2053) : nécessité de la réflexion en temps de paix ; bien-fondé de l'étude tendant à l'amélioration des textes ; ses critiques à l'égard des propos de M. Josselin ; opportunité d'aménager les modalités d'application du code du service national ; place de l'armée dans la nation ; attitude dc

l'opposition à l'égard de l'armée ; assouplissement apporté par le projet de loi.

— **Rappel au règlement** [27 juin 1973] (p. 2549) : demande adressée par soixante députés UDR au Premier ministre en vue de convoquer l'Assemblée en session extraordinaire.

— **Propositions de loi relatives à la retraite anticipée pour les anciens prisonniers de guerre** (n[os] **137, 164, 381, 410**). **Discussion générale** [28 juin 1973] (p. 2637) : ses arguments en faveur de l'adoption du texte en discussion ; ses conséquences financières ; son appel au nom de son groupe en faveur des anciens prisonniers de guerre et des anciens combattants.

— **Projet de loi d'orientation du commerce et de l'artisanat** (n° **496**). **Discussion générale** [2 octobre 1973] (p. 3986) : action du ministre du commerce et de l'artisanat ; sa crainte que les décrets d'application ne défigurent le projet ; indique que son groupe de réflexion étudiera attentivement les dispositions que contiendront ces décrets ; éventualité d'un rappel à l'ordre au ministère des finances et au ministère de la santé ; sa confiance au ministre pour défendre ce projet. **Discussion des articles** [11 octobre 1973] : **Article 18** (p. 4291) : sa question relative aux moyens financiers des chambres de commerce et de métiers pour exercer une responsabilité dans la construction de logements ; [18 octobre 1973] : **Article 41** (p. 4551) : ses arguments en faveur du sous-amendement de M. de Poulpiquet : possibilité d'option pour le contrat d'apprentissage dès l'âge de quinze ans.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° **646**).

Première partie :

Discussion des articles [25 octobre 1973] : **Article 2** (p. 4782) : intervient dans la discussion de l'article 2 i proposé par l'amendement du Gouvernement ; demande que les entreprises employant moins de cinquante salariés bénéficient des avantages qu'une loi nouvelle accorderait aux entreprises occupant plus de cinquante salariés.

Deuxième partie :

Agriculture et développement rural. — FORMA, BAPSA [7 novembre 1973] (p. 5278) : coût d'installation du téléphone en milieu rural ; disproportion avec le coût des installations dans les villes ; suggère de faire jouer la solidarité nationale (coût unique pour toutes les installations) ; (p. 5279) : difficultés de l'élevage, clause de pénurie ; baisse des prix de la viande sur pied, importations de viande, hausse du prix de la viande à la consommation ; problème des adductions d'eau ; conséquences qu'aurait la disparition de la nature même de nos campagnes ; priorité à donner au monde rural ; (p. 5334) : défense de la propriété familiale et Programme commun de la gauche, sa référence à l'histoire du parti communiste là où il est en place, communistes au pouvoir et disparition de la propriété ; ses observations sur l'association des socialistes et des communistes dans le Programme commun.

Développement industriel et scientifique [8 novembre 1973] (p. 5378) : crise du Proche-Orient et avenir énergétique au cours de la prochaine décennie ; nécessité d'augmenter le pourcentage du PNB consacré à la recherche scientifique ; coût d'une usine de séparation isotopique ; effort qui devrait être pris en charge par la CEE ; estime que le budget de la recherche scientifique doit être dans l'immédiat considérablement augmenté ; nécessité d'accords européens sur l'énergie nucléaire ; avance nucléaire de la France et sacrifices financiers consentis.

Comptes spéciaux du Trésor [20 novembre 1973]. **Après l'Article 45** (p. 6126) : soutient l'amendement de M. Mario Bénard tendant à majorer la redevance perçue par le fonds national pour le développement des adductions d'eau dans les communes rurales.

— **Projet de loi relatif à l'amélioration des conditions de travail** (n° **636**). **Discussion générale** [22 novembre 1973] (p. 6266) : répond aux propos de M. Le Pensec sur les patrons. **Discussion des articles. Article premier** (p. 6282) : ses réflexions sur la générosité dans l'opposition et dans la majorité ; moyens de mettre la générosité en pratique ; ses propos à l'adresse de l'opposition ; [27 novembre 1973] (p. 6362) : son amendement tendant à préciser les compétences du comité d'entreprise et de la commission spéciale chargée de l'amélioration des conditions de travail ; (p. 6364) : ses arguments à l'encontre de l'amendement de M. Simon-Lorière : travail de nuit ; son amendement relatif aux modalités de consultation des comités d'entreprise. **Article 3** (p. 6372) : son amendement : limite à la durée des visites de l'entreprise. **Article 5** (p. 6376) : son amendement visant les organismes de représentation du personnel autres que les comités d'entreprise. **Article 8** (p. 6379) : son amendement : rôle du directeur de l'agence nationale ; son amendement : procédure de nomination du directeur de l'agence.

— **Projet de loi relatif à l'interruption volontaire de grossesse** (n° **455**). **Discus-**

sion générale [13 décembre 1973] (p. 6973) : rappelle le drame qu'est l'avortement ; estime nécessaire d'aborder le problème en fonction non seulement d'une morale, mais aussi du maintien d'un équilibre démographique ; cite l'exemple de la Grande-Bretagne où les avortements clandestins n'ont pas régressé ; rappelle les campagnes de propagande qui sont actuellement faites en faveur de deux thèses opposées ; (p. 6974) : demande que la maternité ne puisse être considérée par la femme comme un handicap ; demande un assouplissement des règles de l'adoption ; expose les problèmes médicaux auxquels donnerait naissance une généralisation de l'avortement ; estime nécessaire d'éduquer les enfants, les adolescents et les couples sur les problèmes de la contraception et d'améliorer les conditions d'existence de certaines couches de la société ; craint trop de précipitation dans la recherche d'une solution.

1974

— **Rappels au règlement** relatifs aux questions au Gouvernement, réponses des ministres [19 juin 1974] (p. 2789).

— **Projet de loi relatif à la radiodiffusion et à la télévision** (n° **1161**). **Discussion des articles** [24 juillet 1974]. **Article 23** (p. 3804) : dangers des mises à la retraite d'office.

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° **1180**).

Deuxième partie :

Commerce et artisanat [29 octobre 1974] (p. 5526) : au nom de son collègue M. Glon, évoque les obstacles à l'évolution de la petite entreprise ; aider l'entreprise à passer les seuils de croissance du dixième, du cinquantième et du centième salarié ; encourager en fonction des créations d'emplois ; crédit aux entreprises dynamiques ; en son nom propre demande de desserrer l'étau des crédits.

Santé publique et action sociale [29 octobre 1974] (p. 5558) : malaise dans les hôpitaux ; statut des hôpitaux publics et de leur personnel ; (p. 5559) : départ des infirmières hospitalières vers le secteur privé ; disparité des rémunérations entre les secteurs public et privé pour les médecins ; statut des médecins à temps partiel ; prix de journée ; humanisation des hôpitaux ; écoles d'infirmières ; la commission nationale devrait réfléchir à l'avenir de l'hospitalisation publique ; l'aspect humain au centre de nos préoccupations.

Travail [4 novembre 1974] (p. 5800) : inquiétude sur les problèmes de l'emploi ; concilier la rigueur des décisions financières et la souplesse dans leur application ; s'inquiète des difficultés financières des établissements Coder de Marseille et des usines Citroën ; le Gouvernement doit se préoccuper de la gestion de ces grandes sociétés industrielles afin d'éviter le chômage et la réduction des exportations ; la situation de la société Néogravure ; le règlement tardif des marchandises exportées : le Gouvernement devrait avancer le règlement ; (p. 5801) : approuve la décision d'accorder la retraite anticipée aux anciens combattants et prisonniers de guerre ; le monopole de candidature au premier tour des élections aux comités d'entreprise dont bénéficient les organisations syndicales représentatives contredit aux principes d'égalité et de liberté ; demande que toutes les organisations, reconnues ou non, aient le droit de présenter des candidats au premier tour à toutes les élections professionnelles ; souhaite que soit engagé le processus de reconnaissance de la CFT ; se demande si l'action des travailleurs est une action syndicale ou politique ; favorable à l'accueil des réfugiés chiliens en France.

Agriculture. — FORMA, BAPSA [7 novembre 1974] (p. 6039) : les problèmes de l'élevage ; les prêts à court terme ; les transformations de l'agriculture ; la formation et les conditions de vie ; le rôle de l'épouse dans la marche de l'exploitation ; assurer un juste revenu aux céréaliers et producteurs ; les prix d'intervention ; les maisons familiales ; votera le budget.

Anciens combattants [13 novembre 1974] (p. 6313) : ses observations relatives à la politique à l'égard des anciens combattants ; demande au Gouvernement d'attribuer un contingent exceptionnel de croix de la Légion d'honneur et de croix du Mérite.

Budget annexe des postes et télécommunications [20 novembre 1974] (p. 6796) : rappelle la paralysie de notre économie nationale causée par la grève qui dure depuis plus d'un mois ; évoque les conditions de travail dans les grands centres postaux ; déplore la modicité des émoluments des jeunes postiers ; évoque les avantages considérables accordés à la presse ; (p. 6797) : demande l'augmentation des intérêts versés par le Trésor pour les dépôts de chèques postaux ; comme président du comité des usagers, évoque les inquiétudes de ceux-ci, demande pourquoi les représentants de la CGC au sein des PTT n'ont pas été appelés à participer aux discussions du 25 octobre au 5 novembre.

— **Projet de loi relatif à l'interruption volontaire de grossesse** (n° **1297**). **Discussion générale** [26 novembre 1974] (p. 7031) :

constate qu'un tel débat transforme chaque député en juré d'assises ; (p. 7032) : fait part de son expérience d'enfant adopté ; les exemples alarmants des pays étrangers ; (p. 7033) : seules la cruauté et la destruction ressortent du projet ; les risques démographiques ; assouplir les lois relatives à l'adoption ; les souffrances endurées pendant sa jeunesse ne lui permettent pas cependant de refuser le droit à la vie.

— **Rappel au règlement** [27 novembre 1974] (p. 7103) : retransmission par la télévision du débat relatif à l'interruption volontaire de la grossesse.

1975

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique de l'énergie** [14 mai 1975] (p. 2687) : le risque de pénurie ; l'insuffisance de nos ressources naturelles ; accorder la priorité à l'énergie nucléaire ; (p. 2688) : la dramatisation de l'opinion publique par les effets de la bombe atomique ; le caractère sûr des centrales nucléaires ; mettre en valeur cette sécurité ; se prémunir contre les déchets.

— **Rappel au règlement de M. Jean Fontaine** [25 juin 1975] : s'associe aux critiques de ce dernier.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**).

Deuxième partie :

Crédits militaires. — Budget annexe du service des essences [30 octobre 1975] (p. 7631) : la vigilance que commande la situation internationale ; l'amélioration de la condition militaire ; l'abaissement de la part de la défense dans le budget de l'Etat ; (p. 7632) : un budget qui ne correspond pas aux besoins de l'armée ; le caractère de plus en plus redoutable des forces militaires de l'Europe orientale ; prévoir une programmation des équipements.

Intérieur [13 novembre 1975] (p. 8307) : la sécurité des Français ; l'insuffisance des effectifs de police par rapport aux besoins ; réconcilier les policiers avec leur métier ; le problème de leur formation.

Débat préparatoire en commission élargie à l'examen des crédits du ministère de la justice. Débat du 12 novembre 1975 [*J.O.* du 17 novembre 1975] (p. 8514) : interroge le garde des sceaux sur l'application de la loi pénale en matière de suspension du permis de conduire ; attire l'attention sur le sort de M. Rongier écroué à Saint-Etienne sur décision du juge d'instruction.

1976

— **Projet de loi portant réforme de l'urbanisme** (n° **1881**). **Discussion des articles** [13 avril 1976]. **Article 38** (p. 1662) : ses observations sur l'article 38. **Après l'Article 38** (p. 1664) : se déclare hostile à l'amendement n° 223 de M. Dubedout qui spolierait la propriété privée.

— **Projet de loi portant imposition des ressources provenant de plus-values assimilables à un revenu** (n° **2206**). **Discussion générale** [3 juin 1976] (p. 3703) : la fronde parlementaire est causée par la crainte des échéances politiques prochaines mais aussi par un danger économique ; (p. 3704) : le projet sera générateur d'inflation ; le projet n'a pas été bien étudié et la consultation, notamment celle du comité des usagers, a été insuffisante ; le Gouvernement et la majorité devraient trouver un terrain d'entente ; le projet frappe un nombre considérable de gens au lieu de viser quelques milliers de fraudeurs ; ce projet est décourageant et impopulaire ; la petite résidence secondaire n'échappe pas à l'impôt, contrairement au Napoléon et aux châteaux ; (p. 3705) : crainte que les Français ne soient placés sous la surveillance constante du fisc ; il vaut mieux rejeter le texte ; le dilemme du parlementaire est de soutenir soit le projet, soit l'opinion publique ; or il se sent solidaire du peuple ; les libéraux ne doivent pas prendre en compte les projets qui ne le sont pas ; l'orateur ne pourra voter le projet ; [8 juin 1976] (p. 3852) : est résolu à être « coriace ».

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1976** (n° **2523**). **Discussion générale** [13 octobre 1976] (p. 6569) : les récriminations des électeurs ; la maladie de langueur des Français ; le caractère indispensable d'un climat de confiance comme en 1926 et 1952 ; (p. 6570) l'autorité de l'Etat ; la famille ; critique de la loi autorisant l'avortement ; le problème du financement des retraites ; les mères célibataires ; les femmes chefs de famille ; la suppression de la gratuité de la pilule ; les films agressifs ; l'effort en faveur de la défense nationale ; l'aide aux agriculteurs ; l'achat massif d'aliments ; le problème des coûts en agriculture ; la sécurité sociale ; (p. 6571) : la responsabilité de l'entreprise ; le profit, base d'une répartition équitable entre les participants à la vie de l'entreprise ; les PME ; l'inquiétude du pays ; la baisse de la bourse depuis la loi sur les plus-values ; la défaillance du franc ; le passé de M. Mitterrand ; prendre en compte les augmentations de salaires depuis 1968 ; les tantièmes.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**).

Deuxième partie :

Crédits militaires. — Budget annexe du service des essences [8 novembre 1976] (p. 7756) : la sécurité du territoire ; les libertés ; la politique de ses moyens ; des moyens insuffisants ; la pensée militaire ; la détente ; le patriotisme ; la destination des armes ; un dossier confidentiel ; le moral d'une armée ; l'antimilitarisme ; un budget de fonctionnement et d'équipement.

Education [17 novembre 1976] (p. 8203) : le rôle de l'école ; l'effort entrepris en faveur de l'éducation ; les écoles maternelles ; le comité des usagers ; l'augmentation du montant des bourses ; relever le seuil du plafond de ressources ; les bâtiments vétustes ; la construction scolaire ; la dégradation démographique ; le bilan de la rentrée des écoles maternelles ; l'enseignement technique ; les centres départementaux d'apprentissage ; revenir à l'apprentissage sur le tas dès l'âge de quatorze ans ; (p. 8204) : les difficultés des familles et des collectivités locales vis-à-vis des frais de transport ; les problèmes des zones rurales ; l'auxiliariat ; le problème des frontières séparant les académies.

— Projet de loi, adopté par le Sénat, portant réforme de l'aide au logement (n° **2631**). **Discussion des articles** [16 décembre 1976]. **Article 5** (p. 9506) : les deux explications contradictoires ; l'amendement n° 65 de M. Bécam.

1977

— Projet de loi aménageant la taxe professionnelle (n° **2869**). **Discussion générale** [17 mai 1977] (p. 2804) : le report de l'application du projet de loi au 1er janvier 1979 ; la minimisation des effets du texte gouvernemental par le dépôt d'un nouveau projet de loi ; la non-acceptation par le Premier ministre d'une demande d'audience ; (p. 2805) : la nécessité de réfléchir davantage aux projets de loi déposés ; tenir compte de l'avis des députés ; la chasse faite aux bouilleurs de cru en dépit des importations massives d'alcools étrangers ; indique qu'il ne votera pas le projet de loi.

— Proposition de loi tendant à compléter les dispositions du code des communes relatives à la coopération intercommunale (n° **2928**). **Discussion générale** [2 juin 1977] (p. 3325) : l'abus qui est fait du suffrage universel ; l'autoritarisme dont font preuve certains délégués de petites communes ; Jacques Chirac ; l'intolérance dont fait preuve l'opposition ; (p. 3326) : les critères de fixation de la représentation des communes ; faire en sorte que celle-ci soit proportionnelle au nombre d'habitants et à leur participation financière ; la justification de la proposition de loi de M. Foyer ; son extension aux districts et aux syndicats à vocation multiple.

— Projet de loi accordant des garanties de procédure aux contribuables en matière fiscale et douanière (n° **2769**). **Discussion des articles** [23 juin 1977]. **Article 5** (p. 4120) : son amendement n° 26 soutenu par M. Lauriol ; repoussé.

— Projet de loi de finances pour 1978 (n° **3120**).

Discussion générale [12 octobre 1977] (p. 6093) : l'interrogation du pays sur son avenir ; l'insuffisance des mesures relatives à la réévaluation dans les pays étrangers ; les dispositions de la loi de finances relative au régime fiscal des dirigeants des petites et moyennes entreprises ; (p. 6094) : l'importance du montant de la vignette spéciale pour véhicule de société ; les contraintes pesant sur les chefs d'entreprise en matière d'embauche ; l'extension du contrôlographe ; la prolifération des grandes surfaces ; les conséquences de la prime permettant l'installation d'artisans en milieu rural ; le conflit entre le libéralisme affiché et le technocratisme pratiqué ; les problèmes de l'industrie sidérurgique et de l'industrie textile ; le report de l'application de la taxe sur les plus-values ; propose l'institution de « comités des sages » ; l'application de la loi sur l'avortement ; (p. 6095) : le règlement des dossiers des rapatriés d'Algérie ; la nécessité d'un effort particulier sur le plan de l'énergie ; l'abattement de 10 % sur le revenu des retraités et des pensionnés.

Deuxième partie :

Equipement et aménagement du territoire. — Equipement, aménagement du territoire et urbanisme [16 novembre 1977] (p. 7538) : la généralisation de la réforme du logement ; (p. 7539) : la contribution des organismes d'HLM à l'expérimentation de la réforme ; les difficultés financières des offices d'HLM ; le blocage et la limitation de la hausse des loyers ; la non-justification de la construction de l'autoroute A 71 ; (p. 7539) : l'avis des différents élus de la région sur le tracé de l'autoroute A 71 ; (p. 7540) : l'avis du Conseil d'Etat sur la construction de l'A 71.

— Projet de loi relatif à l'indemnisation des Français rapatriés d'outre-mer dépossédés de leurs biens (n° **3179**). **Discussion générale** [29 novembre 1977] (p. 8017) : le problème des rapatriés d'Algérie ; les mesures proposées en faveur des personnes âgées de plus de soixante-dix ans ; (p. 8018) : le caractère incomplet du projet ; la spoliation des rapatriés ayant répondu à l'appel de Constantine ; son amendement, déclaré irrecevable, relatif à l'indemnisation des rapatriés ayant répondu

à l'appel de Constantine ; la loi du 15 juillet 1970 ; son souci de ne pas faire de l' « hectoralisme » ; la situation des harkis ; (p. 8019) : indique qu'il votera le projet de loi. **Discussion des articles** [30 novembre 1977]. **Avant l'Article premier** (p. 8061) : son amendement n° 26 : conditions dans lesquelles les poursuites relatives au remboursement des dettes consécutives à un prêt peuvent être autorisées et aménagement du moratoire judiciaire des rapatriés ; la reprise par la commission des finances de son amendement n° 26 ; (p. 8062) : l'éventualité du rejet par le Gouvernement des amendements n° 49 et n° 50 de la commission ; amendement n° 26 retiré. **Après l'Article 11** (p. 8084) : les déclarations du Premier ministre ; le bien-fondé de l'amendement n° 49 de M. Tissandier.

— **Projet de loi tendant au développement de la concertation dans les entreprises avec le personnel d'encadrement** (n° **3203**). **Deuxième lecture. Discussion des articles** [20 décembre 1977]. **Article premier** (p. 9098) : son amendement n° 1 : suppression de la consultation des représentants élus du personnel d'encadrement et des délégués syndicaux lors de l'établissement du rapport sur les voies et moyens du développement de la concertation ; les critiques faites par le rapporteur sur son amendement n° 1 ; les exigences du monde industriel ; amendement n° 1 repoussé.

ROSSI (André)

Député de l'Aisne
(5e circonscription)
(RDS).

Secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (porte-parole du Gouvernement) du 8 juin 1974 au 25 août 1976.

Ministre du commerce extérieur du 27 août 1976 au 29 mars 1977 et du 30 mars 1977 au 1er avril 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 733).

S'inscrit au groupe des réformateurs démocrates sociaux [2 avril 1973] (p. 745).

Est nommé secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (Porte-parole du Gouvernement) (Gouvernement Chirac). Décret du 8 juin 1974 [*J.O.* du 9 juin 1974] (p. 6179).

Le président de l'Assemblée nationale prend acte de la cessation, le 8 juillet 1974, de son mandat de député [9 juillet 1974] (p. 3405, 3430).

Il est mis fin à ses fonctions de secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, porte-parole du Gouvernement (Gouvernement Chirac). Décret du 25 août 1976 [*J.O.* du 26 août 1976] (p. 5116).

Est nommé ministre du commerce extérieur (Premier Gouvernement Barre). Décret du 27 août 1976 [*J.O.* du 28 août 1976] (p. 5196).

Il est mis fin à ses fonctions de ministre du commerce extérieur (Premier Gouvernement Barre). Décret du 29 mars 1977 [*J.O.* du 30 mars 1977] (p. 1741).

Est nommé ministre du commerce extérieur (Deuxième Gouvernement Barre). Décret du 30 mars 1977 [*J.O.* du 31 mars 1977] (p. 1756).

Il est mis fin à ses fonctions de ministre du commerce extérieur (Deuxième Gouvernement Barre). Décret du 31 mars 1978 [*J.O.* du 1er avril 1978] (p. 1407).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [5 avril 1973] (p. 755), [2 avril 1974] (p. 1454).

Représentant de l'Assemblée nationale à l'Assemblée parlementaire des Communautés européennes [13 juin 1973] (p. 2072).

Donne sa démission de représentant de l'Assemblée nationale à l'Assemblée parlementaire des Communautés européennes [3 juillet 1974] (p. 3269).

DÉPOTS

En qualité de député :

— **Proposition de loi** tendant à **organiser un contrôle parlementaire de l'application des lois** (n° **318**) [10 mai 1973].

— **Proposition de loi** tendant à **instituer une commission spéciale chargée d'étudier dans quelles conditions les dispositions du code des pensions civiles et militaires de retraite annexé à la loi n° 64-1339 du 26 décembre 1964 seront étendues aux fonctionnaires civils et militaires et à leurs ayants cause dont les droits se sont ouverts antérieurement au 1er décembre 1964** (n° **403**) [24 mai 1973].

— **Proposition de loi** tendant à **étendre le bénéfice des dispositions de l'article L 18 du code des pensions civiles et militaires de**

retraite, relatif aux majorations de pensions pour enfants, aux fonctionnaires civils et militaires, titulaires d'une pension proportionnelle, admis à la retraite avant le 1er décembre 1964 (n° **485**) [14 juin 1973].

— **Proposition de loi constitutionnelle** tendant à **instaurer le régime présidentiel** (n° **542**) [28 juin 1973].

— **Proposition de loi** tendant à **faire élire au suffrage universel direct les membres du Parlement européen** (n° **554**) [28 juin 1973].

— **Proposition de loi** tendant à **compléter le code électoral en vue de la prise en considération des bulletins blancs dans le calcul de la majorité absolue** (n° **571**) [28 juin 1973].

— **Proposition de loi** tendant à **appliquer à certains travaux entrepris par les collectivités locales un taux réduit de TVA** (n° **572**) [28 juin 1973], retrait de cette proposition [2 avril 1974] (p. 1449).

— **Proposition de loi organique** tendant à **modifier l'article 7 de l'ordonnance n° 58-1360 du 29 décembre 1958, en vue d'assurer la représentation des retraités civils et militaires au Conseil économique et social** (n° **607**) [29 juin 1973].

— **Proposition de loi** tendant à **l'interprétation de l'article 4, paragraphe I, de la loi n° 64-1339 du 26 décembre 1964, relatif à la liquidation des pensions** (n° **654**) [2 octobre 1973].

QUESTIONS

Questions en qualité de député :

• *questions orales avec débat de :*

— **MM. Max Lejeune** (n° 2), **Robert Fabre** (n° 3), **Niles** (n° 5), **Labbé** (n° 31), **Bernard-Reymond** (n° **251**), **Chinaud** (n° **296**) [25 avril 1973] (p. 884, 885) : problème des **sursis.**

• *question orale sans débat :*

— (n° **300**) : **Catastrophe de Vierzy** [2 mai 1973] (p. 970, 971, 972).

• *questions d'actualité :*

— **Personnel non titulaire de l'éducation nationale** [16 mai 1973] (p. 1300, 1302, 1303) : nécessité de fixer un échéancier pour la résorption de l'auxiliariat ; préparation des auxiliaires aux concours.

— **Découpage régional** [15 juin 1973] (p. 2215, 2216) : prise en considération des observations présentées par les départements ; fusion de la région Picardie-Ardennes-Champagne ; allongement du délai de consultation.

Réponses en qualité de secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (Porte-parole du Gouvernement) :

• *aux questions orales avec débat de :*

— **MM. Robert-André Vivien** (n° **11619**), **Chambaz** (n° **11716**), **Audinot** (n° **11776**), **Fillioud** (n° **11782**), **Chinaud** (n° **11785**) et **Daillet** (n° **11797**) : **ORTF** [26 juin 1974] (p. 2982) : triple problème posé, sur le plan social, le plan financier et le plan des structures ; impopularité de la grève de l'ORTF ; dépassements de crédits, exemple de la troisième chaîne ; coût de gestion de la redevance ; problèmes de la gestion du personnel, des commandes, de la comptabilité analytique ; groupe de travail au sein du Haut conseil de l'audiovisuel sur la télédistribution ; évocation prématurée de la privatisation dans la mesure où le Gouvernement ne l'a pas encore discutée ; indépendance et autonomie budgétaire de l'Office ; tutelle technique exercée par le Gouvernement et contrôle financier (p. 2983, 2984) ; indique à M. Franceschi que le conseil d'administration de l'Office n'a pas statué sur la question des bureaux à l'étranger ; demande de l'Office de majoration de la redevance ; assure M. Gilbert Faure qu'il fera en sorte que l'ensemble du territoire français soit couvert par la télévision ; nécessité de modifier la loi du 3 juillet 1972 si l'on veut une composition tripartite du conseil d'administration ; décision du Gouvernement le 3 juillet (p. 2987).

• *aux questions au Gouvernement de :*

— **M. Fillioud : Application de la loi relative à la radiodiffusion et à la télévision** [2 octobre 1974] (p. 4670).

— **M. Fernand Dupuy : Situation de la télévision et de la radiodiffusion** [16 octobre 1974] (p. 5007).

— **M. Hamel : Rémunération et indemnité de licenciement du directeur d'Europe n° 1** (M. Siegel) [30 octobre 1974] (p. 5622).

— **M. Robert-André Vivien : Atteinte à la liberté d'information** [20 novembre 1974] (p. 6791) : non-parution de deux quotidiens.

— **M. Rigout : Licenciement de journalistes de la radio-télévision** [27 novembre 1974] (p. 7099, 7100).

— **M. André-Georges Voisin : Grève des personnels de l'ORTF** [4 décembre 1974] (p. 7378).

— **M. Pierre Joxe : Maintien de l'emploi à l'ORTF** [11 décembre 1974] (p. 7676).

— **M. Robert-André Vivien : Publication d'un sondage** [18 décembre 1974] (p. 8046) : attitude de la femme salariée à l'égard du travail féminin.

• *aux questions orales avec débat de :*

— **MM. Robert-André Vivien** (n° **17712**), **Fillioud** (n° **18619**), **Mesmin** (n° **18670**), **Chinaud** (n° **18713**), **Leroy** (n° **18885**) : **Problèmes de la presse** [16 avril 1975] (p. 1747) : hommage à Jean Marin et à son action à la tête de l'AFP ; la situation préoccupante de la presse écrite ; le devoir du Gouvernement d'assurer l'indépendance et le pluralisme de la presse ; (p. 1748) : les travaux de la table ronde chargée d'étudier les améliorations apportées au régime fiscal de la presse ; l'aide conjoncturelle que le Gouvernement est prêt à accorder ; le montant de l'aide publique à la presse ; le statut de la presse en France ; (p. 1749) : préparation par le Gouvernement d'un statut de la presse après consultation des organisations syndicales et patronales ; étude des problèmes de l'imprimerie par M. Lecat ; attachement du Gouvernement à une presse d'opinion vivante, critique et prospère ; (p. 1756) : répond aux orateurs : le problème de la presse bilingue ; application de la loi du 4 juillet 1974, dite « loi Cressard » ; (p. 1757) : les abus commis au nom de la liberté d'information ; la recherche par le Gouvernement d'une solution aux problèmes posés par l'entreprise Chaufour ; le cas de l'imprimerie Paul Dupont ; les observations de M. Ginoux relatives à la situation de l'imprimerie ; le lieu d'impression de *Miroir Sprint* ; les mesures prises en 1973 et 1974 en faveur des journaux d'opinion ; (p. 1758) : l'historique de l'affaire du *Parisien libéré* ; (p. 1759) : la volonté du Gouvernement de défendre la liberté de la presse et la liberté du travail.

• *aux questions au Gouvernement de :*

— **M. Kiffer : Objectivité de l'information** [30 avril 1975] (p. 2273) : dispositions des cahiers des charges des nouvelles sociétés relatives à cette question ; objectivité du reportage de la prise de Da-Nang, acheté par les télévisions américaine et suédoise.

— **M. Ginoux : Conflit de la presse parisienne** [28 mai 1975] (p. 3288) : problème de la liberté de la presse ; situation du journal portugais *Republica* ; conflit du *Parisien libéré*.

— **M. Fiszbin : Conflit du** *Parisien libéré* [4 juin 1975] (p. 3657, 3658) : demande de création, par M. Labbé, d'une commission d'enquête sur les conditions de fabrication et de distribution des journaux.

— **M. Robert-André Vivien : Conflits dans la presse** [4 juin 1975] (p. 3660).

— **M. Henri Fiszbin : Conflit du** *Parisien libéré* [18 juin 1975] (p. 4363, 4364) : décision du Gouvernement de faire respecter la liberté de la presse ; application de la loi de 1956 relative au pluralisme syndical.

— **M. Pierre Juquin : Ecoutes téléphoniques** [18 juin 1975] (p. 4364) : centre d'écoutes radio-électriques et de radiogoniométrie de Boullay-les-Trous ; demande par le Gouvernement à la commission des libertés fondamentales d'établir un projet de loi relatif aux écoutes.

— **M. Jean Seitlinger : Budget de l'agence France-Presse** [18 juin 1975] (p. 4366) : le nouveau drame frappant l'agence France-Presse (décès de M. Bernard Cabanes) ; augmentation des crédits de cette agence accomplissant des missions mondiales.

— **M. Paul Boudon : Mesures en faveur des Français musulmans** [18 juin 1975] (p. 4367) : examen par la commission interministérielle pour l'étude des problèmes des Français rapatriés d'Afrique du Nord d'origine islamique du rapport de M. Mario Bénard ; volonté du Gouvernement d'intégrer les Français musulmans dans la société française.

• *à la question orale sans débat de :*

— **M. Chambaz** (n° **20706**) : **Politique des sociétés de radio et télévision** [20 juin 1975] (p. 4579, 4580) : la part de création à la télévision ; les tribunes libres ; l'existence d'un certain malaise ; les contraintes budgétaires ; l'entreprise d'intoxication de l'opinion publique menée par l'union de la gauche.

• *à la question au Gouvernement de :*

— **M. Bonhomme : Respect du droit à l'information** [25 juin 1975] (p. 4715) : l'automatisme du système d'aide à la presse écrite ; la commission pour le respect du droit à l'information radiotélévisée ; la campagne d'intoxication de l'union de la gauche.

• *à la question orale sans débat de :*

— **M. Roland Leroy** (n° **22966**) : **Imprimerie et presse** [10 octobre 1975] (p. 6797, 6798) : mesures prises par le Gouvernement dans les domaines de la concurrence, de l'emploi et des structures industrielles à la suite du rapport de M. Lecat ; réunion de la table ronde sur la presse avant la fin octobre.

• *aux questions au Gouvernement de :*

— **M. Bégault : Mise en place des comités régionaux consultatifs pour la radio et la télévision** [15 octobre 1975] (p. 6914) : installation de ces conseils dans les DOM ; leur composition.

— **M. Chandernagor : Incidents à l'occasion d'une émission télévisée** [12 novembre 1975] (p. 8166, 8167) : la seule responsabi-

lité d'Antenne 2 dans les incidents relatifs à l'émission des dossiers de l'écran sur les problèmes de l'armée.

— **M. Ralite : Signature des conventions collectives dans les sociétés de radiodiffusion et de télévision** [10 décembre 1975] (p. 9617) : impossibilité de modifier la date du 31 décembre 1975 sans intervention d'une disposition législative.

— **M. Robert Fabre : Grève des personnels de la radiodiffusion et de la télévision** [10 décembre 1975] (p. 9618).

• *aux questions orales sans débat de :*

— **M. Benoist** (n° **24762**) : **Situation du secteur de l'imprimerie et du secteur annexe de la pâte à papier** [12 décembre 1975] (p. 9759) : rôle de l'IDI (institut de développement industriel) ; situation de l'imprimerie Grama, à Nevers ; projet d'implantation d'une usine de pâte à papier à Sougy-sur-Loire.

— **M. Darinot** (n° **24842**) : **Censure des émissions d'information des consommateurs** [12 décembre 1975] (p. 9760, 9761) : le régime des émissions d'information des consommateurs fixé par le cahier des charges des quatre sociétés de programme ; leur droit de refuser des émissions constituant des contre-publicités.

• *aux questions au Gouvernement de :*

— **M. Fillioud : Prise de participation dans la société Hachette** [17 décembre 1975] (p. 9907) : impossibilité pour le Gouvernement d'indiquer le montant et l'origine des achats d'actions Hachette.

— **M. Fillioud : Désignation d'un directeur général adjoint de l'agence France-Presse** [14 avril 1976] (p. 1713-1714) : la loi du 10 janvier 1957 portant statut de l'AFP et stipulant que la désignation des directeurs doit être faite par le conseil d'administration sur proposition de son président.

— **M. André Laurent : Revendications des journalistes** [28 avril 1976] (p. 2251) : les négociations à l'intérieur de la profession sur le statut de la presse.

— **M. Duroméa : opportunité de certaines émissions de télévision** [28 avril 1976] (p. 2252) : la liberté de programmes des sociétés de radio et de télévision ; la commémoration de la journée de la déportation par le Gouvernement.

— **M. Robert-André Vivien : Retransmission de la finale de la coupe d'Europe des clubs** [5 mai 1976] (p. 2625) : indépendance des présidents des chaînes de télévision ; possibilité de faire exception au mécanisme de retransmission alternative.

— **M. Chinaud : Gestion des sociétés de télévision** [12 mai 1976] (p. 2929) : les émissions en stock et leur coût ; la nécessité pour les présidents et leur conseil d'administration de veiller à ce qu'aucun producteur ne dispose d'un monopole dans la société.

— **M. Caro : Emissions politiques à la télévision** [19 mai 1976] (p. 3190) : la vocation régionale de FR 3 sera maintenue ; le respect de l'article 19 du cahier des charges.

— **M. Darinot : Qualité des programmes de télévision** [19 mai 1976] (p. 3194) : le respect de l'autonomie de chacune des chaînes ; les problèmes des jeunes auteurs ou réalisateurs, et celui de la création.

• *à la question orale sans débat de :*

— **M. Robert-André Vivien** (n° **27736**) : **Publicité clandestine à la télévision** [21 mai 1976] (p. 3378, 3379, 3380) : les précautions prises pour éviter la publicité non autorisée à la radio et à la télévision ; la création d'un organisme d'observation des programmes ; l'augmentation des citations publicitaires sur TF 1 et Antenne 2 à partir de fin 1975 ; l'obligation pour le Gouvernement de veiller à l'application du cahier des charges ; la nécessité d'une déontologie en matière publicitaire.

Réponses en qualité de ministre du commerce extérieur :

• *aux questions au Gouvernement de :*

— **M. Crépeau : Importations d'alcools en Amérique** [1er décembre 1976] (p. 8851) : les mesures discriminatoires prises par les Etats-Unis ; l'augmentation des droits de douane ; son incidence sur nos exportations de cognac ; la protestation adressée au Gouvernement américain.

— **M. Brochard : Limitation des importations** [27 avril 1977] (p. 2215) : l'opposition du Gouvernement au protectionnisme ; son action pour la restauration de la rentabilité des entreprises par la lutte contre l'inflation ; contrôle des douanes ; garanties données par l'accord multifibres du textile.

— **M. Denis : Contrôle des restrictions apportées aux importations de textile** [22 juin 1977] (p. 4055, 4056) : importance de ce contrôle ; application des dispositions de l'article 115 du traité de Rome ; multiplication des contrôles douaniers.

— **M. Morellon : Dégradation de nos échanges avec la République fédérale d'Allemagne** [22 juin 1977] (p. 4420) : distorsion de la conjoncture économique entre nos deux pays en 1976 ; problème des normes ; contrôle des détournements de trafic ; participation de l'Auvergne à la reconquête du marché allemand.

— **M. Durieux : Importations d'articles textiles et négociation de l'accord multifibres** [19 octobre 1977] (p. 6343) : organisation d'un contrôle efficace ; conditions mises par le Gouvernement français au renouvellement de l'accord multifibres.

• *à la question orale sans débat de :*

— **M. Boudet** (n° 2716) : **Inscription d'un débat sur les importations sauvages** [2 décembre 1977] (p. 8229-8230) : l'importance du rapport de la commission d'enquête parlementaire sur les importations sauvages ; les mesures de sauvegarde prises par le Gouvernement ; la thèse sur la croissance ordonnée des échanges défendue par la France.

INTERVENTIONS

En qualité de député :

1973

— **Déclaration de M. le ministre de l'éducation nationale sur les orientations de la politique de l'éducation nationale** (n° 442) [5 juin 1973] (p. 1757) : rénovation pédagogique ; second degré et entrée dans l'enseignement supérieur ; réformes de 1968 ; inquiétude des familles devant la prolongation de la scolarité ; démocratisation de l'enseignement ; système d'élimination à l'université ; scolarité à seize ans ; diversification de l'enseignement ; accroissement des effectifs ; rôle de l'université ; formation et débouchés ; culture traditionnelle ; analyse du concret ; rapports avec le monde réel ; enseignement technique ; apprentissage professionnel et apprentissage artisanal ; finalité de formation technique ; culture générale ; (p. 1758) : structure verticale et hiérarchisée ; dialogue entre les pouvoirs publics et les enseignants ; problèmes catégoriels ; délestage des classes ; développement de l'initiative de l'enfant ; diversification des établissements ; émulation entre les universités ; discipline ; sélection ; échecs scolaires ; culture de masse ; répartition des fruits de l'expansion ; privilèges accordés aux enfants de la société en place ; mai 1968.

— **Proposition de loi, rejetée par le Sénat, tendant à créer un conseil supérieur de l'information sexuelle, de la régulation des naissances et de l'éducation familiale** (n° 273). **Deuxième lecture. Discussion générale** [14 juin 1973] (p. 2136) : cas de non-application de la loi ; déviation de la procédure législative consistant à retarder les décrets d'application ; retards dans la publication des décrets d'application de la loi de 1967 ; s'interroge sur l'existence de fait d'une « procédure de veto » dans l'application actuelle de la Constitution ; non-confusion entre contraception et avortement ; caractère de compromis du texte en discussion ; limites de la loi Neuwirth ; plan d'action prévu pour le conseil supérieur ; évolution des esprits depuis 1967 ; sa référence au rapport de M. Neuwirth ; ses réserves sur la distinction établie par le ministre de l'éducation nationale entre information sexuelle et éducation sexuelle ; ses regrets quant au caractère limité de la proposition de loi ; son accord sur la dévolution au ministre de la santé publique de la tutelle exercée à l'égard du conseil supérieur ; sa préférence pour la formule de l'établissement public ; nécessité de développer et de diffuser sans retard les méthodes contraceptives ; presse le Gouvernement d'inscrire au plus tôt à l'ordre du jour le projet de loi sur l'interruption de grossesse ; risques tenant aux retards qui seraient apportés.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° 646).

Deuxième partie :

Agriculture et développement rural. — FORMA, BAPSA [7 novembre 1973] (p. 5270, 5271) : enseignement agricole ; budget d'attente ; évoque le démantèlement de l'enseignement agricole ; objectifs de la loi du 2 août 1960 ; diminution des autorisations de programme à partir de 1969 ; inquiétudes manifestées ; création des conditions d'un transfert vers le ministère de l'éducation nationale ; sa référence au domaine du téléphone ; non-publication de la carte scolaire ; problèmes de fonctionnement et de personnels ; retards dans le mandatement de la rémunération des heures supplémentaires et dans les reclassements ; difficultés d'intégration à l'éducation nationale de certains professeurs ; réfute les arguments relatifs à l'économie et à la rentabilité, à l'enseignement ségrégatif et à la diminution des effectifs du monde agricole ; s'interroge sur le désintéressement qui frappe notre enseignement agricole ; souhaite que soit engagé un véritable débat ; paradoxe des difficultés de l'enseignement agricole dans le contexte des mesures annoncées par le ministre de l'éducation nationale (diversification des filières de formation) et du principe d'une formation spécifique admis par le ministre du commerce et de l'artisanat.

Education nationale [13 novembre 1973] (p. 5665) : ambitions affirmées et crédits prévus ; critique le système éducatif ; situation des étudiants en médecine reçus en PCEM et non admis en deuxième année ; problème de l'accueil des effectifs ; créations d'emplois ; condition des enseignants ;

(p. 5666) : coût de l'enseignement ; charges des familles ; réforme de la pédagogie du second degré.

Services du Premier ministre. — Economie et finances : Fonction publique [16 novembre 1973] (p. 5898) : problème des rémunérations ; écart entre secteur public et secteur privé ; bases d'une politique de la fonction publique ; recrutement des auxiliaires ; sa question relative à la réunion de la commission des non-titulaires ; diminution des crédits des services sociaux ; demande un véritable débat d'orientation sur la fonction publique.

Santé publique et sécurité sociale [16 novembre 1973] (p. 5926) : retard du secteur hospitalier ; ses observations sur les crédits d'investissements (CHR et hôpitaux généraux non CHR) ; régionalisation des crédits du plan ; (p. 5927) : possibilités d'emprunt et relèvement des prix de journée ; prêt de la caisse nationale d'assurance vieillesse ; souhaite une révision des objectifs du VI[e] Plan avant son achèvement ; action sociale ; projet de loi relatif aux handicapés ; crédits de maintien des personnes âgées au domicile ; fonctionnement des crèches ; subventions aux communes et recrutement du personnel ; personnel hospitalier ; situation des infirmières et problème de leur rémunération ; révision de la grille hospitalière ; secteur privé ; rattrapage du retard pris.

Postes et télécommunications [19 novembre 1973] (p. 5983) : insuffisance des prévisions du plan en matière de télécommunications ; densité téléphonique en France et dans les autres pays industrialisés ; insuffisance de la fluidité, cas de la région parisienne ; nécessité d'une surveillance des matériels et insuffisance des créations d'emplois ; insuffisance des effectifs dans les services de la poste ; politique de l'auxiliariat ; tarifs de presse ; déficit des chèques postaux ; modification des tarifs et raccourcissement du temps des impulsions ; avances remboursables ; insuffisances systématiques dans les prévisions et offres du secteur privé ; vote de son groupe contre le budget.

— **Projet de loi sur la modernisation des bases de la fiscalité directe locale** (n° **637**) [4 décembre 1973] (p. 6558) : hâte du Gouvernement ; souhaite le regroupement des débats sur la fiscalité locale ; réforme de la patente ; allégement de la charge fiscale des industries ; taxe d'enlèvement des ordures ménagères ; (p. 6559) : conditions de travail des commissions communales des impôts directs ; absence d'information sur la nouvelle patente ; poids de la fiscalité locale ; transferts de charges de l'Etat sur les collectivités locales ; TVA ; fiscalité locale dans les pays du Marché commun ; propositions de son groupe ; votera le renvoi en commission.

— **Proposition de résolution tendant à la création d'une commission de contrôle de la gestion financière de l'Office de radiodiffusion télévision française** (n° **764**) [14 décembre 1973] (p. 7048) : contrôle de l'utilisation des fonds publics et pouvoirs du Parlement, accord de son groupe quant à la proposition de création d'une commission de contrôle ; (p. 7049) : crise financière de l'Office, caractère prioritaire du problème de la perception de la redevance, personnel de l'Office, mission de la commission de contrôle ; son opposition à la « chasse aux sorcières » ; ses propos à l'adresse de l'UDR et du personnel de l'Office.

En qualité de secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (porte-parole du Gouvernement).

1974

— **Proposition de loi relative au statut des journalistes pigistes** (n° **182**). **Discussion générale** [27 juin 1974] (p. 3111) : le Gouvernement est favorable à la proposition de loi de M. Cressard.

— **Projet de loi relatif à la radiodiffusion et à la télévision** (n° **1161**). **Discussion générale** [23 juillet 1974] (p. 3649) : répondre au défi technologique que l'audiovisuel nous prépare ; nécessité de préparer le service public à cette épreuve ; mettre en place une organisation réellement décentralisée ; (p. 3650) : organisation de l'établissement public, ses ressources ; les quatre sociétés de programme, leurs organes de responsabilité ; statut de la société de production ; relations des nouvelles unités avec l'Etat ; le contrôle parlementaire ; (p. 3651) : les cahiers des charges ; les trois nouveaux critères pour la garantie de qualité : cahier des charges, grille des horaires, commission d'appréciation ; problème posé par la répartition de la redevance ; (p. 3652) : le système de retraite anticipée au profit du personnel ; le sort des services actuellement communs : la DAEC ; (p. 3653) : les perspectives de l'électro-information ; (p. 3738) : s'oppose à la motion de renvoi en commission. **Réponses aux orateurs : la** privatisation des nouvelles unités exigerait une loi ; l'Etat sera du fait du texte l'unique actionnaire ; statut de société anonyme de la société de production ; (p. 3736) : rattachement des stations régionales à la troisième société nationale ; les quatre paramètres pour la répartition de la redevance. **Discussion des articles. Article premier** (p. 3739) : réponse à M. Hamel : les émissions de la DAEC demeureront ; (p. 3740) : contre les amendements n° 10 de M. Cousté, n° 112 de M. Chambaz,

n° 30 de MM. Fillioud et Chevènement ; (p. 3742) : contre l'amendement n° 161 de M. Fillioud : précision inutile. **Article 2** (p. 3744) : contre l'amendement n° 32 de M. Fillioud : l'établissement public de diffusion représentera le monopole ; (p. 3745) : amendement n° 154 du Gouvernement : autonomie financière pour l'établissement public ; adopté ; contre l'amendement n° 68 de M. Marette : le Premier ministre exercera seul la tutelle sur l'établissement public de diffusion ; (p. 3746) : contre l'amendement n° 148 de M. Le Tac : le Gouvernement indiquera avant trois mois aux commissions le sort des services communs ; (p. 3749) : contre l'amendement n° 23 de M. Buron : les seules dérogations au monopole intéresseront la télédistribution. **Article 3** (p. 3749) : amendement n° 166 du Gouvernement : possibilité pour l'établissement public de diffusion de bénéficier de fonds de concours ; adopté ; (p. 3752) : laisse l'Assemblée juge de l'amendement n° 37 de M. Chevènement incluant les subventions d'Etat au nombre des ressources de l'établissement public de diffusion. **Article 5** (p. 3762) : sur la coordination entre les chaînes. **Article 6** (p. 3763) : pour l'amendement n° 72 de M. Le Tac : coproduction de films cinématographiques. **Article 7** (p. 3772) : amendement n° 151 du Gouvernement : désignation des parlementaires par les commissions du Sénat et de l'Assemblée ; adopté. **Article 11** (p. 3777) : contre l'amendement n° 125 de M. Ralite : les cahiers des charges seront soumis aux commissions parlementaires compétentes ; (p. 3780) : sur l'amendement n° 160 de M. Hamel : les cahiers des charges fixeront la limitation du pourcentage publicitaire. **Après l'Article 12** (p. 3783) : contre l'amendement n° 83 de M. Vivien : hostilité à tout ce qui peut recréer une structure unitaire. **Article 16** (p. 3788) : accord avec l'amendement n° 141 de M. Fanton mais demande à revoir le problème de la taxe radio en octobre ; (p. 3789) : la régie française de publicité sera le seul régisseur des trois chaînes. **Article 19** (p. 3795) : contre l'amendement n° 132 de M. Ralite et l'amendement n° 55 de M. Fillioud : nouvelles garanties offertes aux personnels ; (p. 3799) : amendement n° 171 rectifié : protection des droits acquis du personnel en matière de salaire et de garanties ; adopté. **Article 22** (p. 3802) : précision sur le reclassement des personnels du service de la redevance. **Article 23** (p. 3804) : les mises à la retraite d'office ne seront possible qu'après soixante ans. **Article 24** (p. 3808) : amendement n° 156 du Gouvernement : composition de la commission chargée de répartir les personnels ; adopté. **Article 26** (p. 3811) : réponse à M. Fanton : modalités envisagées pour la mise en commun de la « Maison de la radio ». **Après l'Article 27** (p. 3812) : contre l'amendement n° 64 de M. Chevènement : la délégation à l'information a été créée par le pouvoir réglementaire. **Deuxième délibération Article 6** (p. 3812) : amendement n° 2 du Gouvernement : comité régional consultatif de l'audiovisuel ; adopté. **Article 15** (p. 3814) : amendement n° 3 : approbation par le Parlement de la répartition du produit de la redevance ; adopté. **Article 16** : amendement n° 4 du Gouvernement : reprise des dispositions du deuxième alinéa de l'article 15 voté en première lecture ; adopté. **Article additionnel. Après l'Article 21** (p. 3816) : amendement n° 5 : réintégration de droit réservée aux moins de soixante ans ; adopté. **Article 23** : amendement n° 6 : exclusion des journalistes du bénéfice de la position spéciale ; adopté.

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° **1180**).

Deuxième partie :

Services du Premier ministre. — Information [25 octobre 1974] (p. 5492) : entre le soutien et le parrainage, la voie est étroite ; (p. 5493) : s'étonne de la persistance de l'agitation à propos de la délégation générale à l'information ; le Gouvernement est convaincu qu'il faut aménager le système fiscal de la presse pour le rendre plus simple, plus juste et plus neutre ; les moyens d'équilibrer le budget de l'AFP ; (p. 5494) : le fonds culturel ; le Gouvernement étudie une modification du régime de la TVA ; l'approvisionnement en papier journal ; les rapports entre la nouvelle agence de presse et l'agence France-Presse ; le remplacement du directeur général d'Europe n° 1 a été décidé par le conseil de gérance ; (p. 5495) : l'importance du Haut conseil de l'audiovisuel. **Répond aux orateurs** (p. 5501) : émissions sur ondes courtes ; imprimerie ; presse à faible tirage.

Radiodiffusion et télévision [15 novembre 1974] (p. 6494) : affirme que l'échéance du 1er janvier pour la mise en place de la réforme sera tenue ; analyse les différentes dispositions relatives à la situation des personnels ; (p. 6495) : l'Etat prendra en charge les fonctionnaires et agents statutaires du service de la redevance ; mesures en faveur des agents âgés de plus de soixante ans ; réorganisation des orchestres ; les collaborateurs artistiques se verront assurer un volume d'activités au moins égal à celui que leur procurait l'ORTF ; modalités d'application de la loi Cressard ; (p. 6496) : le cahier des charges ; missions de l'institut de l'audiovisuel ; les émissions à destination de l'étranger ; stations d'outre-mer ; (p. 6497) : l'impact des obligations de qualité dans le système de répartition de la redevance ; évaluation des diverses ressour-

ces ; (p. 6498) : les obligations de la régie française de publicité. **Réponses aux orateurs** (p. 6509) : les trois garanties apportées pour éviter le risque de satellisation et pour maintenir une production télévisée spécifique ; les conséquences d'une évolution défavorable des budgets publicitaires ; (p. 6510) : le système des comptes d'affectation spéciale ; (p. 6511) : précisions relatives à la répartition des personnels. **Examen des crédits** (p. 6513) : **Ligne 104 - Etat E** sur les amendements n° 45 de M. Fillioud et n° 78 de M. Le Tac : s'engage à fournir à la délégation permanente les informations qu'elle réclame. **Sur l'Article 30** (p. 6514) : sur l'amendement n° 74 de M. Le Tac : indique que le budget de l'institut de l'audiovisuel s'élèvera à 95 millions de francs. **Après l'Article 54** (p. 6516) : sur l'amendement n° 167 de M. Fillioud : un décret permettra de reverser l'excédent éventuel des ressources publicitaires.

1975

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**).

Deuxième partie :

Radiodiffusion et télévision [18 novembre 1975] (p. 8584) : le bilan de l'application de la réforme de 1974 ; l'application rapide et intégrale de la loi ; la liquidation de l'ORTF ; (p. 8585) : la situation financière satisfaisante des nouveaux organismes ; les données de la répartition de la redevance pour 1976 ; l'introduction des ajustements aux résultats de la répartition pour des raisons d'équité ou de technique ; l'étude d'une révision des textes en vigueur ; (p. 8586) : les perspectives de la radio-télévision en 1976 ; l'extension du réseau et de la couleur ; le développement de l'effort régional ; le redéploiement de l'action extérieure ; l'amélioration de la qualité des programmes ; (p. 8587) : l'indépendance des sociétés de programme, but essentiel de la réforme ; la règle du monopole qui s'applique à l'audiovisuel ; la nécessité d'une expression de toutes les vérités ; faire preuve de tolérance ; (p. 8591) : demande à M. Fillioud de retirer le terme de « valet » employé à l'encontre de certains dirigeants des nouvelles sociétés de radio et de télévision ; (p. 8597) : l'allégement du conseil d'administration de l'Institut national de l'audio-visuel ; le problème des musiciens de l'orchestre de Radio-France ; la valeur des programmes et de l'information ; la couverture du territoire par les réémetteurs ; le lancement d'un emprunt pour financer un plan de cinq ans ; (p. 8598) : la participation des collectivités locales ; conteste le viol de la loi dont a parlé M. Robert-André Vivien ; sa réponse à cet orateur sur l'indexation de la participation aux services prestataires sur les recettes des sociétés ; les sondages ; regrette à nouveau l'emploi par M. Fillioud du terme « valet » injurieux pour le personnel ; (p. 8599) : s'élève contre les attaques « violentes » de MM. Leroy et Chevènement.

Services du Premier ministre. — Information [19 novembre 1975] (p. 8684) : en réponse à M. Vivien, indique que la table ronde sur les problèmes de la presse s'est réunie deux fois ; explique la diminution des crédits d'aide aux transports ; la réorganisation du fonds culturel ; (p. 8685) : le budget de l'agence France-Presse et l'aide de l'Etat ; l'intégration de la délégation générale à l'information dans les services généraux du Premier ministre ; les tarifs préférentiels postaux ; l'aide de l'Etat aux journaux ; le frein apporté à l'introduction des progrès techniques ; l'impression en offset ; la concurrence des autres moyens de communication ; l'avenir de la presse ; (p. 8686) : la complémentarité de la radio, de la télévision et de la presse écrite ; la mutation qui concerne la presse d'information générale quotidienne ; l'urgence d'une solution au problème de sa survie ; la nécessaire prudence de l'Etat face à un problème qui touche aux libertés publiques ; (p. 8693) : remercie M. Robert-André Vivien d'avoir retiré ses amendements ; l'impression en Belgique des publications sportives du groupe Vaillant ; l'aide de l'Etat à l'imprimerie ; l'affaire du *Parisien libéré* et le respect des droits fondamentaux de la presse ; l'aide reçue par *l'Humanité* ; le caractère « excessif » et donc « insignifiant » des propos de M. Fillioud ; l'application de la loi sur les pigistes par les journaux communistes et socialistes ; remercie M. Mesmin de ses suggestions ; ses observations sur le propos de M. Chevènement ; (p. 8694) : sur le rachat des actions de *l'Est Républicain* renvoie M. Chevènement à la commission des opérations boursières.

Commission mixte paritaire [16 décembre 1975] (p. 9864, 9865) : sa réponse à M. Le Tac au sujet de la redevance radio et télévision.

En qualité de ministre du commerce extérieur :

1976

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**).

Deuxième partie :

Commerce extérieur [20 novembre 1976] (p. 8443, 8444) : la place de la France dans

le commerce international ; la progression des exportations françaises ; le relèvement du prix des produits pétroliers ; le déficit énergétique ; le déséquilibre de nos échanges accentué par la reprise économique ; l'augmentation des importations ; la dégradation du commerce extérieur ; la sécheresse ; la lutte contre l'inflation ; la volonté du Gouvernement de promouvoir nos exportations ; le CFCE ; (p. 8445) : la rémunération des personnels ; les chambres de commerce à l'étranger ; le comité français des manifestations économiques à l'étranger ; l'ACTIM ; rend hommage au service de l'expansion économique à l'étranger ; le budget du commerce extérieur pour 1977, une petite partie des efforts consentis par les pouvoirs publics en faveur de l'exportation ; les prêts du Trésor ; la Coface ; la prospection de marchés lointains ; l'information ; le guide de l'exportation ; le système d'assistance à l'exportation ; la déconcentration des structures ; l'encouragement aux exportations ; (p. 8446) : le rétablissement de l'équilibre de nos échanges ; les problèmes posés aux PME qui souhaitent exporter ; l'excessive concentration ; la récente émission d'un emprunt de trois milliards ; développer un enseignement du commerce international ; la politique du commerce extérieur liée à la politique économique générale ; (p. 8449) : les montants compensatoires ; les exportations de vins de Champagne ; la bonneterie ; les conseillers commerciaux ; l'abandon de notre indépendance nationale ; la baisse du franc ; le déficit de notre balance commerciale ; la nécessité d'un effort de l'entreprise exportatrice ; le protectionnisme.

1977

— **Projet de loi de finances pour 1978 (n° 3120).**

Deuxième partie :

Commerce extérieur [4 novembre 1977] (p. 7039) : le bilan des actions en cours ; l'importance du commerce extérieur dans la vie économique française ; la situation de la balance commerciale ; l'évolution de la balance des services et de celle des biens de consommation ; l'amélioration du commerce extérieur français ; l'action du Gouvernement ; la modération de la charge d'importation ; la stabilisation du franc ; la poursuite des économies d'énergie et de matières premières ; la reconquête du marché extérieur ; la politique de développement des exportations ; l'incitation des PME à exporter ; (p. 7040) : le développement de l'information au niveau du CFCE ; la création du conseil supérieur des exportations agricoles ; les actions menées en faveur de l'exportation du cognac ; les efforts accomplis dans le secteur des services ; le groupe de travail Chapelle ; le refus de la France d'adhérer à la théorie de la division internationale du travail ; la rentabilité des aides financières à l'exportation ; le renforcement de l'appareil commercial ; la prise de participation de l'IDI dans des sociétés de commerce ; les aspects humains du commerce extérieur ; le statut des Français à l'étranger ; la création d'un conseil permanent des formations au commerce international ; l'environnement international ; la croissance ordonnée des échanges ; le protectionnisme ; les négociations commerciales multilatérales ; l'amélioration du cadre des échanges internationaux ; (p. 7041) : la position du Gouvernement dans la négociation du Tokyo Round.

ROUCAUTE (Roger)

Député du Gard
(3e circonscription)
(C).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 734).

S'inscrit au groupe communiste [2 avril 1973] (p. 745).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [5 avril 1973] (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1465).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner en deuxième lecture le projet de loi n° 275 complétant certaines dispositions du titre premier du livre IV du code rural relatif au statut du fermage et du métayage et de l'article 27 modifié de la loi n° 62-933 du 8 août 1962 complémentaire à la loi d'orientation agricole [4 mai 1973] (p. 1071).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à compléter l'**article 2 de la loi n° 64-706 du 10 juillet 1964 organisant un régime de garantie contre les calamités agricoles** (n° **420**) [30 mai 1973].

— **Proposition de loi** tendant à améliorer la situation des Français d'outre-mer titulaires de rentes d'**accidents du travail** (n° **1655**) [20 mai 1975].

QUESTIONS

• *questions orales avec débat de :*

— **MM. Bayou** (n° **8**), **Millet** (n° **18986**), **Mayoud** (n° **18988**), **Autoune** (n° **19001**), **Maurice Cornette** (n° **19006**) : **Agriculture et viticulture** [23 avril 1975] (p. 2009) : situation des arboriculteurs sinistrés ; (p. 2010) : opération de distillation de vin.

— **MM. Boudet** (n° **18971**), **Falala** (n° **19360**), **Ducoloné** (n° **19428**), **Coulais** (n° **19952**), **Gau** (n° **19963**) : **Problèmes de l'emploi** [27 mai 1975] (p. 3258) : aggravation du chômage ; gravité de la situation dans la région Languedoc-Roussillon et particulièrement dans le Gard ; relance de l'industrialisation de la région et de la production charbonnière.

INTERVENTIONS

1973

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° **646**).

Deuxième partie :

Développement industriel et scientifique [6 novembre 1973] (p. 5217) : dangers menaçant notre approvisionnement énergétique ; demande un grand et vaste débat sur l'ensemble des problèmes de l'énergie ; charbon et sécurité d'approvisionnement en énergie ; livraison de charbon de Johannesburg pour les installations de Fos-sur-Mer ; bassin minier du Gard ; responsabilité de la politique du Gouvernement dans l'absence de charbon à coke dans le bassin des Cévennes ; (p. 5218) : facteurs favorisant un changement dans l'orientation de l'actuelle politique ; aide de l'Etat aux charbonnages et solidarité nationale ; aides de l'Etat aux autres formes d'énergie ; estime que la liquidation de la production nationale de charbon est contraire à l'intérêt national ; erreur de la politique charbonnière menée depuis quinze ans ; fermeture du puits de Saint-Florent-sur-Auzonnet ; conséquences de cette politique pour l'ensemble des communes du bassin minier ; aspects humains et sociaux du problème ; utilisation rationnelle des richesses du sous-sol et industrialisation de complément.

1974

— **Rappel au règlement** [19 juin 1974] (p. 2789) : questions au Gouvernement ; réponses des ministres.

1975

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1975** (n° **1980**). **Discussion des articles** [9 décembre 1975]. **Article 14** (p. 9544) : dénonce le fait que le conjoint du chef d'une exploitation agricole n'ait pas droit à la pension d'invalidité de l'assurance-maladie des exploitants agricoles ; demande que la proposition de loi du groupe communiste vienne en discussion.

1976

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**).

Deuxième partie :

Industrie et recherche [16 novembre 1976] (p. 8114) : une politique de liquidation de l'industrie charbonnière ; la production de charbon ; les réserves ; le puits de l'Aumance ; la mine de Faulquemont ; Saint-Florent ; le Nord - Pas-de-Calais ; la justification d'une politique énergétique antinationale ; Usinor et Elf propriétaires d'une mine à Berkeley (USA) ; la mine australienne de Rothschild-Charbonnages de France ; le charbon français bradé ; l'indépendance nationale ; l'économie de devises ; la création d'emplois ; le soutien à la consommation intérieure.

— **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier** (n° **2148**). **Discussion des articles** [30 novembre 1976]. **Article 30** *ter* (p. 8817) : permis de chasse et examen ; une taxe supplémentaire instituée ; une application rétroactive de la loi ; rejet de l'article 30 *ter* par le groupe communiste.

1977

— **Projet de loi relatif au bilan social de l'entreprise** (n° **2755**). **Deuxième lecture. Discission des articles** [28 juin 1977]. **Article 2** (p. 4329) : l'absence d'engagement de procédures contre les établissements Furnon de Saint-Christol-lès-Alès.

ROUX (Claude)

Député de Paris
(19e circonscription)
(UDR, puis RPR).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 736).

S'inscrit au groupe d'union des démocrates pour la République [2 avril 1973] (p. 744).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [5 avril 1973] (p. 755), [2 avril 1974] (p. 1453), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [5 avril 1973] (p. 756), [4 avril 1974] (p. 1494), [3 avril 1975] (p. 1266), [6 avril 1976] (p. 1390), [5 avril 1977] (p. 1554).

DÉPOTS

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 195), autorisant l'**approbation de la convention du Conseil de l'Europe relative à l'établissement d'un système d'inscription des testaments, signée à Bâle, le 16 mai 1972** (n° **235**) [26 avril 1973].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 519), autorisant l'**approbation de l'accord international de 1972 sur le cacao** (n° **543**) [28 juin 1973].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 767) autorisant l'**approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'île Maurice sur la protection des investissements, signée à Port-Louis, le 22 mars 1973** (n° **828**) [12 décembre 1973].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 1959) autorisant l'approbation de l'**accord** de financement collectif des **stations océaniques de l'Atlantique nord** (ensemble trois annexes et un acte final), signé à Genève le 15 novembre 1974 (n° **1995**) [20 novembre 1975].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 2003) autorisant l'approbation de l'**accord** entre le Gouvernement de la **République française** et l'**organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture** au sujet de la création et du fonctionnement d'un centre international d'enregistrement des publications en séries, ensemble deux annexes, signé à Paris le 14 novembre 1974 (n° **2014**) [27 novembre 1975].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 2652) autorisant l'approbation de la **convention** en matière de **pêches maritimes** entre le Gouvernement de la **République française** et le Gouvernement de la **République du Sénégal,** ensemble un échange de lettres, signée à Dakar le 16 septembre 1974 (n° **2668**) [8 décembre 1976].

QUESTIONS

• *question orale avec débat :*

— (n° **5271**) : **Evénements du Proche-Orient** [17 octobre 1973] (p. 4476, 4479, 4480) : politique de la France et de l'Europe à l'égard du Moyent-Orient ; droit à l'existence de l'Etat d'Israël ; devoir de la France envers la Syrie et le Liban ; situation des Palestiniens.

INTERVENTIONS

1973

— **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention du Conseil de l'Europe relative à l'établissement d'un système d'inscription des testaments, signée à Bâle le 16 mai 1972** (n° **195**), rapporteur. **Discussion générale** [26 avril 1973] (p. 936) : rôle du Conseil de l'Europe dans l'élaboration de la convention ; difficultés d'harmonisation des droits personnels et patrimoniaux ; système international d'inscription des testaments ; secret des dispositions testamentaires ; révocabilité du testament ; lacunes de la convention ; testaments olographes et testaments authentiques ; (p. 937) : centralisation des informations, intention du Gouvernement quant à la législation française ; inscription des testaments olographes ; réforme des dispositions législatives françaises relatives à la forme des testaments.

— **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord international de 1972 sur le cacao** (n° **519**), rapporteur. **Discussion générale** [28 juin 1973] (p. 2617) : ses regrets quant aux conditions de discussion de ce texte ; organisation du marché du cacao ; instabilité des prix ; signature de l'accord par tous les pays membres de la CEE ; ses regrets quant au refus des Etats-Unis de signer l'accord ; système de contingents d'exportation ; stock régulateur ; mesures en faveur de la consommation ; politique française de soutien des prix des matières premières.

— **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre la France et l'île Maurice sur la protection des investissements, signée à Port-Louis, le 22 mars 1973** (n° **767**), rapporteur. **Discussion générale** [18 décembre 1973] (p. 7154) : place de l'île Maurice dans l'ensemble francophone ; économie de l'île Maurice ; aide publique de la France ; nécessité de développer les investissements

privés ; implantation de nouvelles industries et garantie des investissements par l'Etat français ; dispositions classiques de la convention en matière de garantie des investissements, de régime fiscal, de liberté de transfert et de règlement des différends.

1976

— **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention en matière de pêches maritimes entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Sénégal, ensemble un échange de lettres, signée à Dakar le 16 septembre 1974** (n° 2652), rapporteur. **Discussion générale** [9 décembre 1976] (p. 9186) : l'institutionnalisation d'une situation de fait ; l'importance de la pêche au Sénégal ; les garanties et les avantages prévus pour les pêcheurs français ; l'accord de l'armement français ; les avantages pour les Sénégalais ; aider les pays africains.

ROYER (Jean)

Député d'Indre-et-Loire
(1re circonscription)
(NI).

Ministre du commerce et de l'artisanat du 5 avril 1973 au 27 février 1974.

Ministre des postes et télécommunications du 1er mars 1974 au 11 avril 1974.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 734).

N'appartient à aucun groupe [2 avril 1973] (p. 745).

Est nommé ministre du commerce et de l'artisanat (Deuxième Gouvernement Messmer). Décret du 5 avril 1973 [*J.O.* du 6 avril 1973] (p. 3899).

Le Président de l'Assemblée nationale prend acte de la cessation, le 5 mai 1973, de son mandat de député [9 mai 1973] (p. 1102).

Il est mis fin, sur présentation de la démission du Gouvernement, à ses fonctions de ministre du commerce et de l'artisanat (Deuxième Gouvernement Messmer). Décret du 27 février 1974 [*J.O.* du 28 février 1974] (p. 2316).

Est nommé ministre des postes et télécommunications (Troisième Gouvernement Messmer). Décret du 1er mars 1974 [*J.O.* du 2 mars 1974] (p. 2419).

Donne sa démission de ministre des postes et télécommunications. Décret du 11 avril 1974 [*J.O.* du 12 avril 1974] (p. 4035).

Est candidat à l'élection à la Présidence de la République, décision du Conseil constitutionnel [*J.O.* du 19 avril 1974] (p. 4219).

Proclamation des résultats du scrutin du 5 mai 1974 [*J.O.* du 8 mai 1974] (p. 4899).

Elu le 9 mai 1976 en remplacement de M. Chassagne, démissionnaire.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 mai 1976] (p. 2845, 2888).

N'appartient à aucun groupe [11 mai 1976] (p. 2888).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [5 avril 1973] (p. 756).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [20 mai 1976] (p. 3314), [2 avril 1977] (p. 1464).

DÉPOTS

— **Projet de loi d'orientation du commerce et de l'artisanat** (n° 496) [15 juin 1973].

QUESTIONS

Réponses en qualité de ministre du commerce et de l'artisanat :

• *à la question d'actualité de :*

— **M. Bertrand Denis : Aide aux commerçants et artisans âgés** [30 mai 1973] (p. 1678).

• *à la question orale sans débat de :*

— **M. Dronne** (n° 2161) **: Crise de l'apprentissage** [7 décembre 1973] (p. 6802, 6803) : articles de la loi d'orientation relatifs au préapprentissage.

Questions en qualité de député :

• *question orale sans débat :*

— (n° 37841) **: Application de la loi d'orientation du commerce et de l'artisanat** [10 juin 1977] (p. 3701, 3703, 3704) : les retards pris dans l'application de la loi d'orientation, notamment de ses articles 5, 9 et 10 ; création de centres comptables agréés ; harmonisation des régimes fiscaux entre travailleurs salariés et travailleurs indépendants.

INTERVENTIONS

En qualité de ministre du commerce et de l'artisanat :

1973

— **Projet de loi d'orientation du commerce et de l'artisanat** (n° **496**). **Première lecture Discussion générale** [2 octobre 1973] (p. 3966) : efforts d'information des professionnels, des parlementaires et de la commission spéciale ; la conscience qu'il a de l'importance nationale du sujet, de son impact sociologique ; résistance à toutes les pressions ; son appel aux commerçants et artisans à respecter l'unité et le calme à la veille des débats ; souci de clarté dans la discussion des articles ; souci d'efficacité et ouverture au dialogue ; définit le texte comme l'expression de la recherche passionnée mais méthodiquement organisée de trois équilibres complémentaires ; équilibre entre le monde du commerce traditionnel et de la distribution et les formes modernes d'industrialisation de la production ; équilibre au niveau de l'urbanisme entre l'animation de nos centres de villages et de villes et le développement urbanistique de la périphérie des cités ; équilibre du destin des commerçants et des artisans avec celui des autres catégories sociales ; équilibre économique dans le cadre du commerce ; brosse un tableau de la situation générale du commerce dans notre pays ; petits commerces et grandes surfaces ; point de saturation atteint au nord-est d'une ligne reliant Le Havre à Genève ; double écueil du corporatisme et de l'anarchie qui débouche sur le monopole ; son opposition à une carte détaillée des implantations commerciales par cité, disposition qui serait contraire aux libertés d'entreprise et de commerce ; risque d'écrasement des petits commerçants qui provoquerait une extension indéfinie des grandes surfaces ; sa proposition de créer une nouvelle juridiction économique : la commission départementale d'urbanisme commercial ; ses arguments en faveur d'une autorisation de caractère économique préalablement à la délivrance de permis de construire ; (p. 3967) : estime que le préfet ne doit pas avoir le pouvoir de décision en la matière ; risque d'aboutir à une économie administrative ; pouvoir de statuer accordé à la commission départementale sous trois conditions : modification de sa composition : représentation des commerçants, des élus locaux et des consommateurs ; nécessité d'organiser la culture économique des citoyens s'appuyant sur l'observation des prix, comme sur celle de la qualité ; nécessité d'une organisation des consommateurs au niveau du département ; ses arguments en faveur de la représentation des maires, véritable esprit de participation que traduira cette juridiction ; société de responsabilité ; sa volonté d'obtenir satisfaction sur le principe selon lequel la commission aura le pouvoir de statuer ; deuxième condition tenant aux informations : affichage des schémas directeurs d'aménagement et d'urbanisme départementaux, plans d'occupation des sols, etc., possibilités d'appel devant la commission nationale ; estime qu'il s'agit d'une loi d'équilibre ; loyauté dans la concurrence et dans l'établissement des prix ; propositions du ministre de l'économie et des finances interdisant les ventes à perte ; procédure d'urgence prévue pour arrêter les publicités considérées comme mensongères ; notion de l'urbanisme commercial et national ; établissement de programmes économiques entre les municipalités et les chambres professionnelles à partir de 500 logements ; raisons de cette disposition ; qualité de la vie ; style des contacts humains ; création d'un secteur promotionnel sans but lucratif pour faciliter l'installation ou la reconversion ; octroi de prêts aux villes pour la construction de parkings ; équilibre entre le centre et la périphérie des villes ; (p. 3968) : évoque les problèmes fiscaux ; premier effort du Gouvernement dans le cadre de la loi de finances pour 1974 ; aménagement du calcul des droits de mutation pour les fonds modestes ; engagement formel du Gouvernement à déposer un projet de loi sur la réforme de la patente ; mesures transitoires prises par le Gouvernement avant le 1er janvier 1975, date d'entrée en vigueur de la réforme ; garanties clefs précédant la réforme de la patente ; volet social du projet, égalisation des prestations de maladie et de vieillesse, autonomie des structures de leurs caisses, étude de suggestions relatives à l'allégement des charges sociales des petites et moyennes entreprises ; annonce que le Gouvernement prendra des dispositions pour assumer sa nouvelle politique ; rajustement par étapes du régime des retraites, première étape de rattrapage de 7 % comprise dans la loi de finances pour 1974 ; engagement formel du Gouvernement à procéder à des augmentations des retraites au cours de l'année 1974 ; décision du Gouvernement de faire un premier effort pour dispenser de la cotisation d'assurance maladie les retraités de l'artisanat et du commerce ; élargissement souhaitable de l'aide spéciale compensatrice ; relèvement des plafonds de ressources ; mise en place des fonds sociaux ; catégories visées par l'extension de l'aide ; (p. 3969) : formation des hommes ; diplôme de double qualification : technologique et de gestion, dispensé par les chambres de métiers ; organisation du préapprentissage à partir de quatorze ans ; enseignement alterné

dispensé à la condition formelle que l'obligation scolaire soit respectée jusqu'à seize ans ; engagement de déposer un projet de loi sur la réforme de la patente ; seconde forme d'inspection organisée par les chambres de métiers ; nécessité de faciliter aux futurs travailleurs l'étude de plusieurs métiers de la même famille professionnelle ; contenu de l'enseignement et de la pédagogie ; leur caractère concret ; rôle d'éducateur de l'artisan ; primes prévues au bénéfice des artisans qui engageront un préapprenti ; voie et carrière nouvelles ouvertes par le Gouvernement au développement des centres manuels dans notre pays ; création de centres de formation d'apprentis ; qualification des adultes ; fonds d'assurance-formation, recyclage, ouverture des chambres de commerce et d'industrie à une meilleure représentativité des milieux économiques ; aide aux chambres de métiers ; qualités humaines et sociales des commerçants et des artisans ; promotion que constitue le travail indépendant pour les travailleurs salariés ; texte préparant un équilibre de civilisation ; [4 octobre 1973] (p. 4039) : fixation des orientations et d'un échéancier ; cas du chapitre fiscal ; réforme de la patente ; rattrapage des retraites ; son engagement à faire en sorte que les décrets d'application soient publiés avant la fin de l'année ; son engagement de présenter en 1974, au Parlement, un compte rendu précis de l'exécution des mesures législatives et réglementaires prises en application du projet de loi ; impôt sur le revenu ; lettre rectificative à la loi de finances prévoyant des mesures en faveur des petits contribuables ; démarrage dans l'application du principe ; rappelle que le Gouvernement s'est engagé à proposer l'allégement des droits de mutation ; transformation de la patente dictée par trois impératifs : alléger sensiblement les charges des petits commerçants et artisans, faire en sorte que l'élévation régulière du nouvel impôt soit moins rapide que l'accroissement de la patente, mise en place de mesures transitoires jusqu'au 1er janvier 1975 ; précise que cette transformation de la patente ne doit en aucun cas diminuer les ressources des collectivités locales ; volet fiscal du projet ; volonté du Gouvernement de respecter le principe général de l'alignement par l'harmonisation et la structure des caisses autonomes ; allégement des charges sociales pesant sur les petites et moyennes entreprises de main-d'œuvre ; saisine du Conseil économique et social pour instruction du projet de loi visant à alléger ces charges ; personnes âgées ; distorsion de 26 % entre le niveau des retraites des artisans et des commerçants et celui des retraites des salariés ; précise que, dans une première étape, dès le 1er janvier 1974, 7 % de rattrapage seront accordés ; (p. 4040) : suppression de la cotisation maladie des retraités ; ses réponses sur la nécessité d'instituer une IVD ; réforme complète de la loi du 3 juillet 1972 que nécessiterait cette mesure ; diminution de la portée de la loi sur l'aide compensatrice ; estime qu'il serait illusoire d'accorder l'aide compensatrice au moment même où l'on veut lutter contre l'inflation ; volet économique du projet de loi ; commissions départementales d'urbanisme commercial ; sa volonté d'obtenir satisfaction sur les dispositions proposées ; concertation assurée entre le public et les commerçants ; large diffusion de l'information ; procédure d'appel ; souligne que cette commission constituera un véritable jury d'ordre économique ; appui des chambres de commerce et des chambres de métiers à ceux qui se reconvertiront soit isolément, soit en groupe ; mesure juxtaposant un secteur promotionnel avec but lucratif à un secteur promotionnel sans but lucratif ; propositions du ministre de l'économie et des finances ; possibilité pour les caisses publiques de consentir des prêts ; loyauté des prix ; (p. 4041) : loi de 1963 sur les ventes à perte ; possibilité pour les consommateurs de se porter partie civile contre les publicités mensongères ; vérification périodique des publicités ; rôle et structures des chambres de commerce ; proposition tendant à la création en leur sein de sections de commerce isolées et autonomes ; son opposition à l'éclatement des chambres de commerce, de services et d'industrie ; solidarité économique existant entre les trois corps qui forment ces chambres ; caractère d'établissements publics d'intérêt général des chambres d'après la loi de 1898 ; politique élaborée en vue d'ouvrir des chambres de commerce ; gratuité de la campagne électorale pour les élections consulaires du 11 février 1974 ; institution du vote par correspondance ; révision des structures internes des chambres de commerce et d'industrie pour équilibrer le poids économique des différents corps ; augmentation de 16,50 % de leur budget cette année ; problème de la formation professionnelle ; rappelle que le préapprentissage de quatorze à seize ans s'organisera sous statut scolaire ; rappelle que le principe de l'enseignement alterné n'est plus contesté en aucun pays, notamment dans les Etats socialistes ; caractère positif des stages de travail manuel ; importance de la pédagogie dans les clauses préparatoires à l'apprentissage ; préapprentissage complété par l'apprentissage ; attribution d'une prime à l'artisan et d'une seconde prime si l'artisan garde le jeune en apprentissage lorsqu'il aura atteint l'âge de seize ans ; (p. 4042) : sa réponse à M. Darinot sur la ségrégation sociale au niveau des CPA ; intelligence tournée vers le concret et

conditions des familles ; sa réponse à M. Hamel sur l'échéancier d'application de la loi et sur l'urbanisme commercial ; à M. Bardol sur l'adaptation du commerce traditionnel et la loyauté des prix ; son opposition au corporatisme et au monopole ; rappelle que l'artisanat a disparu en URSS ; sa volonté d'assurer un équilibre ; sa réponse à M. Lelong sur les prérogatives et la composition de la commission départementale d'urbanisme commercial ; sur les possibilités d'action en justice des syndicats de commerçants ; sur le problème des arriérés de paiement des cotisations de vieillesse et maladie ; (p. 4043) : à M. Darinot sur le calendrier d'application de la loi ; prêts accordés par le fonds de développement économique et social ; pouvoir de décision de la commission départementale d'urbanisme commercial ; sa réponse à M. Bouvard sur le commerce rural, sur la révision des programmes de formation scolaire et professionnelle en matière de comptabilité et de gestion ; à M. Soustelle sur la nécessité de sauver les canuts de Lyon ; lui donne l'assurance de tenir, au cours de l'automne à Lyon, une réunion de travail sur ce sujet ; sur la manière d'inciter les petits commerçants à s'organiser efficacement ; sa réponse à M. Guillermin sur les prérogatives et la composition de la commission départementale ; sur le droit d'appel dont ne disposent pas les petits commerçants ; à M. Aumont sur l'apprentissage ; liaisons entre les maîtres ; information des élèves ; éducation des élèves sur le métier ; sa réponse à MM. Jans et Glon sur l'artisanat ; à M. Jans sur l'établissement de la carte commerciale ; part des élus ; (p. 4044) : limitation des pouvoirs politiques qui en résulteraient ; nécessité que le pouvoir politique l'emporte sur le pouvoir économique et sur le pouvoir financier ; parking de la porte Champerret ; subventions d'équilibre pour les opérations de rénovation ; prêts bonifiés par l'Etat accordés avec un différé d'amortissement de cinq ans ; sa réponse à M. Chambon sur la règle de la déduction des cotisations d'assurance vieillesse du revenu imposable ; à M. Rolland sur la publication des décrets d'application de la loi ; à M. Beucler sur les heures d'ouverture et de fermeture des magasins ; à M. Houël sur la création d'un régime unique de prévoyance sociale ; prochain congrès de l'Organic à Vichy ; sa réponse à M. Lauriol sur le regroupement des commerçants ; (p. 4045) : à M. Poperen sur le corporatisme et sur le caractère libéral de la loi ; à M. Audinot sur la distribution des produits de marque ; à Mme Stéphan sur la parité entre les salariés et les non-salariés et sur l'aide compensatrice ; à M. Bégault sur la publication des décrets d'application ; à M. Corrèze sur le poids des charges sociales ; à M. Vauclair sur l'unification des régimes de sécurité sociale ; à M. Godon sur le rôle des chambres de commerce et d'industrie et sur les retraites. **Discussion des articles** [4 octobre 1973] : **Article premier** (p. 4049) : accepte l'amendement de M. Bignon fixant les principes fondamentaux de la doctrine proposée au pays. **Après l'Article premier** (p. 4049) : ses observations sur l'amendement de M. Neuwirth relatif à la définition juridique de l'artisanat, demande le retrait de l'amendement. **Article 5** (p. 4054) : en réponse à M. Bardol rappelle les deux méthodes permettant de parvenir à harmoniser l'emploi sur le revenu entre non-salariés et salariés, diminution des avantages dont jouissent les salariés ou seuil d'exonération porté à une ligne commune mais à un niveau supérieur à celui qui était appliqué jusqu'à présent aux salariés ; application de cette dernière méthode pour les lois de finances pour 1974, 1975 ; rappelle qu'une première étape est franchie ; [5 octobre 1973] (p. 4142) : ses observations sur l'amendement de M. Guillermin tendant à réglementer les jours et heures d'ouverture des établissements commerciaux ; a décidé de réunir un groupe de travail ; précise qu'il s'agira d'élever la réglementation du stade départemental au stade national ; (p. 4143) : estime qu'une étude approfondie est nécessaire ; rappelle qu'il a réuni un groupe de travail qui a déjà pris contact avec diverses organisations ; propose, à défaut d'une rencontre annuelle, de soumettre au Parlement au cours de l'année prochaine, et si possible au cours de la session de printemps, un compte rendu de la loi d'orientation ; (p. 4144) : ses observations sur l'amendement de M. Bardol : horaires de travail et jours de fermeture des magasins ; précise que, sous contrôle parlementaire, des propositions seront faites sur le plan national ; [10 octobre 1973] : **Article 7** (p. 4236, 4237) : sa réponse à M. Houël traitant de la retraite des commerçants et artisans ; premier rattrapage de 7 % à partir du 1er janvier 1974 ; précise les augmentations s'ajoutant à ce rattrapage ; réalité de la progression prévue de 7 % par rapport aux retraités salariés ; caractère substantiel de cette première étape de 7 %. **Article 2** (p. 4250, 4251) : accepte l'amendement de M. Bignon ; formation initiale assurée par les pouvoirs publics ; formation générale ; principe de la formation continue impliquant une action coordonnée de tous les responsables ; ses observations sur le sous-amendement de M. Neuwirth ; lui donne des assurances sur le concours des organismes consulaires et professionnels à la formation ; ses observations sur les modalités de financement de la formation continue ; participation des collectivités locales et des régions ; intérêt que présente la modulation de l'assistance technique et financière ; (p. 4252) : avantages que

comporte l'extension du champ de la formation ; rôle des entreprises et des collectivités dans l'économie libérale n'excluant nullement l'action de l'Etat. **Article 3** : accepte l'amendement de synthèse de M. Bignon. **Après l'Article 3** (p. 4253) : amendement tendant à empêcher les pratiques discriminatoires injustifiées dans les relations, tant entre producteurs et revendeurs qu'à l'égard des consommateurs ; orientation intéressante à prendre par l'Assemblée ; estime qu'une certaine rigueur est nécessaire ; répond à MM. Bardol et Fanton ; (p. 4254) : cohérence de l'orientation et des diverses applications prévues ; sa réponse à M. Claudius-Petit ; climat de confiance nécessaire s'appuyant sur des règles simples et claires ; contrôle de la liberté politique pour qu'elle ne dégénère pas en licence. **Article 4** : accepte l'amendement de M. Bignon : travail en coopération des petites entreprises commerciales ou artisanales. **Avant l'Article premier** (p. 4255) : n'accepte pas l'amendement de MM. Bignon et Peyret ; (p. 4256) : estime inopportun de faire précéder l'article premier d'un principe dont l'ampleur serait plus réduite que celui qui est contenu dans l'article premier ; inopportunité de faire allusion dans un article d'orientation aux tensions et aux conflits qui peuvent exister ; (p. 4258) : ses observations sur l'amendement de MM. Aumont et Capdeville : création d'une commission centrale du commerce et de l'artisanat ; ses assurances quant aux dispositifs de contrôle prévus par le Gouvernement ; demande le retrait de l'amendement. **Article 9** (p. 4259) : sa réponse à M. Fiszbin : aide aux commerçants et artisans victimes d'opérations de rénovation urbaine ; limites et portée du futur décret ; procédure prévue pour les commerçants et artisans installés à proximité du périmètre de rénovation mais en dehors ; examen de leur situation par une commission locale ; solutions pouvant être choisies par le commerçant ou l'artisan ; (p. 4260) : sa réponse à M. Frédéric-Dupont sur les conditions d'obtention de l'aide spéciale compensatrice ; (p. 4261) : sa réponse à M. Fanton sur le financement de l'aide aux commerçants et artisans touchés par des opérations de rénovation urbaine ; sa réponse à M. Fiszbin sur les moyens de contestation condamnant les commerçants et artisans situés en bordure du périmètre des îlots opérationnels ; sa réponse à M. Denvers sur l'extension du champ d'application de la loi ; [11 octobre 1973] : **Article 10** (p. 4278) : répond à M. Briane : extension de l'aide spéciale compensatrice ; son amendement : infléchissement des conditions d'âge et des conditions de ressources pour bénéficier de l'aide spéciale compensatrice ; répond à M. Brocard. **Article 11** (p. 4280) : répond à M. de Poulpiquet : sort des petits artisans qui ne peuvent vendre leur fonds, à M. Aubert : ouverture du droit de réversion aux veuves de cinquante-cinq ans, à M. Brocard : aide aux commerçants et artisans handicapés, sa contreproposition sur les modalités de versement de l'aide compensatrice ; (p. 4281) : son sous-amendement ; sa réponse à M. Aubert sur le problème des veuves. **Avant l'Article 12** : s'oppose à l'amendement de M. Boudon : situation des fonds en viager. **Article 12** : amendement de M. Neuwirth : s'en remet à la sagesse de l'Assemblée. **Avant l'Article 16** (p. 4282) : s'oppose aux amendements de M. Bignon relatifs à la présentation du chapitre III ; (p. 4283) : s'oppose à l'amendement de M. Bardol tendant à créer des chambres de commerce distinctes des chambres d'industrie ; rappelle les modalités du décret du 6 septembre 1973 ; représentation plus large du petit commerce ; (p. 4285) : s'oppose à l'amendement de M. Jans tendant à l'élection des chambres consulaires au scrutin de liste à un tour à la représentation proportionnelle. **Article 16** : accepte l'amendement de M. Bignon : consultation entre les organisations professionnelles et les chambres consulaires, sous réserve de la suppression des mots : « et les chambres d'agriculture » ; son sous-amendement dans ce sens ; (p. 4286) : répond à MM. Fanton et Bignon sur l'obligation de consultation des organisations ; s'oppose à l'amendement rédactionnel de M. Guillermin. **Article 17** (p. 4289) : accepte l'amendement de M. Briane : caractère économique des chambres consulaires, et de M. Neuwirth : consultation des organisations professionnelles intéressées. **Après l'Article 17** : s'oppose à l'amendement de M. Cot tendant à l'institution d'un conseil supérieur d'urbanisme commercial. **Article 18** (p. 4290) : son amendement : seuil des projets immobiliers au regard des implantations commerciales ; (p. 4291) : information des assemblées consulaires ; répond aux arguments de MM. Fanton et Boisdé ; répond à M. Rolland : responsabilités des chambres de commerce et de métiers dans la construction de logements ; (p. 4292) : répond aux arguments de M. Fanton relatifs aux promoteurs privés ; son amendement. **Article 19** (p. 4294, 4295) : répond à MM. Blas et Guillermin : accès à la propriété des fonds de commerce ; (p. 4296) : défend son amendement de synthèse. **Après l'Article 20** (p. 4298) : s'oppose à l'amendement de M. Bignon tendant à créer une section du commerce au sein de chaque chambre. **Article 21** (p. 4300) : ses arguments contre l'amendement de M. Jans tendant au renforcement des pouvoirs des commissions

départementales d'urbanisme commercial ; (p. 4301) : son amendement : critères d'appréciation de la commission d'urbanisme commercial ; répond à M. Besson : crédits affectés aux études économiques effectuées par les chambres consulaires ; (p. 4302) : répond à MM. Claudius-Petit et Besson sur le problème des zones limitrophes ; (p. 4303) : confirme à M. Bernard Marie le vote à bulletins secrets au sein des commissions d'urbanisme commercial. **Article 23** (p. 4306) : accepte l'amendement de M. Bignon : suppression du droit de vote du préfet à la commission départementale d'urbanisme commercial ; (p. 4307) : répond à M. Fanton sur le rôle et les pouvoirs du préfet ; s'oppose à l'amendement de M. Poperen ; (p. 4309) : accepte l'amendement de M. Bignon : non-participation du maire de la commune d'implantation à la commission d'urbanisme commercial ; son amendement : représentation à la commission d'urbanisme commercial du préfet de région dans le district de la région parisienne ; (p. 4310) : répond à M. Jans sur le choix des représentants des consommateurs au sein des commissions ; répond à M. Ducoloné : association de consommateurs et liberté des tendances idéologiques ; (p. 4311) : expose ses arguments en faveur de l'adoption de l'article ; [12 octobre 1973] : **Article 22** (p. 4349) : souhaite la poursuite des travaux de l'Assemblée, demandera une deuxième délibération, en particulier sur l'article 23 ; (p. 4350) : accepte l'amendement de M. Bignon : suppression de la référence à la loi de finances rectificative de 1969 ; répond à M. Fanton ; (p. 4351) : précise sa position avant la mise aux voix des amendements de MM. Jans et Aubert relatifs aux seuils des surfaces de référence ; (p. 4352, 4353) : répond aux arguments de M. Aubert concernant la modulation des surfaces en fonction de la population ; (p. 4354) : ses observations sur le sous-amendement de M. Briane ; (p. 4355) : s'oppose à l'amendement de MM. Bignon et Guillermin : extensions et augmentations de surfaces, accepte le sous-amendement de M. Bignon, souhaite le relèvement du seuil de l'extension de 100 à 200 mètres carrés ; (p. 4356, 4357) : accepte l'amendement de M. Bignon : transformation d'immeubles existants, accepte, sous réserves, l'amendement de M. Bignon : saisine par le préfet de la commission départementale en cas de modifications substantielles apportées au projet, souhaite que soit introduite la notion de « modification importante dans le domaine économique » ; (p. 4359) : répond à M. Chassagne : non-cessibilité et non-transmissibilité de l'autorisation préalable. **Après l'Article 22** : ses arguments en faveur du retrait des amendements de MM. Boinvilliers et Julia : implantation de grandes surfaces près d'une ville-marché d'un département limitrophe. **Après l'Article 23** (p. 4360) : accepte l'amendement de M. Bignon sous réserve de modifications : moyens de fonctionnement de la commission d'urbanisme commercial ; (p. 4364) : ses observations sur l'aménagement de l'ordre du jour. **Article 24** : accepte l'amendement de M. Bignon : motivations des décisions de la commission, répond à M. Fanton ; (p. 4365) : s'en remet à la sagesse de l'Assemblée pour l'amendement de M. Guillermin : délai d'information des commissaires, s'oppose aux amendements de MM. Jans et Guillermin concernant le droit d'appel des membres de la commission ; (p. 4366) : demande la réserve de l'amendement de M. Boudet relatif aux commissions régionales d'urbanisme. **Article 25** (p. 4367) : s'oppose à l'amendement de M. Boudet : commissions régionales d'urbanisme commercial ; (p. 4368) : sauvegarde des « vrais pouvoirs de l'Etat », s'engage à prévoir dans le décret d'application la consultation par le ministre et par la commission nationale du comité économique et social régional. **Article 24** (p. 4369) : accepte l'amendement de M. Bignon : non-délivrance du permis de construire avant l'expiration du délai de recours ou, s'il y a recours, avant la décision en appel du ministre. **Article 26** (p. 4370) : ses arguments en faveur du retrait de l'amendement de M. Poperen : tendant à confier aux municipalités l'élaboration des règlements relatifs aux commerces non sédentaires. **Article 27** (p. 4371) : accepte l'amendement de M. Bignon tendant à supprimer l'article. **Article 28** (p. 4372) : répond aux orateurs sur l'utilisation des crédits et sur leur volume, accepte l'amendement de M. Briane : prise en considération des communes de moins de 100.000 habitants ; [18 octobre 1973] (p. 4527) : répond aux rappels au règlement concernant les pressions exercées sur les parlementaires. **Après l'Article 36** (p. 4528) : accepte l'amendement de forme de M. Bignon ; (p. 4529) : s'oppose aux amendements de MM. Poperen et Mermaz et au sous-amendement de M. Bardol, accepte l'amendement de la commission : conditions privilégiées de crédit pour l'installation ou la reconversion ; (p. 4530) : accepte l'amendement de M. Bignon : concours financiers destinés à l'installation ou à la reconversion, sous réserve d'une modification : concours spécifiques prévus en faveur de l'artisanat, ses assurances à M. Lauriol sur les moyens financiers en faveur de l'artisanat ; (p. 4531) : ses arguments en faveur du retrait de l'amendement de M. Neuwirth : priorité des prêts pour les

chefs d'entreprise ayant suivi des cours de reconversion ou de promotion professionnelle ; (p. 4532) : répond à M. Lauriol sur les crédits destinés aux artisans, son sous-amendement : concours financiers spécifiques aux artisans, accepte les amendements de M. Bignon : priorité des prêts d'installation ou d'équipement, au terme des stages de conversion ou de promotion professionnelle ; (p. 4533) : accepte l'amendement de M. Bignon : création d'un conseil du crédit à l'artisanat ; accepte le sous-amendement de M. Neuwirth : attributions de ce conseil, sous réserve de modifications ; (p. 4534) : accepte l'amendement de M. Bignon : aide particulière en faveur du transfert des entreprises artisanales de sous-traitance, répond à MM. Neuwirth et Vauclair sur la réglementation de la sous-traitance ; (p. 4535) : son sous-amendement modifié sur proposition de M. Cointat. **Avant l'Article 37** : accepte l'amendement de forme de M. Bignon, répond à M. Bardol sur l'organisation du débat : dépôt des amendements. **Article 37** : répond à M. Neuwirth : sur sa suggestion de suspension de la patente pendant la durée des stages, accepte l'amendement de M. Bignon : stages de formation professionnelle ; (p. 4536) : accepte l'amendement de M. Bignon tendant à préciser que la liste spéciale prévue dans le dernier alinéa est bien celle de l'article 24 de la loi n° 71-575 du 16 juillet 1971. **Article 38** : accepte l'amendement de M. Bignon tendant à la suppression de l'article. **Article 39** : ses observations sur l'amendement de M. Bignon, son engagement que l'indemnité sera égale à la rémunération que le stagiaire percevait durant son stage ; (p. 4537) : son amendement modifié sur proposition de M. Gerbet : rémunération des stagiaires. **Article 40** : accepte l'amendement de M. Bignon : accordant aux artisans les mêmes facilités qu'aux commerçants quelle que soit la nature du bail qu'ils ont souscrit, accepte la proposition de modification de M. Gerbet, son accord avec M. Bardol sur l'organisation des travaux de l'Assemblée. **Avant l'Article 41** (p. 4545) : répond aux orateurs, enseignement alterné, situation dans les Etats libéraux et dans les Etats socialistes, ses observations sur le principe de l'enseignement alterné ; (p. 4546) : avantages pour l'enfant et pour les familles ; (p. 4547) : sa demande de scrutin public sur le rétablissement de l'article 41, répond à M. Ligot sur les handicapés, à M. Grussenmeyer sur l'harmonisation pour l'Alsace et la Moselle, à M. Gissinger sur l'égalité des chances entre l'ouvrier qualifié d'usine et l'ouvrier qualifié d'artisanat, à MM. Max Lejeune et Claudius-Petit sur la réhabilitation des métiers manuels, accepte l'amendement de forme de M. Bignon. **Article 41** (p. 4549) : demande le retrait des amendements de suppression de MM. Bignon et Ralite ; (p. 4550) : ses observations sur les amendements, son amendement : nouvelle rédaction de l'article 41, sa demande de scrutin public sur cet amendement, répond à M. Bardol sur son sous-amendement : préapprentissage en milieu artisanal, et à M. Neuwirth sur son sous-amendement : tendant à préciser qu'il s'agit des entreprises « artisanales » ; (p. 4551) : ses précisions à MM. de Poulpiquet et Degraeve. **Après l'Article 41** (p. 4552) : son amendement tendant à insérer un article 41 *bis* relatif au préapprentissage et à ses modalités ; sa réponse à M. Gissinger sur l'application de l'agrément aux entreprises par décret dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle ; (p. 4553) : ses assurances à M. Gissinger quant à la communication des décrets d'application, répond à M. Neuwirth sur la dimension des entreprises artisanales, répond à M. Aumont sur le cycle moyen, la convention de préapprentissage, s'oppose à l'amendement de M. Aumont ; [19 octobre 1973] (p. 4588) : s'oppose au sous-amendement de M. Aumont : convention de préapprentissage ; (p. 4589) : ses arguments en faveur du retrait de l'amendement de MM. Neuwirth et Vauclair : chambres de métiers et CFA. **Article 42** (p. 4590) : s'oppose à l'amendement de MM. Bignon, Hamel et Vauclair : modulation de la prime suivant les métiers ; ses observations sur l'amendement de M. Aumont : modulation de la prime suivant la profession, répond à M. Neuwirth sur les conditions de fixation de la prime ; son amendement tendant à reprendre l'expression qui figure à l'article 41 *bis* pour la rédaction du début de la première phrase de l'article 42 ; (p. 4591) : répond à M. Corrèze sur les problèmes spécifiques de l'apprentissage dans le secteur hôtelier, ses assurances à M. Briane sur le préapprentissage en milieu commercial, répond à M. Anthonioz sur la situation des hôteliers et des restaurateurs au regard de l'apprentissage, accepte l'amendement de M. Bignon : insertion des mots : « dans une classe du cycle moyen ». **Article 43** (p. 4593) : accepte les deux amendements de M. Brocard modifiés par M. Fanton, répond à M. Besson, son souhait de laisser aux chambres des métiers le soin d'organiser les stages ; (p. 4594) : ses assurances à M. Neuwirth : préparation du décret d'application par le Gouvernement en liaison avec l'assemblée permanente des chambres de métiers et soumission du décret au Conseil d'Etat, répond à M. Besson, se mettra en rapport avec les chambres de métiers pour que le maximum de candidats artisans se présentent à ces stages. **Article 44** (p. 4595) : accepte l'amendement de suppression de M. Bignon. **Après l'Article 44** (p. 4596) : ac-

cepte l'amendement de MM. Bignon et Hamel : création de fonds d'assurance-formation par les chambres consulaires, sous réserve de modification, ses arguments en faveur du retrait du sous-amendement de M. Neuwirth. **Article 45** (p. 4597) : s'en remet à la sagesse de l'Assemblée, n'est pas défavorable au sous-amendement de M. Besson : stages de préinstallation, accepte l'amendement de coordination de M. Bignon. **Avant l'Article 46** (p. 4598) : accepte l'amendement de forme de M. Bignon. **Article 46** : accepte l'amendement de suppression de M. Bignon. **Article 47** : accepte l'amendement de suppression de M. Bignon. **Article 48** : accepte l'amendement de suppression de M. Bignon. **Avant l'Article 49** : ses arguments en faveur du retrait de l'amendement de M. Neuwirth : tendant à l'organisation d'une rencontre annuelle entre le ministre et les représentants du secteur des métiers, ses assurances sur ce point ; (p. 4599) : répond aux arguments de MM. Neuwirth, Boudet et Cointat en faveur d'une rencontre annuelle, précise qu'il reverra le Premier ministre au sujet de cette question, demande la réserve de l'amendement de M. Neuwirth ; (p. 4600) : accepte la réserve de l'amendement de M. Bignon : rapport annuel du Gouvernement sur l'évolution du secteur du commerce et de l'artisanat et sur l'application des dispositions de la présente loi ; (p. 4606) : répond à MM. Foyer et Bignon sur le problème des baux commerciaux, demandera au garde des sceaux de réunir le plus tôt possible la commission mixte paritaire, sa proposition de bons offices ; (p. 4607) : engagement du Gouvernement de « hâter l'inscription à l'ordre du jour du Sénat et de l'Assemblée nationale des conclusions de cette commission » ; (p. 4608) : ses arguments contre l'amendement de M. Claudius-Petit : prêts de réinstallation aux artisans de la caisse de prêts aux organismes HLM, ses assurances à M. Bardol quant au problème des baux commerciaux ; (p. 4609) : ses arguments en faveur du retrait des amendements de MM. Neuwirth, Brocard, Besson et Meunier relatifs au financement des fonds d'assurance-formation, acceptera la discussion, dans le cadre du projet de loi de finances, de l'amendement de la commission des finances qui pose le problème de fond : « avec quelles ressources le Gouvernement entend-il financer la formation continue des artisans appartenant à des entreprises non assujetties à la taxe de 0,80 % » ; (p. 4610) : non-acceptation par le Premier ministre de la proposition de conférence annuelle, accepte l'amendement de M. Bignon, engagement formel du Gouvernement de présenter un rapport annuel au Parlement. **Article 49** (p. 4611) : accepte l'amendement de rectification et l'amendement de coordination de M. Bignon. **Article 50** : s'oppose à l'amendement de M. Neuwirth : décrets en Conseil d'Etat après consultation des assemblées permanentes et des organisations professionnelles intéressées, son amendement de codification. **Après l'Article 51** (p. 4612) : ses arguments en faveur du retrait de l'amendement de M. Besson : dépôt par le Gouvernement avant le 1er janvier 1975 d'un projet de loi portant statut juridique des entreprises individuelles. **Après l'Article 12** (p. 4613) : son amendement : dépôt par le Gouvernement, lors de la discussion du projet de loi de finances pour 1974, d'un amendement prévoyant un nouvel allégement du droit de mutation à titre onéreux en faveur des petits commerçants et artisans, demande le retrait de l'amendement de M. Brocard, répond à M. Bardol. **Après l'Article 36** (p. 4615, 4616) : son amendement : opérations de rénovation urbaine, aide pour la reconversion des commerçants et artisans lorsqu'ils ne bénéficient pas d'une indemnisation directe, mesures prévues pour le financement de cette mesure ; (p. 4617) : répond aux arguments de M. Fiszbin ; (p. 4618) : s'oppose aux sous-amendements de MM. Fiszbin et Jans ; (p. 4619) : répond au rappel au règlement de M. Fabre : information du Parlement sur la décision du Gouvernement en ce qui concerne le congrès de Versailles. **Article 10** (p. 4620) : son amendement : modalités de calcul de l'aide spéciale compensatrice en faveur des commerçants et artisans âgés ; (p. 4621) : s'oppose à l'amendement de M. Godon. **Seconde délibération. Article 23** (p. 4626, 4627) : son amendement relatif à la composition de la commission départementale d'urbanisme commercial, sa demande de scrutin public, répond aux arguments des orateurs, répond à M. Servan-Schreiber sur les pouvoirs de la commission ; (p. 4629) : s'oppose au sous-amendement de M. Bardol : relatif à la représentation des commerçants et des artisans au sein de la commission, ses observations sur la position du groupe communiste ; (p. 4635) : ses propos en conclusion du débat, ses remerciements, portée de la loi. **Deuxième lecture. Discussion générale** [6 décembre 1973] (p. 6703) : sa déclaration de portée générale : événements extérieurs et projet de loi ; ses réponses à M. Servan-Schreiber : crise internationale et dispositions en discussion, information de l'Assemblée par le Gouvernement dans les moments difficiles, politique dite de taxation ; (p. 6704) : précise à MM. Servan-Schreiber, Bardol et Cot quelle a été son action pendant cette période ; initiative européenne du Président de la République (sommet de Copenhague) ; sa réponse à M. Servan-Schreiber : intérêts des consommateurs et rôle des élus locaux ; pouvoir de décision des commissions d'urbanisme com-

mercial ; sa réponse à M. Bardol sur la grève générale du 6 décembre ; (p. 6706) : la stratégie générale de son parti à l'égard des classes moyennes, la non-intégration des travailleurs indépendants dans l'économie planifiée des pays socialistes ; répond à M. Bardol, ses contradictions : dictature d'une classe et notion d'alliance de classes ; sa réponse à M. Jans sur les cessations de commerce, portée du projet de loi ; sa réponse à M. Cot sur la défense des intérêts des consommateurs ; conditions de demande d'audience de représentants d'associations de consommateurs ; sa réponse à MM. Cerneau et Fontaine : engagement du Gouvernement d'appliquer la loi dans les mêmes délais dans les DOM ; ses assurances à M. Vauclair quant au réexamen du problème de la double qualification sur les plans de la technologie et de la gestion, sous-traitance, plan d'action du Gouvernement avant le 1er janvier 1975 ; rapport avant le 1er juillet 1974 sur l'exécution de la loi. **Discussion des articles. Article premier** (p. 6707) : accepte l'amendement de M. Bignon tendant à reprendre le texte de l'article premier, adopté par l'Assemblée nationale, en première lecture ; s'oppose à l'amendement de M. Cot : principes de portée générale concernant les artisans et les commerçants ; ses arguments à l'encontre de l'amendement de M. Cot : dépôt par le Gouvernement avant le 1er janvier 1975 d'un projet de loi portant statut de l'entreprise individuelle ; intérêt du Gouvernement pour le problème, dans le cadre d'une législation commune à l'Europe ; longueur des études à entreprendre. **Article 2** (p. 6708) : ses observations sur l'amendement de M. Bignon tendant au rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture ; s'en remet à la sagesse de l'Assemblée ; (p. 6709) : sa réponse à M. Guermeur : mesures prises en faveur des artisans cotisants en difficulté ; son accord pour un paiement échelonné des arriérés de cotisations. **Article 21** (p. 6728) : s'oppose aux amendements de M. Besson : droit de préemption du petit commerce et de l'artisanat dans les zones de rénovation urbaine ; droit de priorité accordé par les municipalités, liberté des municipalités en la matière ; (p. 6729) : répond aux arguments de M. Claudius-Petit. **Article 22** : s'oppose à l'amendement de M. Cot : procédure d'instruction des dossiers ; [7 décembre 1973] (p. 6765) : s'oppose aux amendements : seuil des surfaces de vente ; (p. 6767) : son amendement transactionnel ; (p. 6769) : accepte l'amendement de M. Besson : conséquences d'un changement ultérieur de la nature du commerce ; ses observations sur l'amendement de M. Guermeur ; s'en remet à la sagesse de l'Assemblée. **Article 23** : se rallie au texte adopté par le Sénat ; (p. 6770) : répond à MM. Cot et Jans ; (p. 6771) : s'oppose aux amendements de M. Poperen : modalités de désignation des membres des commissions d'urbanisme commercial ; ses arguments en faveur du retrait de l'amendement de M. Boinvilliers : département d'implantation des grandes surfaces et départements limitrophes de la ville-marché. **Article 25** (p. 6773) : présence de parlementaires à la commission nationale d'urbanisme commercial ; s'en remet à la sagesse de l'Assemblée ; (p. 6774) : s'oppose à l'amendement de M. Cot : publication motivée des avis de la commission nationale. **Article 25** *bis* : accepte l'amendement de coordination de M. Bignon. **Article 36** *bis* (p. 6775) : ses arguments en faveur du retrait de l'amendement de M. Besson : aide à la création de centrales d'achat. **Article 36** *ter* : accepte l'amendement de MM. Besson et Vauclair : prêts du FDES aux artisans. **Article 39** (p. 6776) : s'oppose à l'amendement de M. Besson : rémunération des participants aux stages de courte durée d'initiation à la gestion. **Article 41** : s'oppose aux amendements des groupes communiste et socialiste tendant à la suppression de l'article : préapprentissage ; (p. 6777) : son amendement de synthèse. **Article 41** *bis* (p. 6778) : ses observations sur l'amendement de M. Bignon : formation préprofessionnelle seulement dans les entreprises artisanales ; s'en remet à la sagesse de l'Assemblée ; ses arguments en faveur du retrait des amendements de M. Neuwirth : centres de formation et cours professionnels, formalités administratives. **Article 42** (p. 6779) : s'oppose à l'amendement de M. Besson : conditions d'attribution de la prime accordée au chef d'entreprise artisanale. **Article 43** (p. 6780) : son amendement de synthèse : immatriculation des entreprises artisanales ; (p. 6781) : s'oppose aux amendements de MM. Neuwirth et Vauclair : titres et diplômes. **Article 45** (p. 6783) : accepte les amendements de MM. Neuwirth et Briane : perception de la participation financière des artisans par le fonds d'assurance-formation. **Article 49 A** : ses observations sur l'amendement de M. Bignon : contenu du rapport du Gouvernement sur l'application de la présente loi ; s'en remet à la sagesse de l'Assemblée. **Commission mixte paritaire** [19 décembre 1973]. **Article 15** *quater*-1 (p. 7231) : son amendement : cotisations d'assurance maladie des retraités actifs.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° 646).

Deuxième partie :

Commerce et artisanat [29 octobre 1973] (p. 5013) : place du budget du commerce et de l'artisanat dans le budget général ; (p. 5014) : financement des moyens des services assuré par d'autres budgets, économies réalisées sur certains postes, nécessité d'un regroupement des dotations, d'un remaniement des structures, personnels des services sur lesquels s'exerce une « double commande », nouveaux postes créés en vue du renforcement de l'appareil administratif, désignation par les préfets d'un fonctionnaire s'occupant spécifiquement de l'artisanat au niveau départemental, rôle du directeur de l'artisanat, raisons du regroupement des crédits de formation professionnelle : coordination de l'emploi des fonds et organisation d'un véritable contrôle, maintien des crédits qui lui sont délégués au titre de la formation professionnelle, crédits du FDES, avantages fiscaux prévus par la loi d'orientation, mesures prévues pour harmoniser l'impôt sur le revenu, relèvement du plafond d'exonération en ce qui concerne les droits de mutation, réforme de la patente, divergence entre le ministère de l'intérieur et le ministère des finances sur le mode de perception de l'impôt de remplacement, avis donné par le ministère du commerce et de l'artisanat notamment pour le calcul de l'assiette du cumul impôt, avantages sociaux prévus par la loi d'orientation, ses assurances à M. Godon sur la couverture financière des mesures d'extension de l'aide spéciale compensatrice, produit de la taxe nationale de solidarité et de la taxe sur les grandes surfaces, application de l'aide sur fonds sociaux, aide aux commerçants et artisans dont la situation est compromise par des opérations de rénovation urbaine ; (p. 5015) : son engagement d'appliquer la loi d'orientation, majoration des retraites, dotations de la DATAR, comparaison du budget du commerce de 1974 et de 1973 en fonction du montant des crédits d'enseignement, comparaison du budget de l'artisanat de 1974 et de 1973, crédits d'investissements pour la construction de centres de formation d'apprentis, regroupement des crédits dispersés, augmentation des crédits de formation professionnelle pour les actions spécifiques, conversion de la politique des études, cas des opérations de rénovation de Bordeaux-Mériadec, Strasbourg et Colmar, concentration des efforts financiers sur des études concrètes d'ordre départemental ou régional, crédits de l'association française de recherches et d'études statistiques commerciale (AFRESCO) ; (p. 5016) : appui renforcé aux opérations de regroupement économique, opérations des centres d'études techniques et commerciales (CETCO) et Mercure, subventions de l'Etat, coordination avec la construction de logements, sa réponse à MM. Denvers et Bardol sur les crédits du FDES, développement de l'enseignement et de la formation commerciale, instituts de promotion commerciale (IPC), assistants techniques du commerce, leur répartition et leur formation dans le cadre du CEFAC ; lignes de force inspirant l'action menée pour ce qui est de l'artisanat, crédits de la formation professionnelle, primes d'apprentissage, développement des actions spécifiques à l'artisanat, crédits des centres de formation d'apprentis, crédits en faveur de l'urbanisme artisanal ; (p. 5017) : aide économique aux artisans en place, aides directes, aide aux chambres de métiers, primes de conversion, application en deux étapes du décret du 19 juin 1972, caractère restrictif du décret quant à l'âge des artisans et à la liste des métiers dits en déclin, souhaite un assouplissement de ce décret, latitude laissée aux commissions départementales et aux chambres de métiers pour attribuer les subventions, prêts du FDES à l'artisanat, conséquences de la différence de durée des avances du FDES et des prêts bancaires, évolution des fonds du FDES, part de l'artisanat croissante en valeur relative, crédits de bonifications d'intérêt, avantages consentis par les banques, évoque l'éventualité d'une dérogation à l'obligation qui leur est faite de déposer 33 % de leurs réserves à la Banque de France afin de pouvoir accorder le maximum de prêts à l'artisanat, souligne la refonte de la présentation du budget, début de l'application partielle de la loi d'orientation, budget de transition et de relance, ses références à M. Denvers sur le renforcement des structures du ministère, à M. Bardol sur les moyens administratifs ; (p. 5018) : sur les primes de pré-apprentissage, sa réponse à M. Hamel sur les crédits de la maison des métiers d'art français, lui demande de retirer son amendement, crédits du CEPAM, sa réponse à M. Favre sur la dotation de l'institut international des classes moyennes, rémunération des assistants techniques des métiers, fonds d'assurance-formation, ses réponses à M. Vizet sur la répartition des assistants techniques du commerce, à M. Tissandier sur le rapport annuel qui sera soumis au Parlement, sur les crédits du FDES, à M. Capdeville sur le volume du budget et sur la création d'un véritable ministère ; (p. 5019) : sa réponse à M. Vauclair sur les moyens du fonds d'assurance formation et sur les actions spécifiques.

En qualité de député :

1976

— **Projet de loi portant approbation du VII^e Plan de développement économique et social** (n° 2346). **Discussion générale** [23 juin 1976] (p. 4566) : s'interroge sur le caractère réaliste, audacieux et suffisamment mobilisateur du VII^e Plan ; la nécessité de maîtriser l'inflation pour atteindre les objectifs de croissance ; la nécessité d'une politique de conclusion de contrats permettant de réduire les coûts de production ; (p. 4567) : une politique de rigueur budgétaire ; la reconsidération de la politique des investissements pour les entreprises de toute taille ; l'indexation de l'épargne ; le contrôle de la croissance de la masse monétaire ; la redistribution de l'impôt entre l'Etat et les collectivités locales ; l'audace dans deux secteurs : la recherche appliquée, l'information et l'insertion des jeunes ; un institut national de l'invention ; la prise au sérieux des propositions des petites et moyennes entreprises qui sont prêtes à créer 450.000 emplois ; (p. 4568) : des stages de formation dans les services publics, les services de l'Etat, les services des collectivités locales ; une meilleure articulation de l'université et de l'économie ; un enseignement alterné ; la nécessité d'une plus grande organisation et d'une plus grande rigueur ; le caractère trop diffus et insuffisamment précis du Plan, notamment dans le financement des vingt-cinq programmes retenus ; la nécessité de concentrer des crédits sur les actions les plus importantes ; la création d'un noyau dur du Plan avec des programmes pluri-annuels établis en francs constants ; souligne que le Plan trop dispersé tient cependant compte des exigences de la qualité de la vie et qu'il révèle les problèmes fondamentaux qui se posent à la France.

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique générale** (n° 2527) [5 octobre 1976] (p. 6332) : le dialogue franc d'un solitaire vers un autre solitaire ; l'effort demandé aux entreprises ; sa préférence en faveur d'une concertation ; la préparation à une audace technique supérieure ; aurait souhaité un grand emprunt national et indexé ; le rôle qu'aurait pu jouer un Premier ministre, maître de ses finances ; la nécessité d'ouvrir provisoirement les services municipaux aux jeunes ; la nécessité de mesures énergiques en matière d'emploi des jeunes ; la transformation du climat de notre pays par le renouvellement structurel ; l'inadaptation de l'université notamment en matière de sélection et d'orientation ; (p. 6333) : son plaidoyer en faveur des formes d'enseignement alterné ; la nécessité d'atteindre les causes et non seulement les effets des réformes de structure portant sur les charges sociales ; la nouvelle politique de l'hospitalisation qui devrait être menée ; le nouvel urbanisme ; le préjugé favorable dont bénéficie le plan Barre.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° 2524).

Deuxième partie :

Qualité de la vie. — II. Jeunesse et sports [3 novembre 1976] (p. 7436) : éviter le sport de l'argent et le sport de l'Etat ; concentrer les moyens de la France sur le développement du sport dans la cité ; la nécessité d'un changement de politique ; (p. 7437) : ne pas saupoudrer des activités disparâtes ; les problèmes sportifs des villes, des clubs ; l'encadrement dans les écoles ; créer un corps national de moniteurs et d'entraîneurs de sport ; l'articulation entre le sport pour le grand nombre et le sport d'élite ; des sections de sport-étude ; les centres de formation de Nantes, de Nancy, de Saint-Etienne et demain de Tours pour le football ; les chambres réservées aux sportifs.

Education [17 novembre 1976] (p. 8191) : la formation des maîtres, élément essentiel de notre politique ; l'apprentissage de la vie sociale ; la préparation préprofessionnelle ; les écoles normales ; les PEGC ; (p. 8192) : la formation des professeurs du second degré ; l'agrégation ; souhaite une loi pour organiser la formation des maîtres.

Services du Premier ministre. — V. Commissariat général du plan d'équipement et de la productivité. — I. Services généraux : Aménagement du territoire [18 novembre 1976] (p. 8263) : l'équité et l'efficacité de la politique d'aménagement du territoire ; les aides à l'industrie et la création de services prévus par le décret du 24 avril 1976 ; la carte des aides ; les zones périphériques des régions non aidées ; les jeunes chômeurs ; ne pas dissuader une entreprise à s'installer dans une région non aidée par l'Etat ; étudier la graduation des aides ; les grands équipements structurants de communication ; un environnement équilibré ; le chômage ; la faible croissance des investissements de l'industrie privée ; les investissements publics ; le FIAT.

1977

— **Communication du Gouvernement sur son programme** (n° 2823) [27 avril 1977] (p. 2235) : la gravité du débat pour la France ; la substitution de la lutte contre l'inflation à la lutte contre le chômage ; l'organisation de l'action du comité de restructuration ; la décentralisation des opérations de restructuration ; soutenir les entreprises

menacées d'effondrement ; protéger pendant une durée déterminée avec tous les moyens de la taxation un certain nombre de secteurs économiques ; faire prendre aux investissements publics le relais des investissements privés ; (p. 2236) : une politique de contrats avec les entreprises ; permettre aux chômeurs de moins de vingt-cinq ans de faire des stages de formation pratique dans tous les services publics ; le choc psychologique d'une telle mesure ; l'identification des grandes crises de chômage avec les crises politiques de grande ampleur ; la nécessité d'un effort de salut public.

— **Projet de loi de finances pour 1978 (n° 3120).**

Deuxième partie :

Education [27 octobre 1977] (p. 6729) : la formation des maîtres ; l'importance des écoles normales primaires en France ; l'organisation des écoles normales en fonction de la réforme de l'enseignement ; le caractère insuffisamment sélectif du recrutement ; le caractère non souhaitable d'un recrutement sur titres universitaires ; la sectorisation ; l'abstraction des connaissances ; (p. 6730) : la nécessité d'une polyvalence des chances ; permettre aux écoles normales de devenir de véritables instituts de formation pédagogique ; le caractère unitaire de la pédagogie ; l'alternance entre l'enseignement théorique et l'enseignement pratique ; l'éducation sociale de l'instituteur ; éveiller les enseignants au sens de leur mission ; le problème de la formation des maîtres ; l'interaction de l'université et des écoles normales.

Santé publique et sécurité sociale [3 novembre 1977] (p. 6965, 6966) : l'application des dispositions sociales de la loi d'orientation du commerce et de l'artisanat ; aménager les étapes de l'exonération des travailleurs indépendants retraités de leurs cotisations d'assurance maladie ; la politique des crèches en France ; le changement de nature des services rendus par les crèches ; l'équilibre financier de ces établissements ; le coût des dépenses de fonctionnement pour les collectivités locales ; réduire le nombre des personnes affectées à l'encadrement des enfants ; l'accroissement des versements de la caisse nationale des allocations familiales ; le prix de journée et la trésorerie des hôpitaux universitaires ; l'absentéisme médical.

Equipement et aménagement du territoire. — Equipement, aménagement du territoire et urbanisme [16 novembre 1977] (p. 7530) : l'aménagement de la vallée de la Loire ; la lutte contre les crues du fleuve ; l'approvisionnement en eau des villes de la vallée de la Loire ; l'établissement de centrales atomiques ; (p. 7531) : le montant des crédits affectés à la construction du barrage de Villerest ; la majoration des redevances de l'agence de bassin ; la date de démarrage des travaux ; l'action de la Somival dans le processus de construction du barrage de Naussac ; la nécessité de construire quatre barrages supplémentaires ; créer une société d'économie mixte de construction ; le financement de ces constructions ; l'information de la population.

RUFENACHT (Antoine)

Député de la Seine-Maritime (6e circonscription) (UDR).

Secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre du 27 août 1976 au 29 mars 1977.

Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'industrie, du commerce et de l'artisanat du 1er avril 1977 au 31 mars 1978.

Elu le 15 juin 1975 en remplacement de M. Georges, démissionnaire.

L'Assemblée prend acte de son élection [16 juin 1975] (p. 4236).

S'inscrit au groupe d'union des démocrates pour la République [17 juin 1975] (p. 4320).

Est nommé secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (Premier Gouvernement Barre). Décret du 27 août 1976 [*J.O.* du 28 août 1976] (p. 5196).

Le Président de l'Assemblée nationale prend acte de la cessation le 27 septembre 1976 de son mandat de député [*J.O.* du 29 septembre 1976] (p. 5764), [2 octobre 1976] (p. 6304, 6306).

Il est mis fin à ses fonctions de secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (Premier Gouvernement Barre). Décret du 29 mars 1977 [*J.O.* du 30 mars 1977] (p. 1741).

Est nommé secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'industrie, du commerce et de l'artisanat (Deuxième Gouvernement Barre). Décret du 1er avril 1977 [*J.O.* du 2 avril 1977] (p. 1852).

Il est mis fin à ses fonctions de secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'industrie, du commerce et de l'artisanat (Deuxième Gouvernement Barre). Décret du 31 mars 1978 [*J.O.* du 1er avril 1978] (p. 1407).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [18 juin 1975] (p. 4391).

Membre de la commission de la production et des échanges [2 avril 1976] (p. 1278).

QUESTIONS

Réponses en qualité de secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'industrie, du commerce et de l'artisanat :

• *aux questions orales sans débat de :*

— **M. Cousté** (n° **34990**) : **Avenir de l'industrie textile** [15 avril 1977] (p. 1864, 1865) : l'augmentation des importations textiles en 1976, surtout en provenance des pays de la CEE ; les mesures prises pour rendre notre industrie textile compétitive.

— **M. Bertrand Denis** (n° **36631**) : **Importations de textiles** [13 mai 1977] (p. 2762) : forte augmentation des importations ; décisions gouvernementales prises le 29 décembre 1976 : ordonner les courants d'importations, renégocier l'accord multifibre, aider l'adaptation de l'industrie française, promotion des exportations.

— **M. Baillot** (n° **38004**) : **Importations d'armes** [13 mai 1977] (p. 2763, 2764) : régression des importations d'armes de chasse ; signification du poinçon « Armes de Saint-Etienne ».

— **M. Bouvard** (n° **38036**) : **Revendications des anciens combattants résistants** [13 mai 1977] (p. 2765) : mise en œuvre de la levée des forclusions ; la validation gratuite pour la retraite de la durée des services ; extension des usages de la sécurité sociale à la fonction publique ; procédure en vigueur pour la délivrance des cartes de combattants de la Résistance.

— **M. Grussenmeyer** (n° **38562**) : **Indemnisation des Alsaciens et Lorrains incorporés de force dans l'armée allemande** [24 juin 1977] (p. 4203) : les démarches entreprises auprès des autorités fédérales allemandes : volonté du Gouvernement d'obtenir une indemnisation forfaitaire.

— **M. Frédéric-Dupont** (n° **38828**) : **Commerce de l'antiquité** [24 juin 1977] (p. 4204) : distinction entre les manifestations commerciales (régies par l'ordonnance du 11 septembre 1945, décret du 10 avril 1969, arrêté du 27 janvier 1977) et les ventes d'objets mobiliers par des particuliers ; défense des intérêts des antiquaires et brocanteurs.

— **M. Deschamps** (n° **39119**) : **Situation de l'usine Bordeaux-Sud** [24 juin 1977] (p. 4205) : les événements intervenus depuis la mise en liquidation judiciaire de cette entreprise ; la recherche de solutions avec le préfet de région.

— **M. Carpentier** (n° **39186**) : **Situation de l'emploi dans la Loire-Atlantique** [24 juin 1977] (p. 4206) : les mesures prises par les pouvoirs publics à la demande des élus de la région : octroi de prime de développement régional, lancement au profit des petites et moyennes entreprises d'une opération pilote portant sur un programme de 8 à 10 millions.

— **M. Hage** (n° **38871**) : **Education physique à l'école et sport professionnel** [24 juin 1977] (p. 4208) : accélération de la création des postes prévus par la loi du 21 juillet 1976 ; problèmes posés par le football professionnel ; nécessité d'une saine gestion financière des clubs ; étude relative à l'institution d'un CAP de footballeur.

• *aux questions au Gouvernement de :*

— **M. Ferretti** : **Négociations Europe-Etats-Unis sur la sidérurgie** [11 octobre 1977] (p. 6040) : le plan d'aide à la sidérurgie française ; l'action menée auprès de la commission de Bruxelles pour l'application des clauses de sauvegarde ; l'opposition du Gouvernement à tout protectionnisme.

— **M. Mexandeau** : **Difficultés de la société métallurgique de Normandie** [11 octobre 1977] (p. 6043) : les mesures prises par le Gouvernement pour lutter contre la concurrence sauvage, notamment italienne ; la nécessité pour la commission de Bruxelles de prendre ses responsabilités pour maintenir l'emploi dans la sidérurgie française.

— **M. Zeller** : **Taxe parafiscale sur le gravier** [11 octobre 1977] (p. 6044) : la création de zones d'exploitation et de réaménagement coordonné pourrait mettre fin à la prolifération des exploitations ; le Gouvernement n'est pas hostile à la création d'une taxe supplémentaire sur les granulats.

— **Mme Gisèle Moreau** : **Situation de certains bureaux d'études d'ingénierie** [16 novembre 1977] (p. 7498) : les mesures prises pour soutenir l'activité des bureaux d'études : commandes des collectivités locales, avantages accordés à l'exportation.

• *aux questions orales sans débat de :*

— **M. Destremau** (n° **42464**) : **Eclairage des tribunes de Longchamp** [25 novembre 1977] (p. 7962) : nécessité des économies d'énergie ; mise en place à Longchamp d'horloges permettant l'extinction automatique.

— **M. Claude Michel** (n° **42474**) : **Emploi dans l'industrie de l'automobile et du poids lourd** [25 novembre 1977] (p. 7963) : l'agitation à Boulogne-Billancourt résultant d'un conflit catégoriel ; le maintien de l'emploi en raison des nouveaux investissements (véhicules de plus de 15 tonnes) ; les efforts de la Régie Renault pour diminuer les conséquences de la crise pour ses employés.

— **M. Maurice Nilès** (n° **42865**) : **Grève à Electricité de France et indépendance énergétique de la France** [9 décembre 1977] (p. 8525, 8526) : le mauvais coup porté à l'économie française par deux syndicats d'EDF ; mise en cause de l'indépendance énergétique de la France ; mise en péril du droit de grève par l'abus qu'on en fait.

— **M. Tourné** (n° **42866**) : **Emploi dans le Languedoc-Roussillon** [9 décembre 1977] (p. 8527, 8528) : les décisions prises par le Gouvernement le 30 novembre dernier en faveur de cette région ; ce programme placera le Languedoc-Roussillon parmi les régions les plus aidées.

— **M. Kiffer** (n° **42878**) : **Situation de la sidérurgie lorraine** [9 décembre 1977] (p. 8530) : surveillance aux frontières des importations de ronds à béton, extension possible de ce dispositif à l'ensemble des produits longs ; vocation exportatrice de notre sidérurgie ; inutilité d'une déclaration de crise manifeste par la Communauté ; opérations retenues en Lorraine en application du programme de régionalisation de la technologie et de la recherche industrielle adopté par le conseil des ministres du 23 novembre dernier.

— **M. Alex Raymond** (n° **42864**) : **Fabrication de l'avion Nord 262** [9 décembre 1977] (p. 8531) : nécessité d'approfondir les études relatives à la rentabilité économique de l'avion, à l'appréciation du marché civil et à l'aptitude de cet appareil à la surveillance maritime.

INTERVENTIONS

En qualité de député :

1975

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif au développement de l'éducation physique et du sport** (n° **1728**). **Après déclaration d'urgence, discussion générale** [2 octobre 1975] (p.6438) : l'étape importante que constitue le projet de loi ; l'intérêt porté par le Gouvernement à une modification de l'équilibre des Français par le sport ; (p. 6439) : l'approbation par l'opinion sportive du principe même du projet de loi ; le rôle des clubs dans le sport optionnel ; le contrôle médical, la lutte contre le dopage et l'éducation physique des adultes ; s'étonne que M. Hage ait pu parler du déclin des athlètes français alors que *l'Humanité* leur rendait hommage ; assure le ministre de son soutien.

— **Projet de loi de finances pour 1976** n° **1880**).

Deuxième partie :

Equipement et urbanisme [24 octobre 1975] (p. 7365) : les conséquences du plan de soutien à l'économie ; le cas de la Basse-Seine ; y appliquer une politique de diversification des emplois et d'amélioration de l'habitat ; la création au Havre d'un centre de réparations navales ; (p. 7366) : la construction d'un terminal méthanier à Antifer ; l'insuffisance de la nationale 29 ; le développement de la liaison fluviale Seine-Est.

Transports. — IV. **Marine marchande** [14 novembre 1975] (p. 8443) : le problème de la marine marchande et des transports maritimes ; la vocation maritime de la France ; la composition de la flotte de commerce vers 1985 ; les mesures sociales à prendre en faveur des gens de mer ; la situation du paquebot *France* ; (p. 8444) : lui trouver une affectation.

Universités [17 novembre 1975] (p. 8507) : approuve les orientations de la réforme des études du deuxième cycle ; rappelle que la voie universitaire n'est pas le seul chemin vers la formation sociale ; l'importance d'une ville universitaire active dans la réussite de la régionalisation ; ses souhaits pour le développement de l'enseignement supérieur au Havre et à Rouen.

— **Projets de loi portant réforme de l'urbanisme et de la politique foncière** (n^{os} **1588** et **1881**). **Deuxième lecture. Discussion des articles** [27 novembre 1975]. **Article 16** (p. 9048) : craint que le report d'application de la loi prévu par l'amendement n° 55 de M. Fanton ne conduise à la spéculation.

En qualité de secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre :

1976

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**).

Deuxième partie :

Services du Premier ministre. — I. **Services généraux : services divers.** — II. **Journaux officiels.** — III. **Secrétariat général de la défense nationale.** — IV. **Conseil économique**

et social [17 novembre 1976] (p. 8148) : la réduction du déficit du *J.O.* ; (p. 8149) : le médiateur ; le délégué à la condition féminine.

En qualité de secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'industrie, du commerce et de l'artisanat :

1977

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant la ratification du traité de coopération en matière de brevets, ensemble un règlement d'exécution, fait à Washington le 19 juin 1970** (n° **2608**). **Discussion générale** [4 mai 1977] (p. 2435) : l'intérêt des systèmes de protection internationale pour toutes les entreprises quelle que soit leur taille ; l'avenir des personnels de l'institut national de la propriété industrielle ; le rôle futur du brevet national français ; la progression et la limitation de la réduction d'activité de l'INPI ; l'examen de perspectives de développement de tâches nouvelles.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'application du traité de coopération en matière de brevets fait à Washington le 19 juin 1970** (n° **2609**). **Discussion générale** [4 mai 1977] (p. 2439) : l'apparition d'une communauté européenne des brevets d'invention ; la raison de la participation de la France à un système de coopération et à la création du brevet européen ; la réforme de la loi du 5 juillet 1844 ; (p. 2440) : la loi du 2 janvier 1968 ; l'accessibilité aux brevets français ; l'existence d'un système d'examen très approfondi des brevets à l'étranger ; le choix de la voie de la coopération internationale ; l'initiative de M. Michel Debré à l'origine des travaux sur le brevet européen ; le siège de l'office européen des brevets ; l'activité et l'organisation de l'office ; la désignation d'un Français à la présidence de son conseil d'administration ; l'avenir de l'institut national de la propriété industrielle ; le maintien du brevet national ; le développement des services de l'INPI en vue de l'amélioration des recherches documentaires et de la création d'actions d'information et d'incitation en faveur des PMI ; les conditions des choix des procédures d'obtention des brevets ; (p. 2431) : l'intérêt des petites et moyennes entreprises en faveur des systèmes de protection internationale des inventions ; la position du Gouvernement ; les projets de loi relatifs à l'application du traité de Washington et des conventions européennes de Munich et de Luxembourg. **Discussion des articles. Article 10** (p. 2442) : le ralliement du Gouvernement à l'amendement n° 1 de M. Ehrmann.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'application de la convention sur la délivrance de brevets européens faite à Munich le 5 octobre 1973** (n° **2611**). **Discussion des articles** [4 mai 1977]. **Après l'Article premier** (p. 2442) : l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 4 de M. Ehrmann. **Article 5** (p. 2443) : le ralliement du Gouvernement à l'amendement n° 2 de M. Ehrmann ; partage l'avis de la commission sur l'amendement n° 5 de M. Hamel défendu par M. Gerbet. **Article 16** (p. 2444) : l'acceptation par le Gouvernement de l'amendement n° 3 de M. Ehrmann.

— **Projet de loi concernant l'application de la convention relative au brevet européen pour le Marché commun (convention sur le brevet communautaire) faite à Luxembourg le 11 décembre 1975** (n° **2767**). **Discussion des articles** [4 mai 1977]. **Après l'Article premier** (p. 2445) : l'acceptation par le Gouvernement de l'amendement n° 1 de M. Ehrmann. **Après l'Article 4 :** l'acceptation par le Gouvernement de l'amendement n° 2 de M. Ehrmann.

— **Réponse au rappel au règlement de M. Charles Bignon** [15 novembre 1977] (p. 7417) : les dispositions qui seront prises en vue de réparer les dégâts causés par la tempête qui s'est abattue dans la Manche.

— **Proposition de loi modifiant et complétant la loi n° 68-1 du 2 janvier 1968 tendant à valoriser l'activité inventive et à modifier le régime des brevets d'invention** (n° **3217**). **Discussion générale** [24 novembre 1977] (p. 7866) : la concertation entre l'Assemblée et le Gouvernement ; les raisons qui militent en faveur de la révision de la loi du 2 janvier 1968 sur les brevets d'invention ; le régime de la « licence de droit » ; le développement de la recherche technologique et de l'innovation. **Discussion des articles. Avant l'Article premier** (p. 7870) : son amendement n° 1 : insertion dans la loi n° 68-1 du 2 janvier 1968 du droit de l'inventeur ou de son ayant cause ; la propriété du droit au brevet ; la transformation de l'amendement n° 24 de M. Boulloche en sous-amendement à son amendement n° 1 ; amendement n° 1 adopté après adoption du sous-amendement n° 24 de M. Boulloche. **Article premier** (p. 7871) : son amendement n° 2 : délai de prescription de l'action en revendication ; adopté. **Article 2 :** son amendement n° 3 : modification rédactionnelle ; adopté. **Après l'Article 2 :** l'opposition du Gouvernement à l'amendement n° 25 de M. Boulloche. **Article 4 : Article 9 de la loi n° 68-1 du 2 janvier 1968** (p. 7872) : son amendement n° 4 : suppression de la référence relative à la révision de la convention signée en 1928 en matière d'exposition internatio-

nale ; adopté. **Article 10 de la loi n° 68-1 du 2 janvier 1968 :** son amendement n° 5 : harmonisation du texte de la proposition de loi avec celui des conventions européennes ; adopté. **Article 9** (p. 7874) : l'inopposition du Gouvernement à l'adoption de l'amendement n° 26 de M. Boulloche ; son amendement n° 6 : obligation des dispositions de la loi du 2 janvier 1968 relatives aux obtentions végétales susceptibles de bénéficier de la protection de la loi du 11 juin 1970 ; (p. 7875) : la nature rédactionnelle de l'amendement n° 6 du Gouvernement ; adopté ; son amendement n° 7 : pouvoir de rejet de l'administration dans le cas d'inventions dont la publication serait contraire aux bonnes mœurs ou à l'ordre public, ou qui comporteraient un élément manifestement étranger à la description de l'invention ; demande à l'Assemblée de repousser le sous-amendement n° 22 de M. Régis à son amendement n° 7 ; adopté. **Article 11 : Article 18 de la loi n° 68-1 du 2 janvier 1968 :** son amendement n° 8 : droit du demandeur de déposer de nouvelles revendications tant que la recherche documentaire n'a pas été entreprise et faculté de présentation de nouvelles revendications jusqu'à la délivrance du certificat d'utilité ; adopté. **Article 19 de la loi n° 68-1 du 2 janvier 1968** (p. 7876) : son amendement n° 9 : dispositions de coordination ; adopté ; le caractère réglementaire des dispositions proposées par l'amendement n° 27 de M. Boulloche ; son amendement n° 10 : fixation par décret des conditions dans lesquelles est établi l'avis documentaire ; adopté ; la nature réglementaire des dispositions de l'amendement n° 28 de M. Boulloche. **Article 12** (p. 7877) : l'opposition du Gouvernement à l'amendement n° 29 de M. Boulloche. **Article 15** (p. 7878) : son amendement n° 11 : droit des inventeurs titulaires de licence non exclusive de bénéficier du régime de la licence de droit ; adopté ; son amendement n° 12 : non-application de la réduction de la taxe aux annuités déjà échues ; adopté. **Article 24** (p. 7880) : la décision du conseil supérieur de la propriété industrielle sur l'intervention du directeur de l'INPI devant les tribunaux ; la nature du texte proposé ; l'indépendance des juridictions. **Article 25 :** son amendement n° 23 : suppression des dispositions relatives à la recevabilité de la demande du ministère public de l'annulation d'un brevet d'invention ; repoussé. **Article 28** (p. 7882) : son amendement n° 13 : sursis à statuer du tribunal saisi d'une action en contrefaçon sur le fondement d'une demande, jusqu'à la délivrance du brevet ; adopté. **Article 30 :** son amendement n° 14 : suppression des dispositions relatives à la production par le demandeur de l'avis documentaire imposé au demandeur dans une action en contrefaçon ; adopté. **Article 33 :** son amendement n° 15 : dispositions de coordination ; adopté ; (p. 7883) : son amendement n° 16 : suppression des sanctions relatives au non-respect du délai prescrit pour la transformation des demandes de certificat d'addition en demandes de brevet ; adopté. **Article 34 :** son amendement n° 17 rectifié : modification rédactionnelle ; adopté. **Article 38** (p. 7884) : s'en remet à la sagesse de l'Assemblée sur l'amendement n° 30 de M. Foyer. **Après l'Article 39 :** son amendement n° 18 : réduction du montant des taxes pour les personnes non assujetties à l'impôt sur le revenu des personnes physiques ; adopté ; son amendement n° 19 : affirmation du maintien en vigueur des dispositions de la loi du 4 avril 1881 relative à l'application des dispositions de la convention internationale pour la protection de la propriété industrielle signée à Paris le 20 mars 1883 ; adopté. **Article 43** (p. 7885) : son amendement n° 20 : modalités d'entrée en vigueur de la loi ; adopté. **Après l'Article 43 :** l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 21 de M. Régis. **Seconde délibération. Article 2 *bis* nouveau** (p. 7886) : son amendement n° 1 de suppression ; ne pas alourdir la procédure administrative par l'instauration d'un système déclaratif ; (p. 7887) : le maintien en vigueur des dispositions de la loi du 4 avril 1931 ; amendement n° 1 adopté.

RUFFE (Hubert)

Député du Lot-et-Garonne
(2e circonscription)
(C).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 735).

S'inscrit au groupe communiste [2 avril 1973] (p. 745).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [5 avril 1973] (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1465).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à **attribuer à soixante ans à tous les exploitants agricoles familiaux cessant leur activité l'indemnité via-**

gère de départ majorée et indexée sur le SMIC (n° 409) [24 mai 1973].

— **Proposition de loi** tendant à modifier la **loi n° 64-706** du 10 juillet 1964 organisant un régime de garantie contre les **calamités agricoles** (n° 1894) [8 octobre 1975].

— **Proposition de loi** tendant à organiser d'une manière équitable le financement de la **protection de la forêt** contre les incendies dans les départements de la Dordogne, de la Gironde, des Landes et du Lot-et-Garonne (n° 2158) [7 avril 1976].

QUESTIONS

• *questions orales avec débat de :*

— **MM. Labbé** (n° 14998), **Carpentier** (n° 15162), **Berthelot** (n° 15168), **Bégault** (n° 15297), **Cabanel** (n° 15345) : **Problèmes de l'emploi** [11 décembre 1974] (p. 7715) : situation de l'emploi en Aquitaine et dans le Lot-et-Garonne ; abaissement de l'âge de la retraite à soixante ans ; programme commun.

• *question au Gouvernement :*

— **Financement des prestations sociales agricoles** [23 juin 1976] (p. 4546, 4547) : financement des caisses d'allocations familiales agricoles, celle du Lot-et-Garonne en particulier.

• *question orale sans débat :*

— (n° 37176) : **Dégâts occasionnés par les gelées** [15 avril 1977] (p. 1875 et 1876) : les dommages causés par les gelées aux primeurs et vignobles ; aider les agriculteurs à faire face à leurs emprunts ; différer les échéances de sécurité sociale.

• *question au Gouvernement :*

— **Aménagement de carrière des conducteurs de travaux publics de l'Etat** [27 avril 1977] (p. 2214) : la grève administrative de ces fonctionnaires qui revendiquent un aménagement de leur carrière.

• *question orale sans débat :*

— (n° 37893) : **Gemmage** [13 mai 1977] (p. 2770, 2771 et 2772) : la situation critique des gemmeurs ; les mesures à prendre contre les importations abusives ; l'aide à apporter aux victimes du chômage ; les réformes de structures nécessaires à l'avenir de la Gascogne.

• *question au Gouvernement :*

— **Difficultés financières des caves coopératives viticoles du Lot-et-Garonne** [14 décembre 1977] (p. 8705) : demande d'une aide financière directe permettant d'éponger le déficit de leur compte d'exploitation.

INTERVENTIONS

1973

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° 646).

Deuxième partie :

Agriculture et développement rural. — **FORMA, BAPSA** [6 novembre 1973] (p. 5242) : problème des calamités agricoles ; ses réserves sur l'application de la loi du 10 juillet 1964 ; système de garantie plus efficace contre les calamités souhaité par les exploitants ; demande instamment au ministre de faire en sorte que l'Assemblée puisse délibérer sur ce problème lors de sa prochaine session ; caisse de garantie des calamités agricoles, dégâts causés par la grêle ; maintien de l'aide à l'association climatologique de la moyenne Garonne qui lutte contre la grêle.

1974

— **Projet de loi relatif aux groupements fonciers agricoles** (n° 809). **Discussion générale** [11 juin 1974] (p. 2589) : le petit nombre de GFA ; insuffisance notoire de l'incitation financière ; taux d'augmentation du prix de la terre ; prêts d'installation à faible taux d'intérêt aux jeunes agriculteurs souhaitables.

1975

— **Projet de loi portant modification du statut de fermage** (n° 1171). **Discussion des articles** [8 avril 1975]. **Article 3** (p. 1407) : son amendement : abroger le premier alinéa de l'article 797 du code rural ; adopté. **Article 8** (p. 1508) : ses observations : caractère dangereux et superflu des mots « urbanisation future ».

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1975** (n° 1873). **Discussion des articles** [10 septembre 1975]. **Article 4** (p. 6186) : demande une aide exceptionnelle pour les agriculteurs sinistrés ; demande le vote de la proposition de loi déposée par le groupe communiste garantissant les agriculteurs contre les calamités.

1976

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique agricole** (n° 2223) [28 avril 1976] (p. 2258) : la désorganisation du marché national par les importations massives de tomates en provenance des pays tiers ; la situation catastrophique des résineux du fait des exportations d'Espagne et du Portugal ; la nécessité d'un débat sur le problème de la forêt ; (p. 2259) : régler le contentieux des calamités agricoles.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**).

Deuxième partie :

Débat préparatoire en commission élargie à l'examen des crédits du ministère de l'agriculture. Débat du 4 novembre 1976 [*J.O.*, Débats du 5 novembre 1976] (p. 7637) : les problèmes d'irrigation ; le syndicat intercommunal de Meilhan-Saint-Sauveur ; la faiblesse des crédits ; l'hydraulique ; la sécheresse.

Agriculture. — FORMA, BAPSA [4 novembre 1976] (p. 7545) : la sécheresse ; la baisse du revenu agricole en Aquitaine ; l'insuffisance de l'aide apportée ; la loi du 10 juillet 1964 ; l'insuffisance de ses dispositions ; la diminution de la subvention de l'Etat au fonds national de garantie ; les agriculteurs de Duras en Lot-et-Garonne ; les producteurs de fruits ; le dossier sécheresse du maïs et de la récolte de 1975 ; la nécessité de donner au Fonds national de garantie les moyens financiers lui permettant de jouer son rôle ; la participation éventuelle des compagnies d'assurances privées ; (p. 7546) : la possibilité d'accroître la subvention de l'Etat et d'autoriser les emprunts auprès du Crédit agricole ; démocratiser le système ; la proposition de loi du groupe communiste.

1977

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° **3120**).

Deuxième partie :

Agriculture. — FORMA, BAPSA [26 octobre 1977] (p. 6635) : les conséquences des perturbations climatiques dans les départements du Sud-Ouest ; la ventilation des fonds recueillis par les collectes et les crédits fournis par l'Etat ; l'insuffisance de l'aide de l'Etat ; l'insuffisance des ressources du fonds national de garantie contre les calamités ; les propositions du groupe communiste ; la nécessité de dégager des crédits exceptionnels ; doter les agriculteurs d'une caisse nationale des calamités.

S

SABLÉ (Victor)

Député de la Martinique
(3e circonscription)
(App. RI, puis App. R).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 737).

S'apparente au groupe des républicains indépendants [2 avril 1973] (p. 745).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [5 avril 1973] (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre du comité directeur du fonds d'investissement des départements d'outre-mer [16 octobre 1973] (p. 4441).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant certaines dispositions du code électoral [9 juillet 1976] (p. 5247).

DÉPOTS

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 190), modifié par le Sénat, relatif au **régime des eaux dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion** (n° **440**) [5 juin 1973].

— **Avis,** présenté au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de **loi de finances pour 1974** (n° 646). — **Tome IV : Départements d'outre-mer** (n° **685**) [10 octobre 1973].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de résolution (n° 934) tendant à créer une **commission de contrôle** chargée d'étudier l'**application des lois dans les départements d'outre-mer** (n° **1049**) [6 juin 1974].

— **Avis,** présenté au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de **loi de finances pour 1978** (n° 3120). — **Tome IV : Départements d'outre-mer** (n° **3151**) [11 octobre 1977].

INTERVENTIONS

1973

— **Projet de loi relatif au régime des eaux dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion** (n° **190**), rapporteur. **Deuxième lecture. Discussion générale** [14 juin 1973] (p. 2157) : modification de l'article L 10 du code du domaine de l'Etat ; législation plus nuancée tenant compte des particularités des DOM ; avantages en découlant pour les agriculteurs, amendement du Gouvernement adopté par le Sénat.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° **646**).

Deuxième partie :

Départements d'outre-mer, rapporteur pour avis [26 octobre 1973] (p. 4926) : les DOM région en mal de régionalisation ; autarcies rivales et stratégie concertée du développe-

ment ; élargissement du cadre de la loi du 5 juillet 1972 ; souhaite la constitution d'une fédération des départements français d'Amérique ; crédits de la migration ; loi du 7 juin 1972 relative à la lutte contre le racisme ; application trop restrictive de l'article 9 de la loi du 24 décembre 1971 : exonération fiscale sur les bénéfices réinvestis dans les DOM ; (p. 4927) : service militaire adapté ; crédits de l'action culturelle ; fonds du FIDOM ; retraités et pensionnés résidant dans les départements d'Amérique ; protection sociale ; décrets d'application de lois : assurance vieillesse des professions commerciales et artisanales, assurance maladie, régulation des naissances ; fonds social européen ; réforme foncière ; demande la garantie de l'Etat aux caisses de crédit agricole ; réforme du code de la nationalité.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1973** (n° **781**). **Discussion des articles** [5 décembre 1973]. **Article 12** (p. 6658) : réforme foncière dans les DOM ; sa demande de rétroactivité pour la garantie des prêts consentis depuis le 1er juillet 1970. **Après l'Article 12** (p. 6659) : son amendement tendant à l'extension aux DOM des dispositions visant les courses de chevaux et le contrôle exercé sur les opérations des sociétés de courses et du pari mutuel.

1974

— **Projet de loi relatif à la consultation des Comores** (n° **1187**). **Discussion générale** [17 octobre 1974] (p. 5187) : souligne l'urgence d'une décision en ce qui concerne les Comores ; le refus de la départementalisation ; (p. 5188) : les dangers de la partition ; assurer la protection des minorités ; le recensement des votes ; l'avenir des Comores ne doit pas dépendre des clivages politiques de l'Assemblée.

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° **1180**).

Deuxième partie :

Départements d'outre-mer [12 novembre 1974] (p. 6226) : créer à la Martinique une société d'économie mixte sucrière ; l'attitude de l'Europe à l'égard des départements d'outre-mer et nécessité d'une usine de dessalement de l'eau de mer ; le développement du tourisme doit profiter aux artisans locaux.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, sur les calamités agricoles dans les départements d'outre-mer** (n° **1282**). **Discussion générale** [22 novembre 1974] (p. 6968) : les agriculteurs d'outre-mer exclus du bénéfice de la loi de 1964 ; les ressources du fonds de garantie ; la subvention de l'Etat ; les taxes parafiscales ; (p. 6969) : les bénéfices du groupement interprofessionnel bananier sur les importations de bananes en provenance des pays tiers ; l'indemnisation variable des agriculteurs assurés et non assurés ; la prise en charge par l'Etat de certaines primes d'assurance ; l'essor de l'agriculture outre-mer. **Discussion des articles : Article 3** (p. 6973) : les bénéfices sur les importations métropolitaines d'ananas ; la production d'ananas de la Martinique ; les accords d'Arusca ; (p. 6975) : les petits agriculteurs pénalisés faute d'éléments d'exploitation assurables ; le recours au fonds des calamités publiques ; (p. 6976) : les petits agriculteurs ne payant pas de taxes parafiscales.

1975

— **Projet de loi relatif à l'extension de l'allocation de logement aux DOM** (n° **1600**). **Discussion générale** [23 mai 1975] (p. 3175) : les déclarations du Président de la République aux Antilles ; la nouvelle prestation, point de départ d'une politique rationnelle du logement génératrice d'emplois ; l'extension aux départements d'outre-mer des dispositions de l'article L 539 du code de la sécurité sociale ; (p. 3176) : la lutte contre la « squatterisation » et les bidonvilles ; la crise du logement ; le chômage ; rationnaliser la politique du logement ; redéfinir les obligations des sociétés de reconstruction immobilière ; mieux modeler l'augmentation du taux des prêts.

— **Projet de loi relatif à la nationalisation de la production et de la distribution de l'électricité dans les DOM** (n° **1639**). **Discussion générale** [23 mai 1975] (p. 3199) : l'erreur commise en 1946 par l'Assemblée constituante au détriment des DOM ; la nécessaire création auprès de chaque direction d'EDF d'un comité de gestion ; la charge des investissements réalisés ; l'élévation intolérable des tarifs ; résorber la distorsion dans les meilleurs délais ; abréger le délai prévu pour l'unification des tarifs ; la recherche dans les Antilles de nouvelles formes d'énergie.

— **Projet de loi portant orientation préliminaire du VIIe Plan** (n° **1685**). **Discussion générale** [3 juin 1975] (p. 3562) : l'inflation, la récession et le chômage dans les DOM ; la situation de la production agricole ; la pénurie dans le secteur de l'habitat ; étendre aux entreprises régionales l'accès à la caisse nationale des marchés ; l'assouplissement du système des crédits ; l'erreur du mythe du développement du tourisme ; (p. 3563) : les faibles traces de l'industrialisation ; le handicap que constitue le prix des transports maritimes ; l'insuffisance des crédits ; la possibilité du décollage économique.

— **Projet de loi relatif à l'indépendance du territoire des Comores** (n° 1734). **Discussion générale** [26 juin 1975] (p. 4780) : le droit à l'autodétermination doit s'apprécier en fonction de la consistance du territoire à la date de la consultation et non en se reportant à l'époque précoloniale ; en permettant la réunion d'un comité constitutionnel comorien, la France s'assurera que les Mahorais ont reçu toutes les garanties indispensables.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° 1880).

Deuxième partie :

Départements d'outre-mer [13 novembre 1975] (p. 8256) : l'amélioration de la présentation du budget des DOM ; aligner le développement économique des DOM sur la réalité constitutionnelle ; les relations entre la CEE et les DOM ; la pénalisation de certaines productions agricoles ; l'accession des Antilles au fonds de développement régional européen ; la dérogation exorbitante accordée à l'Allemagne fédérale en matière d'importation de bananes ; le problème des transports ; la départementalisation économique ; (p. 8257) : la création d'usines nouvelles et l'ouverture de grands travaux ; mettre un terme à la compartimentation économique.

— **Projet de loi autorisant la ratification de la convention signée à Lomé le 28 février 1975 et de l'accord interne relatif aux aides de la Communauté** (Bruxelles 11 juillet 1975) (n° 1990). **Discussion générale** [15 décembre 1975] (p. 9800) : se félicite que l'idée française d'aide au Tiers-Monde soit devenue un impératif de la politique européenne ; insiste néanmoins sur le problème des départements d'outre-mer qui voient leur économie menacée ; rappelle la liberté d'importation dans la CEE accordée aux Etats contractants pour leurs eaux-de-vie et leurs rhums ; (p. 9801) : la concurrence à attendre en matière de production de bananes ; faire en sorte que la Communauté économique européenne ait autant de sollicitude pour les régions en voie de développement qui lui appartiennent que pour celles qui lui sont extérieures.

1976

— **Projet de loi portant approbation du VII^e Plan de développement économique et social** (n° 2346). **Discussion générale** [24 juin 1976] (p. 4663) : le bilan des dix dernières années aux Antilles qui devrait inviter à l'autocritique et à plus de réflexion ; la survivance de l'économie des DOM par les crédits publics et les transferts sociaux ; réclamation de l'extension des mesures sociales ; crainte que certains n'embrassent la cause de la départementalisation au lieu de l'étouffer ; réclame une priorité pour les investissements productifs ; s'inquiète de l'effet du contingentement de la canne à sucre et du rhum ; critique la politique de la CEE à l'égard des DOM telle qu'elle s'exprime dans les accords de Lomé ; le poids du financement des travaux par les DOM ; (p. 4664) : critique les modalités de la tarification des transports ; dénonce l'échec de la politique suivie en matière de tourisme.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° 2524).

Première partie :

Discussion des articles [26 octobre 1976]. **Article 11** (p. 6987) : le problème des droits indirects sur l'alcool ; les impératifs justifiant la fiscalité spécifique qui frappe les rhums fabriqués dans les DOM ; les difficultés des producteurs d'eau-de-vie et d'alcool de la métropole ; refuse qu'on aggrave les difficultés des DOM ; l'assimilation du cognac et de l'armagnac au rhum des Antilles et de la Réunion ; des produits fort différents ; le système contingentaire régissant l'économie rhumière ; les raisons motivant la fiscalité spécifique concernant les rhums ; (p. 6988) : le contrôle rigoureux des importations ; l'appréciation du taux minoré du droit d'accise sur le rhum ; agir au profit du rhum s'il fallait tenir compte de la conjoncture ; le contingent de la production de rhum ; (p. 6993) : l'agonie de l'économie rhumière de la Martinique ; les droits payés par les rhums ; l'amendement n° 28 dangereux pour les rhums ; est hostile à l'augmentation des droits ; (p. 6994) : le problème de dépassement du contingentement ; est d'accord pour qu'une taxe plus importante frappe les alcools industriels ; refuse la réduction de l'écart existant entre la fiscalité du rhum et celle des eaux-de-vie.

Deuxième partie :

Départements d'outre-mer [19 novembre 1976] (p. 8379) : un budget reflétant l'austérité ; l'agonie de la production sucrière de la Martinique ; les décisions de la technostructure ; la vieille pratique des subventions ; canne à sucre et rhum ; la production bananière ; le GIEB ; le FORMA ; (p. 8380) : le tourisme ; la départementalisation ; le tourisme social ; le développement économique régional.

Articles et articles additionnels non rattachés [20 novembre 1976]. **Après l'Article 65** (p. 8540) : soutient l'amendement n° 117 de M. de Rocca Serra prorogeant l'article 57 de la loi de finances du 20 décembre 1972 ; la réglementation du marché du rhum ; réglementation communautaire et législation nationale ; éviter un vide juridique ; (p. 8541) : proroger pour cinq ans le régime contingentaire ; indique que l'amendement a été signé

par M. de Rocca Serra et l'ensemble des députés d'outre-mer ; sa bonne foi lorsqu'il parlait de l'ensemble des députés d'outre-mer ; les négociations de Bruxelles et les délais.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1976** (n° **2630**). **Commission mixte paritaire** [17 décembre 1976] (p. 9617) : proposition de loi n° 55 et surtaxe sur les supercarburants, essences et produits pétroliers ; (p. 9618) : critique de cette procédure ; la controverse aux Antilles ; la prérogative des conseils généraux, gardiens des finances locales ; l'amputation de leurs droits par la surtaxe ; les mécontentements dans les départements d'outre-mer ; (p. 9619) : une procédure singulière, peu conforme aux lois organiques ; la position de toutes les organisations socio-professionnelles contre ce texte ; demande au Gouvernement de renvoyer le texte devant la commission compétente.

1977

— **Projet de loi portant dérogation, en ce qui concerne certains marins des départements d'outre-mer et du territoire d'outre-mer de la Polynésie française, à diverses dispositions du code des pensions de retraite des marins et du décret-loi du 17 juin 1938** (n° **2554**). **Discussion générale** [12 avril 1977] (p. 1711) : l'extension des dispositions du projet de loi aux artisans pêcheurs de la métropole ; le problème de l'égalité des droits ; le projet de décret annexé au rapport de la commission ; la réduction de la durée minimale de service ouvrant droit à la retraite ; une disposition conforme à l'article 73 de la Constitution qui ne porte pas atteinte au principe de l'unicité d'un régime spécial de sécurité sociale.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° **3120**).

Deuxième partie :

Départements d'outre-mer, rapporteur pour avis [3 novembre 1977] (p. 6910) : les réserves émises par la commission des lois ; l'évolution de l'organisation administrative de Mayotte et l'érection en département de Saint-Pierre-et-Miquelon ; les institutions administratives du département ; le maitien de la caisse de prévoyance ; la réintroduction de l'octroi de mer ; l'aide financière de l'Etat ; la dotation du FIDOM ; les crédits de fonctionnement ; le projet d'association de l'île de Saint-Martin avec l'île de Saint-Barthélémy ; les propositions des élus et des syndicats de Saint-Pierre-et-Miquelon ; l'intégration des DOM ; la faiblesse des moyens financiers mis à la disposition des anciens DOM ; les créations de postes ; (p. 6911) : la création d'un poste de conseiller au tribunal administratif de la Réunion ; l'évolution des migrations ; le problème du chômage ; les efforts du BUMIDOM ; la cohérence de l'affectation des fonds publics dans les DOM ; les chantiers de chômage ; l'extension du régime d'aide aux chômeurs en vigueur dans la métropole ; les mesures positives prises à l'égard des DOM ; les textes non encore publiés ; l'extension de la loi du 31 décembre 1974 relative au régime spécial de garantie contre les calamités agricoles ; l'extension de la loi du 16 juillet 1971 en faveur des personnes économiquement faibles et de la loi relative au complément familial ; les problèmes de la rentrée universitaire à l'institut Vizioz ; la réforme foncière ; l'action de la SAFER ; les finances locales ; les conditions d'intégration des DOM dans la CEE ; la définition d'une nouvelle politique communautaire à l'égard des DOM ; le statut départemental.

— **Projet de loi instituant le complément familial dans les départements d'outre-mer** (n° **3213**). **Discussion générale** [6 décembre 1977] (p. 8284) : l'harmonisation des lois sociales entre la métropole et les DOM ; l'évolution de la masse des prestations familiales affectée aux DOM ; les conditions d'activités professionnelles retenues pour l'application des prestations ; les conditions d'attribution du complément familial ; (p. 8285) : le niveau du plafond de ressources ; le montant du complément familial ; les amendements de la commission ; la départementalisation.

— **Projet de loi relatif à la protection de la maternité dans les départements d'outre-mer** (n° **3232**). **Discussion générale** [6 décembre 1977] (p. 8290) : l'octroi de primes aux femmes attendant un enfant ; le problème posé par l'attribution de l'allocation de parent isolé aux femmes enceintes isolées dans les DOM ; la protection maternelle et infantile.

SAINT-PAUL (André)

Député de l'Ariège
(2e circonscription)
(PSRG).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 733).

S'inscrit au groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche [2 avril 1973] (p. 745).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [5 avril 1973] (p. 755), [2 avril 1974] (p. 1453), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre suppléant de la commission de surveillance et de contrôle des publications destinées à l'enfance et à l'adolescence [7 juin 1973] (p. 1954), [8 juin 1973] (p. 1992), [25 novembre 1976] (p. 8710), [26 novembre 1976] (p. 8768).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'amélioration de la situation des conjoints survivants [28 juin 1977] (p. 4392).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant certaines dispositions du livre V du code de la santé publique relatives aux préparateurs en pharmacie et aux règles générales de la pharmacie d'officine [28 juin 1977] (p. 4392).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant un congé parental d'éducation [28 juin 1977] (p. 4392).

QUESTIONS

• *question au Gouvernement :*

— **Modernisation des hôpitaux dans la région Midi - Pyrénées** [4 décembre 1974] (p. 7375) : hôpital de Foix.

• *question orale sans débat :*

— (n° 37892) : **Permis de construire des travaux de distribution d'énergie** [13 mai 1977] (p. 2773, 2774) : application de l'article 32 de la loi du 3 janvier 1977 sur l'architecture.

INTERVENTIONS

1973

— **Rappel au règlement** [19 juin 1973] (p. 2273) : conditions de travail des parlementaires ; attente de l'Assemblée que le Gouvernement la saisisse des textes importants annoncés par le Premier ministre ; perte de temps par la faute du Gouvernement ; conditions de la demande de constitution d'une commission spéciale pour l'examen du projet de loi relatif à l'interruption volontaire de la grossesse ; manœuvres dilatoires à l'encontre de ce projet de loi ; justification de son opposition à la création de cette commission.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° 646).

Deuxième partie :

Anciens combattants et victimes de guerre [9 novembre 1973] (p. 5528) : appelle l'attention sur le sort des internés, résistants et politiques ; évoque le projet de règlement du droit à pension des internés et déclare impossible d'apporter la preuve matérielle du début de l'état pathologique des internés ; (p. 5529) : demande que les pensions des internés acquièrent un caractère définitif au bout de trois ans ; souhaite la forclusion concernant les déportés, internés et patriotes résistant à l'occupation ; déplore la lenteur de la liquidation des dossiers.

1974

— **Projet de loi relatif à la régulation des naissances** (n° 937). **Discussion générale** [28 juin 1974] (p. 3183) : attire l'attention du Gouvernement sur les modalités de la distribution des produits contraceptifs par les centres de planification et d'éducation familiale.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux rentes d'accidents du travail** (n° 1107). **Explication de vote** [11 octobre 1974] (p. 5019) : les socialistes voteront le texte ; promulgation rapide des décrets.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'extension de l'aide sociale** (n° 1073). **Discussion générale** [11 octobre 1974] (p. 5022) : sort du projet de loi d'orientation en faveur des handicapés ; le projet présenté ne constitue qu'une thérapeutique d'urgence purement symptomatique ; rien ne remplacera une politique sociale modifiant fondamentalement les modes de vie ; faire prendre en charge par la sécurité sociale les frais d'hébergement et des soins des personnes âgées.

— **Projet de loi relatif à la compensation entre régimes de base de sécurité sociale** (n° 1177). **Discussion des articles** [16 octobre 1974]. **Article premier** (p. 5096) : l'harmonisation des régimes ne doit pas conduire à l'abaissement des prestations du régime général. **Article 2** (p. 5104) : injustice du système de compensation proposé ; (p. 5105) : son amendement n° 3 : fiscalisation complète de la compensation ; repoussé par scrutin. **Article 6** (p. 5113) : son amendement n° 6 : nature et montant de la participation de l'Etat. **Article 7** (p. 5115) : son amende-

ment n° 7 : calcul du montant moyen de cotisation par catégorie professionnelle ; repoussé. **Article 8** (p. 5117) : son amendement n° 8 : remboursement des avances consenties en 1974 ; repoussé.

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° **1180**).

Deuxième partie :

Travail [4 novembre 1974] (p. 5806) : la progression des dépenses de santé ; le rapport de l'inspection générale des affaires sociales ; (p. 5807) : démontre le lien entre le faible niveau de revenus et une sous-consommation médicale ; le ticket modérateur, qui pénalise les catégories à faible revenu, n'existe qu'en France et en Belgique ; la situation des malades ou accidentés au regard des indemnités journalières ; la proposition de loi n° 1034 du parti socialiste et des radicaux de gauche tendant à revaloriser l'indemnité journalière ; la croissance de la consommation médicale, particulièrement pour l'hospitalisation ; les retards considérables dans l'équipement hospitalier ; l'augmentation galopante des prix de journée ; l'Etat doit prendre en charge les investissements et la sécurité sociale les frais de fonctionnement ; une médecine hospitalière de haute qualité ; le médecin : un travailleur comme les autres ; la convention corps médical-sécurité sociale ; l'humanisation des rapports entre sécurité sociale et citoyens ; la réforme du contentieux ; la dégradation des allocations familiales ; (p. 5808) : la notion de contrat de progrès garantissant le pouvoir d'achat des prestations familiales ; la situation des personnes âgées ; modicité du minimum vieillesse ; la dispersion des régimes légaux ; le projet de loi n° 776 du Gouvernement Messmer améliorant la situation des veuves mères de famille et personnes âgées, n'a jamais été discuté ; le financement de la sécurité sociale et les charges indues ; l'ingérence de l'administration de tutelle.

— **Projet de loi relatif aux mesures en faveur des handicapés** (n° **951**). **Discussion générale** [13 décembre 1974] (p. 7829) : voir intervention de M. Louis Besson. **Discussion des articles : Article premier** (p. 7854) : son amendement n° 119 défendu par M. Capdeville tendant à substituer au mot « l'enfant » les mots « le mineur » ; adopté. **Article 4** (p. 7862) : son amendement n° 137 précisant la composition des commissions de l'éducation spéciale ; repoussé ; (p. 7865) : son amendement n° 140 concernant une allocation de surcoût ; repoussé ; son amendement n° 141 concernant la décision de prise en charge ; retiré.

1975

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**).

Deuxième partie :

Travail [4 novembre 1975] (p. 7841) : la distinction des attributions entre le ministre du travail et le ministre de la santé ; le déficit de la sécurité sociale ; la convention avec les médecins ; (p. 7842) : les améliorations du régime de sécurité sociale qui se font attendre.

1976

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux établissements dangereux, insalubres ou incommodes** (n° **1753**). **Deuxième lecture. Explications de vote** [25 juin 1976] (p. 4741) : rappelle que le groupe PSRG s'est abstenu en première lecture ; indique que sa position n'a pas changé car le texte est impuissant, inutile et inapplicable, faute d'inspecteurs des établissements classés.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**).

Deuxième partie :

Santé publique et action sociale [29 octobre 1976] (p. 7291) : la politique des personnels du ministère de la santé ; (p. 7292) : les objectifs non atteints de création d'emplois ; l'insuffisance notable de personnel pour l'administration et pour les interventions sanitaires et sociales ; la suppression de postes de personnel médical ; les médecins scolaires ; leur rémunération ; les pharmaciens inspecteurs de la santé ; les améliorations à la condition des infirmières ; les treize heures supplémentaires pour les provinciales ; les assistantes sociales du secteur public ; des écoles de formation adaptées ; (p. 7293) : la rétribution normale demandée par les jeunes ; l'authentique formation professionnelle.

SAINTE-MARIE (Michel)

Député de la Gironde
(6e circonscription)
(PSRG).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 734).

S'inscrit au groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche [2 avril 1973] (p. 745).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [5 avril 1973] (p. 755), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

QUESTIONS

• *questions orales sans débat :*

— (n° 28526) : **Subventions aux associations de jeunesse** [7 mai 1976] (p. 2824, 2825) : les critères d'attribution ; les difficultés de ces associations ; l'augmentation nécessaire des crédits qui leur sont destinés.

— (n° 29384) : **Candidats au professorat d'éducation physique** [4 juin 1976] (p. 3819, 3820) : demande au Gouvernement les mesures envisagées pour que les candidats au professorat d'éducation physique ne soient pas condamnés au chômage ; les besoins de la nation en matière de sport.

— (n° 33638) : **Situation scolaire de Pessac** [17 décembre 1976] (p. 9611, 9612) : les difficultés dues à la mauvaise répartition géographique des établissements ; leur nombre insuffisant et l'absence de lycée.

INTERVENTIONS

1973

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° 646).

Deuxième partie :

Education nationale [13 novembre 1973] (p. 5662) : situation des institutrices et des instituteurs remplaçants ; loi du 8 mai 1951 ; « stagiarisation » (décret du 16 mai 1962) ; préjudices financiers de cette situation ; (p. 5663) : insuffisance du nombre de postes de titulaires créés ; nécessité d'un collectif budgétaire ; situation des suppléants éventuels.

Aménagement du territoire, équipement et urbanisme [14 novembre 1973] (p. 5741) : problème de l'insertion des aérodromes dans leur environnement ; aéroport de Bordeaux-Mérignac, servitudes dues au bruit ; circulaire du Premier ministre aux préfets du 30 juillet 1973 et ses conséquences ; émotion des particuliers et des collectivités locales ; demande que soit atténuée la rigueur des règles édictées ; dispositions du schéma d'aménagement de la métropole de Bordeaux ; problème de l'industrialisation de la partie comprise entre la Garonne et l'aéroport de Bordeaux-Mérignac et autour de cet aéroport ; mesures technocratiques et droit des gens.

Logement [15 novembre 1973] (p. 5796) : sort des sociétés coopératives d'HLM ; lois du 16 juillet 1971 et leurs conséquences dans le fonctionnement des sociétés coopératives HLM spécialisées dans l'accession à la propriété ; non-parution des décrets d'application ; problème des emprunts et de la garantie des collectivités publiques ; proposition de loi de son groupe tendant à permettre aux sociétés de coopération HLM de poursuivre leur action dans la perspective de la loi n° 71-580 du 16 juillet 1971 aménagée avec réalisme ; ses objectifs de défense de ces sociétés ; demande la discussion de cette proposition de loi ; modalités de financement instaurées en 1972 ; plafond des ressources ; délai d'attribution des prêts spéciaux immédiats ; prêts immobiliers conventionnés ; incertitude planant sur le financement de l'accession à la propriété.

1976

— **Projet de loi portant approbation de la programmation militaire pour les années 1977-1982** (n° 2268). **Discussion générale** [25 mai 1976] (p. 3437) : l'armée de métier ou de volontariat ; négation du principe selon lequel la défense doit être l'affaire de tous ; (p. 3438) : l'institution hybride que constitue l'armée actuelle et qui fait que la nation est mal défendue ; le parallèle fait par le Président de la République entre l'armée française et l'armée allemande ; la nécessité pour la France d'avoir une défense nationale diversifiée là où l'Allemagne a des forces monovalentes ; l'inégalité des moyens économiques et démographiques entre les deux pays ; l'universalité du service militaire en Allemagne et la réduction de sa durée à douze mois ; repousser la conception du Gouvernement qui sacrifie le caractère universel du service national ; ne mettre aucun obstacle à la diffusion du statut des objecteurs de conscience ; les commissions consultatives prévues par l'article 17 du nouveau règlement de discipline générale des armées ; le service national rénové, pièce maîtresse d'une véritable mobilisation populaire ; la nécessité d'un dispositif d'instruction décentralisée ; rattacher chaque jeune soldat à une unité territoriale proche de son domicile ; (p. 3439) : faire en sorte que l'armée ne continue pas à se refermer sur elle-même ; lutter contre la situation de ghetto qui est la cause du malaise actuel.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° 2524).

Deuxième partie :

Qualité de la vie. — II. Jeunesse et sports [3 novembre 1976] (p. 7409) : un budget de misère représentant sept millièmes du budget

de l'Etat ; la consultation du Conseil d'Etat sur l'interprétation de l'ordonnance organique du 30 juin 1952 ; la faillite des structures ; la signification du secrétariat d'Etat « à la jeunesse et aux sports » ; (p. 7410) : la politique sportive après Montréal ; le reflet fidèle d'une politique à l'image de la société ; l'effort des communes de France ; la faillite de la politique socio-culturelle ; les associations ; le CNAJEP ; la promotion des associations.

Crédits militaires. — Budget annexe du service des essences. Examen des crédits [8 novembre 1976] : **Budget annexe du service des essences. Avant l'Article 53** (p. 7764) : son amendement n° 251 soutenu par M. Longequeue ; retiré.

1977

— Proposition de loi tendant à compléter les dispositions du code des communes relatives à la coopération intercommunale (n° 2928). Explications de vote [2 juin 1977] (p. 3332) : le caractère très circonstanciel et très localisé de la discussion parlementaire ; l'exercice du droit de retrait par la ville de Bordeaux ; les dispositions de la loi du 31 décembre 1966 ; (p. 3333) : la démarche de la droite ; l'imposition de la constitution de la communauté urbaine ; la défense de la liberté ; le rapport Guichard ; la détermination des socialistes à administrer les intérêts de la communauté urbaine de Bordeaux ; le respect des droits des minorités ; le vote négatif du groupe du PSRG.

— Projet de loi de finances pour 1978 (n° 3120).

Deuxième partie :

Jeunesse et sports [7 novembre 1977] (p. 7068) : le budget de la jeunesse et des sports ; la faiblesse de son montant ; la décroissance de la part du budget de la jeunesse et des sports dans le budget national ; l'évolution des crédits de paiement ; les créations de postes d'enseignants ; la non-tenue des engagements du Gouvernement ; le désengagement de l'Etat en matière d'équipements ; le rôle du secteur associatif ; le caractère dérisoire des moyens ; (p. 7069) : la nécessité d'un plan d'urgence ; la couverture par l'Etat du traitement des postes Fonjep ; l'application de la loi sur les congés cadres-jeunesse ; le sport universitaire et scolaire ; le vote hostile du groupe du PSRG ; son opposition à l'institution des concours de pronostics ; le prélèvement sur la part affectée aux parieurs du pari mutuel et du loto ; les cinquante-huit directions de recherche proposées par le secrétariat d'Etat. **Examen des crédits. Etat B. Titre III** (p. 7095) : son amendement n° 200 : réduction de crédits ; la suppression des crédits relatifs aux centres d'animation sportive ; la politique du sport optionnel ; la nécessité de créations d'emplois ; repoussé.

SALAVILLE (Denis)

Député de la Lozère
(2e circonscription)
(RI, puis R).

En remplacement de M. Jacques Blanc, nommé membre du Gouvernement.

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [3 mai 1977] (p. 2360, 2388).

S'inscrit au groupe des républicains indépendants [4 mai 1977] (p. 2460).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [17 mai 1977] (p. 2830).

Membre du conseil supérieur pour le reclassement professionnel et social des travailleurs handicapés [26 mai 1977] (p. 3126), [27 mai 1977] (p. 3180).

SALLÉ (Louis)

Député du Loiret
(2e circonscription)
(UDR, puis RPR).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 734).

S'inscrit au groupe d'union des démocrates pour la République [2 avril 1973] (p. 744).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [5 avril 1973] (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Vice-président de cette commission [5 avril 1973] (p. 756), [4 avril 1974] (p. 1495), [5 avril 1977] (p. 1555).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les

dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1974 [12 décembre 1973] (p. 6916).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1975 [13 décembre 1974] (p. 7872).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant un prélèvement conjoncturel [13 décembre 1974] (p. 7872).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1975 [18 décembre 1975] (p. 10009).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1976 [9 juin 1976] (p. 3939).

DÉPOTS

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1974** (n° 646). — **Annexe n° 28 : Jeunesse, sports et loisirs (Crédits des services du Premier ministre. — II. Jeunesse, sports et loisirs)** (n° **681**) [10 octobre 1973].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1975** (n° 1180). — **Annexe n° 23 : Intérieur - Aménagement du territoire** (n° **1230**) [11 octobre 1974].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1976** (n° 1880). — Budgets civils. — **Annexe n° 23 : Intérieur - Aménagement du territoire** (n° **1916**) [10 octobre 1975].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1977** (n° 2524). — Budgets civils. — **Annexe n° 5 : Aménagement du territoire** (n° **2525**) [5 octobre 1976].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1978** (n° 3120). — Budgets civils. — **Annexe n° 16 : Equipement et aménagement du territoire - Aménagement du territoire** (n° **3131**) [5 octobre 1977].

INTERVENTIONS

1973

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° 646).

Première partie :

Discussion des articles [24 octobre 1973] : **Article 2** (p. 4742) : ses observations sur l'article 2 proposé par l'amendement du Gouvernement ; sa déception à l'égard du nouveau barème ; tranche de 5 % comprenant simplement les revenus allant de 9.900 F à 10.400 F ; ses observations sur l'amendement de M. Boulloche ; attire l'attention du Gouvernement sur la situation des petits contribuables ; [25 octobre 1973] (p. 4745) : ses observations sur l'article 2 c proposé par l'amendement du Gouvernement ; ses craintes quant aux dispositions de cet article ; (p. 4746) : demande au ministre de l'économie et des finances de préciser ses intentions quant à l'alignement des systèmes d'imposition des salariés et des non-salariés ; (p. 4755) : son explication de vote sur l'article 2 c proposé par l'amendement du Gouvernement ; son inquiétude devant les explications du ministre ; alignement du régime fiscal des salariés avec celui des non-salariés en prélevant sur les revenus des premiers ; problème des cadres ; son interrogation sur les intentions du ministre et sur le délai de réalisation de cet alignement ; (p. 4774) : son sous-amendement à l'article 2 h proposé par l'amendement du Gouvernement tendant à introduire la référence à la date de délivrance du permis de construire, comme date certaine pour le début des constructions ; son sous-amendement à l'article 2 h proposé par l'amendement du Gouvernement, problème du critère à retenir pour le début des constructions d'habitations individuelles, se rallie au sous-amendement de M. Cazenave : critère de la date de délivrance du permis de construire ; (p. 4775) : demande au Gouvernement qui certifiera que le chantier a été ouvert avant la date retenue, étant donné qu'il n'y a pas de maître d'œuvre. **Après l'Article 6** (p. 4793) : son amendement tendant à taxer de 1.000 F toute entreprise ne déclarant pas de bénéfices, possibilités de déduction de cette taxe forfaitaire pour les sociétés qui ne font pas de bénéfices de façon accidentelle ; (p. 4795) : son amendement déposé lors de la discussion de la loi de finances pour 1971 tendant à instituer une taxe de 10 % sur une part des frais généraux, retrait de cet amendement contre la promesse qu'une étude serait entreprise ; sa proposition de création d'une taxe forfaitaire, situation anormale des sociétés en déficit chronique ; souhaite que l'application de cette taxe de

1.000 F soit limitée à une année si la taxe professionnelle est créée en 1975.

Deuxième partie :

Services du Premier ministre. — Section II. **Jeunesse, sports et loisirs,** rapporteur spécial [29 octobre 1973] (p. 4973) : problème de l'évolution des crédits d'équipement, insuffisance des sommes affectées à la réalisation de la loi de programme sur l'équipement sportif et socio-éducatif ; (p. 4974) : caractère préoccupant de cette situation ; ses réserves sur les options choisies ; souhaite le déblocage rapide des 50 millions de francs inscrits au fonds d'action conjoncturelle ; action en faveur de l'emploi à plein temps des installations sportives ; difficultés de l'emploi à plein temps ; ses observations sur la politique en matière d'enseignement sportif ; effort consenti cette année dans ce secteur ; développement des centres d'animation sportive, intérêt de ces organismes ; nécessité de créer des emplois de professeurs ; meilleure utilisation des équipements sportifs ; statut des inspecteurs de la jeunesse et des sports ; conclusions de la commission Krieg ; office franco-allemand pour la jeunesse ; ses réserves sur son fonctionnement, volume des échanges réalisés ; réorganisation de l'office ; réduction des frais de fonctionnement et modification de ses objectifs ; caractère réaliste de la réforme ; responsabilité particulière du secrétariat d'Etat en matière de loisirs ; importance du problème des loisirs en particulier pour les fins de semaine ; projet d'aménagement de bases de loisirs dans la région parisienne et dans les banlieues de plusieurs grandes villes de province ; crédits d'équipement nécessités par ce projet ; stages de neige ; (p. 4975) : insuffisance des crédits affectés aux équipements sportifs ; réduction des crédits prévus au titre V voté à l'unanimité par la commission des finances ; impossibilité pour la commission d'accepter le budget tel qu'il est présenté ; demandera le rejet du budget si des crédits importants n'étaient pas accordés avant le vote final. **Etat C - Titre E** [29 octobre 1973] (p. 5004) : son amendement tendant à réduire les autorisations de programme et les crédits de paiement ; regrets de la commission des finances devant le retard considérable pris par la loi de programme ; crédibilité des lois de programme ; sévérité de la commission des finances ; (p. 5005) : déblocage des crédits du FAC ; souhaite une augmentation des crédits du secrétariat d'Etat ; prend acte de l'impossibilité dans laquelle se trouve le secrétaire d'Etat de prendre des engagements, rappelle le mandat que lui a conféré la commission des finances de ne pas recommander l'adoption du budget si des crédits supplémentaires ne sont pas accordés ; (p. 5006) : coordination des équipements scolaires et des équipements sportifs ; demande la réserve de la section II du budget des services du Premier ministre jusqu'à la fin de l'examen des fascicules budgétaires.

Développement industriel et scientifique : Etat C - Titre V [6 novembre 1973] (p. 5225) : ses observations sur l'amendement de M. Capdeville tendant à une réduction des crédits de ce titre.

Education nationale : Etat C - Titre VI [14 novembre 1973] (p. 5701) : son amendement de réduction de crédits de ce titre, insuffisance des crédits attribués à la jeunesse et aux sports, corrélation entre les crédits de constructions scolaires et les crédits des équipements sportifs d'accompagnement.

Service du Premier ministre. — Section II. **Jeunesse, sports et loisirs,** rapporteur spécial : **Etat C - Titre V** [20 novembre 1973] (p. 6167) : son amendement tendant à réduire les crédits de ce titre ; sa réponse au secrétaire d'Etat au sujet des mesures annoncées ; (p. 6168) : statut des inspecteurs de la jeunesse et des sports ; dépenses d'équipement ; crédits prélevés sur le PMU ; retrait de son amendement en accord avec la commission des finances.

Commission mixte paritaire [18 décembre 1973]. **Article 2 d** (p. 7134) : son amendement tendant à porter de trois à cinq ans le délai prévu pour acquitter l'impôt. **Après l'Article 2 m** (p. 7135) : son sous-amendement à l'amendement du Gouvernement concernant le dépôt avant le 31 décembre 1976 d'un projet de loi instituant le prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu ; souhaite le dépôt du projet un an avant la date prévue pour son entrée en vigueur.

— **Projet de loi sur la modernisation des bases de la fiscalité directe locale** (n° **637**). **Discussion des articles** [5 décembre 1973]. **Article 10** (p. 6630) : son amendement : délai de renonciation par les conseils municipaux à l'étalement du transfert de charges.

— **Projet de loi relatif à l'indemnité viagère de départ et à l'aménagement du régime des cumuls** (n° **275**). **Deuxième lecture. Discussion des articles** [12 décembre 1973]. **Article premier B** (p. 6892) : irrecevabilité du sous-amendement de M. Bernard : pouvoirs de la commission départementale des structures en cas d'impossibilité d'affecter les terres.

1974

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° **1180**).

Deuxième partie :

Intérieur [19 novembre 1974] (p. 6717) : les crédits ; les schémas d'aménagement de l'Aquitaine et de la Corse ; (p. 6718) : la délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) ; les missions d'aménagement ; l'opération Languedoc-Roussillon ; le contrôle des élus ; la concertation ; associer les régions ; la planification régionale ; les contrats de villes moyennes ; les plans de développement régionaux ; l'exécution des plans régionaux ; les difficultés de certaines industries ; la sous-traitance ; création d'un dispositif de secours ; (p. 6719) : les aménagements touristiques ; le Languedoc-Roussillon ; la Corse ; l'Aquitaine ; l'industrialisation des territoires d'outre-mer ; la commission propose d'adopter les crédits.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat après déclaration d'urgence, tendant à l'institution d'un prélèvement conjoncturel** (n° **1274**). **Discussion générale** [4 décembre 1974] (p. 7412) : la situation des entreprises de presse ; le régime fiscal de la presse ; (p. 7413) : son amendement n° 72 : la prise en compte des produits financiers ; adopté ; (p. 7416) : la déduction des frais de mission et de réception pour les entreprises exportatrices.

1975

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**).

Deuxième partie :

Intérieur, rapporteur spécial [13 novembre 1975] (p. 8272, 8273) : les déséquilibres structurels et démographiques entre régions ; favoriser la diffusion d'une trame économique continue ; l'urbanisation des métropoles régionales ; la déception de la commission des finances en ce qui concerne les infrastructures ; (p. 8274) : la gestion de la crise par l'administration ; le programme appliqué au Massif central ; le cas de la Corse.

1976

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**).

Première partie :

Discussion des articles [26 octobre 1976]. **Article 10** (p. 6985) : soutient l'amendement n° 36 de M. Mario Bénard supprimant l'exonération prévue pour les sociétés dont le capital est constitué pour la moitié au moins par des apports en numéraires ; les sociétés en déficit ; la faiblesse de la cotisation de 1.000 F ; repoussé.

Deuxième partie :

Services du Premier ministre. — V. Commissariat général du plan d'équipement et de la productivité. — I. Services généraux : Aménagement du territoire, rapporteur spécial pour l'aménagement du territoire [18 novembre 1976] (p. 8250) : un budget inconsistant ; son inquiétude ; les diminutions ; le développement régional ; la politique de Griboullle ; les déclarations du délégué général à l'emploi ; la politique d'aménagement du territoire rivalisée ; l'artisanat local ; le niveau des crédits du FIAT ; les crédits du FAD en voie de disparition ; crise et mécanisme d'aménagement du territoire et de développement régional ; (p. 8251) : les protestations des maires des grandes villes ; la graduation intermédiaire des aides ; la circulaire de la DATAR ; action régionale et développement économique ; une dotation supplémentaire sur le FAC ; propose d'adopter les crédits de l'aménagement du territoire.

1977

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° **3120**).

Première partie :

Discussion des articles [18 octobre 1977]. **Article 28** (p. 6253) : l'avis défavorable de la commission sur les amendements n° 45 de M. Alloncle, n° 37 de M. Voisin et n° 67 de M. Pranchère.

Deuxième partie :

Equipement et aménagement du territoire. — Equipement, aménagement du territoire et urbanisme, rapporteur spécial pour l'aménagement du territoire [16 novembre 1977] (p. 7517) : le projet de budget ; la création d'une ligne budgétaire pour l'aménagement du plateau de Valbonne ; le doublement des crédits du conservatoire du littoral ; les crédits de paiement affectés aux primes de développement ; la politique d'aménagement du territoire ; les crédits destinés aux missions d'aménagement touristique ; la poursuite de l'opération d'aménagement du Languedoc-Roussillon ; le niveau des crédits du FIAT ; (p. 7518) : le budget d'investissement ; les problèmes des zones d'économie montagnarde ; les problèmes d'emploi ; le montant des aides au développement accordées ; les crédits de paiement affectés aux primes de développement ; les contrats de pays, les contrats de ville moyenne ; les critères d'attribution des aides dans les zones défavorisées ; la comparaison européenne des aides aux créations d'em-

plois ; la diminution des moyens à consacrer à la politique d'aménagement du territoire.

SANFORD (Francis)

Député de la Polynésie française (RDS, puis RCDS, puis RI, puis NI).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 737).

S'inscrit au groupe des réformateurs démocrates sociaux [2 avril 1973] (p. 745).

S'inscrit au nouveau groupe des réformateurs, des centristes et des démocrates sociaux [10 juillet 1974] (p. 3489).

Se démet de son mandat de député [29 juin 1976] (p. 4861).

Réélu le 12 septembre 1976 (p. 4904).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 octobre 1976] (p. 6304).

N'appartient à aucun groupe [2 octobre 1976] (p. 6307).

Se démet de son mandat de député [30 juin 1977] (p. 4520, 4560).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [5 avril 1973] (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454).

Donne sa démission de membre de cette commission [9 juillet 1974] (p. 3431).

Membre de la commission des affaires étrangères [9 juillet 1974] (p. 3431).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [2 avril 1975] (p. 1202).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [2 avril 1976] (p. 1278).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** relative à **l'enseignement des cultures et des langues vernaculaires dans les territoires d'outre-mer** (n° 316) [10 mai 1973].

— **Proposition de loi** tendant à **doter le territoire de la Polynésie française d'un nouveau statut** (n° 317) [10 mai 1973]. — Retrait de cette proposition [9 juin 1976] (p. 3938).

— **Proposition de loi modifiant la loi n° 71-1026 du 24 décembre 1971, relative à la création et à l'organisation des communes dans les territoires de la Polynésie française** (n° 425) [30 mai 1973].

— **Proposition de loi** portant **abrogation du décret du 24 mai 1932 « autorisant le gouverneur des établissements français de l'Océanie à interdire l'accès et le séjour de certaines îles de la colonie aux personnes qui n'en sont pas originaires »** (n° 553) [28 juin 1973].

INTERVENTIONS

1973

— **Fait personnel** [2 mai 1973] (p. 974) : expériences nucléaires en Polynésie française ; organisation d'un référendum auprès des populations polynésiennes ; sa lettre ouverte à la population française.

— **Projet de loi modifiant certaines dispositions du code du service national** (n° 360). **Discussion des articles** [13 juin 1973]. **Article premier** (p. 2080) : son amendement : prolongation de la limite d'âge d'incorporation de vingt-deux à vingt-six ans pour les jeunes gens résidant dans les TOM.

1974

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° 1180).

Deuxième partie :

Territoires d'outre-mer [13 novembre 1974] (p. 6286) : donne lecture de l'intervention de M. Rock Pidjot ; prend acte de l'engagement pris de déposer un projet de loi libéral relatif au statut de la Polynésie et de la Nouvelle-Calédonie.

1975

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° 1880).

Deuxième partie :

Territoires d'outre-mer [4 novembre 1975] (p. 7807, 7808) : son intervention lue à la tribune par M. Pidjot (voir la rubrique consacrée à M. Pidjot).

1977

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'organisation de la Polynésie francaise** (n° 3032). **Discussion générale** [29 juin 1977] (p. 4452) : les conséquences des luttes partisanes ; le développement économique ; sa

démission. **Discussion des articles. Article 6** (p. 4454) : la fixation à cinq ans de la durée de domiciliation des candidats ; le cas des naturalisés. **Article 15** (p. 4455) : son accord sur l'amendement n° 2 de M. Krieg. **Article 57** (p. 4459) : son approbation de l'amendement n° 4 de M. Krieg. **Article 62** (p. 4460) : souhaite que le texte du Sénat soit maintenu.

SAUNIER-SEITÉ (Alice)

Secrétaire d'Etat aux universités du 12 janvier 1976 au 25 août 1976, du 27 août 1976 au 29 mars 1977, du 1er avril 1977 au 9 janvier 1978.

Ministre des universités du 10 janvier 1978 au 31 mars 1978.

Est nommée secrétaire d'Etat aux universités (Gouvernement Chirac). Décret du 12 janvier 1976 [*J.O.* du 13 janvier 1976] (p. 395).

Il est mis fin à ses fonctions de secrétaire d'Etat aux universités (Gouvernement Chirac). Décret du 25 août 1976 [*J.O.* du 26 août 1976] (p. 5116).

Est nommée secrétaire d'Etat aux universités (Premier Gouvernement Barre). Décret du 27 août 1976 [*J.O.* du 28 août 1976] (p. 5196).

Il est mis fin à ses fonctions de secrétaire d'Etat aux universités (Premier Gouvernement Barre). Décret du 29 mars 1977 [*J.O.* du 30 mars 1977] (p. 1741).

Est nommée secrétaire d'Etat aux universités (Deuxième Gouvernement Barre). Décret du 1er avril 1977 [*J.O.* du 2 avril 1977] (p. 1852).

Est nommée ministre des universités (Deuxième Gouvernement Barre). Décret du 10 janvier 1978 [*J.O.* du 11 janvier 1978] (p. 299).

Il est mis fin à ses fonctions de ministre des universités (Deuxième Gouvernement Barre). Décret du 31 mars 1978 [*J.O.* du 1er avril 1978] (p. 1407).

QUESTIONS

Réponses aux questions en qualité de secrétaire d'Etat aux universités :

• *questions au Gouvernement de :*

— **M. Briane : Mouvements de grève dans les universités** [7 avril 1976] (p. 1443) : droit de grève des étudiants ; application de l'article 37 de la loi d'orientation et du décret n° 71-66 du 2 janvier 1971.

— **M. Garcin : Mouvement de protestation dans les universités** [14 avril 1976] (p. 1714) : l'application par le Gouvernement d'une loi votée en 1968 sans opposition ; l'approbation par le conseil national de l'enseignement supérieur de l'arrêté sur la réforme du second cycle ; la poursuite de la concertation avec les représentants de la majorité des enseignants et des étudiants.

— **M. Max Lejeune : Droit au travail dans les universités** [14 avril 1976] (p. 1717) : les mesures à l'étude pour permettre aux présidents d'universités et aux recteurs d'organiser la fin de l'année universitaire et les examens.

— **M. Hamel : Liberté du travail à l'université** [21 avril 1976] (p. 1957) : le maintien de l'ordre dans les universités ; l'intensification de la concertation avec les syndicats d'enseignants et d'étudiants ; l'arrêté du 16 janvier admis comme base des discussions ; les projets présentés par certaines universités dans le cadre de la réforme.

— **Mme Constans : Réforme de l'enseignement supérieur** [21 avril 1976] (p. 1960) : la poursuite des négociations en vue de la rédaction d'une circulaire d'application à l'arrêté du 16 janvier.

• *question orale sans débat de :*

— **M. Mexandeau** (n° 28076) : **Crise dans l'université** [23 avril 1976] (p. 2142) : l'effort considérable fait par le Gouvernement depuis quinze ans en faveur des universités ; l'inscription dans le VIIe plan d'un budget important pour l'application de la réforme du deuxième cycle.

• *question au Gouvernement de :*

— **M. Guermeur : Troubles dans les universités et délivrance des diplômes** [12 mai 1976] (p. 2928, 2929) : la stricte réglementation des conditions d'obtention des diplômes ; la possibilité pour les universités de prolonger leur enseignement au-delà du mois de juin ; l'hommage dû aux enseignants.

• *question orale sans débat de :*

— **M. Mesmin** (n° 28961) : **Violence à l'université** [14 mai 1976] (p. 3088, 3089) : l'intervention des forces de l'ordre dans les universités est limitée à des cas exceptionnels ; l'organisation par l'administration de scrutins sur la poursuite des grèves lui semble inopportune ; les examens ne sont pas bradés ; la reprise des cours s'affirme partout.

• *questions au Gouvernement de :*

— **M. Barel : Observatoire de Nice** [19 mai 1976] (p. 3192) : les mesures prises pour que les conditions de travail de cet observatoire soient garanties.

— **M. Dupuy : Examens dans les universités** [19 mai 1976] (p. 3192) : les raisons empêchant les négociations sur la réforme avec l'UNEF-Renouveau et le SNESUP ; l'organisation des examens ; l'autonomie des universités.

— **M. Auber : Situation dans les universités** [26 mai 1976] (p. 3500) : les incidents de la Faculté de droit de Nice ; la responsabilité des présidents d'université dans l'organisation des études et des examens ; la possibilité d'organiser des examens en octobre.

— **M. Plantier : Examens à l'université de Pau** [9 juin 1976] (p. 3906) : l'impossibilité pour le recteur de l'académie de Bordeaux d'accepter les propositions de première session dédoublée d'examens faites par le président de l'université de Pau, la seconde première session ne pouvant être validée par le recteur.

• *question orale sans débat de :*

— **M. Muller** (n° 29744) : **Université du Haut-Rhin** [11 juin 1976] (p. 4045) : les problèmes de l'université du Haut-Rhin ; le décret du 8 octobre 1975 ; l'intégration de l'Ecole supérieure de chimie et de l'Ecole supérieure des industries textiles de Mulhouse.

• *questions au Gouvernement de :*

— **M. Delehedde : Désectorisation des études de droit à l'université de Nanterre** [23 juin 1976] (p. 4544) : la désectorisation répond aux vœux de nombreux étudiants.

— **M. Barbet : UER de Nanterre** [23 juin 1976] (p. 4546) : désectorisation opérée à Nanterre ; consultation du président de l'université de Nanterre.

— **M. Cousté : Instituts universitaires de technologie** [23 juin 1976] (p. 4550) : l'utilité et les mérites des IUT ; le nombre d'étudiants dans les IUT (43 000 pour 70 000 prévus) ; la nécessité de contrôler la régularité de la gestion et de « geler les emplois excédentaires ».

• *question orale sans débat de :*

— **M. Delehedde** (n° 30017) : **Instituts universitaires de technologie** [25 juin 1976] (p. 4720) : le ministère n'a pas l'intention de modifier le système pédagogique des IUT mais de remettre en ordre leur gestion.

• *questions au Gouvernement de :*

— **M. Pignion : Communiqué du secrétariat d'Etat aux universités** [30 juin 1976] (p. 4954) : sa volonté de mettre de l'ordre dans la gestion des IUT.

— **M. Cressard : Grève de certains personnels des œuvres universitaires** [13 octobre 1976] (p. 6546) : les problèmes financiers entraînés par la baisse de fréquentation des restaurants universitaires ; l'effort considérable de l'Etat pour les œuvres universitaires.

— **M. Gayraud : Conditions de nomination de certains personnels des IUT** [13 octobre 1976] (p. 6549) : avis favorable donné par le Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche aux nouvelles modalités de nomination des directeurs et chefs de département d'IUT.

— **M. Briane : Sort des étudiants des universités de Nanterre, Poitiers et Toulouse** [20 octobre 1976] (p. 6778) : versement des bourses aux étudiants ; report d'incorporation au service militaire.

— **M. Tissandier : Situation des IUT** [27 octobre 1976] (p. 7099, 7100) : excellent rendement des IUT fonctionnant en liaison étroite avec les milieux professionnels ; attribution des heures complémentaires en fonction de la participation réelle des professionnels aux activités pédagogiques.

— **M. Andrieu : Université de Toulouse-le-Mirail** [27 octobre 1976] (p. 7102, 7103) : responsabilités respectives de l'université et de l'Etat ; obligation pour le Gouvernement d'effectuer une retenue sur les traitements des professeurs n'ayant pas rempli leurs obligations de service.

— **M. Henri Michel : Limogeage du vulcanologue Haroun Tazieff par l'Institut de physique du Globe** [3 novembre 1976] (p. 7417) : carrière de M. Haroun Tazieff au Centre national de la recherche scientifique.

— **M. Gissinger : Situation de la faculté de droit de Nanterre** [17 novembre 1976] (p. 8162, 8163) : la désectorisation de Nanterre ; les bonnes conditions de rentrée à l'UER de Malakoff.

— **M. Vacant : Délivrance de certains diplômes universitaires** [27 avril 1977] (p. 2212) : étude des dossiers d'habilitation déposés par les unités de recherche d'éducation physique et sportive.

— **M. Frédéric Gabriel : Transfert de l'université de Vincennes** [27 avril 1977] (p. 2218) : les caractéristiques de cette université ; nombre important d'étrangers, niveau social relativement élevé des étudiants ; Vincennes n'a pas l'exclusivité de l'accueil des non-bacheliers ; nécessité du transfert évalué à 100 millions de francs.

• *question orale sans débat de :*

— **M. J.-P. Cot** (n° 37450) : **Dépose des skieurs en montagne par hélicoptère** [29 avril 1977] (p. 2348) : l'arrêté interministériel du 22 février 1971 limitant les déposes par hélicoptère aux aires agréées ; l'intention du Gouvernement d'obtenir l'élimination progressive de ces déposes.

• *questions au Gouvernement de :*

— **Mme Constans : Nomination à l'IUT de l'université de Toulouse** [25 mai 1977] (p. 3001) : respect de la procédure légale de nomination ; volonté d'assurer la liberté, la tolérance et la qualité scientifique des enseignements ; éviter de transformer les grandes écoles en écoles de cadres du parti communiste.

— **M. Icart : Maintien de l'ordre à l'université de Vincennes** [1er juin 1977] (p. 3259) : hommage aux présidents d'universités ayant su maintenir l'ordre dans les locaux universitaires ; invite le président de l'université de Vincennes à les imiter.

— **M. Mexandeau : Démission du directeur du Conservatoire national des arts et métiers** [22 juin 1977] (p. 4050) : impossibilité d'accepter la budgétisation des centres associés au niveau de l'administration du CNAM.

— **M. Madrelle : Renouvellement de la subvention à l'UNEF** [22 juin 1977] (p. 4051) : octroi des subventions en considération du rôle social des associations.

— **M. Vizet : Titularisation des personnels auxiliaires de la faculté des sciences d'Orsay** [19 octobre 1977] (p. 6340) : l'effort considérable d'intégration des auxiliaires des universités ; les difficultés rencontrées du fait de l'importance des rémunérations consenties aux vacataires.

— **M. Gilbert Schwartz : Moyens en heures complémentaires et en crédits attribués à la faculté de Nancy-I** [14 décembre 1977] (p. 8705) : les problèmes de gestion de la faculté de Nancy-I ; augmentation de 18 % de ses crédits de fonctionnement, diminution de 4 % de ses effectifs en étudiants.

INTERVENTIONS

En qualité de secrétaire d'Etat aux universités :

1976

— **Proposition de loi, adoptée par le Sénat, relative au comité consultatif des universités** (n° 2362). **Discussion générale** [25 juin 1976] (p. 4759) : démontre que l'erreur commise il y a sept ans par le pouvoir réglementaire est excusable ; déclare qu'il s'agit d'en réparer les conséquences dommageables et qu'il s'agit d'un vice de pure forme ; répond aux observations de M. Gaussin sur la composition du comité consultatif des universités : son rôle ; (p. 4760) : ses formations, le mode de scrutin, le système électif. **Discussion de l'article unique** [25 juin 1976]. **Titre** (p. 4760) : approuve l'amendement n° 1 de M. Gaussin.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° 2524).

Deuxième partie :

Universités [10 novembre 1976] (p. 7860) : cent quatre-vingts établissements d'enseignement supérieur et de recherche ; la bibliothèque nationale ; (p. 7861) : le CNRS ; l'Institut de France ; un budget en augmentation ; le service public ; la recherche ; la loi d'orientation ; l'égalité des citoyens devant le service public ; les situations privilégiées dans le domaine des heures complémentaires ; la situation des différentes universités ; le tarif des heures supplémentaires ; les IUT ; les personnels ; les effectifs ; (p. 7862) : les emplois en surnombre ; les assistants et maîtres assistants ; le personnel technique ; les « hors statut » ; le CNRS ; l'action sociale ; les bourses ; les restaurants universitaires ; les cités universitaires ; les bâtiments ; les CHU ; les équipements scientifiques et de recherche ; (p. 7863) : la recherche fondamentale et appliquée ; les contrats utilitaires ; l'augmentation des crédits d'équipement de la recherche ; les laboratoires ; (p. 7884) : critique des détracteurs communistes ; leur logique criminelle ; les agitations suscitées par le parti communiste ; (p. 7885) : les examens ; la recherche ; l'autonomie des universités ; Lissenko ; sciences et idéologie ; les constructions universitaires ; Valenciennes ; l'implantation des IUT d'Egletons ; les bibliothèques ; la bibliothèque nationale ; les heures complémentaires ; l'ANVAR ; (p. 7886) : les crédits d'équipement en matériel ; les bourses et leur assiette ; les prêts d'honneur ; le personnel d'université ; le régime socio-professionnel des étudiants ; les enseignants du supérieur ; la recherche ; la formation initiale ; la formation continue ; sélection et orientation ; les stages d'orientation ; les activités pédagogiques des IUT ; la pratique professionnelle ; la formation permanente ; (p. 7887) : les manifestations. **Examen des crédits. Etat B - Titre III** (p. 7887) : l'accroissement des crédits de la recherche ; l'augmentation des heures complémentaires. **Après l'Article 72** (p. 7888) : l'enseignement supérieur privé ; les conventions ; s'en remet à la sagesse de l'assemblée sur l'amendement n° 256 de M. Guermeur.

1977

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant validation des listes de classement d'étudiants admis en deuxième année du premier cycle des études médicales et odontologiques, dans certaines universités, pour les années 1971-1972 et 1972-1973** (n° 2693). **Discussion générale** [21 avril 1977] (p. 2032) : l'explication de l'irrégularité commise par le Gouvernement ; les conditions de préparation des textes d'application à la loi du 2 juillet 1971 ; la suppression du problème des « recus-collés » à la suite de l'arrêté du 22 octobre 1973 ; (p. 2035) : l'ambiguïté que comportait l'arrêté du 8 octobre 1971 ; la limitation du nombre d'étudiants en médecine en fonction du nombre des lits hospitaliers ; réfute l'analyse faite par M. Millet du rapport Fougère ; les solutions à apporter au problème des « recus-collés » de 1971-1972. **Discussion de l'article unique** (p. 2036) : la déclaration d'irrecevabilité en application de l'article 40 de la Constitution ; l'engagement des finances publiques en cas d'admissions d'étudiants en surnombre ; le sort des étudiants « reçus-collés » de 1971-1972.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° 3120).

Deuxième partie :

Universités [8 novembre 1977] (p. 7127) : le projet de budget ; l'importance des crédits de rémunération ; les créations d'emplois ; les crédits de l'enveloppe recherche ; les dépenses d'équipement hors recherche ; mettre l'accent sur l'aspect qualitatif de la politique en faveur des universités ; (p. 7128) : le rôle incitatif de la mission de la recherche créée en août 1976 ; les problèmes d'équipement et de maintenance ; l'évolution des crédits de maintenance du patrimoine ; l'importance du renouvellement du matériel ; le bilan de la rentrée universitaire ; la stabilisation du flux d'entrée ; la meilleure répartition géographique du flux d'entrée ; la désectorisation ; la répartition du flux d'entrée entre la région parisienne et la province par suite de la réforme du deuxième cycle ; la ventilation du flux entre les disciplines ; la faible augmentation des effectifs globaux ; les mesures de démocratisation ; (p. 7129) : l'établissement de la carte nationale et régionale ; la création d'un groupe de travail chargé de définir la fonction des conseillers régionaux de l'enseignement supérieur et de la recherche ; l'aide aux étudiants ; l'augmentation des bourses ; le relèvement du plafond des ressources familiales prises en considération ; le problème des étudiants handicapés ; l'aménagement de la nouvelle résidence universitaire pour l'accueil d'étudiants handicapés ; le budget social en faveur des étudiants ; la politique des personnels ; les créations d'emplois de chercheurs et de personnel administratif au CNRS ; la politique des postes d'accueil ; les créations d'emplois de personnel ATOS ; la promotion et la répartition des personnels ; (p. 7130) : le redéploiement de certains emplois ; la croissance du nombre des heures complémentaires ; la gestion des établissements ; la mobilité des chercheurs ; la politique d'ouverture de l'université ; le nombre d'accords conclus avec les établissements étrangers ; la participation aux grands projets internationaux ; l'ouverture sur le milieu socio-économique ; l'adaptation de la formation d'ingénieurs ; les missions du Conservatoire national des arts et métiers ; la réforme du second cycle universitaire ; l'effort de diversification des formations ; (p. 7141) : la place de la recherche ; l'interdisciplinarité des enseignements ; le groupe de travail sur le problème des conseils régionaux pour l'enseignement supérieur et la recherche et sur celui de la carte régionale ; l'intégration de l'université à l'économie régionale ; le budget de la formation continue ; les étudiants étrangers ; la règle de la préinscription ; le renouvellement du matériel des IUT ; la question des personnels hors statut des associations relevant de la loi de 1901 ; l'application de la loi d'orientation ; la carte universitaire ; la promotion des assistants ; (p. 7142) : la position des responsables des syndicats des personnels non enseignants de la fédération de l'éducation nationale.

— **Proposition de loi relative à l'enseignement hospitalier des étudiants en pharmacie et aux liaisons hospitalo-universitaires pharmaceutiques** (n° 2855 rectifié). **Discussion générale** [13 décembre 1977] (p. 8685) : la refonte du régime des études pharmaceutiques ; les principes qui ont présidé à la réforme : le nombre des étudiants inscrits dans les facultés ; la limitation relative du nombre des diplômes par rapport au nombre des étudiants ; l'excès des diplômes délivrés par rapport aux besoins professionnels ; réguler le flux d'étudiants ; l'introduction des étudiants en pharmacie à l'hôpital ; le développement des stages professionnels ; la création d'un diplôme de doctorat d'exercice. **Discussion des articles. Article premier** (p. 8687) : l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 2 de M. Delong ; (p. 8688) : s'en remet à la sagesse de l'Assemblée sur l'amendement n° 3 de M. Pons et le sous-amendement n° 4 de M. Delong. **Article 5** (p. 8689) : le désaccord du Gouvernement sur l'amendement n° 1 rectifié de M. Claude Weber.

— **Proposition de loi relative à l'introduction dans la fonction publique de certaines catégories de personnels en fonction auprès des écoles nationales supérieures d'ingénieurs de Mulhouse** (n° 3306). **Discussion générale**

[20 décembre 1977] (p. 9091) : l'intégration dans la fonction publique de vingt enseignants et de vingt-quatre personnels non enseignants appartenant aux unités d'enseignement et de recherche technologique des écoles intégrées à l'université de Mulhouse.

SAUVAGNARGUES (Jean)

Ministre des affaires étrangères du 28 mai 1974 au 25 août 1976.

Est nommé ministre des affaires étrangères (Gouvernement Chirac). Décret du 28 mai 1974 [*J.O.* du 29 mai 1974] (p. 5851).

Il est mis fin à ses fonctions de ministre des affaires étrangères (Gouvernement Chirac). Décret du 25 août 1976 [*J.O.* du 26 août 1976] (p. 5116).

DÉPOTS

— **Projet de loi** autorisant l'approbation de la **convention** entre le Gouvernement de la **République française** et le Gouvernement de la **République de Singapour** tendant à éviter les **doubles impositions** et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur les revenus ; signée à Paris le 9 septembre 1974 (n° **1345**) [3 décembre 1974].

— **Projet de loi** autorisant l'approbation du **protocole** entre le Gouvernement de la **République française** et le Gouvernement de la **République fédérale d'Allemagne**, relatif à la mise en œuvre dans le **domaine fiscal** et **douanier** de l'accord culturel du 23 octobre 1954, signé à Bonn le 2 février 1973 (n° **1476**) [2 avril 1975].

— **Projet de loi** autorisant l'approbation du **protocole** portant prorogation de la **convention sur le commerce du blé** et de la **convention relative à l'aide alimentaire** constituant l'accord international sur le blé de 1971, signés à Londres le 22 février 1974 (n° **1477**) [2 avril 1975].

— **Projet de loi** autorisant la ratification du protocole portant amendement de la **convention unique** sur les **stupéfiants** de 1961 (n° **1510**) [8 avril 1975].

— **Projet de loi** autorisant l'adhésion du Gouvernement de la République française à la convention entre les Etats-Unis et le Costa-Rica pour l'établissement d'une **commission interaméricaine du thon tropical**, signée à Washington le 31 mai 1949 (n° **1599**) [29 avril 1975].

— **Projet de loi** autorisant l'approbation de la **convention** entre le Gouvernement de la **République française** et le Gouvernement de la **République socialiste de Roumanie** tendant à éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Bucarest le 27 septembre 1974 (n° **1635**) [13 mai 1975].

— **Projet de loi** autorisant l'approbation de la **convention** entre le Gouvernement de la **République française** et le Gouvernement de la **République arabe d'Egypte** sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements, signée au Caire le 22 décembre 1974, complétée par deux échanges de lettres (n° **1636**) [13 mai 1975].

— **Projet de loi** autorisant l'approbation de la **convention** entre le Gouvernement de la **République française** et le Gouvernement du **Royaume de Thaïlande**, tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur les revenus, signée à Bangkok le 27 décembre 1974 (n° **1637**) [13 mai 1975].

— **Projet de loi** autorisant l'approbation de la **convention fiscale** entre le Gouvernement de la **République française** et le Gouvernement de la **République du Sénégal**, ensemble le protocole et les trois échanges de lettres joints, signés à Paris le 29 mars 1974 (n° 1882) [2 octobre 1975].

— **Projet de loi** autorisant l'approbation de la **convention** entre le Gouvernement de la **République française** et le Gouvernement de la **République du Sénégal** en matière de sécurité sociale, signée à Paris le 29 mars 1974 et complétée par cinq protocoles (n° **1883**) [2 octobre 1975].

— **Protocole de loi** autorisant l'approbation de l'**accord** en matière d'enseignement supérieur entre le Gouvernement de la **République française** et le Gouvernement de la **République du Sénégal**, ensemble ses annexes, signés à Paris le 29 mars 1974 (n° **1884**) [2 octobre 1975].

— **Projet de loi** autorisant l'approbation de la **convention** relative au concours en personnel apporté par la **République française** au fonctionnement des services publics de la **République du Sénégal**, ensemble ses annexes et un protocole d'application, signés à Paris le 29 mars 1974 (n° **1885**) [2 octobre 1975].

— **Projet de loi** autorisant l'approbation de la **convention** entre le Gouvernement de la **République française** et le Gouvernement de la **République du Sénégal** relative à la circulation des personnes (ensemble un échange de lettres), signée à Paris le 29 mars 1974 (n° **1886**) [2 octobre 1975].

— **Projet de loi** autorisant l'approbation de la **convention** d'établissement entre le Gouvernement de la **République française** et le Gouvernement de la **République du Sénégal** (ensemble un échange de lettres), signée à Paris le 29 mars 1974 (n° **1887**) [2 octobre 1975].

— **Projet de loi** autorisant l'approbation de la **convention de coopération en matière judiciaire** entre le Gouvernement de la **République française** et le Gouvernement de la **République du Sénégal**, signée à Paris le 29 mars 1974 (n° **1888**) [2 octobre 1975].

— **Projet de loi** autorisant l'approbation de la **convention consulaire** entre le Gouvernement de la **République française** et le Gouvernement de la **République du Sénégal**, signée à Paris le 29 mars 1974 (n° **1889**) [2 octobre 1975].

— **Projet de loi** autorisant l'approbation de l'**accord de coopération en matière de défense** entre le Gouvernement de la **République française** et le Gouvernement de la **République du Sénégal** (ensemble deux annexes), signé à Paris le 29 mars 1974 ; **de la convention sur l'évolution de la direction des constructions et armes navales** entre le Gouvernement de la **République française** et le Gouvernement de la **République du Sénégal** (ensemble une annexe), signée à Paris le 29 mars 1974 ; **du protocole** sur les missions et les modalités **d'intervention des formations de la gendarmerie nationale française au Sénégal**, entre le Gouvernement de la **République française** et le Gouvernement de la **République du Sénégal** (ensemble une annexe), signée à Paris le 29 mars 1974 ; **du protocole de financement** entre le Gouvernement de la **République française** et le Gouvernement de la **République du Sénégal** (ensemble une annexe), signée à Paris le 29 mars 1974 (n° **1890**) [2 octobre 1975].

— **Projet de loi** autorisant l'approbation de l'accord portant création d'un **fonds de soutien financier de l'organisation de coopération et de développement économiques**, signé à Paris le 9 avril 1975 (n° **1924**) [15 octobre 1975].

— **Projet de loi** autorisant l'approbation de l'**accord** entre le Gouvernement de la **République française** et l'**organisation des Nations unies** pour l'éducation, la science et la culture au sujet de la création et du fonctionnement d'un **centre international d'enregistrement des publications en séries**, ensemble deux annexes, signé à Paris le 14 novembre 1974 (n° **2003**) [21 novembre 1975].

— **Projet de loi** autorisant l'approbation de la déclaration faite à Mexico le 27 septembre 1970 par laquelle le représentant de la France à l'assemblée générale de l'Union internationale des organismes officiels du tourisme (UIOOT) a adopté les statuts de l'**organisation mondiale du tourisme**, ensemble les règles de financement jointes, adoptés à Mexico le 27 septembre 1970 (n° **2004**) [21 novembre 1975].

— **Projet de loi** autorisant l'approbation de l'**accord** entre le Gouvernement de la **République française** et le Gouvernement de la **République de Singapour** sur l'encouragement et la protection des **investissements**, ensemble trois échanges de lettres, signés à Paris le 8 septembre 1975 (n° **2217**) [27 avril 1976].

— **Projet de loi** autorisant l'approbation de l'avenant du **Traité des limites** du 28 mars 1820, signé le 14 janvier 1974 entre le **Gouvernement français** et le **Gouvernement belge** (n° **2218**) [27 avril 1976].

— **Projet de loi** autorisant l'approbation de l'avenant du **Traité des limites** du 28 mars 1820, signé le 11 mai 1973 entre le **Gouvernement français** et le **Gouvernement luxembourgeois** (n° **2219**) [27 avril 1976].

— **Projet de loi** autorisant l'approbation de l'**accord** entre le Gouvernement de la **République française** et le Gouvernement du **Royaume du Maroc** sur la protection, l'encouragement et la garantie réciproques des **investissements**, ensemble deux échanges de lettres, signé à Rabat le 15 juillet 1975 (n° **2234**) [28 avril 1976].

— Déclaration sur la **politique étrangère de la France** (n° **2269**) [6 mai 1976].

— **Projet de loi** autorisant l'approbation de la **convention d'établissement** entre le Gouvernement de la **République française** et le Gouvernement de la **République gabonaise**, signée à Paris le 12 février 1974 (n° **2299**) [13 mai 1976].

— **Projet de loi** autorisant l'approbation de la **convention** sur la **prévention de la pollution des mers** résultant de l'immersion de déchets, ensemble trois annexes, ouverte à la signature à Londres, Mexico, Moscou et Washington du 29 décembre 1972 au 31 décembre 1973 (n° **2300**) [13 mai 1976].

— **Projet de loi** autorisant l'approbation de la **convention** pour la **prévention de la pollution marine** d'origine tellurgique, ensemble deux annexes et un acte final, ouverte à la signature à Paris du 4 juin 1974 au 30 juin 1975 (n° **2301**) [13 mai 1976].

— **Projet de loi** autorisant l'approbation de l'**accord** entre le Gouvernement de la **République française** et le Gouvernement de la **République populaire du Congo** sur les **droits**

fondamentaux des nationaux, signé à Brazzaville le 1er janvier 1974 (n° **2386**) [15 juin 1976].

— **Projet de loi** autorisant l'approbation de l'**accord de coopération** en matière de **justice** entre la **République française** et la **République populaire du Bénin** (alors République du Dahomey) signé à Cotonou le 27 février 1975 (n° **2496**) [9 juillet 1976].

— **Projet de loi** autorisant l'approbation de la **convention sur la circulation des personnes** entre le Gouvernement de la **République française** et le Gouvernement de la **République populaire du Bénin** (alors République du Dahomey), signé à Cotonou le 27 février 1975 (n° **2497**) [9 juillet 1976].

— **Projet de loi** autorisant l'approbation de l'**accord de coopération** en matière **d'enseignement supérieur** entre le Gouvernement de la **République française** et le Gouvernement de la **République populaire du Bénin** (alors République du Dahomey), ensemble deux échanges de lettres, signés à Cotonou le 27 février 1975 (n° **2498**) [9 juillet 1976].

— **Projet de loi** autorisant l'approbation de l'**accord de coopération militaire technique** entre le Gouvernement de la **République française** et le Gouvernement de la **République populaire du Bénin** (alors République du Dahomey), ensemble un échange de lettres, signé à Cotonou le 27 février 1975 (n° **2499**) [9 juillet 1976].

— **Projet de loi** autorisant l'approbation de l'**accord de coopération technique** en matière **de personnel** entre le Gouvernement de la **République française** et le Gouvernement de la **République populaire du Bénin** (alors République du Dahomey), ensemble cinq protocoles annexes, signés à Cotonou le 27 février 1975 (n° **2500**) [9 juillet 1976].

— **Projet de loi** autorisant l'approbation de l'**accord de coopération culturelle** entre le Gouvernement de la **République française** et le Gouvernement de la **République populaire du Bénin** (alors République du Dahomey), signée à Cotonou le 27 février 1975 (n° **2501**) [9 juillet 1976].

— **Projet de loi** autorisant l'approbation de l'**accord de coopération** en matière de **recherche scientifique et technique** entre le Gouvernement de la **République française** et le Gouvernement de la **République populaire du Bénin** (alors République du Dahomey), signé à Cotonou le 27 février 1975 (n° **2502**) [9 juillet 1976].

— **Projet de loi** autorisant l'approbation de la **convention** en matière de **pêche maritime** entre le Gouvernement de la **République française** et le Gouvernement de la **République populaire du Bénin** (alors République du Dahomey), signée à Cotonou le 27 février 1975 (n° **2503**) [9 juillet 1976].

— **Projet de loi** autorisant l'approbation de l'**accord de coopération** en matière de **marine marchande** entre le Gouvernement de la **République française** et le Gouvernement de la **République populaire du Bénin** (alors République du Dahomey), signé à Cotonou le 27 février 1975 (n° **2504**) [9 juillet 1976].

— **Projet de loi** autorisant l'approbation de la **convention fiscale** entre le Gouvernement de la **République française** et le Gouvernement de la **République populaire du Bénin** (alors République du Dahomey), signée à Cotonou le 27 février 1975 (n° **2505**) [9 juillet 1976].

— **Projet de loi** autorisant la ratification de la **convention consulaire** entre la **République française** et la **République populaire de Pologne,** signée à Paris le 20 février 1976 (n° **2514**) [2 octobre 1976].

— **Projet de loi** autorisant l'approbation de l'**accord de navigation maritime** entre le Gouvernement de la **République française** et le Gouvernement de la **République populaire de Chine,** ensemble un échange de lettres, signé à Pékin le 28 septembre 1975 (n° **2515**) [2 octobre 1976].

— **Projet de loi** autorisant l'approbation de l'**accord** entre le Gouvernement de la **République française** et le **laboratoire européen de biologie moléculaire** relatif aux privilèges et immunités dudit laboratoire en France, signé à Paris le 3 mars 1976 (n° **2517**) [2 octobre 1976].

— **Projet de loi** autorisant la ratification de la **convention de la Conférence de La Haye de droit international privé sur la loi** applicable aux **obligations alimentaires,** signée par la France le 18 décembre 1973 (n° **2518**) [2 octobre 1976].

— **Projet de loi** autorisant la ratification de la **convention de la Conférence de La Haye de droit international privé** concernant la reconnaissance et l'exécution de décisions relatives aux **obligations alimentaires,** signée par la France le 18 décembre 1973 (n° **2519**) [2 octobre 1976].

— **Projet de loi** autorisant la ratification du **protocole** portant amendement à la convention du 27 octobre 1956 entre **la République française, la République fédérale d'Allemagne** et le **Grand Duché de Luxembourg** au sujet de la **canalisation de la Moselle,** signé à Trèves le 28 novembre 1974 (n° **2520**) [2 octobre 1976].

— **Projet de loi** autorisant la ratification de la **convention sur la loi applicable à la responsabilité du fait des produits,** faite à La Haye le 2 octobre 1973 (n° **2521**) [2 octobre 1976].

QUESTIONS

Réponses aux questions en qualité de ministre des affaires étrangères :

• *questions au Gouvernement de :*

— **MM. Daillet et Julia : Vote de la France à l'UNESCO (Israël)** [27 novembre 1974] (p. 7097) : répartition des divers Etats dans les conférences régionales ; position de la France sur le problème du Proche-Orient.

— **M. Marcus : Vote de la France à l'ONU (problème palestinien)** [27 novembre 1974] (p. 7097, 7098).

— **M. Beck : Aide aux réfugiés chiliens** [18 décembre 1974] (p. 8040).

— **M. Rigout : Majorité requise au sein de la Communauté** [18 décembre 1974] (p. 8042).

— **M. Xavier Deniau : Recherche de la paix au Viet-Nam et au Cambodge** [16 avril 1975] (p. 1734, 1735) : aide humanitaire apportée par la France.

— **M. Marette : Sort des Français au Cambodge et au Viet-Nam** [23 avril 1975] (p. 1998).

— **M. Pierre Bas : Sort de certains ressortissants vietnamiens** [30 avril 1975] (p. 2270, 2271).

— **M. Daillet : Situation à Phnom-Penh** [30 avril 1975] (p. 2271) : situation à l'ambassade de France malgré la reconnaissance du gouvernement royal cambodgien.

— **M. Feït : Accueil de réfugiés du Cambodge et du Viet-Nam** [30 avril 1975] (p. 2273).

— **M. Odru : Relations de la France avec le Viet-Nam** [7 mai 1975] (p. 2455) : établissement de relations diplomatiques avec le G.R.P.

— **M. Lagorce : Ratification de la convention de Lomé** [8 octobre 1975] (p. 6651) : importance fondamentale de cette convention ; son désir de voir ce texte venir en discussion au cours de la présente session.

— **M. Montdargent : Soutien apporté à la junte chilienne** [8 octobre 1975] (p. 6653) : les nombreux réfugiés chiliens sauvés par l'ambassade de France; intervention du Gouvernement auprès des autorités chiliennes pour qu'il n'y ait pas de prisonniers politiques.

— **M. Ribière : Rapports franco-soviétiques** [22 octobre 1975] (p. 7217) : la déclaration franco-soviétique sur le développement de l'amitié et de la coopération entre les deux pays; le développement de la coopération économique.

— **M. Debré : Attitude de la France à l'égard des événements du Liban** [29 octobre 1975] (p. 7530, 7531) : la déclaration du Président de la République soulignant la nécessité de préserver l'intégrité et l'indépendance du Liban.

— **M. Montdargent : Relations entre la France et l'Angola** [29 octobre 1975] (p. 7533, 7534) : l'attitude de stricte neutralité observée par le Gouvernement français.

— **M. Debré : Tarif extérieur commun et protection communautaire** [12 novembre 1975] (p. 8163) : nécessité et difficulté de renforcer le tarif extérieur commun.

— **M. de Bénouville : Conséquences du vote de l'ONU assimilant le sionisme au racisme** [26 novembre 1975] (p. 8956) : réprobation du Gouvernement français ; abstention de la France dans les votes sur la « décennie contre le racisme ».

— **M. Billoux : Représentation de la France aux obsèques du général Franco et à l'intronisation du roi d'Espagne** [26 novembre 1975] (p. 8960) : application des règles de la courtoisie internationale.

— **M. Jean-Pierre Cot : Représentation de la France aux obsèques du général Franco et à l'intronisation du roi d'Espagne** [26 novembre 1975] (p. 8962).

— **M. Debré : Révision de la Constitution pour l'élection au suffrage universel de l'Assemblée européenne** [3 décembre 1975] (p. 9265) : article 138 du traité de Rome prévoyant l'élection d'une assemblée européenne au suffrage universel.

— **M. Cousté : Arrestation de Français en Algérie** [3 décembre 1975] (p. 9267) : démarches entreprises après l'arrestation de deux ingénieurs français d'une société stéphanoise de constructions métalliques.

— **M. Frédéric-Dupont : Français du Sud Vietnam** [17 décembre 1975] (p. 9913) : les efforts du Gouvernement en faveur de nos compatriotes restés au Vietnam du Sud ; aucune aide ne sera accordée au Sud Vietnam tant que la situation de nos compatriotes ne sera pas réglée.

— **M. Gaussin : Ingénieurs français arrêtés en Algérie** [17 décembre 1975] (p. 9913) : sort de deux ingénieurs de la société stéphanoise de constructions métalliques arrêtés par la sécurité militaire algérienne.

— **M. Bécam : Pollution marine** [21 avril 1976] (p. 1959) : importance attachée par le Gouvernement français au problème débattu au sein de la conférence sur le droit de la mer ; la distinction nécessaire entre la pollution due à l'exploration et à l'exploitation du fond de la mer et celle imputable aux navires.

— **M. Benoist : Venue en France du Président Geisel (Brésil)** [21 avril 1976] (p. 1963) : définition de la politique étrangère ; rapports entre Etats et non entre régimes ; la mise en place d'une structure de coopération entre la France et le Brésil ; la politique française de non-intervention dans les affaires intérieures des Etats.

— **M. Boudet : Situation au Cambodge** [28 avril 1976] (p. 2255) : l'offre faite par la France aux autorités cambodgiennes d'ouvrir des relations diplomatiques ; accueil des réfugiés cambodgiens.

— **M. Chandernagor : Interview accordée par le Président de la République à une revue américaine** [12 mai 1976] (p. 2924) : le problème que provoquerait l'arrivée au pouvoir d'un parti qui dénonce l'Alliance atlantique.

— **M. Gaussin : Condamnation en Algérie de deux ingénieurs français** [12 mai 1976] (p. 2930) : la disproportion entre la peine et les faits reprochés ; le refus du Gouvernement d'accepter le verdict et l'utilisation de tous les moyens à sa disposition pour obtenir la libération des deux ingénieurs.

— **M. Jean Bastide : Déclaration du Président de la République sur le Liban** [26 mai 1976] (p. 3497) : son étonnement devant l'interprétation calomnieuse de l'offre française ; son intervention du 6 mai ayant le même objet.

— **Mme Thome-Patenôtre : Eventualité d'une intervention militaire au Liban : la** crise libanaise ne peut être résolue que par des moyens politiques ; la France est prête à coopérer à un dispositif de consolidation d'un cessez-le-feu (opération de type « casques bleus »).

— **M. Odru : Projet d'intervention française au Liban** [26 mai 1976] (p. 3499) : sa déclaration du 6 mai à ce sujet ; la portée de l'initiative française.

— **M. Villon : Imprescriptibilité des crimes de guerre** [26 mai 1976] (p. 3500) : étude des problèmes relatifs à la ratification de la convention européenne sur l'imprescriptibilité des crimes contre l'humanité et des crimes de guerre.

— **M. Dousset : Crise libanaise** [26 mai 1976] (p. 3501) : la véritable portée de l'initiative française ; contribution à un dispositif du cessez-le-feu ; la crise libanaise doit être résolue par les Libanais et les interventions extérieures doivent cesser ; l'accueil des réfugiés libanais.

— **M. Offroy : Vente d'une centrale nucléaire à l'Afrique du Sud** [2 juin 1976] (p. 3632, 3633) : la polémique ouverte par les concurrents évincés au profit de la France ; l'impossibilité d'utiliser, à des fins militaires, les matériaux fissibles produits par les réacteurs vendus.

— **M. Fabre : Situation en Argentine** [2 juin 1976] (p. 3637) : le problème des réfugiés latino-américains ; la France est prête à participer à l'action du Haut Commissariat aux réfugiés ; la tradition latino-américaine d'asile dans les ambassades ; son application au Chili.

INTERVENTIONS

En qualité de ministre des affaires étrangères :

1974

— **Projet de loi autorisant la ratification de la convention entre le gouvernement de la République française et le Conseil fédéral suisse concernant une rectification de frontière entre le département de la Haute-Savoie et le canton de Genève (n° 812). Discussion générale** [3 octobre 1974] (p. 4727) : cette rectification mineure de frontière est la conséquence d'une amélioration des liaisons routières entre la France et le canton de Genève.

— **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention tendant à éliminer les doubles impositions et à établir des règles d'assistance mutuelle administrative en matière fiscale entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République tunisienne (n° 854). Discussion générale** [3octobre 1974] (p. 4728) : la convention soumise à l'approbation du Parlement favorise les investissements français.

— **Projet de loi de finances pour 1975 (n° 1180).**

Deuxième partie :

Affaires étrangères [6 novembre 1974] (p. 5954) : souhaite faire le bilan de la politique étrangère de la France depuis sa prise de fonctions ; le défi global lancé à la politique étrangère de la France ; les limites de l'accord entre les super-grands ; la nécessité

d'un rééquilibrage politique du monde ; les exigences de la construction européenne ; (p. 5955) : les nouveaux accords d'association ; l'Europe et le dialogue avec les Etats arabes ; améliorer la structure institutionnelle de l'Europe et arrêter des orientations précises communes ; (p. 5956) : les possibilités d'un recours plus fréquent au vote majoritaire ; la proposition faite par le Président de la République d'une conférence sur l'énergie ; que la Communauté s'exprime d'une seule voix ; (p. 5957) : le Proche-Orient ; la politique du Gouvernement à l'égard d'Israël et de la question palestinienne ; (p. 5958) : établir entre pays européens et arabes un système de coopération en matière industrielle, agricole, financière, culturelle ; les rapports avec les pays socialistes et la véritable signification de la détente ; (p. 5970) : citation exacte de ses propos devant le Parlement européen ; (p. 5982) : répond aux orateurs : reconnaît que la part de son ministère dans le budget devra cesser de s'amenuiser ; (p. 5983) : concilier les prérogatives de la puissance publique et le fonctionnement des associations dans le domaine des relations culturelles avec l'étranger ; (p. 5984) : souscrit pleinement à l'analyse de M. Debré sur le problème de la supranationalité.

1975

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère de la France** [27 juin 1975] (p. 4923) : l'importance de la contribution française à l'activité internationale ; sa volonté d'assurer partout la primauté de la concertation pacifique ; la volonté de la France de rester indépendante, de voir mettre en œuvre les principes de détente, de concertation et de coopération ; les objectifs principaux de sa politique étrangère ; (p. 4924) : les rapports Est-Ouest et la conférence d'Helsinki ; la visite du Président de la République en Pologne ; la phase de consolidation et d'entente en Europe ; ne pas aboutir à de nouveaux déséquilibres par le biais des négociations sur les MBFR ; la politique française au Proche-Orient et en Méditerranée ; la situation à Chypre ; (p. 4925) : la nécessité vitale que constitue la construction européenne ; le sommet de Paris ; la construction d'une communauté, embryon d'une Europe politique ; le choix par trois pays européens d'un avion de combat américain ; le dialogue euro-arabe ; la convention de Lomé ; les rapports entre l'Europe et les Etats-Unis ; (p. 4926) : les rapports entre pays industrialisés et pays en voie de développement ; le refus de la France de voir s'engager une lutte de classe internationale ; l'entreprise de longue haleine que constitue le renforcement de la coopération ; les rapports de la France avec le Maghreb, l'Afrique noire, le Proche-Orient, l'Asie du Sud-Est; (p. 4927) : la politique française de coopération ; la situation dans l'ancienne Indochine ; la continuité et le dynamisme de la politique étrangère française ; (p. 4951, 4952) : ses réponses aux orateurs ; la cohérence de la politique française ; n'accepte pas le reproche d'affadissement porté contre cette politique ; l'attitude de la France face aux problèmes palestiniens ; la nécessité de la détente ; rappelle que le système d'armes Pluton est destiné à être utilisé sur les champs de bataille français ; l'absence de tout projet d'installation des Plutons en Allemagne fédérale ; (p. 4953) : sa réponse à M. Leroy au sujet de l'implantation des fusées Pluton ; le caractère positif de l'accord de 1973 entre les Etats-Unis et l'URSS ; l'absence de tout retour de la France au sein de l'OTAN ; les efforts de la France pour enrayer la désintégration de l'Europe ; (p. 4954) : les succès remportés par l'économie française ; l'affaire Honeywell-Bull ; la question de l'élection du Parlement européen au suffrage universel ; le caractère objectif et désintéressé de la politique française au Moyen-Orient ; les projets français exécutés en Iran ; (p. 4955) : l'intervention de la France en Indochine ; son désir de collaboration avec le Viet-Nam ; l'installation d'une mission française en Corée du Nord ; les négociations du GATT ; le déficit de la balance commerciale algérienne ; l'absence de toute vente d'armes au Chili ; les demandes en vue de l'extradition de Klauss Barbie ; l'attitude de la France vis-à-vis de l'Afrique du Sud ; (p. 4956) : le rôle de précurseur que joue la France et son influence en faveur de la paix.

— **Eloge funèbre** [27 juin 1975] (p. 4922) : associe le Gouvernement à l'éloge funèbre du général **Paul Stehlin** prononcé par M. Edgar Faure, président de l'Assemblée nationale.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**).

Deuxième partie :

Affaires étrangères [29 octobre 1975] (p. 7545, 7546) : les améliorations apportées au budget et les réformes en cours ; l'analyse mondialiste faite pour mener l'action de la France à l'étranger ; (p. 7547) : la contribution apportée au progrès de la détente manifestée par la conférence d'Helsinki ; les voyages du Président de la République en Pologne et en URSS ; la participation de la France à la conférence mondiale des cinq puissances nucléaires ; les positions de la France sur le conflit palestinien et l'affaire libanaise ; (p. 7548) : le bilan que l'on peut dresser à l'égard de l'Europe ; le manque de cohésion interne de la Communauté européenne ; parvenir à long terme à concilier

réalité nationale et union politique ; (p. 7549) : la cohérence de la politique française à l'égard de la Grèce, du Portugal et de l'Espagne ; son rôle dans le dialogue entre pays développés et en voie de développement ; (p. 7566) : ses observations sur les déclarations de M. Fillioud; (p. 7571) : ses réponses aux orateurs ; la nécessité de renforcer les moyens de la diplomatie française ; (p. 7572) : les moyens obtenus au titre du plan de relance ; la politique de titularisation ; le redéploiement en direction du Proche-Orient, de l'Asie du Sud-Est et de l'Amérique latine ; la priorité accordée à la diffusion de la science et de la technique françaises ; la francophonie ; le programme franco-québécois ; le transfert du fonds culturel du livre ; la voix de la France à l'étranger ; (p. 7573) : les initiatives prises par la France en matière de politique étrangère ; son crédit moral ; la politique du Gouvernement à l'égard de l'Europe, des pays arabes, du Brésil et de la Chine ; le Viet-Nam, le Cambodge et la Corée du Nord ; (p. 7574) : la non-réintégration de la France dans l'OTAN ; les missiles Pluton ; l'indemnisation des Alsaciens-Lorrains incorporés dans l'armée allemande ; (p. 7575) : la part de PNB affectée aux pays en voie de développement ; l'affaire Claustre ; l'aide au Portugal.

1976

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère** (n° 2269) [6 mai 1976] (p. 2695) : rappelle les thèmes de son intervention de novembre 1975 ; la justification de la volonté de l'indépendance nationale par l'expérience acquise ; l'équilibre fragile du monde ; la manifestation plus discrète de la puissance américaine ; (p. 2696) : l'inquiétude qui naît de l'état des relations économiques mondiales ; la volonté de la France de poursuivre la politique de détente ; les rivalités qui subsistent malgré la conférence d'Helsinki ; la garantie de sécurité qui résulte de l'existence de grandes organisations ; ne pas remettre en cause l'Alliance atlantique ; le problème qui se poserait dans l'hypothèse où un parti politique ayant dénoncé l'Alliance atlantique exercerait des responsabilités gouvernementales; appliquer le programme d'Helsinki ; le voyage du Président de la République à Moscou ; (p. 2697) : s'attacher au problème du désarmement ; éviter la prolifération des armes nucléaires mais se donner les moyens de l'indépendance ; la difficulté de la construction européenne ; la bonne résistance du marché commun à la crise ; la contribution de la France au développement de la communauté européenne ; faire avancer l'organisation politique de l'Europe par l'amélioration des institutions existantes ; (p. 2698) : le problème de l'élection au suffrage universel direct de l'assemblée des communautés ; le pragmatisme de la démarche gouvernementale ; s'en tenir au Traité de Rome pour construire l'Europe ; les actions du Gouvernement en faveur de la paix ; la situation à Chypre, au Proche-Orient ; les devoirs de la France au Liban ; les missions de MM. Couve de Murville et Gorse ; la politique de coopération avec les pays du Maghreb ; (p. 2699) : avec la Libye ; le respect par la France de la souveraineté des différents Etats africains ; la prochaine conférence de Paris ; les tensions en Afrique Australe ; le cas de la Rhodésie et de l'Afrique du Sud ; l'accession à l'indépendance du Territoire français des Afars et des Issas ; la politique active de la France en direction du Viet-Nam, de l'Indonésie et d'autres pays ; la francophonie ; les liens des Français de l'étranger avec la métropole ; la coopération Nord-Sud ; l'ajustement des actes des pays industrialisés avec leurs intentions ; l'ambition de la France dans le domaine de la promotion, de la sécurité, de la concertation et de l'indépendance ; (p. 2735) : ses réponses aux orateurs ; indique que la France a déjà engagé une action en faveur de ses ressortissants inculpés en Algérie ; rappelle que détente et défense sont effectivement les deux aspects complémentaires de la politique de sécurité de la France ; précise qu'un système de sécurité collective se résume à la destruction des organisations de sécurité et à un équilibre uniquement fondé sur la parité nucléaire des super-grands ; rejette toute immixtion dans les affaires intérieures de la France ; se demande pourquoi M. Sonnenfeldt a été présenté comme l'auteur d'une doctrine ; (p. 2736) : met en garde, en matière de construction européenne, contre un pessimisme exagéré ; indique que la politique agricole existe malgré des difficultés et que, de même, la politique économique progresse ; déclare que l'union et la coopération politiques commencent à se manifester, notamment dans le dialogue avec les pays arabes ; constate que l'Europe constitue un pôle d'attraction pour certains pays de l'Europe latine ; rappelle, à propos de la conférence Nord-Sud, l'action déterminante de la France ; indique qu'il était nécessaire que la France ne revendique pas un siège à part à la conférence Nord-Sud ; fait valoir que l'effort d'ouverture vis-à-vis du tiers monde doit être tempéré de réalisme économique ; (p. 2737) : conteste, qu'à propos du Liban, on parle d'expectatives, même s'il ne fait pas de la publicité autour de ses différentes démarches ; indique que la France ne peut peser que sur les motifs d'aggravation extérieurs du conflit ; énumère les différents éléments qui permettraient de régler la crise interne ; s'étonne qu'on ait parlé de réserve excessive à propos du Proche-Orient ; souligne que le Gouvernement français s'est employé,

à propos de Chypre, à faire comprendre aux deux parties que leur intérêt résidait dans le compromis ; considère qu'il faut maintenir la stabilité de l'océan Indien ; révèle que l'indépendance de Djibouti est soigneusement préparée compte tenu de risques inéluctables ; pense que l'Afrique du Sud, par une politique courageuse et résolue, peut enrayer un processus de confrontation dans cette partie du monde ; indique que, si des atrocités se sont très probablement produites au Cambodge, il est nécessaire d'en établir les preuves ; (p. 2738) : estime qu'au Viet-Nam la France soutient la politique de neutralité définie à Djakarta ; précise qu'à l'égard de la Corée du Sud il est nécessaire de pratiquer une politique analogue à celle qui a été menée vis-à-vis des deux Allemagnes ; regrette la dispariton de la DAEC en raison des conséquences qu'elle a eues sur la diffusion à l'extérieur de la culture française ; indique qu'il étudiera, en liaison avec les autres administrations concernées, le problème de la pollution des océans ; fait valoir que l'augmentation des crédits du ministère qui lui a été proposée lui semble quelque peu irréaliste ; révèle qu'en matière de réforme de structure du ministère des affaires étrangères une réflexion est engagée ; n'accepte pas le reproche d'un « polycentrisme de décision » qui lui est fait à propos de la conduite de la politique étrangère ; rappelle que la politique étrangère de la France apparaît très clairement à ses partenaires ; fait observer que la politique étrangère de la France, bien qu'elle semble moins retentissante, gagne en efficacité dans les circonstances actuelles.

SAUVAIGO (Pierre)

Député des Alpes-Maritimes (6e circonscription) (App. UDR, puis app. RPR).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 733).

S'apparente au groupe d'union des démocrates pour la République [2 avril 1973] (p. 745).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [5 avril 1973] (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre de la commission d'enquête sur la pollution du littoral méditerranéen et sur les mesures à mettre en œuvre pour la combattre et assurer la défense de la nature [28 juin 1974] (p. 3212).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme de la politique foncière [17 décembre 1975] (p. 9952).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme du régime administratif de la ville de Paris [18 décembre 1975] (p. 10009).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif au statut de la magistrature [18 décembre 1975] (p. 10009).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la limite d'âge des fonctionnaires de l'Etat [18 décembre 1975] (p. 10009).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant certaines dispositions du code électoral et du code de l'administration communale [18 décembre 1975] (p. 10010).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant création et organisation de la région d'Ile-de-France [29 avril 1976] (p. 2419).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à l'organisation de l'indivision [19 novembre 1976] (p. 8431).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le titre IX du livre III du Code civil [19 novembre 1976] (p. 8431).

DÉPOTS

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi adopté par le Sénat (n° 1934) portant réforme du régime d'indemnisation des **sapeurs-pompiers** communaux non professionnels victimes d'un accident survenu ou d'une maladie contractée en service commandé (n° **2057**) [11 décembre 1975].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi adopté par le Sénat (n° 2177) relatif aux pénalités sanctionnant diverses infractions en matière d'**assurance** (n° **2355**) [3 juin 1976].

INTERVENTIONS

1975

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant réforme du régime d'indemnisation des sapeurs-pompiers communaux non professionnels victimes d'un accident survenu ou d'une maladie contractée en service commandé** (n° **1934**), rapporteur. **Discussion générale** [17 décembre 1975] (p. 9927) : l'importance du projet pour les sapeurs-pompiers bénévoles ; (p. 9928) : l'insuffisance du régime actuel d'indemnisation ; l'harmonisation de ce régime avec celui qui s'applique aux sapeurs-pompiers professionnels ; les avantages qui résultent de cette harmonisation pour les sapeurs-pompiers bénévoles. **Discussion des articles. Après l'Article premier** (p. 9931) : son amendement n° 1 : fixation du taux des blessures des sapeurs-pompiers volontaires par la commission départementale de réforme chargée d'examiner les agents communaux ; retiré. **Après l'Article 3** : son amendement n° 5 : bénéfice des prestations familiales pour la famille du sapeur-pompier ayant été atteint de blessures graves ; retiré. **Article 4** (p. 9932) : son amendement n° 6 : permettre une nouvelle révision du taux d'indemnisation au cas où la commission de réforme prévoirait une aggravation certaine de l'état du blessé ; retiré.

1976

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**).

Deuxième partie :

Débat préparatoire en commission élargie à l'examen des crédits du ministère de la justice. Services judiciaires [2 novembre 1976] (p. 7359) : les greffes ; le cas de la cour d'appel d'Aix-en-Provence ; le canton de Cagnes-sur-Mer.

1977

— **Projet de loi modifiant les articles 11, 17 et 54 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques** (n° **2996**). **Discussion des articles** [23 juin 1977]. **Article premier** (p. 4106) : la représentativité des bâtonniers.

SAUZEDDE (Fernand)

Député du Puy-de-Dôme
(4e circonscription)
(PSRG).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 735).

S'inscrit au groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche [2 avril 1973] (p. 745).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [5 avril 1973] (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1465).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à **autoriser les conseils municipaux à instituer des zones de boisement et à mettre fin à l'exemption de contribution foncière des propriétés non bâties** (n° **659**) [2 octobre 1973].

— **Rapport,** fait au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 729) adopté par le Sénat, **modifiant la loi n° 55-1533 du 28 novembre 1955 relative aux appellations d'origine des fromages** (n° **765**) [15 novembre 1973].

— **Proposition de loi** portant majoration de 15 % du **taux des bourses d'enseignement** secondaire, technique, professionnel et supérieur pour l'année scolaire 1974-1975 (n° **1199**) [9 octobre 1974].

QUESTIONS

• *question d'actualité :*

— **Sécurité aérienne** [7 décembre 1973] (p. 6791, 6792) : publication du rapport de la commission d'enquête sur la catastrophe aérienne de Noirétable.

• *question orale sans débat de :*

— **M. Planeix** (n° **29060**), en qualité de suppléant : **Emploi à l'imprimerie Tardy-Quercy-Auvergne** [21 mai 1976] (p. 3381) : inquiétude des travailleurs de cette imprimerie placée en règlement judiciaire.

INTERVENTIONS

1973

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° **646**).

Deuxième partie :

Aménagement du territoire, équipement, logement et tourisme. — Tourisme [15 novembre 1973] (p. 5817) : TVA et tourisme social ; fiscalité des auberges de vacances et du secteur de tourisme social ; réduction de la TVA au profit de l'hôtellerie de luxe ; sa lettre au secrétaire d'Etat en tant que président des logis d'Auvergne restée sans réponse ; opposition du ministre de l'économie et des finances à la réduction du taux de TVA ; prêts du FDES ; difficultés pour le financement des petits hôtels ; département du Puy-de-Dôme ; ses observations sur l'utilisation des crédits de rénovation rurale ; études de bureaux parisiens sur le tourisme en Auvergne ; fonctionnement des comités régionaux de tourisme ; budget du comité d'Auvergne ; demande le renforcement des moyens des comités.

1975

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**).

Deuxième partie :

Commerce et artisanat [29 octobre 1975] (p. 7520) : la baisse des crédits budgétaires ; le cas des ouvriers et artisans prenant leur retraite ; (p. 7521) : augmenter le nombre des CET ; améliorer le régime fiscal et le système d'aides à l'installation ; le respect des propositions du plan pour le Massif central.

SAVARY (Alain)

Député de la Haute-Garonne
(1re circonscription)
(PSRG).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 734).

S'inscrit au groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche [2 avril 1973] (p. 745).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [5 avril 1973] (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre de la commission d'enquête sur les pratiques des sociétés pétrolières en France [28 juin 1974] (p. 3212).

Vice-président de cette commission [4 juillet 1974] (p. 3365).

DÉPOTS

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1974** (n° 646). — **Annexe n° 42 : Comptes spéciaux du Trésor** (n° **681**) [10 octobre 1973].

— **Proposition de loi** tendant à **faire bénéficier les membres des forces françaises libres, les engagés volontaires de la guerre 1939-1945 et les combattants volontaires de la Résistance, de l'assimilation de leurs périodes de services effectifs à des trimestres d'assurance pour la détermination des pensions de vieillesse de la sécurité sociale** (n° **760**) [14 novembre 1973].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1975** (n° 1180). — **Annexe n° 46 : Comptes spéciaux du Trésor** (n° **1230**) [11 octobre 1974].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1976** (n° 1880). — **Annexe n° 46. Comptes spéciaux du Trésor** (n° **1916**) [10 octobre 1975].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1977** (n° 2524). — Budgets civils. — **Annexe n° 47 : Comptes spéciaux du Trésor** (n° **2525**) [5 octobre 1976].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1978** (n° 3120). — Budgets civils. — **Annexe n° 47 : Comptes spéciaux du Trésor** (n° **3131**) [5 octobre 1977].

QUESTIONS

• *question orale sans débat :*

— (n° **38579**) : **Activités de l'ex-CII à Toulouse** [3 juin 1977] (p. 3403, 3404) : réduction constante des effectifs et de l'activité de l'ex-CII à Toulouse ; aggravation du chômage dans la région.

INTERVENTIONS

1973

— **Projet de loi modifiant certaines dispositions du code du service national** (n° **360**). **Discussion générale** [12 juin 1973] (p. 2049) : prises de positions publiques des chefs d'état-major de l'armée ; propos tenus par l'amiral de Joybert ; (p. 2050) : problème de l'utilité

du service national et de la défense ; débat promis par le Gouvernement ; pourcentage des exemptés ; égalité et universalité du service ; nature des tâches demandées aux appelés ; légitimité du service national ; vocation permanente de l'armée; détournement de ses objectifs; compétence de l'éducation nationale et non de l'armée dans la formation civique et professionnelle des jeunes ; égalité dans le service et analyse sociologique de l'affectation des recrues ; conditions d'utilisation du temps consacré au service militaire ; délais d'instruction des recrues ; possibilité de limitation des exemptions ; service militaire de six mois ; facteur rassurant de la politique de dissuasion ; affirmation par la gauche de la nécessité de la défense nationale ; sa détermination à défendre l'indépendance nationale si elle était attaquée ; (p. 2051) : manœuvres réalisées à Castres avec les parachutistes de France ; atteinte au moral de l'armée ; rôle de l'armée dans la nation ; propos tenus à Lille par le ministre des armées ; défense du sol national contre une attaque extérieure ; rôle exclusif de l'armée.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° 646).

Deuxième partie :

Transports. — III. **Aviation civile** [30 octobre 1973] (p. 5072) : vote de son groupe contre les crédits de l'aviation civile.

Comptes spéciaux du Trésor, rapporteur spécial [20 novembre 1973] (p. 6121) : analyse de l'évolution des dépenses d'équipement ; diminution de leur charge nette pour l'Etat ; débudgétisation, diminution de la charge nette du FDES ; demande au Gouvernement si cette évolution traduit un changement de politique ; FDES et financement des entreprises nationales ; décroissance du pourcentage des prêts du FDES à ces entreprises ; augmentation des ressources propres des entreprises nationales ; problème de l'information sur les conditions de fonctionnement du FDES ; prêts à l'usine sidérurgique de Fos ; prêts extérieurs et accords de consolidation ; sens de cette politique et coût pour le Trésor ; demande d'une enquête de la Cour des comptes par la commission des finances sur les conditions d'octroi des prêts, fonds de soutien aux hydrocarbures et politique pétrolière ; (p. 6122) : concours apporté par l'Etat au secteur national ; information du Parlement et de l'opinion publique sur les prêts extérieurs ; aide de l'Etat à la SNIAS ; conditions de rémunération des détenus travaillant pour des entreprises privées. **Examen des crédits. Après l'Article 45** (p. 6126) : explique la position de la commission des finances favorable à l'adoption de l'amendement tendant à majorer la redevance perçue par le fonds national pour le développement des adductions d'eau dans les communes rurales ; (p. 6127) : son amendement tendant à la représentation du Parlement au conseil de direction du FDES ; répond à l'irrecevabilité opposée par le Gouvernement, désinvolture de ce dernier à l'égard du Parlement, insuffisance de l'information du Parlement sur la gestion du FDES ; conditions d'octroi des crédits accordés aux entreprises de Fos.

— **Déclaration du Gouvernement sur les problèmes de l'énergie** (n° 778) [23 novembre 1973] (p. 6333) : problème de l'énergie et politique du Gouvernement depuis 1958 en ce qui concerne le pétrole ; (p. 6334) : insuffisance de la recherche ; absence de politique énergétique européenne et alignement sur la politique mercantile des grandes compagnies ; état des accords pétroliers avec l'URSS ; Euratom ; sa réponse à M. Debré sur la politique du Gouvernement français à l'égard des institutions européennes ; usine de séparation isotopique ; crédits du commissariat à l'énergie atomique ; ses observations sur la politique de la France en matière nucléaire ; projet de super-Pénix ; sa réponse à M. Servan-Schreiber sur l'association de la puissance publique aux résultats commerciaux des projets ; (p. 6335) : politique charbonnière ; gaz naturel algérien ; rôle et responsabilité des sociétés pétrolières multinationales ; droit des pays producteurs de tirer du pétrole un revenu plus élevé ; problèmes du Moyen-Orient ; politique de certains pays arabes et ses conséquences pour l'Europe et les pays du tiers monde qui n'ont pas de pétrole ; situation des Etats-Unis ; augmentation de la TVA sur les produits pétroliers et demande des partis de gauche d'un réexamen du budget ; revalorisation des stocks et récupération de la plus-value ; moyens de la recherche ; problème de la répartition et situation dans certains départements ; (p. 6336) : ponction sur les stocks ; rationnement et justice ; politique européenne ; politique à l'égard des pays producteurs et problème des rapports d'Etat à Etat ; crédits de la recherche pétrolière ; gaz et atome ; énergie nucléaire et problème de sécurité et d'environnement ; politique méditerranéenne du Gouvernement et ses rapports avec les pays arabes producteurs ; sa condamnation des ventes d'armes ; dignité et surenchères ; débat entre consommateurs et producteurs.

1974

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° 1180).

Deuxième partie :

Culture [30 octobre 1974] (p. 5612) : souligne la modestie d'un budget destiné à distraire

la bourgeoisie parisienne ; (p. 5613) : l'exemple du festival d'automne; des formules clinquantes cachant mal une aggravation de la situation ; part en régression dans le budget de l'Etat ; une politique culturelle plus que jamais autoritaire et centralisatrice ; règlements de comptes arbitraires ; mépris pour les créateurs ayant conduit à l'éviction de Jacques Lang de Chaillot, de Guy Réthoré du 20e arrondissement, aux changements de directeurs des théâtres de Strasbourg, de Lyon, de Lille, sans consultation des élus ; maniement arbitraire des crédits du fonds d'intervention culturel, sans contrôle du Parlement ; non-respect des règles ; la subvention du festival d'automne ; accentuation de la centralisation culturelle ; aide aux théâtres nationaux parisiens, à l'Opéra de Paris ; captation des talents par Paris ; pénalisation de la province réduite à un désert culturel ; les socialistes voteront contre ce budget.

Industrie et recherche [14 novembre 1974] (p. 6394) : ses observations relatives à la compagnie internationale pour l'informatique et le danger de liquidation qui la menace.

Comptes spéciaux du Trésor [20 novembre 1974] (p. 6851) : évoque les prêts extérieurs et déplore que la France ignore parfois si l'aide qu'elle consent bénéficie à l'Etat étranger ou aux ressortissants de celui-ci, cette aide allant principalement aux grosses sociétés exportatrices ; s'inquiète des conditions dans lesquelles les finances publiques se trouvent engagées à la suite des décisions prises par les consortiums internationaux pour la consolidation des dettes commerciales ; examine l'affectation des prêts du fonds de développement économique et social ; signale la recommandation de la commission des finances demandant au Gouvernement d'utiliser les crédits du FDES en les affectant en priorité à des investissements à caractère public et en permettant de réduire la part réservée aux emprunts privés ; demande les conditions dans lesquelles les tarifs publics seront augmentés en 1975 ; évoque l'exercice du contrôle parlementaire ; (p. 6852) : regrette de n'avoir pu obtenir communication des procès-verbaux des conseils de direction du FDES ; fait connaître la recommandation de la commission des finances demandant au Gouvernement de faire entrer des représentants des commissions des finances du Parlement au conseil de direction du FDES ; la commission des finances demande aussi au Gouvernement de l'informer des décisions prises au sujet des investissements des grandes entreprises nationales ; la commission propose l'adoption des articles relatifs aux comptes spéciaux du Trésor ; (p. 6856) : prend acte de l'intention du Gouvernement d'informer davantage la commission sur les opérations du FDES.

1975

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1975** (n° **1873**). **Discussion des articles** [10 septembre 1975]. **Après l'Article 10** (p. 6201) : son amendement n° 7 : obliger chaque année le Gouvernement à présenter une ventilation précise des crédits du FDES ; adopté. **Article 13** (p. 6205) : son amendement n° 6 : supprimer l'article ; contradiction de l'article avec la loi organique du 2 janvier 1959 ; transformation des travaux parlementaires en travaux consultatifs ; (p. 6206) : juge désinvolte l'attitude du ministre face à un problème de fond ; envisage de saisir le Conseil constitutionnel ; repoussé.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**).

Deuxième partie :

Crédits militaires. — Budget annexe du service des essences [30 octobre 1975] (p. 7629) : l'absence de plan et de programmation ; le cas de l'industrie d'armement ; l'avion de combat futur ; le choix du Falcon 50 ; la répartition des fonds publics entre les sociétés de l'industrie aéronautique ; (p. 7630) : les rapports SNIAS - secteur privé ; la nationalisation des établissements Dassault ; la version militaire de l'Airbus. **Examen des crédits. Article 20** (p. 7642) : s'inquiète de l'avenir de la SNIAS et du manque de crédits d'études ; (p. 7643) : évoque l'achat par le Gouvernement d'un DC 8.

Comptes spéciaux du Trésor, rapporteur spécial [19 novembre 1975] (p. 8677) : le nombre et l'hétérogénéité des comptes spéciaux du Trésor ; le fonds de développement économique et social ; la ventilation très précise des crédits dans l'annexe 3 ; les entreprises nationales ; l'aéronautique ; la politique de l'informatique et la déshérence des actifs de la CII ; (p. 8678) : le ballet des nominations des responsables à la SNIAS et l'attitude du Gouvernement dans l'affaire de la CII ; l'emploi des fonds publics dans le domaine de l'informatique ou dans l'opération de Fos ; les prêts extérieurs et l'accord de consolidation avec le Chili ; le classement dans les dépenses d'investissement des crédits destinés à compenser le déficit des entreprises nationales.

— **Projet de loi relatif à la limite d'âge des fonctionnaires de l'Etat** (n° **1175**). **Commission mixte paritaire** [19 décembre 1975] (p. 10117) : regrette les propos employés par le secrétaire d'Etat relatifs à la situation des professeurs de médecine ; (p. 10119) : incite le Gouvernement à sortir de sa rigueur et à retirer son amendement n° 3 afin de rendre hommage

à ceux qui ont donné leur jeunesse pour défendre la patrie.

— **Projet de loi relatif à la sécurité sociale des écrivains, des compositeurs de musique et des artistes créateurs peintres, graveurs, illustrateurs et graphistes (n° 1733). Deuxième lecture. Discussion générale** [19 décembre 1975] (p. 10138) : souhaite que l'on en revienne au texte de l'Assemblée nationale.

1976

— **Projet de loi de finances pour 1977 (n° 2524).**

Discussion générale [21 octobre 1976] (p. 6848) : l'emploi des fonds publics à travers les entreprises privées ou publiques ; les rapports de l'Etat et des entreprises ; la politique industrielle du Gouvernement ; la confusion et l'obscurité marquant ces domaines ; l'aide de l'Etat à l'industrie, importante, diverse, mal coordonnée, mal contrôlée ; (p. 6849) : l'absence de réexamens périodiques ; l'absence de directives aux représentants de l'Etat dans les conseils des entreprises publiques, en particulier dans les banques nationalisées, les sociétés d'assurance ; analyse de la passation des marchés publics, des aides directes ; le cas de Falcom, du Corvette, du Mercure ; les opérations du FDES : la baisse de ses prêts en valeur réelle, la perte de contrôle ; la progression des aides à l'exportation ; critique de leur répartition ; le scandale de l'aide octroyée à Peugeot à l'occasion de la réorganisation de Citroën ; une aide décidée sans débat, assortie d'aucune garantie ni obligation ; le risque de mettre l'industrie française d'informatique sous contrôle américain sans pour autant diminuer le coût budgétaire de l'opération ; une politique de mise à la remorque des concepteurs américains de l'industrie française ; le manque d'informations sur les modalités de restructuration de la CII ; le problème des contrôles parlementaires ; l'utilisation de fonds publics que pourrait analyser la commission d'enquête sur le problème Dassault ; (p. 6850) : proposition de mesures concernant le contrôle des conditions d'octroi des aides à l'exportation ; l'analyse de leur coût ; souhaite que le Parlement puisse connaître l'utilisation des crédits du FDES ; secret professionnel et information ; un dirigisme ponctuel exécutant du « sur-mesure » ; les nationalisations, élément de nouvelles relations ; la nécessité d'une analyse des relations entre l'Etat et les entreprises ; l'utilisation possible de la banque nationale d'investissement.

Première partie :

Discussion des articles [21 octobre 1976]. **Après l'Article premier** (p. 6856) : soutient l'amendement n° 98 de M. Duffaut : impôt annuel sur les fortunes supérieures à 2 millions de francs détenues par les personnes physiques ; l'impôt sur le capital, instrument de la fiscalité moderne qui n'ébranlera pas la monnaie ; amendement n° 98 repoussé.

Deuxième partie :

Comptes spéciaux du Trésor, rapporteur spécial [20 novembre 1976] (p. 8502) : les conditions de l'information et du contrôle du Parlement en ce qui concerne les crédits ; une situation diminuée ; une information insuffisante pour les prêts extérieurs ; une documentation améliorée pour les prêts intérieurs et les concours aux entreprises ; la nécessité pour le Parlement de connaître la destination précise des crédits ; les conséquences en matière de prêts extérieurs ; l'automobile ; Citroën et Peugeot ; la sidérurgie ; l'aide à une entreprise en difficulté ; (p. 8503) : la nécessité d'améliorer l'information de la commission des finances ; des études d'ensemble au nom de la commission des finances sur la politique aéronautique, l'informatique et les prêts extérieurs ; (p. 8505) : souhaite une réponse plus fouillée sur les prêts extérieurs ; prend acte de la volonté de M. Durafour d'informer le Parlement. **Examen des crédits** [20 novembre 1976]. **Article 34** (p. 8505) : approuve l'amendement n° 276 du Gouvernement.

1977

— **Proposition de loi, adoptée par le Sénat, n° 261, tendant à compléter l'article 6 de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires en vue de préciser les moyens d'action des commissions d'enquête et de contrôle et de la proposition de loi, n° 1522, tendant à modifier et à compléter l'article 6 de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires (n°s 261, 1532). Discussion de l'Article unique** [2 juin 1977] (p. 3351) : la convocation du ministre devant la commission d'enquête ; laisser la possibilité aux commissions d'enquête de convoquer les fonctionnaires qu'elles souhaitent en dehors de tout contrôle hiérarchique ; (p. 3353) : les conséquences de la publicité des travaux des commissions d'enquête sur la célérité de publication des dépositions recueillies par ces commissions ; (p. 3354) : les conséquences sur les débats des commissions d'enquête de leur publicité.

— **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (n° 2148). Commission mixte paritaire** [2 juin 1977] (p. 3315) : les tergiversations dont ont fait

preuve le Gouvernement et la majorité en matière de boycott économique ; les débats à l'Assemblée et au Sénat ; (p. 3316) : la permanence de la position du groupe PSRG ; la nécessité de directives gouvernementales en cas d'existence de pratiques contraires à la loi inscrites dans certains documents tels les contrats de garantie COFACE ; les conditions d'approbation du texte par le groupe du PSRG.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° **3120**).

Deuxième partie :

Comptes spéciaux du Trésor, rapporteur spécial [18 novembre 1977] (p. 7732) : la diversité des comptes spéciaux du Trésor ; la majoration des crédits du fonds de soutien aux hydrocarbures ; l'utilisation du fonds ; l'aide aux entreprises privées ; l'aide aux entreprises sidérurgiques ; l'information de la commission des finances ; la nécessité de contrôler l'emploi des fonds publics versés aux entreprises ; la création d'une mission de contrôle économique et financier ; le contrôle du Parlement ; (p. 7733) : l'institution d'une mission de contrôle des sociétés ayant une activité dans les domaines de l'informatique ; l'information sur les conditions d'attribution des prêts extérieurs ; la consolidation des avances consenties à la société des avions Marcel Dassault ; les modalités de la prise de participation de l'Etat ; la majoration du produit de la vignette ; les conditions d'attribution des crédits du fonds de secours aux victimes de sinistres et calamités ; l'adoption des crédits relatifs aux comptes spéciaux du Trésor par la commission des finances ; (p. 7736) : le contrôle des fonds publics distribués aux entreprises privées ; l'audition par la commission des finances de hauts responsables du ministère sur la situation de la sidérurgie. **Examen des crédits. Article 43** (p. 7736) : le non-examen par la commission de l'amendement n° 241 du Gouvernement ; (p. 7737) : soutient l'amendement n° 90 de M. Papon : définition des secteurs d'affectation du FSIR ; devenu sans objet ; le non-examen par la commission de l'amendement n° 248 du Gouvernement. **Après l'Article 77** (p. 7738) : soutient l'amendement n° 99 de M. Papon ; soumission des sociétés ou groupes de sociétés exerçant une activité dans les domaines de l'informatique au contrôle économique et financier de l'Etat ; s'en remet à la sagesse de l'Assemblée pour décider du sort de l'amendement n° 99 de la commission ; repoussé. **Articles et articles additionnels non rattachés** [18 novembre 1977]. **Article 61** (p. 7746) : soutient l'amendement n° 167 de M. Boulloche : abrogation des dispositions du CGI relatives à l'avoir fiscal, aux prélèvements libératoires sur les produits de placements à revenus fixes, au régime spécial de taxation des profits de constructions spéculatives ; repoussé. **Après l'Article 61** (p. 7751) : soutient l'amendement n° 168 de M. Boulloche : modalités de financement des titres-vacances, majoration des tarifs et droits de timbre et taxes assimilées ; (p. 7752) : les propositions du Conseil économique et social relatives aux titres-vacances ; repoussé ; soutient l'amendement n° 169 de M. Boulloche : taxation à l'impôt sur le revenu des produits des placements en valeurs mobilières et taxation pour la totalité des dividendes et autres produits distribués ; repoussé. **Article 62** : le vote hostile du groupe PSRG. **Après l'Article 70** (p. 7762) : l'importance du problème des ressources des régions. **Articles de récapitulation** [18 novembre 1977]. **Explications de vote** (p. 7778) : la faiblesse des modifications apportées au projet de loi de finances par le Parlement ; l'insuffisance ou le mauvais emploi des crédits budgétaires ; les dispositions prises par le Gouvernement en faveur des entreprises et des détenteurs de capitaux ; l'impôt sur la fortune ; le vote hostile du groupe du PSRG.

— **Projet de loi relatif à l'indemnisation des Français rapatriés d'outre-mer dépossédés de leurs biens** (n° **3179**). **Discussion générale** [29 novembre 1977] (p. 7996) : le problème de l'indemnisation des rapatriés ; l'absence de règlement du problème depuis 1974 ; les amendements déposés par le groupe du PSRG ; prendre en considération l'âge des rapatriés ; (p. 7997) : la cessibilité des titres ; le problème du moratoire ; l'application de l'article 40 de la Constitution ; l'exclusion du champ d'application du projet des rapatriés du Maroc et de Tunisie ; le refus d'indexation des titres et des certificats d'indemnisation. **Discussion des articles** [30 novembre 1977]. **Avant l'Article premier** (p. 8062) : l'utilisation de la procédure du vote bloqué. **Article premier** (p. 8064) : le champ d'application de l'indemnisation ; le cas des Français du Maroc. **Article 5** (p. 8070) : les problèmes de la limite d'âge ; le caractère inacceptable du critère retenu par le Gouvernement. **Après l'Article 7** (p. 8073) : la capacité du Gouvernement à présenter l'incidence budgétaire des mesures proposées ; (p. 8075) : le retard avec lequel le système de garantie de l'indemnisation proposé par le Gouvernement a été soumis à l'Assemblée ; le principe de l'indexation ; le mécanisme proposé par le groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche. **Article 10** (p. 8081) : son amendement n° 17 : acceptation des titres prioritaires et des certificats d'indemnisation en garantie des emprunts avant et après la promulgation de la présente loi ; réservé. **Article 11** (p. 8082) : son amendement n° 18 de suppression ; retiré. **Article 12** (p. 8085) : son amendement n° 20 : abrogation de certaines dispo-

sitions de la loi du 15 juillet 1970 et compétence des tribunaux de grande instance en matière de contentieux relatif aux décisions administratives sur l'indemnisation ; réservé. **Article 13** (p. 8086) : son amendement n° 23 de suppression ; retiré.

SCHLOESING (Edouard)

Député du Lot-et-Garonne
(3e circonscription)
(RDS, puis RCDS).

Vice-président de l'Assemblée nationale.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 735).

S'inscrit au groupe des réformateurs démocrates sociaux [2 avril 1973] (p. 745).

S'inscrit au nouveau groupe des réformateurs, des centristes et des démocrates sociaux [10 juillet 1974] (p. 3489).

Est élu vice-président de l'Assemblée nationale [13 novembre 1974] (p. 6277), [2 avril 1975] (p. 1198, 1200).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [5 avril 1973] (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Vice-président de cette commission [5 avril 1973] (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1495).

Membre de la commission de surveillance de la Caisse des dépôts et consignations [11 mai 1973] (p. 1202).

Membre du comité de gestion du fonds de soutien aux hydrocarbures [22 juin 1973] (p. 2466).

Membre de la commission d'enquête sur la situation de l'énergie en France [28 juin 1974] (p. 3212).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1974 [11 juillet 1974] (p. 3515).

Membre de la commission de surveillance de la Caisse des dépôts et consignations [13 mai 1976] (p. 3023), [14 mai 1976] (p. 3092).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1977 [14 décembre 1976] (p. 9396).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier [26 mai 1977] (p. 3126).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à **compléter l'article L 344 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre, afin de permettre aux anciens combattants réformés à 100 % de bénéficier d'un droit de priorité pour leur nomination dans l'ordre de la Légion d'honneur** (n° **665**) [2 octobre 1973].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1974** (n° 646). — **Annexe n° 14 : Développement industriel** (Crédits du ministère du développement industriel et scientifique) (n° **681**) [10 octobre 1973].

— **Proposition de loi constitutionnelle** tendant à réviser les **articles 23 et 25 de la Constitution** (n° **1167**) [28 juillet 1974].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1975** (n° 1180). — **Annexe 20 : Industrie et recherche - Industrie** (n° **1230**) [11 octobre 1974].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1976** (n° 1880). — Budgets civils. — **Annexe 20 : Industrie et recherche - Industrie** (n° **1916**) [10 octobre 1975].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1977** (n° 2524). — Budgets civils. — **Annexe n° 22 : Industrie et recherche - Industrie** (n° **2525**) [5 octobre 1976].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1978** (n° 3120). — Budgets civils. — **Annexe n° 23 : Industrie, commerce et artisanat - Industrie** (n° **3131**) [5 octobre 1977].

QUESTIONS

• *question au Gouvernement :*

— **Mesures concernant les inondations dans le Sud-Ouest** [26 octobre 1977] (p. 6638).

INTERVENTIONS

En qualité de vice-président :

1975

— **Informe l'Assemblée que la commission des lois demande à donner son avis sur le projet de loi portant réforme de l'urbanisme** [2 octobre 1975] (p. 6429).

— **Rappels au règlement de MM. Ducoloné et Bertrand Denis** [24 octobre 1975] (p. 7385) : organisation des travaux parlementaires.

— **Rappel au règlement de M. Aumont** [29 octobre 1975] (p. 7512) : irrecevabilité des amendements contraires aux dispositions de l'article 42 de la loi organique n° 59-2 du 2 janvier 1959 relative aux lois de finances.

— **Rappel au règlement de M. Aumont** [29 octobre 1975] (p. 7516) : irrecevabilité des amendements n°s 142 et 143.

— **Rappel au règlement de M. Hamel** [3 décembre 1975] (p. 9250) : inscription à l'ordre du jour du projet de loi relatif aux travailleuses familiales.

En qualité de député :

1973

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° 646).

Première partie :

Discussion des articles [25 octobre 1973]. **Article 2** (p. 4758, 4759) : ses observations sur l'article 2 f, proposé par l'amendement du Gouvernement : exclusion de la taxation des profits nés de la cession de résidences principales occupées personnellement par le propriétaire ; équité de cette mesure ; situation du fonctionnaire bénéficiant d'un logement de fonction ; souhaite que l'on considère en cas de revente que son appartement personnel a toujours été sa résidence principale ; souhaite avoir des assurances sur ce point. **Article 5** (p. 4785) : son amendement tendant à renforcer la protection des sites et des paysages.

Deuxième partie :

Développement industriel et scientifique rapporteur spécial [6 novembre 1973] (p. 5194) : ses observations sur le fonctionnement du ministère ; part des crédits consacrés aux charbonnages ; souhaite un transfert à l'INSEE de l'établissement des statistiques ; réalisations accomplies au titre du VI[e] Plan ; conditions de réalisation du plan calcul ; subventions à la compagnie internationale pour l'informatique ; prêts au secteur de la mécanique et de l'industrie des machines-outils ; situation de l'institut de développement industriel ; absence de crédit prévu au budget pour cet organisme ; sa demande d'explications au ministre ; problème de la sidérurgie, usines sur l'eau ; sa question au ministre sur la réalisation et le financement du complexe de Dunkerque et de la deuxième tranche du complexe de Fos ; évolution du commerce extérieur et des prix industriels ; taux de couverture des importations par les exportations ; hausse du prix de l'énergie ; ses conséquences sur les exportations de l'industrie automobile ; nécessité d'une aide accrue à l'exportation ; médiocrité du taux de croissance des investissements ; interroge le Gouvernement sur la relance des investissements productifs ; absence de politique commune européenne et activités des sociétés multinationales ; ses critiques quant à la politique suivie en matière de prix dans le secteur nationalisé ; (p. 5195) : tarifs de Gaz de France et dans le secteur du pétrole ; situation préoccupante de l'entreprise minière et chimique, office de l'azote et potasses d'Alsace, situation des filiales, déficit de Pez-Rhin, situation de la compagnie des potasses du Congo, problème du pétrole, non-maîtrise par la France de ses approvisionnements ; ses questions relatives à l'autofinancement des entreprises pétrolières françaises, à la diminution de la subvention au groupe Elf-Erap pour son effort d'exploration, à l'achat des permis de recherche, à la flotte pétrolière française, à la diversification des activités de la Société nationale des pétroles d'Aquitaine (SNPA), lenteur de la mise en place des mesures de sauvegarde ; problèmes de l'atome ; nécessité de créer des centrales nucléaires ainsi qu'un service central de sécurité nucléaire ; ses questions relatives au coût et aux conditions d'utilisation des futures installations d'usines nucléaires ; nécessité de marquer la solidarité qui nous lie avec nos voisins ; ses observations sur la tâche du rapporteur spécial ; absence de moyens matériels et d'aide en personnel, coupures opérées sur un document adressé au rapporteur spécial ; estime que ces pratiques sont intolérables et doivent cesser. **Titre V - Etat C** (p. 5224) : son amendement tendant à réduire les crédits de ce titre, absence d'informations suffisantes sur la situation et les perspectives de l'IDI.

1974

— **Rappel au règlement** [5 novembre 1974] (p. 5850) : dénonce les conditions de travail

aberrantes de la commission d'enquête sur la situation de l'énergie en France.

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° **1180**).

Deuxième partie :

Industrie et recherche, rapporteur spécial [14 novembre 1974] (p. 6352) : votre action d'aujourd'hui sera jugée dans six ans ; ne pas tomber sous la dépendance de fournisseurs de licences ou d'uranium enrichi ; les objectifs en matière d'énergie : assurer l'équilibre des approvisionnements et de la consommation, poursuivre le programme nucléaire, assurer la cohérence du prix des différentes énergies ; (p. 6353) : limiter l'importance de l'administration ; place plus importante de l'institut de développement industriel. **Titre III - Etat B** (p. 6405) : la commission des finances n'est pas favorable à l'amendement n° 164 de M. Mexandeau.

Budget annexe des postes et télécommunications [20 novembre 1974] (p. 6814) : déclare que le groupe des réformateurs votera ce budget qui est un budget d'espérance pour les PTT.

1975

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique de l'énergie** [14 mai 1975] (p. 2669) : fonder une politique sur une prévision de dix à trente ans ; se garder des solutions extrêmes ; calculer exactement nos besoins en énergie ; mener une politique souple et flexible ; (p. 2670) : les possibilités qui s'offrent à nous en matière d'énergie ; le coût du transport de l'énergie ; l'importance des réserves d'hydrocarbures ; l'existence des risques dans le domaine nucléaire ; le problème de la dépendance nationale en matière énergétique ; la faiblesse de nos ressources en uranium naturel ; la construction de centrales sous licences américaines ; l'avenir que constituent les réacteurs à neutrons rapides et les réacteurs à haute température ; créer un organisme indépendant en matière de sécurité ; (p. 2671) : interdire les transports par route de matières radio-actives ; réduire le gaspillage par l'utilisation de la chaleur produite par les centrales nucléaires ; réaliser des unités de production plus modestes et polyvalentes ; le problème d'un financement du programme nucléaire ; l'absence de recensement exhaustif de nos gisements charbonniers ; diversifier nos approvisionnements en hydrocarbures ; (p. 2672) : harmoniser nos efforts sur ceux de nos partenaires européens.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**).

Première partie :

Discussion des articles [23 octobre 1975]. **Article 14** (p. 7295) : son amendement n° 125 : limiter l'application des dispositions du paragraphe 1 de l'article 14 aux dépenses faites sur des permis d'exploration obtenus ou renouvelés après le 24 septembre 1975 ; adopté.

Deuxième partie :

Industrie et recherche, rapporteur spécial [6 novembre 1975] (p. 7988) : l'industrialisation ; les effets de la concentration des entreprises ; la rentabilité du capital ; l'économie libérale et les entreprises industrielles ; la politique industrielle du Gouvernement ; l'existence de grands féodaux dans le domaine de l'énergie ; la politique de recherche pétrolière ; (p. 7989) : le programme nucléaire ; la sidérurgie ; le programme de Fos ; les interrogations qui s'imposent en matière d'informatique ; le cas des fonctionnaires du ministère de l'industrie se reconvertissant dans le secteur privé.

Economie et finances. — I. Charges communes [19 novembre 1975] (p. 8704) : l'augmentation des crédits consacrés aux rapatriés ; la faiblesse du nombre des dossiers liquidés ; régler rapidement les dossiers relatifs aux personnes âgées ; (p. 8705) : accorder un moratoire des dettes ; mener une concertation permanente en matière d'indemnisation.

1976

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique agricole** (n° **2223**) [28 avril 1976] (p. 2270) : la situation inquiétante du marché des pruneaux à la suite d'importations excessives ; sauver cette production et ne pas remettre en question l'effort d'investissement des arboriculteurs du Lot-et-Garonne ; réduire les délais et simplifier la procédure de l'indemnisation des calamités agricoles ; réduire l'exode rural pour améliorer la situation de l'emploi.

— **Projet de loi portant imposition des ressources provenant de plus-values assimilables à un revenu** (n° **2206**). **Discussion des articles** [9 juin 1976] : **Article 2** (p. 3931) : estime que son amendement n° 291 aurait dû être discuté avant l'amendement n° 122 de M. Papon. **Après l'Article 2** (p. 3933) : son amendement n° 292 : révision du prix d'acquisition un an après cette acquisition afin de ne pas taxer des plus-values devenues fictives ; demande la réserve de son amendement n° 291 ; déclare que si son amendement n° 292 n'est pas adopté, des plus-values purement nominales seront taxées, ce qui pose un problème de principe et un problème moral à l'Assemblée ; amendement n° 292 repoussé ;

[10 juin 1976] : **Article 3** (p. 3961) : aimerait avoir un état des textes votés par l'Assemblée ; (p. 3963) : rappel au règlement : s'étonne que l'on puisse discuter de l'amendement n° 173 alors qu'on a réservé l'amendement n° 291 ayant le même objet et ayant été réservé à l'article premier ; [15 juin 1976] : **Article 5** (p. 4122) : **rappel au règlement** : proteste contre le dépôt d'amendements en cours de séance ; [22 juin 1976] : **Article premier** (*suite*) (p. 4465) : considère que son amendement n° 291 permettant au contribuable d'opter pour un prélèvement forfaitaire de 25 % conserve son importance ; cite l'exemple des législations étrangères ; craint une distorsion qui pénaliserait le capital en formation ; repoussé.

— **Projet de loi portant approbation du VII^e^ Plan de développement économique et social** (n° **2346**). **Discussion générale** [29 juin 1976] (p. 4839) : le plan, occasion d'un examen de conscience ; (p. 4840) : s'inquiète de la situation démographique de l'Aquitaine ; l'aide aux jeunes agriculteurs lors de leur installation ; la création d'emplois sur place, notamment dans les industries agro-alimentaires ; la protection de certaines industries traditionnelles contre les importations des pays tiers ; le désenclavement de la région ; la nécessité de l'électrification de la ligne Bordeaux-Narbonne ; aménager un système de subvention des exploitants agricoles afin d'éviter d'avoir à payer des indemnités de chômage ; le sous-développement artistique, notamment musical du pays ; approbation du plan malgré son caractère peu contraignant et la fragilité de la lutte contre le gaspillage.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**).

Première partie :

Discussion des articles [21 octobre 1976]. **Article 2** (p. 6884) : son sous-amendement n° 189 à l'amendement n° 110 du Gouvernement tendant à supprimer la consultation des listes d'imposition par les services ou organismes désignés par décret ; adopté. **Rappel au règlement** [22 octobre 1976] (p. 6930) : diffusion rapide par les services de l'Assemblée des textes adoptés.

Deuxième partie :

Industrie et recherche, rapporteur spécial pour l'industrie [16 novembre 1976] (p. 8091) : se félicite de la collaboration établie entre le cabinet du ministre et la commission ; ses inquiétudes quant à la croissance de l'investissement productif ; la création nette d'emplois dans l'industrie, modérée dans les prochaines années ; les problèmes de la concurrence : mettre en place une réglementation stricte ; la politique du Gouvernement en matière d'énergie ; l'énergie nucléaire ; le pétrole ; (p. 8092) : un plan charbonnier ; le déficit des Charbonnages de France ; l'énergie hydraulique ; les énergies nouvelles ; le développement de l'énergie nucléaire ; le retraitement de combustibles irradiés ; Electricité de France ; la recherche pétrolière ; les recherches marines ; contrôler effectivement les entreprises nationales ; (p. 8093) : la majoration du coût du kilowatt-heure nucléaire ; les besoins de financement du nucléaire. **Examen des crédits** [17 novembre 1976]. **Etat B - Titre III** (p. 8146) : soutient l'amendement n° 143 de régularisation de M. Papon ; adopté.

— **Rappel au règlement** [26 octobre 1976] (p. 7005) : tracts distribués aux parlementaires par les syndicats CGT et CFDT de l'Assemblée ; demande à la questure d'étudier la situation des personnels de l'Assemblée ; nécessité d'assurer l'indépendance totale des assemblées parlementaires.

1977

— **Projet de loi relatif au bilan social de l'entreprise** (n° **2755**). **Discussion des articles** [11 mai 1977]. **Article premier : Article L 438-1 du code du travail** (p. 2667) : la capacité des entrepreneurs dirigeant une entreprise de plus de sept cent cinquante salariés à présenter un bilan social. **Rappel au règlement** (p. 2668) : souhaite que soit adoptée une procédure permettant d'avoir dès le lendemain d'un débat le texte intégral des dispositions effectivement adoptées. **Article L 438-3 du code du travail** (p. 2671) : la nécessité de renvoyer en commission l'amendement n° 33 de M. Gantier. **Article 3** (p. 2676) : la capacité du patronat français à appliquer la loi.

— **Proposition de loi organique tendant à modifier l'article 5 de l'ordonnance n° 58-1065 du 7 novembre 1958 portant loi organique relative à la composition et à la durée des pouvoirs de l'Assemblée nationale** (n° **1401**). **Discussion générale** [26 mai 1977] (p. 3119) : le principe de l'incompatibilité des fonctions ministérielles avec le mandat parlementaire ; la « course aux portefeuilles » ; les préoccupations locales des ministres ; le rôle du Président de la République en matière de nomination des ministres ; le manque au Parlement d'hommes d'expérience et de compétence que sont les ministres démissionnaires ; le nombre élevé de députés ex-suppléants ; la dignité des institutions représentatives ; le renoncement par les partis libéraux du contrôle du choix des suppléants ; l'absence de pérennité de l'alliance constituée entre le député et son suppléant ; le choix par lui-même de son épouse comme suppléant ; (p. 3120) : la naissance d'une sorte de syndicalisme parlementaire ; le re-

crutement des suppléants ; le caractère détestable du système de la suppléance ; l'absence d'examen par le rapporteur du problème des suppléants devenus sénateurs.

— **Projet de loi relatif au contrôle de la concentration économique et à la répression des ententes illicites et des abus de position dominante** (n° 2388). **Lettre rectificative** (n° 2754). **Discussion des articles** [9 juin 1977]. **Après l'Article premier** (p. 3629) : propose que la commission se réunisse à nouveau pour examiner les nouvelles propositions du Gouvernement. **Article 20** (p. 3642) : l'éventualité de l'insertion dans les règlements des collectivités territoriales de leurs réunions en comité secret.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° 3120).

Deuxième partie :

Services du Premier ministre. — VI. **Recherche** [19 octobre 1977]. **Rappel au règlement** (p. 6329) : la liste des questions demeurées sans réponse figurant à la fin du rapport du rapporteur spécial ; l'opportunité de la poursuite de l'examen du budget ; (p. 6332) : la nature des questions auxquelles il n'a pas été répondu par le Gouvernement.

Agriculture. — **FORMA, BAPSA,** rapporteur spécial suppléant pour les industries agro-alimentaires [26 octobre 1977] (p. 6623) : le remplacement de M. Caro ; les objectifs du VII[e] Plan en matière d'industrie agro-alimentaire ; (p. 6624) : l'évolution du taux de couverture des importations par les exportations ; l'importance du secteur agro-alimentaire en France ; le soutien du revenu agricole ; les difficultés conjoncturelles auxquelles s'est heurtée l'industrie agro-alimentaire dans le Sud-Ouest ; le problème des tunnels de séchages et des stations de conditionnement ; la situation financière de l'industrie agro-alimentaire ; l'insuffisance des investissements de cette industrie ; la négligence par l'INRA des recherches en matière agro-alimentaire ; demande à l'IDI de moderniser le secteur fabriquant le matériel destiné à l'industrie agro-alimentaire.

Budget annexe des postes et télécommunications [15 novembre 1977] (p. 7412) : l'accueil réservé en région parisienne aux jeunes ruraux travaillant dans les postes ; la méthode de prévision de la demande en matière de téléphone ; les perspectives d'accroissement de la demande dans les cinq départements de l'Aquitaine ; l'attribution du téléphone aux personnes âgées ; la protection de l'environnement ; la concentration de la prise des décisions au niveau régional ; la concentration du tri des paquets et des plis dans les métropoles régionales.

Industrie, commerce et artisanat. — I. **Industrie,** rapporteur spécial [15 novembre 1977] (p. 7417, 7418) : la nature des structures du ministère de l'industrie ; l'absence de stratégie d'ensemble du ministère ; la crise de l'industrie ; les problèmes de l'énergie ; la priorité donnée au pétrole ; l'abandon de l'hydro-électricité et celui du charbon ; l'évolution de la production d'énergie nucléaire ; établir une politique de diversification ; l'adéquation des possibilités industrielles et financières de la France aux objectifs en matière énergétique ; l'utilisation de la chaleur nucléaire ; la promotion des énergies nouvelles ; (p. 7419) : les conditions d'un véritable débat sur les problèmes énergétiques ; les relations entre les fonctionnaires du ministère de l'industrie et certaines entreprises ; les recommandations de la commission des finances ; le programme nucléaire ; la diversification des approvisionnements énergétiques ; les économies d'énergie ; le développement des échanges ; l'avis favorable de la commission sur les crédits du ministère de l'industrie ; (p. 7426) : l'installation du tout-électrique dans les nouveaux logements ; (p. 7448) : indique que ses propos n'avaient pas pour objet de mettre en cause l'indépendance des fonctionnaires du ministère de l'industrie. **Examen des crédits.** — **Etat C - Titre VI** (p. 7454) : le non-examen par la commission de l'amendement n° 223 de M. Julien Schvartz.

— **Projet de loi relatif à l'indemnisation des Français rapatriés d'outre-mer dépossédés de leurs biens** (n° 3179). **Discussion des articles** [30 novembre 1977]. **Article 10** (p. 8081) : son amendement n° 73 : conditions dans lesquelles peuvent être acceptées les créances à l'encontre des Etats étrangers en garantie par le Trésor public ; l'insuffisante législation sur l'indemnisation des personnes morales ; (p. 8082) : la mise en application des accords internationaux conclus par le Gouvernement français avec les Etats spoliateurs ; ne pas subordonner l'indemnisation à l'exécution d'accords internationaux ; la responsabilité du Gouvernement en cas de non-respect des accords par les Etats cosignataires ; amendement n° 73 réservé.

SCHNEBELEN (Maurice)

Député de la Moselle
(4[e] circonscription)
(RI).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 735).

S'inscrit au groupe des républicains indépendants [2 avril 1973] (p. 745).

Décédé le 25 mars 1976 [*J.O.* du 28 mars 1976] (p. 1884).

Son éloge funèbre est prononcé [7 avril 1976] (p. 1440, 1441).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [5 avril 1973] (p. 755), [2 avril 1974] (p. 1453).

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [2 avril 1975] (p. 1202).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à assurer, en cas de règlement judiciaire ou de liquidation des biens, le paiement des créances résultant du contrat de travail [13 décembre 1973] (p. 6978).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'amélioration des conditions de travail [18 décembre 1973] (p. 7163).

QUESTIONS

• *question au Gouvernement :*

— **Incitation à la création de comités de soldats** [26 novembre 1975] (p. 8958) : tract distribué par la fédération de Paris du parti socialiste aux jeunes du contingent.

INTERVENTIONS

1973

— **Projet de loi relatif au droit de licenciement** (n° **197**). **Discussion des articles** [29 mai 1973]. **Article 5 : Article 24 q du code du travail** (p. 1631) : son amendement, retrait.

1974

— **Projet de loi relatif à la pharmacie vétérinaire** (n° **645**). **Discussion des articles** [13 juin 1974]. **Article 2 : Article L 610 du code de la santé publique** (p. 2649) : retire l'amendement n° 59 devenu sans objet.

SCHVARTZ (Julien)

Député de la Moselle
(5e circonscription)
(UDR, puis RPR).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 735).

S'inscrit au groupe d'union des démocrates pour la République [2 avril 1973] (p. 744).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [5 avril 1973] (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1905), [2 avril 1977] (p. 1465).

Membre de la commission d'enquête sur les pratiques des sociétés pétrolières en France [28 juin 1974] (p. 3212).

Membre du conseil supérieur du pétrole [15 avril 1976] (p. 1857), [20 avril 1976] (p. 1905).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur la protection et l'information des consommateurs de produits et de services [21 décembre 1977] (p. 9185).

DÉPOTS

— **Avis,** présenté au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de **loi de finances pour 1974** (n° 646). — **Tome V : Développement industriel** (n° **686**) [10 octobre 1973].

— **Rapport,** fait au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 645) modifiant le **livre V du code de la santé publique et relatif à la pharmacie vétérinaire** (n° **820**) [5 décembre 1973].

— **Avis,** présenté au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de **loi de finances pour 1975** (n° 1180). — **Tome V : Industrie** (n° **1235**) [11 octobre 1974].

— **Rapport,** fait au nom de la commission d'enquête parlementaire sur les conditions commerciales, financières et fiscales dans lesquelles les **sociétés pétrolières** opérant en France approvisionnent le marché français et y assurent la distribution des différents produits pétroliers et sur leurs rapports avec l'Etat (n° **1280**) [6 novembre 1974].

— **Rapport**, fait au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 1337), modifié par le Sénat, modifiant le titre V du **code de la santé publique** et relatif à la **pharmacie vétérinaire** (n° **1382**) [10 décembre 1974].

— **Rapport supplémentaire**, fait au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de loi modifié par le Sénat (n° 1337) modifiant le livre V du **code de la santé publique** et relatif à la **pharmacie vétérinaire** (n° **1554**) [17 avril 1975].

— **Avis**, présenté au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de **loi de finances pour 1976** (n° 1880). — **Tome V : Industrie** (n° **1921**) [10 octobre 1975].

— **Avis**, présenté au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de **loi de finances pour 1977** (n° 2524). — **Tome V : Industrie** (n° **2534**) [12 octobre 1976].

— **Avis**, présenté au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de **loi de finances pour 1978** (n° 3120). — **Tome V : Industrie** (n° **3152**) [11 octobre 1977].

QUESTIONS

• *question orale sans débat :*

— (n° **1490**) : **Politique énergétique** [30 mai 1973] (p. 1683).

• *question au Gouvernement :*

— **Fermeture du puits de Faulquemont** [9 octobre 1974] (p. 4898).

• *question orale avec débat :*

— (n° **14742**) : **Activité des sociétés pétrolières** [18 décembre 1974] (p. 8048) : les réactions suscitées par la publication de son rapport ; (p. 8049) : l'affaire du *Journal du Dimanche* du 10 novembre dernier ; l'indépendance de la commission d'enquête, la réunion d'une conférence internationale pour établir un ordre international dans le domaine pétrolier ; l'indexation raisonnable du prix du pétrole brut ; les rapports établis directement entre Etats producteurs et Etats consommateurs ; (p. 8050) : disparition de l'écran constitué par les sociétés pétrolières ; la vocation de la compagnie Elf-Erap ; les décisions de Vienne en septembre ; l'établissement d'un prix unique du pétrole brut ; la fiscalité pétrolière ; l'affaire du crédit d'impôt ; (p. 8051) : la faiblesse de la direction des carburants par rapport aux compagnies ; les énormes bénéfices de l'Aramco ; (p. 8052) : la nécessité de confier la direction de la politique pétrolière à un organisme dépendant directement du Premier ministre, capable de combattre les ententes pratiquées par les compagnies ; (p. 8061, 8071) : la priorité à donner aux recherches en mer d'Iroise ; (p. 8064) : les investissements pétroliers dans le domaine de la recherche ; (p. 8071) : sa réponse aux déclarations de MM. Guichard et Ginoux ; les conclusions du rapport de la commission d'enquête ; (p. 8072) : le problème de la diversification ; (p. 8073) : les déclarations du ministre de l'industrie au sujet de son rapport ; le mode de financement des recherches pétrolières.

• *questions au Gouvernement :*

— **Conséquences de la fusion CII-Honeywell-Bull** [14 mai 1975] (p. 2642).

— **Suspension d'un contrat de livraison de camions à l'Algérie** [28 mai 1975] (p. 3288, 3289).

— **Suppression d'emplois dans la sidérurgie lorraine** [6 avril 1977] (p. 1573) : souhaite la suspension de la fermeture de l'usine de Thionville, jusqu'au débat annoncé par le Gouvernement.

— **Attribution de la majoration de l'allocation de rentrée scolaire aux familles des ouvriers frontaliers français** [16 novembre 1977] (p. 7499) : le refus du Gouvernement d'attribuer cette allocation à certains frontaliers français.

INTERVENTIONS

1973

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° **646**). **Discussion générale** [24 octobre 1973] (p. 4729) : évoque le problème des frontaliers dans l'Est de la France ; son évolution favorable de 1946 à 1955 ; récession des houillères du bassin de Lorraine et ses conséquences ; main-d'œuvre française en Allemagne ; processus accéléré par la dévaluation du franc de 1969 et les réévaluations successives du mark ; (p. 4730) : taux des salaires ; désertion de la main-d'œuvre qualifiée ; charges des municipalités ; non-assujettissement des entreprises installées en Allemagne aux contributions parafiscales, répercussions économiques ; action du commissariat à l'industrialisation de la Lorraine et manque de main-d'œuvre ; solutions proposées notamment par les organismes professionnels ; réduction du taux de la TVA ; des charges sociales ; versement par l'Etat d'une prime de fidélité ; ne croit pas à l'efficacité de ces mesures ; estime qu'il ne peut y avoir de solution valable qu'à l'échelon européen ou à la suite d'un accord

franco-allemand négocié au plus haut niveau ; urgence du problème.

Deuxième partie :

Développement industriel et scientifique, rapporteur pour avis [7 novembre 1973] (p. 5196) : dotation budgétaire ; difficultés à isoler les crédits relatifs à l'industrie ; souhaite une section commune et deux sections : développement industriel et recherche proprement dite ; analyse les crédits budgétaires pour 1974 ; sa référence à l'audition du ministre devant la commission de la production et des échanges ; service central de sûreté des installations électro-nucléaires ; délégués régionaux du ministère ; estime que les services votés ne sont pas suffisamment remis en cause chaque année ; exemple de la dotation de la fondation nationale pour la gestion des entreprises ; amendement de la commission tendant à diminuer cette dotation ; amendement de principe et d'incitation à la surveillance des services votés ; aide aux houillères ; plan de conversion ; effort de conversion à réaliser dans les Cévennes, le Centre et le Midi ; sa question au ministre sur la politique charbonnière française compte tenu des événements du Proche-Orient ; bien-fondé de la politique pétrolière ; urgence d'une politique énergétique commune ; précipitation avec laquelle a été annoncée la hausse du prix du fuel ; secteurs prioritaires du Plan ; problème de la chimie ; (p. 5197) : problème de l'entreprise minière et chimique ; fusion de la société « Azote et Produits chimiques » et des mines domaniales de potasse d'Alsace ; montant des versements sur fonds publics ; hypothèse du rapprochement de l'entreprise minière et chimique (EMC) et de la société chimique des charbonnages (SCC) ; son inquiétude sur ce point ; crédits d'action de politique industrielle ; environnement ; bureau de recherches géologiques et minières (BRCM) ; institut de développement industriel ; rapports entre l'Etat et l'industrie ; son souhait que soit présenté chaque année au Parlement un document retraçant pour l'année antérieure l'ensemble des transferts Etat-industrie ; efficacité de l'aide à l'industrie ; problèmes posés par le choix de la croissance. **Etat B - Titre IV** (p. 5224) : son amendement tendant à diminuer la dotation de la fondation nationale pour l'enseignement de la gestion des entreprises ; ses arguments en faveur de cette diminution ; caractère de principe de l'amendement.

1974

— **Projet de loi relatif à la pharmacie vétérinaire** (n° 645), rapporteur. **Première lecture. Discussion générale** [13 juin 1974] (p. 2633) : ses observations sur le projet de loi ; élimination complète en cinq ans du circuit des colporteurs ; reclassement des colporteurs ; renforcement des garanties pour les médicaments énumérés à l'article L 617-6 du code de la santé publique ; (p. 2635) : taxe sur les médicaments vétérinaires dont le produit sera affecté au contrôle de l'application des dispositions nouvelles. **Contre la motion de renvoi** (p. 2645) : ses observations. **Discussion des articles. Article 2 : Article L 607 du code de la santé publique** (p. 2646) : après le retrait de l'amendement n° 1, ses observations sur les aliments médicamenteux et supplémentés ; présente son amendement n° 2 relatif aux produits antiparasitaires ; adopté après accord du Gouvernement. **Article L 608 du code de la santé publique** (p. 2647) : son amendement n° 3 imposant l'indication de la destination et de l'utilisation des produits ; adopté avec l'accord du Gouvernement ; ses observations contre les amendements n°s 40, 51 et 84 de MM. Briane, Méhaignerie et Darinot. **Article L 610 du code de la santé publique** (p. 2648) : son amendement n° 4 relatif au monopole des pharmaciens et des vétérinaires ; adopté avec le sous-amendement n° 94 de M. Morellon ; (p. 2649) : son amendement n° 5 qui vise à dispenser les médicaments pour petits animaux de l'obligation d'ordonnance ; adopté. **Article L 611 du code de la santé publique** (p. 2650) : son amendement n° 6 tendant à la suppression de l'article L 611 compte tenu de la nouvelle rédaction de l'article 610 ; adopté ; article L 611 supprimé. **Après l'Article L 611 du code de la santé publique** (p. 2650) : son amendement n° 7 substituant à « ordonnance vétérinaire » les mots « ordonnance d'un vétérinaire » ; adopté. **Article L 612 du code de la santé publique** (p. 2651) : ses observations sur l'article : situation des vétérinaires salariés des groupements de producteurs ; (p. 2652) : ses observations contre les amendements n° 69 du Gouvernement, n° 41 de M. Briane, n° 31 de M. Peyret et pour les amendements n° 85 de M. Darinot et n° 53 de M. Méhaignerie. (p. 2654) : son avis favorable aux amendements n° 32 de M. Peyret, n° 102 de M. Bernard et n° 55 de M. Cointat ; (p. 2656) : contre l'amendement n° 54 de M. Méhaignerie ; (p. 2657) : son amendement n° 9 : régime particulier des contrats passés par les éleveurs ; repoussé ; son amendement n° 10 : assistance sanitaire d'élevage ; adopté ; son amendement n° 11 et sous-amendement n° 93 : indépendance nécessaire des vétérinaires attachés aux groupements de producteurs ; (p. 2658) : exigence d'un exercice sur place ; adoptés, après modification. **Article L 616 du code de la santé publique** (p. 2660) : s'oppose à deux amendements de MM. Falala et Boudet tendant à remplacer l'autorisation administrative par une déclaration. **Article L 617 du code de la santé publique** (p. 2660) :

son amendement n° 12 relatif au régime des prémélanges ; adopté ; amendement n° 13 retiré ; (p. 2662) : son amendement n° 14 : présence de résidus dans l'alimentation humaine ; adopté. **Article L 617-3 du code de la santé publique** (p. 2663) : s'oppose aux amendements n°s 47 et 48 de M. Boudet, soutient l'amendement n° 88 de M. Allainmat. **Article L 617-4 du code de la santé publique** (p. 2664) : son amendement n° 15 relatif aux médicaments importés ; retiré. **Article L 617-6 du code de la santé publique** (p. 2668) : ses amendements n°s 16 et 17 déterminant une liste de produits pour lesquels une ordonnance sera exigée ; adoptés ; (p. 2669) : son amendement n° 19 : vaccin antibrucellique ; adopté. **Article L 617-11 du code de la santé publique** (p. 2670) : amendement n° 20, publicité pour les aliments supplémentés ; repoussé. **Article L 617-14 du code de la santé publique** (p. 2673) : sur l'amendement n° 39 de M. Falala, s'oppose à M. Daillet, contre l'amendement n° 89 de M. Darinot relatif aux herboristes ; (p. 2674) : contre l'amendement n° 90 de M. Darinot, pour l'amendement n° 82 de M. Glon. **Article L 617-15 du code de la santé publique** (p. 2676) : son amendement n° 22 : un an pour la mise en vigueur de la loi ; repoussé. **Article L 617-16 du code de la santé publique** (p. 2676) : ses amendements n°s 23 et 24 relatifs à l'entrée en vigueur de la loi ; adoptés. **Article L 617-17 du code de la santé publique** (p. 2677) : son amendement n° 25, entrée en vigueur de la loi ; adopté. **Article L 617-18 du code de la santé publique** (p. 2677) : son amendement n° 26 qui prévoit un décret relatif à l'étiquetage ; adopté ; (p. 2678) : son amendement n° 27, publicité des aliments supplémentés ; repoussé. **Article L 617-19 du code de la santé publique** (p. 2678) : son amendement n° 28, publication des décrets d'application ; adopté. **Article L 617-20 du code de la santé publique** (p. 2678) : son amendement n° 29 relatif aux vétérinaires inspecteurs d'Etat ; adopté. **Après l'Article L 617-22 du code de la santé publique** (p. 2680) : son amendement n° 30 créant une taxe sur les spécialités vétérinaires pour financer le contrôle ; adopté. **Deuxième lecture,** rapporteur. **Discussion générale** [17 avril 1975] (p. 1773) : modifications apportées par le Sénat, souci de renforcer les garanties pour la santé publique ; craintes exprimées par les responsables des groupements de producteurs et de défense sanitaire ; (p. 1774) : le report de la discussion du texte ; possibilité pour les groupements d'acquérir les médicaments visés à l'article L 617-16 ; délivrance des médicaments sur présentation de l'ordonnance des vétérinaires. **Discussion des articles. Article 2 : Article L 607 du code de la santé publique** (p. 1779) : s'oppose à l'amendement n° 7 de M. Delhalle : possibilité trop grande de fraudes si l'amendement est adopté. **Article L 612 du code de la santé publique** (p. 1781) : son amendement n° 37 : acquisition par les groupements de producteurs des médicaments figurant sur une liste arrêtée par les ministres de la santé et de l'agriculture ; adopté ; (p. 1782) : son amendement n° 35 sur l'agrément des groupements : remplacer « après l'avis des commissions paritaires » par « sur proposition de » ; adopté ; son amendement n° 36 : prévoir l'avis des commissions avant l'approbation par le ministre des programmes sanitaires d'élevage ; adopté. **Article L 614 du code de la santé publique** (p. 1784) : ses observations sur les amendements déposés. **Article L 617-4 du code de la santé publique** (p. 1786) : s'oppose aux amendements n° 2 de M. Falala et n° 16 de M. Rigout ; (p. 1787) : caractère illégal de la présente. **Article L 617-17 du code de la santé publique** (p. 1788) : s'oppose à l'amendement n° 5 de M. Falala : demande une procédure allégée pour certains médicaments.

— **Rappel au règlement** [12 novembre 1974] (p. 6185) : le rapport de la commission d'enquête sur les pratiques des sociétés pétrolières en France.

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° **1180**).

Deuxième partie :

Industrie et recherche, rapporteur pour avis [14 novembre 1974] (p. 6356) : nécessité d'un débat sur le rapport de la commission d'enquête sur les compagnies pétrolières ; les insuffisances des réponses au questionnaire parlementaire ; le plan-cuivre ; la création de la délégation générale de l'industrie ; la relance de la production charbonnière ; (p. 6357) : relever les tarifs du charbon, de l'électricité et du gaz ; le BRGM ; (p. 6384) : proteste contre les propos de M. Ginoux qui lui paraissent porter atteinte au secret des délibérations des commissions d'enquête. **Etat B - Titre IV** (p. 6405) : son amendement n° 143 corrigé : majoration de la réduction des crédits en faveur des Charbonnages pour obtenir la vérité des prix de l'énergie ; repoussé. **Etat C - Titre V** (p. 6406) : son amendement n° 144 : suppression des crédits pour la CII ; repoussé.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1974** (n° **1340**). **Discussion des articles** [10 décembre 1974]. **Article 2** (p. 7600) : sur l'article 2 : les investissements pétroliers soumis au plafond de la provision. **Après l'Article 3** (p. 7603) ; son amendement n° 2 : contribution des patentes sur les entreprises minières qui procèdent à l'agglomération du minerai de fer ; adopté.

1975

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique de l'énergie** [14 mai 1975] (p. 2655) : ses observations sur l'intervention de M. Herzog.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° 1880).

Première partie :

Discussion des articles [23 octobre 1975]. **Article 9** (p. 7277) : souhaite que l'article ne soit pas modifié ; baisser le prix de reprise en raffinerie sous réserve que les compagnies pétrolières ne percevront rien de la caisse de compensation ; s'oppose aux amendements de la commission des finances tendant à supprimer les dispositions que l'article accorde aux consommateurs ; (p. 7280) : partage l'avis du ministre de l'économie et des finances ; ses observations sur l'amendement n° 30 de M. Gosnat et sur les amendements n°s 6 et 7 défendus par M. Papon.

Deuxième partie :

Industrie et recherche, rapporteur pour avis [6 novembre 1975] (p. 7991) : la non-utilisation des kilowatts-heure d'origine hydraulique aménageables en France ; la mise en œuvre du plan de relance du charbon ; (p. 7992) : les relations avec l'Algérie en matière de pétrole ; la récapitulation des crédits consacrés à l'industrie ; le contrôle parlementaire sur ces crédits ; l'organisation de débats sur les grands dossiers de l'industrie ; mieux associer le Parlement à la préparation des choix ; (p. 8026) : le problème des huiles usagées et de leur régénération ; les inconvénients du brûlage des huiles usagées ; la publicité recommandant l'achat de matériels étrangers permettant le brûlage de ces huiles ; (p. 8027) : l'aide qui doit être apportée à l'industrie de la régénération. **Discussion des articles. Etat B - Titre IV** (p. 8031, 8032) : son amendement n° 105 : dégager des crédits pour les études sur la récupération de la chaleur des centrales thermiques ; retiré.

— **Rappel au règlement** [9 décembre 1975] (p. 9506) : décision prise par le bureau autorisant trois témoins entendus par la commission d'enquête sur les sociétés pétrolières à prendre connaissance de l'intégralité du procès-verbal de leur déposition ; l'interprétation de l'article 6 de l'ordonnance du 17 novembre 1958.

— **Projet de loi de finances rectificatives pour 1975** (n° 1980). **Discussion générale** [9 décembre 1975] (p. 9517) : ses observations sur le premier paragraphe de l'article 8 relatif à la redevance due par les concessionnaires de mines d'hydrocarbures opérant sur le plateau continental et en mer territoriale ; le problème de la fixation de cette redevance ; (p. 9518) : ne voit pas les raisons qui en feraient une redevance domaniale ; regrette que le Gouvernement ne se soit pas expliqué plus clairement sur cette affaire ; espère que le Parlement conservera en la matière ses prérogatives ; (p. 9519) : demande au Gouvernement de retirer l'article 8 du projet de loi de finances rectificative. **Discussion des articles. Article 8** (p. 9536) : partage le point de vue défendu par M. Papon, rapporteur général ; rappelle que l'article 8 prévoit un système compliqué de double redevance ; juge inutile de légiférer sur le plateau continental alors qu'un projet est à l'étude.

1976

— **Industries de l'informatique et du nucléaire. — Réunion élargie de la commission de la production et des échanges** [8 avril 1976] (p. 1531) : indique que le ministre a oublié un certain nombre de questions essentielles.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1976** (n° 2147). **Discussion générale** [4 mai 1976] (p. 2572) : le traité inégal passé avec la compagnie Honeywell-Bull ; l'intégration multinationale qu'implique l'accord ; (p. 2573) : la possibilité d'une autre solution ; la nécessité d'un examen par le Parlement remplaçant une ratification qui intervient alors que les jeux sont faits ; mettre au point un mécanisme associant la représentation nationale aux grandes décisions. **Discussion des articles** [5 mai 1976]. **Article 6** (p. 2663) : pense que l'article 6 permettra au Parlement de mieux contrôler les entreprises publiques à caractère industriel et commercial ; relève néanmoins que certaines sociétés comme la compagnie française des pétroles échapperont au contrôle du Parlement ; pense que le contrôle *a posteriori* de la Cour des comptes ne permet pas au Parlement d'exercer un contrôle véritable.

— **Industrie nucléaire. — Réunion élargie de la commission de la production et des échanges** [3 juin 1976] (p. 3741) : évoque le fait que les Luxembourgeois construisent sous licence allemande une centrale très proche de celle que l'EDF projette d'installer à Sentzich ; indique les voies possibles qui permettraient de résoudre le problème ; la réalisation d'une seule centrale ou bien la construction d'une centrale électro-calogène : se demande quelle est l'activité actuelle de l'EDF sur le terrain ; (p. 3742) : demande au ministre s'il ne serait

pas préférable de donner la minorité de blocage à Framatome plutôt qu'à Creusot-Loire.

— **Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête parlementaire sur l'utilisation des fonds publics alloués aux sociétés du groupe Marcel-Dassault** (n° **2522**). **Discussion de l'article unique** [3 novembre 1976] (p. 7432) : son amendement n° 1 concernant les dépositions des témoins ; le fonctionnement de la commission d'enquête ; le problème de la publicité des déclarations des témoins ; l'accès aux archives ; les règles relatives au secret prévues par l'ordonnance de 1958 ; (p. 7433) : la commission d'enquête parlementaire régie par le règlement intérieur de l'Assemblée ; le règlement muet en ce qui concerne le secret devant présider aux travaux d'une commission d'enquête ; retire son amendement n° 1.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**).

Deuxième partie :

Industrie et recherche, rapporteur pour avis pour l'industrie [16 novembre 1976] (p. 8094) : un vrai budget ; des priorités bien marquées ; le charbon ; l'informatique ; le siège charbonnier de la Houvre ; la CII-Honeywell-Bull ; la ligne « Y » ; la politique énergétique ; l'OPEP ; l'augmentation du prix du baril de pétrole ; le programme nucléaire ; (p. 8095) : envisager la possibilité de réorienter les centrales thermiques en fonction du charbon ; les centrales électrocalogènes ; notre politique d'économie d'énergie ; l'aide financière en faveur de la politique de recherche des compagnies pétrolières ; l'association du Parlement à la politique industrielle ; l'accès à l'information ; l'association du Parlement aux décisions prises ; la proposition de loi de M. Julia ; l'avis favorable de la commission au budget.

1977

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, complétant et modifiant le code minier** (n° **1688**). **Discussion des articles** [12 avril 1977]. **Article 13** (p. 1729) : son amendement n° 20 : modification du taux d'équivalence entre les hydrocarbures gazeux et les hydrocarbures liquides ; l'impact du taux d'équivalence sur le montant de la redevance ; adopté.

— **Déclaration du Gouvernement sur la situation et les perspectives de la sidérurgie française** (n° **2809**) [19 avril 1977] (p. 1916) : la première convention passée entre l'Etat et l'industrie sidérurgique élaborée en 1966 ; les raisons du programme de restructuration ; (p. 1917) : la mise en œuvre des plans Etat-sidérurgie de 1969-1973 et de 1975 ; la crise de 1977 ; l'ampleur des suppressions d'emplois ; indique qu'il rejette l'analyse faite par M. Servan-Schreiber relative à la priorité à donner aux secteurs rentables ; la méthode d'élaboration du plan de redressement de la sidérurgie ; la liberté d'action du patronat : sa confirmation par les déclarations de M. Jacques Ferry ; le rôle des syndicats, du Parlement et des élus des régions lors de l'élaboration des plans ; indique qu'il n'a plus confiance dans les services techniques du ministère de l'Industrie, ni dans les instances syndicales et patronales ; la déviation des décisions qui ont été prises de l'intérêt général ; le cas de l'usine de Thionville ; (p. 1918) : les objectifs d'Usinor ; leurs conséquences pour l'usine de Thionville ; l'absence de rationalité dans les choix d'Usinor ; le sort du plan établi par les services préfectoraux ; la prise en considération de la demande du Premier ministre du maintien du haut fourneau de Thionville ; propose la création d'une commission d'enquête relative à la recherche des responsabilités quant à la situation passée et actuelle ; préconise la création d'une commission spéciale de l'Assemblée nationale chargée de surveiller la mise en place et l'application du programme de redressement de la sidérurgie ; l'association des syndicats de la sidérurgie à l'élaboration du plan ; les caractéristiques du plan de redressement ; le dossier économique des entreprises sidérurgiques ; la renonciation sous conditions par l'Etat de l'obtention des remboursements des prêts consentis à l'industrie sidérurgique ; (p. 1919) : les modalités de financement des investissements nécessaires ; le relèvement des prix des produits sidérurgiques ; les avances d'actionnaires ; la filialisation dans la SPS et la SLPM des productions les plus rentables d'Usinor ; le niveau de la prise de participation de l'Etat nécessaire à la réduction de l'emploi ; la relance des équipements collectifs et productifs ; faire un choix en matière de retraite anticipée ; les mesures mises à la disposition du Gouvernement français pas la CECA ; l'indépendance nationale ; la formation des jeunes ; mettre en œuvre une vaste industrialisation de la région sidérurgique ; rappelle l'amendement voté par l'Assemblée lors de la discussion du VII[e] Plan, sur la création d'unités de production de machines-outils en Lorraine ; l'attitude de la CECA ; (p. 1920) : la nécessité de joindre au plan un calendrier.

— **Proposition de loi, adoptée par le Sénat, n° 261, tendant à compléter l'article 6 de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires en vue de préciser les moyens d'action des commissions d'enquête et de contrôle et de la proposition de loi, n° 1532, tendant à modifier et à compléter l'article 6 de l'ordon-**

nance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires (n°s **261, 1532**). **Discussion générale** [2 juin 1977] (p. 3345) : les souhaits exprimés par la commission d'enquête sur les sociétés pétrolières ; la durée des travaux ; le travail des commissions d'enquête et de contrôle ; la préparation des investigations ; l'étude des résultats ; la proposition du Sénat ; la fixation à cinq ans du délai maximum de réunion des commissions d'enquête ou de contrôle, le problème des moyens des commissions d'enquête ou de contrôle ; l'opposition du secret fiscal ; (p. 3346) : permettre aux commissions d'enquête d'avoir accès aux comptes fiscaux des entreprises ; la faiblesse des moyens matériels alloués aux commissions d'enquête ; l'affectation de fonctionnaires parlementaires ; l'absence de dotations financières; l'opportunité de maintenir ou de supprimer le secret qui pèse sur les travaux des commissions d'enquête ; la nécessité de supprimer le secret des travaux des commissions d'enquête ; les avantages à la publicité des débats des commissions d'enquête ; la garantie du sérieux du travail de la commission ; son amendement tendant à supprimer les dispositions de l'ordonnance de 1958 imposant le secret aux commissions d'enquête. **Discussion de l'article unique. Avant l'Article unique** (p. 3347) : son sous-amendement n° 10 à l'amendement n° 1 de M. Gerbet : fixation à six mois du délai maximum imparti aux commissions d'enquête ou de contrôle ; adopté. **Article unique** (p. 3348) : son amendement n° 11 rectifié : inopposabilité du secret fiscal aux commissions d'enquête et de contrôle ; repoussé ; (p. 3349) : son amendement n° 13 : allocation de crédits de fonctionnement aux commissions d'enquête ou de contrôle par les assemblées intéressées ; retiré ; (p. 3350) : son amendement n° 22 : compétence du bureau en matière de poursuites en cas de non-comparution de témoins ; adopté ; (p. 3352) : son amendement n° 14 : publicité des auditions et des débats des commissions d'enquête ou de contrôle ; la divulgation d'informations dans la presse relatives aux travaux des commissions ; (p. 3354) : les conséquences de la publicité des auditions ; repoussé.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant certaines dispositions de la loi du 29 octobre 1974 relative aux économies d'énergie** (n° **3007**). **Discussion des articles** [28 juin 1977]. **Avant l'Article premier A** (p. 4292) : l'insuffisance des moyens financiers de l'agence ; la satisfaction des objectifs fixés à l'horizon 1985. **Article 2 : Article 3 bis de la loi du 29 octobre 1974** (p. 4296) : les considérations qui doivent présider à l'examen du problème posé par l'existence de contrats d'exploitation de chauffage forfaitaires de longue durée ; les conséquences de la brusque augmentation du prix du pétrole brut ; la remise en question des contrats en cas de bouleversement des conditions économiques générales dans lesquelles ils ont été passés ; la nécessité d'une intervention législative ayant pour objet de permettre une renégociation des contrats ; la mise en difficulté des entreprises de chauffage en cas de bouleversement des contrats en cours ; la trop grande longueur des délais prévus par la commission de la production pour effectuer une renégociation des contrats ; la fixation du délai à trois ans ; (p. 4297) : les objectifs qui recueillent l'unanimité de l'assemblée ; la timidité des gouvernements occidentaux en matière d'économies d'énergie ; (p. 4298) : son amendement n° 55 : fixation à trois ans de la durée restant à courir à compter de la date d'entrée en application de l'article sauf pour les contrats arrivant normalement à expiration à ce délai ; la structure des contrats de chauffe ; la renégociation de certains contrats ; (p. 4299) : l'évolution des conditions de chauffage ; la fixation de la durée à trois ans ; amendement n° 55 adopté ; (p. 4306) : la possibilité d'alléger la rédaction de l'amendement n° 59 du Gouvernement ; (p. 4307) : la renégociation des contrats de fourniture d'EDF par les compagnies pétrolières ; (p. 4311) : son sous-amendement n° 58 à l'amendement n° 27 de M. Guermeur : modification de pure forme ; retiré.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° **3120**).

Deuxième partie :

Industrie, commerce et artisanat. — I. Industrie, rapporteur pour avis [15 novembre 1977] (p. 7419) : la relance charbonnière ; le lancement d'un plan de construction de moteurs et de poids lourds ; la restructuration du secteur des engrais ; les économies d'énergie ; les recommandations de la commission de la production ; le plan calcul ; les perspectives d'emplois dans le secteur de la sidérurgie ; la transparence de l'action du CIASI ; le développement des techniques de centrales calogènes ; améliorer la présentation budgétaire de certains crédits et de certaines subventions ; (p. 7420) : les problèmes industriels et énergétiques ; l'évolution du taux de croissance économique ; le redéploiement industriel ; optimiser l'effort d'investissement ; la concrétisation des programmes d'économie d'énergie ; définir un plan industriel réaliste ; (p. 7431) : la contribution des Français au succès de l'industrie française. **Examen des crédits. — Etat B - Titre IV** (p. 7453) : l'effort à exiger des firmes publiques en matière des critères d'investissement ; les facteurs de relance de l'activité économique de l'Aqui-

taine ; la faiblesse de la fiscalité locale et nationale sur les productions d'hydrocarbures ; l'indexation des redevances ; la concrétisation des études relatives à la réforme des redevances minières sur les hydrocarbures liquides et gazeux. **Etat C - Titre VI** (p. 7454) : son amendement n° 223 : diminution des autorisations de programme et des crédits de paiement ; la suppression des crédits prévus à titre de provisions en cas d'insuffisance des commandes de l'Etat en matériels CII-Honeywell Bull ; la nature de l'opération engagée par l'Etat ; la capacité de contrôle parlementaire sur le déroulement de la convention Etat-CII-Honeywell Bull ; le renforcement des moyens d'action du Gouvernement en faveur du plan « composants » ; les conséquences de la suppression des autorisations de programme et des crédits de paiement ; retiré.

SCHWARTZ (Gilbert)

Député de la Meurthe-et-Moselle (6e circonscription) (C).

Secrétaire de l'Assemblée nationale.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 735).

S'inscrit au groupe communiste [2 avril 1973] (p. 745).

Est élu secrétaire de l'Assemblée nationale [2 avril 1976] (p. 1273).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [5 avril 1973] (p. 755), [2 avril 1974] (p. 1453), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** instituant la **faculté pour certains fonctionnaires de demander, pour une durée limitée à la période validée de leur participation à la Résistance, leur maintien en activité au-delà de la limite d'âge applicable à leur emploi** (n° 331) [10 mai 1973].

— **Proposition de loi** tendant à abaisser **l'âge** d'ouverture du droit à la **retraite** des anciens **déportés et internés** (n° 2328) [26 mai 1976].

— **Proposition de loi** tendant à la reconnaissance du **cancer broncho-pulmonaire** — comme conséquence de la maladie professionnelle du mineur de fer (n° 2490) [9 juillet 1976].

QUESTIONS

• *question au Gouvernement :*

— **Fermeture de la mine de Faulquemont** [23 octobre 1974] (p. 5349).

• *questions orales avec débat de :*

— **MM. Labbé** (n° 14998), **Carpentier** (n° 15162), **Berthelot** (n° 15168), **Bégault** (n° 15297), **Cabanel** (n° 15345) : **Problèmes de l'emploi** [11 décembre 1974] (p. 7706) : la crise en Lorraine ; les demandes d'emploi non satisfaites ; le chômage partiel (arrêt conjoncturel au groupe Sacilor-Sollac) ; comparaison entre le prix des minerais importés et celui de la minette traitée en Lorraine ; (p. 7707) : l'espoir des travailleurs dans le succès du programme commun.

• *question orale sans débat :*

— (n° 18808) : **Rentiers viagers du secteur public** à capital aliéné [7 mai 1975] (p. 2464).

• *questions orales avec débat de :*

— **MM. Boudet** (n° 18971), **Falala** (n° 19360), **Ducoloné** (n° 19428), **Coulais** (n° 19952), **Gau** (n° 19963) : **Problèmes de l'emploi** [4 juin 1975] (p. 3691) : la crise sévissant en Lorraine (arrondissement de Briey) ; la suppression d'emplois dans la sidérurgie ; le chômage partiel ; la diminution de la population dans la région ; construction dans la vallée de la Moselle d'un complexe sidérurgique utilisant du minerai importé.

• *question orale sans débat :*

— (n° 33533) : **Suppressions d'emplois dans la sidérurgie lorraine** [26 novembre 1976] (p. 8769, 8770, 8771) : les mesures à prendre pour développer la production sidérurgique lorraine ; sauvegarder l'indépendance économique de la France et nationaliser la sidérurgie et les mines de fer ; discussion de la proposition de résolution du groupe communiste tendant à créer une commission d'enquête sur les pratiques des sociétés sidérurgiques et l'utilisation des fonds publics qui leur sont accordés.

• *questions au Gouvernement :*

— **Commémoration du 8 mai 1945** [13 avril 1977] (p. 1756) : demande que le 8 mai soit proclamé journée nationale.

— **Fermeture de la mine marchande de Saint-Pierremont** [26 octobre 1977] (p. 6642) : avenir de la sidérurgie lorraine ;

nécessité de nationaliser les mines de fer et la sidérurgie.

— **Fermeture de la mine de Saint-Pierremont à Mancieulles (Meurthe-et-Moselle)** [23 novembre 1977] (p. 7826-7827) : extradition de Barbie et de Touvier ; le minerai de fer extrait dans cette mine reste très compétitif.

— **Moyens en heures complémentaires et en crédits attribués à la faculté de Nancy** [14 décembre 1977] (p. 8704-8705) : nécessité d'assurer la continuité du travail universitaire à Nancy ; demande d'audience de la législation de la faculté.

INTERVENTIONS

1973

— **Déclaration du ministre des anciens combattants et victimes de guerre sur la situation du monde combattant** (n° 281) [10 mai 1973] (p. 1150) : évoque les mesures prises en faveur des déportés politiques ; la situation des anciens internés ; les complications administratives dont ils sont l'objet ; les travaux du groupe de travail créé au ministère des anciens combattants ; problème des patriotes résistant à l'occupation des départements du Rhin et de la Moselle ; leur situation défavorisée sur le plan des pensions d'invalidité ; l'absence d'indemnisation de la part de la République fédérale allemande ; demande si des pourparlers sont en cours avec l'Allemagne : (p. 1151) : évoque les versements effectués par la République démocratique allemande ; demande l'abaissement de l'âge de la retraite pour les rescapés des camps et des prisons, l'amélioration du régime des retraites des rescapés, la possibilité de leur accorder la retraite sans conditions d'âge ; critique la discrimination dont sont victimes les ressortissants du régime en vigueur dans les départements du Rhin et de la Moselle ; évoque la situation des internés et déportés étrangers classés victimes civiles de guerre ; demande que soient reconnus les droits à la qualification de déporté aux patriotes détenus à l'île d'Elbe.

— **Projet de loi relatif au statut des associés d'exploitation et à la modification de l'assurance vieillesse des personnes non salariées agricoles** (n° 198). **Discussion générale** [15 mai 1973] (p. 1254) : situation des aides familiaux ; coût des nouvelles mesures supporté par le chef d'exploitation, difficultés d'application, risques de division tenant à l'adhésion à la convention type départementale ; non-prévision de moyens financiers ; retraite agricole de base ; caractère arbitraire des obligations faites aux associés d'exploitation mariés ; régime du salaire différé ; (p. 1255) : ressources des exploitants familiaux ; amendements déposés par le groupe communiste, représentativité des organisations professionnelles, mesures d'aides aux exploitants familiaux, prise en charge du congé de formation par l'ANDA ; respect de la limite d'âge.

— **Projet de loi relatif au droit de licenciement** (n° 197). **Discussion des articles** [29 mai 1973] : **Article 5** (p. 1617) : **après l'article 24 du code du travail** ; son amendement : modalités de suspension de la mesure de licenciement jusqu'à ce que la juridiction compétente se soit prononcée ; (p. 1618) : **article 24 n du code du travail** : son amendement : garantie contre les licenciements arbitraires ; (p. 1619) ; **article 24 o du code du travail** : son amendement : obligation pour l'employeur d'énoncer dans la lettre recommandée les causes réelles et justifiées du licenciement ; (p. 1620) : **article 24 p du code du travail** : défend son amendement : charge à l'employeur de faire la preuve du bien-fondé du licenciement.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° 646).

Deuxième partie :

Anciens combattants et victimes de guerre [9 novembre 1973] (p. 5529) : rappelle que le plan quadriennal établi par l'UFAC ne ferait que demander un budget comparable à celui d'il y a deux ans ; regrette que ce budget soit vide de dispositions nouvelles ; critique l'absence de solution en faveur des internés, la présomption d'origine des infirmités et du paiement des réparations par l'Allemagne de l'Ouest ; évoque les anciens détenus des forteresses de Huy, de Louvain et de Saint-Gilles ; (p. 5530) : demande une bonification de cinq années pour tous les régimes de retraites professionnelles ; critique le scandale des demandes de remboursement des trop-perçus et le retard apporté dans le paiement des pensions ; indique que le groupe communiste ne votera pas ce budget.

1974

— **Projet de loi relatif à la compensation entre régimes de base de sécurité sociale** (n° 1177). **Discussion des articles** [16 octobre 1974]. **Article premier** (p. 5101) : soutient l'amendement n° 22 de M. Depietri : protection des droits acquis en Alsace-Lorraine ; adopté. **Article 5** (p. 5111) : sur l'article : le groupe communiste votera contre un article qui met à la charge du régime général le déficit du BAPSA entraîné par les insuffisances de la politique agricole.

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° 1180).

Deuxième partie :

Anciens combattants [13 novembre 1974] (p. 6303) : la situation des internés ; les anciens de la forteresse belge d'Huy et de la forteresse de l'île d'Elbe ; statut des survivants du petit village de Xures.

— **Projet de loi relatif aux mesures en faveur des handicapés** (n° 951). **Première lecture. Discussion générale** [13 décembre 1974] (p. 7852) : demande pourquoi un employé sur cinq de l'usine Sacilor est handicapé. **Discussion des articles. Après l'Article 2** (p. 7860) : défend l'amendement n° 6 de M. Berthelot : création d'un département de l'enfance handicapée ; repoussé. **Après l'Article 5** (p. 7870) : défend l'amendement n° 12 de M. Millet : création d'une commission chargée du recensement des besoins quantitatifs et qualitatifs dans le secteur de l'éducation de l'enfance handicapée ; repoussé ; demande l'élaboration d'une nouvelle carte scolaire et le dépôt d'un projet de loi de programme. **Deuxième lecture. Discussion générale** [15 mai 1975] (p. 2716) : l'identité entre le projet soumis à l'Assemblée nationale et celui discuté en décembre 1974 ; les positions du groupe communiste ; (p. 2717) : poser le principe de l'obligation scolaire ; donner au service public de l'éducation nationale la responsabilité de l'éducation des enfants handicapés ; faire prendre en charge par l'Etat l'ensemble du problème des handicapés ; la mise à l'écart des amendements proposés par le groupe communiste ; le texte en discussion : replâtrage d'un système basé sur la charité publique ; l'abstention du groupe communiste.

— **Projet de loi portant extension de certaines dispositions du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre** (n° 1379). **Discussion générale** [16 décembre 1974] (p. 7904) : la ténacité des associations a permis de venir à bout du refus opposé encore par le ministre en octobre 1973 ; accord sur le projet malgré son caractère limité ; nombre réduit de bénéficiaires si l'exigence d'une pension à 85 % est maintenue ; la levée des forclusions est nécessaire.

1975

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1975** (n° 1873). **Discussion générale** [10 septembre 1975] (p. 6161) : attire l'attention du ministre de l'économie et des finances sur les licenciements prévus à Sacilor. **Discussion des articles. Article 3** (p. 6179) : les cadeaux aux trusts de la sidérurgie et l'absence de création d'emplois en Lorraine ; les nouveaux licenciements annoncés par le patronat ; le vote des députés communistes contre l'article 3.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° 1880).

Deuxième partie :

Education [12 novembre 1975] (p. 8206) : les problèmes de la formation professionnelle ; la politique du Gouvernement qui refuse aux jeunes une formation ; l'échec du système de préapprentissage ; la subvention des entreprises par le jeu de la prime à la création d'emplois ; l'insuccès des contrats emploi-formation ; (p. 8207) : la volonté du parti communiste d'aboutir à des réformes véritablement démocratiques.

Economie et finances. — I. Charges communes. Discussion des articles [19 novembre 1975]. **Article 65** (p. 8713) : souhaite que le Gouvernement reprenne à son compte les amendements que l'orateur avait déposés sur cet article et qui tendaient à accorder des avantages aux déportés et aux internés.

— **Articles et articles additionnels non rattachés** [19 novembre 1975]. **Article 60** (p. 8731) : la crise de la sidérurgie lorraine ; les licenciements et le chômage partiel, bilan de l'aide considérable de l'Etat ; le nombre important de personnes touchées par la crise ; créer une commission d'enquête parlementaire chargée d'étudier le fonctionnement des industries sidérurgiques.

1976

— **Projet de loi relatif au développement de la prévention des accidents du travail** (n° 2209). **Discussion des articles** [13 mai 1976]. **Article 2** (p. 2975) : son amendement n° 93 concernant les produits nouveaux ; repoussé.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant diverses mesures de protection sociale de la famille** (n° 2220). **Discussion des articles** [19 mai 1976]. **Article 4** (p. 3219) : défend l'amendement n° 64 de M. Weber allongeant le congé de maternité à vingt semaines ; repoussé ; défend l'amendement n° 66 de M. Weber renforçant la protection de la mère ; repoussé ; (p. 3220) : défend l'amendement n° 69 de Mme Constans tendant à améliorer les conditions des femmes travailleuses en protégeant la mère de toute mesure de licenciement ; repoussé.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° 2524).

Deuxième partie :

Santé publique et action sociale [29 octobre 1976] (p. 7289) : une mauvaise politique

quant à l'action en faveur des familles, des personnes âgées, des handicapés ; les 16 millions de personnes vivant dans un état proche de la pauvreté ; les attaques contre la sécurité sociale ; (p. 7290) : le cri d'alarme lancé par les élus locaux ; la proposition de loi de Mme Gisèle Moreau ; l'étude de l'OCDE sur la situation des personnes âgées en France ; le maintien à domicile ; l'insertion complète des personnes âgées dans la vie sociale ; les handicapés ; l'allocation aux handicapés adultes ; les travailleuses familiales, leur nombre et leur formation.

1977

— **Projet de loi modifiant la loi du 13 décembre 1926 portant code du travail maritime en ce qui concerne la résiliation du contrat d'engagement** (n° 2387). **Discussion des articles** [7 avril 1977]. **Article 3 : Article 102-2 du code du travail maritime** (p. 1618) : son amendement n° 36 : réduction de la durée d'embarquement à quatre mois ; repoussé.

— **Déclaration du Gouvernement sur la situation et les perspectives de la sidérurgie française** (n° 2809) [19 avril 1977] (p. 1924) : la prévision de suppression d'emplois à l'usine de la Chiers-Longwy, les déclarations du PDG de la Chiers dans le journal Entreprise ; la liquidation de l'usine Sacilor Orne Amont d'Homécourt-Jœuf ; la promesse d'une aciérie à l'oxygène à Longwy ; la suppression d'emplois à l'usine de Rehon du groupe Cockerill ; la fermeture d'installations au Luxembourg, en Belgique et dans la Sarre ; (p. 1925) : la retraite mensuelle d'un mineur de surface ; les prévisions de production des mines de fer envisagées par la chambre syndicale ; la différence d'indemnisation du chômage dans les mines et la sidérurgie ; le métier de mineur ; les gaspillages du gisement lorrain ; la charge financière des nationalisations ; la consultation populaire organisée par le parti communiste en Lorraine ; les achats de mines étrangères par les groupes industriels français.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° 3120). **Discussion générale** [12 octobre 1977] (p. 6090) : les proportions dramatiques atteintes par le chômage ; la responsabilité du CNPF et du Gouvernement en matière d'emploi ; l'évolution du nombre des mineurs de fer ; la crise de la Lorraine ; le démantèlement de l'industrie notamment du secteur de la machine-outil ; les investissements des sociétés françaises aux Etats-Unis et à l'étranger ; (p. 6091) : le subventionnement de l'industrie sidérurgique ; la lutte impitoyable pour le profit ; la lutte contre le chômage.

Deuxième partie :

Education [27 octobre 1977] (p. 6731) : la gratuité scolaire ; l'augmentation de l'allocation de rentrée ; la faiblesse de l'augmentation des crédits affectés aux bourses ; les crédits affectés aux transports scolaires ; (p. 6732) : la charge représentée par les transports scolaires pour les collectivités locales ; l'action des municipalités communistes ; la proposition du parti communiste français ; la lutte contre les inégalités sociales ; l'application du programme commun ; le coût des mesures proposées ; leur financement.

Anciens combattants [28 octobre 1977] (p. 6806) : la loi du 12 juillet 1977 relative aux pensions d'invalidité des anciens déportés et internés ; l'exclusion des patriotes résistants à l'occupation du bénéfice de la loi ; la non-publication des décrets d'application de la loi relative aux professions libérales, commerçants et artisans ; la révision des taux de pension d'invalidité ; la commémoration du 8 mai 1945 ; la mansuétude dont bénéficient les criminels hitlériens et leurs complices de nationalité française ; la montée du néo-nazisme ; (p. 6807) : l'information des Français sur le bilan du nazisme ; la recrudescence des attentats terroristes.

Mme SCRIVENER (Christiane)

Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie et des finances (consommation) du 12 janvier 1976 au 25 août 1976, du 27 août 1976 au 29 mars 1977, du 1er avril 1977 au 31 mars 1978.

Est nommée secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie et des finances (consommation) (Gouvernement Chirac). Décret du 12 janvier 1976 [*J.O.* du 13 janvier 1976] (p. 395).

Il est mis fin à ses fonctions de secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie et des finances (consommation) (Gouvernement Chirac). Décret du 25 août 1976 [*J.O.* du 26 août 1976] (p. 5116).

Est nommée secrétaire d'Etat auprès du ministre délégué à l'économie et aux finances (consommation) (1er Gouvernement Barre). Décret du 27 août 1976. [*J.O.* du 28 août 1976] (p. 5196).

Il est mis fin à ses fonctions de secrétaire d'Etat auprès du ministre délégué à l'économie et aux finances (consommation) (1er Gouvernement Barre). Décret du 29 mars 1977 [*J.O.* du 30 mars 1977] (p. 1741).

Est nommée secrétaire d'Etat auprès du ministre délégué à l'économie et aux finances (consommation) (2e Gouvernement Barre). Décret du 1er avril 1977 [*J.O.* du 2 avril 1977] (p. 1852).

Il est mis fin à ses fonctions de secrétaire d'Etat auprès du ministre délégué à l'économie et aux finances (consommation) (2e Gouvernement Barre). Décret du 31 mars 1978. [*J.O.* du 1er avril 1978] (p. 1407).

QUESTIONS

Réponses en qualité de secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie et des finances (consommation) :

• *aux questions orales sans débat de :*

— **M. Mermaz** (n° 27620) : **Situation du groupe Rhône-Poulenc** [23 avril 1976] (p. 2132) : les mesures prises par le Gouvernement pour limiter, pour les travailleurs, les conséquences de la politique de restructuration industrielle.

— **M. Hamel** (n° 27778) : **Crédit aux petites et moyennes entreprises** [23 avril 1976] (p. 2134) : l'effet favorable de l'augmentation de la masse monétaire sur la trésorerie des entreprises ; le maintien de l'encadrement du crédit selon certaines normes.

— **M. Charles Bignon** (n° 28073) : **Encadrement du crédit au Crédit agricole** [23 avril 1976] (p. 2135) : les mesures prises pour assurer le financement des récoltes et les prêts aux victimes des calamités agricoles.

— **M. Riquin** (n° 29138) : **Association de jeunes Francais à la construction de l'Europe** [21 mai 1976] (p. 3388) : les modes de représentation du secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports, au centre européen de la jeunesse et au conseil de coopération culturelle de l'Europe ; leur financement par le Conseil de l'Europe.

— **M. Alain Bonnet** (n° 29061) : **Indexation de l'épargne** [21 mai 1976] (p. 3388, 3389) : l'indexation, fausse protection des épargnants, entraînerait l'indexation des prêts et le renforcement des tensions inflationnistes ; la protection de l'épargne passe par une réduction de l'inflation ; la volonté du Gouvernement d'assurer à l'épargne stable une rémunération satisfaisante.

— **M. Vauclair** (n° 29864) : **Egalité fiscale entre les commercants, les artisans et les salariés** [25 juin 1976] (p. 4725) : l'application de la loi du 17 décembre 1973 ; les mesures prises pour parvenir à une meilleure connaissance des revenus des différents groupes professionnels ; le rôle des centres de gestion agréés.

• *aux questions au Gouvernement de :*

— **M. Gau : Approvisionnement en sucre** [13 octobre 1976] (p. 6549) : la production française étant excédentaire et la production mondiale pléthorique, la pénurie et la hausse des prix ne sont pas à craindre.

— **M. Gaudin : Mutations d'auxiliaires** [24 novembre 1976] (p. 8638) : mutations d'auxiliaires des services fiscaux du Var ; leur reclassement dans des départements voisins.

— **M. Raymond : Taxe professionnelle et taxe d'habitation** [24 novembre 1976] (p. 8639) : instructions données aux services fiscaux pour atténuer les conséquences des réformes accomplies.

• *aux questions orales sans débat de :*

— **M. Bolo** (n° 33537) : **Révision des prix des marchés publics** [3 décembre 1976] (p. 8996) : application aux marchés de construction de logements et d'équipements collectifs de la loi n° 57-908 du 7 août 1957 et de l'arrêté du 22 septembre 1976.

— **M. Bégault** (n° 33768) : **Concierges des sociétés de loisirs** [3 décembre 1976] (p. 8997) : les conditions particulières de leur activité ; la convention collective ou l'accord d'établissement, ou le contrat de travail constitue le meilleur cadre pour définir leurs droits.

— **M. Gantier** (n° 33936) : **Assurance des dommages subis par les proches parents transportés** [10 décembre 1976] (p. 9244) : étude d'une nouvelle formule de couverture de la responsabilité du conducteur à l'égard des membres de sa famille, proposée aux automobilistes début 1977.

— **M. Chinaud** (n° 33937) : **Forfait fiscal des médecins** [10 décembre 1976] (p. 9245) : le Gouvernement entend développer le régime du bénéfice réel ; les facilités des médecins conventionnés pour la tenue de leur comptabilité et l'évaluation de leurs dépenses protoire de l'origine des articles importés.
fessionnelles.

— **M. Mauger** (n° 37384) : **Concurrence étrangère dans l'industrie de l'habillement** [29 avril 1977] (p. 2344) : le renforcement des contrôles de douane ; la jurisprudence constante de la cour de justice de Luxembourg interdit de faire obstacle aux importations de produits provenant de pays membres de la CEE quelle que soit l'origine de ces produits ; les problèmes posés par le marquage obligatoire.

— **M. Richard** (n° **37509**) : **Difficultés rencontrées par les viticulteurs du Val-de-Loire** [29 avril 1977] (p. 2346) : les vins blancs du Val-de-Loire bénéficient d'un taux réduit de 7 % : intérêt économique de la réglementation en vigueur.

• *à la question au Gouvernement de :*

— **M. Gantier : Publicité mensongère** [25 mai 1977] (p. 3004) : effets insuffisamment dissuasifs de la loi sur la publicité mensongère; renforcer les sanctions prévues.

• *aux questions orales sans débat de :*

— **M. Dronne** (n° **38635**) : **Œuvres de l'enfance française d'Indochine** [17 juin 1977] (p. 3968) : l'action de la fédération des œuvres de l'enfance française d'Indochine (FO EFI) : la réduction progressive de son activité depuis 1972 ; la suppression de l'aide financière de l'Etat.

— **M. Mauger** (n° **38379**) : **Conséquences de l'augmentation du prix du café** [17 juin 1977] (p. 3969) : le relèvement autorisé du prix de la taxe de café ; la compensation s'établissant entre les prix réglementés des boissons pilotes et les prix non contrôlés des autres boissons ; recevra les représentants des cafetiers et des limonadiers.

— **M. Deniau** (n° **38935**) : **Opération « boîte postale 5000 »** [17 juin 1977] (p. 3970, 3971) : bilan de l'opération (connaissance des problèmes des consommateurs) ; extension de l'opération à d'autres départements ; publication des principales questions d'intérêt général.

— **M. Bertrand Denis** (n° **38934**) : **Cadastres ruraux** [24 juin 1977] (p. 4214) : mesures prises pour combler les retards pris dans la mise à jour des cadastres ruraux ; intérêt porté par le Gouvernement au service du cadastre ; son rôle essentiel pour les collectivités locales.

— **M. Pidjot** (n° **39161**) : **Imposition des retraités en Nouvelle-Calédonie** [24 juin 1977] (p. 4215) : la loi du 29 décembre 1976 n'est pas applicable aux territoires d'outre-mer ; respect de la compétence fiscale de l'assemblée territoriale de la Nouvelle-Calédonie.

— **M. Baumel** (n° **39120**) : **Difficultés des services des postes dans les Hauts-de-Seine** [24 juin 1977] (p. 4216) : augmentation des effectifs ; effort d'investissement postal réalisé dans la région parisienne et sur le plan national.

— **M. Ginoux** (n° **41216**) : **Situation des rentiers-viagers de la caisse nationale de prévoyance** [7 octobre 1977] (p. 6016, 6017, 6018) : l'effort du Gouvernement en faveur des rentiers-viagers ; l'augmentation des crédits budgétaires consacrés à la revalorisation des rentes viagères entre 1972 et 1977.

INTERVENTIONS

1976

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° 2524).

Deuxième partie :

Economie et finances. — II. Services financiers [20 novembre 1976] (p. 8486) : l'INC ; les associations de consommateurs : les crédits affectés à ces organismes ; les traiter comme des partenaires.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant les règles de territorialité et les conditions d'imposition des Français de l'étranger ainsi que des autres personnes non domiciliées en France** (n° **2550**). **Deuxième lecture. Discussion des articles** [18 décembre 1976]. **Article 7** (p. 9692) : s'en remet à la sagesse de l'Assemblée sur l'amendement n° 1 de M. Mario Bénard. **Article 9** : les deux rectifications matérielles devant être apportées à l'article 9. **Article 11** : est favorable à l'amendement n° 2 de M. Mario Bénard. **Article 13** (p. 9693) : l'article 13 permettant la lutte contre la fraude fiscale ; la nécessité pour les associations d'indiquer leurs objectifs dans leurs statuts. **Commission mixte paritaire** [20 décembre 1976] (p. 9762) : un texte cohérent et équitable.

1977

— **Projet de loi relatif au contrôle de la concentration économique et à la répression des ententes illicites et des abus de position dominante** (n° 2388). **Lettre rectificative** (n° **2754**). **Première lecture. Discussion générale** [9 juin 1977] (p. 3614) : les quatre objectifs essentiels du Gouvernement ; le respect d'une concurrence saine et loyale sur les marchés ; le dispositif de l'ordonnance n° 45-1483 du 30 juin 1945 ; le rôle dévolu à la commission technique des ententes et des positions dominantes ; (p. 3615) : la nécessité de compléter la politique industrielle conduite au cours de ces dernières années ; l'amélioration de la protection des consommateurs ; la lutte contre les causes structurelles de l'inflation ; le niveau des prix ; la restriction artificielle du volume de biens offerts sur les marchés nationaux ; les mesures prévues pour atteindre ces objectifs ; la création d'une commission de la concurrence; les compétences élargies de cette commission ; faire en sorte qu'elle soit dotée d'une autorité indiscutable ; sa composition ; la désignation de son président ; le recours au concours des services de la direction générale de la concurrence

et des prix ; sa constitution en sections ; la saisine de la commission par des organisations diverses ; la compétence de son président ; le caractère non juridictionnel de cette commission ; la mise en œuvre d'un système de contrôle et de concentration économique ; (p. 3616) : la sélectivité de ce système ; le champ d'application du contrôle ; l'établissement d'un bilan entre les inconvénients de la concentration sur le plan de la concurrence et les avantages sur le plan économique général et sur le plan social ; la souplesse du système ; la déclaration d'intention ; la demande d'avis à la commission de la concurrence ; l'intervention des décisions ministérielles après la production d'observations par les intéressés ; le contrôle du juge administratif ; l'aménagement par le projet de loi du système de sanctions actuellement en vigueur ; le pouvoir de sanction du ministre ; la mise en place d'une procédure allégée destinée à combattre les ententes de moindre importance ; les droits de la défense ; la communication des rapports aux parties ; la possibilité de recours de pleine juridiction devant le Conseil d'Etat ; la réparation des dommages causés à des tiers à la suite d'ententes illicites ou d'abus de position dominante ; (p. 3624) : l'efficacité du projet de loi ; les modalités d'achat d'une paire de chaussures dans les pays de l'Est ; l'effort de réforme structurelle ; l'article 419 du code pénal ; l'élévation du niveau de vie moyen des Français ; l'examen des ententes par la commission de la concurrence et le ministère de l'économie et des finances quel que soit le territoire sur lequel elles ont été formées ; la mise en garde par le ministre des compagnies maritimes étrangères officiant à la Réunion ; les conséquences des déclarations obligatoires et préalables des concentrations ; l'adéquation du caractère administratif des sanctions. **Discussion des articles. Avant l'Article premier** (p. 3627) : l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 1 de M. Le Theule. **Article premier** : accepte l'amendement n° 2 de M. Le Theule. **Après l'Article premier** (p. 3628) : l'avis défavorable du Gouvernement sur le sous-amendement n° 74 de M. Poperen ; les modifications apportées par l'amendement n° 3 de M. Le Theule à la présidence de la commission ; la liberté du choix du Gouvernement en matière de désignation du président de la commission ; la fermeté de la position du Gouvernement sur le nombre des commissaires ; l'efficacité et la compétence de la commission ; (p. 3629) : son sous-amendement : fixation du nombre des commissaires à huit ; adopté ; propose un texte se substituant à l'amendement n° 4 de M. Le Theule ; l'accord du Gouvernement sur les quatrième et cinquième alinéas de l'amendement n° 3 de M. Le Theule ; son sous-amendement au dernier alinéa de l'amendement n° 3 de M. Le Theule : caractère plein des emplois de président, de rapporteur général et de certains rapporteurs ; adopté ; (p. 3630) : son amendement : institution de suppléants des membres de la commission et composition des sections de la commission ; adopté. **Article 2** (p. 3631) : l'amélioration de la rédaction de l'article 2 constituée par l'amendement n° 5 de M. Le Theule (p. 3632) : le rejet par le Gouvernement des sous-amendements n[os] 75 et 76 de M. Poperen ; les conditions de détermination des atteintes à la concurrence ; le caractère trop restrictif du sous-amendement n° 39 de M. Gantier. **Article 3** (p. 3633) : l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 6 de M. Le Theule. **Article 4** : accepte l'amendement n° 7 de M. Le Theule. **Article 5** : est favorable à l'amendement n° 8 de M. Le Theule. **Avant l'Article 6** (p. 3634) : accepte le premier alinéa de l'amendement n° 10 de M. Le Theule ; l'information par le ministre chargé de l'économie du président de la commission des recherches entreprises et des résultats obtenus ; son sous-amendement n° 49 : initiatives du président de la commission et du ministre chargé de l'économie en matière de recherche et l'existence de conventions visées à l'article 3 de la loi par les entreprises ; l'acceptation par le Gouvernement du sous-amendement n° 51 de M. Le Theule ; devenu sans objet ; le rejet par le Gouvernement de l'amendement n° 57 de M. Poperen. **Article 7** (p. 3635) : partage l'avis de la commission sur l'amendement n° 59 de M. Poperen ; accepte l'amendement n° 11 de M. Le Theule. **Article 8** : l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 12 de M. Le Theule ; son amendement n° 50 : conditions de communication aux parties intéressées des rapports et des éléments d'information au vu desquels la commission est appelée à se prononcer ; la nature de la rédaction du Gouvernement ; adopté. **Article 9** (p. 3636) : éviter de lier le ministre dans ses décisions en ce qui concerne les injonctions ; l'opposition du Gouvernement à la modification rédactionnelle proposée par M. Le Theule dans son amendement n° 15 ; (p. 3737) : le refus par le Gouvernement du sous-amendement n° 40 dans la nouvelle rédaction de M. Gantier ; la prise en compte par la commission de la concurrence du moment où la concentration aura eu lieu ; le respect par les ministres de l'avis de la commission en matière de politique industrielle. **Article 10** : l'accord du Gouvernement sur les amendements n° 16 de M. Le Theule et n° 61 de M. Poperen. **Après l'Article 10** (p. 3638) : l'intérêt du contrôle de la croissance interne des entreprises. **Avant l'Article 11** : l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 17 de M. Le Theule. **Article 11** : accepte les amendements n° 18 de M. Le Theule et n° 63 de M. Poperen.

Article 12 : accepte les amendements n° 19 de M. Le Theule et n° 64 de M. Poperen. **Article 13** (p. 3639) : l'accord du Gouvernement sur les amendements n° 20 de M. Le Theule et n° 65 de M. Poperen. **Avant l'Article 14** : accepte l'amendement n° 21 de M. Le Theule. **Article 14** : son accord sur l'amendement n° 22 de M. Le Theule. **Article 15** : l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 23 de M. Le Theule. **Article 16** : accepte l'amendement n° 24 de M. Le Theule. **Après l'Article 16** (p. 3640) : l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 25 de M. Le Theule ; la publication d'un rapport annuel par la commission de la concurrence. **Avant l'Article 17** : l'avis défavorable du Gouvernement sur l'amendement n° 68 de M. Poperen ; (p. 3641) : le rejet par le Gouvernement de l'amendement n° 69 de M. Poperen: l'opposition du Gouvernement à l'amendement n° 70 de M. Poperen. **Article 20** (p. 3642) : l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 26 de M. Le Theule ; accepte l'amendement n° 27 de M. Le Theule ; le caractère dérogatoire aux règles générales du droit commun de l'amendement n° 28 de M. Le Theule. **Après l'Article 20** (p. 3643) : l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 29 de M. Le Theule. **Article 21 : Article 53 de l'ordonnance n° 45-1483 du 30 juin 1945** (p. 3644) : les conditions de publication des décisions ministérielles ; l'opposition du Gouvernement à l'amendement n° 45 de M. Papon. **Article 54 de l'ordonnance n° 1483 du 30 juin 1945** : l'acceptation par le Gouvernement de l'amendement n° 30 de M. Le Theule ; l'avis favorable du Gouvernement sur l'amendement n° 31 de M. Le Theule ; l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 32 de M. Le Theule. **Article 55 de l'ordonnance n° 45-1483 du 30 juin 1945** (p. 3645) : la non-opposition du Gouvernement à l'amendement n° 33 de M. Le Theule. **Article 56 de l'ordonnance n° 45-1483 du 30 juin 1945** : l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 34 de M. Le Theule. **Article 58 de l'ordonnance n° 45-1438 du 30 juin 1945** : l'acceptation par le Gouvernement de l'amendement n° 35 de M. Le Theule. **Article 59 de l'ordonnance n° 45-1483 du 30 juin 1945** (p. 3646) : le rejet par le Gouvernement de l'amendement n° 43 rectifié de M. Gantier ; le champ d'application de l'article 419-2° du code pénal ; les problèmes posés par les amendements n^{os} 46 et 47. **Article 22** (p. 3647) : l'avis favorable du Gouvernement sur l'amendement n° 36 de M. Le Theule ; l'opposition du garde des sceaux à l'amendement n° 37 de M. Le Theule. **Après l'Article 23** (p. 3648) : la non-rétroactivité de la loi ; l'empiètement sur les prérogatives du juge pénal. **Commission mixte paritaire** [30 juin 1977] (p. 4521) : les amendements déposés par le Gouvernement ; le problème de la composition et du fonctionnement de la commission de la concurrence ; la rédaction de l'article 59 de l'ordonnance du 30 juin 1945 ; la suppression de l'article 59 *bis* introduit par la commission mixte paritaire ; (p. 3637) : le refus par le Gouvernement du et rôle de la commission de la concurrence ; (p. 4525) : amendement n° 1 adopté ; son amendement n° 5 : exercice de l'action publique et de l'action civile en cas de transmission du dossier au parquet en application du sixième alinéa de l'article 52 de l'ordonnance du 30 juin 1945 ; adopté ; son amendement n° 3 : suppression du texte proposé pour l'article 59 *bis* de l'ordonnance du 30 juin 1945 ; adopté.

— **Projet de loi modifiant la loi du 16 mai 1941 relative à l'organisation de la Cour des comptes** (n° 2935). **Discussion générale** [16 juin 1977] (p. 3852) ; la loi du 16 mai 1941 ; les conditions d'accès à la Cour des comptes par le tour extérieur ; la mise à jour des textes statutaires de la Cour des comptes ; les inconvénients de l'établissement d'une liste limitative de corps de fonctionnaires auxquels serait réservé le tour extérieur ; demande à l'Assemblée de substituer à l'amendement de la commission des lois un nouvel amendement. **Discussion de l'Article unique** (p. 3853) : la possibilité de nommer au tour extérieur des contractuels de la Cour des comptes ; se déclare favorable au sous-amendement n° 4 de M. Pierre Joxe à l'amendement n° 3 de M. Foyer ; son amendement n° 5 : diplômes nécessaires à la nomination de conseiller référendaire de deuxième classe ; devenu sans objet ; (p. 3854) : l'avis défavorable du Gouvernement sur l'amendement n° 2 de M. Pierre Joxe.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'information et à la protection des consommateurs dans le domaine des opérations de crédit** (n° 2547). **Première lecture. Discussion générale** [6 octobre 1977] (p. 5920) : les mesures législatives et réglementaires de protection du consommateur ; la vulnérabilité des consommateurs ; les caractéristiques du projet de loi ; l'étendue de son champ d'application ; l'exclusion du crédit immobilier de son domaine d'application ; l'exclusion des opérations de crédit faites par des non-professionnels ; les objectifs fondamentaux du projet de loi ; l'information des consommateurs ; la mise en place d'un délai de réflexion de sept jours ; l'établissement d'un lien juridique entre contrat de vente et contrat de prêt ; (p. 5921) : la protection des consommateurs contre certaines pénalités excessives ; les interrogations exprimées à propos du projet ; la concertation menée entre le Gouvernement et la commission ; la possibilité de réduction du délai de réflexion ; le développe-

ment du crédit à la consommation ; l'endettement des ménages ; l'apparition de nouvelles formules de crédit ; (p. 5928) : le rôle « actif » du consommateur ; la consultation des organisations de consommateurs lors de l'élaboration du projet de loi et de la mise au point des décrets d'application ; la protection de l'information du consommateur ; la généralisation de l'opération « boîte postale 5000 » ; le dépôt d'un projet de loi sur le crédit immobilier ; « l'assistance » du consommateur ; la position du Gouvernement sur les contrats-types ; (p. 5929) : la durée du délai de réflexion ; l'absence de délai de réflexion en cas d'opérations de crédit immobilier ; l'opposition du Gouvernement à l'introduction d'un article additionnel à l'article 4 *ter* ; l'accès à la justice des justiciables disposant de ressources modestes. **Motion de renvoi en commission** : la soumission des contrats de prêt au droit de timbre ; l'interprétation libérale du texte de l'article 199 du code général des impôts ; l'exonération du droit de timbre du contrat de prêt en raison de son caractère accessoire par rapport au contrat de vente. **Discussion des articles. Article premier A** (p. 5929) : le souhait du Gouvernement de voir maintenu l'article 1er A. **Article premier** (p. 5930) : l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 69 de M. Burckel ; son opposition aux amendements n° 5 de M. Huguet et n° 50 de M. Forni. **Article premier** *bis* (p. 5931) : le triple objet des amendements n° 6 de M. Huguet et n° 51 de M. Forni ; l'opposition du Gouvernement à ces amendements ; l'accord du Gouvernement sur les amendements n° 70 et n° 71 de M. Burckel ; l'opposition du Gouvernement à l'amendement n° 18 de M. Kalinsky ; (p. 5932) : l'opposition du Gouvernement à l'amendement n° 134 de M. Huguet ; son amendement n° 108 : opérations de crédit immobilier exclues du champ d'application de la loi ; l'opposition du Gouvernement à l'amendement n° 19 de Mme Constans ; (p. 5933) : l'opposition du Gouvernement au sous-amendement n° 129 de M. Burckel à l'amendement n° 108 du Gouvernement ; amendement n° 108 adopté. **Article 2 A** : l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 73 de M. Burckel ; son opposition au sous-amendement n° 126 de M. Charles Bignon et n° 101 de M. Villa. **Article 2** (p. 5934) : l'opposition du Gouvernement au sous-amendement n° 122 de M. Darinot à l'amendement n° 74 de M. Burckel ; (p. 5935) : l'opposition du Gouvernement au sous-amendement n° 113 de M. Darinot à l'amendement n° 74 de M. Burckel ; (p. 5936) : l'opposition du Gouvernement aux sous-amendements n° 102 de M. Villa et n° 136 de M. Ferretti à l'amendement n° 74 de M. Burckel ; l'avis favorable du Gouvernement sur l'amendement n° 74 de M. Burckel. **Article 2** *ter* : l'opposition du caractère superfétatoire de l'amendement n° 20 de M. Kalinsky. **Article 2** *bis* : l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 75 de M. Burckel. **Après l'Article 2** (p. 5941) : le Gouvernement aux amendements n° 76 de M. Burckel et n° 25 de M. Ferretti. **Article 4 A** : l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 77 de M. Burckel. **Article 4** (p. 5942) : l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 78 de M. Burckel; (p. 5943) : l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 79 de M. Burckel. **Article 4** *bis* (p. 5947) : les motifs qui ont inspiré l'amendement n° 81 de M. Burckel ; l'augmentation du coût du crédit en cas d'assurance obligatoire ; les risques de fraude existant au regard des exemptions prévues ; le développement d'un état d'esprit de responsabilité ; l'hostilité du Gouvernement à l'adoption de l'amendement n° 81 de M. Burckel ; son accord sur l'amendement n° 138 de M. Foyer sous-amendé par le sous-amendement n° 139 de M. Huguet ; l'opposition du Gouvernement aux sous-amendements n° 133 de M. Kalinsky, n° 114 de M. Darinot et n° 131 de M. Bérard. **Article 5** (p. 5948) : son sous-amendement n° 110 à l'amendement n° 82 de M. Burckel : application des dispositions de l'amendement lorsque l'offre préalable mentionne le bien ou la prestation des services financés ; adopté ; l'opposition du Gouvernement à l'amendement n° 21 de M. Maisonnat ; (p. 5949) : l'accord du Gouvernement sur le sous-amendement n° 83 de M. Burckel et l'amendement n° 26 de M. Ferretti. **Après l'Article 5** : l'accord du Gouvernement sur le sous-amendement n° 84 de M. Burckel et l'amendement n° 27 de M. Ferretti. **Article 6** (p. 5951) : l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 85 de M. Burckel ; l'information des consommateurs; la fixation du délai minimal de réflexion ; l'opposition du Gouvernement aux sous-amendements nos 128, 137, 115 et 135 ; son accord sur le sous-amendement n° 125 ; l'opposition du Gouvernement aux sous-amendements relatifs au taux du découvert bancaire. **Après l'Article 6** (p. 5952) : l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 86 de M. Burckel. **Article 7** : l'opposition du Gouvernement aux amendements n° 104 de Mme Constans, n° 13 de M. Huguet et n° 58 de M. Forni ; la réintroduction dans le texte de la référence à l'article 1152 du code civil ; son opposition à l'amendement n° 87 de M. Burckel. **Article 8** (p. 5953) : l'avis défavorable du Gouvernement sur les amendements n° 59 et n° 60 de M. Forni et n° 14 de M. Huguet ; le caractère superfétatoire de l'amendement n° 61 de M. Forni ; demande un scrutin public sur ces amendements. **Article 9** (p. 5954) : l'opposition du Gouvernement aux amendements n° 15 de M. Huguet, n° 62 de M. Forni et au sous-amendement n° 88 de M. Burckel ; demande

au nom du Gouvernement un scrutin public sur les amendements n° 15 et n° 62 ; l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 124 de M. Daillet. **Après l'Article 9** (p. 5955) : l'opposition du Gouvernement à l'amendement n° 23 de M. Villa et à l'amendement n° 106 de M. Kalinsky. **Article 11** : l'opposition du Gouvernement aux amendements n° 116 et n° 117 de M. Darinot et son avis favorable à l'amendement n° 89 de M. Burckel. **Après l'Article 11** (p. 5956) : l'opposition du Gouvernement à l'amendement n° 24 de Mme Constans. **Article 12** : l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 90 de M. Burckel et son opposition à l'amendement n° 119 de M. Darinot ; l'accord du Gouvernement sur les amendements n° 91 de M. Burckel et n° 118 de M. Darinot. **Article 13** : l'accord du Gouvernement sur les amendements n°s 92, 93, 94, 95 et 96 de M. Burckel ; (p. 5957) : le caractère sans objet de l'amendement n° 33 de M. Daillet. **Article 14** : l'opposition du Gouvernement à l'amendement n° 63 de M. Forni. **Article 14** *bis* : l'avis défavorable du Gouvernement sur l'amendement n° 31 de M. Ferretti ; (p. 5958) : le caractère réglementaire de l'amendement n° 16 de M. Huguet ; l'opposition du Gouvernement à l'amendement n° 120 de M. Darinot. **Article 17** : l'opposition du Gouvernement à l'amendement n° 98 de M. Burckel. **Article 19** (p. 5959) : l'acceptation par le Gouvernement de la fixation de la date d'entrée en application de la loi au 1er juillet 1978. **Après l'Article 19** : l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 121 sous réserve de la consultation des assemblées territoriales des TOM. **Titre** : la préférence du Gouvernement pour le titre du projet tel qu'il a été voté par le Sénat ; l'accord du Gouvernement sur le sous-amendement n° 140 de M. Ferretti à l'amendement n° 100 de M. Burckel. **Seconde délibération. Article 2** *ter* (p. 5960) : son amendement n° 1 : interdiction pour tout vendeur ou prestataire de services de faire signer par un même client plusieurs offres préalables ; adopté. **Deuxième lecture. Discussion générale** [8 décembre 1977] (p. 8450) : le vote unanime du projet de loi par l'Assemblée nationale en première lecture ; le caractère rédactionnel des modifications proposées par le Sénat ; le problème posé par le calcul du taux effectif global ; (p. 8451) : l'application du droit de timbre aux contrats. **Discussion des articles. Article premier** (p. 8452) : la protection des consommateurs ; la définition des modèles de contrats de prêts ; demande à l'Assemblée d'adopter l'amendement n° 2 de M. Burckel et demande un scrutin public sur cet amendement ; son opposition aux amendements n° 19 de M. Huguet et n° 10 de M. Dupilet. **Article premier** *bis* (p. 8453) : son amendement n° 17 : modification du montant du SMIG servant de référence à l'exclusion de certains prêts du champ d'application de la loi ; retiré ; s'en remet à la sagesse de l'Assemblée sur l'amendement n° 11 de M. Dupilet ; la distinction entre les petits prêts et les prêts importants ; les inconvénients de l'amendement n° 3 de M. Burckel ; l'opposition du Gouvernement à l'amendement n° 3 de M. Burckel. **Article 2 A** (p. 8454) : les conditions de calcul du taux global ; l'opposition du Gouvernement aux amendements n° 20 de M. Huguet et n° 12 de M. Dupilet ; l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 5 de M. Burckel sous réserve de l'adoption du sous-amendement n° 14 de M. Bignon ; demande un scrutin public sur l'amendement n° 20 de M. Huguet. **Article 2** (p. 8455) : l'opposition du Gouvernement à l'amendement n° 21 de M. Huguet ; demande un scrutin public sur cet amendement ; reprend l'amendement n° 16 de M. Bignon : modification rédactionnelle ; la reprise par le Gouvernement de l'amendement n° 15 de M. Bignon ; amendement n° 15 adopté ; l'hostilité du Gouvernement à l'amendement n° 13 de M. Dupilet ; l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 6 de M. Burckel sous réserve de l'adoption de l'amendement n° 16 ; l'opposition du Gouvernement à l'amendement n° 6 de M. Burckel; amendement n° 16 adopté ; (p. 8456) : l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 7 de M. Burckel. **Article 6** (p. 8457) : l'unicité du contrat relatif à l'offre de vente et à l'offre de prêt ; l'élaboration de documents adaptés à la vente à domicile par les décrets d'application ; l'opposition du Gouvernement aux amendements n° 1 de M. Boudet, n° 8 de M. Burckel ; l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 9 de M. Burckel. **Après l'Article 6** : son amendement n° 18 : soumission du seul exemplaire conservé par le prêteur au droit de timbre de dimension ; adopté. **Seconde délibération. Article 2 A** (p. 8458) : son amendement n° 1 : modalités de publicité du taux du crédit, des perceptions forfaitaires par dossier et par échéance ; adopté par scrutin public. **Commission mixte paritaire** [20 décembre 1977] (p. 9080) : l'accord sans réserve du Gouvernement sur le texte proposé par la CMP; la réintroduction des prêts personnels dans le champ d'application du projet ; le taux effectif global ; l'inapplication du droit de timbre à tous les exemplaires du contrat de prêt de moins de trois mois.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° 3120).

Deuxième partie :

Economie et finances. — II. Services financiers [18 novembre 1977] (p. 7722) : la politique gouvernementale de consommation ; le

PAP n° 18 ; les crédits affectés à l'INC ; les créations d'emplois ; la concertation qui préside à la politique de consommation ; l'expérience des « boîtes postales 5000 » ; la non-réalisation du PAP relatif au recrutement d'assistants techniques de la consommation ; la composition du conseil d'administration de l'INC ; l'entrée des syndicats au conseil national de la consommation ; l'aide aux consommateurs ; le conventionnement des subventions accordées aux associations de consommateurs ; les types de crédits accordés ; le marché conclu avec FR 3 relatif à la réalisation d'émissions de télévision des unions régionales ; (p. 7723) : l'opération « boîte postale 5000 ».

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, sur la protection et l'information des consommateurs** (n° **3154**). **Première lecture. Discussion générale** [8 décembre 1977] (p. 8460) : les objectifs du projet de loi ; l'amélioration de la liberté de choix des consommateurs ; leur information ; la dimension européenne de la consommation ; (p. 8461) : introduire plus de clarté dans les textes intervenus en matière de consommation ; la protection de la santé et de la sécurité des consommateurs ; le refus de tout interventionnisme inutile ; la réalisation des consultations nécessaires ; le système proposé ; l'amélioration de la loi du 1er août 1905 relative à la répression des fraudes ; son extension aux prestations de services ; la définition du délit de fraude ; la qualification des produits industriels ou agricoles ; les certificats de qualification ; les labels agricoles ; les raisons d'une distinction selon la nature des secteurs ; les raisons motivant la non-imposition dans tous les cas d'un niveau de qualité ; les garanties présentées par les certificats de qualification ; l'élimination des clauses abusives ; (p. 8462) : les conséquences du développement des clauses abusives ; le dispositif du système d'élimination des clauses abusives ; la mise en place d'une commission chargée de prévenir le développement des clauses abusives ; la publicité mensongère ; l'amélioration des dispositions de la loi du 27 décembre 1973 ; la politique de consommation menée par le Gouvernement ; (p. 8468) : la consultation des associations de consommation lors de l'élaboration du projet de loi ; la politique de consommation du Gouvernement ; (p. 8469) : le développement des associations de consommateurs ; l'application de l'article 28 relatif à la définition de la clause abusive ; la constitutionnalité de l'article 32 ; l'évolution des subventions accordées aux associations de consommateurs ; la représentation majoritaire des consommateurs au sein de l'INC ; les dispositions relatives à la publicité mensongère. **Discussion des articles** [9 décembre 1977] : **Avant l'Article premier** (p. 8550) : la définition des conditions d'exercice du droit à l'information ; l'avis défavorable du Gouvernement sur l'amendement n° 3 de Mme Moreau ; (p. 8551) : l'opposition du Gouvernement à l'amendement n° 4 de Mme Moreau. **Article premier** : les problèmes de constitutionnalité posés par l'amendement n° 44 de M. Bourson ; l'avis favorable du Gouvernement sur l'amendement n° 19 de Mme Crépin ; (p. 8552) : l'aspect extrême du caractère prévisible d'utilisation d'un produit ; l'opposition du Gouvernement au sous-amendement n° 101 de Mme Moreau à l'amendement n° 44 de M. Bourson ; son sous-amendement n° 97 à l'amendement n° 6 de Mme Moreau : fixation par décret des conditions de la publicité des avis ; l'impératif de l'information des consommateurs ; l'avis favorable du Gouvernement sur l'amendement n° 6 de Mme Moreau sous-amendé ; s'engage à publier le décret nécessaire dans les délais les plus rapides ; sous-amendement n° 97 adopté. **Rappel au règlement de M. Mexandeau** (p. 8553) : ne souhaite pas une suspension des travaux ; l'avis de la représentation parlementaire. **Article 2** : le rétablissement de la rédaction initiale de l'article 2 supprimé par le Sénat ; la durée du délai de suspension ; (p. 8554) : se déclare favorable à l'adoption de l'amendement n° 20 de Mme Crépin et défavorable à l'amendement n° 45 de M. Bourson ; son sous-amendement n° 98 à l'amendement n° 20 de Mme Crépin : fixation à un an de la durée du délai de suspension ; adopté. **Article 3** : l'accord du Gouvernement sur les amendements n° 21 de Mme Crépin et n° 46 de M. Bourson. **Article 3 *bis*** : l'avis favorable du Gouvernement sur l'amendement n° 22 de Mme Crépin ; l'opposition du Gouvernement à l'amendement n° 100 de M. Huguet. **Après l'Article 3 *bis*** (p. 8555) : l'opposition du Gouvernement à l'amendement n° 7 rectifié de Mme Moreau ; l'inopportunité de modifier le statut de l'institut national de la consommation ; l'opposition du Gouvernement à l'amendement n° 9 de Mme Moreau. **Article 4** (p. 8556) : la nécessité du maintien de l'application des textes spécifiques relatifs à la protection de la santé. **Après l'Article 4** : demande au rapporteur de retirer l'amendement n° 23 ; son sous-amendement à l'amendement n° 23 de Mme Crépin : publication des avis dans les conditions fixées par décret en Conseil d'Etat ; adopté. **Article 9** (p. 8558) : l'obligation d'indiquer dans la loi les termes de la récidive. **Article 10** : l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 48 de M. Bourson ; l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 49 de M. Bourson. **Article 12** (p. 8559) : la fluctuation des usages commerciaux ; l'avis défavorable du Gouvernement sur les amendements n° 88 de M. Gantier et n° 94 de M. Boudet.

Article 13 (p. 8560) : l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 25 de Mme Crépin ; l'opposition du Gouvernement à l'amendement n° 89 de M. Gantier ; l'application du texte aux appareils conçus pour falsifier ; (p. 8561) : les conditions d'application de la loi de 1905 ; l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 26 de Mme Crépin. **Après l'Article 18** : l'avis favorable du Gouvernement sur l'amendement n° 27 de Mme Crépin. **Avant l'Article 19** : l'opposition du Gouvernement à l'amendement n° 79 de M. Claude Michel. **Article 19** (p. 8562) : l'avis défavorable du Gouvernement sur les amendements n° 51 de M. Bourson et n° 74 de M. Daillet ; sa préférence pour l'expression « certificat de qualification » ; (p. 8563) : faire en sorte que toutes les inscriptions puissent être visées par la loi ; (p. 8564) : la distinction des champs d'application respectifs des certificats de qualification et des labels ; la confusion introduite en cas d'adoption de l'amendement n° 52 de M. Bourson ; l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 28 de Mme Crépin ; l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 29 rectifié de Mme Crépin ; s'en remet à la sagesse de l'Assemblée sur l'amendement n° 53 de M. Bourson ; (p. 8565) : l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 30 de Mme Crépin ; s'en remet à la sagesse de l'Assemblée sur les amendements n° 30 de Mme Crépin, n° 54 rectifié de M. Bourson et n° 11 de Mme Moreau. **Avant l'article 19** (*suite*) (p. 8565) : s'en remet à la sagesse de l'Assemblée sur l'amendement n° 50 de M. Bourson. **Article 20** (p. 8566) : l'accord du Gouvernement sur les amendements n° 31 de Mme Crépin et n° 55 de M. Bourson. **Après l'Article 22** (p. 8567) : l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 33 de Mme Crépin. **Article 23** : l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 34 de Mme Crépin. **Article 23** *ter* : l'avis favorable du Gouvernement à l'amendement n° 35 de Mme Crépin. **Après l'Article 23** *ter* (p. 8568) : les dispositions législatives et réglementaires satisfaisant l'amendement n° 1 de M. Charles Bignon ; l'avis favorable du Gouvernement sur l'amendement n° 36 de Mme Crépin ; l'avis défavorable du Gouvernement sur le sous-amendement n° 56 de M. Bourson à l'amendement n° 1 ; l'atteinte considérable à la concurrence qui résulterait de l'adoption de l'amendement n° 1 ; la pratique du prix d'appel ; le retour aux prix imposés en cas d'adoption éventuelle du sous-amendement n° 56 ; (p. 8569) : l'utilisation éventuelle des dispositions en discussion ; (p. 8570) : demande un scrutin public sur l'amendement n° 1 de M. Bignon et sur le sous-amendement n° 56 de M. Bourson ; [12 décembre 1977] : **Après l'Article 23** *ter* (*suite*) (p. 8586) : son sous-amendement n° 105 à l'amendement n° 1 de M. Bignon : faculté pour les propriétaires de marques de commerce de s'opposer à la diffusion de textes publicitaires utilisant leurs marques lorsque l'utilisation de ces marques vise à tromper le consommateur ou qu'elle est faite de mauvaise foi ; demande la réserve des articles additionnels après l'article 23 *ter* jusqu'à la fin de la discussion des articles ; réservé. **Article 24** (p. 8586, 8587) : l'avis défavorable du Gouvernement sur l'amendement n° 12 rectifié de Mme Moreau ; s'en remet à la sagesse de l'Assemblée sur l'amendement n° 57 de M. Bourson ; les options statutaires offertes aux agents du nouvel établissement public se substituant au laboratoire national d'essais ; l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 113 de M. Foyer. **Article 26** (p. 8588) : empêcher le développement du monopole d'un organisme certificateur ; la précision par chaque organisme certificateur dans sa demande d'agrément du secteur pour lequel il envisage de délivrer des certificats de qualification ; s'en remet à la sagesse de l'Assemblée sur l'amendement n° 58 de M. Bourson. **Article 27** : l'avis favorable du Gouvernement sur l'amendement n° 37 de Mme Crépin. **Article 28-2 de la loi du 5 août 1960** (p. 8589) : l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 38 de Mme Crépin. **Article 28** (p. 8590) : son amendement n° 106 : conditions d'interdiction des clauses abusives ; l'insatisfaisante définition du champ d'application du projet de loi ; le caractère vague de la notion de « clauses abusives » ; la proposition de la mise en place d'une commission des clauses abusives ; l'information et la protection des consommateurs ; (p. 8591) : les délais de parution et de publication des décrets d'application ; (p. 8592) : l'avis favorable du Gouvernement sur les sous-amendements n° 115 et n° 116 de M. Foyer ; s'en remet à la sagesse de l'Assemblée sur le sous-amendement n° 114 de M. Foyer ; l'accord du Gouvernement sur la modification proposée au sous-amendement n° 114 de M. Foyer ; amendement n° 106 modifié adopté. **Avant l'Article 28** (*suite*) : son amendement n° 110 : nouvelle rédaction de l'intitulé du chapitre IV ; adopté. **Article 29** : l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 63 de M. Bourson sous réserve de l'adoption du sous-amendement n° 107 du Gouvernement ; s'en remet à la sagesse de l'Assemblée sur les sous-amendements n° 111 et n° 112 de Mme Crépin ; son sous-amendement n° 107 à l'amendement n° 63 de M. Bourson : institution d'une commission des clauses léonines auprès du ministère de la consommation ; (p. 8593) : l'opposition du Gouvernement aux amendements n° 83 de M. Claude Michel et n° 115 de M. Gouhier ; sous-amendement n° 107 adopté. **Article 30** (p. 8594) : son sous-amendement n° 108 à l'amendement

n° 64 de M. Bourson : dispositions de coordination ; l'avis favorable du Gouvernement sur l'amendement n° 64 de M. Bourson ; adopté. **Article 31** : son sous-amendement n° 109 à l'amendement n° 65 de M. Bourson : dispositions de coordination ; l'avis favorable du Gouvernement à l'amendement n° 65 de M. Bourson ; adopté. **Article 32** (p. 8595) : l'accord du Gouvernement sur les amendements n° 43 de Mme Crépin et n° 66 de M. Bourson. **Article 33** : l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 67 de M. Bourson. **Article 36** (p. 8596) : l'avis défavorable du Gouvernement à l'amendement n° 75 de M. Daillet ; les dispositions de l'amendement n° 69 de M. Bourson ; demande à l'Assemblée de repousser l'amendement n° 69 ; ne pas pénaliser les entreprises de distribution. **Après l'Article 37** (p. 8597) : l'opposition du Gouvernement à l'amendement n° 76 de M. Daillet. **Après l'Article 23** *ter* (*suite*) (p. 8597, 8598) : son sous-amendement n° 105 précédemment réservé : la nécessité de prévoir expressément la tromperie du consommateur ou la mauvaise foi des utilisateurs des marques ; adopté. **Titre** : son amendement n° 99 : modification du titre ; la détermination du champ d'application de la loi ; l'accord du Gouvernement sur la modification rédactionnelle du titre proposée par M. Claudius-Petit ; l'application du texte aux compagnies d'assurances ; amendement n° 99 rectifié adopté. **Seconde délibération. Article 4** : son amendement n° 1 : maintien de l'application des dispositions législatives particulières ; adopté. **Article 20** (p. 8599) : son amendement n° 2 : exclusion des médicaments du champ d'application des dispositions relatives aux certificats de qualification ; adopté. **Deuxième lecture. Discussion générale** [20 décembre 1977] (p. 9082) : les dispositions restant en discussion ; l'élimination des clauses abusives des contrats. **Discussion des articles. Article 9** (p. 9083) : l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 1 de Mme Crépin. **Article 13** : l'avis favorable du Gouvernement sur l'amendement n° 2 de Mme Crépin ; (p. 9084) : l'avis favorable du Gouvernement sur l'amendement n° 11 de M. Maurice Legendre ; la consignation des marchandises suspectes. **Article 24** (p. 9085) : l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 16 de Mme Crépin; l'avis favorable du Gouvernement sur les amendements n° 3 de Mme Crépin et n° 12 de M. Legendre ; la non-diminution du rôle du laboratoire central d'industries électriques. **Article 28** (p. 9086) : l'avis favorable du Gouvernement sur l'amendement n° 5 de Mme Crépin. **Avant l'Article 28** (*suite*) : l'avis favorable du Gouvernement sur l'amendement n° 4 de Mme Crépin. **Article 29** (p. 9087) : l'avis favorable du Gouvernement sur l'amendement n° 6 de Mme Crépin. **Article 30** : l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 7 de Mme Crépin ; l'avis défavorable du Gouvernement sur l'amendement n° **13** de M. Maurice Legendre. **Article 31** : l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 8 de Mme Crépin ; (p. 9088) : l'avis défavorable du Gouvernement sur l'amendement n° 14 de M. Maurice Legendre. **Article 32** : l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 9 de Mme Crépin. **Article 33** : l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 10 de Mme Crépin. **Explications de vote** (p. 9089) : le caractère non monopolistique du laboratoire d'essais. **Commission mixte paritaire** [21 décembre 1977] (p. 9159) : la coopération entre les deux assemblées ; le ralliement du Gouvernement au texte de la CMP.

— **Modification de l'ordre du jour prioritaire** [9 décembre 1977] (p. 8570) : renvoi de la suite de la discussion du projet de loi sur la protection et l'information des consommateurs.

SEGARD (Norbert)

Député du Nord
(1re circonscription)
(App. UDR).

Secrétaire d'Etat au commerce extérieur du 18 juin 1974 au 30 janvier 1975.

Ministre du commerce extérieur du 31 janvier 1975 au 12 janvier 1976.

Secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications du 12 janvier 1976 au 25 août 1976, du 27 août 1976 au 29 mars 1977, du 1er avril 1977 au 31 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 735).

S'apparente au groupe d'union des démocrates pour la République [2 avril 1973] (p. 745).

Est nommé secrétaire d'Etat au commerce extérieur (Gouvernement Chirac). Décret du 8 juin 1974 [*J.O.* du 9 juin 1974] (p. 6179).

Le président de l'Assemblée nationale prend acte de la cessation, le 8 juillet 1974, de son mandat de député [9 juillet 1974] (p. 3405, 3430).

Est nommé ministre du commerce extérieur (Gouvernement Chirac). Décret du 31 janvier 1975 [*J.O.* du 1er février 1975] (p. 1420).

Il est mis fin à ses fonctions de ministre du commerce extérieur (Gouvernement Chirac).

Décret du 12 janvier 1976 [*J.O.* du 13 janvier 1976] (p. 395).

Est nommé secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications (Gouvernement Chirac). Décret du 12 janvier 1976 [*J.O.* du 13 janvier 1976] (p. 395).

Il est mis fin à ses fonctions de secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications (Gouvernement Chirac). Décret du 25 août 1976 [*J.O.* du 26 août 1976].

Est nommé secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications (1er Gouvernement Barre). Décret du 27 août 1976 [*J.O.* du 28 août 1976] (p. 5196).

Il est mis à ses fonctions de secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications (1er Gouvernement Barre). Décret du 29 mars 1977 [*J.O.* du 30 mars 1977] (p. 1741).

Est nommé secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications (2e Gouvernement Barre). Décret du 1er avril 1977 [*J.O.* du 2 avril 1977] (p. 1852).

Il est mis fin à ses fonctions de secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications (2e Gouvernement Barre). Décret du 31 mars 1978 [*J.O.* du 1er avril 1978] (p. 1407).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [5 avril 1973] (p. 755), [2 avril 1974] (p. 1453).

DÉPOTS

En qualité de député :

— **Avis,** présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de **loi de finances pour 1974** (n° 646). — **Tome VIII : Education nationale** (n° **682**) [10 octobre 1973].

QUESTIONS

Réponses en qualité de ministre du commerce extérieur :

• *à la question au Gouvernement de :*

— **M. Jacques Legendre : Investissements français à l'étranger** [12 novembre 1975] (p. 8162) : retard pris par la France en ce qui concerne les investissements dans les pays ne faisant pas partie de l'OCDE ; nécessité de l'investissement industriel à l'étranger, condition du maintien de l'emploi en France.

Réponses en qualité de secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications :

• *à la question orale sans débat de :*

— **M. Lucas** (n° **28275**) : **Orientation pour le développement de l'industrie des télécommunications** [30 avril 1976] (p. 2506, 2507, 2508) : la volonté du Gouvernement de donner la priorité à la recherche française en développant la commutation électronique temporelle ; le programme de recherche du CNET.

• *aux questions au Gouvernement de :*

— **M. Labbé : Sociétés d'équipement téléphonique** [19 mai 1976] (p. 3188, 3189) : la volonté du Gouvernement de doter notre pays d'un téléphone pour tous et au service de tous ; le plan pluriannuel ; le choix de développer le système français à « commutation temporelle » ; la francisation des filiales françaises d'ITT et d'Ericson ; l'Etat ne subventionne aucune société.

— **M. Ollivro : Industrie du téléphone** [23 juin 1976] (p. 4549) : l'ampleur des commandes à passer par les PTT ; la création de plus de 50.000 emplois au cours du VIIe Plan.

— **M. Ollivro : Exportation de matériels téléphoniques et télégraphiques** [8 juin 1977] (p. 3500, 3501) : la forte concurrence s'exerçant dans le secteur ; mesures prises en faveur de cette industrie ; augmentation des carnets de commande des industries téléphoniques et télégraphiques ; exportation de 30 % de la production en 1980 ; déplore la séquestration du ministre grec des PTT lors de sa visite en France d'une usine de matériel téléphonique.

— **M. Josselin : Situation de la société Socotel** [29 juin 1977] (p. 4422) : éventualité d'une modification des structures de Socotel ; situation du laboratoire de Lannion.

— **M. Le Theule : Situation de certains personnels des PTT** [11 octobre 1977] (p. 6039) : les crédits importants consacrés à la mise en place d'équipements de protection ; la réforme du statut des personnels actuellement en discussion entre les ministères intéressés ; les mesures partielles déjà prises en faveur des fonctionnaires en cause.

— **M. Fanton : Exonération de la taxe de raccordement au réseau téléphonique pour les personnes âgées** [26 octobre 1977] (p. 6640) : exonération de la taxe pour les personnes âgées de plus de soixante-cinq ans et relevant du fonds national de solidarité ; application à compter du 1er novembre prochain du mécanisme de priorité dans le branchement.

— **M. Eyraud : Installation du téléphone dans les zones rurales** [14 décembre 1977] (p. 8704) : politique d'égalisation des installations téléphoniques entre les populations ru-

rales et urbaines ; achèvement de l'automatisation en 1978.

INTERVENTIONS

En qualité de député :

1973

— **Déclaration de M. le ministre de l'éducation nationale sur les orientations de la politique de l'éducation nationale** (n° **442**) [5 juin 1973] (p. 1760) : cohérence et efficacité de la politique du Gouvernement, importance des moyens mis en œuvre, sa condamnation de la politisation dans les établissements scolaires ou universitaires ; (p. 1761) : nécessité d'expliquer la finalité de la politique de l'éducation nationale, études et expériences préparatoires aux réformes, effort à réaliser quant à l'information des intéressés, décisions concernant le DEUG, études réalisées au conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche, information sur la politique générale des enseignements supérieurs, harmonisation des programmes, coopération entre les grandes écoles et les universités, conférence des présidents d'universités, sa suggestion de création d'une conférence des directeurs de grandes écoles, travail indépendant, rénovation de la pédagogie secondaire, travail dirigé, originalité du courant de novation pédagogique, opportunité pour le ministre d'en expliquer les buts, enseignement obligatoire, démocratisation de l'enseignement, pédagogie personnalisée, rapports éducateurs-éduqués, formation des maîtres, formation continue, échecs scolaires, éthique nouvelle de l'éducation, moyens budgétaires de l'éducation nationale ; (p. 1762) : chances d'accès au savoir, motivation de l'enseignement, préparation à l'emploi, niveau des études et octroi des responsabilités, ses observations sur le ministère de l'éducation nationale.

— **Projet de loi modifiant certaines dispositions du code du service national** (n° **360**). **Discussion générale** [12 juin 1973] (p. 2060) : changement d'attitude de l'opposition sur la question des sursis, maintien des principes établis par la loi de 1970, aspect constructif des propositions retenues par le Gouvernement, périodes de formation, de vie professionnelle et de la retraite, ses critiques à l'égard de cette conception ; (p. 2061) : nécessité d'une formation continue, incorporation du service national dans cette trame, rôle de préparation morale et civile de l'école, défense des valeurs, opportunité d'une confusion stricte entre le service national et le service militaire, autorité et discipline dans le cadre du service national, autorité et participation dans les enseignements supérieurs, rôle formateur du travail, propos de Clemenceau sur la liberté.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° 646).

Deuxième partie :

Education nationale, rapporteur pour avis [13 novembre 1973] (p. 5620) : progression du budget, évolution des crédits, son analyse des dépenses ordinaires ; (p. 5621) : effectifs supplémentaires d'élèves et d'étudiants, insuffisance de l'augmentation du nombre de postes, collectif budgétaire, adaptation de la pédagogie, préscolarisation, taux de redoublement, problèmes des enseignements supérieurs, budget du CNRS, enseignement privé, gratuité, demande un crédit supplémentaire pour la gratuité en sixième ; (p. 5645) : son intervention à titre personnel ; ses observations sur l'élève et le diplômé ; (p. 5646) : « prix de revient » du diplômé, objet du diplôme, droit à la culture et droit à un métier, problème du professeur et du pédagogue, formation des maîtres, importance des attitudes personnelles et collectives des pédagogues, carrières dans la recherche scientifique, problème du recrutement des jeunes chercheurs, statut du chercheur à temps complet, CNRS, demande qu'une commission soit créée pour étudier le nouveau statut des chercheurs, liens entre le pays et l'éducation nationale. **Etat C - Titre VI** [14 novembre 1973] (p. 5702) : oppose ses arguments contre l'amendement de réduction de crédits de M. Vizet : projet de décentralisation des laboratoires du CNRS de Verrière-le-Buisson.

En qualité de secrétaire d'Etat au commerce extérieur :

1974

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° **1180**).

Deuxième partie :

Commerce extérieur [20 novembre 1974] (p. 6823) : l'incertitude de la situation économique internationale ; le quadruplement du prix du pétrole et la hausse sans précédent du prix des matières premières ; la progression depuis le mois de mai de nos importations : demi-produits industriels, biens d'équipement, progression spectaculaire pour les marchés conclus avec les pays de l'Est et producteurs de pétrole ; (p. 6824) : les importants contrats passés dans le secteur automobile avec les principaux pays du Proche-Orient ; les résultats obtenus par les produits agricoles non transformés ; la stimulation de la demande mondiale par les énormes ressources recueillies par les pays pétroliers ; la mise en œuvre d'une

politique raisonnée de l'importation et limitation de nos approvisionnements en produits pétroliers à 51 milliards de francs pour l'année 1975 ; les négociations multilatérales qui doivent s'ouvrir dans le cadre du GATT ; la contribution européenne ; les nouvelles priorités données à notre effort d'exportation ; (p. 6825) : la nécessité d'une présence gouvernementale active et soutenue à l'étranger ; les voyages du secrétaire d'Etat, accompagné de missions industrielles ; le rôle du centre français du commerce extérieur et celui du comité français des manifestations économiques à l'étranger ; la procédure dite de l'assurance prospection et la méthode dite des opérations de prospection ; l'adaptation et le renforcement de notre appareil d'exportation par une politique plus libérale de crédit, par l'extension de l'octroi des garanties apportées par la Compagnie française d'assurances pour le commerce extérieur, par une politique active de développement des investissements à l'étranger ; procédure dite Ufinex, avantages fiscaux, garanties des investissements industriels et commerciaux ; le déblocage de 4 milliards de francs de crédits pour le financement de programmes d'investissements ; le renforcement de nos postes d'expansion économique à l'étranger ; (p. 6826) : les subventions versées au centre français du commerce extérieur et au comité français des manifestations économiques à l'étranger ; la dotation accordée à l'Actim (agence pour la coopération technique, industrielle et économique) ; (p. 6831) : l'autonomie du secrétariat d'Etat au commerce extérieur ; le recours aux services de divers ministères et l'organisation des réunions avec les directeurs concernés ; les réunions régionales consacrées au commerce extérieur ; l'organisation en 1975 des assises nationales du commerce extérieur axées en priorité sur les petites et moyennes entreprises ; les modifications éventuelles de fonctionnement à apporter à la direction du centre français du commerce extérieur ; son souhait d'un large débat lors de la prochaine session parlementaire consacré à la politique du commerce extérieur français ; l'étude d'un statut des Français à l'étranger.

En qualité de ministre du commerce extérieur :

1975

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**).

Deuxième partie :

Commerce extérieur [18 novembre 1975] (p. 8540) : l'évolution de la situation des échanges extérieurs français ; le rétablissement des grands équilibres ; la nécessité de la vigilance ; (p. 8541) : l'excédent de la balance commerciale ; le redéploiement des exportations ; le caractère vulnérable du redressement constaté ; l'accroissement possible des importations en cas de reprise ; la possibilité d'une progression des exportations ; le cas des biens de consommation ; les biens d'équipement ; (p. 8542) : le ralentissement des commandes de l'étranger ; le budget du commerce extérieur et l'importance attachée à ce commerce par le Gouvernement ; les crédits de la direction des relations économiques extérieures ; ceux des services commerciaux à l'étranger ; la subvention du centre français du commerce extérieur et l'opération « nouveaux exportateurs » ; la non-privatisation du centre français du commerce extérieur ; (p. 8543) : la subvention de l'Actim ; les lignes d'action du ministère : création d'un comité des usagers, appui aux exportateurs, plan professionnel d'exportation, etc. ; (p. 8548) : ses réponses aux orateurs ; le maintien de l'emploi grâce aux exportations dans de nombreux secteurs ; (p. 8549) : les mesures en faveur du développement des exportations des produits agro-alimentaires ; la création de postes d'attachés agricoles ; les décisions prises en application des conclusions du comité des usagers du commerce extérieur ; la création d'un salon international du livre ; le caractère de grande nation industrielle de la France ; le respect des règles de saine concurrence ; (p. 8550) : le caractère inadmissible des prix de dumping ; l'opposition du Gouvernement à toute concurrence déloyale.

En qualité de secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications :

1976

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**).

Deuxième partie :

Postes et télécommunications [19 novembre 1976] (p. 8409) : un effort exceptionnel d'équipement et de modernisation de la poste et des télécommunications ; les conditions de travail et de vie des 430.000 agents ; une politique de la communication ; la priorité absolue à l'équipement téléphonique ; l'état de pénurie inadmissible du téléphone ; une programmation pluriannuelle des investissements ; les indicateurs principaux ; le délai moyen de raccordement ; le respect absolu du service public ; la qualité de service ; (p. 8410) : les moyens ; le financement des investissements ; le choix de techniques d'avenir pour l'équipement du réseau téléphonique ; la commutation électronique temporelle ; le choix des systèmes Métaconta et Axe ; un meilleur équilibre de l'industrie des télécommunications ; deux ensembles français cohé-

rents : la CGE ; CIT - Alcatel et Thomson-CSF contrôlant LMT Ericsson-France ; l'objectif d'un doublement de nos exportations de matériels téléphoniques au cours du VII[e] Plan ; (p. 8411) : la politique industrielle des PTT ; le prix de rachat d'Ericsson-France ; le prix de LMT ; la politique de développement des exportations françaises ; la modernisation de la poste ; les services postaux ; le PAP relatif à la mécanisation du tri postal ; la modernisation du réseau ; la construction de huit nouveaux centres de tri ; (p. 8412) ; la construction de centres ruraux de distribution motorisée ; la protection des personnes ; la sécurité : la protection des guichets ; la responsabilité accrue vis-à-vis du personnel et de l'ensemble des usagers ; le rythme des créations d'emplois aux PTT ; un effort important de titularisation des auxiliaires ; les mesures spécifiques en faveur du personnel ; les services sociaux ; le logement des débutants et des familles ; l'accession à la propriété ; (p. 8413) : les rapports des Français avec l'administration des PTT ; mieux informer les usagers ; le « petit livre jaune » ; l'introduction de l'informatique ; le guichet d'affranchissement postal automatique ; de nouveaux bureaux dans les zones urbaines nouvelles ; le maintien de ceux favorisant l'activité des zones rurales ; faire des bureaux ruraux des antennes administratives polyvalentes ; la gamme des prestations offertes par la poste ; un réseau d'agences et d'antennes commerciales pour les télécommunications ; la refonte des annuaires téléphoniques ; la modernisation des renseignements téléphoniques et des réclamations ; la facturation ; la téléinformatique ; le réseau Transpac ; (p. 8414) : le financement à déterminer du budget annexe ; les tarifs ; une capacité suffisante d'emprunt ; le déficit des transports de presse ; le déficit des chèques postaux ; l'effort très important d'amélioration de la rémunération des fonds déposés au Trésor ; les conditions du retour à l'équilibre ; l'examen du problème au niveau interministériel ; développer l'activité des chèques postaux ; souhaite que l'Assemblée approuve le budget ; (p. 8426) : les problèmes sociaux ; la politique de recrutement ; l'unité de son administration ; (p. 8427) : Transpac ; les postes téléphoniques achetés au Canada et en Pologne ; le monopole postal ; la cohérence du budget ; le financement « à déterminer » ; les ventes par correspondance ; la présence postale dans les milieux ruraux ; les femmes employées dans les PTT ; l'absentéisme ; la garde des enfants ; (p. 8428) : les cadences de travail ; l'unité du service public ; les boutiques de téléphone ; le PAP pour le développement des télécommunications ; le Nord - Pas-de-Calais ; la nécessaire coordination des travaux à accomplir ; l'augmentation du nombre des abonnés au téléphone ; les conditions de vie et de recrutement des personnels. **Examen des crédits** [19 novembre 1976] (p. 8429) : sur l'amendement n° 275 de M. Maurice Blanc ; le sens des mesures nouvelles du budget annexe des PTT ; le paiement en tout état de cause de la TVA par les PTT ; les critiques formulées contre les sociétés de financement privées ; l'existence indispensable de ces sociétés ; s'oppose à l'amendement n° 275. **Après l'Article 72** (p. 8430) : rassure M. Ribes ; le risque de faire éclater l'unité de la maison en créant deux budgets annexes ; le problème du déficit des chèques postaux et sa résolution ; un groupe de travail ; la résolution du problème dans les cinq ans.

SEITLINGER (Jean)

Député de la Moselle
(7[e] circonscription)
(UC, puis RCDS).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 735).

S'inscrit au groupe union centriste [2 avril 1973] (p. 745).

S'inscrit au nouveau groupe des réformateurs, des centristes et des démocrates sociaux [10 juillet 1974] (p. 3489).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [5 avril 1973] (p. 755), [2 avril 1974] (p. 1453), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Vice-président de cette commission [5 avril 1973] (p. 756), [4 avril 1974] (p. 1453), [3 avril 1975] (p. 1266), [6 avril 1976] (p. 1391), [5 avril 1977] (p. 1555).

DÉPOTS

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 445) autorisant l'**approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et l'agence de coopération culturelle et technique relatif au siège de l'agence et à ses privilèges et immunités sur le territoire français avec une annexe et un échange de lettres du 30 août 1972** (n° 755) [13 novembre 1973].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 1104), adopté par le Sénat, autorisant la ratification de la **convention tendant à éviter les doubles impositions** et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu entre la **République française** et l'**empire de l'Iran,** signée à Téhéran le 7 novembre 1973 (n° **1305**) [20 novembre 1974].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 2153), autorisant l'approbation de l'**accord** entre le **Gouvernement de la République française** et le **Gouvernement de Malaisie** sur la **garantie des investissements,** signé à Paris le 24 avril 1975 (n° **2242**) [29 avril 1976].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 2196), autorisant l'approbation de la **convention** entre le **Gouvernement de la République française** et le **Gouvernement de Malaisie** tendant à éviter les **doubles impositions** et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu, ensemble un protocole, signés à Paris le 24 avril 1975 (n° **2247**) [29 avril 1976].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 2520) autorisant la ratification du **protocole** portant amendement de la convention du 27 octobre 1956 entre la **République française,** la **République fédérale d'Allemagne** et le **Grand-Duché de Luxembourg** au sujet de la **canalisation de la Moselle,** signé à Trèves le 28 novembre 1974 (n° **2622**) [18 novembre 1976].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 2763) autorisant l'approbation de l'**accord international** de 1975 sur l'**étain,** ensemble six annexes, fait à Genève le 21 juin 1975 (n° **2931**) [26 mai 1977].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 2777), autorisant le Gouvernement de la République française à approuver l'**accord international** de 1975 sur le **cacao,** ensemble six annexes, fait à Genève le 20 octobre 1975 (n° **2932**) [26 mai 1977].

— **Proposition de loi** relative aux **régimes de retraite du personnel communal d'Alsace et de Lorraine** (n° **3167**) [19 octobre 1977].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 2911) autorisant l'approbation de la **convention** entre le Gouvernement de la **République française** et le Gouvernement de la **République socialiste de Roumanie** sur l'encouragement, la protection et la garantie réciproques des **investissements,** signée à Paris le 16 décembre 1976 (n° **3174**) [27 octobre 1977].

QUESTIONS

• *question orale avec débat :*

— (n° **5282**) : **Evénements du Proche-Orient** [17 octobre 1973] (p. 4476) : rapprochement entre l'actuel conflit au Moyen-Orient et la guerre civile espagnole, prélude d'une guerre générale ; nécessité de mener une action européenne ; la « petite phrase » du ministre des affaires étrangères ; respect de l'embargo ; attitude du Gouvernement français au cas où des Mirages libyens entreraient dans le combat ; (p. 4481, 4482) : reconnaissance de l'Etat d'Israël dans des frontières sûres et reconnues ; liberté de navigation ; droits du peuple palestinien.

• *questions au Gouvernement :*

— **Budget de l'Agence France-Presse** [18 juin 1975] (p. 4366) : maintien de l'indépendance de l'Agence France-Presse.

— **Salaires des travailleurs frontaliers** [15 octobre 1975] (p. 6912, 6913) : extension aux travailleurs frontaliers du bénéfice de l'allocation exceptionnelle de 250 F par enfant à charge ; prélèvement éventuel sur les bénéfices provenant des fluctuations des taux de change.

INTERVENTIONS

1973

— **Déclaration de M. le ministre de l'éducation nationale sur les orientations de la politique de l'éducation nationale** (n° **442**) [5 juin 1973] (p. 1759) : nationalisation des CES et des CEG ; discours de Provins ; (p. 1760) : décret du 20 mai 1955, répartition des CES et des CEG du point de vue du régime financier ; situation dans sa circonscription ; opportunité de la nationalisation immédiate de tous les CES et CEG ; échelonnement de la charge financière ; conséquences quant au statut de l'établissement, quant aux dépenses, quant aux personnels ; date à laquelle intervient le changement de statut ; sa proposition de versement par l'Etat de 60 % des frais de fonctionnement à la collectivité gestionnaire ; réforme du statut des établissements, prix de revient moyen par élève ; coût de la dépense pour l'Etat ; conseillers d'éducation et conseillers principaux d'éducation ; nombre des auxiliaires; conditions de titularisation; apprentissage ; suppression des dérogations dans les

départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle ; régions frontalières ; attrait des salaires allemands auprès des jeunes ; CES de Rohrbach-lès-Bitche ; rétablissement des dérogations ; apprentissage et scolarité obligatoire.

— **Déclaration du ministre des affaires étrangères sur la politique étrangère de la France** (n° 501) [20 juin 1973] (p. 2321) : les problèmes de l'Europe et de ses relations avec les grandes puissances ; (p. 2322) : évoque les entretiens Pompidou-Nixon de Reykjavik, la proposition américaine d'un sommet atlantique à l'automne et l'équivoque de la position française ; la nécessité pour l'Europe de préciser nettement ses positions, de mettre en œuvre une volonté commune ; souhaite un front uni de l'Europe face aux deux Super-Grands ; évoque le marathon agricole de Luxembourg, la politique agricole commune, secteur le plus avancé de la construction européenne, les progrès de la Communauté et les craintes des Etats-Unis à son égard, les responsabilités de nos partenaires dans les lenteurs de la construction européenne, la position des Etats-Unis à l'égard de la politique agricole commune et des accords d'association ; la sécurité de l'Europe, problème distinct des considérations d'ordre économique ; la nécessité de repenser le problème des relations entre pays industrialisés et pays en voie de développement ; les relations de la France avec le Tiers monde ; la nécessité d'un rééquilibrage géographique de notre action ; la fascination de notre politique étrangère non alignée ; (p. 2323) : se prononce pour l'aide multilatérale au plan économique, pour l'établissement de la politique de coopération des Etats de l'Europe de l'Ouest au niveau de la Communauté, pour le remplacement progressif de l'assistance par la collaboration, pour la mise en œuvre d'une véritable politique mondiale du Tiers monde ; l'importance stratégique primordiale de la Méditerranée et du Proche-Orient ; le conflit israélo-arabe et la position de la France ; souhaite que le ministre des affaires étrangères se rende en visite officielle en Israël ; rend hommage au rôle actif du Président de la République dans les négociations Kissinger-Le Dhuc To ; évoque la mission de M. Missoffe au Viet-Nam ; ne souhaite pas la constitution d'une troisième force ; rappelle que la France a choisi le camp occidental.

— **Projet de loi d'orientation du commerce et de l'artisanat** (n° 496). **Discussion des articles** [18 octobre 1973]. **Avant l'Article 41** (p. 4542) : se déclare solidaire des propos de M. Grussenmeyer à propos de la législation spéciale en vigueur dans les trois départements du Nord-Est ; volonté des Mosellans de défendre la qualité de leur formation professionnelle.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° 646).

Deuxième partie :

Transports. — I. Section commune. — II. Transports terrestres [30 octobre 1973] : **Etat C - Titre IV** (p. 5056) : est favorable au contrat de programme avec la SNCF ; risques tenant à l'absence de souplesse dans le domaine des tarifs ; conditions de suppression des lignes secondaires, suppression du trafic « voyageur » sur la ligne Bening-Sarreguemines ; aurait souhaité que ne soient supprimés que les « omnibus » effectivement déficitaires pour maintenir ceux qui étaient rentables, illogisme qu'il y a à maintenir le service « express » et à supprimer le trafic « omnibus » y compris celui qui est assuré par des trains rentables.

Affaires étrangères et coopération [12 novembre 1973] (p. 5582) : faiblesse et force de l'Europe ; déclarations du Président de la République et communiqué des Neuf sur le Proche-Orient ; intérêt du document publié par les Neuf ; (p. 5583) : possibilités d'action de l'Europe dans la crise au Proche-Orient ; contribution de l'Europe à l'instauration d'une paix équilibrée ; initiative du Président de la République et accueil qui lui a été réservé ; front commun de l'Europe ; « identité » européenne ; avertissement lancé à l'Europe ; défi contraignant l'Europe à progresser ou à dépérir, crédibilité de la solidarité communautaire ; nécessité d'une réponse globale aux événements; ordre du jour du prochain sommet ; problème de l'inflation ; menace pesant sur les approvisionnements pétroliers ; pénurie d'énergie et politique énergétique ; position sur les MBFR et attitude dans la crise actuelle ; Europe politique.

Education nationale [13 décembre 1973] (p. 5663) : bilinguisme en Moselle, « expérience Holderieth » en Alsace, enseignement du français à l'étranger, Alliance française, situation de la langue française dans le monde.

— **Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre la France et l'Agence de coopération culturelle et technique,** rapporteur. **Discussion générale** [12 décembre 1973] (p. 6909) : ses observations sur le bilan de fonctionnement de l'agence ; difficultés à replacer les diverses actions dans une politique d'ensemble, buts et budget de l'agence.

1974

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° 1180).

Deuxième partie :

Affaires étrangères [6 novembre 1974] (p. 5964) : la prudence et la souplesse de

l'attitude du ministre ; l'initiative de la France en faveur d'une conférence tripartite sur les problèmes de l'énergie ; sur le plan européen approbation des propositions visant à améliorer le processus de décision ; le Proche-Orient ; (p. 5966) : éviter les actions spectaculaires.

Intérieur [19 novembre 1974] (p. 6752) : l'industrialisation de l'Est lorrain ; les frontaliers ; les primes d'adaptation industrielle.

Commerce extérieur [20 novembre 1974] (p. 6829) : demande quel sera le rôle du comité des hauts consultants dont la création est envisagée ; évoque la scolarisation des enfants des cadres et techniciens qui s'expatrient ; souhaite des réunions de concertation au moins une fois par an entre les représentants des services des ministères compétents et des divers secteurs de notre commerce extérieur ; votera ce budget.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant la ratification de la convention** tendant à **éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu entre la République française et l'Empire de l'Iran** (n° **1104**). **Discussion générale** [21 novembre 1974], rapporteur ; (p. 6927) : cette convention est largement inspirée d'une convention type établie par l'OCDE ; l'exonération en faveur des droits d'auteur ; exclusion du champ d'application de la convention de certaines activités pétrolières en Iran ; les perspectives des échanges économiques franco-iraniens.

1975

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**).

Deuxième partie :

Commerce extérieur [18 novembre 1975] (p. 8546) : la valeur de l'action du ministre ; les recommandations du comité des usagers du commerce extérieur ; (p. 8547) : mieux organiser les visites techniques d'hommes d'affaires étrangers ; créer un salon international du livre.

Postes et télécommunications [18 novembre 1975] (p. 8573) : la valeur exemplaire du budget ; la croissance fondée sur l'accroissement des équipements collectifs ; la progression des effectifs des sociétés de financement ; la faiblesse de la densité téléphonique de la Lorraine.

— **Projets de loi autorisant la ratification de conventions conclues avec la République gabonaise** (n°s **1958** et **1952**), rapporteur suppléant. **Discussion générale** [3 décembre 1975] (p. 9250) : retrace l'histoire des rapports entre la France et le Gabon ; (p. 9251) : rappelle que les conventions soumises à l'Assemblée font partie d'une série d'accords conclus en 1974 ; expose le contenu des deux conventions relatives à la coopération en matière douanière et à l'assistance en personnel.

1976

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère** (n° **2269**). [6 mai 1976] (p. 2721) : refuse de voir la conjoncture primer sur la volonté politique ; les initiatives du Président de la République ; s'étonne de certaines déclarations allemandes ; la relance qui s'impose dans le domaine européen ; le rapport Tindemans ; (p. 2722) : organiser l'élection du Parlement européen au suffrage universel conformément au traité de Rome ; mieux associer l'opinion publique ; mettre en œuvre une politique commune dans le plus grand nombre de secteurs possibles ; le désastre que constituerait pour la construction européenne une victoire socialo-communiste.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° 2524).

Deuxième partie :

Affaires étrangères [9 novembre 1976] (p. 7830) : la politique étrangère des Etats-Unis ; les accords d'Helsinki ; l'URSS ; le Proche-Orient ; l'autre extrémité de la Méditerranée ; l'extension prévisible de la Communauté vers le Sud ; la conférence Nord-Sud.

1977

— **Déclaration du Gouvernement sur la situation et les perspectives de la sidérurgie française** (n° **2809**) [19 avril 1977] (p. 1921) : la dimension régionale de la crise qui frappe la sidérurgie ; la responsabilité du Gouvernement et du patronat devant les Lorrains ; indique que s'il récuse la nationalisation, il conteste le droit pour les groupes sidérurgiques de prendre seuls des décisions d'importance régionale ; demande au ministre de l'industrie si le prêt accordé à Usinor en vue de la construction d'une aciérie à oxygène à Thionville a été accordé et à quelle date ; pose la question de savoir si la décision de construire une aciérie à Longwy au détriment de la réalisation du projet Thionville a été prise en accord avec le Gouvernement ; l'absence de concertation préalable ; les conditions de prise de la décision ; (p. 1922) : le problème du maintien des aciéries et usines métallurgiques de Decazeville ; la nécessité d'une approche réaliste de la situation ; l'organisation par le Gouvernement d'une conférence tripartite ; l'action communautaire ; la grande fragilité de l'économie lorraine ; le problème de la zone frontalière ; les mesures annoncées par le CIAT ; l'université de Metz ; l'implantation

à Sarreguemines d'un institut franco-allemand d'enseignement supérieur technologique.

— **Projet de loi autorisant l'approbation des dispositions annexées à la décision du conseil des Communautés européennes du 20 septembre 1976 et relatives à l'élection des représentants à l'Assemblée des Communautés européennes au suffrage universel direct** (n° **2920**). **Discussion générale** [15 juin 1977] (p. 3801) : l'action de Robert Schuman ; le caractère non novateur de l'accord soumis pour approbation ; la garantie offerte par l'existence du conseil européen ; l'enlisement de la construction européenne dans les querelles d'experts ; (p. 3802) : la mission de contrôle démocratique et d'impulsion politique du Parlement européen ; les élections européennes au suffrage direct ; le caractère suicidaire du repli sur l'hexagone et du retour au protectionnisme ; le caractère non obligatoire de la révision des traités ; les éventuelles menaces de l'indépendance de la France ; la nécessité d'une Europe unie ; l'union douanière industrielle ; la nécessité du caractère pluraliste de l'Europe ; donner à l'Europe une assise populaire.

— **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République socialiste de Roumanie sur l'encouragement, la protection et la garantie réciproques des investissements, signée à Paris le 16 décembre 1976** (n° **2911**), rapporteur. **Discussion générale** [17 décembre 1977] : son rapport présenté par M. Emile Muller.

SÉNÈS (Gilbert)

Député de l'Hérault
(2e circonscription)
(PSRG).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 734).

S'inscrit au groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche [2 avril 1973] (p. 745).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [5 avril 1973] (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1465).

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes de l'Assemblée [4 avril 1974] (p. 1494), [3 avril 1975] (p. 1266), [6 avril 1976] (p. 1390), [5 avril 1977] (p. 1554).

Membre de la commission chargée du contrôle périodique du fonctionnement du FORMA [29 mai 1973] (p. 1642).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au permis de chasser [29 avril 1975] (p. 2228).

Membre de la commission d'enquête chargée d'examiner les conditions dans lesquelles ont lieu des importations sauvages de diverses catégories de marchandises [24 mai 1977] (p. 2952).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la mise en valeur des terres incultes récupérables [21 décembre 1977] (p. 9184).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification de l'article 7 de la loi n° 62-933 du 8 août 1962 complémentaire à la loi d'orientation agricole, relatif au droit de préemption des sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural [21 décembre 1977] (p. 9186).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à **inclure la « Clairette » parmi les cépages pour l'élaboration des « vins doux naturels »** (n° **594**) [28 juin 1973].

— **Rapport**, fait au nom de la commission de la production et des échanges, sur la proposition de loi (n° 789) tendant à la délimitation de l'aire d'appellation de la **« truffe noire du Tricastin »** (n° **1812**) [26 juin 1975].

— **Rapport**, fait au nom de la commission de la production et des échanges, sur la proposition de loi (n° 594) tendant à inclure la « **clairette** » parmi les cépages admis pour l'élaboration des **vins doux naturels** (n° **2215**) [22 avril 1976].

— **Proposition de loi** relative à l'élaboration de produits nouveaux à base de **jus de raisin** (n° **2227**) [28 avril 1976].

QUESTIONS

• *question au Gouvernement :*

— **Crise dans l'industrie de la bonneterie** [30 octobre 1974] (p. 5625).

• *questions orales avec débat de :*

— **MM. Labbé** (n° **14998**), **Carpentier** (n° **15162**), **Berthelot** (n° **15168**), **Bégault** (n° **15297**), **Cabanel** (n° **15345**) : **Problèmes de l'emploi** [11 décembre 1974] (p. 7715) : situation de l'emploi dans l'Hérault ; difficultés de l'industrie du bâtiment ; faillite de l'entreprise Astre ; inadaptation des programmes d'enseignement ; formation professionnelle accélérée ; la décentralisation.

• *question au Gouvernement :*

— **Distillation et règlements viticoles** [16 avril 1975] (p. 1738) : illégalité des importations italiennes.

• *questions orales avec débat de :*

— **MM. Bayou** (n° **8**), **Millet** (n° **18986**), **Mayoud** (n° **18988**), **Antoune** (n° **19001**) et **Cornette** (n° **19006**) : **Agriculture et viticulture** [2 avril 1975] (p. 2015) : la crise permanente de la viticulture ; l'inefficacité de la politique de soutien des prix ; la crise languedocienne.

— **MM. Boudet** (n° **18971**), **Falala** (n° **19360**), **Ducoloné** (n° **19428**), **Coulais** (n° **19952**) et **Gau** (n° **19963**) : **Problèmes de l'emploi** [4 juin 1975] (p. 3696) : gravité de la situation économique de l'Hérault ; crise de la viticulture, du commerce et de l'artisanat dans le Midi ; dégagement nécessaire de crédits en faveur de la construction sociale et des équipements publics ; (p. 3697) : situation de l'industrie textile dans la région de Ganges-Le Vigan et de Lodève.

• *question au Gouvernement :*

— **Application de la « loi Roustan »** [22 octobre 1975] (p. 7214) : situation des institutrices titulaires attendant leur affectation dans le département d'activité de leur époux.

• *question orale sans débat :*

— (n° **27776**) : **Création d'un office des vins** [9 avril 1976] (p. 1605) : la création de cet office par décret et non par voie législative ; la nécessité de ralentir les importations ; demande la définition par le Gouvernement d'une politique viticole garantissant le revenu des viticulteurs ; la production des raisins de table ; (p. 1606) : la représentation insuffisante de la profession à l'office des vins.

• *question au Gouvernement :*

— **Licenciements dans l'Hérault** [13 octobre 1976] (p. 6550) : difficultés de l'usine de menuiseries industrialisées rattachée au groupe Dumez au Bousquet-d'Orb.

• *question orale sans débat :*

— (n° **29780**) : **Ecole nationale supérieure d'agronomie de Montpellier** [26 novembre 1976] (p. 8775) : l'absence de moyens de cette école ; son désir de vendre des terrains et d'en affecter le produit à ses projets de construction ; importance du centre d'études et de réalisations concernant les problèmes agricoles et ruraux des pays méditerranéens et tropicaux.

• *questions au Gouvernement :*

— **Situation des rapatriés** [25 mai 1977] (p. 2998) : inscription à l'ordre du jour des propositions relatives à l'indemnisation des rapatriés.

— **Raisin de table** [11 novembre 1977] (p. 6043) : le marasme du marché intérieur des raisins de table en raison de l'importation inconsidérée de raisins de table d'origine italienne.

— **Lotissements réalisés dans le cadre du concours de la maison individuelle** [9 novembre 1977] (p. 7222) : réparation des dommages causés par des malfaçons aux propriétaires de maisons des lotissements Chalandon dans le Languedoc-Roussillon.

INTERVENTIONS

1973

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° **646**).

Deuxième partie :

Agriculture et développement rural. — BAPSA, FORMA [7 novembre 1973] (p. 5298) : situation du marché du vin ; demande au ministre de l'agriculture de faire admettre à Bruxelles les prix proposés par l'institut des vins de consommation courante ; contrats de stockage ; crédits destinés aux grands aménagements régionaux, Languedoc-Roussillon ; demande la poursuite et l'amplification de l'effort en faveur des grands aménagements régionaux, construction du barrage de Salogon ; approbation du programme de financement des réseaux d'irrigation tributaires de ce barrage ; plan de rénovation vitivinicole, aide aux groupements de producteurs et aide aux viticulteurs.

Education nationale [13 novembre 1973] (p. 5674) : situation des instituteurs et des institutrices au regard de la « loi Roustan », situation dans l'Hérault, application restrictive de la loi Roustan en ce qui concerne l'enseignement (circulaires du 23 janvier 1973 et du 27 mars 1973 créant l'emploi de titulaire pour le remplacement des instituteurs momentanément indisponibles).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux appellations d'origine en matière viticole** (n° **725**). **Discussion générale** [29 novembre 1973] (p. 6489) : ses observations sur les conditions d'examen du projet ; inégalité entre les viticulteurs ; promotion des vins et consul-

tation des organisations professionnelles ; commission paritaire et recours en Conseil d'Etat, rejet de son amendement en commission ; volume des vins d'appellation d'origine simple ; souhaite que les dossiers de promotion des vins soient réglés dans un délai d'un an ; négociation des vins AOS détenus par les récoltants. **Discussion des articles. Article 2** (p. 6494) : son amendement : décision de classement des vins prise par une commission paritaire ; (p. 6495) : son amendement tendant à la reconnaissance automatique des vins AOS comme « vins de pays » en conservant leur appellation.

1974

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° **1180**).

Deuxième partie :

Agriculture. — FORMA, BAPSA [8 novembre 1974] (p. 6108) : la conférence agricole annuelle ; les dépenses d'équipement ; l'hydraulique ; la compagnie nationale d'aménagement du Bas-Rhône et du Languedoc ; le stockage du vin ; (p. 6109) : refuse un budget de régression et de pénurie.

1975

— **Projet de loi portant modification du statut du fermage** (n° **117**). **Discussion des articles** [8 avril 1975]. **Article premier** (p. 1404) : son amendement n° 135 : prévoir l'application de l'article à la cession d'actions ou de parts d'une société propriétaire du sol affermé ; cas des rizières de Camargue, des zones de production arboricoles ou maraîchères ; repoussé.

— **Rappel au règlement** [15 avril 1975] (p. 1636) : demande que la question de M. Bayou sur la crise viticole soit transmise à la conférence des présidents.

— **Rappel au règlement** [15 avril 1975] (p. 1654) : nécessité d'inscrire à l'ordre du jour la question de M. Bayou sur la viticulture.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1975** (n° **1873**). **Discussion des articles** [10 septembre 1975]. **Article 4** (p. 6184) : indique que l'Hérault détient le record du chômage et des faillites ; l'injustice que constitue la suppression du crédit initialement prévu pour ce département. **Article 12** (p. 6204) : son amendement n° 20 : reporter sur les HLM locatives le solde des crédits destinés aux bonifications d'intérêts pour les HLM en accession à la propriété ; retiré.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**).

Première partie :

Discussion des articles [23 octobre 1975]. **Article 8** (p. 7275) : appelle l'attention sur les produits nouveaux de la viticulture ; souhaite que leur régime fiscal soit défini et distingué de celui des autres boissons alcooliques.

1976

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique agricole** (n° **2223**) [28 avril 1976] (p. 2266) : annonce qu'il donne lecture de l'intervention préparée par M. Bayou, souffrant ; le point de la situation de la viticulture ; (p. 2267) : seule l'application de la clause de sauvegarde mettrait un terme à l'invasion des vins italiens en France ; 1976 devrait être la dernière année noire de la viticulture française ; assurer aux viticulteurs un prix rémunérateur et garanti pour tous leurs vins loyaux et marchands ; réglementer sévèrement les importations intra et extra-communautaires ; abaisser une fiscalité aberrante ; assortir d'un coefficient tenant compte de la qualité les prix fixés ; la nécessité de créer un véritable office des vins.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**).

Deuxième partie :

Services du Premier ministre. — V. Commissariat général du plan d'équipement et de la productivité. — I. Services généraux : Aménagement du territoire [18 novembre 1976] (p. 8261) : les crédits d'aménagement du territoire dans l'Hérault et dans le Languedoc-Roussillon ; la crise viticole ; les difficultés des entreprises ; le tourisme ; le bâtiment ; la démoustication ; démoustication et tourisme ; (p. 8262) : la lutte contre l'inflation primant les impératifs de développement.

1977

— **Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête parlementaire chargée d'examiner les conditions dans lesquelles ont lieu des importations « sauvages » de diverses catégories de marchandises** (n° **2757**). **Discussion générale** [18 mai 1977] (p. 2873) : l'appel par le groupe du PSRG à l'attention du Gouvernement sur la situation de certains secteurs face à une concurrence de plus en plus déloyale ; la remise en cause de la doctrine du libre-échange par la crise ; les caractéristiques des objectifs et du champ d'investigation de la commission d'enquête ; les problèmes propres aux régions méridionales ; les problèmes viticoles ; la situation des productions fruitières et légumières ; le vote par le

groupe du PSRG de la proposition de résolution.

— **Proposition de loi tendant à accorder aux femmes assurées au régime général de la sécurité sociale atteignant l'âge de soixante ans la pension de vieillesse au taux normalement applicable à soixante-cinq ans** (n° **2376**). **Discussion générale** [1er juin 1977] (p. 3289) : le large partage de la préoccupation de l'abaissement de l'âge de la retraite ; l'intensification du travail ; les études relatives à l'accroissement de la tension nerveuse des travailleurs ; l'augmentation du rendement horaire ; l'activité ménagère des femmes ; faire en sorte que la proposition de loi ne soit qu'une étape vers l'abaissement généralisé de l'âge du départ en retraite ; les observations du parti socialiste et des radicaux de gauche ; la proposition de loi de M. Peyret relative à l'ouverture du droit à la retraite dès cinquante-cinq ans ; le nombre d'annuités de cotisations des femmes en cas de départ à la retraite à soixante-cinq ans ; le champ d'application limité du texte ; le financement de la disposition par le relèvement des cotisations à la charge des salariés comme des employeurs ; l'opposition de l'article 40 de la Constitution aux propositions de loi rapportées par M. Franceschi ; la charge pour la sécurité sociale représentée par les femmes de cinquante-cinq ans ; le vote positif du groupe du PSRG ; l'abaissement généralisé de l'âge de la retraite en cas de victoire de la gauche. **Discussion des articles. Article premier** (p. 3292) : la réduction par l'amendement du Gouvernement du champ d'application de la proposition de loi ; le vote négatif du PSRG sur l'amendement n° 1 proposé par le Gouvernement.

— **Projets de loi autorisant la ratification des accords de coopération entre la Communauté économique européenne et l'Algérie, la Tunisie et le Maroc** (nos **3323, 3324, 3325**). **Discussion générale** [17 décembre 1977] (p. 8944) : les passions suscitées par l'accord de coopération entre la CEE et l'Algérie ; la défiance profonde de la majorité envers l'Algérie révélée par le vote du Sénat ; (p. 8945) : un accord qui s'inscrit à contre-courant de la détérioration des relations franco-algériennes ; les conditions d'application de l'accord ; l'abstention du groupe du PSRG.

— **Projet de loi relatif à l'indemnisation des Français rapatriés d'outre-mer, dépossédés de leurs biens** (n° **3179**). **Commission mixte paritaire** [20 décembre 1977] (p. 9094) : les conditions de travail aberrantes de l'Assemblée nationale ; les différences existant entre le projet initial et le texte soumis à l'Assemblée ; le problème posé par la saisie d'un agriculteur rapatrié de Saint-Nicolas-de-la-Grave dans le Tarn-et-Garonne ; l'utilisation de la procédure du vote bloqué ; l'importance du contentieux entre le Gouvernement et les rapatriés ; la longueur des délais d'indemnisation ; le rôle des organisations des rapatriés ; les propositions socialistes ; le vote hostile du groupe du PSRG.

SERRES (René)

Député des Hautes-Alpes
(1re circonscription)
(RCDS).

En remplacement de M. Pierre Bernard-Reymond, nommé membre du Gouvernement.

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [3 mai 1977] (p. 2360, 2388).

S'inscrit au groupe des réformateurs, des centristes et des démocrates sociaux [11 mai 1977] (p. 2678).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [4 mai 1977] (p. 2460).

SERVAN-SCHREIBER (Jean-Jacques)

Député de Meurthe-et-Moselle
(1re circonscription)
(RDS, puis RCDS).

Ministre des réformes du 28 mai 1974 au 9 juin 1974.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 735).

S'inscrit au groupe des réformateurs démocrates sociaux [2 avril 1973] (p. 745).

S'inscrit au nouveau groupe des réformateurs, des centristes et des démocrates sociaux [10 juillet 1974] (p. 3489).

Est nommé ministre des réformes (Gouvernement Chirac). Décret du 28 mai 1974. [*J.O.* du 29 mai 1974] (p. 5851).

Il est mis fin à ses fonctions de ministre des réformes (Gouvernement Chirac). Décret du 9 juin 1974. [*J.O.* du 11 juin 1974] (p. 6227).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [5 avril 1973] (p. 755), [2 avril 1974] (p. 1453).

Cesse d'appartenir à cette commission [9 juillet 1974] (p. 3431).

Membre de la commission des affaires étrangères [9 juillet 1974] (p. 3431).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [2 avril 1975] (p. 1202).

Membre de la commission de la production et des échanges [2 avril 1976] (p. 1278).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [2 avril 1977] (p. 1464).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à instituer pour les **élections à l'Assemblée nationale le scrutin de liste proportionnel dans le cadre départemental** (n° **2894**) [18 mai 1977].

QUESTIONS

• *questions orales avec débat de :*

— **MM. Max Lejeune** (n° **2**), **Robert Fabre** (n° **3**), **Nilès** (n° **5**), **Labbé** (n° **31**), **Bernard-Reymond** (n° **251**), **Chinaud** (n° **296**) : **Service national** [25 avril 1973] (p. 882) : dépôt d'un projet de loi modifiant la loi de 1970, avant fin mai, définition de la défense nationale ; défense nucléaire de la France.

• *question d'actualité :*

— **Expériences atomiques dans le Pacifique** [8 juin 1973] (p. 1999, 2000).

• *questions orales avec débat de :*

— **MM. Péronnet** (n° **5168**), **Baillot** (n° **5263**), **Roux** (n° **5271**), **Destremau** (n° **5273**), **Seitlinger** (n° **5282**), **Poperen** (n° **5283**), **Soustelle** (n° **5314**) : **Evénements du Proche-Orient** [17 octobre 1973] (p. 4489) : liberté de la presse.

INTERVENTIONS

1973

— **Déclaration de M. le ministre de l'économie et des finances sur la politique économique, financière et monétaire** (n° **361**) [24 mai 1973] (p. 1539) : rappelle les débats d'il y a vingt ans, les notions de dépenses productives et de dépenses improductives apportées par MM. Mendès-France et Edgar Faure, les difficultés dues à la guerre coloniale ; estime nécessaire de reprendre le dialogue sur les caractéristiques de la dépense publique ; estime le moment venu de redéfinir l'optimisation de la dépense publique ; souligne l'existence de deux dangers : l'inflation et le sacrifice des équipements collectifs ; définit la notion d'équipement collectif ; constate que la part de la production consacrée à ces équipements a diminué ; évoque l'utilisation de l'argent public, deux grandes masses d'argent improductif : dépenses militaires et interventions de l'Etat au profit des entreprises publiques ou privées ; demande que des économies soient réalisées ; cite l'exemple du complexe sidérurgique de Fos ; rappelle que le Parlement n'a pas eu à débattre de cet investissement ; l'importance de la somme accordée à une industrie privée, l'insuffisance des équipements collectifs ; évoque les dépenses militaires ; (p. 1540) : évalue le coût de la force nucléaire à près de 100 milliards de francs ; critique les expériences nucléaires dans le Pacifique ; demande : un réexamen des dépenses militaires et des subventions de l'Etat aux entreprises et que les crédits ainsi dégagés bénéficient directement aux Français ; estime que le Gouvernement doit donner l'exemple d'une saine gestion ; rappelle que l'homme doit être la finalité de l'Etat.

— **Projet de loi portant règlement définitif du budget de 1971** (n° **189**). **Discussion des articles** [7 juin 1973] : **Après l'Article 20** (p. 1933) : ses observations sur le vote de son groupe contre le projet ; son amendement tendant à créer une commission spécialisée du Parlement : contrôle de l'utilisation effective des fonds publics ; composition de la commission spéciale ; exemple du financement de Fos ; (p. 1934) : tâches de la commission des finances ; non-vérification par l'Assemblée nationale du prix exact de l'investissement dans le programme Concorde ; rappelle l'existence avant 1968 d'une sous-commission de contrôle des entreprises publiques ; nécessité de contrôler l'emploi des fonds publics par les entreprises publiques et privées ; (p. 1936) : répond aux arguments de M. Fanton à la proposition de retrait de l'amendement faite par M. le président, aux arguments de MM. d'Ornano, Lamps et du Gouvernement ; (p. 1937) : retire son amendement pour le reporter au débat sur le règlement de l'Assemblée nationale ; ses observations en faveur de l'amendement de M. Lamps.

— **Rappel au règlement** [8 juin 1973] (p. 1993) : question d'actualité de M. Macquet : plan de charge de l'usine de Nantes-

Bouguenais de l'aéropastiale ; solution de remplacement au programme « Concorde ».

— **Projet de loi d'orientation du commerce et de l'artisanat** (n° 496). **Première lecture. Seconde délibération** [19 octobre 1973]. **Article 23** (p. 4624) : sa question relative à la composition de la commission, estime incompréhensible que ces commissions ne soient pas composées uniquement d'élus ; (p. 4627) : ses observations sur la parité entre élus et commerçants, s'interroge sur le droit privilégié qu'auraient les commerçants dans l'organisation de la cité. **Deuxième lecture. Discussion générale** [6 décembre 1973] (p. 6697) : gravité de la situation actuelle ; propos du président du Parlement européen en visite à l'Elysée ; problème des commissions d'urbanisme commercial et de leur composition ; (p. 6698) : rôle des représentants des consommateurs ; son opposition à l'article 21 du projet : répond à M. Charles Bignon sur les conditions d'adoption de l'article 21 ; refus du ministre de recevoir personnellement les représentants des associations de consommateurs ; propos du ministre à l'Assemblée et grève générale des commerçants ; incohérence gouvernementale à l'égard des commerçants ; difficultés de la France tenant à la hausse du prix du carburant ; approvisionnements et solidarité européenne ; (p. 6699) : situation des Pays-Bas dans le domaine du pétrole ; difficultés des consommateurs et problème de l'emploi ; grève générale et inquiétude du pays ; déclaration du chancelier Brandt sur l'inflation ; propos de M. Michel Debré sur la politique économique et financière ; sa référence au plan René Mayer de 1948 ; critique la politique du Gouvernement ; réclame un débat d'urgence sur les problèmes économiques, financiers et politiques de la France ; rôle des députés ; (p. 6700) : répond à M. Soisson sur ses orientations ; choix d'une économie de concurrence et distinction par rapport à la majorité ; (p. 6703) : répond au ministre du commerce : lien existant entre le projet de loi et la situation française et internationale ; (p. 6704) : répond au ministre du commerce et de l'artisanat ; déclaration du ministre de l'économie et des finances du 5 décembre non suivie d'un débat ; sommet européen et mesures de gestion pour la France ; conception du pouvoir politique du ministre du commerce et de l'artisanat.

— **Rappel au règlement** [25 octobre 1973] (p. 4772) : situation internationale, état d'alerte stratégique nucléaire de l'URSS et des Etats-Unis, événements du Proche-Orient, s'interroge sur ce que va faire l'Europe à l'initiative de la France, demande au Gouvernement d'informer l'Assemblée nationale, suggère que l'Europe propose son intervention et son arbitrage.

— **Rappel au règlement** [8 novembre 1973] (p. 5387) : rôle de la défense, indépendance nationale ou européenne ; estime nécessaire un débat de fond devant l'Assemblée nationale.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° 646).

Deuxième partie :

Economie et finances. — II. Services financiers [20 novembre 1973]. **Examen des crédits. Après l'Article 46** (p. 6165) : son amendement tendant à la publication des aides accordées par les pouvoirs publics aux entreprises publiques, semi-publiques ou privées.

Commission mixte paritaire [18 décembre 1973] (p. 7116) : loi de finances et perspectives nouvelles de l'environnement international ; crise de l'énergie ; propos du directeur de l'énergie aux Etats-Unis ; part de l'énergie dans le chiffre d'affaires de l'industrie française ; coût du ravitaillement en pétrole et ses conséquences sur la balance du commerce extérieur ; hypothèse à retenir pour 1974 ; croissance maximale de 3 % ; déficit de la balance commerciale ; hausse des prix ; chômage ; propos du directeur général d'Air France ; ses suggestions pour la répartition équitable des efforts entre les Français ; mesures de moralisation ; (p. 7117) : retraites ; publication des déclarations fiscales, de la liste des contribuables français ayant leur résidence à l'étranger ; taxe statistique sur la fortune acquise ; impôt foncier ; réforme fiscale ; garantie de l'emploi et du revenu ; réduction du temps de travail ; réforme de l'argent public ; pouvoir régional ; caducité du programme de Provins et du programme commun ; demande un projet de loi-cadre budgétaire.

— **Déclaration du Gouvernement sur les problèmes de l'énergie** (n° 778) [23 novembre 1973] (p. 6331) : ses observations sur la déclaration du ministre du développement industriel et scientifique ; indépendance nationale en matière énergétique ; contradictions du Gouvernement ; crise au Japon ; situation des Etats-Unis et de l'Allemagne fédérale ; (p. 6332) : crise de l'énergie et crise de l'ensemble de l'activité économique des pays industriels ; devoir du Gouvernement de dire la vérité ; déclarations de M. Atiki, ministre du Koweit, et du ministre du pétrole d'Arabie-saoudite ; sa position vis-à-vis des Arabes ; conflit israélo-arabe et état de siège du monde industriel ; signification de la crise pétrolière quant à l'emploi ; salut public ; garantie du pouvoir d'achat et de l'emploi ; engagement militaire des Etats-Unis en Europe ; reproche au Gouvernement français de ne pas prendre la mesure de la crise et de ne pas dire la vérité; mesures politiques qui s'imposent ; sécurité

de l'emploi et affectation de crédits à la sécurité des revenus ; (p. 6333) : instauration d'une nouvelle fiscalité ; justice des revenus et discipline civique des Français ; taxation des revenus du capital égale à celle des revenus du travail ; propose l'augmentation du prélèvement fiscal et parafiscal ; nouvelle gestion de la France ; mobilisation et négociations ; guerre mondiale et crise politique ; réclame un gouvernement de salut public ; (p. 6334) : sa réponse à M. Savary : les profits retirés par la puissance publique d'activités industrielles.

1974

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique monétaire** (nos **927** et **928**) [23 janvier 1974] (p. 359) : les Français redoutent les prémices d'une crise mondiale de grande ampleur ; (p. 360) : la décision de flottement aggravera inévitablement l'inflation et la hausse des prix ; le principal responsable du désordre monétaire a été la puissance américaine ; construire le dialogue des continents ; (p. 361) : une nouvelle politique communautaire.

1975

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique de l'énergie** (n° **1641**) [14 mai 1975] (p. 2655) : les incertitudes qui entourent le problème du nucléaire ; le malaise pernicieux mais légitime ressenti au sein de la population ; assurer la relève du pétrole et créer l'adhésion des Français ; l'absence de débat sérieux sur le problème nucléaire ; le lancement du programme nucléaire en mars 1974 ; l'absence d'urgence en ce domaine ; l'exemple du site de Sentzich ; la hâte excessive du Gouvernement ; la possibilité de concilier les intérêts des pays producteurs de pétrole et des pays consommateurs ; une sécurité d'approvisionnement de cinquante ans ; l'absence d'accord des experts sur des solutions techniques dans le domaine nucléaire ; les incidents survenus dans le système de filière choisi par le Gouvernement ; la filière canadienne ; (p. 2656) : l'opinion du professeur Francis Perrin sur cette filière ; les avantages que représente celle-ci ; le problème des déchets ; le rapport Couture ; l'absence de capacité de retraitement des combustibles irradiés aux Etats-Unis ; le problème du contrôle permanent de l'énergie nucléaire ; (p. 2657) : créer une commission nationale apportant des informations sur l'énergie nucléaire ; le caractère inévitable de l'énergie nucléaire ; une énergie qui est loin d'être maîtrisée.

1976

— **Projet de loi portant imposition des ressources provenant de plus-values assimilables à un revenu** (n° **2206**). **Discussion générale** [1er juin 1976] (p. 3585) : historique du débat vieux d'un siècle ; (p. 3586) : les avatars de l'impôt sur le revenu ; la première taxation des plus-values en 1962 ; suprématie des démocraties occidentales ; (p. 3587) : réconcilier les exigences morales de la jeunesse avec le progrès économique ; réaliser un consensus national autour de l'impôt sur le revenu ; (p. 3588) : repousse la question préalable. **Discussion des articles** [8 juin 1976]. **Avant l'Article premier** (p. 3856) : sur l'amendement n° 7 rectifié de M. Bonhomme, est favorable à l'impôt sur le capital, donc à une réforme profonde des droits de succession, mais renoncer à la taxation des plus-values serait aller à l'inverse de cette direction ; la progression vers la justice fiscale se fera pas à pas.

1977

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'organisation de la Polynésie française** (n° **3032**). **Discussion générale** [29 juin 1977] (p. 4452) : son hommage à Francis Sanford ; les membres du bataillon de la paix ; l'émancipation du peuple polynésien ; (p. 4453) : les sentiments des Français à l'égard de la Polynésie ; les difficultés économiques de la Polynésie.

SIMON (Edouard)

Député d'Ille-et-Vilaine
(RI, puis R).

Remplace M. Yves Renouard, décédé le 18 avril 1975.

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [22 avril 1975] (p. 1904, 1944).

S'inscrit au groupe des républicains indépendants [29 avril 1975] (p. 2228).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [30 avril 1975] (p. 2296), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

SIMON (Jean-Claude)

Député de la Haute-Loire
(2e circonscription)
(RI).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 734).

S'inscrit au groupe des républicains indépendants [2 avril 1973] (p. 745).

Décédé le 19 août 1976 [*J.O.* du 21 août 1976] (p. 5045).

Son éloge funèbre est prononcé le 5 octobre 1976 (p. 6320).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [5 avril 1973] (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278).

Membre de la commission d'enquête sur les pratiques des sociétés pétrolières en France [28 juin 1974] (p. 3212).

DÉPOTS

— **Avis,** présenté au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de **loi de finances pour 1975** (n° 1180). — **Tome IX : Artisanat** (n° **1235**) [11 octobre 1974].

— **Avis,** présenté au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de **loi de finances pour 1976** (n° 1880). — **Tome IX : Artisanat** (n° **1921**) [10 octobre 1975].

QUESTIONS

• *question d'actualité :*

— **Véhicules de ramassage scolaire** [22 juin 1973] (p. 2471, 2472) : installation de tachygraphes ;

• *question orale sans débat :*

— (n° **1735**) : **Difficultés de l'adoption** [22 juin 1973] (p. 2473, 2474).

• *question d'actualité :*

— **Difficultés des industries du plastique** [7 décembre 1973] (p. 6795).

• *questions orales avec débat de :*

— **MM. Charles Bignon** (n° **11204**), **Josselin** (n° **11311**), **Rigout** (n° **11324**), **d'Harcourt** (n° **11329**), **Bertrand Denis** (n° **11466**), **Daillet** (n° **11509**) : **Prix agricoles** [19 juin 1974] (p. 2800, 2801) : propagande nécessaire en faveur du veau ; réorganisation du marché.

• *questions au Gouvernement :*

— **Veuves civiles** [9 octobre 1974] (p. 4899).

— **Politique d'aménagement rural** [11 décembre 1974] (p. 7673).

— **Rôle des trésoriers-payeurs généraux auprès des collectivités locales** [18 décembre 1974] (p. 8046).

— **Importations de viande bovine** [30 avril 1975] (p 2271).

• *question orale sans débat :*

— (n° **19209**) : **Revitalisation des campagnes** [30 avril 1975] (p. 2288) : « les bourgs centres ruraux ».

• *question au Gouvernement :*

— **Remplacement de la patente par la taxe professionnelle** [7 mai 1975] (p. 2459).

• *question orale sans débat :*

— (n° **19456**) : **Implantation d'usines à la campagne** [7 mai 1975] (p. 2467, 2468) : conclusions du rapport Chavanes ; système de la livraison clés en main ; attribution des primes de développement régional.

• *questions au Gouvernement :*

— **Calcul du versement représentatif de la taxe sur les salaires** (résidences secondaires) [4 juin 1975] (p. 3659).

— **Statut de la femme de l'artisan ou du commerçant** [11 juin 1975] (p. 3972).

• *questions orales sans débat :*

— (n° **17753**) : **Calcul des bénéfices agricoles,** en qualité de suppléant de M. d'Aillières [10 octobre 1975] (p. 6793) : possibilité de substituer le revenu agricole brut au revenu cadastral pour le calcul des bénéfices agricoles et des cotisations sociales.

— (n° **23032**) : **Alimentation en eau par barrages-réservoirs** [10 octobre 1975] (p. 6795) : nuisances entraînées par la construction de certains barrages-réservoirs.

• *questions au Gouvernement :*

— **Permis de construire dans les sites protégés** [29 octobre 1975] (p. 7531) : les exigences de l'administration concernant la conformité avec le site.

— **Politique de la famille** [3 décembre 1975] (p. 9267) : consultation du comité consultatif de la famille.

— **Démission collective de représentants des commerçants et des artisans de certains organismes gestionnaires** [5 mai 1976] (p. 2626) : mesures envisagées pour apaiser le malaise justifié des administrateurs des conseils d'administration du régime artisanal d'assurance vieillesse de la CANCAVA.

— **Allocation chômage** [23 juin 1976] (p. 4549) : nécessité de résoudre le problème de l'emploi afin d'éviter les abus de chômage.

INTERVENTIONS

1973

— **Déclaration de M. le ministre de l'éducation nationale sur les orientations de la politique de l'éducation nationale** (n° 442) [5 juin 1973] (p. 1764) : priorité des problèmes d'infrastructure ; situation d'une famille de sa circonscription ; injustice dans la répartition des bourses ; fonds départementaux d'aide à la scolarisation ; circulaires des services ministériels ; aides des communes périphériques aux communes sièges de CEG ; barème d'attribution des bourses ; distinction entre externes et internes ; commissions cantonales d'aide sociale ; sa suggestion de créer un organisme superposable à ces commissions chargé de répartir les bourses scolaires ; gratuité de l'enseignement.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° 646).

Deuxième partie :

— **Agriculture et développement rural. — FORMA, BAPSA** [7 novembre 1973] (p. 5269) : disparités de revenus des agriculteurs suivant les régions ; déséquilibre et injustices découlant des aides à l'agriculture ; non-parution de la carte scolaire ; extension de la prime à la vache aux régions classées zones de montagne ; coût de cette mesure et retards en matière d'infrastructures qui paralysent les collectivités locales ; estime urgent de restructurer notre conception et notre philosophie même en matière d'aménagement rural ; de revoir les aides parcellaires et sectorielles ; de concevoir un aménagement rural global ; groupe d'étude parlementaire d'aménagement rural (GEPAR) ; son analyse des différentes régions rurales ; régions à agriculture riche ; régions ayant investi dans le tourisme ; régions d'équilibre agriculture-tourisme-ateliers industriels adaptés ; sa conception de l'aménagement rural à la base ; noyau élémentaire que constitue la micro-région économique polarisée sur son bourg-centre ; conditions minimales de l'aménagement rural global : maintien du service public ; (p. 5270) : infrastructures élémentaires de voirie et d'adduction d'eau ; aide à la création en milieu rural d'emplois extra-agricoles et extratouristiques ; évoque la politique menée à l'égard des villes moyennes ; suggère la mise en œuvre d'un contrat analogue entre l'Etat et les micro-régions économiques secteurs pilotes d'aménagement rural ; suggère l'adoption de l'intitulé « ministère du développement rural et de l'agriculture ».

1974

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° 1180).

Deuxième partie :

Commerce et artisanat, rapporteur pour avis. [29 octobre 1974] (p. 5514) : son département est le seul où une prime de conversion ait été attribuée à un artisan : une fois de plus la volonté du législateur a été détournée dans son application ; suggère une aide à l'installation des jeunes artisans, sous réserve d'un examen de leurs compétences et des besoins ; (p. 5515) : une aide à la maintenance en zone rurale ; propose de modifier l'assiette de la taxe pour frais de chambres de métiers et de les autoriser à en relever le taux en 1975 ; assistants techniques des métiers et moniteurs de gestion ; s'interroge sur l'intérêt pour les artisans des dispositions de l'article 48 et demande si la meilleure connaissance des revenus des artisans ne devrait pas aboutir à leur accorder l'abattement de 20 % consenti aux salariés ; la commission votera à l'unanimité le budget présenté.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1974** (n° 1340). **Discussion des articles** [10 décembre 1974]. **Avant l'Article premier** (p. 7596) : l'amendement n° 20 relatif aux centres de gestion agréés très attendus par les agriculteurs ; le plafond d'abattement ; votera cet article ; l'affiliation à un centre de gestion n'est pas obligatoire ; une première démarche vers l'égalité fiscale.

1975

— **Projet de loi relatif à la pharmacie vétérinaire** (n° 1337). **Deuxième lecture. Discussion des articles** [17 avril 1975]. **Article 2 : Article L 617-6 du code de la santé publique** (p. 1785) : inapplication des règlements relatifs à la fabrication et à la cession de certaines substances ; répercussions économiques d'une telle situation.

— **Projet de loi portant orientation préliminaire du VII^e Plan** (n° 1685). **Discussion générale** [3 juin 1975] (p. 3544) : gérer l'imprévisible ; l'idée forte que constitue le bonheur ; l'anonymat des grandes villes ; l'hyperconcentration urbaine ; créer un équilibre du territoire ; animer les petits bourgs ; (p. 3545) : le trinôme agriculture-tourisme-emplois industriels ; le rapport Chavannes ; la possibilité d'industrialiser le milieu rural. **Discussion de l'article unique** (p. 3751) : son amendement n° 19 : promouvoir l'aménagement de pôles de fixation que constituent les « bourgs-centres » ruraux pour freiner l'exode rural ; réservé.

— **Projet de loi portant suppression de la patente et institution d'une taxe professionnelle** (n° **1634**). **Discussion des articles** [11 juin 1975] : **Article 2** (p. 3992) : retire son amendement n° 26 au profit de l'amendement n° 7 de M. Burckel. **Article 3** (p. 4000) : son amendement n° 28 : base de la taxe professionnelle ; retiré ; (p. 4002) : annonce que le groupe des républicains indépendants est prêt à soutenir l'amendement n° 139 de M. Voisin ; trouve anormal que le vétérinaire ou le médecin soit exonéré de la taxe professionnelle ; craint qu'en l'état actuel le projet ne nuise à l'implantation d'usines dans les régions rurales. **Article 7** (p. 4017) : son amendement n° 39 : admissibilité des recours des contribuables ; adopté ; (p. 4018) : son amendement n° 40 : limiter à une année la durée du contentieux qui peut naître entre l'administration et le contribuable ; retiré. **Article 9** (p. 4019) : son amendement n° 41 : épargner aux petits redevables le versement de l'acompte ; déclaré irrecevable en application de l'article 40 de la Constitution ; (p. 4021) : son amendement n° 42 : prévoir un versement d'acompte facultatif pour les entreprises artisanales ; repoussé ; [12 juin 1945] : **Article 14** (p. 4056) : ses observations sur l'amendement n° 46 de M. Vauclair. **Article 16** (p. 4065) : se déclare favorable à l'amendement n° 60 de M. Papon ; suggère de donner la totalité des ressources au conseil général qui en effectuerait la répartition tout en prévoyant un taux bonifié pour les communes fusionnées.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**).

Deuxième partie :

Commerce et artisanat, rapporteur pour avis [29 octobre 1975] (p. 7512) : l'infériorité des moyens du ministre chargé du commerce et de l'artisanat par rapport aux moyens du ministre de l'agriculture ; la tâche d'animation qui lui revient ; (p. 7513) : apprendre aux artisans et aux commerçants les règles d'une saine gestion ; relever le crédit, dans l'opinion, du travail artisanal.

Agriculture. — FORMA, BAPSA [5 novembre 1975] (p. 7900) : « longueur » et « langueur » de la discussion du budget de l'agriculture ; les incohérences dans l'attribution de la prime d'abattage aux étables victimes de la brucellose ; ne peut admettre l'actuelle disparité du revenu brut d'exploitation ; les problèmes des petits exploitants ne seront pas résolus par des aides sociales, mais par une politique d'aménagement rural.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1975** (n° **1980**). **Discussion des articles** [9 décembre 1975]. **Après l'Article 19** (p. 9552) : son amendement n° 32 : participation des ressortissants des chambres de métiers au financement des actions de formation continue ; permettre aux chambres de métiers de poursuivre l'action engagée en matière de formation continue ; retiré.

1976

— **Proposition de loi tendant à interdire l'usage des œstrogènes en médecine vétérinaire** (n° **1447**). **Discussion générale** [29 avril 1976] (p. 2412) : aurait souhaité un libellé moins technique de la proposition de loi ; est favorable à l'institution d'une aide pour l'élevage du veau sous la mère ; considère comme étant d'une importance capitale la proposition de loi.

SIMON-LORIÈRE (Aymeric)

Député du Var
(3e circonscription)
(UDR).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 737).

S'inscrit au groupe d'union des démocrates pour la République [2 avril 1973] (p. 744).

Est nommé secrétaire d'âge [2 avril 1973] (p. 730, 732), [2 avril 1974] (p. 1448, 1449), [2 avril 1975] (p. 1198, 1200), [2 avril 1977] (p. 1458).

Décédé le 21 avril 1977.

Son éloge funèbre est prononcé [3 mai 1977] (p. 2358, 2359).

NOMINATIONS

Membre de la commission des Affaires culturelles, familiales et sociales [5 avril 1973] (p. 755), [2 avril 1974] (p. 1453), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'amélioration des conditions de travail [18 décembre 1973] (p. 7163).

Membre de la commission d'enquête sur la pollution du littoral méditerranéen et sur les mesures à mettre en œuvre pour la combattre et assurer la défense de la nature [28 juin 1974] (p. 3212).

Cesse d'appartenir à cette commission [27 juillet 1974] (p. 3909).

Membre du conseil d'administration de l'agence pour l'amélioration des conditions de travail pour représenter la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [23 juillet 1974] (p. 3663).

Membre de la commission d'enquête sur la situation de l'énergie en France [27 juillet 1974] (p. 3909).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant création du centre national d'art et de culture Georges-Pompidou [20 décembre 1974] (p. 8272).

Chargé de suivre et de contrôler de façon permanente l'emploi des crédits inscrits au budget du centre national d'art et de culture Georges-Pompidou [17 avril 1975] (p. 1832).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1976 [15 décembre 1975] (p. 9815).

Membre du conseil d'orientation du centre national d'art et de culture Georges-Pompidou [25 novembre 1976] (p. 8710), [26 novembre 1976] (p. 8768).

DÉPOTS

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 636) relatif à l'**amélioration des conditions de travail** (n° **679**) [4 octobre 1973].

— **Avis,** présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de **loi de finances pour 1974** (n° 646). — **Tome XIII : Travail et emploi** (n° **682**) [10 octobre 1973].

— **Rapport** fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi (n° 843) relatif à l'**amélioration des conditions de travail** (n° **861**) [18 décembre 1973].

— **Avis,** présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de **loi de finances pour 1975** (n° **1180**). — **Tome XV : Travail. — I. Travail, emploi** (n° **1231**) [11 octobre 1974].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 950) portant création du **centre national d'art et de culture Georges-Pompidou** (n° **1344**) [3 décembre 1974].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 1400) modifié par le Sénat, portant création du **centre national d'art et de culture Georges-Pompidou** (n° **1418**) [18 décembre 1974].

— **Rapport** fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant **création du centre national d'art et de culture Georges-Pompidou** (n° **1471**) [20 décembre 1974].

— **Avis,** présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de **loi de finances pour 1976** (n° 1880). — **Tome XIII : Travail et santé - travail et emploi** (n° **1917**) [10 octobre 1975].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 1733) relatif à la **sécurité sociale** des écrivains, des compositeurs de musique et des **artistes** créateurs, peintres, sculpteurs, graveurs, illustrateurs et graphistes (n° **1988**) [19 novembre 1975].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 2005) relatif à la **durée maximale du travail** (n° **2035**) [4 décembre 1975].

— **Avis,** présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de **loi de finances pour 1977** (n° 2524). — **Tome XV : Travail et emploi** (n° **2530**) [12 octobre 1976].

— **Proposition de loi** tendant à modifier l'annexe à la **loi n° 72-662** du 13 juillet 1972 portant **statut général des militaires** afin de porter de cinquante à cinquante-cinq ans la **limite d'âge des musiciens de la Marine** (n° **2543**) [13 octobre 1976].

— **Proposition de loi** créant un **revenu minimum pour les personnes âgées** (n° **2781**) [13 avril 1977].

QUESTIONS

• *question d'actualité :*

— **Dépôt du projet de loi sur l'amélioration des conditions de travail** [15 juin 1973] (p. 2213, 2214).

• *questions au Gouvernement :*

— **Réforme du baccalauréat** [19 juin 1974] (p. 2783, 2784).

— **Transfert de la préfecture du Var** (Draguignan à Toulon) [2 octobre 1974] (p. 4664, 4665).

— **Aide de l'Etat à l'entreprise Citroën** [4 décembre 1974] (p. 7377) : conditions d'octroi du prêt du FDES.

— **Incidents de Draguignan, problème de l'emploi dans le Var** [11 décembre 1974] (p. 7670).

— **Restructuration des chantiers navals** [8 octobre 1975] (p. 6656) : ses conséquences pour les chantiers de La Seyne.

— **Lutte contre le cancer** [22 octobre 1975] (p. 7219).

— **Conditions d'octroi des prêts immobiliers** [19 novembre 1975] (p. 8647) : situation des banques de dépôts pour les prêts immobiliers ; baisse du coût des prêts personnels octroyés par les caisses d'épargne pour l'acquisition de biens immobiliers.

— **Menaces de chômage pour 700 travailleurs toulonnais** [14 avril 1976] (p. 1716) : la situation des entreprises sous-traitantes de la marine.

INTERVENTIONS

1973

— **Projet de loi relatif au statut des associés d'exploitation et à la modification de l'assurance vieillesse des personnes non salariées agricoles** (n° **198**). **Discussion des articles** [15 mai 1973]. **Après l'article 5** (p. 1265) : son amendement tendant à la défense des droits de l'associé d'exploitation.

— **Projet de loi d'orientation du commerce et de l'artisanat** (n° **496**). **Discussion des articles** [12 octobre 1973]. **Article 22** (p. 4354) : son accord avec M. Briane pour reprendre son sous-amendement initial.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° **646**).

Deuxième partie :

Travail, emploi et population, rapporteur pour avis [15 novembre 1973] (p. 5823) : création d'emplois nouveaux ; accroissement du budget, situation des services centraux et extérieurs ; son amendement tendant à l'élaboration d'un plan d'ensemble, sa référence au rapport de la commission de l'emploi pour les deux premières années du VI[e] Plan ; renforcement quantitatif et qualitatif de l'inspection du travail ; rapports entre le pouvoir politique et le contrôle de l'administration ; ses préoccupations quant à la situation de l'emploi ; perspectives de l'année 1974 ; crise de croissance de l'agence nationale pour l'emploi ; son amendement relatif à la qualification des agents de l'ANPE et à la fixation d'un programme transitoire ; crédits de l'AFPA ; AFPA et formation des adultes ; adaptation de l'AFPA à la formation professionnelle continue ; stages. **Etat B - Titre III** (p. 5844) : son amendement tendant à la réduction des crédits du titre ; programme finalisé transitoire de l'ANPE ; effectifs de l'ANPE ; (p. 5845) : insuffisance des effectifs des services centraux et extérieurs ; retrait des amendements après explications du ministre.

— **Projet de loi relatif à l'amélioration des conditions de travail** (n° **636**), rapporteur. **Discussion générale** [22 novembre 1973] (p. 6257) : déclaration de M. Pompidou aux usines Renault du Mans, le 20 juin 1972 ; préoccupations d'ordre moral, économique et social ; travail aliénant ; conditions de travail et vie de l'entreprise ; conditions de travail et participation ; contrôle des salariés sur le pouvoir du chef d'entreprise ; travail à la chaîne ; rythme des cadences dans les économies de type socialiste ; son analyse du projet de loi ; (p. 6258) : ses observations sur le rôle confié au comité d'entreprise ; propositions de la commission ; agence pour l'amélioration des conditions de travail ; interdiction de l'utilisation des machines dangereuses ; pouvoir de l'inspection du travail ; horaires variables et travail à temps réduit ; (p. 6268) : répond à M. Andrieux : visite du Premier ministre aux usines Renault à Flins. **Discussion des articles** [27 novembre 1973]. **Article premier** (p. 6361) : son amendement tendant à favoriser la création de comités d'entreprise et à faciliter la coordination des activités de la commission spéciale chargée de l'amélioration des conditions de travail avec celles du comité d'hygiène et de sécurité; (p. 6362) : demande des assurances au Gouvernement : contrôle de la création des comités d'entreprise par les entreprises ; moyens d'éviter les conflits de compétence entre commission spéciale et comité d'hygiène et de sécurité ; (p. 6363) : retrait, après assurances du Gouvernement, de son amendement relatif au travail de nuit ; s'oppose à l'amendement de MM. Pujol et Cazenave relatif aux modalités de consultation des comités d'entreprise ; (p. 6366) : son amendement relatif à l'harmonisation des attributions de la commission spéciale avec celles du comité d'hygiène et de sécurité ; (p. 6367) : ses observations sur l'amendement de M. Berthelot, adopté contre son avis, par la commission et tendant à faire présider la commission spéciale par un membre du comité d'entreprise ; son désaccord avec l'amendement ; s'oppose à l'amendement de M. Legrand tendant à permettre la constitution de la commission spéciale dans les entreprises où

n'existe pas de comité d'entreprise. **Article 2** (p. 6368) : son amendement tendant à la présentation par le chef d'entreprise d'une évaluation chiffrée des mesures qu'il compte prendre pour améliorer les conditions de travail ; (p. 6369) : son amendement : attribution des marchés publics et actions relatives à l'amélioration des conditions de travail. **Article 3** (p. 6370) : son amendement tendant à l'indemnisation des suppléants qui assistent à la commission spéciale en présence des titulaires ; ses réserves sur l'amendement de MM. Brocard et Chinaud : limite apportée au crédit d'heures pour participer aux séances de la commission spéciale ; (p. 6373) : ses observations sur les amendements de MM. Chinaud, Rolland et du Gouvernement : limitation de la durée consacrée aux visites de l'entreprise. **Après l'Article 3** (p. 6375) : son amendement : sanctions en cas d'entrave au fonctionnement de la commission spéciale. **Article 7** (p. 6378) : s'oppose à l'amendement de M. d'Harcourt tendant à définir les tâches de l'agence nationale. **Article 8** (p. 6379) : ses observations sur l'amendement de MM. Gau et Le Pensec : composition et direction du conseil d'administration de l'agence nationale ; ses observations sur les amendements de M. Rolland : rôle du directeur de l'agence nationale et procédure de nomination. **Article 9** (p. 6380) : son amendement de forme. **Article 11** (p. 6383) : s'oppose aux amendements de MM. Legrand et Gau : extension de la protection des délégués du comité d'hygiène et de sécurité aux petites et moyennes entreprises. **Après l'Article 11** (p. 6384) : s'oppose à l'amendement de MM. Gau et Le Pensec : création et composition des comités d'hygiène et de sécurité. **Article 12** (p. 6386) : son amendement relatif à l'homologation de l'efficacité des appareils. **Article 13** (p. 6387) : son amendement tendant à préciser l'étendue des pouvoirs de contrôle des inspecteurs du travail en matière d'hébergement des travailleurs. **Article 14** (p. 6389) : ses amendements tendant à instituer un mécanisme d'appel auprès de l'inspecteur du travail dans le cadre des horaires variables. **Article 15** (p. 6391) : demande à M. d'Harcourt de réexaminer son amendement : droit prioritaire à horaires de travail réduit pour les postes particulièrement pénibles ; (p. 6392) : s'oppose aux amendements de MM. Le Meur et Le Penseç : aménagement des horaires de travail réduit et opposition du comité d'entreprise. **Article 17** (p. 6393) : s'oppose aux amendements de suppression de l'article. **Article 19** (p. 6394) : son amendement tendant à l'insertion des dispositions du projet dans le code de la sécurité sociale par décret en Conseil d'Etat. **Après l'Article 3** (p. 6395) : en seconde délibération : rappelle les motifs de son amendement.

Commission mixte paritaire, rapporteur [19 décembre 1973] (p. 7210) : travaux de la commission mixte paritaire ; demande l'adoption du texte adopté par la commission ; (p. 7211) : ses propos à l'adresse de M. Gau sur son vote au sein de la commission mixte.

1974

— **Rappel au règlement** [26 juin 1974] (p. 2966) : date de discussion du projet de loi sur les combattants d'Afrique du Nord.

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° **1180**).

Deuxième partie :

Travail, rapporteur pour avis [4 novembre 1974] (p. 5771) : les aspirations des travailleurs à la sécurité de l'emploi et des salaires, à l'enrichissement et à l'amélioration des conditions de travail ; l'exemple de Titan-Coder, de La Néogravure et des PTT ; la détérioration de l'emploi et la non-application de la loi sur l'amélioration des conditions de travail ; les grèves sont toujours politiques ; le budget face à la détérioration inquiétante de l'emploi ; l'effondrement des offres d'emploi non satisfaites ; le fléchissement des placements ; la brutale croissance des demandes ; un chômage conjoncturel lié au taux de moindre croissance ; la lutte contre l'inflation risque d'échouer par l'absence d'une politique globale de l'emploi ; le chômage est certes dû à l'arrivée massive des jeunes sur le marché du travail, à la forte progression des demandes d'emploi des femmes, à certains goulots d'étranglement géographiques ou sectoriels ou dans certaines branches et à l'implantation renforcée de l'agence nationale pour l'emploi, mais aussi à la politique de lutte contre l'inflation ; aucun document n'évalue les conséquences de la croissance sur l'emploi ; aucune prévision de la direction de la prévision ou du ministère du travail ; la politique de l'autruche ; l'agence nationale pour l'emploi ; déplore qu'une réforme globale des statuts du personnel ne soit pas encore intervenue ; faute d'effectifs, les agences ne peuvent plus faire face à leur tâche ; (p. 5772) : la commission souhaite que l'agence développe son service informatique pour rapprocher nationalement les offres et les demandes ; faute de moyens adaptés, l'agence redeviendrait un simple bureau d'enregistrement du chômage ; l'aide publique au travailleur privé d'emploi ; l'allocation supplémentaire d'attente en faveur des salariés licenciés pour cause économique ; maintien du salaire antérieur à 90 % pendant un an ; un système de protection unique en Europe ; le dépôt des projets de loi nécessaires

à sa mise en œuvre ; l'amélioration des conditions de travail ; l'exemple de l'entreprise Buda ; les créations d'emploi d'inspecteurs du travail ; le retard dans l'élaboration du statut des inspecteurs ; l'institut national du travail ; l'association pour la formation professionnelle des adultes ; les retards d'équipements ; 50 % des stagiaires ont moins de vingt et un ans ; la commission souhaite un examen d'ensemble des actions menées en matière de formation professionnelle des adultes ; la commission souhaite être informée des travaux de la commission Sudreau et entendre ce dernier ; les professionnels de la faillite devraient être déclarés responsables sur leurs biens personnels ; la commission a émis un avis favorable à l'adoption du budget.

— **Projet de loi relatif à l'interruption volontaire de grossesse** (n° **1297**). **Discussion des articles** [28 novembre 1974]. **Article 3** (p. 7216) : son sous-amendement n° 79 à l'amendement n° 23 de M. Berger et de la commission : moyens d'information des centres de protection maternelle et infantile ; adopté.

— **Projet de loi portant création du centre national d'art et de culture Georges-Pompidou** (n° **950**), rapporteur. **Discussion générale** [3 décembre 1974] (p. 7296) : hommage à Georges Pompidou ; centre mondial de création artistique ; art moderne ; concours international ; le quartier ; le projet des Halles ; (p. 7297) : la bibliothèque ; le département des arts plastiques ; le transfert du musée d'art moderne ; le centre de création industrielle ; l'institut de recherche et de coordination acoustique-musique (IRCAM) confié à Pierre Boulez ; la cinémathèque animée par Henri Langlois ; statut d'établissement public culturel ; le président et le conseil de direction ; le conseil d'orientation ; le statut du personnel ; risque de cloisonnement pour la bibliothèque et l'IRCAM ; risque financier et risque de bureaucratie ; coût de fonctionnement ; dépenses d'équipement et d'études ; la mission de la Cour des comptes ; la commission d'enquête ; la commission demande d'approuver le projet. **Discussion des articles. Article premier** (p. 7307) : ses amendements n^{os} 1 à 5 ; précisions et adjonctions rédactionnelles ; adoptés. **Article 4** (p. 7308) : son amendement n° 6 : le président et le conseil de direction ; adopté ; sous-amendement n° 14 : participation d'élus au conseil d'orientation ; (p. 7310) : son amendement n° 9 : unité et homogénéité du centre ; adopté. **Deuxième lecture** [19 décembre 1974] (p. 8149) : la mission de communication sociale du centre ; les conseils aux collectivités locales ; les organes directeurs de l'établissement : conseil de direction et conseil d'orientation ; l'homogénéité du centre : caractère exceptionnel du statut de l'IRCAM et de la bibliothèque ; le contrôle parlementaire ; (p. 8150) : l'application des principes de la comptabilité publique. **Article premier** (p. 8151) : son amendement n° 2 : l'homogénéité du centre Beaubourg : les départements ne doivent pas être cloisonnés ; retrait de son amendement. **Article 5** *bis* (p. 8152) : son amendement n° 3 : les pouvoirs d'investigation des parlementaires, membres du conseil d'orientation ; adopté. **Commission mixte paritaire** [20 décembre 1974] (p. 8269) : supplée M. Berger.

— **Rappel au règlement** [5 décembre 1974] (p. 7431) : transfert à Toulon de la préfecture du Var.

1975

— **Projet de loi relatif à l'éducation** (n° **1736**). **Discussion des articles** [19 juin 1975]. **Article premier** (p. 4418) : son amendement n° 23 : rappeler les grands principes auxquels l'organisation scolaire doit répondre ; (p. 4420) : propose de retenir les quatre premiers paragraphes de l'amendement n° 123 du Gouvernement et de substituer à son dernier alinéa les trois derniers alinéas de son amendement n° 23 ; suite aux observations de M. Hamelin, propose une modification au dernier alinéa de son amendement n° 23 ; (p. 4422) : est favorable au sous-amendement n° 132 du Gouvernement à son amendement n° 23 ; amendement n° 23 adopté après adoption du sous-amendement n° 132 du Gouvernement. **Article 2** (p. 4427) : sur son amendement n° 24, défendu par M. Legendre, souhaite que le ministère établisse un lien entre la programmation des constructions et celle des affectations du personnel. **Article 3** (p. 4443) : ses observations sur le sous-amendement n° 27 à l'amendement n° 130 du Gouvernement.

— **Projets de loi portant réforme de l'urbanisme et de la politique foncière** (n° **1588** et n° **1881**). **Discussion générale commune** [8 octobre 1975] (p. 6676) : le projet tend davantage a atténuer les conséquences néfastes du système qu'à en changer les fondements ; les zones sensibles ou les plus convoitées ne sont pas seulement situées au centre des grandes métropoles ; propose d'abaisser le plafond légal de densité à 0,75 ce qui permettrait de réglementer un plus grand nombre d'opérations ; prend pour exemple en matière d'impôt foncier une opération de lotissement en cours de réalisation à Sainte-Maxime ; (p. 6677) : propose de constituer un livre foncier qui permette une véritable transparence de la taxe foncière, la rende publique et permette de connaître la valeur des terres année par année ; en tant que maire, doute que le prix juste soit le prix du marché ; craint que le système retenu pour la mise en œuvre du

droit de préemption n'oblige les communes à se rallier finalement aux prix du marché ; demande au ministre si, par les transferts de COS, il entend favoriser la constitution de hameaux et limiter la construction individuelle. **Discussion des articles** [9 octobre 1975]. **Article premier** (p. 6722) : son amendement n° 396 : substituer aux mots « égale à la surface » les mots « égale aux trois quarts de la surface » ; (p. 6725) : estime que l'abaissement du coefficient 1 au coefficient 0,75 n'aura aucune influence sur le centre des villes mais sera très favorable dans les zones sensibles ; retiré.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**).

Deuxième partie :

Culture [3 novembre 1975] (p. 7729) : reproche à MM. Ralite et Josselin d'avoir fait des rapports personnels et de ne pas avoir rapporté les opinions de la commission des finances et de la commission des affaires culturelles ; (p. 7743, 7744) : les intentions libérales du secrétaire d'Etat ; le danger de la taxation des films pornographiques ; les pouvoirs dont disposent les exploitants ; ne pas tolérer que le marché soit dominé par trois puissants groupes ; le centre Beaubourg ; la politique contractuelle et la conclusion de chartes culturelles ; la restauration du centre historique des villes ; les possibilités offertes à l'architecture moderne.

Travail, rapporteur pour avis [4 novembre 1975] (p. 7815) : la situation actuelle du chômage ; un système d'indemnisation inadapté et coûteux ; (p. 7816) : entreprendre la réalisation de la fusion des différents systèmes ; la situation de l'UNEDIC ; l'effort relatif au chômage partiel ; la coordination qui s'impose entre les différents services du travail ; le sort de l'AFPA ; ne pas disjoindre les problèmes de l'emploi et du travail ; la situation des projets relatifs à l'amélioration des conditions de travail. **Discussion des articles : Etat B - Titre III** (p. 7858) : ses observations sur l'amendement n° 192 du Gouvernement. **Etat B - Titre IV** (p. 7859) : sa question portant sur l'amendement n° 193 du Gouvernement.

— **Projet de loi relatif à la sécurité sociale des écrivains, des compositeurs de musique et des artistes créateurs peintres, graveurs, illustrateurs et graphistes** (n° **1733**), rapporteur. **Discussion générale** [25 novembre 1975] (p. 8892) : la commission a adopté à l'unanimité le projet de loi qui comble une lacune importante de la législation sociale ; (p. 8893) : élargir le champ d'application du projet en reprenant la définition de l'auteur donnée par la loi du 11 mars 1957 ; protection plus complète notamment en matière d'indemnités journalières ; alléger les cotisations actuellement mises à la charge des auteurs ; les nouveaux organismes de gestion prévus par le projet. **Discussion des articles. Article premier** : son amendement n° 1 élargissant la notion d'auteur conformément à la loi du 11 mars 1957 ; adopté ; (p. 8900) : son amendement n° 2 : des commissions de professionnalité apprécieront l'affiliation des artistes provisoirement sans ressources suffisantes ; adopté ; (p. 8902) : son amendement n° 52 : maintien des prestations de l'assurance maladie et de l'assurance maternité à ceux qui en bénéficiaient avant l'entrée en vigueur du présent texte; adopté; (p. 8903) : son amendement n° 53 : suppression de l'abattement du taux des cotisations pour les écrivains non salariés ; adopté ; (p. 8903) : son amendement n° 8 substituant au mot « cotisation » le mot « contribution » ; adopté ; (p. 8904) : sur l'amendement n° 55 de M. Gau : estime que les collectivités publiques y compris l'Etat doivent être soumis à contribution ; (p. 8911) : son amendement n° 21 : représentation majoritaire des intéressés au sein des organismes agréés ; adopté. **Article 3** (p. 8915) : son amendement n° 22 précisant qu'il n'y a aucun transfert de charges au détriment du régime général ; adopté. **Après l'Article 3** (p. 8915) : son amendement n° 23 mise en application au plus tard le 1er janvier 1977 ; adopté ; (p. 8916) : son sous-amendement n° 67 à l'amendement n° 65 du Gouvernement : organisations professionnelles d'artistes; adopté. **Article 5** (p. 8917) : son amendement n° 29 tendant à la suppression de l'article ; adopté. **Article 6** (p. 8917) : son amendement n° 30 tendant à éviter que les décrets ne fixent une date impérative pour l'application des nouveaux régimes de retraites complémentaires ; adopté. **Titre** (p. 8918) : son amendement n° 34 modifiant le titre du projet de loi compte tenu d'une nouvelle définition de l'auteur ; adopté.

— **Projet de loi relatif à la réduction de la durée maximale du travail** (n° **2005**), rapporteur. **Discussion générale** [10 décembre 1975] (p. 9639, 9640) : la limitation du projet au problème de la durée maximale du travail ; son application à 7 % des travailleurs français ; la nécessité de renforcer les moyens de l'inspection du travail ; l'attachement des travailleurs aux heures supplémentaires ; (. 9641) : la nécessité de réadaptation du système des équivalences pour le commerce, la batellerie et les transports ; la non-application du projet dans l'agriculture sauf pour les salariés des coopératives ; le caractère satisfaisant de la démarche évolutive du Gouvernement. **Discussion des articles. Article 2** (p. 9647) : sur l'amendement n° 2 de M. Duroméa, estime qu'il n'est pas possible de sup-

primer d'un seul coup toutes les dérogations existantes. **Article 3** (p. 9649) : rappelle que la commission des affaires culturelles a estimé qu'avant d'assurer la parité entre salariés agricoles et autres salariés il fallait connaître les conséquences de l'extension des dispositions aux salariés agricoles ; s'oppose à l'amendement n° 3 de M. Renard et à l'amendement n° 4 de M. Balmigère ; annonce qu'il présentera un amendement n° 5 visant à obliger le Gouvernement à déposer un projet d'extension des nouvelles dispositions. **Après l'Article 3** (p. 9650) : craint que l'amendement n° 15 de M. Gau n'aboutisse à encourager les travailleurs à accomplir des heures supplémentaires ; son amendement n° 5 : obligation pour le Gouvernement de déposer avant l'ouverture de la seconde session ordinaire de 1976-1977 un projet tendant à faire bénéficier l'ensemble des salariés agricoles des dispositions de l'article 3; adopté ; son sous-amendement : remplacer les mots « seconde session ordinaire de 1976-1977 » par les mots « première session ordinaire de 1977-1978 » ; adopté ; (p. 9651) : son amendement n° 6 : dépôt sur le bureau des Assemblées avant le 1er juin 1976 d'un rapport sur les régimes d'équivalences à la durée légale du travail établie pour certaines professions ; adopté. **Titre** (p. 9652) : son amendement n° 8 : nouvelle rédaction du titre du projet de loi ; adopté.

1976

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**).

Deuxième partie :

Travail, rapporteur pour avis [15 novembre 1976] (p. 7987) : réduire les inégalités devant le chômage; harmoniser la formation professionnelle ; un ministère du travail mais aussi un ministère de l'emploi ; la non-satisfaction des demandes d'emploi, des offres d'emploi ; l'indemnisation des chômeurs ; les bénéficiaires des allocations du FNE ; la situation des jeunes de moins de vingt-cinq ans ; la situation des femmes et essentiellement des femmes de moins de vingt-cinq ans ; les prévisions du marché de l'emploi pour les années 1976 à 1980 ; l'harmonisation des composantes de la formation professionnelle ; l'ANPE ; l'AFPA ; l'AFPJ ; un véritable programme finalisé pour l'AFPA ; (p. 7888) : les nouvelles sections et leur coût de fonctionnement ; la lutte contre l'inégalité devant le chômage ; le caractère complexe et injuste du système actuel ; fusionner les aides, solution à un système inégalitaire ; la politique de l'emploi ; la création d'un comité interministériel de l'emploi ; l'ANPE ; la coordination de la politique d'emploi au niveau régional ; l'agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail ; le FACT ; le système d'aide au chômage plus incitatif en ce qui concerne le reclassement.

1977

— **Déclaration du Gouvernement sur la situation et les perspectives de la sidérurgie française** (n° **2809**) [20 avril 1977] (p. 1970) : la justesse du diagnostic porté par le Premier ministre sur la sidérurgie ; l'histoire exemplaire de l'entreprise Sud-Acier ; (p. 1971) : les conditions de mise en activité et du dépôt de bilan de cette entreprise ; interroge le Gouvernement sur les raisons de la disparition d'une entreprise compétitive, sur la conséquence du dumping pratiqué par certains pays, sur l'opportunité de la participation de l'Etat dans certains secteurs ; les déclarations de M. Fiterman au « Monde » sur les nationalisations ; les raisons qui militent en faveur de prises de participation publique dans certains secteurs sidérurgiques.

SOISSON (Jean-Pierre)

Député de l'Yonne
(1re circonscription)
(RI).

Secrétaire d'Etat aux universités du 8 juin 1974 au 12 janvier 1976.

Secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (formation professionnelle) du 12 janvier 1976 au 25 août 1976.

Secrétaire d'Etat auprès du ministre de la qualité de la vie (jeunesse et sports) du 27 août 1976 au 29 mars 1977.

Secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports du 1er avril 1977 au 1er juin 1977.

L'Assemblée prend acte de son élection.

S'inscrit au groupe des républicains indépendants [2 avril 1973] (p. 745).

Est nommé secrétaire d'Etat aux universités (Gouvernement Chirac). Décret du 8 juin 1974 [*J.O.* du 9 juin 1974] (p. 6179).

Le président de l'Assemblée nationale prend acte de la cessation, le 8 juillet 1974, de son mandat de député [9 juillet 1974] (p. 3405, 3430).

Il est mis fin à ses fonctions de secrétaire d'Etat aux universités (Gouvernement Chirac). Décret du 12 janvier 1976 [*J.O.* du 13 janvier 1976] (p. 395).

Est nommé secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (formation professionnelle) (Gouvernement Chirac). Décret du 12 janvier 1976 [*J.O.* du 13 janvier 1976] (p. 395).

Il est mis fin à ses fonctions de secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (formation professionnelle) (Gouvernement Chirac). Décret du 25 août 1976 [*J.O.* du 26 août 1976] (p. 5116).

Est nommé secrétaire d'Etat auprès du ministre de la qualité de la vie (jeunesse et sports) (premier Gouvernement Barre). Décret du 27 août 1976 [*J.O.* du 28 août 1976] (p. 5196).

Il est mis fin à ses fonctions de secrétaire d'Etat auprès du ministre de la qualité de la vie (jeunesse et sports) (premier Gouvernement Barre). Décret du 29 mars 1977 [*J.O.* du 30 mars 1977] (p. 1741).

Est nommé secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports (deuxième Gouvernement Barre). Décret du 1er avril 1977 [*J.O.* du 2 avril 1977] (p. 1852).

Il est mis fin à ses fonctions de secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports (deuxième Gouvernement Barre). Décret du 1er juin 1977 [*J.O.* du 2 juin 1977] (p. 3095).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [5 avril 1973] (p. 755).

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [2 avril 1974] (p. 1454).

Membre de la commission de surveillance de la caisse des dépôts et consignations [11 mai 1973] (p. 1202).

DÉPOTS

En qualité de député :

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1974** (n° 646). — **Annexe n° 4 : Agriculture et développement rural** (n° **681**) [10 octobre 1973].

— **Proposition de loi organique** tendant à **assurer la représentation des retraités civils et militaires et des personnes âgées au Conseil économique et social** (n° **815**) [4 décembre 1973].

En qualité de secrétaire d'Etat aux universités :

— **Projet de loi** portant modification de l'article 29 de la loi d'orientation de l'**enseignement supérieur** (n° **1754**) [16 juin 1975].

En qualité de secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (formation professionnelle) :

— **Projet de loi** modifiant l'article L 950-2 du **code du travail** relatif à la participation des employeurs au financement de la **formation professionnelle continue** (n° **2245**) [29 avril 1976].

— **Projet de loi** modifiant le livre IX du **code du travail** en ce qui concerne la participation des salariés à la **formation professionnelle** et aux activités qui s'y rattachent (n° **2258**) [30 avril 1976].

QUESTIONS

Réponses en qualité de secrétaire d'Etat aux universités :

• *aux questions au Gouvernement de :*

— **M. Rolland : Propagande politique dans les universités** [20 novembre 1974] (p. 6794) : généralisation de l'accès des travailleurs aux universités.

— **M. Jean-Pierre Cot : Licenciements d'assistants d'université** [7 mai 1975] (p. 2457) : projet de statut pour les assistants.

— **M. Carlier : Reconnaissance des diplômes délivrés par les instituts universitaires de technologie** [21 mai 1975] (p. 2937) : reconnaissance de l'IUT par les conventions collectives ; inscription possible dans un deuxième cycle universitaire ; admission dans certaines écoles d'ingénieurs.

— **M. Cressard : Situation des étudiants vietnamiens, cambodgiens ou laotiens** [4 juin 1975] (p. 3660) : intervention du fonds de solidarité universitaire.

• *à la question orale sans débat de :*

— **M. Mexandeau** (n° **19797**) : **Situation des universités** [4 juin 1975] (p. 3671, 3672) : aide du Gouvernement aux jeunes universités de province ; le critère d'attribution des crédits de l'Etat pour 1976 ; volonté du Gouvernement d'agir par voie de concertation ; élections universitaires de Caen ; les troisièmes cycles.

• *aux questions au Gouvernement de :*

— **M. Bernard Marie : Conséquences de l'incendie à l'hôpital Saint-Antoine** [11 juin 1975] (p. 3973) : dispositions prises pour que les étudiants puissent poursuivre leurs études ; remise en état des locaux pour la prochaine rentrée universitaire.

— **M. Ralite : Situation des assistants de l'enseignement supérieur** [11 juin 1975]

(p. 3976) : son intention de créer deux corps titulaires de l'enseignement supérieur : professeurs et maîtres d'université ; les propositions précises faites aux organisations syndicales.

— **M. Mayoud : Avenir des assistants non titulaires de l'enseignement supérieur** [18 juin 1975] (p. 4366, 4367) : accord mettant fin à la grève administrative des assistants non titulaires ; négociations relatives aux conditions de recrutement du futur corps des maîtres de l'université.

— **M. Glon : Aides aux étudiants** [8 octobre 1975] (p. 6654) : augmentation du nombre des boursiers ; étude par le Gouvernement d'un système de prêt aux étudiants ; action en faveur de la décentralisation universitaire : transfert de l'école nationale supérieure de céramique de Sèvres à Limoges et de l'école normale supérieure de Saint-Cloud à Lyon.

— **M. Mayoud : Transfert à Lyon de l'école normale supérieure de Saint-Cloud** [22 octobre 1975] (p. 7217).

— **M. Gau : Enseignement dans les UER de pharmacie** [29 octobre 1975] (p. 7537) : le problème posé par l'afflux d'inscriptions en pharmacie ; organisation d'une sélection pour l'enseignement de la pharmacie ; ouverture d'un contingent d'heures supplémentaires à Grenoble.

— **M. Guilliod : Financement de la construction de l'UER de droit de la Guadeloupe** [12 novembre 1975] (p. 8163) : attachement du Gouvernement à la réalisation de l'UER de droit et des sciences économiques à la Guadeloupe.

— **M. Damamme : Formation des médecins** [10 décembre 1975] (p. 9613) : organisation de la sélection en médecine sur les sciences fondamentales et sur les sciences humaines.

Réponses en qualité de secrétaire d'Etat auprès du ministre de la qualité de la vie (jeunesse et sports) :

• *à la question orale sans débat de :*

— **M. Dupuy** (n° **32373**) : **Circuit motocycliste prévu à Montlhéry** [15 octobre 1976] (p. 6710, 6711) : mise au point par le Gouvernement d'un plan moto ; construction de quatre centres ; Montlhéry (ouverture au printemps) ; Le Mans, Pernes-les-Fontaines et Iffendic ; amélioration des conditions de sécurité à Rungis.

• *aux questions au Gouvernement de :*

— **M. Maurice Blanc : Projet de carte « multineige »** [27 octobre 1976] (p. 7103) : étude de ce problème avec les dirigeants de la fédération française de ski.

— **M. La Combe : Dopage des coureurs cyclistes** [3 novembre 1976] (p. 7420) : application de la loi du 1er janvier 1965 relative à la lutte contre le dopage.

— **M. Delorme : Installations sportives universitaires** [15 décembre 1976] (p. 9413) : étude de ce problème par une mission constituée d'un inspecteur général de l'éducation nationale et d'un inspecteur de la jeunesse et des sports.

INTERVENTIONS

En qualité de député :

1973

— **Déclaration du ministre de l'agriculture et du développement rural sur les récentes déclarations du conseil des ministres des Communautés européennes** (n° **277**) [3 mai 1973] (p. 1006) : évoque les propos de M. Pierre Joxe ; rend hommage à l'action du ministre de l'agriculture à Bruxelles ; rappelle que, seule, la CEE a permis les progrès accomplis ; importance de nos exportations agricoles vers les pays européens ; nécessité de prolonger les efforts par le relèvement des prix, par une action pour l'organisation des marchés, la modernisation des exploitations, une étude des problèmes fonciers ; caractère de rattrapage des hausses intervenues depuis trois ans ; rappel des objectifs du VIe Plan ; (p. 1007) : part des dépenses alimentaires dans le budget des ménages ; part revenant aux producteurs ; les agriculteurs et la responsabilité de l'inflation ; problème du déficit en viande de bœuf, des excédents de lait ; nécessité d'une meilleure hiérarchie des prix entre productions végétales et animales ; importance de ces dernières pour le revenu des agriculteurs ; l'organisation, survie de l'agriculture ; nécessité de la promouvoir au plan européen et national ; préconise l'organisation interprofessionnelle et des efforts accrus en faveur de la modernisation des exploitations ; l'examen des problèmes fonciers liés à ceux de l'installation des jeunes agriculteurs ; nécessité d'alléger la charge foncière qui pèse sur les jeunes agriculteurs pour que priorité soit donnée à la modernisation des exploitations ; nécessité de faciliter le règlement des successions ; l'exploitation familiale, base sociale de notre agriculture ; (p. 1008) : rappelle l'importance pour la France des dix dernières années de politique agricole commune, la nécessité de mettre en place des mécanismes monétaires et sociaux.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° **646**).

Deuxième partie :

Agriculture et développement rural. — FORMA, BAPSA, rapporteur spécial [6 no-

vembre 1973] (p. 5228) : politique de la campagne ; capital que représente pour la France l'espace rural ; aménagement du territoire : problème essentiel ; réseau structuré de zones urbaines légères et zones rurales vivantes ; nouvel équilibre entre les villes et les campagnes ; aménagement rural ; accroissement du montant des autorisations de programme ; bonifications d'intérêts versés par le Trésor ; taux d'exécution du plan, choix d'une politique de la montagne fait en liaison avec les organisations professionnelles; équipements collectifs ruraux et équipements productifs agricoles; enseignement agricole, carte scolaire; centres de formation professionnelle agricole ; crédits d'aménagement des villages, de la voirie rurale, du fonds d'action rural et des adductions d'eau ; proposition de la commission des finances d'augmenter la redevance sur les consommations d'eau ; demande que soient tenus les engagements de Provins en matière d'adduction d'eau ; augmentation des crédits des SAFER et des crédits destinés aux industries agricoles et alimentaires ; problème fondamental du remembrement et des travaux connexes ; insuffisance des dotations prévues à cet effet ; demande de la commission des finances d'une majoration des crédits de remembrement ; sa référence à la discussion en commission ; exprime sa confiance au ministre.

Affaires culturelles [9 novembre 1973] (p. 5511) se félicite de l'action culturelle entreprise en province et notamment à Auxerre.

— **Projet de loi d'orientation du commerce et de l'artisanat** (n° 496). **Deuxième lecture. Discussion générale** [6 décembre 1973] (p. 6700) : répond à M. Servan-Schreiber : mesures prises par le Gouvernement face à la crise actuelle ; « manifeste du parti radical » et contradictions de M. Servan-Schreiber.

1974

— **Discussion d'une motion de censure** [25 janvier 1974] (p. 444) : attire l'attention du pays sur le caractère irréaliste et irresponsable des propositions économiques du programme commun ; comment promouvoir une augmentation de la consommation intérieure pour réduire un déficit extérieur.

En qualité de secrétaire d'Etat aux universités :

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° 1180).

Deuxième partie :

Universités [6 novembre 1974] (p. 5915) : les missions du nouveau secrétariat d'Etat aux universités ; le rôle du secrétariat d'Etat n'est pas de gérer les universités mais de les aider à définir leur évolution ; le besoin d'une véritable carte universitaire ; les critères de son établissement et le nécessaire concours des commissions parlementaires et des conseils régionaux pour l'établir ; (p. 5918) : la rationalisation des diplômes ; l'amélioration de la condition des étudiants ; (p. 5919) : aide directe et aide indirecte aux étudiants ; (p. 5920) : encourager l'ouverture des universités ; délivrance des diplômes d'ingénieurs par deux universités ; donner une dimension européenne à la coopération universitaire ; promouvoir les bibliothèques ; rapprocher le monde de l'université et le monde de l'économie ; (p. 5930) : les conditions dans lesquelles sera élaborée la carte universitaire ; précise à M. Mexandeau qu'il vient d'habiliter quatorze maîtrises de sciences et de techniques ; (p. 5943) : rend hommage au président Edgar Faure pour son œuvre dans le domaine de la réorganisation des universités ; (p. 5944) : justifie les mesures prises à l'égard des universités de Vincennes et de Poitiers ; (p. 5946) : le dossier des « reçus collés » en médecine ne saurait être rouvert.

— **Projet de loi portant création du centre national d'art et de culture Georges-Pompidou** (n° 950). **Discussion des articles** [3 décembre 1974]. **Article 4** (p. 7310) : son sous-amendement n° 15 à l'amendement n° 9 : la bibliothèque et l'IRCAM ; adopté.

1975

— **Projet de loi relatif à l'éducation** (n° 1736). **Discussion générale** [18 juin 1975] (p. 4383) : le refus de la sélection pour l'accès aux enseignements supérieurs ; l'impossibilité d'un *numerus clausus* dans une économie non totalitaire ; la volonté de ne pas fermer la porte à celui qui est compétent pour la franchir ; (p. 4384) : le taux des étudiants ne passant aucun examen ; mettre en place une orientation des étudiants en fonction de leurs motivations ; la classe de terminale : classe de préparation à l'enseignement supérieur ; les quatre options que comprendra chacun des grands profils prévus pour le baccalauréat ; la possibilité pour certaines universités de fixer des conditions plus sévères d'accès ; le dépôt d'un projet de loi tendant à ouvrir les universités et les grandes écoles aux travailleurs ayant acquis une expérience professionnelle ; l'effort vers un enseignement supérieur ouvert à tous.

— **Projet de loi portant modification de l'article 29 de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur** (n° 1754). **Discussion générale** [23 juin 1975] (p. 4592) : la nécessité de donner un contenu administratif et financier accru au principe d'autonomie des uni-

versités ; (p. 4593) : les nouveaux rapports entre l'Etat et les universités ; les conclusions de la commission Bienaymé ; les mesures prises pour donner un contenu réel à l'autonomie des universités ; les modifications de l'article 29 de la loi d'orientation ; (p. 4594) : assure M. Cabanel que la gestion financière des universités ne sera pas aggravée ; (p. 4596) : déclare à M. Bernard Marie tenir le plus grand compte des observations que celui-ci avait formulées précédemment ; précise, à l'intention de M. Mexandeau, les raisons de sa décision relative à l'université de Caen ; (p. 4598) : affirme, en réponse à M. Ralite, que le Gouvernement n'a pas l'intention d'imposer la sélection ; précise les conditions dans lesquelles « la barre » sera relevée pour certaines formations universitaires particulières ; (p. 4599) : demande à M. Ralite s'il trouve normal que des personnalités extérieures soient séquestrées dans une université ; (p. 4601) : ses réponses aux orateurs. **Discussion des articles. Article unique** (p. 4602) : s'oppose à l'amendement n° 6 de M. Mexandeau ; (p. 4603) : est défavorable à l'amendement n° 7 de M. Mexandeau ; fait observer sur l'amendement n° 10 de M. Mexandeau que la loi d'orientation ne fait pas référence au CNRS ; (p. 4604) : s'oppose à l'amendement n° 12 de M. Mexandeau qui réduit l'autonomie des universités ; s'oppose à l'amendement n° 13 de M. Mexandeau qui confond crédits de personnels et crédits de fonctionnement ; donne à M. Gaussin l'assurance que le Gouvernement n'a pas l'intention de détourner les ressources propres des universités. **Avant l'Article unique** (*suite*) (p. 4606) : considère que le problème posé par l'amendement n° 3 de M. Sourdille est réel et sérieux ; accepte donc cet amendement ; son sous-amendement n° 14 : faire débuter le deuxième alinéa de l'amendement par les mots « en cas de scrutin à deux degrés », adopté ; s'oppose au sous-amendement n° 16 de M. Mexandeau à l'amendement n° 3 de M. Sourdille ; (p. 4607) : apporte son appui à l'amendement n° 3 de M. Sourdille. **Titre** (p. 4607) : son amendement : modification du titre du projet de loi ; sa réponse à la question de M. Ralite ; adopté.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**).

Deuxième partie :

Universités [17 novembre 1975] (p. 8487) : précise à M. Bernard Marie le montant des crédits complémentaires dégagés pour certaines universités parisiennes ; (p. 8490) : rappelle sa conviction que les universités ne peuvent rester à l'écart des problèmes concrets de la société française et qu'il convient donc de lier la formation à l'emploi sans pour autant négliger la recherche ; le projet de budget permettra de poursuivre l'action entreprise ; l'autonomie des universités ; la modification des critères d'attribution des crédits de l'Etat permettra une gestion plus claire, rétablira l'égalité entre les universités de Paris et de province ; mettre en œuvre un statut national des personnels enseignants ; (p. 8491) : annonce une réforme des études du deuxième cycle ; le secrétariat d'Etat a délivré 1.610 habilitations et souhaite une meilleure répartition des enseignants et des enseignements sur tout le territoire ; le développement des enseignements par alternance ; (p. 8492) : l'intégration de 2.000 agents rémunérés sur postes budgétaires ; l'accroissement de l'aide aux étudiants ; le développement des bibliothèques universitaires ; les réformes qui intéressent la bibliothèque nationale ; la situation du CNRS et les raisons qui amènent à approuver l'accord CNRS-Rhône-Poulenc ; (p. 8493) : la priorité en faveur de l'enseignement technique supérieur et la réforme du statut des écoles d'ingénieurs ; l'Institut ; le Collège de France ; la réforme de l'académie des sciences ; (p. 8495) : le transfert de l'école normale supérieure de Saint-Cloud dans la région lyonnaise ; (p. 8508) : répond aux orateurs ; la mission confiée au recteur Chevalier afin d'étudier la réorganisation des études de lettres dans le sens d'une meilleure formation à l'emploi ; la formation des maîtres ; l'aide aux étudiants étrangers.

— **Aménagement de l'ordre du jour** [19 décembre 1975] (p. 10105) : discussion du projet de loi portant réglementation du concours de recrutement des maîtres de conférences agrégés.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant validation de l'arrêté du 4 décembre 1972 portant réglementation du concours de recrutement des maîtres de conférences agrégés des disciplines juridiques, politiques, économiques et de gestion** (n° **2006**). **Discussion générale** [19 décembre 1975] (p. 10106) : se range aux conclusions de la commission des lois ; rappelle que les épreuves du concours d'agrégation se sont déroulées de façon totalement régulière ; (p. 10107) : souhaite que l'Assemblée adopte l'article 3 dans le texte du Sénat ; ses observations sur l'article additionnel proposé par la commission des lois. **Discussion des articles. Article 3** (p. 10108) : insiste pour que la commission ne maintienne pas son amendement ; l'impossibilité d'organiser six concours d'agrégation dans la seule année 1976.

En qualité de secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (formation professionnelle) :

1976

— **Projet de loi relatif au développement de la prévention des accidents du travail** (n° **2209**). **Discussion des articles** [13 mai 1976]. **Article premier** (p. 2968) : rejette le financement de la formation à la sécurité par recours exclusif au 1 % ; son amendement n° 160 concernant le financement de la formation de la sécurité ; (p. 2971) : regrette que l'adoption de l'amendement n° 5 de M. Caille remette en cause les principes posés par la loi de 1971 ; l'amendement n° 160 tombe.

— **Aménagement de l'ordre du jour prioritaire** [25 juin 1976] (p. 4747).

— **Projet de loi relatif à la participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue** (n° **2245**). **Première lecture. Discussion générale** [25 juin 1976] (p. 4749) : s'inscrit en faux contre les affirmations de l'opposition ; le maintien contre l'objectif d'éducation permanente de la loi de 1971 ; la nécessité de permettre aux entreprises de financer des actions en faveur des demandeurs d'emploi et de participer à l'organisation de stages de formation ; un projet qui répond aux souhaits exprimés par de nombreuses organisations représentatives ; un projet heureusement amendé par la commission des affaires sociales. **Discussion de l'article unique** [25 juin 1976] (p. 4750) : accepte l'amendement n° 1 de M. Delong. **Après l'Article unique** (p. 4751) : s'oppose aux deuxième alinéa de l'amendement n° 2 de M. Delong qui est d'ailleurs irrecevable ; demande le vote par division. **Titre** : accepte l'amendement n° 3 de M. Delong. **Deuxième lecture. Discussion générale** [30 juin 1976] (p. 4969) : demande à l'assemblée d'adopter le texte heureusement amendé par le Sénat.

En qualité de secrétaire d'Etat auprès du ministre de la qualité de la vie (jeunesse et sports) :

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1976** (n° **2523**). **Discussion des articles** [14 octobre 1976]. **Article 4** (p. 6647) : souligne qu'il n'existe pas sur une affaire qui concerne la jeunesse de France, à l'occasion du vote sur l'amendement n° 25 de M. Papon, une unité de l'opposition ; l'importance de l'affaire pour les jeunes Français ; le relent anti-jeune et anti-ouvrier de l'amendement n° 25 de M. Papon.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**).

Deuxième partie :

Qualité de la vie. — II. Jeunesse et sports [3 novembre 1976] (p. 7407) : la participation de l'Etat en faveur de la jeunesse et des sports ; les rôles respectifs de l'Etat et des collectivités locales, des associations dans le secteur de la jeunesse et des sports ; le sport et les loisirs ; le progrès physique et moral de la nation ; la liberté d'expression des Français ; l'aspiration des hommes ; le cadre associatif ; le cadre local ; le rôle de l'Etat ; la loi du 29 octobre 1975 sur le développement du sport ; l'éducation physique et sportive ; l'enseignement préscolaire et élémentaire ; (p. 7408) : la création de postes ; le PAP ; la politique des transferts ; la pratique du sport optionnel ; la réorganisation du « franc-élève » ; l'organisation de journées nationales ou régionales ; les rapports nouveaux avec le mouvement sportif ; le relèvement du plancher d'exonération de la taxe sur les spectacles sportifs ; la préparation des prochains jeux olympiques ; une action en faveur de la jeunesse ; une plus large information ; la formation d'animateurs qualifiés ; l'institut national d'éducation populaire de Marly ; la promotion des loisirs des enfants et des adolescents ; un plan de remise en état des centres de vacances ; (p. 7409) : faire renaître une culture populaire ; une politique nouvelle d'équipement ; la nouvelle « donne » ; (p. 7452) : l'importance de l'emploi des jeunes ; (p. 7455) : l'action d'information du CIDJ ; (p. 7456) : les contacts noués avec les fédérations sportives ; le rôle joué par les bénévoles dans le secteur de la jeunesse et des sports ; la formation des animateurs ; les besoins en matière d'équipement léger et polyvalent ; la situation indemnitaire des instituteurs détachés dans les fonctions de CTR, de CTD ou d'assistants de jeunesse ; la titularisation en qualité de PEGC ; la coordination entre l'Etat, les collectivités locales et les clubs ; (p. 7457) : un corps de moniteurs de sports ; les centres d'animation sportive et les sections sport-étude ; le sport optionnel inscrit dans la loi d'octobre 1975 ; l'expérience de Vendôme ; les maisons de jeunes et de la culture ; l'impossibilité de parler d'étouffement financier des MJC par l'Etat ; les postes du FONJEP ; les huit courts paragraphes du programme commun sur le sport ; la réalisation de certaines de ces propositions ; les équipements ; les chiffres officiels ; le maintien de l'équipement sportif ; l'UER Lacatrelle ; est scandalisé par l'anathème jeté sur l'ensemble des fonctionnaires de son département ministériel ; (p. 7458) : souligne que M. Hage maintient sa phrase « à la limite on peut dire que vos services parasitent votre propre budget » ; une appréciation scandaleuse sur un corps de fonctionnaires entièrement dévoués au service de l'Etat ; remarque que M. Josselin ne sait pas où se trouve le secrétariat d'Etat ; (p. 7459) : son souci

de voir accroître les crédits destinés à la jeunesse. **Examen des crédits** [3 novembre 1976]. **Etat B - Titre III** (p. 7459) : la logique curieuse des représentants communistes. **Après l'Article 72** (p. 7461) : le budget sportif de la nation élaboré par la cellule de rationalisation des choix budgétaires de son département ; s'en remet à la sagesse de l'Assemblée sur l'amendement n° 235 de M. Dousset.

— **Suspension de séance** [3 novembre 1976] (p. 7449, 7450) : match de coupe d'Europe de football.

SOUFFLET (Jacques)

Ministre de la défense du 28 mai 1974 au 30 janvier 1975.

Est nommé ministre de la défense (Gouvernement Chirac). Décret du 28 mai 1974 [*J.O.* du 29 mai 1974] (p. 5851).

Cessation de ses fonctions. Décret du 31 janvier 1975 [*J.O.* du 1er février 1975] (p. 1420).

QUESTIONS

Réponses en qualité de ministre de la défense :

• *aux questions au Gouvernement de :*

— **M. Houteer : Licenciements à la SNIAS** [12 juin 1974] (p. 2611, 2612) : attente des décisions britanniques relatives au Concorde.

— **M. Ducoloné : Situation du personnel de la SNIAS** [12 juin 1974] (p. 2612).

— **M. Chevènement : Manœuvres franco-espagnoles** [19 juin 1974] (p. 2788).

— **M. Andrieu : Extension du camp militaire du Larzac** [26 juin 1974] (p. 2968).

— **M. Baudis : Situation à la SNIAS** [2 octobre 1974] (p. 4665, 4666).

— **M. Macquet : Situation de l'industrie aéronautique française** [2 octobre 1974] (p. 4667).

— **M. Raymond : Menace sur l'emploi dans l'industrie aéronautique** [2 octobre 1974] (p. 4669, 4670).

— **M. Ducoloné : Situation de l'aviation civile** [9 octobre 1974] (p. 4896) : avenir de la SNIAS.

— **M. Dalbera : Sanctions prises à l'encontre de certains militaires** [9 octobre 1974] (p. 4896, 4897) : régiment de marche du Tchad, en garnison à Montlhéry.

— **M. Haesebroeck : Aide des soldats du contingent pour les travaux agricoles** [23 octobre 1974] (p. 5347).

— **M. Paul Duraffour : Vente d'avions de combat à l'étranger** [23 octobre 1974] (p. 5348).

— **M. Cressard : Attitude d'un officier général de la 2e section** [6 novembre 1974] (p. 5938) : déclarations de M. Stehlin relatives à l'avion de combat français ; situation militaire de M. Stehlin ; convocation du conseil supérieur de l'air pour prendre son avis sur l'éventualité d'une mise à la retraite de l'intéressé.

— **M. de Benouville : Répercussions des déclarations de M. Stehlin sur l'industrie aéronautique française** [6 novembre 1974] (p. 5939).

— **M. de Bennetot : Problèmes de la condition militaire** [4 décembre 1974] (p. 7379).

— **M. Montdargent : incarcération du brigadier Robert Pelletier** [11 décembre 1974] (p. 7675) : manifestation des appelés à Draguignan.

INTERVENTIONS

1974

— **Projet de loi relatif aux secrétaires administratifs des armées** (n° **810**). **Discussion générale** [14 juin 1974] (p. 2722) : présente le projet de loi ; insiste sur la privation de toute amélioration de carrière depuis 1969 ; (p. 2723) : contre l'amendement n° 3 de M. Crespin relatif aux reconstitutions de carrière.

— **Projet de loi relatif aux contrôleurs divisionnaires des transmissions** (n° **944**). **Discussion générale** [14 juin 1974] (p. 2724) : présente le projet ; insiste sur les possibilités de nomination à titre rétroactif ; (p. 2725) : en réponse à M. Bernard Marie annonce la fusion en un corps unique des contrôleurs des transmissions.

— **Projet de loi relatif aux fonctionnaires de l'Ecole polytechnique** (n° **811**). **Discussion générale** [14 juin 1974] (p. 2720) : précise que le projet se propose de rattacher par voie d'intégration quatre fonctionnaires isolés de l'Ecole polytechnique ; (p. 2727) : précise que les conditions d'avancement de ces fonctionnaires seront parfaitement respectées.

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° **1180**).

Deuxième partie :

Dépenses militaires, budgets annexes du service des essences et du service des poudres [8 novembre 1974] (p. 6146) : l'incidence budgétaire de la lutte contre l'inflation ; les réflexions du Président de la République sur

la défense ; analyse des crédits ; part du produit national brut dans différents pays ; la loi de programme ; la situation internationale ; le désarmement ; la défense européenne ; la gendarmerie ; la force nucléaire : sous-marins et missiles terrestres ; (p. 6147) : les forces classiques : forces de manœuvre et d'intervention, forces de sécurité ; sous-marins atomiques à propulsion nucléaire ; recherches ; dépenses de personnels ; rémunérations ; casernements ; plan de trois ans pour revaloriser la condition militaire ; le devoir de réserve ; l'indemnité pour charges militaires ; le statut des officiers et des sous-officiers ; (p. 6148) : moderniser le service militaire ; les unités de combat ; la formation sportive ; les cadres de contact choisis parmi les appelés ; le commandement ; le taux du prêt ; les cas sociaux ; les transports gratuits ; l'unité opérationnelle de permanence ; les casernements ; l'accession à la propriété ; le conseil supérieur de la fonction militaire ; le conseil permanent du service militaire ; la commission armée-jeunesse ; (p. 6149) : l'armée au service de la nation ; l'esprit de défense ; les démolisseurs professionnels ; [12 novembre 1974] (p. 6194) : le plan de trois ans ; la présence de M. Darinot au lancement du sous-marin *Agosta* ; (p. 6195) : le plan de charge et le personnel des arsenaux ; la loi de programme ; les crédits d'études ; le centre d'expérimentation du Pacifique ; l'arme nucléaire tactique ; l'hélicoptère *WG 13* ; le missile *Crotale* ; l'*Atlantic MK 2* ; le sous-marin nucléaire d'attaque ; les chars AMX 30 et les armes individuelles ; la poudrerie d'Angoulême ; les forces françaises en RFA ; (p. 6916) : les gymnases, les piscines ; les camps nationaux d'entraînement : Canjuers et Larzac ; l'accession à la propriété ; la coopération européenne en matière d'armements ; l'Eurogroupe ; l'harmonisation des armements ; l'accord technique avec l'Espagne ; les accords franco-malgaches. **Examen des crédits. Article 25** (p. 6199) : s'oppose à la réduction des crédits à l'armement nucléaire ; (p. 6205) : s'oppose à la réduction des crédits aux sociétés aéronautiques privées ; (p. 6206) : demande à la commission des finances de retirer son amendement relatif aux casernements et aux équipements sportifs ; son amendement n° 135 portant transfert de crédits du titre V au titre III (adopté) ; (p. 6207) : demande à la commission de la défense nationale de retirer l'amendement n° 139 transférant certains crédits de recherches sur les voyages gratuits aux appelés ; (p. 6208) : demande à la commission de la défense nationale de retirer l'amendement n° 140 de M. Mourot transférant certains crédits destinés à la recherche scientifique sur les primes de technicité ; l'indemnité de service en campagne ; la prime à la mer et la prime de technicité. **Article 24** (p. 6209) : son amendement n° 154 augmentant le nombre des voyages gratuits ; adopté ; l'amendement n° 134 du Gouvernement revalorisant la condition militaire et les conditions d'exécution du service national ; adopté. **Avant l'Article 50** (p. 6210) : s'oppose aux amendements n^{os} 123, 125, 130 et 138 (rapport du conseil supérieur de la fonction militaire sur la situation indiciaire des militaires) ; (p. 6212) : demande à M. Papon et à M. Cressard de retirer l'amendement n° 83 ; (p. 6213) : ne peut préciser la forme du quatrième plan militaire.

SOURDILLE (Jacques)

Député des Ardennes
(3^{e} circonscription)
(UDR, puis RPR).

Secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (recherche) du 2 avril 1977 au 1er avril 1978.

L'Assemblée prend acte de son son élection [2 avril 1973] (p. 733).

S'inscrit au groupe d'union des démocrates pour la République [2 avril 1973] (p. 744).

Est nommé secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (recherche) (Deuxième Gouvernement Barre). Décret du 1er avril 1977 [*J.O.* du 2 avril 1977] (p. 1852).

Le président de l'Assemblée nationale prend acte de la cessation le 1er mai de son mandat de député [3 mai 1977] (p. 2360, 2387).

Il est mis fin à ses fonctions de secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (recherche) (deuxième Gouvernement Barre). Décret du 31 mars 1978 [*J.O.* du 1er avril 1978] (p. 1407).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [5 avril 1973] (p. 755), [2 avril 1974] (p. 1453), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre de la commission nationale pour l'éducation, la science et la culture [29 juin 1973] (p. 2705).

Membre du conseil d'administration du centre national d'ophtalmologie des Quinze-Vingts [9 juillet 1976] (p. 5246).

DÉPOTS

— **Avis**, présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales,

sur le projet de **loi de finances pour 1975** (n° 1180). — **Tome VII : Education.** (n° **1231**) [11 octobre 1974].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 1484) modifiant le livre V du **code de la santé publique** et concernant la fabrication, l'importation et la mise sur le marché des **produits cosmétiques** et des produits d'hygiène corporelle (n° **1646**) [15 mai 1975].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi modifié par le Sénat (n° 1748) modifiant le livre V du **code de la santé publique** et concernant la fabrication, le conditionnement, l'importation et la mise sur le marché des produits **cosmétiques** et des produits d'hygiène corporelle (n° **1769**) [19 juin 1975].

— **Avis,** présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de **loi de finances pour 1976** (n° 1880). — **Tome VI : Education** (n° **1917**) [10 octobre 1975].

— **Avis,** présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de **loi de finances pour 1977** (n° 2524). — **Tome VII : Education** (n° **2530**) [12 octobre 1976].

QUESTIONS

Réponses en qualité de secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre :

• *à la question au Gouvernement de :*

— **M. Soustelle : Situation des sciences humaines** [20 avril 1977] (p. 1952, 1953) : le plan 25 portant sur la sauvegarde et la mise en valeur du patrimoine culturel ; création en 1977 d'un fonds d'intervention pour les sciences humaines.

INTERVENTIONS

En qualité de député :

1974

— **Discussion d'une motion de censure** [25 janvier 1974] (p. 460) : déclare qu'à son avis ce débat est la preuve que le programme commun de la gauche a disparu ; (p. 461) : insiste sur les responsabilités de certains pays européens dans l'attitude des Etats-Unis à l'égard de la construction européenne.

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° **1180**).

Deuxième partie :

Education et enseignement préscolaire, rapporteur pour avis [6 novembre 1974] (p. 5830) : les prévisions de la carte scolaire risquent d'être remises en question par la grave chute de natalité ; la commission demande au Gouvernement de réviser sa position sur la réduction des constructions de collèges de l'enseignement technique ; (p. 5831) : les petits CES et petits CEG dispersés en zones rurales ; la démocratisation de l'enseignement ; le relèvement de 10 % des crédits affectés au paiement des bourses.

Universités [6 novembre 1974] (p. 5919, 5929) : ses observations sur le rapport présenté au nom de la commission des affaires culturelles et sur certains tableaux statistiques qui s'y trouvent annexés.

1975

— **Projet de loi relatif aux produits cosmétiques et aux produits d'hygiène corporelle** (n° **1484**). **Première lecture. Discussion générale** [20 mai 1975] (p. 2874) : une loi de protection de la santé publique : l'affaire du talc de Morhange ; établir un dispositif permanent de toxico-vigilance ; les réalités médicales ; le congrès d'Ajaccio et la conférence du professeur Efthimiou ; les intoxications graves ; la fréquence des accidents mineurs d'intolérance ; (p. 2875) : les réalités industrielles et commerciales ; le nombre des exploitants de cosmétiques ; les sous-traitants ; le secret industriel des formules intégrales ; un marché qui porte sur 4 milliards de francs ; trouver une procédure de communication aux médecins des formules intégrales secrètes ; le problème de la dermo-pharmacie ; les réalités internationales ; la circulation mondiale des produits cosmétiques ; la Food and Drug Administration des Etats-Unis ; le projet de directive de la CEE de 1972 ; l'article L 658-3 sur la connaissance du produit et sur le secret ; (p. 2876) : la révélation de la formule intégrale non imposée pour les parfums ; la fragilité de la barrière du secret professionnel ; organiser authentiquement la transparence scientifique des formules au niveau des médecins chefs de centres antipoisons ; faire jouer l'intervention publique à différents niveaux. **Discussion des articles. Article premier** (p. 2884) : son amendement n° 13 : produits considérés comme des médicaments ; adopté ; s'oppose à l'amendement n° 1 de M. Bastide ; un décision qui aboutirait à la surcharge du système des visas et privilégierait certains circuits. **Article 2 : Article L 568-2 du code de la santé publique** (p. 2886) : son amendement n° 14 : après le

mot « fabriquant » insérer le mot « conditionnant » ; soumettre les conditionneurs aux mêmes contraintes que les fabricants et importateurs ; adopté ; son intervention sur l'amendement n° 2 de M. Bastide ; l'autorisation préalable, mesure de protection supplémentaire mais introduction d'une certaine rigidité ; la nécessité d'accroître le corps des inspecteurs ; (p. 2887) : son amendement n° 15 : de forme ; adopté ; son amendement n° 16 : compléter l'article L 658-2 par les mots : « ces personnes devront présenter des niveaux de qualification professionnelle qui seront déterminés par décret » ; formation insuffisante, cause d'accidents dramatiques ; organiser des formations spécialisées débouchant sur les professions de la cosmétologie ; adopté. **Article L 658-3 du code de la santé publique** (p. 2888) : son amendement n° 17 : substituer aux mots « sa composition intégrale » les mots « sa formule intégrale » ; adopté ; son amendement n° 18 : substituer les mots « notamment de toxicité transcutanée aux mots « préalables à sa commercialisation » et de tolérance cutanée ou musqueuse pratiqués par des experts agréés ou par des organismes nationaux ou internationaux reconnus » ; nécessité de prévoir des tests sérieux portant sur le produit fini ; adopté ; (p. 2895) : s'oppose aux amendements n° 4 de M. Darinot et n° 28 de M. Millet ; concilier transparence médicale au niveau des centres de traitement des intoxications et protection du secret industriel ; son amendement n° 19 : maintenir le secret pour les formules du parfum ; adopté ; son amendement n° 20 : décret permettant la protection du secret de la formule ; son sous-amendement n° 28 : cas du dossier de fabrication ; créer la transparence médicale au niveau des centres antipoisons et placer des barrages à la divulgation des dossiers ; adoptés. **Article L 658-4** (p. 2896) : son amendement n° 21 : interdiction par arrêté de tout produit dangereux, suspension en cas de suspicion, de danger, suspension ou interdiction en cas d'exploitation de produits en infraction avec les dispositions législatives ; adopté. **Article L. 658-5** (p. 2897) : sur l'amendement n° 6 de M. Bastide : caractère réglementaire de l'amendement. **Article L. 658-6** : s'oppose aux amendements n° 27 de M. Millet et n° 37 de M. Daillet ; caractère trop contraignant des listes positives exclusives ; les orientations du Parlement européen en la matière ; (p. 2898) : soutient l'amendement n° 12 de M. Lauriol ; s'oppose à l'amendement n° 9 de M. Bastide. **Article L 658-7** (p. 2899) : son amendement n° 22 : après les mots « l'étiquetage » insérer les mots « la numérotation des lots de fabrication et les caractères de la publicité » ; apprécier la dispersion géographique des lots ; faire échec aux prétentions exorbitantes de la publicité ; adopté. **Article L 658-8** : ses amendements n^{os} 23 et 24 : insérer le mot « conditionnement » ; adopté. **Article L 658-10** (p. 2900) : ses amendements n^{os} 29, 30 et 31 relatifs au conditionnement ; adoptés. **Article 3** : son amendement n° 26 : accorder un délai d'un an pour faire les déclarations prévues à l'article L 658-2 et de trois ans pour constituer le dossier prévu à l'article L 658-3 ; défend son amendement ; adopté. **Seconde délibération** (p. 2901) : sa demande au Conseil des Communautés européennes en date du 7 septembre 1972 ; l'amélioration apportée au texte gouvernemental ; le simplisme consistant à créer une division au sein des députés quant au souci de tous en faveur de la santé publique. **Titre** (p. 2902) : son amendement n° 32 : après le mot « fabrication », insérer le mot « conditionnement » ; adopté. **Deuxième lecture. Discussion générale** [24 juin 1975] (p. 4640) : le désaccord apparu entre l'Assemblée nationale et le Sénat. **Discussion des articles. Article 2 : Article L 658-3 du code de la santé publique** (p. 4641) : son amendement n° 1 : rendre obligatoire des essais de toxicité transcutanée et de tolérance cutanée ou muqueuse ; le caractère indispensable de tels essais ; adopté après adoption du sous-amendement n° 4 du Gouvernement. **Article L 658-7 du code de la santé publique** (p. 4642) : son amendement n° 2 : supprimer la consultation de l'académie de pharmacie ; adopté.

— **Projet de loi relatif à l'éducation** (n° 1736). **Discussion générale** [17 juin 1975] (p. 4296) : s'oppose à la question préalable déposée par M. Chambaz ; un projet qui constitue une bonne base de départ ; (p. 4297) : l'effort accompli depuis dix-huit années dans le domaine de l'éducation nationale ; la valeur du bilan collectif ; la volonté de l'opposition de faire de l'éducation une « chasse gardée » électorale ; [18 juin 1975] (p. 4368) : un texte qui peut apparaître comme l'équivalent d'un préambule de la Constitution large approbation aux principes contenus dans le projet de loi ; le problème de l'enseignement technique ; (p. 4369) : le problème de l'entrée dans la vie active ; l'effort plus soutenu en faveur de l'enseignement professionnel en Belgique, en Allemagne et aux Pays-Bas ; le chômage des jeunes et l'inadaptation de l'enseignement technique ; la communauté scolaire ; la situation aggravée des familles rurales ; les personnels de l'éducation nationale ; un projet qui néglige l'échelon régional ; le but de l'égalité des chances.

— **Projet de loi portant modification de l'article 29 de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur** (n° 1754). **Discussion générale** [23 juin 1975] (p. 4597) : la faible

représentativité de nombreux conseils d'université ; (p. 4598) : la non-application de la règle du quorum par la majorité des universités. **Discussion des articles. Article unique** (p. 4602) : ses observations sur le rappel au règlement de M. Mexandeau ; son amendement n° 4 : prévoir que les établissements publics à caractère scientifique et culturel indépendants jouiront de la nouvelle autonomie financière ; adopté. **Avant l'Article unique** (*suite*) (p. 4605) : son amendement n° 3 : restaurer un véritable contrôle démocratique par l'adoption de nouvelles règles relatives au quorum ; s'attache à prouver la recevabilité de son amendement ; ses exemples démontrant que les dispositions de l'article 4 de la loi d'orientation sont détournées de leur véritable utilisation ; (p. 4607) : ses observations sur les propos de M. Ralite et de M. Mexandeau relatifs à son amendement n° 3 ; adopté. **Explications de vote** (p. 4607, 4608) : la volonté exprimée par le texte de ne pas voir détourner la loi d'orientation de son objet.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° 1880).

Deuxième partie :

Education, rapporteur pour avis [12 novembre 1975] (p. 8171) : la croissance du budget et le problème de l'égalité des chances entre les enfants ; le privilège donné à l'enseignement maternel, aux CES, CET et à l'enseignement des handicapés ; (p. 8172) : la faible augmentation des crédits pour l'enseignement privé ; la stagnation des effectifs des élèves ; la vétusté de certains locaux ; la surcharge des classes maternelles ; les problèmes d'enseignement secondaire ; l'effort en faveur des enfants immigrés ; éducation et formation continues ; accueillir au mieux les handicapés ; (p. 8173) : le problème des conditions de recrutement des enseignants du secondaire ; la répartition des charges entre l'Etat et les collectivités locales ; le problème des bourses ; (p. 8181) : s'élève contre les propos de M. Ralite relatifs au conformisme des rapporteurs membres de la majorité qui ne font que rapporter les observations des différentes commissions.

Universités [17 novembre 1975] (p. 8489, 8508) : déplore que M. Le Pensec ait présenté d'une manière tendancieuse dans son rapport certains arguments développés en commission.

— **Fait personnel** [17 novembre 1975] (p. 8511) : reprend certains propos de M. Le Pensec pour montrer combien ils sont loin de traduire l'opinion de la commission des affaires culturelles relative au budget des universités.

1976

— **Projet de loi portant imposition des ressources provenant de plus-values assimilables à un revenu** (n° 2206). **Discussion des articles** [15 juin 1976] : **Article 5** (p. 4121) : son sous-amendement n° 338, proposant d'exonérer les plus-values inférieures à 150.000 F par part de quotient familial ; (p. 4123) : craint qu'une amputation excessive de la plus-value sur les résidences secondaires ne porte atteinte au patrimoine familial ; estime son sous-amendement n° 338 raisonnable ; retiré ; [16 juin 1976] : **Article 6** (p. 4218) : son sous-amendement n° 340 à l'amendement n° 146 de M. Papon, proposant d'augmenter l'abattement prévu de 10.000 F à 30.000 F par enfant vivant ou représenté ; remarque que la résidence secondaire est considérée maintenant comme faisant partie intégrante du patrimoine des familles ; (p. 4219) : insiste au nom de l'intérêt des familles pour l'adoption de son sous-amendement n° 340 ; repoussé.

— **Projet de loi portant approbation du VII^e^ Plan de développement économique et social** (n° 2346). **Discussion générale** [23 juin 1976] (p. 4575) : un projet riche d'intentions mais des moyens trop flous ; (p. 4576) : en matière de communications, absence de fermeté sur la continuité et le renforcement de l'action autoroutière ; insuffisance de la place faite aux diagonales du nord-ouest vers le sud-est ; un examen trop rapide des routes nationales ; l'annonce trop rapide de la liaison Rhin-Rhône par canaux ; son financement complémentaire ; la nécessité de ne pas négliger les bassins des régions Seine-Nord et Seine-Est ; le sous-emploi des investissements séculaires de la SNCF ; l'absence de liaisons entre la SNCF et les assemblées régionales ; approuve le plan d'action prioritaire en matière de télécommunications ; se réjouit de la prise de conscience des besoins économiques et sociaux de l'Ouest français et du Massif central ; la détérioration de la situation dans les zones frontalières, dont le Nord-Est notamment ; (p. 4577) : le recours aux associations et au volontariat pour l'amélioration des fonctions collectives qui ne doit pas se traduire par un désengagement de l'Etat.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° 2524).

Deuxième partie :

Equipement. — Equipement et urbanisme [27 octobre 1976] (p. 7109) : un budget inquiétant les régions ; la prédominance du réseau Seine-Est-Nord ; son inquiétude devant l'équipement européen aux frontières du Nord et de l'Est ; l'insuffisance de l'équipement autoroutier français ; la région Champagne-Ardenne ; le problème des péages.

— **Suspension de séance** [3 novembre 1976] (p. 7450) : match de coupe d'Europe de football.

Agriculture. — **FORMA, BAPSA** [4 novembre 1976] (p. 7534) : les sommes réservées aux programmes d'action prioritaire régionaux ; les crédits apportés par les régions ; l'exemple de la région Champagne-Ardenne : favoriser l'agriculture par le remembrement ; la diminution des crédits d'Etat pour les trois prochaines années ; le pouvoir régional ; la gravité de la contradiction entre les espérances et la réalité ; l'attitude des industriels agro-alimentaires ; (p. 7535) : l'établissement d'une très grosse unité de production dans la Marne par les sucriers ; la fermeture envisagée dans la zone d'Attigny d'une usine par la Sopad-Nestlé ; les risques ainsi encourus par cette petite commune.

Coopération [9 novembre 1976] (p. 7797) : la coopération médicale ; le service national ; les formateurs ; le stage en France des étudiants en médecine venant de pays nouvellement indépendants.

Education, rapporteur pour avis [17 novembre 1976] (p. 8170) : la majoration du budget ; les créations d'emplois ; les conséquences de la diminution des crédits d'équipement ; les auxiliaires ; (p. 8171) : les heures supplémentaires ; les constructions scolaires ; la nationalisation des collèges ; l'insuffisance des personnels de service ; les contractuels municipaux chassés de leur emploi ; la refonte de l'aide sociale ; gratuité des manuels, bourses ; la formation des maîtres ; l'effort de promotion culturelle de masse ; hommage au corps enseignant ; l'ouverture de l'enseignement secondaire ; les CET ; l'explosion des effectifs ; (p. 8172) : l'égalisation des chances ; la promotion sociale supérieure par le passage d'une deuxième génération. **Examen des crédits** [18 novembre 1976]. **Après l'Article 70** (p. 8247) : l'utilité d'un bilan de l'application de la loi n° 75-534 du 30 juin 1975.

Commerce extérieur [20 novembre 1976] (p. 8446) : la région Champagne-Ardennes ; le vin de Champagne ; le coût des stocks ; les difficultés de trésorerie des exploitants ; la nécessité d'aider les exportateurs de vins de Champagne ; les taux bonifiés ; les facilités d'amortissement ; le FORMA ; la SOPEXA ; la bonneterie ; Troyes ; les importations à bas prix des pays du Tiers-Monde ; l'emploi dans les industries textiles ; les charges sociales et fiscales du textile ; la nécessité d'un réseau de conseillers commerciaux pouvant aider les exportateurs français ; les marchés de l'avenir constitués par certains pays neufs.

En qualité de secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (recherche) :

1977

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° 3120).

Deuxième partie :

Débat préparatoire en commission élargie à l'examen des crédits des services du Premier ministre concernant la recherche. Débat du 12 octobre 1977 [*J.O.* Débats du 19 octobre 1977] (p. 6316) : le rang tenu par la France en matière de recherche ; l'effort total de recherche français ; l'évolution du prélèvement de la recherche sur le PIB ; le niveau du prélèvement recherche calculé par habitant ; l'effort public budgétaire ; (p. 6317) : l'organisation administrative de la recherche ; la tutelle des grands organismes de recherche ; l'institution d'un comité consultatif de la recherche technique ; la création d'une cellule d'animation de la recherche dans les domaines propres au ministère de l'industrie ; les grandes lignes du budget pour 1978 ; l'évolution des crédits des opérations dites prioritaires ; le montant de l'enveloppe recherche ; le niveau des crédits de fonctionnement ; les crédits de paiement ; les PAP ; les créations d'emplois ; la politique dite des « postes d'accueil » ; la répartition sélective des moyens ; la priorité donnée à la recherche universitaire, au CNRS, à la recherche biomédicale, à la recherche industrielle et technique, à l'énergie nucléaire, au plan calcul ; (p. 6318) : les dotations du fonds de la recherche et de l'aide au développement ; l'information des parlementaires ; la réorganisation du BNIST ; l'information en matière d'énergie nucléaire ; le recours aux énergies nouvelles ; (p. 6319) : les recherches en matière de conversion d'énergie solaire ; la conversion thermodynamique ; l'habitat solaire ; le secteur photovoltaïque ; le problème du JET ; l'installation de l'appareil Thor Supra ; la mobilité et le redéploiement des personnels ; le rajeunissement de la moyenne d'âge des chercheurs ; les stages de hauts fonctionnaires dans les services de recherche ; la réanimation des PAPIR ; la perte de terrain de la langue française dans le domaine scientifique ; (p. 6320) : le problème de la publication scientifique de vulgarisation ; le recours au nucléaire ; les protestations du mouvement écologique ou des organisations syndicales ; l'individualisation de la ligne budgétaire relative à la sûreté nucléaire; (p. 6321) : l'avance française en matière de recherche houillère ; les crédits consacrés aux énergies nouvelles ; la géothermie ; l'exploitation thermique des mers ; l'énergie éolienne ; l'effort financier en matière de publications ; la réalisation

d'accords internationaux en matière de revues scientifiques ; l'aide à la traduction ; l'action du BNIST ; la situation du Palais de la Découverte ; la rénovation du muséum ; (p. 6322) : l'ouverture de postes d'accueil pour les ingénieurs dans certains organismes de recherche ; l'octroi de bourses à des ingénieurs ou docteurs ; les crédits affectés au BRGM ou CNEXO ; les recherches en matière d'eau chaude ; la récupération des eaux chaudes produites par les centrales ; (p. 6323) : le tout électrique ; la situation du Palais de la Découverte ; (p. 6324) : les craintes suscitées au sein des mouvements écologistes par le développement des centrales nucléaires ; l'existence de récompenses internationales distinctes du prix Nobel ; l'enseignement universitaire ; la réorganisation du Palais de la Découverte ; le rôle de l'académie des sciences d'URSS ; le problème délicat des sites nucléaires ; (p. 6325) : le rôle de la recherche dans l'appareil industriel français ; le partage de l'aide publique en faveur des entreprises ; l'aide au développement technologique des PME ; le problème de la décentralisation de la recherche ; les rapports de la recherche et de l'agriculture ; la dépendance de la France en plantes à protéines ; le problème des bactéries à protéines du sol ; les lignes principales de la politique de recherche ; l'augmentation des futurs budgets ; l'incidence de la fiscalité ; les raisons d'une politique sélective ; les secteurs prioritaires ; les critères de sélection ; la création de « pôles d'excellence » ; le rôle de l'université ; (p. 6326) : la sécurité et la mobilité des chercheurs ; le droit de regard du secrétariat d'Etat à la recherche et de la DGRST ; la nécessité d'une confrontation nationale entre chercheurs ; la coopération internationale ; l'action du CNRS, du CEA, du CNES, de l'INSERM ; la création d'un institut de formation de recherche intertropicale ; les relations en matière de recherche entre la France et les Etats-Unis.

Services du Premier ministre. — VI. Recherche [19 octobre 1977] (p. 6330, 6331) : le caractère international des équipes de recherche ; le rang de la France en matière d'effort de recherche ; le prélèvement de la recherche sur la PIB ; le niveau du prélèvement « recherche » par tête d'habitant ; l'effort public budgétaire en faveur de la recherche ; la structure gouvernementale du secteur recherche ; la mission de coordination interministérielle du secrétaire d'Etat ; les différents organismes de recherche ; le rôle de la DGRST ; la publication de l'annexe « recherche » ; les conditions d'examen par le Parlement de la politique de la recherche ; l'absence de réponse du Gouvernement à certaines questions du questionnaire qui lui a été adressé ; (p. 6332) : les limites de la coordination ; le respect du droit de tutelle des autres ministères ; la progression du budget de l'enveloppe recherche ; le montant des crédits de fonctionnement et de paiement ; les crédits affectés aux PAP ; le niveau des créations d'emplois ; la politique des postes d'accueil ; la répartition sélective des moyens ; la priorité donnée à la recherche universitaire ; les crédits du CNRS ; la recherche bio-médicale ; les procédures incitatives en faveur de la recherche industrielle ; l'énergie nucléaire ; la prise en charge du surcroît entraîné par le programme Superphénix ; le problème de la francisation des licences du CNRS ; le développement des énergies nouvelles ; l'océanographie ; le plan-calcul ; l'orientation des fonds propres du secrétariat d'Etat ; (p. 6333) : l'évolution du fonds de la recherche et de l'aide au développement des résultats de la recherche ; la politique de recherche de la France ; l'effort vers la qualité et l'efficacité de la recherche ; la demande aux principaux organismes de recherche d'un état actuel de l'avancement des sciences et techniques; l'absence de congruence entre sciences fondamentales et applications des sciences ; la nécessité de briser les frontières sectorielles et de développer la coopération internationale; l'impératif d'une politique sélective de recherche; l'indépendance; le recours à l'énergie nucléaire; le développement de l'énergie solaire; l'étude du problème du stockage thermique et électrique ; les économies d'énergie ; la recherche agro-alimentaire ; le soutien de la création de pôles d'excellence ; le rôle de l'université ; la sécurité et la mobilité des chercheurs ; (p. 6334) : la nécessité d'une confrontation avec l'environnement scientifique et technique ; les critiques dont fait l'objet le CNRS ; l'évolution des missions du CEA, du CNES, de l'INSERM ; le rôle des écoles d'ingénieurs ; la nécessité d'un effort de la part des entreprises ; le maintien de la procédure d'aide publique au développement ; la participation des régions à l'effort de recherche ; la création de quatre régions pilotes ; la coopération internationale ; la coopération avec les pays en voie de développement ; la diversification géographique vers les pays intertropicaux ; la coopération européenne ; la coopération avec l'URSS ; (p. 6348) : l'augmentation des autorisations de programme ; l'augmentation des crédits affectés au soutien des laboratoires ; les missions du CEA ; la francisation de la licence américaine ; les problèmes de sûreté nucléaire ; le surcoût du Superphénix ; le développement des activités de recherche fondamentale du CEA ; la situation du BRGM ; la nécessité de la continuation des efforts de prospection minière ; (p. 6349) : la situation du CNES ; la charge financière représentée par l'agence spatiale européenne ; le lanceur Ariane ; la situation

du CNEXO ; les recherches des nodules polymétalliques ; l'effort de la France en matière de recherche maritime ; la multiplicité des organismes travaillant dans le secteur maritime ; la mise en place du comité de la recherche océanographique ; le montant des sommes affectées à la recherche pétrolière en mer ; la recherche agronomique ; l'INRA ; les crédits affectés à l'INRA ; l'accord passé entre le CNRS et Rhône-Poulenc ; la recherche dans le domaine des sciences de l'homme ; la préservation de la liberté d'expression ; la nécessaire rigueur scientifique impliquée par la recherche en sciences humaines ; la responsabilité du CNRS en matière de développement des sciences ; la situation des personnels hors statut ; (p. 6350) : le plan d'intégration des personnels hors statut ; les délibérations en cours avec le ministère des finances sur le problème des personnels hors statut.

Services du Premier ministre. — V. **Commissariat général du plan** [19 octobre 1977] (p. 6356) : les missions du commissariat général du plan ; l'évolution des crédits affectés au commissariat ; les travaux de recherche ou d'étude entrepris par le commissariat ; la participation du commissariat aux comités interministériels ; les missions du CERC, du CODES et du CREDOC ; les difficultés de financement des activités du CREDOC ; le retard accumulé en matière d'élaboration des projections glissantes ; l'opportunité de la référence à la stratégie définie par le VII[e] Plan ; (p. 6357) : la situation économique en 1976-1977 ; le ralentissement de la croissance ; la maîtrise progressive de l'inflation ; la nécessité des réformes structurelles induites par le VII[e] Plan ; l'originalité des méthodes de programmation publique ; le coût budgétaire des engagements financiers des PAPIR ; les rapports entre les grandes entreprises et le Plan ; l'utilité de la planification pour la France d'aujourd'hui ; (p. 6358) : la nécessité d'une planification de coresponsabilité et de contrat.

SOUSTELLE (Jacques)

Député du Rhône
(3[e] circonscription)
(NI, puis RCDS).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 736).

N'appartient à aucun groupe [2 avril 1973] (p. 745).

S'inscrit au nouveau groupe des réformateurs, des centristes et des démocrates sociaux [10 juillet 1974] (p. 3489).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [5 avril 1973] (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454).

Membre de la commission des affaires étrangères [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Représentant suppléant de l'Assemblée nationale à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [13 juin 1973] (p. 2072).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant amnistie [10 juillet 1974] (p. 3490).

Chargé d'une mission temporaire auprès du Premier ministre. Décret du 7 octobre 1974 [*J.O.* 8 octobre 1974] (p. 10245), [8 octobre 1974] (p. 4854).

Fin de sa mission temporaire auprès du Premier ministre [8 avril 1975] (p. 1384).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à compléter la **loi n° 72-546** du 1[er] juillet 1972 relative à la **lutte contre le racisme** (n° **1535**) [11 avril 1975].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 1703), autorisant l'approbation de l'**accord de coopération** culturelle, scientifique et technique entre le Gouvernement de la **République française** et le Gouvernement de la **République de Guatemala,** signé à Paris le 17 décembre 1974 (n° **1784**) [19 juin 1975].

— **Proposition de résolution** tendant à la création d'une **commission d'enquête parlementaire** sur les **activités de la délégation en France de l'organisation dite « Organisation de libération de la Palestine »** (n° **2511**) [2 octobre 1976].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 2764) autorisant l'approbation de l'**Accord** entre le Gouvernement de la **République française** et le Gouvernement de la **République de Malte** sur l'**encouragement** et la protection réciproque des **investissements** (ensemble un Protocole), signé à La Valette le 11 août 1976 (n° **2835**) [28 avril 1977].

— **Proposition de loi** tendant à réglementer les **« sondages d'opinion »** (n° **2854**) [4 mai 1977].

QUESTIONS

• *question orale avec débat :*

— (n° 5314) : **Evénements du Proche-Orient** [17 octobre 1973] (p. 4476) : définition de l'agresseur ; volonté égyptienne d'exterminer Israël et de favoriser en même temps la cause arabe ; embargo total sur toutes les ventes d'armes au Moyen-Orient ; (p. 4484) : attitude de la délégation française à l'ONU ; (p. 4510, 4511) : problème de traduction soulevé par la résolution 242 ; volonté de négociation d'Israël avec ses voisins ; ses observations tendant à nier la valeur de la distinction entre les pays du champ de bataille et les pays hors champ de bataille.

• *questions au Gouvernement :*

— **Politique d'ensemble de la recherche scientifique** [19 juin 1974] (p. 2785).

— **Déclarations de M. Arafat devant l'assemblée générale des Nations unies** [20 novembre 1974] (p. 6791, 6792) : la vague d'antisémitisme déferlant à l'UNESCO ; la politique française au Moyen-Orient ; interprétation très stricte de la résolution n° 242 des Nations unies : reconnaissance du droit à l'existence et à la sécurité d'Israël dans les frontières de 1967.

— **Ouverture à Paris d'un bureau d'information et de liaison de l'OLP** [5 novembre 1975] (p. 7885) : la politique française à l'égard des problèmes du Moyen-Orient ; risques d'interprétation inopportune au moment de la guerre civile au Liban.

— **Otages de l'Airbus** [30 juin 1976] (p. 4950) : l'impuissance de la communauté internationale et de l'ONU devant de telles situations ; nécessité pour le Gouvernement de reconsidérer sa politique à l'égard de M. Arafat et de l'OLP.

— **Situation des sciences humaines** [20 avril 1977] (p. 1952) : situation catastrophique des sciences anthropologiques en France ; insuffisance du nombre de postes de recherche.

• *question orale sans débat :*

— (n° 38393) : **Politique du Gouvernement en Afrique** [10 juin 1977] (p. 3710, 3712, 3713) : la politique africaine de la France face à celle des Etats-Unis et de l'URSS ; souhaite une politique française indépendante et une association plus étroite avec les pays africains francophones.

INTERVENTIONS

1973

— **Déclaration du Gouvernement sur les orientations de la politique urbaine** (n° 354) [17 mai 1973] (p. 1358) : responsabilité des élus locaux dans le domaine de l'urbanisation ; déplore l'absolutisme de l'administration et la centralisation excessive ; difficultés financières des collectivités locales ; paiement de la TVA sur les équipements d'intérêt commun ; estime que ce sont les collectivités locales qui subventionnent l'Etat ; difficultés financières des communautés urbaines ; cas de la communauté urbaine de Lyon ; réforme des finances locales ; souhaite que soient trouvés rapidement les moyens d'aider les collectivités locales ; aménagement du territoire et nœuds de communication ; importance historique des courants de communication ; problèmes de communication intérieure aux agglomérations et à leur périphérie immédiate ; asphyxie des villes modernes ; financement du métro de Lyon ; relations entre le centre et la périphérie ; aéroport en construction dans la région Rhône-Alpes ; communications entre Lyon, Saint-Etienne et Grenoble ; (p. 1359) : situation dans l'Europe des trois régions de programme : Rhône-Alpes, Languedoc et Provence ; importance des communications avec le triangle lourd de l'Europe du Nord ; communications fluviales ; ses inquiétudes quant à la liaison Mer du Nord - l'Europe du Nord ; communications Méditerranée ; nécessité de réaliser cette liaison et de fixer un calendrier ; propos tenus par le Président de la République en 1965 alors qu'il était Premier ministre ; ses craintes de voir le Sud-Est de la France tomber au rang d'un « Mezzogiorno ».

— **Déclaration de M. le ministre de l'éducation nationale sur les orientations de la politique de l'éducation nationale** (n° 442) [6 juin 1973] (p. 1826) : sciences humaines ; école française groupée autour de l'année sociologique ; position des Français dans les sciences de l'homme ; exiguïté des ressources mises à leur disposition ; difficultés des chaires d'anthropologie sociale ; recherche scientifique; session de la commission du CNRS consacrée aux sciences humaines ; insuffisance des postes de chercheurs ; parcimonie des rémunérations ; absence de débouchés ; intérêt pratique des sciences humaines ; aspect qualitatif du progrès ; négligence relative aux relations humaines ; sa demande de revalorisation de l'enseignement et de la recherche des sciences humaines.

— **Rappel au règlement** [22 juin 1973] (p. 2485) : question orale de M. Frêche relative aux écoutes téléphoniques : temps de parole.

— **Rappel au règlement** [29 juin 1973] (p. 2705) : procédure des questions d'actualité ; inscription à l'ordre du jour de la question de M. Tiberi et non-inscription de la sienne.

— **Projet de loi d'orientation du commerce et de l'artisanat** (n° **496**). **Discussion générale** [2 octobre 1973] (p. 3981) : les aspects de philosophie politique ou économique que représente le projet ; attitude de l'opposition et de la majorité à l'égard du projet ; position des députés non inscrits ; recherche de la qualité ; valeur de l'artisanat, facteur irremplaçable de la qualité de la vie ; situation des canuts dans l'agglomération lyonnaise ; valeur artistique exceptionnelle de leur travail ; demande au ministre que cette technique soit sauvegardée ; s'interroge sur la contradiction entre l'économie libérale et la protection de certaines professions ; sauvegarde et maintien des classes moyennes, noyau essentiel de toute démocratie ; protection des consommateurs ; publicité mensongère ; grandes surfaces et petit commerce ; (p. 3982) : équilibre entre ces deux sortes de commerces ; nature et rôle de la commission départementale d'urbanisme commercial ; problème de la composition de ces commissions ; estime que le pouvoir de décision qui leur est conféré n'est pas une mauvaise solution ; ses préoccupations quant à l'incitation à l'organisation des petits et moyens commerçants ; accroissement de la charge fiscale ; augmentation des impôts plus rapide que celle des bénéfices ; nécessité d'ouvrir de nouvelles possibilités, notamment aux jeunes ; souhaite, en dehors de tout esprit partisan, une collaboration entre le Parlement tout entier et le Gouvernement pour apporter un progrès réel et considérable dans ce domaine.

— **Projet de loi constitutionnelle portant modification de l'article 6 de la Constitution** (n° **639**). **Discussion générale** [16 octobre 1973] (p. 4424) : sa participation aux travaux préparatoires de la Constitution de 1958 ; volonté d'instaurer un régime parlementaire ; rappelle sa préférence pour le régime présidentiel ; évolution de la pensée du général de Gaulle ; exemple de sa conception sur l'Union française ; sa référence à Aristide Briand ; ses réserves sur l'évocation des intentions réelles ou supposées qu'a pu avoir le général de Gaulle ; son opposition à la méthode de révision constitutionnelle utilisée en 1962 ; estime que la réforme proposée va dans le sens de l'évolution vers un système présidentiel et ne saurait récuser cette évolution ; non affaiblissement des pouvoirs du chef de l'Etat ; (p. 4425) : ses observations sur les propos du président Fover au sujet de l'article 16 déclarant que les libertés des citoyens n'avaient pas été entamées ; son exil pendant sept ans ; sa surprise devant le comportement de certains orateurs de la majorité ; importance des voix du centre ; événements du Proche-Orient et tenue du débat : nécessité d'améliorer la Constitution de 1958 ; ses réserves sur l'existence d'un secrétariat général de la Communauté ; ses réserves sur l'indépendance du Conseil constitutionnel ; se prononce pour la création d'une vraie cour suprême ; problème des suppléants ; révision de l'article 16 ; félicite le Gouvernement pour l'application de l'article 89 de la Constitution ; estime que l'opinion du pays est dans l'ensemble favorable à la réduction du mandat présidentiel ; rapports entre l'exécutif et le Parlement ; (p. 4428) : précise au Premier ministre ses propos relatifs au Conseil constitutionnel.

— **Déclaration du Gouvernement sur les problèmes de l'énergie** (n° **778**) [23 novembre 1973] (p. 6343) : crise européenne et mondiale ; problème de l'indépendance énergétique et politique des nations européennes ; attitude du Japon à l'égard de ses fournisseurs de pétrole ; conditions de la prise de position de l'Europe à l'égard du conflit du Moyen-Orient ; solidarité européenne et attitude des pays arabes à l'égard des Pays-Bas ; situation économique des Etats-Unis ; « Munich énergétique » ; (p. 6344) : indépendance politique et indépendance énergétique ; renoncement de la France au potentiel énergétique du Sahara ; illusion du fuel à bon marché et de l'amitié des pays arabes ; sa référence à l'interview du chef du Gouvernement libyen au magazine allemand *Der Spiegel* (12 novembre 1973) ; moyens de s'opposer au chantage ; politique énergétique du Gouvernement : suggère la relance de l'extraction charbonnière ; énergie nucléaire ; énergie électrique d'origine hydraulique ; études de la Compagnie nationale du Rhône ; mesures de restriction.

1974

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique monétaire** (n° **927**) [23 janvier 1974] (p. 367) : pour le Français moyen la décote du franc est évidente ; les nations d'Europe occidentale sont l'objet d'une agression de la part des pays arabes ; ces pays nous infligent un échec après tant de sacrifices politiques ; doute sur la capacité de l'ONU à contribuer à résoudre la crise ; (p. 369) : s'inquiète des classes laborieuses à qui va être imposée l'austérité ; il paraît nécessaire de revoir le budget ; se demande si bon nombre de Français résisteront encore longtemps à la tentation de voter pour l'union de la gauche.

— **Projet de loi d'amnistie** (n° **1058**). **Discussion générale** [27 juin 1974] (p. 2827) : événements d'Algérie : le précédent du décret du 22 mars 1962 : dispense du paiement des amendes aux membres du FLN ; prévoir les reconstitutions de carrière. **Discussion des articles : Article 23** (p. 2863) : contre l'amendement n° 83 de M. Villa ; amendement n° 73 : réintégration dans la réserve des

officiers généraux ; repoussé ; (p. 2866) : sort des dommages-intérêts.

— **Projet de loi relatif à la radiodiffusion et à la télévision** (n° **1161**). **Discussion générale** [24 juillet 1974] (p. 3714) : s'élève contre les manifestations indécentes de certains membres du personnel de l'ORTF ; citation tronquée et fausse attribuée à Georges Pompidou ; (p. 3715) : souhaite que les différentes organisations politiques et professionnelles puissent s'exprimer régulièrement ; nécessité de développer les émissions d'éducation civique ; le contrôle du Parlement peut contribuer à l'amélioration de la qualité. **Discussion des articles. Article 11** (p. 3779) : amendement n° 105 : temps d'antenne réservé aux formations politiques et aux organisations professionnelles ; adopté après modificaftion.

— **Rappel au règlement** [8 novembre 1974] (p. 6130) : commission d'enquête sur les pratiques des sociétés pétrolières en France.

— **Projet de loi relatif à l'interruption volontaire de grossesse** (n° **1297**). **Discussion générale** [27 novembre 1974] (p. 7132) : se déclare choqué par l'assimilation systématique des partisans d'une libéralisation aux tenants de l'ancien ordre nazi ; (p. 7133) : la position prise par chaque parlementaire ne dépendra pas de ces espoirs de suffrages ; le législateur n'est le bras séculier de personne ; la femme seule peut apprécier son état de détresse ; le choix est bien entre l'avortement clandestin avec son cortège de misères et un acte d'assistance ; (p. 7134) : le texte relatif à la contraception est plus important en matière de démographie.

1975

— **Discussion d'une motion de censure** [9 avril 1975] (p. 1443) : situation dramatique du monde, de l'Europe et de la France : armées communistes au Sud Viet-Nam, tension du Moyen-Orient, affaire de Chypre, évolution de la démocratie portugaise, enlisement de la construction européenne, anxiété de la population française ; duplicité du parti communiste ; sa volonté de créer un climat de panique ; son soutien à la cause des émirs arabes ; déclarations de M. Marchais sur le parti socialiste et M. Mitterrand ; volonté du parti communiste d'aligner ses partenaires sur lui-même ; (p. 1444) : présence du maire d'une grande ville à un meeting unitaire ; motion de censure, moyen de reprendre en main des alliés indociles ; entretiens d'Edouard Benès avec l'orateur ; exemples de MM. Ramadier et Jules Moch ; le pacte Hitler-Staline et les socialistes français ; les moyens d'expression de l'opposition en France ; caractère « irréel et ambigu » de la motion de censure ; rappelle les signataires de la motion de censure de 1966 lors du retrait de la France de l'OTAN ; mesures proposées par la motion de censure ; sens de la notion d' « exportation à outrance » ; (p. 1445) : angoisse du groupe des réformateurs centristes et démocrates sociaux devant certains points : chômage partiel, situation du secteur des logements sociaux, réduction du pouvoir d'achat, endettement des jeunes ménages, difficultés des petites et moyennes entreprises, rapatriés, lenteur inexplicable de la liquidation de dossiers d'indemnisation.

— **Projet de loi portant orientation préliminaire du VII^e Plan** (n° **1685**). **Discussion générale** [5 juin 1975] (p. 3741) : le problème de la liaison mer du Nord - Méditerranée ; un rapport muet en ce qui concerne les communications fluviales ; la priorité essentielle que constitue la liaison mer du Nord-Méditerranée, son coût ; l'absence de concurrence avec le chemin de fer ; le caractère stérile de l'opposition entre l'Est et l'Ouest en matière d'aménagement du territoire.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation de l'accord de coopération culturelle, scientifique et technique** entre le Gouvernement de la **République française** et le Gouvernement de la **République du Guatemala,** signé à Paris le 17 décembre 1974 (n° **1703**), rapporteur. **Discussion générale** [27 juin 1975] (p. 4893) : un projet qui s'inscrit dans des relations culturelles étroites ; la demande du rapporteur relative à l'envoi de professeurs pour les Français résidant au Guatemala ; l'arrestation de deux savants français procédant à des fouilles : conclut à l'adoption du projet ; (p. 4894) : ses observations relatives au nombre d'élèves guatémaltèques désirant apprendre le français.

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère de la France** [27 juin 1975] (p. 4937) : le peu d'intérêt que porte l'opinion française à la politique extérieure ; la nécessité de sauvegarder l'indépendance et la sécurité ; l'atmosphère d'inquiétude qui règne en Europe du fait de la puissance militaire soviétique ; (p. 4938) : le double jeu soviétique ; la situation au Proche-Orient ; la phase d'incertitude que traversent les Etats-Unis ; le maintien de l'alliance atlantique ; le nécessaire rééquilibrage de la position française au Proche-Orient ; la conférence de sécurité et de coopération en Europe ; (p. 4939) : le caractère déraisonnable de l'augmentation du prix du pétrole ; la politique française de changement.

— **Projets de loi portant réforme de l'urbanisme et de la politique foncière** (n^os **1588**, et **1881**). **Discussion des articles** [14 octo-

bre 1975]. **Article 5** (p. 6819) : craint que le sous-amendement n° 498 du Gouvernement à l'amendement n° 148 de M. Fanton ne décourage la rénovation d'îlôts anciens.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**).

Deuxième partie :

Affaires étrangères [29 octobre 1975] (p. 7564, 7565) : la constante régression des crédits du ministère des affaires étrangères ; le sort de Mme Claustre et la coopération avec le Tchad ; l'insuffisance des moyens de la commission des fouilles ; redéployer ces moyens vers l'Amérique du Sud ; l'esprit partisan dont font preuve l'ONU et l'UNESCO ; réserver les moyens au profit d'organisations scientifiques, culturelles ou philanthropiques.

— **Projet de loi portant limite d'âge des fonctionnaires de l'Etat** (n° **1175**). **Discussion des articles** [20 novembre 1975] : **Article premier** (p. 8801, 8802) : estime que l'enseignement supérieur et la recherche risquent de se voir décapités ; son amendement n° 4 : maintenir la limite d'âge à soixante-dix ans dans les domaines de l'enseignement supérieur et de la recherche ; (p. 8803) : estime que son amendement n° 4 laisse au Gouvernement une grande latitude ; [21 novembre 1975] : (p. 8870) : amendement n° 4 ; repoussé.

— **Projet de loi modifiant les dispositions du code électoral relatives à l'élection des membres du Conseil de Paris et des conseillers municipaux de Lyon et de Marseille** (n° **1868**). **Examen des articles** [4 décembre 1975]. **Tableau 3** : répartition par arrondissements des conseillers municipaux de Lyon ; (p. 9363) : son amendement n° 10 : porter de 61 à 71 le nombre des conseillers municipaux de Lyon ; leur permettre ainsi de faire face à des tâches qui se sont considérablement accrues ; (p. 9364) : précise que le choix n'est pas entre scrutin majoritaire et représentation proportionnelle ; repoussé.

1976

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère** (n° **2269**) [6 mai 1976] (p. 2706) : un ministère des affaires étrangères avare d'informations ; le génocide au Cambodge ; une diplomatie entachée de contradiction et d'illogisme ; la reconnaissance empressée du MPLA et l'absence de relations diplomatiques avec la Corée du Nord ; la quasi-reconnaissance de l'OLP et l'absence d'amélioration au Moyen-Orient ; le problème de la détente après Helsinki ; (p. 2707) : le renforcement des moyens du pacte de Varsovie qui l'emportent sur ceux de l'Alliance Atlantique ; l'encerclement de l'Afrique entrepris par l'Union soviétique ; le cri d'alarme de M. Houphouët-Boigny ; considérer s'il existe une possibilité d'évolution pacifique en Afrique australe ; les inquiétudes qui résultent des propos des dirigeants soviétiques ; l'absence de conditions posées par le général de Gaulle à la politique de détente ; les doctrines Kissinger et Sonnenfeldt ; (p. 2708) : le passage de la détente à l'apaisement ; le risque d'un finlandisation de la France ; la position du programme commun sur les blocs ; l'offensive contre l'élection du Parlement européen au suffrage universel ; les raisons qui rendent indispensable la construction de l'Europe ; se rassembler derrière le chef de l'Etat pour conduire une politique active et réaliste.

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique générale** (n° **2527**) [6 octobre 1976] (p. 6399) : le caractère décevant de la détente quatorze mois après l'accord d'Helsinki ; l'absence de progrès réalisés en ce qui concerne la « troisième corbeille » ; la dureté des régimes de l'Est ; l'effort d'armement des pays de l'Est ; le rapport présenté à l'Union de l'Europe occidentale par Sir Frederick Bennett ; la part des dépenses militaires dans le PNB des Etats-Unis et de l'Union soviétique ; la conception soviétique de la détente ; le jugement qu'il faudra porter sur les résultats d'Helsinki ; l'attitude de l'URSS en Afrique ; l'absence de réactions de l'Europe et des Etats-Unis ; l'alignement des modérés de l'Afrique australe sur les marxistes ; la Rhodésie ; (p. 6400) : l'intervention cubaine en Afrique ; la Namibie ; l'imprudence de la France qui reconnaît le SWAPO ; l'Afrique du Sud et le Transkei ; critique de l'admission immédiate de l'Angola à l'ONU ; l'enjeu des richesses de l'Afrique du Sud ; l'attitude passive de l'Europe ; le drame libanais ; l'irréalisme de la thèse de l'état multinational ; critique de l'OLP ; la politisation croissante de l'UNESCO ; (p. 6401) : l'incapacité de l'ONU de faire face aux problèmes mondiaux ; les attaques fréquentes contre les pays développés ; le non-respect de la charte ; les problèmes de Mayotte ; se réjouit de l'élection de l'Assemblée parlementaire européenne au suffrage universel, élection qui n'est pas anticonstitutionnelle ; la démocratisation souhaitable de l'Europe ; l'orientation vers une construction de type confédéral ; l'importance de l'indépendance politique de la France dans le monde.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**).

Deuxième partie :

Coopération [9 novembre 1976]. **Etat B - Titres III et IV** (p. 7806) : son amendement n° 252 de réduction des crédits du titre III ; son amendement n° 253 de réduction du

titre IV ; les Etats lusophones aidés par les pays de l'Est ; les Seychelles ; retire ses amendements nos 252 et 253.

Affaires étrangères [9 novembre 1976] (p. 7827) : la situation de l'île de Chypre ; les activités scientifiques et culturelles du ministère des affaires étrangères dans l'action culturelle ; la destination des crédits accordés à l'Algérie ; la restructuration du ministère des affaires étrangères.

1977

— **Communication du Gouvernement sur son programme** (n° **2823**) [27 avril 1977] (p. 2230) : les réformateurs, « mal-aimés » de la majorité ; les déboires consécutifs au résultat des élections municipales ; le soutien gouvernemental dont bénéficient certains parlementaires ; les mesures annoncées par le Gouvernement ; le recrutement temporaire de 20.000 jeunes ; le problème des travailleurs étrangers ; la gravité de l'absence de mesures en faveur des rapatriés et des spoliés d'outremer ; le problème des importations frauduleuses réalisées par l'intermédiaire de pays de la Communauté européenne ; le problème du travail au noir ; (p. 2231) : l'émotion suscitée par l'application des lois sur les plus-values et sur la taxe professionnelle ; la force de l'union de la gauche ; son attitude critique ; l'existence d'un projet ; entreprendre la critique du programme commun ; le propos de M. Georges Marchais sur les nationalisations ; le projet de M. Attali sur l'indemnisation des actionnaires des sociétés nationalisées ; l'extension des nationalisations à la demande des travailleurs ; le vide conceptuel du programme commun ; (p. 2232) : les propos de M. Jean-Paul Sartre sur les sociétés socialistes en construction ; la « moulinette » du programme commun ; les notions de socialisme aux couleurs de la France et de socialisme à visage humain ; le rejet par le parti socialiste de la social-démocratie ; le silence gouvernemental sur la politique internationale ; les menaces pesant sur l'indépendance nationale ; la poussée marxiste en Afrique centrale ; les conditions d'accueil du Premier ministre de la République du Viet-Nam du Nord ; la conférence de Belgrade ; les origines de la perte de suffrages par la majorité ; la nécessité d'un programme ; les rivalités au sein de la majorité.

— **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Malte sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble un protocole), signé à La Valette le 11 août 1976** (n° **2764**), rapporteur. **Discussion générale** [23 juin 1977] (p. 4100) : les problèmes qui se posent à la République de Malte ; l'économie maltaise ; la faible participation de la France aux investissements à Malte ; (p. 4101) : les caractéristiques de l'accord ; l'attrait particulier que Malte présente pour la France sous l'angle de la géopolitique ainsi que sur le plan culturel ; l'adoption à l'unanimité du projet de loi par la commission des affaires étrangères.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° **3120**).

Deuxième partie :

Services du Premier ministre. — VI. **Recherche** [19 octobre 1977] (p. 6347) : la fuite des cerveaux ; l'attribution du prix Nobel de médecine ; la situation des chercheurs hors statut ; l'augmentation de l'âge moyen des chercheurs ; l'importance du développement des sciences de l'homme ; le problème des personnels hors statut ; son rapport au Président de la République sur la recherche en matière de sciences humaines.

Affaires étrangères [8 novembre 1977] (p. 7163) : les crédits du ministère des affaires étrangères ; le sort des otages détenus par le Polisario ; les manifestations anti-françaises provoquées en Algérie ; le caractère terroriste du Polisario ; (p. 7164) : l'attitude de l'opposition sur la prise d'otages du Polisario ; la politique française au Moyen-Orient ; l'existence d'Israël ; la position de l'OLP ; les déclarations des responsables de l'OLP ; le caractère unilatéral et non équilibré de la position de la France vis-à-vis d'Israël ; le boycot arabe ; la politique française à l'égard de l'Afrique australe ; la situation de la Rhodésie ; l'illégalité du régime de Salisbury ; la déclaration du Gouvernement relative à l'aide égalitaire au mouvement de M. Mougabé ; la Namibie ; la question du Transkeï ; l'apartheid ; la relativité des atteintes au droit de l'homme en Afrique du Sud ; (p. 7165) : l'embargo sur les achats en matériels militaires de l'Afrique du Sud ; la richesse minière et la position stratégique de l'Afrique du Sud ; l'indépendance de la politique française.

— **Projet de loi relatif à l'indemnisation des Français rapatriés d'outre-mer dépossédés de leurs biens** (n° **3179**). **Discussion générale** [29 novembre 1977] (p. 8009) : la décision politique à l'origine du rapatriement des Français d'Algérie ; les deux référendums relatifs à l'autodétermination et à la ratification des accords d'Evian ; la disparition de M. Ahmed Ben Bella ; l'expropriation des Français d'Algérie ; l'existence d'un droit commun de l'expropriation ; le drame des rapatriés ; (p. 8010) : l'action de l'ANIFORM ; l'indemnisation des nationaux de certains pays européens ; le projet de loi ; le droit à l'in-

demnisation ; l'effort budgétaire ; les conditions de l'indemnisation ; le champ d'application du projet de loi ; le problème de l'évaluation des biens ; l'indemnisation des personnes âgées ; l'incessibilité des titres ; la non-prise en considération de l'évaluation de l'érosion monétaire ; l'amnistie ; les déclarations du Président de la République ; (p. 8011) : les conséquences de l'application de l'article 40 de la Constitution ; résoudre le douloureux problème des rapatriés.

SPÉNALE (Georges)

Député du Tarn
(3e circonscription)
(PSRG).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 737).

S'inscrit au groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche [2 avril 1973] (p. 745).

Elu sénateur le 25 septembre 1977 [3 octobre 1977] (p. 5766).

Il est pris acte de la vacance de son siège de député [6 octobre 1977] (p. 5941, 5970).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [5 avril 1973] (p. 755).

Cesse d'appartenir à cette commission [30 mai 1973] (p. 1699).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [30 mai 1973] (p. 1699), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre de l'Assemblée parlementaire des Communautés européennes [13 juin 1973] (p. 2072), [3 juin 1975] (p. 3569), [31 mai 1977] (p. 3241).

INTERVENTIONS

1973

— **Déclaration du ministre de l'agriculture et du développement rural sur les récentes délibérations du conseil des ministres des Communautés européennes** (n° **277**) [8 mai 1973] (p. 1027, 1028) : répondant à M. Xavier Hunault évoque les propositions du programme commun de la gauche en matière européenne ; rappelle la volonté de mettre en œuvre l'article 235 du traité de Rome ; évoque le sommet des Neuf ; rappelle que les chefs d'Etat et de Gouvernement ont marqué leur volonté de développer les politiques communes sur la base de l'article 235 du traité de Rome.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° 646).

Deuxième partie :

Seconde délibération [20 novembre 1973]. **Article 17** (p. 6173) : son rappel au règlement ; sa protestation contre les demandes de scrutin public ; situation actuellement minoritaire dans l'hémicycle des groupes de la majorité.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux appellations d'origine en matière viticole** (n° **725**). **Discussion des articles** [29 novembre 1973]. **Article 2** (p. 6494) : son amendement : dispositions réglementaires relatives au classement des vins en VDQS ou en AOC. **Article 4** (p. 6497) : son amendement prévoyant des mesures transitoires en faveur des vins AOC détenus en stock.

SPRAUER (Germain)

Député du Bas-Rhin
(8e circonscription).
(UDR, puis RPR).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 736).

S'inscrit au groupe d'union des démocrates pour la République [2 avril 1973] (p. 744).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [5 avril 1973] (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

DÉPOTS

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan sur le projet de **loi de finances pour 1974** (n° 646). — **Annexe n° 22 : Justice** (n° **681**) [10 octobre 1973].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1975** (n° 1180). — **Annexe n° 24 : Justice** (n° **1230**) [11 octobre 1974].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1976** (n° 1880). — Budgets civils. — **Annexe 24 : Justice** (n° **1916**) [10 octobre 1975].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1977** (n° 2524). — Budgets civils. — **Annexe n° 28 : Justice** (n° **2525**) [5 octobre 1976].

— **Rapport,** fait au nom de la commission dres finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1978** (n° 3120). — Budgets civils. — **Annexe n° 30 : Justice** (n° **3131**) [5 octobre 1977].

— **Proposition de loi** tendant à faire bénéficier les **récoltants-producteurs d'eau-de-vie** naturelle d'une **réduction du droit de consommation** prévu à l'article 403-5° du code général des impôts (n° **3242**) [24 novembre 1977].

INTERVENTIONS

1973

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° 646).

Deuxième partie :

Justice, rapporteur spécial [31 octobre 1973] (p. 5110) : ses observations sur le budget de la justice au cours des dernières années ; estime que ce budget a obtenu à peine les moyens minimaux lui permettant d'assurer sa mission ; (p. 5111) : conséquences du manque de moyens sur les délais d'instruction et sur la nature des sanctions prises, progression des crédits budgétaires ; rend hommage au Gouvernement pour cet effort supplémentaire ; accroissement de l'activité des juridictions ; gistrats ; population pénale et amélioration des conditions de détention ; formation et rééducation sociale des détenus ; équipement immobilier de l'administration pénitentiaire ; situation de l'éducation surveillée ; évolution des effectifs dans les différents services du ministère ; situation des magistrats ; personnels de l'administration pénitentiaire et de l'éducation surveillée ; (p. 5112) : programme d'équipement ; état d'exécution du VI[e] Plan ; demande des moyens budgétaires accrus; maison d'arrêt des Yvelines à Bois-d'Arcy; retard considérable dans les travaux ; crédits bloqués au fonds d'action conjoncturelle (services judiciaires et éducation surveillée) ; demande le déblocage des crédits inscrits au fonds d'action conjoncturelle ; ses remerciements aux services du ministère ; propose l'adoption du budget.

Education nationale [13 novembre 1973] (p. 5657) : réforme scolaire ; situation des maîtres auxiliaires ; constructions des CEG et des CES ; urgence de la nationalisation des CES ; (p. 5658) : réglementation concernant le financement du personnel de secrétariat dans les CES et CEG non nationalisés.

Taxes parafiscales [20 novembre 1973]. **Après l'Article 46** (p. 6116) : son sous-amendement : assistance des centres techniques industriels pour l'amélioration de la qualité des produits.

1974

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° **1180**). **Discussion générale** [22 octobre 1974] (p. 5323) : la structure de notre dette extérieure ; l'attente du relais nucléaire ; les PME devraient recevoir une aide complémentaire du FDES.

Première partie :

Discussion des articles [24 octobre 1974]. **Article 4** (p. 5406) : les bouilleurs de cru ne sont pas responsables de l'alcoolisme.

Deuxième partie :

Justice, rapporteur spécial [14 novembre 1974] (p. 6409) : souligne la nécessité d'actualiser les perspectives de recrutement des magistrats ; augmenter le nombre des juges de l'application des peines ; l'insuffisance de la subvention aux collectivités locales pour l'aménagement des tribunaux ; (p. 6410) : insuffisance des crédits alloués à la direction de l'éducation surveillée ; sort de la révision du code pénal ; adaptation de la procédure pénale dans le sens d'une intervention plus rapide de la justice.

1975

— **Projet de loi portant orientation préliminaire du VII[e] Plan** (n° **1685**). **Discussion générale** [3 juin 1975] (p. 3561) : le caractère aléatoire des extrapolations vers le futur ; le caractère indispensable de certains objectifs ; (p. 3562) : le problème des zones frontières de l'Est ; la déficience de leurs structures industrielles ; créer un commissariat aux zones frontalières ; la liaison Rhin-Rhône.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**).

Deuxième partie :

Justice, rapporteur spécial [17 novembre 1975] (p. 8459) : un budget modeste qui n'est qu'un budget de fonctionnement ; les créations d'emplois amélioreront sans doute le fonctionnement de la justice dans la région

parisienne ; la commission souhaite que les récidivistes se voient appliquer un régime plus sévère en même temps que les délinquants primaires bénéficieraient de plus larges possibilités de réduction de peine ; la lutte contre les prises d'otages ; la sécurité des personnes âgées ; les mesures de libération anticipée doivent être prises avec plus de discernement ; le ministre doit tout mettre en œuvre pour accélérer l'instruction, les détenus ne doivent plus représenter 45 % de l'effectif pénitentiaire ; un budget si modeste est sans proportion avec les retards accumulés ; le Gouvernement doit saisir le Parlement d'une loi-programme.

Taxes parafiscales. Examen des crédits [19 novembre 1975]. **Article 48** (p. 8676) : son amendement n° 74 : taxe parafiscale perçue au bénéfice des centres techniques du béton, du ciment et des briques et tuiles ; retiré.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1975** (n° **1980**). **Discussion des articles** [9 décembre 1975]. **Après l'Article 9** (p. 9542) : sur l'amendement n° 25 du Gouvernement : se réjouit de l'accord intervenu entre le Gouvernement et le crédit mutuel ; fait valoir les mérites de cet organisme.

1976

— **Projet de loi portant approbation du VII^e^ Plan de développement économique et social** (n° **2346**). **Discussion générale** [24 juin 1976] (p. 4660) : le caractère ésotérique du vocabulaire employé dans les documents du plan ; la nécessité de reconstituer les capacités d'autofinancement des entreprises ; sa satisfaction devant la réalisation de la liaison Rhin-Rhône ; regret sur la stratégie appliquée dans cette affaire ; la nécessité d'un effort plus marqué dans le sens d'une certaine spécialisation industrielle de l'Alsace ; la nécessité de mieux prendre en compte les besoins du ministère de la justice ; la nécessité de poursuivre les actions entreprises en faveur des PME. **Discussion de l'article unique** [29 juin 1976] (p. 4885) : son amendement n° 12 défendu par M. Grussenmeyer.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**).

Deuxième partie :

Débat préparatoire en commission élargie à l'examen des crédits du ministère de la justice. Services pénitentiaires et éducation surveillée [2 novembre 1976] (p. 7365) : l'importance de la population pénale ; la population carcérale en détention préventive ; la mauvaise répartition dans les différents établissements ; (p. 7366) : la construction de prisons neuves ; la remise à neuf de prisons anciennes ; le personnel pénitentiaire.

Justice, rapporteur spécial [2 novembre 1976] (p. 7325) : la progression du budget du ministère dans l'ensemble des dépenses publiques ; (p. 7326) : le contraste entre les dépenses ordinaires et les dépenses en capital ; l'amélioration des carrières du personnel ; le plafonnement des dépenses d'équipement ; la construction des deux maisons d'arrêt de Nantes et de Strasbourg ; la rénovation et la modernisation des établissements pénitentiaires ; l'éducation surveillée ; la nécessité d'accroître le nombre des magistrats ; la baisse du nombre des créations d'emplois en 1977 ; la politique de l'éducation surveillée ; le fonds d'indemnisation en faveur des victimes de violences ; la réforme des conseils de prud'hommes ; l'accroissement du nombre des magistrats ; (p. 7327) : les secrétaires-greffiers ; le plan de rénovation de l'équipement immobilier.

1977

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1977** (n° **2768**). **Lettre rectificative** (n° **2859**). **Discussion générale** [24 mai 1977] (p. 2935) : la difficulté du retour à l'équilibre budgétaire ; le rattrapage des inexactitudes des prévisions formulées à la fin de l'année 1976 ; le programme d'action gouvernemental ; les mesures en faveur des familles et des personnes âgées ; les mesures en faveur de l'emploi des jeunes ; (p. 2936) : les crédits budgétaires affectés aux équipements publics ; leur mise à disposition des collectivités publiques ; les conséquences du blocage des crédits sur le déroulement des programmes d'équipements publics ; l'application par les préfets et les ordonnateurs d'un régime strict de régulation des dépenses ; le respect de la loi organique et de l'autorisation budgétaire votée par le Parlement ; le dépassement des crédits de paiements en matière d'investissements prévus au budget de 1976 ; l'impossibilité pour les entreprises d'augmenter le niveau de leur fond de roulement en raison de l'encadrement du crédit ; indique qu'il votera le projet de loi de finances rectificative.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° **3120**).

Première partie :

Discussion des articles [13 octobre 1977] : **Article 25** (p. 6149) : son amendement n° 43 de suppression soutenu par M. Boulin ; adopté ; [18 octobre 1977] : **Après l'Article 30** (*suite*) (p. 6257) : le rétablissement du droit des récoltants producteurs d'eau-de-vie naturelle ; le changement des habitudes de consommation d'alcool des ruraux ; l'arrachage des arbres fruitiers.

Deuxième partie :

Débat préparatoire en commission élargie à l'examen des crédits du ministère de la justice. Débat du 20 octobre 1977 [*J.O.* Débats du 25 octobre 1977], rapporteur spécial (p. 6564) : l'augmentation du budget ; les créations de postes ; (p. 6565) : la situation de l'administration pénitentiaire ; l'éducation surveillée ; la priorité donnée au service judiciaire ; le problème du nombre de magistrats ; le problème de la violence ; la prévention.

Justice, rapporteur spécial [25 octobre 1977] (p. 6573) : la progression du projet de budget ; le niveau des crédits de paiement ; les dépenses en capital ; l'importance des dépenses de fonctionnement des services pénitentiaires ; la progression modérée des dépenses en capital ; les crédits de fonctionnement des services pénitentiaires ; le nombre des emplois créés ; les dépenses d'équipement ; les crédits de paiement ; le surpeuplement du milieu carcéral ; les crédits de fonctionnement de l'éducation surveillée ; le relèvement des plafonds de ressources de l'aide judiciaire ; l'indemnisation des avocats ; (p. 6574) : les observations de la commission ; l'amélioration du fonctionnement des conseils de prud'hommes ; l'accroissement du nombre des magistrats ; les moyens de l'éducation surveillée ; l'insuffisance des équipements pénitentiaires ; la violence dans les lieux publics ; demande à l'Assemblée d'adopter les crédits de la justice.

STASI (Bernard)

Député de la Marne
(4e circonscription)
(UC).

Ministre des départements et territoires d'outre-mer du 5 avril 1973 au 27 février 1974.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 735).

S'inscrit au groupe union centriste [2 avril 1973] (p. 745).

Est nommé ministre des départements et territoires d'outre-mer (deuxième Gouvernement Messmer). Décret du 5 avril 1973 [*J.O.* du 6 avril 1973] (p. 3899).

Le président de l'Assemblée nationale prend acte de la cessation, le 5 mai 1973, de son mandat de député [9 mai 1973] (p. 1102).

Il est mis fin, sur présentation de la démission du Gouvernement, à ses fonctions de ministre des départements et territoires d'outre-mer (deuxième Gouvernement Messmer). Décret du 27 février 1974 [*J.O.* du 28 février 1974] (p. 2316).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [5 avril 1973] (p. 755).

DÉPOTS

En qualité de ministre des départements et territoires d'outre-mer :

— **Projet de loi** modifiant **l'article 12 de la loi n° 61-814 du 29 juillet 1961 conférant aux îles Wallis et Futuna le statut de territoire d'outre-mer** (n° **196**) [25 avril 1973].

— **Projet de loi** rendant **applicables dans les territoires d'outre-mer les dispositions du titre III de l'ordonnance n° 67-838 du 28 septembre 1967 portant réforme du crédit aux entreprises** (n° **752**) [9 novembre 1973].

— **Projet de loi** relatif à la **création de corps de fonctionnaires de l'Etat pour l'administration de Saint-Pierre-et-Miquelon** (n° **803**) [29 novembre 1973].

QUESTIONS

Réponses en qualité de ministre des départements et territoires d'outre-mer :

• *à la question orale sans débat :*

— (n° **379**) de M. Fontaine : **Hausse des prix à la Réunion** [15 juin 1973] (p. 2221, 2222) : augmentation du prix du riz ; aide à la consommation.

INTERVENTIONS

En qualité de ministre des départements et territoires d'outre-mer :

1973

— **Projet de loi modifiant l'article 12 de la loi n° 61-814 du 29 juillet 1961 conférant aux îles Wallis et Futuna le statut de territoire d'outre-mer** (n° **196**). **Première lecture : Discussion générale** [26 avril 1973] (p. 943) : réponse du Gouvernement au vœu de l'assemblée territoriale ; (p. 944) : extension des règles applicables en Nouvelle-Calédonie, fixation par décret du taux maximal de l'indemnité, avis favorable de l'assemblée territoriale, règles de non-cumul. **Discussion de l'Article unique** (p. 944, 945) : ses observations sur l'amendement de M. Piot tendant à la suppression

de la règle de non-cumul, sa demande de retrait de l'amendement ; son acceptation de l'amendement de M. Fontaine. **Deuxième lecture. Discussion générale** [14 juin 1973] (p. 2158) : s'associe aux propos du rapporteur.

— **Projet de loi relatif au régime des eaux dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion** (n° 190). **Deuxième lecture. Discussion générale** [14 juin 1973] (p. 2157) : s'en remet aux propos du rapporteur, demande à l'Assemblée de confirmer le vote émis en première lecture.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° 646).

Deuxième partie :

Départements d'outre-mer [26 octobre 1973] (p. 4929) : présente les principaux objectifs de son action, son rôle coordonnateur, ses observations sur les crédits pour 1974, amélioration du fonctionnement des services extérieurs de l'Etat, service militaire adapté à la Réunion, migrants volontaires en provenance de la Réunion, formation de la jeunesse, crédits de l'action culturelle, crédits d'équipement, crédits supplémentaires inscrits au FIDOM, aide aux productions et financement d'infrastructures, programmes de modernisation de l'agriculture, secteur industriel ; (p. 4930) : industries de main-d'œuvre orientées vers l'exportation, développement de l'activité touristique, approfondissement de la départementalisation, législation sociale, régionalisation, développement de la vie publique, développement de la législation sociale, croissance de la production, formation professionnelle, investissements ; (p. 4931) : crédit, transports, régulation des taux de frêts sur les lignes régulières, débouchés des productions dans la CE, groupe d'étude interministériel, programme de modernisation des plantations de canne à la Réunion, planteurs et usiniers de la Guadeloupe, économie sucrière et rhumière de la Martinique, projets intéressant la Guyane, réforme foncière, promotion des investissements, tourisme ; (p. 4939) : sa réponse à M. Gouhier sur l'augmentation des effectifs de police, dans les DOM ; sur l'augmentation des crédits pour le service militaire adapté, sur la situation de l'emploi, sur les crédits de la formation professionnelle, le taux de scolarisation, sa réponse à MM. Gouhier et Jean-Pierre Cot sur l'installation de la Légion étrangère en Guyane, sa réponse à M. Jalton sur la situation de l'emploi en Guadeloupe, sur la fermeture de l'usine de Bonne-Mère, sur la situation des marins-pêcheurs, sa réponse à M. Riviérez sur l'approfondissement de la départementalisation en matière sociale, sur la parité globale ; (p. 4940) : expose les raisons pour lesquelles il lui paraît dangereux de viser à un alignement total du système d'allocations familiales des DOM sur le système métropolitain, création du commissariat pour la promotion des investissements, envoi d'un chargé de mission en Guyane, exploitation de la forêt en Guyane, sa réponse à M. Camille Petit sur le rôle de coordination de son ministère, sur le calendrier des mesures sociales annoncées, sur les classes maternelles, voyage de Mme Ploux, secrétaire d'Etat à l'éducation nationale, dans les DOM, sa réponse à M. Césaire sur les difficultés des DOM ; sur les avantages de l'appartenance des DOM au Marché commun, sur les apports de la départementalisation, sa réponse à M. Guilliod sur le développement des productions maraîchères et de l'élevage, sur la nationalisation de l'énergie électrique, sur le développement économique, et l'action sociale, l'aide de la métropole, les responsabilités des DOM ; sa réponse à M. Cerneau sur la politique régionale, sur l'intervention de la DATAR ; (p. 4941) : sur le fonctionnement du commissariat pour la promotion des investissements, sur les exonérations fiscales, l'abaissement du prix des transports, la consultation des conseils généraux, rapport Sauget sur la départementalisation globale et l'approfondissement de la départementalisation, sa réponse à M. Cot sur l'approfondissement de la départementalisation, la migration, les postes occupés par les migrants, le problème de l'économie sucrière de la Martinique, droit de réponse à l'ORTF du sénateur-maire de Cayenne, régionalisation en Guyane, présence de la Légion étrangère.

Territoires d'outre-mer [31 octobre 1973] (p. 5145) : ses remerciements aux rapporteurs, vision globale des problèmes des TOM et de leur avenir, caractères communs que présentent ces territoires, problème des moyens de communication, désenclavement des TOM supposant la modernisation des infrastructures et le soutien des compagnies aériennes et des professionnels de l'armement maritime, autonomie de gestion au plan des institutions ; (p. 5146) : responsabilités incombant déjà aux autorités territoriales, particulièrement dans le domaine économique et social, évolution des statuts des différents territoires et attitude pragmatique du Gouvernement, déclaration commune avec les représentants élus de l'archipel des Comores ; indique à M. Claudius-Petit et à l'Assemblée que le Gouvernement sera vigilant quant aux modalités de consultation des populations, attachement des populations comoriennes à la France, réforme communale en Polynésie et en Nouvelle-Calédonie, dispositions concernant les droits et libertés individuelles, unification des législations pénales, respect des minorités, problèmes économiques des TOM, retard technologique de ces territoires, mission du commissaire à

la promotion des investissements dans les DOM-TOM et réponse à M. Renouard sur la politique touristique ; (p. 5147) : subvention exceptionnelle au budget du territoire des Afars et des Issas, application progressive dans les territoires de la loi Debré sur l'enseignement privé, lycée technique en Polynésie, ligne aérienne desservant Wallis-et-Futuna à partir de Nouméa ; sa réponse à M. de Rocca-Serra sur le tremblement de terre de Djibouti ; progression des crédits budgétaires pour 1974, administration centrale et personnels d'autorité en poste dans les TOM, dépenses des services de l'Etat dans les TOM, aides techniques et financières aux territoires, actions en matière culturelle, dotation du FIDES, pourcentage d'exécution du VI[e] Plan ; (p. 5148) : investissements financés par le FIDES, primes d'équipement hôtelier, investissements des ministères concernés par les TOM et programmes financés sur le III[e] fonds européen de développement ; ses remerciements aux fonctionnaires placés sous son autorité ; (p. 5151) : ses réponses à M. Lagorce sur le statut des Comores, sur l'avenir de Mayotte, l'insuffisance de la justice aux Comores, la représentativité des élus du territoire français des Afars et des Issas ; (p. 5152) : sa réponse à M. Gabriel sur l'ensemble des problèmes de Saint-Pierre-et-Miquelon ; sa réponse à M. Daillet sur le montant et l'utilisation des crédits budgétaires, la relève du centre d'expérimentation du Pacifique, le tourisme en Polynésie, l'exploitation des ressources marines ; sa mise au point sur les difficultés concernant la communication de documents par ses services rappelées par M. Renouard dans son rapport ; (p. 5153) : sa réponse à M. Brial sur les problèmes de Wallis-et-Futuna ; sa réponse à M. Villa sur l'insuffisance des crédits et sur l'enseignement.

STEHLIN (Paul)

Député de Paris
(21[e] circonscription)
(RDS, RCDS, puis NI).

Vice-président de l'Assemblée nationale.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 736).

S'inscrit au groupe des réformateurs démocrates sociaux [2 avril 1973] (p. 745).

Est élu vice-président de l'Assemblée nationale [9 juillet 1974] (p. 3405).

Donne sa démission de vice-président de l'Assemblée nationale [7 novembre 1974] (p. 6033).

S'inscrit au nouveau groupe des réformateurs, des centristes et des démocrates sociaux [10 juillet 1974] (p. 3489).

Cesse d'appartenir au groupe des réformateurs, des centristes et des démocrates sociaux [7 novembre 1974] (p. 6058).

Décédé le 22 juin 1975 [*J.O.* du 24 juin 1975] (p. 6292).

Son éloge funèbre est prononcé le 27 juin 1975 (p. 4921, 4922).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [5 avril 1973] (p. 755), [2 avril 1974] (p. 1453).

Cesse d'appartenir à cette commission [8 novembre 1974] (p. 6154).

Membre de la commission des affaires étrangères [2 avril 1975] (p. 1202).

Membre de la commission d'enquête chargée d'examiner les conditions de délivrance de certaines autorisations de démolir et de construire dans les secteurs sauvegardés de la ville de Paris [22 octobre 1974] (p. 5326).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à **faire bénéficier les personnels militaires de carrière, titulaires de la carte de déporté ou d'interné de la Résistance, en retraite antérieurement au 8 août 1948, date de publication de la loi n° 48-1251 du 6 août 1948 établissant le statut définitif des déportés et internés de la Résistance, des dispositions de la loi n° 51-1124 du 26 septembre 1951 instituant des bonifications d'ancienneté pour les personnes ayant pris une part active et continue à la Résistance, ainsi que de la loi n° 58-347 du 4 avril 1958 relative à l'application de ces deux lois aux personnels militaires** (n° 320) [10 mai 1973].

— **Proposition** de loi complétant la loi n° 68-697 du 31 juillet 1968 portant **amnistie** (n° 386) [24 mai 1973].

— **Proposition de loi** tendant à modifier **l'article 12 de la loi du 2 mai 1937 afin de soumettre au conseil de Paris tout projet entraînant une dérogation de hauteur en matière de construction dans les limites de la ville de Paris** (n° 397) [24 mai 1973].

— **Proposition de loi** tendant à **faire bénéficier des majoration de pensions pour enfants les titulaires civils et militaires de pensions proportionnelles dont les droits se sont ouverts avant le 1[er] décembre 1964** (n° 398) [24 mai 1973].

— **Proposition de loi** tendant à **faire bénéficier les combattants de la Résistance qui appartenaient à un réseau homologué des forces françaises combattantes et dont l'activité dans la Résistance s'est exercée en Indochine, des dispositions du décret du 5 septembre 1949 relatif à la délivrance des attestations d'appartenance aux membres des forces françaises combattantes par la réouverture du délai de trois mois suivant la publication dudit décret pour arrêter les contrôles nominatifs des réseaux homologués des forces françaises combattantes** (n° **399**) [24 mai 1973].

— **Proposition de loi** tendant à **remise des animaux maltraités ou martyrisés aux œuvres de protection animale dès le constat de la contravention ou du délit de tout individu coupable d'abandon d'animal** (n° **400**) [24 mai 1973].

— **Proposition de loi** concernant les **possibilités de promotion au grade supérieur des officiers de réserve honoraires** (n° **401**) [24 mai 1973].

— **Proposition de loi** tendant à **créer un contingent de croix de la Légion d'honneur au profit des anciens combattants de 1914-1918** (n° **424**) [30 mai 1973].

— **Proposition de loi** autorisant le Gouvernement à conférer, **à titre posthume, la dignité de maréchal de France au général d'armée Pierre Kœnig** (n° **670**) [2 octobre 1973].

— **Proposition de loi** instituant le **service national, militaire et civil** (n° **907**) [20 décembre 1973].

QUESTIONS

• *questions orales avec débat de :*

— **MM. Péronnet** (n° **5168**), **Baillot** (n° **5263**), **Roux** (n° **5271**), **Destremau** (n° **5273**), **Seitlinger** (n° **5282**), **Poperen** (n° **5283**), **Soustelle** (n° **5314**) [17 octobre 1973] (p. 4502) : **Evénements du Proche-Orient** : interprétation de la « petite phrase » du ministre des affaires étrangères ; comptabilité du maintien de l'amitié franco-israélienne et de la défense des intérêts français dans le monde arabe ; livraison d'armes dans le camp arabe ; renforcement de la présence soviétique en Méditerranée ; sa surprise d'avoir reçu une lettre de la ligue des Etats arabes portant cachet du ministère des affaires étrangères.

• *questions d'actualité :*

— **Incendie d'Orly** [7 décembre 1973] (p. 6792, 6793).

— **Fermeture des abattoirs de La Villette** [26 octobre 1973] (p. 4881, 4882, 4884) : évaluation de la perte ressentie par cette fermeture ; suggestion des organisations professionnelles à propos de la fermeture de La Villette.

• *question au Gouvernement :*

— **Politique française au Proche-Orient** [23 octobre 1974] (p. 5350, 5351) : vote de la France à l'ONU en faveur de l'admission aux débats d'un délégué de l'OLP.

• *questions orales avec débat de :*

— **MM. d'Aillières** (n° **19567**), **Le Theule** (n° **19715**), **Villon** (n° **14718**), **Max Lejeune** (n° **19761**), **Chevènement** (n° **19796**) : **Problèmes de défense** [21 mai 1975] (p. 2965) : le débat du Bundestag sur la défense et l'expression de la solidarité de l'Allemagne avec les Etats-Unis ; la force de l'armée conventionnelle allemande ; l'équilibre des forces : fonction de l'alliance atlantique ; impossibilité de concilier indépendance nationale et union européenne ; la possibilité de destruction de notre force nucléaire ; la faiblesse numérique de nos moyens classiques ; la nécessité d'une alliance ; (p. 2966) : insister sur la solidarité occidentale.

INTERVENTIONS

1973

— **Rappel au règlement** [2 mai 1973] (p. 963) : transformation d'une question écrite en question d'actualité ; délai de dépôt.

— **Projet de loi modifiant certaines dispositions du code du service national** (n° **360**). **Discussion générale** [12 juin 1973] (p. 2040) : sa demande adressée au Gouvernement pour qu'il fasse une déclaration suivie de débat sur la politique de défense, l'absence de suite à sa proposition, son livre sur les problèmes de défense, les réactions du Gouvernement face aux manifestations des lycéens, caractère de péripétie du projet de loi, propos tenus par M. Christian Fouchet, ses observations sur le discours du ministre des armées à Lille, assimilation entre service militaire et sécurité ; (p. 2041) : les problèmes humains qui se posent aux familles et aux jeunes, justification de la conscription, sentiment d'inutilité du service militaire, enquête d'un journal du soir sur le service militaire, échec de ceux qui confondent défense et service militaire, propos de Charles de Gaulle sur le service militaire dans son livre *Vers l'armée de métier*, ses objections sur le caractère particulier qu'aurait une armée de métier et sur son coût pour la nation, le gain en qualité et en effi

cacité qui en résulterait, inadaptation de nos forces armées, identification par l'Etat de la défense et des forces armées, attitude des jeunes face au service militaire, nécessité d'un système cohérent de défense collective, sécurité de l'Europe, présence des forces militaires américaines, équilibre nucléaire entre les Etats-Unis et l'URSS, protection contre le danger intérieur de subversion et d'atteinte au patrimoine national ; (p. 2042) : caractère impératif de la pratique des vertus civiques, service national de protection intérieure militaire et civil, groupe de travail à constituer comprenant députés, sénateurs et représentants des ministères intéressés, projet de sécurité collective de l'Europe, protection intérieure du territoire. **Discussion des articles** [13 juin 1973]. **Avant l'Article premier** (p. 2075) : son amendement tendant au dépôt d'un projet de loi fixant les besoins de la défense nationale en personnels et définissant les modalités de recrutement de ces personnels ; retrait après assurances du ministre.

— **Déclaration de M. le ministre des affaires étrangères sur la politique étrangère de la France** (n° **501**) [19 juin 1973] (p. 2282) : sécurité de la France et de l'Europe, entretien Pompidou-Nixon à Reykjavik, déclarations du ministre des affaires étrangères du Conseil de l'Atlantique-Nord à Copenhague, justification de la défense de l'Europe, changements intervenus dans les relations internationales, crise de Cuba, comportement de l'URSS soumise aux exigences de la logique nucléaire, détente et coexistence pacifique, conception de la coexistence pacifique chez les occidentaux et chez les Soviétiques, équilibre des forces entre les deux « Grands », renforcement du potentiel militaire de l'URSS, propos de M. Jobert sur le « rajeunissement de l'Alliance atlantique », nécessité de la défense de l'Europe, caractère temporaire que l'Alliance atlantique représentait dans l'esprit des Américains, dépendance totale de l'Europe vis-à-vis des Etats-Unis dans le domaine de la défense, obstacle représenté par notre conception de la défense, déploiement des forces terrestres et aériennes de l'Union soviétique face à l'Occident, présence des forces navales soviétiques en Méditerranée et en mer du Nord, nécessité d'extension du dispositif de la sécurité collective de l'Europe, politique étrangère de la France en Méditerranée et au Proche-Orient ; (p. 2283) : ses conséquences sur la construction de l'Europe politique, nature politique du problème de la sécurité de l'Europe, conditions politiques à une défense européenne, nécessité de bâtir une communauté européenne par l'aliénation des souverainetés nationales.

— **Projet de loi d'orientation du commerce et de l'artisanat** (n° **496**). **Discussion des articles** [5 octobre 1973]. **Article 31** (p. 4128) : son amendement relatif à l'envoi sur demande de spécimens et à la remise à titre gratuit d'objets sans valeur marchande. **Article 33** (p. 4132) : son amendement relatif à l'utilisation des jeux de hasard par les entreprises de vente par correspondance.

— **Rappel au règlement** [25 octobre 1973] (p. 4791) : demande au Gouvernement de faire avant la fin de la séance une communication sur la situation internationale : état d'alerte nucléaire décidé par le président des Etats-Unis.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° **646**).

Première partie :

Discussion des articles [25 octobre 1973]. **Article 13** (p. 4804) : perte du pouvoir des rentiers viagers ; demande la revalorisation des rentes viagères et leur indexation.

Deuxième partie :

Office de radiodiffusion télévision française [26 octobre 1973] (p. 4918) : sketch de Jacques Martin portant atteinte à la mémoire de Guynemer, s'associe aux protestations qui lui ont été adressées à ce sujet, souhaite une émission évoquant la vie véritable du capitaine Guynemer.

Services du Premier ministre. — Section II. Jeunesse, sports et loisirs [29 octobre 1973] (p. 4992) : ses observations sur les installations qui doivent être réalisées, en référence au rapport de la commission des finances, équipements légers et installations lourdes ; sa crainte que ne soient sacrifiées les installations banalisées, son projet de construction d'un centre de sports et de loisirs près de la porte Dauphine en bordure du bois de Boulogne, construction d'une ambassade sur le terrain en question, crédits pour la formation de jeunes volontaires pour l'animation des camps de vacances.

Transports. — 1. Section commune. — II. Transports terrestres [30 octobre 1973] (p. 5049) : problème de la coordination du rail et de la route, mesures à prendre pour remédier à la saturation de notre réseau routier, difficultés créées par la circulation des poids lourds internationaux de fort tonnage, utilisation de la voie ferrée pour de tels déplacements, sa question sur la réalisation éventuelle de la coordination du rail et de la route, sur la régionalisation des transports routiers, centres ferroviaires de réception et de distribution, paralysie du trafic routier, sa question relative à la fixation d'horaires et de vitesses uniformes de circulation, limitation de la densité des transports routiers internationaux dans le cadre du Marché commun, estime

que dans l'immédiat le remède réside dans l'utilisation harmonieuse et concertée de la voie ferrée et de la route, évoque le problème du transport des produits dangereux, demande où en est la législation dans ce domaine, quelles mesures ont été prises pour éviter les accidents ; (p. 5054) : précise sa pensée quant à la coordination du rail et de la route, souhaite une réponse du secrétaire d'Etat sur cette question fondamentale.

Transports. — III. **Aviation civile** [30 octobre 1973] (p. 5068) : rappelle la grève du personnel navigant en 1971, l'arrêt des vols décidé par les directions des compagnies ; sa crainte que l'accord élaboré en mars 1971 ne débouche sur un nouveau conflit ; non-consultation des navigants ; (p. 5069) : participation du personnel, conflit entre les contrôleurs de la navigation aérienne et l'Etat, situation particulière de cette profession, contrôle aérien civil et militaire, situation des contrôleurs civils de l'air ; souhaite la modification de la loi du 2 juillet 1964, difficultés d'Air-Inter, tenant au retard dans la livraison des avions Mercure, responsabilités de l'Etat ; nécessité d'autoriser Air-Inter à s'équiper de façon rationnelle et rentable en matériels disponibles qu'ils soient étrangers ou non, situation des programmes Concorde et Airbus ; sa question concernant l'avenir de l'avion Corvette, ses réserves sur le transfert à Toulouse des services de la météorologie nationale.

Dépenses militaires (articles 20 et 21). — Budgets annexes du Service des essences et du Service des poudres, et article 46 [8 novembre 1973] (p. 5243) : menace qui pèse désormais sur le front sud de l'Europe ; stratégie soviétique au Proche-Orient et en Méditerranée ; guerre israélo-arabe et capitulation de l'Europe ; accroissement des forces classiques de l'URSS ; son avertissement solennel au Gouvernement en lui demandant de résoudre le problème de notre défense dans le sens de la solidarité européenne et occidentale ; efficacité du service de santé des armées ; ses observations sur la condition des officiers ; décrochement par rapport au secteur civil ; logements de la SOGIMA ; propose une réduction des services de l'armée ; personnels civils ; prime de responsabilité ; sa référence au livre blanc sur la défense nationale ; nature politique du problème essentiel de la défense de l'Europe.

Affaires étrangères et coopération [12 novembre 1973] (p. 5588) : position commune des Neuf à l'égard du Proche-Orient, inefficacité des conférences au sommet pour ce qui est de la défense, priorité absolue que devrait avoir ce problème, communiqué des Neuf et sentiments qu'il a éprouvés lors de la conférence de Munich, action des Etats-Unis en faveur de la paix au Proche-Orient, dialogue des deux Super Grands, son rappel de ce qu'a fait la France pour s'opposer à la construction de l'Europe politique et pour défaire la solidarité occidentale que réalise l'Alliance atlantique, propos de Jean Lecanuet, intégration politique au niveau des institutions et coopération, unité politique de l'Europe et relations avec les Etats-Unis, installation militaire russe au Proche-Orient, ses réserves sur le communiqué des Neuf, réalisation d'un second front contre l'Europe au Proche-Orient et sur les côtes méditerranéennes de l'Afrique.

— **Rappel au règlement** [12 novembre 1973] (p. 5556) : protestation solennelle contre les méthodes de travail imposées à l'Assemblée nationale.

1974

— **Projet de loi d'amnistie (n° 1058). Discussion des articles** [20 juin 1974]. **Après l'Article 11** (p. 2846) : son amendement n° 9 relatif aux officiers contrôleurs de la navigation aérienne ; retiré au profit de l'amendement n° 31 de M. Gerbet.

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° 1180).

Deuxième partie :

Santé publique et action sociale [29 octobre 1974] (p. 5548) : le personnel infirmier ; bas salaires ; conditions de travail ; peu d'intérêt du travail ; conditions de vie ; les postes à temps partiel pour les infirmières mariées ; le personnel médical ; personnel enseignant trop réduit ; les carrières hospitalières ; la nourriture médiocre ; abus de l'hospitalisation.

Mme STÉPHAN (Yvonne)

Député du Morbihan
(2e circonscription)
(RI, puis R).

En remplacement, le 13 mai 1973, de M. Christian Bonnet, nommé membre du Gouvernement.

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [15 mai 1973] (p. 1276).

S'inscrit au groupe des républicains indépendants [17 mai 1973] (p. 1364).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'adminis-

tration générale de la République [17 mai 1973] (p. 1364), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour la proposition de loi tendant à préciser que l'article 7 du décret n° 72-561 du 3 juillet 1972 s'applique à tous les baux commerciaux à renouveler avant le 1er janvier 1975 [10 octobre 1973] (p. 4263).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant amnistie [10 juillet 1974] (p. 3490).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme du divorce [30 juin 1975] (p. 5082).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'élection des représentants à l'Assemblée des Communautés européennes [30 juin 1977] (p. 4560).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'organisation de la Polynésie française [30 juin 1977] (p. 4560).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à modifier les articles 2 et 7 de la loi n° 52-1310 du 10 décembre 1952, modifiée, relative à la composition et à la formation de l'Assemblée territoriale de la Nouvelle-Calédonie et dépendances [30 juin 1977] (p. 4553, 4561).

QUESTIONS

• *question orale sans débat :*

— (n° 2149) : **Remboursement de trop-perçus par certains pensionnés** [22 juin 1973] (p. 2478, 2479).

• *question au Gouvernement :*

— **Pension alimentaire des personnes divorcées** [13 novembre 1974] (p. 6281).

INTERVENTIONS

1973

— **Projet de loi relatif à la retraite de réversion en agriculture** (n° 449). **Discussion générale** [27 juin 1973] (p. 2560) : difficultés des veuves ; nécessité d'une législation favorable à cette catégorie.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° 646).

Deuxième partie :

Transports. — IV. **Marine marchande** [30 octobre 1973] (p. 5085) : ses questions relatives à la protection des marins contre le développement des pavillons de complaisance, à un plan de relance sélectif de la flotte ; nos relations avec nos concurrents maritimes, situation de la pêche, pêche industrielle ; inquiétude quant aux mesures concernant le remplacement des prêts du FDES par des bonifications d'intérêts ; rythme d'exécution du VIe Plan, insuffisance des crédits accordés ; dossiers français à Bruxelles ; relai des actions communautaires à partir de 1975 ; compétitivité dans l'accès du FEOGA ; conférence sur le droit de la mer ; actions de prospection à mener ; régime social des marins ; améliorations des pensions ; situation des veuves de marins victimes d'accidents du travail ; demande le déblocage des crédits inscrits à ce titre au budget de l'établissement national des invalides ; problèmes posés par la non-rétroactivité du décret du 7 octobre 1968 : surclassements catégoriels ; (p. 5086) : retards mis au paiement des prestations de la sécurité sociale ; service des médecins des gens de mer ; diminution de l'effectif demandé par la direction du service de santé des armées ; son inquiétude quant aux atteintes éventuellement portées à l'unité des services de la marine marchande.

Anciens combattants et victimes de guerre [9 novembre 1973] (p. 5525) : demande l'attribution de l'indice 500 à toutes les veuves de guerre qui atteignent l'âge de la retraite ; demande l'extension des activités de l'Office national des anciens combattants dans le domaine de l'action sociale.

— **Projet de loi d'orientation du commerce et de l'artisanat** (n° 496). **Première lecture. Discussion générale** [4 octobre 1973] (p. 4035) : circulaire du 21 mars 1973 de MM. Olivier Guichard et Christian Bonnet en vue de mettre un terme aux excès d'un habitat gigantesque ; analogie qu'il y a à vouloir mettre un terme à certaines formes démesurées et anonymes de la distribution ; préservation des relations personnelles entre les commerçants et leurs clients ; volonté d'équité sur le plan fiscal de l'artisanat et du commerce ; leurs aspirations à cette parité sur le plan fiscal de la protection sociale ; leur volonté de recevoir une aide à l'adaptation, à la modernisation et à la rationalisation de leurs méthodes ; (p. 4036) : le caractère

indispensable des adaptations à imprimer au principe de l'enseignement obligatoire jusqu'à seize ans. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [7 décembre 1973]. **Article 43** (p. 6782) : situation des veuves d'artisan.

1974

— **Projet de loi portant amélioration et simplification de certaines pensions et allocations** (n° 776). **Discussion générale** [5 décembre 1974] (p. 7442) : souhaite que l'effort soit amplifié et poursuivi ; souligne le sort des jeunes veuves ou de celles dont l'époux était payé au SMIC ; demande une aide et le maintien à la sécurité sociale pendant deux ans à celles qui ont des enfants à élever ; (p. 7443) : la suppression des limites d'âge pour l'accès aux emplois publics ; le congrès des veuves tenu à Aix-les-Bains.

1975

— **Projet de loi portant réforme du divorce** (n° **1560**). **Discussion des articles** [4 juin 1975]. **Avant l'article 8** (p. 3633) : fait part de son expérience d'élue locale.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**).

Deuxième partie :

Transports. — IV. **Marine marchande** [14 novembre 1975] (p. 8437) : la crise traversée par les pêches maritimes ; l'augmentation des coûts et l'effondrement du cours des produits ; la non-rentabilité des navires de pêches; s'attaquer à l'organisation du marché; l'urgence de la création d'un fonds d'intervention ; (p. 8438) : promouvoir la consommation intérieure ; mettre un terme aux importations abusives ; les problèmes de la pêche côtière ; aider le développement de l'aquaculture ; le problème de l'épizootie qui atteint les huîtres ; l'aide sociale aux marins.

1976

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant diverses mesures de protection sociale de la famille** (n° **2220**). **Discussion générale** [18 mai 1976] (p. 3161) : veuves, chefs de famille ; (p. 3162) : une augmentation de l'allocation-orphelin préférable à l'allocation aux mères isolées qui n'est pas cumulable ; aide spécifique aux veuves de plus de cinquante-cinq ans ; les veuves de marins insuffisamment protégées.

1977

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° **3120**).

Deuxième partie :

Equipement et aménagement du territoire. — Transports. — V. Marine marchande [17 novembre 1977] (p. 7646) : l'avenir des pêcheurs hauturiers et côtiers ; le régime communautaire des pêches ; la surveillance de la zone économique de 200 milles ; la nécessité d'un schéma directeur national de la conchyliculture et de l'aquaculture ; intégrer, dans le statut social des gens de mer, les évolutions du droit social ; le rattrapage des salaires forfaitaires par rapport aux salaires réels ; les propositions émises lors du cinquante-quatrième congrès des pensionnés.

STIRN (Olivier)

Député du Calvados
(5e circonscription)
(UDR).

Secrétaire d'Etat auprès du ministre chargé des relations avec le Parlement du 12 avril 1973 au 27 février 1974, du 1er mars 1974 au 27 mai 1974.

Secrétaire d'Etat aux départements et territoires d'outre-mer du 8 juin 1974 au 25 août 1976.

Secrétaire d'Etat auprès du ministre d'Etat, ministre de l'intérieur (départements et territoires d'outre-mer) du 27 août 1976 au 29 mars 1977, du 1er avril 1977 au 31 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 733).

S'inscrit au groupe d'union des démocrates pour la République [2 avril 1973] (p. 745).

Est nommé secrétaire d'Etat auprès du ministre chargé des relations avec le Parlement (deuxième Gouvernement Messmer). Décret du 12 avril 1973 [*J.O.* du 13 avril 1973] (p. 4331).

Le président de l'Assemblée nationale prend acte de la cessation, le 12 mai 1973, de son mandat de député [15 mai 1973] (p. 1276).

Il est mis fin, sur présentation de la démission du Gouvernement, à ses fonctions de secrétaire d'Etat auprès du ministre chargé des relations avec le Parlement (deuxième Gouvernement Messmer). Décret du 27 février 1974 [*J.O.* du 28 février 1974] (p. 2316).

Est nommé secrétaire d'Etat auprès du ministre chargé des relations avec le Parlement (troisième Gouvernement Messmer). Décret du 1er mars 1974 [*J.O.* du 2 mars 1974] (p. 2419).

Il est mis fin, sur présentation de la démission du Gouvernement, à ses fonctions de

secrétaire d'Etat auprès du ministre chargé des relations avec le Parlement (troisième Gouvernement Messmer). Décret du 27 mai 1974. [*J.O.* du 28 mai 1974] (p. 5796).

Est nommé secrétaire d'Etat aux départements et territoires d'outre-mer (Gouvernement Chirac). Décret du 8 juin 1974 [*J.O.* du 9 juin 1974] (p. 6179).

Il est mis fin à ses fonctions de secrétaire d'Etat aux départements et territoires d'outre-mer (Gouvernement Chirac). Décret du 25 août 1976 [*J.O.* du 26 août 1976] (p. 5116).

Est nommé secrétaire d'Etat auprès du ministre d'Etat, ministre de l'intérieur (départements et territoires d'outre-mer) (premier Gouvernement Barre). Décret du 27 août 1976 [*J.O.* du 28 août 1976] (p. 5196).

Il est mis fin à ses fonctions de secrétaire d'Etat auprès du ministre d'Etat, ministre de l'intérieur (départements et territoires d'outre-mer) (premier Gouvernement Barre). Décret du 29 mars 1977 [*J.O.* du 30 mars 1977] (p. 1741).

Est nommé secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur (départements et territoires d'outre-mer) (deuxième Gouvernement Barre). Décret du 1er avril 1977 [*J.O.* du 2 avril 1977] (p. 1852).

Il est mis fin à ses fonctions de secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur (départements et territoires d'outre-mer) (deuxième Gouvernement Barre). Décret du 31 mars 1978 [*J.O.* du 1er avril 1978] (p. 1407).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [5 avril 1973] (p. 755).

DÉPOTS

En qualité de secrétaire d'Etat aux départements et territoires d'outre-mer :

— **Projet de loi** modifiant certaines dispositions du titre VIII du livre premier du **code rural** (n° **1170**) [2 octobre 1974].

— **Projet de loi** organisant une **consultation de la population des Comores** (n° **1187**) [3 octobre 1974].

— **Projet de loi** relatif à l'**indépendance du territoire des Comores** (n° **1734**) [10 juin 1975].

— **Projet de loi** relatif à l'organisation de la **Nouvelle-Calédonie** et dépendances (n° **1950**) [31 octobre 1975].

— **Projet de loi** relatif aux conséquences de l'autodétermination des îles des **Comores** (n° **1951**) [31 octobre 1975].

— **Projet de loi** modifiant le **code électoral** en ce qui concerne les départements d'outre-mer (n° **1982**) [17 novembre 1975].

— **Projet de loi organique** modifiant le **code électoral** (n° **1983**) [17 novembre 1975].

— **Projet de loi** relatif à l'organisation de **Saint-Pierre-et-Miquelon** (n° **2262**) [4 mai 1976].

— **Projet de loi** relatif à l'**organisation de Mayotte** (n° **2286**) [12 mai 1976].

— **Projet de loi** organique relatif à l'**élection d'un député** dans les **départements de Mayotte et de Saint-Pierre-et-Miquelon** (n° **2287**) [12 mai 1976].

— **Projet de loi** organique relatif à l'**élection d'un sénateur** dans les **départements de Mayotte et de Saint-Pierre-et-Miquelon** (n° **2288**) [12 mai 1976].

— **Projet de loi** relatif à la **représentation à l'Assemblée nationale** des **départements de Mayotte et de Saint-Pierre-et-Miquelon** (n° **2289**) [12 mai 1976].

— **Projet de loi** relatif à la **représentation au Sénat** des **départements de Mayotte et de Saint-Pierre-et-Miquelon** (n° **2290**) [12 mai 1976].

— **Projet de loi** relatif à la **nationalité française** dans le **territoire des Afars et des Issas** (n° **2405**) [17 juin 1976].

— **Projet de loi** modifiant le **régime communal** dans le territoire de la **Polynésie française** (n° **2417**) [23 juin 1976].

— **Projet de loi** modifiant le **régime communal** dans le territoire de la **Nouvelle-Calédonie** et dépendances (n° **2418**) [23 juin 1976].

En qualité de secrétaire d'Etat auprès du ministre d'Etat, ministre de l'intérieur (départements et territoires d'outre-mer) :

— **Projet de loi** autorisant le Gouvernement à modifier par ordonnances les circonscriptions pour l'**élection des membres de la chambre des députés du territoire français des Afars et des Issas** (n° **2559**) [26 octobre 1976].

— **Projet de loi** organisant une consultation de la **population du territoire français des Afars et des Issas** (n° **2607**) [5 novembre 1976].

— **Projet de loi** relatif à l'organisation de l'île de **Mayotte** (n° **2667**) [7 décembre 1976].

— **Projet de loi** relatif à l'**indépendance du territoire français des Afars et des Issas** (n° **2909**) [18 mai 1977].

— **Projet de loi** portant **ratification des ordonnances** portant extension et adaptation à **Mayotte** de diverses dispositions législatives, prises en application de la loi n° 76-1212 du 24 décembre 1976 relative à l'organisation de Mayotte (n° **3172**) [26 octobre 1977].

— **Projet de loi** portant **ratification des ordonnances du 9 décembre 1976** et du **26 septembre 1977** portant extension et adaptation au département de Saint-Pierre-et-Miquelon de diverses dispositions législatives, prises en application de la loi n° 76-664 du 19 juillet 1976 relative à l'**organisation de Saint-Pierre-et-Miquelon** (n° **3173**) [26 octobre 1977].

— **Projet de loi** portant intégration des fonctionnaires du cadre de complément de la police de Nouvelle-Calédonie dans la **police nationale** (n° **3218**) [16 novembre 1977].

QUESTIONS

Réponses en qualité de secrétaire d'Etat auprès du ministre chargé des relations avec le Parlement :

• *aux questions orales sans débat de :*

— **M. Ginoux** (n° **980**) : **Rapatriés** [16 mai 1973] (p. 1313, 1314, 1315) : effets de la loi d'amnistie ; application de la loi de 1970 sur l'indemnisation ; mise en place d'une procédure d'avance sur indemnisation en faveur des personnes âgées ; pourcentage des dossiers définitivement réglés.

— **M. Fanton** (n° **1722**) : **Réforme du langage judiciaire** [15 juin 1973] (p. 2222, 2223).

— **MM. Frêche** (n° **2365**) et **Daillet** (n° **2376**) : **Ecoutes téléphoniques** [22 juin 1973] (p. 2484, 2485) : groupement interministériel de contrôle ; impossibilité pour une commission d'enquête d'avoir accès aux écoutes relevant du secret militaire.

• *aux questions d'actualité de :*

— **M. Sauzedde : Sécurité aérienne** [7 décembre 1973] (p. 6791) : publication du rapport de la commission d'enquête sur la catastrophe aérienne de Noirétable.

— **M. Stehlin : Incendie d'Orly** [7 décembre 1973] (p. 6792, 6793).

Réponses en qualité de secrétaire d'Etat aux départements et territoires d'outre-mer :

• *aux questions au Gouvernement de :*

— **M. Ibéné : Situation sociale et économique dans les départements et territoires d'outre-mer** [12 juin 1974] (p. 2610, 2611) : problème de l'emploi ; développement du tourisme.

— **M. Omar Farah Iltireh : Participation des jeunes ressortissants des Afars et des Issas aux concours métropolitains de recrutement dans l'administration générale et la police** [19 juin 1974] (p. 2785).

— **M. Cerneau : Situation économique de la Réunion** [26 juin 1974] (p. 2972).

— **M. Fontaine : Prix du riz à la Réunion** [26 juin 1974] (p. 2973).

— **M. Charles Bignon : Territoire français des Afars et des Issas. Djibouti - Comores** [23 octobre 1974] (p. 5353).

— **M. Alain Vivien : Production de sucre dans les DOM** [30 octobre 1974] (p. 5624, 5625).

— **M. Krieg : Consultation des populations des Comores** [27 novembre 1974] (p. 7096, 7097).

— **M. Alain Vivien : Incidents dans le territoire français des Afars et des Issas** [28 mai 1975] (p. 3291, 3292) : rivalités tribales entre les Afars et les Issas.

• *à la question orale sans débat de :*

— **M. Alain Vivien** (n° **20219**) : **Evolution des institutions dans le territoire français des Afars et des Issas** [4 juin 1975] (p. 3668) : décisions prises par le Gouvernement relatives à la police et aux attributions électorales ; application de la loi du 3 juillet 1967 ; (p. 3669) : le haut-commissaire reste détenteur de toutes les autorités de police lorsque l'ordre public est mis en cause ; des modifications concernant les opérations électorales ne peuvent intervenir que par la voie législative.

• *à la question au Gouvernement de :*

— **M. Emmanuel Hamel : Parti communiste dans les départements d'outre-mer** [18 juin 1975] (p. 4365) : départementalisation sociale et économique des DOM : extension de l'allocation logement, nationalisation de l'électricité.

• *à la question orale sans débat de :*

— **M. Gayraud** (n° **20191**) : **Situation institutionnelle aux Comores** [20 juin 1975] (p. 4568) : examen par le Parlement du projet de loi relatif à l'indépendance des Comores.

• *aux questions au Gouvernement de :*

— **M. Gabriel : Octroi d'un crédit spécial au propriétaire d'un hôtel de Moroni** [19 novembre 1975] (p. 8646) : aide accordée par le dernier conseil du FIDES à l'île de Mayotte.

— **M. Max Lejeune : Mesures de sécurité dans l'île de Mayotte** [26 novembre 1975] (p. 8957) : précautions prises pour que la population de Mayotte puisse s'autodéterminer librement.

• *aux questions orales sans débat de :*

— **M. Guilliod** (n° **28031**) : **Menaces d'éruption volcanique en Guadeloupe** [23 avril 1976] (p. 2139, 2140) : les mesures prises pour renforcer le dispositif de surveillance des volcans en Guadeloupe et à la Martinique : amélioration du plan d'évacuation, mission d'Haroun Tazieff, moyens supplémentaires pour le laboratoire de Saint-Claude.

— **M. Roch Pidjot** (n° **28197**) : **Enseignement privé en Nouvelle-Calédonie** [23 avril 1976] (p. 2141) : examen par la commission compétente de l'assemblée territoriale d'un projet de convention.

• *à la question au Gouvernement de :*

— **M. Claude Weber : Revendications à la Martinique** [12 mai 1976] (p. 2928) : les mesures prises par le Gouvernement pour régler les problèmes de l'emploi à la Martinique, département français pour toujours.

• *à la question orale sans débat de :*

— **M. Ibéné** (n° **28884**) : **Personnels hospitaliers originaires des départements d'outre-mer** [14 mai 1976] (p. 3087, 3088) : l'assistance publique a consacré trois millions de francs en 1976 au voyage gratuit des agents d'outre-mer ; le problème des auxiliaires, les efforts de titularisation accomplis ; les servitudes du service hospitalier.

• *à la question au Gouvernement de :*

— **M. Max Lejeune : Situation de Mayotte** [30 juin 1976] (p. 4948, 4949) : le désir du Gouvernement de voir le Parlement adopter pour Mayotte le statut de DOM.

Réponses en qualité de secrétaire d'Etat auprès du ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur (départements et territoires d'outre-mer) :

• *aux questions au Gouvernement de :*

— **M. Debré : Avenir du territoire français des Afars et des Issas** [13 octobre 1976] (p. 6544, 6545) : l'action du Gouvernement sur le plan intérieur et sur le plan extérieur pour éviter que l'accession à l'indépendance du Territoire ne dégénère en guerre civile ou étrangère ; instruction des forces armées ; maintien éventuel d'une présence militaire française après l'indépendance.

— **M. Guilliod : Evacuation de Basse-Terre** [3 novembre 1976] (p. 7420) : retour de la population évacuée lorsque le danger sera écarté ; reprise des activités économiques.

— **M. Omar Farah Iltireh : Indépendance du territoire des Afars et des Issas** [3 novembre 1976] (p. 7421) : amélioration de la situation ; nécessité d'œuvrer pour maintenir l'unité du territoire avec le concours de tous ; reconnaissance du futur Etat indépendant par ses voisins.

• *à la question orale sans débat de :*

— **M. Debré** (n° **36996**) : **Politique de la CEE à l'égard des départements d'outre-mer** [8 avril 1977] : les efforts communautaires en faveur des DOM (sucre, ananas, alcools, élevage, FEOGA, fonds social européen) ; soutiendra une demande de dérogation sur le riz devant la commission de Bruxelles en vue de supprimer le prélèvement pénalisant la Réunion.

• *aux questions au Gouvernement de :*

— **M. Jalton : Prix de la canne à sucre en Guadeloupe** [13 avril 1977] (p. 1754) : application des cours européens, relativement rémunérateurs, au département de la Guadeloupe.

— **M. Cerneau : Conséquences de l'éruption du volcan de la Fournaise à la Réunion** [18 mai 1977] (p. 2869) : difficulté de prévoir l'évolution des volcans ; aide aux sinistrés ; le principe de la solidarité nationale entre les Français de la métropole et ceux d'outre-mer guidera l'action du Gouvernement.

• *aux questions orales sans débat de :*

— **M. Debré** (n° **38078**) : **Prélèvement européen sur le riz, le maïs et les aliments du bétail** [3 juin 1977] (p. 3396) : le Gouvernement a saisi la commission de Bruxelles pour dérogation s'agissant de ces prélèvements ; dispositions prises pour que l'élévation du prix du riz résultant de ces prélèvements soit écartée.

— **M. Ibéné** (n° **38560**) : **Irrigation de la Grande-Terre en Guadeloupe** [3 juin 1977] (p. 3397) : réalisation d'un programme d'irrigation estimé à 300 millions de francs sur une dizaine d'années ; réalisation en cours de la retenue de Letaye ; conformité des réalisations avec l'engagement pris par le Président de la République.

— **M. Ibéné** (n° **38561**) : **Industrie du sucre et du rhum de la Guadeloupe** [3 juin 1977] (p. 3398, 3399) : la politique gouvernementale en faveur des producteurs a rendu le prix de la canne particulièrement rémunérateur depuis deux ans ; la diversification des productions.

— **M. Boulloche** (n° **38827**) : **Compensation des pertes de salaires subies par les élus municipaux** [10 juin 1977] (p. 3709, 3710) : les garanties dont bénéficient les salariés titu-

laires d'un mandat électif ; les assouplissements apportés à la notion de gratuité des fonctions électives : indemnité par jour de présence aux conseillers généraux, indemnités pour les maires et les adjoints ; difficulté de mettre à la charge des employeurs la rémunération du temps passé à l'exercice d'un mandat électif.

• *aux questions au Gouvernement de :*

— **M. Cerneau : Aménagement des Hauts de la Réunion** [19 octobre 1977] (p. 6341) : élaboration d'un programme d'action prioritaire d'initiative régionale (PAPIR) ; publication prochaine du décret de classement des hauts de l'île.

— **M. Roch Pidjot : Mutation d'un inspecteur de l'enseignement** [23 novembre 1977] (p. 7838) : promotion représentée par la mutation de M. Gau à Nouméa.

• *aux questions orales sans débat de :*

— **M. Franceschi** (n° **40718**) : **Effectifs de la police dans la région parisienne** [2 décembre 1977] (p. 8224) : les réajustements d'effectifs réalisés dans le département du Val-de-Marne ; la recherche d'un renforcement de la capacité opérationnelle de la police.

— **M. Jans** (n° **42723**) : **Expulsions** [2 décembre 1977] (p. 8226, 8227) : l'application exacte des textes et de la jurisprudence pour cette expulsion ; la réintégration de la famille expulsée à la suite d'un accord avec la société d'HLM.

INTERVENTIONS

En qualité de secrétaire d'Etat auprès du ministre chargé des relations avec le Parlement :

1973

— **Projet de loi relatif au statut des associés d'exploitation** (n° **198**). **Troisième lecture. Discussion générale** [30 juin 1973] (p. 2745) : ses arguments en faveur de la confirmation par l'Assemblée nationale du vote émis en deuxième lecture. **Discussion des articles. Article premier** : sa réponse à M. Brugnon : non-respect des prérogatives du Parlement. **Articles premier, 4 et 5** (p. 2746) : accepte les amendements de M. Gissinger : rétablissement du texte de l'Assemblée nationale.

— **Proposition de loi tendant à créer un Conseil supérieur de l'information sexuelle, de la régulation des naissances et de l'éducation familiale** (n° **273**). **Quatrième lecture. Discussion générale** [30 juin 1973] (p. 2756) : s'en remet à la sagesse de l'Assemblée quant au vote du texte adopté par le Sénat.

En qualité de secrétaire d'Etat aux départements et territoires d'outre-mer :

1974

— **Projet de loi relatif à la création de corps de fonctionnaires de l'Etat pour l'administration de Saint-Pierre-et-Miquelon** (n° **803**). **Discussion générale** [27 juin 1974] (p. 3085) : expose les avantages de l'étatisation des corps de fonctionnaires de Saint-Pierre-et-Miquelon. **Discussion des articles. Article premier** : s'oppose à l'amendement n° 1 de M. Burckel, rapporteur.

— **Projet de loi relatif à la consultation des Comores** (n° **1187**). **Première lecture. Discussion générale** [17 octobre 1974] (p. 5166) : le projet s'inspire du précédent de la côte française des Somalis en retenant toutefois trois différences ; (p. 5167) : conserver une coopération avec l'archipel et préserver les droits des minorités ; notre mission actuelle est de renforcer l'unité de l'archipel ; le problème posé par la régionalisation décidée par l'assemblée territoriale des Comores ; (p. 5171) : l'adoption de l'exception d'irrecevabilité opposée par M. Fontaine reviendrait à proclamer que les territoires d'outre-mer ne pourront plus jamais choisir leur destin ; (p. 5188) : réponses aux orateurs : l'importance du délai de six mois qui s'écoulera après la consultation. **Discussion des articles. Article premier** (p. 5195) : s'oppose à l'amendement n° 3 rectifié de M. Lejeune ; son adoption créerait le risque d'un désaveu des autorités locales. **Article 2** (p. 5198) : s'oppose à l'amendement n° 8 de M. Forni : la consultation n'a pas de valeur juridique en elle-même. **Deuxième lecture. Discussion générale** [12 novembre 1974] (p. 6214) : rappelle que la consultation comportera deux phases : le scrutin proprement dit et un examen par le Parlement de ces résultats pour en tirer les conséquences. **Discussion des articles. Article 3** (p. 6217) : sur l'amendement n° 3 de MM. Magaud et Krieg : indique que l'inscription sur les listes électorales suppose six mois de résidence.

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° **1180**).

Deuxième partie :

Départements d'outre-mer [12 novembre 1974] (p. 6224) : les deux orientations prioritaires de la politique du Gouvernement : départementalisation complétée par la décentralisation et application d'une politique globale ; cette politique est à l'opposé du colonialisme ; (p. 6225) : coordonner l'action des ministères techniques ; accroissement de la dotation de la section locale du FIDOM ; réfléchir sur la place des DOM dans le Marché

commun ; (p. 6226) : le prix de l'énergie est un handicap sérieux ; (p. 6229) : s'élève contre les propos de M. Vivien mettant en cause les fonctionnaires d'autorité dans les DOM ; (p. 6266) : répond aux orateurs ; maintien du centre de Kourou ; (p. 6267) : dépôt d'un projet de loi relatif à l'allocation de logement ; réexaminer les modalités d'insertion des DOM dans le Marché commun ; la contradiction entre une politique de haut salaire et une plus faible capacité de concurrence avec les territoires voisins est à l'honneur de la France ; (p. 6268) : le rôle du secrétaire d'Etat.

Territoires d'outre-mer [13 novembre 1974] (p. 6273) : les caractéristiques communes aux huit TOM ; le problème des communications ; l'inflation mondiale voit sur place ses effets accrus ; la jeunesse ; la gestion ne peut être envisagée de Paris ; le budget du secrétariat est un budget d'appoint et d'incitation ; (p. 6275) : projet routier entre les Afars et l'Ethiopie ; (p. 6292) : répond aux orateurs ; le projet de convention fiscale pour la Nouvelle-Calédonie sera prochainement soumis à l'Assemblée territoriale ; l'autodétermination des Afars et des Issas n'est pas la détermination des autres ; réforme foncière aux Nouvelles-Hébrides.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, sur les calamités agricoles dans les départements d'outre-mer** (n° **1282**). **Première lecture. Discussion générale** [22 novembre 1974] (p. 6965) : les calamités dues aux cyclones ; le fonds d'aide aux calamités publiques ; le régime de garantie prévu par la loi du 10 juillet 1964 ; l'obligation d'assurance ; les cyclones ayant le caractère de calamités publiques ; les dommanges résultant des cyclones, coups de vent et tempêtes, inondations, sécheresse, glissements de terrain ; distinction entre agriculteurs assurés et non assurés quant à l'indemnisation ; les ressources du fonds ; les contributions individuelles des producteurs, les bénéfices sur les importations de bananes en provenance des pays tiers, les subventions de l'Etat ; (p. 6966) : la politique de départementalisation ; (p. 6970) : l'application de la loi sur l'artisanat outre-mer ; les dommages causés par les cyclones ; la subvention de l'Etat ; la solidarité nationale. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [19 décembre 1974]. **Article 4** (p. 8153) : sur l'amendement n° 1 de M. Renouard donne l'assurance que l'indemnisation des petits agriculteurs sera poursuivie comme par le passé.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1974** (n° **1340**). **Discussion des articles** [10 décembre 1974]. **Article 20** (p. 7620) : **Territoires d'outre-mer** : le crédit accordé à l'Assemblée territoriale de la Nouvelle-Calédonie ; l'exonération des droits de sortie ; le remplacement par un impôt sur les bénéfices.

1975

— **Projet de loi portant réforme du crédit aux entreprises dans les territoires d'outre-mer** (n° **752**). **Discussion générale** [22 mai 1975] (p. 3012) : un projet limité mais utile ; l'objet de l'ordonnance du 28 novembre 1967 et son application aux territoires d'outre-mer ; la caisse centrale de coopération économique, organisme de réescompte du territoire français des Afars et des Issas.

— **Projet de loi relatif à l'extension de l'allocation de logement aux DOM** (n° **1600**). **Première lecture. Discussion générale** [23 mai 1975] (p. 3171) : la signature des décrets relatifs à l'extension de la notion d'enfants à charge et à l'octroi des allocations familiales aux travailleurs privés d'emploi ; la volonté de poursuivre la départementalisation sur le plan social ; (p. 3180) : sa réponse à M. Gabriel : compétence de chaque territoire en matière sociale ; possibilité pour les territoires d'outre-mer de devenir des départements. **Explication de vote** (p. 3180) : sa réponse à M. Gabriel ; compétence territoriale des DOM. **Deuxième lecture. Discussion générale** [27 juin 1975] (p. 4958) : met l'accent sur l'étape que constitue le texte ; souligne les améliorations apportées en ce qui concerne la prime de déménagement.

— **Projet de loi relatif à la nationalisation de la production et de la distribution de l'électricité dans les DOM** (n° **1639**). **Première lecture. Discussion générale** [23 mai 1975] (p. 3196) : vœu du Président de la République en faveur d'une accélération de la départementalisation économique ; l'alignement des DOM sur la métropole ; les avantages du projet. **Deuxième lecture. Discussion générale** [27 juin 1975] (p. 4959) : l'intégration des départements d'outre-mer dans le dispositif économique de la métropole ; juge utile les précisions apportées par le Sénat.

— **Projet de loi relatif à l'indépendance du territoire des Comores** (n° **1734**). **Première lecture. Après déclaration d'urgence, discussion générale** [25 juin 1975] (p. 4746) : le Gouvernement propose au Parlement de tirer les conséquences de la consultation du 22 décembre 1974 qui a donné 83 % de voix aux partisans de l'indépendance et d'organiser avec le nouvel Etat des rapports de coopération et d'amitié ; le Gouvernement estime que l'avenir des Mahorais sera mieux assuré au sein d'un Etat comorien homogène. **Discussion des articles. Article premier** (p. 4791) : s'oppose à l'adoption de l'amendement n° 1 de M. Alain

Vivien. **Article 2** (p. 4796) : estime que l'amendement n° 28 de la commission donnera aux Comoriens la possibilité de faire eux-mêmes la meilleure constitution souhaitable. **Après l'Article 3** (p. 4799) : sur l'amendement n° 12 de M. Max Lejeune, fait observer les difficultés pratiques d'un rattachement direct des forces armées au Gouvernement français. **Commission mixte paritaire** [30 juin 1975] (p. 5078) : le Gouvernement demande à l'Assemblée nationale d'approuver le texte de la commission mixte paritaire malgré son apparente lourdeur.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**).

Deuxième partie :

Territoires d'outre-mer [4 novembre 1975] (p. 7799) : l'accueil chaleureux qu'il a reçu dans les territoires d'outre-mer ; la réforme économique concernant ces territoires ; la forme fiscale en Nouvelle-Calédonie ; (p. 7800) : l'atout que constitue la situation maritime des territoires d'outre-mer ; la contribution des territoires au rayonnement français ; l'acceptation d'un drapeau régional polynésien ; la nécessaire évolution des statuts ; les projets relatifs à la Nouvelle-Calédonie et à la Polynésie ; l'exemple des Comores ; (p. 7801) : le respect de la volonté de l'assemblée du territoire des Afars et des Issas ; la création d'une assemblée territoriale aux Nouvelles-Hébrides ; la durée de la mission des fonctionnaires dans les territoires du Pacifique ; les opérations entreprises dans les territoires d'outre-mer ; le fonds de développement pour la Nouvelle-Calédonie ; l'action des ministères techniques en faveur des TOM ; la cohérence du budget des territoires d'outre-mer ; (p. 7803) : sa réponse à l'intervention de M. Max Lejeune relative au cas de l'île de Mayotte. **Réponses aux orateurs** (p. 7808) : la politique française d'autodétermination à l'égard des Comores et des autres territoires d'outre-mer ; la position du Gouvernement français au sujet du problème des eaux territoriales concernant Saint-Pierre-et-Miquelon ; la situation que connaissent les territoires d'outre-mer ; la départementalisation et la position favorable des socialistes d'outre-mer ; (p. 7809) : les problèmes de Wallis-et-Futuna et ceux du territoire français des Afars et des Issas ; le développement industriel de la Nouvelle-Calédonie et le fonds de développement mélanésien ; le choix qui sera offert aux populations représentées par MM. Pidjot et Sanford ; (p. 7810) : la mission importante que les territoires doivent remplir dans le monde.

Départements d'outre-mer [13 novembre 1975] (p. 8246) : mieux assimiler les départements d'outre-mer dans la communauté nationale et la Communauté européenne ; (p. 8247) : la meilleure résistance de l'économie des DOM aux poussées inflationnistes ; le maintien des productions agricoles ; la politique de diversification ; le développement du tourisme ; l'industrialisation des DOM ; les dispositions importantes qui ont été prises en la matière ; (p. 8248) : l'extension aux DOM de la loi d'orientation du commerce et de l'artisanat ; l'encouragement des investissements ; la situation financière difficile des communes des DOM ; le fonctionnement des institutions régionales ; la mise à la disposition des DOM d'une dotation du fonds européen de développement régional ; (p. 8249) : l'introduction d'une clause de sauvegarde dans la convention de Lomé ; l'action possible du FEOGA au profit des DOM ; la suppression des inégalités dans le domaine social entre les DOM et la métropole ; les actions de planification familiale ; le développement de la politique culturelle ; (p. 8250) : le bilan des réalisations du secrétariat d'Etat en matière sociale ; la situation de l'emploi et l'intervention du BUMIDOM ; la départementalisation économique et sociale ; (p. 8251) : la progression des dépenses d'investissements ; le plan de développement de la Guyane ; l'encouragement des activités industrielles ; la création d'un réseau routier ; l'intention de nombreux Français de se rendre en Guyane ; (p. 8252) : la mise en valeur de la Guyane grâce à un dessein national ; l'intérêt de l'étranger pour la politique française dans les départements d'outre-mer ; le succès de la départementalisation et le sectarisme doctrinal des communistes. **Réponses aux orateurs** (p. 8266) : les efforts entrepris en faveur de la jeunesse ; le travail offert en métropole aux habitants des départements d'outre-mer ; la politique menée en matière de transports et la notion de continuité territoriale ; la réintégration de certains fonctionnaires antillais ; l'apport des sociétés privées dans le domaine du développement de la Guyane ; le problème de l'autodétermination ; (p. 8267) : la production sucrière et l'application des mécanismes européens ; les capitaux privés à la Martinique ; la baisse des prix intervenue cette année et la situation des petits planteurs ; la politique de départementalisation ; l'apport de population métropolitaine en Guyane ; (p. 8268) : le contrôle des prix ; la souplesse qui doit présider à la mise en place de la départementalisation ; le plan gouvernemental concernant la Guyane ; l'attitude du parti communiste qui considère les partis communistes d'outre-mer comme des formations politiques étrangères ; (p. 8269) : la diversification de l'agriculture ; la valeur du statut départemental et les contradictions dans les positions défendues par M. Césaire ; la désinvolture

avec laquelle il traite les problèmes économiques des Antilles ; le racisme à rebours qu'il manifeste à l'égard de la Guyane ; (p. 8270) : l'accord de M. Jalton quant à la politique de départementalisation ; la résolution du problème du financement du prix du sucre à la Réunion ; la possible application de la formule du contrat de pays aux départements d'outre-mer ; la résolution du problème de l'article 9 de la loi de finances ; la politique exemplaire menée par le Gouvernement.

— **Associe le Gouvernement à l'éloge funèbre de M. Pimont** [13 novembre 1975] (p. 8254).

— **Projet de loi modifiant le code électoral en ce qui concerne les départements d'outre-mer** (n° **1982**). **Première lecture. Discussion générale** [4 décembre 1975] (p. 9388) : juge qu'il n'y a plus de raison de maintenir dans les départements d'outre-mer des dispositions différentes à celles appliquées dans la métropole. **Discussion des articles. Article 5** (p. 9291) : est favorable à l'esprit de l'amendement n° 1 défendu par M. Limouzy ; estime néanmoins qu'une période transitoire est nécessaire ; demande le retrait de l'amendement ; donne l'assurance à M. Fontaine que le contrôle de l'INSEE interviendra très rapidement. **Deuxième lecture. Discussion générale** [19 décembre 1975] (p. 10104) : juge que l'amendement du Sénat tendant à permettre l'impression des bulletins de vote sur papier de couleur dans les départements d'outre-mer n'est pas d'une grande utilité.

— **Projet de loi organique modifiant le code électoral** (n° **1983**). **Discussion générale** [4 décembre 1975] (p. 9391) : constate que le projet de loi finit d'harmoniser les dispositions électorales dans les départements d'outre-mer et en métropole.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif au régime fiscal de certains investissements dans le territoire de la Nouvelle-Calédonie** (n° **2007**). **Discussion générale** [10 décembre 1975] (p. 9595) : la volonté du Gouvernement de conduire une politique permettant la mise en valeur des richesses de la Nouvelle-Calédonie ; la nécessité de modifier la loi de 1969 ; la substitution d'un impôt sur les bénéfices à la fiscalité indirecte ; l'engagement d'une augmentation de la production par les partenaires économiques ; (p. 9596) : le caractère indispensable de la réforme ; (p. 9597) : ses réponses aux orateurs ; la valeur des résultats des lois antérieures ; la nature de l'avance qui sera accordée ; un système qui ne favorise pas spécialement les grandes sociétés ; un projet qui vise au développement du pays. **Discussion des articles. Article premier** (p. 9598) : s'oppose à l'amendement n° 1 de M. Pidjot. **Après l'Article 3** : estime que l'amendement n° 2 présenté par M. Pidjot n'a rien à voir avec le projet en discussion.

— **Projet de loi relatif aux conséquences de l'autodétermination des îles des Comores** (n° **1951**). **Discussion générale** [10 décembre 1975] (p. 9601) : les principes qui ont inspiré le projet de loi ; la fragilité ancienne de l'unité de l'archipel des Comores ; faire en sorte que les habitants de Mayotte puissent se prononcer sans équivoque ; faire passer le principe de l'autodétermination avant celui de l'intégrité du territoire ; (p. 9603) : juge inacceptable et inadmissible l'exception d'irrecevabilité soulevée par le groupe socialiste ; (p. 9621) : ses réponses aux orateurs ; l'adaptation de la position du Gouvernement face à l'attitude des Comoriens qui ont rompu l'unité de l'archipel ; la nécessité, en matière de statut, d'attendre le choix définitif des Mahorais ; (p. 9622) : la conformité de l'article 3 du projet à la Constitution ; la nouvelle consultation, conséquence de la loi de juillet 1975 ; les raisons de l'opération aéroportée du 11 novembre ; la volonté du Gouvernement de faire respecter la liberté de Mayotte. **Discussion des articles. Avant l'Article premier** (p. 9623) : s'oppose à l'amendement n° 11 de M. Kalinsky ; rappelle que le seul souci du Gouvernement est de préserver la liberté de choix des Mahorais. **Article 3** (p. 9624) : souhaite le retrait de l'amendement n° 10 de M. Julia ; estime qu'il appartiendra aux Mahorais de décider de leur statut ; (p. 9625) : estime inutile l'amendement n° 12 de M. Gabriel. **Article 5** (p. 9626) : confirme à l'intention de M. Hamel que des observateurs internationaux pourront contrôler le vote des Mahorais ; (p. 9628) : s'étonne que le groupe socialiste approuve les aspirations des peuples quand elles sont favorables à l'indépendance et les réprouve quand elles tendent au maintien de ces peuples dans la République française ; affirme que le Gouvernement assurera la liberté du vote et la sécurité des Mahorais.

1976

— **Projet de loi relatif à l'organisation de Saint-Pierre-et-Miquelon** (n° **2262**). **Première lecture. Discussion générale** [30 juin 1976] (p. 4977) : un archipel français depuis 1604 ; l'attachement de la population à la France ; les anachronismes du statut ; l'absence de valeur du critère de discontinuité territoriale vers un statut de département à part entière ; sa visite en octobre 1975 ; les avantages de la départementalisation ; le pouvoir du conseil général, des communes, des services extérieurs de l'Etat ; les moyens financiers ; les investis-

sements facilités ; (p. 4978) : un archipel partie intégrante de l'Europe ; les problèmes ; la compensation financière du fait de l'application du tarif extérieur commun, le droit d'accès des ressortissants canadiens aux terres ; les problèmes de droit de la mer ; le système particulier et de protection sanitaire en vigueur, la transformation juridique de Saint-Pierre-et-Miquelon : un acte fondamental pour la vie publique de ce territoire ; les inquiétudes du conseil général ; le texte : le principe de la transformation départementale d'outre-mer ; une période transitoire ; la consécration juridique du vœu unanime des Français de ce territoire de rester au sein de la République ; (p. 4979) : s'oppose à la question préalable de M. Alain Vivien ; les inquiétudes du conseil général apaisées par ses réponses ; (p. 4982) : indique que le conseil général a dit non au projet en raison de trois craintes que le Gouvernement peut dissiper concernant la fourniture des budgets *pro forma*, la communication de l'accord écrit des autorités vétérinaires américaines, le maintien du système douanier ; les avantages économiques et sociaux de la départementalisation à laquelle le conseil général ne s'est pas opposé ; (p. 4983) : souhaite réserver ses réponses au Parlement ; indique que c'est le Parlement français qui doit définir le futur statut ; les assurances données à la population par le statut de département ; les mesures d'adaptation parant aux inconvénients de la départementalisation. **Discussion des articles** [30 juin 1976]. **Avant l'Article premier** (p. 4984) : une mission supplémentaire ne ferait que retarder l'accession de Saint-Pierre-et-Miquelon à la départementalisation. **Article 3** (p. 4986) : sur l'amendement n° 7 de M. Gerbet, déclare que les arguments juridiques de M. Gerbet sont indiscutables ; indique que le Gouvernement avait envisagé de maintenir en place le conseil actuel par opportunité politique ; s'en remet à la sagesse de l'Assemblée. **Article 5** (p. 4987) : indique les raisons pour lesquelles le Gouvernement préférait prévoir la date de 1978. **Article 7** : repousse l'amendement n° 3 de M. Baudouin ; (p. 4988) : estime qu'il vaut mieux s'en tenir au texte du Gouvernement quant à l'amendement n° 4 de M. Baudouin. **Article 8** : approuve l'amendement n° 6 de M. Beaudouin. **Commission mixte paritaire** [8 juillet 1976] (p. 5166) : approuve les conclusions de la commission mixte paritaire ; s'en remet à la sagesse des deux assemblées ; (p. 5167) : remarque que l'interprétation donnée par M. Alain Vivien à l'autodétermination n'est pas conforme à celle du programme commun qui place les DOM dans la politique étrangère ; l'inquiétude des habitants de Saint-Pierre-et-Miquelon ; indique à M. Gabriel que le Gouvernement précisera dans quels délais le conseil général sera consulté.

— **Modification de l'ordre du jour prioritaire** [30 juin 1976] (p. 4988) : retrait de l'ordre du jour des projets de loi relatifs à la représentation à l'Assemblée nationale et au Sénat des départements de Mayotte et de Saint-Pierre-et-Miquelon.

— **Projet de loi relatif à la nationalité française dans le territoire français des Afars et des Issas** (n° **2405**). **Discussion générale** [7 juillet 1976] (p. 5137) : la présence de la France répondant au vœu des populations, permettant d'assurer la paix ; les mesures prises ; la situation depuis le 18 novembre 1975 ; l'étude des modalités de l'accession à l'indépendance ; les dispositions du projet mettant fin à certaines anomalies ;(p. 5138) : des mesures indispensables pour que la future indépendance du territoire se fasse dans d'heureuses conditions ; (p. 5141) : répond à M. Franceschi que la loi de 1953 a permis la paix civile et était justifiée à l'époque ; lui reproche des polémiques déplacées ; la rencontre du Gouvernement de M. Aref ; à M. Maisonnat, reproche de se réjouir systématiquement de voir une terre française réclamer l'indépendance ; à M. Plantier, précise que le projet est un texte de régularisation voulu par toutes les tendances politiques du territoire ; souhaite que le Parlement approuve ce texte à l'unanimité. **Discussion de l'article unique** [7 juillet 1976]. **Avant l'Article unique** (p. 5142) : accepte l'amendement n° 4 de M. Foyer. **Article unique** : accepte l'amendement n° 5 de M. Foyer ; (p. 5143) : estime que le sous-amendement n° 7 de M. Franceschi serait plus clair en écrivant « de l'Etat français » ; accepte l'amendement n° 6 de M. Foyer sous-amendé ; considère que les inquiétudes de M. Xavier Deniau ne sont pas justifiées ; indique à M. Franceschi que le décret a été préparé sans arrière-pensées dans le but d'éviter tout abus ; (p. 5144) : indique qu'un jugement supplétif sera nécessaire dans certains cas ; indique que la commission sera mise en place dès la promulgation de la loi ; (p. 5145) : s'oppose à l'amendement n° 3 de M. Garcin.

En qualité de secrétaire d'Etat auprès du ministre d'Etat, ministre de l'intérieur (départements et territoires d'outre-mer) :

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**).

Deuxième partie :

Départements d'outre-mer [19 novembre 1976] (p. 8374) : le trentième anniversaire de l'accession des DOM au statut départemental ; Saint-Pierre-et-Miquelon ; Mayotte ;

la Soufrière ; le Président de la République à la Réunion ; analyse institutionnelle, sociale des DOM ; la sécurité sociale ; les rémunérations ; les prestations familiales ; l'aide sociale ; la départementalisation économique ; l'intégration à la Communauté économique européenne ; le FEOGA ; le fonds social et le fonds régional ; les accords de Lomé ; la canne à sucre ; (p. 8375) : les possibilités dans le domaine agricole les bananes ; les ananas ; les décisions dans le domaine industriel ; l'électricité ; les investissements productifs ; les transports ; les interventions des établissements de crédits outre-mer ; les incitations aux petites entreprises ; l'IVD ; la mise en valeur des Hauts de la Réunion ; l'aide au sucre ; les crédits permettant aux habitants des DOM de venir en métropole ; les mesures économiques prises ; (p. 8376) : un budget de reconduction ; les retards anormaux constatés dans les juridictions administratives ; le développement de la Guyane ; le développement économique des DOM ; l'emploi ; l'agriculture ; l'ANPE ; l'organisation de ces départements ; (p. 8378) : les propos du Président de la République à la Réunion sur le statut départemental ; (p. 8386) : le financement de l'aide à la Soufrière ; (p. 8391) : l'emploi, la démographie ; la politique sociale ; le rhum ; la politique socialiste squelettique ; critique de l'autodétermination ; les déclarations de Georges Marchais sur la Corse ; le problème de l'application des lois sociales dans les DOM ; (p. 8392) : l'état sanitaire des enfants ; le problème du sucre à la Martinique ; la banane ; le GIEB ; l'aide globale aux DOM ; l'enthousiasme patriotique de M. Fontaine ; les chantiers de chômage ; l'attitude du parti communiste ; M. Césaire et la Nouvelle-Guinée ; M. Césaire et la débâcle ; l'aide de la Communauté aux producteurs d'ananas ; le prétendu monopole de pavillons qui n'existe pas ; (p. 8393) : les accords de Lomé ; une bataille d'arrière-garde ; le projet de statut pour Mayotte ; Saint-Pierre-et-Miquelon ; le tourisme ; la Soufrière ; l'aide de l'Etat ; les planteurs de bananes ; le contrat de pays ; l'insuffisance de l'appareil statistique ; la départementalisation ; l'effort budgétaire en faveur des DOM ; le FIDOM ; fonctionnaires et DOM ; les communes touchées par la Soufrière ; les déclarations de M. Giscard d'Estaing à la Réunion ; (p. 8394) : les DOM, des départements exemplaires pour la France. **Examen des crédits. — Etat B - Titre III** (p. 8394) : repousse l'amendement n° 271 de M. Alain Vivien ; le statut de Mayotte ; (p. 8395) : la régularisation par décret de l'imputation des crédits pour Mayotte.

Territoires d'outre-mer [19 novembre 1976] (p. 8399) : la triple évolution des TOM ; Saint-Pierre-et-Miquelon, un département ; la dépendance future des Afars et des Issas ; l'évolution des territoires français du Pacifique ; la statut de la Nouvelle-Calédonie ; la que ; le statut de la Nouvelle-Calédonie ; la satisfaction du statut de Wallis et Futuna sur le plan économique ; les retombées de la crise mondiale ; les problèmes de Djibouti et de la Nouvelle-Calédonie ; les perspectives de la Nouvelle-Calédonie ; l'hôtellerie ; le nickel ; l'Océan ; le niveau relativement élevé des TOM ; le FADIL ; (p. 8403) : le procès d'intention de M. L'Huillier ; la passe difficile de la Nouvelle-Calédonie ; le projet du Nord ; ne pas porter atteinte aux coutumes locales ; la décentralisation ; un choix entre l'indépendance et la départementalisation ; attaque M. Huyghues des Etages ; la production de nickel ; la situation en Polynésie ; (p. 8404) : Wallis et Futuna ; l'électrification à Wallis et Futuna ; la volonté des Mahorais de rester Français.

— **Projet de loi organisant une consultation de la population du territoire français des Afars et des Issas** (n° **2607**). **Discussion générale** [1er décembre 1976] (p. 8859) : le désir de la population du TFAI d'accéder à la souveraineté nationale ; une démarche pacifique ; (p. 8860) : la recherche de garanties indispensables et d'une indépendance du futur Etat ; la campagne du Gouvernement français ; la réconciliation des ethnies ; l'indépendance en 1977 ; la consultation de la population ; les précédents ; la technique du scrutin. **Discussion des articles** [1er décembre 1976]. **Article 2** (p. 8863) : s'oppose à l'amendement n° 1 de M. Kalinsky : un délai de six mois nécessaire pour préparer la passation des pouvoirs et des accords de coopération. **Avant l'Article 3** : s'oppose à l'amendement n° 4 de Mme Constans ; indique que les cartes d'identité seront délivrées d'ici la fin de février 1977. **Article 3** (p. 8864) : écarter de la consultation les fonctionnaires ou les militaires ne résidant que provisoirement à Djibouti.

— **Projet de loi autorisant le Gouvernement à modifier par ordonnances les circonscriptions pour l'élection des membres de la chambre des députés du territoire français des Afars et des Issas** (n° **2559**). **Discussion générale** [1er décembre 1976] (p. 8867) : l'augmentation du nombre des électeurs ; la représentation de Djibouti et des circonscriptions de brousse disproportionnée ; le problème de la représentativité de la chambre des députés élue le 18 novembre 1973 ; la nécessité d'ordonnances ; (p. 8871) : l'impossibilité de déposer un projet de loi tant que la révision des listes électorales ne sera pas terminée ; la procédure de recours aux ordonnances en vertu de l'article 38 de la

Constitution ; le sens large donné par le Conseil d'Etat à la notion de programme du Gouvernement ; la clarté du programme du Gouvernement vis-à-vis du TFAI ; (p. 8872) : les deux précédents de la consultation de la population de la côte française des Somalis et de l'organisation de Saint-Pierre-et-Miquelon.

— **Proposition de loi relative à l'exploitation des voitures dites de petite remise (n° 1717). Deuxième lecture. Discussion générale** [1er décembre 1976] (p. 8874) : l'urgence de l'adoption du texte ; les difficultés de la mise en œuvre d'une solution satisfaisante ; les conflits avec les chauffeurs de taxi ; la concurrence parfois déloyale ; l'insuffisance du nombre des taxis dans les grandes agglomérations ; (p. 8876) : le but du décret du 2 mars 1973 ; usage à volonté du pouvoir réglementaire ; (p. 8877) : souligne que le décret de mars 1973 n'a pas créé de problèmes ; l'acceptation par le Gouvernement de la proposition de loi Neuwirth. **Discussion des articles** [1er décembre 1976]. **Article premier** (p. 8878) : le radio-téléphone, bouleversement des conditions d'exploitation des voitures de petite remise ; (p. 8879) : les craintes excessives de M. Hamel. **Article 2** (p. 8880) : l'avis conforme du maire exigé par le Sénat ; une garantie réelle contre des autorisations éventuellement critiquables ; s'oppose à l'amendement n° 5 de M. Jans. **Article 3** (p. 8882) : la sauvegarde des droits acquis des entrepreneurs des voitures de petite remise exerçant déjà leur activité. **Article 4 *bis*** (p. 8883) : son sous-amendement à l'amendement n° 6 de M. Bignon permettant d'ordonner la mise en fourrière, aux frais de son propriétaire, de toute voiture de petite remise irrégulièrement exploitée jusqu'à décision de la juridiction saisie ; sous-amendement adopté. **Troisième lecture. Discussion générale** [20 décembre 1976] (p. 9774) : le problème de l'équipement des voitures de petite remise par un radio-téléphone ; les trois solutions envisageables ; les combinés ; une interdiction de principe mais tempérée ; l'autorisation de l'administration ; les conditions de délivrance de l'autorisation fixées par décret ; l'autorisation délivrée par les maires en matière d'exploitation de taxis ; (p. 9775) : la société Auto-Service ; le pouvoir des maires ; la mise en fourrière des voitures exploitées irrégulièrement.

— **Projet de loi relatif à l'organisation de la Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 1950). Première lecture. Discussion générale** [13 décembre 1976] (p. 9272) : une terre française ; le programme d'équipement du territoire ; l'évolution de l'organisation de la Nouvelle-Calédonie ; le renforcement des pouvoirs des maires ; l'appartenance indiscutable à la République ; l'évolution du conseil de Gouvernement ; le haut-commissaire ; une volonté de décentralisation ; les compétences propres des autorités territoriales ; l'extension des attributions de l'Assemblée ; une commission de développement économique régional ; une Calédonie pleinement française ; (p. 9276) : le texte soumis à l'assemblée territoriale ; un projet de loi approuvé par le conseil des ministres, élaboré après consultation ; réfute les accusations d'absence de consultation des Calédoniens ; le caractère normal de la procédure suivie ; les changements de majorité de l'assemblée territoriale ; s'oppose à la motion de renvoi en commission déposée par M. Franceschi. **Discussion des articles** [13 décembre 1976]. **Avant l'Article 1er** (p. 9277) : s'oppose à l'amendement n° 43 de M. Pidjot. **Article 1er** : s'oppose à l'amendement n° 44 de M. Pidjot. **Article 2** (p. 9278) : s'oppose à l'amendement n° 101 de M. Franceschi ; s'oppose à l'amendement n° 45 de M. Pidjot ; (p. 9279) : s'oppose à l'amendement n° 46 de M. Pidjot qui instituerait l'autonomie interne. **Article 4** : s'oppose à l'amendement n° 102 de M. Franceschi ; s'oppose à l'amendement n° 104 de M. Franceschi ; (p. 9280) : s'oppose à l'amendement n° 49 de M. Pidjot. **Article 5** (p. 9281) : s'oppose à l'amendement n° 107 de M. Franceschi. **Article 6** : donne l'assurance à l'Assemblée que la procédure de l'article 6 ne sera utilisée que dans des cas de grande gravité ; s'oppose à l'amendement n° 108 de M. Franceschi. **Article 7** (p. 9282) : s'oppose à l'amendement n° 50 de M. Pidjot ; se rallie à l'amendement n° 7 rectifié de M. Piot sous réserve de trois modifications rédactionnelles ; (p. 9283) : s'oppose au sous-amendement n° 80 rectifié de M. Franceschi à l'amendement n° 7 rectifié de M. Piot ; s'oppose au sous-amendement n° 109 de M. Franceschi ; ; son sous-amendement n° 147 : rédactionnel ; adopté. **Article 8** : accepte l'amendement n° 8 rectifié de M. Piot ; s'oppose au sous-amendement n° 109 de M. Franceschi ; son sous-amendement n° 147 : rédactionnel ; adopté. **Article 8** : accepte l'amendement n° 8 rectifié de M. Piot ; s'oppose à l'amendement n° 51 de M. Pidjot ; (p. 9284) : s'oppose à l'amendement n° 110 de M. Franceschi. **Article 9** : est opposé à l'amendement n° 52 de M. Pidjot. **Article 10** (p. 9285) : est favorable à l'amendement n° 111 de M. Franceschi ; s'oppose à l'amendement n° 112 de M. Franceschi. **Article 20** (p. 9286) : s'oppose à l'amendement n° 113 de M. Franceschi ; s'oppose à l'amendement n° 114 de M. Franceschi. **Article 24** (p. 9288) : s'oppose à l'amendement n° 88 de M. Franceschi ; s'oppose à l'amendement n° 89 de M. Franceschi. **Article 25** (p. 9289) : est

favorable à l'amendement n° 90 de M. Franceschi et à l'amendement n° 15 de M. Piot ; s'oppose aux amendements n° 118 et n° 119 de M. Franceschi ; (p. 9290) : s'oppose à l'amendement n° 122 de M. Franceschi. **Article 26** : s'oppose à l'amendement n° 123 de M. Franceschi. **Article 27** : s'oppose à l'amendement n° 124 de M. Franceschi. **Article 30** (p. 9292) : s'oppose à l'amendement n° 56 de M. Pidjot. **Article 31** : s'oppose à l'amendement n° 57 de M. Pidjot. **Article 32** (p. 9301) : s'oppose à l'amendement n° 130 de M. Franceschi. **Article 33** (p. 9302) : s'oppose à l'amendement n° 131 de M. Franceschi ; un statut original de décentralisation. **Article 35** : s'oppose à l'amendement n° 132 de M. Franceschi ; la condition de six mois de résidence pour l'inscription sur les listes électorales prévue par la loi du 10 décembre 1952 ; (p. 9303) : s'oppose à l'amendement n° 133 de M. Franceschi ; demande à M. Franceschi s'il veut faire un département de la Nouvelle-Calédonie ; souligne que les habitants des territoires d'outre-mer ne paient pas d'impôt d'Etat. **Article 44** (p. 9304) : accepte l'amendement n° 134 de M. Franceschi. **Article 45** (p. 9304) : s'oppose à l'amendement n° 135 de M. Franceschi. **Article 46** : s'oppose à l'amendement n° 136 de M. Franceschi. **Article 47** (p. 9305) : s'oppose au sous-amendement n° 137 de M. Franceschi. **Après l'Article 48** : s'oppose à l'amendement n° 59 de M. Pidjot ; l'inconstitutionnalité d'un accord d'immunité aux membres d'une assemblée territoriale ; indique à M. Pidjot que la tutelle s'exerçant sur les communes est la tutelle classique de droit commun. **Article 50** (p. 9307) : s'oppose à l'amendement n° 138 de M. Franceschi. **Article 53** (p. 9309) : s'oppose à l'amendement n° 76 de M. Pidjot. **Article 59** (p. 9311) : s'oppose à l'amendement n° 142 de M. Franceschi. **Article 60** : s'oppose à l'amendement n° 77 de M. Pidjot. **Articles 61 à 67** (p. 9312) : accepte de retirer les articles 61 à 67. **Article 3** (*suite*) : s'oppose à l'amendement n° 48 de M. Pidjot. **Article 68** (p. 9313) : s'oppose à l'amendement n° 100 de M. Franceschi. **Article 51** (*suite*) (p. 9314) : confirme qu'il s'agit de francs métropolitains dans l'amendement n° 148 de M. Foyer. **Explications de vote** [13 décembre 1976] (p. 9316) : un texte dans le sens de la démocratie ; une décentralisation poussée ; indique qu'il y aura une réforme foncière importante en Nouvelle-Calédonie ; le fort développement industriel ; un texte qui n'a pas été imposé, mais discuté ; les souhaits des habitants de Nouvelle-Calédonie en matière d'autonomie, de gestion et de décentralisation ; un texte permettant au territoire de rester français. **Commission mixte paritaire** [20 décembre 1976] (p. 9777) : le rejet de l'autonomie interne et de la formule du département ; la très large décentralisation prévue ; la volonté des Calédoniens de rester dans la République ; les appréhensions de M. Pidjot effacées lors de l'expérimentation du statut ; de l'autonomie interne à l'indépendance.

— **Projet de loi relatif à l'organisation de Mayotte** (n° **2667**). **Première lecture. Discussion générale** [14 décembre 1976] (p. 9342) : une évolution politique institutionnelle ; l'histoire des quatre îles de l'archipel des Comores ; les événements récents ; la consultation prévue par la loi du 23 novembre 1974 ; la position des Mahorais ; l'urgence de la mise en place de l'organisation administrative de Mayotte ; le rôle du représentant du Gouvernement ; la représentation de la population ; les ordonnances ; le principe de la spécificité législative ; la France et l'opinion internationale ; (p. 9343) : un projet souple et évolutif ; (p. 9346) : le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes : un principe plus important que celui du maintien des frontières coloniales ; la souveraineté nationale ; la position constante du Gouvernement sur le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ; le contenu original du statut ; ne peut admettre certaines des critiques de M. Max Lejeune ; les déclarations de M. de Guiringaud ; (p. 9347) : l'absence de divergences au sein du Gouvernement. **Discussion des articles** [14 décembre 1976]. **Article 1er** (p. 9348) : l'importance de l'autodétermination ; est favorable à l'amendement n° 24 de M. Gerbet. **Article 6** (p. 9349) : s'oppose à l'amendement n° 15 de M. Gerbet ; s'en remet à la sagesse de l'Assemblée sur l'amendement n° 15 ; s'oppose à l'amendement n° 16 de M. Gerbet ; demande une deuxième délibération de l'article 6 ; les délais nécessaires pour la mise au point des textes administratifs relatifs à Mayotte ; (p. 9350) : s'en remet à la proposition transactionnelle de M. Foyer sur l'article 6 : accepte de raccourcir les délais pour la mise en place du conseil général ; le délai de trois mois requis pour convoquer les électeurs aux élections municipales ; un travail peu sérieux ; peut s'engager à organiser les élections municipales et cantonales à Mayotte au mois de mai ou juin ; demande à l'Assemblée de respecter les règles du droit public ; indique que la commune n'est pas indispensable pour élire un député ; indique que l'Etat organisera les élections. **Article 7** (p. 9352) : la difficulté de comparer Saint-Pierre-et-Miquelon à Mayotte ; une question de temps. **Article 8** : est prêt à se rallier à la date du 30 avril 1977. **Seconde délibération** [14 décembre 1976] (p. 9353) : demande une deuxième délibération [14 décembre 1976]

(p. 9353) : demande une deuxième délibération de l'article 6 tendant à revenir au délai initialement prévu. **Article 6** : son amendement n° 1 : substitution de la date du 1er octobre 1977 à celle du 1er mars 1977 ; adopté. **Deuxième lecture. Discussion générale** [20 décembre 1976] (p. 9776) : le texte du Sénat acceptable ; la création du statut de Mayotte, une innovation ; un statut original n'étant ni celui de DOM ni celui de TOM ; le choix de la population de Mayotte ; le respect de la volonté des Mahorais de rester Français.

— **Projet de loi organique relatif à l'élection d'un député dans les départements de Mayotte et de Saint-Pierre-et-Miquelon** (n° 2287). **Discussion générale** [14 décembre 1976] (p. 9354) : des conséquences logiques. **Discussion des articles** (p. 9354, 9355) : ses observations sur les amendements déposés par MM. Gerbet et Gabriel.

— **Projet de loi organique relatif à l'élection d'un sénateur dans les départements de Mayotte et de Saint-Pierre-et-Miquelon** (n° 2288). **Discussion des articles** [14 décembre 1976] (p. 9355, 9356) : ses observations sur les amendements déposés par MM. Gerbet et Gabriel.

— **Projet de loi relatif à la représentation à l'Assemblée nationale des départements de Mayotte et de Saint-Pierre-et-Miquelon** (n° 2289). **Discussion des articles** [14 décembre 1976]. **Article 3** (p. 9357) : soutient l'amendement n° 6 de M. Gerbet.

— **Projet de loi relatif à la représentation au Sénat des départements de Mayotte et de Saint-Pierre-et-Miquelon** (n° 2290). **Discussion des articles** [14 décembre 1976] (p. 9357, 9358) : ses observations sur les amendements présentés par MM. Gerbet et Gabriel.

1977

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la déclaration aux instituts d'émission des cotisations dues aux organismes de sécurité sociales dans les territoires d'outre-mer** (n° 2253). **Discussion générale** [20 avril 1977] (p. 1979, 1980) : la centralisation des risques bancaires ; l'absence de centralisation des cotisations dues aux organismes de sécurité sociale propres aux TOM ; la déclaration aux instituts d'émission des cotisations dues aux organismes de sécurité sociale.

— **Projet de loi modifiant le régime communal dans le territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances** (n° 2418). **Première lecture. Discussion générale** [20 avril 1977] (p. 1984) : la révélation par les lois municipales de 1969 et 1971 du fait municipal dans les territoires de Polynésie française et de Nouvelle-Calédonie ; la décentralisation des pouvoirs au profit de l'assemblée territoriale et du conseil de gouvernement intervenue en décembre 1976 ; l'objet de l'extension des principales dispositions du code des communes ; (p. 1985) : l'allégement de la tutelle exercée sur les communes ; la réduction de leur responsabilité civile ; l'apport de ressources budgétaires nouvelles ; la prochaine soumission au Parlement d'un projet de loi semblable concernant la Polynésie française. **Question préalable** (p. 1986) : demande au Parlement de repousser la question préalable de M. Pidjot ; l'élaboration de la réforme à la demande des représentants du territoire ; les personnalités intéressées par le projet de loi. **Discussion des articles. Article 1er** (p. 1988) : l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 1 de M. Piot. **Après l'Article 1er** : accepte l'amendement n° 2 de M. Piot ; (p. 1989) : l'opposition du Gouvernement aux sous-amendements nos 59 et 60 de M. Pidjot ; (p. 1990) : l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 4 de M. Piot ; accepte l'amendement n° 5 de M. Piot ; s'oppose au sous-amendement n° 58 de M. A. Vivien ; est favorable à l'amendement n° 6 de M. Piot ; (p. 1991) : accepte l'amendement n° 7 de M. Piot ; s'oppose au sous-amendement n° 50 de M. A. Vivien ; son accord sur l'amendement n° 8 de M. Piot ; (p. 1992) : l'hostilité du Gouvernement aux sous-amendements nos 51 et 52 de M. A. Vivien ; son accord sur l'amendement n° 9 de M. Piot ; est favorable à l'amendement n° 10 de M. Piot ; accepte les amendements nos 11 et 12 de M. Piot ; (p. 1993) : s'en remet à la sagesse de l'Assemblée quant au sous-amendement n° 53 de M. Alain Vivien. **Article 2** : accepte l'amendement n° 14 de M. Piot. **Article 34** (p. 1997) : l'accord du Gouvernement sur les amendements nos 45 et 46 de M. Piot. **Article 35** : repousse l'amendement n° 55 de M. A. Vivien. **Article 36** (p. 1998) : l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 61 de M. Piot. **Article 37** : accepte l'amendement n° 62 de M. Piot. **Après l'Article 37** : l'accord du Gouvernement sur l'esprit de l'amendement n° 56 de M. A. Vivien. **Article 38** (p. 1999) : accepte les amendements nos 47 et 48 de M. Piot. **Après l'Article 38** : le caractère inconstitutionnel de la loi en cas d'adoption de l'amendement n° 57 de M. A. Vivien ; la non-départementalisation des TOM. **Après l'Article 39** (p. 2000) : accepte l'amendement n° 49 de M. Piot. **Deuxième lecture. Discussion générale** [29 juin 1977] (p. 4432) : l'importance du projet de loi.

— **Projet de loi relatif à l'indépendance du territoire français des Afars et des Issas**

(n° **2909**). **Discussion générale** [2 juin 1977] (p. 3334) : les résultats du référendum ; l'historique de l'établissement des Français en Afrique ; (p. 3335) : la création de la Côte française des Somalis ; le statut de juillet 1967 ; l'accession de la population du TFAI à l'indépendance ; la préférence sans équivoque des populations pour l'indépendance ; l'établissement d'un calendrier des modalités d'accession à l'indépendance ; les raisons qui ont poussé le Gouvernement à organiser des élections pour le renouvellement de la chambre des députés du territoire ; l'élaboration d'un sentiment national ; la fixation au 27 juin 1977 de la date d'accession du nouvel Etat à la souveraineté internationale ; le choix de cette date ; la modalité de conservation de la nationalité française ; la prolongation des relations franco-africaines par la voie de la coopération ; l'achèvement d'une nouvelle aérogare et de la route dite « Ethiopie » ; le parrainage par la France de l'admission de Djibouti dans les organismes internationaux ; (p. 3336) : la manifestation de solidarité entre la France et le futur Etat de Djibouti. **Discussion des articles. Article 1er** (p. 3337) : l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 1 de M. Krieg. **Article 2** : accepte l'amendement n° 2 de M. Krieg. **Article 3** : se déclare favorable à l'amendement n° 3 soutenu par M. Foyer. **Article 4** : l'accord du Gouvernement sur les amendements n^{os} 4, 5 et 6 soutenus par M. Foyer.

— **Proposition de loi tendant à modifier les articles 2, 7 et 10 de la loi n° 52-1310 du 10 décembre 1952, modifiée, relative à la composition et à la formation de l'assemblée territoriale de la Nouvelle-Calédonie et dépendances** (n° **2888**). **Première lecture. Discussion générale** [8 juin 1977] (p. 3591) : les conséquences du grand émiettement des forces politiques ; l'avis donné par l'assemblée territoriale ; l'absence d'initiative du Gouvernement quant au texte en discussion ; le système de scrutin imaginé par la commission des lois. **Question préalable** (p. 3592) : l'accord du Gouvernement avec la commission. **Motion de renvoi en commission** (p. 3597) : l'opposition du Gouvernement à la motion de renvoi en commission déposée par M. Kalinsky ; le caractère consultatif de l'avis de l'assemblée territoriale. **Deuxième lecture. Discussion générale** [29 juin 1977] (p. 4435) : les réactions suscitées par le texte ; la stabilisation des majorités de l'assemblée territoriale ; l'amélioration du fonctionnement de l'assemblée. **Question préalable** (p. 4437) : la prise en considération par le Gouvernement des sentiments des élus locaux ; l'opposition de l'assemblée territoriale de Nouvelle-Calédonie à un changement du mode de scrutin ; la prise en compte des réalités néo-calédoniennes ; combat la question préalable ; invite l'Assemblée à la rejeter et demande un scrutin public. **Discussion générale** (p. 4438) : le caractère non discriminatoire de la proposition de loi ; l'inadaptation de l'ancien mode de scrutin ; la volonté de donner une certaine cohérence à la future assemblée territoriale. **Discussion des articles. Article 1er** (p. 4439) : sa demande de scrutin public sur l'article premier. **Article 2** : l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 1 de M. Piot ; sa demande de scrutin public sur l'article 2. **Explications de vote** (p. 4440) : demande un scrutin public sur l'ensemble de la proposition de loi. **Commission mixte paritaire** [30 juin 1977] (p. 4554) : l'accord du Gouvernement sur les conclusions de la commission mixte paritaire [13 décembre 1977]. **Question préalable de M. Pidjot** (p. 8690) : éviter l'émiettement politique de l'actuelle assemblée territoriale de Nouvelle-Calédonie ; la modification du système électoral de la Nouvelle-Calédonie ; la nécessité de rapprocher les ethnies ; demande à l'Assemblée de repousser la question préalable de M. Roch Pidjot.

— **Aménagement de l'ordre du jour prioritaire** [29 juin 1977] (p. 4425) : discussion du projet de loi relatif aux amendes forfaitaires.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, instituant dans les territoires d'outre-mer un système de perception différée d'amendes forfaitaires pour certaines contraventions de simple police** (n° **2612**). **Discussion générale** [29 juin 1977] (p. 4425) : l'extension dans les territoires d'outre-mer du système de paiement forfaitaire des amendes ; l'institution du paiement différé de l'amende forfaitaire.

— **Propositions de loi relatives à l'abaissement de l'âge de la retraite pour les anciens déportés ou internés** (n^{os} **2845, 1223, 1863, 2882, 2328**). **Deuxième lecture. Discussion générale** [30 juin 1977] (p. 4547) : le souhait du Gouvernement de voir l'Assemblée adopter la proposition de loi.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'organisation de la Polynésie française** (n° **3032**). **Première lecture. Discussion générale** [29 juin 1977] (p. 4450) : les raisons de l'examen tardif du texte ; (p. 4451) : l'adaptation des règles générales régissant les territoires d'outre-mer aux réalités locales ; la nécessité de la décentralisation ; l'économie du statut proposé ; les compétences des divers organes du territoire ; le développement économique de la Polynésie française ; l'adoption du texte dans un esprit d'unanimité à l'assemblée territoriale ; le projet d'aérodrome de Nonoque Hiva ; (p. 4453) : la différenciation des statuts de Nouvelle-Calédonie

et de Polynésie ; son hommage à l'action de M. Francis Sanford. **Discussion des articles. Article 6** (p. 4454) : les conditions de domiciliation des candidats ; s'en remet à la sagesse de l'Assemblée sur l'amendement n° 1 de M. Krieg. **Article 15** (p. 4455) : l'accord du Gouvernement sur les amendements n° 2 et n° 3 de M. Krieg. **Article 57** (p. 4459) : s'en remet à la sagesse de l'Assemblée sur l'amendement n° 4 de M. Krieg. **Article 62** (p. 4459) : le retour au texte du Gouvernement ; la nature juridique du problème posé ; le principe de la zone économique ; (p. 4460) : la compétence territoriale de l'exploitation des richesses naturelles maritimes ; s'en remet à la sagesse de l'Assemblée sur l'amendement n° 6 de M. Krieg. **Article 72** (p. 4461) : l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 7 de M. Krieg. **Seconde délibération. Discussion générale** (p. 4461) : demande une seconde délibération sur l'article 62 du projet de loi. **Discussion des articles. Article 62** (p. 4462) : le caractère juridique du problème posé. **Explications de vote** (p. 4462) : l'unanimité qui se dégage sur le texte ; demande un scrutin public sur l'ensemble du projet de loi. **Commission mixte paritaire** [30 juin 1977] (p. 4544) : l'accord du Gouvernement sur les conclusions de la commission mixte paritaire.

— **Projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1065 du 7 novembre 1958 portant loi organique relative à la composition et à la durée des pouvoirs de l'Assemblée nationale (territoires d'outre-mer)** (n° **3118**). **Discussion générale** [6 octobre 1977] (p. 5912) : la représentation des collectivités de la République de plus de 70.000 habitants par deux députés ; le doublement de la population des territoires de Polynésie et de Nouvelle-Calédonie ; (p. 5913) : l'absence de fraude ou de manœuvre électorale en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie ; l'organisation démocratique de l'information ; la liberté d'action de la radio et de FR 3 ; la création de nouveaux sièges de députés ; l'expulsion des résidents du foyer néo-calédonien.

— **Projet de loi modifiant l'ordonnance n° 59-227 du 4 février 1959 relative à l'élection des députés à l'Assemblée nationale représentant les territoires d'outre-mer** (n° **3119**). **Discussion générale** [6 octobre 1977]. **Question préalable** (p. 5915) : la pratique par l'opposition d'une politique de discrimination ; l'intégration de la ville de Nouméa au découpage électoral ; le rattachement des Français établis aux Nouvelles-Hébrides à l'élection des députés de Nouvelle-Calédonie ; les critères du découpage électoral de la Nouvelle-Calédonie. **Discussion de l'article unique** (p. 5917) : l'opposition du Gouvernement à l'amendement n° 1 de M. Pidjot. **Après l'Article unique** : l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 2 de M. Piot. **Deuxième lecture. Discussion générale** [1er décembre 1977] (p. 8136) : les modifications de pure forme apportées par le Sénat.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° **3120**).

Deuxième partie :

Départements d'outre-mer [3 novembre 1977] (p. 6913) : la répartition parmi les divers départements ministériels des crédits affectés aux DOM ; la départementalisation ; (p. 6914) : le contrôle parlementaire ; les raisons du retard de l'entrée en vigueur des ordonnances relatives aux problèmes européens de Saint-Pierre-et-Miquelon et à certaines mesures fiscales et sociales ; le problème de l'allocation logement ; la situation fiscale du rhum ; le statut de l'île de Saint-Martin ; l'augmentation des crédits du BUMIDOM ; la publication des textes d'application relatifs aux marins-pêcheurs, au complément familial, aux parents isolés ; la situation de l'institut Vizioz ; le problème de l'octroi de mer ; les rapports entre les DOM et la CEE ; la garantie des cours des productions agricoles ; la réunion des ministres européens de l'agriculture aux Antilles ; la départementalisation du crédit ; l'individualisation des crédits des différents ministères dans la présentation de la prochaine loi de finances ; l'achèvement de la construction du centre Schoelcher ; la nationalisation de l'électricité dans les DOM ; (p. 6915) : l'action du FIDOM ; les axes de la politique gouvernementale ; l'extension et l'adaptation d'un certain nombre de textes métropolitains aux DOM ; l'effort en matière agricole ; le développement de l'irrigation ; le plan d'aménagement prioritaire de la Guyane ; la modernisation du secteur agricole ; la production de la canne à sucre ; le marché du rhum ; la production bananière ; la diversification de l'agriculture ; l'aide à la pêche maritime ; (p. 6916) : le montant des investissements industriels ; le développement de l'exploitation forestière en Guyane ; l'intensification des recherches minières ; le concours du BRGM en Guyane ; la SOCREDOM ; les critères de la politique touristique ; l'aménagement de certains tarifs aériens ; l'intégration des DOM dans la CEE ; l'insertion des DOM dans le fonds social européen, le FEOGA et le FEDER ; l'application des clauses protectrices des conventions de Yaoundé et de Lomé ; la visite des ministres européens de l'agriculture aux Antilles ; la départementalisation économique ; l'extension aux populations des DOM des avantages sociaux consentis aux métropolitains ; (p. 6917) : l'aide en matière d'équipements publics ; l'amélioration de l'habitat ; le dépistage et l'élimination des parasitoses ;

l'avenir du secrétariat d'Etat aux DOM ; le projet de budget ; l'évolution des DOM ; (p. 6935) : la situation de l'institut Vizioz ; les ressources du fonds des calamités agricoles ; la production sucrière ; les cours de la canne à sucre ; la réforme foncière ; le statut d'autonomie ; les mesures de décentralisation à prendre ; l'effort en faveur de la culture ; les perspectives offertes par la participation des DOM à la CEE ; le plan Guyane ; (p. 6936) : l'élévation du niveau de vie dans les Antilles ; les avantages pour les DOM de leur intégration dans le Marché commun ; l'amélioration des allocations familiales ; l'attribution de la part des allocations versées aux des crédits des FIDOM locaux ; l'augmentation des effectifs de police ; les prélèvements communautaires sur les denrées essentielles ; l'intervention de la BEI ; les propositions faites par les conseils généraux en matière d'octroi de mer ; le problème des Hauts de la Réunion ; les congés des fonctionnaires d'origine d'outre-mer ; l'élevage à la Réunion ; l'application des mesures prises en faveur de l'emploi ; les rapatriés de la Sakaye ; (p. 6937) : l'émigration ; le sort fait aux DOM dans le programme commun ; l'application des textes administratifs aux DOM ; la retraite des marins ; les textes relatifs aux calamités agricoles ; la politique agricole ; le travail de la SAFER à la Réunion ; l'emploi et le chômage des jeunes ; les problèmes du riz ; la situation de l'île de Saint-Martin ; le développement de l'usage de la drogue ; le problème de l'emploi dans les DOM ; (p. 6938) : l'émigration ; les progrès réalisés en matière d'éducation ; le cours de la canne à sucre ; le versement d'une prime au poids aux pêcheurs de Saint-Pierre-et-Miquelon ; la situation de Mayotte ; les problèmes de la mer.

Territoires d'outre-mer [3 novembre 1977] (p. 6943) : le budget des TOM ; l'indépendance de Djibouti ; la clarification de la vie politique des territoires du Pacifique ; le nouveau statut de la Polynésie française ; l'émergence d'une majorité au sein de l'assemblée territoriale de Nouvelle-Calédonie ; l'apparition d'une nouvelle classe politique aux îles Wallis et Futuna ; l'évolution du condominium franco-britannique des Nouvelles-Hébrides ; (p. 6944) : le contexte économique dans lequel s'inscrit le budget des TOM ; le rôle primordial des interventions de l'Etat ; les orientations de la politique à l'égard des TOM ; la clarification des rapports entre l'Etat et les territoires ; la politique de la fonction publique ; la prise en charge de 80 % des corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française ; la remise en ordre des rémunérations des fonctionnaires de l'Etat ; la fixation des modalités de l'aide apportée par l'Etat aux TOM dans les domaines relevant de leur compétence ; la sauvegarde des subventions d'équilibre et des dotations d'équipement des différents territoires ; l'action en faveur des populations de l'intérieur pour la Nouvelle-Calédonie et des archipels pour la Polynésie française ; la mise en place d'une politique de restructuration foncière en Nouvelle-Calédonie ; la promotion de l'ethnie mélanésienne ; le recours au FADIL ; l'intervention des ministères techniques ; (p. 6945) : la réforme du FIDES ; la réforme des fiscalités territoriales ; (p. 6948) : l'absence de diminution des crédits en faveur de l'agriculture ; le maintien à niveau des crédits du FIDES affectés à la Nouvelle-Calédonie ; le règlement du problème du Marion-Dufrenne ; les crédits affectés au FADIL ; l'union des suffrages du parti socialiste calédonien à ceux du Palika ; le transfert de compétence aux assemblées territoriales ; le rôle des capitaux étrangers ; le financement de l'usine du nord de la Calédonie ; l'affectation des crédits proposée en application de la loi Debré sur l'enseignement privé ; la réforme foncière ; (p. 6949) : le statut de la Nouvelle-Calédonie ; la nature des propositions communistes ; la fermeture du foyer des étudiants calédoniens à Paris ; l'autodétermination des TOM ; l'accession de Djibouti à l'indépendance.

— **Projet de loi modifiant le régime communal dans le territoire de la Polynésie française** (n° **2417**). **Lettre rectificative** (n° **2779**). **Discussion générale** [2 décembre 1977] (p. 8235) : la concertation avec les élus locaux ; l'étude prochaine de dispositions relatives aux services municipaux et à leur mode d'exploitation ainsi qu'au statut du personnel communal ; les grands axes du projet de loi ; l'allégement de la tutelle exercée sur les communes ; les pouvoirs des maires ; leur responsabilité civile ; les ressources des budgets communaux. **Question préalable de M. Alain Vivien** (p. 8326) : le caractère juridiquement inexact et politiquement absurde des arguments développés par l'opposition ; demande au Parlement de repousser la question préalable ; (p. 8237) : l'extension des pouvoirs des maires au détriment des pouvoirs de l'Etat ; la diminution de la responsabilité des communes de Polynésie. **Discussion des articles. Article 1er** (p. 8327) : l'avis favorable du Gouvernement sur l'amendement n° 1 de M. Krieg. **Après l'Article 1er** : l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 2 de M. Krieg ; (p. 8238) : l'accord du Gouvernement sur les amendements n°s 3 et 4 de M. Krieg ; (p. 8239) : l'accord du Gouvernement sur les amendements n°s 5, 6, 7 et 8 de M. Krieg ; (p. 8240) : l'accord du Gouvernement sur les amendements n°s 9, 10 et 11 de M. Krieg ; (p. 8241) : l'accord du Gouvernement sur les amendements n°s 12

et 13 de M. Krieg ; l'opposition du Gouvernement à l'amendement n° 54 de M. Alain Vivien. **Après l'Article 34** (p. 8244) : l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 42 de M. Krieg. **Article 36** (p. 8245) : l'avis favorable du Gouvernement sur l'amendement n° 43 de M. Krieg. **Article 37** : l'accord du Gouvernement sur les amendements n°s 44 et 45 de M. Krieg. **Article 38** : l'accord du Gouvernement sur les amendements n°s 46, 47 et 48 de M. Krieg. **Après l'Article 38** : l'avis défavorable du Gouvernement sur l'amendement n° 56 de M. Alain Vivien. **Article 39** (p. 8246) : l'accord du Gouvernement sur les amendements n°s 50 et 51 de M. Krieg. **Après l'Article 40** : l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 52 de M. Krieg.

— **Projet de loi portant intégration des fonctionnaires du cadre de complément de la police de Nouvelle-Calédonie dans la police nationale** (n° **3218**). **Discussion générale** [8 décembre 1977] (p. 8447) : l'intérêt du texte ; la création en 1958 d'un cadre de complément de la police de Nouvelle-Calédonie ; les restrictions apportées aux possibilités d'accès aux grades supérieurs ; (p. 8448) : l'inscription dans le projet de loi d'une limitation spéciale des possibilités de mutation hors du territoire. **Discussion des articles. Article 1er** (p. 8448) : l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 1 de M. Piot. **Explications de vote** : les conditions de dépôt du texte ; le vote favorable du groupe du PSRG.

STOLERU (Lionel)

Secrétaire d'Etat auprès du ministre du travail (condition des travailleurs manuels) du 12 janvier 1976 au 25 août 1976, du 27 août 1976 au 29 mars 1977.

Secrétaire d'Etat auprès du ministre du travail du 2 avril 1977 au 31 mars 1978.

Est nommé secrétaire d'Etat auprès du ministre du travail (condition des travailleurs manuels) (Gouvernement Chirac). Décret du 12 janvier 1976 [*J.O.* du 13 janvier 1976] (p. 395).

Il est mis fin à ses fonctions de secrétaire d'Etat auprès du ministre du travail (condition des travailleurs manuels) (Gouvernement Chirac). Décret du 25 août 1976 [*J.O.* du 26 août 1976] (p. 5116).

Est nommé secrétaire d'Etat auprès du ministre du travail (condition des travailleurs manuels) (premier Gouvernement Barre). Décret du 27 août 1976 [*J.O.* du 28 août 1976] (p. 5196).

Il est mis fin à ses fonctions de secrétaire d'Etat auprès du ministre du travail (condition des travailleurs manuels) (premier Gouvernement Barre). Décret du 29 mars 1977 [*J.O.* du 30 mars 1977] (p. 1741).

Est nommé secrétaire d'Etat auprès du ministre du travail (deuxième Gouvernement Barre). Décret du 1er avril 1977 [*J.O.* du 2 avril 1977] (p. 1852).

Il est mis fin à ses fonctions de secrétaire d'Etat auprès du ministre du travail (deuxième Gouvernement Barre). Décret du 31 mars 1978 [*J.O.* du 1er avril 1978] (p. 1407).

DÉPOTS

— **Projet de loi** portant institution d'un repos compensateur en matière d'**heures supplémentaires de travail** (n° **2259**) [30 avril 1976].

QUESTIONS

Réponses en qualité de secrétaire d'Etat auprès du ministre du travail (condition des travailleurs manuels) :

• *aux questions orales sans débat de :*

— **M. Bayou** (n° **484**) : **Situation des veuves civiles chefs de famille** [9 avril 1976] (p. 1607, 1608) : les mesures envisagées par le Gouvernement pour améliorer leur situation en matière d'assurance vieillesse, d'assurance maladie et de prestations familiales ; le prochain dépôt d'un projet de loi permettant à une veuve mère d'un enfant de disposer d'un revenu mensuel de 1.200 F.

— **M. Ducoloné** (n° **27921**) : **Minimum vieillesse** [30 avril 1976] (p. 2516, 2517) : la priorité accordée par le Gouvernement aux efforts entrepris pour l'amélioration des conditions de vie des personnes âgées pendant la durée du VII[e] Plan ; l'augmentation de 24,8 % du minimum global en 1975 : l'étude de la simplification des règles d'attribution ; la prise en charge par les fonds publics de 76 % des dépenses engagées.

— **M. Césaire** (n° **28571**) : **Situation économique aux Antilles** [7 mai 1976] (p. 2825, 2826) : l'utilisation politique des grèves de la Martinique ; les mesures prises par le Gouvernement : création d'une filiale de l'agence pour l'emploi et d'un groupe d'études sur l'aide aux chômeurs, crédits supplémentaires aux chantiers de construction, allocation de logement, extension aux DOM des procédures prévues pour les entreprises en difficulté.

— **M. Hamel** (n° **28766**) : **Avancement de l'âge de la retraite des travailleurs manuels** [7 mai 1976] (p. 2827, 2828) : mise en application de la loi du 30 décembre 1975 le 1er juillet ; définition des travaux pris en compte dans le décret d'application d'avril (travail en continu, chauffeurs de poids lourds, notion de travail à la chaîne...).

— **M. Lucien Richard** (n° **28590**) : **Allocations aux adultes handicapés** [7 mai 1976] (p. 2830) : parution prochaine du décret relatif à la commission technique d'orientation et de reclassement professionnel.

— **M. Hamel** (n° **28852**) : **Situation des veuves civiles** [14 mai 1976] (p. 3077, 3078) : les deux principes guidant l'action du Gouvernement en faveur des veuves : recherche ou extension de l'emploi, extension de la couverture sociale ; le prochain dépôt d'un projet de loi tendant à assurer un revenu mensuel de 1.200 F à une veuve mère d'un enfant.

— **M. Chambon** (n° **28765**) : **Décision d'une société de secours minière** [14 mai 1976] (p. 3078) : le Gouvernement n'a aucunement l'intention de modifier le libre choix du médecin et l'exercice de la médecine libérale ; la création d'un poste de médecin à temps partiel dans la région de Vitry-en-Artois.

— **M. Carpentier** (n° **28796**) : **Travail temporaire** [14 mai 1976] (p. 3079, 3080) : la protection apportée aux travailleurs intérimaires par la loi sur le travail temporaire ; la volonté du Gouvernement de veiller à ce que le travail temporaire ne constitue pas un moyen d'échapper à la législation sociale.

— **M. Bolo** (n° **29021**) : **Suppression du ticket modérateur pour certains assurés âgés** [21 mai 1976] (p. 3380, 3381) : la recommandation par la commission de la santé du VIIe Plan tendant à supprimer le ticket modérateur pour les bénéficiaires de l'allocation du fonds national de solidarité ; la mise en place prochaine des nouvelles modalités.

— **M. Planeix** (n° **29060**) : **Emploi à l'imprimerie Tardy-Quercy-Auvergne** [21 mai 1976] (p. 3381) : les instructions relatives au reclassement des travailleurs licenciés données à l'agence nationale pour l'emploi ; les dispositions prises pour qu'ils bénéficient rapidement des allocations légales et conventionnelles de chômage.

— **M. Henri Michel** (n° **29611**) : **Centre de production d'énergie nucléaire de Cruas (Ardèche)** [11 juin 1976] (p. 5053) : la consultation des instances régionales ; les précautions prises par Electricité de France pour que cette installation n'ait pas d'influence néfaste sur l'hydrométrie et l'agriculture de la région.

— **M. Bolo** (n° **29542**) : **Classification des personnes de la sécurité sociale** [11 juin 1976] (p. 4054) : l'inévitable longueur des opérations de ce genre ; la décision relative à une nouvelle classification des cadres et assimilés des organismes de sécurité sociale sera prise dans les meilleurs délais.

— **M. Kalinsky** (n° **29723**) : **Attribution de billets de congés payés par la SNCF** [11 juin 1976] (p. 4055, 4056) : situation des chômeurs et des travailleurs en préretraite ; les études entreprises sur cette question par le ministère des finances et le secrétariat d'Etat aux transports ; la politique du Gouvernement fondée plus sur l'accroissement des ressources monétaires que sur les avantages en nature ; son souci de justice sociale ; les avantages du système français d'aide au chômage ; l'augmentation du SMIC et du minimum vieillesse.

• *à la question au Gouvernement de :*

— **M. Hamel : Age de la retraite des travailleurs manuels** [30 juin 1976] (p. 4951) : la loi abaissant à soixante ans l'âge de la retraite pour certains travailleurs manuels bénéficiera à 60.000 travailleurs et 15.000 mères de famille en 1976.

Réponses en qualité de secrétaire d'Etat auprès du ministre du travail :

• *aux questions orales sans débat de :*

— **M. Daillet** (n° **37195**) : **Situation des maîtres d'apprentissage** [15 avril 1977] (p. 1865, 1866, 1867) : le désir du Gouvernement de revaloriser l'apprentissage sur le plan social et humain ; la préparation en cours d'un projet de loi simplifiant le système en vigueur, le rendant avantageux fiscalement et rapprochant le statut de l'apprenti de celui de l'étudiant.

— **M. Carpentier** (n° **37046**) : **Mobilité de la main-d'œuvre** [15 avril 1977] (p. 1871, 1872) : la mobilité de la main-d'œuvre due aux nécessités économiques ; les efforts du Gouvernement pour améliorer les conditions.

— **M. Boudet** (n° **37194**) : **Cumul entre pension de retraite et rémunération professionnelle** [15 avril 1977] (p. 1872, 1873, 1874) : l'abaissement de l'âge de la retraite doit s'examiner dans un esprit de justice sociale.

— **M. Baumel** (n° **37891**) : **Rôle de l'agence nationale pour l'emploi** [13 mai 1977] (p. 2775) : bilan des activités des agences de l'emploi ; modernisation des méthodes de traitement des offres et des demandes ; objectifs des stages de formation professionnelle ; priorité donnée par le Gouvernement au premier emploi des jeunes (contrats d'apprentissage et de préformation).

• *aux questions au Gouvernement de :*

— **M. Cousté : Grève du 24 mai** [18 mai 1977] (p. 2864) : volonté du Gouvernement d'assurer la liberté du travail ; une grève générale ne résoudra pas le problème de l'emploi.

— **M. L'Huillier : Association pour l'enseignement des étrangers** [15 juin 1977] (p. 3799) : les dotations budgétaires correspondant à l'effort d'alphabétisation entrepris en faveur des travailleurs immigrés ; la mauvaise gestion budgétaire de l'association pour l'enseignement des étrangers ; la responsabilité accordée aux instances régionales.

— **M. Hamel : Accueil des travailleurs immigrés en France** [5 octobre 1977] (p. 5843, 5844) : les mesures prises pour tenir compte du ralentissement de la croissance (interdiction d'entrée de nouveaux travailleurs et octroi d'une aide au retour) sont conformes aux traditions démocratiques françaises.

— **M. Poutissou : Licenciements à la Société Gillet-Thaon, à Genay et à Villefranche-sur-Saône (Rhône)** [16 novembre 1977] (p. 7496) : les détails exacts des perspectives d'emploi de cette entreprise seront communiqués par écrit.

• *à la question orale sans débat de :*

— **M. Porelli** (n° **42899**) : **Situation de l'emploi à la Solmer** [16 décembre 1977] (p. 8887, 8888) : mesures prises par le Gouvernement en faveur de la sidérurgie ; application de la convention sociale entre l'Etat et la sidérurgie ; étude du problème de la sidérurgie au niveau de la Communauté économique européenne.

INTERVENTIONS

En qualité de secrétaire d'Etat auprès du ministre du travail (condition des travailleurs manuels) :

1976

— **Projet de loi relatif à l'hébergement collectif** (n° **2132**). **Deuxième lecture. Discussion générale** [25 juin 1976] (p. 4751) : indique que le Gouvernement est prêt à s'en remettre à la sagesse de l'Assemblée à propos des trois amendements proposés par la commission. **Discussion des articles** [25 juin 1976]. **Article 2** (p. 4752) : accepte l'amendement n° 1 de M. Gissinger. **Article 3** : son amendement n° 4 concernant le délai de deux mois suivant la notification de l'arrêté préfectoral de réquisition ; adopté ; (p. 4753) : accepte l'amendement n° 2 de M. Gissinger ; est favorable à l'amendement n° 3 de M. Gissinger.

— **Projet de loi tendant à renforcer la répression en matière de trafics et d'emplois irréguliers de main-d'œuvre étrangère** (n° **2133**). **Deuxième lecture. Discussion générale** [25 juin 1976] (p. 4753) : les trafics de main-d'œuvre, parties des infractions à la loi les plus condamnables ; le renforcement des peines ; la modification de forme du Sénat ; accepte les modifications de forme du Sénat.

— **Projet de loi portant institution d'un repos compensateur en matière d'heures supplémentaires de travail** (n° **2259**). **Première lecture. Discussion générale** [30 juin 1976] (p. 4930) : la politique générale de revalorisation du travail manuel justifiée par des motifs sociaux et économiques ; sa portée politique ; (p. 4931) : les étapes parcourues : le droit à la retraite à soixante ans dans les métiers les plus pénibles, l'étude des problèmes salariaux, le repos compensateur, le fonds d'aménagement des conditions de travail, du livret d'épargne manuelle, les mesures concernant le logement, l'éducation, la prévention des accidents du travail, la réforme de l'entreprise, le rapport de M. Giraudet, la mensualisation, le salaire au rendement, la rémunération des travailleurs âgés, la revalorisation annuelle et régulière des salaires des travailleurs manuels ; l'essentiel du dispositif salarial relevant de la convention collective, le repos compensateur relevant du domaine législatif ; (p. 4932) : l'objectif du Gouvernement en matière d'embauche ; le barème en trois ans ; les améliorations apportées par la commission et acceptées par le Gouvernement ; un texte qui n'est pas avantageux pour tous ; la concentration des avantages sociaux sur ceux qui en ont le plus besoin ; (p. 4935) : la complexité du mécanisme des heures supplémentaires ; le barème supplémentaire ; le problème des charges sociales des entreprises de main-d'œuvre ; les détails renvoyés au décret ; l'inclusion, sous forme d'amendements, des activités de transport ; (p. 4936) : un projet réaliste, responsable dans le contexte économique actuel. **Discussion des articles** [30 juin 1976]. **Avant l'Article 1er** (p. 4936) : repousse l'amendement n° 47 de M. Laurent. **Article 1er** (p. 4938) : est hostile aux amendements nos 43 et 28 ; accepte le sous-amendement n° 44 et l'amendement n° 1 ; (p. 4939) : refuse une compensation mensuelle ; s'oppose aux amendements nos 30 et 52 ; (p. 4940) : repousse l'amendement n° 37 de M. Carlier ; demande à M. Brocard de retirer son amendement n° 33 ; indique sur l'amendement n° 2 de M. Delhalle que le décret prévoit que le repos ne peut être pris en juillet et août ; propose de renvoyer au décret l'étude de la meilleure formule ; (p. 4941) : accepte les amendements n° 34

corrigé, n° 3, n° 4 corrigé, n° 5 corrigé de M. Delhalle ; s'en remet à la sagesse de l'Assemblée sur l'amendement n° 6 de M. Delhalle ; (p. 4942) : est défavorable à l'amendement n° 7 de M. Delhalle, le considérant trop vague ; le repousse ; répond que les problèmes des activités saisonnières seront traités par décret ; (p. 4943) : déclare que pratiquement toutes les professions demandent un décret spécial ; (p. 4963) : est favorable aux amendements n^os^ 8, 9 et 24 de M. Delhalle ; s'en remet à la sagesse de l'Assemblée sur l'amendement n° 31 de M. Boudet. **Après l'Article 1^er^** (p. 4964) : est favorable à l'amendement n° 10 de M. Delhalle. **Article 2 :** est favorable à l'amendement n° 11 de M. Delhalle. **Article 3 :** est favorable à l'amendement n° 25 de M. Delhalle. **Article 4 :** accepte l'amendement n° 26 de M. Delhalle. **Article 5** (p. 4965) : est favorable à l'amendement n° 12 de M. Delhalle ; son amendement n° 61 concernant la durée du repos compensateur dans 15 % des entreprises agricoles ; adopté ; (p. 4966) : est favorable à l'amendement n° 60 de M. Brocard et aux amendements n^os^ 15, 16 et 17 de M. Delhalle ; (p. 4967) : accepte les amendements n^os^ 19, 20, 21 et 27 de M. Delhalle. **Après l'Article 5 :** est favorable à l'amendement n° 22 de M. Delhalle. **Commission mixte paritaire** [9 juillet 1976] (p. 5231) : se félicite des améliorations apportées au texte initial ; approuve le texte proposé par la commission mixte paritaire.

— **Modification de l'ordre du jour prioritaire** [30 juin 1976] (p. 4943) : examen du projet de loi relatif au repos compensateur.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant modification de l'ordonnance n° 59-244 du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires** (n° **1991**). **Deuxième lecture. Discussion des articles** [30 juin 1976]. **Article 1^er^** (p. 4959, 4960) : indique que l'action des secrétariats d'Etat à la fonction publique et à la condition des travailleurs manuels est coordonnée ; pense que c'est à l'intérieur du travail manuel qu'il faut assurer la promotion des travailleurs manuels.

— **Aménagement de l'ordre du jour prioritaire** [30 juin 1976] (p. 4968) : discussion du projet de loi portant diverses mesures de protection sociale de la famille.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**).

Deuxième partie :

Travail [15 novembre 1976] (p. 7996) : la revalorisation du travail manuel ; une politique menée en liaison avec les partenaires sociaux au sein de l'entreprise et au sein du Parlement ; la concertation au sein du Gouvernement ; le rôle de coordination entre les divers ministères, joué par le secrétariat d'Etat chargé de la condition des travailleurs manuels ; une action orientée vers la formation, l'éducation et la carrière ; les ateliers de travail manuel ; une valeur égale donnée à l'enseignement général et l'enseignement technique ; l'action financière menée dans le domaine de l'apprentissage ; l'accord de juillet 1976 qui a amélioré la loi du 16 juillet 1971 sur la formation continue ; une action également orientée vers les salaires et les conditions de travail ; (p. 7997) : l'attachement du Gouvernement à la politique contractuelle ; la revalorisation des salaires des travailleurs manuels ; salaire et rendement ; la réforme de l'entreprise ; le repos compensateur ; l'abaissement de l'âge de la retraite pour les métiers pénibles ; la création du fonds d'amélioration des conditions de travail ; la cohésion sociale au niveau de l'entreprise et au niveau de la société ; le besoin de considération inhérent à la nature humaine.

En qualité de secrétaire d'Etat auprès du ministre du travail :

1977

— **Projet de loi portant diverses mesures en faveur de l'emploi** (n° **2871**). **Après déclaration d'urgence. Commission mixte paritaire** [21 juin 1977] (p. 4004) : l'acceptation par le Gouvernement de la rédaction proposée par la commission mixte paritaire ; le reversement au Trésor des fonds de formation inutilisés ; la présentation des premiers résultats du « pacte national pour l'emploi » ; la rapidité de discussion du texte ; la mise en place du dispositif au 1^er^ juillet prochain.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° **3120**).

Deuxième partie :

Travail [14 novembre 1977] (p. 7344) : la politique du Gouvernement concernant les travailleurs immigrés et les travailleurs manuels ; les actions de promotion de l'insertion sociale des travailleurs immigrés ; les crédits affectés au logement ; les dotations du fonds d'action sociale ; l'aide médico-sociale ; l'action culturelle ; le regroupement du centre d'études et de documentation pour l'immigration et de l'office pour la promotion culturelle ; les modifications de l'environnement international ; les droits de l'homme ; la place des travailleurs immigrés dans la société française ; l'action gouvernementale en matière de revalorisation du travail manuel ; la réforme du système éducatif ; les dispositions législatives en matière d'apprentissage ;

(p. 7445) : l'accès aux grandes écoles des étudiants en enseignement technique ; l'amélioration des conditions de travail ; la politique contractuelle ; la dotation du fonds d'amélioration des conditions de travail ; le budget de l'ANACT ; les actions du Gouvernement relatives au travail posté et à la mensualisation ; la revalorisation des salaires des travailleurs manuels ; l'ouverture d'une politique contractuelle de revalorisation des salaires ; le caractère interministériel de l'action à mener ; l'effort financier de l'Etat ; (p. 7346) : redonner une cohésion sociale plus forte à la société française ; (p. 7370) : la concertation du secrétariat d'Etat avec les travailleurs ; l'aide au retour ; l'immigration familiale ; la distinction du droit au travail et du droit au séjour familial ; la « formation retour » des travailleurs immigrés ; la négociation d'accords quinquennaux avec les pays du Maghreb ; l'extension aux foyers de travailleurs immigrés de l'aide personnalisée au logement ; le non-règlement des loyers des foyers de la Sonacotra ; le travail clandestin ; le décret relatif à l'affichage du nom des entreprises sur les chantiers ; l'appui des banques, dans la lutte contre le travail clandestin ; l'amélioration des conditions de travail et les problèmes de productivité ; (p. 7371) : la cohérence de la politique économique et de la politique sociale menées par le Gouvernement.

SUDREAU (Pierre)

Député du Loir-et-Cher
(1re circonscription)
(UC, puis RCDS).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 734).

S'inscrit au groupe union centriste [2 avril 1973] (p. 745).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [5 avril 1973] (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur la modernisation des bases de la fiscalité directe locale [18 décembre 1973] (p. 7163).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** relative à l'**emploi des jeunes** (n° **2939**) [1er juin 1977].

QUESTIONS

• *questions orales avec débat de :*

— **MM. Max Lejeune** (n° **2**), **Robert Fabre** (n° **3**), **Nilès** (n° **5**), **Labbé** (n° **31**), **Bernard-Reymond** (n° **251**), **Chinaud** (n° **296**) : **Service national,** en qualité de suppléant de M. Bernard-Reymond [25 avril 1973] (p. 877) : son vote négatif lors de la discussion de la loi de 1970 ; développement de la défense civile.

• *question orale sans débat :*

— n° **42877**) : **Emploi des jeunes** [9 décembre 1977] (p. 8520, 8522) : bilan de la loi du 5 juillet 1977 en faveur de l'emploi ; nécessité de mieux ouvrir l'école sur le monde extérieur ; sauvegarder en priorité l'emploi des jeunes.

INTERVENTIONS

1973

— **Déclaration du Gouvernement sur les orientations de la politique urbaine** (n° **354**) [17 mai 1973] (p. 1353) : ses réserves sur les conditions dans lesquelles se déroule le débat ; monotonie des monologues ; souhaite que l'Assemblée fasse l'expérience de débats d'un style différent ; problème de la dégradation de notre cadre de vie ; atteintes portées aux sites ; insuffisance des moyens mis en œuvre ; estime que la France s'enlaidit progressivement ; ampleur du phénomène ; atteintes aux sites dans Paris ; sites des Invalides et de l'Arc de Triomphe ; menaces visant le Val-de-Loire ; projet de centrale nucléaire entre Orléans et Tours ; partage des responsabilités au niveau ministériel ; demande la discussion du projet de loi sur la protection des sites ; uniformité des constructions nouvelles ; non-respect de la personnalité régionale ; (p. 1354) : moyens pour faire face à cette situation ; rend hommage aux services ministériels ; loi d'orientation foncière et multiplication des dérogations ; esthétique des sites et délais de délivrance des permis de construire ; demande la révision du processus de décision en matière d'aménagement et d'urbanisme ; urbanisme et responsabilité ; rôle des collectivités locales ; insuffisance de leurs ressources ; demande l'entrée en application du décret du 28 mars 1972 sur la réforme des subventions aux collectivités locales (globalisation des crédits d'équipement) ; taxe d'urbanisation ; réforme des finances locales ; réserves foncières ; faute constituée par la suppression en 1963 des disponibilité du fonds d'aménagement du territoire ; responsabilité municipale et insuffisance des moyens en personnel ; pouvoir des élus et pouvoir des pro-

moteurs ou des techniciens ; dialogue entre les élus et l'administration de l'équipement ; priorité nationale qui s'attachera à l'urbanisme.

— **Projet de loi constitutionnelle portant modification de l'article 6 de la Constitution** (n° **639**). **Discussion générale** [16 octobre 1973] (p. 4416) : son étonnement devant les critiques passionnées suscitées par le projet, estime que le large consensus que le principe de cette réforme a recueilli appelle la sérénité, circonstance historique de l'introduction de septennat dans le droit public français, propos du maréchal de Mac-Mahon, estime que le septennat ne constitue pas le pilier fondamental des institutions républicaines ; approuve la réforme proposée par le Président Pompidou, estime qu'elle atténue la précarité des institutions, opportunité d'une coïncidence entre la majorité présidentielle et la majorité législative, estime que le Président Pompidou est mieux placé que d'autres pour mesurer les inconvénients du septennat, amélioration de l'équilibre des pouvoirs par le quinquennat, se demande si l'on peut simultanément s'élever contre l'omniprésence du chef de l'Etat et voter contre la limitation dans le temps du pouvoir présidentiel ; (p. 4417) : estime que la réforme revalorise le rôle constitutionnel du Parlement, rejet de cette procédure et mise à l'écart du Parlement de l'évolution des institutions, ses réserves sur le refus d'amendements, adaptations constitutionnelles nécessaires, son opposition à la politique du tout ou rien ; propos de François Mitterrand sur les valeurs de notre civilisation occidentale, estime qu'on ne peut à la fois refuser le recours au référendum et la procédure normalement prévue par les textes constitutionnels.

1975

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**).

Deuxième partie :

Qualité de la vie. — I. Environnement [7 novembre 1975] (p. 8084) : les retards dans la construction du barrage de Naussac et de Villerest ; le risque d'inondation dans la vallée de la Loire ; l'alimentation en eau des villes de cette vallée.

1976

— **Déclaration du Gouvernement sur la réforme de l'entreprise** (n° **2275**) [11 mai 1976] (p. 2851) : l'entreprise, cellule de base des sociétés industrielles ; adapter la civilisation industrielle aux aspirations des hommes d'aujourd'hui ; l'engagement de la réforme en dehors de toute atmosphère de drame et dans un esprit de très grande ouverture ; le caractère objectif de la réflexion menée au sein du comité d'études et de ses douze groupes de travail ; (p. 2852) : la réforme de l'entreprise, démarche difficile pour des raisons sociologiques, historiques et conjoncturelles ; la nécessité plus que jamais évidente de la réforme de l'entreprise ; adapter les entreprises à l'évolution du droit, à l'évolution économique ; (p. 2853) : à l'évolution des mœurs ; la nécessité d'une réforme globale plus réaliste et progressive ; (p. 2854) : la prise de conscience que l'entreprise, beaucoup plus qu'une accumulation d'intérêts financiers, représente un ensemble d'intérêts humains.

1977

— **Projet de loi relatif au bilan social de l'entreprise** (n° **2755**). **Discussion générale** [11 mai 1977] (p. 2653) : l'absence de solution à l'Est et à l'Ouest des problèmes soulevés par le fonctionnement des entreprises ; historique de l'intervention des pouvoirs publics en matière de réglementation des entreprises ; l'atténuation des processus de tension au cœur des entreprises ; (p. 2654) : la lenteur d'application des propositions du rapport sur la réforme de l'entreprise ; l'élaboration de statuts d'entreprise nouveaux ; la division du pays sur l'entreprise ; la nécessité d'agir rapidement ; l'état de guerre économique auquel est soumise la France.

T

TAITTINGER (Jean)

Député de la Marne
(1re circonscription)
(UDR).

Garde des sceaux, ministre de la justice, du 5 avril 1973 au 27 février 1974, du 1er mars 1974 au 27 mai 1974.

Secrétaire d'Etat auprès du ministre d'Etat, ministre de l'intérieur, du 12 janvier 1976 au 25 août 1976.

Secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères du 27 août 1976 au 29 mars 1977, du 1er avril 1977 au 26 septembre 1977.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 735).

S'inscrit au groupe d'union des démocrates pour la République [2 avril 1973] (p. 744).

Est nommé garde des sceaux, ministre de la justice (deuxième Gouvernement Messmer). Décret du 5 avril 1973 [*J.O.* du 6 avril 1973] (p. 3899).

Le président de l'Assemblée nationale prend acte de la cessation, le 5 mai 1973, de son mandat de député [9 mai 1973] (p. 1102).

Il est mis fin, sur présentation de la démission du Gouvernement, à ses fonctions de garde des sceaux, ministre de la justice (deuxième Gouvernement Messmer). Décret du 27 février 1974 [*J.O.* du 28 février 1974] (p. 2316).

Est nommé garde des sceaux, ministre de la justice (troisième Gouvernement Messmer). Décret du 1er mars 1974 [*J.O.* du 2 mars 1974] (p. 2419).

Il est mis fin, sur la présentation de la démission du Gouvernement, à ses fonctions de garde des sceaux, ministre de la justice (troisième Gouvernement Messmer). Décret du 27 mai 1974 [*J.O.* du 28 mai 1974] (p. 5796).

Est nommé secrétaire d'Etat auprès du ministre d'Etat, ministre de l'intérieur (Gouvernement Chirac). Décret du 12 janvier 1976 [*J.O.* du 13 janvier 1976] (p. 395).

Il est mis fin à ses fonctions de secrétaire d'Etat auprès du ministre d'Etat, ministre de l'intérieur (Gouvernement Chirac). Décret du 25 août 1976 [*J.O.* du 26 août 1976] (p. 5116).

Est nommé secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères (premier Gouvernement Barre). Décret du 27 août 1976 [*J.O.* du 28 août 1976] (p. 5196).

Il est mis fin à ses fonctions de secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères (premier Gouvernement Barre). Décret du 29 mars 1977 [*J.O.* du 30 mars 1977] (p. 1741).

Est nommé secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères (deuxième Gouvernement Barre). Décret du 1er avril 1977 [*J.O.* du 2 avril 1977] (p. 1852).

Elu sénateur le 25 septembre 1977 [*J.O.* Débats Sénat 4 octobre 1977] (p. 2243).

Donne sa démission de secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères (deuxième Gouvernement Barre). Décret du 26 septembre 1977 [*J.O.* du 27 septembre 1977] (p. 4707).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [5 avril 1973] (p. 756).

DÉPOTS

En qualité de garde des sceaux, ministre de la justice :

— **Projet de loi** relatif à **l'interruption volontaire de grossesse** (n° **455**) [7 juin 1973].

— **Projet de loi modifiant certaines dispositions pénales et de procédure pénale** (n° **630**) [2 octobre 1973].

— **Projet de loi étendant aux territoires des Comores, des îles Saint-Pierre-et-Miquelon, des îles Wallis et Futuna, de la Nouvelle-Calédonie et dépendances, de la Polynésie française et au territoire français des Afars et des Issas, certaines dispositions du code de procédure pénale, du code pénal, du code civil et de la loi n° 70-643 du 17 juillet 1970 tendant à renforcer la garantie des droits individuels des citoyens** (n° **731**) [29 octobre 1973].

QUESTIONS

Réponses en qualité de garde des sceaux, ministre de la justice :

• *aux questions d'actualité de :*

— **M. Gerbet : Indemnisation des avoués** [2 mai 1973] (p. 961, 962).

— **M. Hamel : Mutinerie dans la prison de Lyon** [16 mai 1973] (p. 1296) : améliorations apportées aux conditions de vie des détenus ; vétusté des locaux ; insuffisance numérique du personnel.

— **M. Fontaine : Déclarations de certains magistrats** [7 décembre 1973] (p. 6785, 6786) : indépendance de l'autorité judiciaire ; article 10 de la loi organique du 22 décembre 1958 interdisant aux magistrats toute prise de position politique.

• *à la question orale sans débat de :*

— **M. Billotte** (n° **6523**) : **Problèmes juridiques soulevés par les entreprises en difficulté** [14 décembre 1973] (p. 7068) : ordonnance du 23 septembre 1967 tendant à faciliter le redressement économique et financier de certaines entreprises.

Réponses en qualité de secrétaire d'Etat auprès du ministre d'Etat, ministre de l'intérieur :

• *aux questions orales sans débat de :*

— **M. Mesmin** (n° **27760**) : **Attitude de la police lors des récentes manifestations d'étudiants à Paris** [9 avril 1976] (p. 1608, 1609) : l'engagement pris par les organisations d'assurer le bon ordre de la manifestation ; l'action de manifestants anarchistes ou marginaux débordant les organisateurs ; les sanctions pénales prononcées ; les difficultés de la tâche de la police.

— **M. Favre** (n° **13988**) : **Fusions et regroupements de communes** [9 avril 1976] (p. 1610) : les recommandations données par le Gouvernement en faveur des communes fusionnées ; les avantages obtenus par les fusions de communes.

— **M. Ginoux** (n° **27779**) : **Etablissement du budget des communes** [9 avril 1976] (p. 1611) : les mesures de sauvegarde prises dans la loi de finances pour 1976 ; le système particulier à la région parisienne ; les études visant à simplifier le mode de répartition du VRTS et à éviter les écarts excessifs.

— **M. Pujol** (n° **28454**) : **Situation des harkis** [7 mai 1976] (p. 2828, 2830) : les aides prévues en faveur des anciens supplétifs ; l'intensification de l'action d'intégration ; la résorption des hameaux de forestage ; la disparition des cités de Bias et de Saint-Maurice-l'Ardoise fin 1976.

— **M. Kedinger** (n° **28853**) : **Rétablissement d'un tribunal administratif à Metz** [14 mai 1976] (p. 3076) : l'étendue du contentieux administratif mosellan ne justifie pas une telle création ; l'existence d'un droit local commun aux trois départements rhénans justifie le maintien du rattachement de la Moselle au tribunal administratif de Strasbourg.

— **M. Fiszbin** (n° **29273**) : **Information des électeurs parisiens** [11 juin 1976] (p. 4050, 4051) : les règles en vigueur au conseil municipal ; le rôle du préfet de Paris ; l'information du public ; la possibilité pour les élus de Paris d'interpeller l'administration ; la publication du *Bulletin municipal officiel ;* les expositions organisées sur l'aménagement de différents quartiers ; la portée de la loi du 31 décembre 1975.

— **M. Morellon** (n° **29724**) : **Recrutement de nouveaux magistrats des tribunaux administratifs** [11 juin 1976] (p. 4052) : le plan quadriennal de créations d'emplois ; l'augmentation du nombre de postes offerts aux élèves de l'ENA ; le recrutement supplémentaire autorisé par le décret du 12 mars 1975 ; la réforme du statut des membres des tribunaux administratifs.

— **Mme Fritsch** (n° **30053**) : **Attribution des primes de développement régional** [25 juin 1976] (p. 4726, 4727) : les différents projets concernant la région de Forbach en raison de sa situation frontalière ; les mesures prises en faveur de la Lorraine ; la possibilité de moduler, cas par cas, la prime de développement régional.

Réponses en qualité de secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères :

• *aux questions au Gouvernement de :*

— **M. Partrat : Diffusion d'une déclaration du Président de la République par la télévision soviétique** [27 octobre 1976] (p. 7098) : importance de cette diffusion ; l'omission de traduction relative à la conversion en roubles du salaire minimum d'un travailleur français.

— **M. Claudius-Petit : Rapports d'Israël et de l'UNESCO** [27 octobre 1976] (p. 7100) : les instructions données à la délégation française de voter pour l'admission d'Israël dans le groupe européen.

— **M. J.-P. Cot : Violation des Droits de l'homme au Chili** [8 décembre 1976] (p. 9075) : rôle joué par la France en 1973 : accueil de 5.000 réfugiés chiliens en France ; les raisons de l'abstention de la France dans la condamnation en 1976 du régime chilien par une résolution des Nations unies.

— **M. Destremau : Importations d'origine extracommunautaire** [11 mai 1977] (p. 2646) : application de l'article 3 du protocole du 25 mars 1957 sur les échanges interallemands ; maintien par la France du régime spécifique d'importation avec la RDA.

• *à la question orale sans débat de :*

— **M. Soustelle (n° 38393) : Politique du Gouvernement en Afrique** [10 juin 1977] (p. 3711, 3712) : détérioration de la situation politique en Afrique, enjeu d'une lutte d'influences ; les objectifs de la politique française ; maintien de la paix, promotion du développement, stabilisation ; laisser l'Afrique aux Africains, respect absolu de l'indépendance de la souveraineté et des frontières des Etats ; la création d'un fonds exceptionnel de promotion de l'Afrique ; l'accès à l'indépendance du territoire des Afars et des Issas ; la politique en Afrique australe ; condamnation de l'apartheid.

INTERVENTIONS

En qualité de garde des sceaux, ministre de la justice :

1973

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif au statut des notaires et de certains officiers ministériels** (n° 347). **Discussion générale** [7 juin 1973] (p. 1940) : projet en discussion et statut des professions juridiques et judiciaires ; confirme qu'un plan de restructuration des offices notariaux est en cours d'élaboration par ressort de cour d'appel ; répond à M. Foyer sur les offices d'huissiers de justice ; son analyse du projet de loi. **Discussion des articles. Après l'Article 1er** (p. 1941) : ses arguments en faveur du retrait de l'amendement de M. Foyer : alignement de la terminologie des primes entre le statut de la fonction publique et celui des officiers ministériels ; (p. 1942) : accepte l'amendement de coordination de M. Foyer. **Article 4** : accepte l'amendement de coordination de M. Foyer. **Article 6** (p. 1944) : accepte l'amendement de M. La Combe : respect des conventions collectives dans le secteur du notariat. **Article 7** : accepte l'amendement de M. Piot. **Article 8** : accepte l'amendement de M. Foyer : régime juridique de la suspension ; son sous-amendement de coordination. **Article 9** (p. 1945) : accepte les amendements de M. Foyer. **Article 11** : accepte l'amendement de M. Gerbet : délai d'un mois limitant la durée de l'interdiction. **Article 13** (p. 1946) : son sous-amendement à l'amendement de M. Foyer : droit d'appel contre les sanctions disciplinaires ; son amendement. **Article 14** (p. 1947) : accepte les amendements de M. Piot : définition des cas de démission d'office et garanties judiciaires. **Article 14** : son sous-amendement : défense de l'officier ministériel devant le tribunal de grande instance. **Article 15 A** (p. 1949) : ses observations sur les amendements. **Après l'Article 18** *quinquies* (p. 1951) : accepte l'amendement de M. Foyer : publicité des actes juridiques. **Article 19** : accepte l'amendement de M. Piot.

— **Projet de loi organique, adopté par le Sénat, pris en application de l'article 25 de la Constitution et concernant l'exercice des fonctions de médiateur** (n° 947). **Discussion générale** [21 juin 1973] (p. 2369) : inéligibilité du médiateur à l'Assemblée nationale et au Sénat ; complément à la loi du 3 juillet 1972 ; portée du projet limitée aux seuls mandats parlementaires.

— **Proposition de loi tendant à proroger le délai prévu par l'article 18 de la loi n° 72-3 du 3 janvier 1972 sur la filiation** (n° 482). **Discussion générale** [28 juin 1973] (p. 2609) : confirme les propos du rapporteur.

— **Proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à modifier l'article 189 *bis* du code de commerce concernant la prescription en matière commerciale** (n° 446). **Discussion générale** [28 juin 1973] (p. 2610) : fait droit à la requête de la commission des lois tendant au retrait du texte de l'ordre du jour prioritaire.

— **Proposition de loi relative aux baux commerciaux** (n° 615). **Troisième lecture. Discussion générale** [30 juin 1973 (p. 2752) : ses observations sur le décret du 3 juillet

1972 ; (p. 2753) : amendement du Gouvernement au Sénat ayant pour objet d'éviter toute interprétation de nature à réduire le champ d'application de l'article 7 ; ses arguments en faveur de l'adoption de ce texte ; (p. 2755) : s'oppose à l'amendement de M. Bignon tendant à la suppression du texte adopté par le Sénat. **Commission mixte paritaire** [6 décembre 1973] (p. 6693) : poussée des loyers commerciaux et équilibre du petit commerce, décret du 3 juillet 1972, problème de l'application du décret aux baux venus à expiration avant son entrée en vigueur ; (p. 6694) : thèse de l'application immédiate du décret et discussion à son sujet ; proposition de loi de M. Krieg, solution transactionnelle proposée par le Gouvernement (deuxième lecture au Sénat) ; son désaccord avec les conclusions de la commission mixte paritaire ; son accord avec l'amendement de M. Charles Bignon sous-amendé par M. Bernard Marie ; (p. 6696) : répond à M. Bardol au sujet du dépôt de son amendement ; (p. 6697) : répond à M. Anthonioz : décret du 3 juillet 1972 et baux commerciaux d'une durée supérieure à neuf ans ; sa demande de suppression de l'article 2 du texte de la commission mixte paritaire ; [18 décembre 1973] (p. 7148) : accepte le texte proposé par la commission des lois. **Cinquième et dernière lecture. Discussion générale** [20 décembre 1973] (p. 7248) : accepte le texte proposé par la commission des lois.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° **646**).

Deuxième partie :

Légion d'honneur et ordre de la Libération [31 octobre 1973] (p. 5110) : son hommage au grand chancelier de la Légion d'honneur ; indique qu'on ne saurait prétendre que les attributions de croix sont faites uniquement pour des raisons politiques ; étudiera personnellement le cas du maire d'une commune de l'Hérault cité par le rapporteur ; effort consenti en faveur des anciens combattants de 1914-1918 ; prend l'engagement de demander qu'un effort important sur les crédits de l'Ordre de la Libération (secours alloués aux compagnons médaillés) marque le prochain budget.

Justice [31 octobre 1973] (p. 5113) : la justice en tant qu'un fondement de l'Etat, devoirs de l'Etat et aspirations des citoyens ; (p. 5114) : difficultés d'adaptation de l'institution au monde moderne ; politique judiciaire ; nouveau visage de la justice, modernisation de la justice : une priorité nationale, œuvre accomplie par la V^e^ République ; son hommage à MM. Sprauer et Bernard Marie, rapporteurs, à MM. Pleven et Foyer ; textes nouveaux en matière civile, en matière économique et commerciale, en matière de renforcement des droits individuels des citoyens, caractère exceptionnel de cette œuvre législative, modernisation du fonctionnement de la justice, réformes concernant les magistrats, procédure civile, commission réunie sous la présidence de M. Foyer, région parisienne, mise en place des tribunaux périphériques et effort de rationalisation du travail judiciaire, rôle du garde des sceaux, problèmes posés par l'application des réformes ; donnera un bilan complet de cette réforme, augmentation des demandes d'aides judiciaires ; propose de renforcer les effectifs fonctionnaires des secrétariats-greffes, fusion des professions, réussite de la réforme, indemnisation consécutive à la suppression des offices d'avenir, prix moyen des offices très largement supérieur aux estimations faites en janvier 1972 ; (p. 5115) : modalités du financement de cette augmentation, institution du juge unique, loi sur les chèques, projet de texte en cours de préparation, rôle du ministère de la justice comme service public social, humanisation de la justice, justice plus accessible, plus rapide et plus efficace, renforcement des droits de l'individu, nombre de détenus à titre provisoire, appréhension efficace de la criminalité, mise en œuvre d'une politique criminelle, problème de la refonte du code pénal, affaires nouvelles et dépénalisation, surcharge des tribunaux, vocation sociale de la justice, nécessité de la prévention, mission partagée avec d'autres départements, rôle primordial de l'éducation surveillée ; (p. 5116) : administration pénitentiaire, milieu ouvert, taux de récidive, réinsertion sociale du condamné, respect de la dignité du détenu, conditions matérielles difficiles des magistrats, textes mis au point par la commission de réforme de la procédure civile présidée par M. Jean Foyer, moyens d'intervention du juge de l'application des peines, extension du domaine de l'exécution provisoire, nouveaux moyens du président du tribunal de grande instance, carte judiciaire, langage judiciaire, alignement de l'année civile, création d'un magistrat chargé des relations avec le public, mission de ce magistrat, accroissement de la délinquance, programme de lutte contre la criminalité, groupes de travail chargés d'approfondir ces problèmes ; (p. 5117) : actualisation du droit pénal, textes en cours d'élaboration, décisions concernant l'administration pénitentiaire, désaffection des maisons d'arrêt de Boulogne-sur-Mer et de Laon, rénovation d'établissements, définition d'une conception nouvelle de l'établissement pénitentiaire, groupe de travail constitué sur ce thème, mesures concernant le régime des détentions et l'activité professionnelle des détenus, problème des suicides en milieu

pénitentiaire, mesures d'ordre général, recherche par des experts des causes des suicides des détenus afin de pouvoir mener une action préventive plus spécifique, collaboration du personnel pénitentiaire, mesures concernant l'éducation surveillée, harmonisation des méthodes éducatives, mise à jour permanente de l'inventaire des établissements et des services, situation des personnels administratifs et de formation professionnelle, statut des psychologues, étude par des groupes de travail des problèmes concernant le rôle respectif du juge des enfants de l'éducateur et des services de l'action sanitaire et sociale, prise en charge des mineurs les plus difficiles, organisation de la prise en charge post-pénale des mineurs ayant fait l'objet d'une incarcération, effort considérable que représente le budget pour 1974, analyse de la progression des crédits budgétaires ; (p. 5118) : pourcentage de progression globale du budget de fonctionnement plaçant la justice au second rang de tous les ministères civils et militaires ; effort portant tant sur les dépenses de fonctionnement que sur les crédits d'équipement, effort plus équilibré entre services qu'il y paraît, comparaison entre les budgets de 1974 et de 1972 ; estime que ce budget répond bien aux problèmes de l'heure, création d'emplois de magistrats, qualité du recrutement, école nationale de la magistrature et recrutement latéral et à titre contractuel, création d'emplois de fonctionnaires, programme immobilier, constrution du palais de justice de Créteil ; ses observations sur l'absence de crédit relatif au transfert des charges ; intérêt des collectivités locales pour les juridictions, création d'une école nationale des greffes ; (p. 5119) : construction d'une maison d'arrêt à Metz, de trois centres de semi-liberté, nombre des condamnés en milieu ouvert, amélioration de la formation des personnels de surveillance, renforcement des moyens de l'école nationale pénitentiaire ; exprime sa confiance au personnel de l'administration pénitentiaire, éducation surveillée ; renforcement de l'action éducative en milieu ouvert et création de nouvelles structures d'hébergement légères ; rend hommage à l'ensemble des personnels de l'éducation surveillée ; souhaite que la modernisation de la justice soit perçue comme une priorité nationale ; (p. 5139) : répond aux orateurs, appréciation par les intervenants de l'effort budgétaire accompli, problème de la réforme du divorce évoqué par M. Forni ; sa réponse à MM. Foyer et Donnez sur la formation des secrétaires-greffiers, sa réponse à MM. Foyer et Gerbet sur l'harmonisation des circonscriptions judiciaires et administratives ; sa réponse à MM. Foyer et Bernard Marie sur le transfert des charges, à MM. Donnez et Gerbet sur la réforme de l'année judiciaire ; sa réponse à M. Massot sur la question de la taxe parafiscale, de la postulation devant la cour d'appel ou le maintien des avoués d'appel ; sa réponse à MM. Gerbet, Kalinsky, Lagorce et Massot sur l'aide judiciaire ; (p. 5140) : à MM. Lagorce, Ricquert et Forni sur l'avenir de l'école nationale de la magistrature ; sa réponse à MM. Kalinsky et Lagorce sur la justice et l'ordinateur ; sa réponse à M. Commenay sur la cour d'appel de Pau, le devoir de réserve des magistrats, à M. Gerbet sur le nombre des juges de l'application des peines, à M. Rickert sur le nombre des agents de probation pour le milieu ouvert de l'administration pénitentiaire ; sa réponse à MM. Donnez et Voilquin sur les sanctions frappant les conducteurs fautifs ; sa réponse à M. Claudius-Petit sur la réinsertion des délinquants dans le milieu social, à M. Frédéric-Dupont sur la délinquance juvénile ; sa réponse à M. Kalinsky sur les magistrats chargés des relations avec le public, sur l'indépendance des avocats et les droits de la défense ; (p. 5141) : son hommage à la profession d'avocat ; place dans la nation du service public de la justice.

— **Proposition de loi tendant à proroger le délai prévu par l'article 17 de la loi du 3 janvier 1968 portant réforme du droit des incapables majeurs** (n° **714**). **Discussion générale** [11 décembre 1973] (p. 6823) : son accord avec les conclusions du rapport de la commission des lois.

— **Projet de loi sur la responsabilité des hôteliers** (n° **244**). **Discussion générale** [11 décembre 1973] (p. 6820) : point restant en discussion : responsabilité des hôteliers relativement aux objets laissés dans les véhicules par les clients ; son accord avec la rédaction adoptée par le Sénat.

— **Projet de loi relatif à l'interruption volontaire de grossesse** (n° **455**). **Discussion générale** [13 décembre 1973] (p. 6936) : évoque les mille avortements clandestins qui se produisent chaque jour en France et dont un sur mille est mortel ; rappelle le drame quotidien des femmes qui refusent à tout prix leur grossesse et signale que la pression des faits et l'évolution des esprits n'auraient pas manqué d'entraîner tôt ou tard une réforme radicale de notre législation ; [14 décembre 1973] (p. 6937) : législation archaïque inspirée par une politique nataliste et revêtant un caractère extrêmement répressif ; loi inadaptée puisque le taux de natalité n'a pas cessé de décroître pendant les vingt ans qui ont suivi ; taux de natalité indépendant de la liberté de l'avortement comme le montre l'exemple des pays étrangers ; loi pénale qui ne doit pas intervenir dans tous les domaines de la vie sociale ; inefficacité de la législation

actuelle qui n'est appliquée qu'une fois sur mille ; (p. 6938) : absences de poursuites pénales dans la plupart des cas ; pouvoir dissuasif des peines disciplinaires visant le corps médical et empêchant les médecins de pratiquer des avortements dans certaines circonstances dramatiques d'où recours à des pratiques clandestines avec leur cortège de souffrances ; solitude de la femme devant l'épreuve de l'avortement clandestin ; nécessité de donner aux femmes qui le veulent à tout prix la possibilité de faire interrompre leur grossesse sans risquer leur vie, leur santé et leurs chances pour l'avenir d'avoir des enfants ; l'injustice scandaleuse vis-à-vis des femmes de condition modeste les moins averties en matière de régulation des naissances et les plus poussées à ne pas accepter la venue au monde d'un enfant ; femmes de condition modeste réduites aux services des « faiseuses d'anges » alors que les classes les plus favoriées ont la possibilité d'aller à Londres ou de s'adresser à des cliniques accueillantes ; loi et faits ; le projet de loi du Gouvernement écarte la solution de liberté totale car l'intervention abortive n'est pas un acte médical ordinaire, c'est la disparition du devenir d'un être humain ; (p. 6939) : la voie de la solution moyenne choisie par le Gouvernement et le système des indications retenues dans le projet de loi : santé physique ou mentale de la femme enceinte, embryopathie, viol ou inceste ; contrôle efficace des demandes ; caractère solennel de la demande de la femme qui doit être réitérée au bout de sept jours ; avis médical ; acceptation de la demande par un second médecin opérant dans un établissement agréé ; remboursement à un taux de nature à écarter toute entreprise de lucre ; responsabilité de la femme dans cette décision ; liberté pour le médecin de ne pas accéder à certaines demandes ; intervention des magistrats, notamment en cas de viol ou d'inceste ou en cas de grossesse d'une mineure célibataire de moins de dix-huit ans ; répression de l'avortement commis par une personne étrangère au corps médical ou commis par une femme sur elle-même ; (p. 6940) : solution véritable : développement de la contraception et aide à la maternité ; rejet du projet du Gouvernement par la commission ; sondage d'opinion réalisé en décembre 1972 montrant une majorité en faveur d'une libéralisation de la loi ; assouplissement de la législation dans les pays étrangers quelles que soient les idéologies et les cultures ; impossibilité médicale du respect absolu du droit à la vie : l'avortement thérapeutique ; pertes en vies humaines dans les pays du Tiers-Monde acceptées par les sociétés développées ; (p. 6941) : transformation de la société ; changements dans les domaines de la sexualité et de la morale ; valeurs plus neuves de liberté, de dignité, de solidarité ; changement de la condition des femmes ; liberté nouvelle de choisir la maternité ; nécessité de développer les lois sociales et de généraliser l'éducation sexuelle ; l'avortement, conduite simplement tolérée ; loi faite par les hommes et subie par les femmes ; danger du maintien de la loi actuelle ; (p. 6942) : civilisation chrétienne et respect de la vie mais aussi morale protectrice des plus démunis et morale de tolérance ; drame pitoyable des femmes mal informées, délaissées, accablées, qu'il faut s'efforcer de laisser vivre ; (p. 7042) : évoque les responsabilités des parlementaires et le travail exceptionnel auquel s'est livrée la commission des affaires culturelles, rappelle la motion de renvoi déposée par la commission et le souhait du Gouvernement de voir les articles discutés sur un texte émanant de la commission ; ne s'oppose pas à la motion de renvoi et demande que le vote de cette motion soit compris comme la volonté de légiférer dans la plus grande clarté ; déclare que dès le premier jour de la prochaine session le Gouvernement demandera l'inscription à l'ordre du jour prioritaire de ce texte ; (p. 7043) : rappelle à M. Defferre qu'il n'a pas dit que le Gouvernement acceptait la motion de renvoi ; (p. 7044) : confirme que le Gouvernement demandera à la conférence des présidents l'inscription à l'ordre du jour prioritaire de l'examen du projet de loi sur l'interruption de la grossesse.

En qualité de secrétaire d'Etat auprès du ministre d'Etat, ministre de l'intérieur :

1976

— **Projet de loi portant création et organisation de la région Ile-de-France (n° 1867). Deuxième lecture. Discussion générale** [20 avril 1976] (p. 1906) : rappelle les buts poursuivis par le Gouvernement en ce qui concerne la région parisienne ; se félicite que le Sénat ait retenu l'appellation « Région Ile-de-France » ; (p. 1907) : regrette que la commission des lois de l'Assemblée nationale n'ait pas approuvé la disposition introduite par le Sénat concernant la création d'une agence des espaces verts ; examine les autres aménagements apportés par le Sénat au texte voté par l'Assemblée nationale. **Discussion des articles. Article 5** (p. 1909) : est favorable à l'amendement n° 4 de M. Bourson sous réserve qu'il s'agisse seulement de la politique régionale ; sur l'amendement n° 5 de M. Bourson, pense que l'Assemblée pourrait accepter le maintien de l'agence des espaces verts créée par le Sénat ; en réponse à M. Boscher, considère que l'agence des espaces

verts constitue un instrument bien adapté ; (p. 1910) : rappelle que l'agence des espaces verts mettra en œuvre la politique arrêtée par le conseil régional. **Article 12** (p. 1911) : ses observations sur l'amendement n° 6 de M. Bourson. **Article 34** (p. 1913) : sur l'amendement n° 13 de M. Bourson, s'en remet à la sagesse de l'Assemblée. **Commission mixte paritaire** [29 avril 1976] (p. 2371) : se félicite de la part prise par l'Assemblée à l'élaboration du texte ; est d'accord avec les conclusions de la commission mixte paritaire.

— **Proposition de loi relative à l'exploitation des voitures dites de petite remise** (n° **1717**). **Discussion générale** [14 mai 1976] (p. 3107) : déclare qu'il acceptera le renvoi de la discussion des articles à la séance du mardi 18 mai après que l'Assemblée se soit prononcée sur la question préalable ; (p. 3109) : souhaite que l'Assemblée écarte la question préalable ; indique que la commission pourrait réétudier la proposition des amendements ; indique à M. Claudius-Petit que le Conseil d'Etat qu'il a consulté a jugé que la matière était législative ; [18 mai 1976] (p. 3132) : souhaite que la commission adopte les propositions de la commission. **Discussion des articles** [18 mai 1976]. **Avant l'Article 1er** (p. 3133) : repousse l'amendement n° 3 de M. Jans. **Article 1er** (p. 3134) : accepte l'amendement n° 22 de M. Boulay défendu par M. Houteer à condition que l'on parle seulement du siège de l'entreprise ; s'oppose à l'amendement n° 16 de M. Jans. **Article 2** : s'oppose à l'amendement n° 4 de M. Jans ; (p. 3135) : indique que le Gouvernement tiendra compte de la proposition de M. Neuwirth dans le décret d'application ; s'oppose à l'amendement n° 17 de M. Jans. **Article 3** (p. 3136) : s'oppose à l'amendement n° 23 de M. Boulay ; estime que la suggestion de M. Defferre pourra faire l'objet d'un examen lors de la discussion au Sénat.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant certaines dispositions du code des tribunaux administratifs et donnant force de loi à la partie législative de ce code** (n° **1562**). **Discussion générale** [14 mai 1976] (p. 3101) : rappelle la teneur du projet amendé par le Sénat ; (p. 3102) : s'engage à étudier la question administrative de l'avenir des tribunaux administratifs qui est du ressort réglementaire. **Discussion des articles** [14 mai 1976]. **Article 3** (p. 3102) : indique que les tribunaux administratifs d'outre-mer comprendront toujours au moins un magistrat de l'ordre judiciaire. **Article 6** : accepte l'amendement n° 1 de M. Foyer. **Article 7** : se rallie à l'amendement n° 2 de M. Foyer. **Article 10** (p. 3103) : accepte l'amendement n° 4 de M. Foyer.

— **Proposition de loi organique tendant à modifier l'article LO 274 du code électoral relatif à l'élection des sénateurs dans les départements** (n° **2191**). **Troisième lecture. Discussion générale** [30 juin 1976] (p. 4975) : approuve les textes dans la forme où ils sont présentés.

En qualité de secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères :

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**).

Deuxième partie :

Affaires étrangères [9 novembre 1976] (p. 7840) : rend hommage aux rapporteurs et à leurs travaux et notamment à M. Marette ; les immeubles à l'étranger ; les contributions obligatoires ; les crédits de fonctionnement et les interventions du ministère ; les problèmes fondamentaux que posent l'information, la presse et la radio-diffusion ; des moyens insuffisants en ce domaine ; la SOMERA ; la francophonie ; les améliorations de la condition des diplomates ; le contrôle budgétaire ; la direction générale ; dans le domaine de l'activité culturelle, évolution de nos techniques de coopération ; (p. 7841) : une action méritoire ; les relations scientifiques dont les crédits ne figurent que pour une faible partie dans le budget du ministère des affaires étrangères ; les engagements pris par la France et la politique d'action culturelle et de coopération qu'elle mène au Maghreb ; une politique de coopération mal définie ; notre action de coopération vis-à-vis de la Tunisie ; l'Algérie ; la politique des personnels ; le problème du Conseil de l'Europe ; le fonds international de développement agricole ; donner au ministère des affaires étrangères la place qu'il devrait avoir dans le budget de l'Etat ; demande que l'on vote ce budget.

— **Projet de loi autorisant la ratification du traité portant modification de certaines dispositions financières des traités instituant les Communautés européennes et du traité instituant un conseil unique et une commission unique des Communautés européennes** (n° **2571**). **Discussion générale** [7 décembre 1976] (p. 9023) : la relance substantielle de l'Europe ; ne croit pas en une fuite en avant institutionnelle ; la position du Gouvernement sur le rapport Tindemans ; l'évolution vers l'union européenne sur la base des orientations de La Haye ; les pouvoirs de l'assemblée de Strasbourg ; la période jusqu'à 1970 ; le traité du 22 avril 1970 ; le traité du 22 juillet 1975 ; des ajustements techniques de procédure budgétaire ; le maintien de dispositions transitoires ; le droit de

rejet global du budget ; (p. 9024) : la modification du taux maximum d'augmentation des dépenses non obligatoires ; les douzièmes provisoires ; le contrôle du budget ; la Cour des Comptes ; les Communautés européennes ; l'affermissement des politiques communes ; (p. 9030) : s'oppose à la motion de renvoi présentée par M. Bordu.

— **Projet de loi autorisant l'adhésion de la République française à l'accord constitutif de la banque interaméricaine de développement, signé à Washington le 8 avril 1959** (n° **2590**). **Discussion générale** [9 décembre 1976] (p. 9184) : l'ouverture du capital de la banque ; l'adhésion de la France ; sa participation ; (p. 9185) : tient à la disposition de M. Baillot le rapport annuel de la banque sur ses activités ; le concours de la BID au Mexique et au Nicaragua ; l'importance de l'adhésion de la France ; l'Amérique latine, un marché intéressant pour les entreprises françaises.

— **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention en matière de pêches maritimes entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Sénégal, ensemble un échange de lettres, signée à Dakar le 16 septembre 1974** (n° **2652**). **Discussion générale** [9 décembre 1976] (p. 9186) : la portée de l'accord ; la pêche ; les sardiniers ou chalutiers battant pavillon français ; les thoniers canneurs ; les thoniers congélateurs ; (p. 9187) : des dispositions qui lui sont favorables par les armements ; les avantages en matière de formation professionnelle à bord et dans les écoles françaises pour le Sénégal ; la coopération entreprise en faveur du développement de la pêche et de l'industrie sénégalaises.

1977

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant la ratification du traité de coopération en matière de brevets, ensemble un règlement d'exécution, fait à Washington le 19 juin 1970** (n° **2608**). **Discussion générale** [4 mai 1977] (p. 2433) : la philosophie et la portée des conventions soumises à ratification ; l'historique du développement de la coopération internationale en matière de brevets ; le rôle de la France ; les conséquences de la création de l'Europe ; l'objet du traité de Washington ; les raisons qui en ont différé la ratification ; la convention de Munich sur la délivrance de brevets européens ; la convention de Luxembourg sur le brevet communautaire ; son entrée en vigueur ; (p. 2435) : la nécessité d'une politique de concertation, d'échanges et de coopération entre les Etats.

— **Projet de loi autorisant la ratification de la convention relative au brevet européen pour le Marché commun (convention sur le brevet communautaire), ensemble un règlement d'exécution, faite à Luxembourg le 15 décembre 1975** (n° **2766**). **Discussion générale** [4 mai 1977] (p. 2438) : la défense de la langue française ; le surcroît de coût entraîné par la traduction d'un brevet dans les sept langues de la communauté ; l'information du public ; la création d'une situation juridique complexe en cas d'adoption d'un système de traduction ; l'exclusivité donnée au pouvoir exécutif d'utiliser la faculté de la réserve.

— **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord portant création du fonds de solidarité africain, ensemble une annexe, signé à Paris le 21 décembre 1976** (n° **2876**). **Discussion générale** [23 juin 1977] (p. 4100) : la politique française de solidarité avec les pays en voie de développement ; la création du fonds de solidarité ; son objet ; le financement des grands travaux d'infrastructure ; l'association des financements privilégiés avec des financements bancaires ; le rôle de catalyseur que la France a joué vis-à-vis des aides étrangères ; la participation de la France pour moitié au fonds ; l'effort de solidarité des Etats africains entre eux ; la variété des formes d'intervention.

— **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Malte sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble un protocole), signé à La Valette le 11 août 1976** (n° **2764**). **Discussion générale** [23 juin 1977] (p. 4101) : la politique de coopération et d'échanges dans le domaine culturel et dans le domaine économique ; le dispositif du projet de loi ; l'intérêt des firmes françaises pour le marché maltais.

TERRENOIRE (Alain)

Député de la Loire
(5e *circonscription*)
(UDR, puis RPR).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 734).

S'inscrit au groupe d'union des démocrates pour la République [2 avril 1973] (p. 744).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [5 avril 1973] (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202).

Cesse d'appartenir à cette commission [29 octobre 1975] (p. 7576).

Membre de la commission des affaires étrangères [29 octobre 1975] (p. 7576).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [2 avril 1976] (p. 1278).

Cesse d'appartenir à cette commission [7 avril 1976] (p. 1480).

Membre de la commission des affaires étrangères [7 avril 1976] (p. 1480), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [5 avril 1973] (p. 756), [4 avril 1974] (p. 1494), [3 avril 1975] (p. 1266), [6 avril 1976] (p. 1390), [5 avril 1977] (p. 1554).

Membre de l'Assemblée parlementaire des Communautés européennes [13 juin 1973] (p. 2072), [3 juin 1975] (p. 3569), [31 mai 1977] (p. 3241).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à préciser que l'article 7 du décret n° 72-561 du 3 juillet 1972 s'applique à tous les baux commerciaux à renouveler avant le 1er janvier 1975 [10 octobre 1973] (p. 4263).

Membre de la commission de contrôle de la gestion du service public du téléphone [30 octobre 1973] (p. 5095).

Membre de la commission d'enquête sur les pratiques des sociétés pétrolières en France [28 juin 1974] (p. 3212).

Membre de la commission d'enquête chargée d'examiner les conditions dans lesquelles ont lieu des importations sauvages de diverses catégories de marchandises [24 mai 1977] (p. 2952).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à **l'abaissement de l'âge de la majorité** (n° **81**) [12 avril 1973].

— **Proposition de loi** tendant à **fixer à dix-huit ans l'âge de la majorité civile et de la majorité électorale et à vingt et un ans l'âge d'éligibilité des députés** (n° **313**) [10 mai 1973] ; retrait de cette proposition [15 mai 1973] (p. 1273).

— **Proposition de loi** tendant à **modifier le code électoral en vue d'instituer le scrutin majoritaire uninominal à un tour** (n° **314**) [10 mai 1973].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de résolution (n° 358) tendant à la **création d'une commission de contrôle sur les aspects sociaux de la gestion de la régie Renault** (n° **612**) [29 juin 1973].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur : 1° le projet de loi (n° 1059) tendant à fixer à dix-huit ans **l'âge de la majorité électorale.** — 2° Les propositions de loi (n° 20) tendant à fixer à dix-neuf ans l'âge de la majorité civile et de la majorité politique ; (n° 64) tendant à fixer à dix-neuf ans l'âge de la majorité électorale et de la majorité civile ; (n° 77) tendant à fixer à dix-huit ans l'âge de la majorité civile et de la majorité électorale ; (n° 81) tendant à l'abaissement de l'âge de la majorité ; (n° 299) tendant à fixer à dix-huit ans l'âge de la majorité civile et de la majorité électorale ; (n° 382) tendant à fixer à dix-huit ans la majorité électorale et civile ; (n° 974) tendant à fixer à dix-huit ans l'âge de la majorité électorale (n° **1079**) [20 juin 1974].

— **Proposition de loi** tendant à modifier l'article 5 de la loi n° 52-893 du 25 juillet 1952 portant création d'un **office français de protection des réfugiés et apatrides** (n° **1312**) [20 novembre 1974].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 2912) autorisant l'approbation de l'**accord maritime** entre le Gouvernement de la **République française** et le Gouvernement de la **République arabe d'Egypte,** signé à Paris le 15 juillet 1975 (n° **3194**) [3 novembre 1977].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi, rejeté par le Sénat (n° 3323), autorisant la ratification de l'**accord de coopération entre la Communauté économique européenne et la République algérienne démocratique et populaire** et documents connexes, signés à Alger, le 26 avril 1976 (n° **3338**) [14 décembre 1977].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 3324), autorisant la ratification de l'**accord de coopération entre la Communauté économique européenne et la République tunisienne** et documents connexes, signés à Tunis le 25 avril 1976 (n° **3339**) [14 décembre 1977].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 3325) autorisant la ratification de l'**accord de coopération entre la communauté économique européenne et le Royaume du Maroc** et documents connexes, signés à Rabat le 27 avril 1976 (n° **3340**) [14 décembre 1977].

QUESTIONS

• *questions orales avec débat de :*

— **MM. Péronnet** (n° **5168**), **Baillot** (n° **5263**), **Roux** (n° **5271**), **Destremau** (n° **5273**), **Seitlinger** (n° **5282**), **Poperen** (n° **5283**), **Soustelle** (n° **5314**) : **Evénements du Proche-Orient** [17 octobre 1973] (p. 4507, 4508) : reconnaissance de l'existence d'Israël ; question palestinienne.

• *question orale sans débat :*

— (n° **19393**) : **Lutte contre le racisme** [4 juin 1975] (p. 3665, 3666) : refus d'emploi aux travailleurs d'origine étrangère ; recrudescence des crimes d'origine raciste.

• *question au Gouvernement :*

— **Licenciements aux ateliers roannais de constructions textiles** [4 mai 1977] (p. 2421) : conditions de remploi des travailleurs licenciés.

INTERVENTIONS

1973

— **Rappel au règlement** [27 juin 1973] (p. 2548) : indications fournies par M. Labarrère sur les propositions de la conférence des présidents, non-inscription à l'ordre du jour des propositions de loi tendant à l'abaissement de l'âge de la majorité électorale et de la majorité civile.

— **Projet de loi d'orientation du commerce et de l'artisanat** (n° **496**). **Discussion des articles** [5 octobre 1973]. **Article 29** (p. 4125, 4126) : son amendement tendant à réglementer la vente directe au consommateur.

— **Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête sur les écoutes téléphoniques** (n° **721**) [14 décembre 1973] (p. 7054) : raisons pour lesquelles des députés de son groupe quittent la salle des séances.

1974

— **Projet de loi d'amnistie** (n° **1058**). **Discussion des articles** [20 juin 1974]. **Après l'Article 6** (p. 2838) : son amendement n° 60 présenté par M. Gerbet, rapporteur : extension de l'amnistie aux infractions à la législation sur les sociétés ; repoussé.

— **Projet de loi fixant la majorité à dix-huit ans** (n° **1059**), rapporteur. **Discussion générale** [25 juin 1974] (p. 2910) : présente le rapport de la commission sur le projet de loi tendant à fixer à dix-huit ans l'âge de la majorité électorale et sur les propositions de loi de M. Destremau (n° 20), de M. Vivien (n° 64), de M. Ducoloné (n° 77), de M. Terrenoire (n° 81), de M. Mitterrand (n^{os} 299 et 974), de M. Durafour (n° 382) ; l'engagement pris par le Président de la République au cours de la campagne électorale ; nécessité de lier majorité civile et majorité électorale ; risque d'inconstitutionnalité si l'âge de la majorité électorale est seul abaissé ; ne pas prendre en compte l'humeur du Conseil d'Etat ; historique de la majorité électorale ; exemples étrangers ; importance des propositions de la commission en matière de majorité civile à dix-huit ans. **Discussion des articles** (p. 2942) : son amendement n° 34 modifiant le titre du projet de loi ; ses amendements n^{os} 3, 6, 8, 15, 20, 21, 23, 29 tendant à améliorer la présentation du texte par l'insertion de titres (p. 2928, 2931, 2933, 2935, 2938, 2940). **Avant l'Article 1er** (p. 2926) : amendement n° 4 : fixation de la majorité civile à dix-huit ans ; adopté. **Après l'Article 2** (p. 2930) : contre l'amendement n° 1 de M. Cointat : sort du cadre du projet ; (p. 2932) : amendement n° 7 : émancipation dès l'âge de seize ans sur décision du juge des tutelles ; adopté ; (p. 2933) : amendement n° 8 : régime de l'autorité parentale et de la tutelle après seize ans ; adopté ; (p. 2933 et 2934) : amendement n° 9 : conséquences sur le code de la nationalité (articles 30, 44, 45, 53, 66) de l'adoption de l'âge de la majorité à dix-huit ans ; adopté ; en même temps que le sous-amendement n° 38 du Gouvernement ; (p. 2934) : amendement n° 10 : stage de la nationalisation ; adopté ; amendement n° 11 : francisation des noms ; adopté ; (p. 2935) : amendements n^{os} 12 et 13 : le mineur émancipé ne peut être commerçant ; adopté ; amendement n° 14 : référence générale à dix-huit ans pour toutes dispositions relatives à l'exercice d'un droit civil ; adopté ; (p. 2935) : amendement n° 16 : modification du code de procédure pénale ; adopté ; (p. 2936) : amendement n° 17 : dispositions relatives à l'enfance délinquante ; adopté ; amendement n° 18 : suppression dans le code pénal des articles renfermant les peines en fonction de l'âge de la victime ; adopté ; (p. 2937) : amendement n° 19 : modification des dispositions du code des boissons ; adopté ; (p. 2938) : amendement n° 22 rectifié : modification des dispositions du code du service national ; adopté ; amendement

n° 24 : mise en vigueur immédiate de la loi pour le calcul des délais de majorité ; adopté ; (p. 2939) : amendement n° 25 : mesures transitoires en matière de prescriptions ; adopté ; sous-amendement n° 44 de pure forme à l'amendement n° 40 du Gouvernement ; adopté ; amendement n° 26 relatif à l'adoption plénière ; adopté ; amendement n° 27 : dispositions transitoires en matière de nationalité ; adopté ; (p. 2940) : amendement n° 28 : respect des droits acquis ; adopté ; amendement n° 30 : dispositions relatives au régime de mise à l'épreuve ; adopté ; amendement n° 31 : sort des mesures d'assistance et de protection en cours d'application ; adoptés avec le sous-amendement n° 43 du Gouvernement ; amendement n° 33 : nécessité de dispositions législatives expresses pour les domaines non visés au texte ; adopté.

— **Projet de loi relatif à l'interruption volontaire de grossesse** (n° **1297**). **Discussion générale** [26 novembre 1974] (p. 7013) : fait remarquer l'absence du garde des sceaux.

— **Rappel au règlement** [4 décembre 1974] (p. 7380) : demande à qui doivent être versés les droits d'auteur sur un ouvrage, publication du rapport de la commission d'enquête parlementaire sur les pratiques des sociétés pétrolières en France, vendu 10 F dans le commerce.

1975

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**).

Deuxième partie :

Coopération [30 octobre 1975] (p. 7595) : ses observations sur l'affaire Claustre.

Radiodiffusion et télévision [18 novembre 1975] (p. 8591) : rappelle que le parti socialiste a créé une commission de censure chargée de surveiller la radio et la télévision et qu'il envisage de créer une chaîne de production privée.

1976

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant certaines dispositions relatives à l'adoption** (n° **2197**). **Discussion des articles** [2 décembre 1976]. **Article 4** (p. 8918) : s'oppose à l'amendement n° 10 de Mme Constans ; donner des facilités aux candidats à l'adoption ; (p. 8919) : les tribunaux extrêmement protecteurs de la famille par le sang, méfiants à l'égard de la réalité de l'abandon ; s'oppose aux amendements n[os] 17 et 20 ; misère et affection des parents.

— **Projet de loi autorisant la ratification du traité portant modification de certaines dispositions financières des traités instituant les Communautés européennes et du traité instituant un conseil unique et une commission unique des Communautés européennes** (n° **2571**). **Discussion générale** [7 décembre 1976] (p. 9025) : espoir et déception européenne ; les politiques européennes ; l'existence de l'assemblée européenne ; le budget ; la machine européenne.

1977

— **Projet de loi autorisant l'approbation des dispositions annexées à la décision du conseil des communautés européennes du 20 septembre 1976 et relatives à l'élection des représentants à l'assemblée des communautés européennes au suffrage universel direct** (n° **2920**). **Discussion générale** [14 juin 1977] (p. 3746) : sa foi dans l'Europe ; l'historique de la création de la Communauté européenne ; le Traité de Rome ; l'attitude du général de Gaulle ; les résultats de la création de l'union douanière ; le marché commun ; la croissance de l'économie communautaire ; (p. 3747) : l'acheminement de la Communauté vers un système de ressources propres ; la nécessité de défendre l'acquis communautaire et d'éviter la dilution de l'Europe dans un système de zone de libre échange ; les arguments en faveur d'une assemblée européenne élue au suffrage universel direct ; son acceptation sans enthousiasme du projet de loi.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° **3120**).

Deuxième partie :

Equipement et aménagement du territoire. — Equipement, aménagement du territoire et urbanisme [16 novembre 1977] (p. 7540) : les problèmes routiers et autoroutiers de la région roannaise ; la liaison Lyon-Roanne ; la nationale 7 ; la liaison Roanne-Paris ; le tracé de l'autoroute A 71 ; les relations avec le Nord-Est ; la politique gouvernementale d'aménagement du territoire ; les créations d'emplois ; (p. 7541) : la reconversion de l'industrie textile ; le fonctionnement administratif de la DATAR ; les conséquences sur l'environnement de la construction du barrage de Villerest.

— **Projets de loi autorisant la ratification des accords de coopération entre la Communauté économique européenne et l'Algérie, la Tunisie et le Maroc** (n[os] **3323, 3324, 3325**), rapporteur. **Discussion générale** [17 décembre 1977] : suppléé par M. Pierre Billotte.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant réforme de la procédure pénale sur la police judiciaire et le jury d'assises** (n° **3222**). **Discussion des articles** [20 décembre 1977]. **Article 22** (p. 9055) : l'absence de femmes députés socialistes à l'Assemblée nationale.

THOME-PATENOTRE (Jacqueline)

Député des Yvelines
(3e circonscription)
(PSRG).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 736).

S'inscrit au groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche [2 avril 1973] (p. 745).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [5 avril 1973] (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202).

Membre de la commission des affaires étrangères [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre de la commission de contrôle de la gestion du service public du téléphone [30 octobre 1973] (p. 5095).

Membre de la commission d'enquête chargée d'examiner les conditions de délivrance de certaines autorisations de démolir et de construire dans les secteurs sauvegardés de la ville de Paris [22 octobre 1974] (p. 5326).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi supprimant la patente et instituant une taxe professionnelle [27 juin 1975] (p. 4967).

DÉPOTS

— **Proposition de loi modifiant l'article L 251-3 du code de l'aviation civile relatif à l'extension de la compétence de l'aéroport de Paris de 50 à 100 kilomètres** (n° **176**) [12 avril 1973].

— **Proposition de loi** tendant à l'**établissement d'une charte de l'animal** (n° **305**) [10 mai 1973].

— **Proposition de loi** tendant à rendre **obligatoire la mention du groupe sanguin sur la carte d'identité nationale** (n° **490**) [14 juin 1973].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 2518) autorisant la **ratification de la convention de la conférence de La Haye de droit international privé** sur la loi applicable aux **obligations alimentaires,** signée par la France le 18 décembre 1973 (n° **2627**) [18 novembre 1976].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 2519) autorisant la **ratification de la convention de la conférence de La Haye de droit international privé** concernant la reconnaissance et l'exécution de décisions relatives aux **obligations alimentaires,** signée par la France le 18 décembre 1973 (n° **2628**) [18 novembre 1976].

QUESTIONS

• *question d'actualité :*

— **Tarifs des transports publics** [16 mai 1973] (p. 1297, 1298) : urgence de la règle du découpage de la banlieue en trois zones.

• *questions orales avec débat de :*

— **MM. Péronnet** (n° **5163**), **Baillot** (n° **5263**), **Roux** (n° **5271**), **Destremau** (n° **5273**), **Seitlinger** (n° **5282**), **Poperen** (n° **5283**), **Soustelle** (n° **5314**) : **Evénements du Proche-Orient** [17 octobre 1973] (p. 4500) : contribution du Gouvernement à la prolongation de la guerre en ne réprouvant pas l'agression des pays arabes et en fournissant des armes à l'un des camps ; impossibilité de proposer une médiation sans être neutre ; recherche d'une paix durable reposant sur la reconnaissance du droit d'Israël à l'existence et sur le respect de frontières sûres, reconnues et garanties.

• *question au Gouvernement :*

— **L'enfance martyre** [19 juin 1974] (p. 2787).

• *questions orales avec débat de :*

— **MM. Labbé** (n° **14998**), **Carpentier** (n° **15162**), **Berthelot** (n° **15168**), **Bégault** (n° **15297**), **Cabanel** (n° **15345**) : **Problèmes de l'emploi** [11 décembre 1974] (p. 7692) : augmentation du nombre des demandes d'emploi non satisfaites dans la région parisienne ; réduction d'activité dans les entreprises métallurgiques ; les sous-traitants de l'automobile ; la mécanique de précision ; les industries alimentaires ; le bâtiment ; la faillite d'un certain nombre de PME ; les réformes de structures nécessaires ; le développement de la formation professionnelle.

• *questions au Gouvernement :*

— **Recouvrement des pensions alimentaires** [21 mai 1975] (p. 2934) : création d'un fonds de garantie.

— **Célébration de la fête des mères** [28 mai 1975] (p. 3292).

— **Carte orange** [19 novembre 1975] (p. 8643) : extension de la carte orange à tous les habitants du district de la région parisienne ; amélioration nécessaire des lignes de banlieue.

— **Eventualité d'une intervention militaire au Liban** [26 mai 1976] (p. 3497) : déclaration du Président de la République relative à l'éventualité d'une intervention militaire française au Liban ; application de l'article 35 de la Constitution : avis du Parlement.

• *question orale sans débat :*

— (n° **37751**) : **Normes de construction et modes de financement des HLM** [6 mai 1977] (p. 2547, 2548, 2549) : l'importance des malfaçons de construction apparues à la résidence de « Marie-Joyette », à Elancourt ; les conséquences désastreuses du niveau des prix plafonds imposés aux HLM ; les économies sur la qualité se traduisant par des dépenses d'entretien élevées.

INTERVENTIONS

1973

— **Déclaration du Gouvernement sur les orientations de la politique urbaine** (n° **354**) [17 mai 1973] (p. 1354) : contradictions de la politique urbaine ; questions soulevées par la circulaire ministérielle du 21 mars 1972 ; nécessité de poursuivre une politique reposant sur des choix différents ; (p. 1355) : ségrégation sociale ; responsabilité du Gouvernement et des technocrates de l'administration dans la crise actuelle du logement social ; coût des HLM ; congrès de Vittel ; difficultés tenant à la réévaluation des taux d'intérêt des prêts consentis par l'Etat ; majoration des prix des terrains à bâtir ; maîtrise du prix des sols par les municipalités ; super-bénéfices réalisés par les promoteurs privés ; contraintes de prix plafonds ; conséquences des modalités de calcul du prix plafond dans la région parisienne ; concentration des HLM dans des zones déjà surpeuplées; coût des loyers minimaux dans la région parisienne ; absence de logements semi-sociaux et limite d'accession aux HLM ; problèmes des catégories intermédiaires ; souhaite que soit introduite plus de souplesse dans le système d'attribution des logements HLM ; priorité dont devraient bénéficier les municipalités pour loger les demandeurs de leurs propres listes et des communes environnantes ; circulaire ministérielle sur la révision éventuelle des programmes en cours ; conséquences des options dont résultent les villes nouvelles ; accroissement de la région parisienne au détriment de la province et des villes moyennes de la grande banlieue ; concentration de l'habitat autour de la capitale et préservation dans cette zone de l'équilibre habitat-emplois ; risque de renforcement des zones industrielles au détriment des autres villes moyennes ; (p. 1356) : loi Boscher et liberté d'appréciation des élus locaux ; « villes nouvelles » en syndicat communautaire ; rôle de l'établissement public d'aménagement ; inapplication des textes ; pouvoirs de décision de la mission d'aménagement ; développement des villes nouvelles et difficultés de l'aménagement équilibré du territoire ; équilibre habitat-emplois, habitat-équipements ; transports ; décentralisation réelle.

— **Déclaration de M. le ministre de l'éducation nationale sur les orientations de la politique de l'éducation nationale** (n° **442**) [6 juin 1973] (p. 1823) : crise de l'éducation nationale, gâchis des intelligences, échecs scolaires, rénovation de la pédagogie, du contenu des programmes, formation permanente des maîtres, inadaptation du contenu de l'enseignement, langues étrangères, fonctionnement de la démocratie, pénurie de crédits, transferts de charges, charges pesant sur les familles, les départements et les communes, CES et CET dans le département des Yvelines ; (p. 1824) : gratuité scolaire et égalité des chances, application de la Constitution, charges relatives aux transferts scolaires.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° **646**).

Deuxième partie :

Education nationale [13 novembre 1973] (p. 5664) : difficultés des familles et des collectivités locales dans la région parisienne ; (p. 5665) : accroissement des effectifs, manque d'équipements dans les Yvelines, dévalorisation de la fonction enseignante, manque de postes d'éducation physique, médecine scolaire, situation des nationalisations de CES dans les Yvelines, crise du système éducatif.

Aménagement du territoire, équipement et urbanisme [14 novembre 1973] (p. 5738) : crise actuelle du logement social et semi-social, déséquilibre Paris-province, gravité de la décision d'implantation de cinq villes nouvelles dans la périphérie parisienne, incompatibilité de cette politique avec la décentralisation et le développement équilibré des villes moyennes, conditions de vie des habitants, représentation de la région parisienne et projet de réforme du district, conditions de financement des HLM et pénalisation du crédit à la construction, réforme des circuits du crédit à la construction, exemple de pays étrangers, problème de logement des catégories dites « intermédiaires », relèvement des plafonds de revenus trop bas pour l'attribution des HLM.

— **Projet de loi relatif à l'interruption volontaire de grossesse** (n° **455**). **Discussion**

générale [13 décembre 1973] (p. 6597) : dénonce le caractère archaïque et hypocrite de la législation de 1920 ; oppose les avortements réalisés en France dans des conditions déplorables et ceux réalisés en Angleterre ou en Suisse en milieu médical et sans risque ; estime que c'est au couple qu'il appartient de recourir à la contraception ; demande la tolérance et le respect de la liberté de conscience ; estime que nul ne peut imposer aux autres des décisions qui procèdent avant tout de principes spirituels ou moraux subjectifs ; déplore le sabotage de la loi sur la contraception dont les décrets d'application ont été attendus cinq ans et déclare que rien n'a été fait pour diffuser l'information sur la contraception dans les maternités ou les centres de PMI ; (p. 6958) : signale que la proposition de loi des socialistes et des radicaux de gauche insiste sur le travail d'information et d'éducation sexuelle nécessaire ; rappelle que la maternité est une responsabilité à long terme dont il faut prendre la mesure librement ; se déclare choquée par la dramatisation excessive de ce débat lorsque bien des pays ont reconnu à la femme le droit d'être mère ; estime que la loi doit libéraliser mais en prévenant par une contraception libre, gratuite, amplement diffusée et en dissuadant par une politique familiale et une politique socio-économique.

1974

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° **1180**).

Deuxième partie :

Education et enseignement préscolaire [5 novembre 1974] (p. 5879) : dresse un bilan de la situation scolaire en région parisienne ; déplore que l'on n'ait pas coordonné davantage l'habitat et les équipements scolaires indispensables ; le service public de l'éducation nationale coûte trop cher aux collectivités locales et aux familles.

Justice [14 novembre 1974] (p. 6424) : ses observations relatives aux insuffisances économiques des critères permettant l'attribution de l'aide judiciaire.

Equipement, logement [16 novembre 1974] (p. 6585) : dénonce les dangers d'une concentration urbaine dans la proche région parisienne ; (p. 6586) : l'opération des « villes nouvelles » a entraîné le gaspillage des fonds publics ; les plafonds de ressources en matière d'HLM sont inadéquats.

— **Projet de loi relatif à l'interruption volontaire de grossesse** (n° **1297**). **Discussion générale** [27 novembre 1974] (p. 7118) : la liberté de la maternité repose sur l'information contraceptive ; la loi Neuwirth a été sabotée ; le texte proposé n'octroie pas la liberté à ceux qui n'en veulent pas ; (p. 7119) : lutter contre l'avortement c'est développer les équipements sociaux.

1975

— **Projet de loi portant modification de l'ordonnance du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires** (n° **1488** *rectifié*) **et projet de loi portant modification de l'article 36 du code de la famille et de l'aide sociale** (n° **1487** *rectifié*). **Discussion générale commune** [22 avril 1975] (p. 1916) : caractère très restreint des mesures proposées ; complexité, diversité des problèmes que soulève le travail de la fonction publique ; les caractères négatifs de la féminisation de la fonction publique ; le faible nombre des femmes dans les emplois supérieurs ; l'inégalité des rémunérations ; un projet en retrait par rapport aux dispositions en vigueur ; nécessité de fixer des règles plus libérales. **Discussion des articles du projet de loi portant modification de l'ordonnance du 4 février 1959. Article 1er** (p. 1923) : son amendement n° 9 : absence de distinction entre les sexes ; trop grande marge d'appréciation laissée au pouvoir exécutif ; les dérogations doivent résulter de la loi ; repoussé. **Article 2** (p. 1924) : son amendement n° 8 : disponibilité spéciale pour les fonctionnaires des deux sexes ; repoussé.

— **Projet de loi portant réforme du divorce** (n° **1560**). **Discussion générale** [29 mai 1975] (p. 3346) : la profonde inadaptation de la législation du divorce par rapport aux mœurs ; donner à chaque conjoint la possibilité de retrouver sa dignité morale et économique après le divorce ; l'admission par le projet du divorce par consentement mutuel ; le délai trop long prévu en matière de divorce pour rupture de la vice commune ; l'inconnu dans lequel se trouvent les députés en ce qui concerne la procédure du divorce ; le coût d'une procédure longue ; les conséquences sociales et matérielles du divorce ; le problème du recouvrement des pensions alimentaires ; ne pas doubler par des faillites matérielles l'échec des sentiments ; les difficultés matérielles que provoque le divorce pour les femmes ; leur réinsertion sociale et professionnelle.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**).

Deuxième partie :

Affaires étrangères [29 octobre 1975] (p. 7567) : la politique européenne ; une affaire de techniciens ; les divisions des Neuf et la crise de l'énergie ; l'hypothèque britan-

nique ; le budget communautaire ; le fonds européen de développement régional ; (p. 7568) : les engagements nécessaires en matière d'union européenne ; l'élection du Parlement européen au suffrage universel ; donner à l'Europe l'inspiration populaire qui lui fait défaut.

1976

— **Projet de loi relatif à la protection de la nature** (n° **1565**). **Première lecture. Discussion générale** [22 avril 1976] (p. 2045) : constate que sa proposition de la charte de l'animal a été reprise par la commission de la production ; espère qu'il sera mis fin aux souffrances animales insupportables à tout cœur sensible ; se félicite de la prise de conscience des hommes en ce qui concerne leurs devoirs à l'égard des animaux ; souhaite que cette évolution soit encouragée par l'école, la presse, la radio, etc. ; le trop grand nombre d'abandons d'animaux domestiques ; (p. 2046) : réclame des sanctions plus sévères contre ceux qui maltraitent les animaux ; souhaite que la protection des animaux devienne la préoccupation de la nation tout entière. **Discussion des articles** [22 avril 1976]. **Après l'Article 5** (p. 2077) : son amendement n° 103 : modalités de classement des animaux nuisibles ; retiré ; (p. 2078) : son sous-amendement n° 104 à l'amendement n° 29 de M. Nungesser : réglementation des actes susceptibles d'occasionner la mort des animaux ; retiré ; son sous-amendement n° 105 à l'amendement n° 29 de M. Nungesser : élargissement du champ d'application ; retiré ; (p. 2079) : son sous-amendement n° 106 à l'amendement n° 30 de M. Nungesser : devenu sans objet ; son sous-amendement n° 107 à l'amendement n° 31 de M. Nungesser : localisation de l'abandon volontaire ; retiré ; (p. 2080) : son sous-amendement n° 108 : sanctions applicables en cas de sévices graves ou d'actes de cruauté envers un animal domestique ou apprivoisé ; adopté ; son amendement n° 109 : conditions d'exercice par les associations de protection animale des droits attribués à la partie civile ; retiré. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [11 juin 1976]. **Article 5** *octies* (p. 4063) : son amendement n° 22 proposant d'établir un délai de six jours pour l'abattage des animaux conduits à la fourrière et porteurs d'un collier ; (p. 4064) : insiste pour que le délai de six jours soit retenu ; propose d'inscrire « ouvrables et francs » ; (p. 4065) : retire son amendement n° 22 et son sous-amendement n° 25 : augmenter à six jours le délai d'abattage des chiens et chats errants. **Article 5** *nonies* : son amendement n° 23 : application des sanctions pénales en cas de mise à mort des animaux ; le meurtre d'un chien, un acte de cruauté ; n'envisage pas le cas de l'euthanasie dans son amendement n° 23 ; accepte la modification de son amendement n° 23 proposée par M. Gabriel ; rappelle que les taureaux et les coqs sont des animaux domestiques ; nie la possibilité d'équivoque de son amendement n° 23 ; (p. 4066) : amendement n° 23 repoussé.

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère** (n° **2269**) [6 mai 1976] (p. 2715) : l'échec de la réunion de Luxembourg et la complexité byzantine des discussions qui s'y sont poursuivies ; respecter l'échéance de 1978 ; mobiliser la volonté populaire européenne ; (p. 2716) : déplore que les différents gouvernements ne tiennent pas leurs engagements ; les relations désordonnées des pays européens avec le Tiers-Monde ; permettre à la Communauté européenne de jouer un rôle dans le monde par l'élection démocratique du Parlement européen.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**). *Deuxième partie :*

Affaires étrangères [9 novembre 1976] (p. 7838) : des moyens insuffisants ; un budget en faible progression par rapport au budget global et par rapport aux autres années ; l'insuffisance et la mauvaise rémunération de nos agents à l'étranger ; le problème d'effectifs ; le problème de la titularisation des contractuels et des auxiliaires ; l'augmentation de l'indemnité d'établissement et l'amélioration de l'indemnité de résidence ; les insuffisances de l'implantation française à l'étranger ; des moyens limités ; l'action culturelle et technique de la France ; l'insuffisance des moyens mis à la disposition du rayonnement international économique, culturel et social de la France ; l'élection du Parlement européen au suffrage universel.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant certaines dispositions relatives à l'adoption** (n° **2197**). **Discussion générale** [2 décembre 1976] (p. 8913) : les effets déplorables de la lenteur et de l'inadaptation des procédures génératrices de conflits parfois dramatiques ; l'affaire Novack ; les difficultés des couples pour adopter un enfant ; la complexité et la rigidité des procédures ; la lenteur des enquêtes ; les conditions restrictives imposées aux parents adoptants ; les enfants délaissés par leurs parents ; l'argumentation des abandons dus à des causes sociales ; trop de perfectionnisme ; le préjugé trop favorable à la famille légitime ; favoriser l'adoption en améliorant les procédures ; la modification de l'article 350 du code civil ; la suppression des empêchements ; l'aide sociale à l'enfance ; (p. 8914) : le vote du PSRG en faveur du projet.

1977

— **Projet de loi autorisant l'approbation des dispositions annexées à la décision du conseil des communautés européennes du 20 septembre 1976 et relatives à l'élection des représentants à l'Assemblée des Communautés européennes au suffrage universel direct** (n° 2920). **Discussion générale** [15 juin 1977] (p. 3822) : la continuité du traité de Rome ; l'article 138 du traité ; l'élection de l'Assemblée au suffrage universel ; la légitimité de l'Europe ; l'exacerbation des facteurs de division ; l'absence de volonté politique de l'Europe ; la nécessité pour les pays de la Communauté de définir une politique commune ; (p. 3823) : les problèmes commerciaux ; la politique énergétique ; les conséquences d'un refus de ratification de la France.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° 3120).

Deuxième partie :

Jeunesse et sports [7 novembre 1977] (p. 782) : les crédits du secrétariat d'Etat ; la part représentée par ces crédits dans le budget de l'Etat ; le non-respect de la durée minimale de l'enseignement d'éducation physique et sportive dans le secondaire ; le cas de la région parisienne ; l'aide au mouvement sportif ; la chute des crédits d'équipement ; l'inapplication de la loi du 16 juillet 1971 aux enseignants dépendant du secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports ; la pratique sportive.

Equipement et aménagement du territoire. — Logement [17 novembre 1977] (p. 7589) : la part du budget des familles françaises consacrée au logement ; l'urbanisme déshumanisé de la région parisienne ; (p. 7590) : les protestations des associations de copropriétaires ; la ville nouvelle de Saint-Quentin-en-Yvelines ; l'application de la réforme de l'aide personnalisée au logement ; les délais d'application de la réforme ; l'inquiétude des organismes d'HLM ; les conditions d'accession aux HLM ; l'augmentation du nombre des loyers impayés.

TIBERI (Jean)

Député de Paris
(3e circonscription)
(UDR, puis RPR).

Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture et du ministre de l'industrie et de la recherche (industries alimentaires) du 12 janvier 1976 au 25 août 1976.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 736).

S'inscrit au groupe d'union des démocrates pour la République [2 avril 1973] (p. 744).

Chargé d'une mission temporaire auprès du Premier ministre. Décret du 14 janvier 1974 [*J.O.* du 18 janvier 1974] (p. 555), [22 janvier 1974] (p. 306).

Est nommé secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture et auprès du ministre de l'industrie et de la recherche (Industries alimentaires) (Gouvernement Chirac). Décret du 12 janvier 1976 [*J.O.* du 13 janvier 1976] (p. 395).

Le président de l'Assemblée nationale prend acte de la cessation, le 12 février 1976, de son mandat de député [*J.O.* du 14 février 1976] (p. 1063), [2 avril 1976] (p. 1272).

Il est mis fin à ses fonctions de secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture et auprès du ministre de l'industrie et de la recherche (Industrie alimentaires) (Gouvernement Chirac). Décret du 25 août 1976 [*J.O.* du 26 août 1976] (p. 5116).

Elu le 14 novembre 1976 en remplacement de Mme Tisné, démissionnaire.

L'Assemblée prend acte de son élection [16 novembre 1976] (p. 8078, 8123).

S'inscrit au groupe d'union des démocrates pour la République [16 novembre 1976] (p. 8123).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [5 avril 1973] (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [1er décembre 1976] (p. 8887).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre de la commission d'enquête chargée d'examiner les conditions de délivrance de certaines autorisations de démolir et de construire dans les secteurs sauvegardés de la ville de Paris [22 octobre 1974] (p. 5326).

Vice-président de cette commission [24 octobre 1974] (p. 5442).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'indépendance du territoire des Comores [30 juin 1975] (p. 5083).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner les propositions de loi (n° 2080)

de MM. Foyer, Labbé, Chinaud et Max Lejeune, (n° 2128) de M. Georges Marchais et plusieurs de ses collègues, (n° 2131) de M. Defferre et plusieurs de ses collègues, sur les libertés [19 décembre 1975] (p. 10152).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 17 janvier 1976] (p. 498), [2 avril 1976] (p. 1278).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la protection des occupants de locaux à usage d'habitation [20 décembre 1975] (p. 10184).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales en vue de supprimer les rémunérations allouées sous forme de tantièmes [20 décembre 1975] (p. 10184).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la sous-traitance [20 décembre 1975] (p. 10184).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi, adopté par le Sénat, portant réforme de l'aide au logement (n° 2631) [19 novembre 1976] (p. 8431).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme de l'aide au logement [20 décembre 1976] (p. 9809).

DÉPOTS

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de résolution (n° 355) tendant à la **création d'une commission de contrôle sur le fonctionnement du service public du téléphone** (n° **603**) [28 juin 1973].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de résolution (n° 643) tendant à la **création d'une commission d'enquête parlementaire sur les conditions dans lesquelles ont été passées les commandes relatives aux équipements téléphoniques au cours des dix dernières années** (n° **745**) [9 novembre 1973].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de résolution (n° 722) tendant à la **création d'une commission de contrôle de la gestion financière de l'office de radiodiffusion-télévision française** (n° **764**) [15 novembre 1973].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de résolution (n° 720) tendant à la **création d'une commission d'enquête parlementaire sur les conditions dans lesquelles des états-majors militaires ont été amenés à établir un « bulletin de renseignements trimestriel sur l'adversaire intérieur »** (n° **801**) [29 novembre 1973].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de résolution (n° 770) tendant à la création d'une **commission d'enquête parlementaire sur le développement des activités du Centre Beaubourg** (n° **982**) [30 mai 1974].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de résolution (n° 808) tendant à la **création d'une commission d'enquête parlementaire sur la situation de l'énergie en France** (n° **983**) [30 mai 1974].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de résolution (n° 775) tendant à la création d'une **commission de contrôle sur les moyens en locaux, automobiles, avions, mis à la disposition des membres du Gouvernement, des administrations centrales, des établissements publics nationaux,** afin de déterminer les économies qui pourraient être réalisées (n° **985**) [30 mai 1974].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de résolution (n° 1326) tendant à la **création d'une commission d'enquête parlementaire** sur les causes et les conséquences de la multiplication des saisies et **expulsions de locataires dans les ensembles d'habitations** (n° **1518**) [10 avril 1975].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de résolution (n° 1287) tendant à la **création d'une commission d'enquête** sur la présence de **parlementaires français** dans les conseils d'administration,

directoires ou conseils de surveillance de **firmes multinationales ou de sociétés étrangères** (n° **1519**) [10 avril 1975].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur les propositions de résolution (nos 1425 et 1492) tendant à la création d'une **commission d'enquête parlementaire sur l'industrie pharmaceutique en France** (n° **1572**) [24 avril 1975].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de résolution (n° 1426) tendant à la création d'une **commission d'enquête parlementaire** en vue d'examiner les conditions dans lesquelles un **permis de construire,** place Thiers, à Nancy, a été obtenu en violation de la réglementation en la matière (n° **1573**) [24 avril 1975].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de résolution (n° 1491) tendant à créer une **commission d'enquête parlementaire** sur les conditions d'implantation et de construction de **centrales nucléaires** en France (n° **1574**) [24 avril 1975].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de résolution (n° 1507) tendant à créer une **commission d'enquête parlementaire** sur la protection et la reconstitution des **forêts méditerranéennes** (n° **1677**) [22 mai 1975].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de résolution (n° 1490) tendant à instituer une **commission d'enquête parlementaire** sur la situation politique, économique et sociale des **territoires d'outre-mer** (n° **1813**) [26 juin 1975].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de résolution (n° 1489) tendant à instituer une **commission d'enquête parlementaire** sur la situation politique, économique et sociale des **départements d'outre-mer** (n° **1814**) [26 juin 1975].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de résolution (n° 1571) tendant à la création d'une **commission d'enquête parlementaire** sur les **accidents de travail** et les maladies professionnelles (n° **1815**) [26 juin 1975].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de résolution (n° 1653) tendant à la création d'une **commission de contrôle** sur les méthodes et les moyens de **l'agence nationale pour l'emploi** et de l'institut national de la statistique et des études économiques pour la mesure du chômage (n° **1816**) [26 juin 1975].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de résolution (n° 1741) tendant à la création d'une **commission d'enquête parlementaire** sur les causes de la disparition de plus de cent vingt quotidiens depuis la Libération et sur les entraves actuelles à la liberté d'expression dans la **presse écrite** (n° **1910**) [9 octobre 1975].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de résolution (n° 1696) tendant à la création d'une **commission d'enquête parlementaire** chargée de recueillir des éléments d'information et de soumettre des conclusions sur les entraves que peuvent subir les organes de **presse** lors de leur fabrication ou de leur diffusion (n° **1911**) [9 octobre 1975].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de résolution (n° 1755) tendant à la création d'une **commission d'enquête parlementaire** sur les pratiques des grandes **sociétés** capitalistes qui utilisent pour la défense de leurs intérêts des personnes exerçant des fonctions publiques, électives ou non, et sur les **conditions de passage du service de l'Etat à celui des intérêts privés** (n° **1930**) [24 octobre 1975].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de résolution (n° 1766) tendant à la création d'une **commission de contrôle** sur les **biens fonciers et immobiliers** du ministère de la défense et leur utilisation en fonction des besoins réels des forces armées (n° **1944**) [30 octobre 1975].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de résolution (n° **1928**)

tendant à créer une **commission d'enquête parlementaire** sur les pratiques des **grandes sociétés sidérurgiques** et l'utilisation des fonds publics qui leur sont accordés (n° **2036**) [4 décembre 1975].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de résolution (n° 1928) tendant à la création d'une **commission d'enquête parlementaire** sur la coopération entre les entreprises françaises et les groupes multinationaux dans les secteurs de l'**informatique,** du **nucléaire** et de l'**aéronautique** (n° **2037**) [4 décembre 1975].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de résolution (n° 1962) tendant à instituer une **commission de contrôle parlementaire relative** à l'emploi du **produit des taxes créées par l'article 3 de la loi n° 72-657 du 13 juillet 1972** (n° **2058**) [11 décembre 1975].

QUESTIONS

En qualité de député :

— **Manifestations du 21 juin au quartier latin** [29 juin 1973] (p. 2713, 2714).

Réponses en qualité de secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture et du ministre de l'industrie et de la recherche (industries alimentaires) :

• *aux questions orales sans débat de :*

— **M. Ollivro** (n° **29907**) : **Exploitation par la France des ressources de la mer** [18 juin 1976] (p. 4382, 4383) : la participation active de la France à la conférence du droit de la mer ; le projet de loi instituant une zone économique exclusive au large de nos côtes ; la compétence technique des groupes français concernant la recherche et l'exploitation du pétrole sous-marin ; la recherche des nodules polymétalliques par le CNEXO.

— **M. Deschamps** (n° **29779**) : **Situation de l'entreprise Bordeaux-Sud** [18 juin 1976] (p. 4388, 4384) : l'étude de ce dossier par le ministère de l'industrie, la recherche de partenaires industriels pour diversifier la production.

— **M. Balmigère** (n° **29909**) : **Difficultés des exploitants agricoles** [18 juin 1976] (p. 4384, 4385) : les mesures prises pour les fruits et légumes sur le plan communautaire et sur le plan national ; les dispositions arrêtées en faveur de la viticulture : nouvelle organisation communautaire du marché du vin, création d'un office national interprofessionnel des vins de tables ; les crédits dégagés pour aider les exploitations en difficulté.

— **M. Girard** (n° **29812**) : **Calamités agricoles** [18 juin 1976] (p. 4386, 4387) : la création dans chaque département d'un comité s'inspirant de l'expérience menée dans le Loiret ; les crédits dégagés pour financer les actions nécessaires.

INTERVENTIONS

En qualité de député :

1973

— **Déclaration du Gouvernement sur les orientations de la politique urbaine** (n° **354**) [18 mai 1973] (p. 1405) : urbanisme et souci de l'humain ; lenteur des opérations de rénovation à Paris ; suggère une participation plus importante de l'Etat sous forme de prêts ou de subventions ; problème des transports ; logement ; construction sociale, groupe de travail chargé de développer le logement social ; problème des terrains libres ; nécessité de substituer une politique de l'habitat à une politique du logement ; espaces verts et équipements d'accompagnement ; amélioration de l'habitat existant ; agence nationale pour l'amélioration de l'habitat ; conditions d'attribution des crédits d'HLM ; quartiers historiques ; problèmes des bureaux à Paris ; modernisation de Paris et fonction résidentielle ; création des bureaux et création des logements ; réduction des densités de construction ; (p. 1406) : architecture urbaine et travaux des sociologues ; orientations concernant l'aménagement des villes.

— **Projet de loi constitutionnelle portant modification de l'article 6 de la Constitution** (n° **639**). **Discussion générale** [16 octobre 1973] (p. 4408) : ses observations sur les propos de M. Chandernagor, caractère scandaleux de plusieurs de ses comparaisons, rappelle que jamais le général de Gaulle n'a porté atteinte à la République, que les gaullistes n'ont pas de leçons à recevoir, estime que l'objet du débat est clair, précis et sans ambiguïté ; ses arguments contre la question préalable, contradiction de ses partisans qui ne veulent pas délibérer d'un point de réforme qui rencontre le plus large assentiment national, refus de l'opposition de jouer le jeu, inscription de la réforme dans une continuité constitutionnelle très claire ; (p. 4409) : élection du Président de la République au suffrage uiversel, caractère démocratique de la réforme proposée, accroissement du pouvoir du peuple, opportunité de la discussion de ces textes, coopération large et efficacité du Parlement, demande le

rejet de la question préalable qu'il juge parfaitement inopportune et illogique, embarras des partisans de la question préalable, désir de retour au régime d'assemblée.

— **Proposition de résolution tendant à la création d'une commission de contrôle sur le fonctionnement du service public du téléphone** (n° **355**), rapporteur. **Discussion générale** [29 octobre 1973] (p. 4958) : conformité de cette proposition de résolution avec le règlement de l'Assemblée et avec l'ordonnance du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires, présence dans la commission d'un député n'appartenant à aucun groupe ; fixation de son effectif à vingt-neuf membres.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° **646**).

Deuxième partie :

Aménagement du territoire, équipement, logement et tourisme. — Logement [15 novembre 1973] (p. 5786) : lutte contre la ségrégation sociale à Paris, travaux du groupe de travail, taxe locale d'urbanisation, problème du logement social à Paris ; nécessité de développer les constructions ; mise à la disposition des collectivités locales de terrains appartenant à l'Etat ou à des organismes para-étatiques ; amélioration de l'habitat ancien ; application de la taxe aux opérations de rénovation luxueuse ; périmètre de restauration ; protection des occupants et principe d'une distance déterminée pour le relogement ; meilleure information des occupants ; (p. 5787) : information de l'administration locale de tout projet de restauration ou de rénovation d'immeuble ; nécessité de développer une information permanente ; allocation logement et simplification des formalités, qualité des logements.

— **Proposition de résolution tendant à la création d'une commission de contrôle de la gestion financière de l'Office de radiodiffusion-télévision française** (n° **764**), rapporteur. **Discussion générale** [14 décembre 1973] (p. 7048) : options de l'Assemblée nationale et décentralisation de l'Office, problèmes de gestion financière de l'Office, proposition de résolution adoptée par la commission des lois tendant à la création d'une commission de contrôle de vingt-neuf membres.

1974

— **Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la situation de l'énergie en France** (n° **808**), rapporteur. **Discussion générale** [27 juin 1974] (p. 3079) : présente son rapport favorable à la création de la commission d'enquête.

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° **1180**).

Deuxième partie :

Equipement, logement [16 novembre 1974] (p. 6578) : il convient de revoir le problème des prix plafonds pour la construction neuve ; l'amélioration de l'habitat existant ; la taxe locale d'urbanisation permettra d'élaborer des commencements de solutions ; (p. 6579) : nécessité d'un vote rapide du projet de loi sur l'information et la protection des locataires ; la définition des périmètres de relogement.

1975

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**).

Deuxième partie :

Equipement, logement [28 octobre 1975] (p. 7409) : les problèmes du centre des villes ; (p. 7410) : la voie tracée par la loi foncière ; le projet assurant la protection des locataires ; la réhabilitation des logements anciens ; les conclusions de la commission Barre ; faire une place plus importante au « logement intermédiaire ».

Services du Premier ministre. — Services généraux : fonction publique [3 novembre 1975] (p. 7763, 7764) : l'accord salarial du 5 février 1975 ; le recrutement local des fonctionnaires des catégories C et D ; le cas des infirmières ; celui des éboueurs ; la protection sociale des auxiliaires ; l'intérêt du travail à mi-temps ; les rapports entre l'administration et les administrés.

1976

En qualité de secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture et du ministre de l'industrie et de la recherche (industries alimentaires) :

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique agricole** (n° **2223**) [28 avril 1976] (p. 2272) : définir, après une large concertation, une politique en matière d'industries alimentaires ; la garantie de sécurité et l'amélioration du revenu assurés par l'industrie alimentaire à la production agricole ; l'importance tenue par l'industrie alimentaire dans la vie du milieu rural en matière d'emplois notamment ; le handicap dans certains domaines de la dimension de ces entreprises ; le Gouvernement continuera à compenser par des aides ce handicap ; en réponse à divers orateurs, précise les actions qui ont été menées en faveur de certaines entreprises en difficulté ; l'intérêt du statut coopératif agricole ; (p. 2273) : le rôle dans l'économie nationale du secteur de l'industrie alimentaire ; l'importance attachée par le Gouvernement au

développement de ce secteur ; retient l'idée exprimée par M. Durieux d'implanter dans les pays du Tiers-Monde des usines de reconstitution du lait en poudre ; développer les fabrications de jus de raisin à partir de moûts français ; améliorer la capacité exportatrice de l'industrie alimentaire française ; développer l'industrie alimentaire pour renverser la tendance de baisse de l'emploi.

TISNÉ (Monique)

Député de Paris
(3e circonscription)
(UDR).

En remplacement, le 13 février 1976, de M. Tiberi, nommé membre du Gouvernement.

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [*J.O.* du 14 février 1976] (p. 1063), [2 avril 1976] (p. 1272).

S'inscrit au groupe d'union des démocrates pour la République [*J.O.* du 17 février 1976] (p. 1115), [2 avril 1976] (p. 1276).

L'Assemblée prend acte de sa démission de député [2 octobre 1976] (p. 6304, 6307).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [2 avril 1976] (p. 1278).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la lutte contre le tabagisme [24 juin 1976] (p. 4680).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant institution d'un repos compensateur en matière d'heures supplémentaires de travail [9 juillet 1976] (p. 5247).

DÉPOTS

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 2149) relatif à la **lutte contre le tabagisme** (n° **2318**) [21 mai 1976].

— **Rapport** fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la **lutte contre le tabagisme** (n° **2421**) [24 juin 1976].

INTERVENTIONS

1976

— **Projet de loi relatif à la lutte contre le tabagisme** (n° **2149**), rapporteur. **Première lecture. Discussion générale** [11 juin 1976] (p. 4073) : la protection de la population contre les effets nocifs du tabac ; le tabac, un facteur de haut risque ; la définition du tabagisme ; la perte de sa liberté par le fumeur ; le rôle de la nicotine dans l'évolution de l'angine de poitrine, de l'infarctus du myocarde, des artérites et dans les accidents vasculaires cérébraux ; le risque de coronarite plus élevé que chez les non-fumeurs ; le cancer du poumon ; le cancer de la vessie ; les effets toxiques sur les non-fumeurs, notamment sur les enfants ; (p. 4074) : les fumeurs ne sont qu'une minorité en France ; le phénomène économique de la production et de la vente du tabac ; la fiscalité du tabac ; le coût du tabagisme pour la société ; la campagne justifiée du Gouvernement contre le tabac ; les dangers de la publicité ; l'impossibilité de supprimer toute publicité ; la nécessité de la limiter ; le rôle des personnalités, des idoles ; (p. 4075) : les dispositions du projet : le problème posé par la publicité ; la réglementation de l'usage du tabac dans les lieux affectés à un usage collectif ; l'interdiction de la publicité sur tous les supports autres que la presse écrite ; la soumission de la publicité autorisée à certaines règles ; sa limitation quantitative ; quelques amendements nécessaires. **Discussion des articles. Article 2** (p. 4084) : s'oppose à l'amendement n° 25 de M. Tissandier ; ses amendements n° 1 et n° 2 élargissant l'interdiction de la publicité aux enregistrements, à la télédistribution, au domaine fluvial et maritime ; adoptés. **Article 3** (p. 4085) : accepte l'amendement n° 17 du Gouvernement. **Article 4** : s'oppose à l'amendement n° 26 de M. Tissandier. **Après l'Article 4** : son amendement n° 23 : suppression de la vente restreinte de tabac aux militaires ; repoussé ; son amendement n° 3 tendant à améliorer l'information sur le tabac dans les établissements scolaires et à l'armée ; adopté. **Article 5** (p. 4086) : son amendement n° 4 : la rigueur pour les publications destinées à la jeunesse ; adopté. **Article 6** : ses amendements n° 5 et n° 6 de pure forme ; adoptés ; (p. 4087) : son amendement n° 7 : substituant la notion de budget à celle de support ; retire son amendement n° 7 et se rallie à l'amendement n° 18 du Gouvernement. **Après l'Article 6** : son amendement n° 9 : mentions sur le conditionnement de la composition intégrale et de la teneur en nicotine et en goudron ; retiré. **Article 7** : son amendement n° 10 tendant à supprimer l'article 7 ; repoussé. **Après l'Arti-**

cle 7 (p. 4089) : son amendement n° 11 interdisant le patronage de manifestations sportives destinées aux enfants ; adopté. **Article 8** : son amendement personnel n° 20 : les mesures conservatoires en cas d'infraction aux règles de la publicité ; adopté. **Article 9** : son amendement n° 12 de coordination ; adopté. **Article 12** : son amendement n° 13 concernant les locaux ou véhicules affectés aux fumeurs et non-fumeurs ; adopté. **Après l'Article 12** : son amendement n° 14 interdisant aux fonctionnaires et aux usagers de fumer dans les locaux publics ; adopté. **Avant l'Article 13** (p. 4090) : son amendement n° 21 assimilant à des médicaments les produits supprimant l'envie de fumer ou réduisant l'accoutumance au tabac ; adopté. **Article 13** : son amendement n° 15 allongeant le délai pour l'application des sanctions ; adopté ; accepte l'amendement n° 19 du Gouvernement. **Commission mixte paritaire. Discussion générale** [28 juin 1976] (p. 4800) : déclare que la commission mixte a retenu beaucoup des modifications apportées par le Sénat ; la rédaction nouvelle de l'article 6 *bis* ; déclare que la commission mixte paritaire a préféré la rédaction de l'Assemblée à l'article 7 (p. 4801). **Discussion des articles. Article 13** (p. 4801) : déclare que la commission n'a pas été saisie de l'amendement n° 1.

TISSANDIER (Maurice)

Député de l'Indre
(2e circonscription)
(RI, puis R).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 734).

S'inscrit au groupe des républicains indépendants [2 avril 1973] (p. 745).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [5 avril 1973] (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454).

Démissionne de cette commission [27 juin 1974] (p. 3115).

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [27 juin 1974] (p. 3115), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant un prélèvement conjoncturel [13 décembre 1974] (p. 7872).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1975 [13 décembre 1974] (p. 7872).

Chargé d'une mission temporaire auprès du ministre de la santé [18 décembre 1974] (p. 8040).

Il est mis fin à cette mission temporaire [20 juin 1975] (p. 4568).

Membre de la commission centrale de classement des débits de tabac [23 mai 1975] (p. 3182).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1975 [27 mai 1975] (p. 3263).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1975 [18 décembre 1975] (p. 10009).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant imposition des ressources provenant de plus-values assimilables à un revenu [9 juillet 1976] (p. 5247).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant règlement définitif du budget de 1975 [29 juin 1977] (p. 4473).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'indemnisation des Français rapatriés d'outre-mer dépossédés de leurs biens [21 décembre 1977] (p. 9183).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à diverses dispositions en matière de prix [21 décembre 1977] (p. 9183).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1977 [21 décembre 1977] (p. 9184).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à la **création d'un permis de conduire spécial pour les véhicules automobiles capables de dépasser la vitesse de 170 kilomètres à l'heure** (n° **233**) [25 avril 1973].

— **Proposition de loi** tendant à **définir les conditions générales de l'exercice de la médecine** (n° **343**) [10 mai 1973].

— **Proposition de loi** tendant à la **création d'une caisse nationale du commerce et de l'artisanat destinée à aider les petits commerçants et artisans victimes des mutations économiques** (n° **427**) [30 mai 1973].

— **Proposition de loi** tendant à la **création d'une caisse nationale du commerce et de l'artisanat destinée à aider les petits commerçants et artisans victimes des mutations économiques** (n° **580**) [28 juin 1973]; retrait de cette proposition [9 octobre 1973] (p. 4204).

— **Proposition de loi** tendant au **contrôle obligatoire des véhicules automobiles accidentés ou dont la date de première mise en circulation remonte à plus de dix ans** (n° **581**) [28 juin 1973].

— **Proposition de loi** tendant à **compléter l'article 832 du code civil relatif à l'attribution préférentielle** (n° **786**) [28 novembre 1973].

— **Proposition de loi** tendant à **réprimer l'utilisation abusive des cartes de paiement** (n° **904**) [20 décembre 1973].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1975** (n° 1180). — **Annexe n° 2 : Agriculture : Dépenses ordinaires** (n° **1230**) [11 octobre 1974].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de résolution (n° 1653) tendant à la création d'une **commission de contrôle** sur les méthodes et les moyens de l'**agence nationale pour l'emploi** et de l'institut national de la statistique et des études économiques pour la mesure du chômage (n° **1816**) [26 juin 1975].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1977** (n° 2524). — Budgets civils : Agriculture. — **Annexe n° 2 : Dépenses ordinaires** (n° **2525**) [5 octobre 1976].

— **Proposition de loi** tendant à la modification des articles L 473 à L 477 du **code de la santé publique** relatifs à la profession d'**infirmier** ou d'**infirmière** (n° **2795**) [13 avril 1977].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1978** (n° 3120). — Budgets civils. — **Annexe n° 2 : Agriculture : Dépenses ordinaires** (n° **3131**) [5 octobre 1977].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi (n° 3179) relatif à l'**indemnisation des Français rapatriés d'outre-mer** dépossédés de leurs biens (n° **3255**) [24 novembre 1977].

— **Rapport** fait au nom de la commission mixte paritaire sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'**indemnisation des Français rapatriés d'outre-mer** dépossédés de leurs biens (n° **3388**) [20 décembre 1977].

QUESTIONS

• *question orale sans débat :*

— (n° **4829**) : **Service national des étudiants en médecine** [14 décembre 1973] (p. 7069, 7070) : affectation des étudiants en médecine dans des centres spécialement équipés pour soigner les blessés de la route pendant leur service militaire.

• *questions au Gouvernement :*

— **Situation des IUT** [27 octobre 1976] (p. 7099) : les difficultés rencontrées par certains IUT pour assurer la rémunération des cours donnés par des non-universitaires.

— **Attribution de l'aide spéciale aux zones rurales** [17 novembre 1976] (p. 8162) : retard regrettable de la publication de la circulaire d'application du décret du 24 août 1976.

— **Lutte contre la brucellose** [24 novembre 1976] (p. 8634) : examen des dossiers jusqu'à la fin de l'année civile.

— **Ramassage scolaire** [1er décembre 1976] (p. 8853) : prise en charge par l'Etat des frais de ramassage scolaire pour les classes de niveau en milieu rural.

— **Suppression de certaines recettes buralistes** [16 novembre 1977] (p. 7501) : la suppression inquiétante de recettes buralistes dans l'Indre.

INTERVENTIONS

1973

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° **646**).

Deuxième partie :

Commerce et artisanat [29 octobre 1973] (p. 5011) : dispersion et confusion dans la présentation des crédits intéressant le commerce et l'artisanat ; caractère indispensable du rapport sur l'exécution de la loi d'orientation ; utilité d'un tableau récapitulatif de l'ensemble des dépenses bénéficiant directement au commerce et à l'artisanat ; ses observations sur les aspects fiscal et social des mesures en faveur des commerçants et artisans ; relèvement de la limite d'exonération ; démarrage de l'égalité fiscale ; réforme de la patente ; son inquiétude quant au retard qui peut être pris ; nécessité de moduler l'incidence des salaires versés dans l'établissement des bases de calcul de la nouvelle taxe ; protection sociale ; rattrapage des retraites ; distorsion de 26 % par rapport aux retraites des salariés ; (p. 5012) : assurance maladie des commerçants et artisans ; problème des cotisations des retraités ; ses remarques concernant les moyens d'intervention du ministre ; crédits affectés à la formation des assistants techniques ; insuffisance de la dotation du FDES pour le financement des prêts aux artisans ; souhait de son groupe d'une croissance harmonieuse et rapide du ministère.

Agriculture et développement rural. — FORMA, BAPSA [17 novembre 1973] (p. 5275) : confirmation par le budget des priorités définies au cours de la deuxième conférence annuelle avec les organisations professionnelles ; sa déception quant aux crédits d'adduction d'eau ; situation des agriculteurs dans le Boischaut au sud de l'Indre ; rattrapage dans les départements enregistrant des retards en matière d'adduction d'eau ; insuffisance des crédits budgétaires dans ce secteur ; (p. 5276) : amendement de MM. Mario Bénard et Bertrand Denis tendant à augmenter le tarif des redevances d'eau ; souhaite également une augmentation substantielle des crédits du ministère pour accélérer efficacement les travaux d'adduction d'eau ; stagnation des crédits destinés aux bâtiments d'exploitation ; dossiers en attente ; prêts spéciaux d'élevage, mesures sociales ; compensation financière entre les divers régimes sociaux ; taux de la participation professionnelle au BAPSA ; conditions d'attribution de la pension à soixante ans pour inaptitude ; taux de cotisation allouée à la veuve ou au veuf qui poursuit seul l'exploitation ; progressivité des cotisations sociales.

1974

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° **1180**).

Deuxième partie :

Agriculture. — FORMA, BAPSA, rapporteur spécial [7 novembre 1974] (p. 5996) : ce budget échappe à l'austérité ; l'amorce d'un budget de programme ; l'effort particulier en faveur du régime social agricole ; les moyens des services ; les crédits alloués à l'enseignement technique agricole ; la préparation de la carte scolaire ; (p. 5997) : l'INRA ; les aides à l'agriculture de montagne ; l'encouragement à la sélection animale ; la prophylaxie des maladies animales ; la modernisation des exploitations ; le FASASA ; le fonds d'action rurale ; les bourses d'enseignement ; la caisse nationale de crédit agricole ; le déficit en protéines végétales ; la commission des finances a approuvé le projet de budget (p. 5998).

— **Projet de loi relatif à l'interruption volontaire de grossesse** (n° **1297**). **Première lecture. Discussion des articles** [28 novembre 1974]. **Article 3** (p. 7211) : son amendement n° 15 corrigé fixant au quarante-cinquième jour après les dernières règles le délai limite d'avortement ; retiré. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [19 décembre 1974]. **Article 6** (p. 8132) : tient à éviter la commercialisation des avortements.

1975

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**).

Deuxième partie :

Santé publique et action sociale [28 octobre 1975] (p. 7444) : souligne les points sur lesquels l'effort sera porté en 1976 ; le soutien de l'institut Pasteur ; l'accroissement des moyens en personnel ; le fonctionnement des directions de l'action sanitaire et sociale ; (p. 7445) : la situation des personnes âgées ; l'expérience des SAMU et l'institution d'un service national de secours ; engager la lutte contre l'alcoolisme.

Agriculture. — FORMA, BAPSA, rapporteur spécial (p. 7868) : rappelle que le montant du budget de l'agriculture et du monde rural a doublé en six ans ; la commission des finances demande que soient prises dès maintenant deux mesures en faveur des agriculteurs les plus durement touchés : le report du paiement des impôts et des annuités d'emprunt et l'octroi de prêts avec remboursement différé d'annuités ; la commission souhaite également la réforme du régime des calamités agricoles ; le renforcement des effectifs des directions dé-

partementales de l'agriculture ne fait pas disparaître une pénurie des techniciens du génie rural et des eaux et forêts ; (p. 7869) : l'augmentation des crédits destinés à l'enseignement agricole paraît insuffisante pour permettre aux établissements de mettre un terme à leurs difficultés financières ; insuffisante augmentation du taux des bourses ; faute de candidats, 27 % des places de vétérinaires fonctionnaires sont vacantes ; le budget de 1976 permettra la reprise du recrutement des chercheurs de l'INRA ; l'activité de cet organisme.

1976

— **Projet de loi relatif à la lutte contre le tabagisme** (n° **2149**). **Discussion générale** [11 juin 1976] (p. 4080) : la toxicité du tabac qui ne pourrait être aujourd'hui mis sur le marché s'il était un produit nouveau ; les méfaits du tabac sur les non-fumeurs ; son amendement visant à supprimer aux militaires les distributions dont l'influence néfaste est établie ; regrette que les jeunes aient le droit de fumer dans les établissements scolaires ; souhaite qu'il soit recommandé aux femmes enceintes de ne pas fumer ; le coût des maladies dues au tabac pour la sécurité sociale qui compense presque les recettes du Trésor ; informer le fumeur par une affichette rouge sur le paquet de cigarettes ; (p. 4081) : regrette que la publicité soit maintenue dans la presse ; soutient le projet. **Discussion des articles. Article 2** (p. 4084) : son amendement n° 25 tendant à interdire toute publicité en faveur du tabac ; repoussé. **Article 4** (p. 4085) : son amendement n° 26 tendant à interdire certaines formes de publicité ; repoussé. **Article 6** (p. 4086) : défend l'amendement n° 24 de M. Chinaud : renforcement de la limitation de la publicité pour le tabac ; repoussé.

— **Projet de loi portant imposition des ressources provenant de plus-values assimilables à un revenu** (n° **2206**). **Discussion des articles** [17 juin 1976]. **Article 10** (p. 4305) : son amendement n° 279 rectifié soutenu par M. Coulais ; devenu sans objet par adoption de l'amendement n° 309 de M. Marie.

— **Projet de loi portant approbation du VII^e^ Plan de développement économique et social** (n° **2346**). **Discussion générale** [24 juin 1976] (p. 4610) : les orientations du Plan dans le domaine agricole ; la réaffirmation de l'importance de la production agricole et alimentaire ; les progrès de l'agriculture depuis 1945 ; sa modernisation ; la nécessité de l'aide publique ; le besoin en crédits à long terme ; un régime spécial d'encadrement du crédit ; la recherche agronomique ; aucune action spécifique pour améliorer les conditions de vie des éleveurs ; les équipements ruraux ; les critères d'aide à l'agriculture.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**).

Deuxième partie :

Santé publique et action sociale [29 octobre 1976] (p. 7280) : le ralentissement de la croissance des dépenses de santé ; l'effort entrepris en faveur des groupes sociaux défavorisés ; personnes âgées et handicapées ; les problèmes propres aux personnels paramédicaux ; le développement des écoles ; le remboursement des frais de scolarité des infirmières ; (p. 7281) : l'équivalence des diplômes pour la profession d'infirmière.

Agriculture. — **FORMA, BAPSA,** rapporteur spécial pour les dépenses ordinaires [4 novembre 1976] (p. 7500) : une nouvelle chute des revenus agricoles ; le Gouvernement conscient de la gravité de la crise ; la prime à l'unité de gros bétail ; (p. 7501) : le caractère non infamant des aides ; le nombre d'unités de gros bétail ; la lutte contre l'inflation ; le VII^e^ Plan ; les dépenses publiques ; le BAPSA ; le FORMA ; l'ONIBEV ; la nouvelle présentation des crédits ; les établissements d'enseignement agricoles privés ; leur situation difficile ; les dotations prévues pour 1977 ; l'enseignement public ; la carte scolaire ; l'enseignement supérieur ; le recrutement des vétérinaires ; l'école de Nantes ; demande la réforme de l'enseignement vétérinaire ; revaloriser la qualité des produits ; 114 postes nouveaux ; l'identification pérenne des bovins ; le FAR ; (p. 7502) : l'élevage ; la brucellose ; le fonds national de solidarité agricole ; l'ANDA ; ses difficultés de trésorerie. **Examen des crédits** [5 novembre 1976]. **Etat B - Titre III** (p. 7617) : est opposé à l'amendement n° 238 de M. Joxe. **Titre IV :** indique que la commission n'a pas été saisie de l'amendement n° 233 de M. Denis. **Article 67** (p. 7623) : indique que la commission n'a pas été saisie de l'amendement n° 68 de M. Pranchère.

Intérieur [18 novembre 1976] (p. 8286) : assurer la sécurité des Français dans la vie quotidienne ; la police nationale ; la gendarmerie ; les sapeurs-pompiers ; (p. 8287) : élaborer une nouvelle politique de la police nationale ; définir un nouvel organigramme d'ensemble ; mieux garantir l'indépendance des différentes autorités ; définir la mission de chacun ; viser l'unité des personnels ; améliorer la qualité du recrutement ; la formation professionnelle ; la formation continue ; la mutation des personnels dans les différents corps ; la sérénité dans les conditions de travail et de vie des personnels ; la

parité de la police et de la gendarmerie ; les primes ; le logement ; le rapport Becquet ; les effectifs ; (p. 8288) : les sapeurs-pompiers volontaires ; les professionnels ; la réorganisation des corps de sapeurs-pompiers ; la réorganisation des services de secours et de lutte contre l'incendie ; réorganisation au niveau des responsabilités.

— **Projet de loi modifiant certaines dispositions du code de la santé publique relatives à l'exercice des professions médicales** (n° **2602**). **Discussion générale** [2 décembre 1976] (p. 8932) : une pierre à la construction de l'Europe ; l'association de la profession à la préparation des textes ; (p. 8933) : la construction européenne, réalité vivante ; les principes ; les textes ; les difficultés en matière de coordination ; le problème de l'exercice de la médecine hospitalière ; les risques de déséquilibre en matière de démographie médicale ; la connaissance de la langue ; un flux migratoire ; la coordination minimum des formations ; la durée des études, seul critère commun. **Discussion des articles** [2 décembre 1976]. **Article 2** (p. 8935) : son amendement n° 13 tendant à s'assurer des connaissances de la langue française du médecin étranger ; la nécessité pour un médecin de connaître parfaitement la langue française ; repoussé.

1977

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° **3120**).

Première partie :

Discussion des articles [18 octobre 1977]. **Après l'Article 30** (*suite*) (p. 6259) : soutient l'amendement n° 123 précédemment réservé à M. Bertrand Denis : conditions du bénéfice pour les bouilleurs de cru d'une allocation d'alcool en franchise de droits ; les textes réglementaires limitant la faculté des récoltants de distiller en franchise l'alcool ; l'absence d'effets sur la consommation d'alcool de la suppression du privilège des bouilleurs de cru ; (p. 6260) : l'augmentation des importations de whisky ; la légitimité du droit de distillation en franchise ; amendement n° 123 réservé.

Deuxième partie :

Agriculture. — **FORMA, BAPSA,** rapporteur spécial pour les dépenses ordinaires [26 octobre 1977] (p. 6616) : l'évolution des dépenses ordinaires du budget de l'agriculture ; le déséquilibre du rapport entre actifs et inactifs agricoles ; le montant des dépenses du BAPSA ; les dépenses du FASASA ; la stabilité du taux des indemnités viagères de départ ; le relèvement des avantages vieillesse ; les conditions d'attribution des primes d'installation des jeunes agriculteurs ; le CNASEA ; le fonctionnement des établissements d'enseignement agricole publics ; l'enseignement agricole ; la disproportion entre le nombre des titulaires et celui des employés contractuels ; la situation des ingénieurs généraux d'agronomie ; les effectifs de l'enseignement agricole privé ; la dégradation financière de ces établissements ; (p. 6617) : la nécessaire revalorisation des subventions des établissements agricoles privés ; la situation difficile de l'agriculture française ; le revenu agricole ; la production la prophylaxie des animaux ; les exploitations familiales ; l'importance des crédits destinés à la prophylaxie des animaux ; les exploitants de montagne et des zones diversifiées ; l'achèvement de la délimitation des zones de piémont ; l'adoption par la commission des crédits inscrits pour les dépenses ordinaires du ministère de l'agriculture. **Examen des crédits. Etat B - Titre IV** (p. 6687) : le non-examen par la commission de l'amendement n° 181 du Gouvernement. **Après l'Article 41** (p. 6688) : l'absence d'examen par la commission des finances de l'amendement n° 162 de M. Rigout.

— **Projet de loi relatif à l'indemnisation des Français rapatriés d'outre-mer dépossédés de leurs biens** (n° **3179**), rapporteur. **Première lecture. Discussion générale** [29 novembre 1977] (p. 7992) : les conditions de rapatriement des Français d'Algérie ; la motivation de leur installation en France ; leurs conditions d'hébergement ; leurs problèmes de réinsertion et d'adaptation ; les dispositions législatives relatives à leur indemnisation ; le dispositif du projet de loi ; les certificats d'indemnisation ; (p. 7993) : les problèmes posés par le projet de loi, son champ d'application ; la détermination des bases de l'indemnisation ; les barèmes d'indemnisation ; les modalités du règlement de l'indemnisation ; le régime des titres et certificats ; leur cessibilité ; les modifications proposées par la commission du projet initial ; (p. 7994) : l'irrecevabilité financière de plusieurs modifications proposées ; les observations de la commission ; trouver une solution équitable à la situation des personnes ne bénéficiant pas de l'indemnisation ; la compétence de l'autorité judiciaire sur les litiges relatifs à la valeur des biens spoliés ; la modification du plafond d'indemnisation en faveur des enfants devenus orphelins ; le relèvement du minimum d'indemnisation ; l'intervention des commissions d'aménagement dans la liquidation définitive du complément d'indemnisation ; le renforcement des moyens de l'ANIFOM ; l'effort en faveur des rapatriés. **Discussion des articles** [30 novembre 1977].

Avant l'Article 1er (p. 8061) : l'utilisation par le Gouvernement de la procédure du vote bloqué ; (p. 8062) : la satisfaction des amendements n° 26 de M. Rolland et n° 95 de M. Mathieu par les amendements nos 49 et 50 déposés par la commission. **Article 1er** (p. 8063) : son amendement n° 27 : nature de l'indemnisation et extinction des droits des personnes dépossédées de leurs biens outre-mer, à concurrence de l'indemnisation ; réservé ; (p. 8084) : son amendement n° 28 : maintien de créance dans le cas où l'estimation par voie judiciaire ferait apparaître une valeur supérieure à la valeur d'indemnisation ; réservé ; (p. 8064) : son amendement n° 28 : tion ; réservé. **Après l'Article 1er** : son amendement n° 30 : compétence des tribunaux de l'ordre judiciaire sur les litiges concernant la consistance des patrimoines indemnisables ; réservé. **Article 2** (p. 8065) : son amendement n° 31 : modification rédactionnelle ; réservé ; son amendement n° 32 : la révision par décret pris en Conseil d'Etat après avis des associations les plus représentatives des barèmes déterminant la valeur d'indemnisation des biens ; réservé ; son amendement n° 33 : modification rédactionnelle ; réservé ; l'avis favorable de la commission sur l'amendement n° 94 de M. Dumas-Lairolle ; (p. 8066) : l'avis favorable de la commission sur l'amendement n° 101 du Gouvernement ; son amendement n° 34 : modification de pure forme ; réservé. **Article 3** (p. 8067) : son amendement n° 35 : modification rédactionnelle ; réservé ; (p. 8068) : son amendement n° 36 : modification rédactionnelle ; réservé. **Article 4** : son amendement n° 37 : détermination par décret des modalités de versement des créanciers de la retenue effectuée sur le montant du complément ; réservé. **Après l'Article 4** : son amendement n° 38 : suppression des poursuites relatives aux dettes contractées par les rapatriés pour les biens dont ils ont été dépossédés ; réservé. **Article 5** (p. 8069) : son amendement n° 39 : modification de l'appellation du titre prioritaire ; le principe de la remise des titres ; la protection des indemnisés contre l'inflation ; l'indemnisation des personnes âgées ; les modifications proposées par la commission des finances ; amendement n° 39 réservé ; (p. 8070) : son amendement n° 40 : modification rédactionnelle ; l'amendement n° 103 du Gouvernement relatif à l'accélération du remboursement des titres prioritaires en faveur des personnes âgées de plus de quatre-vingts ans ; les propositions de la commission ; l'avis favorable de la commission sur l'amendement n° 103 du Gouvernement ; le nombre des personnes de plus de quatre-vingts ans susceptibles de bénéficier de la loi ; amendement n° 40 réservé ; son amendement n° 41 : modification rédactionnelle ; réservé. **Article 6** : son amendement n° 42 : substitution à l'expression « certificat d'indemnisation » de l'expression « titre d'indemnisation » ; (p. 8071) : son amendement n° 43 : fractionnement des certificats ; l'avis favorable de la commission sur l'amendement n° 104 du Gouvernement ; amendements n° 42 et n° 43 réservés. **Après l'Article 6** : la possibilité d'une solution par voie réglementaire du problème des chauffeurs de taxi rapatriés. **Article 7** (p. 8072) : son amendement n° 44 : modification de pure forme ; l'accord de la commission sur l'amendement n° 105 du Gouvernement ; amendement n° 44 réservé ; son amendement n° 45 : modification rédactionnelle ; réservé ; l'avis favorable de la commission sur l'amendement n° 106 du Gouvernement ; le champ d'application et le coût des dispositions prévues par l'amendement n° 106. **Après l'Article 7** (p. 8073) : l'avis favorable de la commission sur l'amendement n° 107 du Gouvernement ; l'incidence budgétaire et le domaine d'application des dispositions de l'amendement n° 107 ; (p. 8074) : l'idée sur laquelle repose le système de garantie de l'indemnisation retenu par le Gouvernement ; l'assimilation des taux ; la confusion entre la revalorisation du capital et le revenu constitué par l'intérêt ; la détermination du coefficient applicable au capital ; les conséquences globales du système proposé ; l'application exclusive de la revalorisation sur le capital remboursé ; le problème des certificats d'indemnisation ; (p. 8075) : son avis défavorable sur l'amendement n° 108 du Gouvernement. **Article 8** (p. 8076) : son amendement n° 54 : modification rédactionnelle ; réservé. **Article 9** (p. 8077) : son amendement n° 46 : suppression des dispositions de l'article relatives au caractère nominatif et incessible des titres prioritaires et des certificats d'indemnisation ; l'impossibilité pour la commission de prévoir un système de cessibilité restreint ; la situation dans laquelle seront replacés les héritiers d'indemnisés ; réservé ; (p. 8078) : l'avis favorable de la commission sur les amendements n° 92 de M. Bonhomme et n° 98 de M. Mario Bénard ; l'avis défavorable de la commission sur l'amendement n° 109 du Gouvernement ; son amendement n° 47 : suppression des dispositions relatives aux modalités de délivrance aux héritiers de nouveaux titres prioritaires ou certificats d'indemnisation ; réservé ; (p. 8079) : l'avis favorable de la commission sur les amendements n° 90 de M. Baudis et n° 100 de M. Mario Bénard ; les conditions de remboursement des nouveaux titres délivrés aux conjoints survivants ; l'avis défavorable de la commission sur l'amendement n° 110 du

Gouvernement. **Article 10** (p. 8080) : son amendement n° 48 : nouvelle rédaction de l'article 10 tendant à permettre l'acceptation des titres d'indemnisation en garantie des dettes de toute nature de leurs détenteurs ; l'avis défavorable de la commission sur l'amendement n° 111 du Gouvernement ; amendement n° 48 réservé ; l'avis défavorable de la commission sur l'amendement n° 69 de M. Arraut ; (p. 8081) : la préférence de la commission pour l'amendement n° 48 ; l'avis défavorable de la commission sur l'amendement n° 2 de M. Dumas-Lairolle ; (p. 8082) : l'avis favorable de la commission sur l'amendement n° 73 de M. Schloesing. **Après l'Article 11** : le non-examen par la commission de l'amendement n° 96 de M. Mesmin ; (p. 8083) : les modifications proposées par le Gouvernement à l'évaluation des biens immobiliers non agricoles ; l'avis défavorable de la commission sur l'amendement n° 112 du Gouvernement ; l'évaluation forfaitaire par une instance arbitrale de la valeur des entreprises ; l'avis favorable de la commission sur l'amendement n° 113 du Gouvernement ; l'appel des décisions arbitrales devant le Conseil d'Etat ; les problèmes d'évaluation des professions libérales ; (p. 8084) : son amendement n° 49 : suppression de l'énumération des cas dans lesquels les juges peuvent autoriser les poursuites à l'encontre des rapatriés installés pour les dettes non couvertes par le moratoire légal ; réservé ; son amendement n° 50 : faculté offerte aux juges d'allonger les délais de paiement accordés aux rapatriés réinstallés pour des emprunts non couverts par le moratoire légal ; réservé ; (p. 8085) : l'avis favorable de la commission sur l'amendement n° 114 corrigé du Gouvernement. **Article 12** : son amendement n° 51 : abrogation de certaines dispositions de la loi du 15 juillet 1970 et compétence des tribunaux de grande instance en matière de contentieux relatif aux décisions administratives sur l'indemnisation ; réservé. **Article 13** (p. 8086) : son amendement n° 52 de suppression ; le problème posé par la validation du décret du 7 septembre 1977 ; son rejet par la commission des finances pour des raisons de fond plus que pour des raisons de forme ; amendement n° 52 réservé. **Après l'Article 13** : l'avis favorable de la commission sur l'amendement n° 115 du Gouvernement. **Article 14** : son amendement n° 53 de suppression ; la nature tactique de l'amendement n° 53 ; réservé ; (p. 8087) : l'avis défavorable de la commission sur l'amendement n° 70 de M. Cermolacce. **Commission mixte paritaire** [20 décembre 1977] (p. 9092) : l'utilisation de la procédure du vote unique ; le dispositif du texte de la CMP ; l'amélioration du régime d'indemnisation des rapatriés d'outre-mer ; (p. 9096) : l'éventuelle dérogation aux règles du droit successoral des dispositions de l'amendement n° 1 du Gouvernement ; la levée de la forclusion relative aux rapatriés de Tunisie.

TOMASINI (René)

Député de l'Eure
(4e circonscription)
(UDR).

Secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (Relations avec le Parlement) du 8 juin 1974 au 25 août 1976.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 734).

S'inscrit au groupe d'union des démocrates pour la République [2 avril 1973] (p. 744).

Est nommé secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (relations avec le Parlement) (Gouvernement Chirac). Décret du 8 juin 1974. [*J.O.* du 9 juin 1974] (p. 6179).

Le président de l'Assemblée nationale prend acte de la cessation, le 8 juillet 1974, de son mandat de député [9 juillet 1974] (p. 3405, 3430).

Il est mis fin à ses fonctions de secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (relations avec le Parlement) (Gouvernement Chirac). Décret du 25 août 1976 [*J.O.* du 26 août 1976] (p. 5116).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [5 avril 1973] (p. 755).

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 28 février 1974] (p. 2340), [2 avril 1974] (p. 1451).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 28 février 1974] (p. 2340), [2 avril 1974] (p. 1451).

DÉPOTS

En qualité de député :

— **Proposition de loi** tendant à **créer le « Mérite du sang »** (n° **159**) [12 avril 1973].

— **Proposition de loi** tendant à **autoriser la séparation de corps contractuelle quand**

l'un des époux est atteint de maladie mentale (n° **160**) [12 avril 1973].

— **Proposition de loi** tendant à **étendre aux écoles d'infirmiers et à leurs élèves les dispositions prévues par les lois n° 66-892 du 3 décembre 1966 sur la formation professionnelle et n° 68-1249 du 31 décembre 1968 sur la rémunération des stagiaires** (n° **161**) [12 avril 1973].

— **Proposition de loi** tendant à **modifier l'article 106 du code minier relatif à la mise en exploitation des carrières** (n° **162**) [12 avril 1973].

— **Proposition de loi** tendant à **compléter l'article 29 n du livre premier du code du travail sur la rémunération des représentants de commerce en cas de cessation de service** (n° **209**) [25 avril 1973].

— **Proposition de loi** tendant à **compléter l'article 4 de la loi n° 58-208 du 27 février 1958 instituant une obligation d'assurance en matière de circulation des véhicules terrestres à moteur** (n° **210**) [25 avril 1973].

— **Proposition de loi** tendant à **sanctionner le dumping commercial sur le plan interne, en conformité des dispositions du traité de Rome** (n° **212**) [25 avril 1973].

— **Proposition de loi** tendant à **modifier l'article 8 de la loi de finances rectificative pour 1965 n° 65-154 du 30 décembre 1965 afin de faciliter la réintégration dans leur corps français d'origine des anciens fonctionnaires de l'Etat et de ses établissements publics, originaires d'Algérie, ayant bénéficié de la reconnaissance de la nationalité française** (n° **213**) [25 avril 1973].

— **Proposition de loi tendant à rendre obligatoire l'inscription du groupe sanguin sur les permis de conduire des véhicules à moteur** (n° **214**) [25 avril 1973].

— **Proposition de loi complétant et modifiant le code rural en ce qui concerne l'industrie de l'équarrissage** (n° **282**) [10 mai 1973].

— **Proposition de loi** tendant à **modifier l'article 36 de la loi n° 57-1223 du 23 novembre 1957 sur le reclassement des travailleurs handicapés** (n° **304**) [10 mai 1973].

QUESTIONS

Réponses en qualité de secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (Relations avec le Parlement) :

• *aux questions au Gouvernement de :*

— **M. Ducoloné : Revendications des travailleurs des entreprises nationales** [16 avril 1975] (p. 1736).

— **M. Odru : Situation de l'entreprise Grandin** [16 avril 1975] (p. 1736).

— **M. Chevènement : Industrie de l'informatique** [16 avril 1975] (p. 1739).

• *Sur le retrait d'une question au Gouvernement* [16 avril 1975] (p. 1737) : raisons de l'absence de M. le Premier ministre.

• *à la question au Gouvernement de :*

— **M. Mermaz : Expulsion de travailleurs à l'usine Pascal-Valluit de Vienne** [15 octobre 1975] (p. 1917) : délai laissé au personnel pour appliquer l'ordonnance de référé prévoyant l'évacuation des lieux.

INTERVENTIONS

En qualité de secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (Relations avec le Parlement) :

1975

— **Associe le Gouvernement** à l'hommage rendu par M. Edgar Faure, président de l'Assemblée nationale, à la mémoire de MM. Claude Peyret et Robert Gourault [2 octobre 1975] (p. 6411).

1976

— **Associe le Gouvernement** à l'éloge funèbre de M. Antoine Caill, prononcé par M. Edgar Faure, président de l'Assemblée nationale [6 mai 1976] (p. 2694, 2695).

TORRE (Henri)

Député de l'Ardèche
(2e circonscription)
(UDR).

Secrétaire d'Etat auprès du ministre du développement industriel et scientifique du 12 avril 1973 au 22 octobre 1973.

Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie et des finances du 23 octobre 1973 au 27 février 1974.

Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie et des finances chargé du budget du 1er mars 1974 au 27 mai 1974.

Puis député de l'Ardèche (NI, puis RI).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 733).

S'inscrit au groupe d'union des démocrates pour la République [2 avril 1973] (p. 744).

Est nommé secrétaire d'Etat auprès du ministre du développement industriel et scientifique (deuxième Gouvernement Messmer). Décret du 12 avril 1973 [*J.O.* du 13 avril 1973] (p. 4331).

Le président de l'Assemblée nationale prend acte de la cessation, le 12 mai 1973, de son mandat de député [15 mai 1973] (p. 1276).

Est nommé secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie et des finances (deuxième Gouvernement Messmer). Décret du 23 octobre 1973 [*J.O.* du 24 octobre 1973] (p. 11435).

Il est mis fin, sur présentation de la démission du Gouvernement, à ses fonctions de secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie et des finances (deuxième Gouvernement Messmer). Décret du 27 février 1974 [*J.O.* du 28 février 1974] (p. 2316).

Est nommé secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé du budget (troisième Gouvernement Messmer). Décret du 1er mars 1974 [*J.O.* du 2 mars 1974] (p. 2419).

Il est mis fin, sur présentation de la démission du Gouvernement, à ses fonctions de secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé du budget (troisième Gouvernement Messmer). Décret du 27 mai 1974 [*J.O.* du 28 mai 1974] (p. 5796).

L'Assemblée prend acte de son élection [8 octobre 1974] (p. 4857, 4871).

N'appartient à aucun groupe [8 octobre 1974] (p. 4871).

S'inscrit au groupe des républicains indépendants [*J.O.* du 25 mars 1975] (p. 3224), [2 avril 1975] (p. 1200).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [5 avril 1973] (p. 756).

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [10 octobre 1974] (p. 4968).

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1975 [27 mai 1975] (p. 3263).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi (n° 2388) relatif au contrôle de la concentration économique et à la répression des ententes illicites et des abus de position dominante [6 juillet 1976] (p. 5094).

Membre du comité d'études chargé de proposer au Parlement les moyens d'améliorer les interventions foncières des collectivités locales [14 octobre 1976] (p. 6675), [15 octobre 1976] (p. 6702).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1977 [14 décembre 1976] (p. 9396).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant les règles de territorialité et les conditions d'imposition des Français de l'étranger ainsi que des autres personnes non domiciliées en France [20 décembre 1976] (p. 9810).

Membre de la commission nationale des opérations immobilières et de l'architecture [29 avril 1977] (p. 2350).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au contrôle de la concentration économique et à la répression des ententes illicites et des abus de position dominante [30 juin 1977] (p. 4560).

DÉPOTS

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1973** (n° **781**) [27 novembre 1973].

— **Projet de loi** portant **règlement définitif du budget de 1972** (n° **851**) [18 décembre 1973].

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1974** portant ratification d'un décret d'avance (n° **948**) [26 avril 1974].

— **Proposition de loi** tendant à fixer le **régime juridique des inventions des salariés** (n° **1774**) [19 juin 1975].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1976** (n° 1880). — **Annexe n° 52 : Contrôle général des entreprises publiques** (n° **1916**) [10 octobre 1975].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1977** (n° 2524). **Annexe n° 18 : Logement** (n° 2525) [5 octobre 1976].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1978** (n° 3120). — Budgets civils. — **Annexe n° 18 : Equipement et aménagement du territoire - Logement** (n° 3131) [5 octobre 1977].

QUESTIONS

Réponses en qualité de secrétaire d'Etat auprès du ministre du développement industriel et scientifique :

• *à la question d'actualité de :*

— **M. Darras : Fermeture d'une entreprise à Liévin (Société industrielle et métallurgique de l'Artois)** [8 juin 1973] (p. 2001, 2002).

• *aux questions orales sans débat de :*

— **M. Boulloche** (n° **1619**) : **Difficultés de la société Lip** [15 juin 1973] (p. 2228, 2229, 2230).

— **M. Desmulliez** (n° **407**) : **Société Stein-Industrie-Iter** [29 juin 1973] (p. 2719).

— **MM. Poperen** (n° **2412**), **Mermaz** (n° **2413**) : **Situation de l'entreprise Berliet** [29 juin 1973] (p. 2720).

Réponses en qualité de secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie et des finances :

• *aux questions d'actualité de :*

— **M. de Poulpiquet : Remboursement des prêts à la construction** [26 octobre 1973] (p. 4878, 4879).

— **M. Bégault : Taxation des produits alimentaires** [28 novembre 1973] (p. 6425).

— **M. Lelong : Taxation du pain dans le Finistère** [28 novembre 1973] (p. 6426).

INTERVENTIONS

En qualité de secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie et des finances :

1973

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° **646**).

Première partie :

Discussion des articles [25 octobre 1973] : **Article 2** (p. 4767) : ses observations sur le sous-amendement de M. Rabreau après l'article 2 n : présentation par le Gouvernement au plus tard le 1er janvier 1970 d'une réforme de la fiscalité basée sur la notion de revenu minimum familial ; intérêt du Gouvernement pour les expériences étrangères ; expérience de l'impôt négatif se déroulant aux Etats-Unis ; nécessité d'études préalables avant de s'engager dans une réforme fiscale de cette ampleur ; précise que des études sont en cours ; donne des assurances à M. Rabreau ; souhaite le retrait du sous-amendement. **Article 5** (p. 4785, 4786) : intervient dans la discussion des amendements de MM. Schloesing et Duffaut : majoration des taux de la taxe sur la publicité ; affectation de cette majoration aux communes ; s'en remet à la sagesse de l'Assemblée. **Article 6 :** ses observations sur l'amendement de M. Chauvet : report au 1er avril 1974 de l'augmentation des droits sur l'alcool ; privation de recettes pour le Trésor public ayant pour conséquence de réduire les subventions allouées à la caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés ; propose le report de l'entrée en vigueur du nouveau tarif au 1er février et une majoration des tarifs de l'ordre de 1 %. **Après l'Article 6** (p. 4788) : ses observations sur l'amendement de M. Brochard ; estime normal que l'industrie hôtelière, industrie exportatrice, supporte un taux modéré des taxations ; problèmes d'application que soulèverait l'abaissement à 7,50 % du taux de TVA frappant l'exploitation des terrains de camping et des gîtes ruraux ; demande le rejet de l'amendement ; (p. 4791) : son amendement tendant à un nouvel allégement du droit d'enregistrement exigible sur les cessions de fonds de commerce et les conventions qui leur sont fiscalement assimilées ; (p. 4793) : ses arguments contre l'adoption de l'amendement de M. Vizet : création d'une taxe de solidarité sur les céréales et les oléagineux ; risque de pénalisation des producteurs les plus compétitifs ; contre-incitation à tout effort d'amélioration de la productivité en accord avec le ministre de l'agriculture ; demande avec force le rejet de cet amendement ; ses observations sur l'amendement de M. Vizet tendant à assurer le financement de l'INAO par une taxe parafiscale ou par une subvention de l'Etat ; sa préférence pour le maintien des dispositions en vigueur : prélèvement d'une partie des droits de circulation sur les alcools ; ses observations sur l'amendement de MM. Mario Bénard et Sallé : création d'une taxe annuelle forfaitaire de 1.000 F sur les sociétés qui ne déclarent pas de bénéfices ; partage leurs préoccupations ; fait des réserves sur la méthode proposée ; caractère technique sommaire de cette mesure ; (p. 4794) : notion de contribution minimale et prochaine réforme de la patente ; prise en compte dans la prochaine réforme de l'idée de taxation des entreprises qui ne font pas de bénéfices ; (p. 4795) :

demande le retrait de l'amendement ; [26 octobre 1973] : **Article 14** (p. 4862) : ses arguments contre l'amendement de M. Juquin tendant à fixer à 1,5 % le taux de la participation des employeurs à la formation continue ; alourdissement des charges préjudiciables aux entreprises ; compétitivité de notre industrie et lutte contre l'inflation ; (p. 4863) : ses arguments contre l'amendement de M. Icart : prélèvement de 2 % en faveur d'organismes menant des actions de formation professionnelle à l'intention des commerçants et artisans ; fonds d'assurance formation des métiers et du commerce ; (p. 4864) : répond aux arguments de M. Icart ; remise en question des principes de la loi du 16 juillet 1971 sur la formation professionnelle ; demande le retrait de l'amendement ; accepte l'amendement de M. Juquin tendant à exclure des dépenses que les entreprises sont autorisées à déduire de leur obligation de participation au financement de la formation professionnelle conformément à l'article 14 de la loi du 16 juillet 1971 les concours que celles-ci auraient éventuellement reçus de l'Etat ; son désaccord avec l'article 14 après adoption de l'amendement de M. Juquin tendant à fixer à 1,5 % le taux de participation des employeurs à la formation continue. **Après l'Article 14** (p. 4876) : ses arguments contre l'amendement de M. Boulloche visant à rétablir le prélèvement exceptionnel sur les établissements de crédit. **Avant l'Article 12** (p. 4885) : précise à M. Chalandon qu'à l'occasion du prochain projet de loi de finances l'affectation d'une ressource fiscale au régime de sécurité sociale sera incluse dans la loi. **Article 12** (p. 4896) : son amendement ayant pour objet d'assurer le versement en 1974 au régime général de la sécurité sociale sous forme d'avances de la contre-valeur du produit des droits de fabrication sur l'alcool. **Article 15** (p. 4896) : son amendement ayant pour objet de tenir compte des incidences de l'amendement de justice fiscale et de tirer les conséquences des amendements adoptés au cours du débat.

Deuxième partie :

Budget annexe de l'imprimerie nationale [26 octobre 1973] (p. 4923) : expose les raisons de la croissance du budget, nouvelle usine de Douai, absence d'incidence sur les personnels de l'allégement des effectifs de Paris, ses assurances au rapporteur quant au maintien d'un échelon parisien, répond aux observations de M. Dalbera sur le sous-emploi des machines à Paris, sur le recrutement de correcteurs, lui confirme l'inexistence de projet tendant à modifier le statut de l'Imprimerie nationale.

Budget annexe des monnaies et médailles [26 octobre 1973] (p. 4924) : forte progression du budget, nouvelle pièce de 10 F, pièces de prestige, mise en fonctionnement de l'usine de Pessac, et ses incidences sur le budget de fonctionnement ; (p. 4925) : réaménagements dans les locaux du quai Conti, répond au rapporteur sur le contrat passé avec une firme du secteur privé pour la diffusion des séries numismatiques de qualité, répond à la question concernant la structure financière de la société qui commercialise ces monnaies, ses assurances quant à la mutation des personnels à Pessac.

Taxes parafiscales [20 novembre 1973] (p. 6093) : demande à l'Assemblée d'autoriser le Gouvernement à continuer de percevoir les différentes taxes parafiscales. **Examen des crédits. Article 33, Etat E** (p. 6111) : accepte l'amendement de M. Vizet (suppression de la taxe sur les blés d'échange), amendement de MM. Ducray et Lagorge : ne peut accepter le relèvement de la taxe destinée aux comités professionnels viticoles ; (p. 6113) : indique à MM. Ducray et Cointat son intention de réexaminer le problème de la perception des taxes avec les professionnels dès que la période de tension sur les prix sera passée ; (p. 6614) : s'oppose à l'amendement de M. Vizet tendant à la suppression de la taxe destinée au financement du comité national de la pomme de terre. **Article 33** (p. 6115) : s'oppose à l'amendement de M. Foyer : création d'une taxe parafiscale au profit du groupement pour la restructuration de la boulangerie, domaine réglementaire, irrecevabilité de l'amendement, en demande le retrait. **Après l'Article 46** : ses arguments en faveur du retrait de l'amendement de M. Vizet : financement des centres techniques industriels ; (p. 6116) : s'oppose au sous-amendement de M. Sprauer.

Comptes spéciaux du Trésor [20 novembre 1973] (p. 6123) : charges nettes du projet de budget des comptes spéciaux du Trésor, opérations à caractère temporaire et définitif, crédits du FSIR et du fonds forestier, prêts du FDES, dépenses d'investissements des entreprises nationales et diversification du financement de ces programmes, fonds national d'aménagement foncier et d'urbanisme, financement complémentaire de Concorde, prêts extérieurs et information du Parlement, diversification du financement du crédit à long terme à l'exportation, réduction de la charge supportée par les finances publiques et développement de l'épargne nationale, réforme du compte de recherche en matière pétrolière. **Après l'Article 45** (p. 6125) : s'oppose aux amendements de MM. Mario Bénard et Bertrand Denis tendant à majorer la redevance perçue par le fonds national pour le développement des adductions d'eau dans les communes rurales, nécessité de la défense des

prix ; (p. 6126) : s'en remet à la sagesse de l'Assemblée ; son amendement : taxe spéciale sur les spectacles de cinéma ; retrait ; (p. 6127) : oppose l'irrecevabilité à l'amendement de M. Savary tendant à la représentation du Parlement au conseil de direction du FDES ; domaine réglementaire ; réfute l'argumentation de M. Porelli (prêts de l'Etat à la Solmer à Fos) ; répond à M. Savary ; devoir du Gouvernement d'informer la commission des finances ; (p. 6128) : oppose l'irrecevabilité à l'amendement de M. Zucarelli et Alfonsi tendant au transfert au conseil régional de la Corse des attributions du comité de gestion du fonds d'expansion économique de la Corse, domaine réglementaire, loi portant création des régions et définition par le Parlement de leurs ressources. **Article 26** (p. 6129) : s'oppose à l'amendement de réduction de crédits de M. Boulay ; partage ses préoccupations ; rappelle l'augmentation des crédits affectés aux voiries.

Economie et finances. — I. Charges communes [20 novembre 1973] (p. 6140) : dépenses ordinaires, crédits affectés à la dette publique, garantie au commerce extérieur, dépenses en atténuation des recettes ; sa réponse à M. Chauvet sur les remboursements des crédits non imputables et des crédits de TVA ; fonds national de solidarité ; actions en faveur des rapatriés et moyens de l'ANIFOM ; avances sur indemnisations, rythme d'instruction des dossiers, régime de retraite des rapatriés ; (p. 6141) : prestations sociales, musulmans français et qualité d'ancien combattant, dépenses d'équipement, dotation en capital des entreprises publiques ; sa réponse à M. Fouchier sur l'entreprise minière et chimique, contributions internationales, dotations du fonds d'action conjoncturelle. **Etat B - Titre IV** : son amendement : incidence financière de la majoration des rentes viagères ; (p. 6142) : ses réserves sur l'amendement de M. Bertrand Denis ; crédits affectés au FORMA et à l'ONIBEV ; son amendement oral ; sa réponse à M. Mario Bénard sur le montant des crédits versés au titre du moratoire et de l'indemnisation des rapatriés ; (p. 6143) : ses observations sur la ventilation des crédits ; ses assurances sur la bonne fin des dossiers en 1974 ; son accord sur une majoration des crédits ; sa mise au point sur l'attitude du Gouvernement au regard des dispositions de la loi de 1970 ; (p. 6144) : s'oppose à l'amendement de M. Jans tendant à la suppression des bonifications d'intérêt accordées aux emprunts contractés par les entreprises privées ; (p. 6147) : s'oppose à l'amendement de M. Michel Durafour tendant à la suppression des crédits des rapatriés ; gravité du vote sur les crédits d'indemnisation. **Etat C - Titre V** : s'oppose aux amendements de MM. Jans et Mesmin : suppression des crédits inscrits au titre des abattoirs de la Villette ; (p. 6148) : ses arguments en faveur du retrait de l'amendement de M. Fouchier : suppression des crédits prévus au profit de l'entreprise minière et chimique. **Avant l'Article 44** : s'oppose à l'amendement de M. Fouchier : ventilation annuelle des encours de la caisse nationale de crédit agricole.

Economie et finances. — II. Services financiers [20 novembre 1973] (p. 6155) : évolution des structures administratives des services financiers ; réorganisation des services, renforcement de l'autorité des chefs de service locaux ; mise à la disposition des services de moyens d'action moderne, services extérieurs du Trésor, traitement informatique du fret aérien ; développement des techniques informatiques, paiement mensuel des pensions, simplification des procédures, direction générale des douanes et droits indirects, expérience de traitement des revenus bruts ; (p. 6156) : mensualisation de l'impôt : travaux de l'INSEE, conditions de travail des personnels, environnement social, personnels de la direction générale du commerce intérieur et des prix, appareil administratif du commerce extérieur, investissements français à l'étranger ; rend hommage aux personnels du ministère des finances ; garantie de leur protection contre les violences. **Etat B - Titre III** (p. 6157) : ses arguments à l'encontre de l'amendement de M. Ducray ; mesures prises en vue de la simplification des procédures de recouvrement des droits spécifiques dans les régions viticoles. **Article 41** (p. 6161) : ses arguments à l'encontre de l'amendement de suppression de M. Papon. **Après l'Article 42** (p. 6163) : s'oppose à l'amendement de M. Lelong : suppression de la patente frappant les éleveurs sans sol ; son amendement : détermination du revenu imposable. **Avant l'Article 43** : son amendement : cession du domaine de Condi au département d'Indre-et-Loire ; (p. 6164) : son amendement : garantie de l'Etat aux emprunts contractés par le Conseil de l'Europe pour la construction de nouveaux bâtiments à Strasbourg. **Après l'Article 46** : s'oppose à l'amendement de M. Boulloche : information sur l'évaluation des recettes ; (p. 6165) : s'oppose aux amendements de MM. Lelong, Lamps et Servan-Schreiber : rapport annuel sur les aides fournies par l'Etat aux entreprises du secteur industriel ; difficultés soulevées par l'établissement d'un recensement des aides publiques, inconvénients de la publication pour les entreprises au regard de la concurrence, rapport annuel sur les comptes de la nation, informations fournies à la commission des finances. **Commission mixte paritaire** [18 décembre 1973] (p. 7128) : répond à M. de Poul-

piquet sur l'article 2 *bis* adopté par le Sénat et non repris par le Gouvernement ; répond à M. Brugnon : affectation des crédits de la SEMVI au remboursement des emprunts. **Article 2 d** (p. 7134) : son amendement tendant à écarter toute indexation pour le calcul de la plus-value ; accepte l'amendement de M. Sallé tendant à porter de trois à cinq ans le délai prévu pour acquitter l'impôt. **Article 2 h** : son amendement tendant à unifier les dates de référence concernant les immeubles d'habitation et à reprendre le texte adopté par l'Assemblée nationale concernant les biens ruraux loués par bail à long terme. **Après l'Article 2 m** (p. 7135) : son amendement : projet de loi instituant le recouvrement de l'impôt sur le revenu par voie de retenue à la source déposé avant le 31 décembre 1976. **Article 12 A** (p. 7138) : son amendement tendant à préciser la notion de régime complémentaire. **Article 13** *bis* (p. 7139) : son amendement tendant à la suppression du paragraphe II de cet article ; s'oppose au blocage à 1 % du montant des salaires de la taxe due par les employeurs au titre de la formation professionnelle ; répond à M. Claudius-Petit. **Article 15** : son amendement tendant à reprendre le texte de l'article aux chiffres votés par l'Assemblée nationale, modifié et complété ; (p. 7140) : importance de l'amendement ; mesures tendant à renforcer la lutte contre l'inflation : demande la réserve du vote sur cet amendement ; (p. 7141) : répond à M. Boulloche sur la répartition des économies ainsi réalisées ; (p. 7142) : répond à M. Papon sur le champ d'application de la mensualisation de l'impôt. **Après l'Article 39** : son amendement : blocage des loyers du 1er janvier 1974 au 30 juin 1974 ; (p. 7143) : répond à M. Papon : compensation de la non-augmentation des loyers pour les sociétés immobilières d'investissement et à M. Frélaut : s'oppose à sa demande de blocage des charges ; répond aux arguments de M. Claudius-Petit : caractère conjoncturel de la mesure envisagée ; (p. 7144) : non-freinage de la construction des HLM ; demande la réserve du vote sur son amendement. **Article 42** *bis* **c** : son amendement : conditions d'obtention de la décharge de la cotisation assignée au contribuable en application des dispositions de l'article. **Articles 42** *sexies* (p. 7144) : son amendement de suppression ; s'oppose à une surtaxe complémentaire dégressive sur les eaux minérales; sa demande de vote en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution.

— **Projet de loi** sur la **modernisation des bases de la fiscalité directe locale** (n° **637**). **Première lecture. Discussion générale** [4 décembre 1973] (p. 6545) : rénovation en profondeur des impôts locaux ; expose les raisons de la réforme ; rend hommage aux agents et aux élus qui ont participé à la réévaluation de la valeur locative des locaux ; améliorations techniques ; révision du système des abattements familiaux et politique familiale ; texte de justice, de simplification et de démocratisation ; ses propos à l'adresse des adversaires de la réforme ; (p. 6546) : ses observations sur la valeur technique des résultats de la révision ; option libérale ; sauvegarde des droits des contribuables; consultation des commissions communales des impôts directs ; possibilité de contestation de la nouvelle base d'imposition ; allongement du délai de recours proposé par le Gouvernement ; révisions quinquennales ; annonce de mises à jour des évaluations en fonction de l'évolution du marché locatif ; transferts de charges ; sa référence aux conclusions de la première enquête effectuée par sondage ; système d'échelonnement des transferts de charges pour la taxe d'habitation ; possibilité pour les conseils municipaux de renoncer à la procédure d'étalement des transferts de charges ; ses observations sur la date d'entrée en vigueur des résultats de la révision ; réfute les arguments en faveur d'un report à 1975 ; conditions d'établissement des budgets communaux en 1974 ; (p. 6547) : confirme à M. Bignon le dépôt avant le 31 décembre 1973 d'un projet de loi sur la rénovation de la patente ; projet de loi en discussion et future taxe professionnelle ; ses arguments en faveur du décalage d'un an entre les deux réformes ; (p. 6551) : intervient contre l'adoption de la question préalable ; portée limitée du projet ; sa tendance à l'équité fiscale ; confirme le prochain dépôt d'un projet de loi relatif à la patente ; ses propos à l'adresse de l'opposition; action de M. Pic au secrétariat d'Etat à l'intérieur ; répond aux arguments de M. Waldeck-L'Huillier ; (p. 6554) : répond à M. Dubedout : fixation d'un taux départemental de la taxe professionnelle et allégement des charges des artisans et commerçants ; (p. 6566) : répond aux orateurs ; sa réponse à M. Dubedout : transferts de la patente vers les impôts des ménages ; distorsions de la charge fiscale entre les communes ; sa réponse à M. Ginoux sur la portée du projet : meilleure répartition des charges actuelles ; sa réponse à MM. Frelaut et Lamps sur la taxation des logements HLM, l'allégement de la patente ; (p. 6567) : ses réponses à M. Burckel sur les conditions particulières des départements de l'Est ; à M. Rossi sur la précision des évaluations, la concertation entre les maires et l'administration, la taxation des outillages des entreprises; ses réponses à M. Duffaut sur la modulation des contributions locales ; à M. Baudoin sur la réforme de la patente ; (p. 6569) : son intervention contre l'adoption de la motion de renvoi en commission ; réfute les arguments

de M. Boulloche ; sa demande de scrutin public. **Discussion des articles. Avant l'Article 1er** (p. 6570) : s'oppose aux sous-amendements de M. Combrisson : date d'entrée en vigueur de la patente, transferts de la taxe professionnelle sur les autres taxes. **Article 1er** (p. 6571) : ses assurances à M. Raynal sur l'incidence de la révision des bases du foncier non bâti sur la situation des éleveurs des zones de montagne ; solution technique apportée avant le vote du projet ; (p. 6572) : s'oppose à l'amendement de MM. Combrisson et Boulloche tendant à lier l'application du projet à la mise en vigueur de la réforme de la patente ; sa demande de scrutin public ; ses assurances à MM. Weinman et Bernard-Reymond : amendements tendant à limiter les effets de la révision foncière des propriétés non bâties dans les zones de montagne ; solution technique apportée avant le vote du projet ; (p. 6573) : demande le retrait de l'amendement de M. Bernard-Reymond ; opposerait l'article 40 de la Constitution ; (p. 6574) : s'oppose à l'amendement de M. Kalinsky tendant à définir l'assiette de la taxe d'habitation sur la base d'un droit fixe et d'un droit proportionnel ; [5 octobre 1973] : **Article 2** (p. 6621) : s'oppose à l'amendement de MM. Papon et Boulloche et au sous-amendement de M. Frelaut : évaluation de la valeur locative cadastrale des logements HLM locatifs et des logements et loyers réglementés ; difficultés d'application de la mesure préconisée ; sa proposition de revoir les modalités d'évaluation de la valeur locative des HLM à l'occasion de la prochaine révision cadastrale ; sa réponse à M. Papon : modalités d'évaluation de la valeur locative des HLM; (p. 6622) : à MM. Boulloche et Lamps : conséquences des évaluations pour certaines HLM. **Article 3** : retrait de l'article. **Après l'Article 3** : son amendement tendant à prolonger le délai de recours des contribuables pour contester l'évaluation des propriétés bâties. **Article 4** (p. 6623) : accepte l'amendement de M. Papon tendant à préciser la qualité de personne à charge ; ses arguments à l'encontre de l'amendement de MM. Papon et Boulloche et du sous-amendement de M. Kalinsky : non prise en compte des locaux annexes pour le calcul de la valeur locative ; inconvénients de l'amendement ; sa portée limitée ; suggère un relèvement des taux d'abattement. **Avant l'Article 8** (p. 6624) : s'oppose à l'amendement de M. Kalinsky : taxe foncière sur les outillages. **Article 8** (p. 6625) : suppression du paragraphe III de l'article ; accepte l'amendement de M. Bignon : ressources de la région pendant le régime transitoire ; (p. 6626) : s'oppose à l'amendement de M. Dubedout : modification de l'équilibre actuel entre les quatre contributions ; (p. 6627) : répond à M. Dubedout. **Après l'Article 8** : accepte l'amendement de M. Fontaine : taxe régionale additionnelle dans les DOM. **Article 9** (p. 6628) : accepte l'amendement de M. Chauvet : maintien du bénéfice des impositions supplémentaires des communes. **Article 10** : se rallie à l'idée de l'amendement de M. Papon : extension à la taxe foncière du principe de l'étalement des transferts ; (p. 6629) : ses sous-amendements : dispositifs visant à garantir les propriétaires les plus modestes contre un transfert de charges important ; (p. 6630) : accepte l'amendement de M. Sallé : délai de renonciation par les conseils municipaux à l'étalement du transfert de charges. **Après l'Article 10** : s'oppose à l'amendement de M. Bégault : paiement des taxes de remembrement. **Article 11** (p. 6631) : ses arguments en faveur du retrait de l'amendement de M. Burckel : fixation des taux d'abattement à la base ; accepte les amendements de M. Kalinsky : dégrèvements de la taxe foncière en faveur des personnes âgées ; (p. 6632) : son amendement : fixation par décret des modalités de calcul des valeurs locatives moyennes d'habitations. **Après l'Article 11** : ses assurances à M. Boulloche : distorsions apparues après la révision cadastrale dans les zones de montagne ; (p. 6633) : s'oppose à l'amendement de MM. Boulay et Boulloche : ressources des régions ; (p. 6634) : se rallie à l'amendement de M. Chauvet : communication aux élus locaux des documents fiscaux afférents à la réforme ; (p. 6635) : accepte l'amendement de M. Papon : rapport du Gouvernement au Parlement sur l'application de la réforme. **Commission mixte paritaire** [19 décembre 1973] (p. 7223) : ses amendements de forme ; (p. 7224) : son amendement tendant à accroître la réduction des droits de patente en faveur des commerçants et artisans n'employant pas plus de deux salariés ; (p. 7225) : répond à MM. Boulloche et Kalinsky. **En deuxième lecture** [20 décembre 1973] (p. 7249) : se déclare favorable à la suggestion de M. Foyer de procéder à un vote unique sur l'ensemble des amendements ; (p. 7253) : sa demande de scrutin public.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1973** (n° **781**). **Discussion générale** [5 décembre 1973] (p. 6650) : texte d'ajustement ; plus-values nettes de recettes ; dépense publique et tensions inflationnistes ; son analyse du collectif budgétaire ; prêts du Trésor aux entreprises nationales ; fonction publique ; versement à la CEE ; régime d'imposition des écrivains et compositeurs ; fixation des bénéfices agricoles forfaitaires de l'année 1972 ; mesures d'harmonisation avec les directions du conseil des Communautés européennes ; article relatif à la TVA ; régime social des mines ; agents de l'ancienne Banque

d'Algérie, garantie des investissements privés à l'étranger ; réforme foncière des DOM ; régime fiscal des reconstructions d'habitations sinistrées ; redevance de l'institut des vins de consommation courante ; amendements relatifs à la réversion de la pension de la femme fonctionnaire, aux conditions d'octroi de l'allocation supplémentaire du FNS ; ses réponses à M. Cazenave : crédits du FAC ; à M. Boulloche : réversion des pensions des veuves ; à M. Abelin : politique menée par le Gouvernement contre l'inflation ; à M. Lamps : droit de grève ; à M. Lauriol : allégement des petits patentés. **Discussion des articles. Article 2** (p. 6651) : accepte l'amendement de MM. Cazenave et Icart : assouplissement de la définition des titres de participation. **Article 3** (p. 6652) : ses précisions à M. Chauvet sur la portée de l'article. **Article 6** : s'oppose à l'amendement de M. Lucas : régime financier des sociétés pour le financement des télécommunications. **Après l'Article 10** (p. 6656) : sa réponse à M. Macquet sur la procédure adoptée par le Gouvernement ; s'en remet à la sagesse de l'Assemblée quant au sous-amendement de M. Macquet : infirmes majeurs, enfants naturels et adoptifs et pension de réversion ; ses arguments en faveur du retrait du sous-amendement de M. Macquet : date d'entrée en jouissance de la pension de réversion du conjoint survivant ; accepte le sous-amendement de M. Macquet : droit d'option de la pension de réversion la plus favorable au profit de l'orphelin de père et de mère ; (p. 6659) : ses arguments en faveur du retrait du sous-amendement de M. Macquet : suppression du paragraphe VI de l'amendement du Gouvernement ; répond aux questions de M. Papon concernant la portée de l'amendement du Gouvernement ; répond à M. Fanton : extension par décret aux agents des collectivités locales des dispositions relatives au droit des pensions. **Article 12** : ses réponses à M. Sablé : rétroactivité de la garantie aux prêts agricoles dans les DOM ; à M. Camille Petit : prêts à moyen terme. **Après l'article 12** : s'en remet à la sagesse de l'Assemblée quant à l'amendement de M. Sablé : extension aux DOM des dispositions concernant les courses de chevaux. **Article 15** (p. 6660) : son opposition à l'amendement de M. Papon ; ses arguments en faveur de l'augmentation du taux de la redevance perçue par l'institut des vins de consommation courante.

Transports. — III. **Aviation civile. Titre III** (p. 6663) : ses arguments en faveur du retrait de l'amendement de réduction de crédits de M. Boulloche : logement des services de la direction de la météorologie.

Développement industriel et scientifique. Titre VI (p. 6663) : ses arguments en faveur du retrait de l'amendement de M. Josselin : crédits de financement du programme Cecles-Eldo. **Article 18** (p. 6665) : s'oppose aux amendements de M. Boulloche : suppression des crédits supplémentaires d'aide militaire au Tchad.

— **Projet de loi d'orientation du commerce et de l'artisanat** (n° 496). **Deuxième lecture. Discussion des articles** [6 décembre 1973] : **Article 5 à 6 *bis*** (p. 6708) : demande la réserve de ces articles. **Article 5** (p. 6713) : soutient le texte du Sénat ; s'oppose aux amendements de MM. Bardol et Briane : suppression de la référence aux progrès constatés dans la connaissance des revenus ; (p. 6714) : accepte l'amendement de M. Bernard-Reymond et le sous-amendement de MM. Neuwirth et Briane sous réserve de ses observations. **Article 5 *bis*** (p. 6716) : accepte l'amendement de M. Bernard-Reymond : rétablissement du texte voté par l'Assemblée en première lecture. **Article 5 *bis* A** : attire l'attention de l'Assemblée sur les conséquences des deux amendements adoptés par le Sénat : modification en matière de franchise, de décote et de décote spéciale ; demande un vote unique sur les amendements du Gouvernement à l'article 5 *bis*. A et à l'article 5 *quater* et sur les textes votés par le Sénat ; (p. 6717) : sa demande de vote bloqué ; répond aux réserves exprimées par M. Fanton sur l'opportunité de recourir à cette procédure. **Article 6** (p. 6718) : accepte l'amendement de M. Bernard-Reymond : prise en considération de la situation des entreprises artisanales exonérées dans le projet de loi portant réforme de la patente. **Art. 6 *bis*** (p. 6720) : accepte l'amendement de suppression de M. Bernard-Reymond. **Article 19** : accepte l'amendement de M. Bignon : suppression de dispositions déjà prévues par les textes. **Article 29** : accepte l'amendement de M. Bignon : suppression des dispositions relatives aux unités promotionnelles ; s'oppose aux amendements de MM. Peyret et Jans : barème de prix et conditions de vente. **Article 31** (p. 6721) : accepte l'amendement de M. Bignon ; s'oppose aux amendements de MM. Neuwirth et Briane : ventes à prime, fixation d'un pourcentage de base des opérations gratuites et permises ; répond à M. Fanton ; (p. 6723) : accepte l'amendement de M. Bignon : protection du commerce de proximité et le sous-amendement de M. Cot : notion de « menus services sans valeur marchande » ; accepte l'amendement de M. Bignon : suppression des dispositions relatives aux entreprises de vente par correspondance ; son amendement : réglementation des jeux, concours et loteries. **Article 31 *bis*** : ses observations sur l'amendement de M. Bignon ; hostilité du Gouvernement au principe de la réglementation du crédit fournisseur; (p. 6724) : s'oppose aux amendements de MM. Neuwirth

et Guillermin : forfait de frais généraux, réglementation des ventes à perte et des prix d'appel ; se rallie à l'amendement de M. Bignon : rétablissement du texte voté par l'Assemblée nationale en première lecture. **Article 34** (p. 6726) : ses arguments en faveur des textes adoptés par le Sénat : moyens de répression de la publicité mensongère ; (p. 6727) : répond à MM. Fanton et Guermeur : publicité télévisée et publicité mensongère. **Article 36** : accepte l'amendement de M. Poperen : droits des associations de consommateurs. **Commission mixte paritaire** [19 décembre 1973] (p. 7230) : son amendement : réglementation des distributions gratuites ; son amendement : suppression du paragraphe II de l'article 31.

— **Projet de loi relatif à la convention avec la Banque de France** (n° **748**). **Après déclaration d'urgence, discussion générale** [12 décembre 1973] (p. 6904) : analyse des relations financières entre l'Etat et la Banque de France ; (p. 6905) : portée de la nouvelle convention, concours au Trésor public ; mesures tendant à faciliter l'information sur les opérations, compte courant rémunéré du Trésor public auprès de la Banque de France, neutralisation des incidences financières des variations des taux de change, loi de règlement, son amendement tendant à l'information du Parlement ; répond à M. Hamel : information parlementaire sur les concours apportés au Trésor. **Discussion des articles. Après l'Article 1er** (p. 6906) : son amendement se rallie à l'amendement de M. Papon, sous réserve d'une modification; (p. 6907) : répond à M. Marie : emprunts gratuits et financement des dépôts rémunérés. **Article 2** (p. 6908) : accepte l'amendement de clarification de M. Papon.

En qualité de député :

1975

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1975** (n° **1570**). **Discussion générale** [13 mai 1975] (p. 2559) : ampleur du collectif ; le choc profond subi par l'économie du fait du relèvement du prix du pétrole ; donner un nouveau souffle à notre économie, ambition du collectif ; l'article 10 du projet relatif à la ratification des décrets d'avance ; leur caractère quelque peu excessif par rapport aux autorisations qui avaient été votées ; (p. 2560) : le redressement de la balance extérieure ; les résultats positifs de la lutte contre l'inflation ; le raffermissement du franc ; la politique cohérente du Gouvernement ; le caractère prioritaire de la lutte contre l'inflation ; une politique bien adaptée pour répondre à la préoccupation de l'emploi ; accélérer certains programmes d'investissements publics ; la déception éprouvée devant l'absence de mesures consenties en faveur des collectivités locales dans le domaine des détaxes ; prévoir certaines orientations complémentaires ; mettre en place des mesures d'attente liées à la formation professionnelle ; élaborer un véritable plan comportant des actions incitatrices à l'emploi des jeunes ; ranimer notre activité économique sans remettre en cause la lutte contre l'inflation.

— **Projet de loi portant suppression de la patente et institution d'une taxe professionnelle** (n° **1634**). **Discussion générale** [10 juin 1975] (p. 3903) : les charges de plus en plus lourdes assumées par les collectivités locales ; la poursuite par le Gouvernement de la politique d'incitation au groupement basée sur le volontariat ; accompagner cette politique de véritables incitations financières ; l'autonomie des collectivités locales et le problème du renforcement de structures ; les orientations proposées par le Gouvernement ; le retransfert de charges incombant à l'Etat ; (p. 3904) : l'accroissement de l'effort de l'Etat pour la couverture des charges d'enseignement ; la création du fonds d'aide aux collectivités locales ; la surévaluation des ressources provenant de la nouvelle taxe foncière ; céder aux communes une ou plusieurs ressources fiscales sûres et évolutives ; faire bénéficier les communes de l'impôt sur les plus-values immobilières ; la patente, impôt archaïque et injuste ; la simplification apportée par le projet du Gouvernement ; l'assiette de l'impôt sur des bases évolutives ; exonérer de la taxe les établissements secondaires d'enseignement libre ; (p. 3905) : exonérer les régies municipales qui seront créées en vue de bénéficier de la récupération de la TVA ; la loi du 31 décembre 1973 relative à la taxe d'habitation ; le caractère significatif de l'instauration de la taxe professionnelle ; le problème des communes-dortoirs et des communes rurales ; le nécessaire mécanisme de redistribution de la taxe professionnelle ; (p. 3906) : le cadre modeste de la redistribution prévue ; la remise en ordre de l'ensemble des ressources des collectivités ; le caractère nécessaire et raisonnable du délai prévu par le Gouvernement ; la référence à un taux communal moyen ; le projet du Gouvernement : un texte qui va dans le sens de la simplification et de la justice.

1976

— **Projet de loi portant imposition des ressources provenant de plus-values assimilables à un revenu** (n° **2206**). **Discussion générale** [2 juin 1976] (p. 3646) : la justice fiscale, une des bases essentielles de la justice sociale ; la nécessité de taxer les plus-values

et d'élargir les bases d'imposition de l'impôt sur le revenu ; (p. 3647) : les républicains indépendants approuvent le principe de la taxation à condition d'éviter deux dangers : taxer davantage les revenus des contribuables modestes, freiner le développement de l'économie ; le projet actuel est trop ambigu ; les améliorations proposées par les RI ; revoir la durée de détention du bien imposable ; prévoir de plus longs abattements ; taxer de manière modérée les résidences secondaires ; ne pas décourager l'épargne ; éviter que la taxation des valeurs mobilières nuise aux entreprises ; permettre le réinvestissement en franchise d'impôt des plus-values réalisées dans certains cas ; (p. 3648) : exonérer les porteurs étrangers ; ne pas alourdir le poids du foncier ; favoriser les placements productifs par rapport à l'or thésaurisé ; l'administration doit faire bénéficier les citoyens des garanties auxquelles ils ont droit ; est défavorable à un impôt sur le capital ; (p. 3649) : les RI sont favorables au projet car il va dans le sens de la justice fiscale et du changement mais le vote du groupe est fonction des amendements.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**).

Deuxième partie :

Equipement. — Logement, rapporteur spécial [27 octobre 1976] (p. 7117) : une comparaison compliquée avec les crédits des années précédentes ; (p. 7118) : un budget de transition vers un système nouveau d'aide personnalisée ; la régression du nombre de logements mis en chantier ou terminés ; le coût de construction ; un seul responsable pour l'habitat ; les infléchissements sensibles dans l'affectation des crédits ; regrette le caractère indicatif du tableau du nombre de logements neufs ; l'apparition de crédits destinés à la réhabilitation de logements anciens ; demande des précisions sur la gestion du fonds d'aménagement urbain ; les actions d'information ; approuve les quatre grandes lignes du programme gouvernemental ; propose la simplification d'un système trop compliqué ; l'application expérimentale et marginale du nouveau système ; l'aide personnalisée ; (p. 7119) : ne pas opérer les transferts en cours d'année ; la grande masse du budget affectée aux opérations classiques d'aide à la pierre ; la pratique mauvaise de la constitution du fonds d'action conjoncturelle. **Examen des crédits. Article 46** (p. 7142) : est défavorable à l'amendement n° 108 de M. Canacos vidant l'article 46 de sa substance ; (p. 7143) : défend l'amendement n° 157 de M. Papon de pure forme ; défend l'amendement n° 158 de M. Papon prévoyant un plafonnement des loyers ; est d'accord avec le sous-amendement n° 222 du Gouvernement ; amendements n° 157 et n° 158 adoptés ; défend l'amendement n° 159 de M. Papon tenant compte du caractère de droit public de l'engagement qui existera entre le bailleur et l'organisme habilité ; adopté ; défend l'amendement n° 160 de M. Papon indiquant que la sanction de la non-observation des dispositions ne doit concerner que les propriétaires bénéficiaires de la prime ; adopté ; défend l'amendement n° 161 de M. Papon tendant à ce que les sanctions encourues en cas de fausse déclaration soient applicables au bailleur mais aussi aux organismes habilités ; adopté ; défend l'amendement n° 162 de M. Papon substituant une obligation à une simple faculté laissée par les textes au bénéfice du locataire ancien de pouvoir conclure un bail dans les conditions fixées par les dispositions nouvelles ; adopté.

1977

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° **3120**).

Deuxième partie :

Equipement et aménagement du territoire. — Logement, rapporteur spécial [17 novembre 1977] : les conséquences de la crise économique sur l'évolution du secteur du logement ; les effectifs de la profession du bâtiment ; les crédits affectés au financement des aides au logement ; les aides à la pierre ; la rénovation du parc de logements existant ; les aides à la personne ; l'aide au logement par les exonérations fiscales ; la proportion élevée représentée par les allégements de l'impôt sur le revenu ; l'évolution peu favorable des crédits relatifs aux actions spécifiques ; la généralisation en 1978 de la réforme des aides au logement ; l'application de la réforme de l'aide au logement au 1er janvier 1978 pour le secteur de l'accession à la propriété; (p. 7569) : le problème de l'apport personnel; le différé de remboursement des prêts ; le financement des HLM ; le conventionnement du parc locatif ; l'adoption du projet de budget par la commission des finances. **Examen des crédits. Etat C - Titre VI** (p. 7595) : le non-examen par la commission des amendement nos 235 de M. Debré et 240 du Gouvernement. **Article 56** (p. 7597) : le non-examen par la commission des amendements nos 231 de M. Denis et 232 de M. Denvers ; les modalités d'utilisation des crédits par le Gouvernement ; (p. 7599) : le non-examen par la commission de l'amendement n° 199 du Gouvernement ; le niveau du taux d'intérêt auquel la caisse des prêts aux HLM pourra contracter les emprunts. **Article 57** : soutient l'amendement n° 92 de suppression de M. Papon ; la généralisation du système de l'aide personnalisée

au logement ; (p. 7600) : les risques résultant de l'institution d'un plafond du nombre des logements conventionnés ; repoussé. **Après l'Article 57** : le non-examen par la commission de l'amendement n° 233 de M. Denvers ; l'introduction d'une certaine rigidité dans le système d'octroi des prêts.

TOURNÉ (André)

Député des Pyrénées-Orientales (2e circonscription) (C).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 736).

S'inscrit au groupe communiste [2 avril 1973] (p. 745).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [5 avril 1973] (p. 755), [2 avril 1974] (p. 1453), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre de la commission d'enquête sur la pollution du littoral méditerranéen et sur les mesures à mettre en œuvre pour la combattre et assurer la défense de la nature [28 juin 1974] (p. 3212).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à **garantir la progression du revenu des producteurs familiaux de fruits et légumes** (n° **151**) [12 avril 1973].

— **Proposition de loi** tendant à **faire du 8 mai une journée fériée** (n° **311**) [10 mai 1973].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi (n° 150) tendant à **l'application de la législation sur les quarante heures et à la rémunération des heures supplémentaires aux salariés de l'agriculture** (n° **540**) [27 juin 1973].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi (n° 416) tendant à **accorder au conjoint du chef d'exploitation le bénéfice des prestations d'invalidité et à améliorer les conditions d'obtention de celles-ci** (n° **830**) [12 décembre 1973].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi (n° 340) tendant à **l'interprétation de l'article 4 de la loi n° 64-1339 du 26 décembre 1964 portant réforme du code des pensions civiles et militaires de retraite (partie législative)** (n° **831**) [12 décembre 1973].

— **Proposition de loi** tendant à permettre aux **anciens combattants et anciens prisonniers de guerre** de bénéficier effectivement, dès l'âge de soixante ans, du **droit à pension de retraite** au taux applicable à l'âge de soixante-cinq ans (n° **1131**) [10 juillet 1974].

— **Proposition de loi** tendant à assurer l'emploi et les ressources des **handicapés adultes** (n° **1198**) [9 octobre 1974].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi (n° 1411), modifiée par le Sénat, relative à la **durée du travail** et au **repos hebdomadaire en agriculture**, ainsi qu'au versement des allocations d'assurance aux salariés agricoles privés d'emploi (n° **1427**) [19 décembre 1974].

— **Proposition de loi** tendant à accorder le bénéfice de la **carte du combattant** et de la législation sur les victimes de guerre à tous les **Français** qui combattirent volontairement dans les rangs de l'**armée républicaine d'Espagne** ainsi qu'à leur famille (n° **2487**) [9 juillet 1976].

— **Proposition de loi** tendant à revaloriser les **pensions** et retraites des **anciens combattants et victimes de guerre** (n° **2545**) [13 octobre 1976].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi (n° 2487) tendant à accorder le bénéfice de la **carte du combattant** et de la législation sur les victimes de guerre à tous les **Français** qui combattirent volontairement dans les rangs de l'**armée républicaine d'Espagne** ainsi qu'à leur famille (n° **3292**) [8 décembre 1977].

QUESTIONS

• *question au Gouvernement :*

— **Anciens combattants** [26 juin 1974] (p. 2970) : application du rapport constant et de la loi du 21 novembre 1973 ; carte du combattant d'Algérie.

• *questions orales avec débat de :*

— MM. Bayou (n° 8), Millet (n° 18986), Mayoud (n° 18988), Antoune (n° 1900), Maurice Cornette (n° 19006) : **Agriculture et**

viticulture [23 avril 1975] (p. 2030) : la crise viticole ; diminution en francs constants de 40 % du prix du vin depuis 1970 ; insuffisance des décisions prises à Bruxelles ; absence d'une véritable politique des alcools, source d'énergie ; (p. 2031) : situation des ouvriers agricoles en France.

— **MM. Boudet** (n° **18971**), **Falala** (n° **19310**), **Ducoloné** (n° **19428**), **Coulais** (n° **19952**) **et Gau** (n° **19963**) : **Problèmes de l'emploi** [4 juin 1975] (p. 3694) : le sous-emploi dans les Pyrénées-Orientales ; diminution de la population ; crise agricole et dans le bâtiment ; nécessité de mettre un terme au chômage des jeunes ; (p. 3695) : revalorisation du prix des produits agricoles à la production ; construction de l'hôpital de Prades ; réparation du centre pré-olympique de Font-Romeu.

• *question au Gouvernement :*

— **Revalorisation des pensions des anciens combattants** [25 juin 1975] (p. 4718) : respect du principe du rapport constant.

• *question orale sans débat :*

— (n° **28090**) : **Commémoration du 8 mai 1945** [23 avril 1976] (p. 2137, 2138) : demande au Gouvernement de faire du 8 mai une journée fériée ; estime spécieux l'argument de la réconciliation franco-allemande.

• *questions au Gouvernement :*

— **Déclaration du Président de la République à Verdun** [16 juin 1976] (p. 4185) : gravité de cette prise de position en faveur de Pétain ; commémoration du 8 mai 1945.

— **Lutte contre les incendies de forêts** [10 novembre 1976] (p. 7882) : les dégâts causés dans les Pyrénées-Orientales ; indemnisation ; reconstitution ; prévention.

— **Situation des agriculteurs sinistrés** [13 avril 1977] (p. 1755) : octroi d'aides spécifiques aux agriculteurs des Pyrénées-Orientales et de l'Aude victimes de la vague de froid de fin mars.

— **Sauvegarde de l'industrie agro-alimentaire** [1er juin 1977] (p. 3261) : situation des conserveries de fruits et légumes ; concurrence des produits importés de Grèce, du Maroc ou d'Italie.

— **Conséquences des orages sur les vignobles des Pyrénées-Orientales** [29 juin 1977] (p. 4421, 4422) : mesures envisagées par le Gouvernement pour remédier aux calamités.

• *question orale sans débat :*

— (n° **42866**) : **Emploi dans le Languedoc-Roussillon** [9 décembre 1977] (p. 8526, 8527, 8528, 8529) : la fermeture de plusieurs entreprises ; le taux de chômage de 7 % dans cette région ; gravité de la situation dans les Pyrénées-Orientales : exode rural, sous-industrialisation, fermeture des petites entreprises ; nécessité d'aider les entreprises à survivre afin de conserver les emplois existants.

INTERVENTIONS

1973

— **Déclaration du ministre des anciens combattants et victimes de guerre sur la situation du monde combattant** (n° **281**) [10 mai 1973] (p. 1133) : rappelle sa question orale avec débat du 4 avril sur le contentieux des anciens combattants ; l'historique de la législation les concernant ; la loi du 31 mars 1919 ; le principe « à préjudice égal, réparation égale » ; le contentieux entre les anciens combattants et les pouvoirs publics ; (p. 1134) : le non-respect du rapport constant, en rappelle les modalités ; la non-application de l'esprit du rapport constant ; l'injustice qui frappe tous les prisonniers de guerre ; demande le retour à la parité ; une nouvelle rédaction de l'article 8 *bis* du code des pensions sur la base d'un texte proposé par l'UFAC ; (p. 1135) : demande le retour à l'égalité pour tous de la retraite du combattant ; le relèvement des pensions de veuves de guerre ; le rétablissement de l'égalité des droits pour tous les pensionnés ; demande le bénéfice de la retraite professionnelle à soixante ans au taux plein pour les anciens prisonniers de guerre ; l'abrogation des forclusions ; la délivrance de la carte de combattant aux anciens combattants d'Algérie ; que le 8 mai soit déclaré jour férié ; évoque la mortalité qui frappe les anciens combattants ; les crédits non consommés qui en résultent ; (p. 1136) : rappelle le vote de son amendement à la loi de finances rectificative de 1964 ; l'existence de crédits nécessaires à la satisfaction des revendications des anciens combattants ; rappelle les lenteurs de la procédure de demande de pensions ; cite deux dossiers en exemple ; souhaite une amélioration de la situation des experts médicaux ; le relèvement du plafond fixé pour la mutuelle de retraite des anciens combattants ; demande l'inscription des crédits nécessaires au budget des anciens combattants pour 1974 [11 mai 1973] (p. 1209) : rappelle que le budget des anciens combattants sert également à verser les pensions et les indemnités dues à toutes les victimes hors guerre.

— **Propositions de loi relatives à la retraite anticipée pour les anciens prisonniers de guerre** (n°s **137, 164, 381, 410**). **Discussion des articles** [28 juin 1973]. **Article 4**

(p. 2639) : son sous-amendement : suppression des mots « et les dates de mise en œuvre » ; son rappel au règlement, restrictions apportées au texte ; (p. 2640) : situation numérique des bénéficiaires ; proposition de M. Gosnat tendant à l'augmentation de la cotisation patronale aux assurances sociales pour les entreprises de plus de cinquante salariés ; compensation financière aux dépenses entraînées par l'application de la présente loi ; souhaite que la loi soit appliquée dès le 1er janvier 1974.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° **646**).

Deuxième partie :

Anciens combattants et victimes de guerre [9 novembre 1973] (p. 5536) : qualifie le budget d'original, pittoresque et mystérieux ; évoque le cas des « hors guerre » : militaires de carrière et militaires du contingent, victimes d'accidents ; le cas des emplois réservés ; signale le taux de mortalité des veuves et des invalides ; demande une application moins restrictive des majorations pour tierce personne ; (p. 5537) : évoque le rapport constant et déplore la rupture de la parité ; regrette le refus du plan quadriennal ; (p. 5539) : revient sur le cas des « hors guerre ».

— **Projet de loi donnant vocation à la qualité de combattant aux personnes ayant participé aux opérations effectuées en Afrique du Nord, entre le 1er janvier 1952 et le 2 juillet 1962** (n° **723**). **Après déclaration d'urgence, discussion des articles** [11 décembre 1973]. **Avant l'Article 1er** (p. 6843) : vote contre l'amendement de M. Brocard. **Article 1er** (p. 6811) : son amendement tendant à préciser les critères d'attribution de la carte du combattant ; sa demande de scrutin public.

1974

— **Rappels au règlement** relatifs aux questions au Gouvernement sur l'agriculture [19 juin 1974] (p. 2789).

— **Proposition de loi relative à la durée du travail en agriculture** (n° **150**), rapporteur. **Première lecture. Discussion générale** [18 octobre 1974] (p. 5265) : la proposition de loi de M. Balmigère au nom du groupe communiste tend à l'application de la législation sur les quarante heures aux salariés de l'agriculture ; l'essentiel de la charte revendicative des ouvriers agricoles ; décrit la situation actuelle ; les accidents du travail en agriculture constituent un problème préoccupant ; la diminution du nombre des salariés agricoles ; (p. 5266) : maladie professionnelle et pathologie du tracteur ; formation permanente et recyclage des ouvriers agricoles rendus indispensables par l'évolution technique ; rendre plus visible le code rural. **Discussion des articles. Article 1er** (p. 5269-5271) : ses observations au nom de la commission sur les amendements du Gouvernement ; (p. 5271) : sur l'amendement n° 14 rectifié du Gouvernement : souhaite que le Gouvernement prenne du champ avant de fixer les modalités du repos hebdomadaire. **Article 2** (p. 5272) : s'oppose à l'amendement n° 21 de M. Dousset ; la loi serait sans portée si elle ne s'appliquait pas dans les exploitations à un seul salarié ; la noblesse du métier d'ouvrier agricole. **Deuxième lecture** [19 décembre 1974] (p. 8172) : souligne l'importance des dispositions adoptées par le Sénat en matière de repos hebdomadaire ; (p. 8173) : le bénéfice de l'allocation chômage.

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° **1180**).

Deuxième partie :

Anciens combattants [13 novembre 1974] (p. 6311) : rappelle l'action des communistes en faveur des anciens combattants ; les « hors-guerre » ; les problèmes restant à régler en matière de rapport constant. **Etat B - Titre IV** (p. 6323) : vote hostile du groupe communiste en raison de la dépréciation des pensions. **Après l'Article 54** : son amendement n° 152 : pensions des veuves portées à l'indice 500 ; repoussé.

— **Projet de loi relatif aux mesures en faveur des handicapés** (n° **951**). **Discussion générale** [13 décembre 1974] (p. 7838) : rappelle pourquoi le groupe communiste a opposé la question préalable ; rappelle ses multiples interventions en faveur de l'enfance handicapée ; estime que les promesses du VIe Plan n'ont pas été tenues ; (p. 7839) : déplore qu'il ait fallu attendre huit ans le décret d'application de la loi du 23 novembre 1957 sur la priorité d'emploi dans la fonction publique aux handicapés ; rend hommage aux organismes privés mais déplore la suppression de la sous-direction de l'enfance inadaptée ; déplore l'absence de financement direct du projet ; rend hommage au rapporteur ; (p. 7840) : rappelle la proposition de loi de M. Weber et la sienne sur l'enfance inadaptée ; demande que les handicapés reçoivent le SMIC et que les comités d'entreprise aient toujours la possibilité d'exercer un contrôle sur l'application des lois existantes, sur le recrutement du handicapé, sur l'équipement de l'entreprise et sur l'utilisation des crédits ; cite *Les Exclus* et déplore que le projet de loi ne réponde pas aux préoccu-

pations de ce livre. **Discussion des articles** [17 décembre 1974] : **Article 11** (p. 7939) : son amendement n° 14 : représentation des travailleurs handicapés et des syndicats dans les commissions d'orientation ; audition des handicapés ; personnel compétent et suffisant ; retiré. **Après l'Article 15** : son amendement n° 17 ; reclassement préalable à tout licenciement économique ; contrôle de l'inspection du travail, de l'agence nationale pour l'emploi et des syndicats ; personnel spécialisé affecté aux inspections départementales du travail ; (p. 7945) : rejeté par scrutin public ; son amendement n° 20 : l'absence de régime fiscal compensatoire impose le développement de « foyers protégés » ; (p. 7950) : rejeté ; son amendement n° 21 : conditions d'agrément des ateliers protégés agréés par des entreprises privées - accord du comité d'entreprise ou des délégués du personnel ; (p. 7951) : rejeté par scrutin public ; [18 décembre 1974] : **Après l'Article 19** (p. 8019) : son amendement n° 18 : égalité de salaires entre travailleurs handicapés et non handicapés, rapport annuel du comité d'entreprise ; (p. 8020) : retiré ; (p. 8021) : ses observations sur l'article 20 : l'Etat patron devrait donner l'exemple ; la violation fréquente de la réglementation ; le recrutement d'handicapés par l'Assemblée nationale ; l'absence de recrutement des handicapés dans l'administration départementale. **Après l'Article 24** (p. 8025) : l'inventaire des besoins ; le cas des Pyrénées-Orientales ; les statistiques du Languedoc-Roussillon ; le taux d'occupation ; l'insuffisance des places réservées aux filles. **Article 31** (p. 8031) : il n'y a pas de droit différentiel en matière de tierce personnne pour les anciens combattants ; le terme actes « ordinaires » de l'existence paraît susceptible d'être d'interprétation plus large que le terme « essentiels ». **Après l'Article 36** (p. 8035) : ses observations sur l'amendement n° 93 : craint qu'on ne crée de nouveaux hospices dotés d'une antenne médicale ; [19 décembre 1974] : **Après l'Article 41** (p. 8102) : hommage aux services de l'appareillage du ministère des anciens combattants ; le délai de fabrication ; le manque d'artisans fabricants ; les prothèses ; la revalorisation des prix ; la formation de spécialistes ; les études médicales. **Seconde délibération** (p. 8108) : contre l'amendement n° 2 : ne veut pas que la loi fasse naître des illusions supplémentaires ; il restera encore des millions d'exclus.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'organisation interprofessionnelle agricole** (n° **1747**). **Après déclaration d'urgence, discussion des articles** [25 juin 1975]. **Article 5** (p. 4741, 4742) : insiste pour que la nouvelle loi ne porte pas atteinte à la production des vins doux naturels ; demande que l'action des comités existants ne soit pas entravée.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1975** (n° **1873**). **Discussion des articles** [10 septembre 1975]. **Article 3** (p. 6177) : proteste contre la faible dotation inscrite en faveur des anciens combattants ; demande la levée des forclusions qui subsistent à l'encontre de certaines catégories de combattants des forces de l'intérieur.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**).

Deuxième partie :

— **Anciens combattants** [31 octobre 1975] (p. 7694) : l'absence de concertation ; augmenter les retraites des veuves ; supprimer le plafond de ressources ; la mise à parité des deux générations ; la retraite mutualiste ; le rapport constant ; (p. 7695) : le rejet des amendements déposés par l'orateur, la suppression des forclusions ; la pathologie des déportés du travail ; la commémoration du 8 mai ; le cas du criminel Touvier.

— **Agriculture. — FORMA, BAPSA** [5 novembre 1975] (p. 7939) : se fait l'interprète des paysans-travailleurs qui veulent une vie décente, craignent la maladie et envisagent la vieillesse avec appréhension ; les discriminations dont les paysans sont victimes en matière de régime de l'invalidité et rappelle sa proposition de loi qui tend à y remédier ; demande la retraite à 60 ans pour les ouvriers agricoles et déplore l'incohérence que constitue l'appréciation du revenu cadastral dans les Pyrénées-Orientales.

1976

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1976** (n° **2147**). **Discussion générale** [4 mai 1976] (p. 2587) : la réduction des crédits destinés aux anciens combattants ; reproche au ministre de l'économie et des finances de ne pas avoir parlé de l'agriculture ; considère que la situation économique est trop grave pour relever de la méthode Coué ; l'importance du nombre des chômeurs ; la gravité de la crise de la viticulture telle que l'a démontrée le rassemblement de Montpellier ; les importations massives de vin italien non conformes à la réglementation ; (p. 2588) : la situation des producteurs de fruits et légumes ; limiter les importations et accorder les crédits pour le stockage ; les proportions dramatiques de l'exode rural ; le vieillissement de la population du Roussillon ; demande la mise en liberté de l'agriculteur arrêté dans le cadre des poursuites qui ont suivi le drame de Montredon.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**).

Première partie :

Discussion des articles [26 octobre 1976]. **Article 11** (p. 6993) : ses amendements n°s 86 et 87 soutenus par M. Balmigère ; amendement n° 86 sans objet ; amendement n° 87 repoussé.

Deuxième partie :

Anciens combattants [2 novembre 1976] (p. 7382) : l'insuffisance du budget ; une action lente ; les anciens d'Algérie ; l'égalité du droit à réparation pour tous ; les droits des Français volontaires pour combattre l'hitlérisme et le fascisme, agresseurs en 1936 du peuple espagnol ; la proposition du groupe communiste tendant à régler cette question ; un budget qui refuse d'examiner le fond du rapport constant qui devrait exister entre les pensions d'invalidité et le traitement des fonctionnaires de référence ; (p. 7383) : le problème des fonctionnaires de référence ; les pensions de guerre et les retraites des combattants en retard ; les modalités proposées par l'Union française et associations d'anciens combattants.

Commission mixte paritaire [15 décembre 1976] (p. 9428) : l'aggravation de la fiscalité sur les vins doux naturels ; la production des vins doux naturels soumise à des conditions très strictes ; (p. 9429) : préserver la législation actuelle sur les vins doux naturels ; le cas de Banyuls-dels-Aspres ; préserver la production des vins doux naturels.

1977

— **Projet de loi portant dérogation en ce qui concerne certains marins des départements d'outre-mer et du territoire d'outre-mer de la Polynésie française à diverses dispositions du code des pensions de retraite des marins et du décret-loi du 17 juin 1938** (n° **2554**). **Discussion générale** [12 avril 1977] (p. 1712) : la situation des marins-pêcheurs de la côte méditerranéenne, et notamment ceux de Port-Vendres ; rappelle qu'il avait souhaité que soient étendues les dispositions du projet de loi aux artisans pêcheurs français ; le problème de la pêche artisanale au lamparo ; rappelle son action en faveur des pêcheurs utilisant cette technique ; les conditions de la pêche au lamparo ; le problème de l'organisation de la profession ; le respect du prix minimum du « poisson bleu » ; le problème des installations frigorifiques nécessaires pour le stockage ; l'assujettissement des marins-pêcheurs au forfait ; l'application aux marins-pêcheurs d'allocations de chômage servies au titre de l'aide publique ; (p. 1713) : affirme sa conviction que les problèmes doivent être réglés à froid et non à chaud.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1977** (n° **2768**). **Lettre rectificative** (n° **2859**). **Discussion générale** [24 mai 1977] (p. 2943) : les dégâts énormes causés par les gelées du mois de mars ; la répartition régionale des calamités ; l'absence de publication des résultats de l'enquête gouvernementale sur le bilan réel des dommages causés par le gel ; la survenance de pluies diluviennes et d'inondations ; leurs conséquences sur les productions agricoles et les infrastructures rurales ; l'inadaptation de la loi du 10 juillet 1964 relative aux calamités agricoles ; le dépôt d'une proposition de loi du groupe communiste ; l'institution d'un fonds national de garanties des calamités agricoles ; (p. 2944) : le dispositif de l'article 3 de la proposition de loi ; la détérioration du revenu des exploitations familiales agricoles ; l'évolution du nombre d'exploitants agricoles du département des Pyrénées-Orientales ; l'exode rural ; la nécessité de débloquer des crédits spéciaux pour les sinistrés agricoles.

— **Propositions de loi relatives à l'abaissement de l'âge de la retraite pour les anciens déportés ou internés** (n°s **2845, 1223, 1863, 2282, 2328**). **Discussion générale** [23 juin 1977] (p. 4143) : l'avertissement de Paul Eluard ; (p. 4144) : le drame de la déportation ; la reconnaissance nationale ; la mesure proposée en 1965 par le législateur ; la non-prise en compte du sort des jeunes déportés ; le texte en discussion a recueilli l'adhésion de tous les groupes qui composent l'Assemblée nationale ; la proposition de loi communiste signée par M. Gilbert Schwartz ; le problème particulier posé par les anciens déportés et internés. **Discussion des articles. Article 1er** (p. 4148) : l'abaissement du taux d'invalidité à 60 % ; le bénéfice des mesures pour les anciens internés ; son sous-amendement à l'amendement n° 1 du Gouvernement : fixation à 60 % du taux d'invalidité globale ; adopté. **Article 3** : prend acte de l'engagement du ministre sur l'extension par décret à tous les régimes de sécurité sociale.

— **Proposition de loi tendant à accorder la qualité de pupille de la nation aux enfants des militaires tués accidentellement en temps de paix** (n° **1526**). **Discussion générale** [28 juin 1977] (p. 4375) : les accidents mortels se produisant lors de manœuvres ou exercices militaires ; les risques encourus par les soldats du contingent ; le problème des « hors-guerre » ; le taux d'invalidité dont doit être atteint le soldat du contingent victime « hors guerre » pour bénéficier d'une pension ; les conditions pour bénéficier d'une pension d'ascendant ; l'intervention de la sécurité sociale

de l'armée ; le problème des cas sociaux ; (p. 4376) : le montant des fonds de prévoyance de l'armée de terre et de la marine. **Discussion des articles. Article 1er** (p. 4376) : l'imprécision de la rédaction de l'article 1er. **Article 4** (p. 4377) : l'imprécision de l'article 4. **Explications de vote** (p. 4378) : son vote favorable sur la proposition de loi.

— **Projet de loi relatif à la mise en valeur des terres incultes** (n° **2847**). **Discussion générale** [29 juin 1977] (p. 4468) : la remise en valeur des régions montagnardes ; l'élaboration du projet ; l'importance du problème ; l'exode des jeunes ; le cas du département des Pyrénées-Orientales ; la situation démographique du département ; (p. 4469) : le mariage des agriculteurs ; l'amélioration de la législation existante ; le rôle des SAFER ; l'institution d'une redevance ; l'achat de terres par les étrangers ; la situation financière des petits éleveurs de zones déshéritées ; supprimer le blocage des prêts spéciaux à l'élevage ; le problème de l'indemnité spéciale de montagne ; la mise en place d'une politique agricole fondée sur le développement des exploitations familiales et la coopération. **Discussion des articles** [30 juin 1977]. **Article 1er** (p. 4499) : le dépôt par M. Brocard d'amendements élaborés par le groupe d'étude des problèmes de la montagne ; (p. 4500) : les études menées par le groupe d'étude des problèmes de la montagne ; le problème du contentieux ; la lenteur de la procédure. **Article 2** (p. 4504) : demande au Gouvernement quelles seront ses instructions. **Article 5** (p. 4506) : les conditions d'application de la clause trentenaire dans le cas des terres pratiquement abandonnées ; l'action du service des domaines. **Explications de vote** (p. 4512) : la défense par le parti communiste de la propriété privée, fruit du travail et de l'épargne ; l'exode rural ; (p. 4513) : les conditions d'application de la loi ; les amendements soutenus par le groupe communiste ; les conditions d'une bonne application de la loi ; le vote favorable du groupe communiste.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° **3120**).

Deuxième partie :

Anciens combattants [28 octobre 1977] (p. 6803) : l'augmentation des crédits du budget ; la réalité des crédits affectés aux mesures nouvelles ; la part du budget des anciens combattants dans le budget de l'Etat ; la nécessité de l'instauration d'un contingent spécial supplémentaire de croix de la Légion d'honneur ; le relèvement du plafond de la retraite mutualiste ; le bénéfice de la campagne double ; la commémoration du 8 mai ; l'augmentation des taux de pension des veuves de guerre ; la suppression de la notion de plafond de ressources ; le problème du rapport constant ; le plan quadriennal proposé par l'UFAC ; (p. 6804) : la fidélité au sacrifice des morts. **Examen des crédits. Etat B du Titre IV** (p. 6826) : demande un scrutin public.

TURCO (Jean)

Député de Paris
(14e circonscription)
(UDR, puis RPR).

En remplacement le 6 mai 1973 de M. Germain (Hubert), nommé membre du Gouvernement.

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [9 mai 1973] (p. 1103).

S'inscrit au groupe d'union des démocrates pour la République [9 mai 1973] (p. 1103).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [15 mai 1973] (p. 1276), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1465).

Membre de la commission d'enquête sur les pratiques des sociétés pétrolières en France [28 juin 1974] (p. 3212).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux [28 juin 1975] (p. 5022).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner les propositions de loi (n° 2080) de MM. Foyer, Labbé, Chinaud et Max Lejeune, (n° 2128) de M. Georges Marchais et plusieurs de ses collègues, (n° 2131) de M. Defferre et plusieurs de ses collègues, sur les libertés [19 décembre 1975] (p. 10152).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme de l'urbanisme [20 décembre 1976] (p. 9809).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** concernant le **statut des employés non salariés des succursales de distribution de produits pétroliers ou d'exploitation de stations-service** (n° **421**) [30 mai 1973].

— **Proposition de loi** visant à **accorder aux anciens combattants et résistants la faculté d'opérer des versements de rachat au titre de l'assurance vieillesse** (n° **422**) [30 mai 1973].

— **Proposition de loi** tendant à **faire bénéficier d'un intérêt les versements de garantie effectués par les locataires à leurs propriétaires** (n° **423**) [30 mai 1973].

— **Proposition de loi** tendant à définir la **situation du commerçant distributeur** (n° **979**) [30 mai 1974].

— **Proposition de loi** tendant à préciser le **statut juridique du concessionnaire revendeur** de produits de marque (n° **1904**) [8 octobre 1975].

— **Proposition de loi** tendant à instituer un **corps civique national** (n° **2573**) [3 novembre 1976].

INTERVENTIONS

1976

— **Demande une suspension de séance** [21 juin 1976] (p. 4402) : examen des amendements au projet de loi portant réforme de l'urbanisme.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**).

Première partie :

Discussion des articles [22 octobre 1976]. **Après l'Article 5** (p. 6946) : son sous-amendement n° 192 défendu par M. Fanton ; adopté.

U

URI (Pierre)

Rapporteur du Conseil économique et social.

— **Projet de loi portant imposition des ressources provenant de plus-values assimilables à un revenu** (n° **2206**), rapporteur du Conseil économique et social. **Discussion générale** [1er juin 1976] (p. 3571) : contraste entre le cadre limité du projet et le sujet d'étude de la commission Monguilan ; imposition généralisée des plus-values et imposition de plus-values ; (p. 3572) : la taxation générale des plus-values, source de recoupements pour l'établissement de l'impôt sur le revenu ; élément moralisateur ; danger des exonérations ; danger de l'exonération du remploi prévu par la commission ; (p. 3573) : non-exonération de l'épargne taxée comme revenu quand elle s'est investie dans un bien ; une exception : quand la cession n'intervient pas à l'initiative du cédant ; abattement et application généreuse du quotient familial prévu par le Conseil ; unification d'une législation disparate ; réforme de la fiscalité des entreprises ; imposition progressive des plus-values ; l'aménagement des règles relatives aux durées de détention ; (p. 3574) : un système parallèle pour les moins-values ; la détaxation des revenus les plus faibles.

V

VACANT (Edmond)

Député du Puy-de-Dôme
(5e circonscription)
(PSRG).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 735).

S'inscrit au groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche [2 avril 1973] (p. 745).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [5 avril 1973] (p. 755), [2 avril 1974] (p. 1453), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Réorganisation des services du cadastre** [30 octobre 1974] (p. 5626).

— **Laboratoires pharmaceutiques Réti-Mauvernay à Riom** [1er décembre 1976] (p. 8850) : les licenciements décidés par ces laboratoires ; examen de la situation de cette entreprise.

— **Délivrance de certains diplômes universitaires** [27 avril 1977] (p. 2212) : habilitation du DEUG de sciences techniques des activités physiques et sportives à l'UER d'éducation physique et sportive de Clermont-Ferrand.

INTERVENTIONS

1973

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° 646).

Deuxième partie :

Anciens combattants et victimes de guerre [9 novembre 1973] (p. 5534) : rappelle les droits des anciens combattants, les promesses du Président Pompidou lors de sa campagne électorale, le plan quadriennal établi par l'UFAC.

— **Projet de loi tendant à assurer, en cas de règlement judiciaire ou de liquidation des biens, le paiement des créances résultant du contrat de travail** (n° 719). **Discussion générale** [21 novembre 1973] (p. 6215) : évolution des conflits sociaux ; trusts multinationaux ; marché de l'emploi et pouvoir de l'argent ; pouvoir politique et action des travailleurs ; reconnaissance du droit au paiement des salaires ; (p. 6216) : votera le projet de loi ; amélioration apportée par la création d'un fonds de garantie ; lacunes qui subsistent ; sa question relative à l'élimination des bénéfices du fonds de garantie des salariés déjà exclus de l'assurance chômage ; droit au travail en Belgique ; notion de fermeture d'entreprises ; droit au salaire ; amendements tendant à l'extension du champ d'application du projet à tous les salaires ; sa question relative aux engagements contractuels de l'employeur : systèmes de préretraite ou de congé en fin de carrière ; son amendement tendant au paiement par le fonds de garanties des indemnités de préavis de licenciement en cas de défaillance de l'employeur ; principes d'une nouvelle législation permettant la protection des travailleurs privés d'emploi du fait de l'employeur ; modernisation du droit du travail ; démocratie politique et démocratie économique.

1974

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° **1180**).

Deuxième partie :

Qualité de la vie. — Jeunesse et sports [31 octobre 1974] (p. 5692) : la pénurie d'enseignants, de cadres et d'animateurs ; (p. 5693) : la diminution des créations de postes et l'étranglement du recrutement ; la réduction des horaires d'éducation physique ; le manque de débouchés des élèves professeurs ; la formation des éducateurs ; le déplacement de l'école nationale supérieure d'éducation physique ; la réforme du CAPEPS ; la transformation des maîtres d'éducation physique et sportive en professeurs adjoints ; l'adoption de ce budget conduirait à une faillite de l'éducation physique et sportive.

1975

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif au développement de l'éducation physique et du sport** (n° **1728**). **Après déclaration d'urgence, discussion générale** [2 octobre 1975] (p. 6439) : souhaite que soit proposée aux Français une autre image du sport que celle offerte par les spectacles commerciaux ; (p. 6440) : demande que l'éducation nationale reçoive les moyens de remplir sa mission en matière d'éducation physique ; l'aggravation de la situation depuis 1960 et la faiblesse des moyens contenus dans le projet de budget pour 1976 ; les mesures qui devraient être prises en matière d'équipements ; dénonce les fausses économies qui consistent à construire des installations trop légères ; demande que les collectivités locales reçoivent les moyens de faire fonctionner les installations.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**).

Deuxième partie :

Anciens combattants [31 octobre 1975] (p. 7697) : le budget des anciens combattants, constat d'insuffisance et de médiocrité ; (p. 7698) : la commémoration du 8 mai ; l'attribution de la carte de combattant aux anciens d'Algérie.

Qualité de la vie. — II. Jeunesse et sports [7 novembre 1975] (p. 8116) : la responsabilité de ceux qui voteront un budget insuffisant ; séparer le sport amateur des activités sportives, professionnelles et commerciales ; l'exploitation des jeunes par certains clubs ; les insuffisances du budget pour 1976.

1976

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**).

Deuxième partie :

Anciens combattants [2 novembre 1976] (p. 7385) : un constat d'insuffisance et de médiocrité ; le refus de réparer les injustices ; le rapport constant ; les veuves ; les droits de ceux ayant servi en Algérie, en Tunisie, au Maroc ; la retraite mutualiste ; (p. 7386) : la célébration du 8 mai ; le châtiment pour les criminels de guerre.

Qualité de la vie. — II. Jeunesse et sports [3 novembre 1976] (p. 7439) : un portefeuille démuni ; le problème des équipements sportifs ; du recrutement, de la nomination des maîtres d'éducation physique, de maisons de jeunes ; l'emploi des bénévoles ; la faiblesse du budget ; les équipements nécessaires ; l'école ; l'exemple de Mozac ; le compte rendu de la table ronde de l'UEREPS de Paris-Lacretelle ; les conditions déplorables de vie ; indique que le PSRG ne votera pas le budget.

1977

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° **3120**).

Deuxième partie :

Anciens combattants [28 octobre 1977] (p. 6804) : l'augmentation des crédits du budget ; les engagements de M. Valéry Giscard d'Estaing à l'égard des anciens combattants ; (p. 6805) : le déblocage du contentieux ; les problèmes des anciens combattants d'Algérie, de Tunisie et du Maroc ; le paramètre de rattrapage ; la publication de la liste des unités combattantes ; la suppression de la formule « capital réservé viagèrement » par la caisse nationale de prévoyance ; l'attribution de la campagne double ; le problème de la célébration du 8 mai ; la recrudescence des activités fascistes et néo-nazies ; la condition du vote du groupe du PSRG.

Territoires d'outre-mer [3 novembre 1977] (p. 6945) : se fait l'interprète de M. Alain Vivien, empêché ; la diminution des crédits publics affectés aux TOM ; la stabilité du volume des engagements de l'Etat ; la participation directe des ministères techniques à la réalisation d'équipements publics ; l'absence de participation de certains ministères ; la réduction de la participation de certains autres ; la prise en charge de 80 % de la rémunération des agents de l'Etat en Polynésie française ; les crédits du FIDES ; la non-consultation de l'assemblée territoriale de Wallis-et-Futuna ; (p. 6946) : le sort réservé

aux terres australes et antarctiques françaises ; la régression des crédits du FIDES affectés à la Nouvelle-Calédonie ; l'apparition d'une ligne budgétaire réservée au FADIL ; l'économie des TOM ; la politique sociale du Gouvernement ; le rejet du budget par le groupe du PSRG.

Jeunesse et sports [7 novembre 1977] (p. 7076) : le projet de budget ; la décroissance de la part du budget de la jeunesse et des sports dans le budget de l'Etat ; l'évolution des dépenses de fonctionnement ; le niveau des autorisations de programme ; les subventions d'équipement ; le rapport du comité d'action pour le développement de la pratique sportive ; faire en sorte que le budget de la jeunesse et des sports dépasse 1 % du budget de l'Etat ; le problème des UER d'éducation physique et sportive ; l'hostilité du groupe du PSRG au projet de budget.

VALBRUN (Robert)

Député du Nord
(1re circonscription)
(UDR).

En remplacement, le 9 juillet 1974, de M. Norbert Segard nommé membre du Gouvernement.

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [9 juillet 1974] (p. 3405, 3430).

S'inscrit au groupe d'union des démocrates pour la République [*J.O.* du 10 juillet 1974] (p. 3430).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [27 juillet 1974] (p. 3909), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

DÉPOTS

— **Rapport,** fait au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées, sur la proposition de loi (n° 1526) tendant à accorder la qualité de **pupille de la nation** aux enfants des militaires tués accidentellement en temps de paix (n° **2930**) [26 mai 1977].

QUESTIONS

• *question orale sans débat :*

— (n° **42323**) : **Rocade Nord-Ouest de Lille** [2 décembre 1977] (p. 8220) : les graves conséquences qu'entraînerait la réalisation de la rocade Nord-Ouest de Lille pour la commune de Lambersart.

INTERVENTIONS

1974

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° **1180**).

Deuxième partie :

Anciens combattants [13 novembre 1974] (p. 6315) : souligne les insuffisances de budget ; insiste sur la situation des orphelins et orphelines de guerre âgés, infirmes, malades ou incurables.

1975

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**).

Deuxième partie :

Anciens combattants [31 octobre 1975] (p. 7697) : l'absence de mesures en faveur des veuves, des ascendants et des orphelins ; la situation des services départementaux ; la qualité de pupille de la nation.

1976

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**).

Deuxième partie :

Anciens combattants [2 novembre 1976] (p. 7384) : aucune mesure nouvelle en faveur des familles des morts pour la France, pour les veuves, les ascendants et les orphelins ; (p. 7385) : rénover les structures de l'office national et celles de ses services départementaux ; le rapport constant ; l'indexation de la valeur du point de pension sur le coût de la vie ; les propositions de l'UFAC.

1977

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'application de la convention sur la délivrance de brevets européens faite à Munich le 5 octobre 1973** (n° **2611**). **Discussion des articles** [4 mai 1977]. **Article 5** (p. 2443) : son amendement n° 1 : dépôt des demandes de brevets européens auprès des préfectures autres que celle de Paris ; non soutenu.

— **Proposition de loi tendant à accorder la qualité de pupille de la nation aux enfants des militaires tués accidentellement en temps de paix** (n° **1526**). **Discussion générale** [28 juin 1977] (p. 4373) : l'application, au profit des enfants dont les parents militaires sont décédés en temps de paix, du système de tutelle de l'Etat institué au bénéfice des orphelins de

guerre ; (p. 4374) : l'impossibilité d'une extension pure et simple de la tutelle de l'Etat ; l'organisation d'une protection particulière pour les enfants de parents décédés ; les conditions du bénéfice de cette protection ; ses modalités ; le régime actuel de protection des enfants de militaires décédés ; la recevabilité de la proposition de loi ; la distribution des bourses. **Discussion des articles. Article 1er** (p. 4376) : l'accord de la commission sur l'amendement n° 2 du Gouvernement. **Article 2** (p. 4377) : son opposition, à titre personnel, à l'amendement n° 4 du Gouvernement ; les difficultés d'application de l'amendement n° 4 du Gouvernement. **Article 7** (p. 4377) : son amendement n° 1 de suppression ; adopté.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'information et à la protection des consommateurs dans le domaine des opérations de crédit** (n° **2547**). **Discussion des articles** [6 octobre 1977]. **Article 2 A** (p. 5933) : son amendement n° 1 devenu sans objet.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° **3120**).

Deuxième partie :

Anciens combattants [28 octobre 1977] (p. 6805) : le respect des droits des anciens combattants ; l'évolution des crédits consacrés aux dépenses d'entretien et d'éducation des pupilles de la nation ; la situation des orphelins de guerre infirmes et incurables ; le vœu de la fédération nationale « Les Fils de Tués » ; le rôle de l'office national des anciens combattants ; (p. 6806) : la nécessaire augmentation de ses moyens ; la mise à parité des retraites ; l'évolution des crédits affectés à l'appareillage ; le doublement des honoraires servis aux médecins experts et surexperts des centres de réforme ; la mise en œuvre du rapport constant.

VALENET (Raymond)

Député de la Seine-Saint-Denis (9e circonscription) (UDR).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 737).

S'inscrit au groupe d'union des démocrates pour la République [2 avril 1973] (p. 744).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [5 avril 1973] (p. 755), [2 avril 1974] (p. 1453), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre de la commission sociale centrale pour les rapatriés [22 juin 1973] (p. 2466).

Membre du conseil supérieur de l'établissement national des invalides de la marine [18 avril 1975] (p. 1890).

DÉPOTS

— **Avis**, présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de **loi de finances pour 1974** (n° 646). — **Tome VI : Anciens combattants et victimes de guerre** (n° **682**) [10 octobre 1973].

— **Avis**, présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de **loi de finances pour 1975** (n° 1180). — **Tome III : Anciens combattants** (n° **1231**) [11 octobre 1974].

— **Avis**, présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de **loi de finances pour 1976** (n° 1880). — **Tome III : Anciens combattants** (n° **1917**) [10 octobre 1975].

— **Avis**, présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de **loi de finances pour 1977** (n° 2524). — **Tome V : Anciens combattants et victimes de guerre** (n° **2530**) [12 octobre 1976].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 2807), tendant à la reconduction de la législation sur les **emplois réservés** (n° **2812**) [20 avril 1977].

— **Proposition de loi** portant création d'un **fonds de prévoyance sociale** (n° **2886**) [18 mai 1977].

— **Proposition de loi** tendant à **protéger les épargnants** en réservant aux seuls titulaires d'un agrément délivré par le ministère de l'économie et des finances le droit de recueillir ou de proposer le placement de fonds du public (n° **2895**) [18 mai 1977].

— **Avis**, présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de **loi de finances pour 1978** (n° 3120). — **Tome III : Anciens combattants** (n° **3148**) [11 octobre 1977].

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Personnels non enseignants des CES** [18 juin 1975] (p. 4365) : augmentation du

nombre des agents chargés de la demi-pension et de l'entretien des locaux.

— **Aide à l'industrie française de l'électronique** [15 juin 1977] (p. 3795) : conséquences sur l'emploi et la balance des comptes des difficultés de l'industrie électronique ; dépôt du bilan éventuel du troisième producteur français d'autoradio.

INTERVENTIONS

1973

— **Déclaration du ministre des anciens combattants et victimes de guerre sur la situation du monde combattant** (n° **281**) [10 mai 1973] (p. 1146) : ses impressions après la déclaration du ministre des anciens combattants ; l'esprit de dialogue du Gouvernement ; sa participation au groupe de travail sur le rapport constant ; évoque les travaux des groupes de travail sur les anciens d'Afrique du Nord ; la levée des forclusions ; demande que le cas des internés du fort de Huy soit examiné ; que le problème des internés soit rapidement examiné ; demande la retraite à soixante ans pour les anciens prisonniers de guerre ; le caractère de fête nationale pour la journée du 8 mai ; le relèvement de la retraite du combattant de 1939-1945 ; évoque les conditions d'ouverture du droit à la retraite pour certains anciens prisonniers de guerre.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° **646**).

Deuxième partie :

Anciens combattants et victimes de guerre [9 novembre 1973] (p. 5515) : voir l'intervention de M. Marcel Béraud.

— **Projet de loi portant modifications de l'ordonnance n° 59-126 du 7 janvier 1959 modifiée tendant à favoriser l'association ou l'intéressement des travailleurs à l'entreprise, de l'ordonnance n° 67-693 du 17 août 1967 modifiée relative à la participation des salariés aux fruits de l'expansion des entreprises et de l'ordonnance n° 67-694 du 17 août 1967 relative aux plans d'épargne d'entreprise** (n° **641**). **Discussion des articles** [28 novembre 1973]. **Article 8** (p. 6443) : son amendement : rôle du centre d'études des revenus et des coûts.

1974

— **Projet de loi relatif aux économies d'énergie** (n° **1178**). **Discussion générale** [4 octobre 1974] (p. 4816) : conséquences pour les HLM des dispositions prévues ; diffusion irrégulière de la chaleur dans les tours.

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° **1180**).

Deuxième partie :

Education et enseignement préscolaire [5 novembre 1974] (p. 5870) : les dépenses supportées par les familles pour l'instruction de leurs enfants ; situation critique des inscriptions dans les écoles maternelles.

Anciens combattants, rapporteur pour avis [13 novembre 1974] (p. 6296) : les groupes de travail mis en place ; le sort de la tierce personne ; rétablir la croix du mérite combattant ; appliquer effectivement le relèvement à l'indice 500 des pensions de certaines veuves. **Examen des crédits. Après l'Article 54** (p. 6323) : son amendement n° 152 : pensions des veuves portées à l'indice 500 ; repoussé.

1975

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**).

Deuxième partie :

Anciens combattants, rapporteur pour avis [31 octobre 1975] (p. 7683) : demande la levée des forclusions relevant du ministère de la défense ; propose l'augmentation de la retraite mutualiste ; l'attribution de la retraite de la sécurité sociale aux veuves des grands invalides ; l'égalisation des retraites de 1914-1918 et 1939-1945 ; la majoration des pensions des veuves ; (p. 7684) : les demandes de cartes d'anciens combattants présentées par les anciens d'Afrique du Nord ; la revalorisation de la retraite du combattant.

1976

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**).

Deuxième partie :

Anciens combattants, rapporteur pour avis [2 novembre 1976] (p. 7371) : la reconnaissance de la qualité de combattant aux anciens d'Afrique du Nord ; les pensions d'invalidité ; leur réévaluation ; peu de mesures nouvelles ; l'augmentation des crédits pour le service de l'appareillage et pour l'office des anciens combattants ; la parité de la retraite du combattant ; les anciens d'Afrique du Nord ; (p. 7372) : les ascendants ; les équivalences à l'action de combat pour certaines catégories de personnes ayant servi en Afrique du Nord et ayant appartenu à des unités de soutien ; la population du village de Xures.

Examen des crédits. Etat B - Titre IV (p. 7392) : indique que la commission, si elle avait été saisie, aurait repoussé l'amendement n° 221 de M. Gilbert Faure.

1977

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, tendant à la reconduction de la législation sur les emplois réservés** (n° 2807), rapporteur. **Discussion générale** [21 avril 1977] (p. 2047) : la reconduction de la législation sur les emplois réservés ; les difficultés rencontrées par les victimes de guerre dans l'exercice de leurs droits ; les raisons qui militent en faveur d'une prolongation temporaire des dispositions en vigueur ; le niveau élevé du nombre global des candidats pour les emplois réservés ; la nécessité de préparer une réforme d'ensemble des règles en vigueur.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° 3120).

Deuxième partie :

Anciens combattants, rapporteur pour avis [28 octobre 1977] (p. 6792) : la date retenue pour l'examen du budget des anciens combattants ; les avantages acquis au cours de la législature ; les dispositions relatives aux anciens combattants ; (p. 6793) : les situations des ascendants, des internés résistants et internés politiques et des déportés ; le règlement du contentieux alsacien ; l'appareillage des mutilés ; l'office national des anciens combattants et victimes de guerre ; l'institution nationale des invalides ; l'attribution de la carte du combattant à tous les prisonniers de guerre ; la commémoration du 8 mai ; l'attribution d'un contingent spécial de la croix de la Légion d'honneur ; l'actualisation du code des pensions ; l'élévation de la pension des veuves de guerre ; l'augmentation de la pension servie aux ascendants ; l'avis favorable de la commission des affaires culturelles.

VALLEIX (Jean)

Député de la Gironde
(1re circonscription)
(UDR, puis RPR).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 734).

S'inscrit au groupe d'union des démocrates pour la République [2 avril 1973] (p. 744).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [5 avril 1973] (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1465).

Représentant titulaire de l'Assemblée nationale à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [13 juin 1973] (p. 2072).

Membre du comité de gestion du fonds de soutien aux hydrocarbures [22 juin 1973] (p. 2466).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux économies d'énergie [17 octobre 1974] (p. 5207).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'organisation interprofessionnelle agricole [27 juin 1975] (p. 4967).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme de l'urbanisme [20 décembre 1976] (p. 9809).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur l'architecture [20 décembre 1976] (p. 9810).

Membre de la commission supérieure du crédit maritime mutuel [12 mai 1977] (p. 2712), [13 mai 1977] (p. 2760).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la mise en valeur des terres incultes récupérables [21 décembre 1977] (p. 9184).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification de l'article 7 de la loi n° 62-933 du 8 août 1962 complémentaire à la loi d'orientation agricole, relatif au droit de préemption des sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural [21 décembre 1977] (p. 9186).

DÉPOTS

— **Rapport,** fait au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 447) **autorisant certaines commu-**

nes et établissements publics à instituer un versement destiné aux transports en commun (n° **460**) [13 juin 1973].

— **Rapport,** fait au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 606), modifié par le Sénat, **autorisant certaines communes et établissements publics à instituer un versement destiné aux transports en commun** (n° **609**) [29 juin 1973].

— **Avis,** présenté au nom de la commission de la production et des échanges, sur le **projet de loi de finances pour 1974** (n° 646). — **Tome XVIII : Plan** (n° **686**) [10 octobre 1973].

— **Avis,** présenté au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de **loi de finances pour 1975** (n° 1180). — **Tome XI : Equipement** (n° **1235**) [11 octobre 1974].

— **Rapport,** fait au nom de la commission de la production et des échanges, sur la proposition de loi (n° 1265), adoptée par le Sénat, relative aux pouvoirs du **conseil interprofessionnel du vin de Bordeaux** (n° **1333**) [22 novembre 1974].

— **Rapport,** fait au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 1509) relatif au versement destiné aux **transports en commun** et modifiant les **lois n° 71-559** du 12 juillet 1971 et **n° 73-640** du 11 juillet 1973 (n° **1644**) [15 mai 1975].

— **Avis,** présenté au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de **loi de finances pour 1976** (n° 1880). — **Tome XI : Equipement** (n° **1921**) [10 octobre 1975].

— **Rapport d'information,** fait en application de l'article 29 du règlement au nom **des délégués de l'Assemblée nationale à l'assemblée consultative du conseil de l'Europe** et à **l'assemblée de l'union de l'Europe occidentale,** sur l'activité de ces deux assemblées au cours de leurs 27e et 21e sessions ordinaires respectives (1975-1976) (n° **2470**) [30 juin 1976].

— **Avis,** présenté au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de **loi de finances pour 1977** (n° 2524). — **Tome XI : Equipement** (n° **2534**) (12 octobre 1976].

— **Avis,** présenté au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de **loi de finances pour 1978** (n° 3120). — **Tome XII : Equipement** (n° **3152**) [11 octobre 1977].

— **Rapport,** fait au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'**organisation des transports de voyageurs dans la région d'Ile-de-France** (n° **3270**) [30 novembre 1977].

QUESTIONS

• *question au Gouvernement :*

Avenir de l'aviation européenne [11 juin 1975] (p. 3973) : possibilité pour une agence européenne de l'aviation de sauver l'industrie aéronautique européenne après la solution intervenue pour le « marché du siècle ».

INTERVENTIONS

1973

— **Déclaration du Gouvernement sur les orientations de la politique urbaine** (n° **354**) [17 mai 1973] (p. 1361] : réconciliation de la ville et de la cité ; grands ensembles ; construction de villes où l'on puisse humainement vivre ; accélération de la croissance urbaine depuis dix ans ; transformation des structures économiques et sociales ; taux annuel de croissance de la population urbaine ; souhaite la maîtrise du phénomène d'urbanisation ; choix politique à faire ; urbanisation française et urbanisation anglo-saxonne ; encouragement aux lotissements ; dangers d'une instabilité excessive des réglementations d'urbanisme ; dialogue entre l'administration, les collectivités locales, les intéressés et les habitants ; souhaite la levée des contraintes devenues inutiles ; cas de la construction des CES ; amélioration du bien-être collectif ; politique urbaine et politique de communication : téléphone et télex ; politique des transports ; transports dans les villes et entre les villes ; turbo-train ; liaison entre les grandes villes ; expérience du « Métro-Lor » à cadence rapide; politique des grands axes routiers ; liaisons entre Agen, Marmande et Bordeaux ; études du Hudson Institute ; (p. 1362) : axes routiers dans le Nord de l'Espagne et situation de notre Sud-Ouest frontalier ; politique urbaine en tant que témoignage de notre civilisation.

— **Projet de loi autorisant certaines communes et établissements publics à instituer un versement destiné aux transports en commun,** (n° **353**). **Première lecture** [21 juin 1973]. **Discussion générale** (p. 2379, 2380) : progrès de l'urbanisation, extension aux métropoles régionales, situation aux Etats-Unis, obligation de doter les grands centres de province de transports améliorés, quartiers piétonniers, extension des villes, nécessité de dégager des moyens d'investissements importants, texte concernant la province, participation financière des collectivités locales, incitation au regroupement au sein d'établissements publics

compétents en matière de transports urbains, modes de transport ultra-modernes, priorité aux investissements les plus novateurs, origine des ressources, taxe frappant les entreprises employant plus de neuf salariés, risques quant à l'incitation à la décentralisation, caractère facultatif de l'institution du versement, rentabilité dans l'application des moyens décidés. **Discussion des articles. Articles 1er** (p. 2390) : s'oppose à l'amendement de M. Hamel : seuil porté de neuf à cinquante salariés ; s'oppose à l'amendement de M. Boulay : notion d'agglomération au sens de l'INSEE ; (p. 2391) : répond aux auteurs d'amendements sur les conditions de détermination du seuil de population ; son amendement tendant à fixer ce seuil à 250.000 habitants ; (p. 2392) : s'oppose à l'amendement de M. Hamel visant la situation au regard de la taxe des communes des communautés urbaines dont la population est inférieure à 25.000 habitants. **Article 3** (p. 2393) : ses arguments à l'encontre de l'amendement de M. Boulay : possibilité d'institution du versement par délibération du conseil général ; (p. 2394) : répond aux arguments de M. Boulay ; ses arguments à l'encontre de l'amendement de M. Hamel : suppression du deuxième alinéa prévoyant la possibilité de porter à 1,50 % la taxe sur les salaires ; (p. 2395) : ses arguments à l'encontre de l'amendement de M. Hamel tendant à porter le taux de la taxe à 2 % du montant des salaires pour les entreprises comptant plus de cent salariés. **Article 4** (p. 2396) : ses arguments à l'encontre de l'amendement de M. Baudis : extension des mesures nouvelles à l'ensemble des usagers; (p. 2397): ses amendements de forme; s'oppose à l'amendement de M. Hamel : contrepartie versée aux communes de la communauté urbaine ; (p. 2398) : ses observations sur l'amendement de M. Wagner rejeté par la commission : financement du « ramassage » par cars ; ses arguments à l'encontre de l'amendement de M. Hamel : déduction par les entreprises des indemnités de transport. **Après l'Article 6** (p. 2399) : s'oppose aux amendements de MM. Cermolacce et Raymond : extension à tous les salariés de la prime mensuelle de transport. **Seconde délibération. Article 3** (p. 2400) : ses arguments en faveur de l'amendement du Gouvernement : versement institué « par délibération du conseil municipal ou de l'organe compétent de l'établissement public. **Article 5** (p. 2401) : ses arguments en faveur de l'amendement du Gouvernement. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [30 juin 1973] (p. 2749), rapporteur : rend compte des modifications apportées par le Sénat ; (p. 2750) : demande l'adoption des articles 4 et 5 dans le texte du Sénat.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° **646**).

Deuxième partie :

Transports. — III. **Aviation civile** [30 octobre 1973] (p. 5061) : orientation de la politique française en matière d'aviation civile ; regrette la stagnation du budget par rapport à celui de 1973, dynamique du budget dans sa conception, problèmes techniques ; (p. 5062) : équipements des aéroports, nécessité de réduire le temps passé en formalités et d'accélérer la desserte, opérations promotionnelles concernant Concorde et Airbus, conditions de transport des bagages dans l'Airbus, relations des compagnies aériennes, accord Air France - Air Inter, problèmes d'orientation politique en matière d'aviation civile ; support d'une aéronautique militaire, importance du moteur au regard de l'indépendance, passage de l'ère technologique à la période d'économie de marché, réformes de méthode et de structure, aggravation des conditions de la concurrence mondiale ; propos du ministre à l'assemblée de l'UEO, nécessité d'une industrie des moteurs indépendants, accord SNECMA - General Electric et coopération européenne, développement des lignes interrégionales européennes, harmonisation des normes en matière d'équipement, action menée par l'association européenne de constructeurs de matériel aéronautique, agence européenne de certification, création d'un organisme de regroupement ; (p. 5063) : conditions d'une concurrence normale, crédit-bail, crédits budgétaires permettant de déterminer les possibilités de commercialisation, industrie aéronautique européenne.

Services du Premier ministre. — Réformes administratives. — Commissariat général du plan d'équipement et de la productivité, rapporteur pour avis [20 novembre 1973] (p. 6077) : rapport sur l'exécution du plan ; ses observations sur le budget pour 1974 ; son analyse des crédits ; sa question relative aux crédits du centre de recherche et de documentation sur la consommation (CREDOC) ; crédits du centre national d'information pour le progrès économique et du centre d'étude des revenus et des coûts, budget du commissariat général au plan ; résultats de l'exécution du plan ; (p. 6078) : plan et politique anti-inflationniste, degré d'exécution des programmes d'équipement publics, régionalisation du plan, planification et développement du fait régional, contrôle de l'exécution du plan et information du Parlement, grandes orientations du VIIe plan, participation du Parlement à la préparation du VIIe plan ; ses observations sur la mission du plan ; sa proposition tendant à l'organisation d'un débat d'orientation avant la fixation des options du plan, asso-

ciation des rapporteurs aux travaux des commissions de modernisation.

1974

— **Projet de loi relatif aux économies d'énergie** (n° **1178**). **Discussion générale** [4 octobre 1974] (p. 4823) : ses observations sur l'indépendance nationale en matière énergétique ; augmentation de l'allocation logement.

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° **1180**).

Deuxième partie :

Equipement et urbanisme. — Crédits du ministère de l'équipement, rapporteur pour avis [15 novembre 1974] (p. 6520) : le budget des voies navigables est un budget d'attente ; ne pas négliger le réseau Freycinet ; recommande une meilleure utilisation des crédits d'investissements pour la voirie urbaine ; la réussite du Gouvernement en matière de sécurité routière ; nécessité d'accélérer le règlement des marchés publics.

Transports. — I. **Section commune.** — II. **Transports terrestres** [18 novembre 1974] (p. 6632) : un budget de circonstance ; la circulation automobile ; les transports en commun ; (p. 6633) : le versement des communes et établissements publics ; les centres techniques de l'équipement ; le service d'information sur les transports en commun ; les quartiers réservés aux piétons ; la compensation pour les tarifs réduits ; les transports en sites propres ; les couloirs de circulation ; les passagers des autobus ; les transports par voie ferrée ; le turbotrain Bordeaux - Lyon ; la conférence européenne des pouvoirs locaux : le TEE Bâle - Bordeaux - Madrid - Lisbonne ; l'association pour la route Centre-Europe - Atlantique ; les relations Est-Ouest ; la rentabilité des transports ferroviaires ; la consommation d'énergie ; les trains à grande vitesse ; (p. 6634) : la production et l'exportation de matériel ferroviaire. — III. **Aviation civile** [18 novembre 1974] (p. 6647) : le marché des transports aériens ; la qualité du service des compagnies françaises ; les lignes intérieures et l'aménagement du territoire ; le maintien des lignes ; l'aide de l'Etat aux aéroports ; les charges indues de la SNIAS ; la construction aéronautique européenne ; les investissements militaires ; la société Turbomeca ; (p. 6648) : l'accord entre la SNECMA et General Electric ; le financement de la construction ; la commercialisation d'Airbus et de Concorde ; la coopération avec les Etats-Unis pour un super Concorde ; Mercure et le moteur de 10 tonnes ; votera les crédits.

Services du Premier ministre. — V. **Commissariat général du plan d'équipement et de la productivité,** rapporteur pour avis suppléant [19 novembre 1974] (p. 6706) : l'actualité du plan ; un plan intérimaire ; le conseil de planification ; nomination de M. Jean Ripert ; calendrier de préparation du VII[e] plan dans la conjoncture actuelle ; (p. 6707) : les crédits du commissariat général ; les crédits d'étude du centre de recherche et de documentation sur la consommation (CREDOC) et du centre national d'information sur le progrès économique (CNIPE) ; le conseil de planification ; les retards dans l'élaboration du VII[e] plan ; les commissions de modernisation ; le rôle du Parlement ; la réforme régionale ; la commission a adopté le projet.

1975

— **Projet de loi relatif au versement destiné aux transports en commun,** rapporteur (n° **1509**). **Discussion générale** [23 mai 1975] (p. 3164) : l'extension du champ d'application des lois du 12 juillet 1971 et 11 juillet 1973 ; la volonté de décentralisation et de promotion des transports en commun ; rendre obligatoire le versement à toute la région parisienne ; le taux de prélèvement retenu ; fixer ce taux à 1,5 % dans les nouveaux départements assujettis ; l'exonération pour les fondations reconnues d'utilité publique ; l'extension de la loi de 1973 aux villes nouvelles de province ; l'exonération pour les villes nouvelles de la région parisienne afin de favoriser les créations d'emplois ; les enseignements au titre de la loi de 1971 et 1973 ; le bien-fondé des textes ; les différences d'application entre Paris et la province ; (p. 3165) : l'ampleur et l'acuité du problème du financement des investissements ; la part importante de l'Etat dans le financement des investissements de la région parisienne. **Discussion des articles : Article 1[er]** (p. 3167) : son amendement n° 1 : substituer au taux de 1 % le taux de 1,5 % ; ne pas faire payer aux provinciaux des investissements parisiens ; adopté. **Article 4** (p. 3168) : son amendement n° 2 : autorisation donnée aux entreprises de s'acquitter uniquement de solde ; simplifier la procédure de paiement et de remboursement ; prend acte des déclarations du Gouvernement quant à la rapidité du remboursement ; retiré.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'organisation interprofessionnelle agricole** (n° **1747**). **Première lecture. Après déclaration d'urgence, discussion des articles** [25 juin 1975]. **Article 2** (p. 4739) : son amendement n° 19 : ramener le délai de réponse de deux mois à un mois ; repoussé. **Article 4** (p. 4740) : son amendement n° 9 : prévoir

que les titres de mouvement seront refusés par l'administration si un contrat de fourniture est atteint d'une nullité de plein droit ; fait valoir que son amendement n'est pas contraire aux règles communautaires ; retiré. **Commission mixte paritaire,** rapporteur suppléant [27 juin 1975] (p. 4957) : indique que la commission mixte paritaire a adopté un texte souple et bien adapté aux structures professionnelles.

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère de la France** [27 juin 1975] (p. 4948) : les discussions engagées au sein du G.A.T.T. ; le développement du protectionnisme ; l'attitude vis-à-vis des pays en voie de développement ; le problème de l'aéronautique et des transports aériens ; (p. 4949) : l'action positive des pays de démocratie libérale.

— **Projet de loi de finances pour 1976 (n° 1880).**

Deuxième partie :

Equipement et urbanisme, rapporteur pour avis [24 octobre 1975] (p. 7360, 7361) : le redéploiement des crédits du budget de l'équipement ; le rôle du ministère de l'équipement dans l'amélioration de la qualité de la vie ; la nécessité de définir des priorités ; l'exemple de la liaison Rhône-Rhin ; l'équipement de la façade atlantique ; les ports maritimes français ; l'établissement des plans de circulation ; (p. 7362) : rechercher une formule de péréquation des péages autoroutiers.

Transports. — I. Section commune. — II. Transports terrestres [14 novembre 1975] (p. 8400) : l'importance financière du budget des transports ; (p. 8401) : son importance politique ; la situation peu satisfaisante de la batellerie ; l'insuffisance du réseau des voies navigables et la modernisation trop lente de la flotte ; la situation de la RATP; (p. 8402) : le déficit d'exploitation des collectivités gestionnaires des transports en commun ; le déficit de la SNCF ; la recherche d'une coordination entre le rail et la route. — III. **Aviation civile** [14 novembre 1975] (p. 8419, 8420) : mieux contrôler l'implantation et la nature des aéroports ; se donner tous les moyens pour exploiter la percée des appareils français sur le marché ; définir les orientations de notre production ; tout faire pour ne pas accepter la mainmise américaine.

1976

— **Industries de l'informatique et du nucléaire. — Réunion élargie de la commission de la production et des échanges** [8 avril 1976] (p. 1534) : demande au ministre de lui donner des assurances sur l'avenir de la coopération informatique européenne.

— **Projet de loi portant réforme de l'urbanisme** (n° **1881**). **Discussion des articles** [14 avril 1976]. **Après l'Article 59** (p. 1770) : son amendement n° 340 : indemnisation d'expropriation lors des opérations de résorption de l'habitat insalubre ; (p. 1771) : indique que son amendement devra être amélioré au cours de la deuxième lecture ; repoussé ; son amendement n° 341 : indemnisation des locataires commerçants ; adopté.

— **Projet de loi de finances pour 1977 (n° 2524).**

Deuxième partie :

Equipement. — Equipement et urbanisme, rapporteur pour avis [27 octobre 1976] (p. 7078) : un jugement sévère sur le projet de budget de l'équipement si l'on ne tenait pas compte du contexte économique ; le retour à l'équilibre budgétaire ; (p. 7079) : l'inévitable gonflement des dépenses ordinaires ; le FAC ; les priorités retenues ; la stagnation des routes ; les autoroutes bien traitées ; l'aménagement et le gros entretien du réseau national préoccupant ; la réduction de crédits consacrés au renforcement coordonné ; les grandes liaisons transversales routières ; crainte de mise en miettes de l'aménagement du territoire ; le transfert de la charge financière sur les établissements publics régionaux et les collectivités locales ; la liaison mer du Nord-Méditerranée ; la partie Rhin-Rhône ; les ports ; l'effort soutenu à faire en faveur des ports autonomes de la façade atlantique.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, sur l'architecture** (n° **2618**). **Discussion générale** [17 décembre 1976] (p. 9653) : l'urgence du projet ; la quantité l'emportant sur la qualité ; la qualité architecturale ; (p. 9654) : l'urbanisme ; l'amélioration de l'enseignement ; le permis de construire ; les constructions édifiées sans architecte ; la consultation obligatoire du conseil d'architecture ; la nature juridique des conseils d'architecture, d'urbanisme et d'environnement ; les points d'ombre ; la suppression d'une autorisation administrative par le Sénat ; les principes essentiels à respecter ; la responsabilité accrue des architectes ; (p. 9655) : le principe de la responsabilité complète des architectes ; l'enseignement de l'architecture ; la recherche architecturale ; l'indépendance des architectes ; l'architecture, l'affaire de tous ; le comportement de nos concitoyens ; renforcer le rôle des élus locaux ; l'harmonie de l'environnement et le respect du site ; des exigences essentielles ; tenir compte du voisinage immédiat des constructions. **Discussion des articles,** rapporteur pour avis [18 décembre 1976]. **Article 1er** (p. 9675) : son amendement n° 14 supprimant la référence au permis de cons-

truire obligatoire, déjà prévue dans d'autres textes ; s'en tient à son amendement n° 13 supprimant le premier alinéa de l'article 1er ; (p. 9676) : la notion passive de patrimoine architectural ; amendement n° 13 devenu sans objet ; (p. 9677) : son amendement n° 14 harmonisant le projet avec le code de l'urbanisme et supprimant l'obligation du permis de construire pour toute construction ; les risques de contentieux ; la difficulté de réserver l'article premier ; amendement n° 14 adopté ; (p. 9678) : s'oppose à l'amendement n° 68 de M. Chambaz. **Article 3** (p. 9694) : est favorable à l'amendement n° 29 de M. Bolo ; est hostile aux amendements n° 128 de M. Bernard-Reymond, n° 119 de M. Achille-Fould et au sous-amendement n° 129 de M. Bernard-Reymond. **Article 4** (p. 9798) : son amendement n° 15 tendant à améliorer la forme de l'article 4 ; rendre facultative la consultation du conseil d'architecture et d'urbanisme ; éviter d'ouvrir trop longuement la voie aux dérogations ; souhaite que M. Fanton propose une nouvelle rédaction notamment pour les vitrines ; (p. 9700) : l'application du texte ; le pouvoir des maires ; le risque de transformation des conseils d'architecture en commission administrative supplémentaire ; souhaite les conseils légers et souples ; les expériences d'assistance architecturale ; ne pas imposer des structures administratives nouvelles ; retire son amendement n° 15. **Article 5** (p. 9707) : s'oppose à l'amendement n° 37 de M. Bolo. **Article 6** (p. 9710) : son amendement n° 16 supprimant la représentation du conseil à la commission départementale d'urbanisme et à l'instance permanente du permis de construire ; repoussé. **Article 8** (p. 9717) : s'oppose à l'amendement n° 147 de M. Claudius-Petit. **Article 9** : souhaite recevoir des assurances quant à l'interprétation de Mme Giroud sur l'amendement n° 149 de M. Claudius-Petit ; (p. 9718) : s'oppose aux amendements n° 100 de M. Mesmin et n° 139 de M. Bourson. **Article 10** (p. 9719) : l'anticipation sur le libre établissement ; s'oppose à l'amendement n° 140 de M. Bourson. **Article 11** : le caractère obligatoire de l'assurance ; la responsabilité de l'architecte ; (p. 9720) : s'en remet à la sagesse de l'Assemblée sur les amendements à l'article 11 ; s'oppose à l'amendement n° 88 de Mme Constans. **Article 12** (p. 9721) : la difficulté de mise en pratique de l'amendement n° 75 de M. Chambaz ; son amendement n° 17 indiquant que plus de la moitié du capital social devra être détenu par les architectes ; adopté ; son amendement n° 18 indiquant qu'aucun des associés ne peut détenir plus de 50 % du capital social ; adopté. **Article 13** (p. 9722) : son amendement n° 19 : le problème posé par le salariat des architectes ; la double exigence de son amendement : le souci de l'indépendance de l'homme de l'art face à l'argent et la nécessité du travail en équipe ; les deux natures de tâches que peut remplir l'architecte ; les règles de cumul entre différents modes d'exercice ; un amendement global ; (p. 9723) : se demande si la situation du salarié implique une dépendance ; l'amendement n° 19, une réponse à l'inspiration des jeunes architectes ; un projet prévoyant le cumul ; amendement n° 19 repoussé ; (p. 9726) : s'oppose aux amendements n° 116 et n° 118 de M. Gantier ; s'en remet à la sagesse de l'Assemblée sur l'amendement n° 114 de M. Briane ; (p. 9727) : son amendement n° 158 : l'extension aux PACT de l'exception déjà exercée en faveur des sociétés d'intérêt agricole d'habitat rural ; repoussé. **Après l'Article 13** (p. 9728) : à titre personnel : l'intérêt d'un amendement permettant aux jeunes architectes de révéler leurs qualités artistiques et créatrices. **Article 15** (p. 9729) : son amendement n° 20 supprimant, au début de l'article 15, les mots : « pour permettre de vérifier s'il consacre le temps nécessaire à un travail réellement personnel de conception » ; adopté ; (p. 9730) : la représentation du ministère de tutelle au conseil régional de l'Ordre ; la nécessité du recours à l'information. **Article 16** (p. 9731) : son amendement n° 21 : de forme ; adopté. **Article 17** (p. 9732) : le souci de l'Ordre ; n'est pas convaincu de l'intérêt d'inscrire la consultation des organisations syndicales dans la loi. **Article 25** (p. 9737) : s'oppose à l'amendement n° 85 de Mme Constans. **Article 29** *bis* (p. 9740) : n'est pas rassuré par une liste énumérative des exemptions ; (p. 9741) : est favorable à l'amendement n° 137 du Gouvernement si Mme Giroud porte le délai à trois mois. **Article 31** (p. 9742) : son amendement n° 22 de coordination ; adopté. **Article 34** (p. 9744) : s'oppose à l'amendement n° 23 : dépôt avant le 31 décembre 1977 d'un projet de loi d'orientation de l'enseignement de l'architecture ; demande s'il n'est pas possible de s'orienter dans un délai d'un an. **Titre** (p. 9747) : son amendement n° 24 modifiant le titre ; le manque de précisions sur l'éducation et l'enseignement ; repoussé.

1977

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° 3120).

Deuxième partie :

Equipement et aménagement du territoire. — Equipement, aménagement du territoire et urbanisme, rapporteur pour avis [16 novembre 1977] (p. 7520) : la diminution

des autorisations de programme affectée au réseau routier et aux ports maritimes ; le respect des PAP ; la liaison mer du Nord - Méditerranée ; l'évolution des crédits de paiement ; la situation difficile de l'industrie des travaux publics ; les moyens d'action de la direction des routes et de la circulation routière ; les autorisations de programme affectées aux autoroutes ; l'amélioration et l'extension du réseau routier national de rase campagne ; les crédits affectés au réseau urbain ; (p. 7521) : l'abandon progressif du programme des renforcements coordonnés ; la non-actualisation des subventions destinées à la voirie départementale ; la concession autoroutière ; la régression des crédits d'équipement en faveur des ports ; valoriser le littoral par une action en faveur des ports autonomes ; l'avenir des voies navigables ; le programme d'action prioritaire Mer du Nord - Méditerranée ; l'amendement de la commission relatif à l'exclusion du budget des voies navigables des AP réservées aux études préalables à la réalisation du canal Rhin-Saône ; l'avis favorable de la commission à l'adoption des crédits de l'équipement. **Examen des crédits. Article 36. Etat C - Titre V** (p. 7549) : son amendement n° 225 ; réduction des autorisations de programme ; la liaison Mer du Nord - Méditerranée ; le programme d'action prioritaire consacré à la réalisation de la liaison ; l'évolution des autorisations de programme ; le canal Saône-Rhin ; la création d'un établissement public spécifique pour la gestion de l'opération ; la liaison Rhin-Rhône ; (p. 7550) : l'équilibre financier de la liaison Rhin-Rhône ; retire son amendement n° 225.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'organisation des transports de voyageurs dans la région d'Ile-de-France** (n° **3216**), rapporteur. **Discussion générale** [13 décembre 1977] (p. 8776) : les modifications de forme apportées par le Sénat au texte ; la prolongation des dispositions de l'ordonnance n° 59-151 du 7 janvier 1959 relative à l'organisation des transports de voyageurs dans la région parisienne ; la concertation entre l'Etat et la région ; (p. 8677) : l'engagement du Gouvernement à présenter un projet de loi sur la nouvelle organisation des transports dans la région d'Ile-de-France ; l'établissement des modalités de l'association de la répartition des compétences entre l'Etat et la région ; le rôle du syndicat des transports parisiens ; le problème de la modification des limites de la région des transports parisiens ; la passation d'accords entre la région d'Ile-de-France et certaines zones limitrophes ; aligner les modalités d'utilisation du versement de transport en région parisienne sur celles retenues pour les agglomérations de province ; l'affectation du reliquat du versement de transport ; le caractère obligatoire de l'ordre d'utilisation du reliquat.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, concernant les comités professionnels de développement économique** (n° **3212**), rapporteur suppléant. **Discussion générale** [13 décembre 1977] (p. 8678) : la réalisation de la création de seize comités professionnels institués par décret ; le rapport n° 3282 de M. Cornette ; l'avis du Conseil d'Etat précisant que les comités professionnels de développement économique sont des organismes de droit privé. **Discussion des articles. Article 1er** (p. 8679) : soutient l'amendement n° 1 de M. Cornette : définition de la nature juridique des comités professionnels ; (p. 8680) : l'avis favorable de la commission sur le sous-amendement n° 6 du Gouvernement à l'amendement n° 1 de M. Cornette ; l'amendement de la commission relatif à la représentation paritaire au sein du conseil du comité ; l'avis défavorable de la commission sur le sous-amendement n° 5 du Gouvernement à l'amendement n° 1 de M. Cornette ; le choix des membres des conseils des comités par le pouvoir exécutif ; l'intérêt d'une représentation paritaire ; demande la réserve de l'article 1er ; réservé. **Article 2** : soutient l'amendement n° 3 de M. Cornette : attributions des comités professionnels de développement économique; adopté. **Article 3** (p. 8681) ; soutient l'amendement n° 4 de M. Cornette : représentation pour moitié au sein des conseils des comités professionnels des représentants des professions intéressées ; le pouvoir de nomination du Gouvernement ; la représentation paritaire des professionnels ; adopté. **Article 1er** (*suite*) : amendement n° 1 modifié de M. Cornette, précédemment réservé, adopté ; soutient l'amendement n° 2 de M. Cornette : instruction de la demande motivée des organisations professionnelles par le ministre de tutelle de l'activité intéressée ; devenu sans objet.

VALS (Francis)

Député de l'Aude
(2e circonscription)
(PSRG).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 733).

S'inscrit au groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche [2 avril 1973] (p. 745).

Décédé le 27 juin 1974 [*J.O.* 28 juin 1974] (p. 6825).

Son éloge funèbre est prononcé le 2 juillet 1974 (p. 3232, 3233).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [5 avril 1973] (p. 755).

Cesse d'appartenir à cette commission [30 mai 1973] (p. 1699).

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [30 mai 1973] (p. 1699), [2 avril 1974] (p. 1454).

Représentant de l'Assemblée nationale à l'assemblée parlementaire des communautés européennes [13 juin 1973] (p. 2072).

INTERVENTIONS

1973

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux appellations d'origine en matière viticole** (n° 725). **Discussion générale** [29 novembre 1973] (p. 6487) : conditions d'organisation du débat ; principes de base touchés par le projet ; droit collectif à l'appellation d'origine et garanties syndicales de ce droit ; article 3 et atteinte aux principes généraux du droit ; situation des producteurs ayant mis en bouteille des vins AOS en 1971 et 1972 et délais de commercialisation qui leur seraient imposés ; situation des viticulteurs des côteaux du Tarn ; AOS et législation européenne ; non-conformité du projet de loi à la réglementation communautaire ; avantages dont bénéficient les viticulteurs italiens et difficultés des viticulteurs français ; (p. 6488) : suppression de droits acquis par les viticulteurs ; propos de M. Pestel, créateur de l'INAO ; position de l'institut des vins de consommation courante à l'égard du projet ; critères retenus pour la promotion des vins de table ; qualité et notoriété ; vins de pays de Hauterive en pays d'Aude ; accession des vins de table à la catégorie des AOC ou des VDQS ; motion de renvoi déposée par M. Bayou.

VAUCLAIR (Paul)

Député des Hauts-de-Seine
(12e circonscription)
(UDR, puis RPR).

En remplacement, le 13 mai 1973, de M. Mazeaud, nommé membre du Gouvernement.

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [15 mai 1973] (p. 1276).

S'inscrit au groupe d'union des démocrates pour la République [15 mai 1973] (p. 1276).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [15 mai 1973] (p. 1276), [2 avril 1974] (p. 1454).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation du commerce et de l'artisanat (n° 496) [15 juin 1973] (p. 2238).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation du commerce et de l'artisanat [18 décembre 1973] (p. 7163).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au développement de l'éducation physique et du sport [9 octobre 1975] (p. 6736).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant certaines dispositions du code de la santé publique relatives à l'exercice des professions médicales [16 décembre 1976] (p. 9550).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur l'architecture [20 décembre 1976] (p. 9810).

Membre de la commission d'enquête chargée d'examiner les conditions dans lesquelles ont lieu des importations sauvages de diverses catégories de marchandises [24 mai 1977] (p. 2952).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à régler les **rapports au sein des ententes entre entreprises ou personnes de puissances économiques inégales** (n° **1144**) [10 juillet 1974].

— **Proposition de loi** tendant à l'attribution de la **carte de combattant** aux Français libres affectés dans la **marine marchande** pendant la durée des hostilités (n° **2794**) [13 avril 1977].

— **Proposition de loi** tendant à instaurer une **qualification obligatoire** pour l'installation dans certains métiers (n° **3409**) [20 décembre 1977].

QUESTIONS

• *question au Gouvernement :*

— **Charges sociales des industries de main-d'œuvre** [16 juin 1976] (p. 4183) : les difficultés des industries de main-d'œuvre.

• *questions orales sans débat :*

— (n° **29864**) : **Egalité fiscale entre les commerçants, les artisans et les salariés** [25 juin 1976] (p. 4725, 4726) : l'échec du système des centres de gestion agréés pour déterminer les revenus des artisans.

— (n° **33872**) : **Travail clandestin** [10 décembre 1976] (p. 9245) : retire cette question.

• *question au Gouvernement :*

— **Application de la loi d'orientation du commerce et de l'artisanat** [11 mai 1977] (p. 2645) : harmonisation de la fiscalité et de la protection sociale des commerçants et artisans avec le régime des salariés.

• *question orale sans débat :*

— (n° **42846**) : **Cotisations d'assurance maladie des retraités commerçants et artisans** [9 décembre 1977] (p. 8537, 8538) : nécessité de relever les seuils.

• *question au Gouvernement :*

— **Réglementation de la vitesse des automobiles** [21 décembre 1977] (p. 9144) : nécessité de réviser la convention européenne des transports de 1974 limitant la vitesse en Europe à 130 kilomètres à l'heure.

INTERVENTIONS

1973

— **Projet de loi d'orientation du commerce et de l'artisanat** (n° **496**). **Première lecture** [4 octobre 1973]. **Discussion générale** (p. 4034) : ses responsabilités syndicales dans le monde de l'artisanat; ses efforts pour obtenir un ministère à part entière du commerce et de l'artisanat ; son hommage aux efforts du ministre ; associe à son hommage ses prédécesseurs, MM. Kaspereit et Bourges ; estime que cette loi permettra de franchir un pas décisif ; (p. 4035) : souligne que l'artisanat et le commerce traditionnel constituent pour notre pays un élément fondamental d'équilibre économique et social ; bonheur et qualité de la vie ; dispositions prévues sur le plan fiscal ; amorce du rapprochement des régimes d'imposition sur le revenu ; nécessité d'instaurer un régime de base unique ; principe de la révision de l'assiette des charges sociales pesant sur la main-d'œuvre ; dispositions économiques du projet ; reconnaissance de l'artisanat comme l'un des facteurs déterminants d'une politique cohérente de l'organisation de l'espace ; pouvoir de décision des commissions départementales d'urbanisme commercial ; dénonce une campagne tendancieuse tendant à présenter les petits commerçants comme des facteurs de vie chère ; charges écrasantes supportées par ces derniers ; problème de l'apprentissage ; erreur qu'a constitué la prolongation de la scolarité jusqu'à seize ans ; nécessité de mettre fin à la création anarchique d'entreprises artisanales. **Discussion des articles** [19 octobre 1973]. **Après l'Article 41** (p. 4589) : ses observations en faveur du préapprentissage. **Article 43** (p. 4593) : ses observations sur les problèmes de qualification que pose la formation professionnelle dans certains métiers, sa demande de précision au Gouvernement sur l'organisation des stages de formation de gestion. **Article 10** (p. 4620) : sa proposition relative aux stages de gestion organisés par les chambres de métiers « en liaison avec les organisations professionnelles », raisons de son vote en faveur du projet. **Deuxième lecture** [6 décembre 1973]. **Discussion générale** (p. 6702) : artisans et commerçants et équilibre économique et social de notre société ; raisons de son vote en faveur du projet ; réformes à accomplir ; promotion et modernisation du secteur tertiaire ; harmonisation de l'impôt sur le revenu ; alignement sur le régime général de protection sociale ; liberté d'entreprise et protection sociale ; qualification professionnelle obligatoire. **Discussion des articles** [7 décembre 1973]. **Article 36** *ter* (p. 6775) : soutient l'amendement de M. Bécam : prêts du FDES aux artisans. **Article 43** (p. 6781) : son amendement : titres et diplômes.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° **646**).

Deuxième partie :

Commerce et artisanat [29 octobre 1973] (p. 5013) : rend hommage à l'action du ministre du commerce et de l'artisanat, son inquiétude quant au faible montant des crédits budgétaires eu égard aux mesures prévues par la loi d'orientation, progrès technologique et formation professionnelle, promo-

tion, crédits nécessaires à la modernisation des entreprises et à l'installation des jeunes, difficultés dans l'obtention des prêts, rôle des chambres consulaires et des organisations professionnelles, ses inquiétudes à la suite du transfert des crédits de formation et de perfectionnement destinés aux actions spécifiques au fonds de la formation professionnelle et de la promotion sociale, aide aux organisations professionnelles, insiste pour que soit poursuivie cette action, mauvaise adaptation de ces interventions au régime des conventions du fonds de la formation professionnelle ; situation particulière du monde artisanal, CEPAM, assistants techniques, crédits de la maison des métiers d'art français, ses inquiétudes quant à l'application intégrale de la loi d'orientation.

1974

— **Projet de loi relatif à la compensation entre régimes de base de sécurité sociale** (n° **1177**). **Discussion des articles** [16 octobre 1974]. **Article 1er** (p. 5100) : son amendement n° 12 : protection des institutions sociales restantes ; repoussé.

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° **1180**).

Deuxième partie :

Commerce et artisanat [29 octobre 1974] (p. 5518) : expose les difficultés des petites et moyennes entreprises ; aucune mesure en faveur du rapprochement fiscal prévu par la loi d'orientation ; discussion en juin 1975 d'un projet visant à mieux répartir les charges sociales ; la formation des artisans ; la modernisation des petites entreprises ; pour un statut des artisans ; le desserrement du crédit ; votera le budget.

Economie et finances. — II. **Services financiers** [20 novembre 1974] (p. 6880) : défend son amendement n° 163 tendant à relever le montant de la taxe pour frais des chambres de métiers et à modifier le calcul des sommes revenant à l'Etat au titre des frais de perception ; adopté.

— **Projet de loi,** adopté par le Sénat après déclaration d'urgence, **relatif à l'institution d'un prélèvement conjoncturel** (n° **1274**). **Discussion des articles** [4 décembre 1974]. **Article 5** (p. 7410) : son amendement n° 78 : plafonnement de l'assiette en fonction du bénéfice imposable ; rejeté.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1974** (n° **1340**). **Discussion générale** [10 décembre 1974] (p. 7588) : l'abattement de 10 % réservé aux adhérents des centres de gestion agréés ; les artisans imposés au forfait ; les dirigeants des petites entreprises et les artisans suspectés de fraude fiscale.

1975

— **Projet de loi portant suppression de la patente et institution d'une taxe professionnelle** (n° **1634**). **Discussion générale** [10 juin 1975] (p. 3901) : sa question au ministre relative à la pénalisation des industries de main-d'œuvre; (p. 3933) : le caractère discuatble du calcul de la taxe pour les entreprises bénéficiant de locaux de grande superficie et de la prise en compte du salaire comme base ; retenir le critère du bénéfice ; le grave problème des métiers à base de main-d'œuvre. **Discussion des articles** [11 juin 1975] : **Article 3** (p. 4006) : indique avoir pris note de la déclaration du Gouvernement sur l'extension progressive des avantages aux artisans n'employant que deux ou trois ouvriers ; son amendement n° 33 : réduction de 20 à 50 % de la base pour les artisans, la variation de la réduction étant fonction du nombre de salariés employés ; déclaré irrecevable en application de l'article 40 de la Constitution. **Article 4** (p. 4010) : son amendement n° 34 : charge de la taxe professionnelle supportée par le loueur dans le cas de prestations complémentaires ; retiré ; (p. 4011) : son amendement n° 35 : élargir pour les petits contribuables le champ d'exonération aux biens passibles de la taxe foncière ; retiré ; [12 juin 1975] : **Article 14** (p. 4056) : son amendement n° 46 : fixer dans la loi le montant du premier droit fixe applicable en 1976 ; adopté.

— **Projet de loi relatif à l'éducation** (n° **1736**). **Discussion générale** [18 juin 1975] (p. 4375) : le caractère inadapté de l'enseignement technique ; les inquiétudes qu'éprouvent les artisans quant à leur avenir ; revaloriser les métiers manuels par la modernisation de l'enseignement technique. **Discussion des articles** [19 juin 1975] : **Article 4** (p. 4449) : son amendement n° 42 : compléter le dernier alinéa de l'article 4 par les mots « centres agréés de formation d'apprentis au lycée » ; retiré.

— **Projet de loi,** adopté par le Sénat après déclaration d'urgence, relatif au **développement de l'éducation physique et du sport** (n° **1728**). **Discussion des articles** [3 octobre 1975]. **Article 2** (p. 6542) : son amendement n° 35 : revenir au texte du Gouvernement ; adopté. **Avant l'Article 15** (p. 6567) : son sous-amendement n° 36 à l'amendement n° 12 de M. Lavielle : préciser le terme d'employeur ; retiré ; son sous-amendement n° 37 : tenir compte pour l'aménagement des horaires des possibilités de l'entreprise ; adopté.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**).

Première partie :

Discussion des articles [23 octobre 1975]. **Après l'Article 5** (p. 7270) : sur l'amendement n° 40 de M. Vizet, demande au Gouvernement de revoir le problème de la décote et de la franchise applicables aux artisans et commerçants.

Deuxième partie :

Commerce et artisanat [29 octobre 1975] (p. 7522) : les difficultés des commerçants et artisans ; leurs problèmes de trésorerie ; les forfaits ; les charges sociales ; améliorer leur protection sociale ; (p. 7523) : les intégrer dans le régime général ; la formation professionnelle ; donner un statut à l'artisanat.

Services du Premier ministre. — Services généraux. — Formation professionnelle et promotion sociale. — Services divers. — Journaux officiels. — Secrétariat général de la défense nationale. — Conseil économique et social [19 novembre 1975] (p. 8637) : ses inquiétudes au sujet de l'apprentissage dans les métiers artisanaux ; critique les critères de l'orientation professionnelle ; ne pas empêcher les chambres de commerce de poursuivre leur action ; l'essor du centre de formation de la Bretagne.

— **Proposition de loi tendant à assurer le paiement des sous-traitants en cas de liquidation de biens ou de règlement judiciaire du titulaire du contrat principal** (n° **1449**). **Discussion générale** [5 décembre 1975] (p. 9459) : insiste sur l'utilité du rôle des sous-traitants ; loue l'initiative de M. Neuwirth ; ses réserves sur les amendements déposés par le Gouvernement ; (p. 9460) : appelle l'attention de l'Assemblée nationale sur les conclusions du Conseil économique et social. **Discussion des articles. Article 3** (*suite*) (p. 9472) : sa question à M. Lauriol, rapporteur, relative à la situation du sous-traitant victime de l'entreprise générale.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la fixation du prix des baux commerciaux renouvelés en 1975** (n° **1992**). **Discussion générale** [16 décembre 1975] (p. 9844, 9845) : estime que l'abattement de 10 % prévu par le projet est nettement insuffisant ; l'urgence des solutions susceptibles de combattre les menaces qui pèsent les petits commerçants. **Discussion des articles. Article 1er** (p. 9849) : son amendement n° 3 : substituer au pourcentage de 10 % celui de 20 % ; repoussé ; son amendement n° 4 : substituer aux mots : « au cours de l'année 1975 », les mots : « au cours des années 1975-1976 » ; retiré ; (p. 9850) : son amendement n° 5 : impossibilité pour les révisions triennales des baux commerciaux intervenant en 1975 et 1976 d'excéder 24 % ; retiré.

1976

— **Projet de loi relatif au développement de la prévention des accidents du travail** (n° **2209**). **Première lecture. Discussion des articles** [13 mai 1976]. **Article 1er** (p. 2969) : son amendement n° 148 reprenant les termes de l'exposé des motifs du projet de loi ; réservé jusqu'au vote sur l'amendement n° 4 de M. Caille ; repoussé. **Article 14** (p. 3002) : son amendement n° 154 identique à l'amendement n° 145 ; repoussé. **Article 16** (p. 3004) : son amendement n° 155 précisant la nature de l'infraction ; retiré. **Article 18** (p. 3007) : est disposé à retirer l'amendement n° 162 défendu par M. Glon ; retiré. **Article 20** (p. 3008) : son amendement n° 156 tendant à supprimer les trois derniers alinéas de l'article 20 ; est favorable au maintien de l'injonction préalable ; retiré. **Article 23** (p. 3011) : son amendement n° 158 autorisant les employeurs à s'assurer contre les conséquences des fautes inexcusables de leurs subordonnés ou préposés ; indique que son amendement n° 158 a été motivé par un accident mortel dont il a eu à connaître ; (p. 3012) : repoussé. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [28 juin 1976]. **Article 2** (p. 4810) : son amendement n° 27 identique à l'amendement n° 13 de M. Caille ; adopté. **Article 9** (p. 4814) : soutient l'amendement n° 28 de M. Glon ; (p. 4815) : accepte la rédaction de M. Foyer quant à l'amendement n° 28 ; adopté. **Article 10** : son amendement n° 29 complétant l'amendement n° 28 ; accepte de modifier son amendement n° 29 ; (p. 4816) : retire son amendement n° 29.

— **Projet de loi portant imposition des ressources provenant de plus-values assimilables à un revenu** (n° **2206**). **Discussion des articles** [16 juin 1976]. **Article 6** (p. 4204) : demande à M. Fourcade si la durée de détention est le seul critère de détermination de la nature de la ressource [17 juin 1976]. **Article 10** (p. 4309) : son amendement n° 311 ; retiré.

— **Projet de loi relatif à la participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue** (n° **2249**). **Discussion générale** [25 juin 1976] (p. 4748) : une initiative juste dans son principe; demande des précisions sur son application.

— **Projet de loi relatif à la prorogation des mesures provisoires d'adaptation des dispositions concernant l'apprentissage** (n° **2244**). **Discussion générale** [25 juin 1976] (p. 4756) : la situation de l'apprentissage au carrefour de deux priorités: l'emploi et la revalorisation des métiers manuels ; une situation peu satis-

faisante ; des programmes trop polyvalents et trop peu pratiques ; des échecs aux CAP ; la nécessité de multiplier les stages dans les entreprises ; la révision de la question de l'orientation ; la revalorisation des métiers manuels par l'intermédiaire d'une meilleure information ; cependant, fait confiance au ministre de l'éducation.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1976** (n° 2523). **Discussion des articles** [14 octobre 1976]. **Article 4** (p. 6645) : son amendement n° 34 défendu par M. Glon ; (p. 6647) : demande un scrutin public sur l'amendement n° 25 de M. Papon défendu par M. Crépeau. **Article 8** (p. 6657) : sur l'amendement n° 69 de M. Briane, souligne l'inquiétude se développant au sein des PME, de l'artisanat et du commerce.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° 2524).

Deuxième partie :

Commerce et artisanat [10 novembre 1976] (p. 7900) : des mesures inadéquates ; la dégradation des secteurs de l'artisanat et des métiers ; l'urgence de mesures appropriées ; la sensible augmentation du budget de l'artisanat ; l'assistance technique de gestion ; l'apprentissage ; la revalorisation des métiers ; les charges sociales sur salaires ; la fiscalité ; le mini-réel ; (p. 7901) : la déception provoquée par la taxe professionnelle ; la nécessité de dégrèvements sur la taxe 1976 ; parvenir à l'harmonisation de la fiscalité et de la couverture sociale.

Articles et articles additionnels non rattachés [20 novembre 1976]. **Article 58** (p. 8526) : le régime des petits artisans et commerçants ; une procédure compliquée ; (p. 8527) : le mini-réel simplifié ; les problèmes fiscaux ; les abattements ; la méthode proposée compliquée et onéreuse ; le découragement des milieux intéressés.

— **Projet de loi modifiant la loi n° 72-657 du 13 juillet 1972 instituant des mesures en faveur de certaines catégories de commerçants et artisans âgés** (n° 2430). **Discussion générale** [20 décembre 1976] (p. 9797) : aménager une loi qui a fait ses preuves ; l'élargissement du champ d'application de l'aide spéciale compensatrice ; l'absence de plein effet de la loi ; les trois mesures décisives proposées ; les assouplissements et les dispenses ; la prorogation de la loi ; la possibilité du réexamen des dossiers et la réouverture des droits ; les facteurs ayant créé un préjudice vis-à-vis de ceux qui auraient dû être les premiers bénéficiaires.

1977

— **Projet de loi aménageant la taxe professionnelle** (n° 2869). **Discussion générale** [17 mai 1977] (p. 2806) : le caractère réaliste du nouveau projet ; le maintien du plafonnement ; le montant de la cotisation nationale temporaire ; les effets économiques nocifs de la taxe professionnelle ; l'assiette de la taxe ; l'efficacité des dispositions proposées au regard de l'emploi ; le caractère transitoire de ces dispositions ; les conséquences d'une hausse de la taxe professionnelle sur les prix ; la nécessité de développer les investissements ; l'inadaptation de la taxe professionnelle à son objectif ; la non-prise en compte du critère des bénéfices ; la nécessité de l'intervention d'une nouvelle loi au plus tôt ; cesser de raisonner sur des moyennes nationales ; maintenir les avantages accordés notamment aux petites entreprises artisanales.

— **Projet de loi modifiant certaines dispositions du titre premier du livre premier du code du travail relatives au contrat d'apprentissage** (n° 2696). **Discussion générale** [27 juin 1977] (p. 4236) : les améliorations apportées à la loi de 1971 ; l'encouragement des maîtres à former des apprentis ; l'allégement des formalités administratives et l'amélioration des dispositions financières ; la modification des conditions d'agrément ; la conclusion des conventions de CFA ; considérer comme un objectif fondamental l'amélioration de la situation de l'apprenti ; les mesures d'ordre réglementaire annoncées par le Gouvernement ; la préparation d'examen du CAP ; l'élaboration d'un véritable statut cohérent de l'apprenti ; étudier une réforme en profondeur de l'apprentissage ; la pérennité des métiers ; (p. 4237) : les points fondamentaux de la réforme à réaliser ; le caractère trop souvent abstrait des programmes ; le régime des aides et des crédits ; la revalorisation de l'apprentissage ; indique qu'il votera le projet. **Discussion des articles. Article 1er** (p. 4246) : limiter le délai à trois mois. **Article 2** (p. 4246) : son amendement n° 1 : suppression des critères d'accord de l'agrément ; retiré ; (p. 4247) : la notion d'équipement de l'entreprise. **Après l'Article 3** (p. 4249) : son sous-amendement n° 32 à l'amendement n° 21 du Gouvernement ; réservé ; son amendement n° 31 réservé. **Article 7** (p. 4254) : son amendement n° 26 : fixation de façon forfaitaire des cotisations sociales d'origine légale et conventionnelle dues au titre des salaires versés aux apprentis et modalités de révision du forfait ; le montant des salaires des apprentis ; retiré. **Après l'Article 3** (*suite*) (p. 4256) : son sous-amendement n° 32 à l'amendement n° 21 du Gouvernement : droit au maintien du salaire des apprentis pendant la période de congé de formation ; son amen-

dement n° 31 : caractère obligatoire de la formation dispensée pendant la période précédant l'examen d'enseignement technologique et de fin d'apprentissage ; sous-amendement n° 32 et amendement n° 31 retirés.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° 3120).

Première partie :

Discussion des articles [18 octobre 1977]. **Article 7** (p. 6233) : l'application de l'article 5 de la loi d'orientation du commerce et de l'artisanat ; l'inutilité, l'injustice de l'institution des centres de gestion agréés ; les conditions dans lesquelles les commerçants et artisans ou les PME peuvent opter pour le système du mini réel ; l'inadaptation du système des centres agréés pour les artisans et pour l'Etat ; ne pas confondre les notions de droit fiscal et de droit comptable ; la fixation de la limite de l'harmonisation de la fiscalité à la fin de 1977; (p. 6234) : la contestation des centres de gestion ; la nécessité de recourir au contrôle traditionnel de la comptabilité réelle ; (p. 6236) : le refus d'adhésion d'un million cinq cent mille commerçants aux centres de gestion agréés ; l'impossibilité pour les centres de gestion de déceler d'éventuelles fraudes fiscales. **Article 8** (p. 6238) : la réintégration de l'excédent du salaire du conjoint dans le bénéfice de l'entreprise ; faire correspondre le salaire fiscal de l'épouse et celui exigé par la sécurité sociale ; la non-réintégration dans le bénéfice social du salaire de la femme du gérant d'une SARL ; les possibilités de déduction du salaire du conjoint d'un artisan ou d'un commerçant.

VEIL (Simone)

Ministre de la santé du 28 mai 1974 au 25 août 1976, du 27 août 1976 au 29 mars 1977, du 30 mars 1977 au 31 mars 1978.

Est nommée ministre de la santé (Gouvernement Chirac). Décret du 28 mai 1974 [*J.O.* du 29 mai 1974] (p. 5851).

Il est mis fin à ses fonctions de ministre de la santé (Gouvernement Chirac). Décret du 25 août 1976 [*J.O.* du 26 août 1976] (p. 5116).

Est nommée ministre de la santé (premier Gouvernement Barre). Décret du 27 août 1976 [*J.O.* du 28 août 1976] (p. 5196).

Il est mis fin à ses fonctions de ministre de la santé (premier Gouvernement Barre). Décret du 29 mars 1977 [*J.O.* du 30 mars 1977] (p. 1741).

Est nommée ministre de la santé et de la sécurité sociale (deuxième Gouvernement Barre). Décret du 30 mars 1977 [*J.O.* du 31 mars 1977] (p. 1756).

Il est mis fin à ses fonctions de ministre de la santé et de la sécurité sociale (deuxième Gouvernement Barre). Décret du 31 mars 1978 [*J.O.* du 1er avril 1978] (p. 1407).

DÉPOTS

En qualité de ministre de la santé :

— **Projet de loi** relatif à l'**interruption volontaire de grossesse** (n° **1297**). [15 novembre 1974].

— **Projet de loi** modifiant le livre V du **code de la santé publique** et concernant la fabrication, l'importation et la mise sur le marché des **produits cosmétiques** et des **produits d'hygiène corporelle** (n° **1484**) [2 avril 1975].

— **Projet de loi** relatif à la **lutte contre le tabagisme** (n° **2149**) [2 avril 1976].

— **Projet de loi** modifiant certaines dispositions du **code de la santé publique** relatives à l'exercice des **professions médicales** (n° **2602**) [3 novembre 1976].

— **Projet de loi** modifiant certaines dispositions du **livre V du code de la santé publique** relatives aux **préparateurs en pharmacie** et aux règles générales de la **pharmacie d'officine** (n° **2751**) [2 avril 1977].

— **Projet de loi** instituant le **complément familial** (n° **2829**) [27 avril 1977].

— **Projet de loi** relatif à l'**amélioration de la situation des conjoints survivants** (n° **2872**) [12 mai 1977].

— **Projet de loi** portant majoration des **pensions de vieillesse** de certains retraités (n° **2873**) [12 mai 1977].

— **Projet de loi** modifiant et complétant certaines dispositions de la **loi n° 75-535** du 30 juin 1975 relative aux **institutions sociales et médico-sociales** et de la **loi n° 70-1318** du 31 décembre 1970 portant **réforme hospitalière** et portant dérogation, à titre temporaire, pour certains établissements hospitaliers publics ou participant au service public hospitalier, aux règles de tarification ainsi que, pour les soins donnés dans ces établissements, aux modalités de prise en charge (n° **3210**) [14 novembre 1977].

— **Projet de loi** instituant le **complément familial dans les départements d'outre-mer** (n° **3213**) [14 novembre 1977].

— **Projet de loi** relatif aux **régimes d'assurance maladie, invalidité, vieillesse** applicables aux **ministres des cultes et membres des congrégations religieuses** (n° **3227**) [18 novembre 1977].

— **Projet de loi** relatif à la **généralisation de la sécurité sociale** (n° **3228**) [18 novembre 1977].

— **Projet de loi** relatif à la **protection de la maternité** dans les **départements d'outremer** (n° **3232**) [22 novembre 1977].

QUESTIONS

Réponses en qualité de ministre de la santé :

• *aux questions au Gouvernement de :*

— **Mme Thome-Patenôtre : Enfance martyre** [19 juin 1974] (p. 2787).

— **M. Bolo : Situation des écoles d'infirmières** [26 juin 1974] (p. 2974).

— **M. Jourdan : Personnes âgées** [16 octobre 1974] (p. 5088) : création de nouveaux établissements.

— **M. Claude Weber : Situation du personnel de l'hôpital d'Eaubonne** [16 octobre 1974] (p. 5088).

— **M. Labarrère : Investissements sanitaires** [16 octobre 1974] (p. 5088) : respect de la loi hospitalière ; secteur hospitalier privé.

— **Mme Moreau : Situation des personnels hospitaliers** [27 novembre 1974] (p. 7099).

— **M. Saint-Paul : Modernisation des hôpitaux dans la région Midi-Pyrénées** [4 décembre 1974] (p. 7375).

— **M. Pignion : Situation du service de santé scolaire** [18 décembre 1974] (p. 8040).

— **M. Leroy : Difficultés de l'Institut Pasteur** [18 décembre 1974] (p. 8042).

— **M. Jean-Pierre Cot : Application de la loi relative à l'interruption volontaire de grossesse** [23 avril 1975] (p. 1994).

— **M. Gouhier : Prix des produits pharmaceutiques** [23 avril 1975] (p. 1995, 1996).

• *aux questions orales sans débat de :*

— **M. La Combe** (n° **19394**) : **Statut de la mère de famille** [7 mai 1975] (p. 2477) : politique familiale et de la condition féminine ; la notion de complémentarité entre la vie sociale et la vie familiale ; la recherche d'un équilibre familial au niveau du couple ; les problèmes de l'adoption.

— **M. Ligot** (n° **20223**) : **Financement de constructions d'hôpitaux** [4 juin 1975] (p. 3664, 3665) : coordination entre le ministère de la santé publique et la sécurité sociale ; humanisation des établissements d'hospitalisation.

• *aux questions au Gouvernement de :*

— **M. Max Lejeune : Révision du prix de journée des hôpitaux** [11 juin 1975] (p. 3973) : cette révision fera l'objet d'une réunion interministérielle.

— **M. Pierre Weber : Application de la loi sur l'interruption volontaire de grossesse et de la contraception** [18 juin 1975] (p. 4368) : poursuites contre les médecins refusant de procéder à des interruptions de grossesse ; séparation des pouvoirs exécutif et judiciaire ; dément les propos relatifs à l'octroi de subventions d'extension aux cliniques procédant à des avortements ; autorisation accordée aux mineures d'obtenir des contraceptifs.

— **M. Hamelin : Rémunération des étudiants en médecine** [15 octobre 1975] (p. 6915) : situation des étudiants en médecine de quatrième et cinquième année.

— **M. Millet : Crise du secteur hospitalier** [22 octobre 1975] (p. 7216) : mesures envisagées en faveur du personnel hospitalier.

— **M. Simon-Lorière : Lutte contre le cancer** [22 octobre 1975] : l'augmentation des sommes engagées par l'INSERM affectées à la recherche immunologique et à la biologie moléculaire ; la campagne contre le tabac ; la possibilité de lancer une action de prévention au cours du VII[e] Plan.

— **M. Gau : Recherche sur le cancer** [12 novembre 1975] (p. 8168) : les crédits consacrés à la recherche médicale, la nomination de M. Denoix, directeur général de la santé.

— **M. Millet : Crédits de la recherche médicale** [3 décembre 1975] (p. 9263) : l'effort important consenti pour la recherche médicale aussi bien dans le budget 1976 que dans les perspectives du VII[e] Plan ; le problème des recherches débouchant sur une exploitation industrielle (rein artificiel).

— **M. Feït : Commissions départementales d'agrément relatives à l'interruption volontaire de grossesse** [3 décembre 1975] (p. 9265) : parution au *Journal officiel* du 29 novembre 1975 de l'arrêté relatif à ces commissions.

— **M. Jean-Claude Simon : Politique de la famille** [3 décembre 1975] (p. 9267, 9268) : son intention de soumettre au Gouvernement un programme définissant une série d'actions à mener en faveur de la famille ; consultation du comité consultatif de la famille sur les mesures à moyen terme.

— **M. Brugnon : Pharmaciens mutualistes** [17 décembre 1975] (p. 9907) : difficulté d'appliquer les textes en vigueur ; attente des arrêts rendus par le Conseil d'Etat.

• *à la question orale sans débat de :*

— **M. Xavier Deniau** (n° **24395**) : **Revendications de l'UNAF** [19 décembre 1975] (p. 10083) : réexamen des fondements et des moyens de la politique familiale : neutralité du dispositif d'allocation en espèces au regard du travail professionnel des femmes, cohérence entre la politique sociale et la politique démographique, réduction des inégalités entre les familles.

• *aux questions au Gouvernement de :*

— **M. Cressard : Statut des préparateurs en pharmacie** [7 avril 1976] (p. 1443) : le dépôt du projet de loi modifiant l'article L 584 du code de la santé publique.

— **M. Kiffer : Attaques contre l'ordre national des médecins** [7 avril 1976] (p. 1444) : la possibilité pour les médecins frappés de sanctions par les conseils régionaux de l'ordre de faire appel de ces décisions.

• *aux questions orales sans débat de :*

— **M. Benoist** (n° **27925**) : **Internes des centres hospitaliers universitaires** [23 avril 1976] (p. 2143, 2144) : les mesures envisagées pour accroître les débouchés de l'internat et pour améliorer les possibilités de carrière dans les CHU.

— **M. Favre** (n° **38041**) : **Station thermale de Bourbonne-les-Bains** [30 avril 1976] (p. 2598) : l'ouverture d'un crédit de 8 millions de francs pour la rénovation de l'établissement thermal de Bourbonne-les-Bains.

• *à la question au Gouvernement de :*

— **Mme Fritsch : Vaccination obligatoire** [5 mai 1976] (p. 2627, 2628) : étude par le ministère de la possibilité de supprimer l'obligation de la vaccination antivariolique ; impossibilité de mettre un terme aux vaccinations obligatoires.

• *aux questions orales sans débat de :*

— **M. Millet** (n° **18732**) : **Insuffisance en nombre du personnel hospitalier** [21 mai 1976] (p. 3389, 3390, 3391, 3392) : l'accroissement des effectifs au cours des deux dernières années ; l'effort budgétaire en faveur du recrutement ; les mesures de revalorisation de la situation des personnels ; les crèches hospitalières ; l'amélioration des conditions de travail ; le développement des expériences d'aménagement d'horaires.

— **M. Caro** (n° **24153**) : **Jonction autoroutière entre la sortie sud de Strasbourg et de la voie express de la vallée de la Bruche** [21 mai 1976] (p. 3392) : la priorité accordée dans le VII[e] Plan à la modernisation de la liaison Nord-Sud en Alsace ; le report jusqu'au VIII[e] Plan de la jonction entre l'autoroute B 35 et la route nouvelle de la vallée de la Bruche.

• *à la question au Gouvernement de :*

— **M. Barbet : Désectorisation des études de droit à Nanterre** [6 octobre 1976] (p. 6384) : les raisons de la désectorisation des études de droit à Nanterre ; la création d'une UER de droit à Paris V-Malakoff.

• *aux questions orales sans débat de :*

— **M. Cabanel** (n° **32007**) : **Mention du groupe sanguin sur le permis de conduire** [8 octobre 1976] (p. 6492, 6493) : le risque d'erreur dans la retranscription : possibilité pour les automobilistes de faire établir une carte de groupe sanguin.

— **M. Ralite** (n° **31767**) : **Instituts universitaires de technologie** [8 octobre 1976] (p. 6494) : élaboration d'un projet de décret précisant la procédure de nomination des chefs de département d'IUT.

• *aux questions au Gouvernement de :*

— **M. Gosnat : Hôpital privé d'Ivry** [27 octobre 1976] (p. 7101) : possibilité de signer une convention avec ce centre si celui-ci se soumet aux obligations du service public.

— **M. Cointat : Publication des décrets d'application de la loi relative à la pharmacie vétérinaire** [10 novembre 1976] (p. 7879, 7880) : les nombreuses modifications suggérées par les organisations agricoles ; publication du décret avant la fin de l'année ; vente des produits insecticides pour petits animaux chez les droguistes.

— **M. Pons : Fermeture de cabinets médicaux** [17 novembre 1976] (p. 8161) : la procédure interne du règlement des conflits prévue par le système conventionnel ; la modération de l'action des caisses face aux violations tarifaires.

• *à la question orale sans débat de :*

— **M. Hamel** (n° **34228**) : **Politique familiale** [17 décembre 1976] (p. 9596, 9597, 9598) : mesures prises depuis deux ans : allocation logement, constructions HLM, préscolarisation, aménagement du statut social des mères de famille, construction de crèches, accroissement du nombre des travailleuses familiales, prestations familiales.

• *aux questions au Gouvernement de :*

— **Mme Moreau : Remboursement des médicaments** [6 avril 1977] (p. 1577) : la nécessité de freiner l'accroissement de la consommation médicale ; le faible nombre des médicaments remboursés à un taux moindre ;

les médicaments prescrits en cas de maladies graves désormais remboursés à 100 %.

— **M. Cointat : Application de la loi sur la pharmacie vétérinaire** [13 avril 1977] (p. 1758, 1759) : utilité de la concertation avec les organisations professionnelles ; publication prochaine des décrets d'application.

— **Mme d'Harcourt : Protection de l'enfance abandonnée** [20 avril 1977] (p. 1950) : les possibilités d'intervention de l'administration et de l'autorité judiciaire ; rôle des services de protection maternelle et infantile et des services de santé scolaire ; l'action préventive d'information auprès des mères en difficulté.

— **M. Hage : Sécurité sociale** [20 avril 1977] (p. 1953) : recherche d'une meilleure gestion et d'une meilleure efficacité ; le forfait hospitalier ; éviter l'abus de consommation de médicaments de confort.

— **M. Garcin : Statut des internes des centres hospitaliers** [20 avril 1977] (p. 1954, 1955) : distinction entre le fonctionnement de l'hôpital et les débouchés offerts aux internes ; réduction de la durée du clinicat ; augmentation du nombre des postes de chefs de clinique ; formation des chirurgiens.

— **M. Gau : Statut des internes des centres hospitaliers** [20 avril 1977] (p. 1956) : le trop grand nombre d'internes en chirurgie ; la préparation d'un décret relatif aux médecins hospitaliers dans les CHU.

— **M. Rigout : Conditions d'attribution de l'allocation de vieillesse du fonds national de solidarité** [25 mai 1977] (p. 3000) : le relèvement du plafond de l'actif successoral.

• *aux questions orales sans débat de :*

— **M. Frédéric-Dupont** (n° 38264) : **Retraite des gens de maison** [27 mai 1977] (p. 3181, 3182) : les mesures de revalorisation prises par le Gouvernement : relèvement trimestriel du salaire forfaitaire, base de calcul des cotisations ; retraite complémentaire.

— **M. Glon** (n° 38193) : **Conditions d'application de la loi sur l'architecture** [27 mai 1977] (p. 3182, 3183) : dispositions de l'article 37 de la loi du 3 janvier 1977 : le recours à l'architecte n'est pas obligatoire pour les maisons individuelles et les travaux d'aménagement intérieur ; les décorateurs et installateurs de magasins ne sont pas touchés par la loi.

— **M. Pignion** (n° 38398) : **Modalités d'application de la loi sur l'architecture** [27 mai 1977] (p. 3184, 3185) : application de l'article 37 de la loi du 3 janvier 1977 ; octroi du titre d'agréé en architecture ; situation des maîtres d'œuvre.

• *aux questions au Gouvernement de :*

— **M. Rejaud : Assujettissement des non-salariés retraités à la cotisation d'assurance maladie** [5 octobre 1977] (p. 5844) : recherche de la possibilité d'éviter « les effets de seuil » dont souffrent les commerçants et artisans.

— **M. Briane : Conditions d'admission dans les écoles d'infirmiers et d'infirmières** [5 octobre 1977] (p. 5845) : le nouveau système met fin à une situation incohérente ; tout candidat reçu sera assuré d'être admis dans une école d'infirmières.

— **M. Destremau : Remise des dossiers d'examens aux malades par les hôpitaux** [26 octobre 1977] (p. 6640) : obligation pour les hôpitaux de remettre aux malades la copie de leur dossier.

— **M. Julien Schvartz : Attribution de la majoration de l'allocation de rentrée scolaire aux familles des ouvriers frontaliers français** [16 novembre 1977] (p. 7499) : le versement de cette allocation uniquement aux bénéficiaires des prestations familiales.

— **M. Pons : Situation des établissements d'hospitalisation privés** [23 novembre 1977] (p. 7832) : application de la carte sanitaire ; reclassement des établissements suivant les spécialités ; possibilité d'avancer le relèvement des tarifs pour 1978 ; assouplissement à la procédure de dérogation.

• *aux questions orales sans débat de :*

— **M. André Billoux** (n° 42761) : **Barème d'attribution des bourses d'enseignement** [9 décembre 1977] (p. 8534) : lutte contre l'inégalité des chances ; augmentation du nombre et du montant des bourses ; gratuité généralisée des manuels et transports scolaires.

— **M. Vauclair** (n° 42846) : **Cotisations d'assurance maladie des retraités commerçants et artisans** [9 décembre 1977] (p. 8537, 8538) : exonération des deux tiers des retraités de la CANAM ; recherche d'une formule d'abattement pour les retraités dont les revenus sont proches des seuils.

— **M. Richard** (n° 42360) **et de M. Leenhardt** (n° 42966) : **Charges sociales des entreprises de main-d'œuvre** [16 décembre 1977] (p. 8889, 8890) : les nombreuses études relatives à une éventuelle modification de l'assiette des cotisations sociales ; nécessité d'une concertation préalable étroite sur la base de simulations chiffrées.

— **M. Bertrand Denis** (n° 42969) : **Régime d'attribution de l'aide à la tierce personne** [16 décembre 1977] (p. 8891) : étude des mesures tendant à l'assouplissement des conditions d'attribution de la majoration pour aide d'une tierce personne ; les possibilités de l'aide sociale.

— **M. Franceschi** (n° 42971) : **Application de la loi d'orientation sur le commerce et l'artisanat** [16 décembre 1977] (p. 8891, 8892, 8893) : bilan positif des mesures prises en application de la loi d'orientation : assurance maladie, assurance vieillesse, retraite anticipée, droit des conjoints survivants, fractionnement en deux versements de la cotisation « d'ajustement » ; création d'un régime complémentaire des commerçants.

INTERVENTIONS

En qualité de ministre de la santé :

1974

— **Projet de loi relatif à la pharmacie vétérinaire** (n° 645). **Première lecture. Discussion générale** [13 juin 1974] (p. 2635, 2636) : ancienneté des préoccupations en matière de pharmacie vétérinaire ; nouveaux risques pour la santé humaine présentés par les méthodes modernes d'alimentation du bétail ; vide juridique actuel : produits fabriqués sans garantie, distribués sans contrôle, utilisés sans discernement ; emploi d'une efficacité limitée ; réformes : autorisation préalable de mise sur le marché, autorisation administrative pour les laboratoires, contrôle strict et sanctions dissuasives ; agrément du ministre de l'agriculture pour les groupements de producteurs d'animaux ; mesures transitoires en faveur des colporteurs. **Contre la motion de renvoi en commission** (p. 2644) : ses observations. **Discussion des articles. Article L 607 du code de la santé publique** (p. 2646) : présente l'amendement du Gouvernement n° 103 précisant le but curatif ou préventif des médicaments ; adopté. **Article L 608 du code de la santé publique** (p. 2648) : ses observations sur les amendements n°s 40, 51 et 84 : attirera l'attention du ministre des finances sur le régime fiscal des aliments supplémentés. **Article L 610 du code de la santé publique** (p. 2649) : accepte le sous-amendement de M. Morellon n° 94 et retire le sous-amendement du Gouvernement n° 68 identique. **Article L 612 du code de la santé publique** (p. 2652) : présente l'amendement n° 69 du Gouvernement ; groupements de défense sanitaire ; retiré. **Article L 612 du code de la santé publique** (p. 2655) : préfère le cadre régional pour les commissions d'agrément ; suggère une pluralité de commissions sans préciser leur cadre géographique ; adopté ; (p. 2656) : renonce à imposer aux groupements de producteurs une liste limitative de médicaments, mais par amendement n° 70 renvoie à l'article 617-6 ; amendement adopté ; (p. 2658) : nature du contrôle et de la surveillance du vétérinaire. **Article L 616 du code de la santé publique** (p. 2660) : s'oppose à deux amendements de MM. Falala et Boudet tendant à remplacer l'autorisation administrative par une déclaration. **Article L 617-1 du code de la santé publique** (p. 2661) : procédure simplifiée pour les produits existants. **Article L 617-3 du code de la santé publique** (p. 2663) : s'oppose aux amendements n° 47 de M. Boudet, n° 88 de M. Allainmat et n° 48 de M. Darinot ; repoussés. **Article L 617-4 du code de la santé publique** (p. 2664) : régime identique pour les médicaments importés. **Article L 617-6 du code de la santé publique** (p. 2669) : sur un amendement n° 19 de M. Schvartz accepte d'inclure les médicaments antibrucelliques. **Article L 617-11 du code de la santé publique** (p. 2670) : contre l'amendement n° 20 de M. Schvartz en raison de son incidence financière. **Article L 617-13 du code de la santé publique** (p. 2671) : ne peut s'engager sur un statut des infirmiers vétérinaires. **Article L 617-14 du code de la santé publique** (p. 2674) : contre l'amendement n° 89 et l'amendement n° 90 de M. Darinot ; (p. 2675) : contre l'amendement n° 82 de M. Glon. **Article L 617-16 du code de la santé publique** (p. 2676) : contre les amendements n°s 23 et 24 de M. Schvartz ; (p. 2677) : contre l'amendement n° 25 de M. Schvartz : le danger pour les intéressés. **Article L 617-17 du code de la santé publique** (p. 2677) : pour l'amendement n° 26 de M. Schvartz. **Article L 617-18 du code de la santé publique** (p. 2677) : sur l'amendement n° 100 de M. Morellon. **Article L 617-20 du code de la santé publique** (p. 2678) : retire l'amendement n° 72 du Gouvernement au profit de l'amendement n° 29 de M. Schvartz. **Article L 617-21 du code de la santé publique** (p. 2679) : pour les amendements n° 101 de M. Morellon et n° 92 de M. Darinot. **Après l'Article L 617-22** (p. 2680) : contre l'amendement n° 30 de M. Schvartz. **Deuxième lecture. Discussion générale** [17 avril 1975] (p. 1774) : difficultés que soulève l'exercice de la pharmacie vétérinaire ; protéger la santé de la population ; améliorer la qualité et le prix de revient du bétail ; thérapeutiques administrées d'une manière empirique ; méfiance des consommateurs ; prise de conscience de la menace d'une diffusion incontrôlée des médicaments vétérinaires ; modifications apportées par le Sénat ; (p. 1775) : souci du Gouvernement de ne pas entraver l'évolution des méthodes d'élevage ; sa volonté de présenter un texte protégeant la santé des consommateurs. **Discussion des articles. Article 2 : Article L 607 du code de la santé publique** (p. 1780) : ses observations sur l'amendement n° 7 de M. Delhalle ; il n'est pas question d'interdire la vente de produits insecticides par les droguistes ; contrôles très lourds à

prévoir en cas d'adoption de l'amendement. **Article L 612** (p. 1782) : s'oppose à l'amendement n° 35 de M. Schvartz ; sur l'amendement n° 36 de M. Schvartz : craint un alourdissement des procédures. **Article L 614** (p. 1784) : ses observations sur les amendements déposés. **Article L 617-14** (p. 1786) : s'oppose aux amendements n° 2 de M. Falala et n° 16 de M. Rigout : possibilité d'adaptation des laboratoires ; nombreuses autres activités exercées dès à présent par les colporteurs ; (p. 1787) : impossibilité de prévoir une indemnisation ; limiter fermement l'activité des colporteurs ; examiner le problème à l'échelon régional. **Article L 617-17** (p. 1789) : sur l'amendement n° 5 de M. Falala ; s'oppose à l'amendement mais s'engage à simplifier les formalités d'enregistrement des produits inscrits à la pharmacopée. **Article L 617-18** : s'oppose à l'amendement n° 33 de M. Gaillard ; alourdissement des procédures ; son habitude de consulter l'institut national de la consommation ; sa rencontre avec M. Estingoy.

— **Projet de loi relatif au personnel hospitalier. Deuxième lecture** (n° 777). **Discussion générale** [28 juin 1974] (p. 3161) : précise la portée de l'amendement adopté par le Sénat en ce qui concerne le délai d'option entre l'ancien statut et le nouveau.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la profession d'opticien-lunetier et à la qualification d'adaptateur de prothèse optique de contact** (n° **1060**). **Discussion générale** [28 juin 1974] (p. 3162) : le projet de loi réglemente les prothèses de contact du triple point de vue de leur prescription, de leur mise en place, de leur homologation.

— **Projet de loi relatif à la régulation des naissances** (n° **937**). **Première lecture. Discussion générale** [28 juin 1974] (p. 3176) : analyse l'influence de l'évolution de plusieurs facteurs sociaux et psychologiques sur l'attitude des femmes à l'égard de la contraception ; historique de la loi Neuwirth et importance fondamentale de ce texte ; le Gouvernement s'engage à publier rapidement le décret d'application du projet de loi soumis à l'Assemblée ; la liberté de prescription n'ayant pas été suffisante pour développer le recours à la contraception, il faut mettre en place un réseau spécialisé d'information ; (p. 3178) : bilan des centres de planification et d'éducation familiale ; information du corps médical ; le Gouvernement retient le principe du remboursement par la sécurité sociale des médicaments et objets contraceptifs. **Deuxième lecture. Discussion générale** [21 novembre 1974] (p. 6909) : rend hommage à M. Neuwirth ; donne l'assurance que les décrets d'application paraîtront très rapidement. **Discussion des articles. Article 1^er^ *bis*** (p. 6911) : sur l'amendement n° 1 de M. Fontaine ; donne l'assurance qu'en attendant les décrets particuliers pour les départements d'outre-mer, la loi y sera appliquée dans les mêmes conditions qu'en métropole.

— **Proposition de loi relative à la validation d'un concours administratif** (n° **1221**). **Discussion générale** [18 octobre 1974] (p. 5253) : remercie M. Jean Foyer, ancien ministre de la santé publique, d'avoir déposé une proposition de loi de validation du concours des internes en psychiatrie.

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° **1180**).

Deuxième partie :

Santé publique et action sociale [29 octobre 1974] (p. 5540) : un budget c'est le choix d'un certain nombre de priorités ; une triple conviction : priorité au secteur sanitaire et social parmi les dépenses de l'Etat, des choix raisonnés en faveur de certains secteurs, des moyens au service d'une protection du plus grand nombre ; première priorité : le secteur sanitaire et social, particulièrement pour les dépenses de fonctionnement ; les dépenses en faveur des plus déshérités témoignent d'un progrès dans la solidarité ; (p. 5541) : une lourde charge pour l'économie qui exige de réfléchir aux choix nécessaires pour maîtriser l'évolution des dépenses ; donner une orientation nouvelle en faveur des équipements sanitaires : priorité à l'humanisation des hôpitaux et des hospices ; financement de l'emprunt par la Caisse nationale d'assurance maladie ou par la Caisse des dépôts ; la situation hospitalière française ; deuxième priorité : la situation des personnels ; les directeurs d'hôpitaux ; les infirmières ; un plan d'ensemble en préparation ; la promotion sociale des aides-soignantes ; (p. 5542) : revaloriser la fonction d'infirmière ; assouplir les conditions de travail : horaires souples ; travail à mi-temps : crèches hospitalières ; augmenter les rémunérations ; l'humanisation des hôpitaux : la charte du malade hospitalisé ; les aides aux mères de famille ; projet de loi en cours d'élaboration permettant de diversifier les prestations servies au titre de l'aide sociale à l'enfance ; la rémunération des travailleuses familiales ; intégrer les personnes âgées dans l'habitat normal ; développer les centres de jour ; les personnes âgées hébergées ; le prochain projet de loi d'orientation pour handicapés ; la simplification des prestations ; le renforcement des services administratifs ; hommage au dévouement et à la qualité des fonctionnaires ; l'automatisation des procédures administratives : décharger les services extérieurs et les

hôpitaux des tâches de gestion ; création d'emplois dans les directions d'action sanitaire et sociale ; la fusion en cours des services régionaux de l'action sanitaire et sociale et de la sécurité sociale ; les inspecteurs de l'action sanitaire et sociale ; cinquième priorité : la recherche ; l'Institut national de la santé et de la recherche médicale ; (p. 5543) : construction d'un laboratoire de myopathie à Meaux et d'un centre de recherches périnatales à l'hôpital Cochin ; l'Institut Pasteur ; la prévention sociale ; le développement des enseignements de santé publique ; l'éducation sanitaire ; les carrières hospitalières et universitaires ; la réforme dans les prochains mois de la tarification hospitalière ; le médecin généraliste ; d'ici à la fin de l'année des textes étendant aux médecins les modalités d'exercice en commun des « sociétés civiles professionnelles » ; l'aide sociale : une charge de plus en plus lourde pour les budgets des collectivités locales ; mission d'inspection sur la progression des dépenses : rapport au Gouvernement avant mars 1975 ; (p. 5544) : l'assurance maladie des malades mentaux ; hommage à ses prédécesseurs, MM. Boulin, Foyer, Poniatowski ; (p. 5569) : remarque que, pour l'essentiel ses choix ne sont pas contestés ; les équipements hospitaliers ; le recours à l'emprunt ; les équipements sanitaires ; répartition des crédits entre hôpitaux généraux et CHR ; suppression des salles communes ; la tendance à l'augmentation des dépenses de santé ; les travaux de la Cour des comptes ; réserver aux villes de 30.000 habitants les hôpitaux dotés d'un plateau technique ; maintenir les hôpitaux ruraux ; investissements pour les départements d'outre-mer : hôpital de Pointe-à-Pitre, Saint-Pierre-de-la-Réunion, Fort-de-France ; (p. 5570) : les soins médicaux sont excellents dans les hôpitaux, il est dangereux de transformer le statut des hôpitaux publics ; difficultés posées par l'assimilation du personnel hospitalier à la fonction publique ; cas des infirmières et médecins à temps partiel ; charte du malade ; bilan avant d'en généraliser l'expérience ; la psychiatrie ; intégrer les services psychiatriques dans les hôpitaux généraux ; les retards dans la politique de sectorisation ; le thermalisme ; Aix-les-Bains, Bourbon-l'Archambault, Néris-les-Bains, Saint-Nectaire et Bagnères-de-Bigorre ; l'assistance publique de Paris ; hôpital Bichat, institut de la naissance, hôpital de Bicêtre, hôpital Necker-Enfants malades, hôpital Rothschild ; projet à l'étude sur la situation des chefs de clinique ; (p. 5571) : association des médecins aux réformes : commission Fougère sur le statut des généralistes, commission Auby sur les sociétés civiles ; la situation des infirmières ; horaires de travail ; les écoles d'infirmières ouvertes aux hommes ; le prix des études ; la formation continue et la promotion des aides soignantes ; arbitrage du Premier ministre ; recherches médicales à l'INSERM ; taux de mortinatalité ; protection de la périnatalité ; visites obligatoires en cours de grossesse ; vaccinations ; Institut Pasteur ; le problème de la natalité ; projet à nouveau à l'étude pour la fondation sur l'adoption ; modification de la réglementation de la maison maternelle ; (p. 5572) : l'information des femmes sur la contraception et l'aide aux familles ; l'institut pour le développement de la natalité ; laboratoire de myopathie de Meaux ; la prévention sanitaire.

— **Projet de loi relatif à l'interruption volontaire de grossesse** (n° **1297**). **Discussion générale** [26 novembre 1974] (p. 6998) : assure l'Assemblée qu'elle se présente devant elle avec un profond sentiment d'humilité devant la difficulté du problème ; les pouvoirs publics ne peuvent plus éluder leurs responsabilités ; (p. 6999) : mettre fin à un désordre ; le projet admet la possibilité d'une interruption de grossesse pour la contrôler et si possible en dissuader la femme ; tout porte à croire que l'adoption du projet n'aura que peu d'effet sur le niveau de la natalité en France ; (p. 7000) : la réforme de l'adoption ; les objectifs du projet : une loi applicable, une décision remise à la femme, une procédure de consultation et d'information, un acte réservé aux structures hospitalières ; (p. 7001) : explique l'option du non-remboursement de l'interruption de grossesse par la sécurité sociale ; (p. 7002) : conscient des difficultés de légiférer en cette matière le Gouvernement propose de limiter l'application du texte à cinq ans ; le projet se place dans la ligne des réformes du droit civil ; (p. 7013) : en réponse à divers orateurs précise que le garde des sceaux empêché sera présent à l'Assemblée pour la suite du débat ; [27 novembre 1974] (p. 7109) : répond à M. Jean-Pierre Cot que le Président de la République a souhaité que ce texte, en raison de ses implications médicales et sociales, soit présenté par le ministre de la santé ; [28 novembre 1974] (p. 7194) : répond aux soixante-quatre orateurs ; examine les considérations démographiques ; (p. 7196) : rappelle que la troisième réunion du conseil de planification se consacrera à l'étude de la démographie française ; le décalage entre la position de l'ordre national des médecins et celle des praticiens s'explique par l'insuffisante représentativité de cet organisme ; de nombreux organismes accueilleront les mères en difficulté ; (p. 7197) : repousse énergiquement les perspectives d'euthanasie et d'eugénisme présentées avec complaisance par certains orateurs ; s'indigne de certaines campagnes ignobles qui à défaut d'autres argu-

ments provoquent l'amalgame. **Discussion des articles. Article 3** (p. 7209) : contre les amendements n° 46 de M. Millet et n° 87 de M. Gau : s'oppose à ce que le délai d'avortement soit porté de dix à douze semaines ; accepte l'amendement n° 73 de M. Caro déclarant indispensable l'accord du médecin ; (p. 7214) : favorable à l'amendement n° 90 de M. Bernard-Reymond ; clause de conscience reconnue aux conseils d'administration et directeurs d'établissements hospitaliers ; (p. 7215) : sur l'application de cette clause en cas de contrat de participation ; (p. 7220) : s'oppose à l'amendement n° 27 de M. Gau supprimant la deuxième visite au médecin ; (p. 7221) : sur l'amendement n° 78 de M. Peyret : c'est à la femme qu'appartient éventuellement le choix du médecin intervenant ; (p. 7222) : accepte l'amendement n° 68 de M. Bolo : consentement des parents lorsque la femme est mineure ; (p. 7224) : s'oppose à l'amendement n° 102 de M. Millet et préfère que la déclaration, en respectant l'anonymat de la femme, soit faite par le médecin ; sur l'amendement n° 103 de M. Jans ; le décret d'application favorisera le cas des femmes de travailleurs immigrés. **Article 4** (p. 7231) : demande le rejet des amendements n° 60 de M. Richard et n° 70 de M. Bolo : l'avortement thérapeutique doit être autorisé dans le cas de malformation possible de l'enfant. **Article 6** (p. 7232) : approuve l'amendement n° 59 rectifié de M. Debré relatif au pourcentage d'avortements prévus dans les actes opératoires ; (p. 7234) : sous-amendement n° 107 du Gouvernement à l'amendement n° 37 de M. Gau permettant de fixer, par référence à l'ordonnance de 1945 sur les prix, le tarif des interventions ; adopté. **Article 7** (p. 7235) : contre l'amendement n° 38 de M. Peyret : la qualification d'acte médical n'ajouterait rien ; (p. 7236) : contre l'amendement n° 80 de M. Delaneau : ne peut accepter l'interdiction des honoraires. **Après l'Article 9** (p. 7237) : l'amendement n° 108 du Gouvernement ; le rapport annuel sur la situation démographique traitant de l'avortement ; adopté. **Deuxième lecture. Discussion générale** [19 décembre 1974] (p. 8123) : rappelle l'opposition du Gouvernement au remboursement par la sécurité sociale ; les mesures proposées en matière d'aide médicale. **Discussion des articles. Article 3** (p. 8127) : attestation écrite du médecin. **Article 4** (p. 8129) : s'oppose aux amendements n° 1 de M. Bas et n° 5 de M. Bolo : il n'est pas possible d'exiger l'héroïsme des parents face au risque d'un enfant mal formé. **Article 6** (p. 8132) : Gouvernement hostile à l'amendement n° 17 de M. Foyer ; distinction des actes opératoires et des actes obstétricaux et chirurgicaux. **Article 7** (p. 8132) : s'oppose à l'expression « loi Veil ».

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la lutte contre la rage (n° 1338). Discussion générale** [16 décembre 1974] (p. 7893) : présente les excuses de M. Christian Bonnet, ministre de l'agriculture, souffrant ; analyse les différentes mesures de prévention et de vaccination proposées ; la déclaration obligatoire par le maire des animaux suspects ; l'abattage.

1975

— **Projet de loi relatif aux laboratoires d'analyse de biologie médicale** (n° **750**). **Première lecture. Discussion générale** [15 avril 1975] (p. 1639) : évolution rapide et spectaculaire de la biologie médicale ; accroissement constant du nombre des analyses biologiques ; la création de nouveaux laboratoires ; nécessité de professionnels qualifiés pour effectuer des analyses ; inadaptation de la législation ; (p. 1640) : les dispositions contenues dans le projet de loi ; direction des laboratoires confiée aux personnes remplissant certaines conditions de compétence ; exigence de quatre certificats de biologie ; exercice personnel et exclusif des fonctions de directeur sous réserve de dérogations à titre exceptionnel ; séparation totale entre l'acte du prescripteur et l'acte du biologiste ; constitution possible entre les directeurs de laboratoire de sociétés civiles professionnelles ; l'apport de capitaux extérieurs ; les exigences relatives à l'organisation et à l'équipement du laboratoire ; autorisation délivrée par le préfet ; contrôle de la bonne exécution et de la qualité des analyses de biologie médicale ; (p. 1641) : exécution de certains actes réservée aux laboratoires disposant d'un personnel hautement spécialisé ; délai de quatre années laissé aux directeurs et aux laboratoires pour se conformer aux nouvelles dispositions ; les rapports entre les laboratoires privés et les organismes de sécurité sociale ; (p. 1646) : répond aux orateurs : impossibilité de soigner partout de la même façon ; dérogations prévues en cas d'examens simples ; normes applicables aux hôpitaux publics ; problème du tiers payant et de l'augmentation des charges supportées par la sécurité sociale ; l'indépendance des laboratoires ; l'impossibilité d'accorder le bénéfice des droits acquis pour les laboratoires ouverts après 1968 ; le remboursement des examens de dépistage de la toxoplasmose ; le droit de prescription des directeurs de laboratoire ; le problème de l'automatisation ; (p. 1647) : l'indépendance financière des biologistes professionnels ; largesse des mesures transitoires. **Discussion des articles. Article 1er : Article L 754 du**

code de la santé publique (p. 1648) : ses sous-amendements nos 74 et 75 à l'amendement n° 6 de M. Bichat ; repoussé. **Article L 757 du code de la santé publique** (p. 1655) : son sous-amendement n° 77 sur l'amendement n° 67 de M. Bichat ; désignation des directeurs de laboratoire ; adopté. **Article L 758 du code de la santé publique** (p. 1656) : son sous-amendement n° 78 à l'amendement n° 10 de M. Bichat ; adopté. **Article L 761 du code de la santé publique** (p. 1657) : son sous-amendement n° 79 à l'amendement n° 16 de M. Bichat : substituer le mot « revenu » au mot « bénéfices » ; adopté ; (p. 1658) : son amendement n° 80 : substituer aux mots « autorité administrative » les mots « arrêté interministériel » ; adopté ; s'oppose à l'amendement n° 72 de M. Millet : dérogations trop larges apportées aux textes du Gouvernement ; (p. 1659) : s'oppose au sous-amendement n° 94 de M. Charles Bignon ; même raison. **Article L 761-6 du code de la santé publique** (p. 1662) : son sous-amendement n° 81 à l'amendement n° 31 de M. Bichat ; adopté. **Article L 761-9 du code de la santé publique** (p. 1663) : son amendement n° 82 : retrait d'autorisations en cas de clauses contractuelles contraires à la loi ; adopté. **Article L 761-12 du code de la santé publique** (p. 1665) : son amendement n° 102 : exclure des dispositions du projet les laboratoires des établissements d'hospitalisation publics ; adopté. **Article L 761-14 du code de la santé publique** : s'oppose à l'amendement n° 48 de M. Bichat ; nécessité et efficacité des contrôles techniques effectués par le ministère de la santé. **Article L 761-15 du code de la santé publique** (p. 1666) : son amendement n° 96 : contrôle de la qualité des analyses assuré par des organismes publics ou privés ; adopté. **Après l'Article L 761-15 du code de la santé publique** (p. 1667) : s'oppose à l'amendement n° 71 de M. Legrand ; le problème du tiers payant ne peut être réglé à l'occasion d'un texte de portée limitée. **Article 2** (p. 1669) : s'oppose à l'amendement n° 59 de M. Bichat ; nécessité de faire entrer la loi en vigueur dans des délais relativement brefs. **Après l'Article 2** (p. 1671) : son amendement n° 83 : rapports entre les caisses primaires d'assurance maladie et les directeurs de laboratoires privés ; retiré ; (p. 1672) : les raisons du retrait de l'amendement ; annulations par le Conseil d'Etat de la convention avec les médecins ; nécessité de traiter le problème en son ensemble tant pour les médecins que pour les biologistes ; s'oppose à l'amendement n° 101 de M. Bourson ; caractère inadmissible d'une discrimination en faveur d'une seule société civile professionnelle. **Deuxième lecture. Discussion générale** [27 juin 1975] (p. 4895) : les modifications apportées par l'Assemblée nationale et le Sénat ; le cas des sociétés autorisées ; le principe de l'acceptation des fonctions de directeur et de directeur adjoint de laboratoires ; (p. 4896) : la remise en cause de ce principe par le Sénat ; le problème des dispositions transitoires ; donner une formation complémentaire à ceux qui n'ont pas une compétence suffisante ; son refus quant à la décision du Sénat permettant à tous les laboratoires enregistrés de se maintenir en l'état. **Discussion des articles. Article 1er : Article L 754 du code de la santé publique** (p. 4898) : son amendement n° 17 : rétablir la possibilité pour les laboratoires d'exercer sous forme soit de société anonyme soit de société à responsabilité limitée ; adopté. **Article L 757-1 du code de la santé publique** (p. 4898) : son amendement n° 18 : conséquence de l'amendement n° 17 ; adopté. **Article L 757-2 du code de la santé publique** (p. 4899) : son amendement n° 19 : reprise des garanties prévues par le Sénat ; adopté. **Article L 761-1 du code de la santé publique** (p. 4900) : s'oppose à l'amendement n° 6 de M. Bichat ; ne pas porter atteinte à l'égalité devant la loi. **Article L 761-10 du code de la santé publique** (p. 4901) : s'oppose à l'amendement n° 7 de M. Bichat. **Article 2** (p. 4903) : est favorable à l'amendement n° 11 de M. Bichat ; son sous-amendement n° 14 : substituer aux termes « antérieurement au 1er juillet 1962 » les termes « antérieurement à la déclaration d'indépendance » ; adopté ; son sous-amendement n° 15 : substituer aux mots « sont transformés en sociétés civiles professionnelles » les mots « sont conformes aux articles L 754, L 757-1 et L 757-2 du code de la santé publique » ; adopté. **Commission mixte paritaire** [30 juin 1975] (p. 5069) : remercie l'assemblée du travail accompli.

— **Propositions de loi relatives à la réparation des dommages causés par une vaccination obligatoire** (nos **220** et **562**). **Discussion générale** [18 avril 1975] (p. 1890) : avant le 1er juillet 1964, responsabilité de l'Etat retenue en cas de faute dans l'exécution de la vaccination : l'apport de la loi de 1964 : mise en cause de la responsabilité de l'Etat dès l'établissement du lien entre dommage et vaccination ; sens des deux propositions de loi : élargir le champ d'application de la loi ; les conséquences des vaccinations : régression considérable des maladies transmissibles ; poursuivre la pratique des vaccinations ; (p. 1891) : nombre infime des accidents par rapport au nombre des vaccinations ; caractère disparate des législations étrangères ; nécessité de prévenir tout abus de fraude ; demande faite au vaccinateur de procéder à la déclaration de toute vaccination obligatoire. **Discussion des articles. Article 2**

(p. 1891) : son amendement n° 1 : supprimer l'article 2 ; adopté. **Après l'Article 2 :** son amendement n° 2 : déclaration par le médecin ou la sage-femme de toute vaccination obligatoire ; adopté.

— **Projet de loi relatif aux produits cosmétiques et aux produits d'hygiène corporelle** (n° 1484). **Discussion générale** [20 mai 1975] (p. 2876) : un projet qui intéresse la vie quotidienne de nombreux Français ; l'inexistence de législation homogène relative aux produits cosmétiques ; l'utilisation de substances complexes et actives ; les conséquences d'une erreur de fabrication d'un talc parfumé ; la proposition de directive présentée au Conseil de la CEE le 6 octobre 1972 ; la difficulté de mettre en œuvre le dispositif actuel fondé sur le principe d'une « liste négative » de produits interdits ; interdire désormais l'emploi de substances vénéneuses à l'exception de celles nommément désignées ; (p. 2877) : soumettre tout établissement fabricant des produits cosmétiques à une déclaration auprès de l'administration ; rassembler toute information sur la nature d'un produit avant sa mise sur le marché ; mettre un exemplaire du dossier à la disposition des autorités compétentes tenues au secret professionnel ; le projet de l'arrêté relatif aux produits de dermo-pharmacie ; nécessité d'un décret en Conseil d'Etat pour établir les règles concernant la dénomination et l'emballage des produits cosmétiques ; les pénalités en cas d'infraction ; le délai accordé aux entreprises existantes pour se conformer au texte ; l'acceptation par le Gouvernement de l'amendement prévoyant la dispense de la communication de la formule des compositions destinées à parfumer les produits cosmétiques ; mettre fin à une déficience de notre législation. **Discussion des articles. Article 1er** (p. 2885) : s'oppose aux amendements n° 33 de Mme Fritsch et n° 1 de M. Bastide ; système rigoureux contenu dans le projet de loi ; propositions irréalistes et inapplicables des amendements. **Article 2 : Article L 658-2 du code de la santé publique** (p. 2887) : s'oppose à l'amendement n° 2 de M. Bastide ; nécessité en cas d'adoption de l'amendement, d'instituer une réglementation de la profession ; création d'une situation imprécise et dangereuse ; accepte l'amendement n° 16 de M. Sourdille ; retenir la notion de qualification professionnelle, d'une manière très large. **Article L 658-3** (p. 2895) : s'oppose aux amendements n° 4 de M. Darinot et n° 26 de M. Millet ; protection suffisante des consommateurs ; ne pas ruiner l'industrie de la cosmétologie. **Article L 658-5** (p. 2897) : sur l'amendement n° 6 de M. Bastide ; réorganisation actuelle du conseil supérieur de l'hygiène publique ; obtient le retrait de l'amendement. **Article L 658-6 :** s'oppose aux amendements n° 27 de M. Millet et n° 37 de M. Daillet ; non-toxicité des produits visés par l'article ; (p. 2898) : ne pas limiter les possibilités de fabrication des cosmétiques ; ne pas rendre la vente inapplicable ; s'oppose à l'amendement n° 9 de M. Bastide ; caractère irréaliste de l'amendement. **Article L 658-8** (p. 2899) : sa réponse à M. Millet ; sa préoccupation quant à la création de postes de pharmaciens inspecteurs. **Seconde délibération. Article 2 : Article L 658-3** (p. 2902) : son amendement n° 1 : supprimer les mots « et du public » ; prévoir le secret professionnel pour les personnes ayant connaissance du dossier ; adopté. **Deuxième lecture. Discussion générale** [24 juin 1975] (p. 4640) : le problème des essais préalables ; (p. 4641) : la faveur du Gouvernement aux procédures d'instruction les plus simples. **Discussion des articles. Article 2 : Article L 658-3 du code de la santé publique** (p. 4641) : accepte les essais de toxicité proposés par l'amendement n° 1 de M. Sourdille; ne peut consentir à ce qu'ils soient pratiqués obligatoirement par des experts agréés ; son sous-amendement n° 4 à l'amendement n° 1 de M. Sourdille : fixation par décret des conditions dans lesquelles se dérouleront les essais ; adopté.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant modification de certains articles du code de la famille et de l'aide sociale** (n° 1652). **Discussion générale** [13 juin 1975] (p. 4170) : l'ordonnance du 3 mars 1945 et l'organisation de la représentation des intérêts de la famille ; (p. 4171) : le nécessaire élargissement de la représentativité des unions ; l'élargissement de la notion familiale ; le cas des associations de parents d'enfants handicapés ; le développement d'autres mouvements nationaux ; la possibilité donnée aux fédérations départementales d'être composées d'associations de base et de fédérations d'associations. **Discussion des articles. Article 1er** (p. 4177) : juge que l'amendement n° 24 de M. Besson aboutira à des dispositions plus restrictives que celles qui sont envisagées à l'égard des étrangers ; (p. 4178) : s'oppose à l'amendement n° 26 de M. Briane ; renouvelle l'assurance que le décret d'application sera très libéral. **Article 1er *bis*** : s'oppose à l'amendement n° 8 de M. Briane qui alourdirait inutilement le système mis en place. **Article 6** (p. 4181) : s'oppose à l'amendement n° 19 de M. Briane ; son amendement n° 31 : dans le dernier alinéa de l'article 6 du code de la famille, substituer aux mots : « pères ou mères de famille ayant ou ayant eu au moins trois enfants », les mots : « pères ou mères de famille ayant trois enfants dont au moins un mineur » ; adopté. **Article 7** (p. 4182) : son amendement n° 32 : donner une voix par groupe de trois enfants

mineurs ; adopté ; (p. 4183) : voit mal l'intérêt des amendements n° 29 de M. Briane et n° 4 de M. Besson : ne pense pas qu'un verrou subsiste, la matière étant, en tout état de cause, de nature réglementaire. **Article 8** (p. 4184) : s'oppose aux amendements n° 30 de M. Briane et n° 22 défendu par M. Millet ; rappelle que le ministre n'intervient que lorsqu'il est sollicité et toujours sous le contrôle du juge ; (p. 4185) : s'oppose à l'amendement n° 25 de M. Besson.

— **Projet de loi d'orientation en faveur des personnes handicapées** (n° **951**). **Commission mixte paritaire** [13 juin 1975] (p. 4186) : se félicite de l'accord qui est intervenu au sein de la commission mixte paritaire ; (p. 4187) : son amendement n° 1 de forme ; adopté ; (p. 4188) : son amendement n° 2 : désignation annuelle du président de la commission technique d'orientation prévue à l'article L 323-11 du code du travail ; adopté.

— **Proposition de loi relative à l'exercice de la pharmacie** (n° **1665**). **Première lecture. Discussion générale** [18 juin 1975] (p. 4350) : la nécessaire remise à jour du livre V du code de la santé publique (p. 4350 et 4351) : l'intérêt des propositions contenues dans le rapport ; une initiative qui reflète la véritable coopération qui doit exister entre le Parlement et le Gouvernement. **Deuxième lecture. Discussion générale** [16 décembre 1975] (p. 9837) : ses observations sur la prolongation du délai d'un an accordé pour ouvrir une officine en cas « de force majeure », sur l'organisation des services de garde et d'urgence, sur le problème de la qualité des médicaments français destinés à l'exportation. **Discussion des articles. Article 3** (p. 9838) : juge trop lourde la procédure instaurée par l'amendement n° 1 de M. Millet.

— **Rappel au règlement** [8 juin 1975] (p. 4348) : en réponse au rappel au règlement de M. Hamel, rend hommage à son assiduité ; observe que ce sont des propositions de loi qui viennent en discussion ; insiste sur le fait que l'administration qui prépare les projets de loi est surchargée.

— **Proposition de loi relative à l'exercice de l'art dentaire et des conseils régionaux de l'ordre des chirurgiens dentistes** (n° **1548**). **Première lecture. Discussion générale** [18 juin 1975] (p. 4352) : souligne l'intérêt du texte en discussion et demande son adoption sous réserve d'amendements de forme. **Discussion des articles. Article 2** (p. 4352) : ses amendements n°s 1, 2 et 3 : de forme ; adoptés. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [16 décembre 1975]. **Article 2** (p. 9839) : confirme que le praticien conseil sera un dentiste.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**).

Deuxième partie :

Santé publique et action sociale [28 octobre 1975] (p. 7431) : l'augmentation du budget de la santé ; l'humanisation des hôpitaux et la prévention ; (p. 7432) : le renforcement des moyens en personnel ; la multiplication des établissements hospitaliers de moyenne importance ; l'humanisation des hôpitaux ; le personnel ; (p. 7433) : les infirmières ; les directeurs des hôpitaux ; le domaine psychiatrique ; la prévention ; la recherche ; la dotation de l'INSERM ; (p. 7434) : l'aide à l'institut Pasteur ; les questions que pose l'avenir du système de santé. **Réponses aux orateurs** (p. 7462) : les médecins de santé scolaires ; les prix des produits pharmaceutiques ; la recherche sur le cancer ; la création d'un service national d'aide médicale d'urgence ; (p. 7463) : la lutte contre l'alcoolisme ; l'évolution des sciences médicales ; le problème des infirmières et des aides-soignantes ; les interruptions de grossesse ; les centres de contraception ; la carte sanitaire ; la clinique de Schirmeck ; (p. 7464) : la politique familiale ; la gestion des hôpitaux ; la répartition des investissements ; la démolition de l'hôpital Saint-Louis ; les consultations externes et l'hospitalisation à domicile ; les hôpitaux construits dans le Nord - Pas-de-Calais ; l'accueil dans les hôpitaux ; (p. 7465) : les efforts en matière de politique familiale ; concilier pour les femmes vie professionnelle et vie familiale.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, concernant l'intervention des travailleuses familiales et des aides-ménagères dans le cadre de l'aide sociale à l'enfance** (n° **1949**). **Première lecture. Discussion générale** [16 décembre 1975] (p. 9828) : les raisons qui militent en faveur d'une protection plus complète de la famille ; la valeur de l'intervention des travailleuses familiales ; le rôle de la travailleuse familiale placée auprès d'une famille en difficulté ; (p. 9829) : la nécessité d'un développement systématique de l'effort de prévention ; la nécessité de renforcer le cadre juridique et financier dans lequel interviennent des organismes de travailleuses familiales ; le nécessaire développement des moyens financiers affectés à cette action ; l'intervention des services publics eux-mêmes ; (p. 9832) : annonce que le Gouvernement délibérera de la politique familiale avant la fin de l'année. **Discussion de l'article unique** (p. 9833) : ses observations sur les amendements n° 1 de M. Gau, n° 2 de M. Millet et n° 4 de M. Pinte ; (p. 9834) : s'oppose à l'amendement de Mme Chonavel ; juge que l'amendement risque d'alourdir les structures de l'action sanitaire et sociale.

Après l'Article unique (p. 9835) : sur l'amendement n° 8 de M. Pinte et le sous-amendement n° 10 de M. Besson, n'estime pas nécessaire de fixer chaque année un plafond des fonds d'action sanitaire et sociale affectés aux travailleuses familiales ; fait part de son intention de développer le nombre de ces travailleuses de façon progressive ; estime possible que le Gouvernement en vienne à un système de prestation légale ; est persuadée que les organismes sociaux augmenteront leurs interventions dans le domaine des travailleuses familiales. **Deuxième lecture. Discussion générale** [20 décembre 1975] (p. 10166) : considès qu'il n'y a pas quant aux objectifs à atteindre de différence entre les positions de l'Assemblée nationale et du Sénat. **Commission mixte paritaire** [20 décembre 1975] (p. 10172) : se félicite de l'accord intervenu au sein de la commission mixte paritaire qui marque la différence entre travailleuses familiales et aides-ménagères.

1976

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant diverses mesures de protection sociale de la famille** (n° **2220). Première lecture. Discussion générale** [18 mai 1976] (p. 3141) : la famille plus vivante que jamais ; force et vitalité de l'institution familiale ; attachement des Français à la famille, mais inquiétude de l'opinion ; (p. 3142) : tension provenant de la transformation des modes d'éducation, des conditions générales de vie ; impératif national d'un redressement démographique ; nécessité d'une politique volontariste ; contradiction de l'opinion ; la double orientation du Gouvernement dès 1974 ; un schéma familial plus ouvert ; l'équilibre de la politique familiale ; les progrès accomplis depuis deux ans dans trois domaines ; (p. 3143) : premier domaine : protection sociale de la mère et de la future mère concernant les prestations familiales, l'assurance maladie, l'assurance vieillesse ; deuxième domaine : la protection de la mère et de la future mère au regard de l'emploi ; troisième domaine : le développement des équipements et services mis à la disposition des familles ; les cinq actions engagées en faveur de catégories particulières : mères isolées, familles de départements d'outremer, mères faisant garder leurs jeunes enfants par des tiers, familles du monde rural, familles ayant des handicapés à charge ; les transferts financiers en faveur des familles ; trois types de protection financière directe des familles : les allocations familiales, les prestations versées aux familles de ressources modestes, le quotient familial ; (p. 3144) : importance des prestations familiales servies en France par rapport à la Communauté économique européenne ; effet redistributif du système d'assurance maladie ; politique du Gouvernement dans deux directions : la réforme des prestations servies sous condition de réforme, la progression des allocations familiales légèrement supérieure aux prix ; relever le fonds d'action sanitaire et sociale de la caisse nationale d'allocations familiales : augmentation de la base mensuelle des allocations familiales irréaliste ; (p. 3145) : quatre mesures dans le dispositif du Gouvernement : compatibilité entre la vie professionnelle et la vie familiale des mères de famille, favoriser le développement du travail à temps partiel, les horaires variables, le trois-quart temps ; avancement d'échelon pour se consacrer à un jeune enfant ; complément familial ; doublement du nombre de crèches ; meilleure protection des gardiennes et nourrices ; accueil plus important à l'école maternelle ; deuxième action : le logement ; (p. 3146) : troisième action : le statut social de la mère de famille ; ouverture de droits propres en matière de sécurité sociale ; amélioration du régime de retraite des mères de famille ; quatrième action : améliorer la situation des femmes isolées ; une couverture financière plus réelle ; une formation professionnelle ; calendrier de la mise en œuvre des projets : projet portant sur diverses mesures de protection sociale de la famille, institution d'une garantie de revenus au profit des mères isolées, congé de huit semaines au profit des femmes venant d'adopter un enfant, mesures relatives à l'emploi dans le secteur public, congé post-natal ; (p. 3147) : pallier les difficultés entraînées par les obligations du service national actif ; [19 mai 1976] (p. 3210) : sa réponse aux orateurs : les observations allant dans le sens fixé par le Gouvernement : le développement des équipements collectifs, une refonte des allocations familiales ; la possibilité de concilier l'activité professionnelle et la vie familiale ; (p. 3211) : les observations qui seraient trop coûteuses ; le redéploiement des dépenses sociales ; la difficulté d'un financement par les contribuables ; la démarche équilibrée du Gouvernement qui ne doit pas être sous-estimée ; son coût : 15 % des allocations familiales ; la démographie, un impératif national ; les actions tendant à montrer de façon cohérente que les familles nombreuses constituent un enjeu national ; le développement de l'enseignement de la démographie ; le développement des équipements collectifs ; le doublement du nombre des crèches au cours du VII[e] Plan ; les modes de garde des jeunes enfants autres que les crèches ; les mesures déjà prises concernant le statut social de la mère ; (p. 3212) : le privilège à accorder aux mères qui travaillent et aux mères de famille nombreuse ; assure M. Raynal qu'il sera tenu compte de ses obser-

vations sur la situation en zone rurale ; les mesures prises pour les femmes isolées ; le souci de ne pas établir de ségrégation entre la femme au foyer et la femme au travail ; l'effort de formation professionnelle des mères qui n'ont jamais travaillé ou ont dû s'arrêter de travailler pendant qu'elles avaient de jeunes enfants ; le problème de l'adoption ; souhaite que le maximum d'enfants soient adoptés le plus jeune possible ; la complexité de ces problèmes ; les prestations étendues récemment aux DOM ; la nouvelle prestation de parents isolés mal adapté à la réalité des DOM ; l'augmentation des crédits permettant d'assurer la parité globale ; l'étude des moyens tendant à adapter cette nouvelle prestation aux DOM ; ne croit pas à la fatalité de la décadence ; souligne que la famille est la force la plus vivante de la nation ; que l'avenir du pays repose sur elle ; indique qu'une limitation volontaire des familles par les couples se retournerait contre le bonheur de leurs enfants. **Discussion des articles** [19 mai 1976] : **Article 2** (p. 3214) : accepte l'amendement n° 9 de Mme Missoffe ; sur l'amendement n° 10 de Mme Missoffe indique que l'attention du Gouvernement est de faire varier la nouvelle allocation de telle sorte que l'érosion monétaire ne vienne pas en réduire la valeur ; l'impossibilité de faire référence au SMIC pour les allocations ; se rallie à l'amendement n° 107 de M. Briane ; (p. 3216) : repousse l'amendement n° 59 de Mme Chonavel ; (p. 3217) : s'oppose aux amendements n° 11 et n° 13 de Mme Missoffe ; a déposé un amendement n° 111 qui devrait donner satisfaction à la commission ; son amendement n° 111 devient sans objet après adoption des amendements n° 11 et n° 12 de Mme Missoffe ; accepte l'amendement n° 15 de Mme Missoffe ainsi que son amendement n° 16 ; sur l'amendement n° 16 de Mme Missoffe, déclare qu'il n'y aura pas d'intérêts moratoires en cas de retard. **Article 3** *bis* (p. 3218) : s'oppose à l'amendement n° 63 de M. Weber défendu par M. Garcin. **Après l'Article 3** *ter* : est favorable à l'amendement n° 109 de M. Pinte ; est favorable à l'amendement n° 110 de M. Pinte. **Article 4** (p. 3219) : s'oppose à l'amendement n° 64 de M. Weber défendu par M. Gilbert Schwartz ; repousse l'amendement n° 65 de Mme Chonavel défendu par M. Garcin ; (p. 3220) : repousse l'amendement n° 66 de M. Weber défendu par M. Gilbert Schwartz ; s'oppose aux amendements n° 18 de Mme Missoffe et n° 67 de M. Garcin ; s'oppose à l'amendement n° 68 de Mme Moreau défendu par M. Garcin ; repousse l'amendement n° 69 de Mme Constans défendu par M. Gilbert Schwartz ; (p. 3221) : s'oppose à l'amendement n° 70 de M. Legrand défendu par Mme Chonavel car le placement n'est pas assimilable à une naissance ; s'oppose à l'amendement n° 71 de M. Legrand défendu par Mme Chonavel. **Après l'Article 4** (p. 3222) : son amendement n° 112 tendant à faciliter la réinsertion professionnelle des mères de famille et à leur offrir des possibilités effectives de trouver un emploi ; adopté. **Article 5** : indique que les amendements n° 20 de Mme Missoffe et n° 73 de M. Weber sont inutiles ; sur l'amendement n° 20 de Mme Missoffe, indique que le Sénat a réintégré le texte du projet dans le droit commun en ce qui concerne les femmes étrangères bénéficiant de la sécurité sociale ; indique que l'article 5 bénéficiera à toutes les ressortissantes étrangères résidant en France dès lors qu'elles bénéficieront de la sécurité sociale ; (p. 3223) : indique que si l'amendement n° 20 de Mme Missoffe est repoussé, le droit commun de la sécurité sociale s'appliquera. **Avant l'Article 8** (p. 3224) : est favorable à l'amendement n° 103 de M. Gerbet ; répond aux observations de M. Gerbet. **Article 9** (p. 3225) : estime que l'amendement n° 29 de Mme Missoffe irait à l'encontre des préoccupations actuelles de l'administration et créerait un sentiment de la propriété de l'emploi historiquement dépassé ; s'oppose à l'amendement n° 29 de Mme Missoffe ; déclare que l'administration s'efforcera, dans la mesure du possible, de procéder à la réintégration « au même endroit ou le plus près possible » ; indique qu'elle ne peut prendre un engagement formel qui introduirait trop de rigidité dans l'administration ; accepte le sous-amendement de M. Briane à l'amendement n° 29 de Mme Missoffe. **Article 13** (p. 3226) : précise que les dispositions invoquées par M. Aubert ne sont pas applicables à la mère adoptive ; répond à M. Pinte qu'il faut se méfier des fausses symétries, que la situation de la mère par le sang et celle de la mère adoptive ne sont pas identiques. **Article 16** (p. 3227) : s'oppose à l'amendement n° 105 de M. Joanne dans un souci de cohérence par rapport à une loi votée en 1975 et parce que l'âge de cinquante ans ne permettrait pas aux intéressés de se constituer une retraite. **Avant l'Article 17** (p. 3229) : précise que l'article 17 répond au souci de maintenir unis les jeunes ménages ; accepte de modifier son texte pour éviter le danger hypothétique de fuite devant le service militaire ; le Gouvernement s'oppose à l'article additionnel qui dénature la notion de chef de famille, qui serait d'une application difficile et lourde, qui priverait le service de santé des jeunes appelés dont il a besoin et qui détruirait la philosophie des reports d'incorporation ; (p. 3230) : ne demande pas la réserve de l'article additionnel ; indique qu'il faudrait modifier le texte de l'article additionnel. **Article 17** (p. 3232) : estime qu'il faut faire confiance aux jeunes qui n'auront

pas des enfants dans le seul but d'échapper au service militaire. **Après l'Article 17** (p. 3233) : s'oppose à l'amendement n° 114 de M. Pinte. **Article 18** (p. 3234) : s'oppose à l'amendement n° 54 de Mme Missoffe qui conduirait à des ambiguïtés et à des abus ; déclare que les commissions pourront apprécier la signification du mot « parents » mais qu'en principe, il ne s'agit que des parents et non des grands-parents. **Article 19** (p. 3235) : accepte le sous-amendement n° 108 de M. de Kerveguen. **Après l'Article 19** : estime que l'amendement n° 5 de M. Allainmat recouvre des dispositions de caractère réglementaire ; transmettra la demande de M. Allainmat au ministre de la défense. **Après l'Article 22** (p. 3236) : ne comprend pas le but de l'amendement n° 57 de Mme Missoffe défendu par M. Briane ; de grands débats permettront au Parlement de se prononcer sur les mesures du Gouvernement concernant la famille ; les difficultés dues à la conjoncture ; estime qu'un nouveau débat n'ajoutera rien ; (p. 3237) : considère que l'amendement n° 57 constitue une injonction au Gouvernement qui n'a pas de base constitutionnelle ; demande que l'amendement n° 57 de Mme Missoffe soit retiré ; oppose à l'amendement n° 57 l'irrecevabilité en vertu de l'article 41 de la Constitution ; [20 mai 1976] : demande une seconde délibération de l'article 2. **Seconde délibération** [20 mai 1976]. **Article 2** (p. 3269) : ne peut accepter l'amendement n° 12 qui dénature l'allocation de parent isolé ; analyse la nature de cette allocation et souligne son coût ; son amendement n° 1 concernant l'éducation spéciale ; (p. 3270) : définit les prestations sociales qui ont « un caractère de remboursement de frais » ; (p. 3271) : ne s'oppose pas au sous-amendement n° 3 de M. Aubert ; amendement n° 1 ; adopté. **Deuxième lecture. Discussion générale** [28 juin 1976] (p. 4790) : l'énumération des prestations spécifiques à ne pas prendre en compte ; les modifications apportées par le Sénat en deuxième lecture ; le désaccord entre le Gouvernement et la commission de l'Assemblée nationale concernant les possibilités de dispense et de libération anticipée ; l'application de la loi dans les DOM. **Discussion des articles** [28 juin 1976]. **Article 2** (p. 4793) : est favorable à l'amendement n° 1 de Mme Missoffe. **Après l'Article 2** : son amendement n° 8 corrigé prévoyant l'attribution de l'allocation prévue à l'article L 510-10 aux mères isolées résidant dans les DOM visées à l'article L 714 selon des conditions fixées par décret ; le souci du Gouvernement d'étendre aux DOM le système des prestations familiales ; le caractère particulier de l'attribution d'une prestation en espèces aux parents isolés dans les DOM ; l'accroissement envisagé des ressources du FASO ; l'analyse différente du Sénat acceptée par le Gouvernement ; la nécessité d'une adaptation du fait des différences existant entre la métropole et les DOM concernant les structures de la famille ; l'amendement n° 8 corrigé tombe ; (p. 4794) : assure à M. Fontaine qu'elle n'émettait aucun jugement de valeur sur la structure de la famille dans les DOM ; répond à M. Chinaud que le Gouvernement fera son possible pour que les décrets paraissent en même temps pour la métropole et pour les DOM compte tenu de la nécessité de consulter les conseils généraux ; rappelle que la législation sociale est essentiellement dans les TOM du ressort des assemblées locales ; souligne que Saint-Pierre-et-Miquelon sera bientôt départementalisé ; amendement n° 8 corrigé adopté. **Article 4** *bis* : répond à M. Hamel que des instructions précises seront données au centre de formation professionnelle en ce qui concerne les veuves. **Article 13** (p. 4795) : exprime à M. Pinte ses regrets que son amendement n'ait pas été adopté par l'Assemblée nationale. **Article 15** (p. 4796) : accepte l'amendement n° 2 de Mme Missoffe. **Article 17 A** : s'oppose à l'amendement n° 9 de M. Pinte ; (p. 4797) : n'accepterait l'amendement n° 9 de M. Pinte que s'il visait les jeunes gens incorporés pendant leur vingt-troisième année ; souligne les avantages dont bénéficient les jeunes gens ayant reçu un report d'incorporation ; propose un texte d'harmonisation de l'article L 13 du code du service national ; indique qu'il serait préférable de revoir cette question lors de la réunion de la commission mixte paritaire. **Article 18** (p. 4798) : estime que les amendements n° 3 de Mme Missoffe et n° 6 de M. de Kerveguen sont contradictoires avec le refus de l'Assemblée d'accorder la dispense automatique du service national aux jeunes pères d'un enfant ; une interprétation floue et laxiste ; demande à l'Assemblée de s'en tenir au texte du Sénat. **Article 19** (p. 4799) : s'oppose aux amendements n° 4 de Mme Missoffe et n° 7 de M. de Kerveguen. **Article 22** : son amendement n° 14 tendant à repousser au 1er janvier 1977 l'application de la loi aux départements d'outre-mer ; adopté. **Commission mixte paritaire** [30 juin 1976] (p. 4968) : accepte le texte de la commission mixte paritaire ; confirme que les décrets d'application seront pris à temps.

— **Modification de l'ordre du jour prioritaire** [19 mai 1976] (p. 3208) : demande le retrait de l'ordre du jour du projet de loi relatif aux assistantes maternelles ; (p. 3237) : inscription de la suite du débat sur le projet de loi portant diverses mesures de protection sociale de la famille, au début de la séance du lendemain.

— **Projet de loi organique, adopté par le Sénat, modifiant l'article 67 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature** (n° **2222**). **Discussion générale** [20 mai 1976] (p. 3272) : les différentes situations administratives dans lesquelles un magistrat peut être placé ; une nouvelle position administrative ; le congé postnatal ; accepte l'amendement n° 2 rectifié.

— **Projet de loi relatif à la lutte contre le tabagisme** (n° **2149**). **Première lecture. Discussion générale** [11 juin 1976] (p. 4075) : le projet, un élément important du programme de prévention sanitaire ; le rôle déterminant du tabagisme, de l'alcoolisme, des erreurs alimentaires et d'une mauvaise hygiène de vie dans les maladies cardio-vasculaires et le cancer ; la nécessité de provoquer une modification des comportements personnels et des attitudes collectives ; (p. 4076) : nécessité d'une éducation et d'une information ; une action contre l'usage immodéré du tabac ; l'incidence déterminante du tabagisme sur le développement du cancer du poumon ; l'augmentation des risques de bronchite chronique ; les risques que fait courir une future mère à son enfant ; le lien entre l'usage abusif du tabac et certaines maladies cardio-vasculaires ; nécessité de stabiliser la consommation ; l'absence de remise en cause de l'activité des débitants de tabac ; la compensation pour les publicitaires d'un manque à gagner ; (p. 4077) : le projet, un élément d'un vaste programme s'étendant sur plusieurs années ; éviter les réglementations coercitives ou discriminatoires à l'égard de certaines catégories de consommateurs : l'interdiction de toute publicité par la télévision, les radios, les cinémas, l'affichage ; la réglementation de la publicité par voie de presse en apportant trois limitations concernant la jeunesse, les mentions du message publicitaire, le volume de la publicité ; la possibilité d'édicter des interdictions de fumer dans les locaux à usage collectif ; l'équilibre entre la protection de la santé et le respect des libertés ; (p. 4083) : en réponse à M. Weber, souligne le développement de la prévention dans les pays socialistes ; en réponse à M. Fontaine, approuve la nécessité de développer l'information et la nécessité pour les éducateurs de ne pas fumer dans les établissements scolaires ; en réponse à M. Offroy, assure que l'exemple des pays étrangers montre que la lutte contre le tabagisme n'est pas vouée à l'inefficacité ; le problème du prix du tabac ; à M. Vivien, répond que la lutte contre le tabagisme est approuvée par l'opinion ; (p. 4084) : se félicite du consensus des médecins sur les méfaits du tabac qu'il n'est plus possible de contester scientifiquement ; un amendement traitera du cas des nouveaux fabricants de produits mis sur le marché. **Discussion des articles** [11 juin 1976]. **Article 2** (p. 4084) : s'oppose à l'amendement n° 25 de M. Tissandier ; accepte les amendements n°s 1 et 2 de Mme Tisné. **Article 3** (p. 4085) : son amendement n° 17 tendant à sauvegarder la situation de certaines entreprises qui vendent sous le même nom des produits du tabac et des produits n'ayant rien à voir avec le tabac ; adopté. **Article 4** : s'oppose à l'amendement n° 26 de M. Tissandier car l'Assemblée s'est prononcée récemment pour le maintien de la vente restreinte aux jeunes appelés et qu'il n'est pas vrai que ce soit à l'armée que les appelés prennent l'habitude de fumer. **Après l'Article 4** : s'oppose à l'amendement n° 23 de Mme Tisné ; accepte l'amendement n° 3 de Mme Tisné. **Article 5** (p. 4086) : accepte l'amendement n° 4 de Mme Tisné. **Article 6** : s'oppose à l'amendement n° 24 de M. Tissandier car il viderait l'article 6 de sa portée ; accepte les amendements n° 5 et n° 6 de Mme Tisné ; (p. 4087) : s'oppose à l'amendement n° 7 de Mme Tisné ; son amendement n° 18 tenant compte des caractéristiques propres à chaque type de publications ; adopté. **Après l'Article 6** : présente un amendement n° 22 de substitution à l'amendement n° 9 de Mme Tisné ; adopté. **Article 7** (p. 4088) : s'oppose à l'amendement n° 10 de Mme Tisné car l'article 7 prohibe d'une manière absolue le financement d'activités ou de manifestations sportives par la publicité en faveur du tabac ; sur l'amendement n° 28 de M. Neuwirth, s'en remet à la sagesse de l'Assemblée. **Après l'Article 7** (p. 4089) : accepte l'amendement n° 11 de Mme Tisné. **Article 8** : accepte l'amendement personnel n° 20 de Mme Tisné. **Article 9** : accepte l'amendement n° 12 de Mme Tisné. **Article 12** : accepte l'amendement n° 13 de Mme Tisné. **Après l'Article 12** : s'oppose à l'amendement n° 14 de Mme Tisné. **Avant l'Article 13** (p. 4090) : accepte l'amendement n° 21 de Mme Tisné. **Article 13** : accepte l'amendement n° 15 de Mme Tisné ; son amendement n° 19 précisant à quels contrats s'applique l'article 13 ; adopté. **Commission mixte paritaire** [28 juin 1976] (p. 4800) : se félicite du concours apporté par les deux assemblées dans sa lutte contre le tabagisme ; accepte le texte de la commission mixte paritaire sauf pour le délai de deux ans accordé en ce qui concerne le patronage des manifestations sportives ; propose de ramener ce délai à un an par l'amendement n° 1. **Article 13** (p. 4801) : son amendement n° 1 : application des dispositions relatives au patronage des manifestations sportives à l'expiration d'un délai d'un an à compter de la promulgation de la loi ; adopté.

— **Aménagement de l'ordre du jour prioritaire** [28 juin 1976] (p. 4789) : discussion en

deuxième lecture du projet de loi portant diverses mesures de protection sociale de la famille.

— **Aménagement de l'ordre du jour prioritaire** [28 juin 1976] (p. 4799) : examen du projet de loi sur le tabagisme.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**).

Deuxième partie :

Santé publique et action sociale [29 octobre 1976] (p. 7271) : un budget significatif des grandes orientations inspirant l'action des pouvoirs publics ; une partie des sommes consacrées en France à la santé ; les sources de financement diverses dans une société pluraliste ; la participation de l'Etat aux dépenses d'aide sociale ; les grandes lignes de la dépense de la santé au travers du budget ; les orientations générales : privilégier la part consacrée à la santé dans l'ensemble du budget de l'Etat, développer la prévention tout en intensifiant la recherche, améliorer l'adaptation de l'appareil de soins aux besoins de la population ; les sommes se trouvant au fonds d'action conjoncturelle ; (p. 7272) : la protection de la mère et de l'enfant par l'assistance à domicile ; le tabac ; la SEITA ; la création de postes à l'INSERM ; le soutien des programmes ; le soutien à l'institut Pasteur ; l'humanisation des hôpitaux ; (p. 7273) : les résultats acquis ; un effort considérable d'équipement ; les personnels ; les élèves infirmières ; la carrière des infirmières ; la politique familiale ; la politique du personnel du ministère de la santé ; les travailleuses familiales ; la fusion des services régionaux de l'action sanitaire et sociale et celle des directions régionales de la sécurité sociale ; l'implantation des médecins ; la modification radicale de l'organisation de la médecine souhaitée par l'opposition ; (p. 7274) : les exemples étrangers ; les intérêts des professionnels ; leurs inquiétudes légitimes ; le refus d'une recherche d'économie à tout prix ; un contrôle plus strict de l'appareil productif de soin ; une croissance inéluctable des dépenses de la santé plus rapide que celle du produit national brut; une responsabilité collective ; une politique de la santé fondée sur la liberté de choix du médecin par le malade, sur le pluralisme des modes d'exercice médical, sur la complémentarité et la planification du développement des équipements concourant aux soins, sur la couverture des charges ; (p. 7296) : la psychiatrie; (p. 7297) : les agrégés en psychiatrie ; le prix des médicaments ; la croissance des réalisations hospitalières depuis dix ans ; les chantiers ouverts dans les hôpitaux parisiens ; critique M. Laborde ; l'humanisation des hôpitaux ; les auxiliaires médicaux ; la rénovation des bâtiments ; (p. 7298) : les personnels paramédicaux ; les places dans les écoles d'infirmières ; la représentation des personnels techniciens de santé dans les instances des hôpitaux publics ; la conférence internationale du travail de Genève ; les religieuses hospitalières ; l'application des règles générales de la fonction publique ; les infirmières étrangères ; le remboursement des frais de scolarité ; le recrutement moins difficile des infirmières ; les travaux de l'hôpital Saint-Louis ; la longueur des procédures de construction à Paris ; les centres hospitaliers ; (p. 7299) : l'établissement de Sélestat ; les établissements privés à but non lucratif ; les personnels de l'administration centrale et des services extérieurs ; la promotion sociale ; la complémentarité des missions de la sécurité sociale et de l'action sanitaire et sociale ; le crédit de formation ; la recherche ; la « fuite » des chercheurs de l'INSERM vers l'étranger ou le secteur privé ; l'institut Pasteur ; la politique de la santé ; (p. 7300) : les contradictions de M. Claude Weber ; l'absence de votes communistes sur le texte du tabagisme ; les problèmes de la famille ; le pouvoir d'achat des prestations familiales ; le complément familial sous condition de ressources ; les problèmes démographiques, phénomène de société ; non au débat sur le salaire maternel ; (p. 7301) : laisser le choix aux femmes. **Examen des crédits** (p. 7302) : ses observations sur l'amendement n° 146 de M. Papon ; le souhait de la commission des finances de montrer son hostilité à l'existence de la section commune au ministère du travail et au ministère de la santé ; l'évolution des structures ; les compétences voisines ; une source d'économie.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant certaines dispositions relatives à l'adoption** (n° **2197**). **Discussion générale** [2 décembre 1976] (p. 8914) : le tableau sombre mais partiellement inexact de la situation des enfants recueillis temporairement et en garde dans les services de l'aide sociale à l'enfance ; les parents qui abandonnent leur enfant ; les problèmes psychologiques et affectifs ; le perfectionnisme dans le choix des parents adoptifs ; la situation juridique des pupilles de l'Etat ; (p. 8915) : les raisons du perfectionnisme du service de l'aide sociale à l'enfance en ce qui concerne les enfants ; le perfectionnisme des candidats à l'adoption. **Discussion des articles** [2 décembre 1976]. **Article 4** (p. 8919) : l'amendement n° 17, en retrait sur la rédaction actuelle de l'article 350 du code civil ; la marge d'appréciation laissée aux magistrats ; l'expérience des services de l'aide sociale à l'enfance ; les difficultés psychologiques et affectives séparant parents et enfants ; ne pas imposer des règles aux magistrats ; ne pas

encadrer les services de l'aide sociale à l'enfance mais plutôt les guider et mieux leur montrer quelle est la volonté du législateur ; (p. 8920) : le livret délivré aux parents confiant leur enfant à l'aide sociale à l'enfance ; la situation de recueil temporaire ; (p. 8921) : la circulaire du 30 avril 1974 ; l'attitude des parents non suivie d'effet ; les mères seules ; la possibilité des parents de se manifester ; l'information au moment du recueil temporaire ; n'accepte pas un rappel d'information. **Article 5** (p. 8922) : sur l'amendement n° 19 indique que la consultation est différente de celle prévue en cas de divorce pour la garde des enfants.

— **Projet de loi modifiant certaines dispositions du code de la santé publique relatives à l'exercice des professions médicales** (n° **2602**). **Première lecture. Discussion générale** [2 décembre 1976] (p. 8928) : la suppression progressive des restrictions à la liberté d'établissement et la prestation de service ; les obstacles qui existent à la profession médicale ; la disparition des entraves ; la signature des deux directives du 16 juin 1975 par le conseil des Communautés ; des modifications limitées aux aménagements nécessaires à la stricte application des directives communautaires ; le droit au traitement national ; les citoyens andorrans ; l'équivalence des diplômes de docteur en médecine ; les obligations des médecins originaires des Etats membres venant exercer en France ; (p. 8929) : la diversité des règles d'admission ; les médecins prestataires de service ; limitation du nombre de cabinets ; l'absence d'effets négatifs ; développement des idées et des échanges ; la concertation. **Discussion des articles** [2 décembre 1976]. **Article 2** (p. 8934) : souligne la difficulté pratique du renouvellement périodique de la déclaration préalable ; s'oppose à l'amendement n° 2 de M. Delhalle ; (p. 8935) : par la langue, une possibilité de fermer ses frontières ; accepte le sous-amendement n° 9 de M. Delhalle à l'amendement n° 13 de M. Tissandier. **Après l'Article 4** (p. 8936) : son sous-amendement n° 11 indiquant que l'amendement n° 5 s'applique aux médecins non titulaires du diplôme français d'Etat de docteur en médecine ; adopté. **Article 10** : son amendement n° 10 levant toute difficulté d'interprétation au sujet de la date à laquelle prendra fin la suspension du délai fixé à l'alinéa premier ; adopté ; (p. 8937) : son amendement n° 12 : de forme ; demande le retrait de l'amendement n° 7 de M. Delhalle dont les dispositions lui paraissent relever du domaine réglementaire ; amendement n° 12 adopté. **Commission mixte paritaire** [18 décembre 1976] (p. 9689) : une procédure parallèle instituée devant le médecin inspecteur départemental ; s'oppose à la rédaction proposée pour l'avant-dernier alinéa de l'article L 414 du code de la santé publique ; (p. 9690) : son amendement n° 1 : la nouvelle rédaction de l'article L 413 du code de la santé publique ; la connaissance suffisante de la langue française ; la vérification par le médecin inspecteur départemental de la santé ; adopté ; son amendement n° 2 supprimant l'avant-dernier alinéa de l'article 10 ; adopté.

— **Proposition de loi, adoptée par le Sénat, relative aux greffes d'organes** (n° **2629**). **Discussion générale** [8 décembre 1976] (p. 9090) : le rapport du docteur Delaneau ; les progrès des transplantations ; les greffes de rein ; les greffes de cornées ; l'absence de texte régissant les prélèvements d'organes effectués sur les personnes vivantes ; le rein ; assurer la protection du donneur éventuel ; la déontologie ; les travaux du conseil de l'Europe ; le cas particulier des jumeaux ; les interventions après décès ; (p. 9091) : une large réflexion ; l'adhésion de l'opinion publique ; la solidarité ; pas de contradiction de principe entre les impératifs médicaux et les règles de l'éthique ; le vœu de l'académie nationale de médecine du 1er juin 1976 ; le cas douloureux des malades en attente de greffe du rein. **Discussion des articles** [8 décembre 1976]. **Article 1er** (p. 9092) : le prélèvement sur un frère ou une sœur mineur ; soutient l'amendement n° 4 de M. Delaneau amendé par le sous-amendement n° 9 du Gouvernement ; (p. 9093) : un texte qui tend à limiter les autorisations de prélèvement d'organes sur un mineur au cas où il s'agit de jumeaux ou de frère et sœur ; les greffes de rein entre personnes vivantes ; indique que le représentant légal est dans 95 % des cas le père ou la mère ; (p. 9094) : le préfet et les tutelles de l'Etat ; l'absence de précédents en ce domaine ; son sous-amendement n° 9 adopté. **Article 2** (p. 9095) : l'intérêt d'un examen post mortem pour des mesures prophylactiques, pour le progrès des connaissances ; s'oppose à l'amendement n° 6 de M. Foyer.

1977

— **Projet de loi relatif aux assistantes maternelles** (n° **2221**). **Première lecture. Discussion générale** [5 avril 1977] (p. 1547) : l'amélioration de la qualité des modalités de garde et de placement des mineurs à domicile ; les insuffisances de la réglementation actuelle ; situer le projet dans une politique d'ensemble concernant la garde et l'éducation des enfants ; l'importance attachée par les Français à la

qualité de l'éducation et à la garde des jeunes enfants ; l'émergence d'un droit social nouveau ; les principes de la politique du Gouvernement ; le principe de la liberté de choix ; les conditions d'interruption des activités des femmes salariées ; la réforme des prestations servies sous condition de ressources ; le complément familial ; le doublement du nombre de crèches et de travailleuses familiales pendant le VII[e] Plan ; les conditions de prise en charge sur le plan financier de la garde des enfants ; (p. 1548) : la multiplication et l'amélioration des modes de garde existants ; la formation des nourrices et gardiennes ; un texte qui ne vise pas les situations non constitutives du lien de garde ; créer au profit des familles un service de « guidance » dans le choix du mode de garde ; le maintien du principe de l'entente directe entre les familles et les nourrices ou gardiennes ; la fonction de conseil des centres de PMI ; l'égalisation du traitement des gardiennes employées par les personnes et services privés ou publics ; l'opposition du Gouvernement à toute idée de monopole au profit d'organismes publics ou privés ; partage les craintes de M. Pierre Weber en face d'un collectivisme de la prise en charge des jeunes enfants ; en réponse à M. Hamel, précise l'objet du projet de loi ; (p. 1549) : les droits sociaux des gardiennes ; la nécessité d'intervention de la loi ; la prise en considération par l'article premier du projet de l'ensemble des modes d'accueil à domicile ; les dispositions applicables aux assistantes maternelles ; la simplification de la procédure d'autorisation ; les actions de formation destinées à aider les assistantes maternelles ; la couverture des risques encourus par les assistantes maternelles ; l'élaboration en cas de placement permanent d'un « contrat de placement » ; le statut professionnel des assistantes maternelles ; le renvoi pour partie au droit commun des salariés ; l'application d'un certain nombre de dispositions originales ; le niveau du salaire minimum ; l'existence de modes de rémunération spéciaux ; (p. 1550) : le problème posé par une application transitoire du projet de loi ; l'intervention du Gouvernement auprès de l'URSSAF. **Discussion des articles. Article 1[er]** (p. 1550) : la difficulté de trouver une appellation satisfaisante ; le renvoi de l'examen de l'amendement à la fin de la discussion du projet. **Article 123-1 du code de la famille et de l'aide sociale** (p. 1551) : la suppression de mesures de protection déjà en vigueur ; la mise en œuvre d'actions de formation par les centres de PMI ; les éléments d'appréciation retenus lors de la procédure d'agrément. **Article 123-2 du code de la famille et de l'aide sociale** (p. 1553) : les conditions du maintien de l'entente directe entre les familles et les assistantes maternelles ; les conséquences de l'adoption de l'amendement n° 11 de la commission et du sous-amendement n° 31 rectifié de M. Besson ; la lourdeur du système de rattachement des parents à des organismes intermédiaires ; (p. 1554) : les conditions d'assurance des assistantes maternelles ; le progrès apporté par l'instauration du complément familial ; [6 avril 1977] (p. 1580) : la substitution d'une entente directe entre les parents et les assistantes maternelles de liens bureaucratiques et administratifs ; s'oppose aux amendements n° 11 de la commission et n° 1 de Mme Moreau ; (p. 1581) : l'organisation de la garde ; la « guidance » de la petite enfance ; la prise en charge financière des cotisations sociales ; (p. 1582) : se déclare favorable à l'amendement n° 29 de Mme Crépin. **Article 2 : Article L 773-3 du code du travail** (p. 1584) : l'inopportunité de l'amendement n° 42 de M. Besson. **Article L 773-5 du code du travail** (p. 1585) : la nature réglementaire de la fixation du montant de l'indemnité compensatrice ; l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 16 de Mme Fritsch ; l'acceptation par le Gouvernement de l'amendement n° 17 de Mme Fritsch. **Article L 773-7 du code du travail** (p. 1586) : son amendement n° 57 : conditions de versement de l'indemnité compensatrice en cas d'inobservation du délai congé ; adopté. **Avant l'Article L 773-8 du code du travail** : la réservation de la majoration des rémunérations à certains cas particuliers. **Article L 773-8 et L 773-9 du code du travail** (p. 1587) : le caractère justifié du préavis de quinze jours. **Avant l'Article L 773-10 du code du travail** : s'oppose à l'amendement n° 51 de M. Hamel qui bouleverserait de manière injustifiée l'économie du texte. **Article L 773-10 du code du travail** (p. 1588) : l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 37 de Mme Fritsch. **Article L 773-11 du code du travail** : les conditions dans lesquelles les assistantes maternelles pourront bénéficier des congés de maternité ; son amendement n° 58 : conditions du bénéfice des congés de maternité ; adopté. **Article L 773-12 du code du travail** (p. 1589) : l'avis défavorable du Gouvernement à l'encontre des amendements n° 53 et n° 52 de M. Hamel ; son amendement n° 33 : conditions d'application des dispositions de l'article ; adopté. **Article L 773-13 du code du travail** (p. 1590) : l'avis défavorable du Gouvernement à propos des amendements n° 5, n° 6 et n° 7 de Mme Moreau ; l'inopportunité de l'amendement n° 54 de M. Hamel. **Article L 773-15 du code du travail** : l'inopportunité de l'amendement n° 8 de Mme Moreau. **Article 3** (p. 1591) : l'application aux assistantes maternelles des aides prévues pour les travailleurs privés

d'emploi. **Après l'Article 3** (p. 1592) : son amendement n° 34 : l'extension des dispositions du projet aux assistantes maternelles employées par des personnes morales de droit public ; les conséquences financières de l'extension des dispositions du projet de loi ; le statut et les conditions de travail et de rémunération des assistantes maternelles employées par des personnes morales de droit public ; les trois axes de la politique menée par les services de l'aide sociale à l'enfance ; (p. 1593) : l'encadrement des assistantes maternelles ; la compétence des foyers départementaux de l'enfance ; amendement n° 34 adopté après adoption du sous-amendement de M. Henry Berger. **Après l'Article 4** (p. 1594) : son amendement n° 35 : dispositions abrogées ; adopté ; l'application de la loi en zone rurale. **Article 5** (p. 1595) : son amendement n° 36 : entrée en vigueur de la loi le premier jour du mois suivant la publication du dernier des décrets d'application ; un projet de loi qui n'apporte pas de bouleversements inconsidérés ; les inconvénients d'une période probatoire quant à l'application du texte ; l'actualisation du délai d'application de la loi ; l'impossibilité de mesurer les effets de la nouvelle loi au bout d'un an ; son amendement n° 36 adopté. **Seconde délibération. Article 2 : Article L 773-3 du code du travail** (p. 1596) : son amendement n° 1 : suppression de l'assiette de calcul des cotisations de sécurité sociale sur le montant des rémunérations relatives aux fournitures remises pour l'entretien des enfants ; l'assiette des cotisations de sécurité sociale ; (p. 1597) : les poursuites de l'URSSAF pour recouvrement d'arriérés ; (p. 1598) : demande un scrutin public sur son amendement n° 1 ; amendement n° 1 adopté. **Deuxième lecture. Discussion générale** [3 mai 1977] (p. 2360) : un projet à la fois novateur et raisonnable. **Discussion des articles. Article 3** (p. 2362) : l'opposition résolue du Gouvernement à l'amendement n° 2 de M. Besson. **Article 3** *bis* : le rattachement des assistantes maternelles spécialisées aux foyers départementaux de l'enfance.

— **Projet de loi modifiant certaines dispositions du livre V du code de la santé publique relatives aux préparateurs en pharmacie et aux règles générales de la pharmacie d'officine** (n° **2751**). **Première lecture. Discussion générale** [21 avril 1977] (p. 2038) : les travaux législatifs relatifs au livre V du code de la santé publique consacré à la pharmacie ; les raisons de la modification du statut des préparateurs en pharmacie ; la transformation et la mission du pharmacien ; la création d'un enseignement pratique de deux années en officine avec inscription à un cours professionnel de préparateur en pharmacie ; les grandes lignes du programme d'études ; la protection des fonctions de préparateur ; le port d'un insigne indiquant la qualité de toute personne ayant une activité professionnelle dans une officine ; (p. 2039) : l'importance du texte pour l'avenir de la pharmacie ; (p. 2040) : les modalités de la formation des préparateurs en pharmacie ; (p. 2041) : l'économie de l'avant-projet de décret ; les conditions d'accession à la formation ; le rôle des pharmaciens inspecteurs ; le problème des vendeurs. **Discussion des articles. Avant l'Article 1er** (p. 2041) : l'inopportunité de l'amendement n° 10 de M. Daillet. **Article 2** (p. 2042) : son amendement n° 19 rectifié : composition de la commission paritaire ; la représentation de toutes catégories de préparateurs ; adopté. **Article 3** (p. 2043) : la compétence des préparateurs pour seconder les pharmaciens hospitaliers ; la portée limitée de l'amendement n° 11 de M. Daillet ; partage l'avis défavorable de la commission à l'amendement n° 13 de M. Caillaud ; (p. 2044) : l'appréciation par les inspecteurs de la responsabilité du contrôle exercé par les pharmaciens sur les préparateurs ; se déclare défavorable à l'amendement n° 12 de M. Daillet et s'en remet à la sagesse de l'Assemblée pour les amendements n° 2 de M. Delaneau et n° 8 de M. Millet ; l'absence d'allusions du texte gouvernemental au contrôle des inspecteurs des pharmacies. **Après l'Article 3** : ses sous-amendements nos 17 et 18 à l'amendement n° 3 de M. Delaneau : dispositions transitoires ; adoptés. **Article 4** (p. 2045) : l'inopportunité de l'amendement n° 16 de M. Gissinger. **Avant l'Article 5** : la limitation de l'objet du projet de loi relatif à la délivrance des médicaments ; l'éventuelle réglementation de la profession de « vendeurs en pharmacie ». **Article 5** (p. 2046) : l'information du public relative aux personnes habilitées à délivrer des médicaments ; se déclare défavorable à l'amendement n° 5 de M. Delaneau. **Article 6** : son sous-amendement n° 20 à l'amendement n° 6 de M. Delaneau : modification rédactionnelle ; se déclare favorable à l'amendement n° 6 ; sous-amendement n° 20 adopté. **Deuxième lecture. Discussion générale** [1er juin 1977] (p. 3294) : les amendements adoptés par le Sénat ; l'adoption par le Sénat d'un amendement reconnaissant aux préparateurs le droit de seconder le pharmacien pour la délivrance des médicaments ; les problèmes d'emploi des officines ; le nombre des personnes employées dans les pharmacies sans être pharmacien ni préparateur ; la sécurité du public ; la position du Gouvernement en faveur du maintien du monopole pharmaceutique. **Discussion des articles. Article 2** (p. 3295) : l'application des dispositions de droit commun du code du travail ; la similitude de fond entre le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture et celui

du Sénat ; se déclare défavorable à l'amendement n° 2 de M. Claude Weber. **Article 6** : l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 1 de M. Delaneau. **Commission mixte paritaire** [30 juin 1977] (p. 4537) : l'intervention d'une solution transactionnelle entre la position de l'Assemblée nationale et celle du Sénat ; la distribution des médicaments par les seules personnes titulaires d'un CAP de préparateur en pharmacie.

— **Projet de loi portant majoration des pensions de vieillesse de certains retraités (n° 2873). Après déclaration d'urgence, discussion générale** [26 mai 1977] (p. 3110) : le soutien des personnes âgées ; la prévision par le programme d'action gouvernemental de la revalorisation du minimum vieillesse ; l'amélioration de la situation des veuves ; l'institution d'un abattement fiscal forfaitaire sur leur dernier revenu d'activité ; la politique faite au profit des personnes âgées ; faire en sorte que le progrès de la législation puisse bénéficier à ceux dont les pensions ont déjà été liquidées avant 1973 ; le sort des « avant loi » ; le principe de la majoration forfaitaire ; (p. 3111) : les caractéristiques de la revalorisation ; son importance ; le nombre des retraités appelés à en bénéficier ; son caractère équitable ; le caractère injustifié de la revalorisation supplémentaire de 10,7 % ; l'appel à une technique de revalorisation simple ; la complexité entraînée par l'adoption d'un système de mesures diversifiées ; l'importance de l'effort accompli depuis 1974 ; le taux de revalorisation des pensions en 1977 ; le coût de la vieillesse pour l'économie française et pour les actifs ; le montant des dépenses des régimes de pensions ; (p. 3113) : l'application du principe de non-rétroactivité aux lois sociales ; l'avis du Conseil d'Etat ; (p. 3114) : la signification de l'application de la rétroactivité des lois à la revalorisation des pensions de vieillesse ; les difficultés auxquelles auraient conduit les montants proposés par l'opposition ; le taux de revalorisation de l'ensemble des pensions en 1977.

— **Projet de loi instituant le complément familial (n° 2829). Première lecture. Discussion générale** [31 mai 1977] (p. 3215) : la relance de la politique familiale : la mise en place d'un statut social de la mère de famille ; l'importance des améliorations que le Gouvernement est disposé à apporter au projet ; la question relative à la mise en place d'une allocation servie sans conditions de ressources et soumise à l'impôt ; l'effort de la collectivité en faveur de la famille ; l'évolution du montant des allocations familiales ; le régime des prestations familiales qui en est résulté ; l'incidence financière du projet de loi sur le complément familial ; l'importance de son objet ; un type de solidarité horizontale entre les familles ; l'absence d'introduction dans la législation familiale d'un principe nouveau de redistribution verticale des revenus ; la proportion de familles qui bénéficiera du complément familial ; le coût de la suppression du plafond ; (p. 3216) : les objections relatives à l'imposition du complément familial ; son rendement financier ; la diminution de son montant pour les bénéficiaires ; l'imposition d'un nombre élevé de familles ; l'inscription de l'imposition des prestations familiales dans la perspective d'une refonte d'ensemble des prestations et de la législation fiscale ; l'avenir du système des prestations familiales ; le poids croissant de l'assurance maladie ; le problème de la maîtrise du coût de la santé ; l'indépendance de l'évolution des dépenses de santé, des modes de financement et de la structure des régimes de sécurité sociale ; l'écrasement par la fonction santé du budget social de la nation ; les conséquences pour les familles les plus défavorisées de la réduction brutale de l'accroissement des dépenses de santé ; la nécessité d'un effort patient et progressif pour réaliser une meilleure maîtrise des dépenses de santé ; le caractère prioritaire du rééquilibrage progressif du budget social ; intégrer les différentes fonctions famille, santé et vieillesse dans une vision unitaire des besoins des familles ; le principe d'assurance ; (p. 3217) : les personnes âgées ; l'importance de l'effort représenté par le programme du Gouvernement ; la précision par le Gouvernement, à l'automne, du cadre du développement de la politique familiale ; l'acceptation par le Gouvernement de l'amendement proposé par la commission relatif au cadre et aux références de l'évolution des bases de calcul des prestations familiales ; [1er juin 1977] (p. 3270) : l'importance concrète de la réforme pour les familles ; le nombre de familles qui percevront le complément familial ; l'amélioration de la situation des familles où il n'y a qu'un seul parent ; le coût du complément familial ; les engagements du Gouvernement relatifs à l'évolution dynamique du complément familial ; la prolongation de la réforme par une refonte globale du statut financier fiscal de la protection de la famille ; l'attribution du complément sous condition de ressources ; la compensation par la nouvelle prestation du privilège accordé aux bénéficiaires des revenus les plus élevés ; la position des représentants des mouvements familiaux sur le niveau des plafonds ; leurs réserves quant au montant de l'allocation ou au système de revalorisation retenu ; l'UNAF ; les conséquences financières et fiscales de la suppression du plafond de ressources et de l'intégration dans l'impôt sur le revenu du montant du complément familial ; (p. 3271) : les

différents volets de la politique familiale du Gouvernement ; l'inquiétude des Français devant les perspectives démographiques ; le redressement de la natalité ; la nécessité d'une mise à l'étude du problème général de la fiscalité des familles ; l'adaptation aux départements d'outre-mer de l'institution du complément familial par le dépôt d'un projet de loi ; les progrès accomplis en matière de prestations familiales dans les départements d'outre-mer ; la situation des mères isolées ; les jugements de l'opposition sur les caractéristiques des amendements gouvernementaux ; la concertation avec la commission ; l'allocation de frais de garde ; le problème de sa généralisation ; (p. 3272) : les critiques ayant porté sur les modalités d'indexation du complément familial ; l'assistance des familles ; l'exclusion du bénéfice de la loi des familles avec un enfant si les deux parents travaillent ; la dimension humaine du débat. **Discussion des articles** [1er juin 1977]. **Article 2** (p. 3275, 3276) : la révision de la politique menée en matière de prestations familiales ; laisser un délai de réflexion suffisamment long ; le caractère réglementaire de la détermination du montant du plafond de ressources et des modalités de son évolution ; les inconvénients pratiques qui découleraient de l'adoption de l'amendement n° 2 de M. Delaneau ; le salaire de base retenu pour l'évolution du plafond ; le mode d'évaluation des ressources ; (p. 3276) : son amendement n° 12 : suppression de la majoration de 50 % du complément familial pour les familles monoparentales et modification par décret du montant de l'allocation d'orphelin ; le champ d'application de la réforme ; l'effort du Gouvernement relatif aux familles monoparentales ; (p. 3277) : le mécanisme de substitution de la majoration de l'allocation d'orphelin à celle du complément familial ; la position des associations concernées ; la situation des parents isolés ayant trois enfants et plus ; le caractère forfaitaire de l'octroi de la majoration ; adopté ; son amendement n° 13 : fixation par décret des modalités d'octroi du complément familial en cas de dépassement du plafond de ressources ou en cas de modification du nombre des enfants à charge ; (p. 3278) : le problème de l'effet de seuil ; ses conséquences sur la situation des familles ; l'atténuation des effets de seuils ; adopté ; son amendement n° 14 : bénéfice du complément familial aux femmes seules n'exerçant aucune activité professionnelle, n'ayant qu'un enfant à charge et remplissant les conditions d'âge définies à l'article L 533 du code de la sécurité sociale ; adopté. **Article 5** (p. 3279) : son sous-amendement n° 17 à l'amendement n° 8 de M. Pinte : suppression de la consultation du comité consultatif de la famille ; les problèmes entraînés par la consultation obligatoire du comité consultatif de la famille ; la soumission des textes à l'avis de la caisse nationale des allocations familiales ; la revalorisation des prestations familiales ; le coût financier de ces revalorisations ; l'augmentation des allocations familiales de 2 % à partir du quatrième enfant ; sous-amendement n° 17 adopté. **Article 11** (p. 3280) : son amendement n° 15 : affiliation obligatoire à l'assurance vieillesse du régime général de la sécurité sociale des femmes, isolées ou n'exerçant pas d'activité professionnelle, bénéficiaires du complément familial ; adopté ; son amendement n° 16 : affiliation obligatoire à l'assurance vieillesse du régime général de la sécurité sociale des femmes bénéficiant de la majoration de l'allocation de salaire unique ou de l'allocation de la mère au foyer dans les conditions fixées par la législation en vigueur antérieurement au 1er janvier 1978 ; adopté ; la sensibilité du Gouvernement à la situation des mères ayant un enfant handicapé ; l'examen de la situation des mères d'enfants handicapés lors de l'établissement du cadre général d'inscription du développement à moyen terme des droits propres des mères de famille en matière de retraite. **Après l'Article 13** (p. 3281) : la position du Gouvernement sur le déplafonnement des prestations familiales ; les conséquences de l'adoption d'un système de redistribution ; la nécessaire révision des barèmes en cas d'imposition des prestations familiales ; l'abaissement du niveau du complément familial en cas d'adoption des propositions de la commission ; les conséquences de l'imposition des prestations familiales. **Deuxième lecture. Discussion générale** [28 juin 1977] (p. 4341) : les précisions apportées à la définition du cadre général dans lequel s'inscrit le projet de loi ; l'amélioration du dispositif du complément familial ; les modifications apportées par le Sénat ; le cadre général dans lequel s'inscrit la réforme du complément familial ; le montant de l'écart forfaitaire ; l'évolution des prestations familiales ; la politique d'ensemble d'aide à la famille ; la remise au Parlement d'une étude globale sur l'aide aux familles.

— **Proposition de loi tendant à accorder aux femmes assurées au régime général de la sécurité sociale atteignant l'âge de soixante ans la pension de vieillesse au taux normalement applicable à soixante-cinq ans** (n° 2376). **Discussion générale** [1er juin 1977] (p. 3290) : la prudence qui a été marquée par le Gouvernement en matière d'abaissement de l'âge de la retraite ; les motifs d'équilibre économique et démographique ; l'équilibre financier de la sécurité sociale ; les circonstances qui ont jus-

tifié des mesures gouvernementales d'abaissement de l'âge de la retraite ; les modalités de retraite des femmes ; la position du problème non en termes d'âge mais en termes de montant ; la priorité donnée depuis 1971 par le Gouvernement pour accroître le montant de la retraite des femmes ; (p. 3291) : la loi du 3 janvier 1975 ; l'assurance volontaire vieillesse ; le plan d'action gouvernemental d'avril 1977; concilier les dispositions de la proposition de loi avec l'orientation générale des mesures prises visant au relèvement progressif du niveau de retraite des femmes; les conséquences de la prise en compte de trente ans d'annuités; l'équilibre financier des régimes de retraite; l'amendement du Gouvernement ; la limitation des dispositions de la proposition de loi aux femmes ayant le maximum d'annuités ; l'application des mesures en deux étapes ; le coût de la réforme ; l'atténuation sensible de la différence de traitement faite aux femmes qui n'auront pas pu bénéficier de la mesure ; l'application des dispositions par les caisses de sécurité sociale. **Discussion des articles. Article 1er** : son amendement n° 1 : fixation à trente-sept ans et demi du minimum d'annuités ouvrant droit à l'octroi de la pension de retraite et étalement sur un an de l'abaissement de l'âge de la retraite à soixante ans ; adopté. **Article 2** (p. 3292) : son amendement n° 2 de suppression ; le financement de la proposition de loi ; adopté. **Explications de vote** (p. 3293) : l'amélioration de la situation des travailleuses ; le respect de la proposition de loi par les amendements gouvernementaux. **Deuxième lecture. Discussion générale** [29 juin 1977] (p. 4424) : les modifications apportées par le Sénat à la proposition de loi de M. Labbé ; le champ d'application de l'article 1er ; l'extension des dispositions de la loi aux trois départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle.

— **Propositions de loi relatives à l'abaissement de l'âge de la retraite pour les anciens déportés ou internés (nos 2845, 1223, 1863, 2282 et 2328). Discussion générale** [23 juin 1977] (p. 4146) : les dispositions dont ont fait l'objet en 1965 les déportés ; le drame des déportés ; la limitation du cumul des pensions militaires d'invalidité et des pensions d'invalidité de la sécurité sociale ; les conséquences d'une éventuelle reconnaissance du droit à la retraite sans conditions d'âge pour les déportés internés ; les difficultés d'obtention d'une retraite proportionnelle dans certains cas ; la création d'un précédent en cas de prise de retraite des déportés sans conditions d'âge ; (p. 4147) : la réalité du risque de l'établissement de précédents ; la solution proposée par le Gouvernement; la présomption d'invalidité; le droit au cumul total de la pension militaire et de la pension de sécurité sociale ; les conditions de la présomption d'invalidité. **Discussion des articles. Article 1er** (p. 4147) : son amendement n° 1 : nouvelle rédaction de l'article 1er ; modalités de calcul et conditions de cumul de la pension d'invalidité des titulaires de la carte de déportés ou d'internés de la résistance ou de la carte de déportés ou d'internés politiques ; (p. 4148) : la fixation du taux d'invalidité à 60 % ; le caractère non définitif de la fixation du taux de pension ; le problème de la prise en compte d'un certain nombre d'internés ; l'examen de chaque cas individuel ; l'accord du Gouvernement sur le sous-amendement de M. Tourné ; amendement n° 1 adopté après adoption du sous-amendement de M. Tourné. **Article 2** (p. 4148) : son amendement n° 2 de suppression ; adopté. **Article 3** (p. 4148) : son amendement n° 3 de suppression ; demande à ce que l'article 3 soit supprimé ; (p. 4149) : l'inutilité de l'article 3 ; amendement n° 3 adopté. **Article 4** (p. 4149) : son amendement n° 4 de suppression; adopté. **Article 5** (p. 4149) : son amendement n° 5 de suppression ; adopté. **Titre** (p. 4149) : l'accord du Gouvernement sur l'amendement de M. Brocard.

— **Proposition de loi relative à l'organisation de la sécurité sociale dans les mines (n° 2116). Discussion générale** [23 juin 1977] (p. 4150) : le transfert de la gestion du risque de l'incapacité temporaire des accidents du travail et des maladies professionnelles pour les personnels des houillères nationales ; (p. 4151) : les dommages qui pourraient résulter du transfert de la gestion du risque ; le cadre extrêmement strict dans lequel s'exerce la gestion du risque ; les modalités de désignation des médecins experts ; la distinction réalisée depuis 1964 entre les différents exercices de la médecine ; les avantages du système actuel ; les conséquences pratiques et financières du transfert de la gestion aux sociétés minières ; le coût financier de l'opération ; le coût de la gestion ; demande à l'Assemblée nationale de repousser la proposition de loi. **Discussion des articles. Article 1er** (p. 4152) : l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 1 de M. Legrand ; son hostilité à la proposition de loi.

— **Proposition de loi tendant à modifier certaines dispositions du livre V du code de la santé publique (n° 3012). Discussion générale** [28 juin 1977] (p. 4344) : l'adaptation du code de la santé publique aux exigences du temps ; la soumission de certains produits aux exigences du code de la santé publique relatives aux spécialités pharmaceutiques ; la commercialisation de certains insecticides ; les modalités de préparation de ces produits ; l'abaissement du délai à l'expiration duquel

une officine nouvellement créée peut être cédée : les conséquences du déplacement saisonnier de population ; la réservation de la direction technique des succursales d'établissements pharmaceutiques au pharmacien responsable ; les dispositions relatives aux thermomètres médicaux. **Discussion des articles. Article 4** (p. 4345) : la faculté offerte aux jeunes pharmaciens d'ouvrir de manière saisonnière des pharmacies nouvelles.

— **Projet de loi instituant un congé de mère** (n° **2830**). **Commission mixte paritaire** [30 juin 1977] (p. 4538) : l'accord du Gouvernement sur les conclusions de la commission mixte paritaire.

— **Projet de loi relatif à l'amélioration de la situation des conjoints survivants** (n° **2872**). **Commission mixte paritaire** [30 juin 1977] (p. 4538) : l'accord du Gouvernement sur la solution proposée par la commission mixte paritaire.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° **3120**).

Deuxième partie :

Santé publique et sécurité sociale [3 novembre 1977] (p. 6979) : le projet de budget ; l'augmentation des dotations budgétaires ; les choix et les priorités ; la prévention ; l'envoi à tous les parlementaires d'un bilan des actions entreprises ; l'évolution des crédits d'action sanitaire ; la mission du comité français d'éducation pour la santé rénovée ; la lutte contre le tabagisme ; la protection de la mère et de l'enfant ; la politique de périnatalité ; le dépistage précoce des handicaps ; la reconversion des dispensaires de prévention ; la révision des examens obligatoires ; l'examen prénuptial ; la coordination des administrations compétentes pour la prévention ; la mise au point d'un plan de dix ans de lutte contre l'alcoolisme ; l'amélioration de l'appareil de soins ; la situation des infirmières ; l'augmentation de leurs effectifs ; la réforme des modalités d'accès aux écoles ; rend hommage aux directeurs d'hôpitaux ; l'effort de gestion qui leur a été demandé ; l'établissement du prix de la journée ; la situation des médecins hospitaliers ; l'humanisation des hôpitaux ; la suppression des salles communes ; l'amélioration de la vie quotidienne des malades ; (p. 6981) : l'humanisation des équipements ; les résultats atteints ; la priorité à donner aux établissements accueillant les personnes âgées ; la politique du maintien à domicile ; la répartition des charges de la sectorisation psychiatrique entre les collectivités et la sécurité sociale ; le niveau des crédits d'équipement sanitaire ; l'effort accompli dans la région Nord - Pas-de-Calais en matière d'équipements hospitaliers ; adapter les équipements aux besoins ; les créations de lits dans le secteur privé ; éviter le suréquipement ; (p. 6982) : l'application de la loi hospitalière ; l'organisation des urgences ; la coordination de l'action des SAMU avec les médecins généralistes ; l'organisation de la garde ; la coordination de l'action des pouvoirs publics avec l'initiative privée ; les problèmes du thermalisme ; la recherche médicale ; l'INSERM ; l'Institut Pasteur ; le renforcement de l'administration du ministère de la santé et de la sécurité sociale ; les créations d'emplois ; l'étroite dépendance des orientations retenues par la sécurité sociale et de la politique de santé ; l'équilibre financier de la sécurité sociale ; les mesures prises par le Gouvernement ; (p. 6983) : l'augmentation des rentrées de cotisations prévisionnelles ; les mesures prises en faveur de la sécurité sociale ; les politiques conventionnelles ; l'amélioration du remboursement des médicaments dans certains domaines ; la réforme des structures de la sécurité sociale ; la réforme du financement ; le rapport de la commission des affaires culturelles sur les problèmes de sécurité sociale ; la croissance des dépenses de santé ; l'appel au sens des responsabilités ; la mise en place des profils médicaux ; l'expérimentation de nouveaux systèmes de fixation du prix des journées dans les hôpitaux ; la maîtrise à terme de la croissance des dépenses de santé; (n° 6984) : la révision des programmes hospitaliers ; la décélération du taux de croissance des dépenses de santé ; l'évolution du prix de la journée des hôpitaux ; l'amélioration des prestations pour les familles et les personnes âgées ; le complément familial ; les prestations familiales des travailleurs frontaliers ; l'effort réalisé en faveur des personnes âgées ; la situation des Alsaciens et Lorrains ; le problème du régime d'inaptitude pour les professions libérales ; le problème des cotisations d'assurance maladie incombant aux retraités du régime des commerçants et des artisans ; (p. 6985) : la présentation d'un projet de loi étendant le bénéfice de la sécurité sociale à tous les Français ; l'extension de l'assurance vieillesse aux personnes exerçant une activité professionnelle ; la généralisation de l'assurance maladie ; le sort des femmes seules. **Examen des crédits. Article 80** (p. 6987) : la réduction du taux de TVA applicable aux produits pharmaceutiques ; les gages financiers proposés à l'amendement n° 165 de M. Legrand ; (p. 6988) : le développement des actions de contrôle de la qualité des produits pharmaceutiques ; la perception d'une taxe spécifique contribuant au financement des efforts de contrôle. **Article 81** (p. 6989) : oppose les articles 40 et 41 de la Constitution à l'amendement n° 83 de M. Bardol ; signale l'élaboration d'un décret visant à relever le seuil de récupération de l'allocation supplémentaire du fonds national de soli-

darité ; l'opposition du Gouvernement à l'adoption de l'amendement n° 83.

— **Projet de loi instituant le complément familial dans les départements d'outre-mer** (n° 3213). **Première lecture. Discussion générale** [6 décembre 1977] (p. 8281) : l'évolution d'ensemble du système des prestations familiales dans les DOM ; l'extension des bénéficiaires des prestations familiales ; l'introduction dans la législation des DOM de nouvelles prestations ; le maintien du fonds d'action sanitaire et sociale obligatoire (FASSO) à un niveau élevé ; (p. 8282) : l'évolution future du système de prestations familiales ; la mise en œuvre de l'allocation de parent isolé et du complément familial ; l'entrée en vigueur de l'attribution de l'allocation de parent isolé ; les progrès réalisés par l'attribution du complément familial ; l'extension du champ d'application du régime des prestations familiales en vigueur aux travailleurs indépendants ainsi qu'aux membres des professions libérales ; la progression des prestations familiales dans les DOM ; le choix des structures familiales ; les conditions d'attribution du complément familial ; son montant ; (p. 8286) : la réduction du nombre de jours d'activité ouvrant droit au bénéfice des prestations familiales ; la mise en place d'un régime d'assurance maladie pour les travailleurs non salariés non agricoles ; les autres améliorations de la législation sociale à l'étude ; l'entrée en vigueur de la loi ; l'accord du Gouvernement sur les amendements relatifs à l'indexation ; les conditions d'attribution du complément familial ; le FASSO. **Discussion des articles. Article 1er** (p. 8287) : son amendement n° 10 : indexation du plafond de ressources sur celui retenu pour l'attribution de l'allocation de rentrée scolaire ; adopté ; son amendement n° 11 : indexation du montant du complément familial sur celui des allocations familiales ; adopté. **Article 4** (p. 8288) : l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 3 de M. Bonhomme. **Après l'Article 4** : l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 4 de M. Bonhomme. **Deuxième lecture. Discussion générale** [19 décembre 1977] (p. 9011) : l'inscription dans le décret relatif à la date d'entrée en vigueur de la loi des conditions de durée d'activité auxquelles sera subordonnée l'attribution du complément familial ; les engagements pris par le Gouvernement relatifs aux prestations familiales dans les DOM ; (p. 9012) : les conditions d'attribution de l'allocation de parent isolé.

— **Projet de loi relatif à la protection de la maternité dans les départements d'outre-mer** (n° 3232). **Discussion générale** [6 décembre 1977] (p. 8288) : la finalité essentiellement sanitaire du projet ; la protection de la maternité ; inciter les futures mères à une surveillance meilleure et plus régulière de leur grossesse ; le dispositif du projet de loi ; l'incitation pécuniaire à la protection maternelle ; le financement de l'allocation ; (p. 8289) : les conditions d'application du projet aux fonctionnaires ; (p. 8291) : l'extension aux DOM de la même protection de la mère du fait des allocations pré et post-natales ; l'assouplissement des conditions d'attribution de l'allocation de logement ; les conditions d'attribution de l'allocation de parent isolé aux femmes enceintes relevant du régime général et du régime des salariés agricoles; les conditions d'application de la législation relative aux allocation pré et post-natales dans les DOM. **Discussion de l'article unique. Article unique : Article L 190-1 du code de la santé publique** : l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 7 de M. Bonhomme ; l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 1 de M. Bonhomme. **Article L 190-2 du code de la santé publique** (p. 8292) : l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 8 de M. Bonhomme. **Après l'Article unique** : l'hostilité du Gouvernement à l'amendement n° 6 de M. Ibéné ; l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 2 de M. Bonhomme.

— **Projet de loi relatif aux régimes d'assurance maladie, invalidité et vieillesse applicables aux ministres des cultes et membres des congrégations religieuses** (n° 3227). **Première lecture. Discussion générale** [6 décembre 1977] (p. 8294) : la situation particulière des ministres des cultes au regard de la sécurité sociale ; les conditions d'affiliation du clergé ou des religieux au système de sécurité sociale existant ; la loi « Viatte » du 19 février 1950 ; les législations étrangères de sécurité sociale relatives aux cultes ; le dispositif du projet de loi ; la solidarité nationale ; le caractère obligatoire du régime d'affiliation ; la garantie contre les risques de maladie ; l'affiliation des assurés par la caisse mutuelle d'assurance maladie des cultes ; le système de cotisation retenu ; le mode de calcul des prestations en matière d'assurance vieillesse ; (p. 8295) : l'attribution de l'allocation supplémentaire du fonds national de solidarité ; la loi du 24 décembre 1974 ; l'amendement du groupe communiste relatif à l'exclusion du groupe des clercs et religieux de la solidarité nationale ; le rôle de la caisse mutuelle chargée de la gestion de l'assurance vieillesse ; la définition du culte ; la création d'une commission des « sages » ; la couverture du risque invalidité. **Discussion des articles. Article 1er** (p. 8301) : l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 10 de M. Delaneau ; l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 11 de M. Delaneau ; son sous-amendement n° 31 à l'amendement n° 12 de M. Delaneau : modifi-

cation rédactionnelle ; (p. 8302) : l'avis favorable du Gouvernement sur l'amendement n° 12 de M. Delaneau ; sous-amendement n° 31 adopté. **Article 2** : l'avis favorable du Gouvernement sur l'amendement n° 13 de M. Delaneau. **Article L 613-16 du code de la sécurité sociale** : l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 14 de M. Delaneau ; l'avis défavorable du Gouvernement sur l'amendement n° 1 de M. Andrieux ; l'activité non professionnelle des ministres du culte et des religieux ; (p. 8303) : demande de retrait de l'amendement n° 15 de M. Delaneau ; son amendement n° 38 : ouverture aux ministres du culte mariés du bénéfice de l'assurance maternité ; adopté ; (p. 8304) : la prise en considération de la situation particulière de certaines congrégations ; les problèmes juridiques soulevés par l'amendement n° 36 de M. Foyer ; la définition des congrégations religieuses ; (p. 8305) : s'en remet à la sagesse de l'assemblée sur l'amendement n° 36 de M. Foyer. **Article L 613-17 du code de la sécurité sociale** : l'accord du Gouvernement sur les amendements n° 2 de M. Andrieux et n° 16 de M. Delaneau. **Article L 613-18 du code de la sécurité sociale** : l'avis favorable du Gouvernement sur l'amendement n° 17 de M. Delaneau ; (p. 8306) : le respect de la pluralité des cultes ; l'avis défavorable du Gouvernement sur l'amendement n° 3 de M. Andrieux. **Article 4** : les modalités de calcul de la pension ; la nature réglementaire de cette disposition ; (p. 8307) : son amendement n° 30 : application d'une bonification de 10 % de la pension de vieillesse ; adopté ; son amendement n° 9 : conditions d'attribution d'une pension de réversion au conjoint survivant ; adopté. **Article 8** (p. 8308) : l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 23 de M. Delaneau ; l'avis défavorable du Gouvernement sur l'amendement n° 23 de M. Delaneau ; l'avis défavorable du Gouvernement sur l'amendement n° 5 de M. Andrieux ; l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 24 de M. Delaneau. **Article 9** : l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 25 de M. Delaneau. **Article 10** : son amendement n° 32 : énumération des articles du code de la sécurité sociale applicables au régime d'assurance vieillesse ; adopté ; la loi du 24 décembre 1974 ; l'avis défavorable du Gouvernement sur l'amendement n° 6 de M. Andrieux. **Article 14** : s'en remet à la sagesse de l'Assemblée sur l'amendement n° 7 de M. Andrieux. **Article 16** : son amendement n° 33 : dispositions du code de la sécurité sociale applicables en matière de recouvrement des cotisations ; adopté. **Avant l'Article 17** (p. 8310) : le caractère superfétatoire de l'amendement n° 35 de M. Legrand. **Article 17** : le caractère sans objet de l'amendement n° 8 de M. Andrieux ; l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 26 de M. Delaneau. **Après l'Article 18** (p. 8311) : l'avis favorable du Gouvernement sur l'amendement n° 27 de M. Delaneau. **Après l'Article 19** : l'avis favorable du Gouvernement sur l'amendement n° 28 de M. Delaneau. **Titre** : l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 29 de M. Delaneau. **Commission mixte paritaire** [20 décembre 1977] (p. 9109) : l'avis favorable du Gouvernement sur le texte de la commission mixte paritaire.

— **Projet de loi relatif à la généralisation de la sécurité sociale** (n° **3228**). **Discussion générale** [6 décembre 1977] (p. 8312) : les engagements du Parlement et du Gouvernement sur la généralisation de la sécurité sociale ; l'évolution historique d'ensemble du système de sécurité sociale ; les obstacles apparus en 1946 à la généralisation de la sécurité sociale ; la loi de généralisation du 22 mai 1946 ; l'élargissement du régime général à des catégories nouvelles ; l'organisation de la solidarité des groupes professionnels dans un cadre restreint ; (p. 8313) : l'aide sociale ; les lois du 24 décembre 1974 et du 4 juillet 1975 ; l'institution d'un mécanisme de compensation financière entre les régimes ; les mesures d'extension ; l'assurance vieillesse ; l'assurance maladie et maternité ; les prestations familiales ; les caractéristiques du régime de l'organisation de la sécurité sociale ; la couverture des différentes catégories par trois régimes principaux ; le conflit permanent entre unité et diversité ; le dispositif du projet de loi ; les personnes concernées par les textes ; l'application du texte aux personnes ne bénéficiant pas de la sécurité sociale au titre d'un régime obligatoire, aux actifs exerçant des métiers non retenus par le droit de la sécurité sociale, aux personnes cotisant mais dont l'activité est intermittente et aux personnes sans activité professionnelle ; les principes sur lesquels est fondé le dispositif ; (p. 8314) : la généralisation ; la solidarité ; le droit de tous à être protégés ; la contribution de l'Etat au financement de la sécurité sociale ; les conséquences d'une éventuelle reconnaissance du principe de l'intervention directe de l'Etat dans la sécurité sociale ; la nature libérale et pragmatique de la démarche caractérisant le projet ; les situations auxquelles s'applique la généralisation par le rattachement à des régimes existants ; le cas des professions libérales ou assimilées ; la modification des règles de sécurité sociale pour les catégories de personnes déjà affiliées ; la fixation à trois mois du délai de couverture des personnes sortant d'un régime obligatoire ; l'assouplissement des règles d'ouverture des droits ; la qualité d'ayant droit des concubines vivant maritale-

ment avec un assuré social ; l'institution du régime de l' « assurance personnelle » ; (p. 8315) : le financement de l'assurance personnelle ; l'intervention de l'aide sociale ; (p. 8318) : l'accès à l'assurance personnelle des travailleurs frontaliers ; le paiement de la cotisation en vue du bénéfice de l'assurance maladie en cas de chômage ; l'amélioration de la situation des frontaliers par le biais de la signature de conventions internationales. **Discussion des articles** [7 décembre 1977]. **Article 1er** (p. 8344) : la généralisation de la sécurité sociale par adhésion volontaire ; l'opposition du Gouvernement à l'amendement n° 1 de M. Legrand ; (p. 8345) : l'utilisation de l'expression « solidarité nationale » ; la participation financière du budget de l'Etat ; les problèmes posés par les caractères interprofessionnels ou professionnels de la solidarité ; l'opposition du Gouvernement à l'amendement n° 2 de M. Legrand ; (p. 8346) : s'en remet à la sagesse de l'Assemblée sur l'amendement n° 11 de M. Gau ; ses réserves quant à l'amendement n° 21 de M. Delaneau ; les modalités de généralisation de la sécurité sociale ; les conséquences d'un système obligatoire d'affiliation ; (p. 8347) : le pragmatisme de la démarche souhaitée par le Gouvernement ; prévoir des assouplissements aux dispositions de la loi ; l'avis favorable du Gouvernement sur l'amendement n° 22 de M. Delaneau. **Article 2** (p. 8348) : l'extension du bénéfice de l'assurance personnelle aux travailleurs frontaliers ; la nature des cotisations patronales ; le coût de la sécurité sociale ; l'harmonisation des prestations sociales en Europe ; l'avis défavorable du Gouvernement sur l'amendement n° 3 de M. Legrand. **Article 3** : la non-opposition du Gouvernement à l'amendement n° 23 de M. Delaneau ; l'avis favorable du Gouvernement sur l'amendement n° 14 de M. Gau. **Article 4** (p. 8349) : éviter tout délai de carence entre la déclaration d'adhésion au régime d'assurance personnelle et le moment de la couverture effective : le problème de la régularisation des cotisations ; la situation des assistantes maternelles ; l'avis favorable du Gouvernement sur les amendements n° 24 de M. Delaneau et n° 5 de M. Legrand. **Article 5** (p. 8350) : l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 26 de M. Delaneau ; les modalités de calcul du montant des cotisations forfaitaires ; l'avis favorable du Gouvernement sur l'amendement n° 27 de M. Delaneau : les conséquences de l'adoption de l'amendement n° 28 de M. Delaneau ; (p. 8351) : le problème de la répartition des dépenses de l'aide sociale entre l'Etat et les collectivités locales. **Article 6** : l'avis favorable du Gouvernement sur l'amendement n° 31 de M. Delaneau. **Article 7** (p. 8352) : l'avis défavorable du Gouvernement sur l'amendement n° 18 de M. Gau. **Article 8** : l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 32 de M. Delaneau. **Article 9** : l'accord du Gouvernement sur les amendements nos 33, 34 et 35 de M. Delaneau. **Article 10** (p. 8353) : son amendement n° 39 : extension des dispositions de l'article à la catégorie des chauffeurs de taxi ayant opté pour l'adhésion à l'assurance volontaire du régime général ; adopté. **Article 12** : l'existence d'une ouverture des droits sur la base d'un niveau de revenus dans le régime de la CANAM ; la simplification de la gestion de la sécurité sociale. **Article 15** (p. 8354) : son amendement n° 40 : instauration d'un régime provisoire d'adhésion à l'assurance personnelle ; adopté. **Article 16** : l'opposition du Gouvernement à l'adoption de l'amendement n° 10 de M. Ibéné.

— **Proposition de loi tendant à la modification des articles L 473 à L 477 du code de la santé publique relatifs à la profession d'infirmier ou d'infirmière** (n° 2795). **Discussion générale** [7 décembre 1977] (p. 8357) : la redéfinition de la profession d'infirmière ; l'évolution de la profession ; la modernisation de l'article L 473 du code de la santé ; les mesures relatives à la profession d'infirmière ; le problème des effectifs ; intégrer l'éducation de la santé et de la prévention dans les tâches quotidiennes de l'infirmière ; la concertation menée au sein du Conseil supérieur des professions para-médicales. **Discussion des articles. Article premier** (p. 8358) : l'avis favorable du Gouvernement sur l'amendement n° 1 de M. Gissinger. **Article 4** (p. 8359) : son amendement n° 2 : fixation en tant que de besoin des conditions de l'application de la présente loi par décret ; adopté.

— **Projet de loi modifiant et complétant certaines dispositions de la loi n° 75-535 du 30 juin 1975 relative aux institutions sociales et médico-sociales et de la loi n° 70-1318 du 31 décembre 1970 portant réforme hospitalière et portant dérogation, à titre temporaire, pour certains établissements hospitaliers publics ou participant au service public hospitalier, aux règles de tarification ainsi que, pour les soins donnés dans ces établissements, aux modalités de prise en charge** (n° 3210). **Première lecture. Discussion générale** [14 décembre 1977] (p. 8711) : la nature du texte; la politique des soins et de l'hébergement des personnes âgées ; apporter des solutions progressives et différenciées au problème des personnes âgées ; offrir une gamme diversifiée d'établissements ou de services accessibles aux personnes âgées ; (p. 8712) : aménager et harmoniser les règles de tarification ; les distorsions constatées ; la mise en place d'un mécanisme tarifaire commun ; la mise en œuvre du forfait des soins ; la suppression du ticket modérateur ; les inci-

dences financières de cette politique ; les conséquences découlant du classement de certains services sous le régime hospitalier ; les économies induites par une moindre occupation des services actifs et psychiatriques ; l'expérimentation des méthodes nouvelles de tarification ; la méthode du « prix de journée éclaté » ; la méthode du « budget global » ; le nombre d'établissements où se poursuit l'expérimentation ; les éventuelles dérogations au principe de la comptabilité publique et au remboursement des frais par les organismes payeurs ; (p. 8713) : l'amélioration de la qualité du service rendu aux personnes hébergées ; la suppression des hospices. **Discussion des articles. Article premier** (p. 8715) : la comparaison du chiffre d'affaires de l'industrie pharmaceutique et des dépenses de médicaments des hôpitaux ; l'effort considérable accompli en matière hospitalière ; la prise en charge des soins médicaux qui ne sont pas encore pris en charge actuellement dans les établissements de long séjour ; le remplacement des hospices par des établissements médicalisés. **Article 6** (p. 8721) : l'avis favorable du Gouvernement sur l'amendement n° 14 de M. Guinebretière ; son sous-amendement n° 33 à l'amendement n° 14 : conditions dans lesquelles les centres de moyen séjour pour convalescence peuvent être composés de services de long séjour ; son sous-amendement n° 34 à l'amendement n° 14 : modification terminologique ; son sous-amendement n° 35 à l'amendement n° 14 : suppression des unités de long séjour de géronto-psychiatrie ; les conséquences pour les personnes âgées de leur placement dans des unités de long séjour de géronto-psychiatrie ; la responsabilité des médecins ; l'importance pratique considérable des établissements pour personnes âgées ; la population des hospices ; le coût des hospices pour la collectivité ; la disparition des hospices ; (p. 8722) : la substitution des établissements de long séjour aux hospices ; leurs charges financières ; la fixation du forfait national ; la prise en charge des dépenses médicales par la sécurité sociale dans tous les établissements de long séjour ; sous-amendements n^{os} 33, 34 et 35 adoptés. **Après l'Article 6** : l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 15 de M. Guinebretière ; son sous-amendement n° 36 de coordination à l'amendement n° 15 ; adopté ; (p. 8723) : son sous-amendement n° 37 : dispositions relatives au remboursement forfaitaire des soins dispensés dans les services ou centres de long séjour publics ou privés participant au service public hospitalier ; laisser la possibilité d'un retour à la formule du prix de journée ; prendre en considération la spécificité des procédures applicables aux établissements relevant de l'assistance publique de Paris ; l'avis défavorable du Gouvernement sur l'amendement n° 16 de M. Guinebretière ; maintenir la souplesse du système de tarification ; amendement n° 37 adopté ; (p. 8724) : son amendement n° 38 rectifié : dispositions relatives au mode de fixation du forfait applicable aux établissements privés ; adopté ; l'avis favorable du Gouvernement sur l'amendement n° 18 de M. Guinebretière ; son amendement n° 39 : non-application aux personnes placées dans une unité ou centre de long séjour des dispositions du code de la sécurité sociale relatives à la réduction des indemnités journalières et de la réduction des pensions d'invalidité en cas d'hospitalisation ; adopté. **Article 7** : le problème de la tarification hospitalière ; maintenir la durée maximale de l'expérience du nouveau système de tarification à deux ans ; l'avis défavorable du Gouvernement à l'amendement n° 20 de M. Guinebretière ; l'avis favorable du Gouvernement sur les amendements n° 21 et n° 22 de M. Guinebretière. **Article 8** (p. 8725) : l'avis favorable du Gouvernement sur les amendements n° 23 et n° 24 de M. Guinebretière ; son sous-amendement n° 40 à l'amendement n° 25 de M. Guinebretière : suppression du caractère préfectoral de l'arrêté ; son sous-amendement n° 41 à l'amendement n° 25 de M. Guinebretière : modification de forme ; sous-amendements n° 40 et n° 41 adoptés ; le système de la « caisse pivot » ; maintenir la solution proposée par le Gouvernement. **Après l'Article 8** (p. 8726) : son sous-amendement n° 42 à l'amendement n° 28 de M. Guinebretière : suppression du caractère préfectoral des arrêtés ; adopté ; la substitution d'un ticket modérateur forfaitaire au système de ticket modérateur actuel ; son avis défavorable sur l'amendement n° 29 de M. Guinebretière ; (p. 8727) : le caractère anticonstitutionnel du sous-amendement proposé par M. Guinebretière à son amendement n° 29 ; l'avis favorable du Gouvernement sur l'amendement n° 30 rectifié de M. Guinebretière. **Explications de vote** : la possibilité pour les professions de santé de se constituer en sociétés civiles professionnelles ; l'exercice dans les centres de soins des infirmiers ou infirmières à statut libéral. **Commission mixte paritaire** [21 décembre 1977] (p. 9151) : l'amélioration de la tarification hospitalière.

VER (Antonin)

Député du Tarn-et-Garonne
(2^{e} circonscription)
(PSRG).
Secrétaire de l'Assemblée nationale.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 737).

S'inscrit au groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche [2 avril 1973] (p. 745).

Est élu secrétaire de l'Assemblée nationale [2 avril 1974] (p. 1448, 1450).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [5 avril 1973] (p. 755), [2 avril 1974] (p. 1453), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner en deuxième lecture le projet de loi n° 275 complétant certaines dispositions du titre premier du livre VI du code rural relatif au statut du fermage et du métayage et de l'article 27 modifié de la loi n° 62-933 du 8 août 1962 complémentaire à la loi d'orientation agricole [4 mai 1973] (p. 1071).

VERPILLIÈRE (Guy de la)

Député de l'Ain
(3e circonscription)
(RI, puis R).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 733).

S'inscrit au groupe des républicains indépendants [2 avril 1973] (p. 745).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [5 avril 1973] (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1465).

QUESTIONS

• *question d'actualité :*

— **L'installation d'une raffinerie à Reyrieux** [30 mai 1973] (p. 1683) : respect des schémas établis par l'OREAM.

• *questions au Gouvernement :*

— **Approvisionnement de la France en uranium enrichi** [23 avril 1975] (p. 1998).

— **Taxe professionnelle** [27 octobre 1976] (p. 7098) : situation des petites entreprises artisanales ; nécessité de proposer de nouveaux barèmes.

— **Tarif du kilowatt-heure dans les régions productrices d'électricité** [29 juin 1977] (p. 4416, 4417) : possibilité pour ces départements de bénéficier du tarif minimum appliqué à certains départements ayant une façade maritime.

INTERVENTIONS

1974

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° **1180**). *Deuxième partie :*

Intérieur [19 novembre 1974] (p. 6756) : la délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) ; la région Rhône-Alpes ; la plaine de l'Ain ; (p. 6757) : les chantiers de centrales nucléaires.

1975

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique de l'énergie** [14 mai 1975] (p. 2676) : sur l'intervention de M. Fillioud : la discussion sur l'implantation des sites des centrales nucléaires dans la vallée du Rhône par l'assemblée régionale ; la position soutenue par M. Fillioud au sein de cette assemblée.

— **Projet de loi portant suppression de la patente et institution d'une taxe professionnelle** (n° **1634**). **Discussion des articles** [11 juin 1975]. **Article 4** (p. 4014) : regrette que le projet supprime des ressources importantes dont bénéficient les collectivités locales.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**).

Deuxième partie :

Equipement et urbanisme [24 octobre 1975] (p. 7372) : la nécessaire multiplication des déviations autour des villes ; mettre les autoroutes constituant une déviation hors péage ; le cas de l'autoroute A 42 reliant Lyon à Genève.

VERTADIER (Pierre)

Député de la Vienne
(1re circonscription)
(UDR).

Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur du 12 avril 1973 au 27 février 1974.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 737).

S'inscrit au groupe d'union des démocrates pour la République [2 avril 1973] (p. 744).

Est nommé secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur (deuxième Gouvernement Messmer). Décret du 12 avril 1973 [*J.O.* du 13 avril 1973] (p. 4331).

Le Président de l'Assemblée nationale prend acte de la cessation, le 12 mai 1973, de son mandat de député [15 mai 1973] (p. 1275).

Il est mis fin, sur présentation de la démission du Gouvernement, à ses fonctions de secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur (deuxième Gouvernement Messmer). Décret du 27 février 1974 [*J.O.* du 28 février 1974] (p. 2316).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [5 avril 1973] (p. 756).

DÉPOTS

En qualité de député :

— **Proposition de loi** tendant **à modifier l'article L 589 du code de la santé publique relatif aux commandes concernant la pharmacie** (n° **163**) [12 avril 1973].

QUESTIONS

Réponses en qualité de secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur :

• *aux questions d'actualité de :*

— **M. Daillet : Nouveau découpage des cantons** [30 mai 1973] (p. 1679, 1680).

— **M. Pierre Joxe : Fusion des communes en Saône-et-Loire** [30 mai 1973] (p. 1680).

— **M. Muller : Traitements de certains agents communaux** [30 mai 1973] (p. 1681).

• *à la question orale sans débat de :*

— **M. Coulais** (n° **1234**) **: Communautés urbaines** [30 mai 1973] (p. 1691) : amélioration du statut des communautés urbaines.

• *à la question d'actualité de :*

— **M. Gau : Stationnement des CRS à Paris** [15 juin 1973] (p. 2216) : nécessité de garder les ambassades et les compagnies aériennes internationales.

• *aux questions d'actualité de :*

— **M. de Poulpiquet : Limitation de vitesse** [22 juin 1973] (p. 2469).

— **M. Fanton : Défilés dans le onzième arrondissement** [22 juin 1973] (p. 2469, 2470).

— **M. Depietri : Manifestation de soutien au personnel de la société Lip** [22 juin 1973] (p. 2470, 2471) : utilisation d'un problème social réel par des gauchistes.

— **M. Gaudin : Administration de la commune de Brignoles** [28 novembre 1973] (p. 6427, 6428).

— **MM. Frêche et Péronnet : Installation de micros dans les locaux d'un journal :** *Le Canard enchaîné* [7 décembre 1973] (p. 6788, 6790) : ouverture d'une enquête par le directeur général de la police nationale.

INTERVENTIONS

En qualité de secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur :

1973

— **Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 72-1201 du 23 décembre 1972 en ce qui concerne les conditions dans lesquelles l'honorariat est conféré aux anciens maires et adjoints** (n° **604**) [4 décembre 1973] (p. 6543) : exprime l'accord du Gouvernement sur la proposition de loi.

— **Proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à modifier l'article 27, alinéa premier, du code de l'administration communale et à compléter l'article 30 de la loi du 10 août 1871 relative aux conseils généraux** (n° **259**). **Discussion générale** [19 décembre 1973] (p. 7204) : s'en remet à la sagesse de l'Assemblée quant au vote de ce texte. **Discussion des articles : Article premier** : accepte l'amendement de suppression de M. Fanton.

VILLA (Lucien)

Député de Paris
(31e circonscription)
(C).

Secrétaire de l'Assemblée nationale.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 736).

S'inscrit au groupe communiste [2 avril 1973] (p. 745).

Est élu secrétaire de l'Assemblée nationale [2 avril 1975] (p. 1198, 1200).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [5 avril 1973] (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre de la commission de contrôle de la gestion du service public du téléphone [30 octobre 1973] (p. 5095).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner les propositions de loi (n° 2080) de MM. Foyer, Labbé, Chinaud et Max Lejeune, (n° 2128) de M. Georges Marchais et plusieurs de ses collègues, (n° 2131) de M. Defferre et plusieurs de ses collègues, sur les libertés [19 décembre 1975] (p. 10152).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi (n° 2388) relatif au contrôle de la concentration économique et à la répression des ententes illicites et des abus de position dominante [6 juillet 1976] (p. 5094).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant l'article 15 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques [20 décembre 1976] (p. 9811).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à permettre aux **assurés sociaux de recevoir des indemnités journalières pour des périodes de travail à temps partiel** (n° **561**) [28 juin 1973].

— **Proposition de loi** tendant à **exonérer les assurés sociaux bénéficiant de l'assistance d'une tierce personne salariée du versement des cotisations patronales de retraite complémentaire dues au titre de ladite personne** (n° **757**) [14 novembre 1973].

— **Proposition de loi** tendant à **instituer une véritable priorité au logement social à Paris** (n° **881**) [20 décembre 1973].

— **Proposition de loi** tendant à instaurer une **nouvelle législation du divorce** (n° **1222**) [9 octobre 1974].

— **Proposition de loi** tendant à réaliser les travaux de modernisation et de confort du **parc HLM** existant de l'office public HLM de la **ville de Paris** (n° **2735**) [20 décembre 1976] (erratum du 2 avril 1977) (p. 1460).

— **Proposition de loi** tendant à étendre au **personnel porteur du service municipal de Paris** les dispositions de la **loi n° 75-931** du 14 octobre 1975 accordant au corps des identificateurs de l'institut médico-légal des avantages spéciaux pour l'ouverture du droit à pension (n° **2849**) [4 mai 1977].

— **Proposition de loi** relative à l'emploi d'appareils d'enregistrement, de caméras de télévision ou de cinéma, d'appareils photographiques à l'intérieur des salles d'**audience des tribunaux administratifs ou judiciaires** (n° **3070**) [30 juin 1977].

— **Proposition de loi** sur les libertés, les fichiers et l'**informatique** (n° **3092**) [30 juin 1977].

QUESTIONS

• *questions orales sans débat :*

— (n° **18631**) : **Renouvellement des baux commerciaux** [4 juin 1975] (p. 3666, 3667) : prorogation du décret du 3 juillet 1972.

— (n° **20707**) : **Revendications du personnel de l'office d'HLM de la région parisienne** [20 juin 1975] (p. 4582, 4583).

• *questions au Gouvernement :*

— **Expulsions de locataires** [22 octobre 1975] (p. 7215, 7216) : nécessité de donner des directives aux préfets pour qu'ils suspendent les expulsions de locataires.

— **Augmentation du prix du ticket de métro** [23 juin 1976] (p. 4546).

— **Commission de répartition des personnels de la ville de Paris** [13 octobre 1976] (p. 6548) : composition de cette commission créée pour examiner les conséquences de l'application de la loi modifiant le régime administratif de Paris.

• *question orale sans débat de :*

— **M. Dalbéra** (n° **32041**) : **Ecoles maternelles de Paris,** en qualité de suppléant [15 octobre 1976] (p. 6711, 6712) : les mauvaises conditions dans lesquelles la rentrée s'est effectuée ; plus de 2.000 enfants n'ont pu être accueillis ; les retards dans la construction des établissements pré-élémentaires notamment dans le 20e arrondissement.

• *questions au Gouvernement :*

— **Grève du personnel des caisses d'épargne** [20 octobre 1976] (p. 6777) : la remise en cause du statut du personnel par la direction ; la suppression de la prime de fin d'année.

— **Délais de paiement et dégrèvements d'impôts pour les chômeurs** [11 mai 1977] (p. 2643).

— **Destruction d'excédents agricoles** [26 octobre 1977] (p. 6641, 6642) : destruction d'une grande partie de la récolte de choux-fleurs.

INTERVENTIONS

1973

— **Projet de loi habilitant le Gouvernement à proroger la suspension de la TVA sur les ventes au détail de viande de bœuf** (n° **510**). **Discussion générale** [27 juin 1973] (p. 2552) : caractère provisoire des effets de la suspension de la TVA ; hausse du cours de la viande, difficultés des bouchers détaillants ; non-répercussion à la consommation de la baisse des cours à la production ; marasme du marché de la viande ; conséquences de mesures décidées par la CEE ; application de la clause dite de pénurie ; écrêtement des montants compensatoires ; avantages retirés par l'Italie de l'ouverture des frontières extracommunautaires ; dérogations qui lui sont accordées ; difficultés des producteurs et des consommateurs français ; avantages accordés aux trusts ; (p. 2553) : politique préconisée par le programme commun de la gauche ; propositions de loi déposées par le groupe communiste ; garantie d'un prix minimum aux éleveurs ; inclusion de l'élevage porcin dans le champ d'action d'un office interprofessionnel des productions animales ; possibilité d'achats au titre de l'intervention ; demande de suspension définitive de l'application de la TVA sur les ventes au détail de viande de bœuf. **Discussion de l'Article unique** (p. 2555) : son amendement tendant à la suppression de la TVA sur les ventes au détail de la viande de bœuf à l'exclusion du droit à déduction de taxes grevant les biens et services improductifs.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° **646**). **Discussion générale** [23 octobre 1973] (p. 4686) : données de l'INSEE sur le nombre de chômeurs; (p. 4687) : conditions de vie des travailleurs ; demande la révision de l'indice du coût de la vie ; situation des femmes ; misère des personnes âgées ; travailleurs étrangers ; hausse des prix ; sa référence à une enquête menée dans un magasin Prisunic fin août 1973 ; impôts ; taux de remboursement de la sécurité sociale ; charges scolaires ; volonté des grandes sociétés capitalistes et aspiration des Français à vivre mieux ; blocage des prix ; échelle mobile des salaires ; proposition du programme commun de gouvernement de la gauche.

Deuxième partie :

Territoires d'outre-mer [31 octobre 1973] (p. 5151) : son opposition au budget ; impossibilité de connaître l'utilisation précise des crédits prévus sauf en ce qui concerne les dépenses relatives à l'appareil policier et administratif, crédits relatifs à l'action sociale et culturelle ; ses craintes quant à la mise en administratif ; crédits relatifs à l'action sociale en faveur des étudiants ; chômage et inégalité des prestations sociales ; insuffisance des crédits destinés à l'enseignement ; situation du lycée Gauguin de Papeete ; extension de la loi Debré d'aide à l'enseignement libre ; retard en matière d'enseignement ; situation linguistique aux Nouvelles-Hébrides ; problèmes posés en Nouvelle-Calédonie par l'apport extérieur de main-d'œuvre ; expériences nucléaires dans le Pacifique ; prise en charge par les populations de leur destinée.

1974

— **Projet de loi d'amnistie** (n° **1058**). **Discussion générale** [20 juin 1974] (p. 2826) : l'amnistie proposée est en fait révélatrice des insuffisances de notre législation ; approbation des mesures relatives aux objecteurs de conscience et à l'avortement ; sort des commerçants et artisans ; désapprouve la possibilité de réintégration dans les ordres civils et militaires ; (p. 2827) : les oubliés de l'amnistie : travailleurs immigrés, fonctionnaires des DOM mutés d'office ; fonctionnaires et militaires sanctionnés pour des faits en liaison avec la guerre d'Algérie ; politique pénale : les suicidés ne sont pas amnistiés. **Discussion des articles. Après l'Article 6** (p. 2837) : son amendement n° 84 : amnistie des travailleurs immigrés ; repoussé. **Article 23** (p. 2863) : amendement n° 83 : pas de réintégration dans la Légion d'honneur des condamnés OAS ; repoussé.

— **Projet de loi constitutionnelle portant révision de l'article 61 de la Constitution** (n° **1181**). **Première lecture. Discussion générale** [8 octobre 1974] (p. 4864) : la Constitution méritait d'être révisée plus amplement ; (p. 4865) : les propositions de la gauche ont fait l'objet d'amendements au projet gouvernemental déclarés irrecevables ; danger d'accorder au Conseil constitutionnel un pouvoir de tutelle politique ; le projet est en fait un garde-fou contre une majorité nouvelle. **Discussion des articles. Article 2** (p. 4953) : sur son amendement n° 9 adopté par la commission : opposition du groupe communiste à la saisine d'office du Conseil constitutionnel. **Après l'Article 3** (p. 4956) : amendement n° 19 : réforme de la composition du Conseil constitutionnel ; retiré. **Deuxième lecture** [17 octobre 1974]. **Discussion des articles. Article premier** (p. 5159) : le groupe communiste votera l'amendement n° 1 présenté par M. Krieg et lui-même.

— **Projet de loi constitutionnelle portant révision de l'article 25 de la Constitution** (n° **1179**). **Discussion générale** [10 octobre 1974] (p. 4968) : le projet est un texte de

circonstance ; les communistes ne le voteront pas.

— **Projet de loi relatif à la consultation des Comores** (n° **1187**). **Première lecture. Discussion générale** [17 octobre 1974] (p. 5175) : la coopération avec les Comores passe par l'abandon de toute politique néo-colonialiste et de toutes formes d'ingérence. **Deuxième lecture** [12 novembre 1974]. **Discussion des articles. Article premier** (p. 6215) : retour à l'article premier voté en première lecture ; repoussé.

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° **1180**).

Deuxième partie :

Services du Premier ministre. — Economie et finances. — Fonction publique [15 novembre 1974] (p. 6487) : la fonction publique continue une crise qui est en grande partie due à la nature du pouvoir politique ; les fonctionnaires voient leurs droits remis en cause ; ils s'inquiètent du démantèlement de certains services publics ; pourquoi refuser une négociation d'ensemble avec toutes les organisations syndicales ? le pouvoir d'achat de l'ensemble des fonctionnaires tend à baisser ; les difficultés particulières des non-titulaires, des veuves et des retraités ; (p. 6488) : démocratisation nécessaire de la fonction publique ; les revendications des travailleurs des PTT.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux infractions en matière de chèques** (n° **1268**) Gouvernement est insuffisant pour obliger les banques à limiter leur publicité ; les incitations à l'utilisation du chèque ; possibilité de garantir le paiement des chèques pour un montant de 1.000 F ; le vote du groupe communiste dépendra du sort réservé par l'Assemblée aux amendements présentés par la commission.

— **Projet de loi relatif aux forclusions encourues durant la période d'interruption du service postal** (n° **1350**). **Discussion des articles** [12 décembre 1974]. **Après l'Article 2** (p. 7743) : son amendement n° 10 rectifié : non-perception de la taxe pour insuffisance de provision pour les chèques postaux.

1975

— **Projet de loi portant modification de dispositions de procédure pénale** (n° **1479**). **Discussion des articles** [25 avril 1975]. **Article 14** (p. 2173) : son amendement n° 40 : supprimer l'article 14 ; respecter le principe de la présomption d'innocence ; repoussé.

— **Projet de loi portant modification de dispositions de droit pénal** (n° **1481**). **Discussion générale** [15 mai 1975] (p. 2749) : l'impossibilité de trouver des solutions à la crise de la justice dans une société reposant sur l'exploitation de l'homme par l'homme ; la nécessaire politique de prévention de la criminalité ; doter la justice des moyens nécessaires ; mettre fin à toute détention arbitraire ; le cas du centre d'Arenc ; (p. 2750) : la position du groupe communiste sur les dispositions du projet ; le caractère positif de certaines d'entre elles ; la nécessaire réforme du droit pénal. **Discussion des articles. Après l'Article 7** (p. 2761) : son amendement n° 86 : démocratiser la procédure de l'expulsion ; repoussé.

— **Projet de loi portant réforme du divorce** (n° **1560**). **Discussion générale** [28 mai 1975] (p. 3320) : le tapage mené sur la réforme ; (p. 3321) : le but du projet : maintenir l'aliénation de l'homme inséparable du profit et de l'exploitation ; les réticences que contient la consécration du divorce par consentement mutuel ; une procédure longue et qui ne présente aucune garantie ; l'absence de toute mention relative à l'assistance des époux par un conseil; le caractère très vague de la clause « d'exceptionnelle dureté » qui laisse à l'appréciation du juge la possibilité de rejeter une demande de divorce ; l'institution d'un juge délégué aux affaires matrimoniales ; (p. 3322) : le caractère inopérant de la conciliation ; les dispositions favorisant la séparation de corps, témoin de l'hostilité du projet au divorce ; l'absence de toute disposition relative à l'insertion de la femme divorcée dans la vie économique et sociale et au paiement immédiat des pensions alimentaires ; la libre recherche du bonheur par l'individu prônée par le parti communiste ; les richesses qu'apporte la famille aux couples et aux enfants ; les difficultés matérielles qui usent l'harmonie familiale ; mener une politique familiale globale et cohérente ; les changements fondamentaux qu'apportera le programme commun ; donner aux époux le droit de dissoudre leur union par décision commune; prévoir le divorce par décision commune et le divorce par désaccord ; l'article 13 de la proposition du parti communiste ; (p. 3323) : les articles 14 à 17 de la même proposition. **Discussion des articles** [29 mai 1975] : **Article premier : Article 253 du code civil** (p. 3390) : son amendement n° 25 : prescription de mesures provisoires dès la requête initiale ; repoussé. **Article 256 du code civil :** son amendement n° 26 (p. 3393) ; retiré ; [30 mai 1975] : **Article premier** (*suite*) : **Article 270 du code civil** (p. 3481) : son amendement n° 39 : caractère facultatif du devoir de secours ; repoussé ; [4 juin 1975] : **Article 16** (p. 3643) : son amendement n° 63 : supprimer l'article ; repoussé.

— **Proposition de loi tendant à assurer le paiement des sous-traitants en cas de liquidation de biens ou de règlement judiciaire du titulaire du contrat principal** (n° **1449**). **Discussion générale** [28 juin 1975] (p. 5017) : montre combien la sous-traitance tend à se généraliser en France; sous-traitance « de capacité » et sous-traitance « de spécialité » ; les grandes entreprises cherchent à profiter de la crise du capitalisme pour étendre leurs réseaux de sous-traitance ; ne pas confondre sous-traitance et sous-développement. **Explications de vote** [5 décembre 1975] (p. 9482) : la sous-traitance, pratique largement bénéfique pour les grandes sociétés capitalistes ; (p. 9483) : nécessité d'une solution globale ; le progrès que marque la proposition de loi ; le vote positif du groupe communiste.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1975** (n° **1873**). **Discussion des articles** [10 septembre 1975]. **Article 4** (p. 6191) : la grave situation des industries de presse ; (p. 6192) : le conflit du *Parisien libéré*.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat après déclaration d'urgence, relatif au développement de l'éducation physique et du sport** (n° **1728**). **Discussion des articles** [3 octobre 1975]. **Article 15** (p. 6568) : son amendement n° 44 : faire de l'entreprise un secteur prioritaire pour le développement du sport de masse ; repoussé.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**).

Deuxième partie :

Equipement, logement [28 octobre 1975] (p. 7411) : le retard dans les opérations de rénovation du 20e arrondissement ; (p. 7412) : le sacrifice des logements sociaux ; le scandale de la situation actuelle.

— **Projet de loi portant réforme du régime administratif de la ville de Paris** (n° **1869**). **Discussion générale** [2 décembre 1975] (p. 9202) : regrette que le Gouvernement porte atteinte à la situation du personnel de la ville de Paris ; prévoir un statut cohérent conforme à l'unité de la mission administrative ; l'inquiétude de l'orateur quant au sort du personnel de l'assistance publique ; déplore qu'aucune garantie ne soit accordée au personnel auxiliaire ; les amendements déposés par les députés communistes. **Discussion des articles** [3 décembre 1975]. **Après l'Article 24** (p. 9275) : indique que le groupe communiste a déposé un amendement tendant à donner au maire de Paris les pouvoirs de police que le projet accorde au préfet de police. **Article 40** (p. 9291) : son amendement n° 170 : prévoir que la ville et le département de Paris disposent d'un personnel soumis à un statut unique réparti entre deux collectivités et que l'assistance publique, établissement public, dispose d'un personnel soumis à ce statut ; repoussé. **Article 41** (p. 9292) : son amendement n° 171 : reporté après l'article 43. **Article 43** (p. 9299) : sur l'amendement n° 72 de M. Fanton : insiste pour que les garanties formelles concernant le personnel soient inscrites dans la loi. **Après l'Article 43** : son amendement n° 171 : maintien des avantages acquis par le personnel de l'assistance publique ; retiré ; son sous-amendement n° 181 à l'amendement n° 73 de M. Marcus : extension des dispositions précédentes au personnel de l'office d'HLM et du crédit municipal de la ville de Paris ; repoussé.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la fixation du prix des baux commerciaux renouvelés en 1975** (n° **1992**). **Discussion générale** [16 décembre 1975] (p. 9846) : considère que seule la proposition de loi du groupe communiste permettrait d'éviter d'aboutir à des baux commerciaux d'un prix prohibitif ; (p. 9847) : dénonce la responsabilité des grands monopoles dans la crise actuelle. **Discussion des articles. Article premier** (p. 9847) : son amendement n° 7 : éviter la hausse excessive des loyers commerciaux ; repoussé.

— **Projet de loi modifiant certaines dispositions du code électoral et du code de l'administration communale** (n° **1981**). **Discussion générale** [4 décembre 1975] (p. 9377, 9378) : redoute que le projet ne décourage nombre d'électeurs de se faire inscrire sur des listes électorales ; l'inconvénient du vote par procuration en ce qui concerne le secret du vote ; les pouvoirs exorbitants donnés aux préfets ; le non-respect du suffrage universel. **Discussion des articles. Article premier** (p. 9379) : son amendement n° 3 : mieux informer les jeunes électeurs de leur possibilité de s'inscrire sur les listes électorales ; repoussé. **Article 3** (p. 9383) : son amendement n° 5 : ajouter un vingt-troisième alinéa au paragraphe 5 de l'article L 71 : « les citoyens qui ont quitté leur résidence habituelle pour prendre leurs congés annuels » ; adopté. **Article 6** (p. 9387) : son amendement n° 6 : supprimer le texte proposé pour l'article L 223-1 du code électoral ; adopté. **Article 7** (p. 9387) : son amendement n° 7 : supprimer le texte proposé pour l'article L 250-1 du code électoral ; adopté.

— **Projet de loi portant création et organisation de la région Ile-de-France** (n° **1867**). **Discussion des articles** [18 décembre 1975]. **Article 2** (p. 9985) : son amendement n° 48 : administration de la région Ile-de-France par un conseil régional assisté d'un comité économique, social et culturel à rôle consultatif ; repoussé. **Article 4** (p. 9988) : son amendement

n° 53 : permettre à la région d'acquérir des immeubles et d'en conserver la gestion et la propriété sans rétrocession aux collectivités locales ; repoussé ; (p. 9989) : son amendement n° 54 : recueil de l'avis préalable et conforme des collectivités locales pour l'exercice du droit de préemption par la région Ile-de-France ; préserver ainsi l'autonomie communale ; repoussé. **Article 22** (p. 10000) : son amendement n° 67 : élection de la commission par le conseil régional au moyen de la représentation proportionnelle ; repoussé.

1976

— **Propositions de lois organiques relatives à l'élection du Président de la République au suffrage universel** (n°s **875, 7, 926**). **Discussion générale** [20 avril 1976] (p. 1920) : attire l'attention sur les conséquences graves quant à la libre expression des partis politiques que présente le texte en discussion ; insiste sur le système électoral anti-démocratique qui rejette le scrutin proportionnel ; une réforme qui renforce le caractère autoritaire et présidentiel du régime.

— **Projet de loi constitutionnelle portant modification de l'article 7 de la Constitution** (n° **2134**). **Discussion générale** [21 avril 1976] (p. 1967) : une réforme mineure qui ne fait que renforcer le caractère anti-démocratique du régime ; la réforme démocratique de la Constitution qui serait nécessaire ; la suppression de l'article 16 et de la tutelle que l'exécutif fait peser sur le Parlement ; (p. 1968) : le vote hostile du groupe communiste.

— **Projet de loi relatif au développement de la prévention des accidents du travail** (n° **2209**). **Deuxième lecture. Explications de vote** [28 juin 1976] (p. 4823) : déclare que le groupe communiste votera contre un texte trop timide et dangereux.

— **Projet de loi modifiant certaines dispositions du code électoral** (n° **2257**). **Discussion des articles** [6 juillet 1976]. **Avant l'Article premier** (p. 5078) : son amendement n° 1 défendu par M. Garcin. **Article 5** (p. 5090) : son amendement n° 7 défendu par M. Kalinsky.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**).

Deuxième partie :

Débat préparatoire en commission élargie à l'examen des crédits du ministère de la justice. — Services judiciaires [2 novembre 1976] (p. 7361) : le droit de vote aux avocats stagiaires ; le conflit du *Parisien libéré ;* une justice à deux vitesses en France ; les suites données au conflit ; (p. 7362) : les instructions données aux magistrats ; demande à M. Guichard si les instructions ont été données pour qu'une demande de renvoi émanant de la défense soit prise en considération dans l'affaire du *Parisien libéré ;* la déclaration du *Monde* sur les procédures accélérées dans l'affaire du *Parisien libéré ;* souligne les interventions politiques ; demande s'il y a eu des interventions politiques et des instructions données aux magistrats pour que la procédure soit accélérée.

— **Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête parlementaire sur l'utilisation des fonds publics alloués aux sociétés du groupe Marcel Dassault** (n° **2522**). **Explications de vote** [3 novembre 1976] (p. 7433) : le refus du texte initial par la majorité ; un nouveau texte détournant l'attention de l'opinion sur le scandale Dassault ; les amendements du groupe communiste tendant à recentrer les objectifs de la commission d'enquête en donnant priorité à l'investigation des sociétés Dassault ; le refus de la majorité de lever le secret fiscal ; la proposition de loi communiste tendant à la nationalisation de l'industrie aérospatiale ; la proposition de résolution demandant une commission d'enquête sur la fraude fiscale des grandes sociétés, notamment des entreprises Dassault ; la proposition de loi organique visant à étendre le champ d'application des incompatibilités parlementaires avec la direction des entreprises privées ; l'abstention du groupe communiste ; exigera que la vérité soit connue et que la clarté soit faite sur l'affaire des sociétés Dassault.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, garantissant l'indemnisation de certaines victimes de dommages corporels résultant d'une infraction** (n° **2353**). **Explications de vote** [25 novembre 1976] (p. 8690) : les insuffisances du projet de loi ; une réparation partielle ; la prévention à mener ; pas de critères pour apprécier l'insolvabilité des victimes ; rien de prévu pour les incapacités inférieures à un mois ; indique que le groupe communiste votera le projet ; le problème des décrets d'application.

— **Projet de loi organisant une consultation de la population du territoire français des Afars et des Issas** (n° **2607**). **Discussion générale** [1er décembre 1976] (p. 8861) : la volonté d'indépendance ; la loi sur la nationalité de juillet 1976 et les ratissages ; la lenteur de l'envoi des cartes d'identité ; le libre exercice des droits et des libertés démocratiques ; le droit des peuples à gérer leurs propres affaires. **Discussion des articles. Article 2** (p. 8863) : défend l'amendement n° 1

de M. Kalinsky indiquant que le Parlement sera appelé dès la proclamation des résultats du scrutin à en prendre acte ; repoussé. **Avant l'Article 3** : défend l'amendement n° 4 de Mme Constans améliorant le processus de l'attribution de la nationalité ; repoussé. **Article 3** (p. 8864) : son amendement n° 5 ne tendant pas à mettre en cause le droit de vote des Français installés depuis plus de trois ans dans le TFAI ; retiré. **Article 4** (p. 8865) : défend l'amendement n° 2 de M. Maisonnat visant à permettre aux partis politiques d'avoir un droit de regard sur l'organisation du déroulement de la consultation ; repoussé ; son amendement n° 3 supprimant le deuxième alinéa du paragraphe 3 de l'article 4 ; repoussé. **Article 5** : son amendement n° 6 indiquant que les partis politiques participant à la campagne électorale seront représentés à la commission en tant qu'observateurs ; repoussé. **Explications de vote** (p. 8866) : indique que le parti communiste votera le texte.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant certaines dispositions relatives à l'adoption** (n° **2197**). **Discussion des articles** [2 décembre 1976]. **Avant l'Article premier** (p. 8915) : son amendement n° 6 précisant que l'adoption peut être demandée après cinq ans de mariage pour deux époux non séparés de corps ; étendre le nombre de personnes pouvant demander l'adoption en supprimant l'obligation actuelle qu'un des époux ait au moins trente ans ; adopté. **Après l'Article premier** (p. 8917) : son amendement n° 8 soutenu par Mme Constans ; adopté. **Article 4** (p. 8917, 8918) : l'absence de traduction de la politique familiale dans le budget de 1977 ; donner aux parents la possibilité de s'intéresser régulièrement à leurs enfants ; l'hostilité du Gouvernement et de la majorité à toute politique familiale sérieuse.

— **Projet de loi relatif à l'organisation de Mayotte (n° 2667). Première lecture. Discussion générale** [14 décembre 1976] (p. 9345) : le projet de balkanisation des Comores ; la légalisation d'une présence coloniale française dans le territoire comorien de Mayotte ; l'ensemble homogène des Comores ; le renversement des positions du Gouvernement ; la base aéronavale possible à Mayotte ; le mépris de résolutions internationales, notamment de l'ONU. **Deuxième lecture. Explications de vote** [20 décembre 1976] (p. 9776) : indique que le groupe communiste vote contre le projet.

— **Projet de loi autorisant la visite des véhicules en vue de la recherche et de la prévention des infractions pénales** (n° **2183**). **Deuxième lecture. Discussion générale** [20 décembre 1976] (p. 9765) : le caractère dangereux du texte ; une atteinte aux libertés essentielles ; l'attitude du Sénat ; le respect de la vie privée et du domicile ; (p. 9766) : l'atteinte à la liberté d'aller et de venir ; la mise en cause du secret de la correspondance ; l'atteinte au droit de manifestation ; le vote du groupe communiste contre ce projet. **Troisième lecture. Explications de vote** [20 décembre 1976] (p. 9795) : indique que le groupe communiste vote contre le projet de loi.

— **Projet de loi relatif à l'organisation de la Nouvelle-Calédonie et dépendances** (n° **1950**). **Commission mixte paritaire. Explications de vote** [20 décembre 1976] (p. 9780) : l'approbation par le parti communiste des amendements déposés par M. Pidjot ; votera contre le projet.

1977

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1977** (n° **2768**). Lettre rectificative (n° 2859). **Discussion des articles** [24 mai 1977]. **Article premier** (p. 2947) : l'ouverture de crédits supplémentaires en faveur de la SNCF ; la désorganisation de l'urbanisation de la région parisienne ; l'aggravation des conditions de transport des travailleurs ; l'insuffisance des investissements ; l'association des travailleurs aux personnels de la RATP dans la lutte contre la déshumanisation du métro ; (p. 2948) : la politique menée en matière de transports en commun dans la région parisienne ; le projet de train à grande vitesse Paris-Lyon ; le refus de l'inscription de cet investissement au VII[e] plan ; l'opposition du groupe communiste à l'augmentation des tarifs de transports en commun.

— **Propositions de loi tendant à interdire la publication et la diffusion de certains sondages d'opinion en période électorale** (n[os] **267, 2790, 2791, 2854, 2896**). **Discussion générale** [28 juin 1977] (p. 4359) : l'opposition du groupe communiste à toutes mesures d'interdiction constituant une entrave à la liberté d'expression et au droit à l'information ; un texte de circonstance ; le problème de la qualité des sondages ; la liberté de l'information. **Discussion des articles. Avant l'Article premier** (p. 4364) : son sous-amendement n° 29 à l'amendement n° 4 de M. Lauriol : éléments devant être publiés en cas de diffusion de sondages ; repoussé ; (p. 4365) : son sous-amendement n° 49 à l'amendement n° 5 de M. Lauriol : intégration, parmi les éléments devant être déposés devant la commission des sondages, de la composition d'échantillons ; adopté ; son sous-amendement n° 30 à l'amendement n° 6 de M. Lauriol : mise à la disposition des

personnes qui le souhaitent des documents sur la base desquels le sondage a été publié ou diffusé ; retiré ; (p. 4366) : son amendement n° 31 : information des comités d'entreprise et des sections syndicales des organisations de sondages sur la gestion de l'organisme et sur les sondages d'opinion réalisés ; repoussé ; (p. 4367) : son amendement n° 32 : attributions de la commission des sondages ; retiré ; son amendement n° 33 : composition de la commission des sondages ; devenu sans objet. **Article premier** (p. 4370) : son amendement n° 34 : interdiction de la publication et de la diffusion des sondages d'opinion la veille et le jour du scrutin ; repoussé.

— **Projet de loi modifiant le régime communal dans le territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances** (n° **2418**). **Deuxième lecture. Explications de vote** [29 juin 1977] (p. 4435) : le vote hostile du groupe communiste.

— **Proposition de loi tendant à modifier les articles 2, 7 et 10 de la loi n° 52-1310 du 10 décembre 1952 modifiée relative à la composition et à la formation de l'Assemblée territoriale de la Nouvelle-Calédonie et dépendances** (n° **2888**). **Deuxième lecture. Explications de vote** [29 juin 1977] (p. 4440) : le vote hostile du groupe communiste.

— **Projet de loi relatif à l'informatique et aux libertés** (n° **2516**). **Première lecture. Discussion générale** [4 octobre 1977] (p. 5785) : le développement des lois répressives ; les libertés publiques ; le droit au travail ; (p. 5786) : le droit de propriété ; la défense de la démocratie ; la multiplication des fichiers automatisés ; le danger représenté par l'informatique au regard de la démocratie et des libertés ; l'utilisation internationale des données ; le recours à l'informatique dans les processus de décision ; l'élimination par le Gouvernement des propositions contraignantes du rapport de la commission informatique et libertés ; la composition de la commission nationale ; l'article 34 de la Constitution ; la distinction opérée entre secteur public et secteur privé ; (p. 5787) : les interdictions prévues en matière de collectes des informations ; l'insuffisance des garanties en ce qui concerne le droit d'accès ; la déclaration des libertés du parti communiste français. **Discussion des articles. Article premier** (p. 5790) : son amendement n° 1 : mise de l'informatique au service des citoyens ; adopté. **Après l'Article 6** (p. 5807) : son amendement n° 6 soutenu par Mme Constans : institution et modalités de création des commissions régionales de l'informatique ; repoussé ; [5 octobre 1977]. **Après l'Article 11** (p. 5848) : soutient l'amendement n° 8 de M. Maisonnat : autorisation par la loi de la création des traitements automatisés ; l'article 34 de la Constitution ; la préservation de la vie privée et des libertés ; amendement n° 10 : consultation des commissions régionales sur les traitements automatisés d'informations nominatives ; devenu sans objet. **Article 18** (p. 5856) : son amendement n° 17 : information de la commission nationale de l'informatique des activités industrielles et de services concourant à la mise en œuvre de l'informatique ; adopté après adoption du sous-amendement n° 118 de M. Foyer. **Article 20** (p. 5860) : son amendement n° 19 : inscription à l'ordre du jour du Parlement de la discussion du rapport de la commission nationale de l'informatique ; retiré. **Article 12** (*suite*) (p. 5867) : soutient l'amendement n° 9 de M. Kalinsky : avis conforme de la commission nationale de l'informatique pour l'ouverture des traitements automatisés d'informations nominatives; repoussé. **Après l'Article 12** (*suite*) (p. 5869) : son amendement n° 10 devenu sans objet ; soutient l'amendement n° 11 de M. Kalinsky : consultation des comités techniques paritaires des commissions paritaires communales ou intercommunales sur l'informatisation des tâches administratives et les traitements les concernant ; repoussé. **Article 13** (*suite*) (p. 5870) : son amendement n° 12 : dispositions d'harmonisation du texte ; devenu sans objet ; son amendement n° 13 : suppression des dispositions relatives à l'exonération du demandeur de ses responsabilités et à l'enregistrement de la déclaration ; devenu sans objet. **Après l'Article 13** (*suite*) : soutient l'amendement n° 14 de M. Maisonnat précédemment réservé : consultation des comités d'entreprise sur les traitements automatisés d'informations mis en place dans les entreprises ; repoussé. **Article 22** (p. 5872) : son amendement n° 21 : de suppression ; devenu sans objet. **Article 23** (p. 5874) : son amendement n° 23 soutenu par Mme Constans : information des personnes auprès desquelles sont recueillis les renseignements, de l'utilisation à laquelle l'information collectée est destinée et des conditions de vérification des réponses ; devenu sans objet. **Article 24** (p. 5876) : son amendement n° 24 : modalités de fixation du délai au-delà duquel la conservation est interdite ; devenu sans objet. **Article 26** (p. 5879) : son amendement n° 26 : possibilité donnée aux associations de tenir un registre de leurs membres ou de leurs correspondants sous forme automatisée ; retiré ; son amendement n° 27 soutenu par Mme Constans : interdiction des contrôles de la gestion des fichiers automatisés par les collectivités qui y sont autorisées ; adopté ; (5880) : le vote hostile du groupe communiste sur l'article 26. **Après l'Article 31** (p. 5886) : son amendement n° 32 : introduction dans les

enseignements de l'informatique de cours sur les questions de l'informatique et des libertés ; retiré. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [16 décembre 1977]. **Article 6** (p. 8908) : le caractère non démocratique de la composition de la commission nationale de l'informatique et des libertés ; l'exclusion des parlementaires ; le vote hostile des députés communistes sur l'amendement n° 1 rectifié du Gouvernement. **Article 31** (p. 8917) : le vote hostile du groupe communiste sur l'amendement n° 28 de M. Foyer. **Explications de vote** (p. 8919) : le non-ralliement de l'Assemblée aux dispositions positives apportées par le Sénat ; l'article 34 de la Constitution ; le vote hostile du groupe communiste.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'information et à la protection des consommateurs dans le domaine des opérations de crédit** (n° **2547**). **Discussion des articles** [6 octobre 1977]. **Article premier** *bis* (p. 5931) : soutient l'amendement n° 18 de M. Kalinsky : suppression de l'exclusion du champ d'application de la loi des prêts consentis pour une durée totale inférieure ou égale à trois mois ; repoussé. **Article 2 A** (p. 5933) : son sous-amendement n° 101 à l'amendement n° 73 de M. Burckel : prise en considération du taux d'intérêt annuel effectif du crédit ; repoussé. **Article 2** (p. 5935) : son sous-amendement n° 102 soutenu par M. Kalinsky à l'amendement n° 74 de M. Burckel : caractère obligatoire de l'indication du taux d'intérêt annuel effectif du crédit proposé ; repoussé. **Article 9** (p. 5954) : son amendement n° 105 soutenu par M. L'Huillier : possibilité pour le prêteur d'exiger une indemnité supplémentaire en cas de défaillance dans l'exécution par l'emprunteur d'un contrat de location assorti d'une promesse de vente ou d'un contrat de location-vente ; retiré. **Après l'Article 9** (p. 5955) : son amendement n° 23 soutenu par M. Maisonnat : compétences du tribunal du domicile du consommateur en cas de litige ; repoussé.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° **3120**).

Deuxième partie :

Services du Premier ministre. — Services généraux. — Services divers. — Journaux officiels. — Secrétariat général de la défense nationale. — Conseil économique et social [18 novembre 1977] (p. 7698) : la grève du personnel de la direction des Journaux officiels ; l'absence de moyens financiers du comité social ; l'application de l'accord paritaire du 4 juillet 1974.

Services du Premier ministre. — Services généraux. — Fonction publique. — Examen des crédits [18 novembre 1977]. **Etat B - Titre III** (p. 7711) : le vote hostile du groupe communiste.

Economie et finances. — I. Charges communes [18 novembre 1977] (p. 7729) : la remise en question par le Gouvernement de la péréquation intégrale des pensions prévue par la loi du 20 septembre 1948 ; améliorer le régime de retraite des contractuels et des auxiliaires des administrations de l'Etat ; porter à 75 % le taux de la pension de réversion ; les charges indues supportées par la ville de Paris au titre du fonctionnement de la police ; la charge du système de contribution mis en place pour la collectivité parisienne ; le vote hostile du groupe communiste.

— **Projet de loi portant dispositions particulières applicables aux salariés candidats ou élus à l'Assemblée nationale ou au Sénat** (n° **3207**). **Discussion de l'article unique** [12 décembre 1977]. **Article unique : Article L 122-24-1 du code du travail** (p. 8607) : soutient l'amendement n° 1 de M. Le Meur : extension des dispositions de l'article aux élections à un conseil régional, à un conseil général ou à un conseil municipal ; repoussé. **Article L 122-24-2 du code du travail** (p. 8611) : soutient l'amendement n° 4 de M. Berthelot : suppression de la condition d'ancienneté minimale d'un an dans l'entreprise à la date des élections ; repoussé ; (p. 8612) : soutient l'amendement n° 5 de M. Ducoloné : extension au salarié élu durant l'exercice de son mandat de tous les avantages acquis par les salariés de sa catégorie ; adopté.

— **Proposition de loi complémentaire à la loi n° 60-791 du 2 août 1960 et relative aux rapports entre l'Etat et l'enseignement agricole privé** (n° **3164**). **Discussion des articles** [16 décembre 1977]. **Article premier** (p. 8902) : le vote hostile du groupe communiste sur le sous-amendement n° 17 de M. Guermeur à l'amendement n° 1 rectifié du Gouvernement.

VILLON (Pierre)

Député de l'Allier
(3e circonscription)
(C).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 733).

S'inscrit au groupe communiste [2 avril 1973] (p. 745).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [5 avril 1973] (p. 753), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner en deuxième lecture le projet de loi n° 275 complétant certaines dispositions du titre premier du livre VI du code rural relatif au statut du fermage et du métayage et de l'article 27 modifié de la loi n° 62-933 du 8 août 1962 complémentaire à la loi d'orientation agricole [4 mai 1973] (p. 1071).

Vice-président de cette commission [10 mai 1973] (p. 1172).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant certaines dispositions du code du service national [29 juin 1973] (p. 2726).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant au **rétablissement et à l'extension des susrsis d'incorporation** (n° 80) [12 avril 1973].

— **Proposition de loi** tendant à **modifier l'article 35 de la loi du 29 juillet 1881 de manière à ce que la vérité des faits diffamatoires puisse être prouvée même s'ils remontent à plus de dix ans, nonobstant l'amnistie, lorsqu'il s'agit de crimes de guerre, de faits de collaboration avec l'ennemi et de fait ayant pu donner lieu à des sanctions au titre de l'épuration** (n° 334) [10 mai 1973].

— **Proposition de loi** tendant à **améliorer le statut du fermage et du métayage** (n° 406) [24 mai 1973].

— **Rapport,** fait au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées, sur la proposition de loi (n° 399) tendant à **faire bénéficier les combattants de la Résistance qui appartenaient à un réseau homologué des forces françaises combattantes et dont l'activité dans la Résistance s'est exercée en Indochine, des dispositions du décret du 5 septembre 1949 relatif à la délivrance des attestations d'appartenance aux membres des forces françaises combattantes par la réouverture du délai de trois mois suivant la publication dudit décret pour arrêter les contrôles nominatifs des réseaux homologués des forces françaises combattantes** (n° 599) [28 juin 1973].

— **Proposition de résolution** tendant à la création d'une commission de contrôle sur les **biens fonciers et immobiliers du ministère de la défense** et leur utilisation en fonction des besoins réels des forces armées (n° **1766**) [18 juin 1975].

QUESTIONS

• *question orale avec débat :*

— (n° **19718**) : **Problèmes de défense** [21 mai 1975] (p. 2946) : la modification de la doctrine officielle due à l'apparition de l'arme nucléaire atomique ; les propos du général Maurin relatifs au système Pluton ; les déclarations du général de Boissieu ; la doctrine aventureuse de la France tendant à utiliser la première l'arme nucléaire ; la déclaration du Premier ministre le 10 février à Mailly et du Président de la République le 25 mars ; la volonté d'utiliser l'arme nucléaire tactique pour transformer un conflit conventionnel en un conflit nucléaire ; (p. 2947) : l'accord de juin 1973 entre les USA et l'Union soviétique ; le refus de la France d'adhérer à cet accord ; la force de frappe nucléaire, menace pour la survie de la France ; renoncer à l'arme nucléaire comme prévoit le programme commun ; l'action des patriotes vietnamiens ; le caractère injustifiable de l'utilisation des armes nucléaires contre les pays qui n'en possèdent pas ; les thèses de M. Guy Brossolet ; l'inquiétude de la République fédérale d'Allemagne devant l'existence de l'arme Pluton ; le caractère de la stratégie dite de « l'avant » ; les tractations avec l'Allemagne fédérale ; la propagande de M. Walter Scheel en faveur de l'Europe supranationale liée aux Etats-Unis ; la décision de M. Giscard d'Estaing de ne plus fêter le 8 mai ; la constitution d'une nouvelle CED nucléaire, véritable provocation à l'égard du camp socialiste ; l'implantation des armes nucléaires tactiques en Allemagne ; les déclarations de M. Chirac au journal *Le Point ;* les déclarations du général de Gaulle du 21 février 1966 relatives à la souveraineté de la France ; la revue *Défense nationale* de décembre 1974 ; le rôle de l'UEO ; (p. 2948) : la signature de la déclaration d'Ottawa ; la rencontre de la Martinique ; la participation de la France au système atlantique Nadge ; les trois générations de la force nucléaire ; les déclarations de M. Jobert et du professeur Dabezies ; le numéro des *Nouvelles atlantiques* du 28 février 1975 ; l'imbrication des forces françaises dans les forces intégrées de l'OTAN stationnées en Allemagne ; les guerres menées par les Etats-Unis ; la possibilité de mener une guerre éclair, solution envisagée par la presse allemande ; la détermination des communistes de constituer une force armée efficace et de mener une politique active en faveur de la détente ; (p. 2955) : sa réponse au ministre ; les affirmations gratuites de celui-ci ; son refus de répondre quant

au déclenchement de la guerre nucléaire ; (p. 2956) : le lien du Gouvernement avec des pays agresseurs ; l'absence de caractère d'agression de l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie ; le caractère agressif des Etats-Unis et de certains moyens de la République fédérale allemande ; l'installation des armes nucléaires tactiques hors du territoire français ; la création d'une nouvelle CED ; (p. 2957) : les vœux du Gouvernement en faveur d'une union européenne supranationale ; (p. 2960) : son intervention relative à un fait personnel ; déplore les propos tenus par le ministre de la défense au sujet du rôle joué par le parti communiste au commencement de la Résistance française.

• *questions au Gouvernement :*

— **Commémoration du 8 mai** [12 novembre 1975] (p. 8165) : décisions identiques prises par plusieurs pays alliés ; commémoration des sacrifices des Français de toutes les guerres le 11 novembre.

— **Respect des règles de sécurité sur les lieux de travail** [19 novembre 1975] (p. 8644) : demande au garde des sceaux des mesures concrètes pour imposer aux chefs d'entreprises le respect des règles de sécurité.

— **Imprescriptibilité des crimes de guerre** [26 mai 1976] (p. 3500) : non-ratification par la France de la convention européenne sur l'imprescriptibilité des crimes contre l'humanité et des crimes de guerre ; l'émission de télévision relative au maréchal Pétain.

— **Proposition de loi sur la nationalisation de l'Aérospatiale** [27 octobre 1976] (p.7100) : discussion de la proposition de loi communiste sur ce sujet.

INTERVENTIONS

1973

— **Déclaration du ministre de l'agriculture et du développement rural sur les récentes délibérations du conseil des ministres des Communautés européennes** (n° **277**) [4 mai 1973] (p. 1057) : abrogation en 1958 de la loi sur l'indexation des prix agricoles ; limitation de l'exploitation familiale ; législation concernant l'IVD et ses effets ; conditions d'attribution de l'indemnité de restructuration ; (p. 1058) : inégalités, injustices, tendances à la concentration provoquées par le système des IVD ; annonce le dépôt d'une proposition de loi réformant le régime de l'IVD et en précise les dispositions ; demande une réforme du statut du fermage et du métayage ; l'abaissement du taux d'invalidité ouvrant droit au bénéfice de la retraite vieillesse anticipée.

— **Déclaration du ministre des anciens combattants et victimes de guerre sur la situation du monde combattant** (n° **281**) [10 mai 1973] (p. 1158) : évoque les travaux de la commission chargée d'étudier le problème des forclusions ; les arguments de ceux qui sont opposés à la levée des forclusions ; souhaite un examen sérieux des demandes ; l'instauration d'une commission d'appel ; (p. 1159) : évoque les conditions de dissolution de la commission de révision des titres ; souhaite sa remise en activité ; la reconnaissance des titres des anciens combattants des Forces françaises de l'intérieur ; la suppression des passe-droits ; la levée définitive des forclusions car elles violent le principe de l'imprescriptibilité du droit à réparation ; estime que la situation faite aux ressortissants du statut de la résistance intérieure française porte atteinte au moral de la nation ; évoque la situation des veuves de guerre ; demande que le taux de leur pension soit fixé à 500 points et que la condition de ressources soit supprimée.

— **Projet de loi modifiant certaines dispositions du code du service national** (n° **360**). **Discussion générale** [12 juin 1973] (p. 2047) : discussion de la « loi Debré » ; amendement du groupe communiste le 10 juin 1970 tendant à maintenir le droit au sursis pour études ; son rejet par l'Assemblée ; raisons de la non-participation du groupe communiste au vote sur l'ensemble ; ses critiques à l'encontre de la présentation des faits par la presse ; son amendement du 6 avril 1971 tendant à rétablir le droit au sursis d'études ; ses arguments en faveur de l'adoption ; position de M. Fanton, secrétaire d'Etat aux armées ; rejet de cet amendement par la majorité ; rejet du projet de loi par le groupe communiste et deux non-inscrits ; reconnaissance par le Gouvernement des insuffisances de la loi Debré ; étape vers le rétablissement des sursis d'études ; conditions d'acceptation du report supplémentaire d'une année scolaire ; établissement de la liste des cycles d'enseignement ; conséquence du texte du Gouvernement ; ségrégation sociale pour les jeunes de condition modeste ; (p. 2048) : ses critiques à l'encontre des mesures d'amélioration des bourses ; rigidité du système ; difficultés pour les jeunes qui échouent à leur examen la dernière année de leur report d'incorporation ; conditions d'octroi des dispenses du service national ; nécessité du rétablissement des sursis ; réponse à une exigence d'égalité et de justice sociale ; action pour le rétablissement complet du droit au sursis d'études; (p. 2054) : sa réponse à M. Brocard ; texte de la proposition de loi de M. Joanne concernant les sursis ; maintien du service militaire demandé par les communistes et les socialistes. **Discussion des articles** [13 juin 1973]. **Avant l'Article premier** (p. 2075) : son amendement tendant à

la définition des fonctions de l'armée ; sa demande de scrutin public ; (p. 2076) : son amendement : service actif légal de six mois ; missions de l'armée. **Article premier** (p. 2078) : son amendement tendant à préciser que tous les jeunes gens qui ne demandent rien seront appelés à l'âge de dix-neuf ans ; répond aux arguments du Gouvernement ; son amendement fixant l'âge d'appel à dix-huit ans et supprimant la possibilité d'opposition des père et mère ; (p. 2079) : son amendement tendant au rétablissement du droit au sursis d'études ; suppression du service et ségrégation sociale ; sa demande de scrutin public ; (p. 2080) : vote de son groupe contre l'article premier modifié par l'amendement du Gouvernement. **Article 2** (p. 2081) : son amendement tendant à éviter les interruptions d'études ; report supplémentaire d'incorporation dans la limite de deux années scolaires ou universitaires au lieu d'une ; cas de deux élèves de l'école d'Arcueil professeurs d'éducation physique ; (p. 2083) : après son retrait, reprend avec M. Aumont l'amendement de M. Chinaud : automaticité dans l'octroi du report d'incorporation ; répond aux arguments du Gouvernement. **Après l'Article 5** (p. 2103) : défend son amendement de suppression des dispositions de l'article L 14 du code du service national.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° **646**).

Deuxième partie :

Agriculture et développement rural. — FORMA, BAPSA [7 novembre 1973] (p. 5271) : actions menées par les producteurs ; manifestation des producteurs de fruits et légumes du 12 octobre 1973 à Carpentras ; perte du pouvoir d'achat ; poursuite d'importations en provenance de la CEE mais aussi d'Espagne et d'outre-mer ; difficultés des planteurs de tabac et insuffisance de l'augmentation du prix décidée à Bruxelles ; leur demande de convention pluriannuelle de culture et de prix avec le SEITA ; (p. 5272) : insuffisance du prix du lait à la production, diminution du prix du gruyère et manifestations de Briançon et de Chaumont ; importations massives de fromages de Bavière et de Suisse et manœuvres des grandes sociétés laitières aux mains du grand capital ; mécontentement des producteurs de viande bovine ; clause de pénurie appliquée à la demande du Gouvernement français ; ses observations sur les compromis de Bruxelles ; politique agricole voulue par les monopoles capitalistes ; sa référence aux propos de M. Arthur Ramette à la tribune le 14 novembre 1972 ; importations de viande bovine et réduction de la demande ; situation de l'ONIBEV ; intervention de la SIBEV ; mesures de sauvegarde prévues ; la « journée des barrages », clause de sauvegarde pour la viande de porc ; gros intermédiaires dominant les marchés ; nécessité d'une autre politique agricole ; rappelle les treize propositions de loi déposées par son groupe ; (p. 5273) : programme commun des partis de gauche ; sa référence à la mise au point du ministre de l'agriculture sur le prix de la viande en RFA ; sa référence à une circulaire d'information de la confédération générale de l'élevage au sujet des avantages que se sont accordés les Allemands en ce qui concerne les prix de la viande ; [7 novembre 1973] (p. 5344) : intervient pour un fait personnel ; accusations portées à son endroit par le ministre de l'agriculture ; demande de la France d'appliquer la clause de pénurie à la viande de porc ; sa référence à un bulletin d'Agra-France du 7 juillet 1973 ; information non démentie par le ministre de l'agriculture.

Dépenses militaires (Articles 20 et 21). Budgets annexes du Service des essences et du Service des poudres et Article 46 [8 novembre 1973] (p. 5413) : insuffisance du temps de parole des députés dans le débat ; propos du ministre sur les conséquences du service militaire de six mois et changement que l'application du programme commun de la gauche provoquerait dans le pays ; crise des institutions militaires ; insuffisance du nombre des engagés et attitude de la nation devant l'armée; modalités d'attribution d'avantages matériels aux engagés et soldats de carrière ; retraites militaires ; déni de justice que constitue le refus de rembourser le 1 % de trop perçu sur les cotisations des retraités à la caisse militaire de sécurité sociale ; prêt des soldats du contingent ; les appelés, force d'appoint des soldats de métier ; ses observations sur la conception qu'a le ministre de l'armée « dernier recours de notre société libérale » ; (p. 5414) : mission exclusive de défense nationale de l'armée, fichage des militants de l'opposition démocratique « adversaire intérieur » ; thèmes de manœuvre de la défense opérationnelle du territoire ; exercice « Hainaut 71 » ; coupure entre la nation et l'armée ; répercussions négatives du choix de l'armement nucléaire ; course aux armements nucléaires ; coût de cet armement ; sa non-crédibilité ; sa référence au général Ailleret (« défense tous azimuts ») ; force de frappe européenne et intégration à l'OTAN ; nécessité d'une politique extérieure de défense ; dissolution des blocs militaires ; sécurité collective et désarmement général ; programme commun de Gouvernement de la gauche ; (p. 5415) : sa réponse au ministre des armées sur l'adversaire intérieur ; proposition de M. Ballanger tendant à la création d'une commission d'enquête.

— **Projet de loi relatif à l'indemnité viagère de départ et à l'aménagement du régime des cumuls** (n° 275). **Deuxième lecture. Discussion générale** [12 décembre 1973] (p. 6876) : injustices de l'IVD; proposition de loi de son groupe (n° 548 du 15 novembre 1968) ; travaux de la commission spéciale ; ses observations sur la portée du projet de loi, sur les conditions d'attribution de l'IVD et sur la suppression de l'indemnité complémentaire de restructuration; politique d'accélération de la concentration agraire ; propositions du programme commun de la gauche ; ses questions au ministre de l'agriculture dans la perspective des décrets d'application ; défauts du projet de loi ; (p. 6877) : son sous-amendement déclaré irrecevable : indexation de l'IVD sur l'évolution du SMIC et unification du taux de l'IVD ; surtaxe sur les importations d'alcool ; indique que son groupe ne votera pas le projet. **Discussion des articles : Article 1 B** (p. 6892) : abstention de son groupe sur le sous-amendement de M. Piot rectifié ; affectation des terres rendues disponibles.

1974

— **Projet de loi relatif au remboursement de la TVA aux exploitants agricoles** (n° **1172**). **Discussion générale** [3 octobre 1974] (p. 4744) : marasme du marché de la viande bovine et porcine ; l'absurdité des importations ; augmenter les moyens de l'ONIBEV.

— **Projet de loi relatif aux économies d'énergie** (n° **1178**). **Discussion générale** [4 octobre 1974] (p. 4825) : sort du bassin houiller de la vallée de l'Aumance.

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° **1180**).

Deuxième partie :

Dépenses militaires, budgets annexes du service des essences et du service des poudres [12 novembre 1974] (p. 6182) : des mesures catégorielles ; les retraités ; la défense de la société capitaliste ; (p. 6183) : l'Euronad ; la déclaration d'Ottawa ; la coopération avec l'Espagne franquiste ; les armes nucléaires tactiques ; le désarmement ; les industries d'armement ; (p. 6184) : la conscription ; le service de six mois ; la liberté d'expression ; le scandale Stehlin ; l'OTAN ; (p. 6196) : les manœuvres communes avec l'Espagne ; (p. 6197) : les carburants ; les vols d'entraînement ; la coopération avec le Parlement ; le transport des appelés et le taux du prêt ; le médiateur militaire ; le conseil supérieur de la fonction militaire ; le conseil permanent du service national ; la formation civique des appelés ; l'information sur l'armée ; la gendarmerie ; les gendarmes de Saint-Pierre-et-Miquelon ; les mesures catégorielles ; (p. 6198) : les pensions ; les statuts ; le logement des gardes républicains de Paris ; le service de santé ; les accidents ; le devoir de réserve ; le volontariat dans la marine. **Examen des crédits. Article 25** (p. 6199) : défend l'amendement n° 136 de M. Paul Laurent relatif à l'arrêt de fabrication d'armes nucléaires et au désarmement ; les résistants communistes en 1940 ; rejeté par scrutin public. **Avant l'Article 50** (p. 6210) : regrette que l'amendement n° 83 demandant au Gouvernement un plan d'ensemble de réorganisation des armées soit retiré ; son amendement n° 130 demandant au Conseil supérieur de la fonction militaire un rapport sur la situation indiciaire des militaires, devenu sous-amendement à l'amendement n° 138 ; rejeté ; (p. 6211) : se rallie à l'amendement n° 138 de la commission de la défense nationale pour ce qui concerne le premier alinéa de son amendement n° 130 ; rejeté.

1975

— **Projet de loi portant modification du statut du fermage** (n° **1171**). **Première lecture. Discussion des articles** [10 avril 1975]. **Article 7** (p. 1499) : son amendement n° 55 : faire en sorte que la quantité de denrées servant de base au prix du fermage ne dépasse 10 % de la production moyenne par hectare pour la région considérée ; (p. 1500) : constituer un garde-fou compte tenu de la suppression de la référence 1939 ; (p. 1503) : son amendement n° 57 : permettre de saisir le tribunal paritaire lorsque le prix du fermage est supérieur ou inférieur à 10 % de la valeur locative maximale de la catégorie du bien ; devenu sans objet par l'adoption des amendements n° 10 de M. Julia et n° 30 de M. Bizet. **Explications de vote** : les quelques aspects positifs du projet ; ses aspects négatifs ; l'abstention du groupe communiste. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [17 juin 1975]. **Article 7** (p. 4269) : son amendement n° 4 : supprimer les mots « ou encore lorsque le bailleur a supporté définitivement l'indemnité due au preneur sortant »; repoussé; (p. 4270) : son amendement n° 7 : faire du non-dépassement du prix maximum une règle générale ; repoussé ; son amendement n° 8 : supprimer les mots « s'il ne préfère renoncer à la location » ; repoussé. **Article 13** *bis* (p. 4273) : son amendement n° 10 : supprimer l'article 13 *bis* ; ne pas laisser le preneur soumis à l'aléa d'avoir à quitter les lieux sans préavis ; repoussé. **Explications de vote** (p. 4280) : la volonté politique d'obtenir une hausse générale du prix des fermages que révèle l'article 21 ; les minces avantages qu'apporte le projet aux preneurs ; l'abstention du groupe communiste.

— **Rappel au règlement** [15 avril 1975] (p. 1653) : proteste contre la position du président Edgar Faure au sujet de la commémoration de la victoire du 8 mai 1945 ; importance de cette victoire.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant statut général des militaires (n° 1907). Discussion générale** [17 octobre 1975] (p. 7085) : proteste contre les conditions scandaleuses dans lesquelles s'engage la discussion du projet ; le cadre vide que constitue celui-ci ; la remise en cause du statut voté en 1972, conséquence du malaise des cadres de l'armée; l'inquiétude des cadres qui demandent une nouvelle définition de leurs missions ; la nécessaire démocratisation de l'armée ; donner aux cadres des conditions de travail meilleures, notamment en ce qui concerne l'instruction des recrues ; (p. 7086) : un projet qui s'en tient à l'amélioration des soldes ; le simulacre de consultation auquel le projet a donné lieu ; le caractère plus incertain des carrières compte tenu de la sélection plus sévère instituée par le projet ; la possibilité de discrimination politique ; un projet qui ne profite en rien aux retraités ; le texte du Gouvernement, conséquence de la crise de la société ; une seule solution : opérer un profond changement politique ; (p. 7091) : en réponse au ministre, précise qu'il n'a pas demandé l'introduction des partis politiques à l'intérieur de l'armée, mais la liberté pour les militaires d'adhérer à un parti politique. **Discussion des articles. Article premier** (p. 7094) : son amendement n° 56 : réserver à la loi la fixation des garanties fondamentales en ce qui concerne les statuts particuliers des militaires de carrière ; adopté ; (p. 7099) : son amendement n° 57 : préciser que la notation des militaires ne devra en rien être influencée par les opinions ou croyances des intéressés ; repoussé ; son amendement n° 58 : compléter l'article 26 de la loi du 13 juillet 1972 par les mots « ce dossier individuel est le seul autorisé » ; interdire la tenue des dossiers secrets sur les personnels militaires ; évoque les dossiers de la sécurité militaire ; repoussé ; (p. 7100) : son amendement n° 60 : donner à tout officier subissant un barrage dans son avancement la possibilité de faire appel de la décision prise ; repoussé ; (p. 7107) : son amendement n° 61 : possibilité pour tout sous-officier ayant subi un barrage dans son avancement de faire appel ; repoussé. **Seconde délibération : Article premier** (p. 7113) : refuse de se rallier à la position de la commission de la défense nationale. **Explications de vote** (p. 7114, 7115) : les inconvénients du projet de loi ; le vote hostile du groupe communiste.

— **Projet de loi de finances pour 1976 (n° 1880).**

Deuxième partie :

Crédits militaires. — Budget annexe du service des essences. Discussion des articles [30 octobre 1975]. **Article 30** (p. 7643, 7644): ses observations sur les activités du SDECE.

Anciens combattants [31 octobre 1975] (p. 7700) : ses observations sur les propos tenus par le secrétaire d'Etat. **Discussion des articles. Etat B - Titre IV** (p. 7709) : l'absence de toute mesure dans le budget ; s'indigne du refus apporté à certains résistants quant à la reconnaissance de leur qualité ; reproche au secrétaire d'Etat de n'être pas intervenu dans l'affaire Touvier ; considère qu'en annulant la célébration du 8 mai le Gouvernement fait une concession aux Allemands nostalgiques du nazisme ; (p. 7710) : refuse de faire des excuses sur les propos tenus à l'égard du Gouvernement.

Agriculture. — FORMA, BAPSA [5 novembre 1975] (p. 7911) : juge insuffisants les moyens mis à la disposition de l'enseignement agricole ; affirme qu'en isolant l'enseignement agricole du ministère de l'éducation, on le soumet aux exigences du patronat.

— **Projet de loi relatif aux contrôleurs généraux des armées en mission extraordinaire (n° 1732). Discussion générale** [17 décembre 1975] (p. 9948) : reproche au Gouvernement de saisir le Parlement d'un simple texte de circonstance limité à quatre cas ; se demande quelles pourraient être les missions extraordinaires confiées aux contrôleurs généraux concernés.

— **Proposition de loi relative à la prolongation pour certains volontaires de la durée du service militaire dans la marine (n° 1544). Discussion générale** [17 décembre 1975] (p. 9951) : déclare que le groupe communiste n'accepterait pas l'extension de la proposition aux autres armes.

1976

— **Projet de loi portant approbation de la programmation militaire pour les années 1977-1982 (n° 2268). Discussion générale** [20 mai 1976] (p. 3297) : le projet de loi : une manœuvre de politique intérieure ; le caractère insolite du texte qui n'est qu'une loi d'intention ; « le flou sur l'emploi des crédits » qui ne permet pas d'apprécier l'impact de la programmation militaire sur l'économie nationale ; (p. 3298) : le parti pris délibéré d'éviter toute programmation précise ; le possible abandon des orientations antérieures et la décision de réintégrer l'OTAN ; les déclarations de M. Leber, ministre allemand de la défense ; le ralliement de la France à l'Eurogroupe, rebaptisé « groupe de programme européen » ; l'absence

de précision quant au paiement résultant de l'augmentation du budget militaire ; le marasme dans lequel se trouve l'armée conventionnelle et l'effondrement du budget consacré aux forces nucléaires stratégiques ; les réductions des plans de charge des arsenaux ; la nécessaire nationalisation des industries d'armement ; (p. 3209) : l'absence de toute initiative gouvernementale en faveur de la détente ; sa condamnation des négociations de Vienne ; la préconisation du roll-back du socialisme par les pays atlantiques ; les revendications territoriales de l'Allemagne ; la persistance du rêve d'une grande Allemagne ; le souhait par le Gouvernement d'une défense européenne ; la démission nationale que constitue l'intégration de la France dans un cadre atlantique ; l'alignement de notre pays sur la conception stratégique et tactique de ses partenaires ; la dépendance de la force de frappe à l'égard du système électronique « Nadge » ; le contrôle américain qui s'exerce dans les secteurs de pointe tels que le nucléaire et l'électronique ; le silence « scandaleux » du Président de la République lors des déclarations du général Haig, de M. Kissinger et du Président Ford ; (p. 3300) : la confusion volontairement faite entre liberté des citoyens et liberté de domination des monopoles ; la théorie de la guerre préventive qu'a faite sienne le Gouvernement ; la menace de cette politique en cas d'instauration du socialisme dans un pays ; le nouveau pas fait vers l'armée de métier par le biais d'une réduction du nombre des appelés dans l'armée de terre ; la politique globale d'indépendance militaire, économique et politique que constituerait une véritable politique de défense nationale ; faire face à toute agression éventuelle et pas seulement à une prétendue menace venant de l'est. **Explications de vote** [25 mai 1976] (p. 3463) : le vote négatif du groupe communiste.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1976** (n° **2523**). **Discussion des articles** [14 octobre 1976]. **Avant l'Article premier** (p. 6617) : son amendement n° 36 soutenu par M. Rigout.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**).

Deuxième partie :

Crédits militaires. — Budget annexe du service des essences [8 novembre 1976] (p. 7737) : la crise générale de la société capitaliste ; les besoins du peuple et l'esprit de défense ; une autosatisfaction bruyante ; le retard pris dès la première année dans la loi de programmation ; les carburants ; l'insuffisance des dotations en munitions et de la rénovation des casernements ; le malaise des cadres et des soldats du contingent ; la solde ; le prêt ; le coût des armements ; les dettes ; un trou de trésorerie ; (p. 7738) : le ministre des finances, instance véritable des choix et des décisions en matière de défense ; le rapport Meyer ; la France, les Etats-Unis, la RFA ; l'armée et la société bourgeoise ; l'armée de métier ; l'armée permanente opérationnelle ; la politique actuelle d'austérité ; les gabegies ; Dassault ; la SNIAS ; le coût des Mirage 2000 ; les charges de la course aux armements ; la théorie du sanctuaire élargi ; (p. 7739) : les officiers généraux allemands ; les initiatives en faveur de la détente, de la sécurité collective et du désarmement général ; l'abandon de la stratégie tous azimuts ; l'armée, un instrument de la politique intérieure ; les avantages néocolonialistes ; le refus du parti communiste de voter les crédits de ce budget. **Examen des crédits. Crédits militaires. Article 28** (p. 7763) : les autorisations de programme et le pouvoir réglementaire ; (p. 7764) : le prêt du soldat ; la loi de programmation ; l'échéancier.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1976** (n° **2630**). **Discussion générale** [9 décembre 1976] (p. 9144, 9145) : la conférence annuelle ; la suite des subventions directes et la progression des prêts bonifiés ; les éleveurs ; les montagnes de beurre ; les flots de lait. **Discussion des articles** [9 décembre 1976]. **Article 8** (p. 9180) : les crédits de paiement ouverts au ministre de la défense ; les déficits ; moins d'un cinquième des sommes affectées aux dépenses d'équipement.

1977

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° **3120**).

Première partie :

Discussion des articles [18 octobre 1977]. **Article 28** (p. 6251) : le déficit de la balance commerciale en produits à base de bois ; le blocage des investissements forestiers en raison du faible coût des bois importés ; l'exploitation de moins de 50 % du potentiel forestier national ; le sacrifice de la recherche dans ce secteur ; la possibilité d'une autre politique de la forêt ; les caractéristiques d'une véritable politique de la forêt ; (p. 6252) : les moyens de cette politique ; la nationalisation de Saint-Gobain-Pont-à-Mousson ; soutient l'amendement n° 67 de M. Pranchère : plafonnement de l'application de la majoration du taux de la taxe du fonds forestier national et annulation des suspensions de perception de la taxe sur les bois importés ; repoussé.

Deuxième partie :

Crédits militaires. — Budget annexe du service des essences [9 novembre 1977] (p. 7242) : le droit de contrôle du Parlement ; ses sources de renseignements ; la nécessité de créer des organismes de concertation et de participation au sein de l'armée ; l'état de dégradation dans lequel se trouvent les forces militaires conventionnelles ; le retard pris dans l'application de la loi de programme ; le caractère illusoire de la programmation de mai 1976 ; le schéma d'orientation de la marine nationale ; l'intégration dans l'OTAN ; la stratégie de l'avant ; la construction du sixième SNLE ; le coût de l'intervention au Zaïre ; l'éventuelle intervention militaire dans le Sahara espagnol ; le soutien à l'exploitation du minerai de fer en Mauritanie ; (p. 7243) : le néo-colonialisme ; la nationalisation des industries privées travaillant pour l'armement. **Examen des crédits. Article 37** (p. 7275) : la signification du vote hostile du groupe communiste sur les articles 37 et 38. **Après l'Article 38** (p. 7280) : l'attitude du ministre vis-à-vis du Parlement ; la soumission à l'Assemblée de l'échéancier de la réalisation des programmes ; le droit de contrôle du Parlement.

Crédits et articles réservés [18 novembre 1977]. **Article 38 et après l'Article 38** (p. 7770) : les inquiétudes que suscitent les prévisions relatives aux constructions d'armements par les arsenaux et établissements de l'Etat ; la diminution de la masse salariale des travailleurs des arsenaux ; le démantèlement des établissements de l'Etat au profit des sociétés privées ; la participation de la France au groupe de standardisation des matériels militaires européens ; le glissement de la politique de défense vers l'intégration dans les forces militaires européennes et atlantiques ; le vote hostile du groupe communiste sur l'article 38.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1977** (n° 3205). **Discussion générale** [1er décembre 1977] (p. 8111) : la baisse du revenu des petits et moyens exploitants agricoles : la hausse accélérée des charges des agriculteurs ; le maintien d'une politique de bas prix à la production ; le fonctionnement de l'Europe verte; le système des parités vertes; le poids des montants compensatoires monétaires qui pèse sur les exportations agricoles françaises ; les propositions communistes.

VIN (Henri)

Député des Ardennes
(3e circonscription)
(RPR).

En remplacement de M. Jacques Sourdille, nommé membre du Gouvernement.

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [3 mai 1977] (p. 2387).

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [3 mai 1977] (p. 2388).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [4 mai 1977] (p. 2460).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures en faveur de l'emploi [21 juin 1977] (p. 4020).

VITTER (Pierre)

Député de la Haute-Saône
(1re circonscription)
(RI, puis R).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 736).

S'inscrit au groupe des républicains indépendants [2 avril 1973] (p. 745).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [5 avril 1973] (p. 755), [2 avril 1974] (p. 1454).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Représentant titulaire de l'Assemblée nationale consultative du conseil de l'Europe [13 juin 1973] (p. 2072).

VIVIEN (Alain)

Député de la Seine-et-Marne
(1re circonscription)
(PSRG).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 736).

S'inscrit au groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche [2 avril 1973] (p. 745).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [5 avril 1973] (p. 755), [2 avril 1974] (p. 1453), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre de la commission de contrôle et de gestion financière de l'ORTF [18 décembre 1973] (p. 7163).

DÉPOTS

— **Avis,** présenté au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de **loi de finances pour 1974** (n° 646). — **Tome II : Relations culturelles et coopération technique (crédits du ministère des affaires étrangères)** (n° **683**) [10 octobre 1973].

— **Avis,** présenté au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de **loi de finances pour 1975** (n° 1180). — **Tome II : Relations culturelles et coopération technique (crédits du ministère des affaires étrangères)** (n° **1232**) [11 octobre 1974].

— **Proposition de résolution** tendant à instituer une **commission d'enquête parlementaire** sur la **situation politique, économique et sociale des départements d'outre-mer** (n° **1489**) [2 avril 1975].

— **Proposition de résolution** tendant à instituer une **commission d'enquête parlementaire** sur la **situation politique, économique et sociale des territoires d'outre-mer** (n° **1490**) [2 avril 1975].

— **Proposition de loi** relative à l'information des membres des **conseils municipaux** (n° **1657**) [20 mai 1975].

— **Proposition de loi** tendant à promouvoir un statut démocratique des villes nouvelles et à abroger **la loi n° 70-610** du 10 juillet 1970 relative à la création d'**agglomérations nouvelles** (n° **1859**) [30 juin 1975].

— **Avis,** présenté au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de **loi de finances pour 1976** (n° 1880). — **Tome II : Relations culturelles et coopération technique (crédits du ministère des affaires étrangères)** (n° **1918**) [10 octobre 1975].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 2151), autorisant la ratification de la **convention d'extradition** entre la **République française** et la **République d'Autriche,** signée à Paris le 9 juillet 1975 (n° **2213**) [22 avril 1976].

QUESTIONS

• *question d'actualité :*

— **Personnel de la mission d'aménagement de Melun-Sénart** [29 juin 1973] (p. 2708, 2709) : réexamen du dossier de Melun-Sénart en collaboration avec les conseils municipaux et les conseils généraux.

• *questions au Gouvernement :*

— **Production de sucre dans les DOM** [30 octobre 1974] (p. 5624).

— **Activité du cabinet Planté** (gestion immobilière) [4 décembre 1974] (p. 7374).

— **Modification des couloirs aériens de Melun-Villaroche** [30 avril 1975] (p. 2276).

— **Incidents dans le territoire français des Afars et des Issas** [28 mai 1975] (p. 3291) : conditions de l'élection de M. Ali-Aref.

• *question orale sans débat :*

— (n° 20219) : **Evolution des institutions dans le territoire français des Afars et des Issas** [4 juin 1975] (p. 3668, 3669) : les prérogatives parlementaires ; la convention passée avec le président du conseil du Gouvernement du territoire des Afars et des Issas, relative aux pouvoirs de la police, qui est contraire aux dispositions de la loi du 3 juillet 1967 ; compétence en matière de constitution des listes électorales et de distribution des cartes électorales.

• *questions au Gouvernement :*

— **Réduction de personnel à la RATP** [30 juin 1976] (p. 4953, 4954) : mécontentement du personnel de la RATP victime de réduction d'effectifs ; l'insécurité en résultant dans le métro.

— **Financement des autoroutes urbaines d'Ile-de-France** [15 décembre 1976] (p. 9413) : demande au ministre de démentir les bruits relatifs à une supertaxe sur l'essence vendue dans cette région ; participation accrue des collectivités locales.

— **Engagements d'ITT envers la firme Claude** [20 avril 1977] (p. 1955) : nécessité de préserver l'emploi et l'activité de l'usine Claude de Gretz-Armainvilliers.

• *question orale sans débat :*

— (n° 39197) : **Prolifération des sectes** [24 juin 1977] (p. 4222, 4223, 4224) : nécessité de mener des enquêtes à ce sujet et de prendre des sanctions contre les sectes qui violent notre législation ; assurer la liberté de conscience et réprimer les pratiques frauduleuses.

INTERVENTIONS

1973

— **Déclaration du ministre des anciens combattants et victimes de guerre sur la situation du monde combattant** (n° **281**) [10 mai 1973] (p. 1154) : évoque la question de la reconnaissance officielle des anciens combattants d'Algérie ; le refus du Gouvernement de donner au conflit le caractère d'une guerre véritable ; le refus d'en tirer les conséquences ; rappelle le souvenir des combats d'Algérie ; les déclarations de M. Alain Peyrefitte pendant la campagne électorale ; souligne la volonté des anciens d'Algérie d'être traités comme des combattants authentiques, le recul du Gouvernement sur des points non négligeables ; évoque la question des critères à retenir pour l'attribution de la carte ; analyse les intentions du Gouvernement vis-à-vis du monde combattant, ses intentions à l'égard des anciens d'Algérie.

— **Déclaration du Gouvernement sur les orientations de la politique urbaine** (n° **354**) [18 mai 1973] (p. 1414) : villes nouvelles ; estime que cet aménagement urbain ne peut se concevoir que globalement ; répercussions de l'échec d'un secteur unique de l'urbanisation sur les autres secteurs ; réussites étrangères : Thamesmade en Angleterre, Tapiola en Finlande ; (p. 1415) : retard de notre pays en matière d'urbanisme global ; problème d'une voie française pour les villes nouvelles ; plan d'ensemble de la région parisienne ; accélération de la densification de la région parisienne ; absence de mesures législatives bloquant l'urbanisation de la périphérie ; initiative d'un promoteur privé dans la commune de Villeneuve ; nouveau pouvoir politique constitué par certains promoteurs mais sans responsabilité élective devant l'opinion publique ; ses observations sur la loi Boscher, sur la consultation des collectivités locales concernées, sur la proximité excessive des villes nouvelles par rapport à Paris et sur le comportement des missions d'aménagement ; exemple de Melun-Sénart, œuvre bureaucratique des missions ; cas de l'orientation vers Melun du secteur de Rougeau ; ses réserves sur la composition des établissements publics d'aménagement ; privilèges accordés aux représentants de l'administration ; limitation au pouvoir de décision des collectivités locales concernées; (p. 1416) : ralentissement des programmes de logement dans la ville nouvelle de Melun-Sénart ; spéculation foncière ; opportunité de réviser globalement les conditions de réalisation des villes nouvelles.

— **Déclaration du ministre des affaires étrangères sur la politique étrangère de la France** (n° **501**) [19 juin 1973] (p. 2283) : sa dénonciation du système présidentiel en vigueur et de ses conséquences sur l'exercice du contrôle parlementaire ; détournement de pouvoir exercé par certains hauts fonctionnaires sous le couvert du chef de l'Etat ; ses critiques à l'encontre de la pratique du domaine réservé ; conséquences de la personnalisation des rencontres internationales ; fonctionnement de la commission des affaires étrangères ; possibilité d'une autre politique étrangère ; évolution du comportement de la France depuis la disparition du précédent Président de la République ; l'indépendance économique condition de l'indépendance nationale ; double aspect de dépendance de la position de la France ; dépendance par rapport à ses partenaires de l'Europe occidentale ; balkanisation de fait de l'Europe ; aliénation sans contrepartie par la France d'une part de son autonomie ; dépendance individuelle des Etats de l'Europe par rapport aux Etats-Unis ; accroissement des investissements de capitaux américains ; accentuation du « brain-drain » dans les pays anglo-saxons au bénéfice de l'économie américaine ; contrôle de sociétés nationales par les capitaux américains en RFA et en France ; mise en tutelle de l'Etat monopoliste lui-même par le capitalisme américain ; incapacité d'opposer un front monétaire européen devant l'offensive du dollar ; guerre commerciale engagée par les Etats-Unis ; (p. 2284) : Nixon round : son analyse de l'atlantisme ; non-résistance du régime capitaliste français à l'impérialisme du régime capitaliste américain ; son interrogation sur le sens des entretiens Pompidou-Nixon ; leadership militaire américain et force de frappe française ; dépendance économique et militaire à l'égard des Etats-Unis et ses conséquences sur le rôle du Gouvernement français dans la défense de la paix et l'élaboration d'une sécurité collective ; politique du Gouvernement à l'égard des quatre Etats de l'Indochine ; son absence d'initiative au Proche-Orient ; ses relations avec l'Afrique du Sud, avec le Portugal, avec la Grèce et avec la dictature franquiste ; incohérence de notre politique étrangère ; dépendance de la diplomatie française à l'égard de celle des Etats-Unis ; extension des firmes françaises sur les marchés nouveaux et ses limites ; son inquiétude sur l'état des échanges avec les pays de l'Est européen et l'URSS ; mauvaise défense des intérêts nationaux ; position de la gauche à l'égard de l'Europe ; démocratie sociale et indépendance économique ; développement des relations avec les nations de l'Est européen ; volonté de la gauche unie d'agir pour libérer la CEE du poids des milieux d'affaires européens et d'outre-Atlantique ; politique globale du Marché commun et programme social et économique proposé par la gauche aux travailleurs

français ; démocratisation du comité économique et social ; contrôle de l'Assemblée européenne ; protection des droits des travailleurs immigrés ; coopération politique en matière d'affaires étrangères ; désengagement des deux blocs militaires ; suppression de la course aux armements nucléaires ; (p. 2285) : nécessité de la négociation à tous les niveaux ; initiatives à prendre par le Gouvernement français ; politique à l'égard des trois Etats fascistes d'Europe ; relations avec la Chine populaire ; politique à l'égard des Etats africains d'expression française ; efforts du Gouvernement en faveur d'une politique de formation ; action menée par les services de M. Foccart ; sa dénonciation de leur irresponsabilité devant le contrôle parlementaire ; information de l'opinion publique sur les problèmes de politique étrangère.

— **Rappel au règlement** [10 octobre 1973] (p. 4234) : non-participation de l'Assemblée nationale aux travaux de la commission chargée d'examiner le problème de la reconnaissance de la qualité de combattant aux militaires ayant participé aux opérations d'Afrique du Nord ; regrette que la discussion du projet de loi sur ce sujet soit prévue après le vote du budget des anciens combattants et les manœuvres visant à retarder l'adoption du projet.

— **Rappel au règlement** [31 octobre 1973] (p. 5127) : conditions d'application des dispositions de l'article 164 de l'ordonnance du 30 décembre 1958 et des articles 87, 117 et 146 du règlement ; contrôle sur place et sur pièces et droit des rapporteurs à se faire communiquer tous documents de service ; (p. 5128) : compétence des commissions permanentes en matière de loi de finances ; ses arguments à l'encontre de l'interprétation selon laquelle les pouvoirs de contrôle budgétaire seraient détenus par les seuls rapporteurs de la commission des finances ; sa référence aux travaux préparatoires du règlement ; son désaccord avec l'interprétation donnée par la présidence ; demande que le bureau de l'Assemblée se réunisse sur-le-champ pour dire quelle est la bonne interprétation des textes ; demande à être entendu par le bureau avec les autres rapporteurs pour avis et les rapporteurs de la commission des finances ; esprit dans lequel les rapporteurs pour avis entendent remplir leur mission ; sur la suggestion du président, retire sa demande de réunion immédiate du bureau ; souhaite toutefois que la réunion du bureau ait lieu dans les plus brefs délais.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° **646**).

Deuxième partie :

Affaires étrangères, rapporteur pour avis [12 novembre 1973] (p. 5562) : ses observations sur les conditions de transmission des réponses du ministère aux questions posées par la commission des affaires étrangères, absence de réponse sur l'ORTF ; différence entre son rapport et son exposé oral ; (p. 5563) : répartition géographique de notre effort ; part attribuée à l'Afrique du Nord ; frein très sérieux à la définition des nouvelles priorités ; crédits consacrés à l'Asie, Océanie et à l'Europe de l'Est ; situation en Amérique du Nord et en Afrique non francophone ; nécessité d'un rééquilibrage de nos interventions ; nouvelle orientation en matière d'aide au développement pour l'enseignement ; situation de notre coopération au Maroc ; apports français en Indochine et dans les Etats du Proche-Orient ; divergence entre ses réflexions et l'opinion de la majorité des membres de la commission sur certains points ; ses réserves sur l'étendue de certaines interventions en matière de francophonie ; action au Québec, en Louisiane et à Haïti ; aide au développement de l'Indochine centrée trop exclusivement sur l'enseignement du français ; position de la commission des affaires étrangères fondée sur une aide privilégiée au développement des pays francophones ; divergence quant à la nature de l'avis à émettre, sur le projet de budget ; sa proposition rejetée par la majorité de la commission d'émettre un avis défavorable ; manifestation d'une volonté de voir définir certaines orientations nouvelles pour notre politique de relations culturelles.

— **Projet de loi donnant vocation à la qualité de combattant aux personnes ayant participé aux opérations effectuées en Afrique du Nord, entre le 1er janvier 1952 et le 2 juillet 1962** (n° **723**). **Discussion générale** [11 décembre 1973] (p. 6835) : proposition de loi, adoptée par le Sénat, et avis du Conseil constitutionnel ; déclarations du ministre des anciens combattants ; (p. 6836) : regrette le retard apporté au dépôt du projet ; ses arguments en faveur de la suppression de l'article 4, article premier et carte blanche donnée au Gouvernement ; amendement de son groupe.

— **Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête sur les écoutes téléphoniques** (n° **721**). **Discussion générale** [14 décembre 1973] (p. 7054) : sa demande d'explications à M. Comiti sur ses propos concernant M. Frêche.

1974

— **Projet de loi relatif à la consultation des Comores** (n° **1187**). **Discussion générale** [17 octobre 1974] (p. 5172) : évoque les tractations relatives aux Comores qui ont précédé le deuxième tour des élections présidentielles de 1974 ; l'évolution de la situation dans

l'océan Indien ; le séparatisme mahorais ; les socialistes affirment le droit à l'autodétermination des territoires d'outre-mer et refusent la balkanisation ; (p. 5176) : évoque l'attitude de M. Poher président de la République par intérim en ce qui concerne la proclamation des résultats électoraux des Comores. **Deuxième lecture** [12 novembre 1974]. **Article premier** (p. 6215) : son amendement n° 7 : retour à l'article premier voté en permière lecture ; repoussé.

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° **1180**).

Deuxième partie :

Affaires étrangères, rapporteur pour avis [6 novembre 1974] (p. 5951) : la politique de relations culturelles ne sera pas réorientée ; l'incertitude qui pèse sur les émissions de radio à destination de l'étranger ; (p. 5952) : l'attachement de la commission des affaires étrangères à la francophonie.

Départements d'outre-mer [12 novembre 1974] (p. 6228) : ce budget reflète l'incertitude quant au destin des DOM ; la déconcentration ne cache-t-elle pas une volonté de « largage » ; l'application de la loi de 1946 conduit à la récession ; la fraude électorale ; (p. 6229) : les DOM doivent pouvoir s'autodéterminer.

Territoires d'outre-mer [13 novembre 1974] (p. 6287) : les TOM demeurent une chasse gardée de l'exécutif ; la personnalité de chaque territoire doit être respectée ; demande des éclaircissements sur « les services du Trésor » en Nouvelle-Calédonie.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1974** (n° **1340**). **Discussion des articles** [10 décembre 1974]. **Article 13** (p. 7608) : son amendement n° 30 : majoration de pension aux fonctionnaires ayant élevé des enfants reconnus par un seul de leurs parents ; adopté. **Affaires étrangères (coopération)** (p. 7617) : son amendement n° 9 réduisant les crédits de coopération technique militaire et les transférant sur l'assistance aux réfugiés étrangers ; l'aide aux réfugiés chiliens ; rejeté. **Territoires d'outre-mer** (p. 7620) : son amendement n° 33 supprimant la subvention à la société Le Nickel ; rejeté. **Article 21** (p. 7622) : son amendement n° 36 : réduction des crédits non justifiés destinés au fonds d'aide et de coopération ; rejeté ; son amendement n° 35 : réduction des crédits de rénovation des Halles ; la décision du Président de la République ; (p. 7623) : l'absence de consultation du préfet et du conseil de Paris ; les charges de l'annulation du permis de construire ; un scandale du type de celui de La Villette ; le conseil de Paris traité avec désinvolture ; rejeté.

1975

— **Projets de loi, adoptés par le Sénat, autorisant l'approbation de l'accord de coopération et d'une convention consulaire entre la France et le Cameroun** (n°s **1578, 1579, 1580, 1581**). **Accord de coopération militaire franco-camerounais. Discussion générale** [6 mai 1975] (p. 2400) : le rôle de M. Gourvannec au Tchad ; demande qu'il n'y ait plus de militaires au Cameroun ; le sens de l'expression « soutien logistique ».

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation de la convention relative au concours en personnel apporté par la République française à la République du Congo** (n° **1585**). **Accord de coopération technique franco-congolaise. Discussion générale** [6 mai 1975] (p. 2403) : les agissements de personnages de nationalité française ne faisant pas partie du cadre de la coopération militaire.

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique de l'énergie** [14 mai 1975] (p. 2552) : sa question au Gouvernement relative à l'absence de permis de construire en matière de centrales nucléaires.

— **Projet de loi relatif à l'indépendance du territoire des Comores** (n° **1734**). **Première lecture. Discussion générale** [26 juin 1975] (p. 4777) : insiste sur la nécessité de respecter, en faveur des Comores, le principe d'autodétermination et celui de non-balkanisation ; souhaite la réunion d'une assemblée constituante comorienne. **Discussion des articles. Article premier** (p. 4790) : son amendement n° 1 : le Parlement constate et proclame que le territoire des Comores deviendra indépendant ; repoussé ; (p. 4791) : s'oppose à l'amendement n° 34 de M. Debré qui rend l'indépendance seulement conditionnelle. **Article 2** (p. 4792) : son amendement n° 2 : élection d'une assemblée constituante ; repoussé ; (p. 4794) : son opposition au sous-amendement n° 37 de M. Debré ; (p. 4795) : craint que l'attitude des Mahorais ne puisse facilement vider l'amendement n° 28 de tout son contenu. **Après l'Article 2** (p. 4798) : son amendement n° 3 ; retiré. **Après l'Article 3** (p. 4798) : son amendement n° 6 ; retiré. **Explications de vote** (p. 4804, 4805) : annonce le vote défavorable du groupe socialiste à l'égard d'un projet marqué de « franco-centrisme » et craint que le débat ne donne un mauvais exemple pour l'évolution future d'autres territoires. **Commission mixte paritaire** [30 juin 1975] (p. 5079) : annonce le vote défavorable du groupe socialiste car il craint que le texte soit sans rapport avec la réalité locale.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1180**).

Deuxième partie :

Affaires étrangères, rapporteur pour avis [29 octobre 1975] (p. 7544) : un budget insuffisant compte tenu des ambitions de la France ; les souhaits de la commission en matière de coopération avec les pays francophones ; son inquiétude devant le démantèlement des compétences du ministère.

Départements d'outre-mer [13 novembre 1975] (p. 8257) : l'insuffisance des moyens financiers mis à la disposition des DOM ; l'accentuation de la concurrence étrangère ; l'absence de décollage industriel et l'utilisation de la situation par une caste minoritaire ; la contradiction du pouvoir à l'égard de la départementalisation économique ; (p. 8258) : la nouvelle colonisation de la Guyane ; le refus des socialistes de voter le projet de budget ; le discours de M. Mitterrand à Fort-de-France en 1974.

— **Projet de loi portant réforme du régime administratif de la ville de Paris** (n° **1869**). **Discussion générale** [2 décembre 1975] (p. 9198) : une ville qui appartient, après l'élimination des travailleurs, à la majorité ; le rôle que devraient jouer les assemblées d'arrondissement ; (p. 9199) : la détérioration de la vie urbaine ; mettre en place de nouvelles structures et assurer l'autogestion de la vie quotidienne. **Discussion des articles. Avant l'Article premier** (p. 9209) : apporte son soutien à l'amendement n° 138 de M. Clérambeaux.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif au régime fiscal de certains investissements dans le territoire de la Nouvelle-Calédonie** (n° **2007**). **Discussion générale** [10 décembre 1975] (p. 9596) : une pseudo-réforme accordant des privilèges fiscaux aux grandes sociétés ; (p. 9597) : le déséquilibre à attendre des ressources du territoire ; l'opposition du groupe socialiste au projet. **Explications de vote** (p. 9599) : s'élève contre les propos tenus par le secrétaire d'Etat ; considère que le développement de la Nouvelle-Calédonie ne peut sortir d'un projet qui favorise les grandes sociétés.

— **Projet de loi relatif aux conséquences de l'autodétermination des îles des Comores** (n° **1951**). **Discussion générale** [10 décembre 1975] (p. 9601) : son exception d'irrecevabilité ; l'unité traditionnelle du territoire des Comores qui n'a jamais été remise en cause ; l'article 53 de la Constitution ; (p. 9602) : la violation par la France de la charte des Nations unies ; l'irrespect de la souveraineté du nouvel Etat ; la saisine du Conseil constitutionnel par le groupe des socialistes. **Explications de vote** (p. 9627) : explique les raisons pour lesquelles le groupe socialiste votera contre le projet ; la politique du groupe socialiste fondée sur le principe de non-ingérence dans les affaires intérieures des Etats ; (p. 9628) : en réponse au Gouvernement, affirme que le parti socialiste a toujours considéré qu'il fallait respecter les décisions des populations, mais aussi éviter toute balkanisation.

— **Projet de loi portant création et organisation de la région Ile-de-France** (n° **1867**). **Discussion générale** [18 décembre 1975] (p. 9967) : l'alignement de la région parisienne sur le droit commun régional qui dote lui-même les régions de pouvoirs très insuffisants ; la position sans appel du Président de la République sur les limites de la régionalisation ; (p. 9968) : les amendements que défendront les députés socialistes : assemblée élue au suffrage universel direct et à la représentation proportionnelle, exécutif élu en son sein, budget alimenté par des ressources propres ; (p. 9969) : le souhait de la région parisienne d'échapper au carcan de la centralisation ; (p. 9978) : en réponse à M. Poniatowski, précise qu'il n'est pas persuadé que l'institution d'une région démocratique entraînerait la création d'un quatrième niveau de gestion administrative. **Discussion des articles. Article premier** (p. 9984) : son amendement n° 15 : donner à la région tous les pouvoirs de décision dans le domaine du développement économique et social ; repoussé ; (p. 9984, 9985) : son amendement n° 16 : transformer la région Ile-de-France en une collectivité territoriale fonctionnant dans les conditions prévues à l'article 72 de la Constitution ; repoussé. **Article 2** (p. 9985) : son amendement n° 17 : administration de la région par une assemblée régionale assistée d'un Conseil économique, social et culturel ayant un rôle consultatif ; en réponse à M. Bécam, fait valoir que l'unité nationale n'est pas en cause ; repoussé. **Article 3** (p. 9986) : son amendement n° 18 : compétences de l'assemblée régionale ; repoussé ; (p. 9987) : apporte son soutien à l'amendement n° 51 de M. Kalinsky. **Après l'Article 3** (p. 9988) : considère comme justifié l'amendement n° 52 de M. Jans compte tenu de la situation de l'emploi ; en réponse à M. Foyer, affirme que les entreprises qui licencient continuent à faire des bénéfices. **Article 6** (p. 9990) : reprend l'amendement n° 3 de M. Boscher ; repoussé. **Article 7** (p. 9992) : son amendement n° 43 : supprimer le second alinéa de l'article 7 ; repoussé. **Article 10** (p. 9993) : ses observations sur l'amendement n° 14 de M. Boscher. **Après l'Article 10** (p. 9993) : ses observations sur l'amendement n° 6 de M. Boscher et le sous-amendement oral du Gouvernement ; (p. 9994) : son amendement n° 19 : élection de l'assemblée régionale au scrutin de liste départemental et à la proportionnelle ; se

déclare prêt à se rallier à l'amendement n° 58 de M. Jans ; retiré. **Article 12** (p. 9995) : apporte son soutien à l'amendement n° 45 de M. Franceschi ; (p. 9996) : ses observations sur les amendements n° 60 de M. Vizet et n° 46 de M. Franceschi. **Article 17** (p. 9997) : son amendement n° 25 : caractère exécutoire des délibérations de l'assemblée régionale ; repoussé ; rappelle la position constante du groupe socialiste au sujet des pouvoirs du préfet. **Article 18** (p. 9998) : son amendement n° 26 : élaboration par la région du schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme ; (p. 9998, 9999) : précise qu'il veut une meilleure coordination entre l'action de la région et celle des collectivités locales ; repoussé. **Article 21** (p. 9999) : son amendement n° 29 : fonctionnement intérieur de l'assemblée régionale ; repoussé. **Article 23** (p. 10001) : son amendement n° 31 : substituer au mot « désignés » le mot « élus » ; repoussé. **Article 24** : son amendement n° 32 : consultation du Conseil économique, social et culturel par l'assemblée régionale ; repoussé. **Article 25** : son amendement n° 33 : supprimer l'article 23 ; ne pas permettre à une assemblée élue au suffrage universel de délibérer conjointement avec une assemblée non élue ; repoussé. **Article 26** (p. 10002) : son amendement n° 34 : remplacement du préfet de région par un commissaire régional ayant la charge des intérêts nationaux et du respect des lois ; repoussé. **Après l'Article 26** (p. 10003) : son amendement n° 35 : réunion de l'assemblée régionale au cours des deux sessions annuelles ; possibilité de sessions extraordinaires ; repoussé. **Article 28** (p. 10004) : son amendement n° 36 : fixation de la taxe sur les permis de conduire par le conseil régional ; repoussé. **Article 31** (p. 10005) : son amendement n° 39 : autres ressources dont dispose la région Ile-de-France ; repoussé. **Après l'Article 31** : son amendement n° 41 : prévoir qu'une large partie des programmes d'une des trois chaînes de télévision sera définie par l'assemblée régionale ; souligne que la région ne s'immiscera pas dans les affaires des chaînes de télévision, mais qu'elle doit pouvoir jouer un rôle culturel ; repoussé. **Après l'Article 32** (p. 10006) : son amendement n° 42 : participation à l'élection du Sénat des membres de l'assemblée régionale ; repoussé.

— **Projet de loi portant création et organisation de la région Ile-de-France** (n° **1867**). **Deuxième lecture. Explications de vote** [20 avril 1976] (p. 1914) : aurait souhaité qu'à l'occasion de la création de la région Ile-de-France l'Assemblée se prononce pour une véritable assemblée régionale ; un projet que le groupe socialiste ne votera pas.

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère** (n° **2269**) [6 mai 1976] (p. 2726) : la dilution de l'autorité du ministère des affaires étrangères ; l'insuffisance de ses moyens ; l'affaiblissement de la force des principes sur lesquels était fondée la politique extérieure de la France ; l'absence de réaction aux déclarations de M. Kissinger et à la doctrine Sonnenfeldt ; (p. 2727) : se poser face aux super-puissances en champion de l'indépendance de l'Europe ; condamner clairement le maintien du statu quo en Europe ; le manque de fermeté dans l'affaire de Chypre ; la légèreté du Gouvernement vis-à-vis du Cambodge ; le refus de reconnaître la Corée du Nord ; interdire aux sociétés françaises d'exploiter les richesses de la Namibie ; (p. 2728) : ne pas se désintéresser de la violation des droits de l'homme par la République sud-africaine ; stopper toute vente de matériel militaire à l'Afrique du Sud.

— **Rappel au règlement** [13 mai 1976] (p. 2965) : **article 139, alinéas 2, 3 et 4** ; s'étonne qu'une manifestation organisée par une secte faisant l'objet de nombreuses critiques, ait été autorisée par le ministre de l'intérieur.

— **Rappel au règlement** [25 juin 1976] (p. 4736, 4737) : ordre du jour prioritaire : discussion du projet de loi relatif à l'organisation de Mayotte et des quatre projets de loi fixant la représentation de cette île et de Saint-Pierre et Miquelon à l'Assemblée nationale et au Sénat.

— **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre la France et Singapour sur l'encouragement et la protection des investissements** (n° **2217**). **Deuxième lecture. Explications de vote** [30 juin 1976] (p. 4956) : indique que le groupe des socialistes et des radicaux de gauche votera contre.

— **Projet de loi relatif à l'organisation de Saint-Pierre-et-Miquelon** (n° **2262**). **Première lecture. Discussion générale** [30 juin 1976] (p. 4982) : déclare que l'appartenance de Saint-Pierre-et-Miquelon à la France n'a jamais fait de doute pour le parti socialiste ; indique que les habitants réclament non pas la transformation du statut du territoire mais son amélioration ; la position du conseil général ; l'opportunité de tenir compte du vœu des populations intéressées ; (p. 4983) : se demande pourquoi les éléments de réponse n'ont pas été donnés précédemment au conseil général ; les craintes des Saint-Pierrais quant à l'inclusion dans la CEE ; indique que le problème n'est pas dans le choix entre TOM et DOM ; la nécessité de créer une collectivité territoriale adaptée à Saint-Pierre et Miquelon. **Discussion des articles** [30 juin 1976]. **Avant l'Article premier**

(p. 4983) : son amendement n° 10 proposant d'envoyer une mission d'enquête sur place ; (p. 4984) : le caractère injuste du reproche fait aux socialistes concernant des retards dont ils ne sont pas responsables ; souligne l'intérêt de se rassembler sur place ; amendement n° 10 ; repoussé. **Article premier** (p. 4985) : son amendement n° 11 tendant à supprimer l'article premier ; devenu sans objet. **Article 2** : son amendement n° 12 tendant à supprimer l'article 2 ; devenu sans objet. **Article 3** : son amendement n° 13 tendant à supprimer l'article 3 ; devenu sans objet ; (p. 4986) : indique qu'au premier obstacle strictement administratif, il faut prévoir autre chose que le statut départemental de droit commun. **Article 5** (p. 4987) : son amendement n° 15 tendant à supprimer l'article 5 ; devenu sans objet. **Article 6** : son amendement n° 16 tendant à supprimer l'article 6 ; devenu sans objet. **Article 7** : son amendement n° 17 tendant à supprimer l'article 7 ; devenu sans objet ; repousse l'amendement n° 3 de M. Baudouin ; (p 4988) : s'oppose à l'amendement n° 4 de M. Baudouin. **Article 8** : son amendement n° 18 tendant à supprimer l'article 8 ; devenu sans objet. **Explications de vote** [30 juin 1976] (p. 4988) : indique que le groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche votera contre le projet. **Commission mixte paritaire. Discussion générale** [8 juillet 1976] (p. 5166) : sa perplexité devant certains articles modifiés par la commission mixte paritaire ; sa satisfaction devant l'article 3 ; son interrogation sur le sens exact de l'article 5 ; son doute sur la signification de l'article 8 ; (p. 5167) : affirme que le mot autodétermination signifie pour lui le droit de choisir le statut de sa préférence. **Explications de vote** [8 juillet 1976] (p. 5168) : déclare que les socialistes et radicaux de gauche ne voteront pas le projet qui ne respecte pas le droit à l'autodétermination.

— **Modification de l'ordre du jour prioritaire** [30 juin 1976] (p. 4988) ; retrait de l'ordre du jour des projets de lois relatifs à la représentation de l'Assemblée nationale et au Sénat des départements de Mayotte et de Saint-Pierre-et-Miquelon.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**).

Deuxième partie :

Equipement. — Equipement et urbanisme [27 octobre 1976] (p. 7107) : le coût de la réalisation des autoroutes ; leur financement.

Transports. — I. Section commune. — II. Transports terrestres [28 octobre 1976] (p. 7176) : souhaiterait des précisions sur le problème des transports terrestres dans la région Ile-de-France ; les problèmes de l'aire de compétence du Syndicat des transports parisiens ; l'extension de la carte orange ; demande si la totalité de la région sera concernée. **Examen des crédits** (p. 7177) : le groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche vote contre l'ensemble des crédits.

Affaires étrangères [9 novembre 1976] (p. 7824) : la politique extérieure du Gouvernement ; la part réservée aux crédits du ministère des Affaires étrangères ; la diffusion de nos idées, de notre langue et de notre civilisation à l'étranger ; la contribution financière de la France aux programmes techniques et sociaux de l'organisations des Nations unies ; des moyens dérisoires ; (p. 7825) : l'existence de divergences au niveau de l'application des principes ; la politique gouvernementale, avant tout une politique extérieure mercantile ; la vente de nos armes à Israël ; réclamer le respect de la personne humaine en recevant les dignitaires du Brésil ou de l'Argentine ; la Namibie ; Chypre ; la création d'un fonds de solidarité aux chefs d'Etat ; l'Algérie ; les Comores et le territoire français des Afars et des Issas ; Mayotte ; la crise libanaise ; (p. 7826) : les ventes inconsidérées de matériel à technologie atomique ; la mainmise des Etats-Unis sur la politique extérieure de la France ; une politique active en faveur de la détente ; une indépendance réelle gagnée grâce à une collaboration confiante et sans arrière-pensée avec le tiers-monde ; la conférence d'Helsinki ; souligne que maîtrise de soi et détente nécessitent la collaboration des « Etats du tiers-monde » ; la CEE. **Examen des crédits. — Etat B - titre III** (p. 7844) : le vote hostile du parti socialiste et des radicaux de gauche.

Départements d'outre-mer [19 novembre 1976] (p. 8377) : un budget squelettique ; la proposition du PSRG de créer une commission d'enquête parlementaire ; (p. 8378) : l'autodétermination ; la télévision ; les libertés locales ; analyse la légitimité du principe de l'autodétermination ; indique que chacun des départements pourra définir ce qu'il voudra pour son propre destin ; briser un système fondé sur l'assistance ; l'individualisation des statuts ; une stratégie de rupture avec la politique conduite ; le peu d'intérêt du Gouvernement envers l'outre-mer ; l'absence du thème de l'outre-mer dans le discours de M. Lecanuet sur le plan d'aménagement du territoire ; une provocation ; (p. 8379) : indique que le Président de la République a affirmé que l'autodétermination n'est pas une bonne chose pour les DOM ; (p. 8381) : n'admet pas les propos de M. Fontaine sur la position du parti socialiste vis-à-vis de l'autodétermination ; indique que le scrutin de Mayotte était truqué. **Examen des crédits. — Etat B - Titre III** (p. 8394) : son amendement

n° 271 de réduction ; les dépenses entraînées par la départementalisation de Mayotte et de Saint-Pierre-et-Miquelon ; le statut de Mayotte ; (p. 8395) : la départementalisation de Saint-Pierre-et-Miquelon, un fait acquis ; l'inscription des crédits de Mayotte à un chapitre spécial ; indique qu'il est prêt à saisir le Conseil constitutionnel de cette affaire ; amendement n° 271 ; repoussé.

Territoires d'outre-mer [19 novembre 1976] (p. 8402) : son intervention lue par M. Huyghues des Etages.

— **Rappel au règlement** [9 novembre 1976] (p. 7802) : mise au point au sujet de ses déclarations sur l'arme nucléaire.

— **Projet de loi organisant une consultation de la population du territoire français des Afars et des Issas** (n° **2607**). **Discussion générale** [1er décembre 1976] (p. 8860) : l'agrément du PSRG ; le principe de l'autodétermination des peuples ; un rapprochement du programme commun ; hommage aux formations politiques du territoire ; (p. 8861) : régler le préalable de la nationalité ; les moyens nouveaux mis à la disposition des services chargés des demandes d'accession à la nationalité ; les amendements de son groupe précisant quels sont les citoyens admis à participer à la consultation, tendant à autoriser les délégués des partis politiques admis à participer à la campagne électorale, à assister aux travaux de la commission de recensement et de jugement ; une consulation globale au niveau du territoire. **Discussion des articles. Article 3** (p. 8864) : son amendement n° 7 rédigeant plus clairement le premier alinéa de l'article 3 en ce qui concerne les inscrits sur les listes électorales non originaires du territoire ; la signification de l'expression « résidence ininterrompue » ; adopté. **Article 5** (p. 8866) : son amendement n° 8 autorisant les formations politiques quelles qu'elles soient à assister aux opérations en qualité d'observateurs ; la qualité des fonctionnaires envoyés sur place ; repoussé. **Explications de vote** (p. 8836) : le souci du PSRG de conférer un caractère incontestable aux scrutins qui auront lieu au TFAI ; la loi-cadre Defferre; la variation des opinions depuis lors; indique que le PSRG votera le projet tel qu'il a été amendé.

— **Projet de loi autorisant le Gouvernement à modifier par ordonnance les circonscriptions pour l'élection des membres de la Chambre des députés du territoire français des Afars et des Issas** (n° **2559**). **Discussion générale** [1er décembre 1976] (p. 8867) : son exception d'irrecevabilité ; une violation des dispositions de l'article 38 de la Constitution ; l'absence d'allusion au nouveau découpage électoral du TFAI dans le programme du Gouvernement ; (p. 8868) : le dispositif constitutionnel de l'article 38 de la Constitution ; les conditions auxquelles est soumise l'habilitation législative ; les étapes de l'élaboration de l'article 38 de la Constitution ; l'ouvrage de Jean-Louis Debré ; la Constitution ; de la Ve République et la notion de programme du Gouvernement ; (p. 8869) : soutient que l'habilitation législative ne peut intervenir que pour l'exécution du programme gouvernemental tel qu'il a été préalablement approuvé par l'Assemblée nationale ; l'interprétation de l'article 38 de la Constitution par Guy Mollet lors de la deuxième séance de l'Assemblée nationale le 20 mai 1967 ; le lien entre les articles 38 et 49 ; historique de la procédure prévue par l'article 38 ; les dix lois d'habilitation ; la controverse de l'année 1967 ; (p. 8870) : les universitaires et l'article 38 de la Constitution ; l'absence de programme gouvernemental soumis à l'Assemblée depuis l'élection présidentielle ; l'absence de présentation par le Gouvernement au Parlement de ses intentions vis-à-vis du TFAI ; la stricte interprétation des dispositions de la Constitution de 1958, s'agissant des compétences respectives du Gouvernement et du Parlement ; la préservation de l'équilibre entre pouvoir législatif et pouvoir exécutif ; proteste contre l'affirmation de M. Foyer selon laquelle le PS souhaitait retarder le déroulement des opérations ; (p. 8871) : la différence entre un projet de loi et des ordonnances ; (p. 8872) : ne peut laisser prétendre que l'attitude du PSRG vise à retarder la procédure préconisée par le Gouvernement ; la possibilité d'une action gouvernementale différente ; exception d'irrecevabilité repoussée. **Explications de vote** [1er décembre 1976] (p. 8872) : indique que le PSRG votera contre le projet.

— **Projet de loi relatif à l'organisation de Mayotte** (n° **2667**). **Deuxième lecture. Discussion générale** [20 décembre 1976] (p. 9776) : son refus d'ingérence dans les affaires intérieures de l'Etat des Comores ; la possibilité de choix institutionnel après trois ans ; indique que le PSRG ne votera pas le projet.

— **Projet de loi relatif à l'organisation de la Nouvelle-Calédonie et dépendances** (n° **1950**). **Commission mixte paritaire. Explications de vote** [20 décembre 1976] (p. 9780) : ne pense pas que l'autonomie interne conduirait immanquablement à l'indépendance ; met en garde ses collègues au nom du PSRG contre les événements qui surviendront en Nouvelle-Calédonie ; ne votera pas le projet de loi.

1977

— **Projet de loi portant dérogation en ce qui concerne certains marins des départements d'outre-mer et du territoire d'outre-mer de la Polynésie française à diverses dispositions du code des pensions de retraite des marins et du décret-loi du 17 juin 1938** (n° **2554**). **Discussion générale** [12 avril 1977] (p. 1709) : la diminution de la protection sociale entraînée par la réduction des cotisations ; l'amendement du groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche tendant au maintien au niveau antérieur de la couverture sociale des marins-pêcheurs et à l'instauration d'une compensation financière par l'augmentation de la cotisation patronale. **Discussion des articles. Article 2** (p. 1714) : son amendement n° 4 : maintien du niveau de protection sociale des marins-pêcheurs et compensation des réductions des taux des cotisations par l'augmentation de la cotisation patronale ; repoussé. **Explications de vote** (p. 1715) : indique l'abstention du groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant la loi n° 68-1181 du 30 décembre 1968 relative à l'exploration du plateau continental et à l'exploration de ses ressources naturelles** (n° **2385**). **Discussion générale** [13 avril 1977] (p. 1765) : le droit des hommes à disposer de leurs richesses naturelles ; la valeur relative du prélèvement de l'Etat et des collectivités locales ; le déficit des DOM en matière piscicole ; les perspectives de l'aquaculture et celles du domaine minier. **Discussion des articles. Article 3** *bis* (p. 1769) : son sous-amendement n° 20 à l'amendement n° 6 de M. Billoux : versement des produits des redevances des articles 20 et 21 de la loi du 30 décembre 1968 aux départements d'outre-mer ; repoussé.

— **Projet de loi modifiant le régime communal dans le territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances** (n° **2418**). **Première lecture. Discussion générale** [20 avril 1977]. **Question préalable** (p. 1986) : le risque encouru par le Gouvernement quant à l'application du texte en l'absence de l'avis de l'assemblée territoriale. **Discussion des articles. Après l'Article premier** (p. 1990) : son sous-amendement n° 58 à l'amendement n° 5 de M. Piot : modalités d'institution des secteurs de communes ; repoussé ; (p. 1991) : son sous-amendement n° 50 à l'amendement n° 8 de M. Piot : suppression des dispositions relatives au service de police municipal et rural ; repoussé ; (p. 1992) : son sous-amendement n° 51 à l'amendement n° 9 de M. Piot : détermination par les communes des taux de la taxe sur la publicité ; repoussé ; son sous-amendement n° 52 à l'amendement n° 9 de M. Piot : détermination par les communes des taux de la taxe de séjour ; repoussé ; son sous-amendement n° 53 à l'amendement n° 13 de M. Piot : extension des dispositions relatives aux droits, garanties et protection dont bénéficient les agents communaux en métropole ; adopté. **Article 35** (p. 1997) : son amendement n° 55 : conditions d'extension des dispositions du code des communes relatives à la comptabilité des communes en Nouvelle-Calédonie et dépendances ; repoussé. **Après l'Article 37** (p. 1998) : son amendement n° 56 : compétences du conseil de contentieux du territoire sur les recours pour excès de pouvoir formés contre les actes réglementaires ; adopté. **Après l'Article 38** (p. 1999) : son amendement n° 57 : absence de conséquence de l'application de la présente loi sur les attributions statutaires de l'assemblée territoriale et du conseil de gouvernement du territoire ; la nécessité d'éliminer tout risque de départementalisation du territoire ; (p. 2000) : repoussé. **Explications de vote** : la remise en cause prochaine du projet de loi ; le vote négatif du groupe du PSRG. **Deuxième lecture. Explications de vote** [29 juin 1977] (p. 4434) : le vote hostile du groupe du PSGR ; (p. 4435) : un projet de loi d'inspiration « assimilationniste » ; l'absence de consultation des intéressés.

— **Communication du Gouvernement sur son programme** (n° **2823**) [27 avril 1977] (p. 2243) : l'absence de propositions gouvernementales en faveur des départements et des territoires d'outre-mer ; la politique gouvernementale suivie depuis 1974 à l'égard de l'outre-mer ; la départementalisation économique ; les déclarations du commissaire aux investissements outre-mer ; (p. 2244) : le développement touristique des Antilles ; le déplacement de M. Laventure, journaliste de FR 3 Martinique ; le désintérêt qui s'applique aux populations d'outre-mer ; les événements de la Soufrière ; la non-reconnaissance des DOM dans le système qui leur est imposé ; la volonté d'autonomie des DOM ; l'application des dispositions du programme gouvernemental outre-mer.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la radiation des cadres et aux droits en matière de pension de retraite des militaires de statut civil de droit local, originaires des îles de la Grande-Comore, Anjouan et Mohéli** (n° **2613**). **Discussion générale** [26 mai 1977] (p. 3078) : le statut des militaires originaires de l'île de Mayotte restés fidèles à la République des Comores ; l'existence d'officiers mahorais non expatriés. **Explications de vote** : l'abstention du groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche.

— **Projet de loi sur le contrôle des produits chimiques** (n° 2620). **Discussion générale** [26 mai 1977] (p. 3082) : l'inefficacité et l'incohérence du projet de loi ; l'étroitesse de son champ d'application ; la complexité des dispositions légales sectorielles ; les problèmes de son application ; la non-parution des décrets d'application de la loi sur les cosmétiques ; le sondage réalisé dans sa circonscription sur le problème du contrôle des produits chimiques ; le renforcement des dispositifs légaux ; le respect de la législation ; la nécessité d'une politique d'information à l'égard des consommateurs ; faire preuve de souplesse pour les produits dont l'utilité sociale est évidente ; l'association des citoyens ; l'application des dispositions de l'article 378 du code pénal relatives au secret professionnel ; l'éventualité de la création d'un organisme spécialisé chargé d'examiner les dossiers avec tout le soin et la compétence nécessaires ; (p. 3083) : la qualité de vie et les Français. **Discussion des articles. Article 3** (p. 3087) : les difficultés d'application de la législation datant de 1976 ; le caractère généralisé des fabrications à des fins commerciales ; le souci des fabricants de produits chimiques ; (p. 3090) : demande à M. d'Ornano si les décrets d'application prévoiront que la déclaration sera assortie de renseignements dont la liste figure dans l'amendement n° 49 de M. Maurice Legendre ; reprend au nom du PSRG l'amendement n° 9 de M. Weisenhorn ; (p. 3091) : le destin de la santé humaine ; amendement n° 9 repoussé. **Article 2** (*suite*) (p. 3092) : caractère sectoriel du texte ; (p. 3093) : le vote négatif du groupe du PSRG sur l'amendement n° 58 du Gouvernement. **Article 6** (p. 3098) : la plus grande précision de l'amendement n° 52 corrigé par M. Maurice Legendre ; (p. 3099) : le soutien du PSRG à l'amendement n° 45 de M. Gouhier ; le maintien du secret sur des affaires qui touchent à la vie quotidienne ; (p. 3100) : l'existence d'experts parmi les membres des associations de consommateurs ou de défense de l'environnement. **Article 8** (p. 3102) : l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 54 de M. Maurice Legendre ; la soumission des thermomètres à vérification publique par le service des poids et mesures. **Explications de vote** (p. 3106) : le caractère informel du texte ; la nécessité d'une protection accrue ; le vote positif du groupe du PSRG.

— **Proposition de loi tendant à modifier les articles 2, 7 et 10 de la loi n° 52-1310 du 10 décembre 1952, modifiée, relative à la composition et à la formation de l'Assemblée territoriale de la Nouvelle-Calédonie et dépendances** (n° 2888). **Première lecture. Discussion générale** [8 juin 1977] (p. 3592) : la modification des circonscriptions et du mode d'élection des conseillers territoriaux de la Nouvelle-Calédonie ; les conditions d'inscription à l'ordre du jour de la proposition de loi ; la situation de la Nouvelle-Calédonie ; le succès remporté aux élections municipales par les partis d'opposition ; la motivation officielle des auteurs de la proposition de loi ; la multiplicité des partis calédoniens ; la stabilité résultant de l'application du système de la représentation proportionnelle ; la division par divers moyens des partis d'opposition ; la cause de la multiplicité des partis ; l'absence de neutralité politique des solutions proposées ; le remodèlement des circonscriptions électorales ; (p. 3593) : les disproportions démographique et politique des circonscriptions ; la défense de la représentation proportionnelle pour l'élection du conseil du Gouvernement ; les conséquences de l'application du système majoritaire ; la suppression de la représentation des partis n'obtenant pas 10 % des suffrages des électeurs inscrits ; le poids de la circonscription Sud ; la volonté de ségrégation sociale ; la discrimination raciale ; (p. 3596) : l'érection des DOM et des TOM en collectivités territoriales nouvelles ; la nouvelle rédaction du programme commun. **Deuxième lecture. Discussion générale** [20 juin 1977]. **Question préalable** (p. 4437) : la demande d'un scrutin public sur la question préalable par le groupe PSRG. **Explications de vote** (p. 4440) : l'organisation du débat ; la répartition géographique des circonscriptions ; le seuil de représentativité ; la pétition proposée par les défenseurs du texte ; la modiication du mode de scrutin ; le vote hostile du PSRG.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'organisation de la Polynésie française** (n° 3032). **Discussion des articles** [29 juin 1977]. **Article 62** (p. 4660) : la nature du vote intervenu sur l'amendement n° 6 de M. Krieg. **Article 72** : demande une seconde délibération de l'article 62 du projet de loi. **Seconde délibération. Article 62** (p. 4462) : son amendement n° 1 : compétence territoriale de l'exploitation des richesses naturelles maritimes sous réserve des engagements internationaux et des dispositions législatives qui en découleront. **Explications de vote** : la consultation des intéressés ; le vote favorable du groupe du PSRG ; l'action de M. Sanford ; la mise en place du statut ; l'absence de prise en considération de certaines aspirations locales ; l'incompatibilité entre les fonctions de membre du conseil de Gouvernement et de parlementaire.

— **Projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1065 du 7 novembre 1958 portant loi organique relative à la composition**

et à la durée des pouvoirs de l'Assemblée nationale (territoires d'outre-mer) (n° **3118**). **Explications de vote** [6 octobre 1977] (p. 5913) : l'opposition par le groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche d'une question préalable au second projet de loi ; le respect du principe de l'égalité entre les circonscriptions ; le respect du principe d'impartialité du découpage.

— **Projet de loi modifiant l'ordonnance n° 59-227 du 4 février 1959 relative à l'élection des députés à l'Assemblée nationale représentant les territoires d'outre-mer** (n° **3119**). **Discussion générale** [6 octobre 1977]. **Question préalable** (p. 5914) : le caractère mal fondé du principe du découpage des circonscriptions des territoires d'outre-mer ; l'évolution démographique de certaines circonscriptions métropolitaines ; le caractère électoraliste des modifications des découpages électoraux proposés ; la préférence des socialistes pour la proportionnelle ; les caractéristiques des découpages électoraux de la Polynésie et de la Nouvelle-Calédonie ; les raisons historiques et démographiques qui militent contre le découpage tel qu'il est proposé par le Gouvernement ; la mise en place d'une politique d'apartheid ; les critères qu'il eût fallu respecter ; le rattachement des ressortissants français des Nouvelles-Hébrides à une circonscription de la Nouvelle-Calédonie ; les dispositions contraires de l'article L 12 du code électoral ; (p. 5915) : le caractère inconstitutionnel des dispositions proposées ; le vote hostile du groupe du PSRG sur le premier projet de loi ; (p. 5916) : les critères de l'équilibre des circonscriptions électorales ; le caractère discriminatoire du découpage électoral réalisé en Nouvelle-Calédonie ; question préalable repoussée par scrutin public. **Discussion de l'article unique. Après l'Article unique** (p. 5918) : la proposition par le groupe socialiste d'une contre-proposition au découpage électoral présenté par le Gouvernement ; le vote hostile de la majorité sur l'amendement n° 1 de M. Pidjot.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° **3120**).

Deuxième partie :

Coopération [25 octobre 1977] (p. 6555) : le mauvais esprit de la coopération française ; la coopération militaire ; l'évolution réelle de l'enveloppe du budget de la coopération ; la régression de l'aide aux investissements productifs ; le financement des structures d'accompagnement de l'assistance au tiers-monde africain ; la diminution du nombre des coopérants ; la procédure de globalisation ; la diminution des crédits du FAC ; la politique de coopération gouvernementale ; (p. 6556) : l'augmentation de la part de la coopération militaire ; l'hostilité du parti socialiste au projet de budget ; la résolution n° 2626 de l'ONU ; la décroissance du montant de l'aide aux pays en voie de développement ; les dispositions du programme commun ; la lutte pour le développement, aspect capital de la lutte pour la paix.

Départements d'outre-mer. Examen des crédits [3 novembre 1977]. **Etat B - Titres III et IV. — Etat C - Titres V et VI** (p. 6938) : le vote hostile du groupe du PSRG.

Territoires d'outre-mer [3 novembre 1977] (p. 6945) : ses arguments développés par M. Edmond Vacant.

— **Projet de loi modifiant le régime communal dans le territoire de la Polynésie française** (n° **2417**). **Lettre rectificative** (n° **2779**). **Discussion générale** [2 décembre 1977] (p. 8235) : sa question préalable soutenue par M. Maurice Andrieu ; repoussée. **Discussion des articles. Après l'Article premier** (p. 8241) : son amendement n° 54 soutenu par M. Andrieu ; application des dispositions du code des communes relatives à la protection des agents communaux ; repoussé. **Article 34** (p. 8244) : son amendement n° 55 de suppression ; retiré. **Après l'Article 38** (p. 8245) : son amendement n° 56 soutenu par M. Maurice Andrieu : sauvegarde par l'application de la loi des attributions statutaires de l'assemblée territoriale et du conseil de gouvernement de la Polynésie française ; repoussé.

VIVIEN (Robert-André)

Député du Val-de-Marne
(7e circonscription)
(UDR).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 737).

S'inscrit au groupe d'union des démocrates pour la République [2 avril 1973] (p. 744).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [5 avril 1973] (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre du comité central d'enquête sur le coût et le rendement des services publics [21 juin 1973] (p. 2406).

Membre suppléant du Haut Conseil de l'audio-visuel [12 octobre 1973] (p. 4348).

Membre de la commission de contrôle de la gestion du service public du téléphone [30 octobre 1973] (p. 5095). En démissionne [31 octobre 1973] (p. 5155).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1974 [2 décembre 1973] (p. 6916).

Membre de la commission de contrôle et de gestion financière de l'ORTF [18 décembre 1973] (p. 7163).

Président de cette commission [19 décembre 1973] (p. 7232).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1974 [11 juillet 1974] (p. 3515).

Membre du conseil d'administration de la société nationale chargée de la deuxième chaîne de télévision [15 novembre 1974] (p. 6464).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1975 [13 décembre 1974] (p. 7872).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant un prélèvement conjoncturel [13 décembre 1974] (p. 7872).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1975 [27 mai 1975] (p. 3263).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1975 [12 septembre 1975] (p. 6257).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1976 [15 décembre 1975] (p. 9815).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1975 [18 décembre 1975] (p. 10009).

Membre titulaire du Conseil national de la statistique [29 avril 1976] (p. 2419), [30 avril 1976] (p. 2520).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1976 [9 juin 1976] (p. 3939).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi (n° 2388) relatif au contrôle de la concentration économique et à la répression des ententes illicites et des abus de position dominante [6 juillet 1976] (p. 5094).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant imposition des ressources provenant de plus-values assimilables à un revenu [9 juillet 1976] (p. 5247).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1977 [14 décembre 1976] (p. 9396).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au régime fiscal de la presse [17 décembre 1976] (p. 9657).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1976 [17 décembre 1976] (p. 9657).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier [26 mai 1977] (p. 3126).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant règlement définitif du budget de 1975 [29 juin 1977] (p. 4473).

Membre des conseils d'administration des sociétés nationales de radiodiffusion et de télévision. Deuxième chaîne de télévision [15 décembre 1977] (p. 8823), [16 décembre 1977] (p. 8878).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1978 [16 décembre 1977] (p. 8921).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'indemnisation des Français rapatriés d'outre-mer dépossédés de leurs biens [21 décembre 1977] (p. 9183).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à diverses dispositions en matière de prix [21 décembre 1977] (p. 9183).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1977 [21 décembre 1977] (p. 9184).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à **assurer le relogement des personnes âgées expropriées dans le cadre de diverses opérations d'urbanisme** (n° **58**) [12 avril 1973].

— **Proposition de loi** tendant à **étendre aux villes de plus de 25.000 habitants les dispositions de la loi n° 57-746 du 4 juillet 1957 rendant obligatoire l'installation d'un dispositif d'ouverture automatique dans les immeubles affectés à l'habitation** (n° **59**) [12 avril 1973].

— **Proposition de loi** tendant à **favoriser la décoration artistique des espaces publics des grands ensembles et des constructions effectuées dans les ZUP** (n° **60**) [12 avril 1973].

— **Proposition de loi** relative à la **protection des droits des artistes, interprètes ou exécutants** (n° **61**) [12 avril 1973].

— **Proposition de loi** tendant à fixer **à dix-neuf ans l'âge de la majorité électorale et de la majorité civile** (n° **64**) [12 avril 1973].

— **Proposition de loi** tendant à **modifier l'article 23 de la loi du 10 août 1871 fixant la date des sessions ordinaires des conseils généraux** (n° **65**) [12 avril 1973].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de **loi de finances pour 1974** (n° 646). — **Annexe n° 26 : Information (Crédits des services du Premier ministre. — I. Services généraux)** (n° **681**) [10 octobre 1973].

— **Proposition de loi** tendant à **modifier et à compléter la loi n° 70-612 du 10 juillet 1970 relative à la suppression de l'habitat insalubre** (n° **893**) [20 décembre 1973].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1975** (n° 1180). — **Annexe n° 32 : Information (Services du Premier ministre. — I. Services généraux)** (n° **1230**) [11 octobre 1974].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1976** (n° 1880). — Budgets civils. — **Annexe 33 : Information (Services du Premier ministre. — I. Services généraux)** (n° **1916**) [10 octobre 1975].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi (n° 2298) relatif au **régime fiscal de la presse** (n° **2310**) [20 mai 1976].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1977** (n° 2524). — Budgets civils. — **Annexe n° 37 : Information (Services du Premier ministre. — I. Services généraux)** (n° **2525**) [5 octobre 1976].

— **Rapport** fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au **régime fiscal de la presse** (n° **2714**) [17 décembre 1976].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1978** (n° 3120). — Budgets civils. — **Annexe n° 36 : Services du Premier ministre - Information** (n° **3131**) [5 octobre 1977].

— **Proposition de loi** organique tendant à compléter l'ordonnance n° 58-1360 du 29 décembre 1958 portant loi organique relative au **Conseil économique et social** afin de prévoir la **représentation des anciens combattants et victimes de guerre** (n° **3155**) [18 octobre 1977].

— **Proposition de loi** tendant à accorder à certaines catégories d'anciens combattants et de résistants la faculté d'opérer des **versements de rachat au titre de l'assurance vieillesse** (n° **3161**) [19 octobre 1977].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi (n° 3277) relatif au **régime fiscal de certaines publications périodiques** (n° **3279**) [7 décembre 1977].

QUESTIONS

• *questions orales avec débat de :*

— **MM. Péronnet** (n° **5168**), **Baillot** (n° **5263**), **Roux** (n° **5271**), **Destremau** (n° **5273**), **Seitlinger** (n° **5282**), **Poperen** (n° **5283**), **Soustelle** (n° **5314**) : **Evénements du Proche-Orient** [17 octobre 1973] (p. 4495, 4496) : « petite phrase » du ministre des affaires étrangères à propos du Moyen-Orient ; amitié de la France pour Israël ; établissement d'une paix véritable sur la base de frontières décentes.

• *questions d'actualité de :*

— **MM. Frèche** et **Péronnet** : **Installation de micros dans les locaux d'un journal** (*Le Canard enchaîné*) [7 décembre 1973] (p. 6790).

• *question au Gouvernement :*

— **Augmentation des effectifs de police** [19 juin 1974] (p. 2784).

• *question orale avec débat :*

— (n° **11619**) : **ORTF** [26 juin 1974] (p. 2976, 2977) : rappel de la réforme issue de la loi du 3 juillet 1972 ; rapport de la commission de contrôle de la gestion financière de l'ORTF ; documentation budgétaire soumise à l'Assemblée ; (p. 2985) : relèvement hâtif de la redevance.

• *questions au Gouvernement :*

— **Atteinte à la liberté d'information** (groupe Néogravure, fiscalité de la presse) [20 novembre 1974] (p. 6791) : non-parution de deux quotidiens.

— **Publicité d'un sondage** [18 décembre 1974] (p. 8046) : attitude de la femme salariée à l'égard du travail féminin.

• *question orale avec débat :*

— (n° **17712**) : **Problèmes de la presse** [16 avril 1975] (p. 1740) : hommage à Jean Marin et à son action à la tête de l'AFP ; regrette l'absence de MM. Defferre et Jean-Jacques Servan-Schreiber ; réunion de la table ronde sur la fiscalité de la presse ; baisse des recettes publicitaires ; hausse considérable du prix du papier ; difficultés de la presse parisienne ; (p. 1742) : les problèmes de la concurrence avec les *mass media* télévision, radio ; l'aide conjoncturelle à la presse accordée en 1950, 1972, 1973 ; (p. 1743) : la défense du droit à l'information ; (p. 1749) : remercie le Gouvernement de l'aide promise à la presse ; les contraintes imposées par le syndicat du livre ; (p. 1752) : l'impression à l'étranger de journaux sportifs communistes.

• *questions au Gouvernement :*

— **Présence de soldats en uniforme au défilé du 1er mai** [7 mai 1975] (p. 2459, 2460) : texte du serment à l'armée du soldat soviétique.

— **Conflits dans la presse** [4 juin 1975] (p. 3660) : défense de la liberté de la presse ; multiplication des grèves du syndicat du livre (*Courrier du Val-de-Marne, Télé 7 Jours, Parisien libéré*).

• *question orale sans débat de :*

— **M. Chaumont**, en qualité de suppléant (n° **20483**) : **Revalorisation des rentes viagères** [20 juin 1975] (p. 4576, 4577) : situation des rentiers viagers victimes de l'inflation.

• *question au Gouvernement :*

— **Retransmission de la finale de la coupe d'Europe des clubs** [5 mai 1978] (p. 2625) : retransmission sur les deux chaînes.

• *question orale sans débat :*

— (n° **27736**) : **Publicité clandestine à la télévision** [21 mai 1976] (p. 3378, 3380) : la publication d'une lettre adressée aux présidents de société de programme relative à la publicité clandestine ; le fonctionnement de l'organisme chargé de l'observation des programmes.

• *question au Gouvernement :*

— **Evacuation des imprimeries du** *Parisien libéré* [8 décembre 1976] (p. 9070) : demande les motifs qui n'ont pas permis de mettre en place la procédure de concertation évitant une grève de la presse.

• *question orale sans débat :*

— (n° **34481**) : **Régime fiscal des périodiques politiques** [22 avril 1977] (p. 2096, 2097, 2098) : application aux périodiques politiques du régime d'imposition à la TVA des quotidiens ; nécessité de saisir le Parlement d'un texte avant la fin de la session.

• *question au Gouvernement :*

— **Sort des Juifs soviétiques** [8 juin 1977] (p. 3498, 3499) : action du Gouvernement français auprès des autorités soviétiques pour faire cesser les campagnes antisémites en URSS et obtenir le respect de l'acte final d'Helsinki.

• *question orale sans débat :*

— (n° **34482**) : **Application de la loi sur la radiodiffusion et la télévision** [24 juin 1977] (p. 4217, 4219, 4220) : permettre une meilleure coordination entre les sociétés de programme et une amélioration des rapports entre

les sociétés de télévision et la Société française de production (SFP) ; création d'un fonds destiné à financer des émissions de qualité et de création ; révision du régime fiscal des sociétés de programme.

INTERVENTIONS

1973

— **Déclaration du ministre de l'économie et des finances sur la politique économique, financière et monétaire** (n° **361**) [24 mai 1973] (p. 1551) : évoque les résultats de la politique des prix, les propos du ministre de l'économie et des finances sur la progression des prix français par rapport à celle de la moyenne de nos principaux partenaires, la situation française en matière de prix ; (p. 1552) : la progression de l'indice des prix de détail plus faible que dans les principaux pays ; évoque les mesures prises pour abaisser les taux de la TVA ; l'efficacité de la politique du crédit et de la politique monétaire ; souligne les profondes perturbations entraînées par l'inflation ; rappelle les dérèglements des économies occidentales ; se demande si la France ne présente pas de caractéristiques propres au regard de l'inflation ; les conséquences de la hausse des matières premières importées, la hausse des taux d'intérêt, la sensibilité de l'économie française à l'inflation ; le problème des structures et des comportements, l'évolution des données de type structurel dans le sens de la modernisation ; rappelle l'audition du ministre de l'économie et des finances devant la commission des finances, ses propos sur les investissements productifs, la capacité de production de nombreux seeteurs, l'évolution des salaires et des rémunérations ; (p. 1553) : les échanges extérieurs, les perspectives des prochaines négociations commerciales ; s'interroge sur l'intérêt qu'a l'Europe à engager cette négociation, compte tenu de la situation actuelle du dollar ; définit la politique des prix, le rôle de l'inflation, le problème de l'efficacité du contrôle des prix et de ses effets sur les structures économiques et sur le comportement des producteurs, le débat sur le blocage des prix, les difficultés des pays étrangers à mettre en œuvre une politique des prix et des revenus ; rappelle que la plupart des économies étrangères usent de moyens d'intervention ; estime que le procès fait au contrôle des prix n'est pas d'actualité ; le formalisme, crainte des entreprises ; souhaite que les agents chargés du contrôle des prix prennent en considération la vie économique de l'entreprise ; (p. 1554) : rend hommage à la politique de contrats de programme ; le problème des tarifs des entreprises publiques ; le rôle déterminant des grandes entreprises nationales, la nécessité de maintenir un taux élevé d'investissement dans les entreprises, de mieux définir les principes d'une politique de la concurrence, les problèmes sociaux qui se posent, le malentendu qui entoure l'idée de politique des revenus, la nécessité d'éclairer les Français sur les grands choix, de promouvoir un vaste effort d'information.

— **Rappel au règlement** [26 juin 1973] (p. 2519) : sa proposition de loi tendant à abaisser l'âge de la majorité civique, économique et sociale déposée pour la première fois il y a dix ans ; autres propositions déposées, rapport de M. Terrenoire, précipitation en fin de session ; souhaite que le Gouvernement prenne la décision d'inscrire la discussion de ces textes dès la prochaine session ; sa réponse au rappel au règlement de M. Ducoloné, rapporteur de sa proposition de loi.

— **Rappel au règlement** [2 octobre 1973] (p. 3959) : procédure de désignation des candidats à la représentation de l'Assemblée nationale au sein d'organismes extra-parlementaires.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° **646**).

Première partie :

Discussion des articles [25 octobre 1973]. **Après l'Article 6** (p. 4800) : marque sa surprise de la reprise par M. Pranchère du texte de son amendement déposé à la commission des finances ; (p. 4801) : son amendement visant à accroître les droits fiscaux sur les achats d'exploitations agricoles par des ressortissants étrangers ; possibilité pour le Gouvernement par convention soumise à autorisation parlementaire de réduire l'augmentation prévue au bénéfice des ressortissants des pays appartenant à la CEE.

Deuxième partie :

Services du Premier ministre. — Section I. **Information** [26 octobre 1973] (p. 4897) : ses observations sur le rôle du ministère de l'information, presse et imprimeries, insuffisance des crédits, ses observations sur les créations de postes, aides indirectes à la presse, aide aux entreprises de presse les plus défavorisées, application de la TVA au taux zéro, ses observations sur les réponses de l'administration aux questionnaires des rapporteurs, rend hommage à la gestion de la SOFIRAD, concurrence des postes périphériques et publicité, suggère une concertation avec le président de la SNEP et avec les dirigeants des entreprises de presse et de labeur, individualisation des crédits de l'information ; (p. 4898) : réorganisation du fonds culturel, modification du régime fiscal de la presse, article 39 *bis*

du code général des impôts, taxe sur les salaires, rend hommage au personnel de l'AFP ; AFP et ORTF ; souhaite une présentation plus précise des besoins de l'AFP, souligne l'insuffisance des moyens budgétaires de l'information, sa référence à un livre de Jean Schwoebel sur le pouvoir de la presse et de l'argent.

Services du Premier ministre : ORTF [26 octobre 1973] (p. 4909) : ses observations sur la décision de la commission des finances de refuser à l'Office l'autorisation de percevoir la redevance, ressources de l'ORTF, écart dans les recettes d'exploitation, sa question au Gouvernement sur ce point, ses préoccupations financières à l'égard de l'Office, nécessité d'économies pour combler le « trou », montant des dépenses d'investissements ; (p. 4910) : rappelle le droit fondamental du Parlement de se préoccuper de l'usage qui est fait d'une taxe parafiscale ; (p. 4916) : répond à M. Houteer, son pouvoir de contrôle sur pièces et sur place en qualité de rapporteur du budget de l'information, ses questions au président-directeur général de la SOFIRAD. **Etat E - Ligne 101** (p. 4922) : intervient dans la discussion de l'amendement de M. Papon tendant à supprimer l'autorisation de perception de la redevance, se rallie à la position prise par le président de son groupe.

Services du Premier ministre : Formation professionnelle et promotion sociale. — Services divers, Journaux officiels, Conseil économique et social, Secrétariat général de la défense nationale, suppléant de M. Ribadeau-Dumas, rapporteur spécial [29 octobre 1973] (p. 4958) : rend hommage au rapporteur ; (p. 4959) : caractère de mini-budget que revêtent les crédits des services du Premier ministre ; demande le renforcement des moyens en personnel de la Documentation française ; politique de formation professionnelle et son financement public et privé ; résultats obtenus ; souhaite qu'une publicité plus grande leur soit donnée ; conditions de gestion des autorisations budgétaires ; ses réserves sur les aides de fonctionnement ; maintien de la priorité dont bénéficiait la politique de formation professionnelle ; nécessité d'apprécier les besoins par secteurs d'activité, de disposer d'une unité uniforme de comparaison ; variation des dépenses de formation en fonction de la taille des entreprises ; souhaite une modulation du taux de la contribution de formation en fonction du nombre de salariés employés.

Anciens combattants et victimes de guerre [9 novembre 1973] (p. 5530) : dénie à qui que ce soit le droit de parler au nom du monde ancien combattant en dehors du ministre des anciens combattants, qui le représente au Gouvernement. **Etat B** (p. 5540) : se déclare opposé à l'amendement de la commission des finances et de M. Ginoux au titre IV ; votera le budget en mémoire des garçons qui se sont fait tuer pour leur pays.

Aménagement du territoire, équipement et urbanisme [14 novembre 1973] (p. 5723) : problème des cyclotouristes ; sa référence à un livre de Jacques Faisant *Albina et la bicyclette*.

Aménagement du territoire, équipement et urbanisme : Equipement [14 novembre 1973]. **Etat C - Titre VI** (p. 5751) : son amendement tendant à une réduction des crédits de ce titre ; aspect pratique et humain de l'opération de transfert à Saint-Mandé de l'imprimerie de l'Institut géographique national ; sa référence à une note que lui a remise une délégation du personnel travaillant à l'imprimerie de l'IGN, compréhension de ce personnel quant à l'attitude adoptée par le ministre de l'équipement à l'égard de la situation de l'IGN ; exprime sa confiance dans le ministre de tutelle de l'Institut ; souhaite que les mesures prises permettent le rééquilibrage vers l'Est de la région parisienne ; (p. 5752) : sa réponse à M. Gosnat sur la position du personnel de l'IGN à l'égard du ministre ; sa référence à deux documents signés du délégué cégétiste de l'IGN, aspect humain du problème ; sa réponse à M. Claudius-Petit : caractère technique de son amendement ; précise que le problème de l'IGN à Saint-Mandé n'est pas un problème de décentralisation. **Etat C - Titre VI** : son amendement : politique du Gouvernement à l'égard des utilisateurs des « deux-roues ».

Intérieur et rapatriés [19 novembre 1973] (p. 6012) : ses observations sur l'augmentation des crédits ; dotations au titre de la subvention globale d'équipement ; problème de la police en milieu urbain ; loi du 10 juillet 1964 et situation des services de police dans les trois départements de la petite couronne ; résultats de la réforme ; efforts à engager ; situation des effectifs après le rattachement des services de police à la Direction de la sécurité publique ; rend hommage aux commissaires de police ; qualité des personnels, ouverture de postes de commissaires divisionnaires.

Protection de la nature et de l'environnement [20 novembre 1973] (p. 6070) : rappelle les mesures prises par le ministre de l'environnement pour lutter contre les nuisances causées par le boulevard périphérique dans les départements de la petite couronne et notamment le Val-de-Marne.

Economie et finances. — II. Services financiers [20 novembre 1973] (p. 6156) : conditions du compte rendu des travaux parlementaires pour l'AFP. **Article 42** (p. 6162) : ses

suggestions en faveur de la modernisation des entreprises de presse.

Commission mixte paritaire [18 décembre 1973] (p. 7143) : intervient dans la discussion de l'amendement du Gouvernement tendant au blocage des loyers ; sa question relative aux compensations financières prévues pour les sociétés immobilières d'investissement.

— **Proposition de loi tendant à la création d'une commission de contrôle de la gestion financière de l'ORTF** (n° **764**). **Discussion générale** [14 décembre 1973] (p. 7049) : sa demande de précisions sur le nombre des membres de la commission de contrôle.

— **Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête sur les écoutes téléphoniques** (n° **721**). **Discussion générale** [14 décembre 1973] (p. 7051) : répond à M. Guy Mollet sur la pratique des écoutes téléphoniques ; sa référence à un extrait du livre de M. Mitterrand *Ma part de vérité* (p. 33).

— **Proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à modifier l'article 27, alinéa premier, du code de l'administration communale et à compléter l'article 30 de la loi du 10 août 1871 relative aux conseils généraux** (n° **259**). **Discussion générale** [19 décembre 1973] (p. 7204) : sa question au Gouvernement sur l'inscription à l'ordre du jour de la prochaine session de sa proposition de loi : fixation des dates des sessions des conseils généraux de manière à éviter une coïncidence avec les travaux de l'Assemblée nationale.

1974

— **Rappel au règlement** [18 juin 1974] (p. 2743) : renonce à demander la constitution de l'Assemblée nationale en comité secret pour examiner le rapport de la commission de contrôle sur la gestion de l'ORTF ; demande l'inscription de deux questions orales avec débat pour permettre la discussion des conclusions du rapport.

— **Rappel au règlement** [20 juin 1974] (p. 2816) : accord de la commission de contrôle sur la gestion financière de l'ORTF pour la tenue d'une conférence de presse du rapporteur M. Chinaud.

— **Projet de loi fixant la majorité à dix-huit ans** (n° **1059**). **Discussion générale** [25 juin 1974] (p. 2916) : évoque les variations du garde des sceaux sur l'âge de la majorité civile ; l'ancienneté des préoccupations de l'UDR à l'égard de la jeunesse ; le blocage apporté à ses quatre propositions de loi ; proposera un système d'initiation civique, économique et sociale. **Discussion des articles.** **Après l'Article 2** (p. 2941) : amendement n° 35 : rapport au Parlement sur les mesures prises pour le développement de l'instruction civique ; adopté.

— **Projet de loi relatif à la radiodiffusion et à la télévision** (n° **1161**). **Discussion des articles** [24 juillet 1974]. **Article premier** (p. 3741) : tutelle sur la SOFIRAD. **Après l'Article 12** : son amendement n° 83 : création d'une conférence des présidents des nouvelles unités destinée à permettre la coordination ; repoussé ; (p. 3783) : son amendement n° 84 : création d'un institut de recherche sur les communications de masse ; repoussé. **Article 18** (p. 3793) : amendement n° 89 : contrôle des dispositions relatives aux recettes publicitaires confié à la RFP ; adopté.

— **Projet de loi relatif aux économies d'énergie** (n° **1178**). **Discussion générale** [4 octobre 1974] (p. 4803) : démontre en indiquant la température de l'hémicycle combien l'appréciation des normes de chauffage peut être subjective.

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° **1180**).

Première partie :

Discussion des articles [24 octobre 1974]. **Article 4** (p. 5404) : indique que la commission des finances est hostile à l'amendement n° 4 de M. Hardy en raison de ses implications sur le plan de la CEE. **Article 9** (p. 5412) : création d'une commission de réforme de l'aide à la presse. **Après l'Article 9** (p. 5413) : son amendement n° 38 rectifié : table ronde sur l'aide de l'Etat à la presse ; adopté.

Deuxième partie :

Services du Premier ministre. — Information, rapporteur spécial [25 octobre 1974] (p. 5488) : rappelle que depuis plusieurs années les propositions de la commission ne sont suivies d'aucun effet ; se félicite de la décision de réunir une table ronde des professions de la presse ; situation dramatique de l'imprimerie française ; les services juridiques et techniques de l'information disposent de moyens insuffisants ; (p. 5489) : proteste contre les moyens utilisés pour financer la délégation générale à l'information ; les missions de cette délégation ; les difficultés de la Néogravure ; (p. 5490) : s'interroge sur les raisons et les conditions exactes du départ du directeur général d'Europe n° 1 ; situation dramatique de l'AFP ; (p. 5491) : accorder de nouveaux avantages fiscaux à la presse ; (p. 5495) : sur la responsabilité des déclarations du président-directeur général de la

Sofirad ; (p. 5501) : les procédures d'aide aux quotidiens à faible tirage dont les ressources publicitaires sont étroites ; exemple du journal *l'Humanité ;* (p. 5503) : son amendement n° 65 au titre III de l'état B relatif à la situation financière de l'agence France-Presse ; repoussé ; (p. 5504) : son amendement n° 66 au titre IV de l'état B ; repoussé.

Radiodiffusion et télévision [15 novembre 1974] (p. 6498) : le débat budgétaire suppose le renouvellement d'un acte de foi ; demande au ministre où en sont les réflexions sur le droit de réponse ; un décret serait en préparation pour éviter le renouvellement de la publicité clandestine ; ambiguïté de la situation de la société de production à l'égard des inserts publicitaires dans ses propres productions ; (p. 6500) : situation des critiques de télévision ; les difficultés mises en lumière par le budget prévisionnel de la deuxième chaîne (p. 6507) : interrompt M. Leroy pour souligner les dangers que le syndicat CGT fait peser sur la liberté d'expression. **Après l'Article 30** (p. 6515) : sur l'amendement n° 44 de M. Fillioud : ses préoccupations relatives au maximum de ressources publicitaires.

Equipement, logement [16 novembre 1974] (p. 6595) : les missions de l'agence nationale pour l'amélioration de l'habitat.

Intérieur [19 novembre 1974] (p. 6750) : les réfugiés politiques chiliens ; les opérations « coup de poing » ; les créations d'emploi ; la police dans le Val-de-Marne ; le matériel roulant ; la considération pour les policiers ; la carrière ; la délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR).

Economie et finances. — II. Services financiers [20 novembre 1974] (p. 6873) : se félicite de l'inscription à l'état G d'une dotation provisionnelle en faveur de l'Agence France-Presse.

1975

— Projet de loi de finances rectificative pour 1975 (n° **1570**).

Première partie :

Discussion des articles [13 mai 1975]. **Etat A** (p. 2575) : les difficultés de la presse spécialisée ; absence de compte rendu du débat sur la presse dans les hebdomadaires et mensuels ; informer le Parlement sur les difficultés de la délégation générale à l'information. **Article 4** (p. 2577) : remercie le Gouvernement pour la mesure proposée sur l'amendement n° 17 ; regrette que la « table ronde » sur la presse ne soit pas réunie plus fréquemment ; demande une définition des « fonds culturels » ; rappelle l'aide conjoncturelle donnée à la presse au moment de la guerre de Corée. **Après l'Article 10** (p. 2578) : sur l'amendement n° 21 de M. Andrieu ; le cahier des charges d'Antenne 2 ; la première répartition de la redevance ; (p. 2579) : l'héritage des astreintes de l'ancien ORTF ; obtenir des explications sur l'utilisation des fonds bloqués. **Commission mixte paritaire** [28 mai 1975] (p. 3293) : rappelle les réserves de l'Assemblée au sujet de l'action de la délégation générale à l'information ; le le sursis accordé à cette délégation pour qu'elle réforme son action.

— Projet de loi portant suppression de la patente et institution d'une taxe professionnelle (n° **1634**). **Discussion des articles** [11 juin 1975]. **Article 2** (p. 3984) : sur l'amendement n° 5 de M. Burckel, appelle l'attention sur les problèmes de la société professionnelle des papiers de presse ; souhaite qu'un régime particulier soit accordé ; évoque le cas des imprimeries de périodiques.

— Rappel au règlement [20 juin 1975] (p. 4581, 4582) : mission des parlementaires siégeant au sein des conseils d'administration de sociétés de radio et télévision.

— Rappel au règlement [9 septembre 1975] (p. 6057, 6058) : **Article 53 :** liberté des accès normaux à l'Assemblée nationale.

— Projet de loi de finances rectificative pour 1975 (n° **1873**). **Discussion des articles** [10 septembre 1975]. **Après l'Article 13** (p. 6207) : son intervention sur l'amendement n° 8 de M. Boulloche ; rappelle que les rapporteurs spéciaux ont d'ores et déjà un droit de contrôle. **Article 15** (p. 6209) : en sa qualité d'administrateur de la chaîne de télévision Antenne 2, présente ses excuses pour la façon dont ont été relatés les débats de l'Assemblée nationale ; (p. 6210) : indique qu'il ne votera pas la ratification d'une répartition des crédits qui serait un blanc-seing pour 1976.

— Rappel au règlement [12 septembre 1975] (p. 6252, 6253) : retransmission des débats du mercredi après-midi, 10 septembre 1975, par Antenne 2 ; la réalité du problème de l'information à la télévision (appréciation journalistique).

— Projet de loi de finances pour 1976 (n° **1880**).

Première partie :

Discussion des articles [23 octobre 1975]. **Article 10** (p. 7286) : estime nécessaire de revoir tout le système d'aide au cinéma ;

fait observer que certains journaux bénéficiant de l'article 39 *bis* publient des photos perverses ; est favorable à l'amendement n° 56 de M. Marette. **Après l'Article 16** (p. 7299) : reconnaît qu'une concertation véritable s'est engagée entre le Gouvernement et la presse ; (p. 7300) : ses inquiétudes sur l'avenir de la presse quotidienne parisienne ; propose de modifier son sous-amendement n° 126 à l'amendement n° 102 du Gouvernement ; faire bénéficier la presse mensuelle de la mesure applicable à la presse quotidienne ; réservé. **Après l'Article 16** (*suite*) (p. 7311) : son sous-amendement n° 126 à l'amendement n° 102 du Gouvernement : supprimer, après le mot « revues », le mot « bimensuelles » ; prévoir en contrepartie une majoration de 1 % applicable au tarif des droits fixes et des minimas des droits d'enregistrement et des taxes de publicité foncière ; (p. 7312) : insiste sur la reconduction de l'article 39 *bis* du code des impôts et pour que soit tenu compte des conclusions de la table ronde sur la presse ; son nouveau sous-amendement : ajouter « mensuelles » après le mot « revues » ; adopté.

Deuxième partie :

Intérieur [13 novembre 1975] (p. 8302) : le sort des personnels des préfectures ; l'excessive clémence des juges ; l'insuffisance des moyens dont dispose la police.

Radiodiffusion et télévision [18 novembre 1975] (p. 8587) : une situation qui prête à critique, notamment dans le cadre d'Antenne 2 ; les lourdes contraintes imposées par les cahiers des charges ; l'indépendance de la production et le rôle de la Société française de production ; (p. 8588) : le viol de la loi de 1974 ; le faible nombre des effectifs d'Antenne 2 ; la qualité du journal télévisé de cette société ; l'absence de toute justification à un procès d'intention ; (p. 8589) : l'inexistence de parti pris politique ; (p. 8591) : sur les propos de M. Donnez, estime qu'il est inexact que sur Antenne 2 les réformateurs soient défavorisés ; rappelle que ce sont les républicains indépendants qui sont les moins favorisés ; (p. 8593) : ses observations sur les propos de M. Leroy relatifs à la censure à la télévision ; (p. 8598) : admet que son expression « viol de la loi » était trop forte ; ses observations sur l'indexation de la participation aux services prestataires sur les recettes des sociétés.

Services du Premier ministre. — Information, rapporteur spécial [19 novembre 1975] (p. 8682, 8683) : regrette d'avoir invité la commission des finances à adopter les crédits sur la foi des promesses du Gouvernement ; l'absence de publication d'un document regroupant les crédits et permettant l'exercice du droit de contrôle du Parlement ; souhaite obtenir au plus vite les conclusions de M. Marceau Long sur la délégation générale à l'information ; déplore la modicité des crédits accordés au secrétariat d'Etat ; la situation d'Europe 1 ; celle de l'Agence France-Presse ; (p. 8684) : les crédits du CNEP ; les travaux de la table ronde sur la presse ; déclare assumer pour la dernière fois ses fonctions de rapporteur spécial ; (p. 8688) : demande au parti communiste de confier à des imprimeries françaises les travaux effectués en Belgique ; (p. 8689) : le conflit du *Parisien libéré ;* l'intervention de M. Gosnat en qualité de rapporteur spécial pour censurer l'information dispensée par Europe 1. **Examen des crédits** (p. 8694) : son amendement n° 67 : relatif au fonds culturel : repoussé.

1976

— **Rappel au règlement** [21 mai 1976] (p. 3378) : discussion du projet sur le régime fiscal de la presse.

— **Projet de loi portant imposition des ressources provenant de plus-values assimilables à un revenu** (n° **2206**). **Discussion générale** [3 juin 1976] (p. 3722) : critique l'opposition ; constate qu'il faut amender ce texte généreux mais peu satisfaisant ; (p. 3723) : les pièges du projet ; il faut resserrer les mailles du filet pour que les véritables spéculateurs soient taxés ; des précisions sont nécessaires ; l'orateur votera en fonction de la discipline imposée à son groupe.

— **Rappel au règlement** [9 juin 1976] (p. 3908) : nécessité d'inscrire à l'ordre du jour le projet de loi n° 2298 et le rapport n° 2310 relatifs au régime fiscal de la presse.

— **Projet de loi relatif à la lutte contre le tabagisme** (n° **2149**). **Discussion générale** [11 juin 1976] (p. 4082) : est le seul orateur tabagique ; approuve l'orientation du projet ; souligne le problème de la presse ; les amendements de l'intergroupe parlementaire sur la publicité ; souhaite que la contre-publicité soit efficacement organisée ; que la publicité pour le tabac soit interdite à proximité des établissements scolaires.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**).

Première partie :

Discussion des articles [26 octobre 1976]. **Article 13** (p. 6999) : indique que la commission des finances n'a pas examiné le sous-amendement n° 205 de M. Aubert ; le dispositif plus précis et plus équitable proposé par le Gouvernement dans son amendement n° 204 ; le défaut de l'amendement n° 45 :

un droit trop élevé ; (p. 7000) : préfère l'amendement n° 204 à l'amendement n° 45.

Deuxième partie :

Radiodiffusion et télévision [16 novembre 1976] (p. 8075) : la réforme ; l'information télévisuelle ; Antenne 2 ; la réforme proposée par M. Roland Faure ; la redevance ; la répartition du budget entre les sociétés ; (p. 8076) : la conférence des présidents des sociétés : la société française de production ; l'information. **Examen des crédits** [16 novembre 1976]. **Article 50** (p. 8089) : le point de la réforme ; s'élève contre la « chasse aux sorcières » actuelle vis-à-vis des réalisateurs et journalistes de radio et de télévision.

Services du Premier ministre. — I. **Services généraux : Information,** rapporteur spécial [17 novembre 1976] (p. 8149) : sa fonction de rapporteur ; (p. 8150) : les problèmes de la télévision et de la radio ; le point et la situation de la presse ; l'inquiétude des milieux de la presse ; le développement des media audiovisuelles ; la fiscalité de la presse ; le désenchantement du Parlement ; la table ronde sur la presse ; la transformation de la délégation générale à l'information ; l'hommage au secrétaire général du haut-conseil de l'audio-visuel ; la réforme du service d'information et de diffusion ne résolvant pas le problème de la politique d'information du Gouvernement ; l'Agence France-Presse ; (p. 8151) : l'expansion de la presse française à l'étranger ; la SNEP ; la Sofirad ; la Somera ; RMC ; Sud-Radio ; le financement des trois commissions qui s'occupent de la radio-télévision ; le problème des aides.

— **Projet de loi relatif au régime fiscal de la presse** (n° 2298), rapporteur. **Première lecture. Discussion générale** [24 novembre 1976] (p. 8640) : les efforts des Assemblées pour créer une table ronde sur le régime fiscal de la presse ; les différentes presses ; l'amicale des hebdomadaires politiques ; la solidarité de la profession ; le régime fiscal de la presse différent du droit commun sur trois points majeurs : la taxe professionnelle, la TVA et l'article 39 *bis* du code général des impôts ; les inconvénients du système de l'exonération de la TVA ; (p. 8641) : le principe optionnel ; les industries qui travaillent en relation avec la presse ; régler les difficultés fiscales et juridiques de la presse ; des taux d'imposition nouveaux ; le grave problème de la presse politique qui n'est pas résolu ; les taux proposés à l'article 2 ; la presse de province ; les hebdomadaires politiques parisiens ; le pluralisme idéologique ; les modifications proposées par le Gouvernement ; un droit d'option entre l'exonération et l'imposition à la TVA ; rien de prévu pour les agences télégraphiques et notamment pour l'AFP ; (p. 8642) : l'article 39 *bis* et les entreprises de presse ; perplexité devant le texte soumis ; les protestations ; (p. 8645) : *l'Humanité* et le général de Gaulle ; les mesures de moralisation du projet. **Discussion des articles** [24 novembre 1976]. **Article 2** (p. 8661) : accepte l'amendement n° 11 du Gouvernement ; (p. 8662) : l'inconvénient de la suppression du « sifflet » ; est défavorable au sous-amendement n° 20 de M. Fillioud s'apparentant à une proposition de résolution ; souhaite la reprise des négociations pour la presse politique périodique ; (p. 8663) : la porte ouverte aux propositions de la profession ; la profession n'est pas encore prête à présenter un travail élaboré ; est favorable à l'amendement n° 11 du Gouvernement ; est défavorable au sous-amendement n° 20 de M. Fillioud ; n'a pas examiné le sous-amendement n° 22 de M. Gosnat ; (p. 8664) : son amendement n° 1 devenant sans objet ; son amendement n° 2 technique ; adopté. **Article 3** (p. 8665) : est favorable à l'amendement n° 12 du Gouvernement. **Article 4** : un avantage appréciable aux entreprises de presse ; la situation de l'imprimerie ; (p. 8666) : est favorable à l'adoption de l'amendement n° 23 du Gouvernement. **Article 5** : son amendement n° 3 concernant les journaux ou publications diffusés par l'intermédiaire d'un mandataire ; adopté ; est favorable à l'amendement n° 14 du Gouvernement ; son amendement n° 4 de pure forme ; adopté. **Article 6** : son amendement n° 5 tendant à supprimer l'article 6 ; (p. 8667) : retire son amendement n° 5 ; est favorable à l'amendement n° 15 du Gouvernement. **Article 7** : son amendement n° 6 tendant à supprimer l'article 7 ; (p. 8668) : ne retire pas son amendement n° 6 ; repoussé ; ne peut se prononcer sur l'amendement n° 10 de M. Fillioud. **Article 8** (p. 8669) : est favorable à l'amendement n° 16 du Gouvernement ; s'oppose au sous-amendement n° 19 de M. Gantier. **Commission mixte paritaire** [17 décembre 1976] (p. 9621) : la modification de fond sur la durée du délai d'action ouvert aux périodiques ; cinq modifications de détail ; l'article de M. Gantier dans *le Monde ;* (p. 9622) : le problème non résolu du régime fiscal des hebdomadaires et mensuels politiques ; les critères de choix pour distinguer ces publications ; souhaite la poursuite de la consultation avec la presse dans les trois mois qui viennent.

1977

— **Rappel au règlement** [26 avril 1977] (p. 2125) : erratum à sa question orale sans débat n° 34481.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1977** (n° 2768). **Lettre rectificative**

(n° **2859**). **Discussion générale** [24 mai 1977] (p. 2924) : la succession de mesures de rectification budgétaire ; (p. 2925) : la traduction par la loi de finances initiale du programme du Gouvernement ; l'absence de propositions de l'opposition ; la déclaration de M. Michel Durafour relative au redressement de l'économie ; le dépassement des prévisions relatives au taux de croissance des dépenses prévues pour 1977 par rapport à la loi de finances initiale de 1976 ; la vérité budgétaire ; les caractéristiques de « l'opération vérité » menée par le Gouvernement ; la réalisation des rectifications apportées à la loi de finances en fonction des dépenses de l'année 1976 ; le caractère manifeste de la sous-évaluation des dotations de la loi de finances pour 1977 ; les évaluations en matière de dette publique, du crédit des anciens combattants et des entreprises publiques ; (p. 2926) : la gestion des entreprises publiques ; leurs rapports avec l'Etat ; les modalités de couverture des déficits, les plus-values fiscales ; la majoration de la taxe intérieure sur les produits pétroliers ; le recours à l'emprunt ; la portée de la loi de finances. **Discussion des articles** [25 mai 1977]. **Article 2** (p. 3012). **Rappel au règlement :** la violation de l'article 54 du règlement.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° **3120**).

Première partie :

Discussion des articles [18 octobre 1977]. **Article 2** (p. 6207) : le rejet par le groupe communiste des amendements déposés par la majorité à l'article 3 relatif à la déduction spéciale de 10 % en faveur des bénéficiaires de pensions de retraite ou d'invalidité.

Deuxième partie :

Culture et environnement. — I. **Culture** [20 octobre 1977] (p. 6411) : les problèmes de l'industrie cinématographique ; la générosité du système des avances sur recettes ; l'attribution des trois dernières avances sur recettes ; la possibilité de faire partie de la commission d'avances sur recettes et de bénéficier d'une avance ; l'avance sur recettes, point de départ d'une récupération politique ; le sort de certains films ayant reçu des avances sur recettes ; (p. 6412) : l'échec financier total représenté par le système d'avances sur recettes ; ramener à un an le mandat des membres de la commission ; rendre incompatibles les fonctions de membre de la commission et la présentation de projets ; les rapports de la télévision et du cinéma ; la délivrance de cartes de producteur de cinéma aux deux sociétés de programme TF 1 et Antenne 2 ; la participation des sociétés de télévision au financement des films ; le caractère préoccupant de la situation du cinéma en France ; l'action du centre national du cinéma ; la nécessité de réduire le taux de TVA applicable aux films ; la disposition de la loi de finances pour 1971 prévoyant un aménagement de la fiscalité applicable aux spectacles cinématographiques ; le sens de son amendement. **Examen des crédits. Après l'Article 73** (p. 6424) : son amendement n° 117 : mise à l'étude par le Gouvernement, avant le 1er avril 1978, d'une réforme du régime d'imposition à la TVA de l'industrie cinématographique ; la situation de l'industrie cinématographique ; la nécessité de l'examen par une table ronde d'une modification du régime d'imposition à la TVA ; l'opposition de l'article 41 de la Constitution ; l'opportunité des sous-amendements de M. Ralite à son amendement n° 117 ; amendement n° 117 ; adopté.

Anciens combattants [28 octobre 1977] (p. 6795) : rend hommage à l'ensemble des titulaires des fonctions de secrétaire d'Etat aux anciens combattants ; l'importance du monde ancien combattant ; l'entrée au Conseil économique et social de quatre représentants du monde ancien combattant ; la solidarité nationale ; l'œuvre de la Ve République ; les anciens combattants témoins et acteurs ; la nécessité d'une réflexion sur le fait « ancien combattant » ; la gravité des conséquences du vieillissement ; (p. 6796) : les propositions de loi du groupe RPR relatives au rachat des droits pour certains anciens combattants et à leur représentation au sein du Conseil économique et social ; (p. 6798) : l'absence de dispositions du programme commun sur le problème du monde ancien combattant.

Services du Premier ministre. — Services généraux. — Information, rapporteur spécial [9 novembre 1977] (p. 7203, 7204) : les résultats des vœux présentés par la commission des finances en 1976 ; le service juridique et technique de l'information ; les moyens du haut conseil de l'audio-visuel ; l'augmentation des tarifs de l'AFP ; le problème de la SOMERA ; le rôle joué par la SOFIRAD ; son changement de dénomination en SOFIRATEL ; la situation des filiales de la SOFIRAD : Europe n° 1, radio Monte-Carlo ; la situation de la SNEP ; l'imprimerie Montlouis ; les observations présentées en 1973 par la commission des finances ; le regroupement des crédits de l'information dans un « bleu » budgétaire ; (p. 7205) : l'amélioration de la qualité et la rapidité des statistiques fournies par le service juridique et technique de l'information ; le fonds culturel ; le régime fiscal de la presse ; la réorganisation de la SNEP ; la mise en valeur du montant exact des dépenses d'abonnement de l'Etat à l'AFP ; les observations de la com-

mission en 1975 et 1976 ; la difficulté de la sauvegarde d'une presse libre et diverse ; la presse périodique ; le cas de la presse périodique politique ; la presse quotidienne politique ; l'avis favorable de la commission des finances sur le projet de budget ; (p. 7213) : le groupe de presse du parti communiste français.

Radiodiffusion et télévision [16 novembre 1977] (p. 7488) : l'écho de sa proposition relative à la mise en place d'une journée sans informations politiques ; les conséquences de l'introduction massive de la politique partisane sur les écrans ; la monopolisation de l'écran ; la censure du Gouvernement sur les postes périphériques ; la nécessité d'un véritable débat sur la télévision ; (p. 7489) : l'évolution des effectifs d'Antenne 2 ; l'indépendance des sociétés de programme ; la majoration du taux de la redevance ; le contrôle du Parlement sur la redevance ; la SFP ; les rapports entre la télévision et le cinéma ; la répartition des actions de la SFP auprès des sociétés de programme ; le rôle des journalistes ; les pressions sur la télévision ; (p. 7490) : les modalités de désignation des présidents ; les pressions exercées par le parti communiste et le rassemblement pour la République ; la présentation des élections municipales de Paris par Europe n° 1 ; le soutien du groupe RPR ; (p. 7493) : la genèse de la programmation du film d'Antenne 2 relatif à la campagne d'Italie ; le rétablissement des vérités historiques ; (p. 7494) : la difficulté de trouver des documents sur la participation des forces françaises à la guerre de 1939-1945. **Examen des crédits. Etat E - Ligne 82** (p. 7508) : la contribution financière des sociétés de programme au fonctionnement de la SFP.

Articles et articles additionnels non rattachés [18 novembre 1977]. **Après l'Article 67** (p. 7759) : l'avis défavorable de la commission sur l'amendement n° 36 de M. Madrelle ; l'article 944 du CGI ; les conséquences pour les collectivités locales de l'adoption de l'amendement n° 36.

— **Projet de loi relatif au régime fiscal de certaines publications périodiques** (n° 3277), rapporteur. **Discussion générale** [15 décembre 1977] (p. 8776) : la modification du régime fiscal de certaines publications périodiques ; la réforme de la fiscalité de la presse ; les modalités d'application de la réforme de 1976 ; la non-application du taux réduit de la TVA aux périodiques politiques ; la situation particulière des périodiques politiques ; l'étude réalisée par M. Vedel ; (p. 8777) : les critères de définition des périodiques politiques ; la préparation du statut fiscal des périodiques politiques ; le recours aux critères de contenu des publications ; la sauvegarde de l'indépendance de la presse ; l'accord unanime de la fédération nationale de la presse française ; le problème de la presse mensuelle ; l'adoption à l'unanimité du projet de loi par la commission. **Discussion des articles. Article 2** (p. 8778) : son amendement n° 2 soutenu par M. Leenhardt : extension des dispositions fiscales aux publications apportant des informations sur l'actualité politique régionale et augmentation des taux prévus à l'article 235 *ter* du CGI ; retiré ; le problème posé par la nécessité pour les publications de présenter un intérêt dépassant d'une façon manifeste les préoccupations d'une catégorie particulière de lecteurs. **Article 3** (p. 8779) : le rejet d'un amendement similaire à l'amendement n° 6 de M. Boulloche par la commission ; s'en remet à la sagesse de l'Assemblée sur l'amendement n° 5 de M. Boinvilliers. **Après l'Article 3** : le rejet par la commission d'un amendement semblable à l'amendement n° 7 de M. Boulloche ; (p. 8780) : ne pas lier les décisions du Premier ministre à des propositions de la commission. **Article 4** : son amendement n° 3 : procédure par laquelle est retirée aux publications le bénéfice de la réfaction ; adopté après adoption de la modification proposée par le Gouvernement. **Après l'Article 5** : le rejet par la commission de l'amendement n° 8 de M. Boulloche.

VIZET (Robert)

Député de l'Essonne
(4e circonscription)
(C).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 737).

S'inscrit au groupe communiste [2 avril 1973] (p. 745).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [5 avril 1973] (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation du commerce et de l'artisanat (n° 496) [15 juin 1973] (p. 2238).

DÉPOTS

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1974** (n° 646). **Annexe n° 43 : Taxes parafiscales** (n° **681**) [10 octobre 1973].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1975** (n° 1180). — **Annexe n° 47 : Taxes parafiscales** (n° **1230**) [11 octobre 1974].

— **Proposition de loi** tendant à instituer un régime de **protection sociale** au niveau des exigences humaines de notre époque, pour les **artisans,** les **commerçants et petits et moyens industriels** (n° **1356**) [5 décembre 1974].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1976** (n° 1880). — Budgets civils. — **Annexe 47 : Taxes parafiscales** (n° **1916**) [10 octobre 1975].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1977** (n° 2524). — Budgets civils. — **Annexe n° 48 : Taxes parafiscales** (n° **2525**) [5 octobre 1976].

— **Proposition de loi organique** relative aux **taxes parafiscales** (n° **2709**) [16 décembre 1976].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1978** (n° 3120). — Budgets civils. — **Annexe n° 48 : Taxes parafiscales** (n° **3131**) [5 octobre 1977].

QUESTIONS

• *questions orales sans débat :*

— (n° **2104**) : **Licenciements dans une entreprise de Palaiseau (Société française de fabrication de machines-outils, FFMO)** [15 juin 1973] (p. 2232, 2233).

— de **M. Paillot,** en qualité de suppléant (n° **6945**) : **Problèmes monétaires** [19 décembre 1973] (p. 7192) : ralliement du Gouvernement aux thèses américaines ; échos relatifs à une éventuelle dévaluation du franc en 1974 ; (p. 7199, 7200) : difficultés auxquelles se heurte l'économie française ; nécessité d'une plus large diversification des échanges commerciaux français.

• *question au Gouvernement :*

— **Manifestations au cours du trentième anniversaire du commissariat à l'énergie atomique** [29 octobre 1975] (p. 7534) : protestation contre les brutalités dont les travailleurs du CEA ont été victimes ; respect du droit à la liberté d'opinion et d'expression.

• *question orale sans débat :*

— (n° **24345**) : **Commissariat à l'énergie atomique** [28 novembre 1975] (p. 9133, 9134, 9135) : demande au Gouvernement les mesures envisagées pour assurer l'indépendance énergétique de la France et le renforcement du rôle du commissariat ; nécessité d'un débat sur ce sujet ; les dangers du mariage de l'industrie nucléaire et des sociétés multinationales ; la création de Novatome et la politique de désagrégation du CEA ; inquiétudes du personnel.

• *question au Gouvernement :*

— **Coopérative avicole de la Sica-Sava** [20 octobre 1976] (p. 6776, 6777) : gravité de la situation de cette société ; nécessité d'éviter le chômage pour ses employés.

• *question orale sans débat :*

— (n° **37593**) : **Revendications des mutilés du travail** [29 avril 1977] (p. 2342, 2343, 2344) : prévention-contentieux de la sécurité sociale ; réparation des accidents ; indemnisation des ayants droit ; revalorisation des rentes ; abaissement de l'âge de la retraite pour certains mutilés du travail ; les mutilés du travail oubliés du plan Barre 2.

• *question au Gouvernement :*

— **Titularisation des personnels auxiliaires de la faculté des sciences d'Orsay** [19 octobre 1977] (p. 6340) : personnel hors statut du restaurant.

INTERVENTIONS

1973

— **Projet de loi d'orientation du commerce et de l'artisanat** (n° **496**). **Première lecture. Discussion des articles** [5 octobre 1973] : **Après l'Article 5** (p. 4113) : son amendement visant à ce que, dans le calcul du forfait, interviennent l'amenuisement des marges et l'accroissement régulier des charges de toutes sortes qui pèsent lourdement sur les petites entreprises ; (p. 4114) : ses observations sur la notion de parité ; caractère contradictoire du texte discuté. **Article 6** (p. 4117) : son amendement proposant que la taxe professionnelle soit

assise sur le chiffre d'affaires et les bénéfices réels ; nécessité d'assurer une progressivité à l'encontre des grandes entreprises industrielles et commerciales ; véritable problème du réequilibrage des recettes et des charges entre l'Etat et les collectivités locales ; urgence du remplacement de la patente. **Après l'Article 12** (p. 5521) : son amendement tendant à ramener les droits d'enregistrement sur les mutations de fonds de commerce à 4,80 % ; compensation de la perte de recettes par la contribution spéciale à laquelle sont soumises les sociétés exploitant des magasins d'une surface de vente supérieure à 400 mètres carrés par établissement, ainsi que celles exploitant plus de cinq succursales ; [19 octobre 1973] (p. 4632, 4633) : explique le vote de son groupe sur l'ensemble du projet de loi. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [6 décembre 1973]. **Article 15** *quater* **1** (p. 6711) : son amendement : exonération des artisans et commerçants retraités des cotisations d'assurance maladie ; contribution de solidarité. **Article 15** *sexies* : son amendement déclaré irrecevable : propositions de son groupe quant au rattrapage des pensions de retraite des commerçants et artisans par rapport au régime général.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° **646**).

Première partie :

Discussion des articles [25 octobre 1973]. **Après l'Article 6** (p. 4791) : son amendement visant à la création d'une taxe de solidarité sur les céréales et les oléagineux en substitution à une taxe parafiscale ; financement du BAPSA, possibilité de moduler le taux de cette taxe et d'en affirmer le caractère social; (p. 4792) : son souhait que soit supprimée une anomalie juridique : financement partiel du BAPSA par une taxe parafiscale ; aide aux plus défavorisés des exploitants, exonération des agriculteurs produisant moins de 200 quintaux ; son amendement tendant à assurer le financement de l'INAO par une taxe parafiscale ou par une subvention de l'Etat. **Après l'Article 6** (p. 4800) : son amendement visant les achats spéculatifs notamment de terrains agricoles effectués en France par des sociétés ou des ressortissants étrangers.

Deuxième partie :

Commerce et artisanat [29 octobre 1973] (p. 5010) : insuffisance du budget et loi d'orientation du commerce et de l'artisanat, allégement fiscal annoncé et relèvement des forfaits, alignement des prestations sociales sur le régime général, augmentation des cotisations du régime maladie ; (p. 5011) : augmentation des charges sociales des travailleurs indépendants, ponction dans le régime général au détriment des salariés, difficultés des commerçants et artisans et volonté d'expansion des grandes surfaces, inégalité des chances entre le commerce indépendant et les grandes surfaces, désengagement de l'Etat, manque de réussite des assistants techniques du commerce ; sa référence à une lettre adressée à quelques parlementaires par le président de la chambre des métiers, développement prioritaire de la puissance financière des grands monopoles, nécessité d'un changement de politique, propositions faites par les députés communistes lors de la discussion de la loi d'orientation, options fondamentales du programme commun de la gauche.

Développement industriel et scientifique [8 novembre 1973] (p. 5382) : situation du commissariat à l'énergie atomique, régression de ses dotations budgétaires, compression générale des dépenses, problèmes de l'énergie ; inquiétude des personnels du CEA au profit de sociétés privées, recherche fondamentale, conditions de vie et de travail ; son désaccord sur la transformation du département de construction de piles en une société de droit privé « Technicatome » ; (p. 5383) : industrie nucléaire au service de la nation ; soutien de son groupe aux travailleurs du CEA.

Education nationale [14 novembre 1973]. **Etat C - Titre VI** (p. 5702) : son amendement tendant à la réduction des crédits de ce titre, demande le maintien à Verrières-le-Buisson des laboratoires du CNRS ; s'oppose au projet de décentralisation.

Taxes parafiscales, rapporteur spécial [20 novembre 1973] (p. 6090) : accroissement du nombre des taxes parafiscales ; variétés de ces taxes ; (p. 6091) : conditions de perception de la taxe sur les eaux-de-vie de Cognac et d'Armagnac au profit des comités ; assiette de la taxe sur les aéroports d'Orly et de Roissy, taxes qui n'ont pas été mises en recouvrement en 1973, taxe intéressant le centre technique des briques et des tuiles, taxes supprimées, étude de la cour des comptes sur l'ensemble de la parafiscalité à la demande de la commission des finances ; son amendement relatif au mode de financement des centres techniques ; taxes agricoles, subventions de l'ANDA ; rejet par l'Assemblée de l'amendement instituant la fiscalisation et la progressivité des taxes sur les céréales et les oléagineux. **Etat E - Article 33** (p. 6115) : amendement de suppression de la taxe sur les blés d'échange ; son amendement tendant à supprimer la taxe destinée au financement du comité national de la pomme de terre. **Après l'Article 46** (p. 6115) : son amendement tendant à préciser les conditions de financement des centres techniques industriels.

1974

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° 1180).

Première partie :

Discussion des articles [24 octobre 1974]. **Article 2** (p. 5395) : son amendement relevant l'abattement à la base a été déclaré irrecevable. **Article 6** (p. 5408) : son amendement n° 23 : déduction spéciale pour les titulaires de pensions ; repoussé. **Article 7** (p. 5409) : demande l'exonération de la taxe d'habitation à soixante-cinq ans au lieu de soixante-quinze ans.

Deuxième partie :

Universités [6 novembre 1974]. **Etat C - Titre VI** (p. 5945) : son amendement n° 124 : laboratoires du CNRS de Verrières-le-Buisson ; repoussé.

Taxes parafiscales [20 novembre 1974] (p. 6832) : signale que la parafiscalité concerne essentiellement l'agriculture et l'industrie ; renouvelle sa demande que l'Etat E fasse l'objet d'une annexe relative à l'emploi, au taux et à l'assiette de certaines taxes ; propose la suppression de quatre taxes inscrites pour mémoire, sur les fleurs et plantes aromatiques, les chicorées à café, les poissons et les animaux marins, et dépose quatre amendements dans ce sens ; présente ses observations sur la taxe d'aéroport et sur celle des produits pétroliers ; (p. 6833) : demande que pour lutter contre le bruit la taxe destinée à atténuer les nuisances soit recouvrée sur les avions transportant du fret ; énumère les objectifs assignés à la taxe sur l'essence et le supercarburant ; rappelle que le Gouvernement justifie la création de cette taxe par l'état de la situation pétrolière mondiale ; a demandé en commission que les sommes collectées en 1974 au titre de cette taxe soient bloquées dans l'attente des conclusions de la commission d'enquête parlementaire sur les pratiques des sociétés pétrolières en France ; demande au Gouvernement des précisions sur les sommes réparties entre les bénéficiaires des produits de cette taxe ; trouverait indécent de ristourner ces produits à des sociétés qui ont réalisé des profits considérables ; signale que la majorité de la commission des finances propose l'autorisation de la perception des taxes parafiscales ; (p. 6850) : défend l'amendement n° 75 de la commission des finances concernant la suppression de la taxe sur les fleurs et plantes aromatiques ; défend les amendements n^{os} 76 et 77 tendant à supprimer la taxe sur la chicorée qui n'est pas recouvrée depuis plusieurs années ; défend l'amendement n° 79 tendant à supprimer la taxe sur les poissons et animaux marins destinés à la conserverie, taxe qui ne figure que pour mémoire à l'état E.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat après déclaration d'urgence, relatif à l'institution d'un prélèvement conjoncturel** (n° 1274). **Discussion des articles** [5 décembre 1974]. **Article 7** (p. 7467) : son sous-amendement n° 61 : déduction des hausses de salaires ; l'encadrement des salaires.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1974** (n° 1340). **Discussion générale** [10 décembre 1974] (p. 7586) : la stérilisation de l'excédent budgétaire ; une ponction sur le pouvoir d'achat ; les plus-values de recettes provenant de la TVA ; les privilèges fiscaux des grandes sociétés, notamment pétrolières ; le remboursement à la Banque de France ; l'inflation par le crédit ; les profits et les investissements ; l'aide du FDES aux trusts : Citroën, le Nickel, Sacilor et Usinor, Thomson et la CGE, Pechiney Ugine Kuhlmann, Dassault ; l'insuffisance de la consommation populaire et des équipements socio-collectifs; (p. 7587) : chômage et inflation ; inefficacité du collectif budgétaire pour la lutte contre l'inflation et la croissance économique ; l'austérité ; les crédits aux équipements scolaires du second degré ; les transferts de charges ; la mise au forfait des subventions pour le premier degré; l'université d'Orsay ; le logement social ; les dépenses improductives ; le programme commun ; les députés communistes voteront contre le projet.

— **Projet de loi relatif aux mesures en faveur des handicapés** (n° 951). **Discussion des articles** [17 décembre 1974]. **Article 16** (p. 7949) : son amendement n° 20 : régime fiscal de faveur pour les ateliers protégés employant des handicapés mentaux ; [18 décembre 1974] (p. 8024) : ses observations sur l'article 24 : un encouragement aux transferts de charges.

1975

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux institutions sociales et médico-sociales** (n° 1285). **Explications de vote** [17 avril 1975] (p. 1830) : un projet qui n'apporte aucun moyen nouveau ; institution d'une tutelle minimum de l'Etat ; caractère autoritaire du projet ; vote défavorable du groupe communiste.

— **Projet de loi portant suppression de la patente et institution d'une taxe professionnelle** (n° 1634). **Discussion des articles** [11 juin 1975]. **Article 2** (p. 3996) : son amendement n° 74 : faire en sorte que l'Etat ne décide pas par décret de certaines exonérations ; repoussé. **Explications de vote**

(p. 4077) : considère que le projet aggrave l'injustice fiscale ; juge que les principales victimes seront les petits commerçants et artisans ; le vote hostile du groupe communiste.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1180**).

Première partie :

Discussion des articles [22 octobre 1975]. **Article 2** (p. 7248) : appelle l'attention sur la situation des travailleurs indépendants ; la déception née de l'application de la loi d'orientation sur le commerce et l'artisanat ; adopter les propositions du groupe communiste en matière de déductions fiscales ; [23 octobre 1975]. **Après l'Article 5** (p. 7270) : son amendement n° 40 : relever la décote et la franchise applicables aux artisans et commerçants ; repoussé.

Deuxième partie :

Commerce et artisanat, rapporteur suppléant [29 octobre 1975] (p. 7509) : l'augmentation modérée du budget ; les problèmes d'apprentissage, de décentralisation et de conversion ; (p. 7510) : l'aide aux groupements d'entreprises artisanales ; les différentes aides et primes à l'artisanat ; (p. 7511) : les régimes spéciaux d'aides aux artisans et commerçants.

Industrie et recherche [6 novembre 1975] (p. 8020) : la régression de l'effort de recherche ; la recherche, servante des sociétés multinationales ; le sacrifice de la recherche fondamentale ; (p. 8021) : la place du parti communiste aux côtés des chercheurs en lutte ; l'offensive menée contre le CEA ; l'assujettissement du CNRS à Rhône-Poulenc ; la colonisation de la recherche au profit du grand capital ; les mesures prévues par le programme commun.

Taxes parafiscales, rapporteur spécial [19 novembre 1975] (p. 8653) : la suppression, la création et le regroupement des taxes opérés dans le projet de loi de finances ; la suppression de la taxe sur les produits pétroliers ; (p. 8654) : les nouvelles taxes créées ; l'insuffisance des informations fournies au Parlement ; les observations de la commission des finances ; demande un réexamen de la parafiscalité agricole et la mise en application de la nouvelle assiette de la taxe d'aéroport ; (p. 8655) : souhaite une information du Parlement sur le centre technique des industries mécaniques.

— **Projet de loi portant création et organisation de la région Ile-de-France** (n° **1867**). **Discussion des articles** [18 décembre 1975]. **Article 12** (p. 9996) : son amendement n° 60 : désignation à la représentation proportionnelle des conseillers régionaux siégeant au conseil régional ; repoussé ; son amendement n° 61 : représentation des communes au conseil régional ; repoussé.

1976

— **Projet de loi portant réduction du premier acompte d'impôt sur les sociétés payable en 1976 et report du paiement de l'impôt sur les revenus de 1974 dû par certains contribuables** (n° **2138** *rectifié*). **Discussion des articles** [6 avril 1976]. **Après l'Article premier** (p. 1378) : son amendement n° 5 : interdire les saisies pour retard dans le paiement de l'impôt sur le revenu et de la taxe d'habitation pour les familles en difficulté ; repoussé.

— **Projet de loi portant imposition des ressources provenant de plus-values assimilables à un revenu** (n° **2206**). **Discussion des articles** [9 juin 1976]. **Avant l'Article premier** (p. 3910) : son amendement n° 9 défendu par M. Frelaut ; repoussé.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1976** (n° **2523**). **Discussion des articles** [14 octobre 1976]. **Après l'Article premier** (p. 6629) : défend l'amendement n° 39 de M. Frelaut : abolition de la TVA sur les produits de première nécessité et institution d'un impôt annuel progressif sur le capital et les fortunes ; repoussé. **Article 3** (p. 6643) : son amendement n° 40 : élargissement de l'assiette de l'impôt de solidarité ; soutient les amendements n° 41 et n° 42 supprimant les privilèges des sociétés ne déclarant pas de bénéfices parce qu'elles jouissent de privilèges fiscaux exorbitants ; amendement n° 40 ; repoussé ; son amendement n° 41 : modalités de la taxation des personnes morales non imposées à l'impôt sur les sociétés ; repoussé ; son amendement n° 42 : éléments devant être réintégrés dans le bénéfice imposable lors de la définition de l'assiette de la contribution exceptionnelle ; repoussé.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**).

Première partie :

Discussion des articles [21 octobre 1976] : **Article 2** (p. 6875) : soutient l'amendement n° 4 de M. Rieubon : la limitation du bénéfice du quotient familial pour les plus hauts revenus ; repoussé ; [22 octobre 1976] : **Après l'Article 2** (p. 6929) : son amendement n° 49 : l'abattement d assiette de 20 % aux artisans et commerçants ; l'établissement des forfaits ; la réduction du chiffre d'affaires limite ; la modification des chiffres limite pour l'application des franchises et des décotes ; la compensation ; (p. 6930) : ne com-

prend pas pourquoi son amendement n° 49 n'a pas été discuté en commission des finances ; aucune amélioration apportée à la situation fiscale des petits commerçants et artisans ; amendement n° 49 repoussé. **Après l'Article 5** (p. 6947) : son amendement n° 50 : exonération ou abattement de la taxe d'habitation et des impôts fonciers en faveur des personnes âgées de plus de soixante-cinq ans et des titulaires de la carte d'invalidité ou de cécité ; le poids de la fiscalité locale sur les personnes âgées ; un allégement de la fiscalité en faveur des personnes âgées ; une simplification des conditions d'exonération ; amendement n° 50 repoussé. **Article 8** (p. 6951) : soutient l'amendement n° 15 de M. Combrisson abrogeant les dispositions de la loi n° 74-1169 du 30 décembre 1974 ; l'opposition du groupe communiste au prélèvement conjoncturel ; (p. 6957) : à la demande du Gouvernement, application de l'article 44 de la Constitution en ce qui concerne le vote de l'article 8 modifié par l'amendement n° 197 du Gouvernement ; [26 octobre 1976] : **Article 22** (p. 7047) : son amendement n° 135 soutenu par M. Frelaut ; repoussé.

Deuxième partie :

Education [17 novembre 1976] (p. 8199) : le tassement de la progression des effectifs ; les maternelles ; (p. 8200) : un budget en forte réduction ; l'enseignement préscolaire ; l'enseignement du premier degré ; les problèmes de sécurité ; l'application des règlements sanitaires dans les cantines et le règlement scolaire ; les insuffisances du second degré ; la carte scolaire ; un budget d'une petite politique.

Taxes parafiscales, rapporteur spécial [20 novembre 1976] (p. 8450) : la place de la parafiscalité dans l'économie française ; les suppressions, regroupements et créations de taxes ; EDF ; les fusions prévues ; une pseudo-réforme ; une réforme intempestive ; l'irrespect des règles en matière parafiscale ; le vide juridique entre le vote de l'état E et la parution des textes ; le FNDA ; l'ordonnance organique de 1959 ; la suppression de la cotisation des entreprises du centre technique de la teinture et du nettoyage (p. 8451) : la taxe sur les textiles ; l'institut des corps gras ; supprimer le caractère parafiscal de la cotisation des entreprises des papiers, cartons et celluloses ; le centre technique de l'industrie horlogère ; la fusion des cotisations des entreprises des industries mécaniques, aérauliques et thermiques, et de la construction métallique ; le CETIAT ; le CTIM ; le CETIM ; les abaissements de taux de l'article 42 ; les recettes des centres techniques ; les inquiétudes de leurs personnels ; la hâte du Gouvernement à faire voter un texte encore en préparation ; les taxes parafiscales et les impôts ; (p. 8452) : l'article 34, alinéa 2 de la Constitution ; présente les remarques de la commission ; non-transmission à l'ensemble de ses membres du rapport de la commission de réforme des taxes parafiscales, le manque de concertation entre l'administration et les professions, l'absence d'examen approfondi, sa réprobation sur des taxes mal adaptées ; indique le rejet de l'état E par la commission. **Examen des crédits** [20 novembre 1976]. **Article 42 : Etat E** (p. 8471) : soutient l'amendement n° 156 de M. Papon supprimant l'état E ; souligne que le problème de fond n'est pas réglé ; l'absence de concertation des parties intéressées ; souhaite l'adoption de l'amendement n° 289 de M. Bardol ; amendement n° 156 retiré ; (p. 8473) : sur l'amendement n° 282 du Gouvernement constate un recul de ce dernier ; souligne la réduction des moyens financiers qui s'ensuivra pour le CETIAT et le CTICM en cas de réduction du taux de la taxe ; (p. 8474) : demande une précision au ministre sur son amendement n° 285 ; l'examen au cours de la loi de finances pour 1978 ; le nouvel examen dans le courant du second semestre de 1977 ; (p. 8477) : s'élève contre la mise en cause par M. Papon du syndicat des travailleurs du livre ; précise que c'est à la Libération que la fédération du livre a obtenu sa puissance et ses prérogatives. **Après l'Article 70** (p. 8477) : indique que la commission a repoussé l'amendement n° 224 de M. Boulloche ; (p. 8478) : précise que la commission n'a pas examiné l'amendement n° 277 du Gouvernement.

Articles et articles additionnels non rattachés [20 novembre 1976]. **Article 55** (p. 8520) : le nouvel avantage fiscal aux grandes entreprises ; souhaite la réduction des deux amortissements linéaires et dégressifs ; (p. 8521) : demande pourquoi l'application des taux d'amortissement linéaire par profession et par nature d'équipement est appliquée en Allemagne fédérale. **Article 56** (p. 8522) : son amendement n° 65 remplaçant l'avantage fiscal proposé par l'article 56 par une réintégration des provisions dans le bénéfice imposable ; repoussé.

— **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier** (n° 2148). **Discussion générale** [30 novembre 1976] (p. 8786) : des objectifs très modestes ; des mesures dérisoires ; la dégradation économique ; les préoccupations des travailleurs et des sans-travail ; leurs difficultés ; les anomalies de la réversion de la rente accident du travail au conjoint survivant ; un projet fourre-tout ; (p. 8787) : les collectivités locales ; l'accroissement des difficultés des tra-

vailleurs du fait du plan Barre ; la politique du programme commun. **Discussion des articles. Article 5** (p. 8789) : son amendement n° 18 tendant à supprimer l'article 5 : adopté.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1976** (n° 2630). **Discussion des articles** [9 décembre 1976]. **Avant l'Article premier** (p. 9150) : son amendement n° 7 soutenu par M. Lamps ; repoussé. **Après l'Article 3** (p. 9163) : son amendement n° 36 soutenu par M. Porelli ; repoussé.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, sur l'architecture** (n° 2618). **Discussion des articles** [18 décembre 1976]. **Article 17** (p. 9732) : soutient l'amendement n° 79 de M. Chambaz indiquant qu'un code des devoirs professionnels pris par décret en Conseil d'Etat précise les missions rendues obligatoires par la présente loi et définit la règle relative à la rémunération ; repoussé.

1977

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1977** (n° 2768). **Lettre rectificative** (n° 2859). **Discussion générale** [24 mai 1977] (p. 2941) : le chômage, état permanent de l'économie française ; la gravité du chômage des jeunes ; l'insuffisance de leur formation professionnelle ; les déclarations du directeur régional de l'Agence pour l'emploi de Normandie au journal *L'Humanité* ; (p. 2942) : la discréditation des travailleurs à la recherche d'un emploi ; la non-publication d'une enquête confiée à la SOFRES sur la situation réelle des travailleurs ; la progression continue du chômage ; l'exemple de la recherche scientifique ; l'insuffisance des dépenses budgétaires en matière de personnels scientifiques ; les dispositions du communiqué de la section syndicale UGICT-CGT du CEA ; la situation de l'emploi des travailleurs scientifiques telle qu'elle ressort des instructions ministérielles pour la préparation du budget de 1978 ; la nécessité de créations d'emplois et d'intégration des personnels hors statut ; l'insuffisance des effectifs d'agents des PTT dans l'Essonne ; les dispositions de la lettre du PDG de la SNECMA relative aux conséquences sur l'emploi de l'insuffisance du plan de charge de l'entreprise ; le sort des 20 000 vacataires ; la politique du patronat en matière d'emploi ; les recommandations du VII[e] Plan ; (p. 2943) : les dispositions du programme commun en matière d'emploi. **Discussion des articles** [25 mai 1977]. **Avant l'Article 2** (p. 3009) : son amendement n° 10 soutenu par M. Rieubon ; repoussé.

— **Projet de loi accordant des garanties de procédure aux contribuables en matière fiscale et douanière** (n° 2769). **Discussion des articles** [23 juin 1977]. **Article premier** (p. 4109) : soutient l'amendement n° 27 de M. Rieubon de suppression ; l'insuffisance des moyens de la direction générale des impôts, notamment en personnel ; repoussé. **Article 9** (p. 4131) : soutient l'amendement n° 28 de M. Rieubon : substitution aux inspecteurs généraux des finances des représentants de la direction générale des impôts ; la représentation de la direction générale des impôts dans le comité de contentieux ; amendement n° 28 repoussé.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° 3120).

Première partie :

Discussion des articles [13 octobre 1977] : **Avant l'Article 10** (p. 6137) : son amendement n° 56 : perception de la TVA au taux zéro sur les produits de première nécessité et institution d'un impôt sur la fortune des personnes physiques ; la lourdeur de la fiscalité indirecte qui pèse principalement sur la consommation populaire ; amendement n° 56 repoussé. **Après l'Article 29** (p. 6151) : soutient l'amendement n° 69 rectifié de M. Berthelot : fixation à 20 % du taux de la participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue ; repoussé ; [18 octobre 1977] : **Article 18** (p. 6245) : son amendement n° 62 rectifié soutenu par M. Pranchère : institution d'un impôt sur l'actif net des banques et établissements financiers ; repoussé.

Deuxième partie :

Services du Premier ministre. — VI. Recherche [19 octobre 1977] (p. 6347) : la dégradation continue de la recherche ; la situation des centres de Saclay, Orsay, Gif ; l'université de Paris-Sud ; les conditions de rémunération des chercheurs ; (p. 6348) : les menaces de licenciement qui pèsent sur les chercheurs hors statut du CEA ; les allocations de troisième cycle ; la situation des diplômés du troisième cycle ; la privatisation du CEA ; la mise en place à l'université de comités techniques paritaires ; la dissolution du groupe de physique moléculaire de Polytechnique ; l'étouffement des libertés ; la nécessité d'une nouvelle politique de la recherche.

Industrie, commerce et artisanat. — II. Commerce et artisanat [19 octobre 1977] (p. 6369) : le bilan de la loi d'orientation du commerce et de l'artisanat ; la crise à laquelle sont soumis le commerce et l'artisanat ; la multiplication de la taxation et des contrôles ; (p. 6370) : la fiscalité en matière de commerce et d'artisanat ; les conditions du bénéfice de l'abattement de 20 % en cas d'adhésion à des centres de gestion agréés ; le problème de l'abaissement des droits de mutation ; la couverture sociale et le financement du salaire pour le conjoint ; la situation déplo-

rable des retraités du commerce et de l'artisanat ; les propositions énoncées dans le programme commun de la gauche. **Examen des crédits** [19 octobre 1977]. **Etat B - Titre III** (p. 6378) : le groupe communiste vote contre de même qu'il votera contre les autres titres.

Taxes parafiscales, rapporteur spécial [21 octobre 1971] (p. 6504) : la réforme des taxes parafiscales envisagée lors de la discussion de la loi de finances pour 1977 ; les conclusions de la commission des finances ; les moyens de contrôle du Parlement ; la conformité de l'Etat aux règles de la parafiscalité ; la prise en considération des réalités économiques et sociales ; l'opposition du ministère de l'économie et des finances à une clarification de la parafiscalité ; le dispositif de l'état E pour 1978 ; le rétablissement de la cotisation destinée au financement de l'institut des corps gras ; la justification de la création d'une deuxième taxe sur les produits de l'horticulture florale et des pépinières ; les conditions d'approbation par le Parlement de mesures réglementaires relatives aux taxes parafiscales ; la création de la COREM sous forme d'association de la loi de 1901 ; (p. 6505) : le problème de la conformité de l'association avec la loi du 22 juillet 1948 ; l'extension du champ de la parafiscalité ; l'abandon de la substitution à la taxe revenant au centre technique de l'industrie des papiers d'une cotisation volontaire ; l'indigence de l'information du Parlement ; les conditions de présentation du rapport annuel relatif au montant et à l'utilisation des fonds recueillis par les taxes parafiscales ; le dessaisissement du Parlement de ses pouvoirs de décision ; la proposition de loi organique relative à l'intégration de toutes les données relatives aux taxes parafiscales dans le domaine de la loi ; les éléments de la complexité des taxes parafiscales ; l'activité des centres techniques industriels ; le cas des institutions techniques financées par l'office national interprofessionnel des céréales et ceux relevant de l'association nationale pour le développement agricole ; les observations de la commission des finances ; la nature de la politique suivie en matière parafiscale ; la sous-information du Parlement ; (p. 6506) : la connaissance de la position des redevables et des utilisateurs sur le service rendu par les taxes parafiscales ; la suppression de la taxe sur les produits de l'horticulture florale, ornementale et des pépinières. **Examen des crédits. Article 51. Etat E, ligne 34** (p. 6522) : soutient l'amendement n° 91 de M. Papon : suppression de la taxe sur les produits de l'horticulture florale, ornementale et des pépinières ; le poids actuel de la parafiscalité ; les conséquences de la création d'une nouvelle taxe au profit de l'ANDA ; les moyens d'information et les pouvoirs du Parlement sur les ressources de l'ANDA ; (p. 6523) : l'ampleur des difficultés financières de l'ANDA ; amendement n° 91 repoussé par scrutin public. **Après l'Article 72** (p. 6524) : le non-examen par la commission de l'amendement n° 129 de M. Foyer.

Articles et articles additionnels non rattachés [18 novembre 1977]. **Après l'Article 67** (p. 7759) : son amendement n° 124 : extension aux affiches et panneaux installés sur le domaine privé de la taxe sur la publicité ; la prolifération de l'affichage publicitaire ; repoussé.

— **Proposition de loi modifiant et complétant la loi n° 68-1 du 2 janvier 1968 tendant à valoriser l'activité inventive et à modifier le régime des brevets d'invention** (n° 3217). **Discussion générale** [24 novembre 1977] ; (p. 7869) : la non-prise en compte dans la proposition de loi des droits des inventeurs salariés ; garantir le droit de propriété de l'inventeur salarié ; les principes dégagés par la jurisprudence ; la loi du 2 janvier 1968 ; les dispositions des propositions de loi relatives aux brevets ; le principe du droit de propriété de l'inventeur salarié ; les réserves relatives au droit de préemption en faveur de l'employeur.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1977** (n° 3204). **Discussion des articles** [1er décembre 1977]. **Après l'Article 5** (p. 8118) : la reprise par le Gouvernement d'un amendement déposé par le groupe communiste ; l'extension de la taxe communale sur la publicité aux villes de plus de 10 000 habitants.

VOILQUIN (Albert)

Député des Vosges
(4e circonscription)
(RI, puis R).

Questeur de l'Assemblée nationale.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 737).

S'inscrit au groupe des républicains indépendants [2 avril 1973] (p. 745).

Est élu questeur de l'Assemblée nationale [20 avril 1976] (p. 1906), [2 avril 1977] (p. 1459).

Elu sénateur le 25 septembre 1977 [3 octobre 1977] (p. 5766).

Il est pris acte de la vacance de son siège de député [6 octobre 1977] (p. 5941, 5970).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [5 avril 1973] (p. 755).

Est élu président de cette commission [5 avril 1973] (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à **permettre la constitution d'une pension de retraite complète par le rachat des annuités manquantes** (n° **15**) [12 avril 1973].

— **Proposition de loi** tendant à la **création d'une commission chargée d'étudier les conditions dans lesquelles une partie des revenus des agriculteurs, commerçants, artisans, industriels, gérants majoritaires de société et chefs d'entreprise personnelle pourrait être considérée comme un « salaire fiscal »** (n° **16**) [12 avril 1973].

— **Proposition de loi** relative aux **pensions de réversion de veuves servies par les caisses de retraite privées** (n° **475**) [14 juin 1973].

— **Proposition de loi** tendant à la **création d'une commission chargée d'examiner les problèmes posés par l'application aux fonctionnaires militaires d'une indemnité familiale d'expatriation** (n° **756**) [14 novembre 1973].

— **Proposition de loi** tendant à créer un comité chargé de proposer toutes dispositions tendant à l'**intégration de l'indemnité de résidence** dans la rémunération soumise à retenue pour **pension** des personnels civils et militaires (n° **957**) [30 mai 1974].

— **Proposition de loi** tendant à créer un contingent spécial **de croix de la Légion d'honneur** et de **l'ordre national du Mérite** pour le trentième anniversaire de la Victoire et le trentième anniversaire de la libération des camps de concentration (n° **1347**) [3 décembre 1974].

QUESTIONS

• *questions orales avec débat de :*

— **MM. d'Aillières** (n° **19568**), **Le Theule** (n° **19715**), **Villon** (n° **19718**), **Max Lejeune** (n° **19761**), **Chevènement** (n° **19796**) : **Problèmes de défense** [21 mai 1975] (p. 2958) : le premier grand débat de la cinquième législature sur la défense ; (p. 2959) : la redéfinition des missions de l'armée ; la politique d'information ; réserver la primeur des décisions du Gouvernement à la commission de la défense nationale ; les mesures financières prises en l'absence de toute inscription au projet de loi de finances rectificative ; le problème du service militaire ; la voie ouverte vers un service à vocation non étroitement militaire ; le concours du conseil permanent du service militaire ; le problème de la condition militaire, sa dégradation ; modifier la grille indiciaire ; mettre en œuvre les moyens nécessaires en fonction de l'évaluation de la menace ; établir un plan de modernisation des forces en trois ans ; la discussion de la prochaine loi programme ; la nécessaire association avec des partenaires, compte tenu du coût des matériels ; la coopération aéronautique ; élever à 3,25 % la part du produit national brut affecté à la défense ; le nouveau style que doit revêtir l'armée ; développer la concertation ; rénover le service militaire ; avoir une défense cohérente face à la menace existante.

• *question au Gouvernement :*

— **Fermeture des écoles rurales à faible effectif** [28 avril 1976] (p. 2254) : les promesses faites par le Gouvernement de ne pas supprimer de postes d'enseignants dans les campagnes ; la situation des normaliens.

INTERVENTIONS

1973

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° **646**).

Deuxième partie :

Justice [31 octobre 1973] (p. 5122) : l'éducation surveillée parent pauvre du budget, situation de l'établissement situé à Neufchâteau, quinzaine d'action lancée par le syndicat national de l'éducation surveillée, manque d'effectifs, efforts à réaliser pour 1975, visite du garde des sceaux à l'IPES de Saint-Maurice, insuffisance de postes, statut des catégories C et D, validation pour l'avancement des services accomplis comme éducateur contractuel, expériences régionales en cours, « casernes de redressement » ; demande que l'éducation surveillée soit dotée d'un budget à la hauteur de ses besoins.

Dépenses militaires. — Budgets annexes du service des essences et du service des poudres, en qualité de président de la commission de la défense nationale et des forces armées [8 novembre 1973] (p. 5399) : justifications de la politique de défense ; souhaite un débat général sur la défense ; choix de la dissuasion nucléaire, forces conventionnelles ; (p. 5400) : qualité des personnels ; application de la loi de pro-

gramme ; mesures catégorielles en faveur du personnel des armées ; disparité entre les militaires et les autres agents de l'Etat ; impératif de la revalorisation de la condition militaire ; raisons du rejet du titre III par la commission de la défense nationale ; attitude des appelés à l'égard du service national ; état d'esprit des jeunes, souhaite une révision des modalités d'exécution du service national, nombre de réformés ; technicité accrue de l'armée de terre et volume de ses effectifs ; place primordiale de la marine ; problème de ses effectifs et de l'entretien des matériels ; (p. 5401) : moyens de l'armée de l'air, forces aériennes stratégiques tactiques ; situation des gendarmes ; crise du service de santé des armées ; hôpital du Val-de-Grâce, personnels civils des armées ; rejet par la commission du dernier alinéa de l'article 46 du projet de loi de finances ; souhaite un geste financier important ; (p. 5434) : gratuité de repas du service des cadres de l'armée de terre, accession des officiers à l'échelle IV ; réponse du ministre des armées sur le titre III ; (p. 5435) : proposition de la commission d'adopter le titre III en raison des promesses faites par le ministre des armées.

1974

— **Projet de loi de finances rectificative** (n° **1110**). **Discussion générale** [4 juillet 1974] (p. 3322) : ses observations relatives aux conséquences des mesures financières proposées sur les crédits militaires ; demande que l'on envisage une sorte de « Grenelle » militaire.

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° **1180**).

Deuxième partie :

Dépenses militaires, budgets annexes du service des essences et du service des poudres [12 novembre 1974] (p. 6178) : la part du produit national brut consacrée à la défense ; l'impact économique de la défense ; les conditions de vie des militaires ; (p. 6179) : les projets de statuts ; les retraités ; le service national ; les incidents ; les permis de conduire militaires ; l'encadrement ; l'armée de métier ; les missions des armées ; la défense aérienne et la coopération en matière d'armement ; l'Eurogroupe ; (p. 6208) : demande l'accroissement de la prime d'embarquement et du nombre des primes de technicité dans le collectif budgétaire.

Justice [14 novembre 1974] (p. 6414) : élargir le domaine de l'éducation surveillée à la prise en charge des jeunes adultes de dix-huit à vingt-trois ans.

1975

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant statut général des militaires** (n° **1907**). **Discussion générale** [17 octobre 1975] (p. 7075) : s'élève contre les méthodes de travail imposées à l'Assemblée ; (p. 7076) : l'impatience légitime avec laquelle les cadres attendent la revalorisation de leur situation ; le caractère satisfaisant de la réforme indiciaire proposée ; l'inintelligibilité de la réforme des statuts compte tenu de la non-publication des décrets d'application de la loi de 1972 ; un texte qui répond à l'attente de la collectivité militaire ; (p. 7087) : ses observations sur le propos de M. Guermeur. **Discussion des articles. Article premier** (p. 7094) : appuie l'amendement n° 56 de M. Villon ; (p. 7096) : sur les amendements n° 48 et n° 49 de M. Bignon, estime que renoncer à la création du corps de majors reviendrait à abandonner un avantage sans obtenir de contrepartie ; (p. 7101) : proteste contre l'opposition de l'article 40 par le ministre de la défense à l'amendement n° 7 de M. Mourot. **Seconde délibération** (p. 7111) : demande une suspension de séance. **Article premier** (p. 7113) : précise que la majorité de la commission de la défense nationale s'est prononcée contre l'amendement n° 56 de M. Villon et a accepté l'amendement n° 1 du Gouvernement.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**).

Deuxième partie :

Crédits militaires. — Budget annexe du service des essences [30 octobre 1975] (p. 7614) : nécessité d'avoir les moyens d'une défense nationale indépendante.

Economie et finances. — II. Services financiers [19 novembre 1975] (p. 8722) : sa préoccupation à l'égard de la situation de la direction générale des impôts et de la direction de la comptabilité publique ; les mesures qui s'imposent pour les retraités du Trésor ; créer des emplois dans les services extérieurs; ne pas supprimer trop de services financiers dans les campagnes ; (p. 8724) : insiste pour que toute nouvelle suppression de poste dans les services financiers locaux n'intervienne pas sans une concertation préalable avec les autorités locales.

1976

— **Projet de loi portant approbation de la programmation militaire pour les années 1977-1982** (n° **2268**). **Discussion générale** [25 mai 1976] (p. 3410) : l'insécurité mondiale et l'existence de conflits indirects ; la nécessaire conjugaison d'une politique d'indépendance nationale et d'une action réaliste au sein de l'Alliance atlantique ; (p. 3411) : le caractère impressionnant des forces du

Pacte de Varsovie ; le stationnement de 60 % des chars soviétiques sur le front européen ; le contrepoids que seule peut constituer l'Alliance atlantique ; la nécessité d'inscrire notre politique dans un cadre européen ; la nécessité d'une programmation pour les dépenses d'équipement ; l'expérience des trois lois de programme précédentes ; la réalisation de la troisième loi de programme à 85 % de ses prévisions ; (p. 3412) : la réalisation de la programmation au prix d'une ponction énorme sur l'armée de terre ; la notion par le Gouvernement d'une programmation réaliste reconnaissant la nécessité de développer nos forces nucléaires et d'adapter nos forces conventionnelles ; les conceptions du Président de la République transcrites dans le document de programmation : avoir une défense active, capable d'intervenir au-delà du sanctuaire national ; le rejet de la politique du tout ou rien ; les crises qui peuvent menacer nos communications maritimes ; la valorisation de nos forces conventionnelles qui sera rendue possible par la nouvelle programmation ; la recherche d'une mobilité et d'une polyvalence plus grandes des unités de l'armée de terre ; l'effort de rattrapage très mesuré dont bénéficie cette armée ; (p. 3413) : la valeur de la réorganisation de la défense opérationnelle du territoire ; les lacunes qui subsisteront dans l'armement ; les questions préoccupantes dans le domaine du matériel, de l'aviation et de la marine ; la chute temporaire du tonnage de cette dernière ; les risques de chômage résultant d'une limitation des commandes militaires ; envisager l'élaboration d'un plan de réorganisation des industries d'armement ; le malaise dont sont empreintes les relations entre l'armée et la nation ; le cadre privilégié que constitue le service national ; (p. 3414) : l'esprit de défense, soutien de la crédibilité de la dissuasion ; les agressions limitées qui demandent la disposition de forces conventionnelles ; l'attention de plus en plus grande des Français aux problèmes de défense ; assurer au contingent une véritable instruction ; l'ignorance par les appelés du « pourquoi » de leur présence au sein de l'armée ; dispenser aux jeunes une instruction civique digne de ce nom ; réviser profondément le style des rapports des cadres avec la troupe ; redonner au « cérémonial » et au « rituel » leur pleine signification ; établir de nouvelles structures de participation institutionnalisée et permanente ; permettre aux militaires de faire connaître leurs points de vue par d'autres canaux que la seule voie hiérarchique ; (p. 3415) : l'hostilité absolue de l'orateur à la création d'une armée de métier ; rendre le service vraiment universel et surtout plus actif. **Discussion de l'article unique** [25 mai 1976] (p. 3459) : s'étonne de la proposition de M. Le Theule (amendement n° 7) qui apparaît très en retrait de la prévision ; (p. 3460) : retire son amendement n° 14 conduisant à ventiler pour chaque année les crédits de la défense entre le titre III et le titre IV.

VOISIN (André-Georges)

Député d'Indre-et-Loire
(4e circonscription)
(App. UDR, puis App. RPR).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 734).

S'apparente au groupe d'union des démocrates pour la République [2 avril 1973] (p. 745).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [5 avril 1973] (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Vice-président de cette commission [5 avril 1973] (p. 756).

Membre du comité directeur du fonds d'aide et de coopération [11 mai 1973] (p. 1202).

Membre suppléant du comité directeur du fonds d'investissement pour le développement économique et social des territoires d'outre-mer (FIDESTOM) [18 mai 1973] (p. 1429).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1974 [12 décembre 1973] (p. 6916).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à **organiser la préparation des élections extra-politiques et à instituer pour ces élections le vote par correspondance** (n° **149**) [12 avril 1973].

— **Proposition de loi** autorisant le **recouvrement des frais de transport en ambulance des services de secours des sapeurs-pompiers** (n° **215**) [25 avril 1973].

— **Proposition de loi** tendant à **éviter que l'exercice du droit de grève par les personnels de l'EDF ne paralyse la vie économique de la nation** (n° **216**) [25 avril 1973].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1974** (n° 646). — **Annexe n° 3 : Coopération (Crédits du ministère des affaires étrangères)** (n° **681**) [10 octobre 1973].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1975** (n° 1180). — **Annexe n° 8 : Coopération** (n° **1230**) [11 octobre 1974].

— **Proposition de loi** tendant à réserver l'emploi du mot « **Crémant** » aux vins mousseux et vins pétillants d'appellation d'origine (n° **1362**) [5 décembre 1974].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1976** (n° 1880). — Budgets civils. — **Annexe 8 : Coopération** (n° **1916**) [10 octobre 1975].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1977** (n° 2524). — Budgets civils. — **Annexe n° 10 : Coopération** (n° **2525**) [5 octobre 1976].

— **Proposition de loi** tendant à modifier l'**article 32** de la **loi n° 77-2** du 3 janvier 1977 sur l'**architecture** (n° **2891**) [18 mai 1977].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1978** (n° 3120). — Budgets civils. — **Annexe n° 8 : Coopération** (n° **3131**) [5 octobre 1977].

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Missions régionales** [12 juin 1974] (p. 2614).

— **Grève des personnels de l'ORTF** [4 décembre 1974] (p. 7378).

— **Rôles respectifs du département et de la région** [5 novembre 1975] (p. 7885) : incompatibilité entre les fonctions de préfet de région et celles de préfet de département ; participation des présidents de conseils généraux aux travaux de la commission administrative régionale.

— **Choix d'un matériel spécialisé de renseignement téléphonique** [10 décembre 1975] (p. 9614) : demande l'emploi en France de matériel français déjà employé par la Grande-Bretagne et l'Allemagne.

— **Droit d'antenne à la télévision** [11 mai 1977] (p. 2643-2644) : impossibilité pour la fédération des prisonniers de guerre de s'exprimer à la télévision.

INTERVENTIONS

1973

— **Projet de loi relatif au droit de licenciement** (n° **197**). **Discussion des articles** [29 mai 1973]. **Article 5** (p. 1617) : **Article 24 m du code du travail :** son sous-amendement à l'amendement de M. Le Pensec : modalités d'assistance des salariés licenciés de nationalité étrangère. **Après l'Article 24 m** (p. 1618) : s'oppose à l'amendement de M. Andrieux. **Article 24 q** (p. 1630) : soutient l'amendement de M. Boudet. **Article 24 s** (p. 1634) : défend son amendement tendant à porter de 11 à 51 le seuil retenu dans l'article.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° **646**).

Deuxième partie :

Agriculture et développement rural. — FORMA, BAPSA [7 novembre 1973] (p. 5293) : sa demande d'indications supplémentaires au ministre de l'agriculture sur les prêts à caractéristiques spéciales en faveur de l'enseignement privé ; conséquences du prélèvement de ces prêts sur le quota attribué aux caisses de crédit agricole ; (p. 5314) : institut national de la recherche agronomique, travaux de l'institut, progression du maïs, offensive britannique dans le secteur agro-alimentaire, difficultés budgétaires de l'INRA ; ses missions nouvelles ; suggère le recours au projet de loi de finances rectificative ; taux des cotisations résultant de la mise en place du régime d'assurance sociale agricole contre les accidents du travail ; problème de l'électrification ; demande l'accroissement de l'effort de l'Etat dans ce secteur.

Affaires étrangères. — Coopération, rapporteur spécial [12 novembre 1973] (p. 5563) : rappelle les interventions de la commission des finances dans le budget de la coopération, maintien en place en 1969 des assistants techniques, réduction des tarifs de transport des fonctionnaires de la coopération ; (p. 5564) : mission du rapporteur au Tchad, caractère exemplaire de la coopération avec les Etats africains et malgache, conférence de Santiago du Chili en avril 1972, aide bilatérale de la France à ces Etats, situation de la France au premier

rang des pays industrialisés qui consacrent une part de leur budget aux pays en voie de développement, crédits de la coopération pour 1974, accroissement très sensible des dépenses en capital, faible augmentation des dépenses ordinaires, aménagement des formes de notre assistance technique, crédits consacrés aux moyens audio-visuels de masse, intégration de l'apprentissage du français dans les actions de formation professionnelle, augmentation des rémunérations des personnels d'assistance technique, observations de la commission sur le coût du transport par avion de ces fonctionnaires, sa demande d'une réduction des tarifs, crédits d'aide exceptionnelle aux Etats du Sahel, programme d'action à long terme à mettre en œuvre dans le domaine hydraulique, demande de la commission que les crédits destinés à ce programme fassent l'objet d'une ligne spéciale dans le budget, volontaires du progrès et militaires du contingent, qualité des travaux de l'Orstom, avis du Gouvernement sur la mise en place d'un système offrant aux Etats une garantie de stabilisation des recettes d'exportation, mémorandum présenté en avril 1973 au conseil de l'Europe par la commission des Communautés européennes, extension de la politique d'association et relations de l'Europe unie avec les Etats africains et malgache ; (p. 5565) : problèmes posés par l'entrée des associés du Commonwealth, considérations retenues dans le rapport du Conseil économique et social.

Aménagement du territoire, équipement, logement et tourisme. — **Logement** [15 novembre 1973] (p. 5796) : attributions régionales et départementales des organismes d'HLM, situation dans la région centre, diminution des attributions HLM dans son département, contingentement des prêts bonifiés des caisses d'épargne, prêts-programmation, retards des primes et prêts dans son département, constructions individuelles en milieu rural ; (p. 5797) : conditions d'emprunt au Crédit agricole des ménages de condition modeste, conditions d'attribution de l'allocation de logement, cite un exemple de refus de l'allocation à un ménage de salariés agricoles avec quatre enfants, prix plafonds, hausse des matières premières et des salaires ; estime indispensable l'ajustement des prix plafonds dans les meilleurs délais, encouragement de la construction en milieu rural, solution financière pour les plus modestes constructeurs, réduction des délais pour l'obtention des primes et des prêts.

Economie et finances. — **II. Services financiers** [20 novembre 1973] (p. 6156) : conditions de travail du personnel du centre des impôts de Chinon.

— **Rappel au règlement** [7 novembre 1973] (p. 5307) : s'élève contre les accusations portées par M. Gilbert Faure à l'encontre de la commission des finances (condition d'exercice du contrôle budgétaire).

— **Projet de loi sur la modernisation des bases de la fiscalité directe locale** (n° **637**). **Discussion générale** [4 décembre 1973] (p. 6569) : sa réponse à M. Lamps sur les transferts de charges fiscales ; imposition des logements HLM et des logements de catégories supérieures. **Discussion des articles** [5 décembre 1973]. **Article 4** (p. 6623) : personnes âgées susceptibles d'être exonérées au titre de la taxe d'habitation. **Après l'Article 11** (p. 6634) : sa demande de retrait de l'amendement de M. Papon.

1974

— **Projet de loi d'amnistie** (n° **1058**). **Discussion des articles** [20 juin 1974]. **Article 14** (p. 2850) : son amendement n° 39 relatif aux mesures de retrait du permis de conduire ; défendu par M. Lepage ; repoussé.

— **Projet de loi relatif à la radiodiffusion et à la télévision** (n° **1161**). **Discusion générale** [24 juillet 1974] (p. 3729) : maintient ses propos relatifs à M. Lorenzi malgré un rappel au règlement de M. Chambaz.

— **Projet de loi relatif au remboursement de la TVA aux exploitants agricoles** (n° **1172**). **Discussion générale** [3 octobre 1974] (p. 4734) : ce sont les agriculteurs les plus riches qui profiteront du remboursement de la TVA ; pour les autres, il faut relever le taux du remboursement forfaitaire.

— **Projet de loi constitutionnelle portant révision de l'Article 61 de la Constitution** (n° **1181**). **Discussion des articles** [10 octobre 1974]. **Article premier** (p. 4951) : soutien à l'amendement n° 8 de M. Krieg.

— **Proposition de loi organique relative à l'élection des sénateurs dans les départements de la métropole et dans les départements d'outre-mer** (n° **1241**). **Deuxième lecture. Discussion des articles** [17 octobre 1974]. **Article 3** (p. 5203) : son amendement n° 4 : application à la prochaine série sortante des sénateurs ; adopté ainsi que le sous-amendement n° 5 de M. Deniau.

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° **1180**).

Deuxième partie :

Coopération, rapporteur spécial [18 novembre 1974] (p. 6612) : rétablissement du ministère de la coopération ; bilan de la politique de coopération ; les missions de dialogue : le groupe Hessel ; la direction des programmes ; l'aide bilatérale et multilatérale ; le volume de l'aide ; le fonds d'aide et de coopération ; la

mission de Port-au-Prince ; l'aide à la recherche scientifique et technique outre-mer ; les coopérants civils ; l'aide au Sahel ; l'aide publique en pourcentage du produit national brut; la conférence mondiale sur l'alimentation ; (p. 6613) : la coopération technique militaire ; la subvention d'équilibre budgétaire ; les garanties aux investissements privés ; les accords de Yaoundé ; la conférence de Kingston ; les Français prisonniers au Tchad ; (p. 6621) : les émissions françaises de radio et de télévision ; le relai de Brazzaville.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat après déclaration d'urgence, portant institution d'un prélèvement conjoncturel** (n° **1274**). **Discussion des articles** [4 décembre 1974] (p. 7411) : le choix entre exercices de référence ; (p. 7414, 7415) : son amendement n° 90 : déduction des charges sociales ou parafiscales nouvelles et des majorations de charge imposées par la loi ; adoptée dans une forme rectifiée [5 décembre 1974] (p. 7459) : son amendement n° 92 : déduction des sommes bloquées au titre de la participation; (p. 7460) : adopté ; (p. 7462) : son sous-amendement n° 87 : régime des établissements qui transforment l'épargne ; adopté ; (p. 7472) : le remboursement du prélèvement ; (p. 7476) : son amendement n° 7 rectifié ; la tolérance d'excédent de marge ; rejeté.

1975

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1974** (n° **1340**). **Discussion des articles** [10 décembre 1974]. **Article 3** (p. 7602, 7603) : son amendement n° 14 : rappel de la patente applicable aux producteurs et distributeurs d'énergie électrique et aux distributeurs de gaz au titre de 1972 ; l'arrêt du Conseil d'Etat ; adopté. **Article 18** (p. 7613) : les cotisations des chasseurs de gros gibier ; les gardes-chasse. **Article 25** (p. 7626) : rappelle son amendement sur la patente d'EDF.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1975** (n° **1570**). **Discussion des articles** [13 mai 1975]. **Article premier** (p. 2752) : sur l'amendement n° 24 du Gouvernement ; demande des précisions sur la situation des régies d'eau et d'assainissement.

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique de l'énergie** [14 mai 1975] (p. 2677) : le caractère épuisable des matières premières ; (p. 2678) : le nécessaire développement de l'énergie nucléaire ; la prise en compte par le programme du Gouvernement de toutes les ressources nationales ; rendre hommage à ceux qui sont à l'origine des succès dans le domaine nucléaire ; les avantages retirés de l'implantation d'une centrale nucléaire ; le problème des tours de refroidissement ; accélérer la mise en chantier de barrages ; relever le niveau de la Loire ; (p. 2679) : ne rien négliger sur le plan de la sécurité ; prévoir une information plus complète des intentions du Gouvernement ; la croyance actuelle sur l'effet nocif des très faibles irradiations ; la conférence nucléaire européenne.

— **Proposition de loi relative à la réglementation de l'usage du mot « crémant »** (n° **1362**). **Discussion générale** [22 mai 1975] (p. 3094) : réserver un vocable spécifique lié à l'idée de qualité ; l'accord donné au mot « crémant » par le comité national de l'INAO.

— **Projet de loi portant suppression de la patente et institution d'une taxe professionnelle** (n° **1634**). **Discussion générale** [10 juin 1975] (p. 3905) : son désaccord avec l'interprétation de l'article 40 de la Constitution donné par M. Foyer, président de la commission des lois ; (p. 3926) : le caractère appréciable des allégements consentis aux commerçants et artisans ; la surcharge apportée aux entreprises ; la mauvaise répartition de l'impôt et la surcharge des entreprises de main-d'œuvre ; procéder à des simulations ; le report effectué sur les industriels ; la pénalisation qui en découle dans les départements faiblement industrialisés ; la quasi-exonération pour certaines professions ; (p. 3927) : la différence résultant entre entreprises du fait de leur date d'installation ; la faveur accordée aux communautés urbaines par le biais des écrêtements. **Discussion des articles** [11 juin 1975] : **Article 2** (p. 3983) : évoque le problème des exemptions de la nouvelle taxe proposée par le Gouvernement et dont le coût serait supporté par les collectivités locales ; (p. 3986) : propose que les exonérations soient supprimées et que la responsabilité de leur institution soit laissée aux collectivités locales ; (p. 3995) : s'oppose aux amendements n° 8 de M. Burckel, n° 118 de M. Josselin et n° 49 de M. Papon qui limitent les droits des collectivités locales. **Article 3** (p. 4002) : son amendement n° 139 : éviter que ne soient complètement exonérés ceux dont les activités s'exercent sans valeur locative et sans salaire ; (p. 4003) : fait confiance au ministre pour élaborer une nouvelle rédaction de son amendement ; adopté ; (p. 4004) : son amendement n° 92 : prise en compte des salaires pour un sixième de leur montant ; (p. 4005) : accepte que la proportion d'un sixième proposée par son amendement soit ramenée à la proportion d'un cinquième ; adopté. **Article 4** (p. 4008) : l'importance du changement apporté par l'article ; la difficile comparaison des sommes versées par

EDF dans le nouveau système et dans l'ancien ; le cas de certaines communes ; le problème des patentes sur les autoroutes ; (p. 4011) : retire l'amendement n° 51 présenté par M. Papon ; (p. 4014) : considère que le chiffre de 50 % retenu par le Gouvernement dans le domaine de la prise en compte de la valeur locative pour les usines nucléaires est trop faible. **Article 5** (p. 4016) : demande comment seront imposées les compagnies autoroutières. **Article 9** (p. 4021) : son amendement n° 94 : impossibilité d'exiger le versement du solde avant le 15 décembre ; adopté ; [12 juin 1975] : **Article 16** (p. 4057) : souhaite que le conseil général ait la possibilité de répartir les 40 % pour nuisances nucléaires ; (p. 4058) : souhaite une même possibilité de répartition en ce qui concerne les 60 % ; (p. 4065) : estime que l'amendement n° 60 de M. Papon, repoussé par le Gouvernement, comme l'amendement n° 127 de M. Glon, accepté par le Gouvernement, posent tous les deux un problème ; préciser que les ressources seront mises à la disposition du conseil général pour favoriser les communautés urbaines ou pour être redistribuées aux communes ; propose d'ajouter à l'amendement n° 60 de M. Papon, les mots : « et les syndicats intercommunaux » ; (p. 4067) : est favorable à l'amendement n° 61 de M. Icart.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1975** (n° **1873**). **Discussion des articles** [10 septembre 1975]. **Article premier** (p. 6166) : demande l'extension du report des échéances d'impôts à toutes les petites et moyennes entreprises ; permettre à la caisse des marchés de consentir des avances aux entreprises ; (p. 6171) : souhaite que dans le sous-amendement n° 25 du Gouvernement le plafond de 150.000 F soit porté à 200.000 F.

— **Projets de loi portant réforme de l'urbanisme et de la politique foncière** (n^{os} **1588**, et **1881**). **Discussion des articles** [9 octobre 1975] : **Article premier** (p. 6726) : demande de retenir le coefficient 1 en matière de plafond légal de densité. **Article 2** (p. 6732) : demande des précisions relatives à l'amendement n° 365 de M. Bas ; [14 octobre 1975] (p. 6840) : son amendement n° 401 : faciliter la gestion et le financement des espaces boisés classés ; réservé ; (p. 6843) : sa question sur les amendements à l'article 8.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**).

Deuxième partie :

Coopération, rapporteur spécial [30 octobre 1975] (p. 7586) : la progression des crédits de la coopération ; la modestie du budget de ce ministère ; la faiblesse des effectifs ; le contrôle financier du FAC ; (p. 7587) : le fonds de solidarité africain ; les rapports entre aide multilatérale et aide bilatérale ; le fonds européen de développement ; l'affaire Claustre ; (p. 7588) : rend hommage au ministère de la coopération dans cette affaire.

— **Projet de loi étendant aux détenus libérés le bénéfice de l'allocation d'aide publique aux travailleurs privés d'emploi, et modifiant l'article L 351-4 du code du travail** (n° **1482**). **Discussion générale** [26 novembre 1975] (p. 8966) : cite le cas du chauffeur routier qui, s'étant vu enlever son permis de conduire pour une année, n'a pas droit à l'aide publique alors qu'il en bénéficierait en sortant de prison ; (p. 8971) : estime que les 25 millions qui représentent le coût du projet seraient mieux utilisés dans les centres de formation professionnelle. **Discussion de l'Article unique** [27 novembre 1975] (p. 9006) : adjure le Gouvernement de ne pas privilégier ceux qui ont été condamnés au détriment des jeunes qui n'ont pas trouvé d'emploi ; [9 décembre 1975] (p. 9507) : s'oppose au projet de loi malgré les améliorations apportées par l'amendement n° 8 de M. Foyer.

1976

— **Projet de loi portant imposition des ressources provenant de plus-values assimilables à un revenu** (n° **2206**). **Discussion générale** [2 juin 1976] (p. 3668) : n'a jamais vu un projet aussi mal préparé ; le projet est trop technocratique ; les intentions initiales du chef de l'Etat ont été détournées ; aucune mesure n'est prise contre les spéculateurs alors que les résidences secondaires, les milieux ruraux, l'épargne à long terme sont pénalisés ; (p. 3669) : il faudrait prendre en compte les moins-values et exonérer le produit des ventes faites à la suite d'expropriation ; le projet est une atteinte à l'épargne et à la propriété ; il entravera le dynamisme des chefs des petites entreprises ; le vrai problème est la lutte contre l'inflation qu'il faut mener par l'impôt exceptionnel sur les grosses fortunes ; le projet pénalise la famille car il prend pour base le foyer fiscal ; (p. 3670) : l'orateur ne votera pas le projet dans l'état actuel. **Discussion des articles** [10 juin 1976] : **Article 3** (p. 3961) : estime que la procédure suivie pour les articles 2 et 3 est satisfaisante ; (p. 3966) : sur l'amendement n° 128 rectifié, signale le cas de ventes avec paiement différé et celui des rentes viagères ; (p. 3970) : demande le retrait de l'amendement n° 187 de M. Ginoux car il est dangereux. **Article 4** (p. 3972) :

son amendement n° 256 : suppression de l'article 4 ; (p. 3974) : souhaite la réserve des trois amendements de suppression n[os] 88 de M. Duffaut, 234 de M. Mesmin et 256 de lui-même ; repoussé ; (p. 3979) : ne souhaite pas que l'amendement n° 280 de M. Zeller soit voté avant l'amendement n° 129 de M. Papon ; [15 juin 1976] : **Article 5** (p. 4106) : son amendement n° 113 rectifié concernant les résidences secondaires ; (p. 4108) : retire l'amendement n° 113 ; se rallie à l'amendement n° 130 ; estime qu'il n'y a pas lieu de préciser que l'exonération des résidences secondaires implique d'être locataire de la résidence principale. **Rappel au règlement** (p. 4120) : demande à répondre au Gouvernement sur l'amendement n° 130 ; soutient l'amendement n° 130 permettant au contribuable de choisir entre sa résidence principale et sa résidence secondaire ; l'estime plus équitable que l'amendement n° 330 du Gouvernement ; [16 juin 1976] : **Article 5** (*suite*) (p. 4191) : son amendement n° 114 rectifié reprenant l'article 150 *ter* du code général des impôts voté en 1963 ; (p. 4192) : souhaiterait que M. Fourcade s'engage à accepter au Sénat une revalorisation portant les plafonds à 4,10 et 30 F ; l'amendement n° 114 rectifié devient sans objet après adoption de l'amendement n° 138 de M. Papon. **Article 6** (p. 4201) : la nécessité d'une exonération en cas de remploi dans un but identique concernant l'exproprié pour cause d'utilité publique que le projet sacrifie excessivement ; souhaite que les collectivités profitent d'une part des produits de l'imposition sur les plus-values et que la famille soit prise en compte dans sa réalité effective ; demande d'assouplir le régime existant pour la construction de leur logement de retraite par les fonctionnaires logés par nécessité de service ; (p. 4220) : son amendement n° 258 tendant à supprimer le second alinéa du paragraphe III de l'article 6 car les prix en cas d'expropriation sont fixés par l'administration ; retiré ; (p. 4224) : soutient l'amendement n° 288 de M. Gerbet ; (p. 4229) : demande que le plancher fixé pour les prix des terrains agricoles, il y a treize ans, soit révisé ; son amendement n° 115 rectifié proposant que toute plus-value imposable soit réduite de 10.000 F par enfant vivant, même si l'enfant ne vit plus au foyer ; maintient son amendement n° 115 car le régime qu'il propose est déjà appliqué en matière de droit de succession ; retire son amendement n° 115 rectifié ; [17 juin 1976] : **Article 10** (p. 4304) : son amendement n° 259 tendant à exclure explicitement les problèmes forestiers du champ d'application de la loi ; estime que s'agissant de sylviculture son amendement n° 259 n'est pas déplacé dans un article relatif aux revenus professionnels ; (p. 4305) : explique que la difficulté provient du fait que le bois est immeuble par destination ; accepte que son amendement n° 259 soit inséré à l'article 5 ; adopté ; (p. 4310) : son amendement n° 260 : exonérant les terres agricoles ou forestières n'entrant pas dans le champ d'application de la présente loi ; retiré ; [22 juin 1976] : **Article premier** (*suite*) (p. 4465) : retire son amendement n° 255 proposant de supprimer le dernier alinéa de l'article premier.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**).

Deuxième partie :

Agriculture. — FORMA, BAPSA. Examen des crédits [5 novembre 1976]. **Etat C - Titre VI** (p. 7618) : son amendement n° 237 soutenu par M. Corrèze ; retiré.

Coopération, rapporteur spécial [9 novembre 1976] (p. 7788) : un budget de rigueur ; la stagnation des crédits ; la situation difficile et le faible niveau de vie de certains pays ; la diminution des prix mondiaux ; l'endettement des pays en voie de développement ; les diverses formes d'aide publique ; les apports multilatéraux ; l'ONU ; les crédits versés par la France ; la convention de Lomé ; l'aide bilatérale ; la crainte que la coopération française ne connaisse un palier ; les transferts de crédits ; le nombre très faible de chapitres touchés par l'augmentation de crédits ; l'ORSTOM ; le FAC ; (p. 7789) : l'ouverture de la hiérarchie parmi les chercheurs de l'ORSTOM; le BEPTOM ; l'IFCC en Côte d'Ivoire ; les opérations engagées et leur rapport coût-efficacité ; le GERDAT ; un effort faiblement accru de la France ; le rôle du FAC ; la faible progression des crédits du ministère ; demande une présentation plus logique et plus claire du budget de la coopération ; (p. 7790) : l'harmonisation des aides des pays européens ; le FED ; la coordination de l'ensemble des services participant à la diffusion de l'aide ; l'importance de la recherche scientifique ; l'effort des coopérants français et la défense de leurs droits ; « La voix de la France » en Afrique ; Mme Claustre. **Examen des crédits** [9 novembre 1976]. **Etat B - Titres III et IV** (p. 7806) : s'oppose aux amendements n[os] 252 et 253 de M. Soustelle.

Industrie et recherche [17 novembre 1976] (p. 8144) : demande au ministre si les pertes de recettes résultant des dégrèvements de la taxe professionnelle seront supportées par les communes ou par l'Etat.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant réforme de l'aide au logement** (n° **2631**). **Discussion des articles** [16 décembre 1976]. **Ar-**

ticle 6 (p. 9506) : défend l'amendement n° 67 de M. Bécam.

1977

— **Projet de loi aménageant la taxe professionnelle** (n° **2869**). **Discussion générale** [17 mai 1977] (p. 2811) : les résultats d'une simulation effectuée dans sa commune ; les éléments permettant de démontrer que le plafonnement ne concerne pas que des entreprises importantes ; les montants comparés de la patente et de la taxe professionnelle payée par EDF ; le rôle du Parlement ; la pénalisation d'activités qui devraient être encouragées par la taxe ; retenir le dixième de la masse salariale ; les bases retenues en RFA ; indique qu'il votera le texte ; la nécessité d'élaborer une réforme de l'ensemble des finances locales ; (p. 2815) : la pénalisation de la main-d'œuvre par rapport à l'investissement dans tous les cas où une substitution totale n'est pas intégrale. **Discussion des articles. Article 3** (p. 2824) : favoriser l'embauche d'employés supplémentaires par les artisans ; le financement des exonérations.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1977** (n° **2768**). **Lettre rectificative** (n° **2859**). **Discussion générale** [24 mai 1977] (p. 2938) : le caractère international de la crise ; le niveau de l'inflation et du chômage dans les pays de la Communauté économique ; l'attribution d'une subvention à la SNCF ; les licenciements prévus en raison de la réduction du plan de charge de l'entreprise Cadoux ; la traduction budgétaire de ces licenciements ; la nécessité d'inscrire un crédit complémentaire pour la SNCF ; l'acquisition par les établissements Cadoux de l'usine appartenant à la SNCF ; le blocage des crédits de paiement ; appliquer la régulation des autorisations d'engagement à raison d'un quart par trimestre ; les conséquences des retards imposés au lancement des opérations d'équipement ; (p. 2939) : la nécessité d'adresser une circulaire aux préfets, aux trésoriers-payeurs généraux en vue de la levée du blocage des autorisations d'engagement des travaux du programme d'électrification de 1977 ; le non-blocage des autorisations d'engagement de certains travaux d'adduction d'eau.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° **3120**).

Première partie :

Discussion des articles [18 octobre 1977]. **Article 28** (p. 6252) : son amendement n° 37, 2e rectification : suppression de l'exonération des grumes et sciages de feuillus et des produits d'exploitation forestière provenant d'importations ; l'efficacité de l'œuvre réalisée par le fonds forestier national ; les recettes dégagées par l'augmentation du taux de la taxe du fonds forestier national ; la suspension de la taxe du fonds forestier national sur les sciages d'essences feuillues importées, tropicaux ou non ; la pénalisation des produits français ; la réduction de la taxe du fonds forestier national ; la réduction du prix des produits intérieurs ; (p. 6253) : la nécessité d'une meilleure exploitation de la richesse forestière française ; la hausse du coût du contreplaqué en cas de suppression de l'exonération ; indique qu'il maintient son amendement n° 37 ; (p. 6254) : les recettes financières fournies en cas d'adoption de l'amendement n° 37 ; repoussé.

Deuxième partie :

Coopération, rapporteur spécial [25 octobre 1977] (p. 6546) : l'évolution actuelle de l'Afrique ; la priorité donnée à l'assistance technique militaire ; la croissance modérée du budget ; l'évolution des différents postes du budget ; la coopération franco-africaine ; la priorité donnée à la recherche scientifique et aux dépenses administratives ; les crédits affectés aux services extérieurs ; les secteurs moins favorisés ; le développement économique et social ; les crédits du fonds d'aide et de coopération ; la baisse des dotations en capital de ce fonds ; les crédits affectés au personnel ; les crédits affectés aux volontaires du progrès ; les actions diverses ; (p. 6547) : l'effort en faveur du continent africain ; l'importance de l'aide publique française aux pays du Tiers-Monde ; la nouvelle stratégie de la coopération ; la diversification de l'aide ; l'action en faveur du développement socio-culturel ; l'aide au développement économique ; l'organisation de la recherche scientifique ; l'ORSTOM ; la coopération technique et militaire ; l'équipement des armées nationales ; la présence des coopérants ; (p. 6548) : les problèmes de la radiodiffusion internationale ; la spécialisation des postes de coopérants ; leur sécurité.

— **Projet de loi portant modification de l'article 7 de la loi n° 62-933 du 8 août 1962 complémentaire à la loi d'orientation agricole relatif au droit de préemption des sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural** (n° **3116**). **Discussion des articles** [7 décembre 1977]. **Article premier** (p. 8384) : la priorité donnée par le président de la fédération nationale des SAFER sur l'installation des agriculteurs au détriment de l'agrandissement des exploitations ; (p. 8385) : la préservation de la forêt ; l'institution du droit de préemption ; les risques encourus par l'extension du droit de préemption aux surfaces boisées dans les régions d'économie montagnarde ; l'absence de consultation de la profession forestière ; la mise en question de la

création des groupements forestiers; (p. 8386): son amendement n° 29 : suppression de l'extension du droit de préemption des SAFER aux forêts ; la nécessité de distinguer un amendement de suppression et un amendement de report ; amendement n° 29 devenu sans objet.

Article 4 (p. 8402) : son sous-amendement n° 81 soutenu par M. Montagne à l'amendement n° 15 rectifié de M. Bizet : modalités d'application du droit de préemption aux surfaces boisées dans les régions d'économie montagnarde ; adopté.

W

WAGNER (Robert)

Député des Yvelines
(6e circonscription)
(UDR, puis RPR).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 736).

S'inscrit au groupe d'union des démocrates pour la République [2 avril 1973] (p. 744).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [5 avril 1973] (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1465).

Membre de la commission de contrôle de la gestion du service public du téléphone [30 octobre 1973] (p. 5095).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux économies d'énergie [17 octobre 1974] (p. 5207).

Membre de la commission d'enquête chargée d'examiner les conditions de délivrance de certaines autorisations de démolir et de construire dans les secteurs sauvegardés de la ville de Paris [22 octobre 1974] (p. 5326).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux [28 juin 1975] (p. 5022).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi, adopté par le Sénat, portant réforme de l'aide au logement (n° 2631) [19 novembre 1976] (p. 8431).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme de l'urbanisme [20 décembre 1976] (p. 9809).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme de l'aide au logement [20 décembre 1976] (p. 9809).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi complétant et modifiant le code minier [25 mai 1977] (p. 3044).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant certaines dispositions de la loi du 29 octobre 1974 relative aux économies d'énergie [30 juin 1977] (p. 4561).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** relative à la **mise en œuvre d'une catégorie de logements d'intérêt social par les sociétés d'économie mixte** (n° 186) [12 avril 1973] ; retrait de cette proposition [16 octobre 1974] (p. 5123).

— **Avis,** présenté au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de **loi de finances pour 1974** (n° 646). — **Tome XXIII : Postes et Télécommunications** (n° 686) [10 octobre 1973].

— **Avis,** présenté au nom de la commission de la production et des échanges sur le projet de **loi de finances pour 1975** (n° 1180). — **Tome XXI : Postes et télécommunications** (n° **1235**) [11 octobre 1974].

— **Avis,** présenté au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de **loi de finances pour 1976** (n° 1880). — **Tome XXI : Postes et télécommunications** (n° **1921**) [10 octobre 1975].

— **Avis,** présenté au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de **loi de finances pour 1977** (n° 2524). — **Tome XXI : Postes et télécommunications** (n° **2534**) [12 octobre 1976].

— **Avis,** présenté au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de **loi de finances pour 1978** (n° 3120). — **Tome XXIII : Postes et télécommunications** (n° **3152**) [11 octobre 1977].

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Indemnisation des sinistrés de Goussainville** [14 mai 1975] (p. 2643) : accident du Tupolev 144 au salon aéronautique de 1973.

— **Publicité concernant l'isolation thermique** [28 mai 1975] (p. 3287).

— **Fabrication des appareils Transall** [17 novembre 1976] (p. 8160, 8161) : relance de la fabrication de ces appareils afin d'éviter l'importation de matériels étrangers et des licenciements à la SNIAS.

— **Chômage technique et indemnité compensatoire** [19 octobre 1977] (p. 6342) : abus suscités par l'indemnisation à 90 % du chômage technique ; institution d'une indemnité compensatrice en cas d'acceptation d'un emploi moins rémunérateur.

INTERVENTIONS

1973

— **Projet de loi relatif au versement destiné aux transports en commun** (n° **447**). **Discussion des articles** [21 juin 1973] : **Article 5** (p. 2398) : son amendement : financement du « ramassage » par cars.

— **Projet de loi modifiant le code de l'urbanisme et de l'habitation et complétant la loi d'orientation foncière n° 67-1253 du 30 décembre 1967 modifié** (n° **448**). **Discussion des articles** [28 juin 1973]. **Article premier** (p. 2623) : spéculation foncière, estimation des terrains par le service des domaines, ses arguments en faveur de la solution préconisée par le Gouvernement.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° **646**).

Première partie :

Discussion des articles [24 octobre 1973]. **Article 2** (p. 4743) : ses observations sur l'article 2 A proposé par l'amendement du Gouvernement, moyens d'alléger la charge fiscale qui frappe les personnes âgées ou invalides.

Deuxième partie :

Postes et télécommunications, rapporteur pour avis [19 novembre 1973] (p. 5978) : non-attribution de crédits suffisants au ministère des PTT ; (p. 5979) : déficit des services financiers ; charges du service de la presse ; pénalisation des télécommunications ; lignes téléphoniques longues en campagne ; ses observations sur le budget ; demande des mesures nouvelles pour le téléphone, région parisienne ; emprunt dont les annuités seraient payées par le district pour des équipements supplémentaires ; effort d'investissement des autres régions.

Protection de la nature et de l'environnement [20 novembre 1973] (p. 6059) : absence de réglementation sur la destruction des déchets industriels ; nécessité de construire des usines de destruction des déchets et des laboratoires de contrôle ; aérodrome de Toussus-le-Noble et respect par les avions des normes internationales de bruit.

1974

— **Projet de loi relatif aux économies d'énergie** (n° **1178**). **Première lecture. Discussion générale** [4 octobre 1974] (p. 4821) : le projet risque d'être injuste et insuffisant ; il doit être complété par d'autres dispositions. **Discussion des articles. Article 2** (p. 4832) : amendement n° 31 : fixation de températures différenciées le jour et la nuit ; adopté. **Article 3** (p. 4833) : amendement n° 20 : clauses types et cahier des charges ; retiré. **Article 4** (p. 4834) : amendement n° 21 : obligation de prévoir des compteurs individuels pour les immeubles futurs seulement ; retiré. **Commission mixte paritaire** [17 octobre 1974] (p. 5183) : le financement des travaux d'isolation thermique ; l'utilisation d'une nouvelle règle à calculer pour l'évaluation du coefficient G.

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° **1180**).

Première partie :

Discussion des articles [24 octobre 1974]. **Article 8** (p. 5410) : son amendement n° 54 :

illogisme d'un plafonnement de la déduction qui ne prend pas en compte le montant réel des charges ; retiré.

Deuxième partie :

Budget annexe des postes et télécommunications, rapporteur pour avis [20 novembre 1974] (p. 6775) : ses amendements déclarés non recevables concernant la titularisation des auxiliaires et la création de 12.000 emplois de titulaires ; (p. 6780) : rappelle l'engagement pris il y a trois ans par le ministre des PTT que l'équilibre financier serait atteint le 1er janvier 1975 ; (p. 6814) : défend son amendement n° 183 tendant à transférer les crédits du chapitre 63-01 à d'autres chapitres afin d'embaucher des titulaires qui effectueraient des tâches actuellement données à des entreprises de travail temporaire.

1975

— **Projet de loi relatif à l'élimination des déchets et récupération des matériaux (n° 1633). Première lecture. Discussion générale** [6 juin 1975] (p. 3825) : l'émission *La France défigurée ;* la sensibilisation de l'opinion ; mettre en place une législation appropriée pour la région parisienne ; rendre sensibles tous les Français au problème des déchets ; (p. 3826) : trouver des solutions pour les produits toxiques ; accrocher sur les véhicules transportant ces déchets un signe distinctif ; l'augmentation du nombre des plastiques ; classer les plastiques en imposant une couleur par catégorie ; prévoir un laboratoire d'analyse dans chaque établissement agréé pour la destruction des déchets industriels ; imposer une post-combustion des fumées à haute température ; le problème des déchets liquides ou pâteux ; la création d'une usine modèle à Limay-Porcheville ; le problème de l'enlèvement des vieux véhicules ; retirer le permis de conduire aux « vandales » ; l'absence de coordination entre les mesures françaises et celles de nos voisins européens. **Discussion des articles** (p. 3830). **Article 12 :** suggère la réserve de l'article et des amendements en discussion. **Article 8** (p. 3832) : son amendement n° 27 : prévoir un signe distinctif sur les véhicules transportant des déchets ; retiré. **Article 9** (p. 3835) : apporte son soutien à l'amendement n° 3 de M. Weisenhorn ; son amendement n° 31 : compléter le premier alinéa de l'article 9 par les mots « et en particulier celles de transporteurs de déchets » ; adopté ; (p. 3836) : sur l'amendement n° 19 de M. Darinot : complication apportée au projet par l'amendement ; son amendement n° 32 : rendre obligatoire un laboratoire dans tout établissement agréé pour la destruction des déchets ; exemple des établissements allemands ; le laboratoire implanté dans la région Mantes-Limay-Porcheville ; retiré ; répond à l'intervention de M. Crépeau ; utilité de la corporation des chiffonniers. **Après l'Article 13** (p. 3840) : apporte son soutien aux sous-amendements nos 38 et 39 de M. Weisenhorn ; les transferts incessants des charges de l'Etat vers les communes ; le problème des dépôts d'ordures effectués par les personnes étrangères à la commune. **Article 20** (p. 3843) : appuie le sous-amendement du Gouvernement à l'amendement n° 12 de M. Weisenhorn ; impossibilité de récupérer systématiquement l'énergie. **Article 21 :** son sous-amendement n° 33 à l'amendement n° 13 de M. Weisenhorn ; ne prévoir l'action de l'Agence nationale des déchets qu'en cas de défaillance des sociétés privées si l'intérêt public l'exige ; (p. 3844) : adopté. **Après l'Article 21** (p. 3846) : ses sous-amendements nos 35, 36 et 37 à l'amendement n° 16 de M. Weisenhorn ; compléter le texte proposé par les dispositions suivantes : existence d'utilisateur à proximité, construction des centrales dans les sites favorables à l'utilisation de l'eau chaude produite ; après gaspillage d'énergie, insérer le mot « eau » ; devenus sans objet par retrait de l'amendement n° 37 ; (p. 3848) : sur l'amendement n° 41 du Gouvernement : le caractère peu contraignant de l'amendement. **Article 22** (p. 3851) : son amendement n° 34 : suspension du permis de conduire pour toute personne ayant déversé des déchets sur le domaine public ou sur un domaine privé non agréé ; éviter que des particuliers aillent déposer en voiture des déchets encombrants ; retiré au profit de l'amendement n° 42 du Gouvernement. **Deuxième lecture** [28 juin 1975]. **Discussion des articles. Article 13** *bis* (p. 4990) : appuie « fermement » l'amendement n° 1 de M. Weisenhorn. **Article 21** (p. 4991) : demande des précisions sur le rôle de la future Agence nationale pour la récupération et l'élimination des déchets. **Article 21** *bis* (p. 4992) : appuie l'amendement n° 2 de M. Weisenhorn ; considère que le terme « écologie » doit figurer après les mots « bilan économique ».

— **Projet de loi portant suppression de la patente et institution d'une taxe professionnelle (n° 1634). Discussion des articles** [11 juin 1975]. **Article 4** (p. 4010) : sur l'amendement n° 97 de M. Cornet et la réponse du Gouvernement, craint que le projet n'ait une incidence brutale sur les tarifs des transports en commun.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat après déclaration d'urgence, relatif au développement de l'éducation physique et du sport (n° 1728). Discussion des articles** [3 octobre

1975]. **Article 14** (p. 6563) : son amendement n° 58 : compléter le premier alinéa de l'article par « toutefois, les disciplines non olympiques doivent être régies par les règles de leurs fédérations » ; retiré. **Après l'Article 14** (p. 6566) : son amendement n° 54 : droit de tout militaire à la pratique du sport civil ; adopté. **Article 17** (p. 6570) : ses amendements n° 60 et n° 61 : porter de un à trois mois le délai pour la forclusion en cas de demande d'indemnisation et de recherche d'accord amiable ; amendement n° 60 : repoussé ; amendement n° 61 : adopté.

— **Projet de loi portant réforme de l'urbanisme et de la politique foncière** (n° **1588** et n° **1881**). **Discussion des articles** [14 octobre 1975] : **Article 6** (p. 6822) : sur l'amendement n° 373 de M. Ligot, ne comprend pas que l'on veuille lier la demande de permis de construire à l'estimation de la valeur du terrain. **Article 8** (p. 6840) : souligne que de nombreux logements et équipements sociaux ont été réalisés dans la région parisienne ; [16 octobre 1975] : **Article 20 : Après l'Article L 211-8 du code de l'urbanisme** (p. 6974) : exprime son hostilité à l'amendement n° 198 de M. Fanton ; [17 octobre 1975] : **Article 85** (p. 7043) : son amendement n° 393 : supprimer la troisième phrase du troisième alinéa du paragraphe 2 de l'article ; repoussé.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**).

Deuxième partie :

Postes et télécommunications, rapporteur pour avis [18 novembre 1975] (p. 8552) : la création de nouveaux emplois en 1976 ; l'effort dans le domaine social ; les charges imposées aux chèques postaux ; l'augmentation des crédits en faveur des investissements ; les exigences de l'automatisation ; (p. 8553) : les investissements dans le domaine des télécommunications ; l'efficacité d'un plan triennal ou quinquennal ; les problèmes du transport de la presse et du déficit des services financiers.

— **Proposition de loi tendant à assurer le paiement des sous-traitants en cas de liquidation des biens ou de règlement judiciaire du titulaire du contrat principal** (n° **1449**). **Discussion générale** [5 décembre 1975] (p. 9463) : rappelle combien le texte sur la sous-traitance était attendu. **Discussion des articles. Article 3** (p. 9468) : estime que le sous-amendement n° 71 de M. Hamel à l'amendement n° 56 du Gouvernement serait très dangereux. **Article 6 *bis*** (p. 9474) : rappelle que, par amendement n° 77, il avait proposé de modifier l'article 6 *bis* nouveau. **Après l'Article 11** (p. 9480) : se prononce contre l'amendement n° 47 de M. Mexandeau, compte tenu de ses inconvénients pratiques.

— **Projet de loi portant réforme du régime administratif de la ville de Paris** (n° **1869**) [4 décembre 1975]. **Discussion des articles : Article 25** (p. 9348) : estime que l'amendement n° 164 de M. Baillot multiplierait par vingt le nombre des communes de Paris.

1976

— **Projet de loi relatif à la protection de la nature** (n° **1565**). **Discussion des articles** [22 avril 1976]. **Article 2** (p. 2067) : demande au Gouvernement qui paiera les études d'impact.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1976** (n° **2147**). **Discussion des articles** [5 mai 1976]. **Article 3** (p. 2658) : est surpris par les déclarations de M. Dalbéra sur le soutien apporté à l'industrie française ; remercie le ministre de l'industrie de ses informations relatives à l'informatique.

— **Projet de loi portant réforme de l'urbanisme** (n° **1881**). **Deuxième lecture. Discussion des articles** [21 juin 1976]. **Article 2 *bis*** (p. 4405) : estime l'article 2 *bis* bien rédigé. **Article 3** (p. 4406) : sur l'amendement n° 13 de M. Masson, reste partisan du permis tacite. **Article 5 A *bis*** (p. 4410) : est partisan d'une simple consultation des associations quand l'objet le justifie. **Article 18** (p. 4424) : souhaite que l'on n'impose pas l'exploitation des carrières de sable. **Article 38 *bis*** (p. 4443) : sur l'amendement n° 68 du Gouvernement, observe que l'Etat était responsable pour les anciens chemins des douaniers.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1976** (n° **2523**). **Discussion des articles** [14 octobre 1976]. **Article 9** (p. 6661) : son amendement n° 2 : blocage du prix de l'eau en vue de garantir le respect des exigences de l'hygiène et de la santé publique ; retiré.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**).

Deuxième partie :

Transports. — I. Section commune. — II. Transports terrestres [28 octobre 1976] (p. 7168) : demande à M. Cavaillé quel est l'avenir de la ligne n° 14 de la RATP.

Postes et télécommunications, rapporteur pour avis [19 novembre 1976] (p. 8408) : approuve l'ensemble du budget des PTT ; la croissance très importante des dotations ; les charges indues supportées par les PTT ; la croissance des effectifs et la réduction des

horaires des télécommunications ; l'insuffisance très nette du logement et de l'accueil ; suggère d'instituer une règle de recrutement régional ; revenir sur la fiscalisation du logement de fonction des chefs d'établissement ; les zones rurales ; la politique industrielle des PTT ; la « francisation » de certaines filiales de sociétés étrangères et ses conséquences en matière de recherche et de développement ; (p. 8409) : l'avis favorable de la commission au budget.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant réforme de l'aide au logement** (n° **2631**). **Discussion des articles** [15 décembre 1976]. **Avant l'Article premier** (p. 9458) : l'importance de la mobilité résidentielle ; (p. 9462) : son sous-amendement n° 126 rectifié à l'amendement n° 50 de M. Bécam : l'ouverture du droit de préemption aux sociétés d'économie mixte de construction dans lesquelles les collectivités locales sont majoritaires ; devenu sans objet ; (p. 9470) : sa position sur l'amendement n° 52 de M. Bécam.

1977

— **Rappel au règlement** [11 mai 1977] (p. 2653) : autorisation pour le Concorde d'atterrir à New York.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant certaines dispositions de la loi du 29 octobre 1974 relative aux économies d'énergie** (n° **3007**). **Discussion générale** [27 juin 1977] (p. 4269) : rappelle qu'il avait proposé que le texte soit renvoyé en commission ; la préoccupation des premiers gouvernements du général de Gaulle en matière de pénurie de combustibles ; la guerre du Kippour ; la création de l'Agence pour les économies d'énergie ; la création du comité français de l'isolation ; les économies réalisables par la production annuelle française de laine minérale ; la non-prise en compte par le projet des énergies structurelles et des économies d'énergie de gestion ; les conditions d'examen du texte par le Parlement ; demande que le Gouvernement informe les commissions intéressées des mesures qu'il envisage de prendre avant de publier les décrets d'application ; les économies que représentera pour les locataires la modification des contrats de chauffe ; la révision des contrats ; l'absence de dispositions réglementaires relatives au contrôle de l'isolation thermique. **Discussion des articles. Avant l'Article premier A** (p. 4289) : le caractère illusoire de la diminution des charges locatives de chauffage ; l'élaboration du projet de loi en collaboration avec les commissions parlementaires ; les conditions de dépôt de l'amendement n° 8 de M. Guermeur ; (p. 4290) : souhaite avoir quelques précisions sur l'article C nouveau proposé par la commission ; (p. 4291) : le souci d'économies d'énergie des combustibles des organismes d'HLM et des industriels ; l'aide de l'agence pour les économies d'énergie en vue de compenser les charges d'emprunt de ces organismes ; (p. 4293) : l'augmentation des prêts bonifiés ; le produit de la taxe parafiscale ; les déductions fiscales autorisées ; accorder aux sociétés d'HLM une détaxation les aidant à financer des installations d'économie d'énergie. **Article 2 : Article 3 *bis* de la loi du 29 octobre 1974** (p. 4311) : son sous-amendement n° 36 à l'amendement n° 27 de M. Guermeur : modification de la définition des contrats ; son sous-amendement n° 37 à l'amendement n° 27 de M. Guermeur : modification de pure forme ; l'insuffisante clarté de la rédaction du paragraphe VII ; sous-amendement n° 36 et n° 37 adoptés ; (p. 4312) : son amendement n° 35 : exception relative aux polices d'abonnement ; devenu sans objet.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° **3120**).

Deuxième partie :

Budget annexe des postes et télécommunications, rapporteur pour avis [15 novembre 1977] (p. 7401, 7402) : les conditions d'installation du téléphone et d'appareils d'alarme chez les personnes âgées ; les délais de raccordement ; le maintien des petits bureaux de poste dans les zones rurales ; la contribution de la poste à l'acheminement de la presse ; la situation des conducteurs et convoyeurs de fonds ; l'amélioration de la rémunération des recettes des chèques postaux.

WEBER (Claude)

Député du Val-d'Oise
(2e circonscription)
(C).
Secrétaire de l'Assemblée nationale.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 737).

S'inscrit au groupe communiste [2 avril 1973] (p. 745).

Est élu secrétaire de l'Assemblée nationale [2 avril 1974] (p. 1448, 1450).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [5 avril 1973] (p. 756).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [2 avril 1974] (p. 1453), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre de la commission de contrôle de la gestion du service public du téléphone [30 octobre 1973] (p. 5095).

Membre de la commission d'enquête sur la pollution du littoral méditerranéen et sur les mesures à mettre en œuvre pour la combattre et assurer la défense de la nature [28 juin 1974] (p. 3212).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation en faveur des personnes handicapées [5 juin 1975] (p. 3755).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à **assurer aux enfants aveugles, sourds-muets et aux handicapés physiques ou mentaux les droits scolaires obligatoires pour les autres enfants** (n° **560**) [28 juin 1973].

— **Proposition de loi** tendant à assurer les **droits scolaires** et la formation professionnelle des **enfants et jeunes handicapés** (n° **1196**) [9 octobre 1974].

— **Proposition de loi** tendant à assurer le **développement du camping-caravaning à but non lucratif** (n° **1197**) [9 octobre 1974].

— **Proposition de loi** tendant à appliquer le **taux réduit de la TVA** aux locations de **terrains de camping et de caravaning** et aux **gîtes ruraux** (n° **1200**) [9 octobre 1974].

— **Proposition de loi** tendant à garantir et à renforcer les **droits des expropriés** (n° **2941**) [1er juin 1977].

QUESTIONS

• *question d'actualité :*

— **Aérotrain La Défense-Cergy** [15 juin 1973] (p. 2220).

• *question au Gouvernement :*

— **Situation du personnel de l'hôpital d'Eaubonne** [16 octobre 1974] (p. 5088).

• *question orale sans débat :*

— (n° **18808**) **de M. Schwartz : Rentiers viagers du secteur public à capital aliéné,** en qualité de suppléant [7 mai 1975] (p. 2464, 2465) : insuffisance du système de revalorisation de leurs créances.

• *questions au Gouvernement :*

— **Grève du personnel de l'ACMA** [18 juin 1975] (p. 4364, 4365) : reprise de cette société par le groupe Renault, industries et équipements techniques.

— **Revendications à la Martinique** [12 mai 1976] (p. 2927, 2928) : la gravité de la situation économique de la Martinique liée à la politique de départementalisation ; nécessité de négocier avec le peuple martiniquais un statut lui permettant de gérer ses propres affaires.

— **Remboursement des actes paramédicaux** [13 octobre 1976] (p. 6548) : mise en cause du droit à la santé par la diminution du taux de remboursement des actes paramédicaux.

— **Recrutement d'instituteurs et d'institutrices remplaçants** [4 mai 1977] (p. 2424) : insuffisance du nombre des instituteurs remplaçants : cas du Val-d'Oise ; les promesses faites concernant l'embauche des jeunes dans la fonction publique.

— **Déficit de la Semiban** [29 juin 1977] (p. 4421) : financement par la Banque de Paris et des Pays-Bas et l'Etat du déficit de la Société d'économie mixte de construction de la banlieue Nord.

INTERVENTIONS

1973

— **Projet de loi modifiant et simplifiant les conditions et la procédure d'attribution de l'allocation des mineurs handicapés et de l'allocation aux handicapés adultes** (n° **353**). **Discussion générale** [21 juin 1973] (p. 2364) : sa proposition d'accroître les bénéficiaires de l'allocation aux handicapés adultes ; lenteurs d'application de la loi du 13 juillet 1971 ; ampleur des besoins ; prévisions du VIe Plan ; insuffisance des crédits ; détection des handicaps au niveau de la classe maternelle ; établissements pour jeunes inadaptés ; insuffisance des centres d'aide par le travail et des ateliers protégés ; leurs conditions de fonctionnement ; conditions d'application de la loi du 23 novembre 1951 sur le reclassement des travailleurs handicapés et de l'arrêté du 20 septembre 1963 ; la proposition de loi du groupe communiste du 14 mai 1971 ; établissements de réadaptation à but lucratif ; (p. 2365) : l'obligation scolaire ; droit à la formation professionnelle et à l'éducation permanete ; rôle exclusif de l'Etat ; progrès de la recherche médicale et pédagogique ; établissements spécialisés ; mesures sociales en faveur des familles ; nécessité d'une politique nouvelle.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° **646**).

Deuxième partie :

Education nationale [13 novembre 1973] (p. 5672) : retards scolaires ; études de l'Institut national d'études démographiques ; enquête dans le Val-d'Oise ; causes de ces retards ; insuffisance des classes de perfectionnement et des instituts médico-pédagogiques ; surcharge des classes et vétusté des locaux ; difficultés des directeurs et directrices d'écoles primaires ; (p. 5673) : retards dans le paiement des traitements des enseignants ; financement de l'école normale de Pontoise ; conditions de travail des enseignants : retards scolaires et ségrégation sociale ; changement démocratique d'ensemble ; programme commun de la gauche.

— **Rappel au règlement** [14 décembre 1973] (p. 7048) : retard apporté à la proclamation de l'élection de M. Ibéné.

1974

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'extension de l'aide sociale** (n° **1073**). **Discussion générale** [11 octobre 1974] (p. 5021) : ouvrir les centres d'hébergement et de réadaptation à de nouvelles catégories suppose une spécialisation plus poussée des centres ; (p. 5022) : situation des centres d'aide par le travail ; application très partielle de la réglementation relative aux emplois réservés ; les responsabilités du système d'enseignement dans le développement du nombre des marginaux.

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° **1180**).

Deuxième partie :

Santé publique et action sociale [29 octobre 1974] (p. 5564) : enfance inadaptée et handicapés adultes ; taux d'exécution du VI[e] Plan ; régression ; (p. 5565) : financement des mesures projetées en faveur des handicapés ; charges indues de la sécurité sociale ; commissions techniques d'orientation et de reclassement professionnel des infirmes.

Départements d'outre-mer [13 novembre 1974] (p. 6258) : la crise du capitalisme trouve ses prolongements dans les DOM ; recul des productions à la Réunion ; l'exil des populations n'est pas une solution au chômage ; le tourisme ne doit pas transformer les Antilles en « îlots de plaisirs ».

Territoires d'outre-mer [13 novembre 1974] (p. 6286) : la situation du territoire français des Afars et des Issas montre le véritable caractère de la politique du Gouvernement dans les TOM ; l'emprise militaire se développe ; une situation explosive est créée dans cette zone ; ses réserves sur le référendum du 19 mars 1976.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, sur les calamités agricoles dans les départements d'outre-mer** (n° **1282**). **Discussion générale** [22 novembre 1974] (p. 6969) : l'inadaptation de la loi de 1964 ; la répartition de l'aide au profit des gros exploitants ; les ressources du fonds de garantie ; la discrimination entre agriculteurs adhérant à un groupe de producteurs et la masse des petits agriculteurs ; (p. 6970) : l'élaboration de la loi : la participation des intéressés.

— **Projet de loi relatif aux mesures en faveur des handicapés** (n° **951**). **Discussion générale** [13 décembre 1974] (p. 7823) : rappelle les propositions de loi déposées par le groupe communiste sur les handicapés ; évalue le nombre des handicapés physiques et mentaux ; déplore le petit nombre des enfants scolarisés et critique la carence de l'Etat qui a favorisé l'initiative privée ; demande la création, au sein du ministère de l'éducation, d'un département de l'enfance handicapée ; rappelle les positions de la Confédération générale du travail et de la Fédération de l'éducation nationale qui considèrent que le projet de loi ne répond pas à l'attente des handicapés ; (p. 7825) : signale le document remis par un groupe d'organisation animé par l'Union nationale de l'association des parents d'enfants inadaptés ; cite l'avis du Syndicat national des instituteurs et celui du Syndicat national des enseignants du second degré ; (p. 7826) : rappelle que la section permanente du conseil supérieur de l'éducation nationale a repoussé ce projet de loi ; demande au Gouvernement de proposer un autre projet à la session de printemps ; (p. 7860) : demande que l'éducation nationale soit suffisamment dotée en maîtres spécialisés et en équipements. **Discussion des articles : Après l'Article 5** (p. 7869) : défend son amendement n° 11 concernant la formation du personnel spécialisé ; repoussé ; [17 décembre 1974] : **Article 14** (p. 7942) : son amendement n° 15 : suppression de l'article ; (p. 7943) : repoussé. **Article 16** (p. 7948) : amendement n° 19 : le but des centres d'aide par le travail et des ateliers protégés ; le personnel qualifié ; rejeté ; [19 décembre 1974] : **Après l'Article 45** (p. 8105) : son amendement n° 24 : dépôt d'un projet de loi tendant à assurer la prévention, le dépistage, les soins et la recherche ; (p. 8106) : rejeté par scrutin public.

1975

— **Projet de loi relatif aux laboratoires d'analyses de biologie médicale** (n° **750**).

Discussion des articles [15 avril 1975]. **Article premier : Article L 754 du code de la santé publique** (p. 1648) : ses observations sur l'amendement n° 6 de M. Bichat : interdire la pénétration du capital privé dans les laboratoires ; caractère public des investissements en cas d'équipements importants.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux institutions sociales et médico-sociales** (n° **1285**). **Discussion des articles** [17 avril 1975]. **Article 3** *bis* (p. 1808) : ses observations sur les normes concernant les établissement sociaux. **Article 5** (p. 1810) : son amendement n° 85 : substituer aux mots « travailleurs sociaux » les mots « représentants du personnel » ; repoussé. **Après l'Article 12** (p. 1818) : s'oppose à l'amendement n° 61 de M. Pierre Weber ; sauvegarder les conventions collectives ; maintenir les avantages acquis. **Article 17** (p. 1822) : son amendement n° 88 : insérer les mots « du personnel élu sur liste syndicale » ; repoussé. **Article 20** (p. 1823) : son amendement n° 90 : supprimer l'article ; repoussé. **Après l'Article 20** : son sous-amendement n° 95 : après l'établissement, insérer le mot « public » ; adopté. **Article 23** (p. 1828) : son sous-amendement n° 92 : supprimer l'article 23 ; (p. 1829) : l'objet du projet n'est pas la formation des travailleurs sociaux ; repoussé.

— **Propositions de loi relatives à la réparation des dommages causés par une vaccination obligatoire** (n^{os} **220** et **562**). **Discussion générale** [18 avril 1975] (p. 1891) : prise d'acte par le groupe communiste de la déclaration du Gouvernement reconnaissant la valeur des travaux du Parlement ; les progrès de la connaissance en médecine ; la pratique systématique de la vaccination et le recul des maladies.

— **Projet de loi relatif à la nationalisation de la production et de la distribution de l'électricité dans les DOM** (n° **1639**). **Discussion générale** [23 mai 1975] (p. 3197) : le sous-équipement des DOM ; le retard qu'EDF devra rattraper ; le sort misérable de la population ; amélioration de la condition précaire des DOM ; les amendements du groupe communiste ; nationaliser également l'électricité de la ville de Strasbourg. **Discussion des articles. Après l'Article 4** (p. 3203) : son amendement n° 5 : mise en place auprès de chaque direction du service d'électricité d'un comité de gestion où seront représentées les collectivités locales et le personnel ; repoussé.

— **Projet de loi relatif aux conventions entre caisses d'assurance maladie, praticiens et auxiliaires médicaux** (n° **1642**). **Discussion des articles** [13 juin 1975]. **Après l'Article 4** (p. 4203) : son amendement n° 13 : associer sans exclusive les représentants des médecins aux négociations ; repoussé.

— **Projet de loi portant organisation de voyages ou de séjours** (n° **1587**). **Discussion générale** [13 juin 1975] (p. 4157) : la faible part réservée au tourisme social ; le tourisme considéré comme une industrie ; (p. 4158) : empêcher les abus par le recours à l'avis du comité consultatif pour la réglementation des associations ; l'asphyxie des organisations de voyage à but lucratif ; le communiqué de l'Union nationale des associations de tourisme et de plein air ; une disparité de traitement exhorbitante du droit commun ; l'approbation du groupe communiste donnée à cette déclaration. **Discussion des articles. Après l'Article premier** (p. 4162) : son amendement n° 6 : application de la loi aux personnes physiques ou morales étrangères exerçant leur activité en France ; repoussé. **Article 7** (p. 4165) : son amendement n° 7 : supprimer le second alinéa de l'article 7 ; ne pas mettre ainsi en cause le droit de libre expression des associations ; fait état de l'opposition de l'Union nationale des associations de tourisme au texte adopté par le Sénat ; (p. 4167) : critique le caractère trop restrictif de la notion de « prestataire de services » ; repoussé.

— **Projet de loi relatif à l'éducation** (n° **1736**). **Discussion des articles** [19 juin 1975] **Article 8** (p. 4461) : son amendement n° 16 : contenu et méthodes de l'éducation, rénovation pédagogique ; repoussé.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1975** (n° **1873**). **Discussion des articles** [10 septembre 1975]. **Article 4** (p. 6185) : l'ampleur du chômage dans les DOM ; mettre en œuvre un programme de grands travaux d'équipement.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif au développement de l'éducation physique et du sport** (n° **1728**). **Après déclaration d'urgence, discussion générale** [2 octobre 1975] (p. 6432) : le droit de cité reconnu au sport grâce à l'action de ceux qui s'y dévouent ; le refus de lui accorder les moyens nécessaires ; l'important pourcentage des enfants qui sont de véritables analphabètes sportifs ; (p. 6433) : l'absence de 20.000 postes d'enseignants d'éducation physique ; le sacrifice du sport à l'école ; le désengagement de l'Etat ; l'abandon du principe tiers-temps ; la nécessité de mettre en œuvre un plan comportant la création de 3.000 postes d'enseignants par an ; un projet qui va à l'encontre d'un tel plan. **Discussion des articles** [3 octobre 1975]. **Article 2** (p. 6541) : son amendement n° 39 : affirmer le rôle de l'éducation nationale dans l'éducation physique et sportive ; repoussé. **Article 3** (p. 6550) : son amendement n° 40 :

insister sur l'intégration éducative des activités physiques et sportives et la qualité des enseignants ; repoussé. **Article 6** (p. 6552) : son amendement n° 41 : formation de cadres nombreux et qualifiés au sein de l'université ; repoussé. **Après l'Article 14** (p. 6566) : son amendement n° 3 : affirmer le droit de tout jeune Français incorporé à la pratique du sport ; repoussé.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**).

Deuxième partie :

Santé publique et action sociale [28 octobre 1975] (p. 7459) : l'insuffisance des rémunérations du personnel hospitalier ; la nécessaire multiplication des écoles d'infirmières ; l'humanisation des hôpitaux ; (p. 7460) : les conditions de travail dans les hôpitaux.

Territoires d'outre-mer [4 novembre 1975] (p. 7804) : les difficultés dans les territoires d'outre-mer ; le refus du Gouvernement de satisfaire à leurs revendications : l'impasse des Comores ; le refus d'organiser à Djibouti une authentique autodétermination.

Départements d'outre-mer [13 novembre 1975] (p. 8255) : la révocation de quatre fonctionnaires martiniquais et leur réintégration ; l'arbitraire qui s'exerce dans les DOM ; le maintien du colonialisme en Guyane ; (p. 8256) : le droit du peuple guyanais à la libre détermination.

— **Projet de loi modifiant le code électoral en ce qui concerne les départements d'outre-mer** (n° **1982**). **Discussion générale** [4 décembre 1975] (p. 9389) : demande pourquoi le Gouvernement n'a pas donné à l'INSEE les moyens pour faire disparaître complètement la fraude ; les anomalies concernant certaines inscriptions sur des listes électorales dans les départements d'outre-mer.

1976

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant diverses mesures de protection sociale de la famille** (n° **2220**). **Discussion des articles** [19 mai 1976]. **Article 2** (p. 3213) : les amendements du groupe communiste écartés grâce à l'article 40 de la Constitution et à l'article 98 du règlement ; la disparition de l'amendement communiste étendant la protection de la famille dans les DOM. **Article 3** *bis* (p. 3217) : son amendement n° 63 défendu par M. Garcin. **Article 4** (p. 3219) : son amendement n° 64 défendu par M. Gilbert Schwartz ; son amendement n° 66 défendu par M. Gilbert Schwartz. **Article 5** (p. 3222) : son amendement n° 73 identique à l'amendement n° 20 de Mme Missoffe ; retiré.

— **Projet de loi relatif à la lutte contre le tabagisme** (n° **2149**). **Discussion générale** [11 juin 1976] (p. 4082) : la discrimination entre le tabac et l'ensemble des toxiques et la pollution atmosphérique n'est pas normale ; se demande si le ministre a voulu rechercher un succès facile ou saluer la politique de prévention du VII[e] Plan ; déclare qu'en fait il n'y a pas de politique de prévention laquelle devrait porter sur l'ensemble des conditions de vie ; (p. 4083) : s'oppose au projet.

— **Projet de loi portant approbation du VII[e] Plan de développement économique et social** (n° **2346**). **Discussion générale** [29 juin 1976] (p. 4842) : l'aggravation de la situation économique et sociale des DOM notamment celle de la Réunion ; (p. 4843) : le caractère colonial de l'économie réunionnaise ; les avantages indus accordés aux sociétés minières et aux importantes sociétés touristiques au détriment des peuples victimes du chômage et de la vie chère ; la régression des crédits du VII[e] Plan par rapport à ceux du VI[e] ; les grandes sociétés bénéficiaires de ces crédits ; la revendication fondamentale d'un statut d'autonomie.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**).

Première partie :

Discussion des articles [21 octobre 1976] : **Article 2** (p. 6878) : son amendement n° **77** soutenu par M. Bardol ; repoussé ; [26 octobre 1976] ; **Article 20** (p. 7033) : la proposition communiste tendant à la majoration des rentes viagères en fonction de la variation constatée de l'indice des prix à la consommation s'appliquant à tous les titres de rentes viagères ; le rejet de cette proposition ; (p. 7034) : des mesures partielles ; l'aumône donnée aux rentiers-viagers ; le taux trompeur du relèvement ; les privations des rentiers-viagers ; les propositions insuffisantes contenues dans l'article 20 ; des majorations inférieures à la baisse réelle du pouvoir d'achat ; une interprétation abusive de l'article 40 de la Constitution ; les amendements communistes frappés par l'article 40.

Deuxième partie :

Santé publique et action sociale [29 octobre 1976] (p. 7284) : les orientations prioritaires du VII[e] Plan ; pas de visions globales de la politique de la santé ; le sacrifice des équipements collectifs ; l'effort financier consenti en faveur de l'INSERM ; l'Institut Pasteur ; la recherche sur la myopathie ; les bourses des écoles d'infirmières ; le tabagisme ; l'absence de politique globale de la prévention ; la signification du terme hygiène de

vie ; (p. 7285) : le recrutement du service de santé scolaire ; la PMI ; la médecine du travail ; la prétendue surconsommation médicale et pharmaceutique ; l'état de santé de la population et la crise ; le prix de vente astronomique des médicaments ; le gonflage artificiel des prix ; le médicament malade du profit ; les bénéfice énormes des trusts ; (p. 7286) : le projet de loi communiste pour obtenir la nationalisation des trusts pharmaceutiques ; les dépenses sociales, source décisive d'économies ; des solutions politiques.

Départements d'outre-mer [19 novembre 1976] (p. 8380) : les restrictions budgétaires ; le chômage ; l'émigration vers la France ; le sous-développement scolaire et sanitaire ; la non-application des lois sociales ; critique de la départementalisation économique ; la Guadeloupe ; (p. 8381) : les déclarations de M. Valéry Giscard-d'Estaing à la Réunion ; un langage nouveau ; l'autonomie ; la modification de statut par un vote.

1977

— **Projet de loi portant dérogation, en ce qui concerne certains marins des départements d'outre-mer et du territoire d'outre-mer de la Polynésie française, à diverses dispositions du code des pensions de retraite des marins et du décret-loi du 17 juin 1938** (n° **2554**). **Discussion générale** [12 avril 1977] (p. 1710) : un texte qui réduit la protection sociale des marins pêcheurs ; (p. 1711) : l'instauration dans les DOM d'une protection sociale au rabais ; la prise de position du quotidien communiste de la Réunion *Témoignage ;* les réserves exprimées par les organisations syndicales des marins pêcheurs CGT ; les conditions d'application des lois sociales dans les DOM ; les deux amendements présentés par le groupe communiste.

— **Projet de loi modifiant certaines dispositions du livre V du code de la santé publique relatives aux préparateurs en pharmacie et aux règles générales de la pharmacie d'officine** (n° **2751**). **Première lecture. Discussion générale** [21 avril 1977] (p. 2040) : l'attachement du groupe communiste au projet de loi ; les importantes responsabilités des préparateurs en pharmacie ; les problèmes de leur qualification et de leur formation ; le manque de préparateurs dans les hôpitaux ; la mise en cause des critères de représentativité des organisations syndicales prévues par le code du travail. **Discussion des articles. Article 2** (p. 2042) : son sous-amendement n° 7 à l'amendement n° 1 de M. Delaneau : suppression des dispositions relatives à la représentation des syndicats de préparateurs en pharmacie et à l'appréciation périodique de la représentativité des représentants ; devenu sans objet. **Avant l'Article 5** (p. 2045) : son amendement n° 9 : habilitation des vendeurs en pharmacie pour toutes les activités autres que la préparation et la distribution des médicaments ; repoussé. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [1er juin 1977]. **Article 2** (p. 3294) : son amendement n° 2 : modalités de fixation des conditions de délivrance du brevet professionnel de préparateur en pharmacie ; la réintroduction par le Sénat de la notion de spécificité comme critère de représentativité des organisations syndicales ; repoussé.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1977** (n° **2768**). **Lettre rectificative** (n° **2859**). **Discussion des articles** [25 mai 1977]. **Article premier** (p. 3006) : la non-affectation des crédits du chapitre 46-41 à la mise en place des commissions d'orientation des handicapés ; l'absence de consultation des intéressés en matière de fonctionnement des commissions départementales d'éducation spéciale ; la nécessité d'un allégement et de la simplification des procédures ; le reclassement des adultes handicapés.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° **3120**).

Deuxième partie :

Education [27 octobre 1977]. **Examen des crédits. Article 78** (p. 6754, 6755) : la réintégration des éducateurs scolaires dans l'enseignement public ; le maintien du bénéfice des avantages accordés aux éducateurs scolaires ; le financement des crédits de formation affectés aux éducateurs ; la nécessité de mesures transitoires ; l'abstention du groupe communiste.

Départements d'outre-mer [3 novembre 1977] (p. 6924) : l'aggravation de la crise subie par les DOM ; le chômage ; la départementalisation ; la reconnaissance du droit à l'autodétermination des peuples des DOM ; le respect de la volonté des peuples ; la position du parti communiste français.

Santé publique et sécurité sociale [3 novembre 1977] (p. 6970) : l'hospitalisation ; la capacité d'accueil idéale ; la pénurie hospitalière dans la région parisienne ; les besoins en hôpitaux de la région Nord — Pas-de-Calais ; l'existence de nombreux postes vacants ; (p. 6971) : le support par les hôpitaux de certaines charges indues ; le rôle des trusts pharmaceutiques ; la nécessité d'une autre politique. **Examen des crédits. Article 82** (p. 6989) : son amendement n° 84 rectifié : conditions d'exonération de l'obligation alimentaire et modalités de fixation de l'augmentation des cotisations patronales à la sécurité sociale et aux allocations familiales ; l'exonération de l'obligation alimentaire des familles

disposant de faibles revenus ; (p. 6990) : repoussé.

— **Proposition de loi relative à l'enseignement hospitalier des étudiants en pharmacie et aux liaisons hospitalo-universitaires pharmaceutiques** (n° **2855 rectifié**). **Discussion générale** [13 décembre 1977] (p. 8686) : l'élaboration non démocratique du texte ; l'opposition des syndicats de l'UNEF et du SNESUP ; (p. 8687) : l'absence de moyens financiers, matériels et humains pour l'intégration hospitalo-universitaire et pour l'encadrement des services recevant les stagiaires ; le projet de réforme instituant un *numerus clausus* ; la prise en considération des possibilités pratiques d'accueil des étudiants lors de la fixation du nombre d'étudiants admis à poursuivre des études de pharmacie au-delà de la première année ; le caractère malthusien de la proposition ; l'importance des débouchés potentiels des études de pharmacie ; les industries pharmaceutiques ; le développement de la recherche ; la nécessité d'une autre politique de santé ; le vote hostile du groupe communiste. **Discussion des articles. Article 5** (p. 8688) : son amendement n° 1 rectifié de suppression ; l'absence de justification d'un *numerus clausus* pour les étudiants en pharmacie ; repoussé. **Explications de vote** (p. 8689) : le vote hostile du groupe communiste.

— **Projet de loi modifiant et complétant certaines dispositions de la loi n° 75-535 du 30 juin 1975 relative aux institution sociales et médico-sociales et de la loi n° 70-1318 du 31 décembre 1970 portant réforme hospitalière et portant dérogation, à titre temporaire, pour certains établissements hospitaliers publics ou participant au service public hospitalier, aux règles de tarification ainsi que, pour les soins donnés dans ces établissements, aux modalités de prise en charge** (n° **3210**). **Discussion générale** [14 décembre 1977] (p. 8713) : les conditions d'examen du texte ; la politique gouvernementale ; les mesures réglementaires relatives au contrôle des budgets des établissements d'hospitalisation ; les mesures d'arrêt de l'extension de l'hôpital public ; l'institution de la formule du remboursement forfaitaire ; la séparation des frais de soins et des frais d'hébergement ; le transfert des charges de l'aide sociale aux collectivités locales ; l'attribution à certains établissements d'un budget global ; l'étatisation des hôpitaux ; la crise des structures sanitaires et des établissements hospitaliers ; les charges mises à contribution de la collectivité par les trusts pharmaceutiques ; (p. 8714) : la nécessité d'une autre politique.

— **Projet de loi relatif à l'intégration dans des corps de l'enseignement public de personnels d'établissements ou services spécialisés pour enfants et adolescents handicapés** (n° **3293**). **Discussion des articles** [15 décembre 1977]. **Après l'Article 4** (p. 8804) : son amendement n° 5 : modalités de fixation des dispositions relatives à l'intégration des personnels n'ayant pas en 1978 les titres et qualification nécessaires à l'intégration ; la conservation des droits acquis ; l'acquisition des conditions requises pour être intégré ; l'opposition de l'article 40 de la Constitution à l'amendement du groupe communiste relatif au respect des droits acquis ; repoussé.

WEBER (Pierre)

Député de Meurthe-et-Moselle
(3e circonscription)
(App. RI, puis app. R).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 735).

S'apparente au groupe des républicains indépendants [2 avril 1973] (p. 745).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [5 avril 1973] (p. 755), [2 avril 1974] (p. 1453), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Représentant suppléant de l'Assemblée nationale à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [13 juin 1973] (p. 2072).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le code du travail en ce qui concerne la résiliation du contrat de travail à durée indéterminée [29 juin 1973] (p. 2727).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation en faveur des personnes handicapées [5 juin 1975] (p. 3755).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la mensualisation et à la procédure conventionnelle [21 décembre 1977] (p. 9186).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** portant **création d'un ordre des infirmiers et infirmières** (n° **165**) [12 avril 1973].

— **Proposition de loi** relative aux **conditions d'exercice du mandat de conseiller municipal** (n° **166**) [12 avril 1973].

— **Proposition de loi** tendant à **permettre le paiement mensuel des pensions de retraite et d'invalidité** (n° **167**) [12 avril 1973].

— **Avis,** présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 194) autorisant la **ratification de la convention portant création d'un institut universitaire européen, de l'acte final joint et du protocole sur les privilèges et immunités de l'institut universitaire européen, signés à Florence, le 19 avril 1972** (n° **359**) [23 mai 1973].

— **Avis,** présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de **loi de finances pour 1974** (n° 646). — **Tome III : Affaires culturelles - Relations culturelles** (n° **682**) [10 octobre 1973].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales : 1° sur la proposition de loi (n° 82) tendant au **paiement mensuel des pensions civiles et militaires de retraite** ; 2° tendant à **permettre le paiement mensuel des pensions de retraite et d'invalidité** (n° 167) ; 3° relative au **versement mensuel des pensions de retraite** (n° 297) ; 4° tendant à **modifier l'article L 90 du code des pensions civiles et militaires de retraite** (n° 394) **en vue de permettre le paiement mensuel de la pension et de la rente viagère d'invalidité** (n° **832**) [12 décembre 1973].

— **Proposition de loi** tendant à **modifier l'article 29 M du livre premier du code du travail relatif à la rupture du contrat de travail** (n° **701**) [16 octobre 1973].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi (n° 373) relative à la réglementation de la profession de **visiteur médical** (n° **929**) [22 janvier 1974].

— **Avis,** présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de **loi de finances pour 1975** (n° 1180). — **Tome I : Affaires étrangères - Relations culturelles. — Tome IV : Coopération - Relations culturelles** (n° **1231**) [11 octobre 1974].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 949) portant diverses mesures de **protection sociale de la mère et de la famille** (n° **1341**) [26 novembre 1974].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 1409), modifié par le Sénat, portant diverses **mesures de protection sociale de la mère et de la famille** (n° **1419**) [18 décembre 1974].

— **Proposition de résolution** tendant à la **création d'une commission d'enquête parlementaire** en vue d'examiner les conditions dans lesquelles un **permis de construire, place Thiers, à Nancy,** a été obtenu en violation de la réglementation en la matière (n° **1426**) [18 décembre 1974].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 1285), relatif aux **institutions sociales et médico-sociales** (n° **1515**) [10 avril 1975].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi, adopté avec modifications par le Sénat en deuxième lecture (n° 1654), relatif aux **institutions sociales et médico-sociales** (n° **1697**) [4 juin 1975].

— **Avis,** présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de **loi de finances pour 1976** (n° 1880). — **Tome I : Affaires étrangères - Affaires culturelles** (n° **1917**) [10 octobre 1975].

— **Avis,** présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de **loi de finances pour 1977** (n° 2524). — **Tome III : Affaires étrangères - Relations culturelles** (n° **2530**) [12 octobre 1976].

— **Avis,** présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de **loi de finances pour 1978** (n° 3120). — **Tome I : Affaires étrangères - Relations culturelles, scientifiques et techniques** (n° **3148**) [11 octobre 1977].

QUESTIONS

• *questions d'actualité :*

— **Sécurité des bureaux de poste** [8 juin 1973] (p. 1994, 1995).

— **TVA applicable aux terrains de camping** [29 juin 1973] (p. 2707, 2708) : nécessité de ramener au même taux la TVA appliquée aux camping-caravaning et à l'hôtellerie.

• *question au Gouvernement :*

— **Grèves à l'O.R.T.F.** [12 juin 1974] (p. 2615).

• *question orale avec débat :*

— (n° **13873**) **de M. Debré : Politique en matière de population** [9 octobre 1974] (p. 4914) : tolérance inadmissible vis-à-vis de la dégradation des mœurs ; publication d'informations et de documents relatifs à l'avortement.

• *question au Gouvernement :*

— **Epreuves scolaires du CES de Rozay-en-Brie** [16 octobre 1974] (p. 5087).

• *question orale avec débat :*

— **(n° 11295) de M. Boulloche : Epargne populaire** [18 octobre 1974] (p. 5281) : son intervention en qualité de président des caisses d'épargne de Lorraine-Champagne ; atteinte portée au crédit des caisses d'épargne par un article publié dans un hebdomadaire.

• *questions au Gouvernement :*

— **Prévention des accidents du travail** [28 mai 1975] **(p. 3287, 3288).**

— **Application de la loi sur l'interruption volontaire de grossesse et la contraception** [18 juin 1975] (p. 4368) : situation des médecins refusant de procéder à des interruptions de grossesse ; déblocage des crédits d'extension pour les cliniques pratiquant des interruptions de grossesse ; autorisation accordée aux mineurs d'obtenir des pilules contraceptives.

— **Situation des cadres dans les entreprises** [5 novembre 1975] (p. 7887) : l'inquiétude des cadres de la sidérurgie lorraine devant les menaces de chômage ; la dégradation de leur situation ; les actes de violence.

• *question orale sans débat :*

— (n° **23745**) : **Utilisation des contraceptifs par les mineurs** [28 novembre 1975] (p. 9141, 9142) : regrette l'absence de Mme le ministre de la santé ; modifications nécessaires d'une réglementation trop laxiste portant atteinte à l'autorité parentale ; restauration des valeurs traditionnelles et familiales.

• *questions au Gouvernement :*

— **Situation des retraités militaires** [14 avril 1976] (p. 1718).

— **Situation de Promoca** [20 octobre 1976] (p. 6777, 6778) : réduction de la subvention versée par l'Etat à cet organisme ; la formation de collaborateurs d'architectes.

INTERVENTIONS

1973

— **Déclaration de politique générale du Gouvernement** [12 avril 1973] (p. 841) : estime qu'il faut redonner confiance aux Français, en particulier aux parents ; engage le Gouvernement à respecter scrupuleusement ses promesses officielles ; demande une meilleure information des Français ; souhaite que l'administration s'humanise ; (p. 842) : demande la parution rapide des décrets d'application ; souhaite que le Gouvernement tienne davantage compte des avis des élus et accentue ses efforts en faveur de la formation des jeunes ; évoque la réforme régionale.

— **Rappel au règlement** [14 juin 1973] (p. 2128) : modification de l'ordre d'inscription des textes par la conférence des présidents.

— **Projet de loi autorisant la ratification de la convention portant création d'un institut universitaire européen, de l'acte final joint et du protocole sur les privilèges et immunités de l'institut universitaire européen, signés à Florence le 19 avril 1972** (n° **194**), rapporteur pour avis. **Discussion générale** [14 juin 1973] (p. 2140) : caractère incomplet du projet de loi ; son manque d'ampleur ; secteur limité du troisième cycle auquel il s'adresse ; complexité du projet, risque de conflits entre les aspects politiques et les aspects universitaires des activités de l'institut ; (p. 2141) : caractère dépassé du projet de loi compte tenu de l'élargissement des communautés ; déception de la commission des affaires culturelles ; nécessité d'une formation intellectuelle, culturelle et scientifique européenne ; rôle de rapprochement de la culture ; ses réflexions sur un enseignement européen et sur les moyens de de promouvoir ; rôle joué par le recteur Capelle à l'assemblée consultative du Conseil de l'Europe ; sens de l'approbation qu'il donne au projet de loi ; travaux de l'association pour l'étude des problèmes de l'Europe.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° **646**).

Deuxième partie :

Développement industriel et scientifique [8 novembre 1973] (p. 5383) : problème du pétrole ; mesures prises pour assurer l'approvisionnement de la France ; attitude de la France à l'égard de ses partenaires de la CEE ; solidarité européenne ; suggère un large débat à l'initiative du Gouvernement ; effet psychologique des mesures de restriction.

Affaires étrangères. — Relations culturelles et coopération technique, rapporteur pour avis, [12 novembre 1973] (p. 5561) : insuffisance de l'augmentation de ces crédits pour 1974 ; ses réserves sur la dualité entre les affaires étrangères et le secrétariat d'Etat à la coopération ; retard apporté dans la transmission des réponses aux questions posées par la commission des affaires culturelles ; caractère de notre action en faveur de la pratique de la

langue française ; appui des parlementaires et des associations francophones ; stagnation du nombre des francophones ; plans quinquennaux du ministre des affaires étrangères ; son souhait que le Parlement soit associé à l'étude des orientations nouvelles ; moyens traditionnels d'action ; établissements français à l'étranger ; (p. 5562) : difficultés dans le domaine du livre ; ses réserves sur l'utilisation des ondes courtes pour les émissions vers l'étranger ; émetteur relais de Chypre ; développement de la télévision ; ses recommandations au nom de la commission ; efforts en direction des pays de l'Europe ; contacts avec les ministres de l'éducation nationale des pays limitrophes du nôtre pour y étendre le bilinguisme ; enseignement du français chez les émigrants ; échanges entre les jeunes ; déception de la commission devant la modestie des crédits de l'office franco-allemand pour la jeunesse ; équivalence des diplômes ; propos du président Senghor en faveur de l'association eurafricaine ; son allusion au film de l'ORTF *Frères des hommes ;* rôle du rapprochement de la culture, de la science et de la technique.

Aménagement du territoire, équipement, logement et tourisme. — Tourisme [15 novembre 1973] (p. 5815) : développement du tourisme social ; étalement des vacances ; congés du troisième âge ; nécessité des loisirs ; taux de la TVA sur les terrains de camping ; sa question d'actualité sur ce sujet ; examen des eaux mises à la disposition des campeurs ; caravaning ; (p. 5816) : villages de maisons mobiles et statut libéral de ces maisons ; suggère le remplacement du permis de construire par une simple licence d'occupation du sol ; conditions de formation des moniteurs de colonies de vacances ; retard d'exécution du Plan.

— **Rappel au règlement** [15 novembre 1973] (p. 5793) : rapport attribué par erreur à son homonyme M. Claude Weber : compte rendu de la première séance du 12 novembre 1973 ; demande la publication d'un rectificatif au *Journal officiel.*

— **Rappel au règlement** [12 décembre 1973] (p. 6869) : rectification d'un vote de M. Cazenave : anciens combattants d'AFN.

1974

— **Rappel au règlement** [12 juin 1974] (p. 2616) : mention de son prénom ; enregistrement et retransmission de la séance.

— **Rappel au règlement** [16 octobre 1974] (p. 5091) : amélioration des conditions de travail ; horaires des séances.

— **Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête relative à l'octroi de certains permis de construire** (n° **754**). **Discussion générale** [18 octobre 1974] (p. 5275) : souligne que le problème des secteurs sauvegardés se pose également à Nancy à propos de la place Stanislas.

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° **1180**).

Première partie :

Discussion des articles [24 octobre 1974]. **Article 4** (p. 5406) : les bouilleurs de cru ne sont pas responsables de l'alcoolisme. **Article 11** (p. 5421) : approuve la réduction de TVA sur les terrains de camping. **Article 18** (p. 5428) : ses observations sur la protection des épargnants.

Deuxième partie :

Affaires étrangères, rapporteur pour avis [6 novembre 1974] (p. 5952) : les relations culturelles, scientifiques et techniques interviennent pour 49,5 % dans les crédits du ministère ; inquiétante multiplicité des services ministériels qui concourent à une même tâche ; la situation de la langue française dans le monde ; (p. 5953) : l'émetteur sur ondes moyennes de Chypre ; développer le bilinguisme scolaire ; améliorer la situation des personnels enseignants à l'étranger.

Coopération, rapporteur pour avis [18 novembre 1974] (p. 6614) : l'unicité de notre action ; (p. 6615) : la coordination des moyens; la division entre le secteur réservé aux affaires étrangères et celui affecté à la coopération ; les moyens ; la révision périodique des accords de coopération ; la formation des formateurs ; l'action linguistique ; la formation technique ; l'aide aux populations en détresse du Sahel ; les aménagements hydrauliques ; le néo-colonialisme ; les relations commerciales ; le fonds européen de développement ; avis favorable de la commission en dépit de la modicité des crédits ; (p. 6620) : en remplacement de M. Feït ; le regroupement des activités du ministère ; le fonds européen de développement ; pas de néo-colonialisme ni d'exploitation abusive ; les crédits à l'enseignement des sciences et techniques ; l'aide aux Etats du Sahel ; l'aide sanitaire ; l'action de *Medicus mundi ;* l'aide multilatérale ; la régulation des marchés des matières premières ; (p. 6621) : le service national de coopération ; le soutien du groupe des républicains indépendants.

— **Rappel au règlement** [19 novembre 1974] (p. 6715) : la grève des éboueurs.

— **Projet de loi relatif à l'interruption volontaire de grossesse** (n° **1297**). **Discussion générale** [28 novembre 1974] (p. 7165) : se déclare très déçu par la position de l'ordre national des médecins ; le projet n'apporte pas la réponse satisfaisante et honnête aux

divers aspects du problème ; la libéralisation de l'avortement n'entraîne jamais de réduction du nombre des avortements clandestins ; le Gouvernement devait déposer un projet de loi mettant en place une législation socio-familiale ; (p. 7166) : opposer aux centres de mort des centres d'aide.

— **Projet de loi portant diverses mesures de protection sociale de la mère de famille** (n° 949), rapporteur. **Discussion générale** [5 décembre 1974] (p. 7453) : la baisse inquiétante de la courbe démographique ; les difficultés à élever les enfants ; les propositions de loi relatives à la famille émanant de tous les groupes ; le manque d'originalité et d'initiative du Gouvernement ; regrette l'absence de Mme le ministre de la santé ; la France en tête des pays de la Communauté européenne pour la politique familiale ; (p. 7454) : le projet tend à élargir l'attribution de certaines allocations et à en étendre le bénéfice à tous les régimes ; les allocations postnatales remplaceront les allocations de maternité : l'objectif de protection de la santé de l'enfant et le dépistage précoce des handicaps, se substitue à l'incitation nataliste ; les prêts aux jeunes ménages ; l'allocation pour frais de garde ; l'allocation d'orphelin ; ce projet constitue une partie du mouvement de réforme des aides à la famille ; la commission a souscrit à l'unanimité aux conclusions de son rapporteur qui demande qu'on ne se contente pas de bonnes intentions. **Discussion des articles** [6 décembre 1974]. **Article premier** (p. 7525) : son amendement n° 10 : obligation de résidence régulière ; (p. 7526) ; adopté.

1975

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux institutions sociales et médico-sociales** (n° 1285), rapporteur. **Discussion générale** [17 avril 1975] (p. 1791) : difficulté de cerner de domaine social et médico-social ; le vote du Sénat du 7 novembre 1974 ; importance de l'initiative privée en matière médico-sociale ; ne pas établir une tutelle arbitraire et technocratique ; la méfiance de certaines associations ; maintenir vivant l'esprit d'initiative ; étude du projet article par article ; (p. 1792) : suite de l'étude des articles ; (p. 1793) : questions posées au Gouvernement ; un texte qui doit être considéré comme une incitation et non une contrainte. **Discussion des articles. Avant l'Article premier** (p. 1805) : son amendement n° 21 : précision à l'intitulé du chapitre I ; adopté. **Article premier** : ses amendements n^{os} 22 à 25 : de forme ; adoptés ; son amendement n° 79 : substituer aux mots « en milieu naturel » les mots « dans leur cadre ordinaire de vie » ; adopté. **Article 2** (p. 1806) : son amendement n° 26 : supprimer le mot « notamment » ; adopté ; son amendement n° 27 : entre « lesdits organismes » insérer les mots « ou les groupements d'organismes » ; adopté ; son amendement n° 28 : après « l'Etat », insérer « ou les collectivités publiques » ; adopté ; son amendement n° 29 : supprimer les mots « les modalités de fonctionnement interne » ; adopté ; (p. 1807) : son amendement n° 30 : insérer les mots « les moyens mis en œuvre » ; adopté. **Avant l'Article 3** : son amendement n° 31 : modifier l'intitulé du chapitre II ; adopté. **Article 3** (p. 1807) : son amendement n° 32 : après les mots « après avis » insérer « motivé » ; adopté ; son amendement n° 33 : précisions apportées au deuxième alinéa ; adopté ; son amendement n° 34 : décret pour déterminer l'extension mentionnée au premier alinéa de l'article ; adopté. **Article 3** *bis* (p. 1808) : son amendement n° 35 : après les mots « les normes » insérer les mots « minimales, quantitatives et qualitatives » ; adopté ; (p. 1809) : son amendement n° 36 : dérogation aux normes ; adopté. **Article 4** : son amendement n° 37 : de forme ; adopté. **Article 5** : son amendement n° 38 : composition de la commission nationale et des commissions régionales ; adopté ; (p. 1810) : son amendement n° 39 : compléter l'article par les mots « des collaborateurs techniques » adopté ; (p. 1811) : son amendement n° 40 complété par son sous-amendement n° 80 : décision des commissions prise après audition de la personne morale intéressée ; adopté. **Article 5** *bis* : son amendement n° 41 : insérer les mots « quantitatifs et qualitatifs » ; adopté ; (p. 1812) : ses amendements 42 et 43 : substituer au délai de deux ans un délai de trois ans ; adopté. **Avant l'Article 6** : son amendement n° 44 : de forme ; adopté. **Article 6** : son amendement n° 45 de forme ; adopté ; (p. 1813) : son amendement n° 46 : « établissements qui ne sont pas gérés par des personnes morales de droit public » ; adopté ; son amendement n° 47 : « avant tout commencement d'exécution du projet » ; adopté ; son amendement n° 48 : décision prise par le préfet ou le ministre ; adopté ; son amendement n° 49 : décision régionale susceptible de recours devant le ministre ; adopté ; demande au ministre des précisions quant au délai de quatre mois en matière de recours ; (p. 1815) : son amendement n° 50 : autorisation accordée compte tenu de tous les éléments de qualité que peut comporter l'établissement ; adopté ; son amendement n° 51 : de conséquence ; adopté ; son amendement n° 52 : l'autorisation peut être subordonnée à l'adhésion à un groupement ; adopté ; son amendement n° 53 : de conséquence ; adopté. **Article 10** (p. 1816) : son amendement n° 54 : rédaction moins restrictive de l'article ; adopté. **Article 11** : son amende-

ment n° 55 : de forme ; adopté ; demande au Gouvernement des précisions sur la notion de changement « essentiel » ; (p. 1817) : son amendement n° 56 : de forme ; adopté. **Après l'Article 12 :** son amendement n° 61 : agrément des conventions collectives applicables aux salariés des établissements ; (p. 1819) : se rallie au sous-amendement n° 113 du Gouvernement ; amendement n° 61 rectifié ; adopté. **Avant l'Article 14** (p. 1820) : son amendement n° 57 : de forme ; adopté, **Article 15 :** son amendement n° 58 : insérer les mots « établissements intégrés dans un complexe sanitaire et social » ; adopté ; son amendement n° 59 : exclure des dispositions les établissements relevant de l'office national des anciens combattants ; adopté ; (p. 1820) : son amendement n° 60 : création en établissements publics de services non personnalisés ; adopté. **Article 15 :** son amendement n° 63 : conventions de gestion passées avec des établissements publics hospitaliers ; adopté. **Article 16** (p. 1821) : son amendement n° 64 : insérer les mots « créés à l'initiative de l'Etat ou des départements » ; repoussé. **Article 17** (p. 1822) : son amendement n° 66 : insérer les mots « des représentants des usagers » ; adopté. **Article 18** (p. 1823) : son amendement n° 67 : de forme ; adopté ; son amendement n° 68 : insérer les mots « sur proposition de la commission régionale » ; repoussé. **Article 20 :** son amendement n° 69 : gestion en régie des établissements visés à l'article 66 du code de la famille ; adopté. **Après l'Article 20** (p. 1823) : son amendement n° 70 : institution d'un comité technique paritaire ; adopté ; (p. 1824) : demande que l'amendement n° 102 trouve sa place après l'article 12 à la fin du chapitre III ; adopté. **Avant l'Article 21** (p. 1825) : son amendement n° 71 : de forme ; adopté. **Article 21 :** son amendement n° 72 : de forme ; adopté. **Article 22 :** son amendement n° 73 : cas où le fonctionnement est assuré avec la participation de l'Etat, des collectivités locales ou de la sécurité sociale ; adopté. **Article 24** (p. 1828) : son amendement n° 76 : supprimer l'article ; adopté. **Article 24** *bis* : son amendement n° 77 : supprimer l'article ; adopté. **Article 24** *ter* (p. 1829) : son amendement n° 78 : supprimer l'article ; repoussé. **Après l'Article 22** (*suite*) : son amendement n° 74 : création d'un service public départemental exclusif de tout monopole chargé de mener une action sociale générale ; repoussé ; (p. 1829) : son amendement n° 81 : insérer un chapitre VI après l'article 22 ; adopté.

— **Projet de loi de finances pour 1976 (n° 1880).**

Deuxième partie :

Santé publique et action sociale [28 octobre 1975] (p. 7461) : la situation démographique alarmante de la France ; mener une politique de la famille ; l'humanisation des hôpitaux ; (p. 7462) : la relation santé-sécurité routière.

Affaires étrangères, rapporteur pour avis [29 octobre 1975] (p. 7544) : les réponses précises apportées par les services du ministère des affaires étrangères aux questions posées par le rapporteur ; (p. 7545) : les actions menées par la France pour sortir les populations de la misère ; la place de la banque française dans le monde ; la nécessaire exportation de la science et de la technique française.

Coopération, rapporteur pour avis [30 octobre 1975] (p. 7590) : orienter l'action du ministère vers la diffusion de la science et de la technique ; développer les contacts entre les collectivités locales et les villes africaines ; (p. 7591) : ses observations sur les rapports présentés par la commission ; l'affaire Claustre ; l'infléchissement de l'action culturelle vers la technique ; la nécessité de la programmation ; l'aspect plus « multilatéral » de l'aide française ; (p. 7592) : les volontaires du service national ; la représentation des parlementaires au sein du comité du FAC ; la caisse centrale de coopération ; le fonds européen de développement ; le fonds de solidarité africain ; les moyens administratifs et les moyens d'information.

Travail [4 novembre 1975] (p. 7850) : engager une politique familiale ; prévenir les accidents du travail ; relever le taux des pensions des veuves ; abaisser l'âge de la retraite ; mensualiser les retraites.

Agriculture. — FORMA, BAPSA [5 novembre 1975] (p. 7905) : suggère que les producteurs de fruits aient le droit de distiller leurs excédents.

Universités [17 novembre 1975] (p. 8505) : ses observations relatives à la situation difficile des bibliothèques universitaires ; les incohérences dans le système de soutenance des thèses.

— **Projet de loi étendant aux détenus libérés le bénéfice de l'allocation d'aide publique aux travailleurs privés d'emploi,** et modifiant l'article L 351-4 du code du travail (n° **1482**). **Discussion générale** [26 novembre 1975 (p. 8968) : ne votera pas le projet qui lui paraît relever de la démagogie ; demande qu'une véritable formation professionnelle soit donnée aux jeunes détenus.

— **Rappel au règlement** [2 décembre 1975] (p. 9197, 9198) : grève des éboueurs ; enlèvement des ordures ménagères rue de l'Université.

1976

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**).

Deuxième partie :

Coopération, rapporteur pour avis [9 novembre 1976] (p. 7792) : l'action complexe du ministère de la coopération ; promouvoir la langue française ; les déclarations de Léopold Senghor ; le colloque du conseil international de la langue française à Dakar de mars 1976 ; l'assistance technique ; la recherche scientifique ; mettre un terme à la séparation artificielle entre le ministère de la coopération et celui des affaires étrangères ; la multiplication anormale des services officiels ; (p. 7793) : les disparités dans la situation des différents coopérants ; les applications pratiques à donner aux recherches.

Affaires étrangères, rapporteur pour avis [9 novembre 1976] (p. 7810) : la médiocrité des possibilités financières dont disposera en 1977 le ministère des affaires étrangères ; son action, en des domaines divers, tendant au maintien de la paix dans le monde, au développement du rayonnement de la France et au soutien de son économie ; (p. 7811) : la diffusion de la langue, de la science et de la culture françaises ; les crédits nouveaux destinés à l'aide à la scolarisation des jeunes Français à l'étranger ; la poursuite des actions de formation des formateurs ; l'importance de l'utilisation de la radio et de la télévision ; l'envoi de volontaires du service national ; l'essort de l'assistance technique ; mettre l'accent sur les relations et la coopération culturelles, scientifiques et techniques ; mieux coordonner les différents services qui concourent à notre action culturelle ; nécessité de définir les orientations à moyen terme ; l'utilisation au maximum des possibilités d'action offertes par la radio-télévision ; nécessité de maintenir et de développer la présence de la France et de ses chercheurs au sein des organismes scientifiques internationaux ; adapter les crédits accordés à chaque pays à l'évolution du coût de la vie ; préciser les statuts de coopérants ; l'intérêt lié aux échanges de professeurs ; (p. 7844) : déplore l'absence de réponses du ministre sur les questions qu'il a posées.

1977

— **Projet de loi relatif aux assistantes maternelles** (n° **2221**). **Discussion générale** [5 avril 1977] (p. 1544) : les conditions de soumission du texte à l'Assemblée nationale ; la nécessité d'études rapides et de solutions honnêtes et valables en faveur de la famille ; les différents rapports parlementaires ; les agressions et menaces auxquelles sont soumises les familles ; se pencher sur la philosophie même du texte.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° **3120**).

Première partie :

Discussion des articles [18 octobre 1977]. **Article 18** (p. 6244) : l'amalgame fait entre les différentes institutions financières ; les difficultés financières des caisses d'épargne ; la nécessité de la modernisation des caisses ; la nécessité de différencier les caisses d'épargne, les caisses de crédit mutuel et les caisses de crédit agricole des réseaux bancaires ordinaires.

Deuxième partie :

Affaires étrangères, rapporteur pour avis [8 novembre 1977] (p. 7149) : rend hommage au personnel diplomatique ; l'évolution du budget des affaires étrangères ; l'absence de mesures nouvelles ; l'égalité de la répartition géographique des crédits de la direction générale des relations culturelles, scientifiques et techniques ; la diffusion de la langue française ; les établissements d'éducation à l'étranger ; les échanges économiques ; la succession des directeurs généraux des relations culturelles, scientifiques et techniques ; la nécessité de la révision de l'ensemble de la politique française de relations culturelles et de coopération ; le caractère prioritaire des crédits de la direction générale ; (p. 7150) : le nombre élevé de départements ministériels contribuant au développement de la coopération ; le réexamen de l'orientation géographique de la politique étrangère ; la complexité de la machine administrative de la DGRCST ; l'avis favorable de la commission.

WEINMAN (Jacques)

Député du Doubs
(1re circonscription)
(UDR, puis RPR).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 734).

S'inscrit au groupe d'union des démocrates pour la République [2 avril 1973] (p. 744).

Décédé le 7 mai 1977 (*J.O.* du 10 mai 1977, p. 2678).

Son éloge funèbre est prononcé [25 mai 1977] (p. 2996, 2997).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [5 avril 1973]

(p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1266), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Vice-président de cette commission [3 avril 1975] (p. 1266), [6 avril 1976] (p. 1391).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner en deuxième lecture le projet de loi n° 275 complétant certaines dispositions du titre premier du livre VI du code rural relatif au statut du fermage et du métayage et de l'article 27 modifié de la loi n° 62-933 du 8 août 1962 complémentaire à la loi d'orientation agricole [4 mai 1973] (p. 1071).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1974 [12 décembre 1973] (p. 6916).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1974 [19 décembre 1974] (p. 8188).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1975 [27 mai 1975] (p. 3263).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1975 [12 septembre 1975] (p. 6257).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1975 [18 décembre 1975] (p. 10009).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant imposition des ressources provenant de plus-values assimilables à un revenu [9 juillet 1976] (p. 5247).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1976 [26 octobre 1976] (p. 7049).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1977 [14 décembre 1976] (p. 9396).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1976 [17 décembre 1976] (p. 9657).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au régime fiscal de la presse [17 décembre 1976] (p. 9657).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant les règles de territorialité et les conditions d'imposition des Français de l'étranger ainsi que des autres personnes non domiciliées en France [20 décembre 1976] (p. 9810).

DEPOTS

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1974** (n° 646). — **Annexe n° 20 : Education nationale, constructions scolaires** (n° **681**) [10 octobre 1973].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de **loi de finances pour 1975** (n° 1180). — **Annexe n° 15 : Constructions scolaires et universitaires** (n° **1230**) [11 octobre 1974].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de **loi de finances pour 1976** (n° 1880). — Budgets civils : Education. — **Annexe n° 15 : Constructions scolaires** (n° **1916**) [10 octobre 1975].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de **loi de finances pour 1977** (n° 2524). — Budgets civils : Education. — **Annexe n° 15. — Constructions scolaires et universitaires** (n° **2525**) [5 octobre 1976].

INTERVENTIONS

1973

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° 646).

Deuxième partie :

Education nationale, rapporteur spécial [13 novembre 1973] (p. 5619) : ses observations sur l'évolution des crédits ; son analyse des dotations par secteur ; enseignement préscolaire ; renforcement des normes de sécurité ; crédits de l'enseignement supérieur ; classes maternelles ; enseignement spécial ; crédits de la recherche ; orientation ; formation continue ; (p. 5620) :

programme de construction d'écoles normales ; sa référence au taux d'exécution du VI[e] Plan ; seuil minimum de 10 % des crédits affectés aux constructions scolaires ; charge financière des collectivités locales ; observations présentées en commission.

— **Projet de loi relatif à la modernisation des bases de la fiscalité directe locale** (n° **637**). **Discussion des articles** [4 décembre 1973]. **Article premier** (p. 6572) : son amendement déposé en accord avec le président Edgar Faure tendant à limiter les effets de la révision foncière dans les régions de montagne ; retrait.

1974

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° **1180**). *Deuxième partie :*

Education et enseignement préscolaire, rapporteur spécial [6 novembre 1974] (p. 5829) : le domaine des dépenses d'équipement est celui qui a souffert le plus de l'effort d'austérité ; mettre en place une carte universitaire cohérente ; les différents problèmes liés à l'industrialisation des constructions éducatives ; les difficultés des collectivités locales ; modifier les dispositions relatives à l'utilisation de l'allocation Barangé ; (p. 5830) : normalisation des exigences de sécurité ; les transports scolaires.

1975

— **Projet de loi relatif à l'éducation** (n° **1736**). **Discussion générale** [18 juin 1975] (p. 4378) : « l'acrimonie fielleuse » de l'opposition ; la mise à disposition de la jeunesse française de nouvelles facilités pour poursuivre son éducation.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**).

Deuxième partie :

Education, rapporteur spécial [12 novembre 1975] (p. 8170) : l'ampleur de l'effort accompli dans le domaine des constructions scolaires ; l'utilisation que le ministre compte faire de ces crédits ; l'effort en faveur de l'enseignement préscolaire et l'enseignement technique ; l'abandon des classes mobiles ; l'insuffisance des crédits d'entretien ; la trop grande part laissée aux communes en matière de financement des équipements ; la faiblesse des dotations en faveur des services académiques et de l'équipement sportif.

Universités, rapporteur spécial [17 novembre 1975] (p. 8488) : rappelle que les crédits pour la lecture publique figurent désormais dans le budget des affaires culturelles ; la nouvelle présentation des crédits pour le CNRS donnera plus de souplesse au fonctionnement de cet organisme ; la carte universitaire ; la commission demande un effort accru l'année prochaine pour les bibliothèques universitaires.

1976

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**).

Deuxième partie :

Education, rapporteur spécial [17 novembre 1976] (p. 8169) : les constructions scolaires ; (p. 8170) : l'équipement du second degré ; les élèves supplémentaires ; le financement de l'équipement des services académiques ; le 1 % réservé aux travaux de décoration des constructions scolaires.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1976** (n° **2630**). **Discussion des articles** [9 décembre 1976]. **Article 6** (p. 9173) : le laxisme des différents ministères.

WEISENHORN (Pierre)

Député du Haut-Rhin
(*3[e] circonscription*)
(*UDR, puis RPR*).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 744).

S'inscrit au groupe d'union des démocrates pour la République [2 avril 1973] (p. 744).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [5 avril 1973] (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1465).

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [4 octobre 1974] (p. 4838), [3 avril 1975] (p. 1266), [6 avril 1976] (p. 1390), [5 avril 1977] (p. 1554).

Membre du conseil supérieur des habitations à loyer modéré [12 octobre 1973] (p. 4348).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux économies d'énergie [17 octobre 1974] (p. 5207).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet

de loi relatif à l'organisation interprofessionnelle agricole [27 juin 1975] (p. 4967).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux [28 juin 1975] (p. 5022).

Membre du comité consultatif de l'utilisation de l'énergie [14 octobre 1976] (p. 6675), [15 octobre 1976] (p. 6702).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi, adopté par le Sénat, portant réforme de l'aide au logement (n° **2631**) [19 novembre 1976] (p. 8431).

DÉPOTS

— **Rapport,** fait au nom de la commission de la production et des échanges, sur la proposition de loi (n° 92), tendant à **rendre applicables dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle les dispositions de la loi du 12 avril 1941 relatives à la production, au commerce, à l'utilisation des chevaux et mulets** (n° **504**) [20 juin 1973].

— **Rapport,** fait au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 1178) relatif aux **économies d'énergie** (n° **1188**) [3 octobre 1974].

— **Proposition de loi** tendant à instituer un **fonds de garantie** destiné à indemniser les témoins ayant subi des **dommages corporels** à la suite d'une intervention spontanée contre les auteurs insolvables de crimes ou de délits (n° **1214**) [9 octobre 1974].

— **Rapport,** fait au nom de la commission mixte paritaire, sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux **économies d'énergie** (n° **1254**) [17 octobre 1974].

— **Rapport,** fait au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de loi, adopté avec modification par le Sénat en deuxième lecture (n° 1800), relatif à **l'élimination des déchets** et à la **récupération des matériaux** (n° **1806**) [26 juin 1975].

— **Rapport** fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi (n° 1800) relatif à **l'élimination des déchets** et à la **récupération des matériaux** (n° **1833**) [28 juin 1975].

— **Proposition de loi** tendant à faire bénéficier les **Alsaciens-Lorrains** évadés pour se soustraire à l'incorporation de force dans l'armée allemande ou déserteurs de celle-ci après leur incorporation de force des dispositions de la **loi n° 73-1051** du 21 novembre 1973 (n° **2644**) [25 novembre 1976].

— **Rapport,** fait au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 2620) sur le **contrôle des produits chimiques** (n° **2870**) [11 mai 1977].

— **Proposition de loi** tendant à réglementer les **réseaux de distribution d'eau chaude récupérée** (n° **2985**) [15 juin 1977].

— **Rapport,** fait au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de loi, modifié par le Sénat (n° 3019), sur le **contrôle des produits chimiques** (n° **3031**) [24 juin 1977].

— **Proposition de loi** tendant à modifier les communes de 30.000 habitants au plus les conditions de présentation des candidats à l'élection des **conseillers municipaux** dans (n° **3086**) [30 juin 1977].

— **Avis,** présenté au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de **loi de finances pour 1978** (n° 3120). — **Tome XIII : Logement** (n° **3152**) [11 octobre 1977].

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Situation du groupe lainier Schlumpf** [13 avril 1977] (p. 1757) : les menaces de licenciement ; situation de l'usine de Malmerspach ; nécessité de donner plus de pouvoir aux régions pour préserver l'emploi.

— **Crise de l'industrie textile dans le sud de l'Alsace** [19 octobre 1977] (p. 6341) : intentions du Gouvernement pour y remédier.

INTERVENTIONS

1973

— **Proposition de loi tendant à rendre applicables dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle les dispositions de la loi du 12 avril 1941 relative à la production, au commerce, à l'utilisation des chevaux et des mulets** (n° 92), rapporteur. **Discussion générale** [27 juin 1973] (p. 2567, 2568) : attribution d'une carte professionnelle aux personnes faisant commerce de chevaux et de mulets.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° **646**).

Deuxième partie :

Agriculture et développement rural. — **FORMA, BAPSA** [7 novembre 1973] (p. 5925) : problèmes agricoles dans les arrondissements d'Altkirch-Thann ; problèmes de montagne du massif vosgien ; enneigement

des Vosges et bulletins télévisés de la météorologie ; (p. 5296) : critères de montagne reconnus par l'arrêté du 26 juin 1961 ; possibilité de recalcul des périmètres retenus pour l'indemnité spéciale ; modernisation des exploitations ; fermes-auberges ; son espoir dans la modification du tracé actuel de la politique des massifs ; modulation de l'indemnité spéciale ; prêt spécial « montagne » ; baisse des crédits de l'INRA ; travaux des stations d'agronomie, de pathologie végétale et de zoologie du centre de Colmar ; travaux sur le maïs des stations d'amélioration des plants de Clermont-Ferrand et de Versailles ; programmes en cours de réalisation ; énergie électrique ; sa description du cours et du débit du Rhin ; production d'électricité en Alsace ; centrales nucléaires de Fessenheim ; retard apporté depuis dix ans aux possibilités de renforcement des réseaux des communes ; crédits alloués au département du Haut-Rhin ; mesures prises par le conseil général et EDF ; ses observations sur la carte de l'électrification du Haut-Rhin ; nécessité d'un effort intense de rattrapage dans les arrondissements d'Altkirch et de Thann ; leur caractère de zone critique.

Protection de la nature et de l'environnement [20 novembre 1973] (p. 6067) : progression du budget ; son individualisation ; suggère que le ministère fasse appel aux médecins, aux pharmaciens et aux vétérinaires ; projet de loi vétérinaire réglementant les emplois abusifs de médicaments et de produits chimiques ; sa question relative à l'harmonisation des dépenses de protection de la nature dans le cadre de l'Europe des Neuf ; suggère le dialogue avec les jeunes et les sociétés écologiques de protection de la nature.

1974

— **Projet de loi relatif aux économies d'énergie** (n° **1178**), rapporteur. **Discussion générale** [4 octobre 1974] (p. 4800) : présente son rapport ; insiste sur la nécessité d'étendre la portée du projet à des produits autres qu'énergétiques. **Discussion des articles. Article premier** (p. 4829) : son amendement n° 4 : étendre les possibilités de réglementation à l'ensemble des produits industriels; adopté; (p. 4830) : amendement n° 5 : interdiction de la publicité qui tend à accroître la consommation d'énergie ; adopté ; amendement n° 6 : même objet que le précédent; adopté. **Article 4** (p. 4834) : amendement n° 7 : fourniture d'eau chaude ; adopté ; amendement n° 8 : compteurs dans les immeubles administratifs ; retiré. **Article 5** (p. 4835) : amendement n° 35 : conditionnement d'air ; adopté ; amendements n°s 11 et 12 : locaux existants ; adoptés. **Article 8** (p. 4837) : amendement n° 13 : extension du droit de visite ; repoussé. **Commission mixte paritaire** [17 octobre 1974] (p. 5182), rapporteur : la commission mixte paritaire a repris le texte du Sénat relatif à l'article premier qui exclut de la réglementation les produits industriels non énergétiques ; de la même manière le texte de la commission mixte paritaire ne distingue pas les températures de jour et de nuit.

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° **1180**).

Deuxième partie :

Agriculture, FORMA, BAPSA [7 novembre 1974] (p. 6054) : la « surproduction » agricole ; (p. 6055) : les mesures sociales ; le budget des équipements ; le remembrement en Alsace ; l'irrigation et le drainage ; les bâtiments d'élevage ; l'ONIBEV ; la réfrigération du lait à la ferme ; l'INRA et la recherche agricole.

Industrie et recherche [14 novembre 1974] (p. 6369) : le charbon, thermie sociale ; (p. 6370) : l'industrie textile et ses difficultés dans l'Est de la France.

Budget annexe des postes et télécommunications [20 novembre 1974] (p. 6803) : l'insuffisance des crédits pour réaliser le programme d'équipement des télécommunications fixé à Provins ; les 1.200 demandeurs du téléphone ; l'augmentation du tarif d'acheminement des lettres ; (p. 6804) : le financement par l'emprunt d'un déficit d'exploitation courant ; demande de transférer aux charges communes la charge indue que constituent les tarifs préférentiels de la presse ; les créations d'emplois prévues par le VI[e] Plan ; suggère d'accorder la gratuité pour le raccordement téléphonique aux personnes âgées de plus de soixante-trois ans.

1975

— **Projet de loi relatif à l'élimination des déchets et récupération des matériaux** (n° **1633**), rapporteur. **Première lecture. Discussion générale** [6 juin 1975] (p. 3820) : l'incompatibilité entre la protection des équilibres et le développement économique ; le projet : première tentative pour résoudre en France le problème des déchets ; les rapports Affholder et Gruson ; l'élimination des déchets ; la vitesse exponentielle de leur croissance ; la définition de la notion de déchet ; éviter la diffusion des produits difficiles à éliminer ; la création de l'agence nationale pour la récupération et l'élimination des déchets ; l'expérience de la ville de La Rochelle ; l'existence de techniques avancées : les procédés allemand et américain ; (p. 3821) : les techniques récentes de cryogénation et la récupération des vieilles voitures ; les faiblesses du projet de loi : l'emploi de la technique de la définition par énumération ; le

cas des déchets sauvages ; mettre en place des services de collecte couvrant tout le territoire ; le gaspillage d'énergie par les centrales électriques ; l'exemple des rejets d'eau chaude ; l'étude du problème en URSS et en Suède ; les sanctions contenues dans le projet de loi ; l'indispensable coordination internationale ; les opérations de tri sélectif ; éveiller la « conscience patrimoniale » ; (p. 3822) : l'exemple de l'utilisation du contingent par l'Etat algérien ; le rôle de la formation permanente. **Discussion des articles. Article 2** (p. 3828) : le problème de l'application de la loi à l'agriculture ; son amendement n° 1 : après les mots « récupération des éléments et matériaux réutilisables » insérer les mots « et de l'énergie » ; l'exemple du rejet d'eau chaude des centrales électriques ; réservé. **Article 3** (p. 3830) : son amendement n° 2 : après les mots « aux prescriptions de la présente loi » insérer les mots « et des règlements pris pour son application » ; le problème difficilement soluble des déchets sauvages ; adopté. **Article 6** (p. 3831) : s'oppose à l'amendement n° 26 de M. Glon ; caractère réglementaire des mesures proposées ; alourdissement des procédures ; s'oppose à l'amendement n° 18 de M. Darinot ; l'actuelle remise en cause de la notion de déchet biodégradable. **Article 9** (p. 3835) : son amendement n° 3 : compléter le premier alinéa de l'article 9 par les mots : « telle qu'elle est définie à l'article 2 » ; préciser que l'activité d'élimination s'étend aux transporteurs de déchets ; adopté ; (p. 3836) : sur l'amendement n° 19 de M. Darinot : renouveler l'expérience de collecte des médicaments ; accepte le principe contenu dans l'amendement n° 32 de M. Wagner. **Article 10** : son amendement n° 4 : ne pas limiter « les plans d'élimination de déchets » aux déchets les plus dangereux ; (p. 3837) : le danger présenté par l'accumulation de déchets peu nocifs ; adopté. **Article 12** (p. 3838) : son amendement n° 5 : fixer un délai de cinq ans pour assurer sur l'ensemble du territoire les prestations définies aux alinéas 1 et 2 de l'article ; adopté. **Article 13** : son amendement n° 6 : compléter le premier alinéa de l'article 13 par les mots : « en prenant les mesures permettant l'application de l'article 14 » ; faire en sorte que les réglementations communales facilitent la récupération des éléments réutilisables ; repoussé. **Après l'Article 13** (p. 3839) : son amendement n° 7 : prévoir de faire assurer pendant une période de cinq ans l'élimination des déchets dont les responsables ne sont pas identifiés par le préfet ; couverture des dépenses assurée par le reversement des taxes parafiscales prévues à l'article 21 ; ses sous-amendements n^{os} 38 et 39 à l'amendement n° 29 du Gouvernement ; supprimer les mots « avec la participation éventuelle des communes » ; compléter la première phrase du deuxième alinéa de l'amendement par les mots « pour les communes ou leurs groupements » ; sur son amendement n° 7 : absence dans le projet de toute mesure destinée à lutter contre les déchets abandonnés au hasard ; impossibilité d'en confier l'élimination aux communes ; devenu sans objet par adoption de l'amendement n° 29 du Gouvernement ; (p. 3840) : sur ses sous-amendements n^{os} 38 et 39 : ne pas laisser les départements se décharger sur les communes d'une part importante des frais d'élimination ; adoptés. **Article 14** (p. 3841) : son amendement n° 8 : substituer aux mots « ou éléments réutilisables » les mots « éléments ou formes d'énergie réutilisables » ; le problème de l'optimisation des formes de récupération ; la prise en compte du problème de l'énergie ; adopté. **Article 15** (p. 3842) : son amendement n° 9 : substituer aux mots « ou éléments » les mots « éléments ou formes d'énergie » ; réservé. **Article 16** : son amendement n° 10 : de forme ; adopté. **Article 18** : son amendement n° 11 : améliorer la rédaction de l'article 18 ; adopté. **Article 20** : son amendement n° 12 : substituer aux mots « et éléments » les mots « éléments et formes d'énergie » ; adopté ; (p. 3843) : son intervention sur l'article ; la création de plans de récupération des déchets ; son refus de voir introduire une procédure d'agrément individuel en matière de récupération. **Article 21** : son amendement n° 13 : inverser les termes constituant la fin du premier alinéa de l'article ; souligner que les tâches prioritaires de l'Agence sont d'inciter plutôt qu'agir ; adopté après adoption du sous-amendement n° 33 de M. Wagner ; son amendement n° 14 : percevoir sur les producteurs de déchets les redevances destinées à l'Agence nationale des déchets ; repoussé ; son amendement n° 15 : supprimer les mots « le cas échéant » dans le dernier alinéa de l'article 21 ; instituer sans délai les taxes parafiscales prévues à l'article 21 ; adopté. **Après l'Article 21** (p. 3846) : son amendement n° 16 : fixer les températures de rejet d'eau chaude des centrales électriques à un niveau permettant leur utilisation directe ; insérer un titre VI *bis* ; disposition visant à supprimer les gaspillages d'énergie résultant du fonctionnement des centrales électriques ; raisonnement pernicieux d'EDF qui ne tient compte que de la production d'électricité ; élever la température de l'eau chaude rejetée afin de faciliter son utilisation ; exemple de la centrale de Fessenheim ; essaimer comme en Suède des centrales plus petites sur l'ensemble du territoire ; retiré au profit de l'amendement n° 41 du Gouvernement ; (p. 3849) : sur l'amendement n° 41 du Gouvernement :

les dispositions fermes et incitatives qui y sont contenues. **Article 15** (p. 3850) : son amendement n° 9 précédemment réservé ; adopté. **Article 22** : son amendement n° 17 : prévoir des punitions en cas de méconnaissance des articles 6 et 11 ; demande des précisions quant aux mesures envisagées contre les promeneurs négligents ; retiré. **Deuxième lecture. Discussion générale** [28 juin 1975] (p. 4989, 4990) : rappelle que restent en discussion les articles 13 *bis*, 21 et 21 *bis*. **Discussion des articles. Article 13** *bis* (p. 4990) : son amendement n° 1 : reprendre le texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale ; adopté. **Article 21** *bis* (p. 4991) : son amendement n° 2 : préciser que le bilan économique prévu à l'article 21 *bis* devra tenir compte de la dégradation possible de l'environnement due aux rejets thermiques ; (p. 4992, 4993) : considère qu'économie et écologie sont complémentaires ; retire son amendement n° 2 ; (p. 4993) : amendement repris par M. Darinot ; adopté. **Commission mixte paritaire** [30 juin 1975] (p. 5056, 5057) : expose que la commision mixte paritaire est parvenue à un accord ; la reprise du texte voté par l'Assemblée nationale à l'article 13 *bis* ; ses décisions en ce qui concerne l'article 21 *bis*.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1975** (n° **1873**). **Discussion générale** [10 septembre 1975] (p. 6135) : la situation de l'industrie textile ; obtenir le contingentement des tissus ; le poids des importations sur le marché des tissus finis.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**).

Première partie :

Discussion des articles [23 octobre 1975]. **Article 6** (p. 7271) : demande des précisions sur l'exonération des recettes procurées par les quatre premières manifestations de bienfaisance organisées par les associations désintéressées ; (p. 7273) : son amendement n° 87 : permettre aux associations de choisir la date des quatre manifestations exonérées ; adopté.

Deuxième partie :

Agriculture. — FORMA, BAPSA [5 novembre 1975] (p. 7933) : estime que ce budget se présente comme un budget d'attente ; la faiblesse des crédits d'équipement aura des conséquences fâcheuses pour le remembrement, pour l'irrigation et pour l'augmentation des capacités de stockage ; la construction du collège agricole d'Altkirch ne doit pas tarder davantage.

Industrie et recherche [6 novembre 1975] (p. 8018) : la politique de récupération des matières premières ; les possibilités de recyclage des ordures ménagères ; (p. 8019) : le rôle de l'agence nationale pour la récupération et l'élimination des déchets ; les problèmes de la potasse d'Alsace ; la récupération des déchets thermiques des centrales nucléaires ; les avantages économiques et hygiéniques des centrales mixtes ; (p. 8020) : la concentration des centrales nucléaires en Alsace.

Qualité de la vie. — I. Environnement [7 novembre 1975] (p. 8091) : la diminution des moyens du ministère de la qualité de la vie ; le parallèle avec les Etats-Unis, l'Allemagne et la Suède ; les lenteurs de l'engagement des crédits du FIANE ; (p. 8092) : l'insuffisance d'effectifs de l'administration centrale ; l'absence dans beaucoup de départements de bureaux d'environnement ; la pollution de la nappe ; la récupération des déchets.

1976

— **Industrie nucléaire. — Réunion élargie de la commission de la production et des échanges** [3 juin 1976] (p. 3738) : rappelle que le programme d'action prioritaire n° 8 du VII[e] Plan favorise la promotion des diverses formes d'énergie nouvelles ainsi que l'utilisation de la chaleur nucléaire ; (p. 3749) : la mise à disposition des utilisateurs de la chaleur produite par la centrale nucléaire de Sentzich ; l'impossibilité pour les constructeurs de turbines de construire les matériels permettant la production et la distribution de la chaleur ; indique que la voix des consommateurs, des professeurs et des journalistes scientifiques devrait être écoutée au sein des commissions Leroy et Decelle sur la récupération des rejets thermiques ; expose qu'il lui semble qu'EDF hésite à envisager un bilan global « électricité plus eau chaude » ; rappelle que ce n'est pas EDF mais le Gouvernement qui est le maître des grandes options de la politique énergétique du pays ; évoque le problème de l'installation de la centrale de Fessenheim.

— **Projet de loi portant approbation du VII[e] Plan de développement économique et social** (n° **2346**). **Discussion générale** [24 juin 1976] (p. 4665) : les 27.000 travailleurs alsaciens frontaliers qui travaillent à l'étranger ; la nécessité de l'implantation d'activités nouvelles en Alsace ; la croissance plus forte des salaires en Allemagne ; l'inflation française plus élevée ; réclame l'indexation d'une épargne populaire et des mesures rigoureuses pour redresser la situation démographique ; les problèmes relatifs à la construction du canal Rhin-Rhône et à son financement ; préconise une action énergique contre le gas-

pillage d'énergie pour la récupération de l'énergie rejetée notamment sous forme de chaleur par les centrales nucléaires ; le financement du PAP relatif aux télécommunications qui devrait être assuré par le seul budget annexe des PTT ; réclame que les personnes âgées bénéficient de conditions de faveur en matière de raccordement téléphonique.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**).

Deuxième partie :

Equipement. — **Logement** [27 octobre 1976] (p. 7133) : le plus fort effort collectif fourni en faveur du logement en Europe ; l'aide à la pierre ; des logements inoccupés ; l'augmentation du prix du mètre carré ; les privilèges fiscaux accordés actuellement aux accédants à la propriété ; (p. 7134) : les rapports Barre et Nora ; l'accentuation de la ségrégation sociale ; l'aide insuffisante pour les plus défavorisés ; les logements anciens négligés ; de l'aide à la pierre à l'aide personnalisée ; les problèmes posés par l'aide personnelle au logement ; le tassement ponctuel de la demande d'HLM ; les problèmes de prix ; les avantages des promoteurs publics ; la maîtrise du coût de l'habitat ; les clients de la production privée ; la rénovation de l'habitation ; les aides de l'ANAH ; la faiblesse relative des loyers ; les risques de « taudification », de ségrégation sociale et d'expulsion en cas de rénovation ; la réhabilitation de ces logements moins coûteuse que la construction des HLM les moins chères ; (p. 7135) : l'infrastructure indispensable des nouveaux logements collectifs de type HLM ; les « mètres carrés sociaux »; le financement ; le poids des locaux collectifs.

Transports. — **I. Section commune.** — **II. Transports terrestres** [28 octobre 1976] (p. 7170) : un budget s'inscrivant dans le cadre global du plan de lutte contre l'inflation ; le blocage des tarifs des entreprises publiques ; (p. 7171) : des subventions supérieures pour les transports parisiens de voyageurs par rapport aux petites lignes de la SNCF ; le financement du métro par les contribuables ; le PAP « mieux vivre dans la ville » insuffisant ; la qualité des transports collectifs urbains en Allemagne ; les zones piétonnières ; les autorisations de programme de la RATP ; la faiblesse des investissements de la SNCF déduction faite du programme spécial de la région parisienne ; ne pas négliger les liaisons autres que les grands axes ; le rôle des gares de petites lignes ; les difficultés financières des transports routiers ; les deux remèdes : l'extension des réductions de tarif ; (p. 7172) : la meilleure utilisation des moyens de transport existants ; l'assouplissement des règles du transport scolaire ; l'ouverture des cars des entreprises au public ; les économies d'énergie ; la normalisation des conditions de concurrence pour le transport des marchandises.

Agriculture. — **FORMA, BAPSA** [4 novembre 1976] (p. 7531) : les aspects psychologiques du secteur agricole ; le contexte de la sécheresse ; l'agriculture, un secteur économique comme un autre ; quatre milliards d'exportation d'excédents agricoles en 1975 ; une augmentation en 1976 en dépit de la sécheresse ; « l'agriculture, secteur soutenu » ; l'aide « sécheresse » présentée comme une aide de solidarité, une erreur ; le revenu agricole français ; l'aide budgétaire limitée aux agriculteurs inscrits à l'Amexa ; l'impossibilité pour les communes forestières de reconstituer leurs biens sans subvention ; l'arrêté du 3 mai 1976 relevant de leurs fonctions les vétérinaires vacataires ; activer le recrutement des vétérinaires ; les distorsions d'imposition existant entre la République fédérale d'Allemagne et la France pour les apiculteurs.

1977

— **Projet de loi relatif au contrôle des produits chimiques** (n° **2620**). **Première lecture.** Rapporteur. **Discussion générale** [26 mai 1977] (p. 3079) : le rapport du groupe interministériel pour le contrôle des produits chimiques dispersés dans l'environnement après usage ; le rapport Parenteau ; les bienfaits dus à l'industrie chimique ; le travail de la commission ; les limites et les incertitudes de l'actuel projet de loi ; le délai de vérification de la conformité du dossier à la loi et aux règlements ; la loi sur le contrôle des substances toxiques promulguée aux USA ; l'agence pour la protection de l'environnement (APE) ; la recommandation de l'OCDE ; l'étude par la CEE de la mise en place d'un système de contrôle généralisé des produits chimiques nouveaux ; l'avant-projet de loi présenté en juin 1975 sur le contrôle des produits chimiques ; un texte d'émulation ; le délai d'application des mesures prévues à l'article 5 ; l'avis de la commission de la production sur sa suppression ; les objections émanant des milieux industriels ; (p. 3080) : la mise en place du mécanisme par lequel peut s'exercer le contrôle de produits chimiques ; le régime de la déclaration à l'administration ; la nécessité d'accompagner cette déclaration d'un dossier technique ; l'obligation de déclaration préalable à la mise sur le marché mais non pas dès avant sa fabrication ; la solution choisie par les Etats-Unis d'Amérique ; la décision de la commission relative à l'article 3 du projet de loi ; la nécessité de la désignation en langage clair de l'antidote des produits ; les centres anti-poisons natio-

naux ; le contrôle des produits chimiques déjà mis sur le marché ; la faiblesse du taux des amendes encourues pour infractions aux dispositions du texte ; la publication intégrale ou par extraits dans les journaux du jugement de condamnation ; l'autorité administrative chargée de recevoir les déclarations ; l'éventualité de la création d'une commission interministérielle assistée d'un secrétariat permanent ; les problèmes de financement ; la prise en charge de la banque de données éco-toxicologiques ; (p. 3081) : les produits dispersés dans l'environnement ; l'impact sur l'industrie chimique de la concurrence mondiale et européenne ; l'adoption par le conseil de la communauté d'une directive ayant un objet similaire ; la nécessité de modifier le texte sur des points essentiels. **Motion de renvoi en commission** (p. 3085) : le travail de la commission ; demande à l'Assemblée de rejeter la motion de renvoi. **Discussion des articles. Articles premier et 2** (p. 3086) : demande la réserve des articles jusqu'après le vote sur l'article 3. **Article 3 :** son amendement n° 3 : obligation faite aux producteurs et aux importateurs d'adresser une déclaration à l'autorité administrative compétente préalablement à la fabrication et à l'importation de substances chimiques ; les inconvénients présentés à la déclaration préalable à la mise sur le marché des substances nouvelles ; les solutions adoptées aux Etats-Unis ; l'application des dispositions de l'article aux grandes entreprises ; l'existence d'autres possibilités de contrôle ; (p. 3087) : le ralliement de la commission à la solution proposée par le Gouvernement ; amendement n° 3 adopté après adoption du sous-amendement du Gouvernement ; son amendement n° 4 : renversement de la charge de la preuve de la nouveauté aux substances chimiques ; la tenue par l'administration d'une liste de produits mis sur le marché ; les renseignements qu'elle pourra donner aux producteurs ; amendement n° 4 adopté ; (p. 3088) : l'avis défavorable de la commission sur l'amendement n° 41 de M. Gouhier ; son amendement n° 5 : responsabilité du fabricant ou de l'importateur en cas de fabrication ou de commercialisation de substances dangereuses ; les devoirs des professionnels quant à l'application du texte ; adopté ; son amendement n° 6 : suppression de la notion de changement important ; la notion de dangers nouveaux ; adopté ; (p. 3089) : l'acceptation par la commission de l'amendement n° 43 corrigé de M. Gouhier ; son amendement n° 7 : prise en compte de l'inclusion des substances dans des préparations nouvelles ; les effets de synergie susceptibles d'apparaître en cas d'association de substances ; adopté ; l'avis défavorable de la commission sur l'amendement n° 49 de M. Maurice Legendre ; (p. 3090) : l'avis favorable de la commission sur l'amendement n° 59 du Gouvernement ; son amendement n° 8 : introduction dans le dossier technique de la notion de risques ; accepte les modifications apportées à son amendement par le Gouvernement ; amendement n° 8 corrigé adopté ; son amendement n° 9 : inclusion dans le dossier technique d'études portant évaluation des effets mutagènes, tératogènes et carcinogènes des substances chimiques ; retiré. **Article premier** (*suite*) (p. 3091) : le rejet par la commission de l'amendement n° 46 de M. Maurice Legendre. **Article 2** (*suite*) : l'acceptation par la commission de l'amendement n° 57 du Gouvernement ; l'inutilité et le caractère inquiétant des dispositions figurant dans l'amendement n° 39 de M. Gouhier ; (p. 3092) : son amendement n° 1 : définition des produits auxquels la loi ne s'appliquera pas ; la non-saisine de l'occasion d'unification des différentes réglementations ; l'avis de la commission sur l'amendement n° 58 du Gouvernement ; (p. 3092) : la clarté de la rédaction de l'amendement n° 1 de la commission ; amendement n° 1 repoussé ; (p. 3093) : le désaccord de la commission sur l'amendement n° 40 de M. Gouhier ; le rejet par la commission de l'amendement n° 31 de M. Daillet ; (p. 3094) : l'avis défavorable de la commission sur l'amendement n° 32 de M. Daillet ; l'inopportunité d'écarter du champ d'application de la loi les substances intermédiaires ; le rejet par la commission de l'amendement n° 48 de M. Maurice Legendre ; son amendement n° 2 : modalités d'application des obligations prévues à l'article 5 du projet de loi aux substances énumérées à l'article 2 ; la nécessité de refondre certaines législations spécifiques ; l'acceptation par la commission du sous-amendement n° 65 de M. Maurice Legendre sur son amendement n° 2 ; amendement n° 2 adopté après adoption du sous-amendement n° 65 de M. Maurice Legendre. **Article 4** : indique que la commission s'en remet à la sagesse de l'Assemblée sur l'amendement n° 34 de M. Daillet ; (p. 3095) : son amendement n° 11 : suppression du délai de six mois ; la responsabilité des industriels ; adopté ; son amendement n° 10 de coordination ; adopté. **Article 5** (p. 3096) : le désaccord de la commission sur l'amendement n° 44 de M. Gouhier ; son amendement n° 12 de coordination ; adopté ; son amendement n° 13 : prise en compte de toutes les informations complémentaires sur les effets vis-à-vis de l'homme et de l'environnement ; adopté ; le désaccord de la commission sur l'amendement n° 50 de M. Maurice Legendre ; l'accord de la commission sur l'amendement n° 51 de M. Maurice Legendre;

(p. 3097) : son amendement n° 14 : subordination de la mise sur le marché des substances chimiques à prescriptions tendant à restreindre et à réglementer le transport de ces substances ; adopté ; son amendement n° 15 : obligation pour l'étiquetage de prévoir la désignation en langage clair de l'antidote du produit ; le recours au centre antipoison ; la rédaction de fiches techniques adressées aux services généraux de santé ; l'application de la mention d'antidote aux produits simples ; repoussé ; (p. 3098) : son amendement n° 16 : subordination de la mise sur le marché de substances chimiques à prescriptions tendant à restreindre ou à réglementer les conditions nécessaires à la préservation de la santé publique ou de l'environnement ; adopté ; son amendement n° 17 : application des dispositions des paragraphes 1, 2 et 3 de l'article à toutes substances ou préparations non inscrites sur la liste des produits dangereux pour l'environnement ; adopté. **Article 6** : le rejet par la commission de l'amendement n° 52 corrigé de M. Maurice Legendre; (p. 3099) : son amendement n° 18 : application du secret à toute administration qu'elle soit compétente ou non ; adopté ; l'avis défavorable de la commission sur l'amendement n° 45 de M. Gouhier ; son amendement n° 19 : secret des informations relatives aux préparations et publicité du dossier toxicologique des substances ou préparations ; la diffusion de l'information scientifique; craindre une véritable « expertocratie »; repoussé. **Article 7** (p. 3100) : son amendement n° 20 : intégration des préparations dans le champ d'application de l'article ; la clarté et la plus facile application des amendements n°s 20 et 21 de la commission ; (p. 3101) : s'en remet à la sagesse de l'Assemblée sur l'amendement n° 20 ; amendement n° 20 repoussé ; l'acceptation par la commission de l'amendement n° 63 du Gouvernement ; son amendement n° 21 : prise en compte des préparations ; devenu sans objet ; l'acceptation par la commission de l'amendement n° 53 de M. Maurice Legendre ; son amendement n° 22 : suppression de la mise à la charge des producteurs de suivre l'évolution des connaissances portant sur les produits qu'ils fabriquent ; la responsabilité du milieu professionnel ; les conséquences de la non-adoption de l'amendement de la commission ; (p. 3102) : la limitation, par l'amendement n° 36 de M. Daillet, de la responsabilité des producteurs. **Article 8** : l'accord de la commission sur l'amendement n° 54 de M. Maurice Legendre. **Après l'Article 8** (p. 3103) : l'avis favorable de la commission sur l'amendement n° 55 de M. Maurice Legendre ; l'avis favorable de la commission sur l'amendement n° 56 de M. Maurice Legendre. **Article 9** (p. 3104) : l'avis favorable de la commission sur l'amendement n° 37 de M. Daillet ; son amendement n° 23 : fixation à 500.000 F du montant de l'amende maximale applicable; la faiblesse des taux des amendes encourues pour les infractions les plus graves ; adopté ; son amendement n° 24 de coordination ; adopté ; son amendement n° 25 de coordination ; adopté ; (p. 3105) : son amendement n° 26 de coordination ; adopté ; son amendement n° 27 : possibilité pour le tribunal de faire insérer des annonces de mise en garde ; adopté. **Article 10** : son amendement n° 28 de coordination ; adopté. **Article 11** : l'accord de la commission sur l'amendement n° 64 du Gouvernement ; son amendement n° 29 : inclusion des inspecteurs de pharmacie dans la liste des gens habilités pour rechercher ou constater les infractions à la loi ; adopté. **Après l'Article 13** (p. 3106) : son amendement n° 30 : application des dispositions de la loi au département de Saint-Pierre-et-Miquelon ; adopté. **Deuxième lecture. Discussion générale** [28 juin 1977] (p. 4336): le déroulement du débat à l'Assemblée nationale ; les initiatives du Sénat. **Discussion des articles. Article 3** (p. 4337) : le non-examen par la commission de l'amendement n° 2 de M. Maurice Legendre ; demande à titre personnel le retrait de l'amendement n° 2. **Article 8** *bis* (p. 4338) : le financement des frais de dossier ; l'insuffisance des contributions proposées ; le rejet par la commission de l'amendement n° 1 de M. Gantier.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant certaines dispositions de la loi du 29 octobre 1974 relative aux économies d'énergie** (n° **3007**). **Discussion des articles** [28 juin 1977]. **Après l'Article 2** (p. 4313) : son sous-amendement n° 51 à l'amendement n° 21 de M. Guermeur : égalisation des taux d'actualisation employés pour le calcul économique aux taux d'intérêt des marchés monétaires moins le taux d'inflation ; le retard de l'équipement de la France en réseaux d'eau chaude ; les conséquences des taux d'actualisation actuellement retenus ; sous-amendement n° 51 retiré.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° **3120**).

Deuxième partie :

Débat préparatoire en commission élargie à l'examen des crédits des services du Premier ministre concernant la recherche. Débat du 12 octobre 1977 [*J.O.* Débats du 19 octobre 1977] (p. 6323) : les critères de choix des futurs sites d'installations nucléaires dans le cadre de l'aménagement du territoire ; (p. 6324) : l'option en matière de centrales mixtes électrocalogènes ; les conséquences d'une éventuelle installation de petites centrales calogènes.

Agriculture. — FORMA, BAPSA [26 octobre 1977] (p. 6633) : l'importance du prélèvement destiné au BAPSA ; le rapport des actifs et des inactifs agricoles ; la solidarité nationale ; les dispositions budgétaires relatives aux équipements ; le remembrement dans le Haut-Rhin ; les crédits destinés à l'hydraulique agricole ; l'identification pérenne ; les difficultés d'exploitation des forêts par les communes ; (p. 6634) : indique qu'il votera le budget de l'agriculture.

Industrie, commerce et artisanat. — I. Industrie [15 novembre 1977] (p. 7445) : la récupération des eaux chaudes des centrales ; la commission Leroy ; l'absence de mesures conservatoires ; l'absence d'inventaire des besoins ; le projet de loi gouvernemental ; les économies d'énergie ; l'association des régions et des collectivités locales ; la mission d'EDF ; réviser les instructions relatives au calcul d'actualisation demandé par le Plan ; (p. 7446) : l'action gouvernementale en matière énergétique.

Equipement et aménagement du territoire. — Logement, rapporteur pour avis [17 novembre 1977] (p. 7569) : la réforme de l'aide au logement ; l'évolution du secteur de la construction en 1977 ; réexaminer la répartition régionale des dotations réservées aux logements sociaux ; le projet de budget pour 1978 ; la diminution des aides à la pierre ; l'amélioration de l'habitat ; l'évolution des dépenses de fonctionnement ; la réforme des aides au logement ; la généralisation de la réforme au 1er janvier 1978 pour le secteur de l'accession à la propriété ; (p. 7570) : le problème de l'apport personnel; les incertitudes qui pèsent sur le système des prêts immobiliers conventionnés ; le nombre des bénéficiaires de l'APL ; l'exclusion du Crédit mutuel de la possibilité de distribuer les nouveaux prêts aidés ; le chauffage des logements ; les mesures fiscales bénéficiant au logement ; la nécessité d'un rapport d'études sur le sujet ; le vote favorable de la commission. **Examen des crédits. Article 56** (p. 7597, 7598) : le non-examen par la commission des amendements n° 231 de M. Denis et n° 232 de M. Denvers ; les clés de passage entre les PAP (prêts aidés à l'accession à la propriété) et les anciens prêts PSI et HLM-accession ; le délai d'application de l'aide personnalisée au logement ; le problème de l'apport personnel.

Z

ZELLER (Adrien)

Député du Bas-Rhin
(6e circonscription)
(RDS, puis RCDS, puis NI).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 736).

S'inscrit au groupe des réformateurs démocrates sociaux [2 avril 1973] (p. 745).

S'inscrit au nouveau groupe des réformateurs, des centristes et des démocrates sociaux [10 juillet 1974] (p. 3489).

Cesse d'appartenir au groupe des réformateurs, des centristes et des démocrates sociaux [2 avril 1976] (p. 1276).

N'appartient à aucun groupe [2 avril 1976] (p. 1276).

Est nommé secrétaire d'âge [2 avril 1977] (p. 1458).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [5 avril 1973] (p. 755), [2 avril 1974] (p. 1453), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre de l'Assemblée parlementaire des Communautés européennes [4 juillet 1974] (p. 3292), [3 juin 1975] (p. 3569).

Donne sa démission [25 mai 1976] (p. 3410).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la radiodiffusion et à la télévision [28 juillet 1974] (p. 3942).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** relative à l'exploitation du droit de **pêche** dans les eaux **du domaine privé** de l'Etat (n° **2541**) [13 octobre 1976].

QUESTIONS

• *question au Gouvernement :*

— **Implantation d'une usine de la Chemische Werke à Marckolsheim** [20 novembre 1974] (p. 6792).

• *question orale sans débat :*

— (n° **19220**) : **Départ à la retraite et travail à temps partiel** [30 avril 1975] (p. 2287) : les mesures envisagées par le Gouvernement pour améliorer la situation du marché du travail.

• *questions orales avec débat de :*

— **MM. Boudet** (n° **18971**), **Falala** (n° **19360**), **Ducoloné** (n° **19428**), **Coulais** (n° **19952**), **Gau** (n° **19963**) : **Problèmes de l'emploi** [27 mai 1975] (p. 3255) : insuffisance des moyens d'information, d'intervention et d'orientation en matière d'emplois ; nomination d'un délégué à l'emploi ; relance de l'industrie, notamment de la construction automobile ; abaissement de l'âge de la retraite ; réduction du temps de travail.

• *question au Gouvernement :*

— **Allocation en faveur des handicapés** [29 octobre 1975] (p. 7533) : émotion soulevée par une décision ministérielle suspendant le versement des allocations dues pour les handicapés placés dans des établissements médico-éducatifs.

• *questions orales sans débat :*

— (n° **24993**) : **Participation de la CEE au fonds international de développement agricole** [19 décembre 1975] (p. 10078, 10079) : participation de la France au développement de la politique d'aide alimentaire de la Communauté ; accroissement des envois de poudre de lait vers les pays affamés.

— (n° **28408**) **Enseignement primaire et préscolaire en milieu rural** [30 avril 1976] (p. 2514, 2515) : la mise en place d'une politique de regroupement scolaire en milieu rural ; la gratuité totale du ramassage scolaire.

• *questions au Gouvernement :*

— **Sauvegarde de l'emploi** [13 avril 1977] (p. 1760) : nécessité de renforcer les capacités d'intervention des établissements publics régionaux en matière d'emploi ; assouplissement des règles d'intervention de l'assurance garantie-salaire.

— **Politique des prix** [8 juin 1977] (p. 3501) : hausse des prix des produits industriels.

— **Taxe parafiscale sur le gravier** [11 octobre 1977] (p. 6044) : la nécessité de créer une taxe parafiscale spécifique au gravier exploité dans la plaine d'Alsace.

INTERVENTIONS

1973

— **Déclaration du ministre de l'agriculture et du développement rural sur les récentes délibérations du conseil des ministres des Communautés européennes** (n° **277**) [3 mai 1973] (p. 1034) : évoque la direction communautaire d'aide à l'agriculture de montagne, son désaccord avec le ministre de l'agriculture sur le sens que le Gouvernement donne à cette directive ; estime que l'Europe verte bénéficie d'un sursis ; juge fragile le compromis obtenu ; souligne l'influence des trois nouveaux Etats membres ; (p. 1035) : sa conception de la défense de l'Europe verte ; la nécessité de faire de la politique agricole commune une politique économique rationnelle, humaine et socialement progressive ; de donner à l'Europe verte des objectifs propres ; problème essentiel de la hiérarchie des prix agricoles ; inégalité profonde des agriculteurs de l'Europe verte et des diverses régions devant les mécanismes de la politique agricole commune ; au plan national, injustices fiscales aggravant ces disparités ; accroissement des inégalités entre régions d'Europe ; non-application des directives communautaires sur les structures agricoles ; souhaite leur application en fonction des différentes régions.

— **Déclaration du ministre de l'économie et des finances sur la politique économique, financière et monétaire** (n° **361**) [24 mai 1973] (p. 1557) : évoque l'inégalité des revenus, l'ampleur des changements à apporter dans ce domaine ; cite les exemples belge et allemand, la nécessité de s'attaquer aux causes fondamentales de la croissance des inégalités ; la position du Gouvernement vis-à-vis de l'impôt sur le capital, le retard des équipements collectifs, la variation excessive des programmes d'équipement ; exprime des doutes sur la solidité de la croissance française ; rappelle la dégradation du pouvoir d'achat du franc, l'exode de main-d'œuvre dans les régions frontalières ; (p. 1558) : la prise de contrôle de nos entreprises par les capitaux étrangers, le développement des industries de main-d'œuvre, le danger de cette évolution ; évoque la coopération au développement du tiers monde, la position du Gouvernement sur ce problème.

— **Projet de loi habilitant le Gouvernement à proroger la suspension de la taxe sur la valeur ajoutée sur les ventes au détail de viandes de bœuf** (n° **510**). **Discussion générale** [27 juin 1973] (p. 2552) : intérêt qu'il y a à supprimer cette taxe ; caractère anti-économique de cette mesure ; intérêt de détaxer les produits excédentaires comme le beurre ; ses réserves sur le caractère social de cette mesure ; répartition de la consommation de viande bovine selon les catégories professionnelles ; situation de faillite de cette politique de production de viande bovine ; refus de la CEE d'augmenter le prix de la viande ; financement des prêts spéciaux à l'élevage ; baisse du taux des subventions aux bâtiments d'élevage ; moyens d'orientation du FORMA ; financement d'une politique de la viande par une taxe sur ce produit ; moyens financiers de l'ONIBEV ; ses réserves sur le caractère anti-inflationniste de la détaxation.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° **646**).

Première partie :

Discussion des articles [24 octobre 1973] : **Article 2** (p. 4740) : problème posé par l'amendement de justice fiscale ; réconciliation des Français et de l'impôt ; ses doutes sur la réalisation de cet objectif ; portée trop faible des retouches proposées ; son impression que ces mesures retardent d'une guerre sociale et fiscale, retard d'ordre philosophique et non point technique ; politique recherchant l'élimination de la pauvreté ; principe d'un système de revenu minimum développé par M. Stoleru ; retard de la politique du Gouvernement avant même sa mise en application ; position des Français sur l'éventail des revenus ; ses références à

un sondage du centre d'études et de recherche sur les coûts ; réduction des inégalités ; espoir des nouvelles générations dans la réduction des disparités ; accroissement de 12 % des recettes provenant de la TVA ; caractère injuste de cet impôt indirect ; moindre progression (9 %) des impôts directs ; harmonisation des taux de la TVA ; caractère excessif du taux de la TVA (33 %) appliqué aux véhicules automobiles tels que la « 2 CV » ou la « R 4 » ; ses observations sur l'application du quotient familial et sur ses conséquences ; rôle très réduit que jouent les impôts directs dans la réduction des inégalités sociales ; [25 octobre 1973] : **Après l'Article 6** (p. 4789) : son accord avec l'amendement de M. Brochard tendant notamment à fixer à 17,60 % le taux de la TVA frappant les hôtels de luxe.

Deuxième partie :

Agriculture et développement rural. — FORMA, BAPSA [7 novembre 1973] (p. 5301) : conjoncture favorable et réformes essentielles à entreprendre ; (p. 5303) : politique d'aide aux zones de montagne ; demande au ministre de l'agriculture de revoir les critères de définition de la montagne ; situation des Vosges ; parcs naturels régionaux ; accroissement de la charge foncière ; urbanisation sauvage et hausse des prix des terres ; sa référence à un rapport de la fédération nationale des SAFER ; crédits d'aide à la modernisation ; sa question sur l'augmentation de la masse des crédits mis à la disposition des agriculteurs ; sélectivité de l'aide ; taux de réalisation du VI[e] Plan en matière de remembrement ; alignement du taux d'intérêt des prêts agricoles et du taux du marché ; inégalités entre régions et entre agriculteurs ; cotisations sociales des agriculteurs ; caractère positif de l'indexation sur le revenu brut d'exploitation ; inégalités dans le département du Bas-Rhin ; juge indispensable de différencier les taux de cotisations à l'intérieur des départements ; revenu brut d'exploitation et revenu réel de l'agriculture ; application des directives communautaires ; sélectivité des plans de développement ; orientation des terres libérées au moyen de l'IVD ; non-conformité des propositions du ministre de l'agriculture à l'esprit même des décisions prises à Bruxelles ; souhaite que l'action du Gouvernement soit plus fidèle aux directives communautaires ; sa référence à une lettre que lui a adressée un chercheur de l'INRA ; inquiétude quant au financement de l'INRA par des intérêts privés ; carences de notre dispositif de recherche ; sa critique de la politique sucrière ; politique agricole et justice sociale.

Education nationale [13 novembre 1973] (p. 5651) : écart entre les moyens et les besoins ; problème des maternelles ; ses observations sur les normes imposées ; création de postes ; (p. 5652) : situation dans le Bas-Rhin ; problème des remplaçants ; enseignement de l'allemand à l'école élémentaire dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle ; demande au ministre de préciser son attitude à l'égard des initiatives prises dans ce domaine en Alsace ; demande l'étude d'un système de rémunération des enseignants en fonction des efforts particuliers qu'ils accomplissent pour acquérir une spécialisation dans l'enseignement de la langue allemande.

Postes et télécommunications [19 novembre 1973] (p. 5993) : situation financière des PTT ; télécommunications ; financement des investissements et effectifs nécessaires à la surveillance et au contrôle des travaux ; avances remboursables et préfinancement des lignes ; retards enregistrés sur les prévisions du VI[e] Plan ; situation du centre de tri de Strasbourg ; lenteur de réalisation et coût des équipements ; coût des équipements à Illkirch ; charges indues supportées par les PTT et appel à l'emprunt ; revendications des personnels.

— **Projet de loi relatif à l'amélioration des conditions de travail** (n° 636). **Discussion générale** [22 novembre 1973] (p. 6276) : travail et homme moderne ; conséquences de l'évolution industrielle ; absentéisme : ouvriers spécialisés et travailleurs immigrés ; « ateliers autonomes » ; concertation au sein des comités d'entreprise ; agence pour l'amélioration des conditions de travail et vie régionale ; représentation des travailleurs au conseil d'administration de l'agence ; aménagement du temps de travail ; amélioration des conditions de travail et changement d'état d'esprit ; (p. 6277) : projet réformateur et conditions de travail ; participation des travailleurs et partage des responsabilités ; (p. 6282) : suggère la mise à l'étude d'une mesure législative sur la limitation du salaire au rendement. **Discussion des articles** [27 novembre 1973]. **Article premier** (p. 6364) : son amendement relatif aux modifications des cadences et des normes de travail ; (p. 6365) : son amendement : consultation du comité d'entreprise sur tout projet d'aménagement affectant la sécurité du travail.

1974

— **Discussion d'une motion de censure** [25 janvier 1974] (p. 434) : la notion de produit national brut est aujourd'hui dépassée ; elle

doit être remplacée par un effort de redistribution des richesses ; votera la censure.

— **Projet de loi relatif à l'organisation interprofessionnelle laitière** (n° **952**). **Discussion générale** [27 juin 1974] (p. 3094) : la rédaction succincte du projet ne paraît pas convenir à l'importance de la production laitière dans l'économie agricole.

— **Projet de loi relatif à la radiodiffusion et à la télévision** (n° **1161**). **Discussion des articles** [24 juillet 1974]. **Articles 5** (p. 3763) : son amendement n° 101 : siège en province d'une des sociétés nationales ; repoussé. **Article 6** (p. 3763) : son amendement n° 102 : comité régional consultatif de l'audio-visuel (devenu sans objet après adoption de l'amendement n° 40 de M. Le Pensec). **Article 11** (p. 3779) : son sous-amendement n° 159 à l'amendement n° 104 de défense des langues régionales ; repoussé ; (p. 3780) : son amendement n° 106 : éviter la concentration de la publicité sur un petit nombre d'annonceurs ; adopté.

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° **1180**).

Deuxième partie :

Qualité de la vie. — I. Environnement [30 octobre 1974] (p. 5653) : un budget d'austérité entraînant une nouvelle dégradation de l'environnement ; mettre la pollution à la charge des pollueurs et sensibiliser l'opinion ; le rôle de « conscience écologique » ; pas d'ouverture de nouveaux parcs régionaux sans crédits de fonctionnement convenables ; s'inspirer des exemples étrangers pour la protection de la nature ; s'interroger sur l'avenir des ateliers régionaux des sites et des paysages ; le manque de paysagistes ; associer les élus à la coordination de la politique nucléaire sur le Rhin entre les trois pays riverains ; l'implantation de l'usine de Marckolsheim ; (p. 5654) : persister dans l'erreur serait grave. — **II. Jeunesse et sports** [31 octobre 1974] (p. 5702) : un budget bien géré mais nettement insuffisant ; pas de véritable politique de la jeunesse ; quelques suggestions pour transformer les rapports entre les jeunes et les adultes ; (p. 5703) : des progrès sportifs n'impliquent pas l'étatisation ; l'absence de statut des animateurs socio-culturels ; la fiscalité des associations ; exonérer de l'impôt sur le revenu les contributions qui leur sont versées par les particuliers ; l'accès des organisations de jeunes aux moyens audio-visuels ; pour un service militaire effectué dans les foyers de jeunes ; privilégier l'aide aux petites associations et aider les groupes sportifs ; aider les jeunes indépendamment des communes et sans considération politique.

Services du Premier ministre. — V. Commissariat général du Plan d'équipement et de la productivité [19 novembre 1974] (p. 6708) : le conseil de planification ; (p. 6709) : renaissance du Plan et concertation ; les options quantitatives ; la préparation du VII[e] Plan ; la programmation régionale ; les programmes sélectifs ; rapports entre l'Etat, les services du Plan et le budget.

Budget annexe des postes et télécommunications [20 novembre 1974] (p. 6797) : évoque dix années d'insuffisances et de négligences ; déplore les deux déficits chroniques causés par la presse et les chèques postaux ; demande la rémunération de la contribution des collectivités locales au téléphone ; évoque les problèmes humains qui se posent aux PTT ; (p. 6797) : rappelle la situation faite aux facteurs.

— **Projet de loi relatif à l'interruption volontaire de grossesse** (n° **1297**). **Discussion générale** [27 novembre 1974] (p. 7137) : le texte du Gouvernement a pour intérêt principal de mettre fin à la passivité ; les retards de la législation sociale ; le texte tend à répondre au souhait des femmes d'assumer plus de responsabilités ; bien que le projet manque de prudence se déclare prêt à se laisser convaincre. **Discussion des articles** [28 novembre 1974]. **Article 3** (p. 7216) : son sous-amendement n° 4 à l'amendement n° 23 de M. Berger et de la commission.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat après déclaration d'urgence, portant institution d'un prélèvement conjoncturel** (n° **1274**). **Discussion générale** [4 décembre 1974] (p. 7395) : dissuasion ; les causes de l'inflation ; les structures économiques ; le système d'autocontrôle ; les petites entreprises ; les distorsions ; les correctifs ; la police des salaires.

— **Projet de loi portant amélioration et simplification de certaines pensions et allocations** (n° **776**). **Discussion générale** [5 décembre 1974] (p. 7452) : article 40 de la Constitution opposé à son amendement sur l'article 12 tendant à fixer des délais d'application pour les dispositions applicables au régime en vigueur en Alsace et en Moselle.

— **Projet de loi portant extension de certaines dispositions du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre** (n° **1379**). **Discussion générale** [16 décembre 1974] (p. 7904) : intérêt du projet pour l'Alsace-Lorraine : l'irritant obstacle des forclusions ; le sort des prisonniers de guerre incorporés dans l'armée allemande n'est pas réglé.

1975

— **Discussion d'une motion de censure** [9 avril 1975] (p. 1461) : la désunion de la gauche communiste et socialiste ; une situation caractérisée par une authentique volonté

de changement ; un Gouvernement dynamique placé devant la nécessité d'innover ; le révélateur que constitue la crise ; le bilan social de la crise ; (p. 1462) : la situation des petits épargnants ; les recommandations de la commission Malinvaud ; pratiquer une politique de patrimoine populaire ; la baisse du niveau de vie ; le cas des petites et moyennes entreprises ; les allocations indexées ; les bénéficiaires de l'indemnité viagère de départ ; les agriculteurs actifs ; les mesures d'aides compensatoires mises en œuvre en leur faveur ; mettre en place des dispositifs permettant de maîtriser l'avenir ; établir une planification sectorielle simple et indicative ; prendre acte de la détente du marché de l'emploi et envisager « la retraite à la carte » ; mettre en œuvre une politique globale de correction des inégalités sociales ; porter une attention prioritaire aux plus faibles ; se saisir des difficultés de la crise pour réaliser de nouvelles ambitions.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat après déclaration d'urgence, relatif au développement de l'éducation physique et du sport** (n° **1728**). **Discussion générale** [3 octobre 1975] (p. 6533) : demande les raisons du non-paiement de la taxe additionnelle pour les sociétés de courses hippiques. **Discussion des articles. Article 12** (p. 6562) : son amendement n° 76 : au début de la deuxième phrase du premier alinéa de l'article 12, insérer les mots « sous la même réserve » ; devenu sans objet par adoption de l'amendement n° 9 de M. Rickert.

— **Projets de loi portant réforme de l'urbanisme et de la politique foncière** (n° **1588** et n° **1881**). **Discussion des articles** [9 octobre 1975]. **Article premier** (p. 6727) : reprend le sous-amendement n° 491 de M. Masson à l'amendement n° 396 de M. Simon-Lorière ; repoussé.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**).

Première partie :

Discussion des articles [22 octobre 1975] : **Article 2** (p. 7247) : les compléments à apporter aux dispositions proposées par le Gouvernement dans le but de limiter l'évasion fiscale et d'alléger l'imposition des Français les plus modestes ; (p. 7248) : son amendement n° 62 : déductions forfaitaires et produits d'obligations négociables ; son amendement n° 100 : soulager les familles modestes ; (p. 7249, 7250) : insiste sur la nécessité d'adopter des dispositions en faveur des familles ; examiner sérieusement les propositions du conseil national des impôts ; retire son amendement n° 62 repris par M. Boulloche ; retire son amendement n° 100 ; [23 octobre 1975] : **Article 3** (p. 7264) : indique qu'il a déposé à l'article 4 un amendement semblable à l'amendement n° 88 de M. Gau relatif à la déduction pour frais de garde des enfants. **Article 4** (p. 7266) : son amendement n° 60 : utiliser les sommes dégagées par l'amendement n° 5 de la commission des finances pour étendre la déduction des frais de garde prévus à l'article 3 ; (p. 7267) : refuse de retirer son amendement n° 60 ; repoussé. **Article 6** (p. 7273) : son amendement n° 110 : permettre aux associations de choisir la date des quatre manifestations exonérées ; adopté. **Après l'Article 11** (p. 7290) : son amendement n° 20 : augmenter le taux de la redevance versée aux communes pour l'exploitation des sources d'eau minérale ; repoussé. **Article 12** : regrette que le Gouvernement n'ait pas proposé des modifications plus profondes de la fiscalité directe ; (p. 7291) : souhaite des réformes plus complètes dans le domaine de l'encouragement à l'épargne. **Article 19** (p. 7304) : son sous-amendement n° 64 à l'amendement n° 15 de M. Bernard Marie : exclure les courses hippiques de l'assiette de la taxe sportive ; adopté.

Deuxième partie :

Qualité de la vie. — I. Environnement [7 novembre 1975] (p. 8095) : le ministère de la qualité de la vie, « ministère de l'essentiel » ; l'insuffisance de ses moyens ; mettre au point des techniques non polluantes ; (p. 8096) : l'accroissement du rôle des associations écologiques ; le transfert de certains parcs naturels aux régions. — **II. Jeunesse et sports** [7 novembre 1975] (p. 8124) : les contraintes qui pèsent sur le budget ; l'abstention de certains députés du groupe des réformateurs ; donner une priorité à un recrutement accru des professeurs ; (p. 8125) : demander à ceux-ci un effort supplémentaire ; ne pas renoncer au développement de l'équipement sportif ; l'aggravation de l'alcoolisme chez les jeunes ; le nécessaire accroissement de l'aide de l'Etat aux associations ; renforcer les moyens de l'Etat ; le problème de la formation des animateurs bénévoles ; créer des services communs aux associations dans le cadre des municipalités. **Discussion des articles. Article 35** (p. 8132) : son amendement n° 65 : de coordination ; adopté.

Postes et télécommunications [18 novembre 1975] (p. 8563, 8564) : le caractère positif du budget pour 1976 ; la politique de l'emploi des PTT et la création de nouveaux emplois ; arriver rapidement à la semaine de 40 heures ; réduire les disparités entre les différentes catégories ; la situation des préposés ; les problèmes financiers du secrétariat d'Etat.

— **Projet de loi relatif aux conditions d'accès à la retraite de certains travailleurs ma-**

nuels (n° 2017). **Discussion générale** [11 décembre 1975] (p. 9679) : le projet, moyen de réparer partiellement les injustices subies ; regrette que les ouvriers agricoles soient exclus du projet ; insiste sur les cas des bûcherons ; le problème de la modulation des taux de retraite ; apporter de la souplesse dans la réglementation du cumul entre retraite et rémunération. **Discussion des articles. Après l'Article 4** (p. 9689) : son amendement n° 16 : faire obligation au Gouvernement de déposer avant le 30 juin 1976 un projet de loi réglementant les conditions de cumul d'une activité professionnelle rémunérée avec une pension de retraite ; (p. 9690, 9691) : accepte de reporter la date du 30 juin au 31 décembre ; adopté.

1976

— **Projet de loi relatif à la protection de la nature** (n° 1565). **Discussion générale** [22 avril 1976] (p. 2060) : estime nécessaire de renforcer des dispositions telles que les enquêtes d'impacts et celles relatives au rôle des associations ; la nécessité de contrepoids face aux forces de la machine économique ; donner la priorité à l'intérêt collectif à long terme ; remplacer la notion de protection par celle de gestion des ressources limitées ; concevoir la protection de la nature d'une façon moins ponctuelle ; le caractère indispensable des études d'impacts.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1976** (n° 2147). **Discussion générale** [4 mai 1976] (p. 2593) : un projet qui ne correspond pas aux besoins les plus urgents ; les transferts de charges que constituent la réduction de la TVA sur les médicaments et la diminution des crédits de nationalisation des CES ; regrette l'annulation des crédits d'équipement public non utilisés dans le cadre du plan de relance ; se félicite des sommes reçues par le fonds d'amélioration des conditions de travail ; (p. 2594) : regrette que le Gouvernement ne fasse pas confiance aux régions en matière de créations d'emplois ; l'insuffisance des moyens classiques pour lutter contre l'inflation ; agir en profondeur pour s'attaquer aux racines du mal ; mener une politique plus énergique.

— **Projet de loi portant imposition des ressources provenant de plus-values assimilables à un revenu** (n° 2206). **Discussion générale** [2 juin 1976] (p. 3662) : se réjouit de la discussion et approuve son principe même si le rééquilibrage de la fiscalité française dans d'autres domaines est plus urgent ; les points positifs : l'intégration de la plus-value dans l'assiette de l'impôt sur le revenu, la modération et la progressivité de l'imposition des plus-values, la prise en compte de la durée de détention ; une absence, celle de l'imposition modérée du capital ; les modalités discutables et dangereuses du projet ; l'exonération de plus-values réalisées sur les terrains agricoles ; critique la prise en compte de la durée de détention ; (p. 3663) : regrette l'absence d'imposition des moins-values, mais il reste à choisir entre l'immobilisme, le bon sens et le courage. **Discussion des articles** [10 juin 1976]. **Article 3** (p. 3953) : **Rappel au règlement** : proteste contre les retards apportés à la discussion du projet ; souhaite que pour le futur la durée des débats soit proportionnée à l'importance du sujet. **Article 4** (p. 3977) : son amendement n° 280 : tendant à exonérer les faibles plus-values et à maintenir sans limitation de durée l'imposition des plus-values importantes ; reprendre ainsi les vœux du Conseil économique et social ; (p. 3978) : conteste l'argumentation de M. Fourcade contre son amendement n° 280 car il est compatible avec l'idée d'une limite dans le temps ; repoussé ; [15 juin 1976] : **Article 5** (p. 4107) : ne maintient pas son amendement n° 281.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1976** (n° 2523). **Discussion des articles** [14 octobre 1976]. **Après l'Article 10** (p. 6664) : son sous-amendement n° 84 : modification du système de plafonnement ; deux ressauts importants et arbitraires autour des seuils de 18.000 et 24.000 F ; sous-amendement n° 84 repoussé.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° 2524).

Première partie :

Discussion des articles [21 octobre 1976] : **Article 2** (p. 6876) : son amendement n° 184 ; plafonnement des effets du quotient familial ; le problème des familles nombreuses ; la situation dans les pays de la CEE ; les abattements forfaitaires par enfant dans les pays voisins ; repoussé ; [22 octobre 1976] : **Après l'Article 2** (p. 6927) : son amendement n° 93 tendant à permettre aux ménages dont les deux époux travaillent et dont les revenus ne dépassent pas un certain plafond, de procéder à une déduction forfaitaire, prévoyant le nouveau taux de déduction supplémentaire, prévoyant une diminution de la déduction forfaitaire applicable aux revenus fonciers bruts des propriétés urbaines ; (p. 6928) : un but de justice fiscale et d'élargissement de l'assiette des impôts ; le ressaut frappant les ménages modestes où les deux conjoints sont obligés de travailler ; la perte d'allocation ; l'accroissement des frais professionnels ; conteste l'origine des déductions forfaitaires supplémentaires ; les propriétaires d'immeubles à usage locatif ; (p. 6929) : la justice fiscale passant

par l'équilibre entre l'imposition des revenus et des capitaux et celle des revenus tirés du travail par un traitement égal pour tous les revenus des salariés ; ne retire pas son amendement n° 93 ; amendement n° 93 repoussé. **Article 3** (p. 6932) : son amendement n° 94 assimilant le régime des déficits fonciers au régime retenu en 1965 pour l'imputation des déficits agricoles ; (p. 6934) : retire son amendement n° 94. **Après l'Article 3** (p. 6935) : son amendement n° 95 tendant à encourager l'accession à la propriété des titulaires de revenus modestes et moyens, permettant de généraliser les mesures d'encouragement à l'amélioration du logement principal et aux économies d'énergie, en faveur des catégories de revenus peu élevés ; une disposition plus équitable ; accepte de retirer son amendement n° 95 si le Gouvernement a l'intention de se conformer aux conclusions du rapport Barre et de suivre les propositions précises qu'il formule sur ce point ; retire son amendement n° 95 ; le caractère novateur du dispositif qu'il préconise ; prie le Gouvernement de réfléchir aux économies d'énergie. **Après l'Article 4** (p. 6942) : son amendement n° 96 : le régime de déduction pour frais applicable aux dirigeants de sociétés qui contrôlent celles-ci ; éviter une évasion fiscale par le biais de rémunérations salariales trop élevées ; une mesure dans le sens de *Démocratie française* qui vise à introduire la notion d'écart social au minimum ; (p. 6942) : propose non un blocage mais une discipline pour les salaires des dirigeants d'entreprises ; la créativité souhaitable de la commission des finances ; l'intolérable conformisme de l'Assemblée en matière fiscale ; l'existence de toute une série de possibilités d'évasion fiscale connues à travers le rapport du conseil des impôts ; souhaite que l'Assemblée s'attaque d'elle-même aux problèmes ; amendement n° 96 ; repoussé. **Après l'Article 5** (p. 6946) : sous-amendement n° 196 : inclure dans le dispositif de l'article les personnes bénéficiant de certains éléments de train de vie sans en être formellement et juridiquement propriétaires ; adopté.

— **Modification de l'ordre du jour** [22 octobre 1976] (p. 6933) : organisation des débats sur la loi de finances pour 1977.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant réforme de l'aide au logement** (n° **2631**). **Discussion des articles** [15 décembre 1976]. **Avant l'Article premier** (p. 9465) : la prudence excessive du Gouvernement en matière de déduction fiscale ; les documents publics traitant de la déduction fiscale ; (p. 9466) : mettre fin aux anarchies de déduction ; (p. 9469) : la liaison de l'effort de construction en cours et de l'effort d'urbanisation ; s'oppose aux bonifications d'intérêt.

1977

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, complétant et modifiant le code minier** (n° **1688**). **Discussion des articles** [12 avril 1977]. **Avant l'Article 21** (p. 1736) : son sous-amendement n° 39 à l'amendement n° 35 du Gouvernement : non soutenu.

— **Communication du Gouvernement sur son programme** (n° **2823**) [27 avril 1977] (p. 2250) : la réduction des ambitions nationales ; la paralysie qui s'est installée en profondeur dans l'action de la majorité ; l'absence de réponse globale, cohérente et claire aux multiples aspects de la crise ; le caractère préélectoral de l'action menée par le Gouvernement ; (p. 2251) : le caractère structurel du chômage : le financement de la politique de l'emploi ; les choix opérés ; le rôle des régions.

— **Projet de loi relatif au bilan social de l'entreprise** (n° **2755**). **Discussion générale** [11 mai 1977] (p. 2657) : l'utilité du bilan social ; la discrétion du Gouvernement sur les perspectives de réforme de l'entreprise ; l'absence de délais de mise en œuvre différents et adaptés aux diverses catégories d'entreprises ; le problème du seuil d'application des dispositions ; la nécessité d'une évolution progressive de l'application du projet de loi. **Discussion des articles. Article premier : Article L 438-1 du code du travail** (p. 2665) : son amendement n° 19 : aménagement de transitions selon le nombre de salariés employés par les entreprises ; (p. 2667) : le chiffre retenu par le rapport de M. Sudreau sur la réforme de l'entreprise ; regrette que le Gouvernement n'envisage pas, dans une deuxième étape, d'étendre cette mesure aux entreprises de 300 salariés ; amendement n° 19 repoussé ; (p. 2668) : son amendement n° 20 : réduction forfaitaire des cotisations sociales d'assurances maladie aux entreprises présentant un bilan social ; modalités de la majoration du taux général des cotisations sociales d'assurances maladie ; retiré. **Article L 438-3 du code du travail** (p. 2671) : son amendement n° 21 : prise en compte de la dimension de l'entreprise pour l'établissement de la liste des informations contenues par le bilan social ; devenu sans objet. **Article L 438-4 du code du travail** : son amendement n° 22 de coordination ; retiré.

— **Proposition de loi tendant à accorder aux femmes assurées au régime général de la sécurité sociale atteignant l'âge de soixante ans la pension de vieillesse au taux normalement applicable à soixante-cinq ans** (n° **2376**). **Discussion des articles** [1er juin 1977]. **Article premier** (p. 3292) : l'inopportunité de

l'amendement n° 1 présenté par le Gouvernement.

— **Projet de loi autorisant l'approbation des dispositions annexées à la décision du conseil des Communautés européennes du 20 septembre 1976 et relatives à l'élection des représentants à l'assemblée des Communautés européennes au suffrage universel direct (n° 2920). Discussion générale** [15 juin 1977] (p. 3823) : les échecs relatifs de la construction européenne ; les problèmes des viticulteurs ; (p. 3824) : la réception par l'opinion publique de l'élection directe des représentants nationaux au Parlement européen ; les craintes de la remise en cause de la souveraineté nationale ; l'éventuelle censure du Gouvernement ; le caractère essentiel de la démocratie ; la souveraineté du citoyen ; l'utilisation de la procédure du référendum ; le rôle du Conseil européen.

— **Projet de loi modifiant et complétant certaines dispositions de la loi n° 75-535 du 30 juin 1975 relative aux institutions sociales et médico-sociales et de la loi n° 70-1318 du 31 décembre 1970 portant réforme hospitalière et portant dérogation, à titre temporaire, pour certains établissements hospitaliers publics ou participant au service public hospitalier, aux règles de tarification ainsi que, pour les soins donnés dans ces établissements, aux modalités de prise en charge (n° 3210). Discussion des articles** [14 décembre 1977]. **Après l'Article premier** (p. 8716) : la soumission des foyers-résidences pour personnes âgées à la coordination par circulaire administrative ; la nature des foyers-résidences. **Article 2** (p. 8718) : les conditions de création des commissions consultatives.

ZUCCARELLI (Jean)

Député de la Corse (2e circonscription) (PSRG).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 733).

S'inscrit au groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche [2 avril 1973] (p. 745).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [5 avril 1973] (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant amnistie [10 juillet 1974] (p. 3490).

Membre de la commission d'enquête sur la pollution du littoral méditerranéen et sur les mesures à mettre en œuvre pour la combattre et assurer la défense de la nature [11 juillet 1974] (p. 3502).

DÉPOTS

— **Proposition de loi organique** tendant à compléter l'**article 34 de la Constitution** et relative à la gestion des **comptes spéciaux du Trésor** et aux **amendements aux projets de loi de finances** (n° 942) [30 mai 1974].

— **Proposition de résolution** tendant à la création d'une **commission d'enquête parlementaire** sur la situation de la **conserverie industrielle de fruits et légumes de Casamozza en Corse** (n° 1123) [9 juillet 1974].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de résolution (n° 1123) tendant à la création d'une **commission d'enquête parlementaire** sur la situation de la **conserverie industrielle de fruits et légumes de Casamozza en Corse** (n° 1283) [7 novembre 1974].

QUESTIONS

• *questions orales sans débat :*

— (n° 1225) : **Pollution de la Méditerranée par les « boues rouges »** [30 mai 1973] (p. 1688, 1690, 1691) : rejet des « boues rouges » par la société Montedison ; le caractère toxique de ces boues ; l'action des autorités corses ; la nécessité de conclure une convention internationale fixant un statut de la Méditerranée.

— (n° 38261) : **Transfert à Ajaccio du commandement militaire de la Corse** [27 mai 1977] (p. 3180) : raisons de l'implantation du commandement militaire à Bastia depuis le rattachement de l'île à la France ; risques de déracinement des fonctionnaires de Bastia.

INTERVENTIONS

1973

— **Déclaration du ministre des anciens combattants et victimes de guerre sur la situation du monde combattant** [11 mai 1973] (p. 1208) : rappelle au ministre des anciens combattants que les droits des déportés de la Corse n'ont jamais été reconnus.

— **Projet de loi relatif au droit de licenciement** (n° 197). **Discussion des articles** [29 mai 1973]. **Article 5** (p. 1627) : article 24 p du code du travail : son amendement tendant à imposer au juge de statuer sous quinzaine en cas de non-conciliation ; (p. 1635) : article 24 s : ses observations en faveur de l'unicité de la législation sur les licenciements qu'il s'agisse des petites ou des grandes entreprises.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° 646).

Deuxième partie :

Comptes spéciaux du Trésor [20 novembre 1973] (p. 6127). **Après l'Article 45** : son amendement ayant pour objet le transfert au conseil régional de la Corse des attributions du comité de gestion du fonds d'expansion économique de la Corse.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux appellations d'origine en matière viticole** (n° 725). **Discussion des articles** [29 novembre 1973]. **Article 4** (p. 6496) : son amendement tendant à retarder d'un an l'application du projet de loi.

— **Rappel au règlement** [12 décembre 1973] (p. 6870) : non-respect de l'**article 139** : délai de réponse des ministres aux questions écrites.

1974

— **Projet de loi d'amnistie** (n° 1058) [20 juin 1974]. **Discussion générale** (p. 2827) : revoir la législation sur le vote par correspondance. **Discussion des articles. Article 10** (p. 2842) : amendement n° 49 : inclusion des délits relatifs aux écoutes téléphoniques ; repoussé.

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° 1180).

Deuxième partie :

Transports. — IV. **Marine marchande** [18 novembre 1974] (p. 6675) : les liaisons maritimes vers la Corse ; le déficit de la Transmed, filiale de la Transat ; les subventions de l'Etat ; la réforme des tarifs ; la qualité du service ; les réservations.

Comptes spéciaux du Trésor [20 novembre 1974] (p. 6852) : évoque le fonds d'expansion économique de la Corse ; estime contestables certaines priorités qu'il a retenues et demande que la gestion de ce fonds soit transférée au conseil régional de la Corse ; signale sa proposition de loi concernant l'intervention du Parlement dans le contrôle des comptes spéciaux du Trésor ; (p. 6854) : déplore le refus opposé aux élus de la Corse en ce qui concerne la gestion du fonds d'expansion économique de la Corse.

1975

— **Projet de loi portant réorganisation de la Corse** (n° 1413). **Discussion générale** [3 avril 1975] (p. 1252) : le projet de loi : retour à un passé lointain mais lucide ; le rôle séculaire de Bastia comme capitale de l'île ; (p. 1253) : l'inscription du projet de loi dans le cadre de la nationalisation de la Corse ; un instrument d'efficacité et de progrès. **Discussion des articles. Avant l'Article premier** (p. 1257) : son amendement n° 5 : créer des services départementaux identiques dans les deux départements ; retiré.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1975** (n° 1873). **Discussion des articles** [10 septembre 1975]. **Après l'Article 15** (p. 6210) : son amendement n° 10 : déléguer à titre expérimental au conseil régional de la Corse les crédits d'équipement prévus par la loi en faveur de ce département ; charger le conseil régional de leur affectation après avis du comité économique et social ; le caractère regrettable qu'aurait sur le plan psychologique le rejet de l'amendement ; repoussé.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° 1880).

Deuxième partie :

Comptes spéciaux du Trésor. Examen des crédits [19 novembre 1975]. **Article 34** (p. 8680) : la difficulté du contrôle parlementaire en présence de la très grande diversité des comptes spéciaux du Trésor ; le déficit du fonds d'investissement routier ; les crédits du FDES ; le fonds d'investissement de la Corse et la gestion des investissements.

— **Projet de loi modifiant certaines dispositions du code électoral et du code de l'administration communale** (n° 1981). **Discussion générale** [4 décembre 1975] (p. 9378) : redoute qu'un projet qui est bon en soi ne développe l'abstentionnisme ; souhaite que le Gouvernement fasse le bilan de la réforme au lendemain des prochaines élections. **Discussion des articles. Après l'Article 2** (p. 9380) : estime que son amendement n° 9 défendu par M. Limouzy permettrait un meilleur contrôle des listes électorales ; (p. 9381) : ajoute que la lutte contre la fraude commence par l'assainissement des listes électorales.

1976

— **Projet de loi relatif à la prévention et à la répression de la pollution marine par les opérations d'immersion effectuées par les navires et aéronefs** (n° **1502**). **Discussion des articles** [21 avril 1976]. **Après l'Article 11** (p. 2000) : son amendement n° 18 : adaptation par le Conseil d'Etat des dispositions de la loi pour les rendre applicables aux entreprises françaises et étrangères qui déversent des produits dangereux à partir du territoire national ou dans les eaux territoriales françaises ; rappelle que cet amendement se justifie par les rejets effectués par l'entreprise italienne Montedison ; adopté.

— **Projet de loi portant approbation du VII^e^ Plan de développement économique et social** (n° **2346**). **Discussion générale** [24 juin 1976] (p. 4671) : souligne que la Corse ne bénéficiera pas des avantages du VII^e^ Plan ; l'insuffisante utilisation des dotations du VI^e^ Plan qui viendront en déduction sur l'enveloppe du VII^e^ Plan ; pas de fonds débloqués pour la construction de l'hôpital de Bastia et dans le domaine du tourisme ; des injustices malgré les progrès accomplis pour l'application du principe de la continuité territoriale ; la nécessité de « pondérer » la distance séparant la Corse du continent en fonction du temps perdu par rapport au chemin de fer ; souhaite que le VII^e^ Plan rattrape le retard pris pendant le VI^e^ Plan.

CONGRÈS DU PARLEMENT

du 21 octobre 1974.

CAILLAVET (Henri)

Sénateur.

Au nom de la gauche démocratique du Sénat.

— **Vote sur le projet de loi constitutionnelle portant révision de l'article 61 de la Constitution** [21 octobre 1974] (p. 9) : regrette les modalités adoptées pour la discussion de cette révision devant le Congrès; le subsidiaire est devenu le principal ; la coutume constitutionnelle réduit chaque jour les droits du Parlement ; souhaite une réforme fondamentale de la Constitution qui mette un terme à son caractère hybride, ni parlementaire ni présidentiel.

CAROUS (Pierre)

Sénateur.

— **Vote sur le projet de loi constitutionnelle portant révision de l'article 61 de la Constitution** [21 octobre 1974] (p. 9) : en dépit de quelques réserves, le groupe UDR du Sénat souhaite que la retouche apportée aujourd'hui à la Constitution de 1958 soit votée à une très large majorité.

CHANDERNAGOR (André)

Député.

— **Vote sur le projet de loi constitutionnelle portant révision de l'article 61 de la Constitution** [21 octobre 1974] (p. 4) : l'accessoire des projets soumis aux Assemblées est devenu l'essentiel du projet déposé devant le Congrès ; cette révision est inopportune parce que étrangère aux préoccupations des Français ; (p. 5) : dérisoire parce qu'elle n'apporte aucun début de solution au déséquilibre qui affecte le fonctionnement des institutions et qu'elle ne retient aucun des amendements que nous avions proposés en ce sens ; inadéquate aux problèmes posés parce qu'elle ne tente pas de remédier à l'instauration du pouvoir personnel et à l'absence de contrôle du Président de la République et du Gouvernement ; l'opposition demande seulement que l'exécutif cesse de violer la Constitution comme il vient d'en faire une fois de plus la démonstration : le professeur Duverger a montré que deux voies s'ouvrent lorsque des textes ont été adoptés en termes identiques par les deux assemblées : la ratification par référendum ou par Congrès ; la Constitution ne prévoit pas la voie des « oubliettes » qui a été choisie à propos de la révision de l'article 25 relatif aux suppléants ; ce choix très grave permet de s'opposer à toute tentative de révision par la voie parlementaire et constitue donc une violation supplémentaire des droits de l'opposition ; les amendements relatifs à la démocratisation de la désignation des membres du Conseil et à l'extension de ses compétences ont été écartés ; (p. 6) : partisan d'une profonde réforme constitutionnelle, le groupe socialiste votera contre ce projet.

CHIRAC (Jacques)

Premier ministre.

— **Vote sur le projet de loi constitutionnelle portant révision de l'article 61 de la Constitution** [21 octobre 1974] (p. 3) : le projet gouvernemental permettant aux membres du Gouvernement de retrouver, lorsqu'ils quittent celui-ci, leur rôle de parlementaire a été adopté à la majorité par les Assemblées mais n'a pas recueilli le large assentiment prescrit par la Constitution ; le projet soumis aujourd'hui au Congrès se limite donc au contrôle de la constitutionnalité des lois ; la saisine du Conseil constitutionnel sera désormais élargie aux parlementaires eux-mêmes ; les Assemblées n'ont pas cru devoir autoriser le Conseil constitutionnel à se saisir lui-même par crainte d'un « Gouvernement des juges » : le projet constitue une protection nouvelle des minorités et une reconnaissance supplémentaire des droits de l'opposition ; d'autres textes seront déposés en ce sens dans les mois à venir : réforme de la justice et code des libertés publiques ; nous voulons concilier l'autorité de l'État et la protection des libertés individuelles ; (p. 4) : tout système politique doit chercher à concilier les impératifs de la stabilité et de l'adaptation.

DONNEZ (Georges)

Député.

— **Vote sur le projet de loi constitutionnelle portant révision de l'article 61 de la Constitution** [21 octobre 1974] (p. 7) : reconnaît que le débat suscite peu d'intérêt dans le pays mais ne le considère pour autant ni comme stérile ni comme inutile ; tout en regrettant l'insuffisance des propositions, le groupe des réformateurs, centristes et démocrates sociaux accepte toute réforme constitutionnelle qui renforce les libertés publiques et, dans le cas précis, la faculté de saisir le Conseil constitutionnel donné à l'opposition ; le groupe votera un projet modeste par son objet, mais important par son esprit.

FAURE (Edgar)

Député.

En qualité de président du Congrès.

— La présence du Gouvernement et la possibilité pour lui de prendre la parole sont prévues par l'article 16 du règlement du Congrès ; tenant compte des observations de M. Tailhades, a demandé au Premier ministre de prendre la parole au début de séance [21 octobre 1974] (p. 2).

FOSSET (André)

Sénateur.

— **Vote sur le projet de loi constitutionnelle portant révision de l'article 61 de la Constitution** [21 octobre 1974] (p. 4) : le groupe sénatorial de l'union centriste des démocrates de progrès approuve la proposition de réforme ; le succès de la révision constitutionnelle par la voie parlementaire dépend de la concertation préalable ; l'incidence du projet sur le rôle du Conseil constitutionnel au sein des institutions ; l'élargissement des possibilités de saisine du Conseil permettra de conjurer l'abus de majorité et de garantir les droits des minorités politiques ; le projet constitue un premier pas vers le statut de l'opposition.

FOYER (Jean)

Député.

— **Vote sur le projet de loi constitutionnelle portant révision de l'article 61 de la Constitution** [21 octobre 1974] (p. 6) : rien n'interdit au Président de la République de retirer un projet, mais non pas une proposition, tant qu'il n'a pas définitivement abouti ; la révision par voie de Congrès convient aux révisions limitées ; le projet renforce le contrôle de la constitutionnalité des lois confié au Conseil constitutionnel qui, à différentes reprises, a fait la preuve de son indépendance ; comprend mal que l'opposition fasse la « fine bouche » devant cet élargissement des possibilités de saisine du Conseil qui renforce les prérogatives individuelles des parlementaires et apporte de nouvelles garanties des libertés des citoyens ainsi qu'une nouvelle pierre à la construction qui tend à soumettre le Parlement à la Constitution ; le groupe UDR de l'Assemblée nationale approuve un texte qui marque un progrès dans la défense du droit et de la liberté.

GERBET (Claude)

Député.

Au nom des députés et des sénateurs républicains indépendants.

— **Vote sur le projet de loi constitutionnelle portant révision de l'article 61 de la Constitution** [21 octobre 1974] (p. 8) : depuis la création du Conseil constitutionnel en 1958, le contrôle des lois ordinaires a eu un caractère exceptionnel ; la saisine trop restrictive du Conseil risquait de donner à ce contrôle de la constitutionnalité un caractère illusoire ; le projet étend donc la faculté de saisir le Conseil à une fraction des parlementaires eux-mêmes en garantissant par là même les droits de l'opposition ; s'insurge sur la possibilité de donner aux citoyens eux-mêmes le droits de contester la constitutionnalité des lois ; ce recours direct supposerait sans doute une réforme profonde de l'institution elle-même qui est aujourd'hui un organisme politique par son mode de désignation et une juridiction par sa compétence ; ce projet ouvre peut-être le chemin vers une véritable cour constitutionnelle ; sans remettre en cause l'équilibre de la Constitution, il donne à l'opposition un droit légitime.

MARCILHACY (Pierre)

Sénateur.

— **Vote sur le projet de loi constitutionnelle portant révision de l'article 61 de la Constitution** [21 octobre 1974] (p. 8) : ne s'associe pas à la majorité des sénateurs non inscrits qui estiment que le projet apporte un élément de protection supplémentaire des citoyens contre les empiétements de l'exécutif ou de la loi ; craint que le projet n'aggrave l'équivoque de la doctrine constitutionnelle française ; (p. 9) : déplore le péril qu'il y a à ne laisser à la tête de l'Etat qu'un seul homme susceptible de prendre à la minute des dispositions indispensables ; conteste que l'élargissement des possibilités de saisine du Conseil constitutionnel, sans accroître pour autant ses compétences, aboutisse à en faire une vraie cour suprême ; sans méconnaître le léger progrès qu'elle représente, votera en conséquence contre cette proposition ; juge favorablement l'utilisation de la procédure de l'article 89 de la Constitution.

MONICHON (Max)

Sénateur.

— **Vote sur le projet de loi constitutionnelle portant révision de l'article 61 de la Constitution** [21 octobre 1974] (p. 9) : ne pense pas qu'une révision constitutionnelle limitée justifie un refus de révision ; ce projet accroît le pouvoir parlementaire ; le groupe des républicains indépendants d'action sociale du Sénat votera le texte proposé.

TAILHADES (Edgar)

Sénateur.

— **Son rappel au règlement** : le règlement du Congrès ne prévoit pas que le Gouvernement puisse prendre la parole [21 octobre 1974] (p. 2).

VILLA (Lucien)

Député.

— **Vote sur le projet de loi constitutionnelle portant révision de l'article 61 de la Constitution** [21 octobre 1974] (p. 7) : note l'écart séparant le projet initial du texte subsistant aujourd'hui ; le droit pour les minorités parlementaires de saisir le Conseil constitutionnel ne suffit pas à justifier cette réunion du Congrès ; la réforme de la Constitution exigeait d'autres aménagements que le Gouvernement a refusés ; quant aux droits de l'opposition, ils seraient mieux reconnus si le Gouvernement acceptait les débats demandés, notamment par le groupe communiste ; la pratique quotidienne consiste à rogner sans cesse le pouvoir législatif ; refusant de cautionner cette politique antidémocratique, les députés et sénateurs communistes voteront contre le projet.

CONGRÈS DU PARLEMENT

du 14 juin 1976.

AUBURTIN (Jean)

Sénateur.

— **Vote sur le projet de loi constitutionnelle modifiant l'article 7 de la Constitution** [14 juin 1976] (p. 7) : déclare que la réforme n'est pas une question secondaire ; (p. 8) : est fort attaché à la Constitution actuelle qui a permis la décolonisation pacifique et l'essor industriel de la France ; apprécie la stabilité permise par l'actuelle Constitution qui paraît bien adaptée au tempérament des Français.

BOURGOING (Philippe de)

Sénateur.

— **Vote sur le projet de loi constitutionnelle modifiant l'article 7 de la Constitution** [14 juin 1976] (p. 4) : approuve le projet de modification de l'article 7 : les nouvelles dispositions sont le résultat d'un dialogue et constituent un texte aussi précis que possible et susceptible de pallier une lacune des textes, souligne le rôle capital attribué au Conseil constitutionnel ; est sensible au choix de la voie parlementaire pour réformer la Constitution.

CAILLAVET (Henri)

Sénateur.

— **Vote sur le projet de loi constitutionnelle modifiant l'article 7 de la Constitution** [14 juin 1976] (p. 8) : déclare que le Congrès est convoqué non pour une révision mais pour une retouche de la Constitution ; souligne que d'autres révisions s'imposent et que le véritable débat devrait concerner l'organisation des pouvoirs en France ; trouve le texte de révision technique, c'est-à-dire de circonstance et destiné à pallier les difficultés qui peuvent naître d'un événement imprévisible.

CHAMPEIX (Marcel)

Sénateur.

— **Vote sur le projet de loi constitutionnelle modifiant l'article 7 de la Constitution** [14 juin 1976] (p. 7) : trouve les changements proposés dérisoires ; déclare que les socialistes ne sauraient se désintéresser des projets constitutionnels mais qu'ils n'admettent pas la convocation d'un congrès pour une réforme de moindre importance ; déclare que le projet tend à combler une lacune mais qui est relative à une situation particulièrement exceptionnelle ; la nécessité d'une adaptation sérieuse de la Constitution refusée par le pouvoir qui préfère procéder par petites touches ; déclare que depuis 1958, jamais la Constitution n'a été appliquée tant dans sa lettre que dans son esprit ; la confusion des pouvoirs entre les mains du Président de la République ; estime qu'on s'installe inconstitutionnellement dans un régime présidentialiste mais dépourvu des contrepoids et des garanties propres à un régime présidentiel authentique ; s'interroge sur le maintien du titre XII de la Constitution alors que la Communauté a disparu ; souligne que la Constitution est muette sur l'hypothèse d'une victoire de l'opposition aux prochaines législatives ; s'inquiète sur les possibilités d'alternance.

CHATELAIN (Fernand)

Sénateur.

— **Vote sur le projet de loi constitutionnelle modifiant l'article 7 de la Constitution** [14 juin 1976] (p. 8) : regrette que cette réunion arrive en fin de session parlementaire ; souligne le peu de cas que le Président de la République fait du Parlement ; considère le projet comme une réforme mineure de la Constitution alors que les grands problèmes sont différés ; regrette l'absence de véritable débat sur la réforme des finances locales, sur l'extension des libertés communales alors que la crise dont souffrent les collectivités locales s'aggrave ; déclare que l'amélioration des institutions passe par l'extension des libertés communales.

CHAUVIN (Adolphe)

Sénateur.

— **Vote sur le projet de loi constitutionnelle modifiant l'article 7 de la Constitution** [14 juin 1976] (p. 9) : se félicite d'une amélioration du texte actuel de la Constitution ; souhaite pour l'avenir que des sujets plus importants soient traités lors des congrès ; rappelle que le Sénat a adopté une proposition de loi constitutionnelle concernant l'augmentation de la durée de session de printemps.

CHIRAC (Jacques)

Premier ministre.

— **Vote sur le projet de loi constitutionnelle modifiant l'article 7 de la Constitution** [14 juin 1976] (p. 3) ; le Congrès est appelé à prolonger et à parfaire certaines des règles les plus originales de notre Constitution concernant l'élection du Président de la République au suffrage universel ; le souci d'améliorer constamment le fonctionnement de nos institutions ; les remèdes à l'élimination d'un candidat en cours de période de campagne électorale ; les hypothèses humainement prévisibles et les règles qui leur sont appliquées ; prise en compte du décès ou de l'empêchement ; le rôle capital du Conseil constitutionnel ; les précautions prises contre les manœuvres éventuelles d'un candidat ; un complément à la révision de 1962.

DEFFERRE (Gaston)

Député.

— **Vote sur le projet de loi constitutionnelle modifiant l'article 7 de la Constitution** [14 juin 1976] (p. 3) : une « réformette » qui aurait pu être utile mais qui peut être dangereuse ; une « réformette » révélatrice de l'état d'esprit de la majorité du Parlement, de son refus d'admettre le principe de l'alternance ; le refus par la majorité des amendements socialistes concernant le délai de proclamation des résultats après le second tour ; le caractère vague et mal défini de la notion d'empêchement ; la fixation de la date de l'élection en cas de décès ou d'empêchement d'un candidat ; (p. 4) : l'absence de responsabilité du Conseil constitutionnel devant le Parlement ; inquiétude devant son mode de désignation ; les socialistes opposés à la réforme ; l'absence de clarification des rôles respectifs du Premier ministre et du Président de la République ; fragilité du système actuel.

DONNEZ (Georges)

Député.

— **Vote sur le projet de loi constitutionnelle modifiant l'article 7 de la Constitution** [14 juin 1976] (p. 5) : une lacune comblée à l'article 7 ; l'utilité du projet qui apporte des compléments et des précisions ; la Constitution n'est pas un monument immuable et intangible ; il convient de l'améliorer et de l'actualiser, d'autres modifications étant souhaitables ; le fonctionnement sans heurt de nos institutions présuppose une identité de vues complète entre le Président de la République et le Parlement ; un blocage possible de ses institutions ; une telle réflexion mène au régime présidentiel.

DUCOLONÉ (Guy)

Député.

— **Vote sur le projet de loi constitutionnelle modifiant l'article 7 de la Constitution** [14 juin 1976] (p. 6) : la tradition de la réunion en Congrès pour le vote de textes secondaires qui laissent de côté les vrais problèmes ; les thèmes importants de réforme : les rôles respectifs du Président de la République et du Gouvernement, le contrôle du Parlement sur l'action de l'exécutif ; nécessité d'une réforme fondamentale fondée sur le principe de la garantie et de l'extension des libertés ; l'inflation de projets de loi attentatoires aux libertés comme ceux concernant la fiscalité de la presse, la réforme du code électoral.

FOYER (Jean)

Député.

— **Vote sur le projet de loi constitutionnelle modifiant l'article 7 de la Constitution** [14 juin 1976] (p. 4) : caractère ambitieux du terme de révision ; il s'agit d'apporter à la Constitution une précision beaucoup plus qu'un changement ; un texte limité mais non sans utilité ou sans importance ; l'extension des pouvoirs du Conseil constitutionnel ; la précision des conditions de sa saisine ; absence d'objection de l'UDR vis-à-vis de la réforme.

GERBET (Claude)

Député.

— **Vote sur le projet de loi constitutionnelle modifiant l'article 7 de la Constitution** [14 juin 1976] (p. 6) : une lacune comblée ; l'hommage au Conseil constitutionnel qui a appelé à plusieurs reprises l'attention du Gouvernement sur les difficultés qu'entraînerait le décès d'un candidat ; hommage au Sénat ;

hommage aux travaux minutieux des deux commissions des lois et des rapporteurs ; la nécessité d'un texte constitutionnel aussi clair que possible et ne prêtant à aucune difficulté d'interprétation ; les nouvelles et lourdes responsabilités du Conseil constitutionnel ; un texte qui doit permettre à une élection présidentielle de se dérouler sans la menace des graves aléas que la lacune du texte constitutionnel actuel laissait subsister.

MONICHON (Max)

Sénateur.

— **Vote sur le projet de loi constitutionnelle modifiant l'article 7 de la Constitution** [14 juin 1976] (p. 5) : souligne l'efficacité de la procédure prévue à l'article 89 de la Constitution ; déclare que la réforme comble une lacune qui était grave du fait de la réforme de 1962.

Imprimerie de l'Assemblée nationale.